1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Affectation du résultat de l'exercice 2020 pour le budget de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1224

BUDGET PRINCIPAL
Le résultat de fonctionnement 2020 à affecter s'élève à **25,2 M€** (25 151 462,30 €).
Il est proposé d'affecter **21,7 M€** (21 714 742,71 €) à la section d'investissement afin de couvrir totalement le besoin de financement de cette section, correspondant d'une part au solde d'exécution de la section de **-17,2 M€** (-17 214 932,99 M€) et d'autre part au report du solde des restes à réaliser de l'exercice 2020 à hauteur de **4,5 M€** (4 499 809,72 €). Le solde du résultat de fonctionnement restant, d'un montant de 3,4 M€ (3 436 719,59 €) est destiné à financer des besoins complémentaires en section de fonctionnement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'affecter une part du résultat de fonctionnement 2020 du budget principal de la ville de Strasbourg, soit 21 714 742,71 € au financement complémentaire de la section d'investissement.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133179-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 1 à l'ordre du jour :

Affectation du résultat de l'exercice 2020 pour le budget de la ville de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 52 voix
+ 1 voix pour Madame Dupressoir qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 10 voix

Abstention : 0 voix

Affectation du résultat de l'exercice 2020 pour le budget de la ville de Strasbourg.

Pour	**52**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**10**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Budget supplémentaire 2021 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1225

Le budget supplémentaire a pour objet, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2021 de la ville de Strasbourg le résultat issu du compte administratif 2020 et, d'autre part, de procéder à des ajustements techniques de crédits indispensables au bon fonctionnement de la collectivité (ajustement de crédits inscrits au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

La **section de fonctionnement** s'équilibre à **3,5 M€**.

Les dépenses et les recettes de ce budget supplémentaire sont encore fortement impactées par la crise sanitaire. Il est donc proposé de scinder en deux parties les inscriptions au sein de ce budget, celles liées à la Covid, et les autres dépenses et recettes.

Budget de fonctionnement lié à la Covid 19.

+5,9 M€ de nouvelles dépenses sont inscrites au sein de ce budget supplémentaire, directement liées à la Covid 19, dont :

- +4,3 M€ de remboursement de charges de personnel à l'Eurométropole, employeur unique, lié au contexte sanitaire (+2 M€ de masse salariale concernant l'application du protocole sanitaire, +1,7 M€ pour la gestion du centre de vaccination et +0,6 M€ pour le maintien du jour de carence jusqu'à la fin de l'année) ;
- +0,9 M€ pour les mesures sanitaires dans les écoles et les établissements de petite enfance (nettoyage des écoles, transport des élèves pour respecter les jauges liées au protocole sanitaire, achat de produits de nettoyage) ;
- +0,5 M€ pour la gestion du centre de vaccination (gardiennage et orientation des personnes, nettoyage)
- +0,4 M€ de subvention pour l'Œuvre Notre-Dame, afin de couvrir les pertes estimées de la montée de la plateforme de la Cathédrale ;

- +0,3 M€ d'annulation de droit des terrasses des commerçants-es, mandatées en 2020 mais non encaissées ;
- +0,2 M€ de surcoût de nettoyage des espaces verts et des jardins familiaux abandonnés suite à la Covid et repris en gestion directe ;
- -0,2 M€ pour les relations européennes et internationales, notamment en lien avec les annulations des sessions du Parlement européen du premier semestre ;
- -0,4 M€ dans le secteur de l'enfance et de l'éducation, en lien notamment avec les annulations de sorties scolaires et des projets éducatifs de l'année scolaire 2020-2021 ;

Les actions de soutien dans le cadre de la Covid ayant été plus précisément définies, le budget supplémentaire est l'occasion de procéder à des réallocations vers les comptes adéquats des 2 M€ d'aides exceptionnelles votées au BP 2021 pour le soutien aux acteurs économiques et culturels. Il s'agit de :

- -1 M€ d'aide aux commerçants-es qui permet de financer +0,8 M€ d'exonérations de loyer et + 0,2 M€ de mesures de dynamisation du commerce de centre-ville ;
- -1 M€ d'aide au secteur culturel afin de financer différentes actions de fonctionnement à hauteur de +0,8 M€, comprenant +0,3 M€ d'animations estivales, +0,2 M€ pour la symphonie des arts, +0,1 M€ d'achat de places de cinéma pour les écoliers-ères, +0,1 M€ pour les usages éphémères de la ville et +0,1 M€ de fonds de soutien pour la reprise de pratique en amateur. Le solde de 0,2 M€, inscrit en investissement, est destiné à l'acquisition d'œuvres aux musées (0,1 M€) et à l'acquisition de matériel de matériel informatique pour les écoles de musique (0,1 M€).

Les recettes liées à la Covid sont impactées à hauteur de -3,1 M€, s'agissant de :

- -0,1 M€ pour les redevances des enseignes, lié à des abattements décidés pour l'année 2021 ;
- -0,1 M€ de recettes pour l'utilisation des gymnases, suite à la mise en place de la gratuité ;
- -0,5 M€ pour l'enfance et l'éducation lié à la fermeture des cantines et des structures de la petite enfance pendant le confinement d'avril 2021 ;
- -0,8 M€ pour la culture, principalement lié aux droits d'entrée des musées suite à leur fermeture au début de l'année et à la gratuité depuis leur ouverture en mai et jusqu'à la fin de l'été ;
- -1,6 M€ de redevances de stationnement répartis entre -0,6 M€ pour le stationnement sur voirie et -1 M€ pour le stationnement en ouvrage, correspondant au parking des Halles.

<u>Budget de fonctionnement courant.</u>

Les dépenses courantes s'élèvent quant à elles à +1,6 M€ et correspondent à :

- +0,6 M€ de dotations aux provisions, liées aux résultats 2020 des fondations, s'agissant du mécanisme habituel de recettes affectées ;
- +0,5 M€ d'actualisation annuelle de la provision pour litiges ;
- +0,4 M€ de dépenses en faveur de l'éducation, dont +0,1 M€ pour la restauration scolaire suite à l'actualisation du prix du marché, +0,1 M€ pour l'audit sur le nettoyage

externalisé des écoles, +0,1 M€ pour l'intervention sur le patrimoine scolaire et +0,1 M € pour l'entretien des cours d'écoles suite à leur déminéralisation ;
- +0,3 M€ pour la thématique jeunesse, des solidarités et de la santé, dont 0,1 M€ pour les colos apprenantes et 0,1 M€ pour la tournée Arachnima ;
- +0,2 M€ pour l'économie sociale et solidaire, intégrant la participation au programme territoire zéro chômeur de longue durée ;
- +0,2 M€ pour les usages éphémères de la ville ;
- +0,2 M€ pour le plan climat de la ville et le financement de la participation au programme des villes pilotes avec l'OCDE pour les objectifs de développement durable ;
- +0,1 M€ de frais de gardiennage, suite à l'ouverture du pôle de conservation des musées ;
- +0,1 M€ de besoins complémentaires pour les espaces verts ;
- +0,1 M€ pour les créances à admettre en non-valeur ;
- -0,3 M€ d'intérêts sur les emprunts suite au décalage des emprunts sur l'année ;
- -1,2 M€ pour la contribution à l'Orchestre en 2021, à comparer à la moindre recette de 0,9 M€ initialement inscrite au budget primitif.

Les recettes courantes, hormis la reprise de résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 à +3,4 M€, sont en hausse de 3,2 M€ et concernent :

- +1,7 M€ de dividendes supplémentaires émanant de R-GDS ;
- +0,9 M€ d'apurement du compte d'attente à la demande de la recette des finances (montants encaissés sur le compte de la ville depuis 2013 mais jamais titrés depuis) ;
- +0,6 M€ de dotations, de compensations de taxe et de fiscalité de la part de l'État suite à leur notification au printemps 2021.
- +0,3 M€ d'augmentation des indemnisations suite à des sinistres ;
- +0,2 M€ de subventions dans le domaine des solidarités ;
- +0,1 M€ de redevance pour le P3 des Halles suite au passage d'un marché à une délégation de service public
- -0,9 M€ de recettes provenant de l'Orchestre, en lien avec la baisse des dépenses.

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par une diminution de l'autofinancement de la section d'investissement de **2,9 M€** (soit une moindre dépense de fonctionnement et une diminution de la recette d'investissement d'autant), et une réduction du poste des dépenses imprévues de **1,1 M€**.

La **section d'investissement** s'équilibre à hauteur de **+ 17,8 M€**.

Elle comprend en dépenses :
- 17,2 M€ de reprise de résultat de 2020, auxquels s'ajoutent 4,6 M€ de de report de crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2020,
- -0,7 M€ de crédits financiers,
- -3,3 M€ de crédits opérationnels.

Le résultat d'investissement de l'exercice 2020 s'élève à **– 17,2 M€.** Il est inscrit par conséquent en dépenses, au même titre que le **solde** du report des crédits issus des restes

à réaliser de l'exercice 2020 (**4,5 M€** soit 4,6 M€ de RAR – 0,1 M€ de RAR en recettes)**.** Ces montants sont compensés en totalité par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement en recettes (+ **21,7 M€**), conformément à la réglementation.

Les crédits financiers, à **-0,7 M€**, concernent principalement la diminution du remboursement de capital de la dette, suite au report dans l'exercice de la réalisation de l'emprunt prévu.

S'agissant des crédits opérationnels, à **-3,3 M€**, il convient de signaler les inscriptions suivantes :

a) au niveau **des autorisations de programmes** à **-3,4 M€**, correspondant principalement à des modifications de l'avancée des chantiers :

- **+ 3,4 M€** dans le domaine de l'éduction, concernant notamment la mise en sécurité du groupe scolaire du Hohberg (+1,3 M€), la restauration scolaire de l'école Finkwiller (+1,4 M€) et celle de l'école Schluthfeld (+0,7 M€), les extensions / restructurations des écoles Gutenberg (+0,3 M€) et du groupe scolaire du Stockfeld (+0,3 M€), partiellement compensées par les diminutions sur la maîtrise d'œuvre externe dans le domaine de l'éducation et de la petite enfance (-0,3 M€) ainsi que les projets de rénovation thermique des écoles (-0,2 M€) ;

- **+ 1,2 M€** dans le domaine du sport, notamment le gymnase Canardière (+1 M€), la participation de la ville à la rénovation du stade de la Meinau (+0,5 M€) diminué des travaux dans les vestiaires du stade Vauban (-0,2 M€) et ceux pour le stade Walter (-0,2 M€) ;

- **+ 0,3 M€** en faveur des solidarités, de la santé et de la jeunesse, lié à l'avancement de la maison du sport santé (+0,3 M€), aux travaux de mise aux normes au centre socioculturel de l'Elsau (+0,2 M€), compensé pour partie par la diminution de la maison urbaine de santé à Hautepierre (-0,1 M€) et la ludothèque à la Meinau (-0,1 M€) ;

- **- 0,8 M€** pour les aménagements urbains, les espaces publics et la part ville des mobilités, notamment lié aux travaux pour la Foire Saint Jean (+1 M€), les reversements à l'Eurométropole concernant le projet de la rue du Péage (+0,3 M€), le projet ilot bois et cliniques (-0,2 M€) et de la Porte des Romains (-0,2 M€), les travaux dans les parcs naturels urbains (-0,7 M€) ainsi que le projet ANRU Hautepierre (-0,7 M€) ;

- **- 1,2 M€** pour la culture, dont +1,3 M€ pour le programme pour la composante de la Haute école des arts du Rhin au sein de la Manufacture, -0,4 M€ pour les travaux au musée zoologique et -1,8 M€ pour l'équipement des magasins de la réserve des musées ;

- **- 2,2 M€** dans le domaine du développement économique, correspondant au projet Archipel 2 ;

- **- 3,2 M€** pour le patrimoine municipal, dont +1,1 M€ pour les travaux patrimoniaux sur les immeubles municipaux, +0,5 M€ pour la rénovation de l'immeuble rue de Lausanne,+0,2 M€ pour la rénovation de l'immeuble de la Bourse, +0,2 M€ pour le lieu d'Europe,-0,2 M€ pour la rénovation des façades et toiture de Saint-Pierre le jeune Protestant, -0,6 M€ pour la rénovation de la 2ème tranche du Palais des fêtes,-0,6 M€ pour la mise en sécurité de l'Hôtel de Ville, -0,7 M€ pour la rénovation énergétique du patrimoine municipal et -2,8 M€ pour la maitrise d'ouvrage déléguée.

b) au sein des dépenses **de crédits annuels,** à **+ 0,1 M€** :

- **+ 0,5 M€** pour le projet de culture urbaine à la Citadelle,

- **+ 0,3 M€** pour la culture dont + 0,2 M€ dédié à l'acquisition d'œuvres d'arts et + 0,1 M€ d'acquisition de matériel informatique pour les écoles de musique ;

- **+ 0,3 M€** pour le domaine des solidarités et de la santé, dont 0,2 M€ de subventions afin de réaliser des travaux au quai Jacoutot pour le refuge des oubliés ;

- **+ 0,3 M€** pour des travaux dans les réserves naturelles et des démolitions ;

- **- 1,5 M€** pour les projets d'acquisitions foncières.

Outre la reprise d'une partie du résultat de fonctionnement en investissement de **+ 21,7 M€** et la diminution de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement (**-2,9 M€**), il y a lieu de signaler, en recettes, **-4,8 M€** de cessions, principalement des décalages et **+4,1 M€** de subventions.

L'équilibre est assuré par une diminution de la prévision d'emprunt de **0,4 M€**.

Mise à jour des autorisations de programmes

Le budget supplémentaire a modifié les autorisations de programme à hauteur de **+10,3 M €** en dépenses et de **+5,4 M€** en recettes. Le montant total des autorisations de programme s'élève désormais à 1,29 Mds€ en dépenses et 231,8 M€ en recettes.

Comme à chaque budget supplémentaire, 26,1 M€ d'AP ont été clôturées en dépenses et 4 M€ d'AP ont été clôturées en recettes.

S'agissant des dépenses à **+ 10,3 M€**, il convient de signaler les modifications suivantes :

- +7,9 M€ pour les espaces publics et naturels, dont +7,2 M€ pour les projets de rénovation urbaine, +0,9 M€ pour les projets d'accompagnement de voirie et -0,3 M € pour les travaux concernant l'ANRU Meinau à la Canardière ;
- +1,8 M€ pour la culture, dont +1,2 M€ pour le musée zoologique et +0,5 M€ en faveur des installations climatiques à la cité de la musique et de la danse ;
- +0,5 M€ pour le sport, en particulier la construction/rénovation des équipements sportifs (+0,4 M€) et la construction/rénovation des gymnases (+0,2 M€) ;

- +0,3 M€ pour le patrimoine bâti, correspondant au remboursement à l'Eurométropole des travaux au centre administratif ;
- -0,3 M€ pour les travaux dans les écoles.

Les AP de recettes augmentent de **5,4 M€**, dont :

- +0,5 M€ pour le sport, concernant la hausse des AP de constructions/rénovations des équipements sportifs (+0,3M€) et des gymnases (+0,1 M€) ;
- -3,3 M€ pour les aménagements urbains, principalement l'AP de l'aménagement du Port du Rhin, correspondant à de moindres cessions ;
- +0,4 M€ pour le domaine de la jeunesse, lié aux nouvelles subventions pour les rénovations de centres socioculturels ;
- +2,1 M€ en faveur de la thématique culture, notamment de nouvelles subventions pour la composante Haute École des Arts du Rhin à la Manufacture (+2,1 M€)
- +2,4 M€ pour le patrimoine de la collectivité, dont +1,7 M€ de remboursement de la part de l'Eurométropole pour les travaux de l'immeuble de la Bourse, +0,4 M€ de subventions pour les travaux dans les immeubles municipaux et +0,1 M€ pour la construction des équipements de proximité ;
- +3,1 M€ pour l'enfance et l'éducation, s'agissant de nouvelles subventions pour les constructions de bâtiments scolaires des années 2016 à 2018 (+2,4 M€), des années 2009 à 2011 (+0,4 M€) et des années 2015 à 2017 (+0,3 M€).

BUDGET ANNEXE DE L'ECOLE EUROPENNE

La clôture de l'exercice 2020 de ce budget annexe a fait apparaître un résultat de 143 562,84 € en section de fonctionnement et de 69 961,46 € en section d'investissement qu'il convient de reprendre au sein de ce budget supplémentaire.

La section de fonctionnement s'équilibre à **+ 145 000 €**, qui comprend principalement en recettes la reprise de résultat (+ 143,6 K€), permettant de prévoir en dépenses d'éventuelles nouvelles dépenses concernant l'entretien de la structure (+ 140 K€).

La section d'investissement s'équilibre à **+ 70 000 €**, et comprend en recettes la reprise de résultat (+ 70 K€), qui permet de prévoir d'éventuelles dépenses de travaux complémentaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après présentation à la Commission finances
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2021 du budget principal de la Ville de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*3 344 764,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*4 354 449,34 €*
014	*Atténuation de produits*	*-109 469,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*-1 066 905,88 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*-2 900 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*-131 244,00 €*
66	*Charges financières*	*-300 000,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*-765 273,33 €*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*1 073 678,87 €*
		3 500 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*3 436 719,59 €*
013	*Atténuations de charges*	*1 500,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*10 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*-2 868 914,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*-4 484 423,88 €*
74	*Dotations et participations*	*5 364 392,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*28 777,37 €*
76	*Produits financiers*	*1 701 000,00 €*
77	*Produits exceptionnels*	*212 808,51 €*
78	*Reprises sur amortissements et provisions*	*98 140,41 €*
		3 500 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*17 214 932,99 €*
020	*Dépenses imprévues*	*-4 755,73 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*10 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*-4 898,51 €*

16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-700 000,00 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*148 000,00 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*108 488,63 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-489 194,28 €*
23	*Immobilisations en cours*	*-3 076 382,82 €*
		13 206 190,28 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*-2 900 000,00 €*
024	*Produit des cessions d'immobilisations*	*-4 793 820,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*-4 898,51 €*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*21 714 742,71 €*
13	*Subventions d'investissement*	*4 126 975,80 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-440 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*3 000,00 €*
		17 706 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

EN DEPENSES	*1 291 127 168,47*
EN RECETTES	*231 843 154,50*

b) approuve la liste des autorisations de programme disponible dans le document réglementaire ci-joint ;

c) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2021 du budget annexe de l'école européenne tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*140 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*38,54 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*4 961,46 €*
		145 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*143 562,84 €*
77	*Produits exceptionnels*	*1 437,16 €*

		145 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
21	*Immobilisations corporelles*	*70 000,00 €*
		70 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*69 961,46 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*38,54 €*
		70 000,00 €

d) approuve l'opération d'ordre non budgétaire suivante, correspondant à une correction d'amortissements :

- *Débit 281531 – amortissements des réseaux d'adduction d'eau pour un montant de 164 861,01 €*
- *Débit 281532 – amortissements des réseaux d'assainissement pour un montant de 81 336,61 €*
- *Crédit 1068 – Excédents de fonctionnement capitalisés pour un montant de 246 197,62 €*

e) approuve l'opération budgétaire d'intégration des frais d'études concernant le club-house Jean Nicolas Muller :

Débit		*Crédit*	
2313 Constructions	*1 788,48 €*	*2031 Frais d'études*	*1 788,48 €*

f) approuve les augmentations et reprises de provisions suivantes :

Libellé de la provision	***Nature***	***Augmentation de provision***	***Reprise de provision***	***Modif***
Dotations aux provisions pour risques et charges	*6815*	*475 000 €*		*Ajustement annuel*
Reprise créances irrécouvrables	*7817*		*15 962,36 €*	*Ajustement annuel*
Fondation Apffel	*6815*	*496 404,90 €*		*Reprises de résultat N-1 Ajustement annuel*
Fondation Apffel	*7815*		*63 036 €*	

Libellé de la provision	*Nature*	*Augmentation de provision*	*Reprise de provision*	*Modif*
Fondation Henri-Louis	*6815*	*9 234,40 €*		
Fondation Lippmann	*6815*	*25 149,19 €*		
Fondation Spach	*6815*	*3 601,84 €*		
Fondation Strauss Durckheim	*7815*		*-40,06 €*	
Fondation Trubner	*6815*	*- 6 300 €*		
Fondation Trubner	*7815*		*19 420,11 €*	
Fondation Ungemach	*6815*	*69 763,33 €*		
Fondation Blanck	*7815*		*-238 €*	
Autres Fondations	*6815*	*825,21 €*		
Total		***1 073 678,87 €***	***98 140,41 €***	

g) approuve le versement complémentaire pour le budget de l'Œuvre Notre-Dame d'une subvention de fonctionnement (subvention d'équilibre) sur la nature 65738 pour un montant de 400 000 € ;

h) approuve le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, disponible en ***Annexe 1****,*

i) informe que le document budgétaire est consultable à partir du lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=NGbNHHVZLR9yOdhV4QF49A

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140431-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2020

Ville de Strasbourg

Aout 2021 - annexe au budget supplémentaire 2021

I. Sommaire

AVANT-PROPROS 3

I. Égalité professionnelle dans la gestion des ressources humaines de la Collectivité 4

A. LES EFFECTIFS 4

B. EVOLUTION DE CARRIERE : PROMOTIONS ET AVANCEMENTS 6

C. FORMATION 8

D. EMPLOIS SUPERIEURS ET DIRIGEANTS 10

E. RECRUTEMENTS 11

F. REMUNERATIONS 12

G. TEMPS DE TRAVAIL 14

II. L'égalité femme/homme dans les politiques publiques de la collectivité : Irriguer la Ville d'une culture de l'égalité, soutenir, encourager et favoriser les initiatives associatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité 17

A. AMELIORER L'ACCÉS À L'INFORMATION ET À LA DOCUMENTATION SUR LE GENRE 17

B. SENSIBILISER A LA PRESENCE SYMBOLIQUE DES FEMMES DANS LE DOMAINE PUBLIC 18

C. CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL DANS L'ESPACE PUBLIC 18

D. CREATION DE 104 PLACES D'HEBERGEMENT 18

E. AMELIORER LA SYNERGIE ENTRE LES ACTEURS ET ACTRICES 19

F. SOUTENIR LES ASSOCIATIONS LOCALES 20

III. Poursuivre la prise en compte de la question de l'égalité dans le cadre des politiques municipales et notamment 21

A. POLITIQUE SPORTIVE 21

B. POLITIQUE DE PREVENTION 21

C. POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET POLITIQUE DE LA VILLE 22

CONCLUSION 24

ANNEXES 25

AVANT-PROPROS

Accès à l'emploi, rémunérations, accès aux responsabilités professionnelles, associatives ou politiques, violences, précarité : entre les femmes et les hommes, la liste des inégalités est encore longue malgré les avancées incontestables de ces dernières décennies.

Les collectivités territoriales sont des actrices essentielles de l'égalité entre les femmes et les hommes. Par leur statut d'employeurs, par la définition et la mise en œuvre de leurs politiques publiques, par leur connaissance et leur capacité d'animation des territoires, elles sont un véritable moteur de l'action publique pour l'égalité. C'est la raison pour laquelle, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes réaffirme le rôle des collectivités territoriales pour atteindre une égalité effective. Son article 61 prévoit notamment que chaque collectivité et EPCI à fiscalité propre de plus 20 000 habitants-es présente, chaque année, un rapport sur la situation de l'égalité entre les femmes et les hommes à l'assemblée délibérante.

Ce rapport a notamment pour objectif de sensibiliser à l'égalité femme-homme. Il comporte d'une part un volet interne relatif à la politique de ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle et d'autre part un volet territorial concernant les politiques d'égalité menées sur le territoire.

Conformément à ses engagements liés à la signature de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, la ville de Strasbourg a rendu public le 29 mars 2012 son 1er plan municipal pour les droits des femmes et l'égalité de genre. Fort des enseignements du premier plan d'action, un deuxième plan a vu le jour en 2017-2020. Les 36 fiches actions qui le composent sont celles autour desquelles la Mission droits des femmes et égalité de genre organise ses activités.

Pour rappel, la Mission Droits des femmes a été créée en 2010. Elle est rattachée à la Direction générale des services et a vu le jour dans la foulée du premier acte politique fort exprimant l'engagement de la ville de Strasbourg en faveur des droits des femmes et de l'égalité de genre : la signature en 2010 de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. Les objectifs qui composent les plans d'action portés par la Ville (2012-2016 et 2017-2020) se réfèrent aux axes de la charte européenne. La Mission Droits des femmes a pour mandat d'assurer la coordination et la mise en œuvre desdits plans d'action qui se déclinent exclusivement dans le champ des compétences de la ville de Strasbourg, à l'exception de l'égalité professionnelle puisque la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg fonctionnent en administration fusionnée.

L'année 2020 marque la fin du 2ème plan municipal présenté en conseil municipal du 23 janvier 2017.

Le présent document dresse un bilan pour l'année 2020 de l'état d'avancement de la politique de l'égalité menée par la ville de Strasbourg, selon les trois objectifs définis en 2012 dans le premier plan d'action et reconduit dans le 2ème plan :

- **Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de l'administration ;**
- **Irriguer la ville d'une culture de l'égalité ;**
- **Soutenir, encourager et favoriser les initiatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité.**

À noter que cette année 2020 a été exceptionnelle à plusieurs niveaux ce qui a impacté les actions portées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg dans le champ de l'égalité femme-homme :

- Au niveau politique avec l'installation d'une nouvelle mandature ;
- Au niveau administratif, avec un poste de chargé-e de Mission droits des femmes et égalité de genre resté vacant en 2020 ;
- Au niveau sanitaire, avec des confinements successifs altérant considérablement la feuille de route de l'administration dans le champ de l'égalité.

I. Égalité professionnelle dans la gestion des ressources humaines de la Collectivité

Employeur de premier plan, **la ville de Strasbourg (dont l'administration est fusionnée avec celle de l'Eurométropole)** s'est engagée, via la signature de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie publique locale, à devenir exemplaire en interne. Ainsi, l'objectif est de garantir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes au sein de l'administration.

Pour cela, plusieurs axes de travail ont été définis :

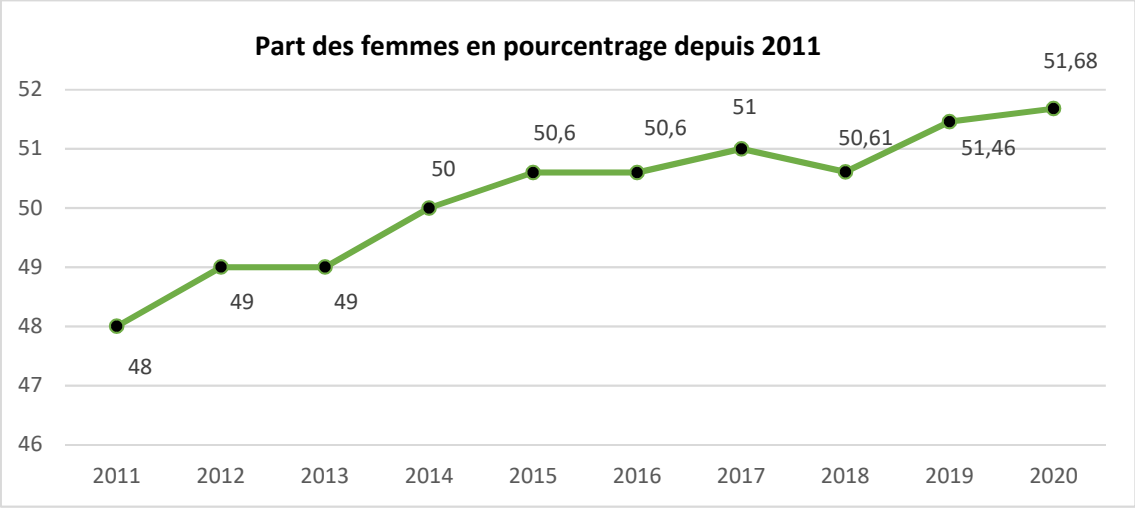
- Mieux connaître les inégalités existantes ;
- Lutter contre les dynamiques sociales qui enferment les femmes aux postes les plus précaires et parallèlement leur interdisent les postes de direction ;
- Faire disparaître les stéréotypes de genre de la communication interne ;
- Donner aux femmes une place égale dans les écrits, mieux articuler les temps de vie, etc.

➔ Analyse de la situation comparée des femmes et des hommes agents-es de la collectivité et bilan des actions menées

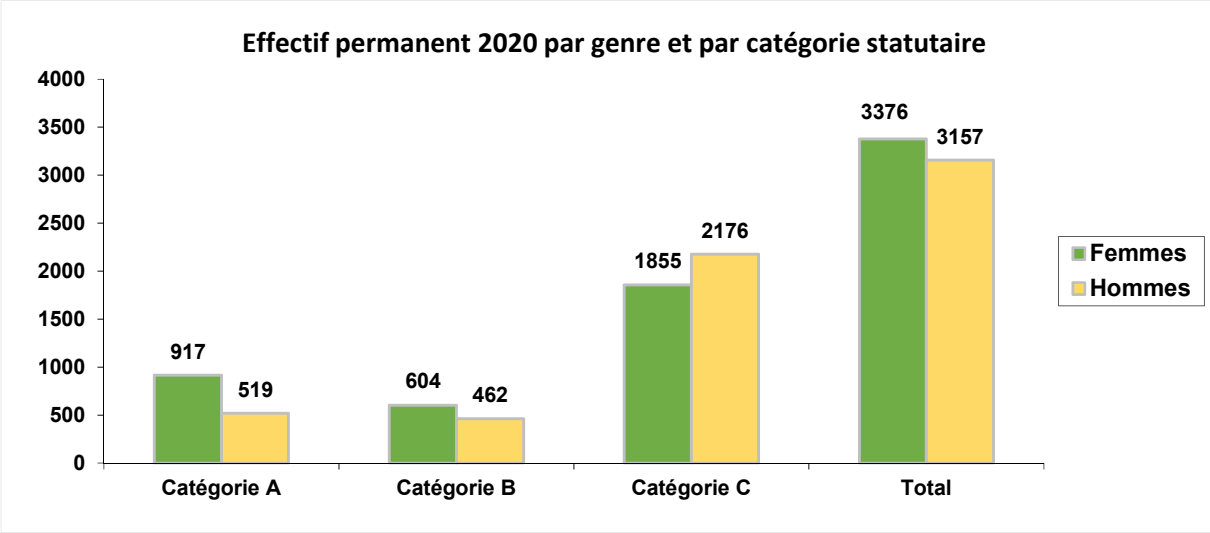
En réponse au 1er objectif fixé à savoir « Mieux connaître les inégalités », Strasbourg a été parmi les premières collectivités françaises à mettre en place un « rapport de situation comparé » annuel. Ce document, édité par le service administration des ressources humaines, rend compte grâce à de nombreux indicateurs des situations d'(in)égalité au sein de l'administration, avant même l'obligation légale.

Voici les faits saillants du rapport de situation comparé de 2020.

A. LES EFFECTIFS



On constate une progression lente et régulière sur une longue période de la part des femmes dans les effectifs de la collectivité, passée de 48 % à 51,7 % en dix ans. L'effectif reste donc, globalement, très équilibré (6 533) en 2020.



En 2020, les femmes représentent :

- 63,9 % des cadres A, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2019,
- 56,7 % des cadres B, soit une baisse de 0,5 % par rapport à 2019,
- 46 % des cadres C, pas de changement par rapport à 2019.

Les effectifs par genre, par filière et en pourcentage de 2019 à 2020

Filière	Nombre d'agents permanents 2019	soit en %	Nombre d'agents permanents 2020	soit en %	F en %	H en %	Ecart du nbre d'agents 2019-2020
Technique	3 117	46,89%	3 081	47,16%	24,70%	75,30%	-36
Administrative	1 485	22,34%	1 504	23,02%	77,13%	22,87%	19
Sanitaire sociale	842	12,67%	846	12,95%	94,56%	5,44%	4
Culturelle	571	8,59%	565	8,65%	64,42%	35,58%	-6
Sécurité	147	2,21%	141	2,16%	27,66%	72,34%	-6
Animation	264	3,97%	279	4,27%	75,27%	24,73%	15
Sportive	119	1,79%	117	1,79%	35,90%	64,10%	-2
Hors filières	103	1,55%		0,00%	0,00%	0,00%	-103
TOTAL	6 648	100,00%	6 533	100,00%	51,68%	48,32%	-115

Synthèse par catégorie et par genre en pourcentage

	A		B		C	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Administrative	65,1	34,9	82,6	17,4	84,2	15,8
Technique	38,6	61,4	23,0	77,0	22,8	77,2
Culturelle	52,6	47,4	71,4	28,6	68,2	31,8
Sanitaire et Sociale	92,9	7,1	85,7	14,3	96,0	4,0
Sportive	33,3	66,7	36,2	63,8	33,3	66,7
Sécurité	0,0	100,0	37,5	62,5	27,3	72,7
Animation	0,0	0,0	51,9	48,1	77,8	22,2
Total	62,0	38,0	57,2	42,8	46,0	54,0

La collectivité n'échappe pas au caractère très « genré » de certains métiers, voire de familles de métiers (filières). Ainsi, la filière sociale est quasi-exclusivement féminine (95 %) ; tandis que la filière sécurité est très largement masculine (72 %). On constate une très grande stabilité dans le temps de ces équilibres : les écarts ne se renforcent pas mais ne se résorbent pas non plus.

Répartition par genre et par filières :
Les filières les plus féminisées en moyenne sont :

1) La filière sociale : 95%
2) La filière administrative : 77%
3) La filière animation : 75%

Les filières les plus masculinisées en moyenne sont :

1) La filière technique : 75%
2) La filière sécurité : 72%
3) La filière sportive : 64%

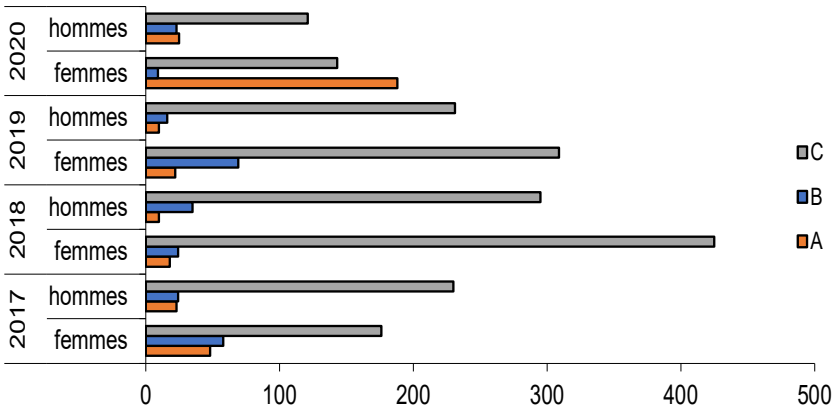
Les pistes de travail sont variées : actions de sensibilisation, mise en avant de parcours originaux, poursuite des actions engagées en matière de recrutement (formation des recruteurs…).

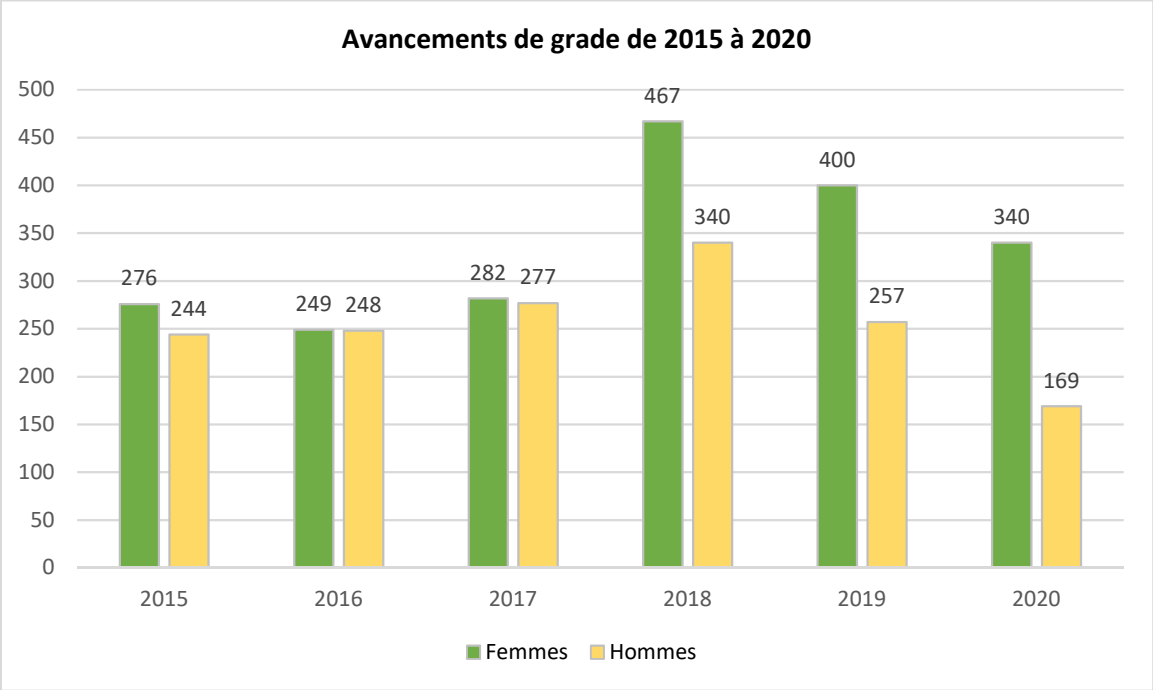
B. EVOLUTION DE CARRIERE : PROMOTIONS ET AVANCEMENTS

Nombre d'agents-es ayant bénéficié d'un avancement de grade par catégorie

	2016			2017			2018			2019			2020		
	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total
A	36	28	64	48	23	71	18	10	28	22	10	32	188	25	213
B	35	50	85	58	24	82	24	35	59	69	16	85	9	23	32
C	178	170	348	176	230	406	425	295	720	309	231	540	143	121	264
Total	249	248	497	282	277	559	467	340	807	400	257	657	340	169	509

Le nombre d'agents-es ayant bénéficié d'un avancement de grade en 2020 est de 509/1306 promouvables (soit 38,97 % de promus)

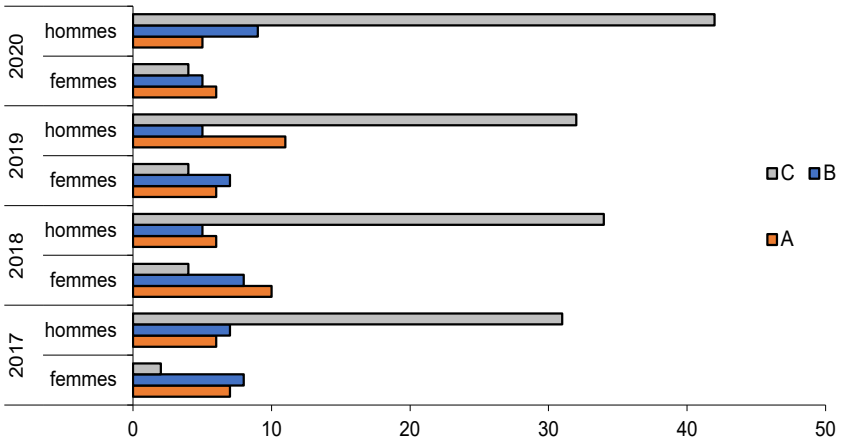


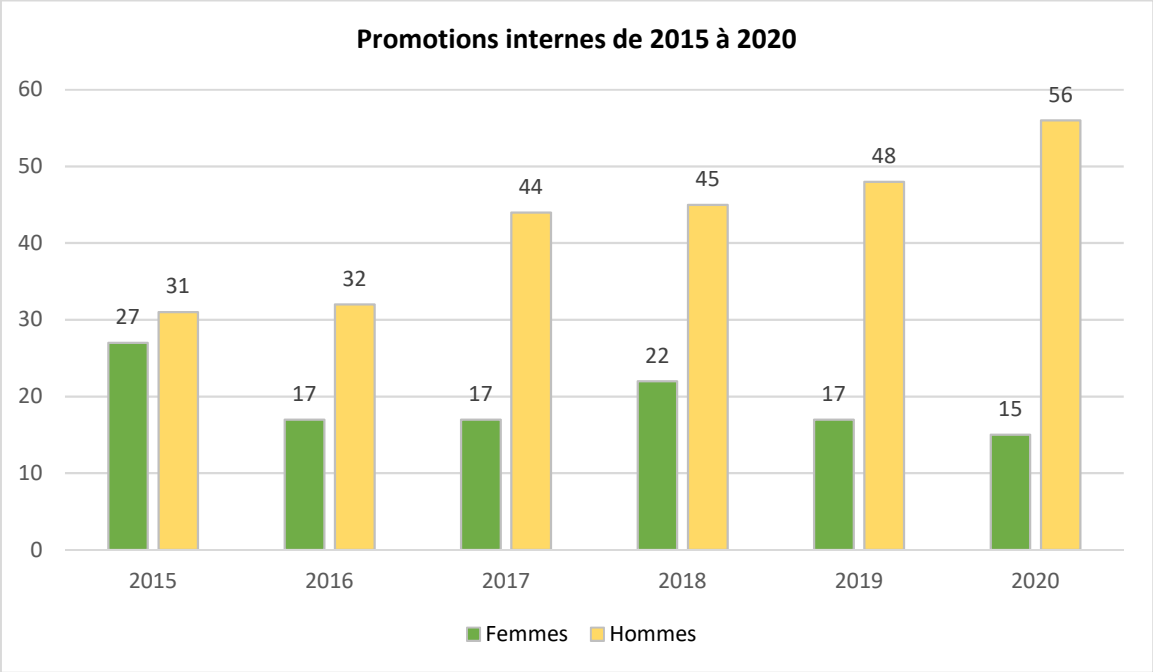


Répartition des agents-es ayant bénéficié d'une promotion interne par catégorie

	2016			2017			2018			2019			2020		
	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total
A	4	6	10	7	6	13	10	6	16	6	11	17	6	5	11
B	11	9	20	8	7	15	8	5	13	7	5	12	5	9	14
C	2	17	19	2	31	33	4	34	38	4	32	36	4	42	46
Total	17	32	49	17	44	61	22	45	67	17	48	65	15	56	71

Le total des agents-es promus-ues en 2020 est de 71 / 4263 promouvables (soit 1,67 % de promus)



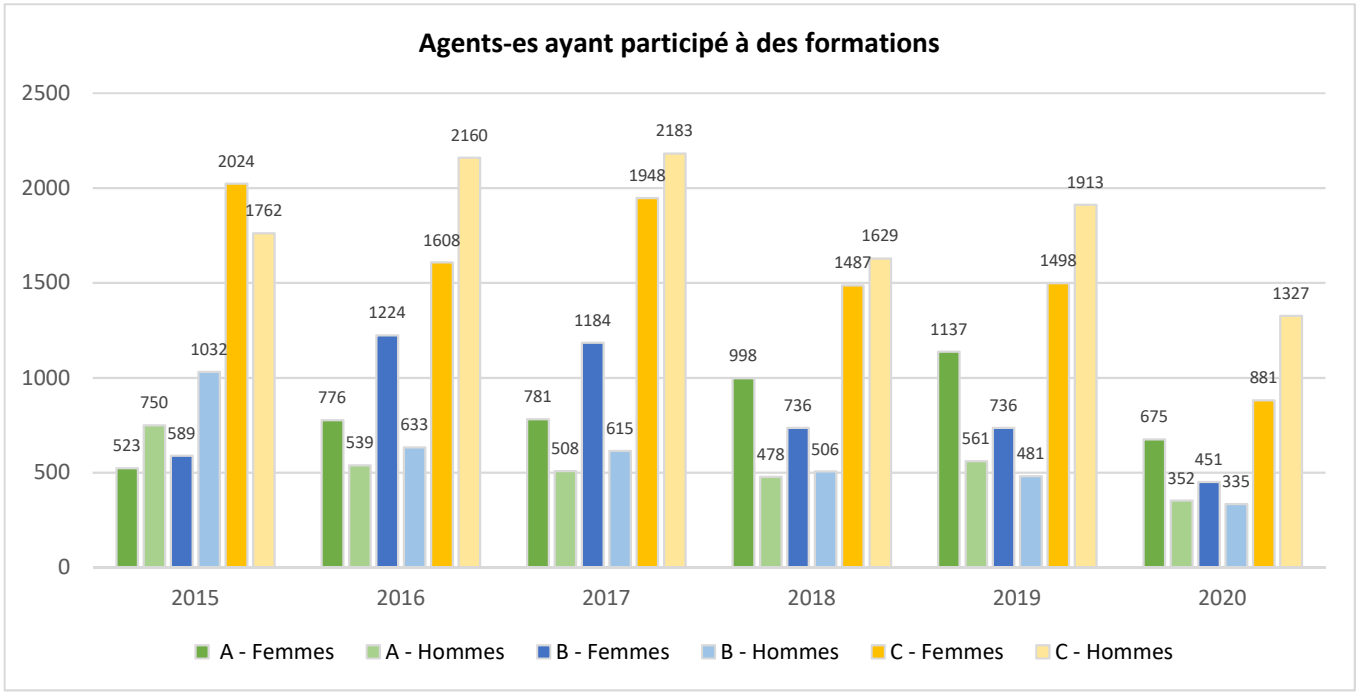


En matière d'avancement de grade (passage à un grade supérieur), on constate au cours des toutes dernières années, une part plus importantes de femmes. En revanche, l'équilibre est inverse s'agissant des promotions internes (passage à un cadre d'emplois supérieur). Ce fort déséquilibre s'explique essentiellement par un biais dû à la structure de la filière technique, majoritairement masculine. En effet, le cadre d'emplois des agents de maîtrise permet aux adjoints techniques de bénéficier d'une promotion interne au sein de la catégorie C, ce qui n'est pas le cas dans les autres filières. Avec l'assouplissement des quotas sur cette promotion, les disparités se sont accrues.

Les pistes de travail pour les prochaines années sur ce point sont de deux natures :

- Développer la mixité dans l'ensemble des métiers techniques ;
- Faire évoluer les critères en matière de promotion interne.

C. FORMATION



La crise sanitaire a réduit exceptionnellement l'offre de formation et la participation des agents-es à celle-ci.

Ces données macroscopiques ne permettent pas de tirer de conclusions, d'autant plus que l'on constate des variations importantes d'une année sur l'autre. Une analyse plus fine (par métier, filière, nature de formation…) serait nécessaire pour identifier des disparités substantielles entre les femmes et les hommes.

Concernant le contenu des formations, un dispositif de formation (incluant la participation au colloque annuel sur les violences faites aux femmes organisé par la ville de Strasbourg) a été mis en place pour sensibiliser et rendre les cadres et agents-es acteurs-rices de la lutte contre les discriminations et le sexisme.

Par ailleurs, depuis 2011, c'est une offre de formation construite et évolutive sur la thématique Droits des femmes égalité de genre qui est proposée, conformément au plan d'action municipal (2012-2016 et 2017-2020).

Il s'agit notamment d'articuler une offre de formation pluriannuelle et récurrente à des formations ponctuelles spécifiques, sous divers formats.

Différentes entrées sur la thématique



Sur le champ de la formation plus spécifiquement pour 2019-2020 :

Poursuite de l'offre de formation « Lutter contre le sexisme, un levier pour l'égalité professionnelle »

- *Objectifs*
  - Lutter contre le sexisme dans le cadre professionnel pour favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
  - Agir sur les mécanismes du sexisme, par la prise de conscience de l'effet de causalité entre le sexisme et l'égalité professionnelle, participer à une culture de l'égalité et à la réduction du sexisme et du harcèlement au sein de la collectivité ;
  - Développer la compétence individuelle de chaque acteur-rice (adopter la bonne posture, mesurer les enjeux et risques, prévenir les situations, ...) ;
  - Instaurer une culture commune et partagée au sein de l'administration.

Depuis 2017, 622 personnes inscrites, dont 333 encadrants-es et fonction RH.

Nouvelle offre de formation « Égalité Femmes-Hommes, ville et genre », initiative portée conjointement par la Politique de la Ville, le groupe de travail Genre et Ville et la DRH.

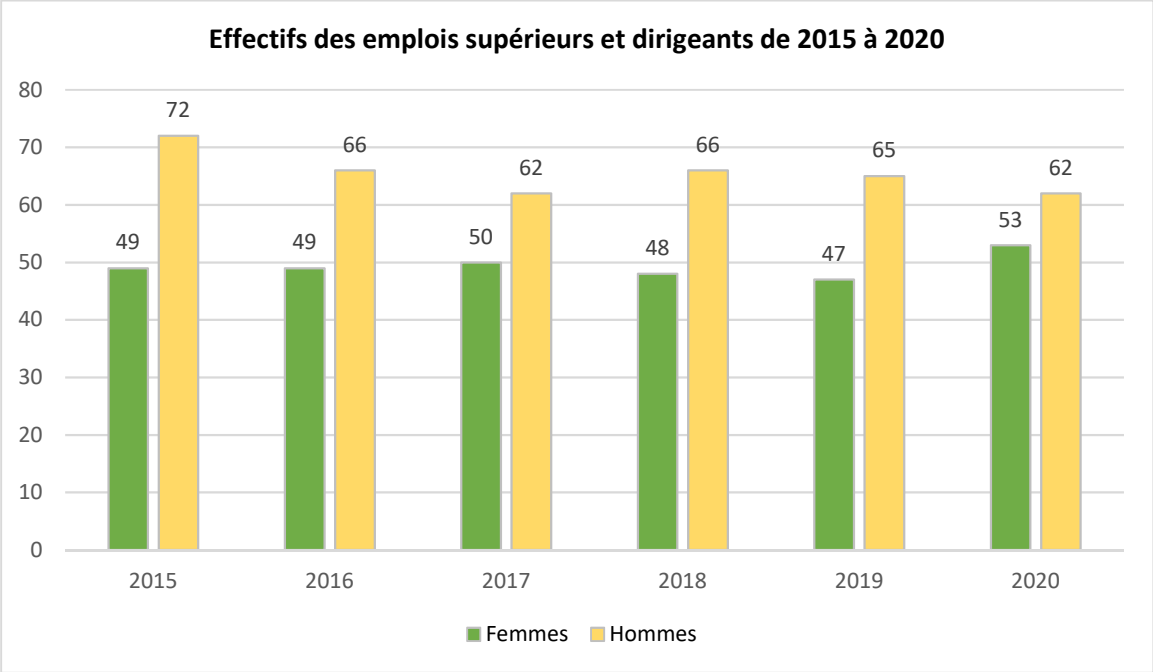
- *Objectifs :*
  - Décliner l'approche intégrée de l'égalité sur le territoire dans les projets de développement social du contrat de ville et les projets d'aménagement urbains.
- *Publics cibles : professionnels-les internes et externes*
  - Professionnels-les du développement social (agents-es et externes porteurs-ses de projet en QPV) ;
  - Professionnels-les de l'aménagement urbain (agents-es et autres acteurs publics type SPL).

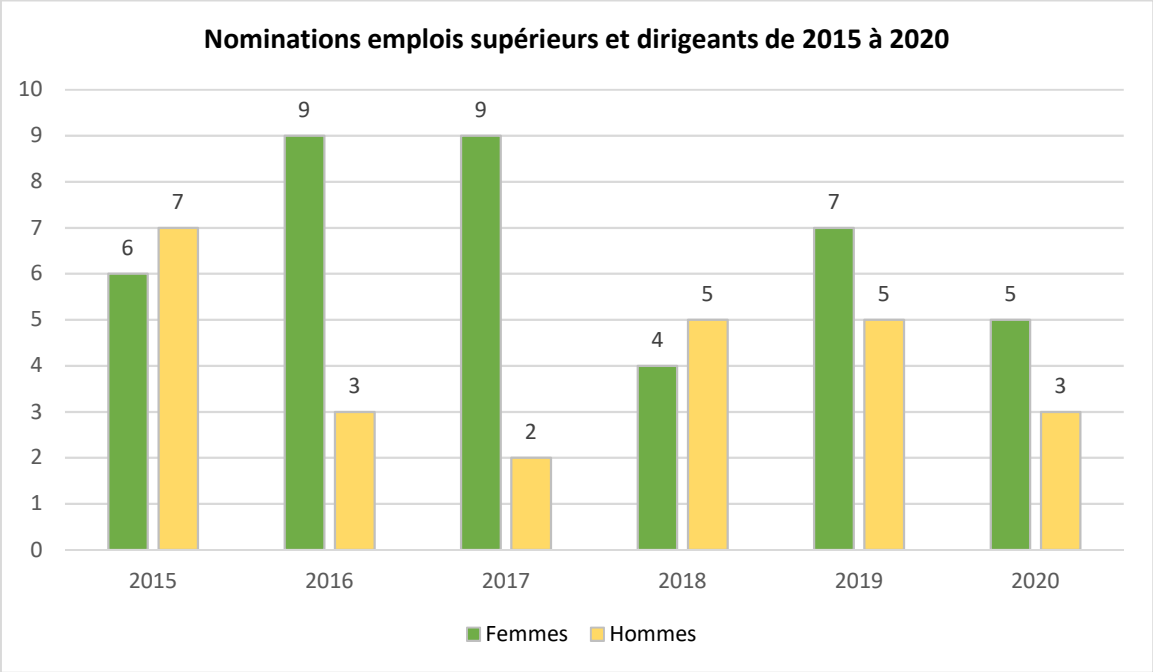
Au total en 2020 : 214 agents-es ont participé à une formation pour décliner l'approche intégrée de l'égalité sur le territoire dans les projets de développement social du contrat de ville et les projets d'aménagement urbains. Des professionnels externes ont également été associés aux différents modules (Conférences de 2h en décembre 2019 (plusieurs dates) et sessions thématiques d'un jour de septembre à novembre 2020 (76 agents-es et 49 partenaires externes).

Les formations pour la police municipale sur le harcèlement de rue (violences sexistes et sexuelles dans l'espace public) prévues en 2020 ont été reportées.

Deux groupes d'une journée sont organisés en septembre 2021 après plusieurs reports dus à la crise sanitaire (car nécessaire en présentiel) et cette formation sera intégrée dès 2022 dans les modules proposés à la Formation Continue Obligatoire des policiers municipaux via le CNFPT.

D. EMPLOIS SUPERIEURS ET DIRIGEANTS





On constate une progression de la part des femmes dans les emplois supérieurs sur les cinq dernières années (de 40 % à 42 % entre 2015 et 2019), mais avec un tassement les toutes dernières années. La progression a sans doute été encouragée par les actions volontaristes mises en œuvre pour lutter contre le « plafond de verre » (information, sensibilisation, accompagnement des femmes à potentiel…), qui s'inscrit en outre dans un cadre réglementaire contraignant pour les emplois de direction générale. Pour continuer à progresser, le plan d'action de lutte contre le « plafond de verre » pourra utilement être actualisé et renforcé.

E. RECRUTEMENTS

Répartition des agents-es recrutés-es selon le statut par motif de recrutement et par catégorie hiérarchique

Motifs	A+		A		B		C		Total
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	
Concours	1	1	6	2	5	1	12		28
Détachement			9	3	4	4	6	5	31
Mutation	3		8	4	9	5	12	11	52
Recrutement	2		54	26	44	29	136	96	387
Réintégration	3		9	3	5	2	32	19	73
Total	**9**	**1**	**86**	**38**	**67**	**41**	**198**	**131**	**571**

En 2020, tous motifs confondus, le recrutement est largement favorable aux femmes.

F. REMUNERATIONS

Définition des déciles par l'INSEE :

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales.

Ainsi, pour une distribution de salaires :

- *le premier décile (noté généralement D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires ;*
- *le neuvième décile (noté généralement D9) est le salaire au-dessous duquel se situent 90 % des salaires.*

Le premier décile est, de manière équivalente, le salaire au-dessus duquel se situent 90 % des salaires ; le neuvième décile est le salaire au-dessus duquel se situent 10 % des salaires.

2015	Féminin	Masculin
D1	1 383 €	1 519 €
D2	1 476 €	1 678 €
D3	1 554 €	1 796 €
D4	1 642 €	1 920 €
D5	1 743 €	2 029 €
D6	1 863 €	2 162 €
D7	2 094 €	2 319 €
D8	2 365 €	2 574 €
D9	2 836 €	3 142 €
D10	7 716 €	9 732 €

2016	Féminin	Masculin
D1	1 396 €	1 537 €
D2	1 486 €	1 694 €
D3	1 566 €	1 830 €
D4	1 662 €	1 947 €
D5	1 769 €	2 066 €
D6	1 899 €	2 212 €
D7	2 119 €	2 359 €
D8	2 390 €	2 596 €
D9	2 856 €	3 069 €
D10	8 480 €	10 387 €

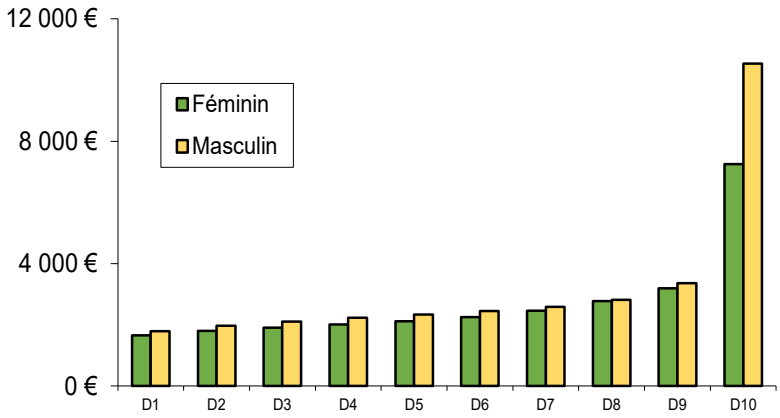
2017	Féminin	Masculin
D1	1 479 €	1 622 €
D2	1 558 €	1 789 €
D3	1 648 €	1 940 €
D4	1 740 €	2 052 €
D5	1 844 €	2 179 €
D6	1 982 €	2 298 €
D7	2 222 €	2 470 €
D8	2 502 €	2 725 €
D9	2 998 €	3 257 €
D10	8 010 €	11 867 €

2018	Féminin	Masculin
D1	1 462 €	1 630 €
D2	1 564 €	1 801 €
D3	1 667 €	1 936 €
D4	1 762 €	2 054 €
D5	1 855 €	2 174 €
D6	1 987 €	2 298 €
D7	2 196 €	2 469 €
D8	2 497 €	2 724 €
D9	2 934 €	3 243 €
D10	8 001 €	10 052 €

2019	Féminin	Masculin
D1	1 594 €	1 717 €
D2	1 742 €	1 896 €
D3	1 846 €	2 037 €
D4	1 958 €	2 169 €
D5	2 053 €	2 285 €
D6	2 178 €	2 393 €
D7	2 378 €	2 550 €
D8	2 688 €	2 835 €
D9	3 097 €	3 393 €
D10	6 611 €	10 545 €

Rémunérations par décile

	Féminin	Masculin
D1	1 652 €	1 785 €
D2	1 798 €	1 955 €
D3	1 903 €	2 102 €
D4	2 003 €	2 219 €
D5	2 104 €	2 321 €
D6	2 241 €	2 440 €
D7	2 453 €	2 573 €
D8	2 768 €	2 809 €
D9	3 182 €	3 354 €
D10	7 256 €	10 538 €



Part du régime indemnitaire dans la rémunération globale par genre

	Femmes	Hommes
2015	13%	13%
2016	13%	13%
2017	13%	13%
2018	13%	13%
2019	13%	14%
2020	13 %	14 %

En matière de rémunération, on constate une grande constance dans les écarts entre les hommes et les femmes. Ces différences sont la résultante d'une combinaison de multiples facteurs, qui ne sont au demeurant pas propres à la collectivité :

- Les femmes sont plus nombreuses à exercer leurs missions sur des postes à temps non complet, ou à exercer à temps partiel ;
- Les femmes sont moins nombreuses dans les métiers avec d'importants éléments variables de paie (astreintes, heures supplémentaires, indemnités de sujétion) ;
- Le régime indemnitaire des filières plus masculines (sécurité, technique) est supérieur au régime indemnitaire des filières plus féminines (culture, administrative, sociale) ;
- La structure statutaire de la filière technique, plus masculine, permet un déroulement de carrière plus favorable en comparaison avec les autres filières ;
- Les emplois supérieurs les mieux rémunérés restent majoritairement masculins (en 2020, on compte 3 femmes et 7 hommes, parmi les dix emplois les mieux rémunérés).

La décision la plus significative prise au cours des dernières années pour remédier à ces écarts réside dans la réforme du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), qui a été l'occasion de revaloriser les indemnités de tous les agents de catégorie B et de catégorie A afin de les aligner sur la filière la mieux valorisée (filière sportive en B, filière administrative en A), hors filière technique. Cette dernière comportant davantage d'hommes, la mesure a contribué à réduire les écarts entre les femmes et les hommes.

La première piste de travail pour l'avenir est donc la poursuite de cette orientation via un rattrapage progressif de de la filière technique par l'ensemble des autres filières. Les enjeux financiers sont considérables.

Le régime indemnitaire n'étant qu'un aspect du problème, les autres volets devront également être interrogés : temps de travail, parcours professionnels, lutte contre le plafond de verre, etc.

G. TEMPS DE TRAVAIL

Le cadre du temps de travail de la collectivité garantit, pour les agents-es en horaires dits « variables », une souplesse dans la gestion de leur temps de travail, accrue par la délibération de 2018 de réforme du temps de travail, propice à une meilleure conciliation entre temps privé et temps personnel.

Par ailleurs, la collectivité a été en pointe en matière de développement du télétravail, auquel il a été donné un nouveau de coup de fouet par la crise sanitaire. Il contribue lui aussi à un précieux gain de temps et de souplesse dans la conciliation des temps professionnel et personnel des agents-es.

Le télétravail

Jusqu'au 17 mars 2020 et le premier confinement	Femmes	Hommes
	432	188
Total :	**620 agents-es**	

Au 31 décembre 2020	Femmes	Hommes
	1 856	1 241
Total :	**3 097 agents-es**	

Les absences pour motif familial

Nombre d'agents-es comptant au moins une absence pour motif familial sur l'année 2020

	femmes					hommes				
	A+	A	B	C	total	A+	A	B	C	total
Congé de présence parentale				4	4					0
Congé parental	4	6	16	56	82		1	1	2	4
Dispo. pour élever son enfant de moins de 18 ans		3	3	17	23		2		4	6
Dispo. pour soins (conjoint-e, enfant, ascendant-e)		1	2	1	4				3	3
Dispo. pour suivre son ou sa conjoint-e	1	27	14	37	79	2	4	2	4	12
Total	**5**	**37**	**35**	**115**	**192**	**2**	**7**	**3**	**13**	**25**

Les enjeux de conciliation travail-famille et plus généralement la charge parentale et familiale demeurent l'apanage des femmes ayant conséquemment une incidence sur la capacité des femmes à accéder à des positions de direction.

Les agents-es titulaires et contractuels-les à temps partiel,

- Les agents-es titulaires à temps partiel (532) représentent 8,14 % de l'ensemble des effectifs permanents (6 533) et 8,90 % de l'ensemble des agents-es titulaires (5 980).

- Les agents-es contractuels-les à temps partiel (7) représentent 0,11 % de l'ensemble des effectifs permanents et 1,27% de l'ensemble des agents-es contractuels-les (553).

Répartition par catégorie statutaire et genre

	Hommes		Femmes		**Total**
Catégorie A	15	2,78 %	183	33,95 %	**198**
Catégorie B	15	2,78 %	106	19,67 %	**121**
Catégorie C	26	4,82 %	194	35,99 %	**220**
Total	**56**	10,39 %	**483**	89,61 %	**539**

Les femmes représentent 89,61 % de l'ensemble des agents-es à temps partiel. *Pour mémoire : 89,61 % en 2019*

Les temps partiels de droit, compris dans les chiffres ci-dessus, regroupent les agents-es exerçant à temps partiel sous les formes particulières :

- Raison familiale (élever un enfant, donner des soins à son conjoint, enfant ou ascendant à charge atteint d'un handicap) ;
- Certains-nes travailleurs-ses handicapés-es.

➔ Perspectives et orientations

En début d'année 2020, un groupe de travail dédié à l'élaboration du prochain plan d'égalité professionnelle a été mis sur pied. L'égalité professionnelle étant une thématique partagée par l'ensemble de la fonction ressources humaines, les profils y sont très diversifiés et l'expertise très riche.

Ce groupe s'est réuni à deux reprises et a suivi une formation sur l'égalité professionnelle. Encadré par un CoPil, ce groupe de travail a pour mission de définir les orientations de ce nouveau plan d'action et sa déclinaison en fiches-projets. Ce travail se fait également en concertation avec les organisations syndicales.

Le groupe de travail a défini **sept axes stratégiques pour le plan d'action 2021-2024 :**

1. **Mettre en place une organisation administrative en mesure de traduire dans une action efficace et pérenne la volonté et les orientations politiques ;**
2. **Développer les connaissances nécessaires à une action efficace en faveur de l'égalité ;**
3. **Développer la formation et la sensibilisation en faveur d'une culture de l'égalité ;**
4. **Mieux articuler les temps de vie ;**
5. **Garantir l'égalité salariale ;**
6. **Lutter contre les discriminations et favoriser la mixité dans les métiers et les responsabilités ;**
7. **Lutter contre les violences sexuelles et sexistes.**

À travers son administration et ses agents-es, la collectivité dispose de leviers importants pour assurer sa responsabilité sociétale. Ainsi elle s'engage à lutter contre toutes les formes d'inégalités pour une administration inclusive à travers un plan en faveur de l'égalité professionnelle qui déclinera opérationnellement les actions à engager en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'administration. Le travail fera l'objet d'une large concertation, avec les organisations syndicales en particulier, dans l'objectif de traiter les écarts de rémunération et de garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emploi, grades et emplois.

Il s'agit également de favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale et enfin de prévenir et traiter toutes les formes de discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

En complément, il importe de conduire une démarche active de promotion de la diversité au sein de la collectivité, en mobilisant des actions concrètes d'inclusion : sensibilisation des services à la lutte contre les discriminations, particulièrement au stade du recrutement, mais aussi en rendant plus accessibles les opportunités d'emploi et de formation qu'offre la collectivité auprès des territoires et

milieux socio-économiques éloignés de l'emploi. Enfin, si la collectivité s'est démarquée depuis plusieurs années par un taux d'emploi des travailleurs-ses en situation de handicap de l'ordre de 8 %, au-delà de l'attendu règlementaire, il s'agit de maintenir une politique volontariste d'accueil et de recrutement. Cela passera notamment par un travail pour rendre l'environnement de travail plus inclusif, en s'appuyant sur une sensibilisation à tous les types de handicaps ainsi qu'en développant les moyens de compensation pour aménager postes ou missions.

En outre, la formation des agents-es, notamment d'accueil et en proximité avec les publics relativement aux postures d'écoute, de communication non violente et non discriminante sera poursuivie et développée.

Ainsi, la collectivité se donne pour objectif de former l'ensemble des parties prenantes sur les questions d'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les discriminations :

- Construire un parcours de formation ciblant notamment les personnels éducatifs en partenariat avec l'Éducation nationale, le personnel non éducatif et les acteurs de l'éducation populaire en s'appuyant sur le Plan Éducatif Local et la démarche « cités éducatives » ;
- Sensibiliser et former les agents-es de la collectivité en lien quotidien avec le public (police municipale, agents-es de la direction des sports, personnels d'accueil, intervenants-es dans le champ médico-social…) ;
- Soutenir les personnes vulnérables sur le territoire dans leurs démarches d'accès aux droits et d'accompagnement social à travers notre action en matière solidarités, nos lieux d'accueil et d'accompagnement sociaux ;
- Actualiser le guide « recruter sans discriminer » ;
- Communiquer et accueillir de manière inclusive et non discriminante: développer le FALC (facile à lire et à comprendre) et l'écriture inclusive et veiller à une juste représentation de toutes les catégories de population dans nos supports de communication.

II. L'égalité femme/homme dans les politiques publiques de la collectivité : Irriguer le territoire d'une culture de l'égalité, soutenir, encourager et favoriser les initiatives associatives et les politiques publiques en faveur des droits des femmes et pour l'égalité

Le deuxième grand objectif à propos duquel la ville de Strasbourg s'est engagée lors de la signature de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale concerne la diffusion d'une « culture de l'égalité » dans la ville.

En 2017, le plan d'action intègre trois axes de travail :

- **Sensibiliser le grand public**
- **Mettre à disposition des outils autour des questions de genre**
- **Favoriser la représentation égalitaire dans les dénominations de rues**

Voici le bilan pour 2020, des actions phares réalisées dans l'Axe II

A. AMELIORER L'ACCÉS À L'INFORMATION ET À LA DOCUMENTATION SUR LE GENRE

- *Les actions portées :*



  - **Directement par la médiathèque Olympe de Gouges et son espace ressources dédié au genre :**
    - Organisation d'une conférence en mars 2020 « Sous les jupes des filles : comment se défendre, pour les filles, du harcèlement scolaire à dimension sexiste ».

  - **Par la Mission droits des femmes et égalité de genre en direct ou en partenariat étroit avec les associations locales :**
    - Organisation d'une campagne de communication dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes (8 mars) : mise en valeur de 5 femmes alsaciennes et diffusion d'un programme d'actions.



    - Il est à noter, que la mission organise depuis 2010 un colloque sur la question des violences faites aux femmes dans le cadre de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (25 novembre). L'édition 2020 a dû être annulée suite à la crise sanitaire.

- *L'édition d'outils d'informations :*
  - Une newsletter mensuelle informatisée : 2 700 destinataires réguliers avec une augmentation régulière des demandes d'inscriptions.
  - Une page Facebook : suivie par 2 125 abonnés-es (création de la page en avril 2015).
  - Un onglet « égalité droits des femmes » sur le site Internet de la Ville : 4 470 vues toutes pages confondues. Création d'une nouvelle page consacrée à la thématique « Genre et Ville » en 2020.



B. SENSIBILISER A LA PRESENCE SYMBOLIQUE DES FEMMES DANS LE DOMAINE PUBLIC

- *L'augmentation du nombre de noms de rues de femmes et de féministes :*
  - À Strasbourg, ce sont 23% des rues qui font référence à des femmes. Ce chiffre encourageant est le fruit du travail mené par la Commission de dénomination des rues, composée d'élus-es, d'historiens-nes, de la Mission droits des femmes et égalité de genre et des services de la Ville. Si l'écart tend à diminuer, la marge de progression reste considérable.
    - 4 quartiers en projet Citadelle, Starlette, Coop et Rives & Port du Rhin aborderont les noms de personnalités féminines. Les premiers espaces au sein des quartiers Citadelle, Starlette et Coop ont été nommés par la commission (délibération au conseil municipal du 10 février 2020).

  - Actualisation du plan virtuel des noms de rues de femmes (mis en place en octobre 2013) : localisation, notice bibliographique, date de dénomination consultables sur le site Strasmap (mise à jour en cours).

C. CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL DANS L'ESPACE PUBLIC

81% des femmes en France ont déjà été victimes de harcèlement sexuel dans les lieux publics. Face à ce constat, la Ville s'est mobilisée avec ses partenaires associatifs et institutionnels afin de mener une campagne de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'espace public (affichage public, communication numérique, mobilisation de la presse etc.) Toutefois, en raison du confinement, celle-ci n'a pas pu être déployée et a été reportée à l'été 2021 sous un format plus modeste (L'affichage est en cours).



En appui à cette démarche deux rencontres ont été tenues en août et novembre 2020 avec la CTS et les partenaires associatifs et institutionnels intervenant dans le champ de la lutte contre les violences faites aux femmes. Les pistes d'actions sont nombreuses et seront intégrées au prochain plan d'action Droits des femmes et égalité de genre 2021-2024.

D. CREATION DE 104 PLACES D'HEBERGEMENT

Dès l'été 2020, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées à renforcer l'offre d'hébergement sur le territoire pour personnes vulnérables et a décidé de soutenir l'ouverture de nouvelles places avec l'ambition d'atteindre 500 places à l'échelle du mandat.
D'ici fin 2021, et sous réserve de l'AAP 100 places porté par l'Eurométropole de Strasbourg, l'ouverture de 294 places aura été soutenue par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, au travers de 3 Appels à Projets (AAP).

Concernant plus spécifiquement l'Appel à projets 2020 :

- 104 places ont été créées : 74 places pour des femmes victimes de violence, avec ou sans enfants et 30 places pour des ménages aux droits incomplets (avec enfants).
- L'ouverture des places en 2020 a débuté au 1er novembre 2021 et tout au long du 1er semestre 2021 pour un montant global délibéré en 2020 de 112 596 € et 693 500 € en 2021.

AAP 2020	Public	Nombre de places État ouverture/occupation	Public occupant actuel
SOS Femmes Solidarité	Femmes victimes de violence & enfants	24 places (diffus) toutes les places sont ouvertes et occupées	9 femmes et 16 enfants
ARSEA/GALA et le Nid		10 places toutes les places sont ouvertes et occupées	8 femmes (dont 3 orientées par le Nid) et 4 enfants
Home Protestant		40 places (10 en collectif + 30 en diffus) toutes les places en collectif sont ouvertes et occupées 20 places en diffus sont ouvertes et occupées (30 le seront au 5 juillet 2021)	Collectif : 3 femmes et 5 enfants Diffus : 3 femmes et 8 enfants
ASF67	Ménages aux droits incomplets	30 places (diffus) toutes les places sont ouvertes et occupées	8 ménages aux droits incomplets dont 16 enfants

Sur les 90 places ouvertes à ce jour (100 au 5 juillet 2021), 86 places sont occupées.
Un premier bilan qualitatif sera réalisé à la rentrée de septembre 2021 et des rencontres sont engagées avec les partenaires pour définir ensemble les indicateurs de suivi.

E. AMELIORER LA SYNERGIE ENTRE LES ACTEURS ET ACTRICES

Concernant l'égalité femmes-hommes, afin de toucher le maximum de citoyens-nes, de tous âges, les associations strasbourgeoises ont été soutenues, dès 2010, et encouragées à travailler en réseau au sein d'une commission plénière « Égalité femmes - hommes ». La réussite la plus visible de ce collectif est l'organisation annuelle d'un colloque contre les violences faites aux femmes au rayonnement national.

La Commission plénière des associations féministes, créée en 2009, constitue un réseau important d'expertise de terrain et de relais des valeurs de l'égalité femme-homme auprès du grand public. Le travail de co-construction d'ores et déjà engagé avec ces membres s'est poursuivie en 2020 avec notamment :

- 3 réunions en 2020,
- 34 associations membres en 2020 (liste en annexe),
- Organisation d'un séminaire le 12 décembre 2020 afin de co-construire avec les membres des stratégies cohérentes, identifier des objectifs et faire émerger des pistes et grands projet pour les années à venir sur les thèmes suivant :
    - Éducation à l'égalité,
    - Genre et promotion de la santé,
    - Colloque de lutte contre les violences faites aux femmes,
    - Coordination du parcours des femmes victimes de violences conjugales,
    - Lancement du groupe de travail 8 mars en décembre 2020 réunissant des associations et des agents-es de la collectivité

- Et la participation aux actions des partenaires sur les quartiers, au sein des ateliers territoriaux de partenaires et des rencontres sur les territoires. Par exemple sur le territoire Bourse Esplanade Krutenau Conseil des XV, des temps forts ont été organisés avec notamment :
    - La mise en valeur des femmes du territoire et la création d'une exposition photo,
    - Un concours d'écriture visant à donner la parole aux habitantes et valoriser les actions de sensibilisation en milieu scolaire.

F. SOUTENIR LES ASSOCIATIONS LOCALES

Un certain nombre d'associations œuvrant dans le champ des droits des femmes sont financées par les collectivités de l'Eurométropole de Strasbourg. Plusieurs associations intervenant dans le champ de la défense des droits des femmes ont été financées en 2020 par la Mission droits des femmes et égalité de genre (Parmi elles, le CIDFF, Le Planning Familial, Le Mouvement du Nid et SOS Femmes Solidarité).

- *Attribution de subventions dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs pour trois associations œuvrant dans l'aide aux victimes.*

La ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable et de proposer des conventions pluriannuelles d'objectifs précisant leurs capacités à participer au développement d'actions soutenues par la ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R.

Signées en 2019, ces conventions actent une subvention annuelle reconductible 3 ans. Il est proposé de reconduire, en 2020, les actions portées par les trois associations suivantes :
- ARSEA,
- SOS Aide aux habitants - France Victimes 67,
- VIADUQ *France Victimes 67.*

De par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, l'accès au droit et la prévention de la récidive, ces trois associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPD-R.

Subventions proposées au renouvellement pour l'aide aux victimes

	Ville de Strasbourg	*Eurométropole de Strasbourg*	*Totaux*
ARSEA suivi auteurs	*4 000 €*	*15 000 €*	*19 000 €*
SOS aide aux habitants	*10 000 €*	*28 000 €*	*38 000 €*
VIADUQ 67	*38 500 €*	*7 125 €*	*45 625 €*

➔ Perspectives et orientations

Avec cette intention affirmée d'agir pour toujours plus d'égalité, la collectivité souhaite :
- Renforcer la synergie locale sur ces questions et cheminer vers une culture commune de l'égalité, partagée avec les acteurs et actrices du territoire à travers une plénière commune annuelle ;
- S'appuyer sur des lieux d'échange récurrents avec les acteurs et actrices pour valider les stratégies à l'œuvre et les faire évoluer ;
- Faire des commissions plénière « égalité femmes-hommes » et « lutte contre les discriminations » des lieux ressources ;
- Contribuer à l'entretien d'un socle de connaissances commun avec les associations locales mobilisées autour de l'égalité et œuvrant en proximité des habitants-es (organisation de conférences, débats, ateliers) ;
- Construire un observatoire des discriminations : promouvoir un lieu permanent d'échange qui puisse travailler sur des données objectivées localement et à construire collectivement (associations impliquées, acteurs et actrices du territoire, université et citoyens-nes) ;
- Valoriser des temps forts annuels autour des enjeux d'égalité (colloque annuel sur les violences faites aux femmes, temps dédié à renouveler sur la lutte contre les discriminations) et à l'occasion des journées internationales ;
- Faire connaître et soutenir les actions des associations et du territoire en faveur de l'égalité ;
- Mettre en place des campagnes de communication dédiées à la promotion de l'égalité ;
- Favoriser la participation citoyenne des femmes et, plus largement, des personnes éloignées de la vie publique (notamment à travers le Conseil des résidents étrangers).

III. Poursuivre la prise en compte de la question de l'égalité dans le cadre des politiques

Le troisième objectif visé par la ville de Strasbourg dans ses deux plans d'action pour les droits des femmes et l'égalité de genre concerne l'intégration transversale dans les politiques publiques des enjeux des droits des femmes et de l'égalité de genre, et la mise en place de politiques spécifiques en ce sens. Il ne s'agit pas d'un relevé exhaustif, mais d'un panorama large sur les principaux axes de travail, avec des exemples choisis.

A. POLITIQUE SPORTIVE

L'amélioration de l'accès des femmes et des familles monoparentales aux activités sportives :

- Mise en place des créneaux spécifiques adaptés souvent couplés à des pratiques douces :
  - Participation de femmes à hauteur de 90 à 100% dans 3 créneaux méridiens par semaine (moyenne de participantes : entre 70 et 100 par semaine), 4 créneaux par semaines sur les pauses méridiennes (plutôt des pratiques douces et actives avec l'objectifs de favoriser la découverte sportive) et deux autres créneaux spécifiques (un pour les mamans du Neuhof et un autre pour les jeunes filles également du Neuhof).

- Mise en place d'activités pour les femmes séniores depuis septembre 2015 (la moyenne de participantes par semaine est de 15 femmes).
  - Les créneaux séniors sont mixtes, mais avec une très grande proportion de femmes. 6 créneaux par semaines sont proposés. Il y a également 25 créneaux « tous en forme » : pratiques douces, RDV de la forme.

- Mise en place de 3 créneaux « sport famille » les dimanches matins qui contribuent fortement à la présence de maman avec leurs enfants sur des temps de pratique sportive.

B. POLITIQUE DE PREVENTION

L'ordre national de confinement a créé un enfermement « imposé » avec pour conséquence l'isolement des familles et des victimes, l'éloignement des lieux d'écoute, de signalements, de repérage et de protection ce qui a aggravé les situations des victimes qui se sont trouvées empêchées de sortir et entravées dans leur possibilité d'agir sur leur situation. Le confinement a donc constitué un terreau propice à une recrudescence des violences au sein des couples.

En réponse :

- Une campagne de communication des numéros utiles coordonnée entre la Préfecture, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, avec la création d'un support unique d'affiche à éditer sur les réseaux sociaux des associations, forces vives et des services publics et collectivités (affiche jointe en annexe).
- Les équipes de l'action sociale de proximité et du centre communal d'action sociale de la ville ont été très sollicitées par les familles, les victimes et /ou témoins pour des orientations, le maintien des droits et l'accès aux besoins basiques. Très rapidement les équipes de travailleurs-ses sociaux-les ont adaptés leur organisation pour maintenir les liens avec les publics précaires et poursuivre les accompagnements des familles, femmes et enfants en danger et leur mise à l'abri. Des permanences téléphoniques ont été organisées ainsi que l'accueil des personnes victimes au centre administratif et dans deux centres médico-sociaux. Les travailleurs-ses sociaux-les ont renforcés les entretiens physiques pour les victimes et leurs enfants.

Amélioration du dispositif de lieux d'accueil et d'hébergement :

- Maintien du soutien financier aux associations gestionnaires de structures d'accueil et d'hébergement des femmes victimes de violences :
    - Attribution de subventions versées par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association Home protestant - femmes de paroles ;
    - Participation au financement annuel de l'accueil départemental des femmes géré par SOS femmes solidarité.
        - → 225 strasbourgeoises accueillies,
        - → 104 places d'hébergement.

C. POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET POLITIQUE DE LA VILLE

Genre et Ville

Un groupe de travail s'est constitué en 2018 autour de la thématique « Genre et Ville », réunissant des agents-es de directions variées (aménagements, urbanisme, prévention urbaine, directions de territoire, mission droits des femmes et égalité de genre, Ressources humaines), et aujourd'hui présidé par Christelle Wieder, adjointe en charge des droits des femmes et de l'égalité de genre.

S'inscrivant dans le cadre du plan d'actions de la collectivité en matière d'égalité femmes-hommes, de la Charte européenne pour l'égalité femmes-hommes dans la vie locale signée en 2010 par la Ville, et de l'axe 3 du Contrat de ville consacré à ces questions, le groupe de travail « Genre et Ville » poursuit plusieurs objectifs :

- Amplifier la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans le développement urbain et social des territoires, pour favoriser un égal accès aux services et à l'espace public ;
- Intégrer l'égalité femmes-hommes comme enjeu de la participation citoyenne, afin de permettre une participation paritaire des femmes et des hommes à la prise de décision dans l'urbanisme et la politique de la Ville ;
- Diffuser une culture professionnelle sensible au genre, pour bannir le sexisme des représentations et des pratiques ;
- Sensibiliser le grand public et les publics jeunes, afin que les changements soient sociaux autant qu'urbains.

À ce jour, le plan d'action s'est traduit en plusieurs réalisations phares :

- Rédaction d'un cahier des préconisations urbaines sensibles au genre ;
- Ajout de mentions « sensibles au genre » dans certains cahiers des charges (groupes scolaires Meinau et Starlette, zone sportive Port du Rhin, zone de workout urbain à Hautepierre…) ;
- Intégration de l'enjeu de l'égalité filles-garçons dans la délibération sur la végétalisation des cours d'école ;
- Contribution à différentes stratégies des services techniques : éclairage des espaces publics, programme de déploiement des toilettes publiques… ;
- Organisation d'événements (conférence d'Yves Raibaud, animations de rue, expositions, journée du 8 octobre 2020 à l'Esplanade…) ;
- Présentation des travaux du groupe projet dans le cadre de coopérations internationales avec Boston, et San Diego ;
- Sensibilisation d'agents-es et de cadres lors de séminaires ou de réunions de direction ;
- Formation de 180 personnes (agents-es et associations) dans le cadre d'un programme de formation en lien avec la direction de projet politique de la Ville (3 modules : politique de la ville ; aménagement ; projets spécifiques droits des femmes).
- Une grille d'analyse « **Check-list de la prise en compte de l'égalité dans les projets Politique de la Ville »**

Le Contrat de Ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2020

Depuis 2014 et la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les programmations des contrats de ville doivent intégrer l'égalité femmes-hommes de façon transversale. Il s'agit à la fois de conduire des actions spécifiques visant à réduire les inégalités et d'intégrer une réflexion autour de l'égalité femmes-hommes dans toutes les actions de la programmation. Le contrat de ville de l'Eurométropole consacre donc un axe transversal à l'égalité entre les femmes et les hommes, afin que cette thématique soit diffusée dans l'intégralité des champs d'intervention (éducation, emploi, culture, sport, etc.).

L'ambition portée par l'Eurométropole est d'amplifier la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans le développement social urbain des quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Les objectifs sont de développer une approche intégrée de l'égalité dans l'ensemble des actions portées ou soutenues par les 43 partenaires signataires du Contrat de ville et d'accompagner la systématisation du développement social urbain sensible au genre.

Pour renforcer l'axe égalité dans le Contrat de Ville, l'Eurométropole a été accompagnée par le cabinet Egaé. Plusieurs actions ont été mises en place :

- Un groupe de travail avec les instructeurs des contrats de ville et des agent.e.s de la collectivité pour co-construire une grille permettant d'analyser les projets sous l'angle de l'égalité
- Des conférences de sensibilisation sur l'égalité femmes-hommes et les stéréotypes de sexe à destination des porteurs et des agent.e.s de la collectivité
- Des modules de formations spécifiques (mentionnées plus haut) ont également été proposés :
    - Un module « Prendre en compte l'égalité de façon transversale dans mon projet ».
    - Un module « Monter une action dédiée sur l'égalité ».
    - Un module « Prendre en compte l'égalité dans mon projet d'aménagement urbain » ;

➔ Perspectives et orientation

Dans le champ de l'égalité femmes-hommes, l'approche intégrée de l'égalité sera au cœur du 3ème plan d'action 2021-2024. Ainsi, le fait de déployer des politiques publiques sensibles au genre consiste à penser chaque projet en amont afin de déterminer si celui-ci prend bien en compte la participation et l'expérience des femmes, en tant que public mais aussi dans les prises de décisions. Cette approche sous-tend que les agents-es doivent être formés-es et outillés-es afin de penser le déploiement des projets portés par la ville sous le prisme du genre.

C'est bien la transformation de notre société qui est visée, de nos façons d'éduquer, de notre façon de nous considérer. C'est un horizon qui peut paraître lointain mais c'est un horizon nécessaire. En plus de donner du sens à nos actions, il nous permet de savoir quelles premières pierres poser. C'est dans cette perspective que l'éducation, la sensibilisation, la prévention dès le plus jeune âge feront partie de nos priorités.

CONCLUSION

Un engagement renouvelé par la Ville en 2021 avec l'adoption d'une stratégie globale pour l'égalité

En juin 2021, la ville s'est engagée en faveur d'une nouvelle stratégie globale pour l'égalité supportée par deux plans d'action complémentaires, l'un portant sur la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'autre visant les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette stratégie globale s'appuie sur un ensemble de dynamiques et de méthodes de travail qui visent à développer une culture de l'égalité et l'égalité réelle :

1. **Concerter, dialoguer et mobiliser le territoire ;**
2. **Soutenir les acteurs et initiatives du territoire en faveur de l'égalité et de la lutte contre les discriminations, les développer et innover ;**
3. **Irriguer la ville d'une culture de l'égalité : une dynamique transversale et transformatrice qui s'appuie notamment sur les politiques publiques portées par la collectivité ;**
4. **S'appuyer sur une dynamique employeur exemplaire.**

Dans une société où stéréotypes, discriminations, représentations et inégalités s'alimentent mutuellement, la ville de Strasbourg doit agir avec force et conviction en faveur de l'égalité. Cela requiert d'appréhender la complexité des phénomènes d'inégalités où les rapports de domination se combinent plus qu'ils ne se cumulent, et ce de façon variable selon les domaines.

La lutte contre les discriminations et l'objectif d'égalité réelle doit être au cœur de l'ensemble des politiques publiques. En d'autres termes, le « levier égalité » doit être actionné pour répondre aux ambitions de la Ville dans chaque projet, en suivant une logique transversale et en coordination avec l'ensemble des élus-es en mandat.

Elle doit se nourrir d'une approche intersectionnelle, pour penser les actions de la collectivité. Cette approche qui prend en compte la multiplicité des oppressions sociales et des identités multiples permettra de favoriser tant la diversité que l'égalité de nos sociétés.

ANNEXES

Liste des membres de la commission plénière égalité femmes – hommes

Associations	
Mouvement du Nid	Union Européenne Féminine (U.E.F)
Home protestant /femmes de paroles	Aimons-nous toutes
SOS femmes solidarité	Comité Louise Michel
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)	Les antidotes
Le planning familial	Les cousines de l'est
Femmes Progrès	Maison de Marthe et Marie
La Nouvelle Lune	Ru'elles
Osez le féminisme ! 67	Noustoutes 67
Les Effrontées	Support transgenre Strasbourg
La CIMADE	Djemea - La Femme initiative Citoyenne
Femmes Progrès	SOS Homophobie
Espoir Meinau	Zin pour la femme
Plurielles	Allez les filles
Femmes d'ici et d'ailleurs	AFFDU Strasbourg
SOS aide aux habitants France victimes	ALF_MIA
Viaduq 67 France victimes	La Station
Actions citoyennes et interculturelles (ASTU)	CDOF (Centre Des Organisations Féminines) Dissolution en 2021

Partenaires internes (Ville)	**Centres socio-culturels**
Médiathèque Olympe de Gouges	Fédération des CSC
Direction des solidarités, de la santé et de la jeunesse	
Mission lutte contre les discriminations	
Direction de territoire / Genre et Ville	
Sécurité	

Campagne de communication en période de confinement
coordonnée entre la Préfecture, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg



Budget supplémentaire 2021 de la ville de Strasbourg.

Pour	**48**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**10**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Budget supplémentaire de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2021-1226

Le budget supplémentaire proposé doit permettre, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2021 de l'Œuvre Notre-Dame les résultats issus du compte administratif 2020 et d'autre part, de procéder aux ajustements incontournables liés principalement à la situation sanitaire actuelle.

<u>En section de fonctionnement</u>

Les principales dépenses sont :

- + 81 990 € destinés à financer les exonérations de loyers octroyées, entres autres, aux restaurants de la Maison Kammerzell ou encore la Terrasse des Rohan ;
- + 50 000 € appliqués aux salaires des bûcherons de montagne en raison de la hausse de l'activité de coupes. Ce montant fera l'objet d'un reversement par la Fondation à la Ville, ces salaires étant versés par la Ville de Strasbourg.

Ces augmentations sont compensées en partie par les diminutions suivantes :

- - 68 000 € pour la surveillance de la plateforme en raison de la fermeture du 1er janvier au 18 mai ;
- - 23 500 € sur les frais liés au colloque des architectes de cathédrales d'Europe programmé en 2021 mais finalement reporté à une année ultérieure ;
- - 22 490 € sur le poste des dépenses imprévues ;
- - 10 000 € en raison d'un volume moindre d'acquisition de produits destinés à la revente ;
- - 8 000 € d'autres économies.

Les recettes, quant à elles, sont en baisse de 561 000 € soit 17% du budget prévisionnel de la Fondation pour 2021, lié principalement aux moindres entrées de la montée de la plateforme de la Cathédrale suite à sa fermeture pendant plus de quatre mois.

Ce manque à gagner est financé par :

- un réajustement à la hausse de la subvention versée par la Ville de Strasbourg de + 400 000 € ;
- l'inscription du résultat de fonctionnement de 2020 pour 157 694,62 € ;
- d'autres recettes pour un montant de 3 305,38 €.

En section d'investissement : le budget affiche un total de 1 290 000 €
incluant, en dépenses :

- +730 000 € de rephasage de crédits de 2022 sur 2021 correspondant au financement du projet d'acquisition et au réaménagement complet d'une partie des locaux des ateliers sur le site de la Meinau ;

- +372 799,25 € de rephasage de crédits de 2022 sur 2021, rendu nécessaire par des achèvements de travaux comme la restauration du Transept Sud ou encore les travaux de restauration du portail Saint Laurent ;

- +100 000 € pour la Salle des plans dont 26 000 € sont avancés de 2022 sur 2021 pour des travaux à réaliser suite aux infiltrations constatées dans la cour des boulangers ;

- +55 000 € affectés aux crédits annuels dont :
  - 30 000 € pour l'entretien des immeubles,
  - 25 000 € pour l'acquisition d'équipements pour la Fondation ;

- +26 006,12 € d'inscription sur le poste de dépenses imprévues ;

- +6 194,63 € de report de reste à réaliser de l'exercice 2020.

L'équilibre de cette section est assuré par l'inscription en recettes :

- du résultat de l'investissement de l'exercice 2020 pour 1 475 912,59 € ;
- d'une annulation de la prévision d'emprunt pour -183 000 € ;
- d'un réajustement de la prévision du FCTVA de -2 912,59 €.

Modification des autorisations de programmes

Ce budget supplémentaire permet d'inscrire une augmentation d'autorisation de programme de 74 K€ concernant le projet de la salle des plans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2021 de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*-109 500,00 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*50 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*-22 490,00 €*
67	*Charges exceptionnelles*	*81 990,00 €*
		0,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*157 694,62 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*-561 000,00 €*
74	*Dotations et participations*	*400 000,00 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*-13 676,52 €*
77	*Produits exceptionnels*	*16 981,90 €*
		0,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
020	*Dépenses imprévues*	*26 006,12 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*785 000,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*472 799,25 €*
		1 283 805,37 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*1 475 912,59 €*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*-2 912,59 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-183 000,00 €*
		1 290 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

EN DEPENSES	***9 678 169,56***
EN RECETTES	***500 402,68***

b) approuve la liste des autorisations de programme telles que figurant dans le document réglementaire,

c) informe que le document budgétaire est consultable à partir du lien suivant : https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=T90XrPai0f3zZjK9v4FDPA

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140660-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 3 à l'ordre du jour :

Budget supplémentaire de l'Œuvre Notre-Dame.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 53 voix
+ 1 voix pour Madame Geissmann qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 5 voix
NB : Madame Zorn ainsi que Messieurs Jakubowicz, Matt et Mangin (ce dernier ayant la procuration de Madame Meyer) se sont trompés : ils souhaitaient voter POUR.

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°3

Budget supplémentaire de l'Œuvre Notre-Dame.

Pour	**53**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia
Contre	**5**	JAKUBOWICZ Pierre, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MEYER Isabelle, ZORN Caroline
Abstention	**0**	

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Mise en œuvre du Budget participatif de la saison 2.

Numéro V-2021-1227

Le Conseil municipal de la ville de Strasbourg a adopté le 21 octobre 2019 des principes modifiés d'élaboration du budget participatif de Strasbourg pour la saison 2. Ces évolutions concernaient :

- l'allongement des études des projets, passant de un an pour la saison 1 à deux ans pour la saison 2,
- une redéfinition de l'enveloppe budgétaire allouée en tenant compte du nouveau phasage sur deux ans (deux millions tous les deux ans),
- l'adoption de nouveaux critères d'analyse des projets.

En raison de la période pré-électorale, de la crise sanitaire, du décalage induit du second tour des élections municipales et du manque de ressources humaines au sein de la Direction de la Mobilité et des Espaces Publics et Naturels et de la Mission Participation Citoyenne , le calendrier initial de cette deuxième saison n'a pu être tenu.

Afin de poursuivre dans de bonnes conditions cette édition du budget participatif en gardant notamment mobilisés-es les porteurs-ses de projets, il est proposé, en accord avec le groupe de suivi du budget participatif, de communiquer le nouveau calendrier pour cette deuxième édition :

- Printemps-été 2021 : poursuite de l'analyse de faisabilité par les services de la Collectivité. Sur les 247 projets déposés par les Strasbourgeois-es, 186 déclarés recevables, sont actuellement en cours d'analyse de faisabilité par les directions compétentes.
- Automne 2021 : campagne de communication et de vote citoyen prévu du 11 octobre au 30 novembre 2021
- Année 2022 : mise en œuvre des projets lauréats par les directions thématiques avec une coordination générale par la direction de la Participation Citoyenne
  Une réflexion sur une évolution du dispositif pour 2023 sera engagée dans le même temps.

Le budget participatif est un outil démocratique ouvert à toutes et tous et qui s'appuie sur l'expertise et la créativité des Strasbourgeois-es pour penser collectivement l'avenir d'une rue, d'un quartier, de la ville. Il favorise la co-construction entre les élus-es, les agents-es de la collectivité et les citoyen-nes, tout en conférant à ces derniers un droit de décision et des moyens inédits. Cette approche strasbourgeoise, résolument collaborative tout au long de la démarche, a permis de renforcer les liens entre la collectivité et les citoyens-nes, qu'ils/elles soient porteurs-ses de projet ou membres du groupe de suivi.

Les dispositifs de démocratie locale et particulièrement le budget participatif sont essentiels en ce qu'ils permettent de repenser nos modes et lieux de vie, d'inventer de nouvelles formes de vivre ensemble et de solidarité. En cette période de crise sanitaire et démocratique, il est plus que jamais important de réaffirmer l'inscription de cet outil porteur et stimulant dans le paysage démocratique local. Il s'agit aussi bien de redynamiser le processus que de mieux le partager au sein de la collectivité, en affichant de nouveaux objectifs clairs en termes de délais pour la poursuite de la saison 2, cohérents pour les services qui auront à mettre en œuvre les projets, et rassurants pour les citoyens-nes qui se sont appropriés l'outil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L 2121-10 et L2121-29
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le nouveau calendrier de la deuxième édition du budget participatif.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133145-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 4 à l'ordre du jour :

Mise en œuvre du Budget participatif de la saison 2.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 51 voix
+ 3 voix pour Madame Ben Annou et Messieurs Schoepff et Koussa qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 10 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°4

Mise en œuvre du Budget participatif de la saison 2.

Pour	**51**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**0**	
Abstention	**10**	BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Pour un espace public mieux partagé : une nouvelle stratégie pour la politique du stationnement à Strasbourg.

Numéro V-2021-1228

La ville de Strasbourg s'est engagée en faveur d'une politique de partage de l'espace public pour améliorer le cadre de vie et le confort des Strasbourgeoises et des Strasbourgeois tout en agissant pour le climat. Aussi, le conseil municipal de la ville de Strasbourg a solennellement déclaré l'urgence climatique en juillet 2020, adopté les plans « canopée » en août 2020 et le plan piéton en mai 2021.

L'Eurométropole de Strasbourg a, de son coté, adopté un vaste programme de développement du réseau de transports en commun (décembre 2020) et du réseau cyclable (juin 2021), mais aussi le plan climat (décembre 2019).

Ces actions conjointes participent à une même logique de construction d'une ville durable. Ces orientations fortes et volontaires ont pour ambition d'améliorer la qualité de vie sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg et de répondre au défi climatique qui nous concerne tou.tes.

Promouvoir les mobilités douces et des solutions de mobilité pour tou.tes les usager.es de la ville vise à améliorer la qualité de l'air et à s'approcher de la neutralité carbone. Végétaliser l'espace public, permettre l'installation de bancs, de points de fraîcheur, de lieux de détente ou de jeux pour les familles, permettra d'assurer un cadre de vie apaisé et socialement équitable au bénéfice du plus grand nombre.

Pour concilier ces ambitions, la ville de Strasbourg souhaite faire évoluer l'utilisation de ses espaces publics afin d'assurer un meilleur équilibre entre les fonctions de circulation, de stationnement, de convivialité et d'apporter des réponses au défi climatique.

Dans cette perspective, l'évolution de la politique du stationnement joue un rôle fondamental.

La politique du stationnement sur voirie vise, par la mise en place de mesures pragmatiques, à favoriser un usage raisonné de la voiture et à encourager le report vers les modes de déplacement plus respectueux de l'environnement (transports en commun, vélo, autopartage, marche à pied), à maintenir la fonction résidentielle de la ville, à améliorer le cadre de vie des Strasbourgeois.es et à maintenir une accessibilité de tous les quartiers, y compris aux visiteur.ses et aux activités économiques.

I. Etat des lieux du partage de la voirie et du stationnement

Aujourd'hui, malgré la présence importante d'aires piétonnes, sur les ~700km de voirie que compte la ville de Strasbourg, la majeure partie de l'espace reste consacrée aux déplacements motorisés. Le profil type d'une chaussée accorde trois quarts de l'espace aux déplacements motorisés et seulement un quart de l'espace est dédié aux piétons et cyclistes[1]. De plus, l'usage de l'espace n'est pas optimal dès lors que 95% du temps, une automobile est immobile.

Dans certains faubourgs et quartiers de Strasbourg, il est de plus constaté l'absence de trottoir. Or, cet espace est une pièce maîtresse en matière de « ville inclusive » et de sécurisation des personnes les plus fragiles. De même, il est constaté de nombreuses rues et places sans ombrage ou en déficit de végétalisation.

Outre les nombreux parkings publics et les parkings-relais implantés le long du réseau de transport en commun, la ville de Strasbourg compte à ce jour 14 000 places de stationnement dans le périmètre « *payant* » sur voirie. À ces chiffres, il convient d'ajouter les places de stationnement des parkings privés, qu'ils soient collectifs ou individuels (lots en copropriété ou sur les parcelles individuelles), ainsi que les places de stationnement sur voirie hors secteur payant.

Pour mémoire, la loi d'orientation foncière du 31 décembre 1967 a créé l'obligation, dans chaque zone urbaine des plans d'occupations des sols (POS) – devenus plans locaux d'urbanisme (PLU), un minimum de places de stationnement imposé dans les projets de construction pour limiter le stationnement sauvage et favoriser l'intégration de la voiture dans le paysage urbain. L'article R. 151-44 du Code de l'urbanisme rappelle que la création de stationnement s'effectue « *dans le respect des objectifs de diminution des déplacements motorisés, de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile et de réduction de la consommation d'espace ainsi que de l'imperméabilisation des sols* ».

Si l'accessibilité de chaque parcelle, terrain, immeuble reste un impératif auquel la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se doivent de répondre, l'observation des pratiques d'utilisation de l'espace public révèle un gisement d'emprises susceptibles d'évoluer via une organisation nouvelle du stationnement.

Ainsi, par exemple, le taux de mobilisation des emplacements de parkings privés pourrait être optimisé, notamment les garages « box », dont l'usage premier est souvent dévoyé au

[1] Chaussée à 2 voies, 2 files de stationnement et 2 trottoirs = 13,8m dont 11m de voirie et 2,8m pour les piétons

profit de rangement ou de stockage. Il est à rappeler que cela contrevient à l'ordonnance du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation[2].

II. Une nouvelle organisation du stationnement pour une ville à vivre

C'est dans ce contexte qu'il est aujourd'hui proposé de faire évoluer la stratégie de l'organisation du stationnement à Strasbourg.

Ainsi, la vocation principale de la voie publique ne doit plus être uniquement celle d'accueillir des véhicules en circulation et en stationnement. L'espace public peut être repensé au regard de ses usages et de ses multiples fonctions, et ainsi être mieux équilibré et encore mieux partagé, en particulier en faveur des modes actifs de déplacement, du transport en commun, des espaces de nature et d'un cadre de vie amélioré pour ses habitant.es.

D'une gestion actuelle, axée principalement sur la recherche de la « rotation » des véhicules des visiteur.ses (afin qu'un maximum d'entre eux puisse stationner sur un temps limité dans certains secteurs de la ville) et sur une meilleure disponibilité des places pour les résident.es, l'organisation du stationnement sur la voirie doit désormais être complétée, dans la déclinaison des différents plans adoptés par la ville et l'Eurométropole :

- pour développer l'accessibilité de la ville et son dynamisme économique dans un panel d'offres de mobilité ;
- pour pouvoir libérer l'espace public afin de végétaliser les rues, les doter de trottoirs lorsqu'ils sont absents ou insuffisants, aménager des pistes cyclables, implanter des emplacements de stationnement vélo, apporter des espaces pour des usages de convivialité et de vivre ensemble ;
- pour répondre aux besoins spécifiques des personnes à mobilité réduite et des professionnels, y compris pour le stationnement des véhicules aux gabarits importants, qui n'ont parfois pas d'autre solution que de stationner sur l'espace public.

Pour sa mise en œuvre, la nouvelle organisation du stationnement souhaitée impliquera, de fait, une étroite coopération entre les deux autorités publiques compétentes, à savoir la ville de Strasbourg, compétente respectivement pour la définition de la politique tarifaire sur voirie et pour la réglementation du stationnement sur voirie ainsi que les conditions d'usage du domaine public, et l'Eurométropole de Strasbourg, responsable de l'organisation des mobilités mais également de la construction et de l'exploitation des parkings-relais, parkings et aires de stationnement ainsi que de l'aménagement des espaces publics dédiés aux modes de déplacements urbains doux ou actifs.

1. Une nouvelle organisation du stationnement en direction des résidents

La stratégie proposée permet à l'ensemble des propriétaires d'une automobile à Strasbourg, de disposer d'une solution adaptée à leur situation.

Le stationnement des personnes habitant à Strasbourg s'effectue en général sur leur lieu d'habitation, qu'il soit directement ou indirectement doté de stationnement.

Pour les résident.es habitant dans des immeubles ne disposant pas de stationnement, la voirie constitue actuellement une alternative au recours d'une place dans un tiers lieu (garage, parking public ou privé).

Les données actuellement disponibles dans le périmètre payant indiquent que 6 automobiles contrôlées sur 10 au centre-ville, émargent au titre du stationnement résidant.

Il s'agira par conséquent, à travers des mesures adaptées et équilibrées, de continuer à inciter le plus possible les habitant.es à changer leurs pratiques de déplacement en faveur des modes actifs (transports en commun, marche à pied, vélo), mais aussi de trouver une nouvelle répartition du stationnement des véhicules entre voirie et ouvrages. Sur ce point, des solutions seront recherchées afin que les résident.es qui stationnent habituellement leur véhicule sur la voirie, puissent être incités à le faire dans des parkings en ouvrage, que ce soit dans un parking-relais, un parking en ouvrage existant et ayant de la disponibilité, ou dans un parking à construire.

L'objectif est ainsi de mobiliser les gisements actuels de stationnement, privés ou publics, ainsi que les opérateurs de mobilités, tels que la CTS et les gestionnaires d'ouvrages.

L'attractivité des offres de stationnement dans les ouvrages (parkings-relais, parkings publics ou privés, voire passage à l'autopartage) devrait y contribuer, au moyen d'une gamme tarifaire et de services associés, adaptés et élaborés par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le principe du découpage du secteur payant en zones résidentielles sera maintenu mais leurs périmètres pourront être adaptés pour tenir compte des évolutions constatées des usages et besoins, dans le cadre de la concertation dédiée au stationnement.

Des extensions des périmètres payants sur voirie dans les secteurs soumis à une forte pression de stationnement, s'effectueront au fur et à mesure des concertations qui permettront, territoire par territoire, d'identifier, avec les usager.es, les particularités, les opportunités de stationnement alternatifs, ainsi que la déclinaison opérationnelle des plans piétons, vélo et canopée, les aménagements et usages possibles.

L'effet escompté de la stratégie du stationnement en direction des résident.es doit permettre un transfert important des automobiles stationnées en voirie vers un stationnement en ouvrage dans les périmètres considérés. Strasbourg s'inspire ainsi d'expériences de villes européennes, telle que Barcelone ou Oslo.

Toutefois, dès lors qu'un.e résident.e recourra à un stationnement déporté dans un ouvrage, son abonnement autorisera d'office, sur une durée qui reste à préciser, la possibilité de se stationner sans frais supplémentaire en voirie à proximité de son domicile, pour ses besoins de desserte/livraison.

2. L'organisation du stationnement en direction des professionnel.les

Le déploiement de la zone à faible émission doit permettre d'accompagner les professionnel.les dans l'évolution de leur mobilité et/ou de leur motorisation.
Les professionnel.les qui, par leur activité, ont besoin de se déplacer au quotidien en automobile, conserveront la possibilité de stationner sur la voirie, ainsi que dans les ouvrages publics.

Une concertation permettant d'affiner les modalités de stationnement à usage des professionnels sera menée avec les chambres consulaires, ainsi que les représentant.es des corporations professionnelles.

3. L'organisation du stationnement en direction des visiteurs

La notion de visiteur.se s'entend dans un sens large, dès lors que l'automobiliste n'est ni un.e professionnel.le évoqué précédemment, ni un.e résident.e dans sa zone de rattachement.

Le stationnement en ouvrage restera à privilégier, notamment pour les longues durées, dans le cadre du réseau des parkings-relais de la CTS ainsi que des autres parkings silos ou souterrains. Le stationnement sur voirie restera possible mais limité en durée comme actuellement, afin de favoriser la rotation.

Les zones tarifaires pour les visiteur.ses (ainsi que les tarifs eux-mêmes) pourront par ailleurs évoluer, en lien avec le stationnement résident.

III. Une action cohérente et concertée avec l'Eurométropole de Strasbourg, en mobilisant davantage les parkings en ouvrage

Mobiliser davantage les parkings-relais

Les parkings-relais (P+R), dont le choix des emplacements relève de la politique de mobilité pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg, puis sont mis en œuvre par la CTS, ont, pour certains d'entre eux sur le ban communal de Strasbourg, des taux actuels d'occupation présentant des marges de progrès intéressantes. De plus, la configuration des sites des P+R pourrait permettre d'augmenter l'offre, selon l'évolution des besoins, au moyen d'un partenariat à élaborer sur la question du stationnement entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS.

Cette démarche serait transposable à d'autres communes.

Mobiliser davantage les parkings en ouvrage, publics et privés

Outre les parkings appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, il est également recensé des stationnements en ouvrage relevant d'entités privées ou parapubliques, disposant également de marges d'optimisation possible. Là aussi, la ville de Strasbourg entend nouer, avec ces entités, des partenariats renforcés.

Des ouvrages neufs pourraient par ailleurs compléter le réseau des parkings en ouvrage, pilotés par l'Eurométropole de Strasbourg, dans des secteurs à étudier où sont constatés,

d’une part, une part importante d’immeubles sans garage, et, d’autre part, l’absence de parkings préexistants.

Pour encourager l’utilisation des parkings, des réflexions seront menées sur l’évolution des grilles tarifaires du stationnement (visiteur.ses et résident.es), en lien et en cohérence avec la tarification proposée aux usager.es des transports en commun.

IV. Les espaces libérés d’une partie du stationnement

La mise en œuvre progressive dans les différents territoires de la ville de Strasbourg de la stratégie du stationnement, permettra de transférer une partie du stationnement en voirie vers des ouvrages, qu’ils soient publics, parapublics ou privés.

Dès lors, les rues ou places, libérées en tout ou partie de leur stationnement, pourront être transformées, en lien avec le plan piéton, par la création de trottoirs ou leur élargissement, la plantation d’arbres ou de massifs de végétation, la création de pistes cyclables et de dispositifs de stationnement sécurisés pour les vélos, l'installation de bancs, de lieux de détente ou de jeux pour les familles.

Ces aménagements s’inscriront dans le cadre des budgets voirie, extensions tram, canopée, déminéralisation et vélo. Ils pourront être provisoires pour certains, dans l’attente d’un aménagement définitif, notamment dans les secteurs à enjeux dans lesquels des compléments de concertation sont nécessaires sur le choix de l’affectation de l’espace libéré.

En revanche, le stationnement qui sera maintenu sera en priorité dédié aux personnes en situation de handicap, aux livraisons et aux dessertes de proximité.

V. Une concertation et un calendrier larges pour accompagner, évaluer et enrichir le dispositif

Ces transformations majeures de l’espace public, qui concernent à la fois ses usages et ses usager.es, nécessitent bien entendu que des études et réflexions soient menées. Celles-ci tiendront compte de la qualité des dessertes en transports collectifs existantes ou à venir, des capacités et marges offertes dans les ouvrages, des besoins de stationnement résidentiel sur l'espace public, et en particulier des besoins d’emplacements spécifiques (places réservées aux personnes handicapées, livraison, etc.), ainsi que des besoins de stationnement pour les client.es des commerces, les professionnel.les, les visiteur.ses, etc. Il s’agira également d’évaluer, en collaboration avec les exploitants, les impacts sur les contrats en cours (stationnement sur voirie, parkings, CTS), notamment en termes d’adaptation des grilles tarifaires.

Des concertations auront lieu en impliquant toutes les personnes concernées (habitant.es, associations d’habitant.es, de mobilités, de commerçant.es, chambres consulaires, etc.). Avec l’objectif de parvenir à des solutions pragmatiques et équilibrées, elles porteront sur :

- le report possible des véhicules (résident.es en particulier) de la voirie vers les ouvrages (existants ou à construire) ;
- la transformation des voiries dans lesquelles le stationnement sera réorganisé ;
- l'organisation des zones résidentielles des secteurs payants et les nouveaux périmètres où s'appliquera le stationnement payant.

Ces concertations, notamment avec les chambres consulaires, mais aussi avec les habitant.es et acteur.rices de quartier, se dérouleront ainsi tout au long de la mise en œuvre du dispositif, y compris en lien avec la reconfiguration de l'espace public des secteurs concernés.

Le déploiement de la stratégie du stationnement se fera, de fait, de manière progressive et de façon ciblée.

Le nouveau cadre issu des concertations fera l'objet de délibérations ad hoc pour sa mise en œuvre concrète.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les nouvelles orientations pour la politique du stationnement à Strasbourg, à savoir, la mise en place de mesures adaptées et équilibrées afin d'inciter les usager.es au report vers les modes de déplacement actifs et afin de trouver une nouvelle répartition du stationnement des véhicules entre voirie et ouvrages,*

- *pour ce faire, le lancement des concertations, réflexions et études nécessaires.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140569-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 5 à l'ordre du jour :

Pour un espace public mieux partagé : une nouvelle stratégie pour la politique du stationnement à Strasbourg.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 44 voix
+ 2 voix pour Madame Ouldji et Monsieur Drici qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 16 voix
+ 2 voix pour Monsieur Mangin, ainsi que Madame Meyer pour qui il avait la procuration, qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter CONTRE.

Abstention : 0 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°5

Pour un espace public mieux partagé : une nouvelle stratégie pour la politique du stationnement à Strasbourg.

Pour	**44**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**16**	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, KOUSSA Salah, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe
Abstention	**0**	

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Adapter l'espace public aux enjeux climatiques et des mobilités actives dans trois secteurs de la ville de Strasbourg - Neustadt, Montagne-Verte, Neudorf - en concertation avec le public.

Numéro V-2021-1229

Dans un peu plus d'une génération, les deux tiers de la population mondiale vivront en milieux urbains. Ces derniers concentrent certaines préoccupations liées au dérèglement climatique et à la santé publique, car deux tiers des émissions de gaz à effet de serre y sont émis, la pollution atmosphérique urbaine y est forte et l'imperméabilisation des sols croit. Les répercussions sociales et sanitaires de ces phénomènes ont de nombreuses conséquences sur la qualité de vie des habitantes et des habitants des métropoles.

La ville de Strasbourg est également confrontée à ces enjeux environnementaux, sociaux et de santé publique et s'est engagée dans une politique volontariste en faveur du climat et de la santé. Ainsi, conformément aux orientations du Plan Climat Air Énergie Territorial de l'Eurométropole (PCAET), elle a approuvé en juin 2021 les orientations du plan climat, les objectifs fixés pour le territoire aux horizons 2030 et 2050 et la stratégie et le plan d'actions correspondants. Strasbourg s'engage ainsi à limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à réguler les îlots de chaleur urbains en développant notamment les espaces verts et de nature sur le territoire.

En outre, en favorisant une politique de mobilité tournée vers une meilleure prise en compte des modes actifs, en application des orientations fixées sur les déplacements au sein du Plan Local d'Urbanisme, elle contribue à améliorer la qualité et le cadre de vie de ses habitantes et habitants.

À ce titre, les nouvelles orientations de la politique du stationnement, qui constitue un levier important de la politique de mobilité, visent un usage raisonné de la voiture et à encourager le report vers les modes de déplacement plus respectueux de l'environnement lorsque cela est possible (transports en commun, vélo, autopartage, marche à pied).

Au-delà des actions déjà entreprises, la ville de Strasbourg, en lien avec l'Eurométropole de Strasbourg, renforce son action au regard des enjeux climatiques, repense l'espace public en prenant en compte ses multiples usages et fonctionnalités, le cas échéant, libère l'emprise viaire du stationnement, par des mesures progressives, adaptées, pragmatiques et équilibrées. Cette libération d'emprise sur l'espace public permettra de planter, déminéraliser, améliorer et développer les espaces dédiés aux mobilités actives et, globalement, par de nouvelles aménités à créer, à améliorer le cadre de vie des habitantes et habitants du territoire.

Poursuite des réflexions dans 3 secteurs de Strasbourg au sein desquels les enjeux climatiques et de mobilité sont particulièrement prégnants

Il s'agit désormais d'engager une réflexion approfondie afin de rechercher une nouvelle répartition du stationnement des véhicules entre la voie publique ou le domaine public routier et les ouvrages hors voirie, afin notamment que les résidents qui stationnent habituellement leur véhicule sur la voie publique, soient incités à se garer dans des parkings en ouvrage existants et ayant de la disponibilité, ou dans un parking à construire. En parallèle, des propositions seront également étudiées, afin de développer des solutions alternatives à l'usage de la voiture individuelle, en faveur des résidents désireux de s'engager dans la démarche.

Dans ce cadre, des premières réflexions seront réalisées dans 3 secteurs de la ville de Strasbourg (Neustadt, Montagne-Verte, Neudorf).

Dans ces quartiers, dépourvus de solutions de stationnement en ouvrage, il est proposé d'engager une démarche qui tend à privilégier le transfert des places de stationnement sur voirie vers un stationnement en ouvrages dénommés « ouvrages mixtes ». Ces ouvrages de conception « réversible » pourront proposer non seulement un volume de stationnement, reconstitué en tout ou partie (véhicules et modes doux), mais aussi offrir un ensemble de services et de fonctions de commerces de proximité, des petits centres de logistique, des bureaux, des locaux associatifs, etc... Leur conception intégrera les enjeux de transition écologique (qualité des matériaux, ressources locales, bilan carbone).

S'agissant du secteur de la Neustadt, il est rappelé que dans le cadre de l'inscription du cœur de la Neustadt de Strasbourg sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en juillet 2017, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont pris l'engagement de mener une réflexion d'ensemble sur les enjeux de la qualité des espaces publics. Cette volonté, articulée avec le projet de mobilité de la métropole, est inscrite dans le plan de gestion patrimonial de l'UNESCO dont l'un des objectifs prévoit « la valorisation du cadre de vie et son adaptation aux besoins actuels ».

Pour le secteur de la Montagne-Verte, les enjeux de mobilité doivent être examinés en lien avec la gare du Roethig.

Enfin, pour le secteur du Neudorf, situé au sein d'un îlot de chaleur, l'enjeu tant écologique que de valorisation du cadre de vie est important et justifie une adaptation de l'espace

public en faveur des modes de déplacement actifs, pour permettre d'assurer les continuités piétonnes et cyclables.

Ces réflexions, qui seront engagées en concertation avec les riverains, seront étayées par des études de faisabilité qui permettront de définir les conditions de réaménagement de l'espace public au travers notamment des objectifs suivants :

- requalifier et réaménager les espaces publics pour de nouvelles aménités et notamment afin de végétaliser et planter des arbres sur les espaces publics des secteurs concernés,

- créer ou améliorer les cheminements des modes actifs par le traitement de la voirie avec l'élargissement de trottoirs, la création d'itinéraires dédiés pour les vélos ou de voies apaisées,

- garantir la cohérence architecturale et l'intégration paysagère des aménagements dans le quartier, au regard des constructions existantes et des évolutions programmatiques en matière d'urbanisme et de mobilité,

- déminéraliser certains espaces au profit d'autres aménagements améliorant le cadre de vie des habitants (aires de jeux, espaces de détente, de rencontre, etc.),

- libérer des emprises du domaine public en réorganisant le stationnement de surface par transfert d'une partie des emplacements sur la voirie vers des « ouvrages mixtes » aux vocations élargies et correspondant aux besoins du secteur,

- identifier le potentiel d'attractivité des secteurs en termes d'activités diverses : services et fonctions de commerces de proximité, bureaux, locaux associatifs, …

- identifier, positionner et concevoir les « ouvrages mixtes » sur les sites afin de les rendre les plus attractifs possibles et qu'ils s'intègrent au mieux dans leur environnement immédiat,

- dimensionner les « ouvrages mixtes », au regard du volume de stationnement à reconstituer en tout ou partie, mais également des différentes activités identifiées.

Ces études pourront être réalisées dans le cadre d'un ou plusieurs marchés de service allotis dont le montant total estimatif est évalué à environ 200 000 € TTC, échelonnés sur plusieurs exercices.

Organisation d'une concertation avec le public

Les réflexions qui seront engagées dans le cadre des études de faisabilité dans les secteurs de la Neustadt, la Montagne-Verte, le Neudorf alimenteront une concertation avec le public dans chacun de ces quartiers dont les modalités d'organisation sont les suivantes :

- réunion publique de présentation de la démarche,

- organisation de deux ateliers thématiques pour mener des analyses communes avec le public :
  Atelier 1 : « Fonctionnement des espaces publics et organisation du stationnement »,
  Atelier 2 : « Identification des sites d'accueil des ouvrages mixtes et réflexions sur les activités à y intégrer »,
- réunion publique de synthèse des réflexions,
- intégration, au sein de la plateforme participer.strasbourg.eu, des différents échanges lors des ateliers 1 et 2, au niveau des 3 secteurs.

Le prestataire qui mènera les études de faisabilité, assurera des prestations de concertation et de participation citoyenne. Il s'agira pour le prestataire notamment de participer aux différentes réunions publiques, ateliers et de les animer (proposer des méthodes permettant les échanges, préparer les supports, faire les synthèses,…).

Il est ainsi proposé au conseil d'autoriser la ville de Strasbourg à engager des réflexions sur ces trois secteurs en lançant des études de faisabilité d'une part et, d'autre part, en engageant une concertation avec le public.

Calendrier- poursuite de la démarche

La concertation et les études de faisabilité seront menées en parallèle, afin de s'enrichir mutuellement, entre janvier 2022 et fin juin 2022.

A l'issue des réflexions menées par la ville de Strasbourg au travers des études de faisabilité et des phases de concertation, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg pourront, chacune en ce qui relève de leur compétence, engager des démarches administratives et opérationnelles si nécessaire.

En effet, la réalisation du projet supposera l'articulation des interventions des deux autorités publiques compétentes en la matière, à savoir la Ville (pour la réglementation de la circulation et du stationnement sur voirie, les espaces verts hors plantations d'alignement) et l'Eurométropole de Strasbourg (pour la construction et l'exploitation des parcs et aires de stationnement, hors voirie, ou la création et l'aménagement de l'espace public dédiés aux modes de déplacement doux et leurs accessoires).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

1. *le lancement d'une consultation, en vue de la passation d'un ou plusieurs marchés de prestations de service selon la procédure conforme au code de la commande publique, dont le montant total estimatif est évalué à environ 200 000 € TTC, afin de déterminer*

la faisabilité technique, économique et juridique des projets au sein des trois secteurs concernés:

- *Études d'analyses de sites, études de marché, études de faisabilité technique des « ouvrages mixtes », analyses des modalités et capacités d'adaptation des espaces publics, études de stationnement et de circulation, études juridiques, foncières, économiques et fiscales, missions de concertation et de participation citoyenne.*

2. *les objectifs poursuivis par la démarche, à savoir :*
   - *requalifier et réaménager les espaces publics pour de nouvelles aménités et notamment afin de végétaliser, planter des arbres sur les espaces publics des secteurs concernés,*
   - *créer ou améliorer les cheminements des modes actifs par le traitement de la voirie avec l'élargissement de trottoirs, la création d'itinéraires dédiés pour les vélos ou de voies apaisées,*
   - *garantir la cohérence architecturale et l'intégration paysagère des aménagements dans le quartier, au regard des constructions existantes et des évolutions programmatiques en matière d'urbanisme et de mobilité,*
   - *déminéraliser certains espaces au profit d'autres aménagements améliorant le cadre de vie des habitants (aires de jeux, espaces de détente, de rencontre, etc.),*
   - *libérer des emprises du domaine public en réorganisant le stationnement de surface par transfert d'une partie des emplacements sur la voirie vers des « ouvrages mixtes » aux vocations élargies et correspondant aux besoins du secteur,*
   - *identifier le potentiel d'attractivité des secteurs en termes d'activités diverses : services et fonctions de commerces de proximité, bureaux, locaux associatifs, ...*
   - *identifier, positionner et concevoir les « ouvrages mixtes » sur les sites afin de les rendre les plus attractifs possibles et qu'ils s'intègrent au mieux dans leur environnement immédiat,*
   - *dimensionner les « ouvrages mixtes », au regard du volume de stationnement à reconstituer en tout ou partie, mais également des différentes activités identifiées.*

autorise

la Maire et/ou son-sa représentant-e :

1. *à engager une concertation selon les objectifs précédemment définis, au travers des modalités suivantes :*

   - *réunion publique d'initialisation de la démarche,*

   - *organisation de deux ateliers thématiques pour mener des analyses communes avec le public :*
     Atelier 1 : « Fonctionnement des espaces publics et organisation du stationnement »,
     Atelier 2 : « Identification des sites d'accueil des ouvrages mixtes et réflexions sur les activités à y intégrer »,

   - *réunion publique de synthèse des réflexions,*

– *intégration, au sein de la plateforme participer.strasbourg.eu, des différents échanges lors des ateliers 1 et 2, au niveau des 3 secteurs.*

2. *à mettre en concurrence les prestations considérées conformément aux dispositions relatives aux marchés publics et à signer et exécuter le(les) marché(s) correspondant,*

3. *à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132007-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 6 à l'ordre du jour :

Adapter l'espace public aux enjeux climatiques et des mobilités actives dans trois secteurs de la ville de Strasbourg – Neustadt, Montagne-Verte, Neudorf – en concertation avec le public.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 41 voix
+ 4 voix pour Mesdames Tisserand et Ouldji et Messieurs Herry et Drici qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 18 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°6

Adapter l'espace public aux enjeux climatiques et des mobilités actives dans trois secteurs de la ville de Strasbourg - Neustadt, Montagne-Verte, Neudorf - en concertation avec le public.

Pour	**41**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**18**	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, KOUSSA Salah, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe
Abstention	**0**	

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au pont du Danube - Bouclage Sud : Arrêt du bilan de la concertation publique, approbation du programme de travaux et poursuite des études - Avis du Conseil Municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.

Numéro V-2021-1230

I. Rappel du contexte général et du cadre de la concertation

La délibération du 18 décembre 2015 du conseil de l'Eurométropole approuvant l'adaptation du schéma directeur des transports collectifs 2010–2025 a fixé la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports collectifs structurant de l'Eurométropole de Strasbourg. Le volet Déplacement du POA (Programme d'Orientations et d'Actions) du PLUi valant PDU, adopté le 16 décembre 2016, a renforcé ces orientations de la feuille de route relatives au réseau de transports en commun structurants.

L'arrivée d'une ligne de transport en commun structurante pour l'agglomération comme une ligne de BHNS ou de tramway dans un quartier influence profondément les habitudes en matière de déplacements et la perception des fonctionnalités dans l'espace urbain.

Dans ce cadre, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile puis vers l'Est avait été identifié comme prioritaire durant le dernier mandat au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

En application de la délibération du 18 décembre 2015, une étude de définition a été engagée sur le prolongement de la ligne G afin de réaliser un bouclage Sud.

Suite à cette étude, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le 24 novembre 2017 la mise en œuvre d'une première procédure de concertation règlementaire (au sens des articles L103-2 et R103-1 du code de l'urbanisme).

Lors de l'approfondissement des études, de nouvelles opportunités sont apparues :

Le prolongement de la ligne G envisagé jusqu'au pont du Danube :

Ce prolongement jusqu'au pont du Danube permettrait en effet une connexion avec toutes les lignes du réseau de tramway et particulièrement les lignes C et E. Il apporterait par ailleurs une desserte nouvelle du quai des Alpes portant la fréquentation actuelle de la ligne G – de l'ordre de 12.000 voyageurs par jour entre l'Espace Européen de L'Entreprise et la Gare-Centrale – à 25.000 voyageurs par jour environ pour un prolongement jusqu'au Parc de l'Etoile et 30.000 voyageurs par jour pour la ligne G, prolongée jusqu'au pont du Danube.

La préservation des arbres d'alignements du boulevard de Lyon :

Afin de conserver au maximum les arbres d'alignements, deux alternatives d'aménagement peuvent-être étudiées :

- une première solution consiste en l'aménagement de couloirs de bus « classiques » de part et d'autre du terre-plein central arboré, avec réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle côté extérieur du boulevard, en continuité avec la piste du boulevard de Nancy au Nord et la piste du pont Pasteur au Sud,
- une deuxième solution consiste à affecter des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G. Une piste cyclable bidirectionnelle serait également réalisée côté extérieur du boulevard.

La réorganisation des voies sur le pont Pasteur :

Une nouvelle affectation des voies sur le pont Pasteur permettrait d'optimiser l'espace public et de conserver la disposition actuelle de la piste cyclable bidirectionnelle située au Sud du pont, sans mélanger les flux cyclistes et les flux piétons, comme cela avait été envisagé précédemment.

La fluidification du couloir de bus existant sur les quais Sud :

Des travaux ponctuels de réalignement des bordures côté Bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel-de-Coulanges seraient également envisagés afin d'élargir quelques zones de conflit dans le couloir de bus Ouest/Est et de fluidifier la circulation des bus à l'intérieur de celui-ci.

Dans ce contexte et afin de solliciter les citoyens sur ces nouvelles propositions, une nouvelle concertation préalable a été organisée **du 17 mai au 30 juin 2021**, en application des L.103-2 et R.103-1 du code de l'Urbanisme, et selon les modalités décrites dans la délibération du conseil de l'Eurométropole du 7 mai 2021.

La présente délibération a ainsi pour objet de présenter :

- les modalités de la concertation, qui s'est déroulée du 17 mai au 30 juin 2021, relative au prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au Pont du Danube, par les boulevards Ouest et les quais Sud à Strasbourg ;
- le bilan de ladite concertation publique (détaillé en annexe 1 à la présente délibération) ;
- les supports de présentation du projet et les mesures de publicité de ladite concertation publique (détaillé en annexe 2 à la présente délibération) ;
- les grandes lignes du projet, sans exclure la poursuite de discussions lors de la phase avant-projet.

II. Le champ de la concertation :

Les objectifs du projet :

Le projet a pour objectifs principaux :

- d'offrir des **liaisons directes et performantes** entre la Gare-Centrale, le Nouvel Hôpital Civil et les quartiers Sud du centre-ville de Strasbourg ;
- de multiplier les **possibilités de correspondances** avec le réseau de tramway ;
- de créer une **alternative** à la liaison tramway Gare/Etoile en desserrant le nœud « Homme de Fer » ;
- d'améliorer la performance globale du réseau de transports en commun et l'offre globale de transport ;
- d'agir sur **l'environnement, la qualité de vie, de l'air,** ainsi que sur les nuisances sonores dans la ville en favorisant le recours aux transports en commun et aux circulations par des modes doux plutôt qu'à la voiture particulière, grâce à un meilleur partage de l'espace.
- d'assurer un bouclage Sud contournant le centre-ville par les boulevards Ouest et les quais Sud de Strasbourg,
- de permettre la requalification et un apaisement circulatoire de ces grands boulevards du centre-ville, facilitant l'accès à la gare.

Il apportera ainsi dans le secteur une offre de transport structurante et de qualité.

Le choix du prolongement du BHNS pour le projet :

La ligne G du BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) a été mise en service le 30 novembre 2013, offrant une liaison rapide et performante de 5 kilomètres entre la Gare Centrale de Strasbourg et l'Espace Européen de l'Entreprise à Schiltigheim ; 3,5 kilomètres ont été réalisés en site propre ce qui confère une vitesse commerciale élevée à cette ligne de bus qui a des performances comparables à celle d'un tramway.

Ses objectifs initiaux de fréquentation de 9.000 voyageurs par jour ont été atteints dès les premiers mois. La fréquentation actuelle de cette ligne est de 11.000 voyageurs par jour.

Cette ligne offre une fréquence importante aux heures de pointe, environ un passage toutes les 6 minutes, une circulation de 4 h 30 à minuit 30 et des performances élevées de régularité, confort et vitesse. Ses stations sont équipées de manière identique à celles

du tramway avec la possibilité d'achat de billets sur les quais, des Bornes Informations Voyageurs et des quais à niveau pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

La pertinence de ce mode de transports collectif est reconnue jusqu'à 30.000 / 40.000 voyageurs par jour (selon la capacité du matériel roulant retenu), parfaitement compatible avec la fréquentation attendue de 14.000 voyageurs par jour sur le trajet Gare–Centrale / Parc de l'Etoile / Pont du Danube, portant la fréquentation totale de la future ligne G prolongée à 30.000 voyageurs par jour.

Pour mémoire, la pertinence d'une offre de transports collectifs en mode tramway se situe généralement entre 40.000 et 90.000 voyageurs par jour.

Par ailleurs, les aménagements de couloirs de bus précédemment réalisés sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges pour la mise en service de la ligne 1 sont mutualisables avec une ligne de BHNS et l'aménagement de l'extension tramway de la ligne F vers Koenigshoffen permet la circulation d'une ligne de bus en site propre sur le boulevard de Nancy.

Une liaison BHNS pour la liaison Gare–Centrale / Parc de l'Etoile / Pont du Danube nécessite un aménagement des espaces publics portant principalement sur le boulevard de Lyon et la création d'une dizaine de stations ainsi que la reprise ponctuelle de bordures côté bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais Sud, afin de fluidifier la circulation des bus dans les couloirs existants.

L'investissement d'une telle liaison – qui peut éventuellement être étudiée sans obérer la possibilité d'une transformation en mode tramway terme – et sa pertinence en termes de fréquentation **induisent naturellement le choix du prolongement de la ligne G du BHNS entre la Gare–Centrale et le pont du Danube**, confirmant l'adaptation en 2015 du schéma directeur des transports collectifs 2010–2025.

Le projet de prolongement du BHNS intègre :

- un matériel roulant analogue à celui actuellement utilisé : Bus « articulé » de 18m, équipé de portes type « tramway », disposant d'une capacité adaptée à la population desservie (environ 120 personnes pour 30 places assises) et d'une motorisation type GNV;
- une fréquence forte, de l'ordre d'une passage toutes les 6 minutes, et un service de 4 h 30 à plus de minuit ;
- un temps de parcours attractif de l'ordre de 10 min entre la place de la Gare et le parc de l'Etoile et 15 min entre la place de la Gare et le pont du Danube, au moyen notamment de priorités aux feux de carrefours ;
- des stations le long du tracé avec une haute qualité de service : abris voyageurs, système d'informations voyageurs, distributeurs et valideurs de titres de transport, quais aux normes accessibilité.

Les caractéristiques principales de l'aménagement :

Le projet soumis à concertation prévoit de réaliser :

- un prolongement de la ligne G de BHNS de 4 km environ vers le sud en passant sur les voiries existantes par les boulevards Ouest ceinturant le centre-ville de Strasbourg ;
- 10 nouvelles stations (avec une haute qualité de service : abris voyageurs, système d'informations voyageurs, distributeurs et valideurs de titres de transport, quais aux normes accessibilité) ;
- 4 nœuds de correspondance avec le réseau de tramway (Stations Porte Blanche, Laiterie, Etoile/Bourse et Winston Churchill) ;
- l'amélioration et la création de cheminements piétons et cycles, dont l'aménagement d'une piste bidirectionnelle sur les boulevards extérieurs, en pleine cohérence avec le plan vélo adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 25 juin 2021 ;
- une fréquence soutenue pour un passage régulier en station avec un service continu de 4h30 à plus de minuit ;
- le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux. Deux variantes sont proposées pour l'insertion de la ligne G de BHNS sur le boulevard de Lyon, qui conserve ses alignements d'arbres :

    - **Variante 1** : la ligne G du BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques de part et d'autre du terre-plein central arboré.

    - **Variante 2** : les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) sont affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS.

Le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS commence à la Gare centrale de Strasbourg et se poursuit en site propre jusqu'au parc de l'Etoile via le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé et les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral réalisé pour la nouvelle ligne de bus express L1. Il sera ensuite aménagé avec des voies réservées à l'approche des carrefours sur les quais Kœnig et des Alpes.

10 nouvelles stations sont envisagées tout au long du tracé :
- Gare, permettant une correspondance avec les lignes A, D et C du réseau de tramway,
- Porte-Blanche, permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway,
- Laiterie, permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway,
- Lycée Pasteur,
- Hôpital Civil,
- Hôtel de police,
- Etoile/Bourse, permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway,
- Mont-Blanc
- Winston Churchill, permettant une correspondance avec les lignes C et E du réseau de tramway,
- Danube.

<u>Le montage (financement) et le planning prévisionnel du projet :</u>

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 4 km de prolongement de la ligne G.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :
- **3ème trimestre 2021** : Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP.
- **Été 2022** : Finalisation des études et démarrage des travaux.
- **Septembre 2023** : Mise en service.

III. Les modalités de la concertation du 17 mai au 30 juin 2021

Conformément aux modalités de concertation fixées par la délibération du 3 mai 2021, le public a eu à sa disposition un large éventail de moyens pour s'exprimer sur le projet, au travers d'un dispositif d'information, d'écoute et de dialogue :

Le dispositif d'information du public comprenait différents supports :

- la création d'une page internet sur www.participer.eurmetropole-strasbourg.eu permettant de recueillir les expressions des citoyens.
- la mise en ligne de la plaquette d'information et des modalités de participation à la concertation sur le site
- la mise en ligne de la présentation réalisée lors de la réunion publique du 8 juin 2021 ;
- une plaquette de présentation du projet. Celle-ci présentait :
  - la description, les objectifs et le périmètre du projet ;
  - un plan global intégrant le projet dans le réseau structurant du centre-ville de Strasbourg ;
  - l'analyse comparative des variantes envisageables ;
  - la présentation des propositions d'insertion du BHNS sur le boulevard de Lyon, et les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel, Fustel de Coulanges, Général Koenig et des Alpes ;
  - le calendrier prévisionnel ;
  - les modalités pratiques de participation du public à la concertation ;

Ce document (édité à **1 000 exemplaires**) a été distribué lors des permanences au Centre Administratif, à la direction de territoire Centre-Gare et à la maison de proximité de l'Esplanade, ainsi qu'à la réunion publique organisée au centre administratif parc de l'Etoile. Ce document était aussi disponible sur les lieux d'exposition publique et sur le site internet de participation citoyenne de l'Eurométropole de Strasbourg.

Six sites d'expositions publiques étaient également proposés :
- Au centre administratif de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (1, parc de l'Etoile) ;
- A la direction de territoire Centre-Gare (33, rue Kageneck à Strasbourg) ;
- À la maison de proximité de l'Esplanade (6 cour de Cambridge à Strasbourg) ;
- Place de la Gare à Strasbourg ;
- Place Sainte-Aurélie à Strasbourg ;
- Place de la Porte Blanche.

Dans chacune de ces expositions, des panneaux de présentation du projet présentant les mêmes types d'éléments d'informations (graphiques et descriptifs) ainsi que la plaquette d'information ont été mis à la disposition du public. Un registre d'expression permettant aux personnes intéressées de faire état de tous avis, observations et propositions relatifs au projet présenté était mis à disposition au Centre Administratif, à la direction de territoire Centre-Gare et à la maison de proximité de l'Esplanade.

Par ailleurs, **35 000** invitations sous forme de carte postale ont été distribuées aux riverains concernés ainsi qu'aux forces vives, une campagne d'affichage annonçant la concertation, sur des supports « Totems » et Mobiliers urbains « JCDECAUX » a été réalisée, ainsi que la rédaction d'un article publié dans l'Edition du « Strasbourg Magazine n°315 » du mois de mai 2021.
Citons enfin la mise à la disposition du public d'un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (Tel numéro 03.68.98.51.12, la permanence téléphonique étant assurée par le service Tramway et Grands Projets de la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels) ;

Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public a été organisé au travers de plusieurs réunions :
- Cinq réunions–ateliers sous forme de permanences au Centre Administratif, le 25 mai et le 28 juin 2021, à la direction de territoire Centre-Gare, le 27 mai et le 17 juin 2021 et à la maison de proximité de l'Esplanade le 22 juin 2021 ;
- Une réunion publique le lundi 8 juin 2021 à 18h au centre administratif, 1 Parc de l'Etoile.

Les contributions ont été consignées respectivement, sur les registres d'expression mis à disposition sur les lieux des expositions, sur la plateforme de participation citoyenne ainsi que dans des courriers adressés à l'Eurométropole de Strasbourg et dans des textes transmis par messagerie électronique.

Cette concertation a donné lieu au bilan ci-après (détaillé dans l'annexe 1 au présent rapport), qui comprend :
- La synthèse des observations consignées ;
- Les enseignements tirés par la collectivité.

IV. Le bilan général de la concertation :

Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation :

La mise en œuvre de cette procédure de concertation publique, a permis à l'autorité compétente (Eurométropole de Strasbourg) d'engager un dialogue avec les habitants et les usagers intéressés au projet et d'être à l'écoute des interrogations et des attentes du public vis à vis de ce projet, malgré les contraintes liées aux conditions sanitaires durant cette période.

Très concrètement, ont participé à cette concertation publique des habitants et des acteurs économiques du quartier gare, des représentants d'associations de quartier, des élus, des associations d'usagers des transports…

Les principaux points abordés dans le cadre de la concertation ont porté sur :
- le mode de transport (type de matériel, niveau de service, etc…) ;
- le tracé et les nœuds de correspondance avec le réseau de tramway ;
- l'insertion urbaine et les enjeux circulation tous modes ;
- le calendrier prévisionnel ;
- des questions diverses.

Les enseignements de la concertation :

Cette concertation a fait l'objet d'une mobilisation mesurée de la population (moins d'une centaine de personnes en réunion publique et permanences, 4 contributions sur registres, 13 courriels) qui peut s'expliquer en grande partie du fait d'un consensus général sur la pertinence d'un réaménagement des boulevards Ouest de Strasbourg et la nécessité de réaliser une infrastructure de transport structurante sur cet axe. Les interventions ont principalement porté sur l'insertion du projet.

Les avis du public :

La majorité des avis, et notamment des associations, s'est positionnée en faveur de la variante n°2.
Le tableau ci-dessous résume les principales attentes et questionnements de la population sur chacun des thèmes :

Thématique	Questions/observations
Déroulement de la concertation	Une concertation appréciée par les citoyens, malgré quelques interrogations sur la pertinence d'être à nouveau sollicité suite à la concertation de 2018
Opportunité du projet	Une attente forte de la part des habitants sur cet axe majeur de l'agglomération.
Le tracé, l'implantation des stations et l'offre de transport	Des participants souhaitent un matériel roulant non polluant et peu bruyant. Il y a une forte demande de ne pas obérer la possibilité d'une évolution de l'infrastructure vers un mode ferré de type tramway. Il est proposé de prolonger d'une ou deux stations (Tarrade et Belges-Ostende) la ligne avec retournement sur le giratoire à proximité de la Légion Étrangère
Les problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que l'utilisation du domaine public par les	Légère préférence pour l'aménagement d'un site propre boulevard extérieur du boulevard de Lyon selon la variante 2, Des questions ont été posées sur : - **Les nuisances environnementales notamment boulevard de Lyon,** - La compensation du stationnement tout au long du linéaire,

Thématique	Questions/observations
différents modes de déplacement	- La sécurisation des liaisons cyclables et piétonnes pour les traversées, - L'optimisation de l'implantation des stations au regard des quartiers desservis.

D'une manière générale, les débats qui se sont tenus lors de la réunion publique et les avis recueillis dans le registre et par courriel ont fait apparaître un **consensus général sur l'opportunité du projet** et ont permis de faire émerger les préoccupations des habitants, des usagers et des associations en matière de circulation, de desserte, de qualité de l'environnement urbain (cyclables et piétons) et de formuler des suggestions à ce sujet.

Cette concertation a permis d'aboutir aux préconisations suivantes, sous réserve de leur faisabilité technique et réglementaire :

- aménager des pistes cyclables sécurisées et visuellement identifiées de part et d'autres de la chaussée avec une bidirectionnelle côté extérieur du boulevard de Lyon en cohérence avec les aménagements réalisés boulevard de Nancy et sur les quais,
- favoriser la mise en circulation de matériels roulants peu polluants et peu bruyants,
- favoriser le transfert modal "voiture ↔ Transport en commun »,
- promouvoir les échanges intermodaux du BHNS avec le tramway et/ou le train, par des équipements d'intermodalité adaptés et évolutifs (en termes de capacités et de qualité de service).
- étudier la possibilité d'un retournement au giratoire entre la rue d'Ostende et le quai des Belges avec la création d'une ou deux stations supplémentaires, ou toute alternative au-delà du Parc de la Citadelle.

Enfin, sur ce qui est un des principaux enjeux de la concertation, à savoir le choix de la variante d'aménagement sur le boulevard de Lyon, il est proposé de retenir dans les études ultérieures **la variante 2 proposant l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre**, pour la circulation de la ligne G.

Les raisons conduisant à ce choix sont notamment les suivantes :

- il permet une meilleure cohérence d'ensemble avec l'aménagement du boulevard de Nancy et des quais, et il facilite la gestion des carrefours « Porte Blanche » et « Laiterie » ;
- il permet l'implantation latérale d'un itinéraire cyclable sécurisé et la restitution de places de stationnement ;
- il permet la conservation des alignements d'arbres et le verdissement du terre-plein central ;
- il permet un aménagement en site propre évolutif et n'obérant pas l'avenir en permettant d'aménager une plateforme pouvant accueillir à plus long terme une infrastructure plus capacitaire si besoin sur cet axe ;
- il répond aux expressions majoritaires du public et des associations.

Par ailleurs, des suggestions et propositions ont été formulées par les associations et/ou les riverains lors des réunions d'écoute et de dialogue avec le public. Celles-ci figurent en annexe à la présente délibération.

V. Les suites données au projet

L'information du public et des riverains se poursuivra tout au long du projet, des études techniques de tracé et d'insertion jusqu'à la mise en œuvre.

L'ensemble des actions de concertation a cependant permis d'engager d'ores et déjà un véritable dialogue sur les grandes lignes du projet et d'approfondir l'analyse de certaines composantes particulières.

Les débats ont confirmé l'intérêt que suscite le développement du réseau de transport en commun sur les boulevards Ouest de Strasbourg ainsi que la réalisation des principaux enjeux du projet à l'échelle du territoire de l'agglomération de l'Eurométropole, à savoir :
- le prolongement de la ligne G du BHNS contribue à l'aménagement d'une rocade de transport en commun structurant à l'Ouest du centre-ville de Strasbourg et crée un itinéraire alternatif plus rapide entre la place de la Gare et le pont du Danube,
- l'aménagement des boulevards permet de créer un corridor de contournement cyclable rapide et sécurisé, en pleine cohérence avec le plan vélo adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 25 juin 2021
- l'arrivée du BHNS constituera un élément de dynamisation des axes empruntés.

Les études d'avant-projet seront également poursuivies en approfondissant la satisfaction des objectifs principaux du projet et les thématiques suivantes :

- respect des objectifs de performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud ;
- atteinte des objectifs estimés de la fréquentation ;
- impacts circulatoires :
- impacts sur l'offre de stationnement :
- aménagements de la variante 2 ;
- la possibilité d'un prolongement vers le giratoire rue d'Ostende/Quai des Belges et la création d'une ou deux stations supplémentaires ;
- impacts environnementaux du projet (qualité de l'air sur le parcours, reports de trafic, ambiance sonore...).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

sur le bilan de la concertation publique organisée du 17 mai au 30 juin 2020 sur le projet de prolongement de la ligne G du BHNS depuis la Gare jusqu'au pont du Danube – Bouclage Sud, en application de l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme, dont la synthèse est plus amplement exposée au rapport de la présente délibération et détaillée en annexes 1 et 2 ;

prend acte

- *que les alignements d'arbres sur l'ensemble du linéaire du projet seront maintenus,*
- *que le projet n'obère pas la possibilité de construire une ligne de tramway à plus long terme,*

demande

à l'Eurométropole de Strasbourg de poursuivre :
- *les études et procédures visant à mettre en œuvre cette opération ;*
- *le processus d'information du public et de présentation des étapes du projet permettant son enrichissement par échanges ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents ou conventions concourant à la mise en œuvre effective de la présente délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140346-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

ANNEXE 1

Projet de prolongement de la ligne G depuis la place de la Gare jusqu'au pont du Danube-Bouclage Sud à Strasbourg

Bilan détaillé de la concertation
17 mai au 30 juin 2021

SOMMAIRE

CONTEXTE 3
I – LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION 4
I.1 – L'article L.103-2 5
I.2 – L'article R.103-1 5
II – LE CHAMP DE LA CONCERTATION 6
II.1 – Le projet 6
II.1.1 – Le contexte général 6
II.1.2 – Les objectifs du projet 7
II.2 – Les quartiers concernés 8
III – LES MODALITES DE LA CONCERTATION 9
IV – LE BILAN QUANTITATIF DE LA CONCERTATION 11
IV.1 – La réunion publique du 8 juin 2021 11
IV.2 – Les expressions écrites 11
IV.2.1 – Les registres 11
IV.2.2 – Les courriers et courriels 11
IV.3 – Les articles parus dans la presse 11
LES OBSERVATIONS RECUEILLIES 12
V – Expressions dans la réunion publique 13
VI – La synthèse des expressions dans les registres, les courriers, les courriels 13
VI.2.1- Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation 13
VI.2.2- Eléments du bilan de la concertation relatifs au mode de transport (matériel, niveau de service, etc…) 14
VI.2.3- Eléments du bilan de la concertation relatifs au tracé, à l'implantation des stations et aux nœuds d'échange avec le réseau de tramway 15
VI.2.4- Eléments du bilan de la concertation relatifs aux problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que d'aménagement et d'exploitation du domaine public par les différents modes de déplacements 16
VI.2.5- Le planning prévisionnel du projet 24
VI.2.6- Questions diverses 25
LE BILAN DE LA CONCERTATION : ENSEIGNEMENTS ET SUITE A DONNER 27
VII – Les premiers enseignements de la concertation 28
VIII – Les suites données au projet 32

CONTEXTE

I – LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION

La délibération du 18 décembre 2015 du conseil de l'Eurométropole approuvant l'adaptation du schéma directeur des transports collectifs 2010–2025 a fixé la feuille de route des investissements relatifs au réseau de transports collectifs structurant de l'Eurométropole de Strasbourg. Le volet Déplacement du POA (Programme d'Orientations et d'Actions) du PLUi valant PDU, adopté le 16 décembre 2016, a renforcé ces orientations de la feuille de route relatives au réseau de transports en commun structurants.

Dans ce cadre, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile puis vers l'Est avait été identifié comme prioritaire durant le dernier mandat au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

En application de la délibération du 18 décembre 2015, une étude de définition a été engagée sur le prolongement de la ligne G afin de réaliser un bouclage Sud.

Suite à cette étude, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le 24 novembre 2017 la mise en œuvre d'une première procédure de concertation règlementaire (au sens des articles L103-2 et R103-1 du code de l'urbanisme).

Lors de l'approfondissement des études, de nouvelles opportunités sont apparues :

Le prolongement de la ligne G envisagé jusqu'au pont du Danube :

- Le prolongement de la ligne jusqu'au pont du Danube permettrait une connexion avec toutes les lignes du réseau de tramway et particulièrement les lignes C et E ;

- Ce prolongement apporterait également une desserte nouvelle du quai des Alpes portant la fréquentation actuelle de la ligne G – de l'ordre de 12.000 voyageurs par jour entre l'Espace Européen de L'Entreprise et la Gare-Centrale – à 25.000 voyageurs par jour environ pour un prolongement jusqu'au Parc de l'Etoile et 30.000 voyageurs par jour pour la ligne G, prolongée jusqu'au pont du Danube.

La préservation des arbres d'alignements du boulevard de Lyon :

Compte-tenu de l'objectif susvisé, deux alternatives d'aménagement peuvent-être étudiées afin de conserver au maximum les arbres d'alignements :

- Une première solution consiste en l'aménagement de couloirs de bus « classiques » de part et d'autre du terre-plein central arboré, avec réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle côté « extérieur » du boulevard, en continuité avec la piste du boulevard de Nancy au Nord et la piste du pont Pasteur au Sud.

- Une deuxième solution consiste en l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G. Une piste cyclable bidirectionnelle serait également réalisée côté extérieur du boulevard.

La réorganisation des voies sur le pont Pasteur :

Une nouvelle affectation des voies sur le pont Pasteur permettrait d'optimiser l'espace public et de conserver la disposition actuelle de la piste cyclable bidirectionnelle située au Sud du pont, sans mélanger les flux cyclistes et les flux piétons, comme cela avait été envisagé précédemment. Le trafic sur le pont Pasteur constaté avant la pandémie et après la mise en service du prolongement de la ligne F du tramway à Koenigshoffen ne viendrait pas en contradiction avec cette nouvelle répartition.

La fluidification du couloir de bus existant sur les quais Sud :

Des travaux ponctuels de réalignement des bordures côté Bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel-de-Coulanges seraient également envisagés afin d'élargir quelques zones de conflit dans le couloir de bus Ouest/Est et de fluidifier la circulation des bus à l'intérieur de celui-ci.

Dans ce contexte et afin de solliciter les citoyens sur ces nouvelles propositions, une nouvelle concertation préalable a été organisée du **17 mai au 30 juin 2021**, en application des L.103-2 et R.103-1 du code de l'Urbanisme, et selon les modalités décrites dans la délibération du conseil de l'Eurométropole du 7 mai 2021.

I.1 – L'article L.103-2

L'article L.103-2 indique que « *font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées (...) les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat* ».

Le projet de la ligne G, en tant qu'infrastructure de transport en site propre modifie de façon substantielle le cadre de vie ainsi que l'activité économique du quartier Gare de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg a donc organisé, en application de l'article précité, une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées par le projet de prolongement de la ligne G entre la place de la Gare et le pont du Danube.

A l'issue de cette procédure, l'Eurométropole de Strasbourg tire le bilan de la concertation et sollicite l'avis de la ville de Strasbourg concernée par les aménagements.

I.2 – L'article R.103-1

Cet article énumère les opérations d'aménagement réalisées par les communes ou leurs groupements qui sont soumises aux obligations prévues à l'article L.103-2, à savoir :

2°- « *la réalisation d'un investissement routier dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1,9 M€, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants* » (…).

4° - « *la création d'une gare ferroviaire ou routière de voyageurs ou l'extension de son emprise lorsque le montant des travaux dépasse 1,9 M€ »*

Selon la jurisprudence, l'implantation d'un bus à haut niveau de service (BHNS) circulant sur une plateforme propre, conduisant à la création de stations voyageurs assimilées à des gares ferroviaires et impliquant également des réaménagements importants de voirie, souvent de façade à façade (le projet pris dans son ensemble) doit être considéré comme une opération d'aménagement visée par les articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme.

II – LE CHAMP DE LA CONCERTATION

II.1 – Le projet

II.1.1 – Le contexte général

Le POA (Programme d'Orientations et d'Actions) – volet 3 du PLUi, adopté le 16 décembre 2016, fixe la liste des investissements relatifs au réseau de transports en commun structurants, conformément aux orientations du Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025 cité en introduction.

Les premières mesures identifiées à cet effet sont :
- Mailler le cœur métropolitain afin de faciliter l'accès au centre de l'agglomération ;
- Optimiser les échanges entre les différents modes de transports.

Sur ces bases, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au pont du Danube a été identifiée comme prioritaire au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

La concertation a porté notamment sur :

- Les objectifs du projet ;
- Les conditions d'insertion de la ligne G du BHNS sur les axes empruntés ;
- Le réaménagement des espaces publics, notamment le boulevard de Lyon ;
- Les équipements d'intermodalité ;
- Les besoins et modalités de mise en œuvre du stationnement ainsi que des modes actifs.

II.1.2 – Les objectifs du projet

Le projet a pour objectifs principaux :

- D'offrir des **liaisons directes et performantes** entre la Gare-Centrale, le Nouvel Hôpital Civil et les quartiers Sud du centre-ville de Strasbourg ;
- De multiplier les **possibilités de correspondances** avec le réseau de tramway ;
- De créer une **alternative** à la liaison tramway Gare/Etoile **en desserrant le nœud « Homme de Fer »** ;
- D'améliorer la **performance globale** du réseau de transports en commun et l'offre globale de transport ;
- D'agir sur **l'environnement, la qualité de vie, de l'air,** ainsi que sur les nuisances sonores dans la ville en favorisant le recours aux transports en commun et aux circulations par des modes doux plutôt qu'à la voiture particulière, grâce à un meilleur partage de l'espace.

Il permet de concevoir, dans une perspective d'organisation durable des déplacements à long terme, un réseau de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) assurant :

- un bouclage Sud contournant le centre-ville par les boulevards Ouest et les quais Sud de Strasbourg ;
- la requalification et un apaisement circulatoire de ces grands boulevards du centre-ville, facilitant l'accès à la gare.

Il apportera ainsi dans le secteur une offre de transport structurante et de qualité.

Les principales caractéristiques du projet sont :

- Un prolongement de la ligne G de BHNS de 4 km environ vers le sud en passant sur les voiries existantes par les boulevards Ouest ceinturant le centre-ville de Strasbourg ;
- 10 nouvelles stations (avec une haute qualité de service : abris voyageurs, système d'informations voyageurs, distributeurs et valideurs de titres de transport, quais aux normes accessibilité) ;
- 4 nœuds de correspondance avec le réseau de tramway (Stations Porte Blanche, Laiterie, Etoile/Bourse et Winston Churchill) ;
- L'amélioration et la création de cheminements piétons et cycles, dont l'aménagement d'une piste bidirectionnelle sur les boulevards extérieurs, en cohérence avec le plan vélo adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 25 juin 2021 ;
- Une fréquence soutenue pour un passage régulier en station avec un service continu de 4h30 à plus de minuit ;
- Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux. Deux variantes sont proposées pour l'insertion de la ligne G de BHNS sur le boulevard de Lyon, qui conserve ses alignements d'arbres :

    - **Variante 1 :** La ligne G du BHNS circule en site propre latéral avec deux couloirs de bus spécifiques de part et d'autre du terre-plein central arboré.

- **Variante 2 :** Les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) sont affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS.

Le montage (financement) et le planning prévisionnel du projet :

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 4 km de prolongement de la ligne G.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :

- **3eme trimestre 2021 :** Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP.
- **Été 2022 :** Finalisation des études et démarrage des travaux.
- **Septembre 2023 :** Mise en service.

II.2 – Les quartiers concernés

Le périmètre de la concertation pour le projet s'étend principalement sur le quartier Centre-Gare, le quartier Bourse/Esplanade concerné par les travaux et dans une moindre mesure sur le quartier du Heyritz et de la presqu'île Malraux.

III – LES MODALITES DE LA CONCERTATION

Conformément aux modalités de concertation fixées par la délibération du 3 mai 2021, le public a eu à sa disposition un large éventail de moyens pour s'exprimer sur le projet, au travers d'un dispositif d'information, d'écoute et de dialogue :

- ***Le dispositif d'information du public*** comprenait différents supports :

  - La création d'une page internet sur www.participer.eurometropole-strasbourg.eu permettant de recueillir les expressions des citoyens.
    - La mise en ligne de la plaquette d'information et des modalités de participation à la concertation sur le site ;
    - La mise en ligne de la présentation réalisée lors de la réunion publique du 8 juin 2021 ;
    - La mise en ligne de la rediffusion vidéo de la réunion publique du 8 juin, qui n'a pu être organisée « en présentiel » mais qui a été diffusée « en direct » sur le site www.participer.eurometropole-strasbourg.eu ;

  - Une plaquette de présentation du projet. Celle-ci présentait :
    - Une description de ce qu'est un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
    - Les objectifs et le périmètre du projet ;
    - Un plan global intégrant le projet dans le réseau structurant du centre-ville de Strasbourg ;
    - L'analyse comparative des variantes envisageables ;
    - La présentation des propositions d'insertion du BHNS sur le boulevard de Lyon, et les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel, Fustel de Coulanges, Général Koenig et des Alpes ;
    - Le calendrier prévisionnel ;
    - Les modalités pratiques de participation du public à la concertation ;

    Ce document (édité à **1 000 exemplaires**) a été distribué lors des permanences au Centre Administratif, à la direction de territoire Centre-Gare et à la maison de proximité de l'Esplanade, ainsi qu'à la réunion publique organisée au centre administratif parc de l'Etoile. Ce document était aussi disponible sur les lieux d'exposition publique et sur le site internet de participation citoyenne de l'Eurométropole de Strasbourg ;

  - **Six sites** d'expositions publiques :
    - Au centre administratif de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (1, parc de l'Etoile) ;
    - A la direction de territoire Centre-Gare (33, rue Kageneck à Strasbourg) ;
    - À la maison de proximité de l'Esplanade (6 cour de Cambridge à Strasbourg) ;
    - Place de la Gare à Strasbourg ;
    - Place Sainte-Aurélie à Strasbourg ;

- Place de la Porte Blanche ;

Dans chacune de ces expositions, des panneaux de présentation du projet présentant les mêmes types d'éléments d'informations (graphiques et descriptifs) ainsi que la plaquette d'information ont été mis à la disposition du public.

Un registre d'expression permettant aux personnes intéressées de faire état de tous avis, observations et propositions relatifs au projet présenté était mis à disposition au Centre Administratif, à la direction de territoire Centre-Gare et à la maison de proximité de l'Esplanade.

- **35 000** invitations sous forme de carte postale, distribuées aux riverains concernés ainsi qu'aux forces vives ;
- Une campagne d'affichage annonçant la concertation, sur des supports « Totems » et Mobiliers urbains « JCDECAUX » ;
- Un article publié dans l'Edition du « Strasbourg Magazine n°315 » du mois de mai 2021 ;
- La mise à la disposition du public d'un numéro d'appel téléphonique pour toute information sur le projet (Tel numéro 03.68.98.51.12, la permanence téléphonique étant assurée par le service Tramway et Grands Projets de la Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels) ;

- ***Le dispositif d'écoute et de dialogue avec le public*** a été organisé au travers de plusieurs réunions :

  - Cinq réunions–ateliers sous forme de permanences au Centre Administratif, le 25 mai et le 28 juin 2021, à la direction de territoire Centre-Gare, le 27 mai et le 17 juin 2021 et à la maison de proximité de l'Esplanade le 22 juin 2021 ;
  - Une réunion publique le lundi 8 juin 2021 à 18h au centre administratif, 1 Parc de l'Etoile.

  Plus de **80** personnes ont assisté à la réunion publique en direct, plus de **112** ont visionné la vidéo rediffusée, **34** personnes se sont exprimées sur le site internet et **9** personnes ont participé aux différentes permanences.

  En ce qui concerne le recueil des observations, des appréciations et des propositions écrites et formulées par les personnes intéressées, il est précisé que les contributions ont été consignées respectivement, sur les registres d'expression mis à disposition sur les lieux des expositions, sur la plateforme de participation citoyenne ainsi que dans des courriers adressés à l'Eurométropole de Strasbourg et dans des textes transmis par messagerie électronique.

La concertation donne lieu au présent bilan qui comprend :
- La synthèse des observations consignées ;
- Les enseignements tirés par l'Eurométropole.

IV – LE BILAN QUANTITATIF DE LA CONCERTATION

IV.1 – La réunion publique du 8 juin 2021

Cette réunion a eu lieu au centre administratif – 1, place de l'Etoile à Strasbourg.

Les conditions sanitaires s'améliorant mais nécessitant de maintenir prudence et protocoles sanitaires, la réunion publique n'a pu être réalisée « en présentiel ». Celle-ci a été organisée avec un système de visio-conférence facilitant la participation élargie « en distanciel ». Un dispositif de langage des signes et de vélotypie a été mis en place afin de permettre au plus grand nombre de participer. Deux « tchats » en direct, soit par l'application ZOOM, soit directement sur la plateforme de participation citoyenne, ont permis d'interagir avec les citoyens en direct.

Lors de la réunion publique, 62 personnes était connectées « en direct » sur la plateforme de participation citoyenne avec une moyenne de 35 minutes de visionnage et 20 personnes sur l'application ZOOM.

Les institutions représentées à la tribune étaient :

- Les services de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les élus: Alain JUND 1er Vice-Président de l'Eurométropole en charge des mobilités, Pierre OZENNE Adjoint en charge des espaces publics partagés et voiries, Marie-Dominique DREYSSE référente du quartier gare, Aurélie KOSMAN référente du quartier Bourse-Krutenau, Patrice SCHOEPFF référent du quartier de l'Esplanade.

La réunion a donné lieu à de nombreuses questions.

La presse était représentée par les *Dernières Nouvelles d'Alsace.*

IV.2 – Les expressions écrites

IV.2.1 – Les registres

Les registres ont permis de recueillir **4** contributions écrites détaillées ci-après :

- Centre Administratif : 0
- Direction de territoire Centre-Gare : 2
- Maison de proximité de l'Esplanade : 2

IV.2.2 – Les courriers et courriels

L'Eurométropole de Strasbourg a reçu 0 courrier et 13 courriels.

IV.3 – Les articles parus dans la presse

Un article de presse a été publié dans les DNA le 5 juin 2021 avec pour titre « La ligne G va prendre ses quartiers dans le sud ».

LES OBSERVATIONS RECUEILLIES

V – Expressions dans la réunion publique

Le tableau ci-dessous rappelle le nombre de participants en visioconférence à la réunion publique qui a eu lieu au centre administratif :

Canal d'interaction par internet	**Nombre de participants**
Plateforme de participation citoyenne	**62**
Application ZOOM	**20**

VI – La synthèse des expressions dans les registres, les courriers, les courriels

Le tableau ci-dessous rappelle la répartition des expressions recueillies par écrit :

Nom du support	**Nombre**
Courriers / Courriels	13
Registres	4
TOTAL :	**17**

VI.2.1- Considérations générales sur le déroulement et le bilan de la concertation

La mise en œuvre de cette procédure de concertation publique, a permis à l'autorité compétente (Eurométropole de Strasbourg) d'engager un dialogue avec les habitants et les usagers intéressés au projet et d'être à l'écoute des interrogations et des attentes du public vis à vis de ce projet, malgré les contraintes liées aux conditions sanitaires durant cette période.

Très concrètement, ont participé à cette concertation publique : des habitants et des acteurs économiques du quartier gare, des représentants d'associations de quartier, des élus, des associations d'usagers des transports…

Le service de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du projet (Direction Mobilité, Espaces Publics et Naturels/service Tramway et Grands Projets) a exposé en détail, au moyen de supports visuels, lors de chacune de ces réunions :

- Une description de ce qu'est un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- Les objectifs et le périmètre du projet ;
- Un plan global intégrant le projet dans le réseau structurant du centre-ville de Strasbourg,
- La présentation des propositions d'insertion du BHNS sur le boulevard de Nancy, le boulevard de Lyon, et les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel, Fustel de Coulanges, Kœnig et des Alpes ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- Les modalités pratiques de participation du public à la concertation.

Les principaux points abordés dans le cadre de la concertation ont porté sur :
- Le mode de transport (type de matériel, niveau de service, etc…) ;
- Le tracé et les nœuds de correspondance avec le réseau de tramway ;

- L'insertion urbaine et les enjeux circulation tous modes ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- Des questions diverses.

VI.2.2- Eléments du bilan de la concertation relatifs au mode de transport (matériel, niveau de service, etc…)

VI.2.2.1- *Rappel sur les éléments relatifs au mode proposé dans le cadre de la concertation*

Dans le cadre de la présente concertation, ont été présentés avec des visuels et des éléments chiffrés, les caractéristiques du projet tels que :
- Le matériel roulant et le mode de transport qu'est le BHNS ;
- L'estimation de la charge de fréquentation induit par le prolongement de la ligne G (environ 18 000 voyages/jour supplémentaire) ;
- Le nombre de stations et leurs équipements ;
- La performance du BHNS ;
- Les temps de parcours entre la Gare et le pont du Danube.

VI.2.2.2- *Les termes du débat public*

(a) Certaines personnes s'interrogent sur la pertinence du mode BHNS entre la Gare et le pont du Danube.

Réponse de la collectivité :
La charge actuelle de la ligne G est de l'ordre de 12 000 voyages par jour. Suite à la réalisation du prolongement de la ligne, la charge globale est estimée à 30 000 voyages par jour, soit 18 000 voyages supplémentaires induits par cette nouvelle offre de transport par jour. Une partie de ces voyages est liée à une conquête de nouveaux utilisateurs (8 500 voyages par jour), le reste étant dû à d'importants reports d'itinéraires (9 500 voyages par jour) venant principalement du réseau de tramway. Cette fréquentation justifie le choix du mode BHNS, pouvant supporter jusqu'à environ 30 000 voyages par jour, plutôt qu'un autre mode de transport, de type tramway par exemple. Ce choix s'inscrit dans l'optimisation des investissements déjà réalisés sur la Branche Nord (Gare – Espace Européen de l'Entreprise) et permet de renforcer l'attractivité de la ligne G dans une logique de diamétralisation.

(b) L'association TC Alsace alerte sur l'importance de ne pas obérer l'avenir et la possibilité de transformer en tramway cet axe à moyen-long terme. L'association ASTUS souhaite qu'une étude de faisabilité soit initié sur la réalisation d'une future ligne de tramway depuis la gare par les boulevards vers les quais Sud et Etoile/ Bourse ou Danube afin de renforcer le maillage du réseau et d'offrir une alternative au passage par le centre-ville de Strasbourg.

Réponse de la collectivité :
Le projet permet un aménagement à minima c'est-à-dire de bordure et de surface, afin de conserver la possibilité à moyen terme d'une transformation de tout ou partie du prolongement en tramway. La variante 2 sur le boulevard de Lyon pourrait évoluer vers un mode tramway notamment entre Porte-Blanche et Laiterie, sous réserve d'une réflexion sur la Ligne Aérienne

de Contact (LAC) et sur le traitement en terme d'insertion entre Porte-Blanche et la rue d'Obernai. Une transformation de la ligne G en mode tramway sur la totalité du linéaire de ce prolongement ne pourra se justifier que par une hausse significative à moyen terme de la fréquentation.

(c) Certaines personnes et associations émettent des réserves sur le choix du matériel roulant en ce qui concerne les nuisances en termes de pollution sonore et d'émission de particules qui peuvent être induites par un BHNS. Ils souhaitent la mise en place d'un matériel roulant électrique.

Réponse de la collectivité :
Le matériel roulant utilisé actuellement sur la ligne G du BHNS est un véhicule roulant au gaz de ville n'émettant pas de particules fines contrairement à un véhicule diesel. À ce jour, il n'y a pas suffisamment d'alternatives électriques commercialisées compatibles avec la fréquentation attendue, qui induit l'utilisation de véhicules de 18m à minima.
Cependant, les motorisations s'améliorant, une expertise des différentes propositions commerciales sera faite au regard de l'évolution globale du parc de matériel roulant actuellement utilisé.

VI.2.3- Eléments du bilan de la concertation relatifs au tracé, à l'implantation des stations et aux nœuds d'échange avec le réseau de tramway

VI.2.3.1- *Rappel des caractéristiques générales des variantes*

Le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS commence à la Gare centrale de Strasbourg et se poursuit en site propre jusqu'au parc de l'Etoile via le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé et les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral réalisé pour la nouvelle ligne de bus express L1. Il sera ensuite aménagé avec des voies réservées à l'approche des carrefours sur les quais Kœnig et des Alpes.

10 nouvelles stations sont envisagées tout au long du tracé :

- Gare, permettant une correspondance avec les lignes A, D et C du réseau de tramway ;
- Porte-Blanche, permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway ;
- Laiterie, permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway,
- Lycée Pasteur ;
- Hôpital Civil ;
- Hôtel de police ;
- Etoile/Bourse, permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway ;
- Mont-Blanc ;
- Winston Churchill, permettant une correspondance avec les lignes C et E du réseau de tramway ;
- Danube.

VI.2.3.2- *Les termes du débat public*

(a) Un habitant propose que les bus non BHNS puissent circuler sur les voies de BHNS aménagées afin de réduire les retards du service.

Réponse de la collectivité :
Le projet prévoit le maintien de la ligne L1 sur les voies améliorées sur les quais. L'aménagement du boulevard de Nancy dans le cadre du prolongement de la ligne F du tramway vers Koenigshoffen permet la circulation de la ligne F, de la ligne G et d'une ligne de bus supplémentaire, la ligne 2. Sur le boulevard de Lyon, les lignes de bus existantes (2, 4 et 10) pourront circuler sur les voies nouvellement aménagées.

(b) L'association TC Alsace considère important que le bus bénéficie d'une véritable priorité aux feux au carrefour, notamment lorsqu'il doit emprunter la voie de circulation générale.

Réponse de la collectivité :
Le prolongement de la ligne G sera aménagé en tenant compte de la hiérarchie des priorités aux carrefours. La ligne de BHNS sera prioritaire à chaque carrefour. Cependant les lignes de tramway sur les carrefour Porte-Blanche, Laiterie, Bourse et Winston Churchill resteront prioritaire par rapport à la ligne G.

(c) Plusieurs habitants, l'association ASTUS, l'association Piéton67 et l'association TC Alsace s'interrogent sur les possibilités de retournement sur le terminus à Danube et regrette que ce point n'ait pas été rendu plus explicite dans le cadre de la concertation publique.

Réponse de la collectivité :
Le retournement pourra être réalisé selon les mêmes modalités que celles mises en œuvre pour la ligne H devant le Parlement Européen. Les études ultérieures préciseront les aménagements nécessaires.

VI.2.4- Eléments du bilan de la concertation relatifs aux problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que d'aménagement et d'exploitation du domaine public par les différents modes de déplacements

VI.2.4.1- *Rappel des caractéristiques d'insertion urbaine du BHNS*

Différents modes de réaménagement multimodal des boulevards ont été présentés au public afin de répondre aux besoins de déplacements multiples que sont : le BHNS, les automobiles, les vélos en site propre et les cheminements-piétons aux normes d'accessibilité.

Insertion du projet sur le boulevard de Metz

Sur cette section le BHNS utilisera les voies de bus existantes.

Insertion du projet sur le boulevard de Nancy

Le BHNS circulera sur la plate-forme de la ligne F du tramway. Cet aménagement comprend une piste cyclable bidirectionnelle en extérieur du boulevard et unidirectionnelle en intérieur du boulevard.

Insertion du projet sur le boulevard de Lyon

Compte-tenu de l'objectif susvisé, deux variantes d'aménagement ont été étudiées afin de conserver au maximum les arbres d'alignements :

- **Variante 1** : Une première solution consiste en l'aménagement de couloirs de bus « classiques » de part et d'autre du terre-plein central arboré, avec réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle côté « extérieur » du boulevard, en continuité avec la piste du boulevard de Nancy au Nord et la piste du pont Pasteur au Sud ;

- **Variante 2** : Une deuxième solution consiste en l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G. Une piste cyclable bidirectionnelle serait également réalisée côté extérieur du boulevard. Le terre-plein central sera végétalisé. Du stationnement pourra être aménagé le long du boulevard intérieur.

Insertion du projet sur le pont Louis Pasteur

Une nouvelle affectation des voies sur le pont Pasteur permettra d'optimiser l'espace public et de conserver la disposition actuelle de la piste cyclable bidirectionnelle située au Sud du pont, sans mélanger les flux cyclistes et les flux piétons, comme cela avait été envisagé précédemment. Le trafic sur le pont Pasteur constaté avant la pandémie et après la mise en service du prolongement de la ligne F du tramway à Koenigshoffen ne viendra pas en contradiction avec cette nouvelle répartition.

Insertion du projet sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges

Le BHNS utilisera les voies de bus aménagées et actuellement utilisées par la ligne L1 jusqu'au parc de l'Etoile.
Des travaux ponctuels de réalignement des bordures côté Bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel-de-Coulanges seront également envisagés afin d'élargir quelques zones de conflit dans le couloir de bus Ouest/Est et de fluidifier la circulation des bus à l'intérieur de celui-ci.

Insertion du projet sur la place de la Bourse

Le carrefour sera réaménagé afin que les traversées tout mode soient plus lisibles et sécurisées. La station Etoile/Bourse actuelle de la L1, pour la direction vers le NHC, sera déplacée afin de répondre à ces soucis de clarté.

Insertion du projet sur les quais Kœnig et des Alpes

Le BHNS utilisera des voies réservées à l'approche des carrefours permettant de fiabiliser le service et le temps de parcours.

VI.2.4.2- *Les termes du débat public*

(a) L'association ASTUS alerte sur la nécessité d'un réaménagement du boulevard de Metz, maillon manquant du projet, à proximité de la place de la gare avec :
- Un couloir dédié aux bus dans chaque sens ;
- Une amélioration de la piste cyclable centrale bidirectionnelle existante de largeur réduite entre les alignements d'arbres et cohabitant avec une voie de stationnement réservée aux taxis.

Réponse de la collectivité :
Actuellement, des voies de bus sont aménagées boulevard de Metz, qui intègre également (du point de vue transport seul) le stationnement des taxis et le retournement de la ligne H. Un réaménagement de ce boulevard, nécessite une réinterrogation de son fonctionnement et de ses usages, ce qui pourrait être réalisé dans le cadre d'une réflexion à moyen/long terme sur un prolongement du maillage tramway centre-Nord.

(b) Un habitant propose :
- dans le cadre de la variante 2 sur le boulevard de Lyon, de permettre aux riverains de circuler sur le site propre du BHNS ou de créer un système d'accès afin que les habitants puissent rentrer chez eux facilement.
- sur le pont Pasteur, de prolonger l'aménagement sur le boulevard de Lyon en séparant les voitures d'un côté et les bus de l'autre, tout en permettant à la ligne L1 de circuler dans les voies réservées.
- de maintenir l'aménagement actuel sur les quais.
- sur la place de la Bourse, d'aménager les voies de bus d'un seul côté et de basculer les voies de circulation automobile au Nord l'axe.

Réponse de la collectivité :
L'aménagement de la variante 2 sur le boulevard de Lyon nécessitera une réflexion sur les places de livraison ou d'arrêt minute dans les rues perpendiculaires pour permettre aux riverains d'accéder à leur commerce ou leur habitation. En parallèle, le développement d'une offre structurante de transport et l'aménagement d'une liaison cyclable bidirectionnelle sécurisée créera des moyens de déplacement alternatif à la voiture.
Sur le pont Pasteur, le trafic constaté avant la crise sanitaire permet d'aménager une voie dans le sens Etoile-Gare et d'insérer dans le sens Gare-Etoile la ligne G dans la voie permettant de franchir le carrefour quai Louis Pasteur. La continuité de l'aménagement prévu boulevard de

Lyon, qui a été étudié, dégraderait la circulation générale des carrefours en rallongeant les cycle de feux.
Place de la Bourse, les conditions d'insertion ne permettent pas de réaliser une plateforme BHNS séparée de la circulation automobile et impose d'insérer la voie générale dans le sens Gare vers Danube entre les deux voies réservées.

(c) L'association Piéton67 a une préférence nette pour la variante 1 boulevard de Lyon afin de réduire les risques en terme de traversée pour les piétons, les sens de circulation étant identiques sur chaque partie du boulevard. D'autres habitants soulignent une inégalité entre les deux parties du boulevard en terme de nuisances dans le cadre de la variante 2. Quai des Alpes, l'association propose de réaliser une seconde station à proximité de la rue de Palerme afin que chaque passerelle desservant la presqu'île Malraux soit reliée à la ligne G. D'autres habitants proposent que la station Mont-Blanc soit située à proximité de la rue de Palerme, itinéraire privilégié par les étudiants.

Réponse de la collectivité :
Les traversées piétonnes seront sécurisées par la mise en place d'une gestion par feux.
Dans le cadre du projet, des études de trafics ont été réalisées. Une réduction de la circulation sur le boulevard de 20% est constatée qui de fait réduira les nuisances environnementales. De plus, dans le cadre de la variante 2, un traitement particulier sera réalisé entre la rue de Wissembourg et la rue d'Obernai dans le but d'optimiser la gestion circulatoire du système de « baïonnette » pour franchir le carrefour Porte-Blanche.
Quai des Alpes, l'emplacement exact de la station « Mont-Blanc » sera étudié afin que celle-ci soit la plus pertinente possible en terme de desserte tant de la presqu'île Malraux que du quartier étudiant. L'ajout d'une station supplémentaire sur ce linéaire aurait des conséquences négatives en terme de temps de parcours et d'efficacité de la ligne G.

(d) Plusieurs habitants, les associations CADR67 et ASTUS demandent comment sera traité la zone entre la rue de la 1ère Armée et la rue Alsace Lorraine, notamment concernant les liaisons cyclables. Ils évoquent un projet de piste cyclable sous ces deux ponts, le long du Canal. Il demande également que l'aménagement au carrefour rue de Vienne/quai Koenig soit amélioré. De plus, ils s'inquiètent quant au maintien de la circulation dans les deux sens sur les quais Koenig et des Alpes.

Réponse de la collectivité :
Dans le cadre du projet, les liaisons cyclables place de la Bourse seront améliorées. La traversée de la rue de la 1ère Armée sera élargie afin d'éviter l'entrecroisement actuel entre les cyclistes et les piétons. La « corona-piste » (piste cyclable provisoire réalisée durant le confinement lié à la pandémie COVID 19) sera pérennisée rue de Vienne et la traversée réétudiée.
Concernant la circulation quai des Alpes, les deux sens seront conservés.

La collectivité propose d'étudier une piste cyclable au Nord du quai Koenig entre la rue Alsace Lorraine et la rue de la 1ère Armée et la création de nouvelle traversée afin de fluidifier l'actuelle itinéraire rue de Vienne. De plus, un projet de liaison cyclable sous les ponts le long du Canal est en cours d'étude.

(e) Des habitants s'interrogent sur l'aménagement du boulevard de Lyon dans le cadre de la variante 2 entre Porte-Blanche et la rue d'Obernai notamment concernant la gestion de la congestion. Ils s'inquiètent quant à la largeur du boulevard intérieur (coté des numéros pairs) pour mettre deux voies de bus, une voie de circulation et une piste cyclable unidirectionnelle sans réduire le trottoir. Ils s'interrogent également sur la réalisation, boulevard extérieur, des places de stationnement qui contraindraient l'espace disponible et sur l'accès à la station-service.

Réponse de la collectivité :
Le carrefour Porte-Blanche fait l'objet d'une gestion du trafic particulière, notamment avec la variante 2. Le franchissement du carrefour par la ligne G sera traité différemment sur le tronçon du boulevard de Lyon situé entre la rue de Koenigshoffen et la rue de Rothau (plateforme BHNS sur le boulevard intérieur) afin de maintenir le sens des échanges en provenance de la rue de Koenigshoffen et l'entrée dans la rue d'Obernai. De plus, l'aménagement du prolongement sur le boulevard de Lyon et sur les quais entrainera un nouveau partage de la chaussée et une réduction de 20% du trafic.
Concernant la largeur du boulevard intérieur, une attention particulière sera faite par la collectivité afin de maintenir une liaison cohérente et sécurisée de la piste unidirectionnelle.
De plus, boulevard extérieur entre Porte-Blanche et la rue de Rothau, il n'est pas prévu d'aménager du stationnement du fait de la nécessité de maintenir l'accès à la station-service et des contraintes que cela engendrerait sur l'espace disponible pour la circulation.

(f) L'association TC Alsace et l'association ASTUS sont favorable à la variante 2 d'aménagement sur le boulevard de Lyon.
Pour l'association TC Alsace, plusieurs points sont évoqués :
- Pont Pasteur, l'association insiste sur l'intérêt de continuer le site propre jusqu'au carrefour Pasteur/Humann.
- Quai Fustel de Coulanges, l'association propose de maintenir deux voies de circulation en direction de la Gare, dont une réservée pour la ligne G.
- Entre la rue de Lausanne et la rue du Mont Blanc, l'association propose de conserver le site propre du BHNS vers Étoile en supprimant le stationnement côté quai pour le déplacer en configuration « créneau » de l'autre côté afin d'élargir le trottoir et le tronçon très fréquenté de la piste cyclable sur ce secteur (l'axe étant identifié comme structurant dans le plan vélo 2021-2026).
- Entre la rue du Mont-Blanc et la rue de Palerme, l'association propose de privilégier une configuration avec 2 voies de circulations générales combinées à 2 voies pour le BHNS.
- Entre la rue de Palerme et la station Winston Churchill, l'association souhaite que soit prévue une voie réservée au BHNS afin de franchir le carrefour sans encombrement. Dans le sens Gare, ils proposent d'aménager une voie réservée à l'approche du carrefour et d'implanter la station Winston Churchill après ce franchissement.

Réponse de la collectivité :
Dans le carrefour entre la rue Averroes et le quai Pasteur, la voie de tourne à droite venant du pont est gérée en parallèle des traversées piétonnes et cyclables ce qui crée une retenue. La gestion de ce flux avec celui en direction des quais plus important impliquerait une remontée de file potentielle engorgeant le carrefour avec la rue de Saales. Dans cette situation, le temps

de parcours la ligne G serait déficitaire. Dans ce contexte, il est proposé d'insérer la ligne G dans la circulation et de conserver les deux voies de présélection lorsque l'on vient du pont.
Quai Fustel de Coulanges, la suppression d'une voie de tourne à gauche en direction de la route de l'Hôpital, trafic le plus important sur le quai, impliquerait des remontés de file pouvant congestionner le carrefour tramway avec la rue de la 1ère Armée. Il est donc proposé de maintenir la gestion du carrefour, tel qu'aménagé dans le cadre de la ligne L1.
Sur le quai Koenig et le quai des Alpes, le projet prévoit d'aménager des voies d'approche afin de franchir sans encombre les carrefours. Le trafic sur cet axe ne nécessite pas un aménagement plus important.

La collectivité propose d'étudier la possibilité d'implantation de la station Churchill après le franchissement du carrefour.

(g) Plusieurs habitants demandent que soit réalisé directement le barreau entre la gare et Laiterie en mode tramway pour permettre de créer un service entre l'Elsau le futur tram Gare-Robertsau (ou Gare-Schiltigheim).

Réponse de la collectivité :
Le projet prévoit le prolongement de la ligne G de la Gare jusqu'au pont du Danube. En terme de fréquentation prévue, le mode BHNS est le plus pertinent. Il sera aménagé afin de ne pas obérer l'avenir et la possibilité de faire évoluer à terme un tronçon en mode tramway.

(h) L'association Piéton67 propose de prolonger la ligne de 2 stations (Tarrade et Belges-Ostende, les bus pouvant faire demi-tour à ce rond-point.

Réponse de la collectivité :
Le projet prévoit un retournement au droit du carrefour du Danube. Cependant, la collectivité proposerait d'étudier l'opportunité de réaliser une à deux stations supplémentaires dans le cadre de ce prolongement, une à proximité du quartier rue Tarrade et des croisiéristes et éventuellement une station à proximité du quartier Rotterdam et de la Légion Étrangères, ou toute alternative au-delà du parc de la Citadelle.

(i) L'association CADR67 considère le projet d'aménagement cyclable cohérent avec l'existant et s'interroge sur plusieurs points :
- Quels temps de vert sera accordé pour les mode doux au carrefour Porte-Blanche et Laiterie ? Les mouvements de tourne-à-droite automobiles seront-ils simultanés au vert cycliste et piéton, notamment dans le cadre de la variante 2 (sécurisation nécessaire de la traversée ?
- Comment sera réalisé la liaison entre le pont Pasteur et la piste unidirectionnelle ? Comment sera traité le trottoir cyclable (non réglementaire) sur le pont et la liaison avec la rampe en béton descendant vers l'Ill ?
- Quelle amélioration pour la traversée des cyclistes sur la Vélostras au niveau du Parc de la Citadelle ?

Réponse de la collectivité :
La gestion du carrefour sera réalisée par le SIRAC avec l'objectif d'optimiser son franchissement pour chacun des modes de déplacement et en conservant le régime de priorité

pour le tramway puis le BHNS. Les traversées au niveau du Parc de la Citadelle et de la place de la Bourse seront améliorées.
La piste directionnelle sera réalisée seulement sur le boulevard de Lyon à partir de la rue de Saales. Une traversée sera aménagée pour permettre au cycliste venant des quais d'aller rue de Saales et boulevard intérieur.

La collectivité propose d'étudier une sécurisation du tronçon permettant l'accès aux berges de l'Ill avant le pont pasteur.

(j) Dans la variante 2 boulevard de Lyon, un habitant s'interroge sur l'utilisation du terre-plein central pour réaliser la piste cyclable bidirectionnelle.

Réponse de la collectivité :
Le terre-plein central a une largeur de 2m maximum entre les deux alignements ne permettant pas d'aménager une piste cyclable bidirectionnelle normalisée pour la circulation des cyclistes. Par ailleurs, compte tenu des aménagements cyclables déjà réalisés, cette solution imposerait une gestion complexe des carrefours, compte tenu des cisaillements cyclistes qui seraient rapprochés.

(k) Un habitant propose de créer une seule voie réservée utilisée pour les deux sens de circulation de la ligne G avec des croisements tous les trois arrêts (Gare, Lycée Pasteur, Etoile/Bourse et Danube) permettant le cadencement du service et une meilleure répartition de la voirie pour tous les modes. Il alerte quant à la circulation nombreuse de véhicules prioritaires de secours (ambulances (NHC), pompiers (Finkwiller) et police (Commissariat)).

Réponse de la collectivité :
La ligne G circulant dans ses voies avec une fréquence forte et en conflit avec d'autre mode à chaque carrefour, il n'est pas possible de garantir le temps de parcours et le service en aménagement une seule voie de circulation avec un croisement possible seulement tous les trois arrêts.

(l) Plusieurs habitants, l'association CADR67 et l'association TC Alsace s'interrogent sur la gestion du stationnement le long du tracée et sur la gestion des livraisons pour les commerces de proximité afin d'éviter une utilisation détournée de la piste cyclable notamment sur le boulevard de Lyon. Certains s'inquiètent de la suppression d'environ 80% du stationnement boulevard de Lyon et d'environ 50% sur le quai des Alpes. Le considérant inexploitable pour les piétons, ils se demandent pourquoi ne pas conserver le terre-plein central comme stationnement pour la variante 2 boulevard de Lyon, à proximité d'un quartier prioritaire de la ville à faible revenu. Certains habitants sollicitent à minima une tarification riveraine dans les parkings en ouvrage.

Réponse de la collectivité :
Le projet devra prendre en compte le fonctionnement des commerces riverains du BHNS. Néanmoins, chaque commerce ne pourra pas avoir sa place de livraison ; une mutualisation est envisagée notamment dans les rues adjacentes. Les études ultérieures préciseront les possibilités.

Concernant le boulevard de Lyon, dans la variante 2 le projet prévoit le verdissement des alignements d'arbres sur le terre-plein central et effectivement une réduction du nombre de places en surface boulevard de Lyon de 180 à 40. Environ 25% des places seront restituées.
En journée, le taux d'occupation moyen constaté des places de stationnement est de 70% (source ADEUS). Une réflexion est en cours afin de développer des solutions alternatives au stationnement sur voirie.
Sur le quai des Alpes, il y a actuellement 70 places quai Koenig et 160 places quai des Alpes avec un taux d'occupation de l'ordre de 50% (source Service Gestion du Stationnement). L'aménagement de voie de priorité au carrefour pour le BHNS, impliquera la suppression de 40% des places. La faible pression de stationnement dans le secteur permet d'absorber cette réduction avec le stationnement existant dans les rues perpendiculaires.

La collectivité propose de revenir vers les commerçants et les riverains avant le début des travaux, afin de présenter les solutions alternatives au stationnement et sur les différentes possibilités de mutualisation des places de livraison.

(m) Un habitant nous alerte concernant le nombre de passages piétons non sécurisés par feux qui seront coupés par le BHNS prioritaire.

Réponse de la collectivité :
Un grand nombre de passages piétons seront traitées par feux dans le cadre du projet. La collectivité sera attentive quant au traitement des traversées afin qu'elles soient sécurisées.

(n) Des habitants souhaitent la réalisation d'un itinéraire piéton le long de l'eau sur les quais au Sud entre le Heyritz et le parc de la Citadelle. Certains habitants alertent sur l'état du trottoir nécessitant une réfection.

Réponse de la collectivité :
Le projet ne prévoit pas une reprise significative des aménagements des berges sur les quais. Une étude est en cours concernant la réalisation d'une piste cyclable le long des berges sous les ponts du quai du Général Koenig afin de soulager le carrefour.

La collectivité propose de réaliser une réfection de l'itinéraire piéton tout en conservant son imperméabilité sur les quais Koenig et des Alpes.

(o) Certains habitants s'interrogent sur la pertinence de préserver les alignements d'arbres « malades » et allergènes (platanes) plutôt que de projeter un aménagement nouveau avec des essences adaptées au changement climatique comme boulevard de Nancy. Ils souhaiteraient rapprocher la verdure et la canopée arborée des pistes cyclables et des habitations afin de lutter contre les fortes chaleurs estivales plutôt que de la réserver aux bus ou voitures.

Réponse de la collectivité :
La collectivité est engagée dans une politique volontariste dans la lutte contre les îlots de chaleur. Afin d'éviter une rupture de canopée arborée sur le boulevard, il est proposé de conserver les alignements existants et de les faire évoluer progressivement, en fonction de leur vieillissement, en terme d'espèce.

VI.2.5- Le planning prévisionnel du projet

VI.2.5.1- *Rappel du planning de réalisation*

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 4 km de prolongement de la ligne G.

Le calendrier prévisionnel du projet qui a été présenté est le suivant :
- **3eme trimestre 2021 :** Bilan de concertation puis poursuite des études d'AVP.
- **Été 2022 :** Finalisation des études et démarrage des travaux.
- **Septembre 2023 :** Mise en service.

VI.2.5.2- *Les termes du débat public*

(a) Plusieurs habitants s'interrogent sur le calendrier du projet et demande pourquoi ne pas avoir réalisé une première phase jusqu'à Etoile/Bourse en 2022 puis une seconde phase vers la Place d'Islande ou Aristide Briand vers 2023/2024.

Réponse de la collectivité :
Le projet permettra d'améliorer la performance globale du réseau de transport en commun en multipliant les possibilités de correspondances avec les lignes de tramway et en créant une alternative à la liaison tramway vers la gare de Strasbourg. Le prolongement de la ligne jusqu'au pont du Danube permettra une connexion avec la totalité des lignes de tramway et particulièrement les ligne C et E, avec un temps de parcours estimé à 15 minutes contre 19 minutes aujourd'hui. L'organisation d'un chantier unique permettra une échéance de mise en service plus optimale en réduisant au maximum la gêne occasionnée lors de la construction de cette nouvelle ligne.

(b) Certains habitants s'interrogent sur la pertinence de faire une nouvelle concertation sur le même projet qu'en 2018.

Réponse de la collectivité :
Lors de l'approfondissement des études et suite aux évolutions sociétales actuelles, de nouvelles opportunités sont apparues.
- Le prolongement de la ligne G envisagé jusqu'au pont du Danube permettra une connexion avec toutes les lignes du réseau de tramway et notamment les lignes C et E sur le tronçon Parc de l'Etoile / Pont du Danube ;
- La préservation des arbres d'alignements du boulevard de Lyon ;
- La réorganisation des voies sur le pont Pasteur permettra d'optimiser l'espace public et de conserver la disposition actuelle de la piste cyclable bidirectionnelle située au Sud du pont, sans mélanger les flux cyclistes et les flux piétons, comme cela avait été envisagé précédemment. Le trafic sur le pont Pasteur constaté avant la pandémie et après la mise en service du prolongement de la ligne F du tramway à Koenigshoffen ne viendrait pas en contradiction avec cette nouvelle répartition ;
- La fluidification du couloir de bus existant sur les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel-de-Coulanges par la réalisation de travaux ponctuels.

Dans ce contexte, il était primordial pour la collectivité de sollicité une nouvelle concertation avec les citoyens.

(c) Un habitant regrette un manque de cohérence globale avec tous les projets actuellement prévus (Réseau Express Métropolitain, modification de l'A35, Tram Nord, …)

Réponse de la collectivité :
Le projet de prolongement de la ligne G du BHNS s'intègre dans un projet global d'évolution du réseau de transport urbain. Il participe au bouclage Sud de la ville, au même titre que les réflexions actuelles sur le bouclage Nord du tramway, afin de désaturer le nœud de l'Homme de Fer et de permettre d'offrir une plus grande capacité d'absorption des flux entrants d'usagers (Réseau Express Métropolitain, voies réservées sur l'A35, Tram Nord, P+R en périphérie, ...) par le réseau.

VI.2.6- Questions diverses

Plusieurs remarques non classées dans les thématiques ci-avant appellent les réponses suivantes de la part de la collectivité :

(a) Des habitants et Les associations TC Alsace et ASTUS proposent d'étudier le prolongement de la ligne G du BHNS sur le quai des Alpes à destination de la place d'Islande via le Quai des Belges, la Rue de Kehl et la Rue Tarrade ou de l'avenue Aristide Briand. L'association TC Alsace propose de créer éventuellement via le quartier européen une nouvelle rocade dans l'est de la ville en Transport en Commun en site propre.
Certains habitants suggèrent la création d'une boucle (par exemple en prolongeant la ligne H) en reliant la gare centrale, la place de l'étoile, Le Danube, la place d'Islande et circulerait sur toute l'avenue de la forêt noire, sur l'avenue des Vosges pour rejoindre à nouveau la gare centrale

Réponse de la collectivité :
L'opportunité d'une seconde phase de prolongement sera étudiée suite à la réalisation du projet de la ligne G du BHNS jusqu'au pont du Danube, au bilan de sa mise en service et au regard des évolutions du réseau à venir. L'opportunité d'une boucle complète depuis la gare centrale et les boulevards Ouest et passant par les quais, la place d'Islande et à proximité du quartier de l'Orangerie pourra être étudiée dans le cadre de cette seconde phase.

Néanmoins, la collectivité propose d'étudier la possibilité d'un retournement au giratoire entre la rue d'Ostende et le quai des Belges avec la création d'une ou deux stations supplémentaires, ou toute alternative au-delà du parc de la Citadelle.

(b) Un habitant s'interroge sur la pertinence d'aller vers Danube par les quais plutôt que d'utiliser le terre-plein central de l'avenue du Rhin depuis la place de la Bourse et de la rue de Vienne.

Réponse de la collectivité :
L'utilisation du terre-plein central avenue du Rhin nécessiterait l'abattage d'une partie des arbres existants ainsi qu'une réflexion circulatoire globale ne permettant pas de réaliser le projet en 2023. Cet itinéraire serait parallèle à la ligne D avenue Jean Jaurès. De plus, les quais n'étant pas fortement circulés, ceux-ci permettraient de créer un maillage supplémentaire au niveau de Winston Churchill en desservant un quartier en manque de ligne structurante de transport.

(c) L'association TC Alsace demande qu'une différenciation soit faite entre les voies réservées et la circulation générale sur l'intégralité du parcours (avec l'usage de rebords et d'un coloris différent, tel que sur la partie « Nord » historique de la G).

Réponse de la collectivité :
La collectivité propose d'étudier la faisabilité d'une différenciation avec un souci de cohérence d'aménagement sur l'ensemble de l'Eurométropole.

(d) Un habitant propose d'aménager une passerelle vélo pont Pasteur descendant directement le long du canal pour passer derrière la mosquée (voies Vélostras F et G) ce qui serait plus intuitif et rapide qu'aujourd'hui par le carrefour Averroès.

Réponse de la collectivité :
Cette proposition dépasse les limites d'actions du projet de prolongement. Néanmoins, une réflexion sera engagée dans le cadre des études sur l'accessibilité des berges de l'Ill depuis les pistes cyclables prévues, en cohérence avec le plan vélo adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 25 juin 2021.

(e) Un habitant propose de se servir des nombreuses voies d'eau de la ville, avec un système de style vaporettos hybrides solaire, gaz ou bioéthanol pour le tarif d'un ticket de bus, en réaménageant les berges à l'endroit des stations (exemple de Genève).

Réponse de la collectivité :
La vitesse commerciale d'une ligne de transport sur voie navigable, du fait des différentes écluses à franchir, ne permet pas d'envisager ce moyen de déplacement comme structurant. À Genève, les quatre lignes de « mouettes genevoises » permettent le franchissement du lac Léman et relient des zones qui nécessiteraient un détour important par la voirie. À Strasbourg, les distances de franchissement des bassins et de l'Ill sont trop courtes pour justifier la mise en place de ce service.

LE BILAN DE LA CONCERTATION : ENSEIGNEMENTS ET SUITE A DONNER

VII – Les premiers enseignements de la concertation

Cette concertation a fait l'objet d'une relative mobilisation de la population (9 personnes aux permanences, 82 personnes en réunion publique, 4 contributions sur registres, 13 courriels) qui peut s'expliquer en grande partie du fait d'un consensus général sur la pertinence d'un réaménagement des boulevards Ouest de Strasbourg et la nécessité de réaliser une infrastructure de transport structurante sur cet axe. Les interventions ont principalement porté sur l'insertion du projet.

Les thématiques suivantes ont été présentées :

Performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud :

Le temps de parcours envisagé par le BHNS entre la Gare–Centrale et le pont du Danube est de 15 mn, avec une vitesse commerciale de 16 km/h sur les 4000 m du prolongement.

Le niveau de service est identique à celui du BHNS actuel :
- Fréquence élevée aux heures de pointe ;
- Circulation de 4h 30 à minuit 30 ;
- Performances élevées de régularité, confort et vitesse ;
- Equipements identiques à ceux du tramway ;
- Achat et validation des billets sur les quais ;
- Quais à niveau pour les personnes à mobilité réduite.

Estimation de la fréquentation :

La fréquentation actuelle de la ligne G est de 12.000 voyages / jour. La charge de la future ligne G, jusqu'au Pont du Danube est estimée à 30.000 voyages / jour, soit 18.000 voyages / jour supplémentaires induits par le prolongement.

Ces 18.000 voyages / jour se constituent d'une conquête de nouveaux utilisateurs, soit environ 8.500 voyages par jour, et d'importants reports d'itinéraire d'environ 9.500 voyages par jour, principalement depuis le réseau de tramway. Ce report permet un transfert indirect équivalent d'usager de la voiture vers le réseau de tramway.

Le prolongement du BHNS induit donc également l'amélioration de l'exploitation et du confort pour les utilisateurs du tramway.

Impacts circulatoires :

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Les couloirs de bus réalisés à la mise en service de la ligne de bus L1 induisent d'ores et déjà une diminution potentielle du trafic :

- 200 véhicules/heure en moins à la Période de Pointe du Soir (-10%) sur le boulevard de Lyon ;
- 220 véhicules /heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir (-15%) sur le quai Taffel.

Cette diminution se traduit par un report d'itinéraire vers le réseau A35 et E52/avenue du Rhin et par une hausse de trafic quasi-équivalente vers le contournement Sud.

À l'horizon 2023, le prolongement du BHNS induit une diminution majeure du trafic :

- 600 véhicules /heure en moins à la Période de Pointe du Soir sur le boulevard de Lyon ;
- 300 véhicules /heure en moins à l'Heure de Pointe du Soir sur le quai Menachem Taffel.

Cette diminution se traduit par un report modal vers les Transports Collectifs et un report d'itinéraire sur le réseau A35 et E52/avenue du Rhin, faible à l'échelle du trafic sur ces axes (+1%).

Le prolongement du BHNS induit un apaisement de la circulation et améliore le cadre de vie.

Impacts sur l'offre de stationnement :

Le projet nécessite la suppression de 180 places de stationnement actuelles sur le boulevard de Lyon, dont 40 peuvent être restituées sur l'axe.

Une réflexion est en cours afin de développer des solutions alternatives au stationnement en voirie.

Sur le quai des Alpes, il y a actuellement 70 places quai Koenig et 160 places quai des Alpes avec un taux d'occupation de l'ordre de 50% (source Service Gestion du Stationnement). L'aménagement de voie de priorité au carrefour pour le BHNS, impliquera la suppression de 40% des places. La faible pression de stationnement dans le secteur permet d'absorber cette réduction avec le stationnement existant dans les rues perpendiculaires.

Les aménagements et les variantes :

<u>Les invariants :</u>

Boulevard de Nancy :

- Le BHNS circule en site central sur la plateforme de la ligne F du tramway ;
- Les cyclistes disposent d'une piste à double sens à l'extérieur du boulevard et d'une piste à sens unique à l'intérieur du boulevard ;
- Les automobiles circulent sur une voie de part et d'autre de la plateforme.

Pont Louis Pasteur :

- Dans le sens Est/Ouest, le BHNS circule sur un couloir de bus dédié ;
- Dans le sens Ouest/Est, sur la rampe du pont le BHNS circule sur un couloir de bus dédié jusqu'au pont, puis sur une voie partagée avec les automobiles sur le pont ;
- Les cyclistes disposent d'une piste à double sens côté Sud du pont ;
- Dans le sens Est/Ouest, les automobiles circulent sur une voie côté Nord ;
- Dans le sens Ouest Est, sur la rampe du pont les automobiles circulent sur une voie côté Sud jusqu'au pont, puis sur une voie partagée avec les bus pour les mouvements de tout droit sur le pont et sur une voie côté Sud pour les mouvements de tourne à droite.

Quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges :

- Des travaux ponctuels de réalignement des bordures côté Bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais seront également envisagés afin d'élargir quelques zones de conflit dans le couloir de bus Ouest/Est et de fluidifier la circulation des bus à l'intérieur de celui-ci ;
- Le BHNS empruntera les voies de la ligne 1 de bus, déjà réalisées ;

- Les circulations des piétons, cycles et voitures restent inchangées. Pour l'insertion des stations au standard BHNS.

Les variantes d'aménagement du boulevard de Lyon :

Variante 1, le BHNS circule sur des couloirs de bus « classiques » de part et d'autre du terre-plein central arboré, avec réalisation d'une piste cyclable bidirectionnelle côté « extérieur » du boulevard, en continuité avec la piste du boulevard de Nancy au Nord et la piste du pont Pasteur au Sud. Cette solution, séduisante au regard de cette préoccupation légitime, induit plusieurs difficultés circulatoires :

- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont maximisés ;
- Cette variante ne faciliterait pas la transformation de cette plateforme à moyen / long terme pour un éventuel mode tramway en direction du Parc de l'Etoile.

Variante 2, le BHNS circule sur des voies réservées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G. Une piste cyclable bidirectionnelle serait également réalisée côté extérieur du boulevard. Le terre-plein central sera végétalisé. Du stationnement serait aménagé le long du boulevard intérieur.

- Cet aménagement permet une meilleure cohérence d'ensemble avec l'aménagement du boulevard de Nancy et des quais ;
- Les croisements de flux entre les véhicules de transports publics et la circulation générale sont minimisés et le système de « baïonnette » entre porte-Blanche et la rue d'Obernai conservées ;
- Des places de stationnement sont restituées côté trottoirs ;

Pour chaque variante, la plupart des arbres existants sur le boulevard de Lyon pourra être conservée en l'état actuel.

Les avis du public :

Le tableau ci-dessous dresse un bilan sommaire sur le choix de la variante d'aménagement sur le boulevard de Lyon :

Variantes de tracés : positionnement des personnes ayant contribué à la concertation		
Sans positionnement	Variante 1	Variante 2
26	9	9

Le tableau ci-dessous dresse le bilan du positionnement des associations sur le choix de la variante d'aménagement sur le boulevard de Lyon :

Variantes de tracés : positionnement des associations ayant contribué à la concertation

	Variante 1 « Aménagement latéral »	**Variante 2 « Boulevard extérieur »**
CADR67	Favorable à l'aménagement cyclable quel que soit la variante	
Piétons67	X	
TC Alsace		X
Astus		X
Bilan	**2**	**3**

Le tableau ci-dessous résume les principales attentes et questionnements de la population sur chacun des thèmes :

Thématique	**Questions/observations**
Déroulement de la concertation	**Une concertation appréciée par les citoyens, malgré quelques interrogations sur la pertinence d'être à nouveau sollicité suite à la concertation de 2018**
Opportunité du projet	**Une attente forte de la part des habitants sur cet axe majeur de l'agglomération.**
Le tracé, l'implantation des stations et l'offre de transport	**Des participants souhaitent un matériel roulant non polluant et peu bruyant.** **Il y a une forte demande de ne pas obérer la possibilité d'une évolution de l'infrastructure vers un mode ferré de type tramway.** **Il est proposé de prolonger de deux stations (Tarrade et Belges-Ostende) la ligne avec retournement sur le giratoire à proximité de la Légion Étrangère**
Les problématiques d'insertion urbaine de l'infrastructure ainsi que l'utilisation du domaine public par les différents modes de déplacement	**Légère préférence pour l'aménagement d'un site propre boulevard extérieur du boulevard de Lyon selon la variante 2,** **Des questions ont été posées sur :** - **Les nuisances environnementales notamment boulevard de Lyon,** - **La compensation du stationnement tout au long du linéaire,** - **La sécurisation des liaisons cyclables et piétonnes pour les traversées,** - **L'optimisation de l'implantation des stations au regard des quartiers desservis.**

D'une manière générale, les débats qui se sont tenus lors de la réunion publique et les avis recueillis dans le registre et par courriel ont fait apparaître un consensus général sur l'opportunité du projet et ont permis de faire émerger les préoccupations des habitants, des usagers et des associations en matière de circulation, de desserte, de qualité de l'environnement urbain (cyclables et piétons) et de formuler des suggestions à ce sujet.

Il y a lieu de rappeler que l'arrivée d'une ligne de transport en commun structurante pour l'agglomération comme une ligne de BHNS ou de tramway dans un quartier influence profondément les habitudes en matière de déplacements et la perception des fonctionnalités dans l'espace urbain.

De ce fait, la concertation s'est avérée déterminante pour l'insertion du projet et a conduit à l'établissement des préconisations suivantes, sous réserve de leur faisabilité technique et réglementaire :

- Aménager le boulevard de Lyon suivant la variante 2 ;
- Aménager des pistes cyclables sécurisées et visuellement identifiées de part et d'autres de la chaussée avec une bidirectionnelle côté extérieur du boulevard de Lyon en cohérence avec les aménagements réalisés boulevard de Nancy et sur les quais ;
- Favoriser la mise en circulation de matériels roulants peu polluants et peu bruyants ;
- Promouvoir les échanges intermodaux du BHNS avec le tramway et/ou le train, par des équipements d'intermodalité adaptés et évolutifs (en termes de capacités et de qualité de service).

Pour toutes ces questions, il est nécessaire de poursuivre les études et des contacts, tant avec les riverains qu'avec les associations, pourront avoir lieu tout au long du projet.

VIII – Les suites données au projet

Conformément à l'esprit des textes et à la volonté du législateur, il est bien entendu que l'information du public se poursuivra, en tant que de besoin, au moyen de présentations des étapes du projet.

Ces présentations permettront les échanges avec le public qui viendront enrichir le projet.

L'ensemble des actions de concertation a cependant permis d'engager d'ores et déjà un véritable dialogue sur les grandes lignes du projet et d'approfondir l'analyse de certaines composantes particulières.

Les débats ont confirmé, l'intérêt que suscite le développement du réseau de transport en commun sur les boulevards Ouest de Strasbourg ainsi que la réalisation des principaux enjeux du projet à l'échelle du territoire de l'agglomération de l'Eurométropole, à savoir :

- Le prolongement de la ligne G du BHNS contribue à l'aménagement d'une rocade de transport en commun structurant à l'Ouest du centre-ville de Strasbourg et crée un itinéraire alternatif plus rapide entre la place de la Gare et le pont du Danube,
- L'aménagement des boulevards permet de créer un corridor de contournement cyclable rapide et sécurisé,
- L'arrivée du BHNS constituera un élément de dynamisation des axes empruntés.

Enfin, sur ce qui est un des principaux enjeux de la concertation, à savoir le choix de la variante d'aménagement sur le boulevard de Lyon, il est proposé de retenir dans les études ultérieures la variante 2 proposant l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G.

Les raisons conduisant à ce choix sont notamment les suivantes :

- Il répond aux objectifs du projet ;
- Il permet un aménagement en site propre évolutif et n'obérant pas l'avenir en permettant d'aménager une plateforme pouvant accueillir à plus long terme une infrastructure plus capacitaire si besoin sur cet axe ;
- Il facilite la gestion des carrefours « Porte Blanche » et « Laiterie » ;
- Il permet l'implantation latérale d'un itinéraire cyclable sécurisé ;
- Il permet la conservation des alignements d'arbres et le verdissement du terre-plein central ;
- Il répond aux expressions majoritaires du public et des associations.

Les études d'avant-projet seront poursuivies en approfondissant notamment la satisfaction des objectifs principaux du projet.

Les études d'avant-projet seront également poursuivies en approfondissant notamment les thématiques suivantes :

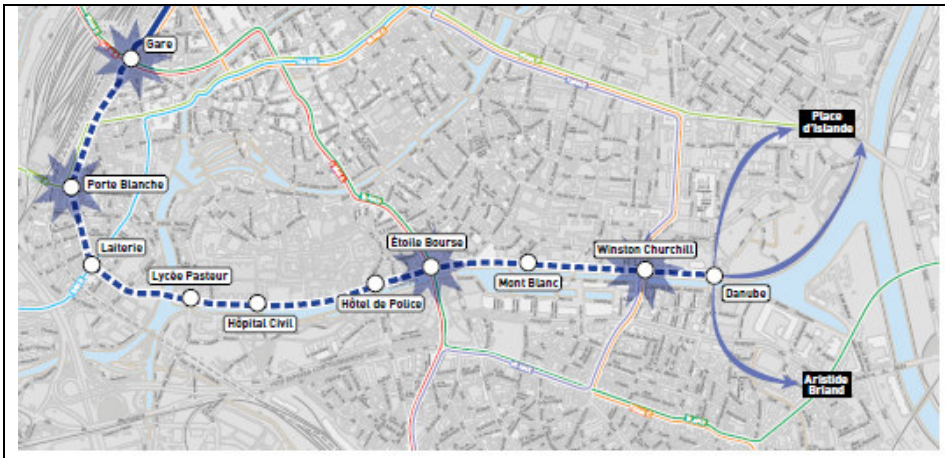
- Respect des objectifs de performances du projet de prolongement du BHNS – Bouclage Sud ;
- Atteinte des objectifs estimés de la fréquentation ;
- Impacts circulatoires ;
- Impacts sur l'offre de stationnement ;
- Aménagements de la variante 2 ;
- La possibilité d'un prolongement vers le giratoire rue d'Ostende/Quai des Belges et la création d'une ou deux stations supplémentaires, ou toute alternative au-delà du parc de la Citadelle ;
- Impacts environnementaux du projet (qualité de l'air sur le parcours, reports de trafic, ambiance sonore...).

Annexe 2

Supports de présentation du projet, mesures de publicité et articles de presse faisant état de la concertation

1. Plaquette d'information mise à disposition dans les lieux d'exposition du projet









LE TRACÉ:

Existant: Espace Européen de l'Entreprise - Gare.

Extension: Gare, les boulevards de Metz, Nancy, Lyon, les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel, Fustel de Coulanges, Général Koenig, des Alpes et le pont du Danube.

OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS:

- **Offrir** des liaisons directes et performantes entre la Gare, le Nouvel Hôpital Civil, le secteur Étoile et l'Esplanade;
- **multiplier** les correspondances avec les trams et les bus ;
- **créer** une alternative à la liaison tramway Gare/Étoile/Danube;
- **améliorer** la performance globale du réseau et l'offre associée de transport en multipliant les nœuds d'échange;
- **agir** sur l'environnement, la qualité de vie, la qualité de l'air et les nuisances sonores dans la ville en favorisant le recours aux transports en commun et aux circulations par des modes actifs plutôt qu'à la voiture particulière, grâce à un meilleur partage de l'espace.

POTENTIEL DE DESSERTE:

FRÉQUENTATION ACTUELLE

12 000 voyages/jour — Espace Européen de l'Entreprise ↔ Gare

FRÉQUENTATION AVEC PROLONGEMENT

25 000 voyages/jour — Espace Européen de l'Entreprise ↔ prolongement Parc de l'Étoile

30 000 voyages/jour — Espace Européen de l'Entreprise ↔ prolongement pont du Danube

LE BUDGET:

Le projet est estimé à 5,4 M€ HT pour l'aménagement des 4 km de prolongement de la ligne G.

LES PROCHAINES ÉTAPES DU PROJET:



Donnez votre avis sur les projets d'aménagements !



Boulevard de Lyon

Un objectif fort: préserver les arbres

Deux options d'aménagement sont proposées:

VARIANTE 1 > direction Étoile/Danube



▶ Les bus de part et d'autre du boulevard. Une piste cyclable bidirectionnelle dans la continuité avec les pistes du boulevard de Nancy au Nord et des quais au Sud.

VARIANTE 2 > direction Étoile/Danube



▶ Les bus d'un côté et les voitures de l'autre. Une piste cyclable bidirectionnelle dans la continuité avec les pistes du boulevard de Nancy au Nord et des quais au Sud.

Pont Pasteur

Un partage plus équilibré de la circulation

Des voies réservées pour les bus tout en maintenant la circulation des voitures et des cyclistes.





Quais Pasteur, Menachen Taffel, Fustel de Coulanges

Améliorer la circulation des bus

Des travaux ponctuels envisagés pour permettre aux bus de mieux se croiser.



Que préférez-vous?



Donnez votre avis sur les projets d'aménagements !



Station Bourse

Optimiser le fonctionnement du carrefour et sécuriser les cheminements piétons et cyclistes

Pour ce carrefour important, proposer un aménagement plus lisible et donc plus facile à traverser.



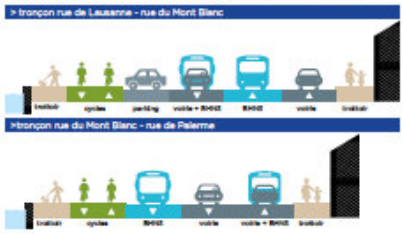




Quai des Alpes - terminus

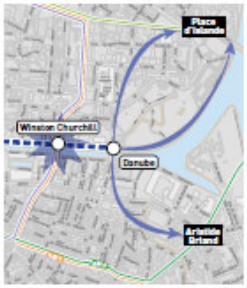
Une offre de service jusqu'à l'entrée du Parc de la Citadelle

Création d'un terminus provisoire en attendant le prolongement ultérieur.



Et après ?

Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées pour un prolongement ultérieur afin de vous proposer des lieux de correspondance complémentaires et faciliter encore mieux vos déplacements. Ces perspectives de prolongement feront l'objet d'une autre concertation qui sera organisée après les travaux.





COMMENT VOUS INFORMER ? COMMENT PARTICIPER ? VOUS VOULEZ ENRICHIR LE PROJET ?

Les dates, lieux et horaires précisés ci-dessous sont susceptibles de varier selon les règles sanitaires en vigueur. Renseignez-vous avant de vous déplacer. Privilégiez le site internet pour la consultation en ligne des informations sur le projet et pour faire part de vos avis et observations.

Participez à la réunion publique qui se tiendra en visioconférence :

Mardi 8 juin 2021 à 18h

Retransmission et participation en direct sur participer.eurometropole-strasbourg.eu

Venez nous voir ! L'équipe projet vous attend :

- **Mardi 25 mai, de 16h à 18h,** au Centre administratif (salle 122)
- **Jeudi 27 mai, de 16h à 18h,** Direction de Territoire Gare
- **Samedi 5 juin, de 15h à 19h,** Place de l'Esplanade (Atelier de territoire citoyen)
- **Jeudi 17 juin, de 16h à 18h,** Direction de Territoire Gare
- **Mardi 22 juin, de 15h30 à 17h30,** Maison de proximité de l'Esplanade
- **Lundi 28 juin, de 16h à 18h,** au Centre administratif (salle 144)

Consultez l'exposition du projet :

- **Au Centre administratif**
- **Place de la Gare**
- **Place Sainte Aurélie**
- **Place de la Porte Blanche**
- **Place de l'Esplanade**
- **À la Maison de proximité de l'Esplanade**
- **Sur participer.eurométropole-strasbourg.eu**



Dites-nous ce que vous en pensez !

Dans les registres mis à votre disposition au Centre Administratif, à la Direction de Territoire Gare et à la Maison de Proximité de l'Esplanade

Sur le site internet participer.eurometropole-strasbourg.eu

Par courriel ProjetLigneG@strasbourg.eu

Par courrier à l'attention de la Direction de la Mobilité, Espaces Publics et Naturels Eurométropole de Strasbourg 1 Parc de l'Étoile 67076 Strasbourg

Centre Administratif
1 Parc de l'Étoile à Strasbourg.
Du lundi au vendredi de 8h à 17h30 et le samedi de 8h30 à 12h
03 68 98 50 00

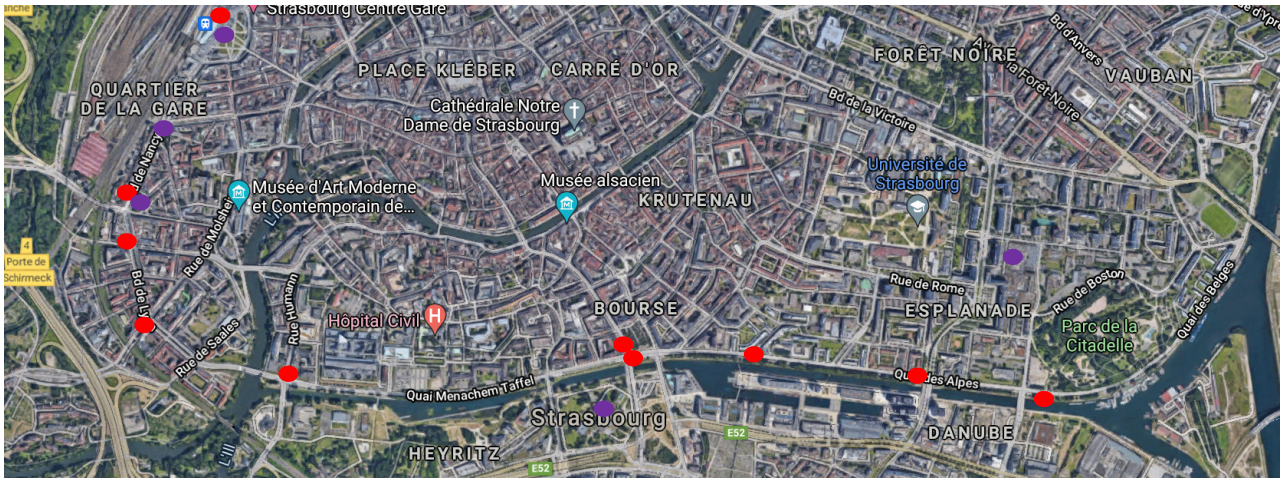
Direction de Territoire - Gare
33 rue Kageneck à Strasbourg (2e étage).
Le mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h ou sur rendez-vous
03 68 98 72 39

Maison de proximité de l'Esplanade
6 cour de Cambridge à Strasbourg
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h
03 68 98 91 36

03 68 98 51 12
Participer.eurometropole-strasbourg.eu

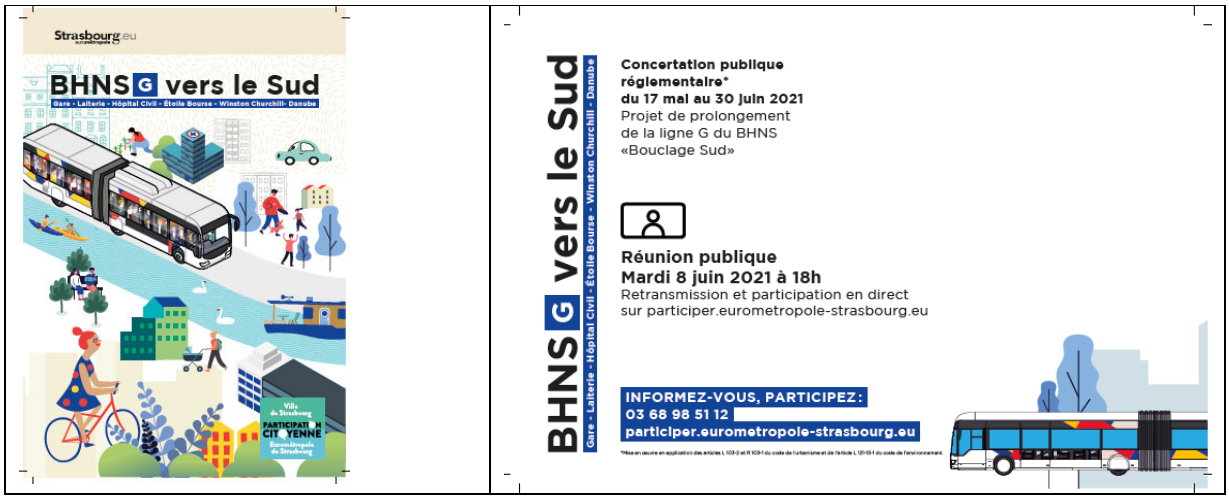
2. Affichages sur l'espace public et exposition du projet

Des panneaux, bâches et affiches ont été installés sur l'espace public des secteurs concernés par le projet (Koenigshoffen, Hohberg, Poteries, Eckbolsheim et Wolfisheim). Les lieux d'affiches sont présentés sur le plan ci-dessous.

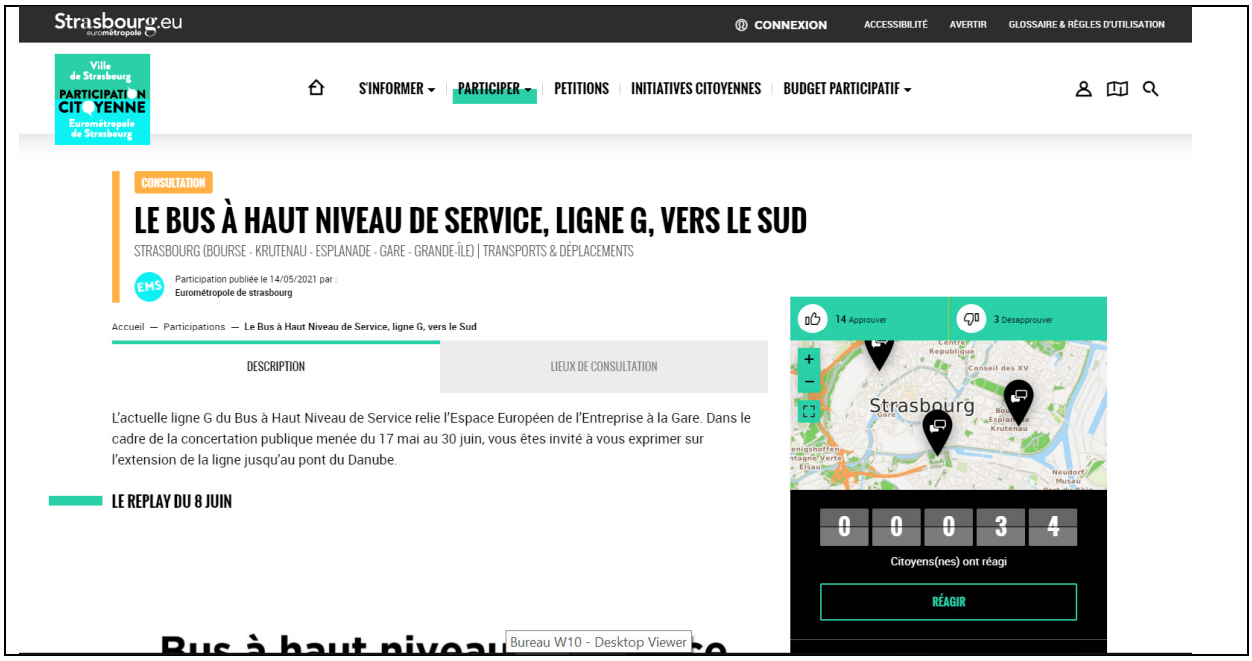


Légende
- Panneau d'information implanté sur l'espace public
- Exposition du projet

3. Carton d'invitation distribué dans les quartiers du Centre-Gare, de la Bourse et de l'Esplanade à Strasbourg



4. Publications sur le site internet de participation citoyenne l'Eurométropole de Strasbourg



5. Publication dans « Strasbourg Magazine » (numéro janvier-février 2021)

Nouvelle concertation pour le BHNS sud

Plaquettes, permanences, réunions publiques et site web invitent le public à se prononcer sur l'extension de la ligne G de la gare au pont du Danube.

TRANSPORTS Elle constitue un maillon important de l'infrastructure des mobilités urbaines. L'extension de la ligne G sur les boulevards ouest vers le parc de l'Étoile, identifiée comme prioritaire dans le schéma directeur des transports collectifs 2010-2025, fait l'objet d'une nouvelle concertation réglementaire de mi-mai à fin juin. L'occasion pour les habitants de se prononcer sur les changements imaginés depuis la première mouture du projet.


Le parcours de la nouvelle ligne G ira de l'Espace européen de l'entreprise au quartier Danube, via la gare.

CONNEXION AVEC TOUTES LES LIGNES DE TRAM

En effet, lors des études préalables, le prolongement du bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au pont du Danube s'est avéré intéressant. « *Cela permettrait une connexion avec les lignes C et E du tramway, avec un terminus provisoire à hauteur du parc de la Citadelle* », explique Guillaume Taudière, chargé du projet à l'Eurométropole. Une desserte élargie qui ferait passer la fréquentation de 12 000 voyageurs par jour actuellement, sur le trajet entre la gare et l'Espace européen de l'entreprise, à 30 000. Avec l'installation de dix nouvelles stations, les possibilités de correspondance avec le tramway seraient en outre démultipliées : ligne F à la porte Blanche, B à la Laiterie, A et D à Étoile/Bourse, E et C à Winston Churchill. Les premières études ont également conduit à repenser les aménagements de voirie nécessaires. « *Sur le boulevard de Lyon, deux scénarios sont possibles,* poursuit Guillaume Taudière : *des voies de bus dassiques de part et d'autre d'un terre-plein central arboré ou deux voies en site propre pour le BHNS d'un côté et deux voies de circulation automobile de l'autre.* » Ces variantes font également partie des choix à effectuer à l'issue de la concertation. ●

Stéphanie Peurière

[INFO +] *participer.strasbourg.eu*

6. Articles de presse ayant relayé la concertation

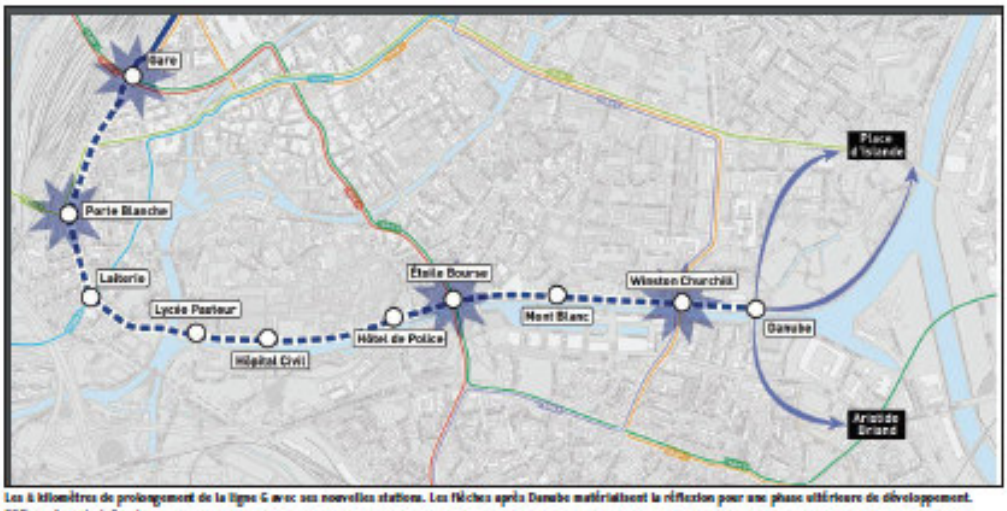
DNA Eurométropole — Samedi 5 juin 2021 | 38

STRASBOURG

La ligne G va prendre ses quartiers dans le sud

La concertation publique au sujet de l'extension de la ligne G vers le sud est en cours jusqu'au 30 juin prochain. Les bus à haut niveau de service (BHNS) de cette ligne desserviront un nombre important de services publics.

« C'est une vieille histoire que ce prolongement de la ligne G, puisqu'il était déjà à la concertation en 2018 », rappelle Alain Jund, vice-président de l'Eurométropole en charge des mobilités. La ligne, en site propre sur la majeure partie de son trajet, circule aujourd'hui entre l'Esplanade européen de l'entreprise et la gare ferroviaire. Des retards administratifs dans le déroulé du projet ont empêché l'ancienne municipalité de livrer l'extension depuis la gare jusqu'au parc de l'Etoile. « Comme la donne a changé sur deux points majeurs, la concertation publique doit être relancée », explique l'élu.



Les 4 kilomètres de prolongement de la ligne G avec ses nouvelles stations. Les flèches après Danube matérialisent la réflexion pour une phase ultérieure de développement.
DR/Eurométropole de Strasbourg

500 arbres sauvés

Le précédent projet avait fait le choix d'une belle ligne droite sur le boulevard de Lyon, ce qui condamnait 102 arbres. « Nous avons décidé finalement de préserver tous les arbres existants », annonce Alain Jund. « Ce sera un peu moins rectiligne, et on va perdre 30 secondes de vitesse commerciale. Mais dans la ville, il faut parfois faire des compromis. »

L'idée sur laquelle travaillait l'adjoint de quartier de l'époque, Paul Meyer, d'un square juste avant le passage du pont Pasteur (en une sorte de compensation des arbres qui devaient tomber) et d'une passerelle piétons-cyclistes doublant le même pont, n'est plus de mise. Tous les modes de déplacement se partageront le pont Pasteur, au détriment de la voiture.

Trois stations de plus qu'initialement prévu

L'extension aura neuf stations, soit trois de plus qu'initialement prévu. Depuis la gare, la ligne G tra à la Laiterie, passera le pont Pasteur puis longera le quai jusqu'au parc de l'Etoile. De là, elle poursuivra quai Koenig et quai des Alpes jusqu'au pont du Danube. « Ce sera la ligne des services publics », s'enthousiasme Alain Jund. Qui compte 18 000 emplois accessibles depuis les différentes stations.

Au-delà de ces seuls services, l'extension desservira la Laiterie, la grande mosquée, le lycée Pasteur, le Nouvel hôpital civil au plus près, la CAF, le pôle de l'habitat (les bailleurs Ophéa et HIM), l'hôtel de police, le centre administratif, la CPAM, la médiathèque. Mais encore les quartiers de l'Esplanade et du Danube, une partie des facultés de Strasbourg, le parc de la Citadelle et le lycée Marie-Curie.

Des performances proches d'un tram

Pour un coût très modeste (5,4 millions d'euros HT) comparé au tramway, le BHNS rend un service comparable. Il transportera les voyageurs de la gare au parc de l'Etoile en 11 à 12 minutes - il faudra compter 16 à 17 minutes pour rallier le terminus Danube, toujours depuis la gare. Le secret réside dans des voies réservées sur la grande majorité du trajet. Les bus doubles pourront accueillir au moins 150 passagers. L'amplitude horaire (de 4 h 30 à 0 h 30) ainsi que la fréquence (toutes les 3 à 4 minutes en hyperpointe le matin et le soir, 5 à 6 minutes en heures de pointe) sont celles d'un tram.

L'engouement attendu pour cette ligne permettra de décharger un peu le nœud de l'Homme-de-Fer, saturé. De 12 000 voyageurs par jour actuellement, la ligne G pourrait passer à 25 000, voire 30 000. D'autant que la mise en service prévue pour la rentrée 2025 interviendra en même temps que les premiers travaux pour le réseau express métropolitain (un RER reliant les 13 gares de l'Eurométropole) porté par la Région.

Une réunion publique le mardi 8 juin

Le 8 juin à 18 h, les Strasbourgeois concernés par le projet pourront s'exprimer au cours de la réunion publique en visioconférence accessible en direct sur participer.eurometropole-strasbourg.eu. Dans les éléments qui restent à caler, l'inscription du BHNS route de Lyon est en discussion : ce sera soit de part et d'autre de l'alignement d'arbres, soit les voitures d'un côté et les deux sites propres (un dans chaque sens) pour le BHNS de Pasteur.

MSE

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°7

Prolongement de la ligne G du BHNS de la place de la Gare jusqu'au pont du Danube - Bouclage Sud : Arrt du bilan de la concertation publique, approbation du programme de travaux et poursuite des tudes - Avis du Conseil Municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.

Pour **55**	**ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Gestion des Réserves naturelles nationales.

Numéro V-2021-1277

Les réserves naturelles nationales sont des territoires d'excellence pour la préservation de la diversité biologique et géologique, terrestre ou marine, de métropole ou d'outre-mer. Elles constituent la mesure de protection la plus forte, et se destinent aux éléments de la nature les plus précieux car rares et/ou menacés. Créées par décret ministériel elles sont placées sous l'autorité administrative du Préfet de Département.

Trois réserves naturelles nationales sont pour partie situées sur des propriétés forestières de la ville de Strasbourg : l'Ile du Rohrschollen (RNN du Rohrschollen), le massif forestier de Strasbourg - Neuhof - Illkirch - Graffenstaden (RNN Neuhof - Illkirch) et le massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau (RNN Robertsau – La Wantzenau). La ville de Strasbourg a été désignée gestionnaire des deux premières. Cette mission a été officialisée par la signature de deux conventions avec l'Etat, le 19 avril 2011 pour la première et le 28 mars 2014 pour la seconde. Concernant la troisième réserve naturelle, la ville de Strasbourg a récemment reçu un avis favorable à sa candidature et le conventionnement sera concrétisé prochainement.

Ces conventions fixent les obligations du gestionnaire. En contrepartie, l'État verse une subvention de fonctionnement dont le montant a été fixé en application d'une grille d'évaluation nationale.

Dans le cadre de l'application de ces conventions, la ville de Strasbourg doit fournir pour chaque réserve naturelle un bilan d'activité, un compte de résultat de l'année passée et un budget prévisionnel pour l'année en cours.

En 2021, une enveloppe spécifique a été attribuée par le ministère de l'écologie pour développer l'éducation à l'environnement dans les réserves. Au vu des enjeux des réserves naturelles nationales strasbourgeoises dans ce domaine, ce sont deux postes de « garde animateur » qu'il est proposé de financer à la ville de Strasbourg.

1/ Gestion de la RNN du Rohrschollen

La synthèse du bilan d'activité 2020, le compte de résultat 2020 et le budget prévisionnel établi pour 2021 sont joints en annexes 1, 2 et 3. Le plan d'action pour l'année 2021 est joint en annexe 4.

La participation de la ville de Strasbourg au budget de la réserve naturelle répond aux engagements pris dans le cadre de la délibération du 25 juin 2018 pour la gestion de l'accueil du public.

2/ Gestion de la RNN Neuhof- Illkirch

La synthèse du bilan d'activité 2020, le compte de résultat 2020 et le budget prévisionnel établi pour 2021 sont joints en annexes 5, 6 et 8. Le plan d'action pour l'année 2021 dans le cadre de l'application du plan de gestion est également disponible en annexe 7.

La participation de la ville de Strasbourg au budget de la réserve naturelle répond aux engagements pris dans le cadre de la délibération du 25 juin 2018 pour la gestion de l'accueil du public.

3/ Actions dans la RNN Robertsau - La Wantzenau

Par décret n° 2020-910 du 27 juillet 2020 l'état a classé en Réserve naturelle nationale le massif forestier de la Robertsau et de La Wantzenau. Le décret de création prévoit un périmètre de protection autour de la réserve. Ce dispositif est institué par le Préfet.

La candidature à la gestion de la réserve naturelle nationale a reçu un avis favorable à l'unanimité lors de la réunion du comité consultatif du 11 mai 2021.

La Ville de Strasbourg sera désignée gestionnaire de cette réserve après signature de la convention de gestion avec le représentant de l'Etat.

En attendant, il est proposé que la ville de Strasbourg, engage sur ces propriétés les actions de régulation du sanglier, de sécurisation des chemins ainsi que les travaux d'entretien des aménagements liés à l'accueil du public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
après avis favorable du comité consultatif
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour la Réserve naturelle nationale de l'Ile du Rohrschollen :
- *la synthèse du bilan d'activité 2020 (annexe 1) ;*

- *le compte de résultat 2020 (annexe 2) ;*

- *le budget 2021 (annexe 3) ;*

- *le plan d'action 2021 (annexe 4).*

Pour la Réserve naturelle nationale de Strasbourg-Neuhof / Illkirch – Graffenstaden :

- *la synthèse du bilan d'activité 2020 (annexe 5) ;*

- *le compte de résultat 2020 (annexe 6) ;*

- *le plan d'action 2021(annexe 7) ;*

- *le budget 2021 (annexe 8).*

autorise

1. *la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et l'ensemble des documents pour la mise en œuvre de actions pour la gestion des RNN de l'Ile du Rohrschollen et du massif forestier de Strasbourg- Neuhof - Illkirch- Graffenstaden,*

2. *la mise en œuvre sur les propriétés de la ville de Strasbourg dans la réserve naturelle nationale du massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau des mesures nécessaires relatives à :*
   - *la régulation du sanglier ;*
   - *la sécurisation des chemins ouverts au public ;*
   - *les travaux d'entretien des aménagements liés à l'accueil du public.*

3. *le conservateur de chaque réserve naturelle à mettre en œuvre l'ensemble des opérations des plans de gestion présentées dans le cadre du budget arrêté par le comité de gestion.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140372-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21



Réserve Naturelle Nationale de l'île du Rohrschollen
Bilan d'activité 2020

Conformément au plan de gestion et tel qu'indiqué dans le plan d'action prévisionnel 2020, l'équipe gestionnaire travaille actuellement à la conception de nouveaux outils de suivi et d'évaluation de la gestion (évolution de l'action **M_EI.05**). Dans cette période de définition de l'ensemble des indicateurs et métriques d'évaluation ainsi que d'élaboration de la nouvelle application informatique de suivi des temps passés : le compte de résultat annuel présentera les dépenses globales de gestion sans le détail action par action et le bilan d'activité prendra la forme d'un compte-rendu qualitatif décliné action par action.

Le présent document constitue le bilan d'activité de l'année 2020 pour la réserve naturelle nationale de l'île du Rohrschollen :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
	EI	01	Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)	GSC	2	*Il n'a pas été encore possible de finaliser le plan de financement pour la mise en place d'un observatoire scientifique pluridisciplinaire, le partenariat avec l'équipe scientifique n'a donc pas encore pu aboutir. Néanmoins, un stagiaire co-encadré avec l'ENGEES a défini 7 indicateurs géomorphologiques (sapement de berge, bancs d'alluvions, colmatage…) ont été identifiés, afin d'évaluer la restauration de la fonctionnalité alluviale. Un protocole permettant d'en relever les métriques a été élaboré et testé in situ..* *En parallèle, le suivi piézométrique de l'altitude de la nappe s'est poursuivi : 20 relevés réalisés sur l'ensemble de l'année. L'altitude moyenne est la plus élevée enregistrée depuis ces 7 dernières années (139.29m). Par contre, 2020 est l'année montrant le moins de variations sur cette même période.*
M_	CS	01	Suivi de la faune piscicole (Observatoire)	GSC	2	*Sollicitation de l'OFB (ex-ONEMA) et de la Fédération du Bas-Rhin pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique pour un partenariat technique et scientifique, visant à élaborer un indicateur d'évaluation des restaurations de fonctionnalité alluvial basé sur la faune piscicole.* *Suite aux désistement de l'OFB, le suivi a été une première fois reporté. Malgré le contexte sanitaire un travail avec la FPPMA 67 a été engagé et un inventaire piscicole a été programmé pour 2021. Ce dernier servira de base à la réflexion de mise en œuvre de l'indicateur piscicole.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
	CS	02	Suivi des espèces en voie de recolonisation (Observatoire)	GSC	2	*La prospection spécifique de la végétation apparue sur les bancs d'alluvion du chenal d'amené prévue en 2020 n'a pas eu lieu (en raison en particulier du confinement* *D'une façon plus générale, les informations collectées en 2020 sont peu nombreuses car la beaucoup de prospections ont été annulées en raison du confinement puis des restriction sanitaires.* *Notons toutefois la première mention de **l'Hypolaïs polyglotte** (VU en Alsace) sur l'île mais en périphérie immédiate de la RNN.*
	CS	03	Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)	GSC	2	*Les suivis initialement programmés pour 2020 portant sur les orthoptères des zones humides et les odonates, n'ont pu être réalisés en raison du confinement puis des restriction sanitaires*
	MS	01	Gestion de la prise d'eau - Concertation avec le concessionnaire et l'Etat	FLON	2	*Suite à l'assec survenu début 2018, un groupe de travail piloté par les services de la DREAL, réunissant les différents intervenants sur le site a été mis en place. Deux réunions ont été organisées en 2020 les 16 juin et 24 septembre. En collaboration avec les services Allemand, l'objectif a été d'établir un protocole pour réaliser un test d'abaissement du vieux Rhin, avec la définition* - *de la date (début 2021),* - *des temps nécessaires entre chaque abaissement,* - *de la surveillance à mettre en place,* - *des points de mesures,* - *de la détermination du point critique de rupture de continuités écologiques,* *En attendant la mise en place d'appareil de mesure du débit réservé. Une surveillance régulière est engagée sur le débit d'étiage transitant par le siphon.*

	MS	02	Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures	FLUX	1	**1/ Travaux de maintenance et de remise en état des ouvrages hydrauliques :** - Marché de diagnostic et de travaux annuels, notifié le 30 juin, pour les lots : o Métallerie, mécanique, vantellerie, serrurerie et batardage o Oléo hydraulique o Électricité, automatisme et supervision - Partenariat avec le service des ouvrages d'art pour la supervision et la prise en charge financière du diagnostic des structures en béton (tant aériennes que submergées). Expertise conduite par une entreprise spécialisée. Structures en bon état et expertise à reconduire tous les 5 ans. - Opérations financées à 50 % par l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse (AERM) et à 30 % par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et 20% par la Ville. - Test d'ouverture de la vanne d'injection, en mode manuel, réussi. Ouverture réalisée après la mise en sécurité des ouvrages et du site par le batardage du chenal d'amenée des eaux. - Travaux en cours et à finaliser pour 2021 : o Remplacement du codeur de position de la vanne d'injection qui participe au pilotage automatique d'ouverture de vanne, suite à une détérioration accidentelle du dispositif au cours d'une intervention de nettoyage de la grille anti-débris du by-pass. o Remise en état du procédé des renvois d'alarmes depuis les installations vers les téléphones des gestionnaires. o Installation d'un mode de fonctionnement en mode « batardé » pour permettre la manipulation de la vanne lors des phases de maintenance. o Remise en service du mode automatique d'ouverture de vanne en corrélation avec la courbe d'injection des eaux. Ce dispositif ne pourra être testé qu'après autorisation d'injection en situation réelle d'inondation écologique de la réserve naturelle. - Intervention de la cellule « lutte contre les nuisibles » pour sécuriser le site avant maintenance. Problématique de guêpes dans les structures métalliques et coffrets techniques. **2/ Batardeau de la vanne d'injection :** Conduite des tests d'étanchéités après adaptation à la structure existante des panneaux modifiés. La modification des panneaux, en réduisant le temps de pose et de dépose, optimise financièrement et techniquement les manœuvres de batardage (forte logistique : grue de levage + plongeurs + métalliers). Les batardeaux de la prise d'eau et de la vanne d'injection sont désormais opérationnels. Ils permettent d'une part de sécuriser les ouvrages hydrauliques et le Canal d'Alsace et d'autre part de mettre à sec le chenal d'amenée pour les actions de maintenance.

						3/ Aménagement complémentaire du batardeau de la vanne d'injection avec le by-pass : - Reconduction de la consultation du marché (tranche ferme + optionnelle) déclaré infructueux en 2019 ; initialement pas de retour d'offre, prestations hautement spécialisées et indisponibilité des entreprises. - Acceptation du dossier de demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse pour une subvention de 80 %. **4/ Renouvellement assurance.** Les ouvrages sont couverts pour une valeur intrinsèque de 3 millions d'euros. **5/ Installation d'un dispositif de type « débitmètre »** pour le contrôle du débit permanent injecté dans le chenal de liaison via le by-pass de l'ouvrage de régulation. Dispositif de suivi, de contrôle et d'alerte lié à la mesure en continu du débit : - Mise en place d'une assistance à maitrise d'ouvrage - Élaboration d'un cahier des charges - Mise en consultation marché - Analyse des offres et négociations - Notification du marché prévue pour début 2021 - Demande d'aides financières, cette opération pourrait être subventionnée à 80 % par l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse et à 20 % par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. **6/ Installations d'échelles limnimétriques** dans le cours du Bauerngrundwasser pour assurer le suivi de l'évolution des niveaux d'eau, en complément du dispositif de type « débitmètre » - Mise en place d'un accompagnement technique (AMO + DREAL) - Choix des emplacements et du matériel - Installations de 3 échelles (janvier 2021) - Demande d'aides financières, cette opération pourrait être subventionnée à 80 % par l'Agence de l'Eau Rhin – Meuse et à 20 % par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. **7/ Zone de restitution** : après un temps d'étude, de compréhension et d'évaluation de la pertinence du fonctionnement de l'ouvrage de restitution dans son fondement et au niveau de sa conception et de l'analyse des désordres :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
						- Mise en place d'un partenariat avec l'Institut national des Sciences Appliquées (INSA-Strasbourg) sur : o Un projet de recherches technologiques pour le remplacement de la passerelle du Bauerngrundwasser et de la réorganisation de l'accueil du public sur le secteur. o Un projet de recherches technologiques pour stabiliser et résorber les problèmes d'affouillement au droit de l'ouvrage de restitution. Le travail des étudiants s'est déroulé au cours du 1er trimestre 2020. - Rapprochement avec le département des ouvrages d'art du service des voies publiques de la collectivité pour envisager une collaboration opérationnelle pour faire aboutir ces dossiers. **8/ local technique de commande de la vanne :** - Des travaux sur des bâtiments ont été engagés pour : o Optimiser la ventilation et l'isolation du local o Lutter contre l'intrusion des rongeurs o Améliorer le système de fermeture de la porte o Aménager une dalle de propreté au niveau du seuil de la porte o Équiper le site d'extincteur, de bouées, de gilets de sauvetage, d'harnais de sécurité avec lignes de vie… - Définition des besoins et des coûts. **9/ Interventions « régie » récurrentes :** - Nettoyage et débroussaillage manuel du site (y compris la partie enrochée du chenal de liaison). 2 x par an. - Enlèvement manuel des déchets flottants du chenal d'amenée. 2 x par mois - Nettoyage de la grille anti-débris de la prise d'eau du by-pass. 3 x par an. - Surveillance police de l'environnement.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
	MS	03	Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité	FRO	2	*Aucune opération été engagée en 2020.*
	CS	05	Suivi de la population de Vertigo moulinsianna et Vertigo angustior (Observatoire)	GSC	2	*Menée par la Société Alsacienne d'Entomologie, cette étude a démarré tardivement en raison du contexte sanitaire et des procédures de financement.* *L'ensemble des sites favorables aux deux espèces de Vertigo (V. moulinsiana et V. angusitior) ont été prospectés.* *Grace a un financement exceptionnel de la DREAL Grand Est, le cadre de l'étude a été élargi. Elle a porte également sur un inventaire complet de la malacofaune. Les résultats seront disponibles en début 2021.*
	CS	06	Suivi de la Loche de rivière (Observatoire)	GSC	2	Ce suivi étant dépendant de l'action *M_CS.01 Suivi de la faune piscicole*, il a été reporté à 2021. Dans le cadre du partenariat avec la FPPMA 67, ce suivi envisage de mettre en œuvre des analyses d'ADNenvironnemental pour connaître la répartition de l'espèce dans la RN et des prospections par pêche électrique pour en caractériser l'habitat sur le site.
	IP	02	Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW	FLUX	2	CF. point 7 de l'activité/code MS 02. À savoir : **7/ Zone de restitution** : après un temps d'étude, de compréhension et d'évaluation de la pertinence du fonctionnement de l'ouvrage de restitution dans son fondement et au niveau de sa conception et de l'analyse des désordres : - Mise en place d'un partenariat avec l'Institut national des Sciences Appliquées (INSA-Strasbourg) sur : o Un projet de recherches technologiques pour le remplacement de la passerelle du Bauerngrundwasser et de la réorganisation de l'accueil du public sur le secteur. o Un projet de recherches technologiques pour stabiliser et résorber les problèmes d'affouillement au droit de l'ouvrage de restitution. La soutenance des projets par les étudiants se tiendra le 26 janvier 2021. - Rapprochement avec le département des ouvrages d'art du service des voies publiques pour envisager une collaboration opérationnelle sur ces dossiers.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	03	Suivi vigne sauvage	ASO	1	Non réalisé en 2020
M_	IP	01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier	JBO	1	*L'opération de coupe de la **renouée du japon** a été réalisée sur les 6 stations de renouées connues de la réserve, y compris les 2 présentes sur la presqu'île (1er passage : du 9 au 11 juin, 2ème passage : du 6 au 8 octobre)* 2 opérations de coupe des pieds de **Berce du Caucase** ont été réalisées sur la presqu'île du Rohrschollen (juin et juillet). L'ensemble des rémanents ont été exportés hors de la réserve.
M_	CS	04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier	ASO	1	Ce suivi réalisé en mai 2020, a permis de cartographier et mesurer les stations de renouées et de Berce du Caucase. Les stations de Berce du Caucase sont toutes localisées sur une zone assez restreinte sur la presqu'ile du Rohrschollen, 46 pied ont été dénombrés dont un seul pied fleuri de taille conséquente, le reste des effectifs dénombrés sont représentés par des individus de taille réduite avec une ou deux feuilles. Les stations de renouée du Japon faisant l'objet depuis plusieurs années d'un arrachage jusqu'en 2019 puis d'une coupe depuis lors, les hauteurs sont relativement stables, les densités ont fortement réduit sur les stations situées en bordure de la zone humide sous les lignes HT et stables sur les autres stations. Il s'agissait du premier passage de suivi pour les stations situées sur la presqu'île. Une troisième station y a été identifiée et sera intégrée au plan de lutte.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	05	Suivi de la végétation prairiale	ASO	1	*Les relevés ont été réalisés entre le 26 mai et le 25 juin sur 44 placettes :* - *32 placettes « historiques » en prairie nord* - 12 placettes positionnées cette année pour étendre le suivi aux prairies sud En concertation avec le Conservatoire Botanique d'Alsace, un ajout au protocole a été réalisé, sur chaque placette, un relevé de type « points-contacts » est réalisé pour certaines espèces (solidage, ronce bleuâtre, calamagrostide commun) Résultats pour la prairie nord : - Entre 2015 et 2020, la richesse floristique s'est appauvrie, 115 espèces sur 32 placettes (119 en 2018 et 156 en 2015). - Les espèces les plus fréquentes dans les relevés sont le fromental, la coronille bigarrée, le dactyle pelotonnée et la ronce bleuâtre. Résultats pour les prairies sud : - La richesse floristique semble progresser : 108 espèces recensées sur les 12 placettes relevées en 2020 (94 en 2020), en moyenne 29 espèces par placette (22 en 2018). - Les espèces les plus fréquentes sont le solidage, la ronce bleuâtre, la vergerette annuelle, le calamagrostide commun, et l'euphorbe stricte ; - Le solidage est toujours présent sur la totalité des placettes, le calamagrostis sur 9 placettes et la ronce sur 10 placettes. La forte présence de ces espèces est le signe d'une ourlification importante de ces prairies liée à la forte influence forestière mais également à une fauche tardive.
M_	CS	06	Suivi des lépidoptères & des orthoptères	GSC	0	*Non prévue en 2020*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
	CS	07	Suivi de l'avifaune nicheuse patrimoniale	GSC	1	Malgré les restrictions sanitaires ce suivi a pu être réalisé en 2020. Toutefois certains mâles chanteurs ont peut-être été ratés en raison d'un démarrage tardif du suivi lié au confinement et d'un printemps précoce. Résultats en prairie nord : - Bruant jaune : 2 mâles chanteurs cantonnés (2 en 2018) ; - Faucon hobereau : 0 couple (dernière nidification 2015) - Faucon crécerelle : 1 couple avec 3 jeunes à l'envol (1 couple en 2018) ; - Hypolaïs ictérine : 8 mâles cantonnés (9 en 2018) ; - **Hypolaïs polyglotte** : 1 mâle cantonné en périphérie de la RN (**1ère mention pour le site**) ; - Locustelle tachetée : 1 mâle chanteur lors du retour migratoire ; - Pie-grièche écorcheur : 10 couples (6 en 2018) ; - Rousserolle verderolle : 7 mâles cantonnés (11 en 2018) ; Résultats dans les layons sud : - Hypolaïs ictérine : 1 mâles cantonnés (idem en 2018) ; - Faucon hobereau : 2 individus observés mais nidification non attestée ; - Locustelle tachetée : 1 mâle chanteur lors du retour migratoire ; - Pie-grièche écorcheur : 4 couples (2 en 2018) ; - Rousserolle verderolle : 0 mâles cantonnés (3 en 2018). Résultats complémentaire en lisière de forêt : - Tourterelle des bois : 1 mâle chanteur (dernière données 2015) ; - Pic cendré : 2 individus (couple ?; dernière données 2017).
M_	EI	01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert	ASO	1	Des fiches relatives à chaque milieu ouvert (prairie nord, prairies sud) ont été établies. Ces fiches renseignent les éléments suivants : Habitats (phytosocio. et N2000), Faune patrimoniale, Flore patrimoniale, Objectifs de gestion, Type d'intervention, Possibilité de regain, Possibilité de pâturage, Compléments de gestion (lisières, espèces invasives), Date de fauche préconisée, Zones refuges (présence, surface, localisation). Les informations concernant la gestion 2020 ont été intégrées aux fiches avec les cartographies indiquant les zones refuges. Les préconisations concernant les secteurs à pâturer ont été transmises en début d'année à l'éleveur.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	IP	02	Gestion des milieux ouverts	JBO/ASO	1	En raison de la réalisation du suivi par placettes permanentes ainsi que du confinement qui a compliqué les échanges avec l'éleveur, la prairie nord n'a pas été pâturée en 2020. Les moutons ont pâturé : - A l'entrée de la réserve - Dans les prairies sud Dans les prairies sud, les layons dans lesquels étaient positionnés des placettes permanentes n'ont pas été pâturés avant la réalisation du suivi. La prairie nord a été fauchée le 4 août 2020 soit avec 1 mois de retard par rapport aux préconisations émises et malgré de nombreux rappels au prestataire, 3 zones refuges ont été maintenues. Les prairies sud *(layons)* sud ont été fauchées entre *le 20 et le 25 juillet par le pool, andainées et ramassées par les équipes du 27 juillet et le 12 août, et l'évacuation des produits de fauche a été réalisée en interne.* *La taille des saules têtards, présents dans les prairies nord, a été réalisée à l'automne par les équipes, le débusquage des rémanents hors des prairies a été réalisé avec les chevaux pour limiter les impacts en prairie. Le débardage bord de route a été réalisé par un engin le MB Track*
M_	IP	03	Intervention sur les espèces exotiques envahissante en milieu ouvert	JBO/AP	1	*La gestion du Solidage est réalisée dans le cadre de la gestion courante des prairies, soit par pâturage ovin et fauche de regain en prairies nord, soit par fauche en prairies sud (layons).* Un arrachage des pieds de Solidage a été réalisé au sein des zones refuges prairiales afin de limiter la dissémination de l'espèce. Seuls les individus accessibles depuis les bords des zones-refuges ont été prélevés afin de limiter le piétinement.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	08	Veille sur les EEE	ASO / GSC	1	Le travail d'une stagiaire durant l'été a permis d'établir une cartographie des Erables negundo (*Acer negundo*) de la réserve, au total 58 arbres de l'espèce ont été dénombrés dont 20 portaient des semences. 89 pieds d'arbre à papillons (*Buddleia davidii*) ont été dénombrés dont 63 le long du chenal d'amenée. 2 pieds d'Ailante (*Ailanthus altissima*) ont également été observés *La 2ème année de suivi des bernaches du Canada et des ouettes d'Egypte a permis d'observer :* - *un maximum d'une cinquantaine de bernaches adultes et 1 seul couple avec 2 jeunes ;* - *un maximum de 7 adultes d'ouettes et 6 jeunes issues de 2 couples.*
M_	CS	10	Inventaire mycologique	AV	2	Plusieurs contacts ont été pris avec la Société Mycologique de Strasbourg (SMS) pour la réalisation d'un inventaire mycologique sur le site. La réunion prévue en avril 2020 afin d'amorcer un partenariat et planifier un inventaire a dû être annulée en raison du contexte sanitaire. La SMS à limiter ses interventions en 2020. Cette opération est en attente d'un contexte sanitaire favorable.
M_	CS	11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)	GSC	1	*En raison du confinement, le passage précoce du mois de mars n'a pu être réalisé et le 2nd passage normalement programmé en avril a dû être décalé. Les 18 points d'écoute ont donc été suivis lors de 2 passages, l'un en mai et l'autre en juin.* *Ont été contactés :* - *55 espèces (37 en partie forestières, 40 en partie prairiale et 32 en pointe nord)* - *814 individus (357 en partie forestières, 267 en partie prairiale et 212 en pointe nord).*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	12	Suivi de la flore patrimoniale	ASO	1	Le suivi de la flore patrimoniale a été réalisé à différentes périodes au cours de l'année, selon la période de floraison des espèces ciblées. - En prairie nord, **l'ophioglosse commun** découvert en 2015 se maintien et se développe, une centaine de pieds ont pu y être observé. Depuis le confinement il est observé une recrudescence des pénétrations illicites en moto ou quad sur cette zone. L'état des alentours de la station indique une fréquentation régulière par les véhicules terrestres à moteur, une circulation régulière dans la zone met en péril cette station de très petite surface. - Dans le chenal d'amenée, le long du Vieux Rhin ainsi que dans le Bauerngrundwasser**, le Butome en ombelles** a pu être observé. - Dans les layons, **l'Anthémis des teinturiers, le Pigamon à feuilles d'ancolie** (151 pieds) et **l'orchis incarnat** se maintiennent (93 pieds) - **L'ornithogale des Pyrénées** a été observées en nombreux effectifs (663 pieds). Le **cerfeuil bulbeux** semble lui aussi bien se développer (40 pieds) - Les stations d'Ophioglosse commun dans les prairies sud semblent décliner, la plupart des stations étant situées en bordure des taillis arbustif, la progression des lisières (observable en comparant les photographies aériennes) est une cause probable de cette régression, la gestion de ces prairies par le pâturage devrait permettre une réouverture progressive du milieu. - **L'Epipactis des marais** a été recherché cette année mais aucune des stations n'a pu être retrouvée, le milieu semble s'être trop refermé pour permettre le maintien de cette espèce liée aux prairies humides. **Il est proposé de programmer d'une intervention localisée en 2021.**
	CS	08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)	GSC	1	*Le suivi des oiseaux d'eau hivernants réalisé dans le cadre du comptage Wetlands International a été réalisé en partenariat avec la LPO le 12 et 14.01.2020.* *1331 individus appartenant à 26 espèces différentes ont été dénombrés. Bien que le plus élevé depuis les 3 dernière année, cet effectif est bien inférieur à la moyenne des effectifs relevés à cette période durant les 20 années de suivis.* *L'observation d'un **Fuligule nyroca** (hivernant rare), est l'observation remarquable de ce comptage.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	MS	01	Carnet de bord de la réserve	ALE	1	*Cette action est étroitement liée à la révision des outils informatiques nous permettant de faire un reporting financier et des activités dans la réserve. La demande a été faite par le conservateur en 2019, une instruction au niveau de la Direction a été engagée en 2020 classant ce projet en priorité 2. Le carnet de bord n'est pas encore abouti. Les opérations de gestion sont actuellement suivies dans des outils spécifiques.*
M_	EI	07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	FRO	1	*Action reportée*
M_	CI	01	Entretien des chemins	FRO/JBO	1	*Les opérations d'élagage des voies ouvertes à la circulation ainsi que le ramassage de déchets le long et aux abords des chemins ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. (La fauche en bordure du chemin du vieux Rhin a été réalisée par le service)*
M_	EI	08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques	FLUX	1	Travaux cartographique et de géomatique en cours pour définir les zones et les récurrences des interventions en fonction du contexte écologique et de la fréquentation du public.
M_	EI	09	Inventaire des arbres à risque	JBO	1	*L'inventaire des arbres à risque a été confié à l'Office National des Forêts selon un protocole identique aux années précédentes (4 tiges marquées).*
M_	CI	02	Coupes de sécurité	JBO	1	*Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. L'ensemble des linéaires de chemins internes à la réserve naturelle ont été traités en lien ou non avec la Chalarose du frêne. Aucun chemin n'a été fermé à l'accueil du public.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CI	03	Entretien courant des ouvrages d'art	JBO	1	*Seules les opérations liées au débroussaillage des enrochements à l'aval de la prise d'eau ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. Aucune intervention d'entretien de la végétation n'a été réalisée sur les autres ouvrages d'art.* *Le démantèlement de l'observatoire situé sur la passerelle a été réalisé le 18 novembre.*
M_	CI	04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public	FRO	1	*En 2020, l'équipe a réalisé un entretien régulier du platelage (nettoyage).* *L'interdiction d'accès dans le cadre du premier confinement a nécessité la mise en place d'une signalétique spécifique.*
	MS	05	Entretien de la signalétique sécuritaire FRO	FRO	1	*L'entretien de la signalétique sécuritaire a nécessité 4h de main d'œuvre en 2020.*
M_	PA	01	Organisation de visites guidées tout public	FRO	1	*En 2020, 12 visites guidées auprès de 307 participants (de 13 à 75 ans).*
M_	PA	02	Animations scolaires	FRO	1	*Action non réalisée en raison de la crise sanitaire.*
M_	PA	03	Actions auprès des élus	FLON	1	*Suite à l'évolution de l'exécutif plusieurs informations ont été réalisées pour présenterla réserve naturelle et sa gouvernance.*
M_	PA	04	Réunion d'information, conférences	TOUS	1	. *Le conservateur a participé au séminaire sur l'observatoire régional de la biodiversité organisé par la région grand est*

M_	CC	02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	TOUS	1	*Peu d'articles sont parus en 2020 dans des médias parlant de la réserve naturelle en 2020. Néanmoins celle-ci a pu bénéficier des articles parus dans la presse locale suite au classement de la réserve naturelle de la Robertsau fin juillet 2020.* Par ailleurs, le compte Instagram® des réserves est mis à jour régulièrement. Il permet la publication et le partage de photos de paysages, d'espèces présentes dans les réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg, ainsi que d'actions réalisées par les équipes. Cet outil doit permettre de contribuer à l'amélioration de l' « appropriation positive des milieux alluviaux rhénans ». Tournage d'un documentaire dans la réserve pour l'émission sur France 5 « les 100 lieux qu'il faut voir » - diffusion été 2021.
M_	CC	03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	ASO	1	Un nouveau site internet a été retravaillé et est en attente de mise en ligne, aucune actualité n'a été rédigée sur l'ancien site internet en 2020
M_	PA	05	Organisation et encadrement d'activités participatives	FRO	2	En 2020, aucune action n'a été organisée sur la réserve en raison de la pandémie.
M_	PA	06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	TOUS	2	Dans le cadre d'une recherche ciblée d *Anisus vorticulus* sur le site Natura 2000 Rhin Ried Bruch, financée par la DREAL et réalisée par la Société d'Histoire Naturelle et d'Ethnographie de Colmar, huit nouvelles espèces ont été découvertes sur la réserve. Il s'agit de la Paludine d'Europe *Viviparus viviparus*, de la Limnée des marais *Stagnicola fuscus*, de la Planorbine cloisonnée *Segmentina nitida*, de la Limnée conque *Radix auricularia*, de la Planorbe carénée *Planorbis carinatus*, de la Massue orientale *Macrogastra attenuata lineolata*, de l'Hélice carénée *Hygromia cinctella* et de la Planorbe tourbillon *Anisus vortex.* Malheureusement, aucun *Anisus vorticulus* n'a été relevée le 19 août lors des prospections des différents sites du Rohrschollen.
M_	CS	13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	FRO	1	Le relevé des écocompteurs installés a été réalisé une fois par mois afin de collecter les données stockées sur l'application EcoVisio. Un bilan global de la fréquentation sera réalisé en fin de plan de gestion afin notamment de suivre l'évolution suite au changement de plan de circulation.

	SP	02	Encadrement de la pêche	FLON	2	Sans objet en 2020
M_	SP	01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	FRO	1	En 2020, les agents de l'équipe police/surveillance de la réserve naturelle ont réalisé les actions de surveillance et de sensibilisation conformément au plan de gestion. Elle a ainsi dressé 51 Timbres amendes pour des infractions à la réglementation de la RNN, sur les thématiques suivantes : • Circulation de véhicule terrestre à moteur • Pratique de la pêche de la pêche • Déchets
M_	SP	02	Tournées de surveillance et de sensibilisation	FRO	1	
M_	SP	03	Travail d'enquête et rapports de police	FRO	0	En 2020, il n'y a pas eu de travail d'enquête sur la réserve naturelle.
M_	SP	04	Tournées de police interservices	FRO	1	1 opération mutualisée avec l'OFB ciblée sur la circulation de VTM. 1 audition et transaction pénale dans le cadre de cette mission.
M_	SP	05	Mise en place d'une politique pénale	FLON	1	Un gros travail a été réalisé par l'équipe des agents commissionnés afin de recenser les infractions et définir une première base qui constituera la politique pénale. L'objectif est de pouvoir se dégager du temps pour finaliser un document de synthèse à présenter au comité consultatif et au procureur de la république en 2021
M_	SP	06	Contrôle de la cueillette	FRO	1	Intégrés dans les actions M_SP01 et M_SP02. Quelques usagers sensibilisés sur la réglementation en matière de cueillette en 2020
M_	MS	02	Commissionnement d'agents à la police de la nature	FRO	0	1 agent de l'équipe Police a bénéficié de la formation auprès de l'OFB en 2020.

	MS	06	Gestion des obligations liées aux servitudes	ALE	1	Dans le cadre de son fauchage sécuritaire printanier de la digue nord, VNF a été sollicité pour intervenir spécifiquement sur les peuplements denses de Solidage géant. Cette intervention a nécessiter une matérialisation et une sensibilisation des opérateurs, afin de préserver les stations d'orchidées et de muscaris à toupet, ainsi que les sites de nidification de Rousserolle verderolle.
	MS	07	Accompagnement des acteurs dans le cadre de projets lourds	FLON/GS	2	Mise en place les 12 & 13 août 2020 de triangles de signalisation aéronautiques sur le sommet de 3 pylônes en prairie nord.
	MS	08	Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public	FLON	0	Une réunion de travail a eu lieu le 05/09/2019 permettant de définir les différentes thématiques de ce partenariat (visites guidés communes, signalétiques commune et cohérentes, problématiques des incivilités, projet de site de nidification de Sterne, événement des 50 ans de la centrale et de la fête de la Nature…). En 2020 , EDF a transmis au gestionnaire une pré projet dans lequel figure la liste des thèmes qu'il souhaiterait aborder dans le cadre de cette convention.
	MS	09	Définition d'un partenariat avec RTE pour faire évoluer les modes de gestion	FLON/ASO	0	Un partenariat est en cours de finalisation avec RTE pour faire évoluer les pratiques de gestion dans les prairies sud. Le projet de mise en œuvre d'un écopâturage financé à 80% par l'AERM. RTE a accepté d'être partenaire dans le projet et d'en financer une partie. Une convention sera proposée à l'avis du comité consultatif lors de sa prochaine réunion.
	IP	03	Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension	JBO	1	*Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. Les produits de coupe n'ont pas été exportés. Un passage complémentaire au lamier a été réalisé du 16 au 19 novembre par l'entreprise HOLZINGER le long de la lisère forestière en prairie sud, dans le cadre de la pose à venir des clôtures pour les Highland.*
	MS	10	Rencontres avec les autres partenaires	TOUS	1	*Participation aux réunions avec le Conservatoire botanique d'Alsace, réserve naturelle de France en visio. Rencontre avec la FPPMA 67 pour engager un partenariat visant à élaborer un indicateur piscicole permettant d'évaluer les restauration de fonctionnalité alluviale sur les RN strasbourgeoises et mettre en œuvre les actions M_CS.01 Suivi de la faune piscicole et CS.06 Suivi de la Loche de rivière.*
M_	CI	05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	FRO	1	Conforme au plan de gestion. Cout annexe pour le nettoyage des zones de pêches 250€

M_	MS	03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	ALE	1	*Le comité consultatif s'est réuni pour la dernière fois le 19/12/2019. Pas de réunion en 2020 du fait des mesures sanitaires imposées par le COVID-19.* *Les comptes rendus sont rédigés par les services de la préfecture et adressés aux participants. Ils restent disponible sur la plateforme de mise en ligne des documents de séance.*
M_	MS	04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	ALE	1	
M_	MS	05	Réunions d'équipe	ALE	1	*Les réunions d'équipe ont été tenues conformément au plan de gestion. Même si les mesures sanitaires n'ont pas permis de maintenir le réunions en présentielle, la collectivité s'est organisée afin de pouvoir maintenir le contact avec le équipes à l'aide d'outil informatiques adaptés*
	MS	11	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	TOUS	1	Bien que sollicité initialement, la participation de la RNN aux 50 ans de l'usine hydroélectrique de Strasbourg ne s'est pas concrétisée, contexte sanitaire pour partie responsable.
M_	MS	06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	TOUS	1	
M_	MS	07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	TOUS	1	*Conformément à la fiche action, l'équipe travaille au quotidien avec les autres services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.* Le renforcement de la passerelle située à la diffluence du Bauerngrundwasser s'est fait en collaboration avec le service voie publique et le département ouvrages d'art. Une collaboration avec le service ouvrage d'art a permis la mobilisation et l'encadre de deux groupes d'étudiants pour travailler suer les évolutions à apporter aux des ouvrages : la passerelle et la zone de restitution.

M_	MS	08	Mise en place d'un conseil scientifique	FLON	0	*Cette opération ne relève pas directement du gestionnaire de la réserve naturelle. Une liste de personne pouvant potentiellement composer cette instance a été transmise au service de la DREAL*
M_	MS	09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	FLON	1	*En 2020, cette opération a permis au conservateur de :* • *Suivre les évolutions budgétaires de la revalorisation des dotations financière, l'attribution de budgets supplémentaires dns le cadre du plan d relance et de l'éducation à l'environnement* • *de participer aux réunions du conseil d'administration en tant qu'élu :* *3 réunions du conseil d'administration, un séminaire et une inter-commission*
M_	MS	10	Participation aux instances de protection de la nature (N2000, CBA, SAGE, APB …)	ALE/FLON	1	*Participation aux réflexion pour réfléchir à l'organisation pour rédiger un plan de gestion sur l'APB de Plobsheim*
M_	MS	11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	ALE	1	Le rapport d'activité 2019 est finalisé, mais n'a pas été présenté au comité consultatif suite aux aléas du COVID-19. Présentation reportée en 2021.
M_	MS	12	Évaluation du plan de gestion	ALE	1	*Action prévue lors de la dernière année du plan de gestion*
M_	MS	14	Compléter la base de données SERENA	ASO	1	La base de données naturaliste SERENA a été renseignée de l'ensemble des données naturalistes collectées.
M_	MS	16	Transmettre les données à ODONAT	ASO	1	Comme chaque année, les données sur le territoire des réserves naturelles ont fait l'objet d'un échange avec les associations naturalistes locales afin de bénéficier à la gestion du site.

M_	MS	17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	TOUS	1	*Conformément à la fiche action.* Sollicitation d'un financement exceptionnel de la DREAL pour réaliser le suivi des Vertigos et un inventaire complet de la malacofaune. Plusieurs réunions ont été organisé avec l'agence de l'eau, la région et mes services de l'État afin de pouvoir intégrer un certain nombre d'action du plan de gestion au programme Rhin Vivant. Un chapitre spécifique a été créé dans le contrat territoire agence de l'eau – collectivité pour permettre le financement de ces opérations sur les 3 prochaines années
M_	MS	18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	ALE	1	. l'ensemble des achats sont mutualisés avec la gestion de la réserve naturelle de l'île du Rohrschollen.
M_	MS	19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)	ALE	1	*Conformément à la fiche action.*
M_	MS	20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	ALE	1	*Le coût global pour la formation et la participation aux colloques et congrès de l'équipe gestionnaire en 2020 est intégré compte de résultat (pro-rata pour la réserve naturelle de l'ile du Rohrschollen)*
M_	MS	21	Gestion des ressources humaines	ALE	1	Les mouvements de personnel dans l'équipe en 2020 : • Départ d'un agent en charge de la Police de la Nature – remplacement prévu en 20201 ; • Recrutement d'un agent dans l'équipe police-surveillance, suite à une mutation ; • Recrutement d'un agent dans l'équipe gestion des milieux en remplacement d'un départ à la retraite. • Difficulté de remplacement du technicien administratif – logistique. Non remplacé en 2020 • Arrivé d'une assistante pour le département après plus de deux ans de vacance de poste.
M_	MS	22	Mise en place de partenariats scientifiques	FLON	1	*Un partenariat avec l'INSA a été fait pour réfléchir aux devenir des deux ouvrages présents sur la réserve : la passerelle du sentier du vieux Rhin et la zone de restitution Baurengrundwasser – Vieux Rhin*

Réserve Naturelle

ILE DU ROHRSCHOLLEN



Compte de résultat

Exercice 2020

Réserve Naturelle Nationale de
l'île du Rohrschollen

COMPTE DE RESULTAT

2020

(exercice comptable du 01/01/2020 au 31/12/2020)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Frédéric LONCHAMPT
☎ 03 68 98 61 31
✆ 06 08 87 33 24

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		186 217,79 €
Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		68 383,98 €
Accueil du public : missions Ville de Strasb.		18 874,81 €
	Sous-total	**273 476,57 €**

Investissement		
Missions de gestion de la RNN		13 667,22 €
Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		0,00 €
Accueil du public : missions Ville de Strasb.		0,00 €
	Sous-total	**13 667,22 €**

Total	**287 143,79 €**

RECETTES

Fonctionnement		
DREAL Grand Est		94 864,12 €
Agence de l'eau		19 173,20 €
Ville de Strasbourg		153 439,25 €
RTE		6 000,00 €
	Sous-total	**273 476,57 €**

Investissement		
DREAL Grand Est		10 140,48 €
Agence de l'eau		3 526,74 €
Ville de Strasbourg		0,00 €
	Sous-total	**13 667,22 €**

Total	**287 143,79 €**

INFORMATIONS PREALABLES

Les **Missions de gestion** définies par la convention entre le gestionnaire et l'Etat font l'objet d'une subvention annuelle répartie entre fonctionnement (financement de 2 ETP et frais divers de fonctionnement) et investissement (études, acquisition, installations nouvelles...). Seules les actions en relation avec la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale sont concernées par ce budget.

Réserve Naturelle Nationale de
l'île du Rohrschollen

COMPTE DE RESULTAT
2020

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Frais de personnel		
Directeur / conservateur		18 750,00 €
Technicien espaces naturels		7 062,55 €
Garde "Accueil du public"		15 160,64 €
Garde "Police & Surveillance"		49 259,10 €
Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		44 729,08 €
Garde "Faune-Flore"		4 568,96 €
Secrétaire administrative		5 192,00 €
Stagiaire (6 mois)		3 385,20 €
	Sous-total	**148 107,53 €**
Formation et veille scientifique		
Stages et formations		1 166,18 €
Adhésions RNF et colloques		968,45 €
	Sous-total	**2 134,63 €**
Déplacements et indemnités kilométriques		**8 444,19 €**
Frais de gestion courante		
Fournitures administratives		98,17 €
Equipement vêtements		3 086,12 €
Ouvrages et abonnements		233,75 €
Frais téléphoniques		2 208,19 €
Autres frais		5 765,52 €
	Sous-total	**11 391,75 €**
Acquisition de petit matériel		**2 517,18 €**
Dotation aux amortissements		**941,74 €**
Travaux de fonctionnement		
Interventions autres personnels de la collectivité		10 403,77 €
Travaux par entreprises		2 277,00 €
	Sous-total	**12 680,77 €**
Sinistres		**0,00 €**
	Total 1	**186 217,79 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Grand Est	
Subvention annuelle de fonctionnement	**85 277,52 €**
Subvention PSDRF	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**94 940,27 €**
Réseau de Transport d'Electricité	**6 000,00 €**
Total 1	**186 217,79 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		
Frais de personnel		
Conservateur		868,00 €
Technicien espaces naturels / faune-flore		27 004,32 €
Garde "Restauration des milieux"		1 453,76 €
Garde "Accueil - Police & Surveillance"		0,00 €
	Sous-total	**29 326,08 €**
Déplacements et indemnités kilométriques		**380,57 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires		
MS.02 Maintenance - Lot 2 Barthel		32 066,40 €
MS.02 Maintenance - Lot 3 DICEEP		6 280,00 €
Interventions autres personnels de la collectivité		330,93 €
	Sous-total	**38 677,33 €**
	Total 2	**68 383,98 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale	
DREAL Grand Est : MS.02 - *travaux / prestataires - 25%*	**9 586,60 €**
Agence de l'eau : MS.02 - *travaux / prestataires - 50%*	**19 173,20 €**
Ville de Strasbourg	**39 624,18 €**
Total 2	**68 383,98 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg		
Site internet de la RNN		
Visites guidées à thèmes		
Entretien et sécurisation des infrastructures d'accueil		
Frais de personnel		
Conservateur		0,00 €
Technicien espaces naturels / faune-flore		2 977,13 €
Garde "Accueil - Police & Surveillance"		4 841,54 €
Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		5 243,92 €
	Sous-total	**13 062,59 €**
Déplacements et indemnités kilométriques		**799,86 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires		
Interventions autres personnels de la collectivité		4 191,78 €
Travaux par entreprises		820,58 €
	Sous-total	**5 012,36 €**
	Total 3	**18 874,81 €**
Total 1+2+3		**273 476,57 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**18 874,81 €**
Total 3	**18 874,81 €**
Total 1+2+3	**273 476,57 €**

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Etudes et suivis		
CS.05 Suivi Vertigo et inventaire complémentaire mollusques		7 700,00 €
	Sous-total	**7 700,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires		**0,00 €**
Acquisition de matériel		
M_SP.03 Piège-photo		536,40 €
CS.03 Kayaks x2		1 022,40 €
M_IP.02 Matériel clôtures électriques - Highlancattle		4 408,42 €
	Sous-total	**5 967,22 €**
	Total 4	**13 667,22 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale	
Travaux d'investissement / prestataires	**0,00 €**
Acquisition de matériel	**0,00 €**
Total 5	**0,00 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg	
Travaux d'investissement / prestataires	**0,00 €**
Acquisition de matériel	**0,00 €**
Total 6	**0,00 €**
Total 4+5+6	**13 667,22 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN		
DREAL Grand Est		
Subv. annuelle de gestion		2 440,48 €
Subv. exceptionnelle "vertigo"		7 700,00 €
	Sous-total	**10 140,48 €**
Agence de l'eau : M_IP.02 - *projet Highlandcattle - 80%*		**3 526,74 €**
Ville de Strasbourg		**0,00 €**
	Total 4	**13 667,22 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 5	**0,00 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 6	**0,00 €**
Total 4+5+6	**13 667,22 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Réserve Naturelle Nationale de
L'ILE DU ROHRSCHOLLEN



Budget prévisionnel
Exercice 2021

Réserve Naturelle Nationale
de l'île du Rohrschollen

BUDGET PREVISIONNEL - 1

2021

(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :

Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Strasbourg.eu

Conservateur :

Frédéric LONCHAMPT
☎ 03 68 98 61 31
✆ 06 08 87 33 24

INFORMATIONS PREALABLES

Dans le cadre du plan de gestion 2018-2022, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan de gestion ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes de la subvention annuelle de l'Etat . La subvention accordée par l'état pour la gestion des réserves naturelles nationales (91 318 €/an) finance les missions liées à la connaissance et à la protection du milieu ou des espèces, comme précisé dans la convention de gestion. La Ville de Strasbourg s'est engagée à prendre en charge le financement de l'ensemble des missions liées à l'accueil du publique sur son territoire.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel (BUDGET 1) permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements connus au 01/02/2021. Un second budget prévisionnel (BUDGET 2) correspondant à l'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des financements complémentaires est présenté dans un second document.

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions **CS**, **CI**, **IP** et **EI** (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût prévisionnel des actions prévues par le BUDGET 1 est présenté en ANNEXE 1.

BUDGET 1 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	74 165,25 €
Autres actions : *actions CC - MS*	94 108,00 €
Sous-total	***168 273,25 €***
Frais annexes (par opération)	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	20 157,00 €
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	232 476,00 €
Sous-total	***252 633,00 €***
Total dépenses B1G	**420 906,25 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	**122 980,00 €**
Subvention annuelle de gestion	*91 318,00 €*
Maintenances / mise en œuvre prise d'eau	*31 662,00 €*
Ville de Strasbourg	**105 167,25 €**
Eurométropole de Strasbourg	**0,00 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**180 450,80 €**
Autres financements	**12 308,20 €**
Total recettes B1G	**420 906,25 €**

BUDGET 1 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	2 332,75 €
	Technicien espaces naturels	20 632,50 €
	Agent technique	38 766,00 €
	Conducteur	11 774,00 €
	Stagiaire	660,00 €
	Sous-total	***74 165,25 €***
Frais annexes		
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts*	2 500,00 €
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts - écopâturage Rohrschollen*	7 000,00 €
M_EI.05	*Elaboration du carnet de suivi de la réserve*	5 000,00 €
M_EI.09	*Inventaire des arbres à risque*	1 357,00 €
M_CI.04	*Entretien courant des aménagements d'accueil du public*	500,00 €
M_CS.13	*Suivi des écocompteurs et analyse des données*	3 000,00 €
M_CI.05	*Ramassage des déchets et dépôts sauvages*	800,00 €
	Sous-total	***20 157,00 €***
	Total dépenses B1ET	**94 322,25 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**26 156,25 €**
	Subvention annuelle de gestion (min 14%)	*26 156,25 €*
Ville de Strasbourg		**36 268,80 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**19 589,00 €**
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts - écopâturage Rohrschollen*	*19 589,00 €*
Autres financements		**12 308,20 €**
	Total recettes B1ET	**94 322,25 €**

BUDGET 1 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	21 973,00 €
	Technicien espaces naturels	31 185,00 €
	Agent technique	40 950,00 €
	Conducteur	0,00 €
	Stagiaire	0,00 €
	Sous-total	***94 108,00 €***
Frais annexes		
MS.02	*Gestion de la prise d'eau : maintenances*	219 426,00 €
M_MS.09	*Participation au réseau "Réserves Naturelles de France" (RNF)*	400,00 €
M_MS.18	*Frais de fonctionnement divers*	12 650,00 €
	Sous-total	***232 476,00 €***
	Total dépenses B1AA	**326 584,00 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**96 823,75 €**
	Subvention annuelle de gestion	*65 161,75 €*
MS.02	*Gestion de la prise d'eau - Maintenance annuelle des infrastructures*	*14 679,00 €*
MS.02	*Mise en place système de mesure de débit + échelles limnimétriques*	*12 636,00 €*
MS.03	*Mise en œuvre de la prise d'eau*	*4 347,00 €*
Ville de Strasbourg		**68 898,45 €**
	Accueil du public	*20 387,25 €*
MS.02	*Gestion de la prise d'eau : maintenances*	*48 511,20 €*
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**160 861,80 €**
MS.02	*Gestion de la prise d'eau - Maintenance annuelle des infrastructures*	*24 465,00 €*
MS.02	*Mise en place système de mesure de débit + échelles limnimétriques*	*50 544,00 €*
MS.02	*Connexion amovible by-pass / batardeau pour la maintenance + système dégrilleur*	*85 852,80 €*
	Total recettes B1AA	**326 584,00 €**

Réserve Naturelle Nationale
de l'île du Rohrschollen

BUDGET PREVISIONNEL - 2

2021

(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Frédéric LONCHAMPT
☎ 03 68 98 61 31
✆ 06 08 87 33 24

INFORMATIONS PREALABLES

Dans le cadre du plan de gestion 2018-2022, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan de gestion ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes de la subvention annuelle de l'Etat . La subvention accordée par l'état pour la gestion des réserves naturelles nationales (91 318 €/an) finance les missions liées à la connaissance et à la protection du milieu ou des espèces, comme précisé dans la convention de gestion. La Ville de Strasbourg s'est engagée à prendre en charge le financement de l'ensemble des missions liées à l'accueil du publique sur son territoire.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel (BUDGET 1) permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements connus au 01/02/2021. Un second budget prévisionnel (BUDGET 2) correspondant à l'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des financements complémentaires est présenté dans un second document.

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions CS, CI, IP et EI (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût prévisionnel des actions prévues par le BUDGET 1 est présenté en ANNEXE 1.

BUDGET 2 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	11 198,25 €
Autres actions : *actions CC - MS*	39 568,00 €
Sous-total	***50 766,25 €***
Frais annexes (par opération)	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	53 125,00 €
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	309 500,00 €
Sous-total	***362 625,00 €***
Total dépenses B2G	**413 391,25 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	***61 457,00 €***
- plan de relance	42 500,00 €
- subvention exceptionnelle EEDD	18 957,00 €
Ville de Strasbourg	***10 625,00 €***
Recherche de financements	***341 309,25 €***
Total recettes B2G	**413 391,25 €**

BUDGET 2 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	2 031,75 €
	Technicien espaces naturels	8 347,50 €
	Agent technique	819,00 €
	Conducteur	- €
	Stagiaire	- €
	Sous-total	***11 198,25 €***
Frais annexes		
CI-M_PA.06	*Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune*	53 125,00 €
	Sous-total	***53 125,00 €***
	Total dépenses B2ET	**64 323,25 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*	
Recherche de financements	**11 198,25 €**
Etat / DREAL : plan de relance	**42 500,00 €**
Ville de Strasbourg	**10 625,00 €**
Total recettes B2ET	**64 323,25 €**

BUDGET 2 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel [(2)]		
	Directeur / conservateur	2 709,00 €
	Technicien espaces naturels	26 307,00 €
	Agent technique	6 552,00 €
	Conducteur	- €
	Stagiaire	4 000,00 €
	Sous-total	***39 568,00 €***
Frais annexes		
M_PA.06	*Concevoir une offre pédagogique : panneau de présentation de la RN avec prise d'eau et chenal*	4 000,00 €
M_PA.06	*Concevoir une offre pédagogique : compléter les points d'interprétation (batterie des paysans + belvédère prairie)*	500,00 €
CI-M_PA.06	*Révision de l'ensemble du balisage*	5 000,00 €
M_PA.06	*Réaménagement d'une passerelle de franchissement du BGW*	300 000,00 €
	Sous-total	***309 500,00 €***
	Total dépenses B2AA	**349 068,00 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*	
Etat / DREAL Grand-Est	**18 957,00 €**
Subvention exceptionnelle EEDD	
Recherche de financements	**330 111,00 €**
Total recettes B2AA	**349 068,00 €**

		PREVISIONNEL - TEMPS MAIN D'ŒUVRE						PREVISIONNEL - COÛTS DE GESTION					Financeurs							
		2021						2021					BUDGET 1				BUDGET 2			
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg	TOT	MdO Régie	Annexe	TOT	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville	AERM	Autre	Plan de relance	EEDD	Ville	Autre
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**18,5**	**138**	**51**	**0**	**0**	**207,5**	**43 830,50 €**	**219 426,00 €**	**263 256,50 €**										
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*3,5*	*46*	*9*	*0*	*0*	*58,5*	*12 351,50 €*	*- €*	*12 351,50 €*										
EI.01	Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)	1,5	4	9			*14,5*	2 929,50 €		*2 929,50 €*	1/2	Ajustement temps passés (+)	1 464,75 €							1 464,75 €
CS.01	Suivi de la végétation aquatique et rivulaire (Observatoire)		13,5				*13,5*	2 835,00 €		*2 835,00 €*	1/2	Conforme PG	1 417,50 €							1 417,50 €
CS.02	Suivi des espèces en voie de recolonisation (Observatoire)		2,5				*2,5*	525,00 €		*525,00 €*	1	Conforme PG Synthèse des données des autres suivis + 1 passage recherche indices Castor	525,00 €							
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole (Observatoire)	2	5				*7*	1 652,00 €	- €	*1 652,00 €*	1/2	Inventaire en collaboration avec la FDPPMA67	826,00 €							826,00 €
CS.03	Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)		21				*21*	4 410,00 €		*4 410,00 €*	1/2	Conforme PG Suivi amphibiens	2 205,00 €							2 205,00 €
OO1.1	Se rapprocher du fonctionnement hydraulique naturel du Rhin	0	3	0	0	0	*3*	630,00 €	- €	*630,00 €*										
MS.01	Gestion de la prise d'eau - Concertation avec le concessionnaire et l'Etat		3				*3*	630,00 €		*630,00 €*	1	Conforme PG	630,00 €							
OO1.2	*Disposer des moyens nécessaires à la maintenance et à la mise en œuvre de la prise d'eau*	*15*	*84*	*42*	*0*	*0*	*141*	*29 799,00 €*	*219 426,00 €*	*249 225,00 €*										
MS.02	Gestion de la prise d'eau - Maintenance annuelle des infrastructures	2	21				*23*	5 012,00 €	36 930,00 €	*41 942,00 €*	1		11 079,00 €	12 398,00 €	18 465,00 €					
MS.02	Optimisation de local technique et des automatismes	1	7				*8*	1 771,00 €		*1 771,00 €*	2									1 771,00 €
MS.02	Nouvelle programmation des logiciels - mode fonctionnement automatique prise d'eau	3	5				*8*	1 953,00 €	12 000,00 €	*13 953,00 €*	1		3 600,00 €	4 353,00 €	6 000,00 €					
MS.02	Connexion amovible by-pass / batardeau pour la maintenance + système dégrilleur	2	20				*22*	4 802,00 €	107 316,00 €	*112 118,00 €*	1			26 265,20 €	85 852,80 €					
MS.02	Mise en place système de mesure de débit	3	15				*18*	4 053,00 €	54 240,00 €	*58 293,00 €*	1		10 848,00 €	4 053,00 €	43 392,00 €					
MS.02	Mise en place échelles limnimétriques dans le Bauerngrundwasser	2	4				*6*	1 442,00 €	8 940,00 €	*10 382,00 €*	1		1 788,00 €	1 442,00 €	7 152,00 €					
MS.02	Optimisation et amélioration des ouvrages	2	7				*9*	2 072,00 €		*2 072,00 €*	2									2 072,00 €
MS.03	Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité		5	42			*47*	8 694,00 €		*8 694,00 €*	1/2	Frais annexes transférés en MS.02	**4 347,00 €**							*4 347,00 €*
OO1.3	Maintenir une charge de fond mobilisable par le Bauerngrundwasser	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €										
IP.01	Alimentation de la charge de fond si nécessaire dans le BGW						*0*	- €		- €	0									
OO1.4	*Evaluer les effets des inondations sur les populations de Triton crêté et de Vertigo*	*0*	*3*	*0*	*0*	*0*	*3*	*630,00 €*	*- €*	*630,00 €*										
CS.04	Suivi de la population de Tritons crêté et de ses habitats (Observatoire)		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Conforme PG	210,00 €							
CS.05	Suivi de la population de Vertigo moulinsianna et Vertigo angustior (Observatoire)		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Finalisation action démarée en 2020	420,00 €							
OO1.5	S'assurer de la perméabilité de l'ouvrage de restitution du BGW	0	2	0	0	0	*2*	420,00 €	- €	*420,00 €*										
CS.06	Suivi de la Loche de rivière (Observatoire)		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Inventaire en collaboration avec la FDPPMA67	420,00 €							
IP.02	Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW	0	0				*0*	- €	- €	- €	0	Action réalisée en 2020 aux frais de VDS								
OLT2	**Maintenir un bon état de conservation de la forêt alluviale rhénane**	**0**	**2,5**	**14,5**	**0**	**0**	**17**	**3 164,00 €**	**- €**	**3 164,00 €**										
TDB2	*Suivi de l'OLT2*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	- €	- €	- €										
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial						*0*	- €		- €	0	Conforme PG								
M_CS.03	Suivi vigne sauvage		0				*0*	- €		- €	0	Révision de la périodicité du suivi								
OO2.1	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*2,5*	*14,5*	*0*	*0*	*17*	*3 164,00 €*	*- €*	*3 164,00 €*										
M_IP.01	Intervention sur les EEE en milieu forestier		2,5	14,5			*17*	3 164,00 €		*3 164,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) intégrant action sur Acer negundo	3 164,00 €							
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE en forêt		0	0			*0*	- €		- €	0	Révision de la périodicité du suivi								
OLT3	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**0**	**32**	**5**	**13**	**0**	**50**	**30 394,00 €**	**9 500,00 €**	**39 894,00 €**										
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0*	*26*	*0*	*0*	*0*	*26*	*5 460,00 €*	*- €*	*5 460,00 €*										
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale						*0*	- €		- €	0	Conforme PG								
M_CS.06	Suivi des lépidoptères & des orthoptères		26				*26*	5 460,00 €		*5 460,00 €*	1/2	Conforme PG	2 730,00 €							2 730,00 €
CS.07	Suivi de l'avifaune nicheuse patrimoniale						*0*	- €		- €	0	Conforme PG								
M_CS.07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétations						*0*	- €		- €	0	Conforme PG								
OO3.1	*Gérer la fermeture des milieux ouverts*	*0*	*6*	*4*	*13*	*0*	*23*	*24 752,00 €*	*9 500,00 €*	*34 252,00 €*										
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Conforme PG	210,00 €							
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts		5	4	13		*22*	7 056,00 €	2 500,00 €	*9 556,00 €*	1	13 jours de Cond (fauche complémentaire des refus à prendre en compte) vu avec JB et EM +1 T pour définition des ZR et suivi prestation fauche (Walter ou autre prestataire) +4 T suivi activité gestion des milieux +2 AT travaux de finition	2 500,00 €	5 644,80 €		1 411,20 €				
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts - écopâturage Rohrschollen		7	88			*17 486,00 €*	7 000,00 €	*24 486,00 €*	1	7 T pour suivi projet paturage (ASO) + 88 AT pour pose des clotures, suivi, sociabilisation, gestion cloture (= estimation du dossier AERM) + 7000 euros de communication (panneaux + mini film pour site internet			19 589,00 €	4 897,00 €				
OO3.2	Limiter les espèces végétales exotiques envahissantes	0	0	1	0	0	*1*	182,00 €	- €	*182,00 €*										
M_IP.03	Intervention sur les espèces exotiques envahissante en milieu ouvert			1			*1*	182,00 €		*182,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) sur la base des exercices passés	182,00 €							
OLT4	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**10**	**0**	**0**	**0**	**10**	**2 100,00 €**		**2 100,00 €**										
OO4.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*3*	*0*	*0*	*0*	*3*	*630,00 €*	*- €*	*630,00 €*										
M_CS.08	Veille sur les espèces exotiques envahissantes		3				*3*	630,00 €		*630,00 €*	1	Ajustement des temps pasés (+) pour suivi de l'impact de l'Ouette et de la Bernache	630,00 €							
M_EI.02	Valider la liste des espèces exotiques envahissantes par le conseil scientifique						*0*	- €		- €	0									
OO4.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*210,00 €*	*- €*	*210,00 €*										
M_CS.09	Inventaire lichénologique						*0*	- €		- €	0	Action réalisée								
M_CS.10	Inventaire mycologique		1				*1*	210,00 €	- €	*210,00 €*	1	Reprise de contact avec la SMS pour réalisation de l'inventaire en 2022	210,00 €							
OO4.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*6*	*0*	*0*	*0*	*6*	*1 260,00 €*	*- €*	*1 260,00 €*										
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)		5				*5*	1 050,00 €		*1 050,00 €*	1	Actualisation temps passé au réel	1 050,00 €							
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale						*0*	- €		- €	0									
M_CS.14	Suivi des chiroptères						*0*	- €		- €	0									
CS.08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Conforme PG	210,00 €							
OLT5	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**35**	**164,77143**	**268**	**16**	**1,165**	**487,436429**	**105 594,00 €**	**373282**	**478 876,00 €**										
TDB5	*Suivi de l'OLT5*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*										
M_EI.03	Enquête (Perception des acteurs locaux)						*0*	- €		- €										
M_EI.04	Enquête (Perception du conservateur)						*0*	- €		- €										
M_MS.01	Carnet de suivi de la réserve		0				*0*	- €		- €	0	Ajustement temps passés (-) dans l'attente finalisation M_EI.05								
OO5.1	*Elaborer des outils de suivi pour améliorer l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1 022,00 €*	*5 000,00 €*	*6 022,00 €*										
M_EI.05	Elaboration du carnet de suivi de la réserve	2	2				*4*	1 022,00 €	5 000,00 €	*6 022,00 €*	1	Ajustement temps passés (+) création application de suivi pour comptabilité analytique	1 022,00 €	5 000,00 €						
M_EI.06	Elaboration d'une méthodologie d'enquête						*0*	- €		- €	0									
OO5.2	*Améliorer la lisibilité de la RN*	*8*	*7*	*5*	*0*	*1*	*23,5*	*9313*	*5000*	*14 313,00 €*										
MS.04	Extension du statut de protection à l'ensemble de l'île	3	2			1	*6*	5 323,00 €		*5 323,00 €*	1/2	Ajout stage	1 095,00 €	228,00 €						4 000,00 €
CI.01	Révision de l'organisation de la fréquentation de la RN dans son territoire	5	5				*10*	2 555,00 €		*2 555,00 €*	2	Projet global de continuité écologique et de mobilité entre 2 RN								2 555,00 €
M_PA.06	Révision de l'ensemble du balisage		2,5	5			*7,5*	1 435,00 €	5 000,00 €	*6 435,00 €*	2	Evolution de l'offre selon MS.08								6 435,00 €
OO5.3	*Accueillir le public en toute sécurité*	*3,5*	*19,5*	*16,5*	*6*	*0*	*45,5*	*10 587,50 €*	*1 857,00 €*	*12 444,50 €*										

M_EI.07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	0,5	2	1			*3,5*	752,50 €		*752,50 €*	1	Ajustement temps passé (+) pour finalisation du protocole sur la base du nouveau plan de circulation (catégorisation conceratation)		752,50 €						
IP.04	Adaptation des ouvrages hydrauliques de VNF						*0*	- €		- €	0	Selon volonté VNF								
M_CI.01	Entretien des chemins	0,5	2	6	3		*11,5*	2 880,50 €		*2 880,50 €*	1	Ajustement des temps passés (+) sur la base des exercices passés		2 880,50 €						
M_EI.08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques	2	10				*12*	2 702,00 €		*2 702,00 €*	1	Décalage de l'action prévue en 2018		2 702,00 €						
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	0,5	1				*1,5*	360,50 €	1 357,00 €	*1 717,50 €*	1	Ajustement frais annexes (1/4 frais expertise ONF)		1 717,50 €						
M_CI.02	Coupes de sécurité		4	6	3		*13*	3 150,00 €		*3 150,00 €*	1	Conforme au PG		3 150,00 €						
M_CI.03	Entretien des ouvrages d'art			1			*1*	182,00 €		*182,00 €*	1	Conforme au PG		182,00 €						
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		0,5	2			*2,5*	469,00 €	500,00 €	*969,00 €*	1	Conforme au PG		969,00 €						
MS.05	Entretien de la signalétique sécuritaire			0,5			*0,5*	91,00 €		*91,00 €*	1	Conforme au PG		91,00 €						
OO5.4	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*7*	*104,7714*	*24*	*0*	*0*	*135,8*	*28 477,00 €*	*4 500,00 €*	*32 977,00 €*										
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		90,3				*90,3*	18 957,00 €		*18 957,00 €*	2	Demande subv exceptionnelle EEDD						18 957,00 €		
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1		8			*9*	1 757,00 €		*1 757,00 €*	1	Conforme au PG		1 757,00 €						
M_PA.06	Vistes guidées en partenariat avec EDF			2			*2*	364,00 €		*364,00 €*	2	Evolution de l'offre selon MS.08								364,00 €
M_PA.02	Animations scolaires			5			*5*	910,00 €		*910,00 €*	1	Conforme au PG		910,00 €						
M_CC.01	Concevoir une offre pédagogique : à destination des scolaires	1	2,5	5			*8,5*	1 736,00 €		*1 736,00 €*	1	Concrétisation de l'action en cohérence avec RNN Neuhof-Illkirch Collaboration avec CINE Bussierre		1 736,00 €						
M_PA.06	Concevoir une offre pédagogique : panneau de présentation de la RN avec prise d'eau et chenal		2	2			*4*	784,00 €	4 000,00 €	*4 784,00 €*	2	Evolution de l'offre selon MS.08								4 784,00 €
M_PA.06	Concevoir une offre pédagogique : compléter les points d'interprétation (batterie des paysans + belvédère prairie)		1	2			*3*	574,00 €	500,00 €	*1 074,00 €*	2	Evolution de l'offre selon MS.08								1 074,00 €
M_PA.03	Actions auprès des élus	3					*3*	903,00 €		*903,00 €*	1	Conforme PG		903,00 €						
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	1					*1*	301,00 €		*301,00 €*	1	Conforme PG		301,00 €						
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias		5				*5*	1 050,00 €		*1 050,00 €*	1	Conforme PG		1 050,00 €						
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	4				*5*	1 141,00 €		*1 141,00 €*	1	Conforme PG		1 141,00 €						
OO5.5	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*4*	*11,5*	*4*	*0*	*0*	*19,5*	*4 347,00 €*	*353 125,00 €*	*357 472,00 €*										
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	0	0,5	2			*2,5*	469,00 €		*469,00 €*	1	Intervention solidage sur berges sécurisées du chenal d'amenée au BGW		469,00 €						
CI-M_PA.06	Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune	1	4	2			*7*	1 505,00 €	53 125,00 €	*54 630,00 €*	2	Suite à l'effodrement de l'ancien observatoire					42 500,00 €		10 625,00 €	1 505,00 €
M_PA.06	Réaménagement d'une passerelle de franchissement du BGW	2	6				*8*	1 862,00 €	300 000,00 €	*301 862,00 €*	2	Dans le cadre d'un partenariat avec l'INSA								301 862,00 €
M_PA.06	Nouvelles oportunités compatibles avec le plan de gestion	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	2	Conforme PG								511,00 €
OO5.6	Connaître la fréquentation	0,5	4	7,5	0	0,165	*12,165*	3 015,50 €	3 000,00 €	*6 015,50 €*										
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	0,5	4	7,5		0,165	*12,165*	3 015,50 €	3 000,00 €	*6 015,50 €*	1	Réajustement temps AT (+) sur la base des exercices précédents + stage pour valorisation des données et création des indicateurs de fréquentation		6 015,50 €						
OO5.7	*Faire évoluer les pratiques*	*10*	*16*	*208,5*	*10*	*0*	*244,5*	*48 377,00 €*	- €	*48 377,00 €*										
SP.01	Limitation de la pratique cycliste au chemin de halage						*0*	- €		- €										
SP.02	Encadrement de la pêche	2	2	2			*6*	1 386,00 €		*1 386,00 €*	2									1 386,00 €
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	0	0	0			*0*	- €		- €	0	Réajustement (-) car intégré dans l'action M_SP02								
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation			109			*109*	19 838,00 €		19 838,00 €	1	Conforme au PG	9 038,00 €	10 800,00 €						
M_SP.03	Travail d'enquête en cas d'infraction			10			*10*	1 820,00 €		*1 820,00 €*	1	Conforme au PG	1 820,00 €							
M_SP.04	Tournées de police interservices		2	12			*14*	2 604,00 €		*2 604,00 €*	1	Conforme au PG	2 604,00 €							
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale	3	0,5	0,5			*4*	1 099,00 €		*1 099,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+)	1 099,00 €							
M_SP.06	Contrôle de la cueillette			0			*0*	- €		- €	0	Réajustement (-) car intégré dans l'action M_SP02								
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature			0			*0*	- €		- €	0	Conforme au PG	- €							
MS.06	Gestion des obligations liées aux servitudes	2	2,5				*4,5*	1 127,00 €		*1 127,00 €*	1	Ajustement temps passé (+) sur la base des exercices précédents	1 127,00 €							
MS.07	Accompagnement des acteurs dans le cadre de projets lourds	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Conforme PG	511,00 €							
MS.08	Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public	1	2				*3*	721,00 €		*721,00 €*	1	Action prévue en 2021		721,00 €						
MS.09	Définition d'un partenariat avec RTE pour faire évoluer les modes de gestion						*0*	- €		- €	0	Conforme PG								
IP.03	Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension		5	75	10		*90*	18 760,00 €		*18 760,00 €*	1	Conforme PG	6 760,00 €	6 000,00 €		6 000,00 €				
MS.10	Rencontres avec les autres partenaires	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Conforme PG	511,00 €							
OO5.8	S'assurer de la propreté de la réserve naturelle	0	0	2,5	0	0	*2,5*	455,00 €	800,00 €	*1 255,00 €*										
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages			2,5			*2,5*	455,00 €	800,00 €	*1 255,00 €*	1	Réajustement (-) temps AT Réajustement (+) coût annexe -> intervention société de nettoyage		1 255,00 €						
OLT6	Assurer le bon fonctionnement de la réserve	43	55	52	0	0	*150*	33 957,00 €	13 050,00 €	*47 007,00 €*										
TDB6	**Suivi de l'OLT6**	**43**	**55**	**52**	**0**	**0**	**150**	**33 957,00 €**	**13 050,00 €**	**47 007,00 €**										
M_MS.03	Organisation et participation aux groupes de travail et comités consultatifs	4	5				*9*	2 254,00 €		*2 254,00 €*	1	Conforme PG	2 254,00 €							
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Ajustement temps pasés (-) sur la base des exercices précédents	511,00 €							
M_MS.05	Réunions d'équipe	4	6	10			*20*	4 284,00 €		*4 284,00 €*	1	Conforme PG	4 284,00 €							
MS.11	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2					*2*	602,00 €		*602,00 €*	1	Conforme PG	602,00 €							
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	3	2				*5*	1 323,00 €		*1 323,00 €*	1	Conforme PG	1 323,00 €							
M_MS.07	Collaboration interservices (eurométropole, …)	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Conforme PG	511,00 €							
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique						*0*	- €		- €	0	Selon avancement du dossier (Etat)	- €							
M_MS.09	Participation au réseau "Réserves Naturelles de France" (RNF)	10	2				*12*	3 430,00 €	400,00 €	*3 830,00 €*	1	Conforme PG	3 830,00 €							
M_MS.10	Participation aux instances de protection de l'environnement (N2000, OFB, CBA, SAGE …)	2					*2*	602,00 €		*602,00 €*	1	Conforme PG	321,75 €	280,25 €						
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	5				*6*	1 351,00 €		*1 351,00 €*	1	Conforme PG	1 351,00 €							
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Conforme PG	511,00 €							
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion						*0*	- €		- €	0	Conforme PG	- €							
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Conforme PG	420,00 €							
M_MS.15	Compléter la base de données GRENAT		0				*0*	- €		- €	0	Base de données inexistante	- €							
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				*0,5*	105,00 €		*105,00 €*	1	Conforme PG	105,00 €							
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	1	10				*11*	2 401,00 €		*2 401,00 €*	1	Conforme PG	2 401,00 €							
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		2,5	13			*15,5*	2 891,00 €	12 650,00 €	*15 541,00 €*	1	Ajustement temps passé (+) sur la base des exercices précédents	15 541,00 €							
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)		4	23			*27*	5 026,00 €		*5 026,00 €*	1	Ajustement temps passé (+) sur la base des exercices précédents	5 026,00 €							
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	3	6			*10*	2 023,00 €		*2 023,00 €*	1	Conforme PG	2 023,00 €							
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	10	10				*20*	5 110,00 €		*5 110,00 €*	1	Conforme PG	5 110,00 €							
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques	2					*2*	602,00 €		*602,00 €*	1	Conforme PG	602,00 €							
							219 039,50 €	*615 258,00 €*	834 297,50 €			**TOTAL**	**122 980,00 €**	**105 167,25 €**	**180 450,80 €**	**12 308,20 €**	**42 500,00 €**	**18 957,00 €**	**10 625,00 €**	**341 309,25 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Réserve Naturelle Nationale de la forêt de Neuhof/Illkirch
Bilan d'activité 2020

Conformément au plan de gestion et tel qu'indiqué dans le plan d'action prévisionnel 2020, l'équipe gestionnaire travaille actuellement à la conception de nouveaux outils de suivi et d'évaluation de la gestion (évolution de l'action **M_EI.05**). Dans cette période de définition de l'ensemble des indicateurs et métriques d'évaluation ainsi que d'élaboration de la nouvelle application informatique de comptabilité analytique : le compte de résultat annuel présentera les dépenses globales de gestion sans le détail action par action et le bilan d'activité prendra la forme d'un compte-rendu qualitatif décliné action par action.

Le présent document constitue le bilan d'activité de l'année 2020 pour la réserve naturelle nationale de la forêt de Neuhof-Illkirch :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	01	Suivi de la faune piscicole	2	*Sollicitation de partenaires potentiels (OFB – ex ONEMA – et FDPPMA67) pour le montage d'un projet technique et scientifique, afin d'élaborer un indicateur d'évaluation des restaurations de fonctionnalité alluviale basé sur la faune piscicole.* *Suivi reporté en raison du contexte sanitaire mais engagement du travail avec la FDPPMA 67 et programmation dans un 1er temps d'un inventaire piscicole en 2021 au Rohrschollen. Ce dernier servira de base à la réflexion de mise en œuvre d'un indicateur piscicole à décliner sur les réserves naturelles alluviales du Rhin .*
	CS	13	Suivi des variations spatiales et temporelle des niveaux piézométriques	1	*Le suivi de l'altitude de la nappe s'est poursuivi sur 7 piézomètres : 20 relevés ont été réalisés sur l'ensemble de l'année. L'altitude moyenne calculée a été la plus élevée enregistrée depuis ces 6 dernières années (140.32m). 2020 est également l'une des années montrant le moins de variations (battement de la nappe).* *Un bilan global sera réalisé en fin de plan de gestion.*
	CS	15	Étude de la répartition des installations existantes de suivi des niveaux d'eau	1	*Cette action a été intégrée à l'action EI.04 dans le cadre de la Phase 1 : État des lieux.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	EI	04	Étude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	1	*Un appel d'offre ouvert pour la réalisation de l'étude a été lancé au printemps 2020. Le bureau d'étude ARTELIA a été proposé pour l'attribution du marché. La commission d'appel d'offre de la Ville de Strasbourg a statué positivement le 17/12/2020. Le marché a été notifié courant janvier 2021 et l'étude a été engagée. L'étude sera réalisée en 5 étapes successives :* *Etape 1 : Recueil et synthèse de données, campagne de terrain* *Etape 2 : Etat des lieux* *Etape 3 : Proposition de scénarios à étudier* *Etape 4 : Etudes des scénarios retenus et analyse multicritère* *Etape 5 : Définition des études subsidiaires et programmation* *L'état d'avancement sera régulièrement présenté aux membres du comité consultatif.*
	EI	05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	1	*Aucune nouvelle sollicitation en 2020.*
	MS	12	Révision du statut juridique des cours d'eau du réseau hydrographique du Rhin tortu	1	*Un projet de convention a été établit par les différents propriétaires, gestionnaires et exploitants d'ouvrages jalonnant le Rhin tortu. La question des signataires reste aujourd'hui en suspend pour officialiser la convention. Une mise à jour sera sans doute nécessaire en fonction du scénario de restauration retenu en fin d'étude EI.04.*
M_	CS	02	Protocole PSDRF-Module Alluvial	1	*Reconnaissance et identification des placettes historiques utilisées pour les inventaires forestiers des années 1990 et 2000 sur les parcelles propriétés de Strasbourg en 2019.* *Matérialisation des placettes sur le terrain fin 2019 et début 2020. Démarrage de l'inventaire des placettes en mars et finalisation des dernières placettes fin août. Relevé des 190 placettes (hors terrains militaires) en 2020.* *Les autorisations du ministère des armées pour réaliser les 16 dernières placettes prévues sur les terrains militaires permettront de finaliser cet inventaire en 2021.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	EI	07	Interprétation des résultats du PSDRF et définition de l'état visé à long terme	1	*Cette opération a été repoussée à 2021 dans le cadre d'un stage sur la cartographie des habitats forestiers. Ce stage prévoit également la caractérisation de l'état de conservation des habitats avec l'aide des données du PSDRF.*
M_	CS	03	Suivi vigne sauvage	1	*Non réalisé en 2020*
	CS	18	Actualiser la liste des individus remarquables de la dendroflore	0	*Non prévue en 2020, cette action a néanmoins pu être actionnée lors de la réalisation des relevés du PSDRF. En effet, d'autres arbres remarquables ont été identifiés sur la réserve suite à cet inventaire. Un bilan sera réalisé suite à la finalisation de l'action M_CS.02 sur le site.*
M_	IP	01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier	1	*La DREAL Grand-Est et le CEN Lorraine ont publié à l'automne 2020 la liste des espèces exotiques envahissantes et les mesures de gestion à l'échelle du Grand Est.* *Une opération ponctuelle de lutte contre les EEE a été maintenue sur les stations connues de renouée du Japon afin d'éviter son expansion dans la réserve naturelle et dans l'attente d'un plan d'action formalisé en cohérence avec le travail à l'échelle régionale.*
M_	CS	04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier	1	*La liste des EEE à l'échelle du Grand Est vient de paraître. Un travail de transposition à l'échelle de la réserve naturelle permettra d'établir la liste des espèces à suivre et celles nécessitant d'éventuelles opérations de lutte.*
	IP	08	Application du protocole de régulation du Sanglier	1+2	*L'application du protocole de régulation de l'espèce « sanglier » a permis de prélever **117 individus** en 2020 :* • *PHASE 1 : 36 sangliers* • *PHASE 2 : 9 sangliers* • *PHASE 3 : 72 sangliers* *La chasse sur les lots bordant la réserve naturelle a également permis de prélever 19 sangliers tandis que 7 individus morts suite à des collisions ont été recensés. Le total des sangliers prélevés recensés sur l'année 2020 est ainsi de **143 individus** sur le secteur.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	06	Suivi des lépidoptères et orthoptères	1	*Intégration des données faune au suivi des sites prairiaux. Un bilan sera réalisé en fin de plan de gestion.*
M_	CS	07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétation	1	*Cette opération sera réalisée en 2022, l'analyse de l'évolution des surfaces de chaque site de milieux ouverts constituera un indicateur de suivi de la gestion de ces habitats.*
	CS	20	Cartographie et définition de l'état de conservation des milieux ouverts	1	*Action non réalisée en 2020 du fait de l'impossibilité de réaliser le chantier nature au lieudit Lamensand (raison COVID).*
M_	EI	01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert	1	*Dans l'attente des résultats de l'action CS.20, les modalités de gestion des « Milieux ouverts entretenus » ont été déclinées dans des fiches relatives à chaque site. Ces fiches renseignent les éléments suivants : Habitats (phytosocio. et N2000), Faune patrimoniale, Flore patrimoniale, Objectifs de gestion, Type d'intervention, Possibilité de regain, Possibilité de pâturage, Compléments de gestion (lisières, espèces invasives), Date de fauche préconisée, Zones refuges (présence, surface, localisation).* *Pour chaque site, l'historique de gestion est également renseigné.*
M_	IP	02	Gestion des milieux ouverts	1	*Les « Milieux ouverts entretenus » gérés par la ville de Strasbourg (Faisanderie et Oberjaegerhof) ont été fauchés les 15 et 16 juillet en conservant 0,12 ha de zone refuge (0,08 sur la prairie de la Faisanderie et 0,04 sur la prairie de l'Oberjaegerhof. Une seconde fauche a été réalisée sur la prairie de l'Oberjaegerhof ainsi que sur le secteur sud de la Faisanderie en septembre dans le but d'y appauvrir le sol et de limiter le solidage afin de favoriser une diversification du cortège florisitique.* *La prairie du Heyssel a été gérée conformément au plan de gestion spécifique de ce site avec un roulement des 3 agriculteurs pour 3 dates de fauche différentes et le maintien de zones refuges.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	IP	03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert	1	*Un arrachage des pieds de Solidage a été réalisé au sein des zones refuges prairiales afin de limiter la dissémination de l'espèce. Seuls les individus accessibles depuis les bords des zones-refuges ont été prélevés afin de limiter le piétinement.* *Le suivi de la renouée a permis de noter la disparition de 2 des stations de renouée du japon située le long de la piste cyclable près de la rocade sud, elles semblent avoir été supplantée par des ronciers très denses.* *Les autres stations de ce secteur sont stables, on note globalement une réduction de la densité et de la hauteur de tiges sauf sur l'une des stations qui semble également s'étendre en surface.* *Les stations situées le long du Rhin tortu à l'arrière des moulins Becker ont fait l'objet d'un premier comptage en 2020.*
	IP	09	Lutter contre la fermeture des milieux ouverts	1	*Pas d'intervention spécifique de lutte contre la fermeture des milieux ouverts en 2020. Le travail réalisé dans le cadre de l'action CS.20 a permis d'établir une liste des milieux ouverts ayant subis une importante fermeture depuis 1986.* *Cette opération est liée à IP.10 et sera mise en œuvre à partir de 2021, suite aux premiers travaux de restauration réalisés durant l'hiver 2020/2021*
	IP	10	Réouverture de milieux	1	*Le travail réalisé dans le cadre de l'action CS.20 a permis de définir les actions à mettre en place sur chaque milieu ouvert du site. Il a également permis de mettre en évidence la fermeture importante de certains de ces milieux ouverts. En 2020, un travail de piquetage des anciennes limites correspondant aux orthophotoplans de 1986 a été réalisé sur 5 prairies (Oberjaegerhof, Coucou des bois, Belle Anonyme, Faisanderie et Ecole de la Faisanderie.*
	IP	11	Travaux et gestion de restauration vers des milieux ouverts alluviaux rhénans au lieudit Brunnenmatt	1	*Dans l'attente d'un programme de restauration ambitieux sur le site de la Brunnenmatt, un mélange grainier de prairie fleurie (plantes locales certifiées) a été semé et fauché en 2019.* *Des préconisations de gestion ont été élaborées en 2020, avec notamment un retard de fauche afin de permettre aux pollinisateurs de profiter au maximum de cette prairie fleurie.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	IP	12	Gestion des mares	1	*Depuis 3 ans maintenant, les abords des mares dites des « trous d'obus » sont fauchés annuellement pour éviter leur fermeture. Le contexte sanitaire n'a pas permis l'organisation de chantier participatif permettant l'arrachage manuel du Solidage sur les abords directs des mares. Néanmoins, l'annelage des Ailanthus altissima a été réalisée par l'équipe gestionnaire.*
	IP	13	Sauvetage des amphibiens	1	*Le sauvetage des amphibiens a été réalisé sur les sites de l'Oberjaegerhof, de la Schafhardt et du Baggersee en partenariat avec la LPO Alsace, Eschau Nature et la participation de la ville d'Illkirch-Graffenstaden. Les comptages (toutes espèces confondues) en traversée de voirie pour 2020 sont les suivants :* • *1983 individus à l'Oberjaegerhof (+ 37 % de Grenouille rousse par rapport à 2019)* • *166 individus sur la Schafhardt (contre 742 en 2019 - résultats sous-estimés cause COVID)* • *17 individus au Baggersee (contre 170 en 2019 - résultats sous-estimés cause COVID)* *Le site de l'Oberjaegerhof a été le seul site à avoir été maintenu malgré les restrictions sanitaires. On y observe une très nette augmentation du nombre de Crapaud commun passant de 172 individus en 2019 à 777 en 2020.* *A l'occasion de ces opérations, 132 personnes ont pu être sensibilisées aux amphibiens et à leur protection, dont des enfants de l'école primaire du Stockfeld. Les animations scolaires prévues après le 16 mars ont été annulées.*
M_	CS	10	Inventaire mycologique	1	*Le gestionnaire de la réserve souhaite depuis longtemps travailler avec la Société Mycologique de Strasbourg à la réalisation d'un inventaire mycologique sur le site. Une réunion avait été prévue en avril afin d'amorcer ce partenariat et de planifier un inventaire. Le contexte sanitaire a contraint la SMS à annuler cette réunion et à limiter ses interventions en 2020. Cette opération est en attente d'un contexte sanitaire favorable. Un nouveau contact sera repris avec la SMS en 2021.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	CS	25	Actualisation des listes d'espèces	1	*Dans le cadre d'une recherche ciblée d Anisus vorticulus sur le site Natura 2000 Rhin Ried Bruch, financée par la DREAL Grand-Est et réalisée par la Société d'Histoire Naturelle et d'Ethnographie de Colmar, une prospection ciblée a été organisée sur la réserve. Deux nouvelles espèces ont été découvertes. Il s'agit de la Planorbine poilue Gyraulus albus, et de la Limnée des étangs Stagnicola palustris. Malheureusement, aucun Anisus vorticulus n'a été relevée le 19 août lors des prospections des différents sites de la RNN de Neuhof Illkirch.* *Le suivi STOC-EPS a permis cette année de contacter plusieurs espèces d'oiseaux dont la dernière observation date de plusieurs années sur le site (voir action M_CS.11) : Rousserolle effarvatte et R. verderolle, Gobe-mouche noir, Pouillot fitis…*
M_	CS	11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)	1	*2020 est la 3ème année de suivi pour la RNN. L'ensemble des 30 points d'écoute répartis sur la réserve ont été suivis lors de 2 passages. Toutefois, prévu normalement mi-avril, le confinement a nécessité le décalage du 1er passage au 6 mai. Le 2nd passage a bien eu lieu mi-juin.* *48 espèces ont été recensées (39 en 2019) pour 1111 contacts (1148 en 2019).* *Le suivi 2020 a permis de contacter certaines espèces dont les dernières observations remontent à quelques années :* - *le Bruant jaune (VU, der. obs. 2014),* - *le Coucou gris (LC, der. obs. 2015),* - *la Fauvette grisette (LC, der. obs. 2014),* - *le Gobe-mouche noir (der. obs. 2014),* - *la Pie-Grièche écorcheur (VU, der. obs. 2014),* - *le Pouillot fitis (NT, der. obs. 2014),* - *le Rougequeue à front blanc (LC, der. obs. 2014)* - *La Rousserolle effarvatte (LC, der. obs. 2014),* - *la Rousserolle verderolle (LC, der. obs. 2003).* *Hormis le Bruant jaune, toutes ces espèces ont été contactées lors du 1er passage décalé en mai. S'il ne s'agit pas d'un effet du confinement, cela laisse penser qu'un suivi complémentaire mené en cette période permettrait d'être plus exhaustif du point de vue de l'avifaune.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	CS	12	Suivi de la flore patrimoniale	1	*La station de Fraxinelle située sur la prairie de la Belle anonyme se maintient 15 pieds ont été dénombrés.*
	CS	24	Veille sur l'avifaune nicheuse patrimoniale	1	*Des prospections ciblées sur le Pic cendré ont été organisées les 24/02 et 10/03. Malheureusement aucun individu n'a été contacté en 2020. Par ailleurs, une veille sur les espèces de rapaces est réalisée à l'échelle de la réserve naturelle en partenariat avec la LPO. Une prospection ciblée concernant le Milan noir et la Bondrée apivore a notamment été réalisée dans les boisements le long du Schwarzwasser, sans résultat. L'Autour des palombes est également suivi annuellement par la LPO avec un nouveau nid découvert cette année et deux jeunes à l'envol.* *NB : il semblerait que le confinement ait eu un impact positif pour la nidification de l'Autour des palombes avec un jeune couple s'étant installé à proximité d'un site habituellement très fréquenté.*
M_	EI	03	Diagnostic d'Ancrage Territorial	1	*Le diagnostic d'ancrage territorial de la réserve naturelle a été réalisé auprès de 38 acteurs socio-économiques directement ou indirectement liés au site. Il a permis de dresser un état des lieux de la connaissance, de l'intérêt et de l'implication des acteurs pour la réserve naturelle, le patrimoine protégé, sa réglementation ou encore le plan de gestion. De nombreux ressentis ont également été collectés dans le cadre de l'enquête.* *Les conclusions de ce diagnostic permettront de mieux cibler les actions de développement de l'ancrage territorial. Elles serviront à la rédaction du prochain plan de gestion*
M_	EI	05	Élaboration du carnet de bord de la réserve	1	*Le développement de l'outil carnet de bord des réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg a évolué par rapport à la rédaction du plan de gestion. Depuis 2019, l'objectif de cet outil est de permettre la triple évaluation du plan de gestion (actions, objectifs opérationnels et objectifs à long terme) et non plus renseigner uniquement les opérations liées à l'ancrage territorial du site. La définition des indicateurs, métriques et classes de valeur pour l'évaluation ainsi que le développement d'une application de saisie nécessitent un travail de fond important réparti sur plusieurs années.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	EI	12	Conception du plan de circulation et communication	1	*Le plan de circulation a été validé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2020 et fera l'objet de travaux et d'une communication en 2021.*
	SP	05	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation	1	*Le grand chantier de fermeture des voies qui n'ont pas été retenues dans le nouveau plan de circulation (**EI.12**) démarrera en 2021.*
	CI	04	Mise à jour de la signalétique	1	*Tout comme la fermeture des voies, la mise à jour de la signalétique du site démarrera en 2021 suite à la publication de l'arrêté préfectoral portant approbation du nouveau plan circulation.*
M_	EI	07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	1	*Un protocole de gestion des voies et cheminements de la réserve naturelle a été élaboré en 2020 et son application sera testée dès 2021.*
M_	CI	01	Entretien des chemins	1	*Les opérations d'élagage des voies ouvertes à la circulation motorisée ainsi que le ramassage de déchets le long et aux abords des chemins ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion.*
M_	EI	08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques	1	*Travaux cartographique et de géomatique en cours pour définir les zones et les récurrences des interventions en fonction du contexte écologique et de la fréquentation du public. La réflexion intègre le nouveau plan de circulation.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	EI	09	Inventaire des arbres à risque	1	*L'inventaire des arbres à risque a été confié à l'Office National des Forêts selon un protocole identique aux années précédentes. Seuls les itinéraires prévus par le nouveau plan de circulation ainsi que les lisières proches d'enjeux de sécurité des biens et des personnes ont été considérés. Au total, 129 tiges ont été marquées pour la campagne de sécurisation.*
M_	CI	02	Coupes de sécurité	1	*Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. A noter que Les travaux ont également concerné les itinéraires fermés pour cause de chalarose (arrêtés municipaux) mais prévus au nouveau plan de circulation.*
M_	CI	03	Entretien courant des ouvrages d'art	1	*En 2020, l'entretien des ouvrages d'art a consisté en un dégagement de la végétation aux abords des bajoyers et piles de ponts.* *A noter les travaux de réfection de la passerelle de la Faisanderie 2 réalisés en février/mars 2020 tels que présentés lors de la réunion du comité consultatif du 23 janvier 2020.*
M_	CI	04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public	1	*Les équipements d'accueil ont été entretenus tel que prévu au plan de gestion. À noter plusieurs opérations mises en œuvre avec les chevaux attelés d'une calèche :* • *Mise en place de la signalétique dans le cadre de la crise sanitaire (installation réalisée en véhicule);* • *Entretien de la végétation aux abords des équipements (barrières, signalétique, bancs, etc…) ;* • *Réparations succincte de revêtements de cheminements.*
M_	PA	01	Organisation de visites guidées tout public	1	*Malgré la crise sanitaire, 7 visites guidées ont été organisées en 2020 sur la thématique de « Présentation de la RN » :* • *1 auprès de l'association IMPRO Ganzau – 6 participants – public 15/20 ans* • *1 auprès d'agents de l'Eurométropole de Strasbourg - 40 participants – public 35/55 ans* • *5 auprès des riverains du Neuhof – 50 participants au total – public de 7 à 60 ans.*
M_	PA	02	Animations scolaires	1	*8 animations « sauvetage amphibiens sur le site de l'Oberjaegerhof » - 132 participants au total :* • *4 animations auprès de l'école du Stockfeld – 95 participants – 6/8ans* • *2 animations auprès d'IMPRO GANZAU – 29 participants – 15/25 ans* *Dans le contexte sanitaire, les animations prévues après le 15 mars ont été annulées*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	PA	01	Sensibilisation des entreprises périphériques	1	*Un certain nombre d'entreprises et acteurs économiques du territoire ont été sensibilisés à l'existence, à la réglementation et au patrimoine protégé par les réserve naturelle dans le cadre de l'enquête de Diagnostic d'ancrage territorial (action **M_EI.03**).*
M_	PA	03	Actions auprès des élus	1	*La situation sanitaire n'a pas permis d'organiser d'action spécifique auprès des élus des conseils municipaux de Strasbourg et Illkirch-Graffenstaden suite aux élections en 2020.*
M_	PA	04	Réunion d'information, conférences	1	*Aucune réunion d'information en 2020*
M_	CC	02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	1	*Plusieurs articles sont parus en 2020 dans des médias tels que Strasbourg Magazine, InfoGraff ou encore dans des médias locaux (DNA, Rue89, …) sur le plan de circulation de la réserve (**EI.12**) ainsi que sur l'opération de fermeture et d'aménagement des bunkers en faveur des chiroptères (**IP.16**)* *Le compte Instagram® des réserves est mis à jour hebdomadairement. Il permet la publication et le partage de photos de paysages, d'espèces présentes dans les réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg, ainsi que d'actions réalisées par les équipes. Cet outil doit permettre de contribuer à l'amélioration de l' « appropriation positive des milieux alluviaux rhénans ».*
M_	CC	03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	*Le site internet est prêt et en attente de mise en ligne, aucune actualité n'a été rédigée sur l'ancien site internet (île du Rohrschollen) en 2020*
	PA	02	Formation des encadrants de groupe (écoles, sport de nature, CINE …)	1	*Une formation à destination des éducateurs sportifs et des encadrants de groupes du service des sports avait été prévue en juin 2020 afin de les sensibiliser aux pratiques sportives sur la réserve. Le contexte sanitaire a nécessité un report de cette opération à une date ultérieure.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	PA	05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1	*En 2020, plusieurs actions étaient programmées avec des acteurs du territoire, tel que l'INSA, les associations du quartier, Lilly France, dans le cadre d'actions de gestion de la réserve naturelle.* *En raison de la crise sanitaire, ces activités participatives ont été annulées malgré un temps de préparation parfois important.*
M_	PA	06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	1	*Un travail de partenariat avec le service vie sportive de l'Eurométropole de Strasbourg a été amorcé en 2020 sur le site du Baggersee. Le but est de travailler au renouvellement et à la refonte du parcours sportif du Baggersee afin d'intégrer au mieux les thématiques de la réserve dans la pratique sportive sur cet espace. Ce travail aboutira à la mise en place d'un circuit pédagogique équipé d'une panneautique présentant la biodiversité de la réserve. Par ailleurs, un travail sur les « Vitaboucle » a également été amorcé suite à l'élaboration du nouveau plan de circulation.* *Un autre projet a également vu le jour en 2020. Ce projet, développé par l'association du SAMU de l'environnement, vise à mettre en place un partenariat entre le gestionnaire de la réserve et le SAMU autour de 3 thématiques :* *1) Le développement d'un cycle d'animations nature sur différentes thématiques de la réserve* *2) Le développement d'un cycle de conférences débat* *3) La mise en place d'un suivi de la qualité physico chimique des eaux souterraines et des eaux de surface de la réserve.* *Un document technique est en cours d'élaboration par le SAMU.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	EI	13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	*1*	*Les travaux de rénovation des pylônes de la ligne HT 63 KV par SER (secteur Linzenkopf au Nord-Est de la réserve) ont été l'occasion de repenser la gestion de la végétation au niveau de la servitude. Le principe d'une fauche répétée de la végétation herbeuse avec export de la matière afin de limiter les invasives du type Solidage a été acté par le gestionnaire de la ligne. Un travail plus global de réflexion sur l'ensemble des lignes gérées par SER a été initié et sera à poursuivre. Le protocole à mettre en place pourra servir de référence pour la gestion des autres servitudes - réseaux (gaz notamment) au sein de la réserve. Ce travail coopératif est donc à poursuivre avec SER (identification des réseaux et des contraintes de gestion pour chacun d'eux en tenant compte des contraintes écologiques du site) jusqu'à l'élaboration d'une convention globale cadrant l'ensemble des actions à réaliser. Ce type de coopération sera à développer auprès des autres gestionnaires de réseaux.*
	IP	15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions	1	*Les travaux de rénovation des pylônes de de la ligne HT 63 KV par SER (secteur Linzenkopf au Nord-Est de la réserve) ont été réalisés conformément aux prescriptions établies. Ce chantier a, en particulier, permis de faire évoluer la gestion de la végétation au niveau de la servitude sous la ligne électrique. L'objectif, à terme, est de favoriser l'émergence d'une zone herbeuse de type prairial qui sera entretenue par la fauche avec export ainsi qu'une lisière arbustive structurée créant un espace de transition vers le milieu forestier. Les nombreuses réunions de terrain avec SER et ses prestataires, les nombreux échanges entre les parties et un suivi régulier sur site ont permis un travail coopératif tenant compte des exigences du gestionnaire de la réserve et des contraintes de l'exploitant.* *Les travaux de gestion de la végétation, liés aux canalisations de gaz et, autorisés par arrêtés préfectoraux, n'ont pas pu fait l'objet d'un contrôle par le gestionnaire de la réserve naturelledu fait d'une information à postériori de leur réalisation. Il n'est donc pas possible de savoir si toutes les prescriptions ont été respectées.*
M_	CS	13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	1	*Le relevé des écocompteurs installés a été réalisé une fois par mois afin de collecter les données stockées sur l'application EcoVisio. Un bilan global de la fréquentation sera réalisé en fin de plan de gestion afin notamment de suivre l'évolution suite au changement de plan de circulation.* *À noter un effet ressenti de croissance de la fréquentation suite à la crise sanitaire. La découverte (grâce notamment à de nombreuses publications dans les médias) d'espaces de nature à proximité pour de nombreux citadins confinés à proximité de leur domicile en est sans doute la cause. Ces nouveaux visiteurs ont également amené de nouvelles pratiques qu'il s'agira de canaliser pour éviter un impact trop important sur le patrimoine naturel protégé.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	MS	14	Encadrer les manifestations	1	*En raison de la crise sanitaire, aucune manifestation ne s'est tenue en 2020. A noter que la marche gourmande organisée par l'ACANS n'a finalement pas eu lieu. Un travail de collaboration entre le gestionnaire et l'association sera à conduire pour l'organisation d'éventuels évènements futurs afin de respecter les principes actés lors de la réunion du comité consultatif du 23 janvier 2020.*
M_	SP	01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1	*En 2020, les agents de l'équipe police/surveillance de la réserve naturelle ont réalisé les actions de surveillance et de sensibilisation conformément au plan de gestion. Cette action a été maintenue tout au long de l'année, malgré la crise sanitaire, considérant la protection du patrimoine naturel comme une mission de service public prioritaire.* *82 Timbres amendes pour des infractions à la réglementation de la RNN ont été dressés sur les thématiques suivantes :* • *Circulation de véhicule ou de personne* • *Feu* • *Dégradations/troubles du patrimoine naturel de la RNN* • *Déchets* • *Infractions liées à la pratique de la pêche*
M_	SP	02	Tournées de surveillance et de sensibilisation	1+2	
M_	SP	03	Travail d'enquête et rapports de police	1	*En 2020, seuls les infractions en flagrant délit ont été considérées. Aucune enquête n'a été menée.*
M_	SP	04	Tournées de police interservices	1	*Pas de tournées ni opération interservices en 2020 du fait de la crise sanitaire. A noter tout de même la participation de la police municipale de Strasbourg (brigade moto) qui a complété la surveillance du site durant le 1er confinement après constatation de circulation VTM et dépôts de déchets accrus sur la période.*
M_	SP	05	Mise en place d'une politique pénale	1	*L'élaboration de la politique pénale des réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg est en cours. Dans le cadre de sa participation au « Groupe Police » de l'association Réserves Naturelles de France, l'équipe a pu bénéficier de retours d'expérience de qualité relatifs à des politiques pénales fonctionnelles. Plusieurs documents type ont ainsi pu être collectés afin de bénéficier à la rédaction de la politique pénale.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	MS	02	Commissionnement d'agents à la police de la nature		*1 agent de l'équipe Police a bénéficié de la formation auprès de l'OFB en 2020 et a obtenu son commissionnement ainsi que l'assermentation au tribunal.* *NB : les effectifs de l'équipe Police/Surveillance de la réserve sont très fluctuants du fait de nombreuses mobilités professionnelles (cf. action **M_MS.21**), parfois très rapidement après l'obtention de l'assermentation. Un enjeu fort pour le gestionnaire est de stabiliser cette équipe pour en déployer son plein potentiel de sensibilisation des usagers des réserves gérées.*
M_	SP	06	Contrôle de la cueillette	1	*Intégrés dans les actions M_SP.01 et M_SP.02. Quelques usagers sensibilisés sur la réglementation en matière de cueillette en 2020*
M_	CI	05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	1	*Le nettoyage réalisé par entreprise est réalisé sur 29 sites (places/zones/sentiers fréquentés) soit plus du double de sites parcourus par rapport à 2019. Le nombre de tournée de nettoyage effectué en 2019 s'élève à environ 365 passages.* *Le coût annuel est de 11 700€ financé par la ville de Strasbourg.* *En complément plusieurs opérations d'enlèvement de dépôts sauvages ont été réalisées sur les autres secteurs de la réserve par l'équipe gestionnaire.* *À noter un effet ressenti du confinement et de la fermeture des déchetteries avec de nombreux dépôts d'encombrants et déchets de chantier dans et aux abords de la réserve naturelle. La présence de déchets polluants (amiante, bidons hydrocarbures ou peinture, …) ont nécessité des opérations spécifiques.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	IP	16	Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public	1	*Le premier chantier de fermeture et d'aménagement des anciens bunkers du Neuhof a été entrepris en septembre 2020. Cette opération, réalisée par 5 jeunes de la JEEP, une association de jeunes en réinsertion, encadrée par l'équipe de la réserve, a permis la fermeture et l'aménagement d'un bunker situé au Sud-Est de la réserve. Le GEPMA a également été associé au début du chantier afin de sensibiliser les jeunes à la thématique des chiroptères et afin de conseiller l'équipe pour la mise en place des aménagements en faveur des espèces du site et de créer un panneau explicatif. Un suivi de l'occupation du site par les chiroptères est prévu. Un second chantier est prévu sur un autre bunker en 2021.* *Cette action est financée par un contrat Natura 2000.*
M_	MS	03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	1	*Une seule réunion du comité consultatif a été organisée le 23 janvier 2020. Le compte rendu est rédigé par les services de la préfecture et est adressé aux participants pour la réunion suivante.*
M_	MS	04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	*Aucune réunion en 2020 en lien avec la réserve naturelle.*
M_	MS	08	Mise en place d'un conseil scientifique	1	*Cette opération ne relève pas directement du gestionnaire de la réserve naturelle. Les services de la DREAL Grand-Est se sont saisis du sujet afin de faire aboutir le projet de création d'un conseil scientifique plus impliqué dans la gestion du site.*
M_	MS	05	Réunions d'équipe	1	*Les réunions d'équipe ont été tenues conformément au plan de gestion. Cette action a cependant été bouleversée par la situation sanitaire qui a nécessité de nombreuses adaptations.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
	MS	17	Collaboration avec la Ville d'Illkirch	1	*La collaboration entre le gestionnaire de la réserve naturelle et la ville d'Illkirch-Graffenstaden est saine et régulière. La communication entre les services s'améliore chaque année et contribue à développer des synergies positives pour la gestion de la réserve.* *Les changements d'équipe municipale et de certains interlocuteurs des services techniques nécessiteront de reconstruire certaines collaborations à partir de 2021.*
	MS	18	Collaboration avec les militaires	1	*La collaboration avec les représentants du ministère des armées se renforce chaque année. En 2020, les échanges se sont encore fluidifiés avec notamment :* • *L'élaboration du protocole prévu à l'article 4 du décret de classement ;* • *La définition d'un programme d'action sur les terrains du ministère des armées dans le cadre de la dotation d'un budget « environnement/biodiversité » par le ministère des armées ;* • *Le renouvellement des AOT pour l'activité de régulation du sanglier et la réalisation des suivis et inventaires.*
	MS	19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	1	*Les échanges et collaborations avec les acteurs socio-économiques sont quotidiens et ont été maintenus en 2020 la mise à contribution de la période sanitaire pour construire certains partenariats (SINE, SAMU de l'environnement, services de l'Eurométropole de Strasbourg…).* *À souligner le travail coopératif mené tout au long de l'année 2020 avec SER dans le cadre de la rénovation d'une ligne HT dans la réserve et le projet de dévoiement de la ligne d'alimentation du poste de gaz de la Schafhardt. Ce chantier qui a été particulièrement suivi a permis au gestionnaire de la ligne électrique de s'approprier les contraintes écologiques de la réserve (espèces invasives, périodes d'intervention et sensibilité des espèces…).*
	MS	20	Collaboration avec le CSA, gestionnaire du Heyssel	1	*Les échanges avec le conservateur et le technicien en charge de la gestion de la prairie du Heyssel sont réguliers et transparents. Des synergies se développent afin de faire bénéficier des moyens et connaissances de chacun à la réserve. Un travail de pointage de l'ensemble des pieds d'œillets superbe a notamment été réalisé à la demande du conservateur bénévole afin de permettre une meilleure prise en compte de l'espèce sur le site.* *A noter le travail de rédaction du nouveau plan de gestion du site du Heyssel engagé par le CSA en 2021. Le gestionnaire de la réserve a d'ores et déjà été associé pour intégrer les enjeux et objectifs de gestion de la réserve.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	MS	06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	1	*L'ensemble de l'équipe gestionnaire a été invité à une journée d'échanges dans la RNN de la Petite Camargue Alsacienne au mois de septembre. A l'ordre du jour notamment :* • *les bonnes pratiques et échanges d'expérience en matière de lutte contre la fermeture des milieux par pâturage ;* • *la canalisation du public et le développement de l'ancrage territorial ;* • *les projet de restauration de la fonctionnalité alluviale.* *Une partie de l'équipe a également pu participer au séminaire (sous forme de webinaire) des gestionnaires du Grand Est le 3 novembre. Au programme de cette journée, notamment :* • *Déclinaison territoriale de la SCAP ;* • *Ancrage territorial ;* • *Coopération entre gestionnaires pour les suivis scientifiques.*
M_	MS	07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	1	*Conformément à la fiche action, l'équipe travaille au quotidien avec les autres services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Un travail important avec le service des sports a notamment débuté en 2020 pour sensibiliser les encadrants et les publics à la pratique sportive dans les espaces naturels protégés.*
M_	MS	09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	1	*En 2020, le congrès annuel des réserves naturelles de France a été annulé en raison de la situation sanitaire. Cela n'a pas empêché l'implication régulière et active de certains membres de l'équipe gestionnaire aux commissions :* • *Patrimoine naturel ;* • *Territoire et développement durable ;* • *Professionnalisation et police de l'environnement.* *A souligner la participation de la réserve naturelle en tant que site pilote pour le projet « Diagnostic d'ancrage territorial » (cf. action **M_EI.03**) porté par RNF.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	MS	11	Évaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	*Le rapport d'activité 2019 est finalisé, mais n'a pas été présenté au comité consultatif suite aux aléas du COVID-19. Présentation reportée en 2021.*
M_	MS	14	Compléter la base de données SERENA	1	*La base de données SERENA a été renseignée de l'ensemble des données naturalistes collectées.*
M_	MS	16	Transmettre les données à ODONAT	1	*Comme chaque année, les données sur le territoire des réserves naturelles ont fait l'objet d'un échange avec les associations naturalistes locales afin de bénéficier à la gestion du site.*
M_	MS	17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	1	*Conformément à la fiche action.*
M_	MS	18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	1	*Le détail de l'achat et renouvellement de matériel et équipements est disponible auprès de l'équipe gestionnaire. À noter que l'ensemble des achats sont mutualisés avec la gestion de la réserve naturelle de l'île du Rohrschollen.* *Cette action a été bouleversée par la situation sanitaire. Les chevaux utilisés par l'équipe gestionnaire pour un certain nombre de travaux ont ainsi dû faire l'objet d'un soin particulier malgré la faible utilisation pour des opérations de gestion. Cette action a imputé les comptes de résultats de la réserve en conséquence (11 882 € de main d'œuvre alors que 602 € avaient été provisionnées au budget prévisionnel).*
M_	MS	19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)	1	*Tout comme pour l'action précédente, l'adaptation au contexte sanitaire a nécessité une gestion administrative très supérieure à celle des années précédentes (11 125 € de main d'œuvre alors que 1 330 € avaient été provisionnées au budget prévisionnel).*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Budg.	*Commentaires action 2020*
M_	MS	20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	*Le coût global pour la formation et la participation aux colloques et congrès de l'équipe gestionnaire en 2020 est de 3 704 € (pro-rata pour la réserve naturelle de Neuhof-Illkirch).*
M_	MS	21	Gestion des ressources humaines	1	*Les mouvements de personnel dans l'équipe en 2020 :* • *Départ du chef d'équipe et d'un agent en charge de la Police de la Nature – remplacements prévus en 2021 ;* • *Recrutement d'un agent dans l'équipe police-surveillance, suite à une mutation ;* • *Recrutement d'un agent dans l'équipe gestion des milieux en remplacement d'un départ à la retraite.*

Réserve Naturelle du massif forestier de

Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden



Compte de résultat Exercice 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
GRAND EST

Strasbourg.eu
eurométropole

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT

2020

(exercice comptable du 01/01/2020 au 31/12/2020)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		211 183,54 €
Gestion et régulation du sanglier		29 385,79 €
Accueil du public		95 831,19 €
	Sous-total	**336 400,52 €**

Investissement		
Missions de gestion de la RNN		5 281,66 €
Gestion et régulation du sanglier		0,00 €
Accueil du public		10 242,00 €
	Sous-total	**15 523,66 €**

Total	**351 924,18 €**

RECETTES*

Fonctionnement		
DREAL Grand Est		164 414,55 €
Ville de Strasbourg		168 531,92 €
Produits de ventes		40,04 €
Natura 2000		3 414,02 €
	Sous-total	**336 400,52 €**

Investissement		
DREAL Grand Est		1 485,45 €
Subvention signalétique (2015)		**10 908,42 €**
Report subvention signalétique (2020)		**-10 908,42 €**
Ville de Strasbourg		10 242,00 €
Natura 2000		3 796,21 €
	Sous-total	**15 523,66 €**

Total	**351 924,18 €**

** de nombreux acteurs, en particulier la Ville d'Illkirch-Graffenstaden, participent indirectement à la gestion de la réserve, cette contribution n'est pas présentée dans le document comptable émanant de la structure géstionnaire*

INFORMATIONS PREALABLES

Dans l'attente du développement du nouvel outil de suivi d'activité de gestion des réserves gérées par la ville de Strasbourg, l'ancienne présentation du compte de résultat est maintenue en trois chapitres distincts :

Les **Missions de gestion** définies par la convention entre le gestionnaire et l'Etat font l'objet d'une subvention annuelle. Seules les actions en relation avec la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale sont concernées par ce budget. Les actions concernant l'accueil du public (hors convention de gestion) et la régulation du sanglier font l'objet de rubriques spécifiques et de budgets complémentaires.

La **Régulation du sanglier** n'est pas prise en charge par la subvention de gestion de la réserve naturelle et fait l'objet d'un budget spécifique.

L'**Accueil du public** n'est pas une mission prioritaire confiée par l'Etat au gestionnaire d'une Réserve Naturelle Nationale. Les frais de gestion liés à la présence d'un réseau de cheminement important doivent par conséquent faire l'objet de financements complémentaires, en particulier des collectivités dans le cadre d'une politique d'accueil renforcée sur la réserve. La mise en sécurité, l'entretien des cheminements ou le rammassage et la collecte des déchets sont pris en charge par les collectivités ou font l'objet de chantiers participatifs.

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT
2020

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Frais de personnel		
Directeur / conservateur		23 544,50 €
Technicien espaces naturels / faune-flore		39 063,64 €
Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		12 032,46 €
Conducteur d'engin		4 848,22 €
Garde " Accueil - Police & Surveillance"		74 001,22 €
Garde "Gestion Faune"		9 559,77 €
Secrétaire administrative		5 192,00 €
Stagiaires		10 046,40 €
	Sous-total	**178 288,21 €**
Formation et veille scientifique		
Stages et formations		2 532,05 €
Adhésions RNF et colloques		1 171,95 €
	Sous-total	**3 704,00 €**
Frais matériels		
Déplacements et indemnités kilométriques		7 527,82 €
Engins ATL		2 053,51 €
	Sous-total	**9 581,33 €**
Frais de gestion courante		
Fournitures administratives		83,02 €
Equipement vêtements		3 804,29 €
Ouvrages et abonnements		233,75 €
Frais téléphoniques		2 800,12 €
Autres frais		5 541,23 €
	Sous-total	**12 462,41 €**
Acquisition de petit matériel		**2 517,18 €**
Dotation aux amortissements		**362,89 €**
Travaux de fonctionnement en régie		
IP.16 aménagements chiroptères N2000		4 267,52 €
	Sous-total	**4 267,52 €**
	Total 1	**211 183,54 €**

IP.08 : Gestion et régulation du sanglier		
Frais de personnel		
4,8% Technicien espaces naturels / faune-flore		1 935,36 €
54,1% Garde "Gestion Faune"		23 649,56 €
1,2%	**Sous-total**	**25 584,92 €**
Déplacements et indemnités kilométriques		**2 192,03 €**
Acquisition de petit matériel		**0,00 €**
Dotation aux amortissements		**0,00 €**
Frais de fonctionnement		
Cotisations (permis de chasser)		420,00 €
Frais d'analyses venaison		0,00 €
Consommables		1 188,84 €
	Sous-total	**1 608,84 €**
Sinistres		**0,00 €**
	Total 2	**29 385,79 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Grand Est	
Subvention annuelle de fonctionnement	**146 914,55 €**
Subvention exceptionnelle PSDRF	**17 500,00 €**
Ville de Strasbourg	**43 354,98 €**
Contrat Natura 2000 *	
Subv. IP.16 aménagements chiroptères	**3 414,02 €**
Total 1	**211 183,54 €**

** Montant avancé par la ville de Strasbourg dans l'attente du versement de la subvention en fin de contrat (2022)*

IP.08 : Gestion et régulation du sanglier	
Produits de vente	
Venaison	**40,04 €**
Ville de Strasbourg	**29 345,75 €**
Total 2	**29 385,79 €**

Accueil du public		
Frais de personnel		
13,9%	Technicien espaces naturels	2 921,94 €
14,6%	Garde "Accueil du public"	24 350,48 €
67,4%	Garde "Intervention sur patrimoine naturel"	26 621,98 €
	Conducteur d'engin	10 146,54 €
14,6%	**Sous-total**	**64 040,94 €**
Frais matériels		
	Déplacements et indemnités kilométriques	1 965,70 €
	Engins ATL	1 552,46 €
	Sous-total	**3 518,16 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires		
	Entretien / propreté des cheminements	6 775,27 €
	Déplacement barrière chemin du Roi	2 181,60 €
	Sécurisation des cheminements	2 939,92 €
	Elagage	16 344,00 €
	Sous-total	**28 240,79 €**
Autres frais		**31,30 €**
	Total 3	**95 831,19 €**

Accueil du public	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**95 831,19 €**
Total 3	**95 831,19 €**

Total 1 + 2 + 3	**336 400,52 €**

Total 1 + 2 + 3	**336 400,52 €**

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Etudes et suivis		
M_SP.03	Piège-photo	536,40 €
IP.16	Chiroptères : GEPMA - contrat N2000	1 135,50 €
	Sous-total	**1 671,90 €**
Travaux d'investissement / prestataires		
IP.16	Aménagement des blockhaus en faveur des chiroptères - contrat N2000	2 613,33 €
IP.16	Prestation, conception et impression de panneaux "chiroptères" - contrat N2000	996,43 €
	Sous-total	**3 609,76 €**
Acquisition de matériel		
		0,00 €
	Sous-total	**0,00 €**
	Total 1	**5 281,66 €**

Gestion et régulation du sanglier : phase 1		
Acquisition de matériel		
		0,00 €
	Sous-total	**0,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires		**0,00 €**
	Total 2	**0,00 €**

Accueil du public		
Acquisition de matériel		
M_CS.13	Achat sondes écocompteurs	5 340,00 €
	Sous-total	**5 340,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires		
M_CI.04	Remplacement barrière Faisanderie	4 902,00 €
	Sous-total	**4 902,00 €**
	Total 3	**10 242,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**15 523,66 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Grand Est	**1 485,45 €**
Subv. Annuelle	1 485,45 €
Subvention signalétique (2015)	10 908,42 €
Report subvention signalétique (2020)	-10 908,42 €
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Contrat Natura 2000 *	
Subv. IP.16 opérations chiroptères	**3 796,21 €**
Total 1	**5 281,66 €**

** Montant avancé par la ville de Strasbourg dans l'attente du versement de la subvention en fin de contrat (2022)*

Gestion et régulation du sanglier : phase 1	
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 2	**0,00 €**

Accueil du public	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**10 242,00 €**
Total 3	**10 242,00 €**

Total 1 + 2 + 3	**15 523,66 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Réserve Naturelle du massif forestier de

Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden



Budget prévisionnel Exercice 2021

Réserve Naturelle
FORET DE NEUHOF-ILLKIRCH

BUDGET PREVISIONNEL - 1

2021

(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

INFORMATIONS PREALABLES

Dans le cadre du plan de gestion 2018-2022, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan de gestion ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes de la subvention annuelle de l'Etat (revalorisée à 159 113 € en 2021) et de la participation de la ville de Strasbourg actée par délibération du conseil municipal pour la prise en charge de l'accueil du public (120 000 €/an) ainsi que la régulation du sanglier sur ses propriétés et le développement d'une application de comptabilité analytique.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel (BUDGET 1) permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements actés au 31/12/2020. Les autres actions prévues au plan de gestion ou le renforcement des moyens dédiés à certaines actions sont présentées dans un autre document (BUDGET 2).

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions **CS**, **CI**, **IP** et **EI** (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 1 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	135 283,25 €
Autres actions : *actions CC - MS*	112 943,00 €
Sous-total	***248 226,25 €***
Frais annexes (par opération)	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	229 690,22 €
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	13 050,00 €
Sous-total	***242 740,22 €***
Total dépenses B1G	**490 966,47 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	**170 021,42 €**
Subvention annuelle de gestion	*159 113,00 €*
Subvention exceptionnelle signalétique - report	*10 908,42 €*
Ville de Strasbourg	**145 218,75 €**
Eurométropole de Strasbourg	**132 952,50 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**39 222,00 €**
NATURA 2000	**3 551,80 €**
Total recettes B1G	**490 966,47 €**

NB : Un certain nombre de projets pluriannuels sont en cours (exemple. EI.04 - *Etude de faisabilité pour la redynamisation alluviale*). Les budgets prévisionnels indiquent la totalité de la dépense restante ainsi que le plan de financement sur la durée du projet. Les comptes de résultat feront état des dépenses effectives sur l'année 2021.

BUDGET 1 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	7 826,00 €
	Technicien espaces naturels	35 358,75 €
	Agent technique	73 846,50 €
	Conducteur	8 932,00 €
	Stagiaire	9 320,00 €
	Sous-total	***135 283,25 €***
Frais annexes		
M_CS.13	*Suivi des écocompteurs et analyse des données*	3 000,00 €
M_CS.14	*Suivi des chiroptères*	226,80 €
CI.03	*Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain*	1 000,00 €
CI.04	*Mise à jour de la signalétique*	10 908,42 €
M_CI.01	*Entretien des chemins*	15 000,00 €
M_CI.02	*Coupes de sécurité*	3 000,00 €
M_CI.04	*Entretien courant des aménagements d'accueil du public*	1 500,00 €
M_CI.05	*Ramassage des déchets et dépôts sauvages*	12 000,00 €
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	1 187,50 €
IP.16	*Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public*	693,00 €
EI.04	*Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale*	172 174,50 €
M_EI.05	*Elaboration du carnet de bord de la réserve*	5 000,00 €
M_EI.09	*Inventaire des arbres à risque*	4 000,00 €
	Sous-total	***229 690,22 €***
	Total dépenses B1ET	**364 973,47 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*	
Etat / DREAL Grand-Est	**65 237,42 €**
Subvention annuelle de gestion (min 14%)	*54 329,00 €*
Subvention exceptionnelle signalétique - report	*10 908,42 €*
Ville de Strasbourg	**124 009,75 €**
Eurométropole de Strasbourg	**132 952,50 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**39 222,00 €**
NATURA 2000	**3 551,80 €**
Total recettes B1ET	**364 973,47 €**

BUDGET 1 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	14 188,29 €
	Technicien espaces naturels	16 955,95 €
	Agent technique	78 116,88 €
	Conducteur	3 681,89 €
	Stagiaire	0,00 €
	Sous-total	***112 943,00 €***
Frais annexes		
M_MS.09	*Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)*	400,00 €
M_MS.18	*Frais de fonctionnement divers*	12 650,00 €
	Sous-total	***13 050,00 €***
	Total dépenses B1AA	**125 993,00 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*	
Etat / DREAL Grand-Est	
Subvention annuelle de gestion	**104 784,00 €**
Ville de Strasbourg	**21 209,00 €**
Total recettes B1AA	**125 993,00 €**

Réserve Naturelle
FORET DE NEUHOF-ILLKIRCH

BUDGET PREVISIONNEL - 2
2021
(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

INFORMATIONS PREALABLES

Le présent document présente le budget prévisionnel (BUDGET 2) correspondant à l'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des recettes complémentaires.

La réalisation de tout ou partie des opérations de priorité 2 prévues au plan de gestion sera soumise à l'obtention de financements complémentaires.

Selon les cibles de financement des partenaires précités, les recettes prévues dans le BUDGET 1 pourront glisser sur d'autres opérations. L'objectif du gestionnaire étant de réaliser le plus d'opérations possible.

Le présent document présente une sous-partie pour les actions d'études & travaux (**CS**, **CI**, **IP** et **EI** selon la typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions (**SP**, **MS**, **PR**, **PA**, **CC**).

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 2 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	35 974,75 €
Autres actions : *actions CC - MS*	85 671,50 €
Sous-total	***121 646,25 €***
Frais annexes (par opération)	
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	293 376,75 €
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	118 500,00 €
Sous-total	***411 876,75 €***
Total dépenses B2G	**533 523,00 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Recherche de financements	***215 664,25 €***
Etat / DREAL Grand-Est	***261 287,00 €***
- plan de relance	226 287,00 €
- EEDD	35 000,00 €
Ville de Strasbourg	***56 571,75 €***
Total recettes B2G	**533 523,00 €**

NB : Un certain nombre de projets pluriannuels sont en cours (exemple. IP-SP.05 - Démantèlement d'anciennes routes). Les budgets prévisionnels indiquent la totalité de la dépense restante ainsi que le plan de financement sur la durée du projet. Les comptes de résultat feront état des dépenses effectives sur l'année 2021.

BUDGET 2 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		
	Directeur / conservateur	7 826,00 €
	Technicien espaces naturels	16 091,25 €
	Agent technique	12 057,50 €
	Conducteur	- €
	Stagiaire	- €
	Sous-total	***35 974,75 €***
Frais annexes		
IP.08	*Application régulation du Sanglier*	712,50 €
EI.04	*Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale*	9 805,50 €
IP-SP.05	*Démantèlement anciennes routes - 80%*	282 858,75 €
	Sous-total	***293 376,75 €***
	Total dépenses B2ET	**329 351,50 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Recherche de financements		46 492,75 €
Etat / DREAL - plan de relance		
IP-SP.05	*Démantèlement anciennes routes - 80%*	226 287,00 €
Ville de Strasbourg		
IP-SP.05	*Démantèlement anciennes routes - 20%*	56 571,75 €
	Total recettes B2ET	**329 351,50 €**

BUDGET 2 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel [(2)]		
	Directeur / conservateur	7 935,21 €
	Technicien espaces naturels	47 129,05 €
	Agent technique	26 169,12 €
	Conducteur	4 438,11 €
	Stagiaire	- €
	Sous-total	***85 671,50 €***
Frais annexes		
MS.16	*Etude, destruction et solution alternative à la fosse à déchets du Gros Chêne*	2 000,00 €
M_PA.06	*Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN*	100 000,00 €
M_PA.06	*Création d'un parcours nature et sport en remplacement du parcours de santé du Baggersee*	15 000,00 €
CC.01	*Signalétique/Communication/sensibilisation*	1 000,00 €
M_CC.02	*Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias*	500,00 €
	Sous-total	***118 500,00 €***
	Total dépenses B2AA	**204 171,50 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Etat / DREAL Grand-Est		35 000,00 €
	Subvention exceptionnelle EEDD	
Plan national de relance		0,00 €
Recherche de financements		169 171,50 €
	Total recettes B2AA	**204 171,50 €**

Plan d'action 2021 de la Réserve Naturelle Nationale de la forêt de Neuhof-Illkirch
Mise à jour annuelle du plan de gestion

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2021. Depuis l'année précédente, certaines actions ont nécessité une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		TEMPS MAIN D'ŒUVRE (2021)						COÛTS DE GESTION				Financeurs								
												BUDGET 1					BUDGET 2			
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg	TOT	MdO Régie	Annexe	TOT	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville	Eurométropole	AERM	N2000	Plan de relance	EEDD	Ville	Autre
OLT1	**Restaurer la fonctionnalité alluviale rhénane**	**15**	**47**	**10**	**0**	**0**	**72**	**13 601,00 €**	**181 980,00 €**	**195 581,00 €**											
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*1*	*3*	*10*	*0*	*0*	*14*	*2 751,00 €*	*- €*	*2 751,00 €*											
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole	1	2				*3*	721,00 €	- €	*721,00 €*	2	Préparation de l'action en partenariat avec FDPPMA 67 pour 2022									721,00 €
CS.13	Suivi des variations spatiale et temporelle des niveaux piézométriques		1	10			*11*	2 030,00 €		*2 030,00 €*	2	Suivi bi-mensuel des niveaux piézo => chronique pré-restauration									2 030,00 €
OO-I.1	Disposer de protocoles de suivis de la fonctionnalité alluviale	6	21	0	0	0	*27*	3 612,00 €	- €	*3 612,00 €*											
EI.02	Rédaction de protocoles de suivi des indicateurs de la fonctionnalité alluviale	12					*12*	3 612,00 €		*3 612,00 €*	2	Action à réaliser dans le cadre du Contrat de territoire AERM avec valorisation du stage 2020 - RNN Rohrschollen									3 612,00 €
OO-I.2	*Disposer d'un système de mesure des indicateurs de la fonctionnalité*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*											
CS.15	Etude de la répartition des installations existantes de suivi des niveaux d'eau						*0*	- €		- €	0	Intégrée à EI.04									
IP.05	Installation et entretien de piézomètres et limnimètres complémentaires	0	0				*0*	- €		- €	0	A réaliser après EI.04									
EI.03	Définition d'un programme de collecte et de valorisation des données		0	0			*0*	- €		- €	0	Intégrée à EI.04									
OO-I.3	Engager le projet de redynamisation de la fonctionnalité alluviale	6	21	0	0	0	*27*	6 216,00 €	181 980,00 €	*188 196,00 €*											
EI.04	Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	6	21				*27*	6 216,00 €	181 980,00 €	*188 196,00 €*	1/2	Décalage de l'action en 2021 Frais annexes : estimation gestionnaire sur toute la prestation sans les levés topographiques			132 952,50 €	39 222,00 €					16 021,50 €
OO-I.4	Garantir l'absence de contraintes supplémentaires au projet de restauration	2	2	0	0	0	*4*	1 022,00 €	- €	*1 022,00 €*											
EI.05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	2	2				*4*	1 022,00 €		*1 022,00 €*	2	Conforme au PG									1 022,00 €
OO-I.5	Clarifier et mettre à jour le règlement d'eau du Rhin tortu, ses affluents et diffluents	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €											
OO-I.6	Accompagner l'évolution des usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €											
CS.16	Recenser les usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0				*0*	- €		- €	0	Intégrée à EI.04									
OLT-II	**Vers la libre évolution d'une forêt sub-naturelle fonctionnelle**	**2**	**72**	**162,5**	**3**	**1**	**240,5**	**50 515,00 €**	**1 900,00 €**	**52 415,00 €**											
TDB-II	Suivi de l'OLT2	0	8	0	0	0,2	*8,2*	2 480,00 €	- €	*2 480,00 €*											
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial		8			0,2	*8*	2 480,00 €		*2 480,00 €*	1	Finalisation sur les parcelles du Ministère des armées de l'action engagée en 2020	2 480,00 €								
OO-II.1	*Définir l'état actuel, l'état visé et le suivi sur le long terme*	*2*	*45*	*0*	*0*	*0,8*	*47,8*	*13 252,00 €*	*- €*	*13 252,00 €*											
CS.17	Cartographie des habitats forestier et définition de l'état de conservation		40			0,6	*41*	10 800,00 €		*10 800,00 €*	1	Encadrement d'un stagiaire et travail avec le CBA	10 800,00 €								
EI.07	Interprétation des résultats du PSDRF et définition de l'état visé à long terme	2	5			0,2	*7*	2 452,00 €		*2 452,00 €*	1	Action décalée à 2021 - résultats M_CS.02 nécessaires	2 452,00 €								
OO-II.2	*Préserver les espèces typiques rhénanes*	*0*	*2*	*0*	*0*	*0*	*2*	*420,00 €*	*- €*	*420,00 €*											
M_CS03	Suivi vigne sauvage		0				*0*	- €		- €	0	Réduction de la périodicité du suivi - retirée en 2021									
CS.18	Actualiser la liste des individus remarquables de la dendroflore		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Actualisation de la liste initiale sur la base des résultats de M_CS.02	210,00 €								
IP.06	Intervention pour les arbres remarquables en compétition		0	0	0		*0*	- €		- €	0	Report après EI.07									
IP.07	Opération en faveur de la conservation d'espèces typiques menacées		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Plantation de peupliers noirs au Heyssel	210,00 €								
OO-II.3	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*2*	*12,5*	*3*	*0*	*17,5*	*3 913,00 €*	*- €*	*3 913,00 €*											
M_IP.01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier		1	12	3		*16*	3 612,00 €		*3 612,00 €*	1	Ajustement temps AT (+) pour intégrer des tests sur robinier et ailante	3 612,00 €								
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier		1	0,5			*0*	301,00 €		*301,00 €*	1	Conforme au PG	301,00 €								
OO-II.4	Eviter la coupe sauvage du lierre	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €											
SP.03	Veille sur la coupe du lierre			0			*0*	- €		- €	0	Intégré à M_SP.02									
OO-II.5	Limiter les dégradations dues aux sangliers	0	15	150	0	0	*165*	30 450,00 €	1 900,00 €	*32 350,00 €*											
IP.08	Application du protocole de régulation du Sanglier		15	150			*165*	30 450,00 €	1 900,00 €	*32 350,00 €*	1/2	Ajustement des temps passés (+) sur la base de 2019		20 218,75 €							12 131,25 €
OLT-III	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**1**	**18,5**	**65,5**	**11**	**0**	**96**	**20 573,00 €**	**1 000,00 €**	**21 573,00 €**											
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0,5*	*3*	*0*	*0*	*0*	*3,5*	*780,50 €*	*- €*	*780,50 €*											
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale	0,5	3				*3,5*	780,50 €		*780,50 €*	1	Suivi réalisé 1x/ plan de gestion - Etat des lieux en 2019 Restitution et préconisations pâture Oberjaegerhof	780,50 €								
OO-III.2	*Maintenir et/ou restaurer des milieux ouverts*	*0*	*15*	*60,5*	*11*	*0*	*86,5*	*18 627,00 €*	*- €*	*18 627,00 €*											
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Conforme au PG	210,00 €								
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts		6	6	6		*18*	4 788,00 €		*4 788,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) sur la base des exercices précédents	4 788,00 €								
M_IP.03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert			0,5			*0,5*	91,00 €		*91,00 €*	1	Ajustement des temps passés (-) sur la base des exercices précédents	91,00 €								
IP.09	Lutter contre la fermeture des milieux ouverts		2	6	3		*11*	2 730,00 €		*2 730,00 €*	1	Conforme au PG	2 730,00 €								
IP.10	Réouverture de milieux		6	48	2		*56*	10 808,00 €		*10 808,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) suite à définition plus précise des travaux	10 808,00 €								
OO3.5	*Limiter les dégradations sur les milieux ouverts*	*0*	*0*	*5*	*0*	*0*	*5*	*910,00 €*	*1 000,00 €*	*1 910,00 €*											
CC.01	Signalétique/Communication/sensibilisation			5			*5*	910,00 €	1 000,00 €	*1 910,00 €*	2	Augmentation temps AT (+) panneaux gestion des lisières									1 910,00 €
SP.04	Tournées de surveillance des dégradations sur les milieux ouverts			0			*0*	- €		- €	0	Intégré à M_SP.02									
OO3.7	Améliorer la biodiversité des monocultures de maïs du secteur de la Brunnematt	0,5	0,5	0	0	0	*1*	255,50 €	- €	*255,50 €*											
IP.11	Travaux et gestion de restauration vers des milieux ouverts alluviaux rhénans au lieudit Brunnenmatt	0,5	0,5				*1*	255,50 €		*255,50 €*	1	A activer selon avancement de la maîtrise foncière	255,50 €								
OLT-IV	**Conserver le rôle de réservoir pour les espèces inféodées aux mares**	**2**	**31**	**15**	**0**	**0**	**48**	**9 842,00 €**	**- €**	**9 842,00 €**											
OO-IV.1	*Conserver un réseau de mares fonctionnel*	*2*	*30*	*0*	*0*	*0*	*32*	*6 902,00 €*	*- €*	*6 902,00 €*											
EI.09	Définir un protocole de suivi quantitatif et qualitatif des mares du réseau	1	5				*6*	1 351,00 €		*1 351,00 €*	2	Conforme au PG									1 351,00 €
EI.10	Définir un protocole de suivi de la diversité faunisitique et floristique des mares	1	5				*6*	1 351,00 €		*1 351,00 €*	2	Conforme au PG									1 351,00 €
CS.23	Appliquer les protocoles de suivis sur une sélection de mare		20				*20*	4 200,00 €		*4 200,00 €*	2	Conforme au PG									4 200,00 €
IP.12	Gestion des mares		0				*0*	- €		- €	0	Restauration mare à tritons crêtés de la Ganzau (Ministère des armées) décalée en 2022									
OO-IV.2	*Diminuer la mortalité des amphibiens*	*0*	*1*	*15*	*0*	*0*	*16*	*2 940,00 €*	*- €*	*2 940,00 €*											
IP.13	Sauvetage des amphibiens		1	15			*16*	2 940,00 €		*2 940,00 €*	1	Montage/démontage des filets + Sauvetage réalisé par la LPO ou gestionnaire avec les scolaires	2 940,00 €								
OLT-V	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**16**	**0**	**0**	**0**	**16**	**3 360,00 €**	**226,80 €**	**3 586,80 €**											
OO-V.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*210,00 €*	*- €*	*210,00 €*											
M_CS.08	Veille sur les EEE		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Conforme au PG	210,00 €								
OO-V.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*3*	*0*	*0*	*0*	*3*	*630,00 €*	*- €*	*630,00 €*											
M_CS.10	Inventaire mycologique		1				*1*	210,00 €	- €	*210,00 €*	1	Décalage en 2022 - préparation en 2021	210,00 €								
CS.25	Actualisation des listes d'espèces		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Conforme au PG	420,00 €								
OO-V.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*12*	*0*	*0*	*0*	*12*	*2 520,00 €*	*226,80 €*	*2 746,80 €*											
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)		5				*5*	1 050,00 €		*1 050,00 €*	1	Actualisation temps passé au réel	1 050,00 €								
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale		4				*4*	840,00 €		*840,00 €*	1	Conforme au PG	840,00 €								
M_CS.14	Suivi des chiroptères		1				*1*	210,00 €	226,80 €	*436,80 €*	1	Suivi des bunkers équipés par le GEPMA (1 au lieu des 0 prévus) **Financement N2000**	210,00 €				226,80 €				
CS.24	Veille sur l'avifaune nicheuse patrimoniale		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Conforme au PG	420,00 €								
OLT-VI	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**58,5**	**327,2**	**732**	**28**	**1,33**	**1146,996667**	**236 225,50 €**	**456 460,17 €**	**692 685,67 €**											
TDB-VI	*Suivi de l'OLT6*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*210,00 €*	*- €*	*210,00 €*											
M_MS.01	Carnet de bord de la réserve		1				*1*	210,00 €		*210,00 €*	1	Si M_EI.05 finalisée en cours d'année	210,00 €								

Réserve Naturelle
FORET DE NEUHOF-ILLKIRCH

Plan d'action 2021 de la Réserve Naturelle Nationale de la forêt de Neuhof-Illkirch
Mise à jour annuelle du plan de gestion

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2021. Depuis l'année précédente, certaines actions ont nécessité une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		TEMPS MAIN D'ŒUVRE 2021						COÛTS DE GESTION				Financeurs								
												BUDGET 1					BUDGET 2			
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg	TOT	MdO Régie	Annexe	TOT	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville	Eurométropole	AERM	N2000	Plan de relance	EEDD	Ville	Autre
M_EI.03	Enquête (Perception des acteurs locaux)						*0*	- €		- €	0	Action supprimée - site pilote projet "Diagnostic ancrage territorial" RNF									
M_EI.04	Enquête (Perception du Conservateur)						*0*	- €		- €	0	Action supprimée - site pilote projet "Diagnostic ancrage territorial" RNF									
OO-VI.1	*Elaborer des outils de suivi de l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1 022,00 €*	*5 000,00 €*	*6 022,00 €*											
M_EI.05	Elaboration du carnet de bord de la réserve	2	2				*4*	1 022,00 €	5 000,00 €	*6 022,00 €*	1	Action à continuer/finaliser en 2021 Création application de suivi pour comptabilité analytique	1 022,00 €	5 000,00 €							
M_EI.06	Elaboration d'une méthodologie d'enquête						*0*	- €		- €	0	Action supprimée - site pilote projet "Diagnostic ancrage territorial" RNF									
OO-VI.2	*Réviser le plan de circulation actuel*	*2*	*8*	*135*	*20*	*0*	*165*	*34 972,00 €*	*282 858,75 €*	*317 830,75 €*											
SP.05	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation	2	8	135	20		*165*	34 972,00 €		*34 972,00 €*	1/2	Action non réalisée en 2020 / reprogrammée en 2021. Réajustement temps (+)		15 857,50 €							19 114,50 €
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement Schafhardt								130 550,00 €		2	Nouvelle action de travaux découlant de SP.05						104 440,00 €		26 110,00 €	
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement enrobés								152 308,75 €		2	Nouvelle action de travaux découlant de SP.05						121 847,00 €		30 461,75 €	
CI.02	Aménagement des zones de stationnement dans et aux abords de la réserve	0	0				*0*	- €		- €	0	Sauf opportunité majeure, il n'est pas prévu d'activer l'action en 2021									
OO-VI.3	*Améliorer la lisibilité de la réserve*	*14*	*8,5*	*36*	*0*	*1*	*59,5*	*16 551,00 €*	*11 908,42 €*	*28 459,42 €*											
CI.03	Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain		2,5	6			*8,5*	1 617,00 €	1 000,00 €	*2 617,00 €*	1	Ajustement temps de travail préparatoire	2 617,00 €								
CI.04	Mise à jour de la signalétique	14	6	30		1	*51*	14 934,00 €	10 908,42 €	*25 842,42 €*	1	Ajustement temps passés (+) et frais annexes (+) pour mise en place signalétique nouveau plan de circulation Stage 6mois pour plan d'action répondant aux préconisations issues de la concertation 2019	10 908,42 €	14 934,00 €							
OO-VI.4	*Accueillir le public en toute sécurité*	*3*	*31*	*147*	*5*	*0*	*186*	*36 197,00 €*	*23 500,00 €*	*59 697,00 €*											
M_EI.07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	1	4	2			*7*	1 505,00 €		*1 505,00 €*	1	Ajustement temps passé (+) pour finalisation du protocole sur la base du nouveau plan de circulation (catégorisation concerataition)		1 505,00 €							
M_CI.01	Entretien des chemins	0,5	5	15			*20,5*	3 930,50 €	15 000,00 €	*18 930,50 €*	1	Ajustement des temps passés (+) pour application du protocole d'entretien des chemins (**M_EI.07**)		18 930,50 €							
M_EI.08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques		5				*5*	1 050,00 €		*1 050,00 €*	2	Action à finaliser en 2021									1 050,00 €
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	1,5	3				*4,5*	1 081,50 €	4 000,00 €	*5 081,50 €*	1	Conforme au PG		5 081,50 €							
M_CI.02	Coupes de sécurité		12	102	5		*119*	23 114,00 €	3 000,00 €	*26 114,00 €*	1	Conforme au PG		26 114,00 €							
M_CI.03	Entretien courant des ouvrages d'art			3			*3*	546,00 €		*546,00 €*	1	Travaux de réfection de la passerelle des dames prévue début 2021 (financement EMS non intégré)		546,00 €							
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		2	25			*27*	4 970,00 €	1 500,00 €	*6 470,00 €*	1	Réajustement temps AT (+) sur la base des exercices précédents		6 470,00 €							
OO-VI.5	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*11,5*	*193*	*30*	*0*	*0*	*234,1666667*	*49 381,50 €*	*500,00 €*	*49 881,50 €*											
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		166,7				*166,7*	35 000,00 €		*35 000,00 €*	2	Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN							35 000,00 €		
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1	3	10			*14*	2 751,00 €		*2 751,00 €*	2	Conforme au PG									2 751,00 €
M_PA.02	Animations scolaires	1	2	10			*13*	2 541,00 €		*2 541,00 €*	2	Conforme au PG									2 541,00 €
M_CC.01	Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires	2	5	10			*17*	3 472,00 €		*3 472,00 €*	2	Conforme au PG - appui du CINE de Bussierre									3 472,00 €
PA.01	Sensibilisation des entreprises périphériques	1	5				*6*	1 351,00 €		*1 351,00 €*	2	Conforme au PG									1 351,00 €
M_PA.03	Actions auprès des élus	2					*2*	602,00 €		*602,00 €*	2	Conforme au PG									602,00 €
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	2	2				*4*	1 022,00 €		*1 022,00 €*	2	Ajustement des temps passés (+) dans le cadre du partenariat avec le SAMU de l'Env. : conférences débats									1 022,00 €
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	1,5	5				*6,5*	1 501,50 €	500,00 €	*2 001,50 €*	2	Conforme au PG									2 001,50 €
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	4				*5*	1 141,00 €		*1 141,00 €*	2	Conforme au PG									1 141,00 €
OO-VI.6	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*11*	*38*	*36*	*0*	*0*	*85*	*17 843,00 €*	*115 000,00 €*	*132 843,00 €*											
PA.02	Formation des encadrants de groupe (écoles, sport de nature, CINE ...)	0,5	4	6			*10,5*	2 082,50 €		*2 082,50 €*	2	Ajustement des temps passés (+) pour formation des éducateurs sportifs Baggersee									2 082,50 €
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1	4	15			*20*	3 871,00 €		*3 871,00 €*	2	Réajustement temps T (+) Réajustement AT (+) -> 2j INSA (4X4 1/2j) + 1j LILLY + 1j IMPRO + partenariats à développer									3 871,00 €
M_PA.06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	2	Temps alloué au traitement de nouvelles opportunités Actions déjà en projet ci-dessous :									511,00 €
M_PA.06	Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN	2	4				*6*	1 442,00 €	100 000,00 €	*101 442,00 €*	2	Projet pluriannuel à engager selon opportunité de financement									101 442,00 €
M_PA.06	Création d'un parcours nature et sport en remplacement du parcours de santé du Baggersee	1	2	10			*13*	2 541,00 €	15 000,00 €	*17 541,00 €*	2	Projet porté par la direction des sports de l'Eurométropole de Strasbourg									17 541,00 €
M_PA.06	Conversion du site de l'ancienne école de plein air de la Faisanderie	3	6				*9*	2 163,00 €		*2 163,00 €*	2	Projet pluriannuel à engager selon opportunité de financement									2 163,00 €
MS.13	Inventorier les concessionnaires et organismes gestionnaires d'ouvrages	0,5	2				*2,5*	570,50 €		*570,50 €*	1	Cadrage du projet d'inventaire pour mise à jour globale à partir de 2022		570,50 €							
EI.13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	2	10				*12*	2 702,00 €		*2 702,00 €*	1	Conforme au PG	2 702,00 €								
IP.15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions		5	5			*10*	1 960,00 €		*1 960,00 €*	1	Conforme au PG Suivi du projet de dévoiement de ligne aérienne SER	1 960,00 €								
OO-VI.7	*Connaitre et gérer la fréquentation et les usages*	*5*	*12*	*23*	*0*	*0,33*	*40,33*	*9 531,00 €*	*3 000,00 €*	*12 531,00 €*											
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	1	8	15		0,33	*24,33*	6 031,00 €	3 000,00 €	*9 031,00 €*	1	Réajustement temps AT (+) sur la base des exercices précédents + stage pour valorisation des données et création des indicateurs de fréquentation		9 031,00 €							
MS.14	Encadrer les manifestations	4	4	8			*16*	3 500,00 €		*3 500,00 €*	1	Réajustement des temps passés (+) pour animation d'un groupe de travail sur l'encadrement des manifestations en RNN	3 500,00 €								
OO-VI.8	*Faire respecter la réglementation*	*5,5*	*15*	*304*	*0*	*0*	*324,5*	*60 133,50 €*	- €	*60 133,50 €*											
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1	4	20			*25*	4 781,00 €		*4 781,00 €*	1	Conforme au PG		4 781,00 €							
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation			250			*250*	45 500,00 €		*45 500,00 €*	1	Conforme au PG	45 500,00 €								
M_SP.03	Travail d'enquête et rapports de police	1	4	20			*25*	4 781,00 €		*4 781,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) pour intégrer l'implication du conservateur et du responsable de pôle	4 781,00 €								
M_SP.04	Tournées de police interservices		2	12			*14*	2 604,00 €		*2 604,00 €*	1	Conforme au PG	2 604,00 €								
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale	3	3	2			*8*	1 897,00 €		*1 897,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) pour finalisation du projet de politique pénale à l'échelle de toutes les RNNs de Strasbourg	1 897,00 €								
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature			0			*0*	- €		- €	0	Selon désignation du gestionnaire de la RNN de la forêt de la Robertsau/La Wantzenau	- €								
MS.15	Encadrer la circulation des ayant-droit	0,5	2				*2,5*	570,50 €		*570,50 €*	1	Conforme au PG	570,50 €								
M_SP.06	Contrôle de la cueillette			0			*0*	- €		- €	0	Intégré à M_SP.02									
SP.06	Lutte contre la collecte massive d'ail des ours			0			*0*	- €		- €	0	Intégré à M_SP.02									
OO-VI.9	*S'assurer de la propreté de la réserve naturelle*	*4,5*	*16*	*10*	*3*	*0*	*33,5*	*7 752,50 €*	*14 000,00 €*	*21 752,50 €*											

Plan d'action 2021 de la Réserve Naturelle Nationale de la forêt de Neuhof-Illkirch
Mise à jour annuelle du plan de gestion

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2021. Depuis l'année précédente, certaines actions ont nécessité une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION				Financeurs								
		2021										BUDGET 1					BUDGET 2			
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg	*TOT*	MdO Régie	Annexe	*TOT*	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville	Eurométropole	AERM	N2000	Plan de relance	EEDD	Ville	Autre
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	1	4	10	3		*18*	4 179,00 €	12 000,00 €	*16 179,00 €*	1	Ajustement des temps passés (-) sur la base des exercices précédents		16 179,00 €							
EI.14	Définition d'une stratégie de gestion des déchets	3	10				*13*	3 003,00 €		*3 003,00 €*	2	Conforme au PG									3 003,00 €
MS.16	Etude, destruction et solution alternative à la fosse à déchets du Gros Chêne	0,5	2				*2,5*	570,50 €	2 000,00 €	*2 570,50 €*	2	Diagnostic SSP pour évaluation des travaux									2 570,50 €
OO-VI.10	*Valoriser le patrimoine bâti*	*0*	*3*	*11*	*0*	*0*	*14*	*2 632,00 €*	*693,00 €*	*3 325,00 €*											
IP.16	Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public		3	11			*14*	2 632,00 €	693,00 €	*3 325,00 €*	1	Précision action dans le cadre du contrat natura 2000 (financement N2000)					3 325,00 €				
OLT-VII	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**41**	**59,5**	**60**	**0**	**0**	**160,5**	**35 756,00 €**	**13 050,00 €**	**48 806,00 €**											
OO-VII.1	*Animer les instances de gouvernance de la réserve*	*5*	*7*	*0*	*0*	*0*	*12*	*2 975,00 €*	*- €*	*2 975,00 €*											
M_MS.03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	4	5				*9*	2 254,00 €		*2 254,00 €*	1	Conforme au PG	2 254,00 €								
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	2				*3*	721,00 €		*721,00 €*	1	Conforme au PG	721,00 €								
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique						*0*	- €		- €	0	Action sous compétence de l'Etat									
OO-VII.2	*Assurer le relais entre les équipes de terrain et l'équipe de gestion*	*3*	*6*	*6*	*0*	*0*	*15*	*3 255,00 €*	*- €*	*3 255,00 €*											
M_MS.05	Réunions d'équipe	3	6	6			*15*	3 255,00 €		*3 255,00 €*	1	Conforme au PG	3 255,00 €								
OO-VII.3	*Collaborer avec les partenaires de la réserve et participer aux réseaux d'acteurs*	*20*	*16*	*3*	*0*	*0*	*39*	*9 926,00 €*	*400,00 €*	*10 326,00 €*											
MS.17	Collaboration avec la Ville d'Illkirch	2					*2*	602,00 €		*602,00 €*	1	Conforme au PG	602,00 €								
MS.18	Collaboration avec les militaires	3	1	1			*5*	1 295,00 €		*1 295,00 €*	1	Conforme au PG	1 295,00 €								
MS.19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2	2				*4*	1 022,00 €		*1 022,00 €*	2	Conforme au PG	- €								1 022,00 €
MS.20	Collaboration avec le CSA, gestionnaire du Heyssel	3	3				*6*	1 533,00 €		*1 533,00 €*	1	Conforme au PG	1 533,00 €								
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	1	2				*3*	721,00 €		*721,00 €*	1	Conforme au PG	721,00 €								
M_MS.07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	2	2				*4*	1 022,00 €		*1 022,00 €*	1	Conforme au PG	1 022,00 €								
M_MS.09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	5	5	2			*12*	2 919,00 €	400,00 €	*3 319,00 €*	1	Conforme au PG	3 319,00 €								
M_MS.10	Participation aux instances de protection de la nature (N2000, CBA, SAGE, APB …)	2	1				*3*	812,00 €		*812,00 €*	1/2	Conforme au PG	499,50 €								312,50 €
OO-VII.4	*Doter la réserve d'un plan de gestion évolutif*	*2*	*6*	*0*	*0*	*0*	*8*	*1 862,00 €*	*- €*	*1 862,00 €*											
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	5				*6*	1 351,00 €		*1 351,00 €*	1	Conforme au PG	1 351,00 €								
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	1	1				*2*	511,00 €		*511,00 €*	1	Conforme au PG	511,00 €								
OO-VII.5	*Archiver de manière durable la connaissance acquise sur la réserve*	*0*	*2,5*	*0*	*0*	*0*	*2,5*	*525,00 €*	*- €*	*525,00 €*											
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		2				*2*	420,00 €		*420,00 €*	1	Conforme au PG	420,00 €								
M_MS.15	Compléter la base de données GRENAT		0				*0*	- €		- €	0	Base de données non disponible									
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				*0,5*	105,00 €		*105,00 €*	1	Conforme au PG	105,00 €								
OO-VII.6	*Assurer la gestion administrative et financière de la réserve*	*9*	*20*	*47*	*0*	*0*	*76*	*15 463,00 €*	*12 650,00 €*	*28 113,00 €*											
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	3	5				*8*	1 953,00 €		*1 953,00 €*	1	Conforme au PG	1 953,00 €								
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		2	31			*33*	6 062,00 €	12 650,00 €	*18 712,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) sur la base des exercices précédents	18 712,00 €								
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)		5	10			*15*	2 870,00 €		*2 870,00 €*	1	Ajustement des temps passés (+) sur la base des exercices précédents	2 870,00 €								
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	3	6			*10*	2 023,00 €		*2 023,00 €*	1	Conforme au PG	2 023,00 €								
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	5	5				*10*	2 555,00 €		*2 555,00 €*	1	Conforme au PG	2 555,00 €								
OO-VII.7	*S'entourer de partenaires scientifiques spécialisés (inventaires/gestion des sites)*	*2*	*2*	*4*	*0*	*0*	*8*	***1 750,00 €***	***- €***	*1 750,00 €*											
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques	2	2	4			*8*	1 750,00 €		*1 750,00 €*	2	Développement d'un partenariat avec le SAMU de l'environnement									1 750,00 €
	TOTAL GLOBAL	**119,5**	**571,2**	**1045**	**42**	**2,33**	***1779,996667***	**369 872,50 €**	**654 616,97 €**	***1 024 489,47 €***		**TOTAL**	**170 021,42 €**	**145 218,75 €**	**132 952,50 €**	**39 222,00 €**	**3 551,80 €**	**226 287,00 €**	**35 000,00 €**	**56 571,75 €**	**215 664,25 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 8 à l'ordre du jour :

Gestion des Réserves naturelles nationales.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 56 voix
+ 1 voix pour Monsieur Koussa qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Gestion des Réserves naturelles nationales.

Pour **56**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **0**	

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Délibération de co-maitrise d'ouvrage unique pour le projet ESPEX - Rotterdam.

Numéro V-2021-1278

Préambule

La délibération du 18 décembre 2015, «Recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public», prévoit des mesures spécifiques d'accompagnement des bailleurs sociaux. L'objectif est d'une part, de créer des espaces publics afin d'améliorer l'intégration et la transformation des cités dans la ville et d'autre part, pour transformer et optimiser l'exploitation des espaces extérieurs.
Une réflexion globale permet de répondre aux enjeux de circulation, de sécurité et de fonctionnalité entre les différents équipements publics du secteur et du quartier.

C'est pourquoi une démarche spécifique dénommée « ESPEX » (espaces extérieurs) a été conçue pour répondre aux enjeux écologiques et de qualité du cadre de vie des habitant-e-s (Annexe 1). Les engagements de la collectivité et des bailleurs sont précisés par des conventions sectorielles pluriannuelles. Celles-ci sont soumises à l'approbation du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, secteur par secteur. Un comité de suivi du dispositif (COPIL ESPEX) a été mis en place afin de dresser, en lien avec les bailleurs, un bilan des actions menées et ce jusqu'à l'extinction du dispositif. Le projet ESPEX et son financement sont prolongés jusqu'en 2025 compte tenu de l'impact des mesures sanitaires en 2020 et 2021.

L'expérience « ESPEX » est une des démarches de mise en œuvre de l'axe 1.4 du Plan Climat « Inventer une nouvelle manière de fabriquer la ville, d'évaluer et d'accompagner les pratiques des habitant-e-s ».

La présente délibération a pour objet de présenter la convention de co-maîtrise d'ouvrage unique pour le secteur ROTTERDAM entre l'Eurométropole et ses partenaires, et d'autoriser sa signature par la ville de Strasbourg.

1. Présentation du projet de requalification des espaces extérieurs du secteur Rotterdam de la convention de co-maitrise d'ouvrage unique

Les concertations avec les habitant-e-s, Ophéa, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg ont permis de réaliser le diagnostic d'usage (Annexe 2), d'élaborer le plan guide (Annexe 3) et d'acter le programme d'opérations (Annexe 4) suivant :

- la piétonisation de la rue de Rotterdam ;
- le dévoiement de la rue de Rotterdam pour accéder à la Promenade du Luxembourg ;
- la réunification du parc pour créer un vaste espace public apaisé équipé d'aménagements sportifs et ludiques à destination des habitant-e-s du quartier ;
- la réorganisation du stationnement en calibrant les places de stationnements publiques et privées aux besoins des usagers ;
- la création d'îlots résidentiels lisibles ;
- la création de nouveaux cheminements piétons pour faciliter les accès aux équipements publics et aux résidences OPHEA ;
- l'intégration de la gestion des eaux pluviales dans les aménagements ;
- l'évolution de la gestion de la collecte des déchets par des conteneurs enterrés sur le secteur.

2. Objet de la convention co-maitrise d'ouvrage unique

Le schéma de circulation articulé avec les habitations et les équipements publics, la continuité paysagère impose une redistribution des espaces publics et privés pour garantir un fonctionnement de qualité pour la cité Rotterdam et du quartier du Conseil des XV.

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux, Ophéa et la Ville de Strasbourg conviennent de confier à l'Eurométropole de Strasbourg la maitrise d'ouvrage unique de l'opération du secteur. Ainsi, le recours à une co-maîtrise d'ouvrage unique est indispensable compte tenu de l'imbrication des opérations et pour garantir une coopération harmonieuse, pertinente et de qualité entre tous les acteurs

Aux termes de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, « *Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».*

La convention de co-maîtrise d'ouvrage unique a pour objet d'organiser les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération ainsi que d'en définir les missions et les modalités de financement. (Annexe 5 – Convention de co-maitrise d'ouvrage)

3. Modalités financières de la convention co-maitrise d'ouvrage unique

3.1 Principes de financement des opérations

L'Eurométropole de Strasbourg assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans sa globalité.

Les travaux concernant la requalification des espaces extérieurs et la redéfinition des limites privatives sont financés par chaque partenaire selon la domanialité actuelle et les compétences de chaque partenaire.

Ainsi, les montants prévisionnels sont ventilés en lots pour chacun des partenaires :
- le lot voirie comprend les travaux de voirie ;
- le lot paysager comprend les travaux des espaces verts, plantation, mobilier d'agrément, aire de jeux, parvis, place et éclairage et système d'accès aux parkings privés**.**

Le montant prévisionnel de chaque partie inclus :
- les frais des études y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- les travaux eux-mêmes ;
- les frais annexes (publication, publicité, concertation, coordonnateur SPS, archéologie ...) les frais nécessaires pour réaliser le programme de réaménagement.

Le maître d'ouvrage doit veiller à respecter le budget prévisionnel fixé par la présente convention. Néanmoins une tolérance est accordée en cas de dépassement inférieur à 10% de l'enveloppe prévisionnelle globale. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter d'intégrer les travaux supplémentaires et leur montant par voie d'avenant à la présente convention.

Le maître d'ouvrage doit également veiller à respecter les taux de répartition financiers prévus par les partenaires, sous réserve d'une tolérance d'une variation de 5 % par rapport à la répartition financière prévisionnelle, si celle-ci est dument justifiée. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter de fixer une nouvelle répartition financière, par voie d'avenant.

3.2 Montant prévisionnel des opérations pour chacune des parties et clé de répartition

Les montants prévisionnels sont répartis en deux lots : voirie, paysager et éclairage - système d'accès au parking privés**.**
La clé de répartition est calculée comme suit :

Clé = Montant du budget de chaque partenaire en %
Montant total du programme des opérations

Maitre d'ouvrage	Budget prévisionnel voirie TTC	Budget prévisionnel éclairage et aménagements paysagers système d'accès TTC	Total du budget prévisionnel TTC	Clé de répartition
OPHEA	540 000 €	1 225 000 €	1 765 000 €	**55%**
EMS	1 060 000 €		1 060 000 €	**33%**
Ville de Strasbourg		375 000 €	375 000 €	**12%**
Total prévisionnel du programme	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**	

Ces montants sont en euros et toutes taxes comprises. Le détail du chiffrage figure dans l'annexe 6 - Chiffrage de l'opération.

Le financement de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs est assuré par les partenaires selon la clef de répartition ci-dessus.

L'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de maître d'ouvrage unique, assurera directement la rémunération des marchés qu'il aura souscrits auprès des entreprises.

Les parties s'engagent à assurer le financement du programme l'opération figurant en annexe 4 - Programme d'opérations d'aménagement de Rotterdam.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le projet ESPEX du secteur ROTTERDAM et le financement de l'ensemble de l'opération N° 2021ORA07 pour la ville de Strasbourg fixé dans la convention,*

- *la convention de transfert de maitrise d'ouvrage conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique pour le projet ESPEX Secteur Rotterdam avec OPHEA et l'Eurométropole de Strasbourg,*

fixe

la dépense de la charge de la ville de Strasbourg dans les conditions fixées dans la convention annexée à la présente délibération,

décide

le versement de la charge de la ville de Strasbourg sur la ligne budgétaire AP 0246/844/ Programme 1324,

autorise la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage unique conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique pour le projet ESPEX Secteur Rotterdam avec OPHEA et la Ville de Strasbourg,*

- *à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132465-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Rotterdam

ANNEXE 1 Démarche d'accompagnement des bailleurs « ESPEX »

1. Les enjeux du projet ESPEX

Le projet ESPEX concerne les grands ensembles construits dans les années 50-70. Si la clarification de la domanialité est la raison préalable d'intervention sur ces secteurs, c'est avant tout l'opportunité d'améliorer le cadre de vie des habitants qui prévaut.
La direction urbanisme et territoires (DUT) a initié une expérience et imaginé une nouvelle méthode pour transformer, concevoir et exploiter les espaces extérieurs des cités, en espaces durables.
L'opération ESPEX est une opération d'ensemble qui vise à :

- **Redéfinir les espaces publics et privés** dans l'objectif d'améliorer la vie des habitants en termes de qualité du cadre environnemental, des déplacements et de sécurité.
  Les critères de création d'espaces publics sont :
  - tout cheminement ouvert à la circulation publique permettant de relier des espaces publics ;
  - tout espace ou aire de jeux visibles et accessibles, prolongeant et en continuité de l'espace public.

Ainsi le parc de Rotterdam, actuellement privé, a pour objet de devenir un parc public pour le quartier du Conseil des XV ainsi que les accès au parc, l'élargissement des emprises publiques nécessaire pour la création de trottoir. Les espaces résidentialisés des pieds d'immeubles et les parkings seront privés. L'arpentage des nouvelles domanialités interviendra après la réception des travaux et fera l'objet d'une délibération ad hoc conformément au dossier de rétrocession issu du projet.

- **améliorer la biodiversité et la végétalisation**. Les aménagements paysagers feront l'objet d'un bilan écologique avant et après projet ;
- **améliorer la perméabilité des sols** par la désimperméabilisation des cheminements piétons et des stationnements. Les surfaces perméables et imperméables feront l'objet d'un bilan avant et après projet.

2. La démarche ESPEX : la traduction des usages en aménagement durable

Principe de la démarche : Les usages durables, attendus et définis par les acteurs (habitants, bailleurs, services de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg) sont traduits par le groupe de projet en aménagement. Dans la méthode ESPEX, c'est l'usage qui dicte la conception et non l'inverse.

Cinq grandes étapes constituent ce projet d'accompagnement des bailleurs :

- **le diagnostic urbain des usages** porte sur l'analyse des fonctionnalités et des usages de la cité au sein de son quartier, et sur l'état patrimonial des espaces extérieurs. Ce diagnostic est le résultat d'ateliers avec les habitants, les bailleurs sociaux, les locataires, les services de l'Eurométropole et de la commune. Les dysfonctionnements sont identifiés en regard des critères de mobilité, de gestion durable des espaces, d'expertise d'usages des habitants et des gestionnaires publics et privés.

- **le plan-guide traduit les usages attendus en aménagement** : A partir du diagnostic d'usages partagé, les principes d'organisation sont proposés pour d'une part corriger tous les dysfonctionnements identifiés, améliorer la qualité paysagère et la fonctionnalité du secteur, et, d'autre part, pour transformer les espaces extérieurs en espaces durables. Les espaces privatifs et publics sont déterminés en fonction des usages futurs et fixés par les acteurs.
- **le projet de réaménagement**, issu du plan guide, décline la nature des opérations de travaux et les modes d'exploitation des espaces privés et publics. Le coût global du projet, investissement et exploitation, est évalué.
- **les travaux de mise en œuvre du programme d'opérations** sont portés par la direction des espaces publics et naturels et financés par l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et les bailleurs présents sur le périmètre du projet.
- **le classement dans le domaine public** des espaces d'intérêt général fera l'objet d'une délibération spécifique après la réception des ouvrages par chacune des parties.

L'accompagnement des services et des bailleurs porte sur les points suivants :

- **le pilotage du projet, dénommé « ESPEX** » porté par la direction urbanisme et territoires de l'Eurométropole de Strasbourg en collaboration avec les services gestionnaires des bailleurs, des communes et de l'Eurométropole de Strasbourg. La participation, des locataires et des habitants, est inclue aux différentes phases du projet lors d'ateliers citoyens.
- **la participation financière de l'Eurométropole** concerne les investissements nécessaires à la création d'espaces publics, à l'amélioration des fonctionnalités et de la qualité des espaces extérieurs, à la mise en place de la collecte enterrée des déchets.
- **la participation financière de la collecte enterrée** concerne la fourniture des bacs et la pose des conteneurs enterrés et fera l'objet d'une convention spécifique.

ANNEXE 2 Diagnostic d'usage Rotterdam

1. Diagnostic urbain et démographique

La cité Rotterdam et son organisation :
C'est le premier grand ensemble construit en France après la Seconde Guerre mondiale. Le programme de la cité Rotterdam a fait l'objet d'un concours lancé par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, dans le cadre du projet "1 000 logements" destiné à reloger au plus vite les sinistrés.
La cité, qui compte en réalité 712 logements, a été bâtie en bordure d'un grand parc situé près du quartier des Quinze : ses onze immeubles sont de tailles différentes, les plus hauts comportant treize étages, tandis que les plus petits ne comptent que deux ou quatre étages seulement. La typologie des logements se compose de 1 T1, 127 T2, 441 T3, 112 T4, 32 T5, soit 78% < T4.

Une logique architecturale définie par Eugène Beaudouin.
Élément novateur pour l'époque, la répartition des habitants répondait à l'origine à des critères très précis : les logements des célibataires se situaient dans les bâtiments les plus élevés, tandis que les familles nombreuses bénéficiaient d'une plus grande superficie aux étages inférieurs ; certains, au rez-de-chaussée, disposaient même d'un jardin privatif. Pour l'architecte de la cité, Eugène Beaudouin, chaque logement devait être "distribué autour d'espaces libres, regardant le jardin et faisant face au soleil". De même, tous les appartements possèdent un balcon.

Une organisation spatiale refermée sur son parc : Les bâtiments entourent le parc et enferment la cité sur elle-même. Seule une route très large coupe la cité en deux.
Un parc privé, une aire de jeux privée, deux écoles et une maison de service public :
Si la conception initiale du parc est conçue comme un jardin à l'anglaise c'est-à-dire un paysage « irrégulier » comprenant des chemins tortueux, une végétation en apparence non domestiquée donnant une impression naturelle, où les accidents du terrain (vallons, pentes) sont conservés et exploités, les formes et les couleurs des végétaux sont variées, la présence d'arbustes, de fourrés et d'éléments architecturaux participant à sa décoration, aujourd'hui le parc n'offre plus cette même qualité aux habitants.

Une population de la cité Rotterdam fragile économiquement : la population est jeune avec 30% de moins de 18 ans. Les grandes familles (plus de 5 membres) représentent 5% des foyers contre 45% de foyer d'une personne. Les familles monoparentales représentent 22%. La moyenne des revenus se situe entre 9000 € et 14 000 € par an. La part des ménages pauvres est de 30%.

2. Une réhabilitation des logements achevée :

Après 70 ans de vie, la cité a récemment fait l'objet d'une réhabilitation des bâtiments par le bailleur Ophéa.
La cité Rotterdam fait partie des secteurs pour lequel un réaménagement des espaces extérieurs bénéficie d'un accompagnement par l'Eurométropole de Strasbourg.
Ainsi en 2020, ce secteur a fait l'objet d'une large concertation qui a permis de partager le diagnostic ci-dessus. Parallèlement, des projets ont été proposés dans le cadre de la participation citoyenne et concerne l'évolution du city stade portée par les jeunes accompagnés par les « Francas », la réalisation d'une fresque au sol de l'accès aux écoles sur la rue de Rotterdam, la

mise en scène de l'éclairage du porche d'accès au parc. Cette initiative citoyenne et les porteurs de ces projets participatifs alimentent et intègrent à la démarche d'aménagement globale.

3. Synthèse des concertations publiques entre 2019 et 2020 :

Quatre ateliers, deux enquêtes de déplacement, une étude de circulation, une dizaine de rencontres avec les associations de quartier, les commerces et les habitants ont identifié les dysfonctionnements sur ce secteur. Plus de 420h d'animations de projet porté par la direction de l'urbanisme et territoire.

a) Résultats du diagnostic des usages issus des ateliers de concertation dans le cadre du réaménagement

La cité est enclavée sur elle-même, les accès ne sont pas lisibles, ni visibles. La non-continuité de la piste cyclable au réseau existant et les cheminements piétons vers les écoles n'offrent pas le niveau de sécurité attendu (1). Les multiples accès place Albert 1er vers la rue de Bruxelles, la promenade du Luxembourg, le parc, la rue de Douai et du porche rue de Douai favorisent le commerce illicite et les dégradations (2). Les rencontres et la vie du quartier ne bénéficient pas d'un lieu de rencontre et de vie. Cela est renforcé par des locaux associatifs éparpillés et peu visibles. Le gymnase et le city stade tournent le dos au quartier, leur accès est rue du général Picquart non accessible depuis le parc.

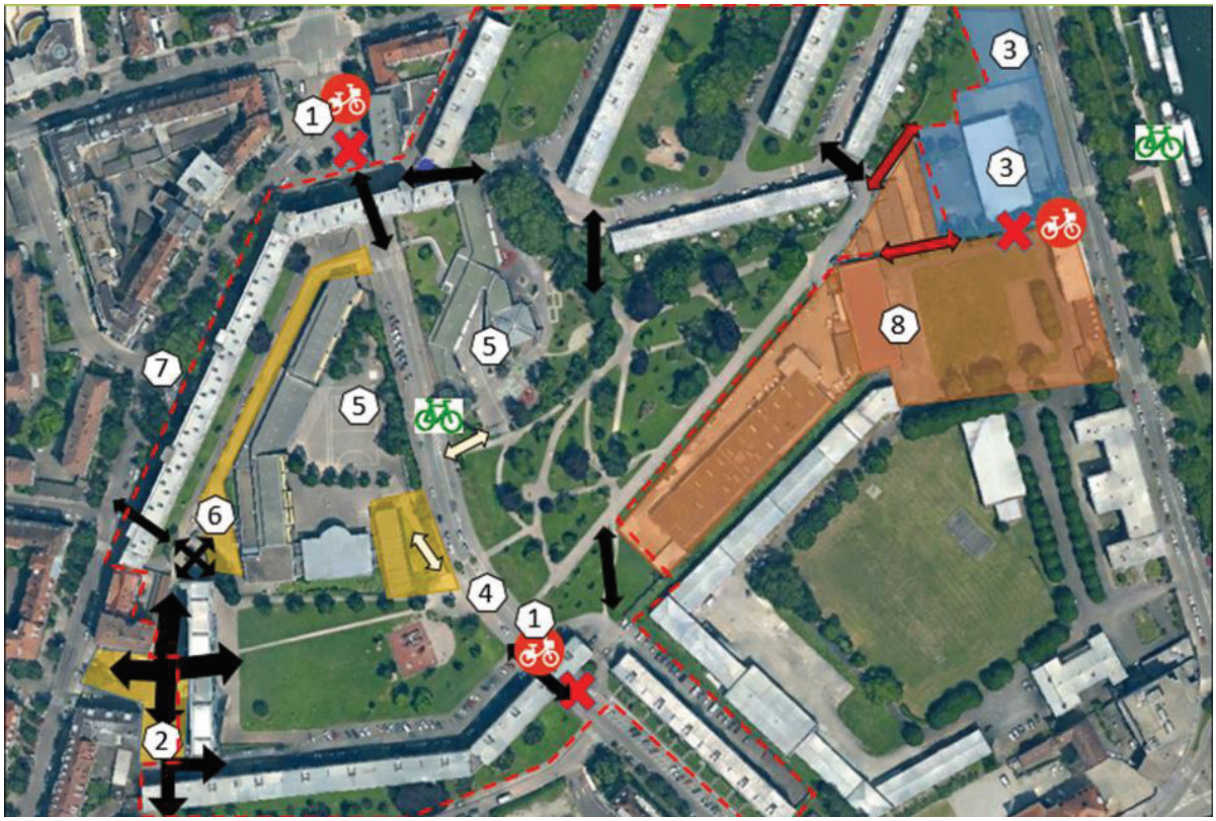
Les jeunes ont soumis une demande au budget participatif pour améliorer le city (3). Son positionnement le long de l'axe structurant rue Général Picquart expose les joueurs à la pollution de l'air et le sol en enrobé et bombé ne correspond à un plateau sportif mais plutôt à un parking reconverti en terrain de sport.

Le parc est coupé en deux par la rue de Rotterdam, très large. L'usage du parc impose des traversées piétonnes peu confortables et diminue sa qualité, limitent les usages et crée des points d'insécurité (4).
Les cours d'école sont en contre bas de la rue de Rotterdam. Cette situation favorise l'accumulation des gaz d'échappement des voitures en stationnement (30 places). La ventilation naturelle est limitée par la forme des bâtiments et son implantation basse. (5)

La place de retournement rue de Douai est régulièrement encombrée par le stationnement sauvage empêchant la collecte des déchets et les livraisons aux équipements publics. (6)

L'absence de trottoir entre la rue Yser et Albert 1er complique et insécurise le chemin des enfants vers les écoles. (7)

Les habitants souhaitent la sortie des poubelles des immeubles OPHEA pour des raisons de salubrité.
Actuellement il n'y a pas de garages à vélos dans les immeubles.



Cartographie du diagnostic d'usages

b) Enquêtes sur la thématique du stationnement et des déplacements :

La rue Rotterdam offre un parking public gratuit largement utilisé la semaine par des voitures ventouses. Le stationnement rue de Douai est plutôt lié au dépose minute pour les écoles**.** Les parkings privés d'OPHEA ne sont pas limités par les accès sécurisés et sont occupés pour une large partie par les habitants non locataires notamment place de Douai, rue d'Ypres et promenade Luxembourg. L'étude de circulation a démontré un trafic rue Rotterdam essentiellement lié au transit inter quartier permettant de shunter le feu de la rue Yser. La desserte des écoles est largement faite à pieds et à vélos. L'enquête de micro mobilité a relevé les axes d'usage des rues Rotterdam et Ypres et Albert 1er comme les cheminements principaux. L'axe Est – Ouest dans le parc est inexistant, seul le passage à travers les garages et « au travers » de la clôture du gymnase détériorée est visible. Son insécurité ne favorise pas le passage.

Il existe une voie cyclable sur la rue de Rotterdam non reliée ni à la rue de Bruxelles ni à la place Ypres. Quelques arceaux à vélo sont positionnés devant les écoles et il n'existe pas de garages à vélos dans les immeubles.

- **L'état patrimonial du parc** : une mise à niveau pour répondre aux nouveaux usages des habitants du quartier est demandée ainsi qu'une sécurisation des accès piétons. L'aire de jeux est trop petite compte tenu du nombre d'enfants du quartier. L'éclairage du parc est ancien et nécessite un renouvellement.
- **Les difficultés d'usage des gestionnaires :** la collecte des déchets s'effectue en porte à porte deux fois par semaine pour les ordures ménagères. La plupart des bacs de collecte sont situés dans les caves entrainants des odeurs fortes surtout en été.

Annexe 3 – Plan Guide de projet de réaménagement



Annexe 4 Programme l'opération d'aménagement Rotterdam

Les éléments de programme sont les suivants :

a) **Le réaménagement de la place Albert 1er** : l'objectif est de rendre la fonction première de la place aux cheminements piétons et vélos, de marquer l'entrée au parc de la Cité Rotterdam en la rendant plus accueillante, agréable et attractive par un traitement paysager plus végétal. Les principes d'aménagement, issus de la concertation avec les riverains, sont les suivants :
   - une végétalisation de la place (pelouse, bacs plantés, arbres…) ;
   - des matériaux qualitatifs atténuant le bruit ;
   - un éclairage chaleureux et sécuritaire, notamment sous le porche ;
   - l'enlèvement du terre-plein et une place complètement à niveau pour y mettre éventuellement des terrasses pour les restaurants aux alentours ;
   - du mobilier urbain invitant à investir la place (bancs…) et s'approprier les lieux ;
   - une meilleure cohabitation des modes de déplacement actifs en ayant un vrai espace pour les piétons ;
   - une diminution de la voiture sans pour autant remettre en cause tout le stationnement ;
   - marquer l'entrée du parc et mieux identifier les cheminements piétons de manière ludique (marquage de couleur…).

b) **L'aménagement du Parc :** Le parc a vocation à devenir un parc public ouvert à tous**.** Dans cette perspective, son accessibilité doit être facile, lisible et visible par les habitants du Conseil des XV. L'objectif est de réunifier les deux parties du parc, d'améliorer son accessibilité, de créer un espace convivial pour le quartier, de revoir les cheminements piétons, d'augmenter et rénover l'offre de jeux vieillissante.
   Les grands principes de cette aménagement sont :
   - la création d'un accès entre la place Albert 1er et le parc à l'aide d'une rampe pour aux normes handicapées ;
   - L'illumination du proche pour marquer l'entrée du parc ;
   - le remplacement du city stade qui ne répond plus aux normes (démoli) par un plateau sportif équipé pour des jeux de ballons situé dans le parc ;
   - la création d'un cheminement sportif pour faire un lien entre les équipements sportifs (gymnase et la Vitaboucle n°3) ;
   - une aire de jeux adaptée pour les plus grands positionnée dans le parc ainsi qu'un point d'eau et une nouvelle aire d'ébats pour chiens ;
   - la piétonisation du tronçon de voirie de la rue de Péronne au sein du parc dans la continuité du tronçon existant.

c) **Le réaménagement de la rue de Rotterdam** : l'objectif est de pacifier et de sécuriser les abords des écoles en réalisant une voie réservée aux piétons et aux cyclistes. Cette voie piétonne sera agrémentée de mobilier invitant à y rester (tables de pique-nique…) et sera végétalisée avec des arbres d'alignement. L'usage uniquement piétons-vélos de la rue Rotterdam permettra la désimperméabilisation de cette espace hormis la piste cyclable. Des stationnements vélos seront prévus à proximité des écoles.

d) **Le réaménagement du trottoir rue d'Yser :** l'objectif est de créer un trottoir aux normes, de réorganiser la poche de stationnement le long des bâtiments OPHEA pour le

rendre, éventuellement privé à l'aide d'un dispositif de contrôle d'accès et de le végétaliser.

e) **Le réaménagement du trottoir nord rue de Douai :** l'objectif est d'avoir un trottoir aux normes, libre de tout stationnement sauvage en légitimant le stationnement sur la chaussée par du marquage.

f) **Le réaménagement du parking Albert 1er - Douai (OPHEA) :** l'objectif est de réorganiser le parking afin de l'optimiser, le sécuriser et limiter les accès pour les résidents.

g) **Le réaménagement de la Promenade du Luxembourg :** l'objectif est de réorganiser le stationnement et limiter les accès au résidents.

h) **Le passage rue d'Ypres (entre la rue d'Ypres et la rue d'Amsterdam) :** l'objectif est de végétaliser le chemin piéton vers la rue Yser.

i) **Amélioration de la collecte des déchets :** Le déploiement de la collecte enterrée sur l'ensemble des habitats privés appartenant à OPHEA. Pour augmenter la qualité de tri, réduire les coûts de gestions privés et publiques et la pénibilité du travail des agents, 39 containers enterrés sont installés dans le secteur. La nouvelle organisation spatiale a permis de supprimer les marches-arrières et de simplifier les circuits de ramassage. De plus, les problème d'insalubrité et d'incivilité actuels seront traités par ce type de collecte. La nouvelle collecte enterrée fait l'objet d'une convention de partenariat avec les gestionnaires d'immeubles.

Convention de co-maîtrise d'ouvrage relative au projet ESPEX Secteur Rotterdam

Entre :

OPHEA
Représentée par M. Jean Bernard DAMBIER, en qualité de Directeur général, habilité à cet effet par une décision du conseil d'administration du ../../….
Domiciliée route de l'hôpital 67000 Strasbourg,

Ci-après désignée « OPHEA »

ET

La Ville de Strasbourg ;
Représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, en qualité de Maire, habilitée à cet effet par délibération du conseil municipale du …
Domiciliée 1 parc de l'étoile 67000 Strasbourg
Ci-après désignée « Ville de Strasbourg »

d'une part

ET

L'Eurométropole de Strasbourg ;
Représentée par Madame Pia IMBS , en qualité de Présidente, habilitée à cet effet par une délibération du conseil communautaire du …
Domiciliée 1 parc de l'étoile 67000 Strasbourg

Ci-après désignée « maitre d'ouvrage unique »

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

1 OBJET DE LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE 4

2 MISSIONS CONFIÉES AU MAÎTRE D'OUVRAGE UNIQUE 5

2.1 ÉLABORATION ET PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS. 5
2.2 EXÉCUTION DES ÉTUDES ET TRAVAUX. 5

3 PROGRAMME DE L'OPÉRATION DE RÉAMÉNAGEMENT 6

3.1 OBJECTIFS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT (ANNEXE 2 - PLAN GUIDE) 6
3.2 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT 7

4 PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION ET SERVITUDES 9

5 MODALITÉS DE RÉCEPTION DES TRAVAUX 10

5.1 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION. 10
5.2 DÉCISION DE RÉCEPTION ET RÉSERVES. 11
5.3 MODALITÉS DE RÉCEPTION PARTIELLE 11

6 MODALITÉS DE REMISE DES OUVRAGES 12

7 MODALITÉS D'INFORMATIONS ENTRE LES CO-CONTRACTANTS 12

7.1 TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET CONCERTATION. 12
7.2 VALIDATION PRÉALABLE OU AVIS. 13
7.3 COMMUNICATION ENVERS LES TIERS. 13

8 MODALITÉS FINANCIÈRES 14

8.1 PRINCIPES DE FINANCEMENT DES OPÉRATIONS. 14
8.2 MONTANT PRÉVISIONNEL DES OPÉRATIONS POUR CHACUNE DES PARTIES ET CLÉ DE RÉPARTITION 15
8.3 MODALITÉS DE RECOUVREMENT. 15
8.4 MODALITÉS COMPTABLES. 16

9 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS 17

10 TERME DE LA CONVENTION 18

10.1 TERME NORMAL 18
10.2 RÉSILIATION AMIABLE 18
10.3 RETRAIT D'UN DES PARTENAIRES 18

11 LITIGES 19

12 ANNEXES 19

Préambule

La délibération du 18 décembre *2015 « recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public »*, prévoit des mesures spécifiques d'accompagnement des bailleurs d'une part, pour créer des espaces publics afin d'améliorer l'intégration et la transformation des cités dans la ville résiliente et d'autre part, pour transformer et optimiser l'exploitation des espaces extérieurs rendus durables.

À cet effet, une démarche spécifique dénommée *« ESPEX »* a été conçue pour répondre aux enjeux écologiques fixés et de qualité du cadre de vie des habitants. Les engagements de la collectivité et des bailleurs sont précisés par des conventions sectorielles pluriannuelles. Celles-ci sont soumises à l'approbation du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, secteur par secteur. Un comité de suivi du dispositif (COPIL ESPEX) a été mis en place afin de dresser, en lien avec les bailleurs, un bilan des actions menées et ce jusqu'à l'extinction du dispositif.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé avec les partenaires institutionnels (OPHEA, la Ville de Strasbourg), les acteurs associatifs et les habitants, un projet de réaménagement global des espaces extérieurs pour le secteur de la Cité Rotterdam.
L'opération ESPEX est une opération d'ensemble qui vise à redéfinir les espaces publics et privés dans l'objectif d'améliorer la vie des habitants en termes de qualité du cadre environnemental, des déplacements et de sécurité.
Les critères de création d'espaces publics sont :

- tout cheminement ouvert à la circulation publique permettant de relier des espaces publics ;
- tout espace ou aire de jeux visibles et accessibles, prolongeant et en continuité de l'espace public ;

Une réflexion globale est essentielle pour répondre aux enjeux de circulation, de sécurité et de fonctionnalité entre les différents équipements publics du secteur et du quartier.

Suite à ces concertations, l'Eurométropole de Strasbourg, OPHEA et la Ville de Strasbourg souhaitent s'engager conjointement dans ce réaménagement pour améliorer le cadre de vie des habitants.
Le schéma de circulation articulé avec les habitations et les équipements publics, la continuité paysagère impose une redistribution des espaces publics et privés pour garantir un fonctionnement de qualité pour la cité Rotterdam et du quartier du Conseil des XV. Ainsi, le recours à une co-maîtrise d'ouvrage unique est indispensable compte tenu de l'imbrication des opérations et pour garantir une coopération harmonieuse, pertinente et de qualité entre tous les acteurs.

Les opérations inclues par cette convention concernent :

- le réaménagement de la place Albert 1er ;
- le réaménagement du trottoir sud rue d'Yser et de la poche de parking ;

- la mise aux normes du stationnement rue de Douai par la reprise du trottoir et le marquage stationnement ;
- la réunification du parc à l'est et à l'ouest et l'accès au gymnase du Conseil des XV ;
- la piétonisation de la rue de Rotterdam, sa végétalisation et la sécurisation des entrées aux écoles ;
- le réaménagement des parkings de la promenade du Luxembourg ;
- le dévoiement de la rue de Rotterdam ;
- l'aménagement et la privatisation du parking Albert 1er et rue de Douai ;
- la piétonisation du passage rue d'Ypres (entre les immeubles, de la rue d'Ypres à la rue d'Amsterdam) ;
- la pose des conteneurs enterrés pour le patrimoine OPHEA compris dans ce périmètre ;

L'Eurométropole de Strasbourg, OPHEA et la Ville de Strasbourg sont des maîtres d'ouvrage publics au sens des dispositions de l'article L 2411.1 du Code de la Commande Publique.
Pour mener à bien ce projet global, optimiser les moyens autant techniques que financiers et humains, les trois structures ont décidé, en application des dispositions de l'article L 2422-1 et L 2422-12 du Code de la Commande Publique, de transférer à L'Eurométropole de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs de la présente convention.

La présente convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique exercée et en fixe le terme.

1 Objet de la convention de maitrise d'ouvrage

Aux termes de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, « *Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme* ».

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux, les parties conviennent de confier à l'Eurométropole de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération du secteur Rotterdam compris dans le périmètre fixé en annexe 1 *« Emprise du projet »* et décrit aux articles 3 et 4.

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération ainsi que d'en définir les missions et les modalités de financement.

2 Missions confiées au maître d'ouvrage unique

La maîtrise d'ouvrage unique de l'opération est assurée par l'Eurométropole de Strasbourg.
Les partenaires confient au maître d'ouvrage unique les missions suivantes :

2.1 Élaboration et passation des marchés publics.

- centraliser les besoins exprimés par les partenaires ;
- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme, notamment les procédures d'urbanisme, environnementales (…) ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation du maître d'œuvre et des entrepreneurs en charge de sa réalisation conformément aux exigences du Code de la commande publique ;
- s'assurer que les opérateurs économiques répondant à la notion de constructeurs sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux ;
- conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération ;

2.2 Exécution des études et travaux.

- effectuer les déclarations préalables de travaux auprès des gestionnaires de réseaux, l'étude des sols, les investigations complémentaires et éventuellement du permis d'aménager…
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- agréer et effectuer, le cas échéant, le paiement des sous-traitants ;
- assurer le contrôle et le suivi du maître d'œuvre dans le cadre de sa mission ;
- assurer le suivi technique et administratif des travaux, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;
- procéder à la remise aux autres partenaires de leurs ouvrages respectifs et des dossiers des ouvrages exécutés ;
- procéder à la levée des réserves mentionnée au procès-verbal de réception ;
- assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties légales;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée, dans le cadre de la réalisation de l'opération ;
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

3 Programme de l'opération de réaménagement

3.1 Objectifs du projet d'aménagement (Annexe 2 - plan guide).

Le projet ESPEX vise, de manière générale, à concevoir puis transformer, les espaces extérieurs de cités créées dans les années 1950 en espaces durables pour répondre aux nouveaux usages des habitants et permettre un meilleur entretien par les gestionnaires.

Dans le cas du projet du secteur de la Cité Rotterdam, les objectifs sont les suivants :

- la redéfinition des espaces publics et privés dans le quartier de la cité Rotterdam en regard des usages définis par les acteurs privés et publics ;
- la réorganisation du stationnement en calibrant les places de stationnements publiques et privées aux besoins des usagers ;
- la création d'îlots résidentiels lisibles ;
- la création de nouveaux cheminements piétons pour faciliter les accès aux équipements publics et aux résidences OPHEA ;
- la transformation de la rue Rotterdam pour apaiser le trafic des voitures et préserver la santé des écoliers ;
- l'intégration de la gestion des eaux pluviales dans les aménagements ;
- l'évolution de la gestion de la collecte des déchets par des conteneurs enterrés sur le secteur ;

Des concertations menées avec les habitants du quartier ont permis d'acter la piétonisation de la rue de Rotterdam, le dévoiement de la rue de Rotterdam pour accéder à la Promenade du Luxembourg ainsi que la réunification du parc. Ainsi, un vaste espace public apaisé sera créé en cœur d'ilot comprenant les écoles maternelles et élémentaires, la maison de services ainsi que le parc avec ses aménagements sportifs et ludiques à destination des habitants du quartier.



Plan Guide de projet de réaménagement

3.2 Description de l'opération d'aménagement

Dans le détail des différents espaces, les éléments de programme sont les suivants :

a) **Le réaménagement de la place Albert 1er** : l'objectif est de rendre la fonction première de la place aux cheminements piétons et vélos, de marquer l'entrée au parc de la Cité Rotterdam en la rendant plus accueillante, agréable et attractive par un traitement paysager plus végétal. Les principes d'aménagement, issus de la concertation avec les riverains, sont les suivants :

- une végétalisation de la place (pelouse, bacs plantés, arbres…) ;
- des matériaux qualitatifs atténuant le bruit ;
- un éclairage chaleureux et sécuritaire, notamment sous le porche ;
- l'enlèvement du terre-plein et une place complètement à niveau pour y mettre éventuellement des terrasses pour les restaurants aux alentours ;
- du mobilier urbain invitant à investir la place (bancs…) et s'approprier les lieux ;
- une meilleure cohabitation des modes de déplacement actifs en ayant un vrai espace pour les piétons ;
- une diminution de la voiture sans pour autant remettre en cause tout le stationnement ;

- marquer l'entrée du parc et mieux identifier les cheminements piétons de manière ludique (marquage de couleur…) ;

b) **L'aménagement du Parc :** Le parc a vocation à devenir un parc public ouvert à tous**.** Dans cette perspective, son accessibilité doit être facile, lisible et visible par les habitants du Conseil des XV. L'objectif est de réunifier les deux parties du parc, d'améliorer son accessibilité, de créer un espace convivial pour le quartier, de revoir les cheminements piétons, d'augmenter et rénover l'offre de jeux vieillissante.
Les grands principes de cette aménagement sont :
   - la création d'un accès entre la place Albert 1er et le parc à l'aide d'une rampe aux normes handicapées ;
   - L'illumination du proche pour marquer l'entrée du parc ;
   - le remplacement du city stade qui ne répond plus aux normes (démoli) par un plateau sportif équipé pour des jeux de ballons situé dans le parc ;
   - la création d'un cheminement sportif pour faire un lien entre les équipements sportifs (gymnase et la Vitaboucle n°3) ;
   - une aire de jeux adaptée pour les plus grands positionnée dans le parc ainsi qu'un point d'eau et une nouvelle aire d'ébats pour chiens ;
   - la piétonisation du tronçon de voirie de la rue de Péronne au sein du parc dans la continuité du tronçon existant ;

c) **Le réaménagement de la rue de Rotterdam** : l'objectif est de pacifier et de sécuriser les abords des écoles en réalisant une voie réservée aux piétons et aux cyclistes. Cette voie piétonne sera agrémentée de mobilier invitant à y rester (tables de pique-nique…) et sera végétalisée avec des arbres d'alignement.
Des stationnements vélos seront prévus à proximité des écoles.

d) **Le réaménagement du trottoir rue d'Yser :** l'objectif est de créer un trottoir aux normes, de réorganiser la poche de stationnement le long des bâtiments OPHEA pour le rendre, éventuellement privé à l'aide d'un dispositif de contrôle d'accès et de le végétaliser.

e) **Le réaménagement du trottoir nord rue de Douai :** l'objectif est d'avoir un trottoir aux normes, libre de tout stationnement sauvage en légitimant le stationnement sur la chaussée par du marquage.

f) **Le réaménagement du parking Albert 1er - Douai (OPHEA) :** l'objectif est de réorganiser le parking afin de l'optimiser, le sécuriser et limiter les accès pour les résidents.

g) **Le réaménagement de la Promenade du Luxembourg :** l'objectif est de réorganiser le stationnement et limiter les accès au résidents.

h) **Le passage rue d'Ypres (entre la rue d'Ypres et la rue d'Amsterdam) :** l'objectif est de végétaliser le chemin piéton vers la rue Yser.

i) **Le déploiement de la collecte enterrée** sur l'ensemble des habitats privés appartenant à OPHEA.

Le maître d'ouvrage unique s'engage à réaliser le programme conformément au programme validé par les partenaires, tel qu'inscrit dans l'article 3.1 et l'article 3.2 de la présente convention.

4 Périmètre de la convention et servitudes

Les partenaires reconnaissent, en faveur de l'Eurométropole de Strasbourg, à titre gratuit, pendant la durée de validité de la présente convention, un droit de passage et des terrains en vue de la réalisation des travaux et de l'installation des équipements.

La convention concerne les surfaces intérieures au périmètre suivant :

- la place Albert 1er ;
- trottoir rue Yser ;
- la promenade du Luxembourg ;
- le dévoiement de la rue de Rotterdam ;
- le parc est et ouest ;
- la rue Péronne et les garages ;
- la rue de Rotterdam ;
- la rue d'Ypres (passage entre les immeubles, de la rue d'Ypres à la rue d'Amsterdam) ;
- le secteur des rues d'Ypres, Amsterdam, La Haye et Péronne ;

-



5 Modalités de réception des travaux

Le maître d'ouvrage unique s'assure de la bonne mise en œuvre des opérations de réception des ouvrages de l'opération, dans les conditions définies ci-après.

5.1 Opérations préalables à la réception.

Durant cette phase, il veillera à engager toute action nécessaire à la sauvegarde des intérêts des partenaires.
Il informera chaque partenaire de la date à laquelle seront effectuées les opérations préalables à la réception afin que ces derniers puissent, s'ils le souhaitent, y assister. Les partenaires ne

peuvent toutefois, dans ce cadre, formuler des observations aux entreprises ou au maître d'œuvre à la réception. Ils peuvent seulement formuler des remarques à l'attention du représentant du service Aménagement Espace Public de l'Eurométropole de Strasbourg.

Une copie du procès-verbal de constat de la tenue des opérations préalables à la réception sera adressée individuellement à chaque partenaire, dans le délai de 10 jours à compter de la tenue de ces opérations. La copie du procès-verbal de réception visera seulement les ouvrages qu'ils auront en gestion.

5.2 Décision de réception et réserves.

Une fois les opérations préalables à la réception terminées, le maître d'ouvrage transmettra individuellement à chaque partenaire une copie de la décision de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages et ce dans un délai de 10 jours à compter de l'établissement de cette décision. La décision de réception visera seulement les ouvrages qu'ils auront en gestion.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, le maître d'ouvrage unique informera les partenaires de la tenue des opérations de levée des réserves afin que ceux-ci puissent, s'ils le souhaitent, y participer. Les partenaires ne peuvent toutefois, dans ce cadre, formuler aucune observation auprès des autres entreprises et du maître d'œuvre à l'opération de réception. Ils peuvent seulement formuler des remarques à l'attention du représentant du service Aménagement Espace Public de l'Eurométropole de Strasbourg.
Une copie du procès-verbal de constat de levée des réserves est adressée à chaque partenaire dans un délai de 10 jours à compter de son établissement.

A l'issue des opérations de réception et de la période d'assistance à maître d'ouvrage lors des opérations de réception, et des levée des réserves et au plus tard dans un délai de 40 jours à compter de l'envoi aux partenaires de la copie de la décision de réception sans réserve ou du procès-verbal de constat de levée des réserves, le maître d'ouvrage unique adresse aux partenaires une copie de l'ensemble des documents administratifs et techniques afférents à la passation et à l'exécution des différents marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

S'agissant des plantations (arbres, espaces verts…), la date de réception définitive sera automatiquement décalée à l'automne suivant la plantation.

5.3 Modalités de réception partielle.

Le maître d'ouvrage peut effectuer une réception partielle d'au moins un secteur considéré, et délimité, donc présentant une délimitation physique privée-publique des espaces Eurométropole, ville de Strasbourg et OPHEA. Les espaces sont réceptionnés selon les compétences de chacune des collectivités. Cette réception partielle sera effectuée selon les formalités prévues par l'article 5.2. La réception partielle d'un ouvrage provoque la remise de

celui-ci au gestionnaire du ou des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 6 et conformément au protocole foncier en vigueur .

6 Modalités de remise des ouvrages

Les ouvrages propres à chaque partenaire leurs seront remis dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserve des ouvrages ou de la levée des réserves.

Lors de la remise des ouvrages, les parties établissent de manière contradictoire un procès-verbal de remise, signé par le maître d'ouvrage unique et le tiers.
À cette occasion, le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que le dossier de rétrocession complet sont transmis aux partenaires.

Les documents remis par le maître d'ouvrage aux partenaires seront établis conformément au Cahier des clauses administratives générales des travaux et à la procédure administrative effectuée par l'EMS.

En cas de réception partielle, le DOE ainsi que le dossier de rétrocession correspondant aux ouvrages réceptionnés sont transmis à l'occasion de la remise des ouvrages, laquelle interviendra également dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserves des ouvrages ou de la levée des réserves.

7 Modalités d'informations entre les co-contractants

7.1 Transmission d'informations et concertation.

Le maître d'ouvrage unique associera les partenaires aux phases de concertation, réunions publiques et de participation organisées par le maître d'ouvrage unique.

Le maître d'ouvrage unique informe régulièrement les partenaires de l'évolution de l'opération de travaux à un référent désigné par chaque partie au maître d'ouvrage unique. Il s'engage à transmettre aux partenaires les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

S'agissant des partenaires, ces derniers s'engagent à transmettre tous les documents pour réaliser les études et les travaux (Plan des réseaux, contraintes diverses du chantier dès la phase validation) dans un délai de 30 jours.
Le maître d'ouvrage ne pourra pas être responsable des délais et dépenses supplémentaires liés au défaut de transmission des documents par les partenaires.

Les partenaires s'engagent à :

- désigner au maximum deux représentants pour la phase études et travaux pour suivre le projet, lesquels seront amenés à centraliser les correspondances avec le maître d'ouvrage unique, mais également assister aux réunions ;
- être présents aux réunions de validation organisées par le maître d'ouvrage unique. En cas d'absence, un avis écrit relatif au compte rendu de réunion devra être transmis au maître d'ouvrage unique dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception du compte rendu de réunion. L'absence de transmission vaut acceptation tacite.

Les partenaires pourront solliciter le maître ouvrage unique pour pouvoir accéder au chantier, en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention et du bon déroulement des opérations. Ils ne peuvent faire d'éventuelles observations qu'aux représentants du maître d'ouvrage unique. Tout rejet de ces observations doit être motivé par le maître d'ouvrage unique.

7.2 Validation préalable ou avis.

Le maître d'ouvrage unique transmettra aux parties notamment pour validation et visas les plans et documents suivants :

- les études préliminaires ;
- l'avant-projet et le plan d'exécution de l'opération ;
- le DOE ;
- le dossier de rétrocession complet ;

Cette validation intervient dans un délai de 10 jours à compter de la réception des documents. Au-delà de ce délai, le ou les partenaire est réputé avoir validé le document concerné.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage unique présentera pour avis aux partenaires, les dossiers de consultation des entreprises de l'ensemble des marchés publics concourant à l'opération excédant un besoin estimatif de 45 000 euros (exprimé en hors taxes), ainsi que les rapports d'analyse des offres.

7.3 Communication envers les tiers.

Tous les supports de communication administratifs, institutionnels liés aux opérations fixées dans la présente convention comporteront les logos et noms de chacune des parties. (Annexe 4 - logos)

8 Modalités financières

8.1 Principes de financement des opérations.

L'Eurométropole de Strasbourg assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans sa globalité.
Les travaux concernant la requalification des espaces extérieurs et la redéfinition des limites privatives sont financés par chaque partenaire selon la domanialité actuelle et les compétences de chaque partenaire.
Ainsi, les montants prévisionnels sont ventilés en lots pour chacun des partenaires :

- le lot voirie comprend les travaux de voirie ;
- le lot paysager comprend les travaux des espaces verts, plantation, mobilier d'agrément, aire de jeux, parvis, place et éclairage et système d'accès aux parkings privés

Le montant prévisionnel de chaque partie inclus :

- les frais des études y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- les travaux eux-mêmes ;
- les frais annexes (publication, publicité, concertation, coordonnateur SPS, archéologie ...) les frais nécessaires pour réaliser le programme de réaménagement ;

Par ailleurs, les travaux d'OPHEA bénéficient d'une subvention spécifique à hauteur de 50% dans le cadre de la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015*, « Recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et d'usage public »*. Cette subvention fera l'objet d'une convention particulière.

Le maître d'ouvrage doit veiller à respecter le budget prévisionnel fixé par la présente convention. Néanmoins une tolérance est accordée en cas de dépassement inférieur à 10% de l'enveloppe prévisionnelle globale. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter d'intégrer les travaux supplémentaires et leur montant par voie d'avenant à la présente convention.

Le maître d'ouvrage doit également veiller à respecter les taux de répartition financiers prévus par les partenaires, sous réserve d'une tolérance d'une variation de 5 % par rapport à la répartition financière prévisionnelle, si celle-ci est dument justifiée. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter de fixer une nouvelle répartition financière, par voie d'avenant.

8.2 Montant prévisionnel des opérations pour chacune des parties et clé de répartition

Les montants prévisionnels sont répartis en deux lots : voirie, paysager et éclairage - système d'accès au parking privés**.**

La clé de répartition est calculée comme suit :

Clé = <u>Montant du budget de chaque partenaire</u>
Montant total du programme des opérations en %

Maitre d'ouvrage	**Budget prévisionnel voirie TTC**	**Budget prévisionnel éclairage et aménagements paysagers système d'accès TTC**	**Total du budget prévisionnel TTC**	**Clé de répartition**
OPHEA	540 000 €	1 225 000 €	1 765 000 €	**55%**
EMS	1 060 000 €		1 060 000 €	**33%**
Ville de Strasbourg		375 000 €	375 000 €	**12%**
Total prévisionnel du programme	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**	

Ces montants sont toutes taxes comprises. Le détail du chiffrage figure dans l'Annexe 3.

Le financement de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs est assuré par les partenaires selon la clef de répartition ci-dessus.

L'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité de maître d'ouvrage unique, assurera directement la rémunération des marchés qu'il aura souscrits auprès des entreprises.

Les parties s'engagent à assurer le financement de l'opération selon les modalités décrites dans l'article 8 § 3 .

8.3 Modalités de recouvrement.

OPHEA et la Ville de Strasbourg s'engagent à verser :

- 10% de la totalité des opérations à l'attribution du marché de maitrise d'œuvre,
- 35% de la totalité des opérations à l'attribution du marché de travaux
- 35% de la totalité des opérations à l'attribution du marché de travaux à l'année n+1

- le solde restant à la réception et du dossier de rétrocession complet et validé par le service de la politique foncière et immobilière de l'Eurométropole de Strasbourg.

Calcul du dernier versement : Le montant du dernier versement correspond au décompte des factures des opérations réalisées et des sommes versées précédemment par les partenaires selon les versements figurants ci-dessous.
Le décompte est réalisé par le maître d'ouvrage unique sur la base des dépenses figurant en compte PE 10/844/Programme 1420 de l'Eurométropole de Strasbourg et selon la clé de répartition fixée par la présente convention.

Les parties s'engagent à assurer le financement de l'opération comme suit :

Partenaires	**1er versement 10%**	**2ème versement 35%**	**3ème versement 35%**	**4ème versement ajusté au décompte**
OPHEA	176 500 €	617 750 €	617 750 €	environ 353 000 €
Ville de Strasbourg	37 500 €	131 250 €	131 250 €	environ 75 000 €

Ces montants sont toutes taxes comprises.

8.4 Modalités comptables.

Avant tout règlement, chaque partenaire transmet au maître d'ouvrage unique la délibération autorisant la signature des conventions ainsi que la convention signée.

Un titre de recette sera édité pour chacun des versements par l'Eurométropole conformément aux règles de présentation applicables au secteur public local pour OPHEA et pour la Ville de Strasbourg.
Ces titres seront communiqués par l'intermédiaire de la plateforme Chorus avec les informations suivantes :
Les demandes de versement seront transmises par voie dématérialisée par l'Eurométropole sur la plateforme Chorus Portail Pro (https ://chorus-pro.gouv.fr) en indiquant le numéro de SIRET du co-contractant concerné suivant :

SIRET 276700028
Code service : EXP_HBC
Numéro engagement : néant

Le courrier de demande portera les mentions suivantes :

- objet de la facturation « Opération Espex Rotterdam-Strasbourg « aménagements d'espaces extérieurs » »
- date ;

- montant du versement précisant formellement la TVA 20% taux normal
- numéro du versement ;
- montant déjà versé par le co-contractant

Le solde de la participation sera demandé, après service fait, sur présentation :

- d'un état récapitulatif définitif des dépenses, faisant état des sommes payées par le maître d'ouvrage unique et qui devra être visé par la maîtrise d'ouvrage unique comptable public ;
- du décompte général et définitif du projet ;
- du certificat d'achèvement du projet et un certificat de conformité des travaux ;
- le rapport d'exécution du projet ;

Toute régularisation à la hausse ou à la baisse sera effectuée dans le cadre de l'établissement du Décompte général définitif (DGD). Faute de retour dans un délai de 40 jours, ce dernier est réputé accepté.

Le paiement est effectué directement par virement bancaire à l'Eurométropole de Strasbourg, au profit du compte dont les références sont les suivantes :

N° IBAN	FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
N° BIC	BDFEFRPPCCT
N° SIRET	246 700 488 00017

OPHEA et la Ville de Strasbourg s'engagent à verser la somme due sous un délai de 30 jours. Toutes les pièces justificatives visées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 seront communiquées.

9 Assurances et responsabilités

Le maître d'ouvrage unique fera son affaire des assurances. Le maître d'ouvrage unique s'assurera que les entreprises de travaux ainsi que les maitres d'œuvres sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux.

10 Terme de la convention

10.1 Terme normal

Lorsque la réception des travaux intervient sans réserve, le terme de la convention intervient à compter de la signature du procès-verbal de réception des ouvrages par l'ensemble des partenaires.
Lorsque la réception des travaux intervient avec des réserves, le terme de la convention intervient lorsque l'intégralité des réserves pour les travaux concernés, y compris celles relatives à la garantie de parfait achèvement, seront levées.

10.2 Résiliation amiable

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention.

10.3 Retrait d'un des partenaires

En cas de faute grave imputable au maître d'ouvrage unique, un partenaire peut se retirer de la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois. Ce retrait est notifié individuellement aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le partenaire règlera, au prorata de son taux de répartition financier, les dépenses préalablement engagées par le maitre d'ouvrage unique.

Le retrait d'un partenaire ne provoque pas le terme anticipé de la convention.

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Ville de Strasbourg et OPHEA, partenaires à la présente convention, peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

Par ailleurs, cette faculté est subordonnée au règlement financier par la personne publique concernée des dépenses déjà effectuées, par application de son taux de répartition financier, majoré d'une pénalité égale à 15% (hors taxes) du budget prévisionnel global de la présente opération de travaux, à régler au maitre d'ouvrage unique.

La résiliation pour motif d'intérêt général émanant d'une personne publique partie à la présente convention ne met pas fin aux liens contractuels entre d'une part, les partenaires restants, et d'autre part, le maître d'ouvrage unique.

Le maître d'ouvrage unique, en sa qualité de personne publique, peut également résilier unilatéralement la présente convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage unique indemnisera intégralement les autres parties à la convention de leurs préjudices.

La résiliation pour motif d'intérêt général du maître d'ouvrage unique provoque le terme de la convention.

11 Litiges

Dans le cas où aucun accord n'aura pas pu être trouvé entre les parties après médiation, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Strasbourg.

12 Annexes

Constituent des annexes à la présente convention, ayant pleinement valeur contractuelle, les documents suivants :

Annexe 1 : Emprise du projet
Annexe 2 : Plan guide
Annexe 3 : Détail du chiffrage par secteurs
Annexe 4 : Logos des partenaires

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour OPHEA Le ../../…. Le directeur général Jean Bernard DAMBIER	Pour la Ville de Strasbourg Le ../../…. La maire de Strasbourg Jeanne BARSEGHIAN	Pour l'Eurométropole de Strasbourg Le ../../…. La présidente de l'Eurométropole de Strasbourg Pia IMBS

Annexe 1 Emprise projet



Annexe 2 Plan Guide



Plan guide ESPEX Citée Rotterdam

Annexe 3 Chiffrage des opérations

ESPEX Cité Rotterdam
Estimation des aménagements d'espaces extérieurs
Stade faisabilité - Mai 2021

				Budget total en TTC		
	Secteurs	Maitre d'ouvrage	Superficie	Budget voirie	Budget éclairage et aménagements paysagers	Total
1	Promenade du Luxembourg	Ophéa	2 180	190 000 €	60 000 €	250 000 €
2	Place Albert 1er	EMS/VDS	2 030	260 000 €	85 000 €	345 000 €
3	Trottoir Sud rue de l'Yser	EMS/VDS	2 800	290 000 €	120 000 €	410 000 €
5	Rue de Douai - trottoir	EMS	650	50 000 €	0 €	50 000 €
6	Parking Douai/Albert 1er	Ophéa	790	120 000 €	30 000 €	150 000 €
7	Rue de Rotterdam	EMS/VDS	2 500	460 000 €	110 000 €	570 000 €
8	Dévoiement rue de Rotterdam	Ophéa	1 500	130 000 €	30 000 €	160 000 €
9	Parc	Ophéa	17 300	40 000 €	1 105 000 €	1 145 000 €
10	Passage rue d'Ypres (Entre Ypres et le stationnement)	Ophéa	70	10 000 €	0 €	10 000 €
11	Conteneurs enterrés	Ophéa	0	50 000 €	0 €	50 000 €
12	Budget participatif éclairage et City	VDS	0	0 €	60 000 €	60 000 €
TOTAL			**29 750**	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**
TOTAL OPHEA			**21840**	**540 000 €**	**1 225 000 €**	**1 765 000 €**
TOTAL EMS			**7 980**	**1 060 000 €**		**1 060 000 €**
TOTAL Ville de strasbourg					**375 000 €**	**375 000 €**

Versement	1er versement 10%	2ème versement 35%	3ème versement 35%	4ème versement ajusté au décompte
OPHEA	176 500 €	617 750 €	617 750 €	environ 353 000 €
Ville de Strasbourg	37 500 €	131 250 €	131 250 €	environ 75 000 €

Maitre d'ouvrage	Budget prévisionnel voirie TTC	Budget prévisionnel éclairage et aménagements paysagers TTC	Total du budget prévisionnel TTC	Clé de répartition
OPHEA	540 000 €	1 225 000 €	1 765 000 €	**55%**
EMS	1 060 000 €		1 060 000 €	**33%**
Ville de Strasbourg		375 000 €	375 000 €	**12%**
Total prévisionnel du programme	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**	

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Parc Rotterdam**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Dimensions :	superficie 17 300 m²
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Démolition escalier	1	u		2 000 €	2 000 €
Mur en L	16	ml		500 €	8 000 €
Remblai mur en L et enrobés	1	u		2 500 €	2 500 €
Fourniture et pose du garde corps	16	ml		250 €	4 000 €
Structures cheminement piéton Peronne	280	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	4 760 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	- €
Revêtements de surface/ bordures	280	m²	E7- Gamme générique	20 €	5 600 €
Assainissement de surface	280	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	840 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	280	m²		7 €	1 960 €
Signalisation	280	m²		3 €	840 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	5 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	30 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	200	ml		280 €	56 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	17300	m²		20 €	346 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)	17300	m²		10 €	173 000 €
Aire de jeux	200	m²		350 €	70 000 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre : City, agrès sportif, aire d'ébats pour chien...	1	u		180 000 €	180 000 €

Total budget travaux OPHEA HT	830 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**996 000,00 €**

Budget prévis Budget prévisionnel éclairage et aménag Total du budget prévisionnel TTC

Frais annexes OPHEA		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	360,00 €
Sondages, etc.		1,0%	360,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	180,00 €
Déviation (1%)		1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	4 320,00 €

Total opération OPHEA TTC	**40 000,00 €**	
Ratio	2	€/m²

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	9 960,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	4 980,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	12 456,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	119 520,00 €

Total opération OPHEA TTC	**1 150 000,00 €**	
Ratio	66	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue d'Ypres piétonnisation du passage**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	Passage entre rue d'Ypres et rue d'Amsterdam
Dimensions :	superficie 70 m²
	longueur 14 ml
	largeur 5 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	70	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	1 190 €
Décroutage terrassement	14	ml		100 €	1 400 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	70	m²	E7- Gamme générique	20 €	1 400 €
Assainissement de surface	70	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	1 050 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	70	m²		7 €	490 €
Signalisation	70	m²		3 €	210 €
Contrôle d'accès		u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	10 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**12 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	0,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**0,00 €**

Frais annexes OPHEA		Budget prévis Pourcentage ou montant	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)			1,0%	120,00 €
Sondages, etc.			1,0%	120,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	60,00 €
Déviation (1%)			1,0%	120,00 €
Publication marchés (0,25 %)			0,25%	30,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	120,00 €
Suivi faunes/ flores			8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN			5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau			6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"			4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	1 440,00 €

Total opération OPHEA TTC	**10 000,00 €**	
Ratio	143	€/m²

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	0,00 €

Total opération OPHEA TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Conteneurs enterrés**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Nombre	Nombres 45
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Conteneurs enterrés	45	u		650 €	29 250 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures		m²	E7- Gamme générique	20 €	0 €
Assainissement de surface		m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	0 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	- €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)		m²		7 €	0 €
Signalisation		m²		3 €	0 €
Divers génie civil conteneurs		u	Sans objet	800 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	30 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	0,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**0,00 €**

Frais annexes OPHEA		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	360,00 €
Sondages, etc.	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budg #VALEUR!
Panneau d'information de chantier		0,5%	180,00 €
Déviation (1%)		1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	4 320,00 €

Total opération OPHEA TTC	**#VALEUR!**	
Ratio		€/m²

Frais annexes OPHEA		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	0,00 €

Total opération OPHEA TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue de Rotterdam piétonisation**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Dimensions :	superficie 2500 m²
	longueur 250 ml
	largeur 10 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2500	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	42 500 €
Décroutage terrassement	250	ml		100 €	25 000 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2500	m²	E7- Gamme générique	20 €	50 000 €
Assainissement de surface	2500	m²	Gestion alternative des eaux pluviales (s	35 €	87 500 €
Réseau SIRAC	230	ml		50 €	11 500 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	2500	m²		7 €	17 500 €
Signalisation	2500	m²		3 €	7 500 €
Contrôle d'accès	2	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	20 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	20	u		2 500 €	50 000 €

Total budget travaux EMS HT	**320 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**384 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	230	ml		280 €	64 400 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	100	m²		50 €	5 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)	300	m²		25 €	7 500 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**80 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**96 000,00 €**

Frais annexes- EMS		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	3 840,00 €
Sondages, etc.		1,0%	3 840,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 920,00 €
Déviation (1%)		1,0%	3 840,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	960,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	3 840,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	1 800,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	46 080,00 €

Total opération EMS TTC	**460 000,00 €**	
Ratio	184	€/m²

Frais annexes- Ville		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	960,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	480,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	180,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	11 520,00 €

Total opération Ville TTC	**110 000,00 €**	
Ratio	44	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Dévoiement rue de Rotterdam**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Dimensions :	superficie 1500 m²
	longueur 60 ml
	largeur 18 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	750	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	12 750 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	1500	m²	E7- Gamme générique	20 €	30 000 €
Assainissement de surface	1500	m²	Modification du profil en travers avec co	8 €	12 000 €
Réseau SIRAC	60	ml		50 €	3 000 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	1500	m²		7 €	10 500 €
Signalisation	1500	m²		3 €	4 500 €
Contrôle d'accès	1	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €
Total budget travaux OPHEA HT	90 000,00 €				
Total budget travaux OPHEA TTC	**108 000,00 €**				

Réseau éclairage et points lumineux	60	ml		280 €	16 800 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €
Total budget travaux OPHEA HT	20 000,00 €				
Total budget travaux OPHEA TTC	**24 000,00 €**				

	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
Frais annexes		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	1 080,00 €
Sondages, etc.		1,0%	1 080,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	540,00 €
Déviation (1%)		1,0%	1 080,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	270,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	1 080,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	12 960,00 €
Total opération OPHEA TTC	**130 000,00 €**		
Ratio	87	€/m²	

Frais annexes OPHEA		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	240,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	120,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	2 880,00 €
Total opération OPHEA TTC	**30 000,00 €**		
Ratio	20	€/m²	

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue de Douai trottoir et stationnement sur chaussée**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	Complet
Dimensions :	superficie 650 m²
	longueur 155 ml
	largeur 4 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	325	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	5 525 €
Structures	325	m²	Conservation structure	12 €	3 900 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	650	m²	E7- Gamme générique	20 €	13 000 €
Assainissement de surface	650	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	1 950 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	650	m²		7 €	4 550 €
Signalisation	650	m²		3 €	1 950 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**30 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**0,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**0,00 €**

Frais annexes- EMS	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Pourcentage ou montant	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)			1,0%	360,00 €
Sondages, etc.			1,0%	360,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	180,00 €
Déviation (1%)			1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)			0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores			8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN			5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau			6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"			4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	4 320,00 €

Total opération EMS TTC	**50 000,00 €**	
Ratio	77	€/m²

Frais annexes- Ville			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	0,00 €

Total opération Ville TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Parking rue de Douai**	
Commune/ quartier :	Strasbourg	
Date:	avr-21	
Tronçons :	Parking	
Dimensions :	superficie	790 m²
	longueur	50 ml
	largeur	8 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY	
Montant délibéré et dates de délibération		
Imputation budgétaire	**OPHEA**	

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	790	m²	Conservation structure	12 €	9 480 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	790	m²	E7- Gamme générique	20 €	15 800 €
Assainissement de surface	790	m²	Gestion alternative des eaux pluviales (s	35 €	27 650 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	790	m²		7 €	5 530 €
Signalisation	790	m²		3 €	2 370 €
Contrôle d'accès	1	u	Barrière pivotantes (avec passage piéto	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**80 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**96 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	50	ml		280 €	14 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	100	m²		50 €	5 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**20 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**24 000,00 €**

Frais annexes	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)		1,0%	960,00 €
Sondages, etc.		1,0%	960,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	480,00 €
Déviation (1%)		1,0%	960,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	240,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	960,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	11 520,00 €

Total opération OPHEA TTC	**120 000,00 €**	
Ratio	152	€/m²

Frais annexes- OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	240,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	120,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	180,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	2 880,00 €

Total opération OPHEA TTC	**30 000,00 €**	
Ratio	38	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Place Albert 1er**	
Commune/ quartier :	Strasbourg	
Date:	avr-21	
Tronçons :	Complet	
Dimensions :	superficie	2030 m²
	longueur	45 ml
	largeur	27 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY	
Montant délibéré et dates de délibération		
Imputation budgétaire	T1/T2	270 000€ TTC EMS et 110 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	1730	m²	Conservation structure	12 €	20 760 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	1730	m²	E2- Gamme spécifique	50 €	86 500 €
Assainissement de surface	1730	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	25 950 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	2030	m²		7 €	14 210 €
Signalisation	2030	m²		3 €	6 090 €
Contrôle d'accès		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	10	u		2 500 €	25 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**180 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**216 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	80	ml		280 €	22 400 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	300	m²		50 €	15 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)	1000	m²		25 €	25 000 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**70 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**84 000,00 €**

Frais annexes- EMS		Budget prévis Pourcentage ou montant	Budget prévisionnel éclairage et aménag Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)		1,0%	2 160,00 €
Sondages, etc.		1,0%	2 160,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 080,00 €
Déviation (1%)		1,0%	2 160,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	540,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	2 160,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	900,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	25 920,00 €

Total opération EMS TTC	**260 000,00 €**		
Ratio		128	€/m²

Frais annexes- Ville		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	840,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	420,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	540,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	10 080,00 €

Total opération Ville TTC	**100 000,00 €**		
Ratio		49	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Trottoir et stationnement rue d'Yser**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	Trottoir côté sud et réoragnisation du stationnement
Dimensions :	superficie 2800 m²
	longueur 250 ml
	largeur 11 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
	17/12/2020
Imputation budgétaire	Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2800	m²	Conservation structure	12 €	33 600 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2800	m²	E7- Gamme générique	20 €	56 000 €
Assainissement de surface	2800	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	42 000 €
Réseau SIRAC	250	ml		50 €	12 500 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	2800	m²		7 €	19 600 €
Signalisation	2800	m²		3 €	8 400 €
Contrôle d'accès	1	u	Barrière pivotantes (avec passage piéton	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	4	u		2 500 €	10 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**200 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**240 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	250	ml		280 €	70 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	300	m²		50 €	15 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**90 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**108 000,00 €**

Frais annexes- EMS		Budget prévis Budget prévisionnel éclairage et aménag Pourcentage ou montant	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)		1,0%	2 400,00 €
Sondages, etc.		1,0%	2 400,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 200,00 €
Déviation (1%)		1,0%	2 400,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	600,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	2 400,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	360,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	28 800,00 €

Total opération EMS TTC	**290 000,00 €**		
Ratio		104	€/m²

Frais annexes- Ville		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	1 080,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	540,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	540,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	12 960,00 €

Total opération Ville TTC	**120 000,00 €**		
Ratio		43	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Promenade du Luxembourg**	
Commune/ quartier :	Strasbourg	
Date:	avr-21	
Tronçons :	Complet	
Dimensions :	superficie	2180 m²
	longueur	120 ml
	largeur	14 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY	
Montant délibéré et dates de délibération		
Imputation budgétaire	**OPEHA**	

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2180	m²	Conservation structure	12 €	26 160 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2180	m²	E7- Gamme générique	20 €	43 600 €
Assainissement de surface	2180	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	6 540 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,...)	2180	m²		7 €	15 260 €
Signalisation	2180	m²		3 €	6 540 €
Contrôle d'accès	0	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	0 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	10	u		2 500 €	25 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	130 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**156 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	120	ml		280 €	33 600 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,...)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	40 000,00 €
Total budget travaux OPHEA TTC	**48 000,00 €**

	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
Frais annexes		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	1 560,00 €
Sondages, etc.		1,0%	1 560,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	780,00 €
Déviation (1%)		1,0%	1 560,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	390,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	1 560,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	900,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	18 720,00 €

Total opération OPHEA TTC	**190 000,00 €**	
Ratio	87	€/m²

Frais annexes OPHEA TTC		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	480,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	240,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	5 760,00 €

Total opération OPHEA TTC	**60 000,00 €**	
Ratio	28	€/m²

Annexe 4 Logos partenaires





ESPEX Cité Rotterdam
Estimation des aménagements d'espaces extérieurs
Stade faisabilité - Mai 2021

				Budget total en TTC		
	Secteurs	Maitre d'ouvrage	Superficie	Budget voirie	Budget éclairage et aménagements paysagers	Total
1	Promenade du Luxembourg	Ophéa	2 180	190 000 €	60 000 €	250 000 €
2	Place Albert 1er	EMS/VDS	2 030	260 000 €	85 000 €	345 000 €
3	Trottoir Sud rue de l'Yser	EMS/VDS	2 800	290 000 €	120 000 €	410 000 €
5	Rue de Douai - trottoir	EMS	650	50 000 €	0 €	50 000 €
6	Parking Douai/Albert 1er	Ophéa	790	120 000 €	30 000 €	150 000 €
7	Rue de Rotterdam	EMS/VDS	2 500	460 000 €	110 000 €	570 000 €
8	Dévoiement rue de Rotterdam	Ophéa	1 500	130 000 €	30 000 €	160 000 €
9	Parc	Ophéa	17 300	40 000 €	1 105 000 €	1 145 000 €
10	Passage rue d'Ypres (Entre Ypres et le stationnement)	Ophéa	70	10 000 €	0 €	10 000 €
11	Conteneurs enterrés	Ophéa	0	50 000 €	0 €	50 000 €
12	Budget participatif éclairage et City	VDS	0	0 €	60 000 €	60 000 €
TOTAL			**29 750**	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**
TOTAL OPHEA			**21840**	**540 000 €**	**1 225 000 €**	**1 765 000 €**
TOTAL EMS			**7 980**	**1 060 000 €**		**1 060 000 €**
TOTAL Ville de strasbourg					**375 000 €**	**375 000 €**

Versement	**1er versement 10%**	**2ème versement 35%**	**3ème versement 35%**	**4ème versement ajusté au décompte**
OPHEA	176 500 €	617 750 €	617 750 €	environ 353 000 €
Ville de Strasbourg	37 500 €	131 250 €	131 250 €	environ 75 000 €

Maitre d'ouvrage	**Budget prévisionnel voirie TTC**	**Budget prévisionnel éclairage et aménagements paysagers TTC**	**Total du budget prévisionnel TTC**	**Clé de répartition**
OPHEA	540 000 €	1 225 000 €	1 765 000 €	**55%**
EMS	1 060 000 €		1 060 000 €	**33%**
Ville de Strasbourg		375 000 €	375 000 €	**12%**
Total prévisionnel du programme	**1 600 000 €**	**1 600 000 €**	**3 200 000 €**	

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Promenade du Luxembourg**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	Complet		
Dimensions :	superficie	2180	m²
	longueur	120	ml
	largeur	14	m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY		
Montant délibéré et dates de délibération			

Imputation budgétaire **OPEHA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2180	m²	Conservation structure	12 €	26 160 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2180	m²	E7- Gamme générique	20 €	43 600 €
Assainissement de surface	2180	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	6 540 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	2180	m²		7 €	15 260 €
Signalisation	2180	m²		3 €	6 540 €
Contrôle d'accès	0	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusior	10 000 €	0 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	10	u		2 500 €	25 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**130 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**156 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	120	ml		280 €	33 600 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**40 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**48 000,00 €**

Budget prévis | Budget prévisionnel éclairage et aména | Total du budget prévisionnel TTC

Frais annexes		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	1 560,00 €
Sondages, etc.		1,0%	1 560,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	780,00 €
Déviation (1%)		1,0%	1 560,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	390,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	1 560,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	900,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	18 720,00 €

Total opération OPHEA TTC	**190 000,00 €**	
Ratio	87	€/m²

Frais annexes OPHEA TTC			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	480,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	240,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	5 760,00 €

Total opération OPHEA TTC	**60 000,00 €**	
Ratio	28	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Place Albert 1er**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	Complet		
Dimensions :	superficie	2030	m²
	longueur	45	ml
	largeur	27	m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY		
Montant délibéré et dates de délibération			
Imputation budgétaire	T1/T2	270 000€ TTC EMS et 110 000€ TTC Ville	

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	1730	m²	Conservation structure	12 €	20 760 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	1730	m²	E2- Gamme spécifique	50 €	86 500 €
Assainissement de surface	1730	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	25 950 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	2030	m²		7 €	14 210 €
Signalisation	2030	m²		3 €	6 090 €
Contrôle d'accès		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	10	u		2 500 €	25 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**180 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**216 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	80	ml		280 €	22 400 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	300	m²		50 €	15 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)	1000	m²		25 €	25 000 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**70 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**84 000,00 €**

Budget prévis Budget prévisionnel éclairage et aménag Total du budget prévisionnel TTC

Frais annexes- EMS		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	2 160,00 €
Sondages, etc.		1,0%	2 160,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 080,00 €
Déviation (1%)		1,0%	2 160,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	540,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	2 160,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	900,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	25 920,00 €

Total opération EMS TTC	**260 000,00 €**	
Ratio	128	€/m²

Frais annexes- Ville			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	840,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	420,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	540,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	10 080,00 €

Total opération Ville TTC	**100 000,00 €**	
Ratio	49	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Trottoir et stationnement rue d'Yser**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	Trottoir côté sud et réoragnisation du stationnement
Dimensions :	superficie 2800 m²
	longueur 250 ml
	largeur 11 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
	17/12/2020
Imputation budgétaire	Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2800	m²	Conservation structure	12 €	33 600 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2800	m²	E7- Gamme générique	20 €	56 000 €
Assainissement de surface	2800	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	42 000 €
Réseau SIRAC	250	ml		50 €	12 500 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	2800	m²		7 €	19 600 €
Signalisation	2800	m²		3 €	8 400 €
Contrôle d'accès	1	u	Barrière pivotantes (avec passage piéton	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	4	u		2 500 €	10 000 €
Autres		0	Sans objet	0 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**200 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**240 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	250	ml		280 €	70 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	300	m²		50 €	15 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**90 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**108 000,00 €**

	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
Frais annexes- EMS		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	2 400,00 €
Sondages, etc.		1,0%	2 400,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 200,00 €
Déviation (1%)		1,0%	2 400,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	600,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	2 400,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	360,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	28 800,00 €

Total opération EMS TTC	**290 000,00 €**	
Ratio	104	€/m²

Frais annexes- Ville		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	1 080,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	540,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	540,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	12 960,00 €

Total opération Ville TTC	**120 000,00 €**	
Ratio	43	€/m²

250

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue de Douai trottoir et stationnement sur chaussée**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	Complet		
Dimensions :	superficie	650	m²
	longueur	155	ml
	largeur	4	m

Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam

Imputation budgétaire	Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	325	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	5 525 €
Structures	325	m²	Conservation structure	12 €	3 900 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	650	m²	E7- Gamme générique	20 €	13 000 €
Assainissement de surface	650	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	1 950 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	650	m²		7 €	4 550 €
Signalisation	650	m²		3 €	1 950 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux EMS HT	**30 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**0,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**0,00 €**

Frais annexes- EMS		Budget prévisi	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
			Pourcentage ou montant	
SPS (1%)			1,0%	360,00 €
Sondages, etc.			1,0%	360,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	180,00 €
Déviation (1%)			1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)			0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores			8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN			5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau			6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"			4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	4 320,00 €

Total opération EMS TTC	**50 000,00 €**	
Ratio	77	€/m²

Frais annexes- Ville			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	0,00 €

Total opération Ville TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Parking rue de Douai**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	Parking		
Dimensions :	superficie	790	m²
	longueur	50	ml
	largeur	8	m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY		
Montant délibéré et dates de délibération			

Imputation budgétaire **OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	790	m²	Conservation structure	12 €	9 480 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	790	m²	E7- Gamme générique	20 €	15 800 €
Assainissement de surface	790	m²	Gestion alternative des eaux pluviales (s	35 €	27 650 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	- €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	790	m²		7 €	5 530 €
Signalisation	790	m²		3 €	2 370 €
Contrôle d'accès	1	u	Barrière pivotantes (avec passage piéton	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**80 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**96 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	50	ml		280 €	14 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	100	m²		50 €	5 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**20 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**24 000,00 €**

Frais annexes	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)		1,0%	960,00 €
Sondages, etc.		1,0%	960,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	480,00 €
Déviation (1%)		1,0%	960,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	240,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	960,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	11 520,00 €

Total opération OPHEA TTC	**120 000,00 €**	
Ratio	152	€/m²

Frais annexes- OPHEA		Pourcentage	
SPS (1%)		1,0%	240,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	
Publication marchés (0,25 %)		0,5%	120,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	180,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	2 880,00 €

Total opération OPHEA TTC	**30 000,00 €**	
Ratio	38	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue de Rotterdam piétonisation**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	complet		
Dimensions :	superficie	2500	m²
	longueur	250	ml
	largeur	10	m

Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam

Imputation budgétaire : Crédits DUT 750 000€ TTC EMS et 300 000€ TTC Ville

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	2500	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	42 500 €
Décroutage terrassement	250	ml		100 €	25 000 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	2500	m²	E7- Gamme générique	20 €	50 000 €
Assainissement de surface	2500	m²	Gestion alternative des eaux pluviales (s	35 €	87 500 €
Réseau SIRAC	230	ml		50 €	11 500 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	2500	m²		7 €	17 500 €
Signalisation	2500	m²		3 €	7 500 €
Contrôle d'accès	2	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	20 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement	20	u		2 500 €	50 000 €

Total budget travaux EMS HT	**320 000,00 €**
Total budget travaux EMS TTC	**384 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	230	ml		280 €	64 400 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	100	m²		50 €	5 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)	300	m²		25 €	7 500 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux Ville HT	**80 000,00 €**
Total budget travaux Ville TTC	**96 000,00 €**

Frais annexes- EMS		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	3 840,00 €
Sondages, etc.		1,0%	3 840,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	1 920,00 €
Déviation (1%)		1,0%	3 840,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	960,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	3 840,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	1 800,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	46 080,00 €

Total opération EMS TTC	**460 000,00 €**		
Ratio	184	€/m²	

Frais annexes- Ville			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	960,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	480,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	180,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	11 520,00 €

Total opération Ville TTC	**110 000,00 €**		
Ratio	44	€/m²	

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Dévoiement rue de Rotterdam**		
Commune/ quartier :	Strasbourg		
Date:	avr-21		
Tronçons :	complet		
Dimensions :	superficie	1500	m²
	longueur	60	ml
	largeur	18	m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY		
Montant délibéré et dates de délibération			
Imputation budgétaire	**OPHEA**		

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	750	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	12 750 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	1500	m²	E7- Gamme générique	20 €	30 000 €
Assainissement de surface	1500	m²	Modification du profil en travers avec co	8 €	12 000 €
Réseau SIRAC	60	ml		50 €	3 000 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	1500	m²		7 €	10 500 €
Signalisation	1500	m²		3 €	4 500 €
Contrôle d'accès	1	u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	10 000 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	0 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €
Total budget travaux OPHEA HT	**90 000,00 €**				
Total budget travaux OPHEA TTC	**<u>108 000,00 €</u>**				
Réseau éclairage et points lumineux	60	ml		280 €	16 800 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €
Total budget travaux OPHEA HT	**20 000,00 €**				
Total budget travaux OPHEA TTC	**<u>24 000,00 €</u>**				

	Budget prévisi	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
Frais annexes		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	1 080,00 €
Sondages, etc.		1,0%	1 080,00 €
Panneau d'information de chantier		0,5%	540,00 €
Déviation (1%)		1,0%	1 080,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	270,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	1 080,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	12 960,00 €
Total opération OPHEA TTC	**<u>130 000,00 €</u>**		
Ratio	87	€/m²	

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	240,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	120,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	2 880,00 €
Total opération OPHEA TTC	**<u>30 000,00 €</u>**			
Ratio	20	€/m²		

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Parc Rotterdam**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Dimensions :	superficie 17 300 m²
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Démolition escalier	1	u		2 000 €	2 000 €
Mur en L	16	ml		500 €	8 000 €
Remblai mur en L et enrobés	1	u		2 500 €	2 500 €
Fourniture et pose du garde corps	16	ml		250 €	4 000 €
Structures cheminement piéton Peronne	280	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	4 760 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	- €
Revêtements de surface/ bordures	280	m²	E7- Gamme générique	20 €	5 600 €
Assainissement de surface	280	m²	Intervention ponctuelle: mise à niveau e	3 €	840 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	280	m²		7 €	1 960 €
Signalisation	280	m²		3 €	840 €
Mobilier particulier		nc	Sans objet	5 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**30 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux	200	ml		280 €	56 000 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers	17300	m²		20 €	346 000 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)	17300	m²		10 €	173 000 €
Aire de jeux	200	m²		350 €	70 000 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre : City, agrès sportif, aire d'ébats pour chien…	1	u		180 000 €	180 000 €

Total budget travaux OPHEA HT	**830 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**996 000,00 €**

Frais annexes OPHEA		Budget prévisi	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
			Pourcentage ou montant	
SPS (1%)			1,0%	360,00 €
Sondages, etc.			1,0%	360,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	180,00 €
Déviation (1%)			1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)			0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores			8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN			5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau			6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"			4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	4 320,00 €

Total opération OPHEA TTC	**40 000,00 €**	
Ratio	2	€/m²

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	9 960,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	4 980,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	12 456,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	119 520,00 €

Total opération OPHEA TTC	**1 150 000,00 €**	
Ratio	66	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Rue d'Ypres piétonnisation du passage**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	Passage entre rue d'Ypres et rue d'Amsterdam
Dimensions :	superficie 70 m²
	longueur 14 ml
	largeur 5 m
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Structures	70	m²	Structure light cheminement piéton ou p	17 €	1 190 €
Décroutage terrassement	14	ml		100 €	1 400 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures	70	m²	E7- Gamme générique	20 €	1 400 €
Assainissement de surface	70	m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	1 050 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	0 €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)	70	m²		7 €	490 €
Signalisation	70	m²		3 €	210 €
Contrôle d'accès		u	Borne manuelle renforcée anti-intrusion	10 000 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**10 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**12 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**0,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**0,00 €**

Frais annexes OPHEA		Budget prévisi Pourcentage ou montant	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budget prévisionnel TTC
SPS (1%)			1,0%	120,00 €
Sondages, etc.			1,0%	120,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	60,00 €
Déviation (1%)			1,0%	120,00 €
Publication marchés (0,25 %)			0,25%	30,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	120,00 €
Suivi faunes/ flores			8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN			5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau			6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"			4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	1 440,00 €

Total opération OPHEA TTC	**10 000,00 €**	
Ratio	143	€/m²

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	Strasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	0,00 €

Total opération OPHEA TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

Etude de faisabilité

Estimation du budget de l'opération

Nom de l'opération	**Conteneurs enterrés**
Commune/ quartier :	Strasbourg
Date:	avr-21
Tronçons :	complet
Nombre	Nombres 45
Pilote études pré-opérationnelles	Florence OURY
Montant délibéré et dates de délibération	2021ORA07 - ESPEX Citée Rotterdam
Imputation budgétaire	**OPHEA**

Estimation des travaux	Surface/nb	unité	type d'aménagement	ratio	Total
Conteneurs enterrés	45	u		650 €	29 250 €
Dépollution (amiante, HAP)		m²		35 €	0 €
Revêtements de surface/ bordures		m²	E7- Gamme générique	20 €	0 €
Assainissement de surface		m²	Infiltration surfacique des eaux pluviales	15 €	0 €
Réseau SIRAC		ml		50 €	0 €
Reprise de carrefour à feux		u	Sans objet	0 €	- €
Mobilier courant (arceaux, potelets,…)		m²		7 €	0 €
Signalisation		m²		3 €	0 €
Divers génie civil conteneurs		u	Sans objet	800 €	0 €
Arbres d'alignement		u		2 500 €	0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**30 000,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**36 000,00 €**

Réseau éclairage et points lumineux		ml		280 €	0 €
Remplacement ou création d'armoire		u		10 000 €	0 €
Aménagements paysagers		m²		50 €	0 €
Mobilier (bancs, fontaines à boire,…)		m²		25 €	0 €
Aire de jeux		m²		350 €	0 €
Clôture		ml		70 €	0 €
Fontaine		u		100 000 €	0 €
Autre					0 €

Total budget travaux OPHEA HT	**0,00 €**
Total budget travaux OPHEA TTC	**0,00 €**

Frais annexes OPHEA		Pourcentage ou montant	
SPS (1%)		1,0%	360,00 €
Sondages, etc.	Budget prévis	Budget prévisionnel éclairage et aménag	Total du budg #VALEUR!
Panneau d'information de chantier		0,5%	180,00 €
Déviation (1%)		1,0%	360,00 €
Publication marchés (0,25 %)		0,25%	90,00 €
Investigations complémentaires		1,0%	360,00 €
Suivi faunes/ flores		8 000 €	0,00 €
Dossier dérogation CNPN		5 500 €	0,00 €
Dossier loi sur l'eau		6 000 €	0,00 €
Plus-value "ABF"		4 000 €	0,00 €
Confortement (3% du montant EV)		3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H	12,0%	4 320,00 €

Total opération OPHEA TTC	**#VALEUR!**
Ratio	€/m²

Frais annexes OPHEA			Pourcentage	
SPS (1%)			1,0%	0,00 €
Panneau d'information de chantier			0,5%	
Publication marchés (0,25 %)			0,5%	0,00 €
Investigations complémentaires			1,0%	
Confortement (3% du montant EV)			3,0%	0,00 €
Honoraires Moe	trasbourg- C0 > 300 000 € H		12,0%	0,00 €

Total opération OPHEA TTC	**0,00 €**	
Ratio	0	€/m²

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Délibération de co-maitrise d'ouvrage unique pour le projet ESPEX - Hohberg.

Numéro V-2021-1279

Préambule

La délibération du 18 décembre 2015, «Recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public», prévoit des mesures spécifiques d'accompagnement des bailleurs sociaux. L'objectif est d'une part, de créer des espaces publics afin d'améliorer l'intégration et la transformation des cités dans la ville et d'autre part, pour transformer et optimiser l'exploitation des espaces extérieurs.
Une réflexion globale permet de répondre aux enjeux de circulation, de sécurité et de fonctionnalité entre les différents équipements publics du secteur et du quartier.

C'est pourquoi une démarche spécifique dénommée « ESPEX » (espaces extérieurs) a été conçue pour répondre aux enjeux écologiques et de qualité du cadre de vie des habitant-e-s (Annexe 1). Les engagements de la collectivité et des bailleurs sont précisés par des conventions sectorielles pluriannuelles. Celles-ci sont soumises à l'approbation du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, secteur par secteur. Un comité de suivi du dispositif (COPIL ESPEX) a été mis en place afin de dresser, en lien avec les bailleurs, un bilan des actions menées et ce jusqu'à l'extinction du dispositif. Le projet ESPEX et son financement sont prolongés jusqu'en 2025 compte tenu de l'impact des mesures sanitaires en 2020 et 2021.

L'expérience « ESPEX » est une des démarches de mise en œuvre de l'axe 1.4 du Plan Climat « Inventer une nouvelle manière de fabriquer la ville, d'évaluer et d'accompagner les pratiques des habitant-e-s ».

La présente délibération a pour objet de présenter la convention de co-maîtrise d'ouvrage unique pour le secteur HOHBERG entre l'Eurométropole et ses partenaires, et d'autoriser sa signature par la ville de Strasbourg.

1. Présentation du projet de requalification des espaces extérieurs du secteur Hohberg de la convention de co-maitrise d'ouvrage unique

Une réflexion globale a été conduite pour répondre aux enjeux de circulation, de sécurité, de maitrise des coûts d'entretien et de fonctionnalité entre les différents équipements publics du secteur et du quartier. Dans cette perspective, les concertations avec les habitants, Habitation Moderne, l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg ont permis de réaliser le diagnostic d'usage (Annexe 2), d'élaborer le plan guide (Annexe 3) et d'acter le programme d'opérations (Annexe 4) suivant :

- la création d'un parc central, espace de nature, véritable lieu de vie et continuité verte entre le square Paco Matéo et la rue Virgile ;
- la création d'axes structurants pour les déplacements piétons et cycles nord-sud et est-ouest ;
- la réalisation de poches de stationnement avec accès direct à une rue de desserte. la remise en état et la mise au norme des voiries, des trottoirs et de l'éclairage public et privé ;
- le déploiement de la collecte enterrée des déchets sur l'ensemble des habitats appartenant à Habitation Moderne, par la mise en place de conteneurs enterrés sur le domaine privé du bailleur (ordures ménagère et tri) ainsi que sur le domaine public (verre) ;
- la végétalisation des espaces ;
- l'infiltration des eaux pluviales sur l'ensemble du périmètre des espaces extérieurs.

Pour mener à bien ce projet global, optimiser les moyens autant techniques que financiers et humains, les trois structures ont décidé, en application des dispositions de l'article L 2422-1 et L 2422-12 du Code de la Commande Publique, de transférer à Habitation Moderne la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs (Annexe 5 convention de co-maitrise d'ouvrage)

2. Objet de la convention co-maitrise d'ouvrage

La mise en place d'un schéma de circulation articulé avec les habitations et les équipements publics ainsi que le besoin de créer une continuité paysagère impose une redistribution des espaces publics et privés pour garantir un fonctionnement de qualité pour la cité du Hohberg et les quartiers environnants de Koenigshoffen et des Poteries.

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg conviennent de confier à Habitation Moderne la maitrise d'ouvrage unique de l'opération du secteur. Ainsi, le recours à une co-maîtrise d'ouvrage unique est indispensable compte tenu de l'imbrication des opérations et pour garantir une coopération harmonieuse, pertinente et de qualité entre tous les acteurs.

Aux termes de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, « *Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de*

l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».

La convention de co-maîtrise d'ouvrage a pour objet d'organiser les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération, d'en définir les missions et les modalités de financement. (Annexe 5 – Convention de co-maitrise d'ouvrage)

3. Modalités financières

3.1 Principes de financement des opérations

Habitation Moderne assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans sa globalité.
Les travaux concernant la requalification des espaces extérieurs et la redéfinition des limites privatives sont financés par chaque partenaire selon la domanialité actuelle et les compétences de chaque partenaire.

Les partenaires s'engagent à financer les études pré-opérationnelles comme le prévoit la convention de co-maitrise d'ouvrage.

Un avenant à la convention de co-maîtrise d'ouvrage fixera les budgets prévisionnels et les modalités financières de la phase travaux de l'opération de réaménagement issue des études pré-opérationnelles.

A noter que les dépenses et travaux d'Habitation Moderne bénéficient d'une subvention spécifique à hauteur de 50% dans le cadre de la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015*, « Recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et d'usage public ».* Cette subvention fera l'objet d'une convention particulière à l'issu de l'avenant fixant les budget travaux.

Le maître d'ouvrage doit veiller à respecter le budget prévisionnel fixé par la convention de co-maitrise d'ouvrage.

3.2 Montant prévisionnel des études pré-opérationnelles pour chacune des parties et clé de répartition

La présente convention fixe le budget prévisionnel des études pré-opérationnelles à **355 075** € TTC (valeur juillet 2021 sur la base d'une TVA à 20%), dont le détail des montants figure dans le tableau ci-après.
Le financement des études pré-opérationnelles est assuré par les partenaires selon la clé de répartition présentée dans le tableau ci-dessous. Elle est calculée comme suit :

$$\text{Clé} = \frac{\text{montant du budget prévisionnel de chaque partenaire}}{\text{montant total prévisionnel du programme des opérations}} \text{ en \%}$$

Maitre d'ouvrage	Budget prévisionnel des études pré-opérationnelles	Clé de répartition
Habitation Moderne	301 750 € TTC	**85 %**
Eurométropole	35 500 € TTC	**10 %**
ville de Strasbourg	17 750 € TTC	**5 %**
Total prévisionnel des études pré-opérationnelles	355 000 € TTC	**100%**

Ces montants sont en euros toutes taxes comprises. Le détail du chiffrage et du calcul de la clé de répartition figure dans l'annexe 5 de la convention de co-maîtrise d'ouvrage - Chiffrage de l'opération.

Habitation Moderne, en qualité de maître d'ouvrage unique, assurera directement la rémunération des marchés qu'il aura souscrits auprès des entreprises.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le projet ESPEX du secteur Hohberg et le financement des études pré-opérationnelles par la Ville de Strasbourg et par l'Eurométropole de Strasbourg tels que fixés dans la convention ;*

- *la convention de transfert de maitrise d'ouvrage conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique pour le projet ESPEX Secteur Hohberg de la ville de Strasbourg à Habitation Moderne ;*

donne un avis favorable

au transfert par l'Eurométropole de sa maitrise d'ouvrage à Habitation Moderne pour les compétence qui la concerne, en délibérant la signature à la convention de co-maitrise d'ouvrage ;

fixe

le recouvrement des partenaires dans les conditions fixées dans la convention avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ;

décide

le versement à Habitation Moderne du montant indiqué pour le financement des études pré-opérationnelles ;

autorise la Maire ou son-sa représentant-e

- *à signer la convention de transfert de maitrise d'ouvrage unique conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique pour le projet ESPEX Secteur Hohberg – avec Habitation Moderne et l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer tous les documents afférents à la mise en oeuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140511-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

ANNEXE 1 Démarche d'accompagnement des bailleurs « ESPEX »

1. Les enjeux du projet ESPEX

Le projet ESPEX concerne les grands ensembles construits dans les années 50-70. Si la clarification de la domanialité est la raison préalable d'intervention sur ces secteurs, c'est avant tout l'opportunité d'améliorer le cadre de vie des habitants qui prévaut.
La direction urbanisme et territoires (DUT) a initié une expérience et imaginé une nouvelle méthode pour transformer, concevoir et exploiter les espaces extérieurs des cités, en espaces durables.
L'opération ESPEX est une opération d'ensemble qui vise à :

- **Redéfinir les espaces publics et privés** dans l'objectif d'améliorer la vie des habitants en termes de qualité du cadre environnemental, des déplacements et de sécurité.

Les critères de création d'espaces publics sont :

- tout cheminement ouvert à la circulation publique permettant de relier des espaces publics ;
- tout espace ou aire de jeux visibles et accessibles, prolongeant et en continuité de l'espace public.

Par exemple, le square au centre du quartier sera réaménagé, relié aux autre espaces verts et participera à créer une continuité verte qui intègrera le domaine public, du nord au sud du quartier. Les espaces des pieds d'immeubles et les parkings seront privés. L'arpentage des nouvelles domanialités interviendra après la réception des travaux et fera l'objet d'une délibération ad hoc conformément au dossier de rétrocession issu du projet.

- **Améliorer la biodiversité et la végétalisation**. Les aménagements paysagers feront l'objet d'un bilan écologique avant et après projet.
- **Améliorer la perméabilité des sols** par la désimperméabilisation des cheminements piétons et des stationnements. Les surfaces perméables et imperméables feront l'objet d'un bilan avant et après projet.

2. La démarche ESPEX : la traduction des usages en aménagement durable

Principe de la démarche : Les usages durables, attendus et définis par les acteurs (habitants, bailleurs, services de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg) sont traduits par le groupe de projet en aménagement. Dans la méthode ESPEX, c'est l'usage qui dicte la conception et non l'inverse.

Cinq grandes étapes constituent ce projet d'accompagnement des bailleurs :

- **le diagnostic urbain des usages** porte sur l'analyse des fonctionnalités et des usages de la cité au sein de son quartier, et sur l'état patrimonial des espaces extérieurs. Ce diagnostic est le résultat d'ateliers avec les habitants, les bailleurs sociaux, les locataires, les services de l'Eurométropole et de la commune. Les dysfonctionnements sont identifiés en regard des critères de mobilité, de gestion durable des espaces, d'expertise d'usages des habitants et des gestionnaires publics et privés ;
- **le plan-guide traduit les usages attendus en aménagement** : à partir du diagnostic d'usages partagé, les principes d'organisation sont proposés pour d'une part corriger tous les dysfonctionnements identifiés, améliorer la qualité paysagère et la fonctionnalité du secteur, et, d'autre part, pour transformer les espaces extérieurs en espaces durables. Les espaces privatifs et publics sont déterminés en fonction des usages futurs et fixés par les acteurs. Une attention particulière est portée à l'égalité des genres ;

- **le projet de réaménagement**, issu du plan-guide, décline la nature des opérations de travaux et les modes d'exploitation des espaces privés et publics. Le coût global du projet, investissement et exploitation, est évalué ;
- **les travaux de mise en œuvre du programme d'opérations** sont portés par la direction des espaces publics et naturels et financés par l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et les bailleurs présents sur le périmètre du projet ;
- **le classement dans le domaine public** des espaces d'intérêt général fera l'objet d'une délibération spécifique après la réception des ouvrages par chacune des parties.

L'accompagnement des services et des bailleurs porte sur les points suivants :

- **le pilotage du projet, dénommé « ESPEX** » porté par la direction urbanisme et territoires de l'Eurométropole de Strasbourg en collaboration avec les services gestionnaires des bailleurs, des communes et de l'Eurométropole de Strasbourg. La participation, des locataires et des habitants, est inclue aux différentes phases du projet lors d'ateliers citoyens ;
- **la participation financière de l'Eurométropole** concerne les investissements nécessaires à la création d'espaces publics, à l'amélioration des fonctionnalités et de la qualité des espaces extérieurs, à la mise en place de la collecte enterrée des déchets ;
- **la participation financière de la collecte enterrée** concerne la fourniture des bacs et la pose des conteneurs enterrés et fera l'objet d'une convention spécifique.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé avec les partenaires institutionnels (Habitation Moderne, la Ville de Strasbourg), les acteurs associatifs et les habitants, un projet de réaménagement global des espaces extérieurs pour le secteur de la cité du Hohberg.

Suite à ces concertations, Habitation Moderne, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg souhaitent s'engager conjointement dans ce réaménagement pour améliorer le cadre de vie des habitants.

ANNEXE 2 Diagnostic d'usage du Hohberg

a) Diagnostic urbain et démographique

La cité du Hohberg et son organisation
Construit en plusieurs tranches de 1963 à 1970, ce quartier comporte 40 bâtiments pour un total de 1.105 logements. La typologie des logements se compose de 38 T1, 66 T2, 490 T3, 340 T4, 116 T5 et 6 T6, soit 82% de logements de type T4 ou supérieur. À cela s'ajoutent 67 logements neufs répartis en 3 plots positionnées sur la rue jean Giraudoux, fruit d'une opération de démolition-reconstruction.

Une population de la cité Hohberg jeune, diverse et fragile économiquement
Le quartier du Hohberg est un quartier densément peuplé (plus de 11 000 habitants au km²) . La population est jeune. La composition des ménages est très variée, avec une surreprésentation des famille nombreuses d'un part et monoparentales d'autres part.

- les enfants et les adolescents sont en effet très présents dans le quartier, avec 31% de moins de 18 ans.
- les grandes familles (plus de 5 membres) sont également très nombreuses : elles représentent 18% des foyers contre seulement 24 % de foyer d'une seule personne. C'est deux fois moins que le moyenne de Strasbourg qui compte un ménage sur deux composé d'une seule personne.
- en parallèle, les familles monoparentales représentent 16 % des ménages, là encore, supérieures à la moyenne de l'agglomération.

En ce qui concerne le niveau de vie, la moyenne des revenus se situe dans la fourchette basse de l'agglomération, entre 12 000€ et 15 000€ par individu et par an. La part des ménages pauvres est de 39% en moyenne à l'échelle du quartier.

b) Un parc de logement en partie réhabilité

Depuis 2008, le bailleur Habitation Moderne a procédé à la réalisation de travaux de réhabilitation d'ampleur. Après des travaux de résidentialisation des tours Lavandier, trois tranches de travaux ont été réalisées, la première sur 160 logements réceptionnée en 2010, la deuxième sur 334 logements réceptionnée en 2013 et la troisième tranche de 160 logements réceptionnée en 2016 accompagnée de la démolition de 2 immeubles pour la reconstruction de 67 logements. La quatrième tranche de réhabilitation est à l'étude, avec pour objectif de reconfigurer l'îlot au sud de la rue Salluste et l'ilot Horace-Virgile. Cet îlot ne concerne pas la présente convention et fera l'objet d'une convention financière spécifique.

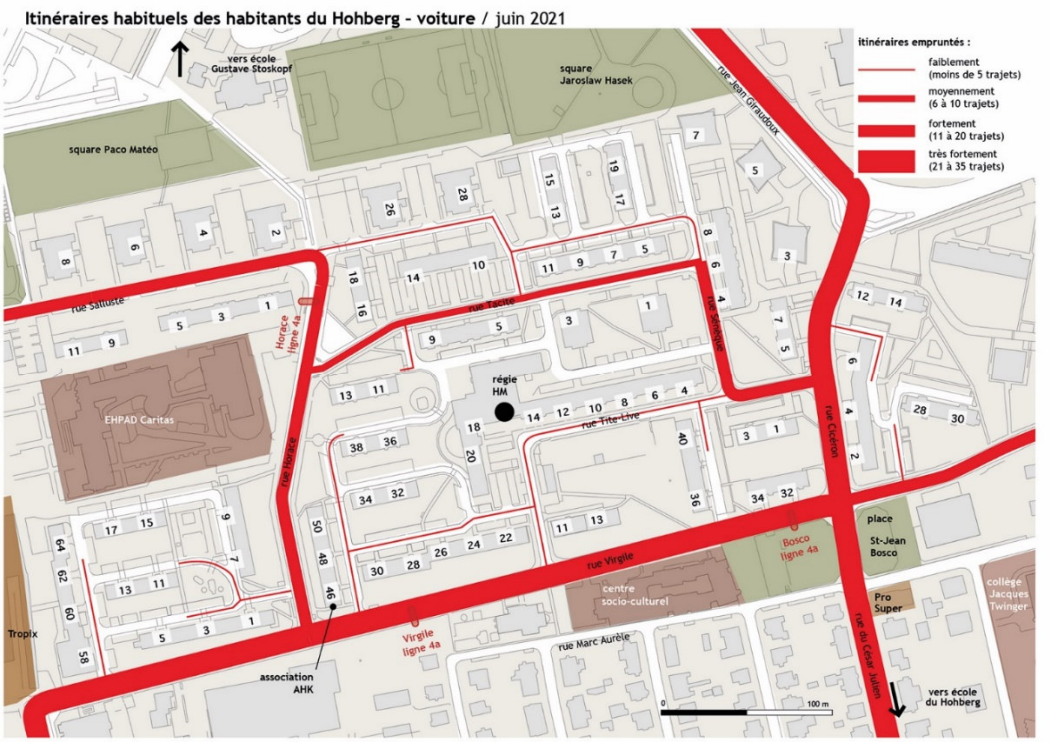
c) Synthèse des concertations publiques menées depuis 2016

Des ateliers avec les habitants et les gestionnaires, une enquête de déplacements et des rencontres avec les associations de quartier ont permis l'établissement d'un diagnostic urbain complet et l'identification des dysfonctionnements sur ce secteur. Ces ateliers ont été animés par la Direction urbanisme et territoires en partenariat avec le bailleur Habitation Moderne.

a) diagnostic déplacements et micro-mobilités

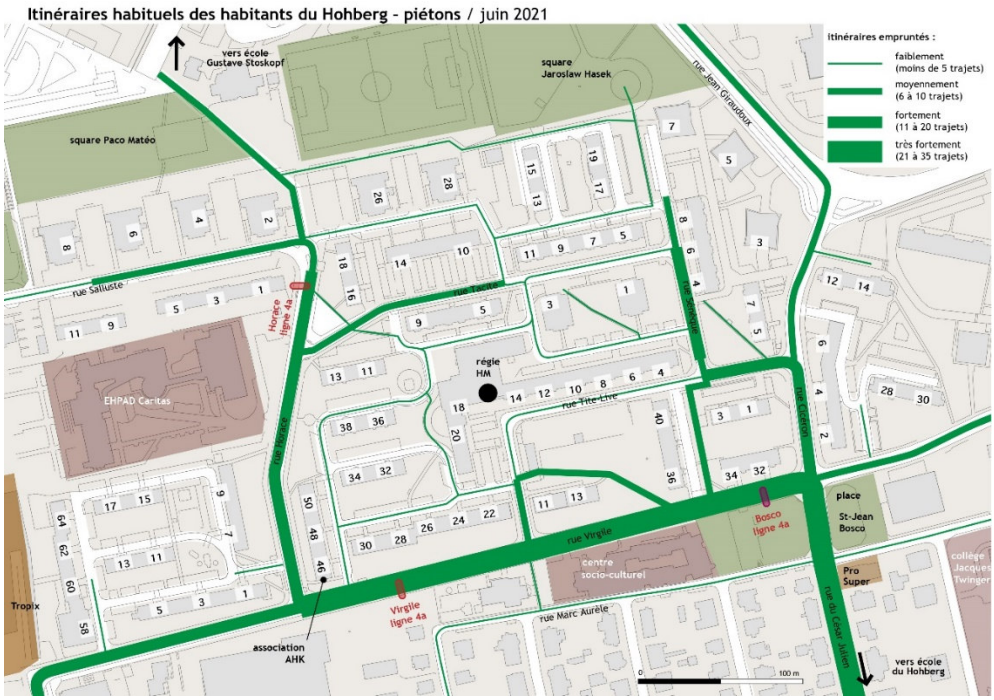
Une enquête par voie de questionnaire a été soumise aux habitants du Hohberg. 76 questionnaires ont été retournés, déclarant les usages de 172 habitants. Chez les adultes en

activité avec ou sans enfants, la voiture est très présente dans les usages, même si les transports en commun constituent une alternative crédible, notamment pour les adultes avec enfants.
En ce qui concerne les voitures, le taux moyen de possession de voitures parmi les répondants est de 1 par ménage. En terme d'usages, les déplacements en voiture se limitent principalement aux voiries structurantes qui encadrent le quartier : la rue Virgile, la rue Horace et la rue Cicéron. Les rues Sénèque et Tacite sont utilisées dans une moindre mesure pour accéder aux poches de stationnement.



Itinéraires habituels en voiture des habitants Hohberg – DUT juin 2021

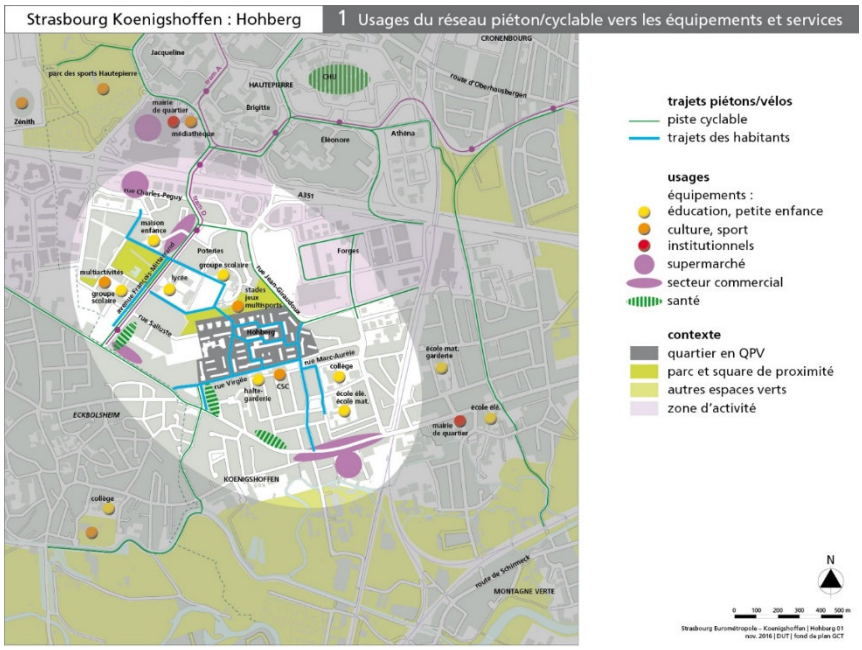
Les usages en termes de modes actifs sont contrastés. L'analyse des trajets à pied des habitants indique que l'utilisation principale en termes de TC est la ligne 4a, surtout les arrêts sur la rue Virgile permettant de rejoindre le centre-ville de Strasbourg ou le tram Poterie. Assez peu d'habitants déclare marcher jusqu'à un arrêt de la ligne D du tram. Au global, la marche est souvent le deuxième mode de transport après la voiture et devant les transports en communs. Dans toutes les catégories de population et pour les différents besoins de déplacements, le vélo est quant à lui très peu utilisé par les adultes alors même que le taux d'équipement est proche de celui des voitures environ 1 vélo par foyer. Seuls les enfants utilisent le vélo pour se rendre à l'école.



Itinéraires habituels à pied des habitants Hohberg – DUT juin 2021

Trois axes de déplacements piétons nord-sud ont été identifiés par l'enquête de micro-mobilités :
- un axe empruntant la rue Horace entre le square Paco Matéo et rue Virgile
- un axe reliant la rue Virgile à la rue Sénèque
- un axe le long des rues Cicéron reliant rue Virgile à rue Jean Giraudoux.

La rue Virgile s'impose comme l'axe de déplacement est-ouest.
L'absence de cheminement au nord de la cité, le long des équipements sportifs isole le Hohberg des Poteries.



Usages du réseau piéton/cyclables vers les équipements et services

Conclusion : Plusieurs manques ont identifié par le travail de concertation

- les habitants pointent le manque de liaison confortable et continue pour les piétons et les cycles sur l'axe au nord du quartier entre le square Hasek et le quartier des Poteries.
- le parking entre le stade Paco Matéo et la rue Horace fait office de barrière entre les espaces verts et le quartier. Ce parking et le carrefour des rues Horace et Salluste sont identifiés comme un lieu d'insécurité (deal) et l'accès aux équipements publics au nord est peu lisible et visible.
- les habitants pointent également un manque d'aménagement piéton-vélo du nord au sud du quartier, que ce soit le long de la rue Horace ou dans le prolongement de la rue Sénèque. Ces deux endroits sont largement utilisés par les piétons (cf carte Annexe 3 et Annexe 4) qui passent au travers des parking et espaces verts (chemin de chèvre).
- l'usage du vélo est découragé par l'absence de garages à vélos fermés.

1) <u>une centralité peu marquée</u>

La centralité du quartier est peu marquée. Un espace existe à l'arrière du 20 rue Tite-Live. Cet espace conséquent au centre du quartier est traversé par des voies de desserte reliant des poches de stationnement entre elles (« bypass ») ce qui représente un danger pour les déplacements piétons et cycles. Une aire de jeux y est présente mais elle est largement sous-dimensionnée par rapport au nombre d'enfants du quartier. Cet espace d'environ 3 000 m² pourra être végétalisé et constituer une continuité verte du nord au sud du quartier. En effet, la trame verte du quartier est discontinue et les espaces verts ne sont pas reliés fonctionnellement entre eux.

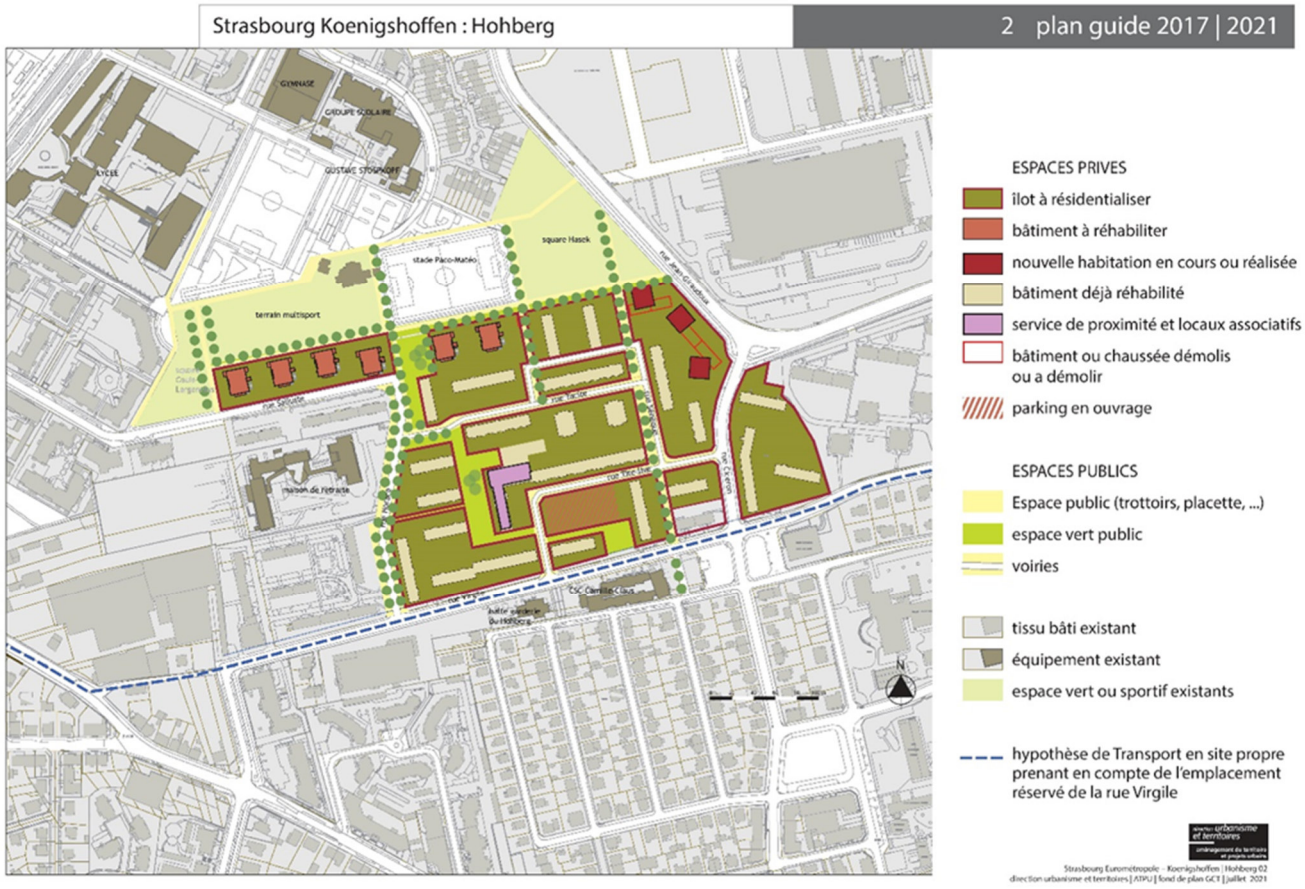
2) <u>les espaces verts</u>

La cité dispose d'une grande surface d'espaces extérieurs mais les espaces verts sont peu qualitatifs, discontinus et peu diversifiés. La majorité des espaces verts est composée de gazon, ce qui apporte peu de rafraîchissement en été et offre peu de place à la biodiversité.

3) <u>la collecte des déchets</u>

La collecte des déchets en porte-à-porte est à améliorer sur ces secteurs.
Pour certains immeubles, les bacs sont stockés à l'intérieur des bâtiments ou dans des logettes régulièrement incendiées. Le tri et le verre sont collectés en apport volontaire. Les opercules sont relativement hauts et peu ergonomiques. La qualité de tri est faible.

ANNEXE 3 Plan guide



Annexe 4 Programme de l'opération de réaménagement

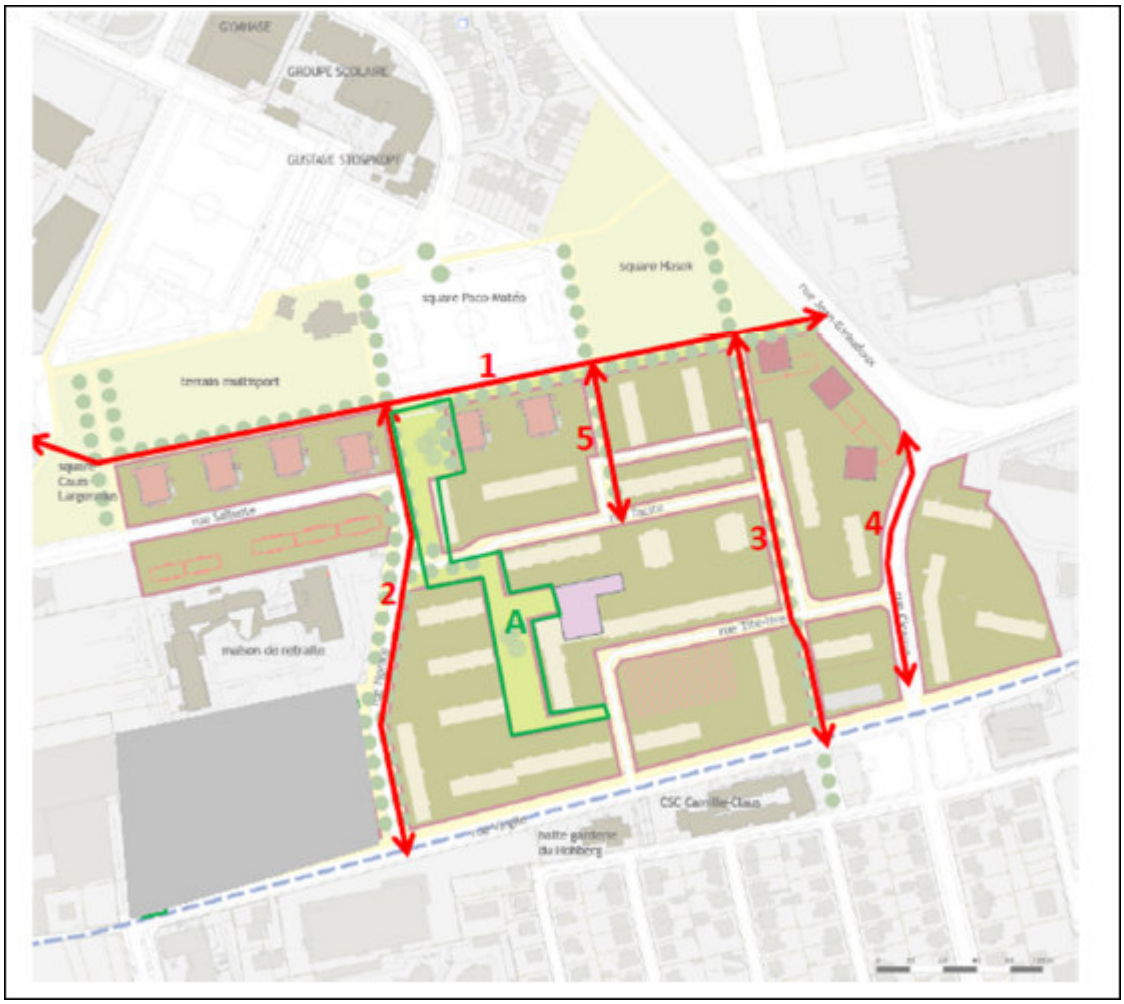
1) Objectifs du projet d'aménagement.

Le projet ESPEX vise, de manière générale, à concevoir puis transformer les espaces extérieurs des cités créées dans les années 1950 à 70 en espaces durables afin de répondre aux nouveaux usages des habitants et faciliter un meilleur entretien par les gestionnaires.

Dans le cas du projet du secteur du Hohberg, les objectifs sont les suivants :
- la redéfinition des espaces publics et privés dans le quartier de la cité du Hohberg au regard des usages définis par les acteurs privés et publics ;
- la perméabilisation des sols en réduisant au minimum la surface imperméable ;
- la réorganisation du stationnement en calibrant les places de stationnements publiques et privées aux besoins des usagers ;
- la création d'îlots résidentiels lisibles ;
- la création de nouveaux cheminements piétons et cycles pour faciliter les accès aux équipements publics, aux logements d'Habitation moderne et renforcer les liens inter-quartiers ;
- l'accompagnement de l'arrivée du tramway sur la rue Virgile (extension de la ligne F) par des aménagements cohérents et un accès facilité aux stations ;
- l'évolution de la gestion de la collecte des déchets par des conteneurs enterrés sur le secteur ;
- la gestion intégrée des eaux pluviales de toiture dans les aménagements maximisant l'infiltration dans la limite des possibilités techniques et financières.

2) Les orientations urbaines du projet

Les concertations menées avec les habitants du quartier ont permis d'acter :
- la création d'un espace vert central en un lieu public réservé aux piétons,
- la création d'une allée piétonne-vélo est-ouest du quartier reliant le square Hasek au square Caius
- la réalisation de cheminements piéton-vélo nord-sud reliant l'allée piétonne à la rue Virgile.



3) Description de l'opération d'aménagement

Dans le détail des différents espaces, les éléments de programme sont les suivants :

a) **la création d'un parc central,** espace de nature, véritable lieu de vie et continuité verte entre le square Paco Matéo et la rue Virgile.

- la végétalisation sur différentes strates arborées (pelouse, massifs, arbres…) en prévoyant la possibilité de créer un potager et/ou verger urbain ;
- la création d'une aire de jeux et de loisirs ;
- la suppression des voies de circulation entre les poches de stationnement ;
- la création d'un espace pouvant accueillir diverses manifestations ;
- Le parc central permettra de relier l'allée piétonne à la rue Virgile au sud.

b) **la création d'axes structurants pour les déplacements piétons et cycles nord-sud et est-ouest.**

Les aménagements à créer sont :

- une allée accueillant piétons et cycles au nord du quartier entre la rue Jean-Giraudoux et le square Caius Largennius ;
- un aménagement cyclable le long de la rue Horace reliant le square Paco Matéo à la rue Virgile ;
- une voie verte entre la rue Sénèque et la rue Virgile ;
- une piste cyclable sur la rue Cicéron, reliant la rue Jean-Giraudoux à la rue Virgile.

c) **la réalisation de poches de stationnement avec accès direct à une rue de desserte.** L'ensemble des stationnements sera réorganisé. Le parking au droit du 12 rue Cicéron deviendra privé et pourra ainsi répondre aux besoins de stationnement de l'ilot résidentiel.
d) **la remise en état** et la mise au norme **des voiries, des trottoirs et de l'éclairage public et privé**
e) **le déploiement de la collecte enterrée des déchets** sur l'ensemble des habitats appartenant à Habitation Moderne, par la mise en place de conteneurs enterrés sur le domaine privé du bailleur (ordures ménagère et tri) ainsi que sur le domaine public (verre).
f) **la végétalisation des espaces** ;
g) **l'infiltration des eaux pluviales** sur l'ensemble du périmètre des espaces extérieurs
h) **les éventuels travaux de mise aux normes des réseaux** par les différents concessionnaires sont à prévoir dans le planning des travaux.

Convention de co-maitrise d'ouvrage relative au projet ESPEX Secteur Hohberg

Entre :

Habitation Moderne
Représentée par Madame Virginie JACOB, en qualité de directrice générale, habilitée à cet effet par une décision du conseil d'administration du ../../….
Domicilié route de l'hôpital 67000 Strasbourg,

Ci-après désignée « Maitre d'ouvrage unique »

ET

La Ville de Strasbourg ;
Représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, en qualité de Maire, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal du …
Domiciliée 1 parc de l'étoile 67000 Strasbourg
Ci-après désignée « Ville de Strasbourg »

d'une part

ET

L'Eurométropole de Strasbourg ;
Représentée par Madame Pia IMBS, en qualité de Présidente, habilitée à cet effet par une délibération du Conseil Communautaire du …
Domiciliée 1 parc de l'étoile 67000 Strasbourg

Ci-après désignée « Eurométropole de Strasbourg »

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

1 OBJET DE LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE 4

2 MISSIONS CONFIÉES AU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE 5

2.1 ÉLABORATION ET PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS. 5
2.2 EXÉCUTION DES ÉTUDES ET TRAVAUX. 5

3 PROGRAMME DE L'OPÉRATION DE RÉAMÉNAGEMENT 6

3.1 OBJECTIFS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT. 6
3.2 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT 8

4 PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION ET SERVITUDES 9

5 MODALITÉS DE RÉCEPTION DES TRAVAUX 10

5.1 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION. 10
5.2 DÉCISION DE RÉCEPTION ET RÉSERVES. 11
5.3 MODALITÉS DE RÉCEPTION PARTIELLE 11

6 MODALITÉS DE REMISE DES OUVRAGES 12

7 MODALITÉS D'INFORMATIONS ENTRE LES CO-CONTRACTANTS 12

7.1 TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET CONCERTATION. 12
7.2 VALIDATION PRÉALABLE OU AVIS. 13
7.3 COMMUNICATION ENVERS LES TIERS. 14

8 MODALITÉS FINANCIÈRES 14

8.1 PRINCIPES DE FINANCEMENT 14
8.2 MONTANT ESTIMATIF DU PROGRAMME ET CLÉ DE RÉPARTITION 15
8.3 MONTANT PRÉVISIONNELS DES ÉTUDES PRÉ-OPÉRATIONNELLES ET CLÉ DE RÉPARTITION 16
8.4 MODALITÉS DE RECOUVREMENT 17
8.4.1 Modalités de recouvrement des dépenses relatives aux études pré-opérationnelles (notamment de maitrise d'œuvre), et toutes fournitures et services préalables aux travaux 17
8.4.2 Modalités de recouvrement des dépenses relatives aux marchés de travaux, fournitures et services autres que les études pré opérationnelles. 17
8.4.3 Synthèse des versements des parties au maître d'ouvrage unique 18
8.5 MODALITÉS COMPTABLES 18

9 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS 19

10 TERME DE LA CONVENTION 19

10.1 TERME NORMAL 19
10.2 RÉSILIATION AMIABLE 20
10.3 RETRAIT D'UN DES PARTENAIRES 20
10.4 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL 20
10.5 RÉSILIATION À LA DEMANDE DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE 20

11 LITIGES 21

12 ANNEXES 21

Préambule
La délibération du 18 décembre *2015 « recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et à usage public »*, prévoit des mesures spécifiques d'accompagnement des bailleurs d'une part, pour créer des espaces publics afin d'améliorer l'intégration et la transformation des cités dans la ville résiliente et d'autre part, pour transformer et optimiser l'exploitation des espaces extérieurs rendus durables.

A cet effet, une démarche spécifique dénommée *« ESPEX »* a été conçue pour répondre aux enjeux écologiques fixés et de qualité du cadre de vie des habitants. Les engagements de la collectivité et des bailleurs sont précisés par des conventions sectorielles pluriannuelles. Celles-ci sont soumises à l'approbation du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, secteur par secteur. Un comité de suivi du dispositif (COPIL ESPEX) a été mis en place afin de dresser, en lien avec les bailleurs, un bilan des actions menées et ce jusqu'à l'extinction du dispositif.

Dans ce cadre, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé avec les partenaires institutionnels (Habitation Moderne, la ville de Strasbourg), les acteurs associatifs et les habitants, un projet de réaménagement global des espaces extérieurs pour le secteur du Hohberg.

L'opération ESPEX est une opération d'ensemble qui vise à redéfinir les espaces publics et privés dans l'objectif d'améliorer la vie des habitants en termes de qualité du cadre environnemental, de déplacements, de maitrise des coûts d'entretien et de sécurité.

Les critères de création de domanialité publique des espaces sont :
- tout cheminement ouvert à la circulation publique permettant de relier des espaces publics ;
- tout espace ou aire de jeux visibles et accessibles, prolongeant et en continuité de l'espace public ;

Une réflexion globale est essentielle pour répondre aux enjeux de circulation, de sécurité, de maitrise des coûts d'entretien et de fonctionnalité entre les différents équipements publics du secteur et du quartier.

Suite à un travail de concertation avec les habitants et aux réflexions communes entre les parties, Habitation Moderne, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ces derniers souhaitent s'engager conjointement dans ce réaménagement pour améliorer le cadre de vie des habitants.

La mise en place d'un schéma de circulation articulé avec les habitations et les équipements publics ainsi que le besoin de créer une continuité paysagère impose une redistribution des espaces publics et privés pour garantir un fonctionnement de qualité pour la cité du Hohberg et les quartiers environnants de Koenigshoffen et des Poteries.

Ainsi, le recours à une co-maîtrise d'ouvrage unique est indispensable compte tenu de l'imbrication des opérations décrites ci-après et pour garantir une coopération harmonieuse, pertinente et de qualité entre tous les acteurs.

Les opérations incluses dans cette convention concernent :

- la création d'un parc central, espace de nature, véritable lieu de vie et continuité verte entre le square Paco Matéo et la rue Virgile.
- la création d'axes structurants pour les déplacements piétons et cycles nord-sud et est-ouest.
- la réalisation de poches de stationnement avec accès direct à une rue de desserte. la remise en état et la mise au norme des voiries, des trottoirs et de l'éclairage public et privé
- le déploiement de la collecte enterrée des déchets sur l'ensemble des habitats appartenant à Habitation Moderne, par la mise en place de conteneurs enterrés sur le domaine privé du bailleur (ordures ménagère et tri) ainsi que sur le domaine public (verre).
- la végétalisation des espaces ;
- l'infiltration des eaux pluviales sur l'ensemble du périmètre des espaces extérieurs

L'Eurométropole de Strasbourg, Habitation Moderne et la Ville de Strasbourg sont des maîtres d'ouvrage publics au sens des dispositions de l'article L 2411.1 du Code de la Commande Publique.

Pour mener à bien ce projet global, optimiser les moyens autant techniques que financiers et humains, les trois structures ont décidé, en application des dispositions de l'article L 2422-1 et L 2422-12 du Code de la Commande Publique, de transférer à Habitation Moderne la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs objets de la présente convention.

La présente convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage unique exercée et en fixe le terme.

1 Objet de la convention de maitrise d'ouvrage

Aux termes de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique, « *lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».*

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux, les parties conviennent de confier à Habitation Moderne la maitrise d'ouvrage unique de l'opération du secteur Hohberg compris dans le périmètre fixé en annexe 3 *« Emprise du projet »* et décrit aux articles 3 et 4.

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités de transfert de maîtrise d'ouvrage

pour l'ensemble de l'opération ainsi que d'en définir les missions et les modalités de financement.

2 Missions confiées au maitre d'ouvrage unique

La maîtrise d'ouvrage unique de l'opération sera assurée par Habitation Moderne. Les partenaires confiront au maitre d'ouvrage unique les missions suivantes :

2.1 Élaboration et passation des marchés publics.

- centraliser les besoins exprimés par les partenaires ;
- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme, notamment les procédures d'urbanisme, environnementales (…) ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés pour le réalisation des études pré opérationnelles jusqu'à l'avant-projet, y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- effectuer la passation du marché public de maitrise d'œuvre ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation du maître d'œuvre et des entrepreneurs en charge de sa réalisation conformément aux exigences du Code de la commande publique ;
- s'assurer que les opérateurs économiques répondant à la notion de constructeurs sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux ;
- conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération ;

2.2 Exécution des études et travaux.

- effectuer les déclarations préalables de travaux auprès des gestionnaires de réseaux, l'étude des sols, les investigations complémentaires et éventuellement du permis d'aménager…
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- agréer et effectuer, le cas échéant, le paiement des sous-traitants ;
- assurer le contrôle et le suivi du maitre d'œuvre dans le cadre de sa mission ;
- assurer le suivi technique et administratif des travaux, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;

- procéder à la remise aux autres partenaires de leurs ouvrages respectifs et des dossiers des ouvrages exécutés ;
- procéder à la levée des réserves mentionnée au procès-verbal de réception ;
- assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties légales;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée, dans le cadre de la réalisation de l'opération ;
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

3 Programme de l'opération de réaménagement

3.1 Objectifs du projet d'aménagement.

Le projet ESPEX vise, de manière générale, à concevoir puis transformer les espaces extérieurs de cités créées dans les années 1950 à 70 en espaces durables afin de répondre aux nouveaux usages des habitants et permettre un meilleur entretien par les gestionnaires.

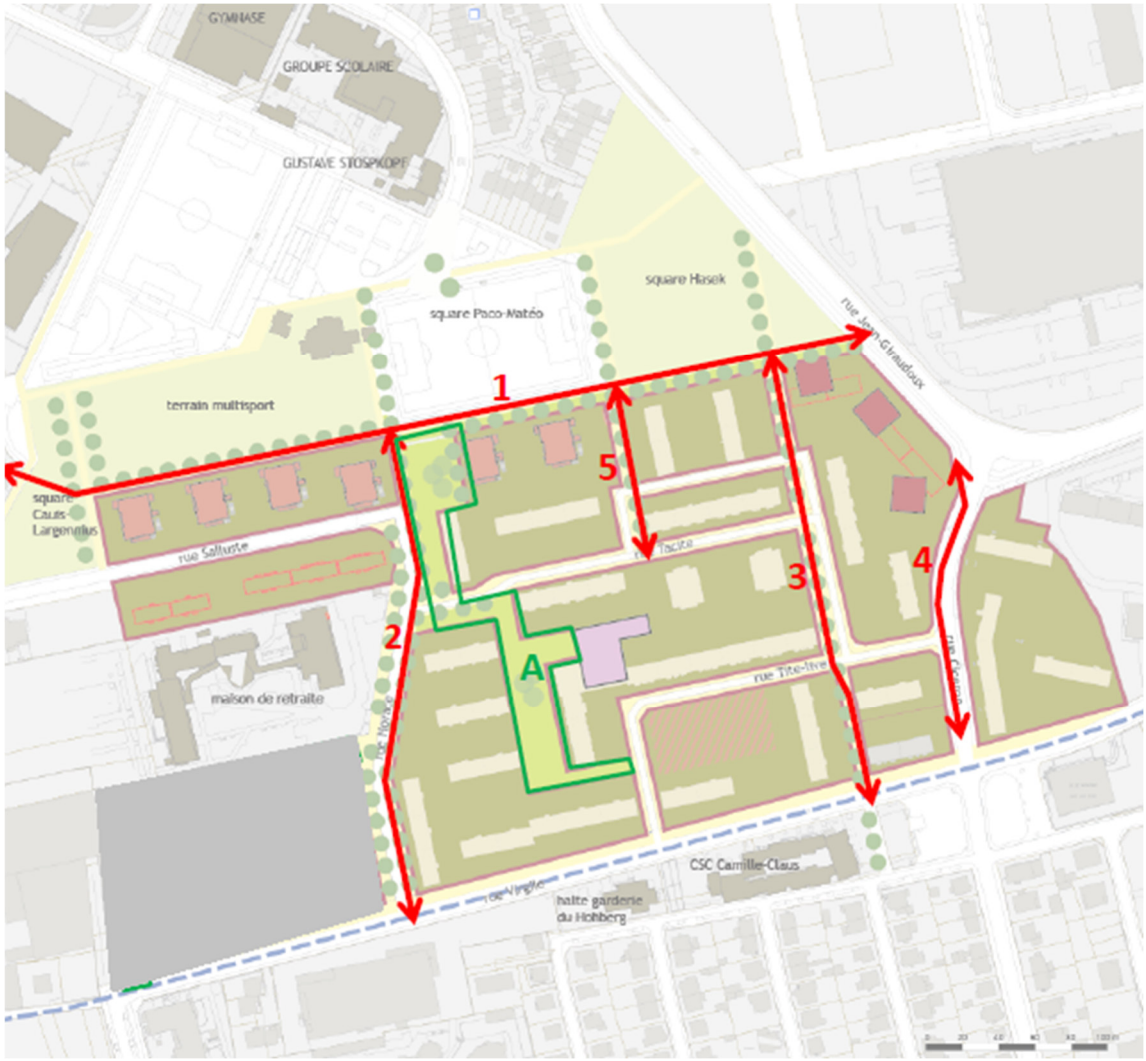
Dans le cas du projet du secteur du Hohberg, les objectifs sont les suivants :

- la redéfinition des espaces publics et privés dans le quartier de la cité du Hohberg au regard des usages définis par les acteurs privés et publics ;
- la perméabilisation des sols en réduisant au minimum la surface imperméable ;
- la réorganisation du stationnement en calibrant les places de stationnements publiques et privées aux besoins des usagers ;
- la création d'îlots résidentiels lisibles ;
- la création de nouveaux cheminements piétons et cycles pour faciliter les accès aux équipements publics, aux logements d'Habitation moderne et renforcer les liens inter-quartiers ;
- l'accompagnement de l'arrivée du tramway sur la rue Virgile (extension de la ligne F) par des aménagements cohérents et un accès facilité aux stations ;
- l'évolution de la gestion de la collecte des déchets par des conteneurs enterrés sur le secteur ;
- la gestion intégrée des eaux pluviales de toiture dans les aménagements maximisant l'infiltration dans la limite des possibilités techniques et financières.

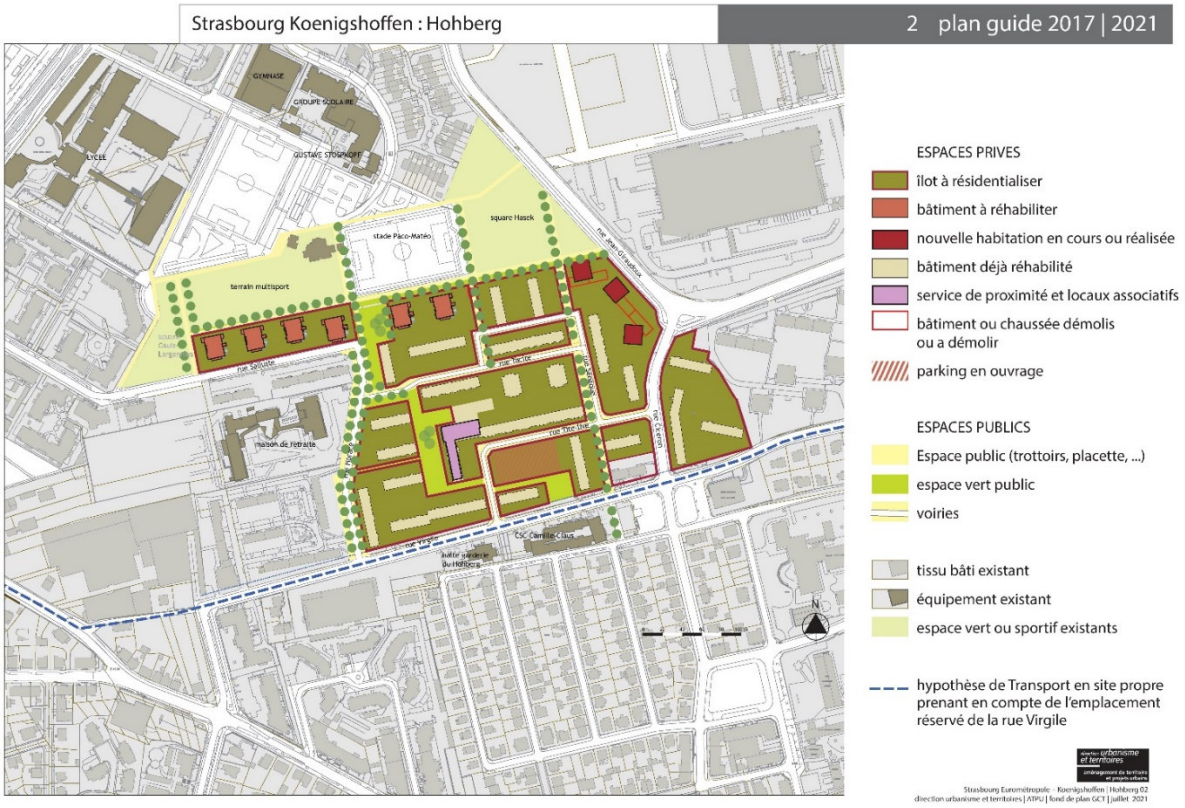
Les concertations menées avec les habitants du quartier ont permis d'acter :

- La création d'un espace vert central en un lieu public réservé aux piétons,
- la création d'une allée piétonne-vélo est-ouest du quartier reliant le square Hasek au square Caius

- la réalisation de cheminements piéton-vélo nord-sud reliant l'allée piétonne à la rue Virgile.



Annexe 1 – les orientations urbaines du Hohberg



Annexe 2 : Plan guide

3.2 Description de l'opération d'aménagement

Dans le détail des différents espaces, les éléments de programme sont les suivants :

a) **la création d'un parc central,** espace de nature, véritable lieu de vie et continuité verte entre le square Paco Matéo et la rue Virgile.
   - la végétalisation sur différentes strates arborées (pelouse, massifs, arbres…) en prévoyant la possibilité de créer un potager et/ou verger urbain ;
   - la création d'une aire de jeux et de loisirs ;
   - la suppression des voies de circulation entre les poches de stationnement ;
   - la création d'un espace pouvant accueillir diverses manifestations ;

   Le parc central permettra de relier l'allée piétonne à la rue Virgile au sud.

b) **la création d'axes structurants pour les déplacements piétons et cycles nord-sud et est-ouest.**
Les aménagements à créer sont :
- une allée accueillant piétons et cycles au nord du quartier entre la rue Jean-Giraudoux et le square Caius Largennius ;
- un aménagement cyclable le long de la rue Horace reliant le square Paco Matéo à la rue Virgile ;
- une voie verte entre la rue Sénèque et la rue Virgile ;
- une piste cyclable sur la rue Cicéron, reliant la rue Jean-Giraudoux à la rue Virgile.

c) **la réalisation de poches de stationnement avec accès direct à une rue de desserte.** L'ensemble des stationnements sera réorganisé. Le parking au droit du 12 rue Cicéron deviendra privé et pourra ainsi répondre aux besoins de stationnement de l'ilot résidentiel.

d) **la remise en état** et la mise au norme **des voiries, des trottoirs et de l'éclairage public et privé**

e) **le déploiement de la collecte enterrée des déchets** sur l'ensemble des habitats appartenant à Habitation Moderne, par la mise en place de conteneurs enterrés sur le domaine privé du bailleur (ordures ménagère et tri) ainsi que sur le domaine public (verre).
f) **la végétalisation des espaces** ;
g) **l'infiltration des eaux pluviales** sur l'ensemble du périmètre des espaces extérieurs

h) **les éventuels travaux de mise aux normes des réseaux** par les différents concessionnaires sont à prévoir dans le planning des travaux.

Le maitre d'ouvrage unique s'engage à réaliser le programme conformément au programme validé par les partenaires, tel qu'inscrit dans l'article 3.1 et l'article 3.2 de la présente convention.

4 Périmètre de la convention et servitudes

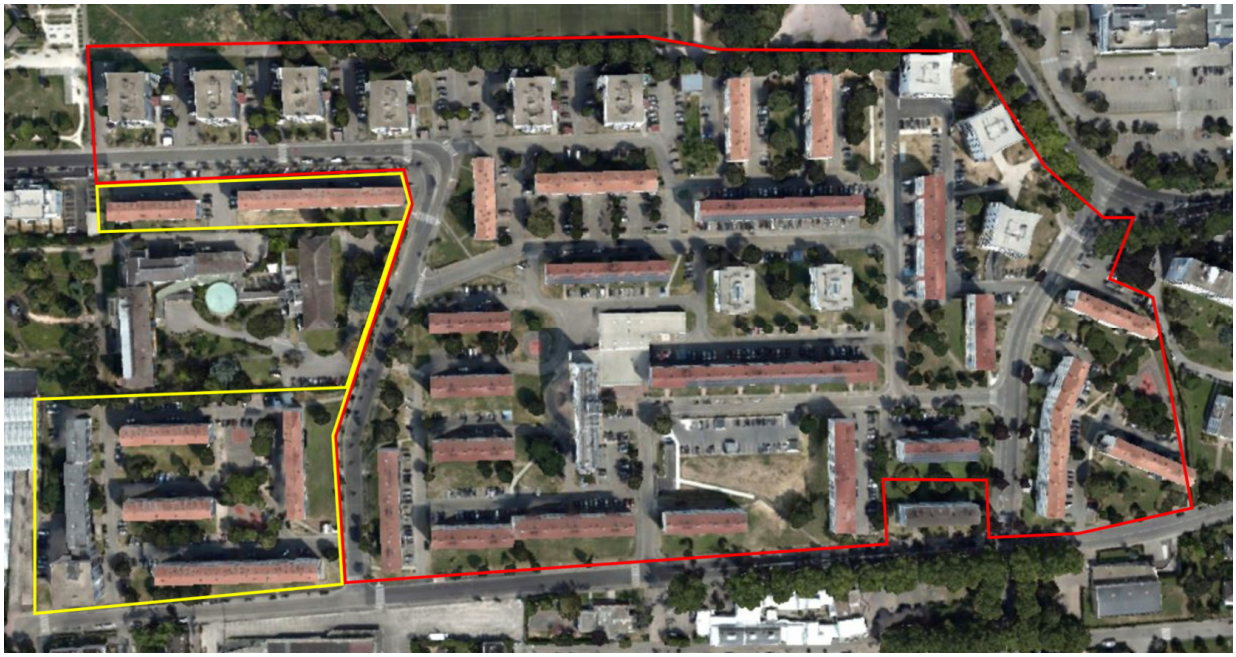
Les partenaires reconnaissent, par le biais d'autorisations d'occupation du domaine public ou de conventions d'occupation du domaine privé ultérieures, un droit de passage et d'occupation des terrains à titre gratuit en vue de la réalisation des travaux et de l'installation des équipements.

La convention concerne les surfaces intérieures au périmètre (en rouge) suivant :
- À l'est, les habitations de la rue Cicéron

- Au nord, la limite domaniale Habitation moderne marquant la séparation entre le quartier du Hohberg et les squares Hasek, Paco Matéo et Caius Largennius ;
- A l'ouest, 8 à 11 rue Salluste et rue Horace
- Au sud, la rue Virgile (non comprise dans le périmètre).

Pour mémoire, les ilots Salluste et Horace-Virgile (périmètre jaune de la carte ci-dessous) feront également l'objet d'un réaménagement des espaces extérieurs, réhabilitations des bâtiments et de démolitions-reconstructions des bâtiments. Plus précisément, il s'agit :

- des abords des actuels 1-3-5 et 9-11 Salluste
- du périmètre des actuels 58-60-62-64 rue Virgile et 1-3-5-7-9-11-13-15-17 rue Horace



Annexe 3 : Périmètre de l'opération ESPEX (en rouge)

5 Modalités de réception des travaux

Le maitre d'ouvrage unique s'assurera de la bonne mise en œuvre des opérations de réception des ouvrages de l'opération, dans les conditions définies ci-après.

5.1 Opérations préalables à la réception.

Durant cette phase, il veillera à engager toute action nécessaire à la sauvegarde des intérêts des partenaires.
Il informera chaque partenaire de la date à laquelle seront effectuées les opérations préalables à la réception afin que ces derniers puissent, s'ils le souhaitent, y assister. Les partenaires ne pourront toutefois, dans ce cadre, formuler des observations aux entreprises ou au maitre d'œuvre. Ils ne pourront formuler des remarques qu'à l'attention du représentant d'Habitation Moderne.

Une copie du ou des procès-verbal/ux des opérations préalables à la réception sera adressée individuellement à chaque partenaire, dans un délai de 10 jours à compter de la tenue de ces opérations. Celle-ci ne concernera que les ouvrages dont ils ont et conserveront la gestion ou dont ils auront à terme la gestion.

5.2 Décision de réception et réserves.

Une fois les opérations préalables à la réception terminées, le maitre d'ouvrage transmettra individuellement à chaque partenaire une copie de la décision de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages et ce dans un délai de 10 jours à compter de l'établissement de cette décision. La décision de réception visera seulement les ouvrages dont ils ont et conserveront la gestion ou dont ils auront à terme la gestion.

S'agissant des plantations (arbres, espaces verts…), la date de réception définitive à l'issue du parachèvement sera automatiquement décalée à l'automne suivant la plantation.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, le maitre d'ouvrage unique informera les partenaires de la tenue des opérations de levée des réserves afin que ceux-ci puissent, s'ils le souhaitent, y participer. Les partenaires ne pourront toutefois, dans ce cadre, formuler aucune observation auprès des entreprises et du maitre d'œuvre à l'opération de réception. Ils peuvent seulement formuler des remarques à l'attention du représentant d'Habitation Moderne quant à la levée des réserves.

Une copie du procès-verbal de constat de levée des réserves est adressée à chaque partenaire dans un délai de 10 jours à compter de son établissement.

A l'issue de la phase d'assistance apportée au maitre des ouvrages (AOR) (comprenant OPR, réception et levée des réserves) et au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de l'envoi aux partenaires de la copie de la décision de réception sans réserve ou du procès-verbal de constat de levée des réserves, le maître d'ouvrage unique adresse aux partenaires une copie de l'ensemble des documents administratifs et techniques afférents à la passation et à l'exécution des différents marchés conclus pour la réalisation de l'opération (cf. annexe 4 « *Contenu du dossier DOE* »).

5.3 Modalités de réception partielle.

Le maitre d'ouvrage pourra effectuer une réception partielle d'au moins un secteur considéré, et délimité, donc présentant une délimitation physique privée-publique des espaces de l'Eurométropole de Strasbourg, de la ville de Strasbourg et d'Habitation Moderne. Les espaces seront réceptionnés selon les compétences de chacune des collectivités. Cette réception partielle sera effectuée selon les formalités prévues par l'article 5.2. La réception partielle d'un ouvrage provoquera la remise de celui-ci au gestionnaire du ou des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 6 et conformément au protocole foncier en vigueur.

6 Modalités de remise des ouvrages

Les ouvrages propres à chaque partenaire leurs seront remis dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserve des ouvrages ou de la levée des réserves. La remise des ouvrages vaudra prise en gestion par le partenaire désigné, sans attendre les délibérations validant les rétrocessions.

Lors de la remise des ouvrages, les parties établiront de manière contradictoire un procès-verbal de remise, signé par le maitre d'ouvrage unique et le tiers.
À cette occasion, le maitre d'ouvrage unique transmettra aux parties le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que le dossier de rétrocession complet en vigueur conforme à la « *Liste des pièces à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg en fin de travaux par les aménageurs en vue de l'engagement d'une demande de rétrocession d'emprises dans le domaine public* » disponible sur le site de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les documents remis par le maitre d'ouvrage aux partenaires seront établis conformément au Cahier des clauses administratives générales des travaux.

En cas de réception partielle, le DOE ainsi que le dossier de rétrocession correspondant aux ouvrages réceptionnés seront transmis à l'occasion de la remise des ouvrages, laquelle interviendra également dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserves des ouvrages ou de la levée des réserves.

7 Modalités d'informations entre les co-contractants

7.1 <u>Transmission d'informations et concertation.</u>

Le maitre d'ouvrage unique associera les partenaires aux phases de concertation, réunions publiques et de participation qu'il organisera.

Il informera régulièrement les partenaires de l'évolution de l'opération de travaux à un référent désigné par chaque partie au maître d'ouvrage unique. Il s'engagera à transmettre aux partenaires les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

Ces derniers s'engagent quant à eux à transmettre au maitre d'ouvrage unique tous les documents en vue de la réalisation des études et des travaux (Plan des réseaux, contraintes diverses du chantier dès la phase validation) dans un délai de 30 jours à compter de la demande du maitre d'ouvrage unique.
Celui-ci ne pourra pas être responsable des délais et dépenses supplémentaires liés au défaut de transmission des documents par les partenaires.

Les partenaires s'engagent à :

- désigner au maximum deux représentants pour la phase études et travaux pour suivre le projet, lesquels seront amenés à centraliser les correspondances avec le maitre d'ouvrage unique, mais également assister aux réunions ;
- être présents aux réunions de validation organisées par le maitre d'ouvrage unique. En cas d'absence, un avis écrit relatif au compte rendu de réunion devra être transmis au maitre d'ouvrage unique dans un délai de 8 jours ouvrables à compter de la réception du compte rendu de réunion. L'absence de transmission vaut acceptation tacite.
- transmettre au maitre d'ouvrage unique, avant le lancement des travaux, une estimation du cout d'exploitation des espaces extérieurs avant et après travaux

Les partenaires pourront solliciter le maitre ouvrage unique pour pouvoir accéder au chantier, en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention et du bon déroulement des opérations. Ils ne peuvent faire d'éventuelles observations qu'aux représentants du maître d'ouvrage unique. Tout rejet de ces observations doit être motivé par le maître d'ouvrage unique.

7.2 Validation préalable ou avis.

Le maitre d'ouvrage unique transmettra aux parties notamment pour validation et visas les plans et documents suivant :

- les études préliminaires ;
- l'avant-projet et les études d'exécution de l'opération (Plans EXE, planning prévisionnel) ;
- le DOE ;
- le dossier de rétrocession complet ;

La validation définitive desdites pièces doit intervenir dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception des documents. Au-delà de ce délai, le ou les partenaires sera réputé avoir validé le document concerné.

Par ailleurs, le maitre d'ouvrage unique présentera pour avis aux partenaires, les dossiers de consultation des entreprises de l'ensemble des marchés publics concourant à l'opération excédant un besoin estimatif de 45 000 euros (exprimé en hors taxes), ainsi que les rapports d'analyse des offres.

7.3 Communication envers les tiers.

Tous les supports de communication administratifs, institutionnels liés aux opérations fixées dans la présente convention comporteront les logos et noms de chacune des parties (Annexe 5 - logos).

8 Modalités financières

8.1 Principes de financement

Habitation Moderne assurera la maitrise d'ouvrage de l'opération dans sa globalité.

Le budget comprend :
- Les études pré-opérationnelles ;
- Les marchés de travaux et services concourant à la réalisation de l'opération de travaux.

Les études et les travaux concernant la requalification des espaces extérieurs et la redéfinition des limites privatives seront financés par chaque partenaire selon la **domanialité actuelle et les compétences de chaque partenaire.**

A noter que les travaux d'Habitation Moderne, éligibles à la subvention, bénéficient d'une subvention spécifique à hauteur de 50% dans le cadre de la délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2015*, « Recalibrage et extinction progressive du dispositif d'aide au financement de l'entretien des espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat social ouverts et d'usage public ».* Cette subvention fera l'objet d'une convention particulière.

Ce même principe sera appliqué à la seconde convention financière évoquée au « 4. Périmètre de la convention », qui sera signée ultérieurement par les parties.

Le montant prévisionnel des études pré-opérationnelles de la présente convention comprend :

- les frais des études pré opérationnelles jusqu'à l'avant-projet, y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;

- les frais annexes pour le recrutement de la maitrise d'œuvre (publication, publicité, concertation, archéologie ...) ;

A l'issue de la réception des études d'avant-projet définitif et préalablement à la publication des marchés de travaux., les parties fixeront, par voie d'avenant à la présente convention :

- les montants prévisionnels détaillés des travaux de l'opération ;
- les clés de répartition pour les financements prévisionnels de chaque partenaire ;

Ces montants comprennent :

- les frais des études et de maitrise d'œuvre pendant la phase travaux ;
- les travaux en eux-mêmes ;
- les frais annexes pour le recrutement des entreprises (publication, publicité, concertation, coordonnateur SPS, ...) et autres frais nécessaires pour réaliser le programme de réaménagement ;

et seront à répartir pour chaque partie prenante et en quatre lots :

- le lot voirie comprend les travaux de voirie ;
- le lot paysager comprend les travaux d'espaces verts, de plantations, de mobilier d'agrément, d'aires de jeux, de places et parvis,
- le lot éclairage et systèmes de contrôle d'accès aux parkings privés
- le lot spécifique à la déconnexion des eaux de pluie de toiture du réseau unitaire d'assainissement

Le maître d'ouvrage doit veiller à respecter le budget prévisionnel des études pré-opérationnelles et des travaux de l'opération. Néanmoins une tolérance est accordée en cas de dépassement inférieur à 10% de l'enveloppe prévisionnelle globale. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter d'intégrer les travaux supplémentaires et leur montant par voie d'avenant à la présente convention.

Le maître d'ouvrage doit également veiller à respecter les taux de répartition financiers prévus par les partenaires pour les études pré-opérationnelles et ceux des travaux fixées dans l'avenant détaillant le budget prévisionnel des travaux, sous réserve d'une tolérance d'une variation de 5 points par rapport à la répartition financière prévisionnelle, si celle-ci est dument justifiée. En cas de dépassement du pourcentage précité, les parties conviennent de négocier afin de tenter de fixer une nouvelle répartition financière, par voie d'avenant.

8.2 Montant estimatif du programme et clé de répartition

Le financement de l'opération est assuré par les partenaires selon la clé de répartition présentée dans le tableau ci-dessous. Elle est calculée comme suit :

$$\text{Clé} = \frac{\text{montant du budget prévisionnel de chaque partenaire}}{\text{montant total prévisionnel du programme des opérations}} \text{ en \%}$$

Maitre d'ouvrage	Total du budget prévisionnel TTC	Clé de répartition
Habitation Moderne	7 543 750 €	**85%**
EMS	931 250 €	**10%**
Ville de Strasbourg	400 000 €	**5%**
Total prévisionnel du programme	**8 875 000 €**	

Le détail du montant prévisionnel du programme figure en Annexe 6

8.3 Montant prévisionnels des études pré-opérationnelles et clé de répartition

La présente convention fixe le budget prévisionnel des études pré-opérationnelles à **355 000** € TTC (valeur juillet 2021 sur la base d'une TVA à 20%), dont le détail des montants figure dans le tableau ci-après.

La clé de répartition est calculée comme suit :

$$\text{Clé} = \frac{\text{montant du budget prévisionnel de chaque partenaire}}{\text{montant total prévisionnel du programme des opérations}} \text{ en \%}$$

Maitre d'ouvrage	Budget prévisionnel des études pré-opérationnelles	Clé de répartition
Habitation Moderne	301 750 € TTC	**85 %**
Eurométropole	35 500 € TTC	**10 %**
Ville de Strasbourg	17 750 € TTC	**5 %**
Total prévisionnel des études pré-opérationnelles	355 000 € TTC	**100%**

Le financement des études pré-opérationnelles du réaménagement des espaces extérieurs est assuré par les partenaires selon la clef de répartition ci-dessus.

Une réévaluation des montants prévisionnels pour la phase travaux ainsi que la clé de répartition entre les parties feront l'objet de la mission du maître d'œuvre une fois recruté, et seront arrêtés par avenant à la présente convention à la validation de l'avant-projet (AVP).

8.4 Modalités de recouvrement

8.4.1 Modalités de recouvrement des dépenses relatives aux études pré-opérationnelles (notamment de maitrise d'œuvre), et toutes fournitures et services préalables aux travaux.

S'agissant des études pré-opérationnelles, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg s'engagent à verser :

- 50% de la totalité des études pré-opérationnelles à compter de la notification du marché de maitrise d'œuvre ;
- 50% à compter des études pré-opérationnelles la notification du premier marché de travaux ;

Le détail des montants figure dans le tableau ci-dessous :

Partenaires	**1er versement 50%** des études pré-opérationnelles	**2ème versement 50%** des études pré-opérationnelles
Eurométropole	17 750 € TTC	17 750 € TTC
Ville de Strasbourg	8 875 € TTC	8 875 € TTC

Habitation Moderne en sa qualité de maître d'ouvrage unique, assurera directement la rémunération des marchés qu'il aura souscrits auprès des entreprises.

8.4.2 Modalités de recouvrement des dépenses relatives aux marchés de travaux, fournitures et services autres que les études pré opérationnelles.

L'Eurométropole et la ville de Strasbourg s'engagent à verser :

- 40 % de la totalité des dépenses relatives aux marchés de travaux, fournitures et services autres que les études pré-opérationnelles à compter de la notification du premier marché de travaux ;
- 40 % de la totalité des dépenses relatives aux marchés de travaux, fournitures et services autres que les études pré-opérationnelles, un an après la notification du premier marché de travaux
- le solde restant une fois la réception prononcée et après réception du dossier de rétrocession complet et DGD établi ;

Calcul du dernier versement : Le montant du dernier versement correspond au décompte des factures des opérations réalisées et des sommes versées précédemment par les partenaires selon les versements figurants ci-dessous.
Le décompte est réalisé par le maitre d'ouvrage unique sur la base des dépenses figurant dans sa comptabilité, et selon la clé de répartition fixée par avenant à la convention.

8.4.3 Synthèse des versements des parties au maître d'ouvrage unique

Partenaires	1er **versement après la transmission de la Notification du marché de maitrise d'œuvre**	**2ème versement après la transmission de la Notification du premier marché de travaux**	**3ème versement 1 an après la transmission de la notification du premier marché de travaux**	**4ème versement ajusté au décompte**
Ville de Strasbourg	8 875 € TTC	8 875 € TTC 40 % du budget des travaux fixés par avenant	40 % du budget des travaux fixés par avenant	Décompte des factures des opérations réalisées et des sommes versées
Eurométropole de Strasbourg	17 750 € TTC	17 750 € TTC 40 % du budget des travaux fixés par avenant	40 % du budget des travaux fixés par avenant	Décompte des factures des opérations réalisées et des sommes versées

8.5 Modalités comptables

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à effectuer les versements pour le financement du projet de réaménagement tels que présentés dans le 8.4. Modalités de recouvrement.

Le solde de la participation des opérations de travaux sera réglé lors du 4ème versement, après service fait, sur présentation :

- sur présentation d'un état récapitulatif définitif des dépenses et de présentation des factures correspondantes (décompte général définitif ou DGD, faisant état des sommes payées par le maitre d'ouvrage unique et qui devra être visé par un expert-comptable ;
- du certificat d'achèvement du projet, d'un certificat de conformité des travaux et du dossier des ouvrages exécutés.

Toute régularisation à la hausse ou à la baisse du 4ème versement, dans les conditions de l'avenant, sera effectuée dans ce cadre. Faute de retour dans un délai de 40 jours, ce dernier est réputé accepté.

Les versements seront effectués directement par virement bancaire à Habitation Moderne, au profit du compte dont les références sont les suivantes :

N° IBAN	FR76 4255 9100 0008 0249 2599 224
N° BIC	CCOPFRPPXXX
N° SIRET	56850141500042

Le relevé d'identité bancaire complet d'Habitation Moderne est annexé à cette convention, annexe 7. L'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg s'engagent à verser la somme due sous un délai de trente jours. Toutes les pièces justificatives visées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 seront communiquées.

9 Assurances et responsabilités

Le maître d'ouvrage unique fera son affaire des assurances. Le maitre d'ouvrage unique s'assurera que les entreprises de travaux ainsi que les maitres d'œuvres sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux.

10 Terme de la convention

10.1 Terme normal

Lorsque la réception des travaux intervient sans réserve, le terme de la convention intervient à compter de la signature du procès-verbal de réception des ouvrages par l'ensemble des partenaires.

Lorsque la réception des travaux intervient avec des réserves, le terme de la convention intervient lorsque l'intégralité des réserves pour les travaux concernés, y compris celles relatives à la garantie de parfait achèvement, seront levées.

10.2 Résiliation amiable

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention.

10.3 Retrait d'un des partenaires

En cas de faute grave imputable au maitre d'ouvrage unique, un partenaire pourra se retirer de la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois. Ce retrait est notifié individuellement aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le partenaire règlera, au prorata de son taux de répartition financier, les dépenses préalablement effectuées par le maitre d'ouvrage unique.

Le retrait d'un partenaire ne provoque pas le terme anticipé de la convention.

10.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, partenaires à la présente convention, peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

Par ailleurs, cette faculté est subordonnée au règlement financier par la personne publique concernée des dépenses déjà effectuées, par application de son taux de répartition financier, majoré d'une pénalité égale à 5 % (hors taxes) du budget prévisionnel global de la présente opération de travaux, à régler au maitre d'ouvrage unique.

La résiliation pour motif d'intérêt général émanant d'une personne publique partie à la présente convention ne met pas fin aux liens contractuels entre d'une part, le partenaire restants, et d'autre part, le maitre d'ouvrage unique.
Si la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font successivement usage de leur pouvoir de résiliation unilatérale sur le fondement d'un motif d'intérêt général, la dernière résiliation provoque le terme de la présente convention.

10.5 Résiliation à la demande du maitre d'ouvrage unique

Le maitre d'ouvrage unique peut résilier unilatéralement la présente convention, en cas de faute grave imputable aux deux partenaires. Dans cette hypothèse, la résiliation provoque le

règlement financier des dépenses déjà effectuées, en fonction des taux de répartition prévus par la présente convention.

11 Litiges

Dans le cas où aucun accord n'aura pas pu être trouvé entre les parties après médiation, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Strasbourg.

12 Annexes

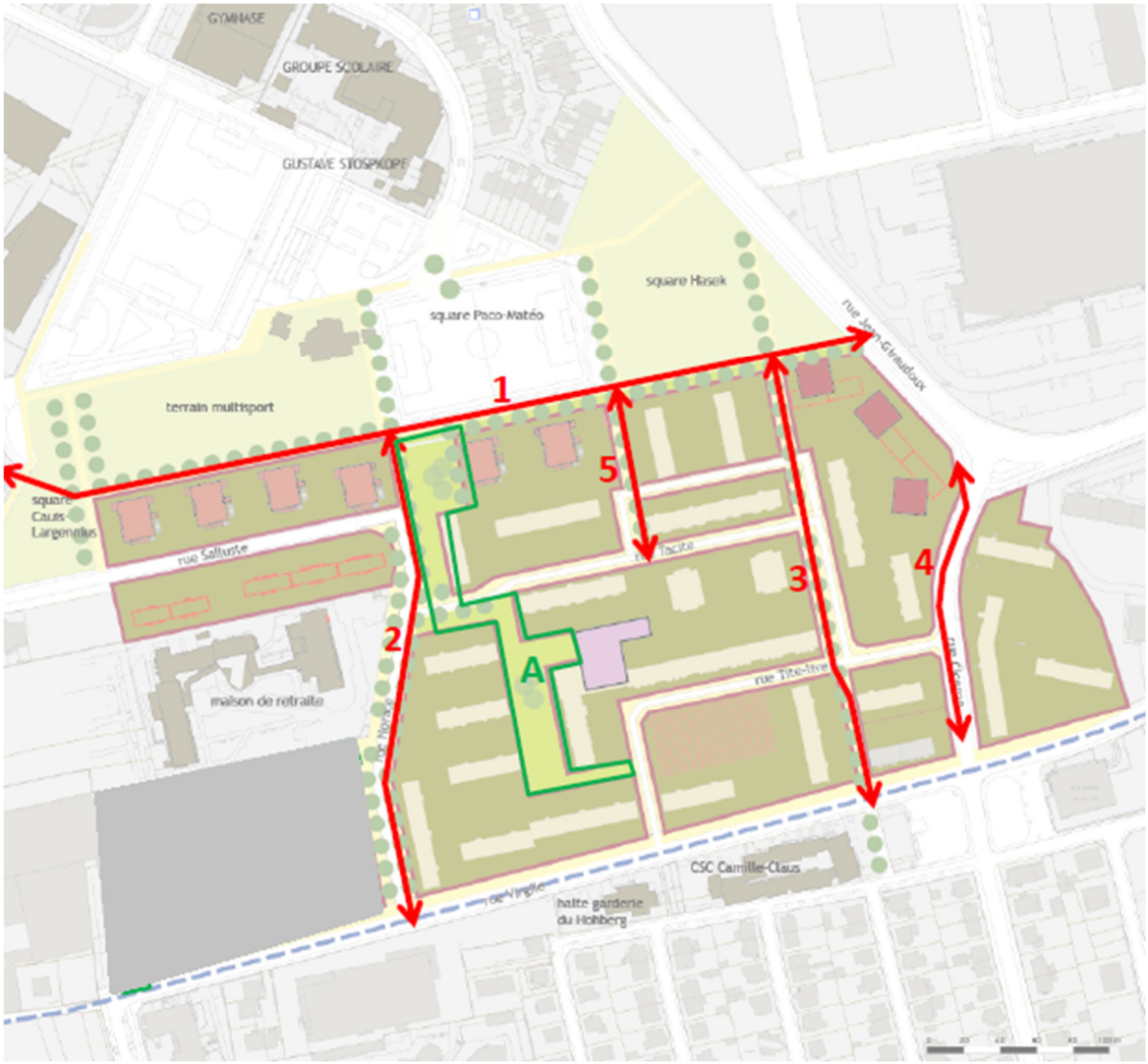
Constituent des annexes à la présente convention, ayant pleinement valeur contractuelle, les documents suivants :

Annexe 1 : Orientations urbaines
Annexe 2 : Plan guide
Annexe 3 : Emprise du projet
Annexe 4 : Contenu du dossier DOE
Annexe 5 : Logos des partenaires
Annexe 6 : Détail du montant prévisionnel du programme
Annexe 7 : Relevé d'identité bancaire du maître d'ouvrage unique

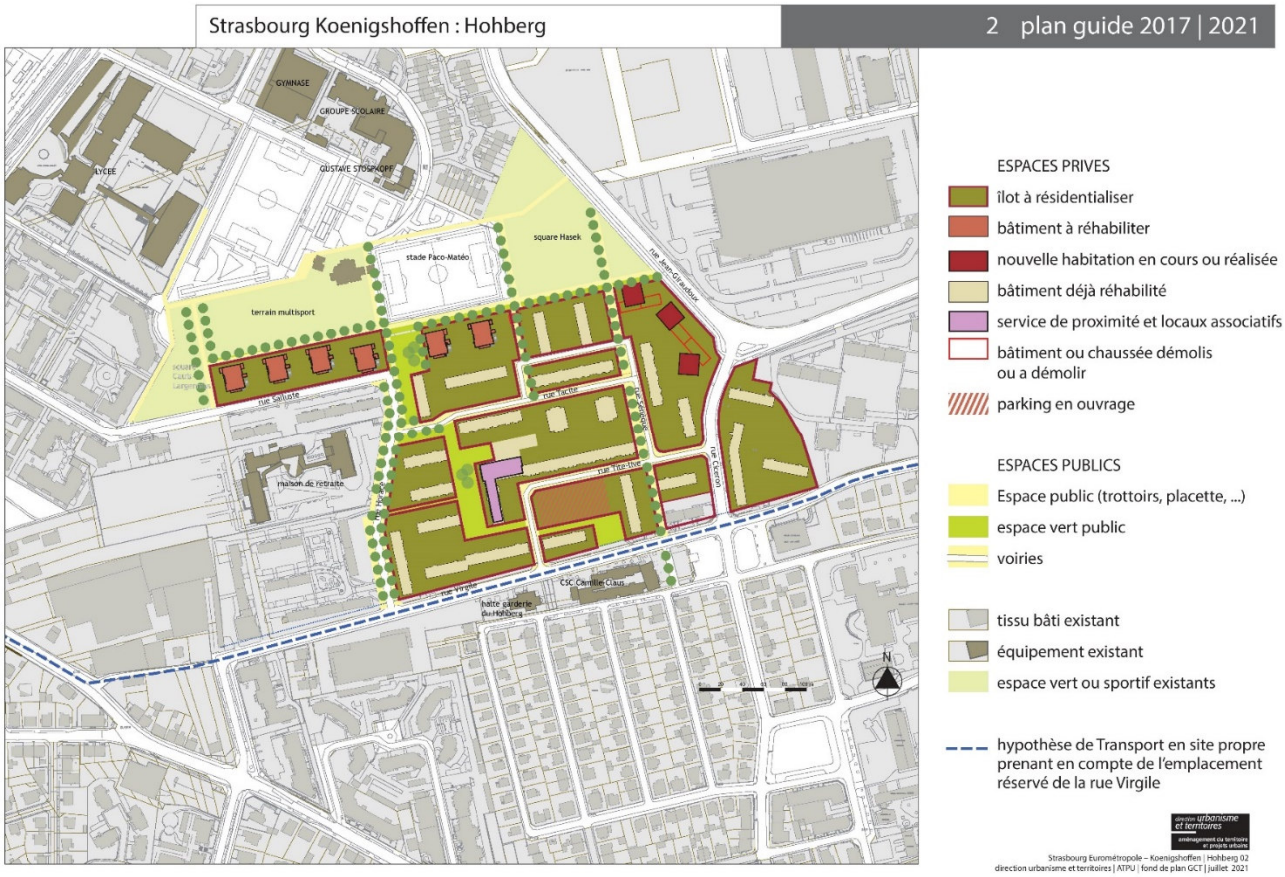
Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour Habitation Moderne Le ../../…. La directrice générale Virginie JACOB	Pour la Ville de Strasbourg Le ../../…. La maire de Strasbourg Jeanne BARSEGHIAN	Pour l'Eurométropole de Strasbourg Le ../../…. La présidente de l'Eurométropole de Strasbourg Pia IMBS

Annexe 1 : Orientations urbaines



Annexe 2 Plan Guide



Annexe 3 Emprise du projet (en rouge)



Annexe 4 - Contenu du dossier DOE

Le DOSSIER DES OUVRAGE EXECUTES (DOE) sera transmis au format papier et numérique et comprendra notamment :

- les plans d'exécution
- les documents de récolement nécessaires pour l'exploitation et l'entretien
- l'ensemble des documents contractuels,
- la nomenclature des produits, teintes, références des produits mis en œuvre, les notices d'utilisation des équipements techniques

Annexe 5 Logos des partenaires





27

Annexe 6 - Détail du montant prévisionnel du programme

	DOMANIALITE PUBLIQUE	PROPRIETE HM
Surface estimative (en m²)	12 479 m²	86 153 m²
Budget prévisionnel de l'opération (sur base TVA à 20%, valeur juillet 2021 et en l'absence d'étude de revêtements de sol (en € TTC)	1 331 250 €	7 543 750
Dont études pré-opérationnelles estimées à 4% du budget prévisionnel (en € TTC)	53 250 €	301 750

La clé de répartition présentée au paragraphe a été définie selon les principes suivants :

- 85 % prise en charge par le bailleur, correspondant à la surface estimative de ses espaces extérieurs comparés aux espaces publics.
- 15 % restants partagés entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole à hauteur de deux tiers pour l'Eurométropole et un tiers pour la Ville de Strasbourg.
  Ce ratio correspond à une estimation d'études pré-opérationnelles correspondant aux compétences de la Ville de Strasbourg (le montant des travaux d'éclairage public, ainsi que les études nécessaires à la création d'espaces verts publics) et de l'Eurométropole (travaux de voirie, création des voies vertes et pistes cyclables). Les travaux relevant de la compétence de l'Eurométropole concernent une surface environ deux fois plus importante que ceux de la Ville de Strasbourg.

Annexe 7 : Relevé d'identité bancaire du maître d'ouvrage unique

Relevé d'Identité Bancaire

CREDIT COOPERATIF

Cadre réservé au destinataire du relevé

Identification du compte pour une utilisation nationale

42559	10000	08024925992	24
c/Etabl.	c/guichet	n/compte	c/rib

Domiciliation	BIC
CREDIT COOPERATIF	CCOPFRPPXXX

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)

FR76	4255	9100	0008	0249	2599	224

Agence
STRASBOURG

1 QUAI KLEBER

67080 STRASBOURG
TEL :

Intitulé du compte
HABITATION MODERNE

24 RTE DE L HOPITAL
CS 30062
67100 STRASBOURG

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Actualisation de la participation à l'opération "Commune Nature" et adoption de la charte associée.

Numéro V-2021-1280

Il est désormais démontré que l'utilisation de produits phytosanitaires représente un risque à la fois sanitaire et environnemental. Depuis 2008, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées dans la démarche Zéro pesticide dans leurs domaines de compétence ; un engagement précurseur car depuis le 1er janvier 2017 et l'entrée en vigueur de la loi Labbé 1, tous les acteurs publics sont dans l'obligation de faire de même pour l'entretien de l'espace public.

L'opération « Commune Nature », initialement créée par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la Région Alsace en 2011 et désormais élargie à la Région Grand Est, vise un triple objectif :
- valoriser les structures publiques engagées dans une démarche de suppression de l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien de l'espace public ;
- encourager les structures publiques à progresser dans leur démarche ;
- inciter l'ensemble des structures publiques de la région à rejoindre le dispositif.

Participante depuis la création de l'opération, la Ville a été lauréate « 3 libellules » lors de la précédente édition en 2018.

L'engagement de la Ville de Strasbourg dans la démarche zéro pesticide et biodiversité depuis 10 ans se voulant exemplaire, il est proposé, en continuité avec les démarches mises en œuvre sur notre territoire et afin de continuer à les valoriser :
- la signature de la nouvelle charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux publics ;
- la participation à l'opération « Commune Nature » 2021-2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la participation à l'opération « Commune Nature » 2021-2022,*
- *la Charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux publics,*

décide

sa mise en application par les services de la collectivité,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la charte régionale d'entretien et de gestion des espaces communaux publics.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133527-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21



Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE DE L'EAU
RHIN•MEUSE

CHARTE REGIONALE D'ENTRETIEN ET DE GESTION DES ESPACES COMMUNAUX PUBLICS

****

DEMARCHE « EAU & BIODIVERSITE »

****

OPERATION « COMMUNE NATURE »

****

DISTINCTION « COMMUNE NATURE »

NOM DE LA COMMUNE : ……

DESCRIPTION DES ESPACES CONCERNES (ESPACES VERTS, VOIRIES…) :

……
……
……

304

CHARTE REGIONALE D'ENTRETIEN ET DE GESTION DES ESPACES COMMUNAUX PUBLICS

****

DEMARCHE « EAU & BIODIVERSITE »

****

PREAMBULE

Dans le cadre de leurs politiques en matière de protection de la ressource en eau et de développement de la biodiversité, la Région Grand Est et l'agence de l'eau Rhin-Meuse soutiennent des actions concrètes auprès des communes.

Pour les communes qui intègrent ces enjeux dans la gestion de leurs espaces, cette charte est un outil qui permet de formaliser les engagements pris et de donner une reconnaissance aux communes qui les mettent en œuvre.

Les bonnes pratiques listées dans la présente charte doivent permettre de réduire les impacts constatés sur la qualité de l'eau et sur le niveau de biodiversité des espaces.

En effet, des diagnostics sur la qualité des eaux régulièrement établis, notamment par la Région Grand Est et l'agence de l'eau Rhin-Meuse, mettent en évidence que **la pollution des eaux par les produits phytosanitaires constitue un facteur de déclassement important de la qualité des ressources en eau, notamment des captages d'eau potable et de certains cours d'eau.**

Une partie de ces pesticides retrouvés dans les eaux superficielles et souterraines provient du désherbage des « zones non agricoles » (parcs, jardins, voiries…) en raison de leur application sur de nombreuses surfaces imperméables qui facilitent le transfert rapide des molécules vers la ressource en eau.

Quant à la biodiversité, les principales causes de dégradation sont la banalisation et la fragmentation des habitats, les invasions biologiques, la surexploitation des espèces, la pollution et le réchauffement climatique. Or, le rôle de cette biodiversité, symbole du fonctionnement des milieux qui les hébergent, est central en matière de services rendus, notamment sous forme d'infrastructures naturelles qui servent durablement l'intérêt général et qui constituent des solutions « fondées sur la nature » face au changement climatique.

Face à ce constat, et afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive-cadre sur l'eau et ceux de la loi sur la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, à l'échelle des espaces verts publics, **différentes mesures doivent être mises en œuvre** :

- diminution des doses de produits phytosanitaires utilisées et développement de techniques alternatives ;
- réduction et suppression des surfaces désherbées par voie chimique, notamment les surfaces à fort risque de lessivage vers la ressource en eau ;
- formation et accompagnement du personnel en charge de l'application des produits phytosanitaires et de l'entretien des espaces publics ou accueillant du public ;
- conception nouvelle de l'espace urbain pour réduire les besoins de désherbage ;
- aménagement et restructuration des espaces pour favoriser les éléments de biodiversité ;
- sensibilisation à ces thématiques de la population et des autres gestionnaires d'espace présents sur le territoire de la commune.

Cet ensemble de mesures, composantes d'un **programme d'actions**, implique nécessairement la mise en place d'un **plan global d'entretien différencié des espaces**, à l'échelle de la commune, adapté aux moyens de celle-ci et aux objectifs de protection des eaux et de développement de la biodiversité.

La réalisation de tels plans s'inscrit en cohérence avec, notamment, les enjeux des SAGES, les plans d'actions de lutte contre les pollutions diffuses et le développement des trames vertes et bleues (cours d'eau, corridors écologiques, …). L'enjeu de la présente charte est d'accompagner les communes dans les évolutions réglementaires, **et au-delà de la loi Labbé**, afin de tendre vers une démarche régionale « Eau & Biodiversité ».

Les objectifs décrits dans le plan d'entretien et de gestion des espaces collectifs, respectueux de la qualité des eaux et favorisant la biodiversité, peuvent être déclinés en **4 étapes/niveaux, étant présupposé que la commune respecte la réglementation en vigueur.**

Les communes sont incitées à atteindre, à moyen terme, a minima le niveau 3.

Le niveau « bonus », créé en 2021, pour accroître la réponse aux enjeux régionaux, intègre des critères plus ambitieux en matière de biodiversité, tels que l'adaptation au changement climatique, le développement de la nature en ville, la limitation de l'imperméabilisation des sols, la création de couloirs écologiques, Il doit permettre de récompenser les efforts des communes relatifs aux objectifs du SRADDET et aux priorités du 11ème programme de l'agence de l'eau.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CHARTE

La signature de la présente charte traduit l'engagement volontaire de la commune dans une démarche progressive et continue, l'objectif final étant de ne plus utiliser aucun produit phytosanitaire, **ceci dans le but de protéger la santé publique, de reconquérir la qualité des eaux et de développer la biodiversité dans la gestion des espaces dont elle a la charge.**

ARTICLE 2 – NIVEAUX DE PROGRESSION DANS LA DEMARCHE ET DISTINCTIONS

Au titre de la présente charte, la démarche entreprise par la commune comprend 4 niveaux successifs de mise en œuvre, dont un niveau « bonus » définis comme suit :

Niveau 1 :

- **Respect de la loi Labbé modifiée par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte** (utilisation des produits phytosanitaires de synthèse sur des lieux autres que la voirie, les espaces verts, les promenades et les voiries accessibles ou ouvertes au public).

- **Respect de la règlementation en vigueur** relative à l'utilisation de produits phytosanitaires (lieu de stockage, équipements de protection individuelle…), y compris sur les sites de production (serres, pépinières…).

- **Formalisation de la démarche** par la signature de la présente charte avec délibération de l'organe délibérant à l'appui.

- **Formalisation de la démarche** par a minima (à défaut d'un plan de gestion différenciée ou d'un plan de désherbage) un document technique prouvant l'existence d'une réflexion cohérente allant dans le sens du « zéro pesticide » ainsi que les outils permettant d'atteindre les objectifs visés.

- **Sensibilisation des élus et formation des agents dédiés aux espaces verts** aux méthodes permettant la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et à la maîtrise des techniques alternatives aux traitements chimiques.

- **Sensibilisation du grand public** à la démarche.

Niveau 2 (*) :

- **Non utilisation, depuis au moins un an, de produits phytosanitaires autre que ceux listés ci-après :**
  - **produits de bio contrôle,**
  - **produits à faible risque,**
  - **produits autorisés en agriculture biologique.**

  Les produits utilisés pour le désherbage ne pourront pas être utilisés sur les surfaces imperméables et à risque de transfert élevé.

- **Formalisation de la démarche** par un plan de gestion différenciée ou tout autre document technique (réalisé en interne ou par un prestataire) décrivant les modalités de gestion des différents espaces et prouvant la non-utilisation de produits autres que ceux listés ci-dessus.

- **Sensibilisation de l'ensemble des services techniques communaux ayant en charge la gestion d'autres d'espaces** (voirie, terrains de sports, …).

- **Communication** auprès de la population sur la démarche.

Niveau 3 (*) :

- **Suppression de l'utilisation de la totalité des produits phytosanitaires** y compris des produits de bio contrôle, des produits à faible risque et des produits autorisés en agriculture biologique sur l'ensemble des espaces et des surfaces depuis au moins un an et pour les 3 années à venir.

- **Suppression des produits anti-mousse sur les espaces extérieurs (trottoirs, dallage, fontaines, …)** (produits biocides comme définis par le règlement européen n°528/2012 et destinés à éliminer ou prévenir l'apparition des mousses, algues et lichens).

- Mise en place des principes d'une **gestion différenciée** pour l'entretien de ces espaces.

- Initiation d'une démarche de **préservation de la biodiversité** (programme trame verte et bleue ; mise en place de haies, vergers, prairies …) et de **restauration des ressources en eau** de la commune (rivières, berges, zones humides…).

- **Communication régulière envers les autres gestionnaires** susceptibles d'entretenir des espaces verts (groupements intercommunaux, entreprises, lycées/écoles, établissements de santé, EPHAD, grandes surfaces, industries…).

(*) S'agissant du cas particulier des sites de production (serres et pépinières), les démarches suivantes devront être mise en place :
- Stockage des produits phytosanitaires et matériels de traitement spécifiques à ces sites de production ;
- Mise en œuvre de la Protection Biologique Intégrée (PBI) comme moyen de gestion initial et principal ;
- Utilisation de produits phytosanitaires justifiée comme solution ultime en cas d'échec de la PBI.

Niveau « bonus » :

- **Bonne connaissance de la biodiversité du territoire**.

- **Amélioration et progression continue** dans la démarche de reconquête et de préservation de la biodiversité initiée au niveau 3 (diagnostic biodiversité, préservation des milieux naturels…).

- **Intégration de la biodiversité dans les politiques/domaines de compétence de la commune** (économie, aménagement, éducation, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondation (GEMAPI), agriculture, tourisme, alimentation/circuits courts…).

- **Réalisation ou émergence d'actions/projets liés à la biodiversité** et valorisation (désimperméabilisation des sols, adaptation au changement climatique, développement de la nature en ville, protection/restauration du fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides).

- **Sensibilisation des citoyens** - actions de communication / animation auprès des scolaires / soutien aux enseignants / formation des élus-agents sur la biodiversité….

L'utilisation de produits phytosanitaires pour la lutte obligatoire (imposée par l'Agence Régionale de Santé, dans le cadre des dispositions fixées par le code rural et fixé par arrêté préfectoral) est autorisée.

La commune s'engage à mettre en place les actions prévues au niveau 1 au plus tard dans l'année suivant la signature de la présente charte.

Elle doit également définir un échéancier pour atteindre au minimum le niveau 2 au bout de 2 ans. L'objectif est d'atteindre à terme le niveau 3, voire le niveau « bonus ».

****

OPERATION « COMMUNE NATURE »

****

DISTINCTION « COMMUNE NATURE »

****

Pour chacun de ces niveaux, une distinction « Commune nature » peut être attribuée à la commune, lui permettant de rendre ainsi lisible son engagement dans la durée.

Le niveau supérieur ne peut-être attribué que lorsque toutes les conditions du(des) niveau(x) inférieurs(s) sont respectées.

Le niveau « bonus » ne peut être attribué qu'aux communes qui respectent toutes les obligations relatives au niveau 3, l'objectif étant la progressivité dans la démarche.

Lors de chaque édition, seules les communes les plus engagées en faveur de la protection de la biodiversité sur leur territoire et dont les actions mises en place sont les plus remarquables sont distinguées.

ARTICLE 3 – EVALUATION DU NIVEAU D'ENGAGEMENT

Le niveau de mise en œuvre de la démarche « Eau & Biodiversité » sera évalué à l'issue d'un audit spécifique gratuit organisé potentiellement tous les 2 ans, en fonction des politiques d'intervention, par la Région et l'agence de l'eau Rhin-Meuse et établi sur présentation d'un dossier constitué préalablement par la commune (photos, outils de communication et tout document justificatif relatif à la démarche ou jugé utile au contrôle de sa bonne exécution).

La commune qui se sera portée candidate à cette opération recevra une distinction correspondant au niveau d'engagement atteint. L'objectif principal est de mettre à l'honneur celles qui se sont engagées dans la démarche et de rendre lisibles les efforts qu'elles auront fournis.

Lors de cette opération, un jury spécifique décidera de l'attribution des différentes distinctions. Il sera présidé par la Région Grand Est et l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Le non-respect des actions définissant le niveau d'engagement précédemment atteint entraînera la suppression de la distinction correspondante.

ARTICLE 4 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Les communes engagées dans la démarche sont assurées qu'aucune des informations concernant leurs pratiques de désherbage et d'entretien de leurs espaces ne seront divulguées sans leur accord.

Fait à

Le

Nom du représentant légal - Cachet de la commune - Signature

ANNEXE : délibération correspondante de la commune

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Adhésion de la ville de Strasbourg à la charte relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile entre l'Eurométropole, les opérateurs de téléphonie mobile, des bailleurs sociaux, et les communes de l'Eurométropole - Désignation de représentants de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1281

Dans le but de maitriser au mieux la présence et l'impact des antennes relais sur son territoire, la ville de Strasbourg a mis en place, par délibération du conseil municipal du 24 septembre 2012, une charte et des outils inédits (logiciel de simulation des ondes) permettant de disposer d'un espace de dialogue et de transparence avec les opérateurs de téléphonie mobile et les bailleurs sociaux (Ophéa et Habitation Moderne) sur les futurs projets, ainsi qu'un suivi objectif et expert de l'exposition cumulée aux ondes sur les différents espaces de la ville.

Cette première charte a permis l'instauration de principes forts et affirmés :
- un cadre contractuel et évolutif pour maitriser au mieux le développement de ces infrastructures sur le territoire de la ville,
- un principe de transparence en matière d'information et de données entre la Ville et les opérateurs, mais aussi auprès des concitoyens-nes,
- un principe de précaution, basé sur une capacité de surveillance fine du niveau d'exposition du public.

Le bilan partagé avec les parties prenantes des 9 années d'existence de la charte se révèle très positif pour le territoire. La collaboration et le travail menés dans le cadre de cette charte ont permis de disposer d'informations et de données complètes et précises sur l'implantation des antennes sur le territoire strasbourgeois, d'éléments d'information transparents et objectifs à disposition, pour répondre aux questions des habitants. Sa mise en œuvre a également favorisé le développement d'un climat de confiance avec les opérateurs et une capacité d'intervention de la Ville en amont des projets.

Fort de ce bilan, un projet d'extension de la portée et des prestations de cette charte de la ville de Strasbourg à l'ensemble des communes de l'Eurométropole volontaires a été

présenté et adopté en conseil de l'Eurométropole le 25 juin 2021, avec une entrée en vigueur prévue au 1er novembre 2021.

La ville de Strasbourg s'est naturellement inscrite en soutien de ce projet afin de faire bénéficier l'ensemble des autres communes de l'Eurométropole de Strasbourg qui le souhaitent des modalités et des outils développés.

La nouvelle charte ainsi élaborée, relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile entre l'Eurométropole, les opérateurs de téléphonie mobile, des bailleurs sociaux, et les communes volontaires sur le territoire eurométropolitain, fait suite à plusieurs évènements, notamment la procédure d'attribution des fréquences de la 5G lancée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) et finalisée le 12 novembre 2020, et la tenue d'une conférence citoyenne eurométropolitaine sur la 5G et les usages du numérique fin 2020. L'objectif de cette charte eurométropolitaine est à la fois d'offrir aux communes via l'Eurométropole un service de conseil et prestations sur les dossiers d'implantation ou de modification d'antennes relais, à titre gratuit, ainsi que la définition des engagements entre l'Eurométropole, les communes, les opérateurs et les bailleurs en intégrant certaines attentes issues de la conférence citoyenne.

En substance, la charte poursuit plusieurs ambitions, en premier lieu autour de l'enjeu sanitaire par le suivi de l'exposition des habitantes et habitants aux champs électromagnétiques, mais aussi relevant des impacts environnementaux et urbanistiques, ainsi que celle d'une meilleure transparence et information des citoyennes et citoyens en matière d'usages du numérique et de leurs conséquences.

- **Fonctionnement :**

Présentation du service proposé

La charte eurométropolitaine repose sur la mise en œuvre d'un service de prestations aux communes qui a pour mission de :

- rassembler les données des opérateurs et les résultats des simulations de l'exposition des habitantes et habitants aux ondes électromagnétiques,
- conseiller les communes,
- organiser l'information des populations avec des supports adaptés,
- répondre aux demandes de mesures in situ et aux questions sur les technologies du numérique.

Ce service, dénommé « guichet unique », est piloté par le Service de l'Information et de la Régulation Automatique de la Circulation (SIRAC), en charge de l'aménagement numérique du territoire, en coordination avec le service Gestion et Prévention des Risques Environnementaux (GPRE). Ce guichet unique s'articule également avec le service de la Police du bâtiment de l'Eurométropole.

Ce guichet unique n'a pas vocation à se substituer aux prérogatives des maires de chaque commune, en particulier concernant leurs pouvoirs en matière d'autorisation d'urbanisme, de sécurité et de salubrité publiques.

Travaux et commissions

En continuité du fonctionnement instauré par la charte strasbourgeoise, la charte eurométropolitaine s'appuie sur trois instances permettant de suivre les projets et les travaux de la charte :

- Un comité technique opérationnel intercommunal, qui formule un avis consultatif sur les projets d'implantation ou de modification d'antennes-relais. Celui-ci sera composé d'élu-e-s de la métropole, des maires (ou d'élu-e(s) représentant-e(s)) des communes concerné-es et de leur référent-e technique concernés par les projets examinés, ainsi que des opérateurs, des bailleurs signataires et des agent-e-s collaborant au guichet unique de l'Eurométropole.

- Une commission consultative annuelle de suivi, composée de plusieurs collèges représentatifs (élu-e-s, opérateurs, bailleurs, institutions telles que l'Agence nationale des fréquences (ANFR) et l'Agence régionale de santé (ARS), associations et citoyens…). Elle constitue un espace de dialogue et de propositions sur les questions relatives au déploiement de réseaux de radiocommunication sur l'ensemble du territoire des communes concernées. Les maires des communes, ou leur(s) représentant-e(s) ayant délégation, siègent dans cette commission.

La présidence des deux instances est assurée par la présidente de l'Eurométropole ou son-sa représentant-e.

- **Des commissions d'information publique,** qui peuvent être initiées par les communes et organisées par le guichet unique en lien avec la métropole, les opérateurs, les bailleurs et les associations. Ces commissions ont pour but d'informer les riverain-e-s et habitant-e-s concernés par le projet en question.

Dans le cadre de la commission consultative annuelle de suivi et des comités techniques opérationnels intercommunaux, comme le prévoit l'article 4.2 de la charte en PJ de la présente délibération :

- des élu-es de l'Eurométropole sont désigné-es pour siéger au regard des missions eurométropolitaines prises en charge par le guichet unique ;
- les maires des communes adhérentes siègent au titre de leurs compétences communales. Ces derniers peuvent se faire représenter par un-e ou des élu-es ayant délégation.

Représentation de la ville de Strasbourg :

La ville de Strasbourg, concentrant sur son territoire 53% des sites antennaires de l'ensemble des communes de l'Eurométropole et 57% des habitant-e-s du bassin eurométropolitain, près d'une vingtaine de quartiers et un nombre important de sites

« particuliers » (établissements scolaires, petite enfance, de soins), il est proposé que 6 élu-es titulaires en plus de la Maire, soient désigné-es afin de représenter la ville de Strasbourg au sein de la commission consultative de suivi ainsi que des comités techniques opérationnels.

Concernant particulièrement les comités techniques opérationnels intercommunaux, afin de faciliter le dialogue et le rôle d'information des habitantes et habitants en matière de projets d'implantation d'antennes conféré aux maires, il est proposé que, sur invitation ad hoc, les élu-es référent-es de territoire soient convié-es à participer à la séance en fonction des projets à l'ordre du jour intéressant leur territoire.

- **Modalités d'accès au dispositif**

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-27 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et conformément à la délibération du conseil de l'Eurométropole du 25 juin 2021, il est proposé au conseil municipal d'adhérer aux engagements de la charte par la signature de celle-ci, et au fonctionnement du guichet unique par conventionnement avec l'Eurométropole.
Le projet de convention se trouve en pièce annexe de la présente délibération.
En application de ses termes, la maire peut désigner un-e représentant-e, le conseil municipal désigne les élu-es membres siégeant au sein de la commission consultative de suivi et du comité technique opérationnel intercommunal.

- **Entrée en vigueur :**

La mise en place de la charte eurométropolitaine est prévue au 1er novembre. L'adhésion de la ville de Strasbourg à cette nouvelle charte entrainera par conséquent la nécessité de mettre un terme aux obligations de la charte strasbourgeoise en cours ainsi qu'à la nomination des membres désignés par la délibération du 27 juillet 2020 V-2020-392, en tant que membres de la commission consultative de suivi de la charte de téléphonie mobile.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu les articles L. 5217-7 et L. 5215-27 alinéa 2 du CGCT
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de l'adhésion de la ville de Strasbourg aux termes de la charte eurométropolitaine relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile, entre l'Eurométropole, les opérateurs de téléphonie (Orange, Free mobile, SFR, Bouygues Télécom) et des bailleurs sociaux (Ophéa, Habitation moderne, Foyer Moderne de Schiltigheim, le CROUS de Strasbourg) adoptée le 25 juin en conseil de l'Eurométropole ;*

- *le projet de convention entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à proposer aux signataires de la charte strasbourgeoise en cours depuis 2012 sa dénonciation ;*

- *à signer la charte et la convention de gestion, objets de la présente délibération ainsi que toute évolution ultérieure ;*

met fin

à la nomination des élu-e-s désigné-e-s par délibération au Conseil municipal du lundi 27 juillet 2020 n°V-2020-392, en tant que membres titulaires et suppléants de la Commission consultative du suivi de la charte des antennes de téléphonie mobile, à la date d'entrée en vigueur de la charte eurométropolitaine ;

désigne

les élu-e-s suivant-e-s, en plus de Mme la Maire, en tant que membres des instances mises en place par l'Eurométropole dans le cadre de la charte eurométropolitaine, à savoir le Comité Technique Opérationnel intercommunal et la Commission Consultative de Suivi de la Charte :

Mme Soraya OULDJI
Mme Aurélie KOSMAN
Mme Céline GEISSMANN
M. Pierre OZENNE
M. Hervé POLESI
M. Nicolas MATT

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133483-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21



Charte relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire de l'Eurométropole

Entre :

D'une part,

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Mme Pia IMBS, Présidente, dûment habilitée à signer la présente charte par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 25 juin 2021,

Dénommée ci-après « L'Eurométropole »,

- Les Maires des communes, dûment habilité-e-s à signer la présente charte par délibération de leur Conseil Municipal,

Dénommées ci-après « les communes »,

D'autre part,

- Les organismes de logements suivants :
  - Ophéa, représenté par
  - Habitation Moderne, représenté par
  - Foyer Moderne de Schiltigheim, représenté par
  - Le CROUS de Strasbourg, représenté par

Dénommés ci-après « les bailleurs »,

ET :

- Les opérateurs de réseaux de téléphonie mobile, titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, à savoir :
  - La société Bouygues Télécom, représentée par
  - La société Free Mobile, représentée par
  - La société Orange France, représentée par
  - La société SFR, représentée par

Dénommées ci-après « les opérateurs »,

1. Préambule

Liées à une utilisation croissante des réseaux de téléphonie mobile, et dans le cadre actuel du déploiement de la 5G, les ondes électromagnétiques émises par les antennes relais sont au cœur des enjeux environnementaux, tant sur l'empreinte énergétique que la consommation des ressources, des enjeux sanitaires, des enjeux de participation et information citoyenne et des enjeux d'accès au service des communications électroniques.

Concernant l'enjeu sanitaire, le déploiement en cours de la 5G requestionne les impacts en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques sur de nouvelles bandes de fréquences. L'agence nationale de sécurité sanitaire, l'ANSES, est chargée d'en évaluer les risques pour la santé, dans la continuité de ses travaux d'expertise sur les radiofréquences, et sur la base des données scientifiques disponibles à ce jour.
Dans son dernier avis du 20 avril 2021, l'ANSES considère comme peu probable que le déploiement de la 5G dans la bande de fréquences 3,5 GHz présente de nouveaux risques pour la santé. Pour la bande de fréquences 26 GHz, l'ANSES précise que les données ne sont, à l'heure actuelle, pas suffisantes pour conclure à l'existence ou non d'effets sanitaires, et font l'objet de demandes d'études supplémentaires.

Dans le but de maitriser au mieux la présence et l'impact des antennes relais sur son territoire, la ville de Strasbourg a mis en place dès 2012, par délibération en conseil municipal du 24 septembre 2012, une charte et des outils inédits (logiciel de simulation des champs électromagnétiques) lui conférant un espace de dialogue et de transparence avec les opérateurs sur les futurs projets, ainsi qu'un suivi objectif et expert de l'exposition de la population aux ondes électromagnétiques sur l'ensemble du territoire strasbourgeois.

Contractée entre les opérateurs, des bailleurs sociaux (Ophéa et Habitation Moderne) et la Ville de Strasbourg, cette première charte a permis l'instauration de principes forts et affirmés :

- Un cadre évolutif pour maitriser au mieux le développement de ces infrastructures sur le territoire de la ville,
- Un principe de transparence en matière d'information et de données entre la Ville et les opérateurs, mais aussi auprès des concitoyens,
- Un principe d'attention, basé sur une capacité de surveillance fine du niveau d'exposition du public.

Le bilan partagé avec les parties prenantes des 9 années d'existence se révèle très positif pour le territoire. La collaboration et le travail mené dans le cadre de cette charte ont permis de disposer d'informations et de données complètes et précises sur l'implantation des antennes sur le territoire strasbourgeois, d'éléments d'information transparents et objectifs à disposition pour répondre aux questions des habitants. Sa mise en œuvre a favorisé également le développement d'un climat de confiance avec les opérateurs et une capacité d'intervention de la collectivité en amont des projets.

En parallèle, le contexte lié à l'implantation des installations radioélectriques a fortement évolué.
Du point de vue juridique, dès 2015, la parution de la loi n°2015-136 du 9 février 2015, dite loi "Abeille", relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques » est venue renforcer le rôle des maires en inscrivant dans la loi l'obligation d'information des maires par les opérateurs et l'objectif de sobriété en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.
Plus tard, la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, est venue raccourcir et simplifier les délais de diffusion des dossiers

informations mairie (DIM) et des procédures d'urbanisme pour l'installation de stations radioélectriques d'antennes-relais dans un objectif d'inclusion numérique.
Les technologies d'informations évoluent en parallèle rapidement et substantiellement, on peut rappeler le lancement officiel de la 4G en septembre 2016, et celui de la 5G en novembre 2020, avec le lancement du déploiement de la bande 3,5 GHz au niveau national.

Dès juin 2020, la volonté de poursuivre le travail engagé, et d'étendre les principes de la charte au niveau du territoire de l'agglomération a été affirmée par l'Eurométropole.

Dans le cadre particulier du déploiement de la 5G, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité en outre permettre localement la tenue d'un débat public et citoyen au sujet des usages du numérique.
La conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique a ainsi eu lieu du 2 décembre 2020 au 28 janvier 2021. Une table ronde en présence d'experts ainsi que 8 ateliers mêlant des experts et des citoyens ont permis d'aboutir à des préconisations.

De nouvelles attentes se sont exprimées en lien avec l'objet de la présente Charte :

- Mesurer et limiter l'exposition aux ondes,
- Suivre les impacts du déploiement de la 5G,
- Être informé et documenté quant à l'exposition en ondes électromagnétiques,
- Promouvoir l'information, la sensibilisation et l'éducation aux impacts des usages numériques sur la santé,
- Valoriser une culture de la sobriété énergétique, favoriser l'éco-conception et le réemploi des matériaux,
- Développer des zones de moindre exposition sur les bandes de fréquences de la 5G (3,5 GHz et 26 GHz).

2. Cadre d'application de la charte

2.1. Réglementation en vigueur

Plusieurs lois et règlements régissent l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile, dites « installations ou équipements radioélectriques » au sens du Code des postes et des communications électroniques.
Ils encadrent le développement des technologies associées en veillant notamment au respect des règles d'urbanisme et aux contraintes environnementales ainsi qu'à l'exposition du public aux champs électromagnétiques. Ils définissent également l'ensemble des documents que doivent fournir les opérateurs aux autorités compétentes et collectivités en vue de l'obtention des autorisations nécessaires, ainsi que leurs obligations de couverture et de qualité de service.
Les références majeures de cette règlementation actuelle sont énumérées en annexe 1 de la présente charte.
Néanmoins, compte tenu de son caractère évolutif, les opérateurs tiendront compte de toute modification législative et règlementaire intervenant après la signature de la présente charte.
La présente charte acte dans ses différents articles ce qui relève d'actions complémentaires et volontaires, acceptées par les parties signataires.

2.2. Périmètre

Issue d'une volonté métropolitaine, la charte permet une approche collective de l'implantation des antennes relais sur le territoire des communes de l'Eurométropole signataires.
Elle permet de répondre aux besoins d'information et de concertation entre les communes signataires de l'Eurométropole de Strasbourg et les opérateurs. Elle apporte également un appui aux communes sur les décisions à prendre dans le cadre de leur aménagement numérique.
Soucieuse de contribuer à un développement numérique responsable en permettant notamment une mise en œuvre des moyens de communication et d'information soutenable, équitable et adaptée aux besoins des citoyens-usagers, l'Eurométropole et les communes entendent, en collaboration avec les opérateurs et les bailleurs signataires, mettre tout en œuvre pour préserver le cadre de vie des habitants, conformément à la loi Abeille n° 2015- 136 du 9 février 2015, relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques et de ses décrets.
La présente charte s'applique sur le territoire de l'ensemble des communes signataires. Chaque commune de l'Eurométropole peut librement rejoindre le dispositif à tout moment, le périmètre d'application de la charte est évolutif et concerne *a maxima* l'ensemble du territoire de l'Eurométropole. Toute modification du périmètre due à l'adhésion ou le retrait de communes est notifiée par courrier aux opérateurs et aux bailleurs.

La charte s'appuie sur deux principes de base qu'elle vient compléter :

- Le respect par les opérateurs du cadre réglementaire et de ses évolutions éventuelles impactant l'application de la présente charte,
- L'application de la convention d'occupation type signée entre l'Eurométropole ou les communes signataires et le(s) opérateur(s) concerné(s).

Les opérateurs font respecter les principes définis dans la présente charte à l'ensemble de leurs prestataires intervenant pour leur compte pour l'installation des équipements techniques de télécommunication leur appartenant.

3. Principes partagés par les signataires de la charte

Comme exposé en préambule, la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique a émis des préconisations portant sur un certain nombre de points repris dans cette charte.
D'autres recommandations issues de cette conférence, hors cadre de la charte, font par ailleurs l'objet d'un travail spécifique dans des instances ou dispositifs *ad hoc*.

3.1. Un environnement en ondes électromagnétiques maitrisé sur le territoire

Il est convenu entre l'Eurométropole de Strasbourg, les communes, les bailleurs et les opérateurs que ces derniers prennent toutes les mesures utiles visant à contenir autant que possible le niveau des champs électromagnétiques émis par leurs stations de base dans les lieux de vie, tout en préservant une couverture mobile et un service de qualité pour tous, ainsi que l'évolution des services et des technologies.

Conformités des installations aux normes en vigueur

Les opérateurs respectent les normes en vigueur inscrites dans le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 concernant l'exposition du public.
En cas d'évolution de la règlementation, et notamment des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques, les opérateurs s'engagent à mettre en conformité leurs installations dans le délai prévu par la règlementation.

Identification et traitement des niveaux d'exposition atypiques dans les lieux de vie

Les valeurs limites d'expositions règlementaires en France sont à ce jour fixées, selon les bandes de fréquences utilisées, de 36 à 61 V/m.
Par ailleurs, en matière de sobriété d'exposition, la loi n° 2015- 136 du 9 février 2015 susvisée, reprise par le code des postes et des communications électroniques, a introduit la notion de « points atypiques ».
Les points atypiques sont définis comme « les lieux où le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale, conformément aux critères, y compris techniques, déterminés par l'Agence nationale des fréquences et révisés régulièrement ». Le niveau d'attention retenu par l'ANFR comme référence se situe actuellement à 6V/m.

Dans la continuité de la précédente charte, les opérateurs portent une attention particulière aux points atypiques identifiés par l'ANFR et prennent, sous réserve de faisabilité technique, des mesures permettant de réduire le niveau de champ émis dans les lieux en cause, tout en garantissant la couverture et la qualité des services rendus.
En complément, en accord avec la commune concernée et selon sa demande, chaque dossier d'information mairie (DIM) transmis dans le cadre d'un projet d'installation ou de modification de stations radioélectriques fait l'objet, en parallèle de la simulation réalisée par l'opérateur, d'une simulation par logiciel de la part des services de l'Eurométropole. Ces simulations ne peuvent se prévaloir sur les dossiers de simulation fournis sur demande par les opérateurs en accompagnement du DIM, ni recenser les points atypiques du territoire, dont la mission est confiée à l'ANFR. Les services de l'Eurométropole portent le résultat de ces simulations à l'attention de l'opérateur concerné pour échange, dans le but que celui-ci propose, si cela est justifié, des modifications de caractéristiques d'ingénierie du projet retranscrites dans le DIM. Cette discussion ne doit pas retarder ou impacter les délais prévus par la réglementation.

L'Eurométropole peut organiser, en lien avec l'ANFR, des mesures in situ après installation afin de vérifier le bon respect des valeurs d'exposition.
En cas d'identification de point atypique, l'opérateur intervient sans délai pour modifier l'installation du site concerné et faire baisser la valeur d 'exposition. Il représente à ce titre un nouveau DIM aux services de l'Eurométropole.

Limitation de l'exposition aux champs radioélectriques aux abords des établissements particuliers

Conformément à l'article 5 du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002, les opérateurs s'engagent à s'assurer, au sein des établissements particuliers (crèches, établissements scolaires et établissements de soins) situés dans un rayon de cent mètres de l'équipement ou de l'installation, que l'exposition du public au champ électromagnétique émis par l'équipement ou l'installation est aussi faible que possible tout en préservant la qualité du service rendu.

Les opérateurs étudient, si nécessaire, les modifications à apporter à leur projet afin de respecter ces engagements.

Étude de la possibilité de limitation de l'exposition sur les bandes de fréquences de la 5G 3,5 GHz et 26 GHz sur des zones identifiées

En application des préconisations émises dans le cadre de la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique, et aux fins d'envisager à terme la définition de zones de moindre exposition, l'Eurométropole, les communes et les opérateurs se mobilisent dans une démarche expérimentale permettant d'étudier, sur certains espaces délimités du territoire, la faisabilité technique du principe de limitation de l'exposition aux ondes sur les bandes 3,5 GHz et 26 GHz. Cette réflexion tient compte des obligations de qualité de service imposées aux opérateurs.

Les bailleurs sont informés de l'avancée du projet.

Déploiement de capteurs autonomes de mesures de l'exposition aux ondes électromagnétiques

En application des préconisations émises dans le cadre de la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique, et en complément des simulations d'ores et déjà réalisées, l'Eurométropole se réserve la possibilité de mettre en place, sur le territoire concerné par la charte et en lien avec l'ANFR, des capteurs autonomes de mesures de l'exposition afin de surveiller son évolution, notamment dans le cadre du déploiement des antennes 5G.

Le résultat de ces mesures en continu alimentera l'observatoire des ondes de l'ANFR.

3.2. Un numérique performant et responsable face aux enjeux environnementaux

L'Eurométropole, les communes, les bailleurs et les opérateurs se retrouvent autour d'un objectif de déploiement durable et responsable des installations et équipements radioélectriques.

Politique de réparation ou recyclage des antennes et équipements radioélectriques

En application des préconisations émises dans le cadre de la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique, les opérateurs s'inscrivent dans la mise en place d'une politique volontaire sur la réparation et le recyclage des équipements et matériaux issus des antennes et des installations radioélectriques.

Rationalisation et mutualisation des supports antennaires et émetteurs sur le territoire

L'Eurométropole, les communes, les bailleurs et les opérateurs privilégient et facilitent l'installation des antennes relais sur des supports déjà existants notamment les pylônes, lorsque cela est possible. Lors de toute nouvelle implantation, l'opérateur installant un nouveau support favorise, sous réserve de faisabilité notamment technique, l'installation d'autres opérateurs sur ce même support. Dans les cas où cela est opportun et envisageable, les opérateurs favorisent également la mutualisation de leurs émetteurs.

L'Eurométropole encourage la mutualisation des sites par la mise en place de mesures incitatives dans le cadre de ces conventions avec les opérateurs.

En application des préconisations émises dans le cadre de la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique, les opérateurs privilégient sous réserve de faisabilité technique l'utilisation de la fibre optique pour les infrastructures de liaison des antennes, en lieu et place des faisceaux hertziens.

Maitrise de la consommation énergétique liée au fonctionnement des installations radioélectriques

Les opérateurs font leurs meilleurs efforts pour fournir annuellement à l'Eurométropole les informations concernant les consommations électriques de chaque site antennaire présent sur le territoire des communes concernées par la charte.

Un partenariat pour un aménagement numérique performant

L'Eurométropole, les communes, les bailleurs et les opérateurs s'accordent sur une collaboration respectueuse afin de garantir un aménagement numérique responsable et performant.

Les services de l'Eurométropole se proposent d'échanger avec les opérateurs et de les accompagner lors de toute prospection de sites sur le territoire concerné, en vue de l'accueil de stations radioélectriques et de la meilleure solution en matière d'implantation.

3.3. Une intégration urbanistique harmonisée

L'Eurométropole, les communes, les bailleurs et les opérateurs conviennent de l'objectif de rechercher l'intégration la plus harmonieuse et la plus discrète possible au paysage environnant.

Cadre réglementaire

Les opérateurs respectent les prescriptions susceptibles de résulter du plan local d'urbanisme (PLU) de chaque commune.

Principes d'intégration

Sous réserve de faisabilité notamment technique, les opérateurs s'inscrivent dans une démarche de recherche de la solution d'implantation préservant la qualité architecturale, esthétique et environnementale du site d'implantation, qu'il s'agisse d'un parc résidentiel, d'habitat social ou d'une zone non urbanisée.
Ils portent une attention particulière à la préservation de l'identité architecturale du site d'implantation. Sous réserve de leur faisabilité technique et juridique, les solutions techniques et l'emploi des matériaux les mieux à même de préserver l'intégrité du site seront privilégiés.

3.4. Transparence et informations (conférence citoyenne)

La conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique a fait apparaitre un besoin fort de transparence et d'information de la part des citoyen.ne.s en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, de projets d'implantations d'antennes relais sur le territoire, ainsi que d'informations et d'études permettant une meilleure appropriation du sujet.

Diffusion des informations concernant les projets d'installations ou de modifications d'installations radioélectriques

En application de l'article L. 34-9-1 du code des Postes et communications électroniques, l'Eurométropole met à disposition des citoyen.ne.s, dès réception, sur une page internet dédiée, les DIM transmis par les opérateurs concernant les projets d'implantation ou de modification d'antennes sur l'ensemble du territoire des communes ayant rejoint le dispositif.

Présence des associations et des citoyen.ne.s dans le dispositif

Dans le cadre de la démocratie participative, l'ensemble des parties signataires s'accordent à travailler et dialoguer de manière transparente et constructive avec les citoyens et les organismes les représentant tout au long des travaux de la charte. À cet égard, un collège citoyen et associatif est mis en place afin de pouvoir participer au suivi des travaux de la charte. La composition de ce collège, dès sa constitution, est annexée à la présente charte.

Transparence en matière de travaux des commissions de la charte

L'Eurométropole met également à disposition du public sur la page internet dédiée, l'ensemble des documents et comptes rendus produits dans le cadre des travaux des commissions de la charte.

Mise à disposition du public de la cartographie des antennes et des simulations des champs radioélectriques présents sur le territoire

En application des préconisations émises dans le cadre de la conférence citoyenne sur la 5G et les usages du numérique, l'Eurométropole diffuse sur la page internet dédiée, et dans le cadre des données de son système d'information géographique et de ses moyens logiciels, des données cartographiques concernant les stations radioélectriques et les simulations et/ou résultats de mesures d'exposition aux champs électromagnétique sur le territoire des communes ayant rejoint les dispositions de la présente charte, dans la limite des articles 6 et 7 suivants.

Diffusion d'informations actualisées et vulgarisées

L'Eurométropole rend disponible, sur la page internet dédiée, des documents de communication existants ou à venir en relation avec les champs électromagnétiques, afin qu'ils soient consultables par les habitants :

- Diffusion d'une information technique vulgarisée et compréhensible sur le fonctionnement d'une station radioélectrique et des réseaux de la 2G à la 5G,
- Mise à disposition des textes et documents de référence,
- Mise à disposition, au fil de l'eau, des rapports d'études scientifiques reconnues par les autorités nationales et internationales, notamment dans le cadre de leurs travaux sur les enjeux sanitaires.

Partenariat avec les opérateurs et revendeurs pour assurer une meilleure diffusion des informations concernant les usages des technologies numériques

L'Eurométropole et les opérateurs, le cas échéant par le biais de leur association professionnelle, conviennent de développer et mettre en œuvre une information sur les bonnes pratiques de l'usage du téléphone mobile recommandées par les autorités sanitaires, utiles pour tous les publics, ainsi que des types de technologies à disposition (fibre optique, WIFI, réseaux téléphonie) dans un objectif d'informer les usagers sur les moyens pouvant être mis en place afin de réduire l'exposition individuelle aux ondes.

4. Organisation et gouvernance

4.1. Mise en place au sein de l'Eurométropole d'un service de prestations interservices dit « guichet unique »

Afin de faciliter et fluidifier les échanges d'information, l'Eurométropole met en place, au sein de ses services « un service de prestations aux communes » intitulé « Guichet Unique ».
Ce dispositif, piloté par le service en charge de l'aménagement numérique du territoire, est animé en coordination avec les services environnementaux en charge de la prévention des risques liés aux ondes électromagnétiques, et les services en charge de l'urbanisme. Il dispose des moyens suffisants pour assurer son rôle, dans le respect des délais prévus par la réglementation.

Rôle et services rendus :

La mission du Guichet unique s'oriente autour de plusieurs axes :

- ✓ **Il est le point d'entrée pour toute demande** relative à l'implantation ou à la modification substantielle (tel que défini par le cadre réglementaire) d'une station radioélectrique, sur le territoire des communes ayant rejoint le dispositif de la charte ;

- ✓ **Il a un rôle d'interface entre opérateurs, bailleurs et communes** : il permet de rassembler les informations réglementaires et techniques partagées entre les opérateurs et les communes. Il est matérialisé par une adresse mail dédiée.

- ✓ Il **assure, pour le compte et en parallèle des communes, la diffusion des informations** et dossiers d'information mairie auprès de la population du territoire d'application de la charte ;

- ✓ **Il a un rôle de conseil et d'apport d'expertise et d'ingénierie auprès des bailleurs et des communes** qui le solliciteront sur les problématiques d'Aménagement Numérique du Territoire, d'exposition aux ondes électromagnétiques - notamment par la réalisation de simulations de l'exposition -, ou d'urbanisme dans le cadre spécifique de l'implantation d'antennes-relais ;

- ✓ **Il assiste les communes pour toute demande** d'implantation, de transfert et de modification qui nécessite un accord de l'ANFR et **assure un suivi des dossiers** en toute transparence en collaboration avec les communes ;

- ✓ Il est le garant, au quotidien, du respect et de l'application de la présente charte.

Le Guichet unique n'a pas vocation à prendre de décision sur un dossier ; cette étape relève directement des prérogatives de chacune des autorités communales pour les autorisations administratives – en particulier le pouvoir des Maires en matière d'autorisation d'urbanisme.

Les communes désignent un interlocuteur technique pour remonter au Guichet unique toute information relative aux installations radioélectriques présentes sur leur territoire.
Les opérateurs et les bailleurs désignent chacun un référent unique afin de simplifier les contacts avec le Guichet unique.

Transparence des informations :

Dans un souci de transparence et d'information, il est convenu entre l'Eurométropole, les communes et les opérateurs que le DIM relatif à tout projet d'implantation ou de modification substantielle d'installation radioélectrique est transmis auprès du Guichet unique et de la mairie de la commune concernée, et est porté, le cas échéant, à la connaissance du bailleur concerné par le Guichet unique.
Dans ce cadre, avant la réalisation des travaux, le référent de l'opérateur communique à la collectivité concernée, la période prévisionnelle envisagée des dits travaux.

4.2. Instances de travaux, de suivi et de concertation

Afin de garantir une gouvernance partagée et efficiente entre toutes les communes adhérentes, l'Eurométropole et les différentes parties prenantes, il est installé des instances de dialogue et d'arbitrage.
Ces instances sont chargées d'accompagner le déploiement des stations radioélectriques, de suivre les dossiers de simulations demandées aux opérateurs et celles réalisées par le guichet unique, ainsi que les mesures de champ électromagnétique de l'ANFR, et de s'assurer d'une insertion optimisée desdites stations dans l'environnement.
Ce dispositif se décline en cohérence avec les prérogatives de chacune des autorités compétentes et en particulier les pouvoirs des maires en matière d'autorisation d'urbanisme, de sécurité et de salubrité publiques.
Un logigramme de la procédure d'instruction par les différentes instances est en annexe 2 de la présente charte.

Comité technique opérationnel intercommunal

Ce comité est composé :
• de deux élu.e.s de l'Eurométropole désigné.e.s ;
• des élu-e-s thématiques et/ou des élu-e-s chargé-e-s de quartier, et des interlocuteurs-trices techniques des communes désigné-e-s par elles et concerné-e-s par les projets inscrits à l'ordre du jour de la réunion dudit comité ;
• des bailleurs signataires concernés par les projets inscrits à l'ordre du jour de la réunion dudit comité ;
• des opérateurs ;
• des représentants locaux de l'ANFR ;
• des services composant le « Guichet Unique » de l'Eurométropole.

Ce comité :
• Examine les dossiers d'information mairie et les résultats des études de simulations des champs radioélectriques réalisés et présentés par le « guichet unique » de l'Eurométropole ;
• Rend un avis consultatif sur les projets examinés ;
• Présente à la commission consultative intercommunale de suivi de la charte le bilan annuel des déploiements et les résultats des simulations et campagnes de mesure d'exposition aux champs électromagnétiques.

Le Comité Technique Intercommunal se réunit autant que de besoin et dans un délai compatible avec le traitement du dossier, et a minima toutes les 6 semaines. La saisine de ce comité ne doit pas impacter les délais légaux de déploiements de l'opérateur. Les opérateurs fournissent à cet effet les DIM le plus en amont des travaux envisagés. Ils ne déposent le dossier d'autorisation d'urbanisme (ou ne réalisent les travaux dans les cas ne nécessitant pas de dépôt de dossier d'urbanisme) dans la mesure du possible qu'après retour du Comité technique opérationnel, et en aucun cas avant le délai légal d'un mois après le dépôt du DIM.

Les communes signataires de la présente charte siègent au Comité Technique Intercommunal lorsqu'un projet d'implantation ou de modification concerne leur commune.

<u>Commission consultative de suivi de la charte</u>

Pour faciliter les échanges autour de l'information des dossiers, il est mis en place une Commission consultative de suivi eurométropolitaine.

Elle est composée :
• De la présidente de l'Eurométropole ou sa-son représentant.e ;
• D'un collège d'élu-e-s constitué des élu.e.s de l'Eurométropole ou des communes désigné.e.s et des maires des communes adhérentes ou des élu.e.s les représentant ;
• D'un collège opérateurs, rassemblant les interlocuteurs désignés ;
• Des bailleurs sociaux signataires ;
• Des services composant le « Guichet Unique » de l'Eurométropole ;
• D'un collège institutionnel, avec la présence notamment d'un représentant de l'ARS et de l'ANFR ;
• D'un collège associatif et citoyen, composé de 5 titulaires et suppléants d'associations représentatives des consommateurs et des usagers du territoire ainsi que 3 citoyen-ne-s, et dont la composition est annexée à la présente charte.

Cette commission :
• Constitue un espace de dialogue et de proposition sur les questions relatives au déploiement de réseaux de radiocommunication sur l'ensemble du territoire des communes concernées par la présente charte ;
• Présente :
- le bilan annuel des déploiements,
- les résultats des simulations et des campagnes de mesure d'exposition aux champs électromagnétiques,
- les projets de déploiements prévisionnels de chaque opérateur transmis par le comité technique, dans le respect des clauses de confidentialité notamment entre les différents membres de ce comité ;

• Acte les sujets à vulgariser suivant l'évolution des connaissances scientifiques, sanitaires et technologiques ;
• Approuve le bilan d'application de la charte et propose, le cas échéant, des ajustements.

En cas de constat de manquements de l'un des cocontractants aux dispositions prévues, la commission pourra lui demander les motifs de ce manquement et proposer toute disposition qu'elle jugera utile.

Dans le cadre de ces instances, deux élu-e-s de l'Eurométropole sont désigné.e.s pour siéger au regard des missions eurométropolitaines prises en charge par le guichet unique.
Les élu-e-s des communes siègent au titre de leur compétence communale. Le nombre d'élu.e.s désigné.e.s à cet effet en représentation de chaque commune est défini au prorata du nombre d'antennes présentes sur le territoire, et est fixé au nombre maximum de sept élu.e.s pour la commune la plus concernée.
La présidence de ces deux instances est assurée par la présidente de l'Eurométropole ou sa-son représentant-e.

Commission d'information publique

L'Eurométropole étant en charge de l'information du public par le biais du guichet unique, elle peut recueillir les observations de la part du public concernant les projets d'implantation ou de modifications d'installations radioélectriques.
Dans le cas d'une nouvelle implantation d'une station radioélectrique, notamment dans les cas suivants :

- Installation de pylône,
- Projets à proximité d'un site particulier au sens de l'article 5 du décret du 3 mai 2002,
- Projet d'implantation à proximité d'un site naturel ...

une commission d'information publique, portée par l'Eurométropole, pourra être organisée par les communes à leur initiative. Ces commissions ne revêtent pas de caractère obligatoire et se réunissent à titre consultatif.
Le guichet unique et la commune informent la population vivant à proximité du lieu d'implantation, autour du site visé par l'opérateur.

Cette commission se tient sur la commune concernée, en présence de ses élu-e-s.
Le Guichet unique et la collectivité invitent:
• Le référent de l'opérateur concerné, dans la mesure du possible,
• Le référent de la collectivité concernée,
• La population concernée,
• Le bailleur social concerné.

L'information de la tenue de cette commission est communiquée par le Guichet unique sur le site internet de l'Eurométropole. La commune informe ses administré-e-s de la tenue de cette réunion via son site internet, ou par tout autre moyen qu'elle juge nécessaire.

5. Instruction technique

Dans le cas d'un projet de nouvelle implantation, d'un transfert ou d'une modification d'une station radioélectrique nécessitant un accord de l'ANFR, les opérateurs fournissent à l'Eurométropole via son « guichet unique » un dossier d'information mairie conforme à l'arrêté relatif au contenu du DIM.

En parallèle des simulations transmises par les opérateurs, sur demande du maire, les dossiers font l'objet d'une simulation par les services de l'Eurométropole en vue d'étudier leur incidence en matière d'exposition aux champs radioélectriques.

Tous les dossiers sont étudiés, au regard de la présente charte, en Comité Technique Intercommunal, qui délivre un avis consultatif sur la base de la conformité du DIM et le cas échéant des informations relatives à l'incidence du projet en matière d'exposition à sa disposition.
Comme exposé en 4.2., un logigramme explicitant la procédure d'étude est annexé à la présente charte.

Parallèlement, le dossier d'information mairie est mis à disposition des administré-e-s. Il est consultable dans chaque commune concernée, par tout moyen qu'elle juge nécessaire, et à partir de la page dédiée du site internet de l'Eurométropole. Cette page est également accessible depuis les sites internet de chaque commune.

6. Ressources

6.1. Données et parc antennes

L'Eurométropole, les communes, les opérateurs et les bailleurs conviennent qu'un fichier, au format électronique et exploitable par le « guichet unique » de la collectivité, inventoriant le parc existant de stations radioélectriques sur le territoire des communes ayant rejoint le dispositif, est fourni par les opérateurs deux fois par an.
Comme précisé au quatrième alinéa de l'article 3.4, l'Eurométropole met en ligne sur son site internet les données concernant le parc existant dans le respect du cadre confidentiel et la préservation de la confidentialité des stratégies techniques des opérateurs.
Les caractéristiques et les éléments de ce fichier sont précisés en annexe 3.

6.2. Logiciel simulations

En application des articles 3.1 et 4.2, l'Eurométropole réalise des simulations des champs radioélectriques pour chaque projet d'antennes et sur l'ensemble du territoire des communes ayant rejoint le dispositif. Elle utilise pour ce faire les données issues des Dossiers d'information mairie et les intègre dans son système d'information géographique pour permettre l'utilisation d'un logiciel * spécialisé dans la simulation des ondes électromagnétiques. Ces simulations ne peuvent se prévaloir sur les dossiers de simulation fournis sur demande par les opérateurs en accompagnement du DIM, ni recenser les points atypiques du territoire, dont la mission est confiée à l'ANFR.

**le logiciel utilisé par l'Eurométropole est le logiciel MithraREM, développé par le CSTB et Géomod.*

7. Confidentialité

Il est précisé que toutes les informations communiquées par les opérateurs à l'Eurométropole, au Guichet unique et aux communes peuvent être diffusées avec leur accord préalable et express y compris les documents administratifs communicables au sens du Livre III du Code des Relations entre le public et l'administration, et dans le respect du Règlement Général de la Protection des Données en vigueur.
Les opérateurs se réservent toutefois le droit de protéger les informations qui seraient communiquées pour diffusion dès lors qu'elles sont couvertes par le secret en matière commerciale et industrielle, lequel comprend notamment le secret des procédés, des informations économiques et financières et des stratégies commerciales ou industrielles.

8. Durée de la charte et modalités de révision

La présente charte est conclue pour une durée de six ans (6) à compter de sa signature.

Les parties conviennent de se rencontrer un an avant la date d'échéance prévue de la présente charte afin d'examiner ensemble l'opportunité de prolonger celle-ci, à l'appui d'un bilan et d'un renouvellement des engagements des cocontractants par délibération.

Chacune des parties a la possibilité de ne plus adhérer à la charte. La décision sera notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception et interviendra sous préavis de trois mois à compter de sa notification.

9. Annexes

- Annexe 1 : Contexte législatif et réglementaire

- Annexe 2 : Logigramme instruction technique des projets

- Annexe 3 : Modèle de fichier inventaire du parc des antennes sur le territoire

Fait à Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole,

Les bailleurs :

Ophéa,	Habitation Moderne,
Foyer Moderne de Schiltigheim,	Le CROUS de Strasbourg,

Les opérateurs de réseaux de téléphonie mobile :

Orange,	Bouygues Télécom,
SFR,	Free Mobile,

Les Maires des communes membres,



ANNEXE 1 Charte relative à l'implantation des antennes relais sur le territoire de l'Eurométropole

Contexte législatif et réglementaire

Régime juridique des antennes de téléphonie mobile

L'article L. 32 du Code des postes et des communications électroniques pose un certain nombre de définitions en matière de communication électronique.

Selon la jurisprudence issue de cet article, les antennes de téléphonie mobile sont définies comme des **installations ou équipements radioélectriques** au sens du 11° de l'article L. 32 du Code des postes et des communications électroniques.

Dispositions applicables aux antennes de téléphonie mobile

Plusieurs dispositions du Code des postes et des communications électroniques s'appliquent aux équipements radioélectriques, en particulier :

- Des dispositions applicables aux communications électroniques en général :
  - Articles L. 32 à L. 32-5
  - Article R. 9
- Des dispositions spécifiques aux équipements radioélectriques :
  - Articles L. 34-9 à L. 34-9-2
  - Articles R. 20-1 à R. 20-29-10
  - Articles D. 100 à D. 103-1
- Des dispositions spécifiques à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques, des Postes et de la distribution de la presse (ARCEP)
  - Articles L. 36-5 à L. 36-14
  - Articles D. 288 à D. 295
- Des dispositions spécifiques à l'Agence Nationale des FRéquences (ANFR) :
  - Article L. 43
  - Articles R. 20-44-10 à R. 20-44-30

Ce qu'il faut retenir des dispositions applicables

Des dispositions législatives et réglementaires sont applicables à la fois avant et après connexion d'une antenne de téléphonie mobile à un réseau ouvert au public.

La fonction de régulation du secteur des communications électroniques est exercée au nom de l'État par le ministre chargé des communications électroniques et par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP).

Ainsi, la jurisprudence estime que la réglementation relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile relève de la police spéciale des communications électroniques confiée à l'État.

Un certain nombre d'agents de l'État, notamment de l'ARCEP et de l'ANFR, veille au respect de ces dispositions législatives et réglementaires s'appliquant aux antennes de téléphonie mobile.

Obligations applicables

Il existe trois principales obligations avant connexion d'une antenne à un réseau ouvert au public : une est imposée par le Code des postes et des communications électroniques, une autre par le Code de l'urbanisme et la dernière par le Code de l'environnement. Une dernière obligation est imposée par le Code des postes et des communications électroniques lors de l'utilisation des antennes relais.

L'obligation de transmission d'un dossier d'information

Toute personne souhaitant exploiter, sur le territoire d'une commune, une antenne de téléphonie mobile soumise à accord ou à avis de l'Agence Nationale des FRéquences (ANFR), doit en informer la·e maire ou la·e président·e de l'intercommunalité sur le territoire duquel l'antenne de téléphonie mobile sera exploitée, dès la phase de recherche, et lui transmet un **dossier d'information** un mois avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de la déclaration préalable (article L. 34-9-1 du Code des postes et des communications électroniques).

Le dossier d'information comprend, à la demande de la·du maire, une **simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques** générée par l'installation. L'eurométropole de Strasbourg a fait le choix de réaliser elle-même ces simulations.

Ce dossier d'information doit être **mis à disposition** des habitant·e·s de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire de laquelle ou duquel est prévue ou située l'antenne de téléphonie mobile, par tout moyen jugé approprié. Des observations peuvent être recueillies si la·e maire ou la·e président·e de l'intercommunalité en décide ainsi.

L'obligation d'obtention d'une autorisation d'urbanisme

Selon la superficie de la surface de plancher ou l'emprise au sol d'une antenne de téléphonie mobile, et son implantation dans ou en dehors du périmètre de monuments ou du sites protégés, celle-ci peut être soumise à **déclaration préalable** ou à l'obtention d'un **permis de construire** en application du Code de l'urbanisme.

En effet, sont soumises à permis de construire, quelle que soit leur localisation et leur hauteur, les antennes ou leurs locaux et installations techniques ayant une surface de plancher ou emprise au sol supérieure à 20 m^2 (articles R. 421-1 et R. 421-9 du Code de l'urbanisme).

Sont également soumises à permis de construire, quelle que soit leur hauteur et leur surface de plancher ou d'emprise au sol, les antennes ou leurs locaux et installations techniques placées dans le périmètre (article R. 421-9 du Code de l'urbanisme) :

- Des sites patrimoniaux remarquables : les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public (article L. 631-1 du Code du patrimoine).
- Des abords des monuments historiques : les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur (article L. 621-30 du Code du patrimoine).
- Des sites classés ou en instance de classement : les monuments naturels et les sites ayant fait l'objet d'une procédure de classement au titre du Code de l'environnement (article L. 341-2 du Code de l'environnement).

D'autre part, sont soumises à déclaration préalable les antennes ou leurs locaux et installations techniques, quelle que soit leur hauteur, ayant une surface de plancher ou une emprise au sol comprise entre 5 m^2 et 20 m^2 (article R. 421-9 Code de l'urbanisme).

Le projet d'installation d'une antenne relais de téléphonie mobile, pour faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme, doit être conforme à l'ensemble des règles d'urbanisme applicables, inscrites aux règlements écrit et graphique du plan local d'urbanisme intercommunal de l'Eurométropole de Strasbourg.

En particulier, qu'elle soit soumise à déclaration préalable ou permis de construire, d'une part, l'implantation ne doit pas porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

D'autre part, elle ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

L'obligation d'information ou d'autorisation de l'administration

En cas d'installation d'une antenne de téléphonie mobile dans un site inscrit, un délai de 4 mois est prévu pour en informer l'administration, en application de l'article L. 341-1 du Code de l'environnement.

Les sites inscrits sont les monuments naturels et les sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général ayant fait l'objet d'une procédure d'inscription au titre du Code de l'environnement (article L. 341-1 du Code de l'environnement).

De plus, une autorisation spéciale est nécessaire en cas d'installation d'une antenne dans un site classé (article L. 341-10 du Code de l'environnement).

L'ensemble des sites inscrits ou classés sont consultables sur le site internet de la DREAL Grand Est.

L'obligation de respect des valeurs limites

Après installation, l'utilisation des antennes de téléphonie mobile qui émettent des ondes électromagnétiques auxquelles le public est exposé doit respecter des **valeurs limites** définies par décret (article L. 34-9-1 du Code des postes et des communications électroniques).

Or, selon ce décret, la vérification sur place du respect des valeurs limites prévues à l'article L. 34-9-1 s'effectue conformément aux dispositions prévues par le **décret n° 2002-775 du 3 mai 2002** (décret n°2006-61 du 18 janvier 2006 créant les articles D. 100 et D. 101 du Code des postes et des communications électroniques).

La mise en service des antennes doit également respecter des **spécifications techniques arrêtées par la·e ministre chargé·e des communications électroniques**, pour des raisons liées à l'utilisation du spectre radioélectrique ou à la nécessité d'éviter des interférences dommageables ou, conjointement avec la·e ministre chargé·e de la santé, pour des raisons de santé publique.

Les autorités de régulation

L'ARCEP

Contrairement à l'ANFR, l'ARCEP a un rôle de régulation des communications électroniques en général, et non uniquement des communications radioélectriques.

L'ANFR

L'Agence Nationale des FRéquences (ANFR) doit donner son avis ou accord sur les décisions d'implantation des stations radioélectriques de toute nature.

Elle assure notamment le respect des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques, ainsi que le recensement et le suivi des **points atypiques**, à savoir les lieux dans

lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale.

Outre l'ANFR, un certain nombre de personnes morales, dont les collectivités territoriales, peuvent solliciter des mesures des ondes électromagnétiques dans le cadre du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques.

L'ANFR met à disposition du public les résultats des mesures d'émissions d'ondes électromagnétiques réalisées sur www.cartoradio.fr.

La préfecture

Le représentant de l'État dans le département peut prescrire, en tant que de besoin, la réalisation de mesures des champs électromagnétiques, en vue de contrôler le respect des valeurs limites fixées, en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et des communications électroniques, afin de protéger la population exposée. Les modalités de réalisation de ces mesures sont définies par arrêté des ministres chargés des télécommunications, de la communication et de la santé. Le coût de ces mesures est à la charge du ou des exploitants concernés (article L. 1333-32 du Code de la santé publique).

Les communes

Les communes sont associées aux décisions d'implantation d'antennes des opérateurs dans le cadre de la mise en place de chartes locales ou de nouvelles procédures de concertation communales ou intercommunales (article L. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite Grenelle I).

ANNEXE 2 Charte relative à l'implantation des antennes relais sur le territoire de l'Eurométropole – Logigramme instructions des projets

Service / instances	Action	Étapes/délais indicatifs*
Opérateur	Information Projet implantation	-24 à - 12 mois
Guichet Unique	Réception du projet	
Guichet Unique / Communes/territoires	Échanges préalables / Accompagnement recherche implantation / consultation Modification substantielle station existante	
Opérateur	Dépôt DIM	
Guichet Unique Guichet unique Communes et territoires Commissions d'information publique (CIP)	Echange opérateur Instruction DIM* Information Concertation Conformité DIM NON Avis consultatif CIP OUI	-6 mois à - 2 mois
Comité Technique Opérationnel Intercommunal	Avis consultatif défavorable* Examen dossiers * Avis consultatif favorable * Mise en ligne DIM	
Opérateur	ou Dépôt dossier urbanisme Début travaux (modifications substantielles)	
Police du Bâtiment Commune Commune	Autorisation urbanisme ? AVIS FAVORABLE MAIRE DECISION D'AUTORISATION	-2 mois à -1 mois

* Selon application des modalités de la présente Charte

CONVENTION RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'UN SERVICE DE GUICHET UNIQUE EN MATIERE D'IMPLANTATION DES ANTENNES RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG

Entre

La Ville de Strasbourg,
Dont le siège est sis 1 Parc de l'Étoile, à .67076 STRASBOURG,
Représentée par sa Maire en exercice, Madame Jeanne BARSEGHIAN., dûment habilitée à signer la présente convention par une délibération du Conseil municipal en date du 20 septembre 2021,

Ci-après dénommée « la VILLE DE STRASBOURG »,

D'une part,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg,
Dont le siège est sis 1, parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG,
Représentée par sa Présidente Madame Pia IMBS, dûment habilitée à signer la présente convention par une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 25 juin 2021,

Ci-après dénommé « l'EUROMETROPOLE »,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La lecture conjointe des articles L. 5215-27 et L. 5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales ouvre la possibilité pour les communes de confier à la métropole dont elles sont membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs compétences.

L'EUROMETROPOLE est compétente en matière d'aménagement numérique en application de l'article 4 du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg ».

L'État dispose d'une compétence spéciale en matière d'implantation des antennes relais de téléphonie mobile en application de l'article L. 32-1 du Code des postes et des communications électroniques.

La VILLE DE STRASBOURG est associée depuis 2012 aux décisions d'implantation d'antennes des opérateurs dans le cadre de la mise en place d'une charte locale en application de l'article L. 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite Grenelle I.

En particulier, sur le fondement de l'article L. 34-9-1 du Code des postes et des communications électroniques, la maire de la VILLE DE STRASBOURG reçoit les dossiers d'information de toute personne souhaitant exploiter, sur le territoire de sa commune, une ou plusieurs installations radioélectriques soumises à accord ou à avis de l'Agence nationale des fréquences. À la demande de la maire, ce dossier d'information comprend une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation. Enfin, la maire met à disposition des habitantes et habitants le dossier d'information et le cas échéant la simulation précitée, par tout moyen.

L'EUROMETROPOLE dispose de ressources spécialisées pour gérer l'instruction des dossiers d'implantation d'antennes relais sur les communes de son territoire, par la coordination des services en charge de l'aménagement numérique du territoire ainsi que de la prévention des risques environnementaux liés à l'exposition aux champs électromagnétiques. Elle possède et a recours dans ce cadre à des moyens logiciels spécifiques (logiciel MithraREM) pour réaliser ses propres simulations de l'exposition aux champs électromagnétiques.
La VILLE DE STRASBOURG souhaite pouvoir disposer des mêmes moyens lui permettant d'aller au-delà des obligations rappelées ci avant. L'échelon eurométropolitain apparait être le bon niveau administratif du territoire pour une mise en œuvre homogène de modalités communes, via une charte contractée entre l'EUROMETROPOLE, les communes, les opérateurs et les bailleurs.

Il apparaît donc opportun de mettre en place une coopération entre la VILLE DE STRASBOURG et l'EUROMETROPOLE, afin de confier à cette dernière la création et la gestion d'un guichet unique par la coordination de ses services, relevant des obligations de la VILLE DE STRASBOURG relatives à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire communal.

ARTICLE 1er : OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la VILLE DE STRASBOURG confie à l'EUROMETROPOLE qui l'accepte la création et la gestion « d'un service de prestations aux communes » intitulé « Guichet Unique » en matière d'implantation d'antennes relais de téléphonie mobile, conformément à l'article L. 5217-7 du code général des collectivités territoriales.

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles la création et la gestion de ce service est organisée.

La gestion de ce service vaut pour la durée de la présente convention.

Le service de guichet unique porte sur les missions suivantes :

- Réceptionner les dossiers d'information mairie,
- Rassembler les données des opérateurs, les résultats des simulations de l'exposition,
- Conseiller les communes,
- Organiser l'information des populations avec des supports adaptés,
- Répondre aux demandes de mesures in situ et aux questions sur les technologies du numérique.

Ce dispositif, piloté par le service en charge de l'aménagement numérique du territoire, est animé en coordination avec les services environnementaux en charge de la prévention des risques liés aux ondes électromagnétiques, et les services en charge de l'urbanisme.

Ce service de prestation n'a pas vocation à prendre de décision sur un dossier ; cette étape relève directement des prérogatives de la VILLE DE STRASBOURG – en particulier le pouvoir des maires en matière d'autorisation d'urbanisme, de sécurité et de salubrité publique.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ORGANISATION DU SERVICE

L'EUROMETROPOLE exerce les missions définies à l'article 1er au nom et pour le compte de la VILLE DE STRASBOURG.

L'EUROMETROPOLE s'engage à respecter les normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice des missions qui lui incombent au titre de la présente convention.

L'EUROMETROPOLE et la VILLE DE STRASBOURG s'engagent à signer avec les opérateurs de téléphonie mobile et certains bailleurs présents sur le territoire de la VILLE DE STRASBOURG une charte prévoyant la création et la gestion du guichet unique en matière d'implantation des antennes de téléphonie mobile sur le territoire communal, dès lors qu'au moins deux communes ont signé une convention de création et gestion d'un service de guichet unique en matière d'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire communal.

L'EUROMETROPOLE met en œuvre les moyens nécessaires au bon exercice des missions qui lui sont confiées, notamment les prestations assurées en régie par l'EUROMETROPOLE, par du personnel affecté par celle-ci auxdites missions ainsi que les moyens matériels nécessaires à leur exercice, sans contrepartie.

L'EUROMETROPOLE prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées, à l'exception de ce qui est prévu à l'alinéa suivant. Ces décisions, actes ou conventions mentionnent le fait que l'EUROMETROPOLE agit au nom et pour le compte de la VILLE DE STRASBOURG.

La Maire de la VILLE DE STRASBOURG conserve ses compétences en matière d'autorisation d'urbanisme, de pouvoirs de police générale, ainsi que de saisine du préfet de département sur le fondement des articles L. 34-9-1 II. E et D. 102 du Code des postes et des communications électroniques.

La Maire de la VILLE DE STRASBOURG s'engage à mettre en œuvre sur le territoire de sa commune les engagements pris en application de la charte citée ci-dessus.

ARTICLE 3 : PERSONNELS ET SERVICES

Les prestations du service de guichet unique sont réalisées ou suivies par des personnels de l'EUROMETROPOLE et sous la responsabilité de la Présidente.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS

L'EUROMETROPOLE est responsable, à l'égard de la VILLE DE STRASBOURG, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou de l'inobservation de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

La VILLE DE STRASBOURG reste responsable en sa qualité d'autorité titulaire des obligations en matière d'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire communal. À ce titre, elle s'assurera contre toute mise en cause de sa responsabilité et celle de ses représentants.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION

5.1 Commissions de suivi

Le suivi de la convention sera réalisé au travers de deux instances :

Un comité technique opérationnel organisé par l'EUROMETROPOLE, toutes les 6 semaines, recueille l'avis consultatif de l'EUROMETROPOLE et des communes sur les projets d'implantation ou de modification d'antennes-relais. Conformément au contenu de la charte, celui-ci sera composé des élu-e-s de l'EUROMETROPOLE, des élu-e-s des communes concernées par les projets examinés ainsi que des opérateurs, des bailleurs signataires et du guichet unique de l'EUROMETROPOLE.
La maire de la VILLE DE STRASBOURG, ou sa-son représentant.e ainsi que les élu.e.s désigné.e.s par le conseil municipal siègent dans ce comité lorsque les projets présentés concerneront la VILLE DE STRASBOURG.

Une commission consultative de suivi organisée annuellement par l'EUROMETROPOLE, constitue un espace de dialogue et de propositions sur les questions relatives au déploiement de réseaux de radiocommunication sur l'ensemble du territoire des communes concernées. Elle permet l'évaluation annuelle de l'application de la charte ainsi que la présentation du bilan et des perspectives en matière de projets d'installations d'antennes-relais.
Conformément au contenu de la charte, elle sera composée de plusieurs collèges représentatifs (Élu-e-s, opérateurs, bailleurs, institutions telles que l'ANFR et l'ARS, associations et citoyens…).
La maire de la VILLE DE STRASBOURG, ou son-sa représentant.e ainsi que les élu.e.s désigné.e.s par le

conseil municipal siégeront dans cette commission.
Dans le cadre de cette commission, l'EUROMETROPOLE effectuera un compte rendu annuel d'information sur l'exécution de la présente convention qu'elle transmettra à la VILLE DE STRASBOURG dans le mois qui suit chaque fin d'année civile.

La présidence de ces deux instances sera assurée par la présidente de l'EUROMETROPOLE ou sa-son représentant-e.

Dans le cadre de ses instances, des élu-e-s de l'EUROMETROPOLE siégeront au regard des missions eurométropolitaines prises en charge par le guichet unique, les élu-e-s de la VILLE DE STRASBOURG siégeront au titre de leurs compétences communales.

L'EUROMETROPOLE étant en charge de l'information du public par le biais du guichet unique, elle peut recueillir les observations de la part du public concernant les projets d'implantation ou de modifications d'installations radioélectriques
Dans ce cadre, à l'initiative de la VILLE DE STRASBOURG, des commissions d'information publique**,** portées par l'EUROMETROPOLE et en lien avec les opérateurs pourront être organisées. Ces commissions auront pour but d'informer les riverain-e-s et habitant-e-s concernés par le projet en question.
Cette commission se tiendra sur le territoire de la VILLE DE STRASBOURG, en présence de ses élu-e-s.

5.2 Contrôle

La VILLE DE STRASBOURG exerce un contrôle de la convention sur la base des documents mentionnés à l'article 5.1.

En outre, la VILLE DE STRASBOURG se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'elle estime nécessaire. L'EUROMETROPOLE devra donc laisser libre accès, à la VILLE DE STRASBOURG et à ses agents, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date de signature de la charte relative à la mise en place d'un guichet unique en matière d'implantation d'antennes relais de téléphonie mobile, pour une durée de 6 ans.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets,
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Dans ce cadre, l'EUROMETROPOLE s'engage à informer la VILLE DE STRASBOURG au plus tôt de la date envisagée de caducité de la charte.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPÉTENTE

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……., le ……

Pour la VILLE DE STRASBOURG, Pour l'EUROMETROPOLE

ANNEXES

La charte relative à l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire de l'Eurométropole, en annexe, fait partie intégrante de la présente convention et les parties conviennent de lui conférer la même valeur juridique.

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Conclusion d'une convention d'occupation du domaine public relative à la pose et à l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école maternelle Louvois.

Numéro V-2021-1282

Dans le cadre des objectifs nationaux en matière de transition énergétique et du Plan Climat de la ville de Strasbourg délibéré le 10 février 2020, une attention particulière est portée au développement des énergies renouvelables sur le territoire, notamment de l'énergie photovoltaïque, permettant d'atteindre l'objectif 100% d'énergies renouvelables en 2050.

La ville de Strasbourg entend notamment favoriser les initiatives citoyennes de production d'électricité photovoltaïque.

Portés par et pour le territoire, les projets photovoltaïques citoyens permettent la mobilisation de l'épargne citoyenne et des capacités d'investissement des territoires. Ces projets participatifs peuvent en effet engendrer de nombreuses plus-values sur le territoire et notamment :

- une montée en compétence individuelle et collective et une appropriation plus forte des enjeux énergétiques,
- une contribution forte au développement économique du territoire et la création d'emplois dans le secteur de l'économie verte et durable,
- un renforcement du lien social entre tous types d'acteurs impliqués dans le projet : citoyen·nes, élu·es, collectivités, entreprises, associations, agriculteurs, etc.

La mise à disposition de surfaces patrimoniales constitue l'un des leviers facilitant la constitution des sociétés citoyennes et la réalisation des premiers projets.

La délibération cadre

Par délibération du Conseil du 21 septembre de 2020, la ville de Strasbourg a ainsi approuvé la mise à disposition de tiers-investisseurs, des toitures de l'ARES, de l'Ecole

maternelle de la Ziegelau, de l'Ecole maternelle Louvois et de la Médiathèque Neudorf dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt privilégiant la gouvernance citoyenne. En application de cette décision, il est proposé au Conseil d'approuver un premier titre d'occupation, concernant la toiture de l'École maternelle Louvois.

Préalablement à la mise à disposition de ces surfaces, la collectivité a réalisé une expertise du site, permettant de confirmer la faisabilité technique de l'installation.

L'équipement de cette toiture permet l'implantation de 390 m² de panneaux photovoltaïques, soit une puissance installée de 75 kWc et une production de 77 MWh électriques, équivalent à la consommation de 55 logements hors chauffage. L'électricité produite sera injectée dans le réseau public de distribution.

L'Appel à Manifestation d'Intérêt

La mise à disposition du domaine public pour une durée de 30 ans, a fait l'objet d'une mise en concurrence sous forme d'appel à manifestation d'intérêt publié le 16 juin 2021. Les critères d'attribution ont privilégié la stratégie de mobilisation citoyenne pour la levée de fonds du projet, la gouvernance citoyenne de l'installation et l'empreinte carbone des matériaux utilisés.

Seuls les candidats ayant la forme « communauté énergétique citoyenne » selon les Articles L292-1 à L292-3 du code de l'énergie et la Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du conseil du 5 juin 2019, sont admis à déposer un dossier de candidature.

Le titulaire désigné sera seul responsable de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et de la maintenance des installations photovoltaïques et des équipements associés pendant la durée de la convention. Cette exploitation sera réalisée à ses risques et périls.

Le titulaire sera en outre autorisé à percevoir les recettes tirées de l'exploitation des équipements photovoltaïques. En contrepartie de la mise à disposition de ses toits, la collectivité percevra une redevance d'occupation symbolique, fixée à 1 € par an. Ce montant symbolique résulte d'une volonté de la collectivité de soutenir les projets citoyens d'énergie renouvelable et de garantir un temps de retour brut de l'investissement (TRB) cohérent.

La valeur locative réelle pour cette opération a été estimée par une étude de faisabilité menée par le bureau d'études spécialisé « TECSOL » pour le compte de la ville de Strasbourg et s'élève à 312 €/an. Cette valeur est déterminée en fonction de l'amortissement des investissements réalisés par l'occupant, en vue d'assurer une rémunération équitable et suffisante des capitaux investis. Pour ce type de projet, le loyer est généralement établi à environ 1 €/m² par an.

La différence entre ce montant et la valeur locative réelle constitue une aide à l'immobilier d'entreprise, sur le fondement de l'article L1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Elle correspond à la création d'une activité économique. Le montant annuel de cette aide est de 311 €/an.

L'aide fera l'objet d'une annulation et d'un reversement partiel ou total en cas de non réalisation du projet. Le reversement correspondra alors à la différence entre la redevance d'occupation exigible pendant la période d'occupation effective, et la valeur locative réelle.

Le lauréat

Une seule candidature a été déposée. Après analyse, le projet de la société « Énergies citoyennes de l'Eurométropole de Strasbourg – Brasseurs d'énergie », conforme aux attentes de la collectivité, a été retenu. Les principales caractéristiques de l'offre sont les suivantes :

- « les Brasseurs d'énergie » est un collectif bénévole de citoyens, disposant d'une maîtrise forte des enjeux liés à la transition énergétique
- une cartographie des acteurs à mobiliser et des modalités d'inclusion citoyenne pertinentes, fondées sur l'approche directe des forces vives du quartier (associations d'habitants de l'Esplanade et de la Krutenau, parents d'élèves, commerçants aux autres structures et collectifs strasbourgeois).
- le modèle de financement des entreprises du secteur photovoltaïque est souvent basé sur le principe « 20 % fonds propres + 80 % dette bancaire ». Les « Brasseurs d'énergie » proposent un projet, chiffré à 74 k€, avec un apport en fonds propres plus élevé (30 % de l'investissement, soit 14 k€). Pour cela, les « Brasseurs » ont prévu de provisionner 10 k€ déjà disponibles et de lancer un appel à fonds citoyen de 4 k€. Les 70 % des fonds nécessaires restants correspondront à la dette bancaire. Le chiffre d'affaires annuel prévisionnel s'établit à 7 000 € et le TRI à 4,9 %,
- un appel à fonds par l'achat d'actions à prix accessible (100 €),
- une proposition de travail étroit avec la collectivité, notamment en termes de participation et d'éducation à l'environnement,
- un calendrier maitrisé et adapté aux usages du bâtiment : la phase de concertation sera réalisée courant de l'année scolaire avec les acteurs du bâtiment et les travaux hors période scolaire et périscolaire (été 2022),
- un choix de panneaux bas carbone d'origine locale,
- des garanties de fonds propres disponibles pour le démarrage du projet.

Ce projet représentera la première installation renouvelable à gouvernance citoyenne de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 30 ans, relative à la pose et à l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'école maternelle Louvois par la société à gouvernance citoyenne « Energies citoyennes de l'Eurométropole de Strasbourg - Brasseurs d'Energie »,*

- *l'institution d'une redevance d'occupation fixée à 1€ par an, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise, sur le fondement de l'article L1511-3 du CGCT,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document se rapportant à cet objet.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133316-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

CONVENTION NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS RELATIVE À LA POSE ET A L'EXPLOITATION SUR LA TOITURE DE PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

Entre les soussignées :

La ville de Strasbourg, demeurant à ....., représentée par son ..... en exercice, agissant en vertu d'une délibération du ..... en date du .....,

ci-après dénommée « **Ville** »,

d'une part,

Et la société :

Nom commercial et dénomination sociale : Energies citoyennes de l'Eurométropole de Strasbourg
.....
Adresse : 2 rue du grand couronné 67100 Strasbourg
.....
Courriel info@brasseursdenergie.eu
Numéro de téléphone 06 03 954 754
Code APE : 3511Z (Production d'électricité)
Numéro de TVA intracommunautaire : FR38892039298

ci-après dénommée « **Titulaire** »,

d'autre part,

La ville de Strasbourg et la société étant ci-après dénommées collectivement les « Parties » et individuellement une « Partie ».

Préambule

Dans le cadre des objectifs nationaux en matière de transition énergétique et du plan Climat de la Ville de Strasbourg délibéré le 10 février 2020, une attention particulière est portée au développement des énergies renouvelables sur le territoire, notamment l'énergie photovoltaïque, afin d'atteindre l'objectif 100% énergies renouvelables en 2050.

La plan climat a été construit autour de 4 axes principaux :

1. Un territoire de bien être ;

2. Un territoire «100% renouvelables » et neutre en carbone ;
3. Un territoire créateur d'emplois, de valeurs, de partage et d'inclusion sociale ;
4. Un territoire qui se donne les moyens d'agir.

Objectif « 100% renouvelables en 2050 » sur le territoire

La stratégie « 100% renouvelables en 2050 » est un des pans structurants du Plan climat 2030. La démarche transversale et intégrative permet de fixer un cap et d'engager l'action à la hauteur de l'ambition visée.
Le scénario retenu doit être un « Accélérateur de transitions » sur le territoire.
Le scénario ambitieux, « de rupture » répondant aux enjeux climatiques et énergétiques s'appuie sur les orientations suivantes :

- Diviser par deux les consommations d'énergie du territoire,
- Décarboner le système énergétique actuel,
- Développer les énergies renouvelables et de récupération locales en valorisant le maximum de notre potentiel et en visant un mix-énergétique équilibré,
- Développer une politique volontariste d'importation d'énergies renouvelables avec la Région Grand Est, dans une solidarité urbain-rural
- Développer les réseaux énergétiques et faire évoluer les réseaux existants.

La mise en avant d'une véritable culture de la sobriété permet une réduction massive des consommations énergétiques du territoire de plus de moitié à horizon 2050. Les efforts sur l'efficacité énergétique, notamment au travers une rénovation massive du parc de bâtiments (résidentiel et tertiaire), fait baisser la part de la consommation de chaleur. Les usages énergétiques liés au transport voient leur part diminuer, notamment grâce à la rationalisation du transport de personnes et de marchandises et au report modal vers des mobilités actives. L'électrification des usages et l'augmentation de la consommation liée à certains usages (comme la climatisation), sont deux phénomènes qui favorisent la percée de l'électricité dans la répartition des usages énergétiques.

Les objectifs du Schéma Directeur des Energies en termes d'énergies renouvelables et de récupération sont les suivants :

- En 2050, un mix énergétique renouvelable équilibré et produit localement:
  25 % d'hydroélectricité, 20% de biomasse, 20 % de solaire (12% solaire photovoltaïque + 8% solaire thermique), 12% de chaleur fatale, 11 % de géothermie profonde, 9 % pompe à chaleur

- Concernant l'énergie solaire photovoltaïque, l'objectif se traduit par 60 000 m² de panneaux photovoltaïques installés par an à minima intégrant des grands projets, les nouvelles constructions, le fil de l'eau du marché PV, la solarisation du patrimoine et les projets citoyens.

- Décliné sur la ville de Strasbourg, l'ambition est de porter la puissance du PV du parc installé sur le territoire de Strasbourg de 3,7 MWc à 26 MWc en 2030, dont 1 MWc à gouvernance citoyenne.

L'objectif de cet Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) est de démarrer la dynamique PV locale concernant la mise en service de grands projets PV sur le territoire ainsi qu'avancer dans la solarisation du patrimoine à travers de l'Octroi de la présente convention d'occupation du domaine public relative à la pose et l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur la toiture du 18 quai des Alpes à Strasbourg.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la Convention- Destination

La Convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles le titulaire est autorisé à implanter et exploiter – pendant la durée de la présente convention — des panneaux photovoltaïques sur toiture, situés au 18 quai des Alpes à Strasbourg.

Le titulaire ne pourra, sous aucun prétexte, changer la destination des lieux. La destination ci-dessus est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que l'occupant puisse modifier cette activité, sous peine pour l'occupant d'engager sa responsabilité sans recours possible contre la Ville.
La mention de la destination des lieux dans la présente convention ne vaut pas garantie de la Ville que les autorisations administratives nécessaires, seront délivrées pour l'utilisation des lieux en vue de l'exercice de l'activité autorisée dans cette convention.

Cette autorisation résulte d'une procédure de sélection préalable, établie conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et en particulier l'article L. 2122-1-1 du Code Général de la Propriété des personnes publiques (CGPPP)en vue de l'octroi de titres d'occupation privative du domaine public selon lequel l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Article 2 : Présentation du site objet de la présente convention

2.1 Localisation et propriété du site

La toiture, objet de la présente convention, se situe sur le bâtiment dit École Louvois, 18 quai des Alpes à Strasbourg dont la Ville est propriétaire. Parcelle cadastrée n°222 section 40.

2.2 Accès au site

L'école Louvois se situe sur la commune de Strasbourg, au bord du canal du Rhône au Rhin :

École Louvois
18, Quai des Alpes
67000 STRASBOURG

L'accès à la toiture peut se faire de manière sécurisée par les lanterneaux de désenfumage après remise en état des supports des câbles.

2.3 Destination

Dans sa destination primaire, le bâtiment est destiné l'école élémentaire Louvois. Ce bâtiment est géré par la Ville.

2.3 Désignation de l'emplacement mis à disposition

2.3.1 Caractéristiques techniques et règlementaires

a. Structure et intégration

Les bâtiments comportent une structure en béton armé. Les toitures sont des toitures terrasses avec protection lourde en gravillon et en partie en toiture végétalisée. Un diagnostic amiante est disponible en annexe.

b. Règles particulières d'urbanisme

Le site se trouve dans le périmètre de protection de 5 historiques – voir Article 4.

Article 4 : Modalités de mise en œuvre du projet

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des clauses et conditions suivantes :

Stipulations relatives à la réglementation du droit du travail

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité des personnes et des biens, notamment en matière de sécurité incendie, telles qu'elles résultent notamment de la Quatrième partie du Code du travail.
En cas d'urgence ou de péril, le titulaire prend en tant que de besoin toutes les mesures qu'il juge indispensables, à titre transitoire ou définitif, pour la sauvegarde des personnes, des biens, des lieux et du matériel.

Respect des autres prescriptions administratives

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, et de manière générale à toutes prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni sa responsabilité recherchée.

4.1 Implantation

4.1.1 Respect de l'identité architecturale du site

L'implantation des panneaux photovoltaïques sera mise en œuvre dans le strict respect des modalités d'implantation prévues dans le mémoire technique du titulaire.

Toute modification dans le déroulement des travaux, la pose des équipements, ou les caractéristiques de ceux-ci (apparence en particulier, non prévue par le mémoire technique du titulaire, est subordonnée à l'avis conforme de la Ville.

a. Procédure liée au périmètre de protection des Monuments Historiques

Le site se trouve dans le périmètre de 5 bâtiments historiques. Le titulaire devra recueillir préalablement l'avis de l'Architecte des bâtiments de France avant le démarrage du projet d'installation. Le titulaire est informé, à toutes fins utiles, que les préconisation générales de l'UDAP du Bas Rhin sont les suivantes :

- Pour les toitures terrasses, attention à l'inclinaison des panneaux afin d'en réduire la co-visibilité
- Pour les toitures avec une couverture tuiles, proposer des systèmes en intégration
- Pour les sécurisations des toitures, privilégier les gardes corps rétractables
- D'une manière générale, veiller à l'intégration la plus discrète possible de l'installation dans son environnement (privilégier les champs rectangulaires)

4.1.2 Intégration environnementale et technique

a. Sécurité incendie

Chaque installation photovoltaïque devra respecter :
- Conception suivant le guide UTE-C15-712-1
- Respect des préconisations du guide SER-ADEME : « Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau BT ou HTA » (dernière mise à jour : janvier 2012)
- Mettre en place une coupure générale simultanée des onduleurs, visible, positionnée au niveau du tableau divisionnaire général du solaire
- Aucun câble transportant du courant continu ne peut être présent dans les bâtiments (sauf gaine coupe-feu, sous validation du SDIS)

b. Emplacement des modules PV

La Commission de Sécurité Centrale contraint à garder un cheminement de 90 cm autour des champs et proche des équipements de désenfumage

c. Sécurisation de la toiture

Les lignes de vie qui sécurisent la toiture doivent être contrôlées annuellement. L'accès pourra se faire de manière sécurisée par les lanterneaux de désenfumage après remise en état des supports des câbles.

d. Emplacement des onduleurs et équipements électriques

Les onduleurs devront être placés dans un endroit facilement accessible, correctement ventilé et dans un environnement peu agressif et être éloigné de tout élément facilement inflammable
Le compteur devra être placé en limite de propriété
Les onduleurs peuvent être posés sur une structure lestée en toiture, sur une structure elle-même fixée au mur. Pour cette solution, il convient de faire valider la surcharge locale engendrée par les onduleurs par une étude de structure. Le shelter peut aussi être envisagé en pied de bâtiment.

Article 5 : Durée de la convention et reconduction

5.1. Date d'entrée et durée de la convention

La présente Convention a une durée de ... ans à compter de sa date de signature, expressément reconductible pour des durées d'un an. La durée totale de la convention ne pourra excéder les 30 ans. *(Encart réservé à la collectivité, complété en fonction de la durée proposée et dument justifiée par le candidat dans son offre).*

À l'échéance du titre d'occupation du domaine public, le titulaire procédera à la dépose de l'ensemble des équipements.

Article 6 : Montant de la redevance

6.1 Forme et montant de la redevance

Le titulaire sera en outre autorisé à percevoir les recettes tirées de l'exploitation des équipements photovoltaïques. En contrepartie de cette autorisation accordée d'occuper le domaine public pour l'exploitation commerciale des installations photovoltaïques, le titulaire sera tenu de verser à la Ville de Strasbourg une redevance annuelle d'un montant de 1 euro.

La différence entre la valeur locative des lieux et le montant de la redevance sera traitée en tant qu'aide à l'immobilier d'entreprise qui sera formalisée par la signature d'une convention financière entre le lauréat et la Ville

6.2 Justificatifs

Le titulaire s'engage à transmettre à la Ville chaque année, à l'occasion du paiement de la redevance, un compte d'exploitation annuel.

6.3 Modalités de règlement – Pénalités

Le paiement de la redevance, se fera en fin d'année civile auprès du Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg, Centre Administratif 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX

Identification nationale :
BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° 30001 00806 C6720000000 – clé 56

Identification internationale
IBAN : BANQUE DE FRANCE STRASBOURG : n° FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

Identification Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT

Conformément à l'article L. 2125-5 du Code général de propriété des personnes publiques, en cas de retard dans le paiement des redevances dues pour l'occupation, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

Article 7 : Engagements du Titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter à ses frais, les travaux d'installation des panneaux photovoltaïques. La description et les caractéristiques des équipements sont indiquées dans le dossier technique du candidat.

En outre, pendant la durée de la Convention, le titulaire s'engage à :

- Faire le nécessaire pour raccorder par ses soins et à ses frais, les panneaux photovoltaïques au réseau public d'électricité, étant précisé que les travaux (génie civil, câblage, etc...) relatifs à l'aval du point de raccordement sont à la charge exclusive du titulaire ;
- Prendre en charge la maintenance des panneaux photovoltaïques par ses soins et à ses frais exclusifs ;
- Souscrire à ses frais un contrat d'assurance des équipements qui restera en vigueur pendant toute la durée du titre d'occupation du domaine public correspondant ;
- Ne pas endommager les équipements publics lors de la pose des équipements, ainsi que son exploitation.

Cession et sous-occupation

La présente convention étant consentie intuitu personae, toute cession ou transfert des droits en résultant est interdite.

Le titulaire ne pourra pas faire sous-occuper les lieux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit de la Ville, sous peine de nullité des sous-occupations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble à la Ville.

Article 8 : Engagements de la ville de Strasbourg

La Ville s'engage à mettre à disposition les emplacements décrits dans la présente convention.

Article 9 : Assurances - Responsabilité

Chaque partie est responsable du respect de ses obligations définies par la présente convention. Les parties s'engagent à souscrire et maintenir en vigueur auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue et solvable pendant la durée de la convention une assurance couvrant sa responsabilité civile contre les conséquences pécuniaires pouvant lui incomber lors de la survenance de sinistres impliquant des dommages de nature matérielle, corporelle, immatérielle consécutive, résultant de son activité.

Les assurances du cocontractant devront comporter une renonciation à recours au bénéfice de la Ville de Strasbourg. Si la responsabilité de la Ville est confirmée, le cocontractant et/ou son assureur peut, malgré sa renonciation, exercer un recours dans les limites prévues de son contrat d'assurance.

À titre informatif uniquement, il est précisé que la Ville a souscrit une assurance comportant les mêmes conditions de renonciation.

S'agissant des attestations d'assurance, le cocontractant s'engage à transmettre ce document lors de la remise des clés, puis annuellement à la date anniversaire de la présente convention ou à la demande de la Ville. Ces attestations devront indiquer que le cocontractant est à jour de ses cotisations d'assurances.

Article 10 : Fin de la convention

10.1 Terme normal
La convention prend fin lors du terme de celle-ci.

10.2 Résiliation amiable
Les parties peuvent décider d'une résiliation amiable à n'importe quel moment de l'exécution de la convention.

10.3 Résiliation pour faute
La Ville peut résilier la convention en cas de faute imputable à le titulaire, résultant notamment d'une inexécution des obligations issues de la présente convention.

10.4 Résiliation unilatérale par la Ville justifiée par un motif d'intérêt général
L'Eurométropole de Strasbourg pourra mettre fin au présent contrat, à tout moment et de façon unilatérale, pour un motif d'intérêt général et sous réserve du droit à indemnité de l'occupant.

L'Eurométropole de Strasbourg est tenue d'en aviser l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins six (6) mois avant la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

Le montant de l'indemnité due à l'occupant est calculé comme suit :

- la valeur non amortie des ouvrages installés ;
- les coûts directs de clôture des services de recharge pour véhicule électrique hybrides rechargeables, opérés par l'Occupant et s'appuyant sur les installations objet de la présente convention d'occupation ;

- les coûts liés au remboursement anticipé éventuellement dû aux organismes financiers du fait de la résiliation des contrats de prêts ;
- les frais liés à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation si les personnes concernées ne peuvent faire l'objet d'un reclassement au sein de la société occupante ;
- les frais de résiliation des sous-contrats à l'exception de ceux qui excèdent la durée de la présente convention ;
- une somme correspondant aux bénéfices raisonnables prévisionnels sur la durée restant à courir du contrat, estimée sur la base de la moyenne des résultats courants avant impôts, obtenus par l'occupant pendant les exercices d'exploitation écoulés, après actualisation et neutralisation des éléments exceptionnels ; le taux d'actualisation sera le taux de l'OAT (Obligation Assimilable au Trésor) d'une duration équivalente à la durée restant à courir du contrat majoré de deux points pour tenir compte du paiement anticipé et de la suppression du risque commercial attaché à l'exploitation.

Les indemnités sont payées à l'occupant dans les six (6) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation.

Cette indemnité est fixée à l'amiable entre les parties et, à défaut, à dire d'expert. Ce dernier doit être désigné à l'amiable entre les parties. À défaut d'accord, il est désigné par le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 11 : Responsabilités

Le titulaire sera responsable des accidents ou dommages causés dans les lieux par ses membres/personnel, visiteurs, ou les biens dont il a la garde.

Le titulaire fera son affaire personnelle du respect des conditions d'occupation liées à la sécurité.

La surveillance des lieux incombant au titulaire, il est précisé que la Ville ne garantit pas le titulaire et par conséquent décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait. La Ville ne pourra en aucun cas et à aucun titre être considérée comme responsable des vols, détournements ou détériorations dont le titulaire pourrait être victime dans les lieux.

Le titulaire devra faire son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, sans que la Ville puisse être inquiétée ou recherchée, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs et trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Dans le cas néanmoins où la Ville aurait à payer des sommes quelconques du fait du titulaire, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai à première demande.

Le titulaire agira directement contre les auteurs de troubles de jouissance causés à son égard, par les autres occupants de l'immeuble les voisins ou les tiers sans que la responsabilité de la Ville puisse être recherchée, à quelque titre que ce soit.

En cas de dommage causé au domaine public du fait de l'exploitation du service, le titulaire est tenu d'indemniser la Ville en sus des pénalités figurant au paragraphe précédent.

Le titulaire garantit la Ville des recours en responsabilité des tiers imputables à l'activité de l'aménageur opérateur exécutée dans le cadre de la présente convention.

Article 12 : Restitution des lieux et maintien dans les lieux

Lors de son départ, le titulaire devra rendre les lieux dans leur état initial tel que constaté dans l'état des lieux d'entrée.

Un état des lieux de sortie sera effectué conformément à l'article 3 des présentes. Le cas échéant : le titulaire devra rendre les clés d'accès au bâtiment et/ou à la toiture (cartes magnétiques et/ou autres) à la Ville (y compris les reproductions, sans pouvoir en demander la contre-valeur).

Dans l'hypothèse où le titulaire se maintiendrait dans les lieux après résiliation ou expiration de la présente convention et sans autorisation, il deviendrait un occupant sans droit, ni titre. Cette situation donnera lieu au paiement d'une redevance pour occupation du domaine public égale à la valeur locative réelle. Cette redevance sera majorée de cinquante pour cent (50 %) pendant les six (6) premiers mois et de cent pour cent (100 %) au-delà. Le titulaire pourra également faire l'objet d'une mesure d'expulsion prononcée par le juge.

Article 13 : Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la Convention, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

La recherche de cette solution amiable devra être entreprise sur l'initiative de la Partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige confirmé par lettre recommandé avec avis de réception aux autres Parties

En cas d'impossibilité de parvenir à une solution amiable dans un délai qui ne peut être supérieur à trois (3) mois, le litige sera soumis à la juridiction du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 14 : Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le titulaire et la Ville font élection de domicile en leur sièges respectifs susmentionnés.

Article 15 : Annexes

Font partie intégrante de la Convention

- Etat des lieux contradictoire d'entrée
- Le dossier technique de présentation (Diagnostic technique amiante (DTA)) ;
- L'annexe 1 relative à la proposition technique et financière du candidat.

Fait à Strasbourg, 02/07/2021 .

Pour la Ville

Le Titulaire

Eric GASPARD

Président

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Rénovation du Salon d'assemblée du Palais Rohan - 2, place du Château à Strasbourg.

Numéro V-2021-1283

Le palais Rohan a été construit, décoré et meublé en l'espace de dix ans, de 1732 à 1742, d'après les plans de l'architecte Robert de Cotte, Premier architecte du roi, pour le prince-évêque Armand Gaston Maximilien de Rohan. Élevé à l'emplacement de l'ancienne résidence épiscopale, le Fronhof, il constitue un véritable manifeste de la grande architecture classique française en Alsace et doit signifier la puissance et le rayonnement artistique du royaume face au Rhin. Au cours de son histoire, il a été alternativement épiscopal, municipal, impérial et royal. Après 1870, il perd sa fonction de résidence souveraine pour entrer dans l'ère des musées. Les grands appartements ont été réaménagés ou rénovés au fil du temps et restaurés à partir de 1918, au moment où ils sont intégrés au Musée des Arts décoratifs de la Ville de Strasbourg inauguré en 1924.

Les espaces sont classés en totalité au titre des Monuments Historiques par arrêté du 20 janvier 1920.

Le bombardement par l'aviation américaine du 11 août 1944 a sévèrement touché le palais, anéantissant l'aile de l'entrée d'honneur et celle des écuries ; les salles historiques de l'appartement du prince-évêque ont été sévèrement endommagées. L'appartement du roi, côté rivière, a été miraculeusement épargné. On peut rappeler que le décor de la Chambre du roi et du Salon d'assemblée ou Cabinet du roi, qui lui fait suite, constituent l'un des plus beaux moments du style Rocaille français à l'égal des grands décors versaillais qui lui sont contemporains.

Le Salon d'assemblée, objet de la présente délibération et troisième salle de l'enfilade royale, bien qu'impacté n'a pas subi de dommages irréversibles. De ce fait, il n'a pas été restauré au titre des dommages de guerre, alors que les pièces attenantes l'ont été, comme ce fut le cas en 1984 pour la Chambre du roi.

Un diagnostic patrimonial a été récemment réalisé dont les préconisations permettent de d'évaluer le caractère urgent et nécessaire des travaux :

- les boiseries, les fenêtres et le plafond sont très altérés.
- la corniche en stuc du plafond et le plafond lui-même présentent de nombreuses fissures et des pertes d'adhérence alarmantes,
- l'état de vétusté des riches panneaux de boiseries notamment, de même que les usures du mobilier d'origine en bois doré nécessitent une restauration générale.

La présente délibération propose d'engager les études de restauration de l'ensemble de ces ouvrages et mobilier, pour définir le coût, les modalités et le calendrier des travaux.

Le coût de ces études est estimé à 300 000 € TTC (comprenant honoraires de maitrise d'œuvre, diagnostics stratigraphiques, analyses en laboratoires spécialisés,…)

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'engagement des études relatives au projet de rénovation du Salon d'assemblée - Palais Rohan - 2, place du Château à Strasbourg

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération sur l'autorisation de programme AP2021/0035 programme 552

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément au Code de la commande publique, à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les demandes d'autorisation de travaux et de permis de construire,*
- *à solliciter auprès des différents partenaires les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

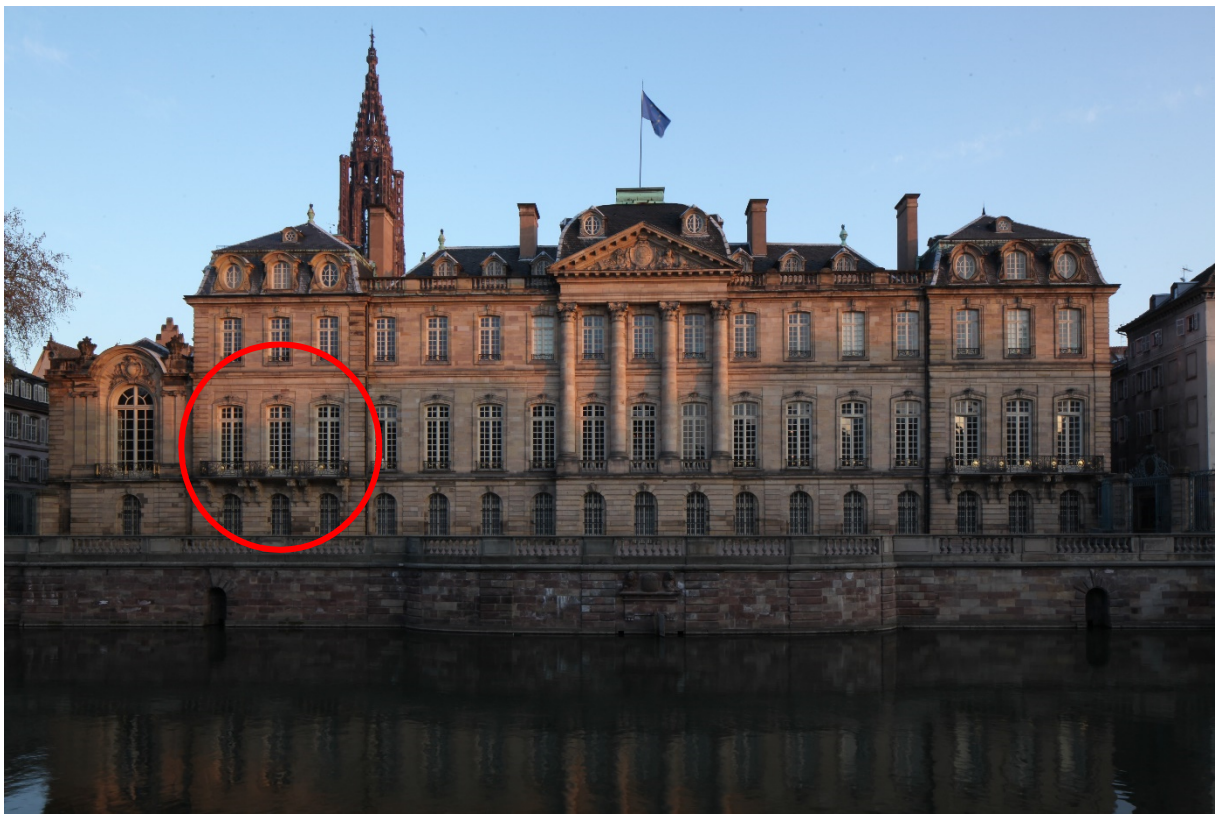
Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-130894-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021
Annexe délibération
« Rénovation du Salon d'assemblée du Palais Rohan - 2, place du Château à Strasbourg »





15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Développement du pôle logistique du service des espaces verts et de nature sur le site de l'Orangerie.

Numéro V-2021-1284

Le pôle logistique du service des espaces verts et de nature se développe sur le site de l'Orangerie, entre le parc principal de la Ville de Strasbourg, et le canal de la Marne au Rhin.

Il est constitué de trois départements :
- le département Espaces verts urbains (EVU)
- le département Arbres
- le département Assistance technique et logistique (ATL).

Le département « Arbres » est actuellement réparti sur 3 sites : l'avenue de Colmar, le quai du Brülig, et le bâtiment de l'Orangerie. Il gère 28 000 arbres d'alignement et 23 000 arbres de parc.

Programme de travaux, budget et planning :

Le projet permettra de regrouper le département « Arbres » sur l'unique site de l'Orangerie et poursuivra les objectifs suivants :
- l'amélioration des conditions de travail des agents par un réaménagement permettant d'offrir des locaux adaptés à leur activité tout en favorisant le bien-être au travail : création d'ateliers, de bureaux, de locaux de stockage, de vestiaires, d'un lieu de restauration,
- la rénovation patrimoniale des différents bâtiments notamment les travaux de désamiantage et de mise en sécurité,
- la rénovation énergétique fixant un niveau d'atteinte de bâtiment passif et comprenant également :
  - le remplacement de la source d'énergie fioul par un raccordement au nouveau réseau de chaleur de RCUA du Port du Rhin. Le Pavillon Joséphine et les serres de l'Orangerie seront également raccordés au réseau de chauffage urbain ;

– l'infiltration des eaux pluviales.

Les objectifs en matière de consommation énergétique sont ainsi fixés :

	Avant rénovation énergétique	Après rénovation énergétique
Consommations énergétiques (kWh[EF/an)	205 600	25 775

Des subventions au titre du dispositif Climaxion sont attendues.

Le montant global d'opération s'établit à 4 550 000 TTC, toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Travaux	3 600 000 € TTC
Honoraires (Maitrise d'œuvre, CT, SPS, SSI, etc)	550 000 € TTC
Divers (publicité, tolérance, provisions pour aléas)	400 000 € TTC

La Direction Architecture et Patrimoine assurera la maîtrise d'ouvrage du projet pour le compte de la Ville de Strasbourg.

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Consultation de maîtrise d'œuvre :	2ème trimestre 2021
Etudes de maitrise d'œuvre :	3ème trimestre 2021 - 3ème trimestre 2022
Consultation des entreprises :	4ème trimestre 2022
Travaux :	1er trimestre 2023 au 1er trimestre 2024

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les travaux d'aménagement de locaux pour le service espaces verts dans des bâtiments existants situés dans le parc de l'Orangerie conformément au programme ci-avant énoncé pour un montant de 4 550 000 € TTC,

décide

d'imputer les dépenses d'investissement des travaux correspondant :
– *dans les bâtiments du Parc de l'Orangerie, sur l'AP0199 programme 1142*

– *au raccordement au réseau de chauffage urbain des bâtiments situés dans le parc de l'Orangerie, sur l'AP 0235 programme 1269*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

– *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code de la commande publique,,*

– *à signer et exécuter les actes en résultant,*

– *à signer les dossiers de demande de déclaration de travaux, de permis de démolir et de permis de construire,*

– *à solliciter auprès des financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

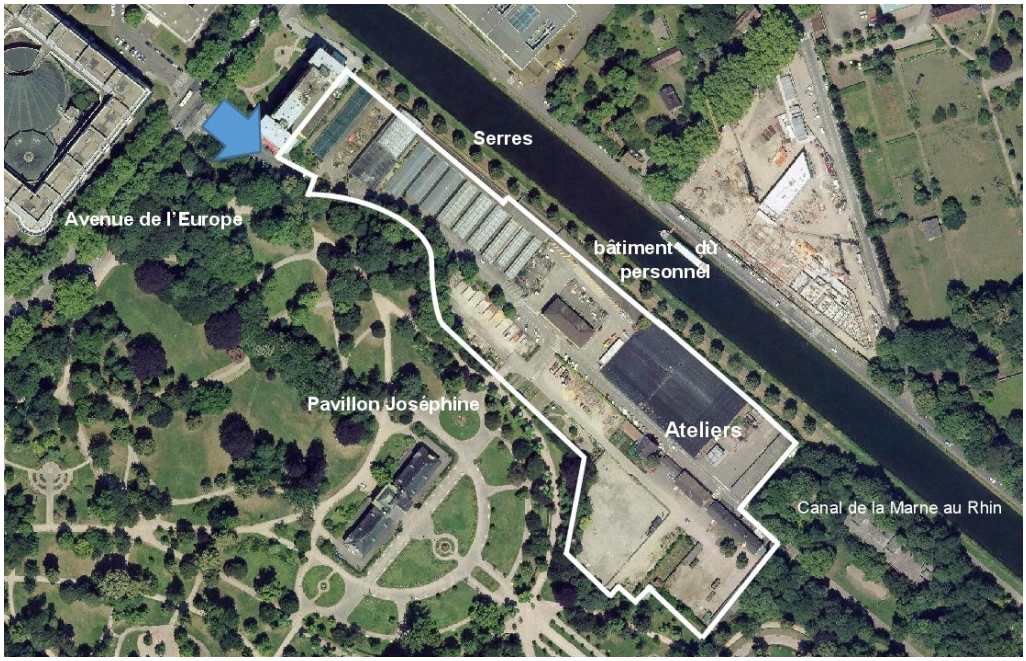
Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-130890-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Annexe délibération

Travaux de rénovation de locaux et d'aménagement de bureaux dans le cadre du redéploiement des agents du service des espaces verts et de nature sur le site du Parc de l'Orangerie





Bâtiment du personnel / modulaires / Local chaufferie



Bâtiment K (ancienne menuiserie) / Bâtiment L (atelier mécanique) / Bâtiment MN (atelier peinture et bâtiment occupé par les arboriculteurs)

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Prorogation de 25 ans de l'échéance du bail emphytéotique consenti à l'ASEAPA pour l'occupation du bien immobilier sis 24 rue de la Largue à Strasbourg Robertsau (EHPAD IM LAEUSCH), et requalification en bail emphytéotique administratif.

Numéro V-2021-1285

Par délibération du 30 janvier 1989, le Conseil municipal de Strasbourg a approuvé la mise à disposition par bail emphytéotique, au profit de l'Association Strasbourgeoise d'Entraide aux Personnes Âgées (ASEAPA), d'un terrain de 50 ares environ sis rue de la Largue à Strasbourg.

Cette cession de droits réels s'est traduite par la conclusion le 18 septembre 1989 d'un bail emphytéotique pour une durée de quarante années entières et consécutives à compter du 1er juillet 1989 et avec échéance au 30 juin 2029, en vue d'édifier sur ledit terrain « une maison de retraite pour personnes âgées, (comportant) 83 lits ainsi que tous les équipements d'accompagnement nécessaires ».

L'ASEAPA a rempli son objectif, en construisant un immeuble de 4800 m² environ, sur un rez-de-chaussée et 3 étages, avec 86 chambres individuelles de résidents (80 unités réservées à des résidents permanents, contre 6 unités répondant à des besoins temporaires).

Ce bail, qui a rapporté en 2021 une recette annuelle de 1 403,10 € (correspondant au montant de la redevance versée à la Ville), arrive donc théoriquement à échéance le 30 juin 2029.

Mais cette échéance contractuelle pose à l'ASEAPA un problème de gestion pointé par le commissaire aux comptes qui suit l'association depuis 2019, au regard des critères qu'elle remplit désormais.

Le commissaire aux comptes émet « une réserve fondamentale et conséquente liée à l'échéance du bail emphytéotique », en lien avec la nécessité de garantir un amortissement complet de tous les investissements passés et à venir à la date actuelle d'échéance du bail emphytéotique.

Pour lever cette réserve, l'ASEAPA demande à la ville de repousser l'échéance du bail emphytéotique, et une prolongation du bail sur une durée complémentaire de 25 ans.

Les arguments et les indicateurs apportés en appui de cette sollicitation plaident pour que la Ville y donne une suite favorable :
- la nature de l'exploitation (s'agissant d'un établissement à but non lucratif),
- la qualité des prestations offertes aux résidents, soulignée par des enquêtes comparatives,
- le prix de journée parmi les plus faibles des 42 EHPAD de l'Eurométropole,
- une gestion rigoureuse qui permet de maintenir un niveau ambitieux d'investissements, « entre 80 000 et 100 000 € par an (depuis plusieurs années) pour l'entretien du bâtiment et la qualité de vie au travail du personnel de l'établissement (très nombreuses formations et, mise à disposition de tout le matériel nécessaire pour une bonne prise en charge des résidents), ce qui profite pleinement au confort des résidents »,
- un taux d'absentéisme très faible inférieur à 2,5 % quand la moyenne du secteur est proche de 10%,
- un audit énergétique récent (2018) dont il ressort des conclusions très favorables sur le niveau de performance énergétique du bâtiment, conséquence des travaux effectués ces dernières années (isolation de la toiture et des rampants, remplacement des chaudières et d'une partie des fenêtres, installation de panneaux solaires en toiture, etc.).

Cette option est aussi la seule à garantir la pérennisation d'un haut niveau d'investissement pour les années à venir, que l'ASEAPA évalue à plus de 400 000 € rien que sur les projets en phases études et travaux.

Elle répond enfin pleinement aux intérêts de la ville de Strasbourg, tant dans l'objectif de la valorisation patrimoniale du bien immobilier sis 24 rue de la Largue que dans celui de maintien de sa destination en tant que maison de retraite et désormais EHPAD (le seul qui est recensé dans le quartier Robertsau Cité de l'Ill).

Au regard de ces différentes considérations, il est proposé la prolongation du bail emphytéotique pour une période complémentaire de 25 ans expirant au 30 juin 2054.

Le bail emphytéotique conclu en 1989 présente la particularité de fixer un montant de redevance très faible justifié par la mise à disposition d'un terrain nu et par le caractère social de l'opération portant sur la réalisation d'une maison de retraite pour personnes âgées.

Il est proposé de l'actualiser en tenant compte du caractère inchangé des obligations du preneur, de la nature de l'exploitation (EHPAD) et de celle de l'exploitant (l'ASEAPA étant une association à but non lucratif), excluant de fait l'exercice d'activités productrices de revenus). Par ailleurs, les engagements financiers pour la valorisation patrimoniale de l'établissement restent constants (environ 100 000 € investis en moyenne chaque année).

Au vu de ce qui précède, il est proposé, à partir du 1er juillet 2022 et jusqu'à échéance du bail, de fixer la redevance annuelle sur la base de 1 781,95 € (valeur 2021), correspondant à l'avis de France Domaine, redevance indexée sur l'augmentation annuelle de l'indice INSEE du coût de la construction publié trimestriellement. La révision de la redevance interviendra annuellement le 1er juillet de chaque année, et l'indice de base retenu sera celui connu au 1er juillet 2021 (1822).

Le bail emphytéotique conclu en 1989 présente aussi la particularité d'être qualifié de bail emphytéotique ordinaire, alors même que plusieurs de ses stipulations sont contraires à une telle qualification. Un tel bail ne permet pas effectivement à la collectivité territoriale d'imposer au preneur des obligations attachées à la destination du bien donné à bail, ni de subordonner le changement de destination ou la cession du droit réel à un agrément préalable de la collectivité territoriale.

En raison des pouvoirs de contrôle et d'agrément qui sont reconnus à la collectivité territoriale dans le bail initial, et eu égard à l'objectif de destination du bien qui s'inscrit dans les compétences de la ville de Strasbourg au titre de ses politiques d'action sociale, il est proposé de régulariser ce dernier et de lui conférer la qualification de bail emphytéotique administratif en vertu des articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Division du Domaine 2021-67482-40171 en date du 28 juillet 2021
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

– *la prolongation de vingt-cinq années supplémentaires du bail emphytéotique conclu le 18 septembre 1989 au profit de l'Association Strasbourgeoise d'Entraide aux Personnes Âgées, portant ainsi l'échéance du bail au 30 juin 2054, concernant le tènement immobilier localisé et cadastré comme suit, d'une surface totale de 49,88 ares :*

Commune de Strasbourg
Banlieue de Strasbourg-Robertsau

Lieu-dit « Unterschiltigheimerwoerth »
Parcelle Section CH n° 162/80 d'une contenance de 8,77 ares
Parcelle Section CH n° 165/80 d'une contenance de 4,64 ares

Lieu-dit « Chemin de l'Anguille »
Parcelle Section CI n° 248/36 d'une contenance de 8,49 ares
Parcelle Section CI n° 251/36 d'une contenance de 7,65 ares
Parcelle Section CI n° 253/36 d'une contenance de 20,33 ares

- *la requalification du bail en bail emphytéotique administratif (articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales) pour mettre en conformité ce dernier avec les stipulations du bail initial ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document ou acte concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant n°2 au bail emphytéotique du 22 janvier 1997 actant de la prorogation de son échéance et de sa requalification en bail emphytéotique administratif.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133055-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

AVENANT N° 2

au bail emphytéotique du 18 septembre 1989

Le

Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, soussignée,

a reçu le présent acte authentique, contenant un **AVENANT n° 2** au bail emphytéotique du 18 septembre 1989,

à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

I. **LA VILLE DE STRASBOURG**, département du Bas-Rhin, ayant son siège à STRASBOURG (67076), 1 Parc de l'Etoile,

représentée par Madame Suzanne BROLLY, Adjointe à la Maire de Strasbourg,

agissant au nom et pour le compte de la Ville de Strasbourg en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021, dont une ampliation est ci-après annexée,

et spécialement habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 27 juillet 2020, dont une ampliation est également ci-après annexée.

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte,

le BAILLEUR d'une part ;

II. **L'Association Strasbourgeoise d'Entraide aux Personnes Âgées (ASEAPA)**, association inscrite au Registre des Associations de Strasbourg, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 24 Rue de la Largue,

représentée par Monsieur Michel GIRARD, Président,

reconduit auxdites fonctions en vertu d'une décision de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2021 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 15 des statuts de l'association,

Ci-après, dénommée dans le corps de l'acte,

le PRENEUR, d'autre part ;

EXPOSE PRELIMINAIRE

Aux termes d'un bail emphytéotique conclu le 18 septembre 1989, et d'un premier avenant au bail conclu le 12 février 1991 pour arrêter précisément le terrain d'assiette, le BAILLEUR a mis à la disposition du PRENEUR (l'ASEAPA) par voie de bail emphytéotique :

⇨ Le tènement immobilier localisé et cadastré comme suit :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Strasbourg-Robertsau

Section	N° de parcelle	Lieudit	Surface
CH	162/80	Unterschiltigheimerwoerth	00 ha 08 a 77 ca
CH	165/80	Unterschiltigheimerwoerth	00 ha 04 a 64 ca
CI	248/36	Chemin de l'Anguille	00 ha 08 a 49 ca
CI	251/36	Chemin de l'Anguille	00 ha 07 a 65 ca
CI	253/36	Chemin de l'Anguille	00 ha 20 a 33 ca

⇨ d'une surface totale de 49,88 ares (soit en toutes lettres quarante-neuf ares et quatre-vingt-huit centiares)

Le contrat stipule une durée du bail de quarante années entières et consécutives commençant le 1er juillet 1989 et portant ainsi l'échéance au 30 juin 2029.

Cette échéance contractuelle pose au PRENEUR « un sérieux problème de gestion » pointé par le commissaire aux comptes qui suit l'association depuis 2019, au regard des critères qu'elle remplit désormais.

Bien qu'il approuve globalement les comptes de l'association, le commissaire aux comptes émet « une réserve fondamentale et conséquente liée à l'échéance du bail emphytéotique », en lien avec la nécessité de garantir un amortissement complet de tous les investissements passés et à venir à la date actuelle d'échéance du bail emphytéotique, soit le 30/06/2029.

Plusieurs options s'offrent au PRENEUR pour lever cette réserve, mais l'option privilégiée consiste à repousser l'échéance du bail emphytéotique, à travers une prolongation du bail sur une durée complémentaire de 25 ans « estimée comme raisonnable » par le commissaire aux comptes de l'association.

Les arguments et les indicateurs apportés en appui de la requête du PRENEUR plaident pour que le BAILLEUR y donne une suite favorable. Cette option garantit par ailleurs la pérennisation d'un haut niveau d'investissement pour les années à venir, que le PRENEUR évalue à plus de 400 000 € rien que sur les projets en phases études et travaux. Elle répond enfin pleinement aux intérêts du BAILLEUR, tant dans la poursuite de la valorisation patrimoniale du bien immobilier sis 24 rue de la Largue que dans le maintien de sa destination en tant que maison de retraite et désormais EHPAD (le seul qui est recensé dans le quartier Robertsau Cité de l'Ill). Au regard de ces différentes considérations, il est proposé la prolongation du bail emphytéotique pour une période complémentaire de 25 ans expirant au 30 juin 2054.

Le bail emphytéotique conclu en 1989 présente la particularité de fixer un montant de redevance très faible justifié par la mise à disposition d'un terrain nu et par le caractère social de l'opération portant sur la réalisation d'une maison de retraite pour personnes âgées. Dans le cadre de sa prolongation, il est proposé d'actualiser le montant de base de redevance en l'alignant sur le montant évalué en juillet 2021 par le service des Domaines (1781,95 €) et en maintenant la clause d'indexation résultant du bail initial.

Le bail emphytéotique conclu en 1989 présente aussi la particularité d'être qualifié de bail emphytéotique ordinaire, alors même que plusieurs de ses stipulations sont contraires à une telle qualification. Un tel bail ne permet pas effectivement à la collectivité territoriale d'imposer au preneur des obligations attachées à la destination du bien donné à bail, ni de subordonner le changement de destination ou la cession du droit réel à un agrément préalable de la collectivité territoriale.

En raison des pouvoirs de contrôle et d'agrément qui sont reconnus à la collectivité territoriale dans le bail initial, et eu égard à l'objectif de destination du bien qui s'inscrit dans les compétences du BAILLEUR au titre de ses politiques d'action sociale, il est proposé de régulariser ce dernier et de lui conférer la qualification de bail emphytéotique administratif en vertu des articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1

L'échéance du présent bail emphytéotique est prorogée d'une durée de vingt-cinq (25) années supplémentaires. Ledit bail emphytéotique arrivera ainsi à échéance le 30 juin 2054 pour l'ensemble des terrains mis à disposition par la Ville de Strasbourg, soit une surface totale de 49,88 ares.

ARTICLE 2

À partir du 1er juillet 2022 et jusqu'à échéance du bail, le montant de redevance annuelle sera établi sur la base d'une redevance de 1 781,95 € (valeur 2021) indexée sur l'augmentation annuelle de l'indice INSEE du coût de la construction publié trimestriellement. La révision de la redevance interviendra annuellement le 1er juillet de chaque année, et l'indice de base retenu sera celui connu au 1er juillet 2021 (1822).

ARTICLE 3

Le bail est requalifié avec effet immédiat en bail emphytéotique administratif (articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales) pour être mis en conformité avec plusieurs stipulations du bail initial.

ARTICLE 4

Toutes les autres clauses et conditions du bail emphytéotique du 18 septembre 1989 sont maintenues et confirmées dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

ARTICLE 5

Les parties requièrent l'inscription du présent avenant au Livre foncier.
Les éventuels frais d'enregistrement du présent avenant sont à la charge du PRENEUR.

DONT ACTE rédigé en QUATRE pages

Documents annexés :

- ⇨ délibérations du conseil municipal de Strasbourg du 27 juillet 2020 et du 20 septembre 2021
- ⇨ extrait du registre des associations de Strasbourg relatif à l'inscription de l'ASEAPA (extrait conforme du 07/12/2020)
- ⇨ statuts de l'ASEAPA
- ⇨ PV de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2021

Après lecture et approbation du présent acte, les comparants ont signé comme suit :

- Monsieur Michel GIRARD, le
- Madame Suzanne BROLLY, le
- Madame Jeanne BARSEGHIAN, le

Michel GIRARD	Suzanne BROLLY	Jeanne BARSEGHIAN

Mention de l'Enregistrement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 4091781
Réf.OSE: 2021-67482-40171

Strasbourg, le 28/07/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LE MONTANT DE LA REDEVANCE DANS LE CADRE D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Désignation du bien :	EHPAD IM LAUEUSCH
Adresse du bien :	24 rue de la Largue
Commune :	67000 STRASBOURG
Valeur vénale :	6 162 000 €
Redevance annuelle :	**1 781,95 €**



Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : M. SIPP Vincent (vincent.sipp@strasbourg.eu) et M. ROCKEMER Patrick (patrick.rockemer@strasbourg.eu)
Vos références : DS 4091781

2 - DATE

de consultation : 26/05/2021
de réception : 26/05/2021
de visite : 13/07/2021
de dossier en état : 13/07/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Le consultant a saisi le pôle d'évaluation domaniale dans le cadre d'une prolongation du bail emphytéotique par l'Association strasbourgeoise d'Entraide aux Personnes Agées (ASEAPA) afin de maintenir les investissements prévus, conformément au rapport du commissaire aux comptes.

Le consultant précise dans sa saisine que la ville de Strasbourg a mis à disposition de l'ASEAPA un tènement d'une surface totale de 49,88 ares par bail emphytéotique conclu le 18 septembre 1989 pour une durée de 40 ans et d'un premier avenant au bail signé le 12 février 1991. Le contrat stipule une durée de 40 ans commençant le 1er juillet 1989 pour s'achever le 30 juin 2029.

Cette échéance contractuelle pose un problème de gestion pointé du doigt par le commissaire aux comptes. En effet, bien qu'il approuve globalement les comptes de l'association, le commissaire aux comptes émet *« une réserve fondamentale et conséquente liée à l'échéance du bail emphytéotique »*, en lien avec la nécessité de garantir un amortissement complet de tous les investissements passés et à venir à la date actuelle d'échéance du bail emphytéotique, soit le 30/06/2029.

Plusieurs options s'offrent à l 'ASEAPA pour lever cette réserve, mais l'option privilégiée consiste à repousser l'échéance du bail emphytéotique, pour une durée complémentaire de 25 ans *« estimée comme raisonnable »* par le commissaire aux comptes de l'association. Cette option garantit par ailleurs la pérennisation d'un haut niveau d'investissement pour les années à venir, que l'ASEAPA évalue à plus de 400 000 € rien que sur les projets en phases études et travaux. Elle répond enfin pleinement aux intérêts de la ville de Strasbourg tant dans la poursuite de la valorisation patrimoniale du bien immobilier sis 24 rue de la Largue que dans le maintien de sa destination en tant que maison de retraite et désormais EHPAD (le seul qui est recensé dans le quartier Robertsau – Cité de l'Ill).

Le bail emphytéotique conclu en 1989 présente deux particularités :

- un montant de redevance très faible justifié par la mise à disposition d'un terrain nu et par le caractère social de l'opération portant sur la réalisation d'une maison de retraite pour personnes âgées ;

- une qualification de bail emphytéotique ordinaire, alors même que plusieurs de ses stipulations sont contraires à une telle qualification. Un tel bail ne permet pas effectivement à la collectivité territoriale d'imposer au preneur des obligations attachées à la destination du bien donné à bail, ni de subordonner le changement de destination ou la cession du droit réel à un agrément préalable de la collectivité territoriale.

Dès lors, la collectivité propose de régulariser ce dernier et de lui conférer la qualification de bail emphytéotique administratif et demande au PED de calculer sa redevance annuelle avec effet immédiat.

Le bail est prorogé de 25 années supplémentaires. Ledit bail emphytéotique arrivera ainsi à échéance le 30 juin 2054 pour l'ensemble des terrains mis à disposition par la Ville de Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de Strasbourg sous les références suivantes :

Section	N° Parcelle	Adresse	Superficie	Zonage
CH	162/80	Unterschiltigheimwoert	8,77	UB4
CH	165/80	Unterschiltigheimwoert	4,64	UB4
CI	248/36	Chemin de l'Anguille	8,49	UB4
CI	251/36	Chemin de l'Anguille	7,65	UB4
CI	253/36	Chemin de l'Anguille	20,33	UB4
TOTAL			**49,88**	

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





L'EHPAD « IM LAEUSCH » se situe au nord-est de Strasbourg dans le quartier de la Robertsau, ancien quartier maraîchers. Il jouit d'une situation privilégiée à la limite de la ville et de la campagne.
Une petite zone commerciale comprenant un supermarché, une pharmacie, une boulangerie, un bureau de poste et un salon de coiffure est implantée à proximité. Il est installé à proximité des transports en commun. Un arrêt de bus se situe à l'entrée de la rue et la ligne de tram est placée à une dizaine de minutes à pied.

Il s'agit d'un établissement médicalisé pour personnes âgées en perte d'autonomie. Il est géré par l'ASEAPA, association à but non lucratif. Il fait l'objet d'une convention entre l'établissement, l'ARS et le Conseil départemental qui détermine un tarif hébergement à la journée, un tarif soin et un tarif « dépendance » fixée en fonction des indices de dépendance des usagers.

L'immeuble a été construit en 1989 sur une emprise propriété de la Ville de Strasbourg.
L'immeuble est de type R+3. Sa superficie est de 4 800 m². Il comprend en rez-de chaussée une partie administrative avec des bureaux et une partie restauration avec cuisine et salle de restaurant, plus des chambres. Les autres étages sont identiques composés de chambres individuelles avec salle de bain PMR et d'espaces aménagés pour le petit déjeuner. Différents locaux sont répartis dans les étages : salle de bain avec baignoire spéciale pour personne handicapée, salle pour les infirmières, un salon de coiffure.

L'EHPAD se compose de 86 chambres, dont 80 chambres occupées par des résidents permanents et 6 chambres pour l'accueil temporaire. Le directeur de l'établissement a indiqué lors de la visite que l'EHPAD était occupé à 92 % pour les résidents permanents et 80 % pour résidents occasionnels.
Le bâtiment est bien entretenu. Il est équipé d'ascenseurs. Il bénéficie d'une belle terrasse pour les résidents et de 40 places de stationnement extérieur.
L'emprise est clôturée.

4.3. Surfaces du bâti (énoncées et retenues après vérification)
La surface habitable référencé dans l'application « consultation cadastrale » s'élève à 1 856 m² SH.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble
ASAEPA et commune de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles
L'emprise est sous bail emphytéotique conclu le 18 septembre 1989 et avenant au bail signé le 12 février 1991.

6 - URBANISME

Les parcelles sont situées en zone UB4 du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 27/09/2019 et devenue opposable le 02/11/2019.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du bâti « terrain intégré » est déterminée par la méthode par comparaison (§8) qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée. Cependant s'agissant d'un bien monovalent, comme le sont les EHPAD, la recherche des termes de comparaison a été élargie à un niveau national.

Elle est recoupée par l'évaluation **par capitalisation du revenu locatif potentiel (§9)** qui permet, dans le cadre de l'évaluation de ce type de bien, de valider ou d'affiner les résultats obtenus par la méthode comparative. Elle est très utilisée par les investisseurs. En effet, en raison de la spécificité de chaque établissement, il est parfois difficile de sélectionner avec précision des termes directement comparables au bien à évaluer.

La valeur vénale du terrain nu encombré est déterminée par la méthode par comparaison (§10) qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Les valeurs retenues pour le bâti terrain intégré et pour le terrain nu sont précisées en §11.

Le calcul de la redevance annuelle du bail emphytéotique est basé sur la « **méthode de l'apport net** » **(§12)** qui correspond à la différence entre l'apport du bailleur et le capital qu'il conviendrait de placer à la conclusion du bail afin d'obtenir, en fin de bail, une somme égale à la valeur vénale supposée des aménagements et constructions édifiées par le preneur. Cette démarche repose sur le postulat que vétusté et/ou obsolescence et hausse de la valeur du marché se compensent en raison de l'obligation contractuelle mise à la charge du preneur de conserver le bâti en bon état d'entretien.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE DU BÂTI TERRAIN INTÉGRÉ : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'estimation la plus cohérente dans le cas des établissements spécialisés ou monovalents repose sur l'analyse de l'élément spécifique constituant le socle de l'activité exercée dans l'établissement plutôt que sur la surface disponible.
Les maisons de retraite constituent des établissements spécialisés, conçus et équipés pour servir au mieux l'activité particulière d'hébergement et d'accueil de personnes âgées dépendantes.
La valeur vénale de tels établissements, compte tenu de la spécificité des aménagements structurels nécessaires, est indissociable de l'activité exercée. Le chiffre d'affaires en découlant est intimement lié au nombre et au taux d'occupation des hébergements, c'est-à-dire au nombre de lits proposés par l'établissement.

Dès lors, l'analyse des termes de comparaison doit permettre de dégager la valeur de l'élément spécifique en divisant le prix de vente constaté par la capacité d'accueil en lits de l'établissement.
La valeur médiane au lit des termes les plus directement comparables est ensuite rapportée au nombre de lits du bien à évaluer.

Sources et critères de recherche – Termes de référence
L'étude de marché porte sur des biens comparables cédés le plus récemment possible sur un périmètre élargi à l'ensemble de la France.
Les critères de recherche sont basés plus particulièrement sur l'année de construction du bien et le nombre de lits.

4 établissements sur 6 répertoriés dans le tableau sont des établissements tenus par un investisseur privé : le Groupe Korian.

commune	adresse	bâti en	acquis le	surface terrain en m²	prix de cession en €	surface m²	unité de surface	coût / m²	nb de lits	prix / lit	m² / lit	observations
Dijon	« Les Cassissines » (KORIAN) - 15 rue Jean Giono		29/09/2016	10 076 m²	10 565 710 €	3 260 m²	SU	3 241 €	87	121 445 €	37 m²	Un Bât R+2 sur S/S, stationnements et espaces verts, Unité Alzheimer de 9 places - shon extraite du relevé au cadastre – Portefeuille HORUS
Changé	EHPAD « Artémis » (KORIAN), 8 avenue Jean Jaurès		29/09/2016	4 214 m²	5 233 088 €	5 145 m²	SDP	1 017 €	80	65 414 €	64 m²	Deux bât. R+2+C, espaces de circulation, jardin, parking, Unité Alzheimer de 11 places - shon extraite du relevé au cadastre – Portefeuille HORUS
Guyancourt	EHPAD « Les Saules » (KORIAN), 11 rue de Toulouse Lautrec		29/09/2016	6 481 m²	10 375 388 €	2 884 m²	SDP	3 598 €	92	112 776 €	31 m²	Un Bât RdC, Deux bât. R+2 sur S/S, espaces de circulation, stationnements et espaces verts, Unité Alzheimer de 37 places - shon extraite du relevé au cadastre – Portefeuille HORUS
Beaune	Résidence « Les Bruyères » (établissement privé) , 1 rue Chaffotte	2003	22/12/2016	2 954 m²	4 100 000 €	2 955 m²	SU	1 387 €	80	51 250 €	37 m²	Un bâtiment R+3 comprenant 78 chambres, 27 places de pkg en surface - Unité Alzheimer de 14 places. Loyer mensuel de 26 335 € ht hc
Amnéville-les-Thermes	EHPAD Les Coteaux du Soleil (KORRIAN), chemin des terrasses du soleil		30/06/2017	9 380 m²	11 250 000 €	4 761 m²	SDP	2 363 €	84	133 929 €	57 m²	Bât. R+1, 90 places dont 84 lits EHPAD et 6 places d'accueil de jour.
Dijon	« Résidence L'espérance » (établissement privé : ARPAVIE) – 22 rue de Gray	1985	15/09/2016	4 922 m²	5 400 000 €	4 433 m²	SU	1 218 €	84	64 286 €	53 m²	Deux bâtiments de 4 étages reliés entre eux, ancienne chapelle réaménagée R+1 sur S/Sol, jardins, parkings
									moyenne	91 516 €		
									médiane	89 095 €		

Les prix varient entre 51 250 €/lit et 121 445 €/lit selon les EHPAD. La moyenne et la médiane sont proches à respectivement 91 516 €/lit et 89 095 € HT/lit.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues
Les termes retenus ont en commun la date de construction des bâtiments et le nombre de lits. Il s'agit de bâtiments relativement similaires par leur apparence de type rez-de-chaussée + 2 étages installés dans des emprises de belle superficie dans des communes de plus ou moins grande importance proche de métropole urbaine comme Versailles, Le Mans, Dijon ou Metz.
Sur les 6 termes listés dans le tableau ci-dessus, quatre établissements appartiennent au même investisseur privé le Groupe Korian dont trois possèdent des unités Alzheimer.

Les deux autres établissement sont des établissements privés à but non lucratif. L'EHPAD de Beaune possède lui aussi une unité Alzheimer de 14 places.

Au cas présent, l'EHPAD « Im Lauesch » est situé dans un quartier recherché de la capitale alsacienne. Son emplacement est idéal à proximité de quelques commerces et proche des transports en commun. Les résidents profitent d'un lieu calme avec un parc et terrasse. Il propose les mêmes services à la personne que les établissements référencés ci-dessus. Il est géré par une association à but non lucratif et le prix de l'hébergement est fixé par convention. Ce prix est moindre que dans les établissements gérés par KORIAN.
Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien et du marché immobilier prévalant pour ce type de bien, la valeur vénale de l'ensemble est estimée à la médiane du tableau : 89 000 € HT/lit soit :

86 lits x 89 000 € /Lit = 7 654 000 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE DU BÂTI TERRAIN INTÉGRÉ : MÉTHODE PAR LA CAPITALISATION DU REVENU LOCATIF POTENTIEL

Cette méthode permet de mieux appréhender les différences entre les établissements, car elle permet de prendre en compte la spécificité de chaque établissement.

La méthode consiste à déterminer le loyer admissible, c'est-à-dire le loyer qui peut raisonnablement être supporté par l'exploitant sans mettre en péril la pérennité de l'exploitation de l'établissement, puis à le capitaliser sur la base du taux de rendement que pourrait attendre un investisseur pour le même actif.
Le loyer admissible correspond au taux d'effort normatif calculé sur le chiffre d'affaires ou sur l'EBITDAR « Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, Amortization and aircraft Rentals » (indicateur de rentabilité de l'entreprise avant les charges financières).

L'analyse détaillé du bilan et du compte de résultats de plusieurs établissements établie par la DNID pour des EHPAD situés dans des métropoles donne les médianes suivantes :

	Ratios du secteur concurrentiel	Médiane globale (métropole)
1	Nombre de personnels en ETP	55
2	Taux d'encadrement (ETP/patient)	0,70
3	Dépenses de personnel en %/CA	**45,0%**
4	Tarif de base hébergement	**90 €**
5	**Tx de marge EBITDAR/CA**	26%
6	**Taux d'effort loyer/CA**	13%
7	**Tx couverture loyer/EBITDAR**	48%
8	**Nombre de lits**	88
9	**Loyer/lit**	6 000 €
10	**CA/lit**	44 000 €

Par ailleurs, la détermination du taux de capitalisation est calculé à partir de certaines opérations de rachat ou revente de murs de maison de retraite entre gros opérateurs. Ils sont régulièrement publiés sur les sites internet.
L'immobilier de santé intéresse de nombreux investisseurs du particulier aux sociétés foncières cotées. Le placement financier dans les EHPAD est peu affecté par les cycles économiques. Par ailleurs, il offre des taux de rendement confortables. En effet, les établissements médicalisés, quel que soit leur statut juridique ou leur appellation pour pouvoir héberger des personnes âgées dépendantes de 60 ans et plus, se doivent de respecter la réforme des EHPAD. Il s'agit d'un secteur réglementé qui protège à la fois l'exploitant et l'investisseur. Ces structures qui signent des conventions tripartites dépendent alors du secteur social. De ce fait, cette convention permet d'assurer la qualité et la pérennité de l'EHPAD dans le temps en conservant un actif immobilier en bon état et aux normes.

La méthode des ratios professionnels consiste à capitaliser la valeur de marché ou de loyer à partir d'un taux de rendement ou de capitalisation pour obtenir la valeur vénale de l'immeuble. L'évaluation du loyer admissible passe par plusieurs ratios permettant de déterminer le taux d'effort théorique pouvant être supporté par l'exploitation.

Dans le cadre de cette opération, le consultant a remis les comptes annuels 2019 (rapport de présentation, bilan, comptes de résultats) visé par l'expert comptable de l'établissement.
La valeur vénale est déterminée à partir des données communiquées par le consultant et l'établissement, à savoir :
nombre de lits : 86
tarif de base hébergement : 60,02 €
chiffre d'affaires total HT : 3 209 438 €
Résultat d'exploitation : -31 905 €

Loyer ou redevance annuelle 2020 : 1388 €
Excédent brut d'exploitation -29 145 €
EBITDAR (EBE – Loyer) : -33 205 €
Taux de marge EBITDAR : 26 % (médiane globale métropole)
CA/Lit : 37 319 €
Salaire et charges sociales : 1 467 663 €
Dépenses de personnel en %/CA : 45,70 %
Taux de capitalisation médian en secteur concurrentiel : 6,5 % (éléments d'analyse et ratios du secteur concurrentiel tirés des études réalisées par divers groupes dont la CDC, et confirmées par la presse économique)

La valorisation par capitalisation à partir de l'EBITDAR selon le tableur-valorisation de la DNID est de 6 162 121 € arrondie à la somme de **6 162 000 €.**

10 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE DU TERRAIN NU ENCOMBRE : MÉTHODE COMPARATIVE

10.1. Études de marché

L'étude porte sur des actes notariés de cessions de terrains à bâtir situés dans le quartier de la Robertsau pour la période 2016 à 2019. Aucun terme n'a été répertorié sur l'année 2020.
Les critères de recherche sont basés sur la situation géographique du bien et la contenance de l'emprise.

DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	SURFACE (ares)	PRIX €	VALEUR €/ are	ZONE PLUi	OBSERVATIONS
30/06/16	ROB	BP	147-217-219-221	r Carpe Haute	31,90	1 500 000 €	47 022 €	UB4	partic à promoteur
13/11/16	ROB	CZ	81, 98, (1)/55	54 r Himmerich	30,88	1 964 350 €	63 612 €	UB4	Immeuble démoli, prix s/base TAB et charge foncière selon PC modif du 27/04/17// le bâti ne valant manifestement pas le montant de la transaction
14/12/16	ROB	AV	392, 397, 452	r Angle, r Renaissance	10,98	490 500 €	44 672 €	UCB1	marge de recul de 6 m//partic. à SCI//PC du 13/10/16
07/04/17	ROB	BO	Divers		78,37	4 970 000 €	63 417 €	UB4	Entre rue Himmerich/ch du Beulenwoerth//dont 4380 m² logts privés et 1911 m² logts sociaux
11/10/18	ROB	CZ	205	78 r Mélanie	46,77	1 600 000 €	34 210 €	UB4	En seconde ligne//partic à promoteur
03/04/19	ROB	CN	170 à 173, 436	Pfaffengarten	71,51	5 000 000 €	69 920 €	UCB1	Partie constructible, pas de détail prix
10/07/19	ROB	CN	595	Auel	13,49	485 040 €	35 956 €	UB4	Partic à SCI Est
28/11/19	ROB	BK	262, 267, 395	12 r du Parc	9,14	500 000 €	54 705 €	UB3	cf acte maison//partic à promoteur//PC 06/04/16
						Moyenne	51 689 €		
						Médiane	50 863 €		

Les prix des terrains de superficie supérieure à 9 ares sont compris entre 34 210 € HT/are et 69 920 € HT/are. La moyenne et la médiane sont proches à respectivement 51 689 € HT/are et 50 863 € HT/are.

10.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les actes répertoriés dans le tableau ci-dessus correspondent tous à des terrains à bâtir. Chaque terrain possède des caractéristiques différentes qui impactent plus ou moins la parcelle.
Ainsi, l'acte du 14/12/2016 concerne un terrain impacté par une marge de recul de 6 mètres. Le prix est inférieur à la médiane du tableau. De même, l'acte du 11/10/2018 correspond à la vente d'un terrain en seconde ligne. Dès lors, bien que sa contenance soit similaire au terrain à évaluer, son prix s'élève à 34 210 € HT/are en raison de sa distance par rapport aux réseaux.
Plusieurs actes sont basés sur les droits à construire ce qui entraîne une augmentation du prix du terrain.

Au cas présent, l'emprise est de belle contenance et surbâtie d'un immeuble destiné à accueillir des personnes âgées dépendantes. Par conséquent, la valeur vénale est estimée à 51 000 € HT/are assortie d'un abattement pour terrain encombré correspondant au taux d'occupation de la construction par rapport au tènement soit :

49,88 x (51 000 € HT x 77 %) = 1 958 787,60 € arrondie à **1 959 000 €**

11 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Calcul de la valeur vénale par la méthode dite par comparaison : **7 654 000€**
Calcul de la valeur vénale par la méthode par capitalisation du revenu potentiel : **6 162 000€**

La méthode par capitalisation du revenu potentiel, qui repose sur le bilan et comptes de résultat de l'année 2019 de l'établissement EHPAD « Im Laeusch », sera retenue pour la présente évaluation. En effet, elle a l'avantage de prendre en compte les spécificités de l'EHPAD et les données issues du rapport de l'expert comptable sur la base du bilan financier 2019.

La valeur vénale de l'EHPAD « Im Laeusch »sur son terrain d'assiette de 49,88 ares est estimée à **6 162 000 €**.

La valeur vénale du terrain nu encombré cadastré section CH N° 162/80 et 165/80, section CI N° 248/36, 251/36 et 253/36 d'une superficie totale de 49,88 ares remis par la ville de Strasbourg est fixée à la somme de **1 959 000 €.**

12 - DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE DANS LE CADRE DU BAIL EMPHYTÉOTIQUE – MÉTHODE DE L'APPORT NET

Dans le cadre d'une autorisation d'occupation, le bailleur met à la disposition du preneur un bien immobilier que ce dernier s'engage à utiliser en bon père de famille.

Au cas présent, il s'agit de plusieurs parcelles cadastrées en section CH N° 162/80 et 165/80, section CI N° 248/36, 251/36 et 253/36 surbâtie d'un immeuble destiné à l'hébergement de personnes âgées dépendantes. La construction a été élevée sur une emprise libre d'occupation appartenant à la ville de Strasbourg sur lequel a été édifié le bâtiment de l'EHPAD « Im Laeusch » géré par l'ASEAPA.

Le bien est sous bail emphytéotique depuis le 18 septembre 1989 et un avenant au bail a été signé le 12 février 1991.

Dans le cadre de la pérennisation des investissements réalisés par le preneur, et en accord avec la Ville de Strasbourg, le bail doit être prorogé à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2054, soit une période de 33 ans.

La méthode utilisée est la méthode de l'apport net qui consiste à déterminer le montant des apports respectifs du bailleur et du preneur à la date de conclusion du bail et à appliquer à l'écart constaté, ou apport net du bailleur, un taux de rendement approprié.

L'apport net résulte de la différence entre la valeur d'apport du foncier du bailleur et la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions ou des aménagements réalisés par le preneur en cours de bail.

La valeur des constructions ou des aménagements à la fin de l'occupation est tenue pour égale en monnaie courante au coût de construction ou d'aménagement initial, sans majoration ni déduction.

La valeur des aménagements est généralement tenue pour égale en monnaie courante au coût d'aménagement initial sans majoration ni déduction.

Le calcul de la redevance à partir de l'apport net, est basé sur les éléments suivants :

- **durée du bail : 33 ans**
- **valeur vénale du bien : 6 162 000 €**
- **valeur du terrain nu : 1 959 000 €**

12.1. Détermination de la valeur actuelle de la valeur en fin de bail des améliorations

Cette valeur doit être « ramenée » à la date de signature du bail par actualisation.

Elle est égale à la somme qu'il convient de placer à un taux i en début de bail pour obtenir à la fin du bail une somme égale à la valeur présumée des constructions à cette date.

Le taux d'actualisation se compose des trois éléments ci-après :

- **Le taux sans risque** : un taux sans risque TEC 10 lissé sur 5 ans 0,82 % (AFT) auquel il convient d'ajouter 0,67 % pour un bail sur 33 ans, soit un taux sans risque de **1,49 %**

- **Une prime de secteur immobilier** variant entre 0,20 % à 0,50 %, qui prend en compte la moindre liquidité du placement immobilier comparée aux autres formes d'investissements ou de placements.
  Les droits du bailleur et du preneur, engagés dans un bail emphytéotique étant peu liquide comparativement aux autres biens immobiliers, nous retiendrons au cas particulier un taux de **0,30** %

- **La prime de risque** lié à l'immeuble qui peut varier entre 0,20 et 5 % est fonction de l'appréciation du risque lié à la valorisation future des constructions et au risque de défaillance du preneur. La prime de risque sera fixée à **1,85 %**

soit **un taux d'actualisation de 3,64%.**

La valeur actualisée du bien construit sur une période de 33 années s'élève à :

2- Valeur actuelle d'un capital calcul inverse à celui ci-dessus => c

valeur en fin de période	C	6 162 000	euros
taux d'intérêt	a	3,64%	%
nombre d'annuités	n	33	ans
Capital initial	C_0	**1 893 727**	euros

Calcul de la redevance

CALCUL DE LA REDEVANCE ANNUELLE SELON LA METHODE DE L'APPORT NET			
Valeur vénale de l'apport du bailleur	VV	1 959 000	
Valeur actualisée du bien construit par le preneur	Va	1 893 727	**2- Valeur actuelle d'un capital**
		6 162 000	Valeur plein en n du bien immo (Evaluation)
		1,49%	taux sans risque (TEC 10 revalorisé en fonction de la durée) ---------->
		0,30%	taux d'illiquidité (compris entre 0,2 et 0,5)
		1,85%	Prime de risque
		3,64%	taux d'actualisation
Redevance capitalisée		65 273,00 €	
taux de rendement net		2,73%	taux d'actualisation avec abattement de 25 %
redevance annuelle		1 781,95 €	**apport net x taux de rendement net**

Le montant global de la redevance annuelle calculée à partir de la table de Violaine s'élève à **1 781,95 €** pour l'emprise constituée des parcelles cadastrées section CH N° 162/80 et 165/80, section CI N° 248/36, 251/36 et 253/36 sur bâtie du bâtiment existant terrain intégré.

13 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

14 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Réduction du terrain d'assiette du bail emphytéotique consenti à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'occupation du bien immobilier sis 32 avenue du Rhin à Strasbourg Neudorf (Archives municipales et métropolitaines), et requalification en bail emphytéotique administratif.

Numéro V-2021-1286

Par délibération du 22 avril 2002, le Conseil municipal de Strasbourg a approuvé la mise à disposition par bail emphytéotique, au profit de la Communauté Urbaine de Strasbourg, d'un terrain de 80 ares environ sis route du Rhin à Strasbourg.

Il s'en est suivi la conclusion le 3 juin 2002 d'un bail emphytéotique (bail assorti de droits réels) pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années entières et consécutives à compter du 1er juin 2002 et avec échéance au 31 mai 2101, en vue d'édifier sur ledit terrain « un bâtiment destiné à accueillir les archives communautaires et celles de la ville de Strasbourg », et moyennant une redevance symbolique de 15 € par an capitalisée en début de bail.

Le bâtiment des « Archives de Strasbourg » a été livré en 2004, et conserve à ce jour 17 km linéaires de documents (pour 25 km équipés) et un espace de 400 m² réservé aux grands formats (cf. affiches, plans, etc.), les archives de la ville de Strasbourg depuis le XIème siècle, de la Communauté Urbaine de Strasbourg de 1966 à 2014, et de l'Eurométropole de Strasbourg depuis sa création au 1er janvier 2015. Les fonds de plusieurs fondations (Œuvre Notre-Dame, Fondation Saint-Thomas, etc.) et de nombreux fonds privés y sont également archivés.

Le bail emphytéotique a fait l'objet d'un avenant n°1, daté du 12 septembre 2011, portant sur la diminution de son terrain d'assiette, dans le cadre de la réalisation d'un projet immobilier à l'angle de l'avenue du Rhin et la rue du Landsberg et du nouveau bâtiment du Centre Socio-Culturel de Neudorf (site du Ballon), qui a eu pour effet de ramener la superficie de l'emprise consentie à 61,32 ares.

La réalisation en 2017 d'un jardin partagé au sud-ouest de cette emprise et une régularisation foncière ont nécessité un arpentage qui a eu pour objet d'isoler deux parcelles devant être distraites du champ d'application du bail emphytéotique :

- la parcelle cadastrée Section DS n°496/1, correspondant au nouveau jardin partagé « Lands'herb », avec la perspective d'un retour en pleine propriété ville de Strasbourg,
- la parcelle cadastrée Section DS n°495/1, correspondant à la régularisation de la situation foncière du parvis situé devant le bâtiment des archives, avec la perspective d'un transfert à l'Eurométropole au titre de la compétence voirie.

Il est proposé de conclure un avenant n°2 au bail emphytéotique, portant sur la distraction des deux parcelles susvisées. Le nouveau périmètre du bail emphytéotique repose désormais sur un terrain d'assiette d'une contenance de 49,39 ares (parcelle cadastrée Section DS n°494/1).

L'avenant au bail emphytéotique sera régularisé sans modification de la redevance, des charges et conditions du bail emphytéotique conclu en 2002. Ce dernier présente toutefois la particularité d'être qualifié de bail emphytéotique ordinaire, alors même que plusieurs de ses stipulations sont contraires à une telle qualification.

Un tel bail ne permet pas effectivement au bailleur d'imposer au preneur des obligations attachées à la destination du bien donné à bail, ni de subordonner le changement de destination ou la cession du droit réel à un agrément préalable du bailleur. S'agissant par ailleurs d'un ouvrage public affecté à un service public (archives publiques) et ayant donné lieu à des aménagements spéciaux à cet effet, le bâtiment est incorporé au domaine public de la collectivité.

En raison des pouvoirs de contrôle et d'agrément qui sont reconnus à la ville de Strasbourg dans le bail initial, et devant aussi l'impossibilité de maintenir un bail emphytéotique de droit privé sur une dépendance du domaine public de la Ville, il est proposé de régulariser ce dernier et de lui conférer la qualification de bail emphytéotique administratif en vertu des articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la diminution du terrain d'assiette du bail emphytéotique conclu le 3 juin 2002 au profit de la Communauté Urbaine (aujourd'hui Eurométropole) de Strasbourg, ramenant son périmètre à l'emprise de la seule parcelle cadastrée comme suit :*

Commune de Strasbourg
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit « Rue du Ballon »

Parcelle Section DS n° 494/1 d'une contenance de 49,39 ares

Les parcelles suivantes sortent en effet du champ d'application du bail emphytéotique :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit « Rue du Ballon »
Parcelle Section DS n° 495/1 d'une contenance de 6,61 ares
Cette parcelle correspond au parvis du bâtiment qui sera transféré à l'Eurométropole de Strasbourg pour être incorporé au domaine public de voirie.

Commune de Strasbourg
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit « Rue du Ballon »
Parcelle Section DS n° 496/1 d'une contenance de 5,32 ares
Cette parcelle correspond au périmètre du jardin partagé « Lands'herb », avec retour en pleine propriété de la ville de Strasbourg.

L'avenant n°2 au bail emphytéotique sera régularisé sans modification du montant de la redevance, des charges et conditions du bail conclu en 2002.

- *la requalification du bail en bail emphytéotique administratif (articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales) pour mettre en conformité les stipulations du bail initial avec ces dispositions,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document ou acte concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant n°2 au bail emphytéotique du 3 juin 2002 actant de la diminution de son terrain d'assiette et de sa requalification en bail emphytéotique administratif.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133058-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

AVENANT N° 2

au bail emphytéotique du 3 juin 2002

Le

Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, soussignée,

a reçu le présent acte authentique, contenant un **AVENANT n° 2** au bail emphytéotique du 3 juin 2002,

à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

I. **LA VILLE DE STRASBOURG**, département du Bas-Rhin, ayant son siège à STRASBOURG (67076), 1 Parc de l'Etoile,

représentée par Madame Suzanne BROLLY, Adjointe à la Maire de Strasbourg,

agissant au nom et pour le compte de la Ville de Strasbourg en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021, dont une ampliation est ci-après annexée,

et spécialement habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 27 juillet 2020, dont une ampliation est également ci-après annexée.

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte,

le BAILLEUR d'une part ;

II. **L'EUROMETROPOLE de STRASBOURG**, ayant son siège à STRASBOURG (67076), 1 Parc de l'Etoile,

représentée par Mme Pia IMBS, Présidente

agissant au nom et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg en éxecution d'une délibération du conseil de l'Eurométropole du 24 septembre 2021, dont une ampliation est ci-après annexée.

Ci-après, dénommée dans le corps de l'acte,

le PRENEUR, d'autre part ;

EXPOSE PRELIMINAIRE

Dans le cadre de la réalisation d'un bâtiment mutualisé destiné à accueillir les archives municipales et communautaires de Strasbourg, Avenue du Rhin à Strasbourg-Neudorf, le BAILLEUR a mis à la disposition du PRENEUR, par voie de bail emphytéotique en date du 3 juin 2002, le terrain localisé et cadastré comme suit :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit Rue du Ballon
Parcelle Section DS n° 431/1
D'une contenance de 80,38 ares.

Ce bail a été conclu pour une durée de 99 ans à compter du 1er juin 2002, moyennant une redevance symbolique de 15 € par an.

Par un premier procès-verbal d'arpentage n° 8663 du 20 avril 2004, la parcelle d'assise a été divisée en deux nouvelles parcelles : une première parcelle n° 453/1 représentant la nouvelle assise théorique du bail emphytéotique (77 ares), et une seconde parcelle n° 454/1 (3,38 ares) destinée dans un premier temps à abriter l'emprise de la ligne de tramway en provenance du quartier de l'Esplanade et en direction des quartiers sud.

Un avenant n°1, daté du 12 septembre 2011, est venu réduire la surface mise à disposition du PRENEUR dans le cadre de la réalisation d'un projet immobilier à l'angle de l'avenue du Rhin et la rue du Landsberg et du nouveau bâtiment du Centre Socio-Culturel de Neudorf (site du Ballon) sur les surfaces distraites.

En application de cet avenant n°1, et conformément au procès-verbal d'arpentage n° 9488 du 9 mars 2010, les parcelles suivantes ont été retirées de l'emprise du bail emphytéotique :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf

Section	N° de parcelle	Lieudit	Surface
DS	464/1	Route du Rhin	00 ha 00 a 40 ca
DS	465/1	Route du Rhin	00 ha 06 a 29 ca
DS	466/1	Route du Rhin	00 ha 08 a 99 ca
→ issues de la parcelle 453/1			
DS	467/1	Route du Rhin	00 ha 00 a 05 ca
DS	468/1	Route du Rhin	00 ha 02 a 74 ca
DS	469/1	Route du Rhin	00 ha 00 a 59 ca
→ issues de la parcelle 454/1			

Suite à ces opérations, le nouveau terrain d'assiette du bail emphytéotique se limitait à la parcelle cadastrée Section DS n°463/1 d'une contenance de 61,32 ares.

La création en 2017 d'un jardin partagé sur cette emprise a nécessité l'établissement d'un nouveau procès-verbal d'arpentage (PVA n° 11043F du 11 juillet 2018), et la parcelle cadastrée Section DS n°463/1 a dès lors été divisée comme suit :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Neudorf

Section	N° de parcelle	Lieudit	Surface
DS	494/1	Route du Rhin	00 ha 49 a 39 ca
DS	495/1	Route du Rhin	00 ha 06 a 61 ca
DS	496/1	Route du Rhin	00 ha 05 a 32 ca

Il convient donc de procéder à la régularisation de la situation foncière du site, par voie d'avenant au bail emphytéotique, afin d'en extraire à la fois :

- ⇨ La parcelle cadastrée Section DS n°496/1, correspondant au nouveau jardin partagé « Lands'herb », avec un retour en pleine propriété ville de Strasbourg
- ⇨ La parcelle cadastrée Section DS n°495/1, correspondant au parvis situé devant le bâtiment des archives, avec la perspective d'un transfert à l'Eurométropole au titre de la compétence voirie.

Le bail emphytéotique conclu en 2002 présente la particularité d'être qualifié de bail emphytéotique ordinaire, alors même que plusieurs de ses stipulations sont contraires à une telle qualification. Un tel bail ne permet pas effectivement au bailleur d'imposer au preneur des obligations attachées à la destination du bien donné à bail, ni de subordonner le changement de destination ou la cession du droit réel à un agrément préalable du bailleur. S'agissant par ailleurs d'un ouvrage public affecté à un service public (archives publiques) et ayant donné lieu à des aménagements spéciaux à cet effet, le bâtiment est incorporé au domaine public de la collectivité.

En raison des pouvoirs de contrôle et d'agrément qui sont reconnus à la ville de Strasbourg dans le bail initial, et devant aussi l'impossibilité de maintenir un bail emphytéotique de droit privé sur une dépendance du domaine public de la Ville, il est proposé de régulariser ce dernier et de lui conférer la qualification de bail emphytéotique administratif en vertu des articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1

Les parcelles suivantes sortent du champ d'application du bail emphytéotique :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit Rue du Ballon
Parcelle Section DS n° 495/1
D'une contenance de 6,61 ares.

Cette parcelle correspond au parvis du bâtiment qui sera transféré à l'Eurométropole de Strasbourg pour être incorporé au domaine public de voirie.

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit Rue du Ballon
Parcelle Section DS n° 496/1
D'une contenance de 5,32 ares.

Cette parcelle correspond au périmètre du jardin partagé « Lands'herb », avec retour en pleine propriété de la ville de Strasbourg.

Le nouveau périmètre du bail emphytéotique est désormais désigné comme suit :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf
Lieu-dit Rue du Ballon
Parcelle Section DS n° 494/1
D'une contenance de 49,39 ares.

ARTICLE 2

Le bail est requalifié avec effet immédiat en bail emphytéotique administratif (articles L1311-2 à L1311-4 du Code général des collectivités territoriales) pour être mis en conformité avec la domanialité publique du bâtiment des archives et avec plusieurs stipulations du bail initial.

ARTICLE 3

Toutes les autres clauses et conditions du bail emphytéotique du 3 juin 2002 sont maintenues et confirmées dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

ARTICLE 4

Les parties requièrent l'inscription du présent avenant au Livre foncier.
Les éventuels frais d'enregistrement du présent avenant sont à la charge du PRENEUR.

DONT ACTE rédigé en CINQ pages

Documents annexés :
_ délibérations du conseil municipal de Strasbourg du 27 juillet 2020 et du 20 septembre 2021
_ délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 septembre 2021

Après lecture et approbation du présent acte, les comparants ont signé comme suit :

- Madame Suzanne BROLLY, le
- Madame Pia IMBS, le
- Madame Jeanne BARSEGHIAN, le

Suzanne BROLLY	**Pia IMBS**	**Jeanne BARSEGHIAN**

Mention de l'Enregistrement

Département
BAS-RHIN

Commune
STRASBOURG NEUDORF

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Date de dépôt

6463 PVA
(Avril 1992)

181070

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
11043F

Section: **DS** Numéros: **463/01**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Strasbourg le 26 Avril 2018

Le Géomètre-Expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selarl de Géomètres-Experts
269b avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'inscription 20806

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A STRASBOURG le 11 JUIL. 2018

L'inspecteur,

Guy DESPORTES
Inspecteur

PÔLE TOPOGRAPHIQUE ET DE GESTION CADASTRALE DE STRASBOURG

SITUATION ANCIENNE								
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
DS	463/1			Ville de Strasbourg 1 Parc de l'Etoile 67000 Strasbourg		61	32	sol
				Total		61	32	

SITUATION NOUVELLE								
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des batiments
7	8	9		10	11			12
				Lieu-dit: Route du Rhin				
DS	494/1			comme colonne 4		49	39	sol
DS	495/1			comme colonne 4		06	61	sol
DS	496/1			comme colonne 4		05	32	sol
				Total		61	32	

181070

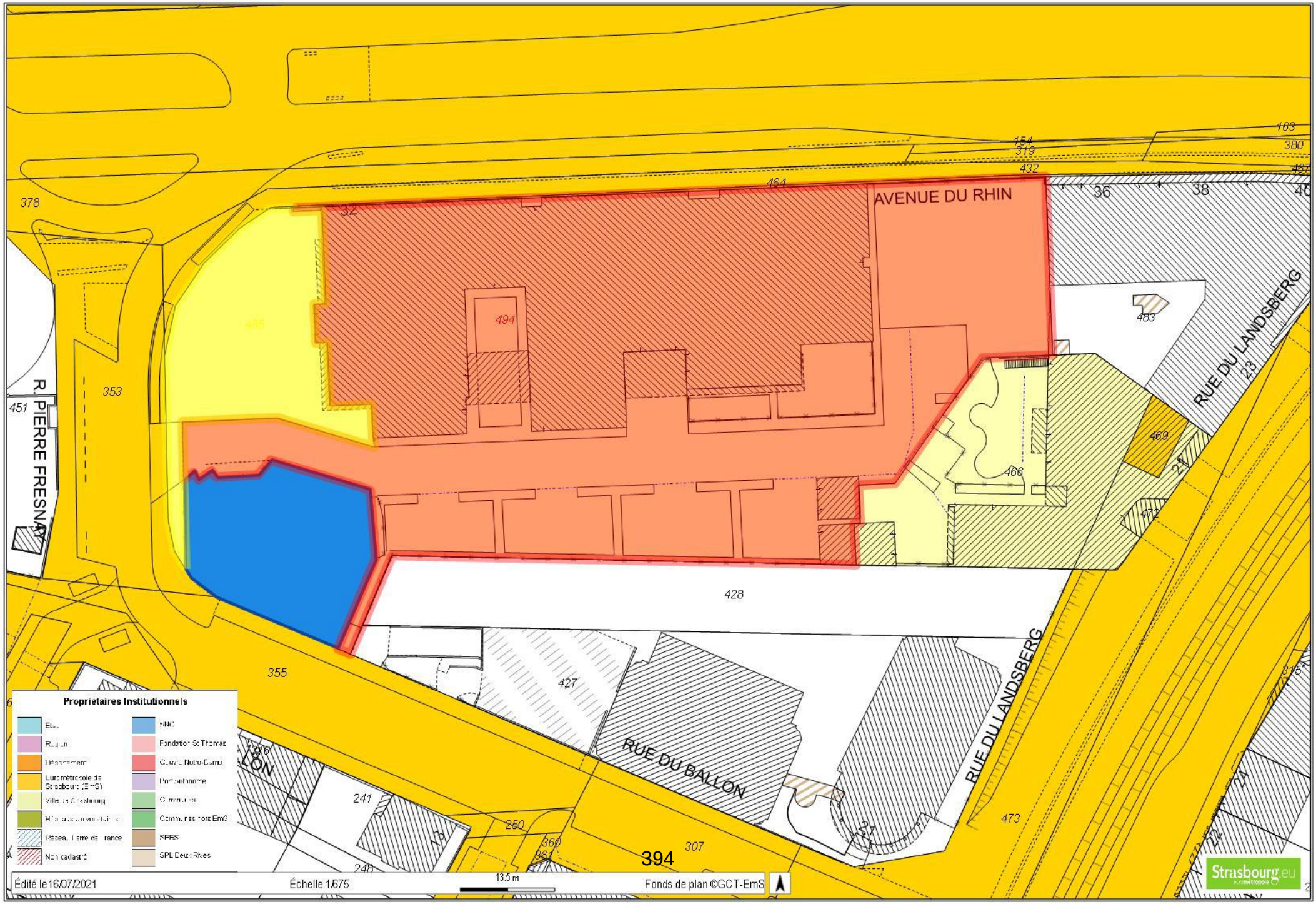
COMMUNE DE STRASBOURG NEUDORF

Section DS



Echelle 1/500

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
Selàrl de Géomètres-Experts
269b, avenue de Colmar
67100 STRASBOURG
Tél. 03 88 39 33 36
Numéro d'Inscription 20806


AVENUE DU RHIN
RUE DU LANDSBERG
RUE DU BALLON
R. PIERRE FRESNAY
Propriétaires Institutionnels
Fondation St Thomas
Chapitre Notre-Dame
Communes
Communes hors Eurométropole
SBBS
SPL Deux Rives
Non cadastré
Édité le 16/07/2021
Échelle 1/675
13,5 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Schuman.

Numéro V-2021-1287

L'école élémentaire Schuman située 8 rue Vauban à Strasbourg a été construite en 1981.

L'école élémentaire et l'école maternelle Schuman font partie d'un même bâtiment mais sont isolées sur le plan de la sécurité incendie.

Seule l'école élémentaire fait l'objet, depuis le 17 septembre 2002, d'un avis défavorable à l'exploitation émis par le SDIS motivé par :
- les non-conformités relevées sur place ;
- l'absence d'isolement de l'ensemble des locaux à risques ;
- la conception du bâtiment ne permettant pas une évacuation rapide et sûre du public et pouvant ralentir considérablement le cheminement des secours ;
- l'absence d'escaliers encloisonnés.

Les travaux proposés dans la présente délibération ont pour objet de lever cet avis défavorable, ainsi que de rendre l'établissement conforme au regard du règlement d'accessibilité.

<u>Programme des travaux</u>

Les principaux travaux de mise en sécurité seront les suivants :
- mise en place d'une détection incendie généralisée dans tout l'établissement ;
- isolements par rapport aux tiers par le traitement entre l'école maternelle et le gymnase et entre l'école élémentaire et l'école maternelle ;
- reconfiguration des dégagements des salles de classes dans les étages afin :
  - d'encloisonner les cages d'escaliers ;
  - d'assurer à chaque salle de classe une issue sur un dégagement ;
  - et de créer des dégagements accessoires supplémentaires afin de rendre conformes les dégagements de chaque groupe de trois salles de classes.

Les travaux de mise en accessibilité ont pour objet de rendre l'établissement conforme à l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des ERP situés dans un cadre bâti.

Les principaux travaux de mise en accessibilité seront les suivants :
- création d'un deuxième ascenseur desservant tous les niveaux ;
- mise en place d'un élévateur PMR au rez-de-chaussée afin de rendre accessibles le demi-niveau desservant des salles spécialisées et des bureaux ;
- création d'une cabine de WC PMR dans chaque bloc sanitaire et mise en conformité des sanitaires (urinoirs, lavabos…) ;
- pose d'un visiophone au niveau du domaine public et de l'entrée du bâtiment.

Calendrier

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre	1er trimestre 2022
Études de maîtrise d'œuvre	année 2022
Consultation des marchés travaux	1er trimestre 2023
Démarrage des travaux	été 2023 - été 2024
Livraison	septembre 2024

Coût des travaux

L'estimation du coût de l'opération s'élève à 1.200.000 € TTC et se décline comme suit :

Travaux	912 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, etc.)	218 000 € TTC
Divers (tolérances études et travaux, publications légales, diagnostics et sondages, provisions pour aléas…)	70 000 € TTC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'opération de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Schuman pour un budget de 1 200 000 €TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 1 200 000 €TTC des travaux de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Schuman sur l'enveloppe 2020/ AP0240 programme 1328 - EE Schuman Mise en sécurité, fonction 213, nature 2313 ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures ; conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*
- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*
- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*
- *à solliciter auprès du Département du Bas-Rhin, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133494-DE-1-1)

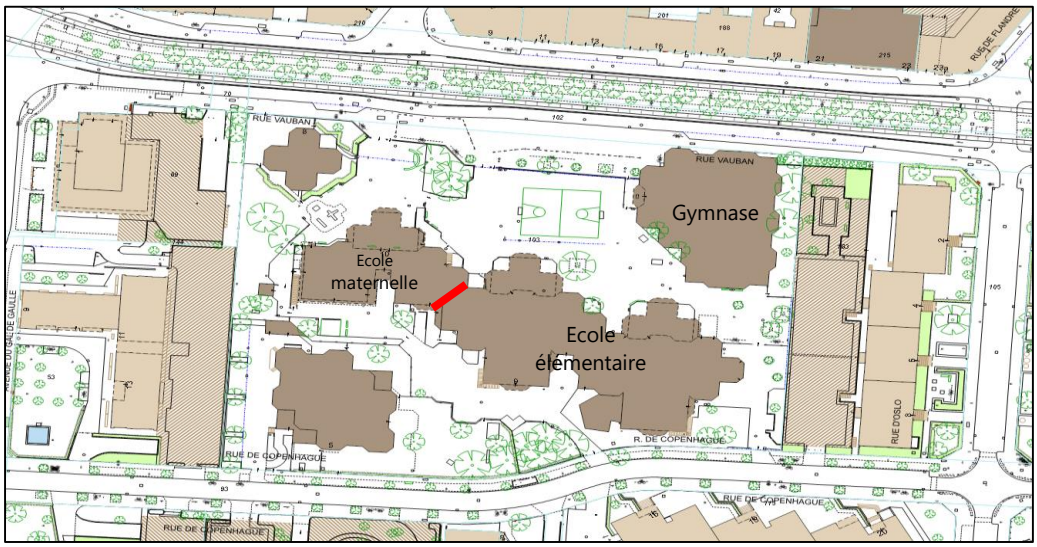
et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Travaux de mise en sécurité et d'accessibilité de l'école élémentaire Schuman

LOCALISATION

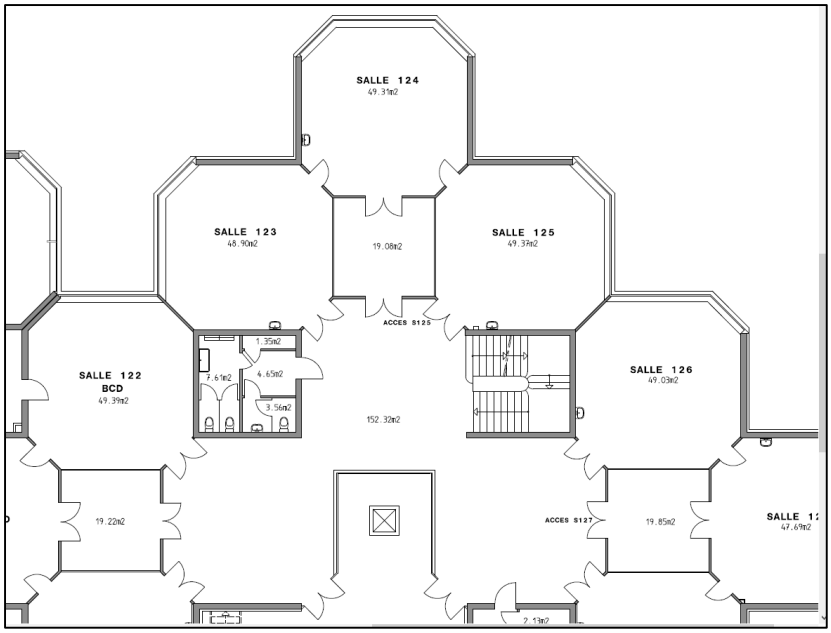


PLAN MASSE

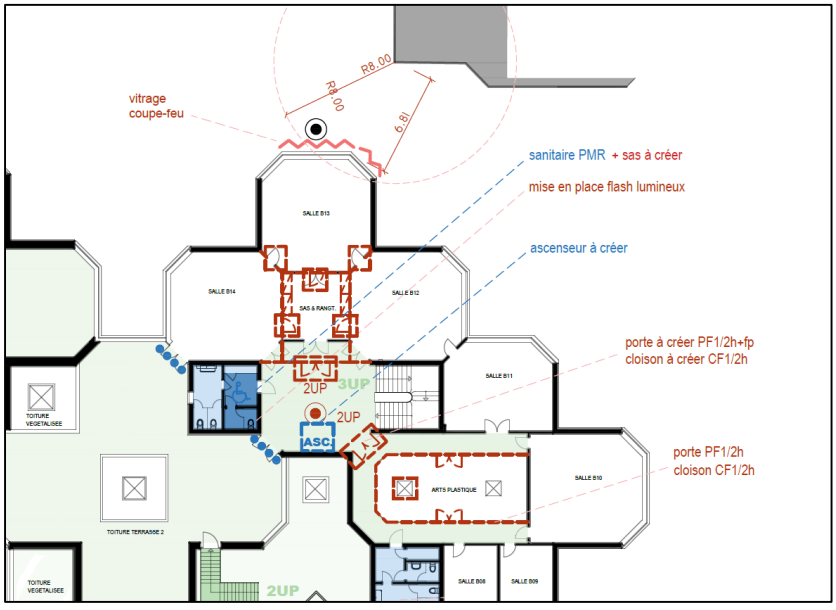


ETAT EXISTANT





PRINCIPE DES TRAVAUX



19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

15 rue des Juifs - Mise à disposition du 4ème étage à titre gratuit au profit des associations La Maison du Judaïsme rhénan, les Routes du Judaïsme rhénan, la Société d'Histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine.

Numéro V-2021-1288

Par acte de donation avec charges du 19 décembre 2014, la ville de Strasbourg a acquis de la Caisse des Dépôts et Consignations un immeuble situé au 15 rue des Juifs ainsi que 10 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble.

La Caisse des Dépôts et Consignations a souhaité faire don de cet immeuble à la ville de Strasbourg, dans le cadre du mécénat d'entreprise, en vertu des dispositions de l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

La Ville de Strasbourg s'est engagée en conséquence à n'affecter les biens qu'en vue de la réalisation d'opérations non lucratives d'intérêt général.

L'immeuble donné, dans lequel était implantée la direction régionale de la Caisse des dépôts et Consignations, a été intégré dans le domaine privé de la Ville de Strasbourg car soumis au statut du règlement de la copropriété.

Le bien correspond à l'une des plus anciennes maisons médiévales de Strasbourg.

Construit en 1290, incendié en 1980 puis rénové en 1992, ce palais urbain est aujourd'hui connu sous le nom de l'Hôtel de Joham de Mundolsheim. Même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'un hôtel particulier, les éléments architecturaux remarquables et les ornements décoratifs font de cet immeuble un bien d'exception.

A ce titre, sont entre autres classées aux titres des monuments historiques l'ensemble des peintures polychromes du Moyen Age ou de la Renaissance ornant les plafonds et les murs tant intérieurs qu'extérieurs.

Après réalisation des travaux de rénovation et de mise en conformité, il a été décidé d'y installer des structures associatives à vocation culturelle et patrimoniale, en adéquation avec ce bâtiment historique.

L'immeuble est déjà occupé à titre gratuit, au 1er étage et au 3ème étage par quatre associations à but non lucratif selon leurs statuts, qui remplissent une mission d'intérêt général consistant en la défense du patrimoine historique de la ville de Strasbourg :
- les Amis du Vieux Strasbourg,
- les Amis de la Cathédrale,
- la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace,
- l'Espace Européen Gutenberg.

L'Institut de Droit Local, également occupant de l'immeuble pour une surface d'environ 100 m² au 3ème étage, n'est pas concerné par les conventions de prêt à usage et paie un loyer mensuel de 1 300 €.

La présente délibération porte sur la mise à disposition des locaux au 4ème étage de l'immeuble situé au 15 rue des Juifs à Strasbourg, à titre gratuit au profit de trois associations à but non lucratif selon leurs statuts, qui remplissent une mission d'intérêt général afin d'y établir la Maison d'études et de promotion du savoir sur le Judaïsme rhénan, et pour développer des outils et parcours de médiation autour du patrimoine du judaïsme rhénan.

La durée des prêts à usage sera de 3 ans à compter du 1er octobre 2021 jusqu'au 30 septembre 2024, renouvelable tacitement 1 fois pour la même durée.

Ces 3 associations ont en effet sollicité la Ville pour la mise à disposition de locaux. L'attribution des locaux à ces 3 entités a été présentée en Commission d'attribution des locaux du 3 juin 2021 et a été validé.

Les 3 associations concernées sont les suivantes :

Association	**Objet de l'association**	**Locaux concernés**	**Type de convention**	**Échéance de la convention**
La Maison du Judaïsme rhénan	Favoriser les études, les recherches et publications relatives au judaïsme dans l'espace rhénan et en particulier dans le Rhin supérieur	27 m² au 4ème étage du 15 rue des Juifs à Strasbourg	Prêt à usage	30/09/2024
Les Routes du Judaïsme rhénan	Favoriser la conservation du patrimoine juif et de lieux de mémoire juive. Diffuser la culture juive	15 m² au 4ème étage du 15 rue des Juifs à Strasbourg	Prêt à usage	30/09/2024

Association	Objet de l'association	Locaux concernés	Type de convention	Échéance de la convention
	spécifique aux territoires rhénans.			
La Société d'histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine	Favoriser la conservation du patrimoine juif et la connaissance de l'histoire des Juif de notre région.	20 m² au 4ème étage du 15 rue des Juifs à Strasbourg	Prêt à usage	30/09/2024

La gratuité d'occupation s'inscrit dans le cadre de l'article 1876 du code civil selon lequel « le prêt est essentiellement gratuit ». Les associations paieront les charges afférentes à ces mises à disposition à titre de provisions sur charges mensuelles soit :
- 135 € pour la Maison du Judaïsme rhénan,
- 75 € pour les Routes du Judaïsme rhénan,
- 101 € pour la Société d'Histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine.

Les conventions de prêt à usage précisent notamment, pour chacune d'elles, le descriptif des locaux concernés, l'avantage en nature que représente la mise à disposition, les conditions d'utilisation des locaux.

Sur la base de 18 € m²/HT/HC mensuel de la valeur locative sur le secteur, les avantages en nature représentés par ces prêts à usage sont évalués annuellement :
- pour la Maison du Judaïsme rhénan à 5 832 €,
- pour les Routes du Judaïsme rhénan à 3 240 €,
- pour la Société d'Histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine à 4 320 €.

La commission d'attribution des locaux du 3 juin 2021 a donné un avis favorable à ces affectations.

Il est précisé qu'une commission d'attribution des locaux a été créée afin d'attribuer, en équité et en transparence, aux associations qui en feraient la demande et sous certaines conditions, des locaux du patrimoine de la Ville et de l'Eurométropole.
Les critères de sélection des associations bénéficiaires portent sur les associations qui :
- qui prennent en compte les enjeux sociaux, écologiques et/ou démocratiques et qui remplissent des missions d'intérêt général,
- sont connectées au projet de territoire,
- sont complémentaires et connectées entre elles et avec les projets de la collectivité.
-

La gratuité n'est pas automatique, mais si elle est retenue elle doit être délibérée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'un contrat de prêt à usage pour une durée de trois ans à compter du 1er octobre 2021, renouvelable une fois pour la même durée, entre la ville de Strasbourg et les associations la Maison du Judaïsme rhénan, les Routes du Judaïsme rhénan, et la Société d'histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine pour l'occupation des locaux situés au 4ème étage de l'immeuble situé au 15 rue des Juifs à Strasbourg. Cette occupation à titre gratuit est accordée pour l'exercice de leurs activités statutaires qui sont des activités d'intérêt général,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions, avenants et actes correspondants.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133458-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°19

15 rue des Juifs - Mise à disposition du 4ème étage à titre gratuit au profit des associations La Maison du Judaïsme rhénan, les Routes du Judaïsme rhénan, la Société d'Histoire des Israélites d'Alsace et de Lorraine.

Pour ~~59~~ 58	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine[1], TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

[1] Rectificatif : Mme Trautmann n'a pas assisté, ni participé au vote.

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Programmation des travaux pour 2021 (semestre 2) portant sur le patrimoine bâti du domaine privé de la Ville de Strasbourg et de certains immeubles administrés par la Ville aux termes de la fondation Ungemach et des divers legs.

Numéro V-2021-1289

A l'issue d'une procédure concurrentielle avec négociations, la SAEML Habitation Moderne est titulaire du marché de gestion locative et de valorisation du patrimoine privé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, et d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux pour une durée de 5 ans et 6 mois, soit à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 31 décembre 2026.

Un groupement de commande associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg, a été préalablement établi afin de lancer une unique procédure de passation, commune aux deux collectivités.

Ce patrimoine est constitué de :
- 655 lots, soit 290 immeubles, pour la Ville de Strasbourg,
- 349 lots, soit 118 immeubles, pour l'Eurométropole.

Le mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage intégré au marché public, comporte la réalisation et la consolidation annuelle des diagnostics techniques du patrimoine permettant l'établissement de programmes de travaux, le suivi de la mise en œuvre de leur réalisation. Ces travaux devront permettre de maintenir le patrimoine au plus près de ses caractéristiques initiales en adéquation avec sa fonction.

Aux termes de ce mandat, Habitation Moderne accomplira ces travaux au vu d'une programmation pluriannuelle décidée conjointement avec les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, sur la base du diagnostic patrimonial.

Les travaux seront répartis en 4 grandes catégories :
- mise aux normes : sécurité, accessibilité, travaux qui permettent de remplir les critères d'un logement décent

- améliorations patrimoniales : clos et couvert, équipements techniques,
- améliorations fonctionnelles : réaménagement, réhabilitation,
- amélioration énergétique (production énergie) et environnementale (qualité des matériaux utilisés) : isolation, équipements techniques, confort d'été, réduction bilan carbone.

Cette programmation interviendra avant la fin du 3e trimestre de chaque année de manière à pouvoir la soumettre dans les délais à l'approbation de l'assemblée délibérante de la collectivité compétente et de l'engager pour l'exercice budgétaire suivant.

L'objet de la présente délibération est de faire valider pour le second semestre 2021 ces travaux pour le patrimoine municipal.

Pour cette première année et demie de mandat, la programmation a été établie par la collectivité sur la base des diagnostics portés à notre connaissance par le prestataire.

Il est rappelé qu'Habitation Moderne dispose d'une connaissance historique de ce patrimoine, puisque la Société en est la gestionnaire pour la Ville depuis 1993, et pour l'Eurométropole depuis 2016.

Ont été priorisés pour 2021, au vu de l'état des lieux, des travaux de rénovation des logements pour répondre aux critères d'un logement décent et remettre sur le marché des lots aujourd'hui vacants faute d'engagement de ces travaux.

L'enveloppe globale financière attribuée pour la durée du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué des travaux d'une durée de 5 ans et 6 mois a été fixée à 23,9 M€ TTC avec la répartition suivante :
- 16 000 000 € TTC pour les immeubles Ville,
- 4 000 000 €TTC pour les immeubles de la fondation Ungemach,
- 600 000 € pour les immeubles des autres fondations et legs,
- 3 300 000 € TTC pour les immeubles de l'Eurométropole.

1. Programmation des travaux pour 2021 (Semestre 2)

Dans le respect de l'enveloppe globale sus visée et des priorités d'intervention sur le patrimoine, cette programmation est la suivante :

1.1.1. Immeubles propriété Ville de Strasbourg

Désignation du bien	Nature des travaux	Programmation 2021 (semestre 2)	
		Études/ honoraires € TTC	Travaux € TTC
4 rue du 22 novembre	Rénovation de 2 logements de type F3 - Création d'un couloir et cloisonnement d'une pièce	3 000 €	25 300 €

26-28 rue du 22 novembre	Rénovation un logement de type F3 - déplacement salle de bain	3 500 €	35 000 €
42 Quai Jacoutôt	Diagnostic structurel du bâtiment - 2 logements occupés + dépendances	30 000 €	
8 rue des Écrivains	Études préalables avant réhabilitation, reprise façades, remplacement des fenêtres, travaux de mise en conformité, rénovation des locaux vacants	15 000 €	
12 rue Râpe	Travaux de consolidation structurels	25 000 €	
Ensemble des immeubles du patrimoine municipal	Petits travaux non connus à l'avance et imprévus		50 000 €

Pour les immeubles propriété de la Ville de Strasbourg, il est proposé d'approuver au titre de la programmation des travaux sur le second semestre 2021, la mise en place au profit du mandataire d'une enveloppe financière de 186 800 € TTC.

1.1.2. Maisons de la Cité Ungemach

Désignation du bien	**Nature des travaux**	**Programmation 2021 (semestre 2)**	
		Études/ honoraires € TTC	**Travaux € TTC**
Pavillons de la Cité Ungemach	Réhabilitation d'un pavillon en fonction de la libération par les occupants	15 000 €	100 000 €

La programmation des travaux pour les pavillons de la Cité Ungemach a vocation à réduire la consommation énergétique de chaque entité au fur et à mesure de leur libération par les locataires.
Pour les pavillons de la cité Ungemach, il est proposé d'approuver au titre de la programmation travaux sur le second semestre 2021, la mise en place au profit du mandataire d'une enveloppe financière de 115 000 € TTC .

1.1.3. Immeuble des fondations et legs administrés par la Ville et Eurométropole de Strasbourg

Désignation du bien	**Nature des travaux**	**Programmation 2021 (semestre 2)**

		Études/ honoraires € TTC	Travaux € TTC
Fondation Henri Louis 61 A rue de Saint Dié	Réhabilitation d'un logement type F2	7 700 €	60 000 €
Fondation Spach 39 rue Saint Urbain	Réhabilitation d'un logement type F2	7 700 €	60 000 €

Pour les immeubles des fondations et legs administrés par la Ville autres que Ungemach, il est proposé d'approuver au titre de la programmation travaux sur le second semestre 2021, la mise en place au profit du mandataire d'une enveloppe financière de 135 400 € TTC .

L'enveloppe financière totale (étude et travaux) nécessaire au mandataire pour les travaux de la programmation des travaux du patrimoine de la Ville de Strasbourg, de la Cité Ungemach et des autres legs et fondations à réaliser pour le second semestre 2021 s'élève donc à 437 200 € TTC.

La présente délibération vaut pour le mandataire approbation de la programmation des travaux d'investissements pour le second semestre 2021 et l'affectation de l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le mandat de maîtrise d'ouvrage délégué des travaux confié à la SAEML Habitation Moderne en date du 26 juillet 2021
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour le second semestre 2021, la programmation des travaux d'investissement sur les immeubles du patrimoine privé de la Ville, des pavillons de la Cité Ungemach et des autres immeubles des fondations et legs désignés ci-après :

Immeubles propriété de la Ville de Strasbourg

- *4 rue du 22 novembre : Rénovation de 2 logements pour un montant total de travaux et études de 28 300 € TTC,*

- *26-28 rue du 22 novembre : Rénovation d'un logement pour un montant total de travaux et études de 38 500 € TTC,*

- *42 quai Jacoutôt : Diagnostic structurel d'un immeuble de 2 logements pour un montant de 30 000 € TTC,*

- *8 rue des Écrivains : Études préalables avant réhabilitation du bâtiment et rénovation des locaux vacants pour un montant de 15 000 € TTC,*

- *12 rue Râpe : Immeuble d'habitation - Études préalables en vue de travaux de consolidations structurelles pour un montant de 25 000 € TTC,*

- *Ensemble des immeubles du patrimoine municipal : enveloppe pour travaux urgents et imprévus de 50 000 € TTC.*

Total général pour les immeubles Ville de 186 800 € TTC.

Immeubles des fondations et legs administrés par la Ville de Strasbourg

- *Fondation Ungemach : réhabilitation d'un pavillon pour un montant total de travaux et études de 115 000 € TTC,*

- *Fondation Henri Louis : 61 a rue de Saint Dié : rénovation d'un logement pour un montant total de travaux et études de 67 700 € TTC,*

- *Fondation Spach : 39 rue Saint Urbain : rénovation d'un logement pour un montant total de travaux et études de 67 700 € TCC.*

Total général pour les immeubles des fondations et legs de 250 400 € TTC.

décide

L'imputation de la dépense de 186 800 € TTC sur l'AP0255 programme 1332, service 020 238 CP71 pour les immeubles de la Ville de Strasbourg,

L'imputation de la dépense de 250 400 € TTC sur l'AP0255 programme 1333, code et service 020 238 HP06 pour les immeubles des fondations et legs administrés par la Ville de Strasbourg.

autorise

la Maire ou sa-son représentant-e à signer toutes pièces et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140118-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21



21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Strasbourg secteur Neudorf : souscription d'un bail emphytéotique au profit du bailleur social Habitat de l'Ill.

Numéro V-2021-1290

Strasbourg : secteur Neudorf, conclusion d'un bail emphytéotique au profit du bailleur social Habitat de l'ILL en vue de la réalisation d'une opération d'Habitat Participatif

1. Contexte

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une emprise foncière d'une contenance totale de 3,61 ares, sise chemin du Schluthfeld et rue de Lunéville à Strasbourg, située en zone UB2 au PLUi.

Une partie de ce foncier, jusqu'alors propriété de l'Eurométropole de Strasbourg acquis par voie amiable en 2009, était sur bâti d'une maison d'habitation, démolie en 2015. Ce terrain d'une surface de 3,61 ares, est resté en friche depuis.

Afin de permettre la réalisation d'un projet d'habitat participatif, la ville de Strasbourg, compétente dans ce domaine, a acquis auprès de l'Eurométropole ce foncier, ceci conformément à une délibération prise par le Conseil le 21 juin 2021.

L'association « Cocon 3S », constituée de séniors autonomes, s'est alors rapprochée des services de la collectivité afin de faire part de son projet d'habitat participatif sur ce site.

L'association «Cocon 3S» a été créée afin de faciliter l'émergence de projets de cohabitation de personnes seniors en habitat groupé solidaire. Elle souhaite offrir une alternative à la maison de retraite. Dans cette perspective, l'association a noué un partenariat avec le bailleur Habitat de l'Ill et la ville de Strasbourg.

2. Description du projet

Le bailleur social envisage de réaliser un immeuble collectif (R+3), d'une surface de plancher maximale de 470 m² (dont le coût de revient de l'opération s'élève à 1 212 982 €), répartie comme suit :

- neuf appartements individuels de type studios d'environ 40 m² chacun, soit trois logements en PLAI et six logements en PLUS,
- des espaces résidentiels communs, tels qu'une chambre d'accueil, une cuisine, un atelier, une buanderie, une salle commune et une salle de bains,
- quatre places de stationnement seront réalisées,
- l'opération sera conforme à la réglementation thermique conformément aux exigences du PLUi en vigueur.

Afin de prévoir de la surface pour le jardin, le bâtiment sera implanté sur les limites constructives au Nord, à l'Est et à l'Ouest. Cette implantation permettra la création d'un jardin au sud de la parcelle d'une surface de 65 m², ceci dans le prolongement du jardin partagé « Le Lombric Hardi ». Le jardin sera planté en pleine terre afin d'offrir de petits espaces de culture aux habitant-e-s. La parcelle sera délimitée par une clôture en ganivelle de châtaigner, doublée d'une haie végétale sur l'allée du Schluthfeld.

L'ensemble des appartements sera orienté vers l'arrière de la parcelle, offrant ainsi des possibilités d'ensoleillement optimales ainsi que des vues sur le jardin.

Le bâtiment profitera d'une isolation par l'extérieur. Au niveau des 2 étages courants, l'isolation sera recouverte par un enduit de couleur claire. Au niveau du RDC, les façades donnant sur la rue seront traitées avec un parement minéral, assurant la protection mécanique de l'isolation. De plus, la façade Nord-Est du bâtiment sera partiellement végétalisée par la mise en œuvre d'une structure métallique support de plantes grimpantes.

3. Conclusion d'un bail emphytéotique

Dans le cadre de la réalisation de ce projet immobilier d'Habitat participatif, porté par le bailleur social Habitat de l'Ill pour le compte du groupe « Cocon 3S », sur un foncier municipal cadastré :

Ban de Strasbourg-Neudorf
Lieudit Allée du SCHLUTHFELD
Section DX n°901 d'une contenance cadastrale de 28 m²

Lieudit Rue de Lunéville
Section DX n°904 d'une contenance cadastrale de 192 m²
Section DX n°906 d'une contenance de 93 m²
Section DX n°903 d'une contenance cadastrale de 47 m²
Section DX n°654 d'une contenance cadastrale de 1 m²,

Il est proposé de mettre les parcelles à sa disposition par voie de bail emphytéotique ordinaire aux conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- une durée de 50 ans,
- une redevance annuelle de 15 €, symbolique eu égard à la vocation sociale du projet et s'inscrivant dans les objectifs de la collectivité en matière d'Habitat participatif social,
- l'inscription d'une clause de retour de la parcelle si la construction n'est pas achevée dans un délai de 4 ans à compter de la signature du bail emphytéotique à intervenir, et ce, de plein droit.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la division du domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

En vue de la réalisation d'une programmation immobilière sociale d'Habitat participatif à Strasbourg-Neudorf :

Conformément aux dispositions de l'article L451-1 du Code rural, la mise à disposition au profit du bailleur social Habitat de L'Ill (ou de toute société d'habitation à loyers modérés substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit), au titre d'un bail emphytéotique ordinaire, des parcelles cadastrées comme suit :

Ban de Strasbourg-Neudorf
Lieudit Allée du Schluthfeld
Section DX n°901 d'une contenance cadastrale de 28 m²

Lieudit Rue de Lunéville
Section DX n°904 d'une contenance cadastrale de 192 m²
Section DX n°906 d'une contenance de 93 m²
Section DX n°903 d'une contenance cadastrale de 47 m²
Section DX n°654 d'une contenance cadastrale de 1 m²

Ce bail sera conclu pour une durée de 50 ans moyennant une redevance annuelle de 15 €, symbolique eu égard à la vocation sociale du projet.

Cette redevance sera versée par le bailleur social sous la forme d'une capitalisation soit une somme totale de 750 €. Elle devra être acquittée en la comptabilité du notaire dès après la réalisation des formalités liées à la publication foncière accomplies.

Le retour des parcelles interviendra au profit de la ville de Strasbourg si la construction n'est pas achevée dans un délai de 4 ans à compter de la signature du bail emphytéotique à intervenir, et ce, de plein droit.

décide

- *de faire inscrire au Livre Foncier le bail emphytéotique consenti par la ville de Strasbourg au profit du bailleur social Habitat de l'ILL,*

- *l'imputation de la recette sur la ligne budgétaire fonction 820 - nature 752 – service CP71G,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents et tous actes nécessaires à l'exécution des présentes et tous actes rectificatifs ou compléments y relatifs.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132806-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 13
Réf.DS : **3684576**
Réf.OSE : **2021-67482-14400**

Strasbourg, le 18/03/2021

Le directeur régional des Finances publiques

à

Eurométropole et ville de Strasbourg
Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'Etoile
67076 Strasbourg cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE
+ REDEVANCE ANNUELLE DU BAIL EMPHYTÉOTIQUE MIS EN PLACE

DÉSIGNATION DU BIEN MIS A DISPOSITION : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : 23, rue de Lunéville à Strasbourg-Neudorf

VALEUR VÉNALE : 235 000 € HT
REDEVANCE ANNUELLE : 870 € HT

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – Service Consultant :

Eurométropole et ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 – Dates :

Date de consultation :	09/03/2021
Date de réception :	09/03/2021
Date de visite :	-
Date de réception renseignements complémentaires	-
Date de constitution du dossier en état :	09/03/2021

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

Calcul de la redevance due par Habitat de l'Ill en contrepartie de la mise à disposition pour une durée de 50 ans d'une emprise de 3,61 ares appartenant à l'EMS et sur laquelle le preneur à bail s'engage à réaliser un projet d'habitat participatif « seniors » de 9 logements.

4 – Description du bien

Désignation cadastrale :

Commune de **Strasbourg – Neudorf**

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (en ares)	Propriétaire (source Visudgfip)
DX	901	Allée du Schluthfeld	0,28	EMS
DX	903	Allée du Schluthfeld	0,47	Ville
DX	904	23, rue de Lunéville	1,92	EMS
DX	906	rue de Lunéville	0,93	EMS
DX	654	Allée du Schluthfeld	0,01	Ville
		TOTAL	**3,61**	

Descriptif sommaire :

Parcelles formant une unité foncière de forme trapézoïdale située au contact de la rue de Lunéville. Cette emprise sera mise à disposition par bail emphytéotique de la société Habitat de l'Ill en vue de la construction d'une résidence senior de 9 logements de type studio, développant une surface de plancher (SDP) de **560 m².**

5 – Situation juridique

Propriétaires : EMS et ville de Strasbourg
Situation locative : libre d'occupation

6 – Urbanisme et Réseaux

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UB2** (**10 mètres ET, SMS2**).

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.
L'implantation le long d'une limite séparative latérale de toute construction d'une hauteur hors tout supérieure à 3,50 mètres peut être interdite si la parcelle limitrophe est occupée par un bâtiment principal implanté à moins de 1,90 mètre de cette limite séparative.

Sur une profondeur de 13 mètres, comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale.

L'unité foncière reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7 – Détermination de la valeur vénale

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des parcelles mises à disposition peut être fixée à 235 000 € HT.
La redevance du bail emphytéotique, calculée selon la méthode dite de l'apport net, peut quant à elle être fixée à 870 €/an.

Nota :

-L'apport du bailleur a été évalué, comme en 2020, à la charge foncière (la valeur de l'emprise mise à disposition reste donc stable malgré la légère augmentation de la surface du terrain). Son évaluation ne tient par ailleurs pas compte d'éventuelles servitudes susceptibles de restreindre sa constructibilité.

- L'apport du preneur a été déterminé à partir d'un prix de revient du projet s'élevant à 1 145 000 € HT.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, ~~de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb~~ ou de pollution des sols.

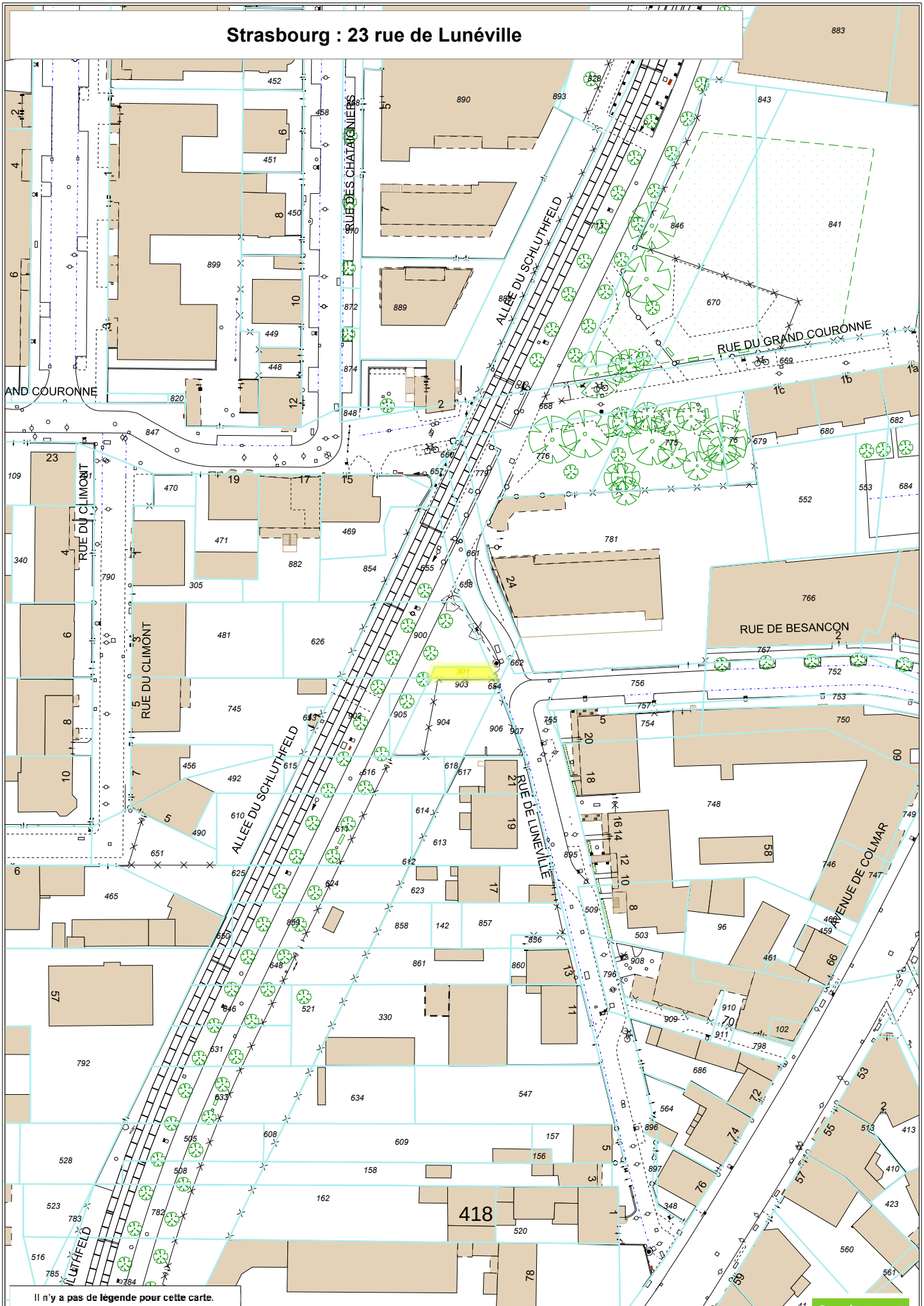
Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
Patrick GOGUELY
Inspecteur des Finances publiques

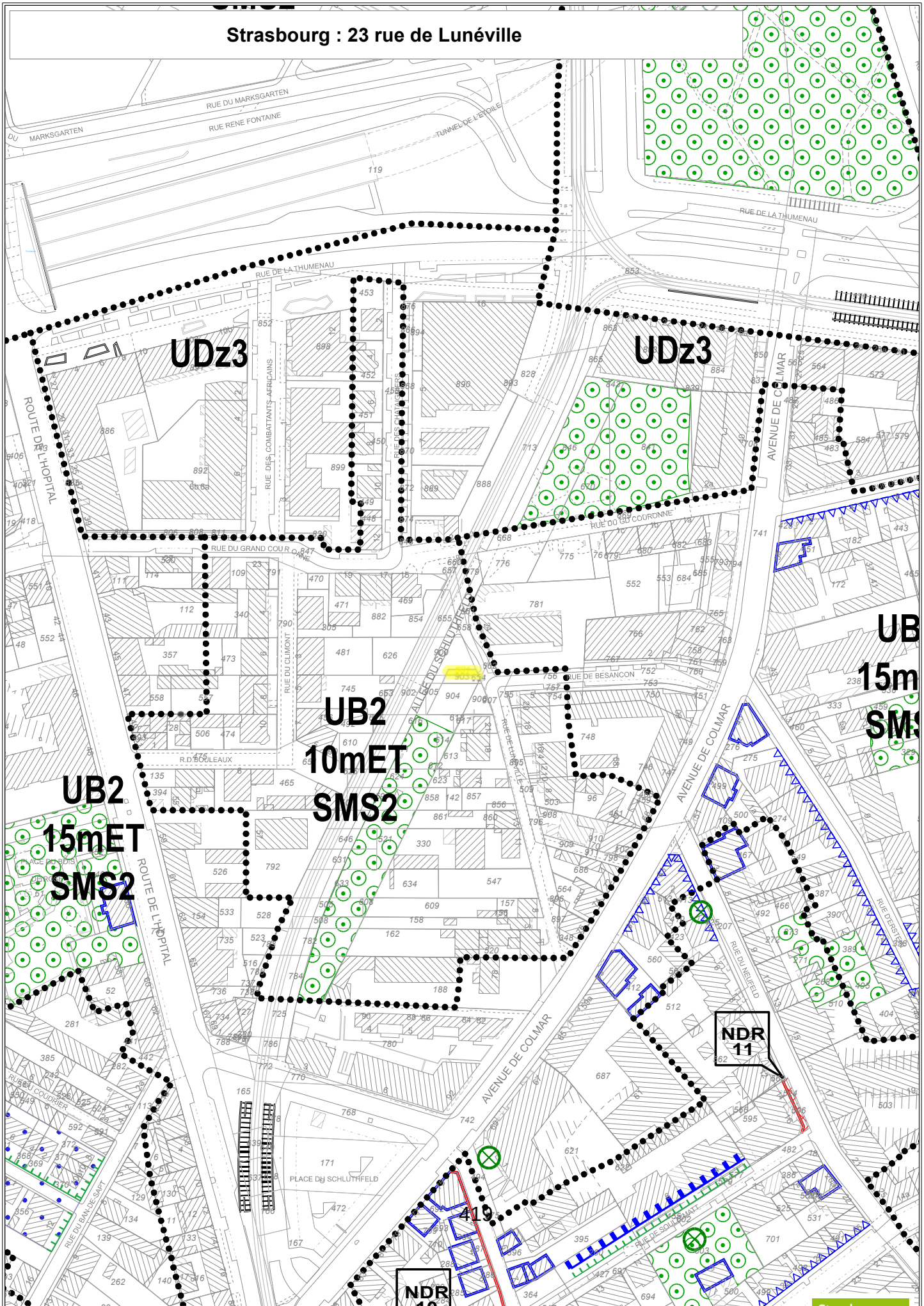


Strasbourg : 23 rue de Lunéville



Il n'y a pas de légende pour cette carte.

Strasbourg : 23 rue de Lunéville



Strasbourg : 23 rue de Lunéville



Il n'y a pas de légende pour cette carte.



Vue depuis l’allée du Schluthfeld et le jardin Lombric-hardi – Façade Sud



Vue depuis l’angle de l’allée du Schluthfeld et la rue de Lunéville – Façade Nord

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Transactions amiables : Fondation de l'Œuvre Notre Dame.

Numéro V-2021-1291

I. Vente par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame (OND) de terrains nus sis à Oberschaeffolsheim au profit de la société LINGENHELD Environnement.

Par délibération du Conseil municipal en date du 23 septembre 2019, le Conseil a consenti la vente de terrains agricoles sis à Oberschaeffolsheim au profit de la Société dénommée LINGENHELD Environnement.

En effet, dans le cadre de ses activités la société LINGENHELD a procédé, en 2018 à la construction d'un centre de méthanisation, permettant d'alimenter en biométhane le réseau de gaz de la ville de Strasbourg, d'une part ainsi que l'extension de son centre de compostage, d'autre part.

Dans le cadre de la création de ce projet, la société LINGENHELD doit répondre aux obligations fixées par arrêté préfectoral du 2 août 2018, à savoir la réalisation de huit hectares de culture favorable au hamster commun.

À cette fin, la société LINGENHELD s'est rapprochée de l'OND proposant l'acquisition d'un tènement foncier d'une surface de 776,92 ares, nécessaire à cette compensation environnementale prescrite par arrêté préfectoral.

Les terrains sont situés en zone A au PLUi, cadastrés :
- Section 37 n° 69 d'une superficie de 117,18 ares,
- Section 37 n° 88 d'une superficie de 336,70 ares,
- Section 37 n° 24 d'une superficie de 263,04 ares, ont été évalués par les services du domaine au prix de 310 7680 €, soit un prix à l'are de 400 €.

Une délibération de cession a été prise en ce sens en date du 23 septembre 2019.

Cependant, la SAFER a usé de son droit de préemption urbain estimant à 150 € l'are les terrains, soit une valeur totale de 116 538 €. Ne souhaitant pas céder son foncier à ce prix, l'OND s'est retirée de la vente.

Toutefois, un nouvel accord a été trouvé entre l'OND et la société LINGENHELD portant d'une part sur les terrains initialement consentis à la vente, ainsi que sur une emprise foncière complémentaire de 347,32 ares, qu'elle loue actuellement au titre de son activité de concassage d'autre part, et cadastrée :

- Section 36 n° 571 d'une superficie de 181,59 ares,
- Section 36 n° 570 d'une superficie de 165,73 ares.

L'ensemble de ces terrains a fait l'objet d'une évaluation par les services du domaine en date du 9 juin 2021. Il en ressort une valeur moyenne à l'are de 200 €.

Aussi la société LINGENHELD a fait une proposition d'acquisition au prix total de 380 212 €.

Ce prix retient, d'une part, la valeur fixée par la SAFER sur l'emprise initialement consentie à la vente, soit 776,92 ares au prix de 150 €, le montant de la différence entre ces deux valeurs, soit 250 € de l'are reporté sur l'emprise complémentaire de 347,32 ares, permettant ainsi de garantir les intérêts de la Fondation.

La cession proposée sera conclue selon les conditions suivantes :

- interdiction de revente dans un délai de 30 ans. Cette obligation fera l'objet d'une inscription au livre foncier.

- au terme de cette première période de trente ans, un droit de retour prioritaire à la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, et ceci pour une période de 30 ans sera inscrit au livre foncier.

II. <u>Vente par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame (OND) de parcelles, sises à Oberschaeffolsheim, au profit de l'Eurométropole de Strasbourg nécessaires à l'aménagement du pôle multimodal de l'axe A351/RN4.</u>

Dans le cadre de l'aménagement multimodal de l'axe A351/RN4, s'inscrivant dans la continuité du projet de Transport en Site Propre de l'Ouest Strasbourgeois (TSPO) porté tant par la Collectivité européenne d'Alsace que par l'Eurométropole, la société GEOFIT Expert, agissant pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg a procédé aux acquisitions foncières nécessaires à ce projet routier.

L'opération consiste en l'aménagement de 2x3 voies entre Ittenheim et Strasbourg, avec une voie réservée aux transports en commun pour chaque sens de circulation. Elle propose ainsi une alternative à la voiture particulière d'une part et permet de réaliser une liaison efficace en transport en commun depuis l'Ouest de l'agglomération d'autre part.
Ce projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 24 mai 2016 et prorogé par arrêté du 21 décembre 2020.

À ce titre, la société GEOFIT Expert, s'est rapprochée le de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, propriétaire de terrains agricoles, sis sur le ban communal d'Oberschaeffolsheim, afin d'acquérir ce foncier de manière amiable.

Les terrains impactés par ce projet sont situés en zone A au PLUi,
Ban communal d'Oberschaeffolsheim
Section 22 n° 374 d'une superficie de 0,85 are
Section 22 n° 375 d'une superficie de 0,10 are
Section 22 n° 378 d'une superficie de 0,51 are
Section 22 n° 379 d'une superficie de 0,05 are
Section 37 n° 144 d'une superficie de 0,28 are
Section 37 n° 163 d'une superficie de 0,45 are
Section 37 n° 164 d'une superficie de 1,90 are
Section 38 n° 202 d'une superficie de 14,09 ares
Section 38 n° 203 d'une superficie de 12,75 ares, soit une surface totale de 30,98 ares.

Les parcelles ont été évaluées par le service du Domaine aux termes d'un avis au prix de 150 € de l'are, soit un montant de 4 647 €.

La vente se réalisera selon les conditions prévues en matière d'expropriation.
Il convient donc, de rajouter les indemnités accessoires dues au titre du remploi d'un montant estimé de 929,40 € ainsi que l'indemnité de libération rapide des terrains d'une somme de 526,66 €, soit un montant total de 6 103 €.

III. Acquisitions par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame de parcelles forestières sises à Balbronn, propriété de Madame ANSTOTT.

La Fondation de l'œuvre Notre dame est propriétaire d'un important patrimoine dans le massif forestier de l'Elmerforst, sur le ban communal de Balbronn.
Une partie du financement de la fondation provient des revenus tirés de l'exploitation de ce type de foncier.

Afin d'améliorer les revenus provenant de son patrimoine, il convient pour la Fondation de l'OND d'acquérir du foncier. Aussi, Madame ANSTOTT, propriétaire privée, s'est rapprochée des services de la Fondation à l'effet de proposer à la vente ses parcelles forestières situées dans la forêt de l'Elmerforst, d'une emprise de 177,08 ares et cadastrées :
Ban communal de Balbronn
Section 16 n° 21 d'une surface de 7,08 ares
Section 16 n° 26 d'une surface de 26,55 ares
Section 16 n° 55 d'une surface de 19,03 ares
Section 16 n° 56 d'une surface de 19,34 ares
Section 16 n° 58 d'une surface de 22,16 ares
Section 16 n° 85 d'une surface de 19,65 ares
Section 16 n° 86 d'une surface de 31,2 ares
Section 16 n° 87 d'une surface de 32,07 ares.

Les parcelles concernées ont été évaluées par l'Office National des Forêts au prix de 37 161 €. Cette valeur correspond à la valeur dite de peuplement. Afin de pouvoir recueillir l'accord de la venderesse, un prix de 46 000 € a été proposé et accepté.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu la délibération du Conseil municipal du 23 septembre 2019
vu l'avis France Domaine n°2021/67350-20048 du 17 mai 2021
vu l'avis de France Domaine n° 2020-350-375 du 4 juin 2020
vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2016 portant déclaration d'utilité publique
vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020
approuve

1) *la vente des parcelles propriété de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame et cadastrées* :

Ban de communal d'Oberschaeffolsheim
Section 36 n°571 d'une surface de 181,59 ares,
Section 36 n° 570 d'une surface de165,73 ares,
Section 37 n°69 d'une surface de 177,18 ares,
Section 37 n° 88 d'une surface de 336,70 ares,
Section 37 n° 24 d'une surface de 269,04 ares,

au prix total de 380 212 € (trois cent quatre-vingt mille deux cent douze euros), taxes et charges éventuelles en sus supportées par l'acquéreur aux présentes à savoir, la société LINGENHELD ENVIRONNEMENT ou toute personne morale qui s'y substituerait.

La présente vente sera conclue selon les conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *la société LINGENHELD ENVIRONNEMENT s'engage à ne pas vendre ces terrains pendant toute la durée des mesures compensatoires, soit 30 années à compter des formalités de publication foncière réalisées. Cette obligation fera l'objet d'une inscription au livre foncier.*

- *au terme de cette période, en cas de mise en vente de ce foncier, la société LINGENHELD ENVIRONNEMENT, ou toute personne morale substituée, devra proposer la vente prioritairement à la fondation de l'Œuvre Notre dame ceci pour une période de 30 ans. Cette obligation sera inscrite au livre foncier*

2) *la vente des parcelles propriété de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame au profit de l'Eurométropole de Strasbourg et cadastrées :*

Banc communal d'Oberschaeffolsheim
Section 22 n° 374 d'une superficie de 0,85 are
Section 22 n° 375 d'une superficie de 0,10 are
Section 22 n° 378 d'une superficie de 0,51 are
Section 22 n° 379 d'une superficie de 0,05 are
Section 37 n° 144 d'une superficie de 0,28 are
Section 37 n° 163 d'une superficie de 0,45 are
Section 37 n° 164 d'une superficie de 1,90 are
Section 38 n° 202 d'une superficie de 14,09 ares
Section 38 n° 203 d'une superficie de 12,75 ares, soit une surface totale de 30,98 ares,

Au prix total de 6 103 euros (six mille cent trois euros), taxes et charges éventuelles en sus supportées par l'acquéreur aux présentes à savoir, l'Eurométropole de Strasbourg ou toute personne publique qui s'y substituerait.

L'indemnisation des agriculteurs en place, sur la base du barème établit par la Chambre d'agriculture d'alsace.

3) l'acquisition des parcelles forestières, par la Fondation de l'œuvre Notre Dame, propriété de Madame ANSTOTT et cadastrées :

Ban communal de Balbronn
Section 16 n° 21 d'une surface de 7,08 ares
Section 16 n° 26 d'une surface de 26,55 ares
Section 16 n° 55 d'une surface de 19,03 ares
Section 16 n° 56 d'une surface de 19,34 ares
Section 16 n° 58 d'une surface de 22,16 ares
Section 16 n° 85 d'une surface de 19,65 ares
Section 16 n° 86 d'une surface de 31,2 ares
Section 16 n° 87 d'une surface de 32,07 ares, d'une superficie totale de 177,08 ares

Au prix total de 46.000 € (quarante-six mille euros), taxes et charges éventuelles en sus supportées par la Fondation de l'Œuvre Notre Dame

décide

- *l'imputation des recettes sur la ligne budgétaire fonction 820 - nature 752 – service AD03,*

- *l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire fonction 824 – nature 2111 – service AD03,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents et tous actes nécessaires à l'exécution des présentes et tous actes rectificatifs ou compléments y relatifs.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132883-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Muriel LOUIS
muriel.louis1@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06 11 52 04 43
Réf.OSE : 2021-67350-20048
DS : 3907812

Strasbourg, le 09/06/2021

Le directeur régional des Finances publiques

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Désignation des biens : Parcelles rurales

Adresse des biens : Site de la Musau, communes d'ITTENHEIM et de OBERSCHAEFFOLSHEIM

VALEUR VÉNALE : 393 292 € HT (SOIT UNE VALEUR UNITAIRE ÉGALE À 200 € HT/ARE)

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent sur délibération motivée s'écarter de cette valeur.

1 – Service Consultant : EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : NASSOUH Yasmina

2 – Dates :

Date de consultation :	21 mars 2021
Date de réception :	21 mars 2021
Date de visite :	Biens non visités
Date de constitution du dossier en état :	17 mai 2021

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

Dans le cadre d'une opération de cession réalisée au profit de la société Lingenheld, estimation de plusieurs parcelles de terrain nu sises sur les bans d'Ittenheim et d'Oberschaeffolsheim.
Cette demande s'inscrit dans une obligation exécutive de mesures compensatoires environnementale imposées à la société Lingenheld en contrepartie d'une autorisation préfectorale accordée pour une activité de méthanisation et pour l'extension de son site de compostage.

4 – Description des biens

Il s'agit d'évaluer un ensemble de 21 parcelles représentant une surface totale égale à 1946,66 ares selon le tableau parcellaire fourni par le consultant figurant ci-dessous. Ces parcelles sont situées sur les bans communaux d'Ittenheim et d'Oberschaeffolsheim, en section cadastrale n° 19 pour la commune d'Ittenheim et en sections cadastrales n° 36 et 37 pour la commune d'Oberschaeffolsheim.
Les biens consistent en plusieurs parcelles rurales de terrain nu, inexploitées, qui sont pour la plupart déjà louées à la société Lingenheld, future acquéreur.

Le tableau suivant mentionne les parcelles concernées par le projet de cession à la société Lingenheld, leur surface, leur propriétaire et leur zonage :

Commune	Références cadastrales	Numéro de parcelle	Surface (are)	Propriétaire	Zonage au PLUi
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Section 36	n°33	156,3	**Eurométropole de Strasbourg**	Zone N8
		n°568	40,42		
		n°575	23,52		
		n°565	31,51		
		n°567	12,52		
		n°588	187,34		
		n°171	27		
		n°173	32,56		
		n°174	28,19		
		n°176	25,7		
	Section 37	n°122	24,29		
		n°118	69		
ITTENHEIM	Section 19	n°9	32,48	**Eurométropole de Strasbourg**	Zone N8
		n°10	33,04		
		n°11	1,05		
		n°12	40,99		
		n°13	6,78		
		n°15	13,45		
		n°16	12,34		
		n°17	12,91		
		n°18	24,83		
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Section 36	n°571	181,59	**OND**	Zone A1
		n°570	165,73		
	Section 37	n°69	177,18		
		n°88	336,7		Zone N1
		n°24	269,04		Zone A1
TOTAL			**1966,46**		

5 – Situation juridique

Nom des propriétaires : L'EMS et la fondation de l'Œuvre Notre Dame (OND), cf tableau ci-dessus.

Situation d'occupation : La plupart des biens est déclarée louée à la société Lingenheld.

6 – Urbanisme et Réseaux

Les communes d'Ittenheim et d'Oberschaeffosheim sont régies par le PLU de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) approuvé le 27/09/2019, rendu opposable le 02/11/2019.

Les parcelles concernées sont situées en zone N1, N8 et A1 du-dit PLU.

La zone N correspond à des zones à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, soit de l'existence d'une exploitation forestière. Il s'agit de l'ensemble des espaces naturels de l'agglomération.

Elle est de ce fait inconstructible sur une grande partie du territoire, qui correspond au secteur de zone N1.

D'autres secteurs de zones permettent ponctuellement de répondre à certains besoins spécifiques (jardins familiaux, gravières, activités de loisirs…).

Dans les secteurs de zone N1 sont admis les installations légères d'une superficie maximale de 20 m² sous réserve d'être compatibles avec la vocation naturelle de la zone et de ne pas entraver son bon fonctionnement écologique et hydraulique.

Dans le secteur N8, sous réserve de remise en état des terrains à l'issue de la période d'exploitation et d'utilisation, sont admis l'aménagement, la transformation et une extension mesurée des constructions et installations existantes et nécessaires au fonctionnement d'une activité de retraitement et de valorisation environnementale des déchets.

Les zones A sont des zones à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle est de ce fait inconstructible sur une grande partie du territoire, qui correspond au secteur de zone A1. D'autres secteurs de zones permettent ponctuellement de répondre aux besoins des activités agricoles, et ne sont constructibles que pour leurs besoins spécifiques.

7 – Date de référence

Sans objet.

8 – Détermination de la valeur vénale

Compte tenu des caractéristiques des parcelles, et des études réalisées, la valeur vénale totale des biens de l'EMS et de la fondation de l'Œuvre Notre Dame destinés à être cédés à la société Lingenhel, est arrêtée à :

393 292 € HT

Elle se décompose comme suit :

Commune	Références cadastrales	Numéro de parcelle	Surface (are)	Valeur à l'are retenue	Valeur vénale	Propriétaire
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Section 36	n°33	156,3	200 €	31 260 €	Eurométropole de Strasbourg
		n°568	40,42	200 €	8 084 €	
		n°575	23,52	200 €	4 704 €	
		n°565	31,51	200 €	6 302 €	
		n°567	12,52	200 €	2 504 €	
		n°588	187,34	200 €	37 468 €	
		n°171	27	200 €	5 400 €	
		n°173	32,56	200 €	6 512 €	
		n°174	28,19	200 €	5 638 €	
		n°176	25,7	200 €	5 140 €	
	Section 37	n°122	24,29	200 €	4 858 €	
		n°118	69	200 €	13 800 €	
ITTENHEIM	Section 19	n°9	32,48	200 €	6 496 €	Eurométropole de Strasbourg
		n°10	33,04	200 €	6 608 €	
		n°11	1,05	200 €	210 €	
		n°12	40,99	200 €	8 198 €	
		n°13	6,78	200 €	1 356 €	
		n°15	13,45	200 €	2 690 €	
		n°16	12,34	200 €	2 468 €	
		n°17	12,91	200 €	2 582 €	
		n°18	24,83	200 €	4 966 €	
OBERSCHAEFFOLSHEIM	Section 36	n°571	181,59	200 €	36 318 €	OND
		n°570	165,73	200 €	33 146 €	
	Section 37	n°69	177,18	200 €	35 436 €	
		n°88	336,7	200 €	67 340 €	
		n°24	269,04	200 €	53 808 €	
TOTAL			1966,46		393 292 €	

9 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

10 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,

L'Inspectrice principale des Finances publiques
Responsable du pôle d'évaluation domaniale
Anne-Fleur FIEGEL

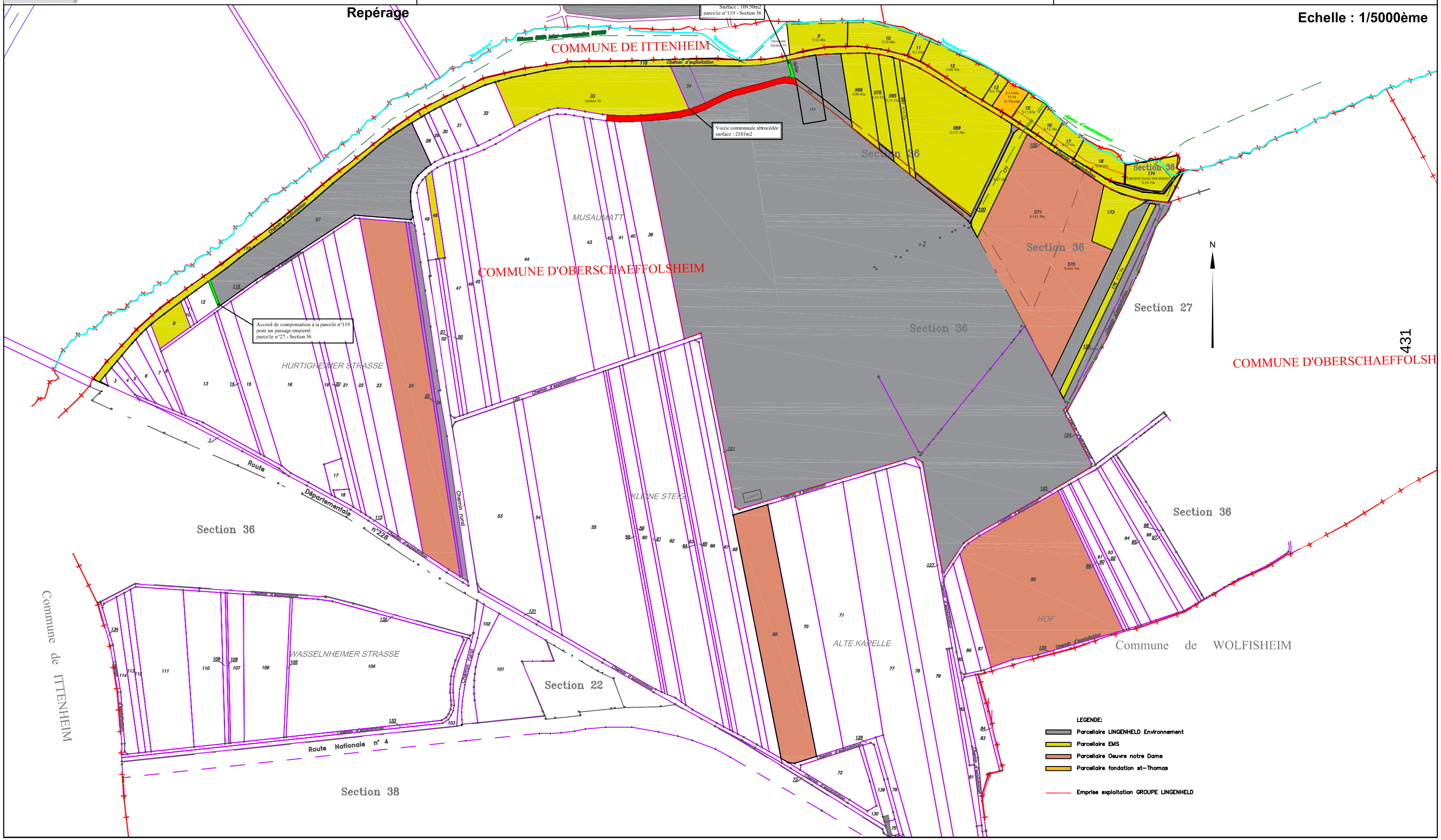
DEPARTEMENT DU BAS-RHIN
Site groupe LINGENHELD de la MUSAU

SYNTHESE FONCIERE
COMMUNE OBERSCHAEFFOLSHEIM

DOCUMENT ANNEXE
AU COURRIER DU 22-01-21

Repérage

Echelle : 1/5000ème



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

PÔLE PILOTAGE DES MISSIONS ET ANIMATION DU RESEAU

Division Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

drfip67.pôle-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : **CHRISTINE VELTEN**
Téléphone : **03 88 10 35 10**
Courriel : christine.velten@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2020-350-375**

Le 04/06/2020

Le Directeur régional des Finances publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

DREAL GRAND EST

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DESIGNATION DU BIEN :ENSEMBLE D'EMPRISES FONCIÈRES NUES ENTRANT DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'AMÉNAGEMENT MULTIMODAL DE L'AXE A351-RN 4.

ADRESSE DU BIEN : DIVERS LIEUX-DITS SUR OBERSCHAEFFOLSHEIM

VALEUR VENALE : 150 € L'ARE

Ainsi, le montant total des indemnités de dépossession relatives aux acquisitions foncières sur la commune est fixé à 184 931,40 €HT. (Cf. tableau détaillé et indemnités accessoires selon barème joint en annexe).

1- SERVICE CONSULTANT :

DREAL GRAND EST
Affaire suivie par : Mme Léa PUREUR (lea.pureur@developpement-durable.gouv.fr)

2 - Date de consultation	19/05/2020
Date de réception	19/05/2020
Date de visite	NEANT
Date de constitution du dossier « en état »	19/05/2020

3- OPERATION SOUMISE A L'AVIS DES DOMAINES – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

La présente évaluation s'inscrit dans le cadre de l'acquisition sous couvert de DUP des emprises foncières nécessaires à la réalisation de l'aménagement multimodal de l'axe A351-RN4, dont le périmètre s'étend sur les communes de Wolfisheim, Oberschaeffolsheim et Ittenheim.

Les valeurs précédemment retenues en 2018 et 2019 (avis 2018-551-802 et avis 2019-551-1430) sont réactualisées au regard des nouvelles mutations réalisées en 2018 et 2019 et dont le service n'avait alors pas connaissance.

4- DESCRIPTION DU BIEN

Description sommaire :

Il s'agit d'un ensemble de 88 emprises non bâties, en nature de sol, des abords de voiries, des chemins vicinaux situées de par et d'autre de l'actuelle RD1004. La plupart des parcelles sont classées en zone naturelle inconstructible A1, N1, N2.

Selon le tableau fourni, les emprises nécessaires au projet multimodal figurent en sections n° 22, 36, 37, 38 et représentent une superficie totale de **1083,57** ares à acquérir.

Les emprises appartenant à l'état et aux collectivités faisant partie du domaine public feront l'objet d'un transfert. Toutefois, à titre indicatif, la valeur vénale de ces dernières a été calculé.

Enfin, s'agissant exclusivement de parcelles rurales localisées au Nord du ban communal et éloignées de toute zone urbanisée, la même valeur sera donnée à ces emprises concernées par l'aménagement prévu.

Cette estimation fait suite à l'estimation sommaire et globale (ESG) du 12/11/2018.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Les parcelles appartiennent à des associations, des collectivités et divers particuliers.

6 – URBANISME ET RESEAUX

PlUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.

- **Les zones A1** sont des secteurs agricoles inconstructibles à protéger, sont admises les installations légères d'une superficie maximale de 20 m² à condition d'être liées et nécessaires à l'activité agricole.

Qualification des terrains :

Les emprises en zone A1 ne sont pas considérées comme des terrains à bâtir, au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

- **Les zones N1 et N2** sont des secteurs naturels inconstructibles à protéger, sont admises les installations légères à vocation agricoles, pastorales ou forestière d'une superficie maximale de 20 m² à condition d'être compatible avec la vocation naturelle de la zone et en respect de l'écologie .

Qualification des terrains :

Les emprises en zone N1 ne sont pas considérées comme des terrains à bâtir, au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Le montant total des indemnités de dépossession relatives aux acquisitions foncières sur la commune est fixé à 184931,40 €HT.

Ce montant se décompose comme suit :

- **162 535,50 €HT concernent les indemnités principales (150 € l'are).**
- **22 395,90 €HT concernent les indemnités accessoires dues au titre du remploi.**

voir tableau détaillé et indemnités accessoires selon barème joint en annexe.

Pour information :L'indemnité de remploi est destinée à couvrir les dépenses que l'exproprié sera amené à exposer normalement lors du rachat d'un bien similaire à celui qui est exproprié. Elle est calculée sur la base de l'indemnité principale selon barème ci-dessous :

- ***20% jusqu'à 5 000 € du montant de la valeur vénale***
- ***15% de 5 000 à 15 000 €***
- ***10 % pour le surplus***
- ***5 % pour les collectivités (taux réduit)***

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIERES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

9 – PIECES JOINTES

Tableau détaillé et indemnités accessoires selon barème joint en annexe

Pour le Directeur Régional
par délégation

Laurent CABOUFIGUE
Administrateur des Finances Publiques adjoint

Cadastre		Adresse	Descrip-tion som-maire	PLU	PRIX/ m² €	Surface			proprietaires presumes	Indemnités Principales		Indemnités de remploi
Section	par-celle					totale	à acquérir ap-proximative	restante		par parcelle	par unité foncière	Normale
37	73	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	998	998	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 497,00	57 603,00	6 760,30
37	74	OBERSCHAEFFOLSHEIM	pré	N1 - ER	1,5	97	97	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	145,50		0,00
37	80	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	592	50	542	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	75,00		0,00
37	102	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1 - ER	1,5	2363	1864	499	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	2 796,00		0,00
37	103	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1 - ER	1,5	3792	3061	731	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	4 591,50		0,00
37	115	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1	1,5	2548	663	1 885	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	994,50		0,00
37	127	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	3168	79	3 089	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	118,50		0,00
37	128	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	808	804	4	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 206,00		0,00
37	129	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	1354	588	766	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	882,00		0,00
37	130	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	1466	818	648	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 227,00		0,00
37	131	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	2522	2324	198	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	3 486,00		0,00
37	132	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1	1,5	2211	995	1 216	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 492,50		0,00
37	133	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1 - ER	1,5	2311	818	1 493	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 227,00		0,00
38	50	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	1259	17	1 242	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	25,50		0,00
38	134	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1	1,5	1714	62	1 652	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	93,00		0,00
38	136	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1 - ER	1,5	2642	2642	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	3 963,00		0,00
38	138	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1 - ER	1,5	1121	1121	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 681,50		0,00
38	140	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1 - ER	1,5	1043	734	309	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 101,00		0,00
38	141	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1 - ER	1,5	195	43	152	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	64,50		0,00
38	142	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	1636	111	1 525	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	166,50		0,00
38	144	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	1236	58	1 178	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	87,00		0,00
38	145	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1	1,5	435	435	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	652,50		0,00
38	146	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1 - ER	1,5	1301	1301	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 951,50		0,00
38	147	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1	1,5	946	37	909	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	55,50		0,00
38	148	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	A1	1,5	3894	119	3 775	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	178,50		0,00
38	150	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1 - ER	1,5	971	971	0	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 456,50		0,00
38	151	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1 / A1	1,5	916	57	859	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	85,50		0,00
38	159	OBERSCHAEFFOLSHEIM	tàb	N1 - ER	1,5	18102	17535	567	ASSOCIATION FONCIERE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	26 302,50		0,00

436

Cadastre		Adresse	Descrip-tion som-maire	PLU	PRIX/ m²	Surface			proprietaires presumes	Indemnités Principales		Indemnités de remploi
Section	par-celle					totale	à acquérir ap-proximative	restante		par parcelle	par unité foncière	Normale
37	22	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	6420	4	6 416	BARET Nadia (HEITZ Christian)	6,00	6,00	1,20
38	75	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre pré	A1	1,5	3798	315	3 483	LUTZ Frédéric (WRONSKI Warida) LUTZ Gérard LUTZ Jean-Francois	472,50	472,50	94,50
38	30	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1 - ER	1,5	4417	1178	3 239	COMMUNE D'OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 767,00	1 767,00	353,40
37	77	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1 - ER	1,5	26317	308	26 009	DESCHLER Eugène (KUNTZ Gabrielle)	462,00	462,00	92,40
37	78	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	9371	119	9 252	DESCHLER Nicolas	178,50	178,50	35,70
38	16	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre taillis	N1	1,5	9349	1811	7 538	EHRHART Christian (DECOOPMAN Nathalie)	2 716,50	2 716,50	543,30
37	75	OBERSCHAEFFOLSHEIM	pré	N1 - ER	1,5	316	101	215	ETAT MINISTERE ECOLOGIE DEV DURABLE TRANSPORTS ET LOGEMENTS	151,50	151,50	30,30
36	604	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC	1,5	53	19	34	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	28,50	1 257,00	251,40
36	606	OBERSCHAEFFOLSHEIM	taillis	N2 - EBC	1,5	64	9	55	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	13,50		0,00
36	608	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N2 - EBC	1,5	444	91	353	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	136,50		0,00
36	610	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC	1,5	10	10	0	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	15,00		0,00
36	611	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N2 - EBC	1,5	186	160	26	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	240,00		0,00
36	612	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N2 - EBC	1,5	236	29	207	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	43,50		0,00
36	622	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC	1,5	151	88	63	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	132,00		0,00
36	623	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC -ER	1,5	431	197	234	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	295,50		0,00
36	625	OBERSCHAEFFOLSHEIM	taillis	N2 - EBC	1,5	2633	59	2 574	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	88,50		0,00
36	627	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC - ER	1,5	5316	176	5 140	FED DU BAS-RHIN PECHE ET PROT. MILIEU AQUATIQUE	264,00		0,00
38	48	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	1967	519	1 448	FIEFFEL Marie-Louise (WURTZ) ISELIN Lucienne (WURTZ Roland) WURTZ Be	778,50	778,50	155,70
22	108	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	871	871	0	FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME	1 306,50	9262,5	1 639,38
22	109	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC	1,5	792	792	0	FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME	1 188,00		0,00
37	24	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	26304	28	26 276	FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME	42,00		0,00
37	69	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	17718	205	17 513	FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME	307,50		0,00
38	28	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1 - ER	1,5	23460	2610	20 850	FONDATION DE L'ŒUVRE NOTRE-DAME	3 915,00		0,00
37	72	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	4776	1669	3 107	FONDATION ST THOMAS LOC DE GARAGES	2 503,50		0,00
37	66	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	16292	34	16 258	GOETZ Serge (SCHROETTER Dominique)	51,00	102,00	20,40
37	67	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	4800	34	4 766	GOETZ Serge (SCHROETTER Dominique)	51,00		0,00
38	73	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	92677	1605	91 072	GRIES Olivier GRIES Régine SEILER Hélène SEILER Valentin (VAN ELSLANDE	2 407,50	2 407,50	481,50
37	55	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	47549	384	47 165	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	576,00	58 653,00	6 865,30

437

Cadastre		Adresse	Descrip-tion som-maire	PLU	PRIX/ m²	Surface			proprietaires presumes	Indemnités Principales		Indemnités de remploi
Section	par-celle					totale	à acquérir ap-proximative	restante		par parcelle	par unité foncière	Normale
37	101	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	10989	**10989**	0	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	16 483,50		0,00
38	4	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1/N1 - ER	1,5	116735	**21954**	94 781	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	32 931,00		0,00
38	14	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	8166	**2214**	5 952	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	3 321,00		0,00
38	51	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1 - ER	1,5	75243	**3404**	71 839	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	5 106,00		0,00
38	76	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	2417	**157**	2 260	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	235,50		0,00
37	76	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1 - ER	1,5	1605	**484**	1 121	JAECKEL Frédérique (MEY Denis)	726,00	726,00	145,20
37	79	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	23411	**251**	23 160	KLEIN Marie-Emilie (MEYER Charles)	376,50	376,50	75,30
37	71	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	22635	**148**	22 487	KUNTZ Marie Laure	222,00	222,00	44,40
22	106	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	1114	**1114**	0	LEDRICH Josiane (LEHMANN Gérard)	1 671,00	1 671,00	334,20
22	105	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	1129	**1129**	0	LEHMANN Geoffrey	1 693,50	7 720,50	1 408,08
22	107	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	1086	**1086**	0	LEHMANN Geoffrey	1 629,00		0,00
22	110	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC	1,5	679	**679**	0	LEHMANN Geoffrey	1 018,50		0,00
22	111	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC	1,5	600	**600**	0	LEHMANN Geoffrey	900,00		0,00
22	112	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC	1,5	512	**512**	0	LEHMANN Geoffrey	768,00		0,00
22	113	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC	1,5	532	**532**	0	LEHMANN Geoffrey	798,00		0,00
22	114	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1 - EBC	1,5	609	**609**	0	LEHMANN Geoffrey	913,50		0,00
37	26	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre pré	A1	1,5	3874	**67**	3 807	LIENHARD Marie-Thérèse (GANGLOFF Ernerst)	100,50	100,50	20,10
37	23	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	15563	**55**	15 508	MEHN Marcel	82,50	82,50	16,50
38	6	OBERSCHAEFFOLSHEIM	pré	N1	1,5	2166	**97**	2 069	MOESSNER Carla, Lou et Victor	145,50	145,50	29,10
38	32	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	20524	**38**	20 486	Paroisse Catholique d'OBERSCHAEFFOLSHEIM	57,00	57,00	11,40
37	53	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1- ER	1,5	25275	**4133**	21 142	SCHOETTEL Germain	6 199,50	6 366,00	1 204,90
37	54	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1	1,5	4102	**111**	3 991	SCHOETTEL Germain	166,50		0,00
37	68	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	8124	**118**	8 006	SCHROETTER Dominique (GOETZ Serge)	177,00	177,00	35,40
36	382	OBERSCHAEFFOLSHEIM	taillis	A1 - N2 - EBC	1,5	141	**100**	41	STENGER Philippe	150,00	981,00	196,20
36	598	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N2 - EBC	1,5	2450	**96**	2 354	STENGER Philippe	144,00		0,00
36	603	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N2 - EBC	1,5	125	**112**	13	STENGER Philippe	168,00		0,00
36	605	OBERSCHAEFFOLSHEIM	taillis	N2 - EBC	1,5	7	**7**	0	STENGER Philippe	10,50		0,00
36	607	OBERSCHAEFFOLSHEIM	taillis	A1 - EBC	1,5	39045	**339**	38 706	STENGER Philippe	508,50		0,00

438

Cadastre		Adresse	Descrip-tion som-maire	PLU	PRIX/ m²	Surface			proprietaires presumes	Indemnités Principales		Indemnités de remploi
Section	par-celle					totale	à acquérir ap-proximative	restante		par parcelle	par unité foncière	Normale
37	104	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	A1 - ER	1,5	36804	**4242**	32 562	STENGER Philippe (FRIEDRICH Pia)	6 363,00	**6 363,00**	**1 204,45**
22	314	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	105	**105**	0	TOTAL MARKETING SERVICES DEPARTEMENT FISCAL-SERVICE IDL	157,50	**1 026,00**	**205,20**
22	317	OBERSCHAEFFOLSHEIM	sol	N1 - EBC - ER	1,5	579	**579**	0	TOTAL MARKETING SERVICES DEPARTEMENT FISCAL-SERVICE IDL	868,50		**0,00**
38	49	OBERSCHAEFFOLSHEIM	terre	N1	1,5	469	**469**	0	WOLFF Chantal WOLFF Patrick (SECHOY-GELEFF Martine)	703,50	**703,50**	**140,70**
Sous-total							**108 357**			162 535,50	**162 535,50**	**22 395,90**
									TOTAL	184 931,40		

Légende : ER = Emplacement réservé

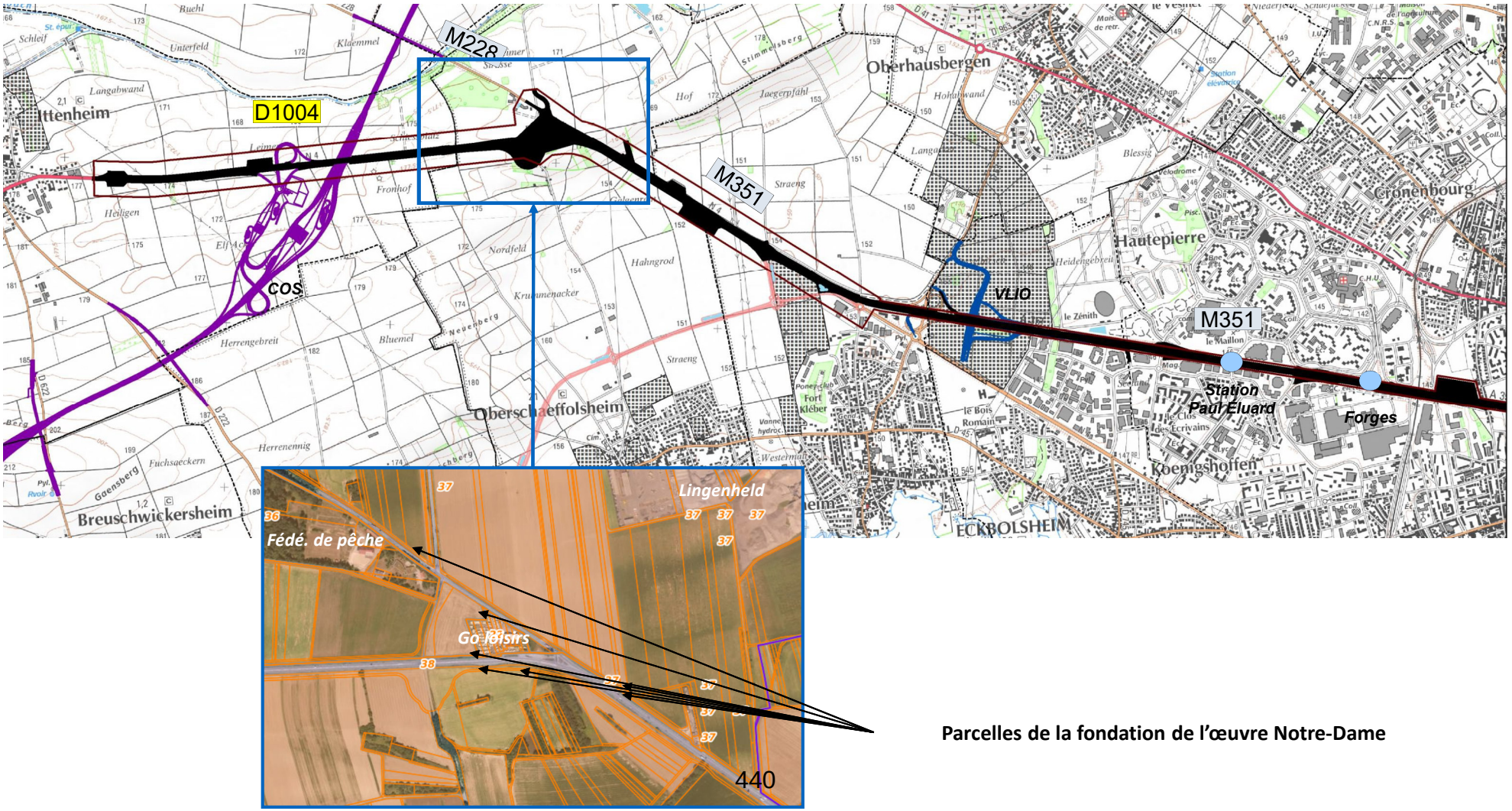
EBC = Espace boisé classé

439

Aménagement multimodal de la M351

Maîtrise d'ouvrage : CEA
Maîtrise d'œuvre : ARTELIA

Maîtrise d'ouvrage : EMS
Maîtrise d'œuvre : ARTELIA



Parcelles de la fondation de l'œuvre Notre-Dame



Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique Foncière et Immobilière

BALBRONN
Fondation de l'Oeuvre Notre Dame

Propriétés OND

Acquisitions proposées

Date d'édition		ECHELLE
17/05/2021		1:10000

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Usages éphémères de la Ville, espace public et street art : attribution de subventions.

Numéro V-2021-1231

Par délibération du 21 juin 2021, le Conseil municipal a approuvé l'engagement, pour une durée d'un an et à titre expérimental, d'une démarche innovante de déploiement d'usages éphémères sur le territoire de la ville de Strasbourg, destinée à réinterroger et enrichir le rapport à la ville, dans sa forme, ses usages et ses représentations. Il a autorisé, pour initier ce dispositif, le lancement d'appels à manifestation d'intérêt visant à faire émerger des projets du territoire.

Cette démarche, qui participe à susciter de nouveaux usages de l'espace public, s'inscrit en cohérence avec le plan piéton et la politique culturelle de la ville de Strasbourg, qui ont notamment pour ambition de faire de Strasbourg une ville des proximités, d'amplifier la vitalité de notre environnement urbain et de favoriser la liberté de création artistique en faisant émerger des pratiques nouvelles.

Deux appels à manifestation d'intérêt ont été publiés le 25 juin 2021, déclinant respectivement le dispositif d'usages éphémères aux espaces publics et au street art et invitant les porteurs de projets, acteurs associatifs et économiques, à présenter leurs propositions en deux temps :

- en déposant pour le 15 juillet 2021 une déclaration d'intention, formulaire simplifié permettant de témoigner à la ville de Strasbourg de son intérêt pour la démarche et de présenter sommairement le projet proposé (phase 1) ;
- en remettant avant le 16 août 2021 un dossier de projet complet, correspondant au véhicule juridique adapté (marché public ou subvention), en fonction notamment de la nature juridique du porteur de projet (phase 2) ;

Cette procédure administrative, conçue en deux temps pour simplifier les formalités de présentation de leurs projets par les porteurs et faciliter ainsi l'accès à ce dispositif, a permis de recueillir 38 projets.

Ces projets ont été analysés par un comité technique pluridisciplinaire composé de la direction générale, du cabinet, de la direction de la culture et de la direction de la commande publique responsable au regard des critères suivants, décrits dans l'appel à manifestation d'intérêts :

- ***AMI usages éphémères / espaces publics :***

  - Qualité du projet (30%)
  - Adéquation du projet dans son environnement spatial, technique et fonctionnel (15%)
  - Cohérence de la contribution financière demandée au regard du budget prévisionnel global (15%)
  - Expérience des entités et intervenants dans la réalisation de projets similaires (10%)
  - Prise en compte des objectifs de l'appel à manifestation d'intérêts (20%)
  - Public visé (5%)
  - Localisation déconcentrée (5%)

- ***AMI usages éphémères / street art :***

  - Qualité artistique (30%)
  - Expérience des artistes dans la réalisation de projets similaires (20%)
  - Adéquation du projet dans son environnement spatial (20%)
  - Prise en compte des objectifs de l'appel à manifestation d'intérêts (20%)
  - Contribution financière demandée / adéquation du prix au regard du dimensionnement du projet, et de sa technicité (10%)

L'analyse des projets effectuée par le comité technique a été présentée au comité de pilotage (COPIL) du projet usages éphémères, composé des élu-e-s, du cabinet et des services associés à la démarche.

Ce comité de pilotage, qui s'est tenu le 2 septembre 2021, propose, en application des critères d'analyse et au vu de l'instruction réalisée, de retenir les projets suivants, qui pourront être mis en œuvre, en fonction notamment de la nature juridique du porteur de projet, par l'octroi d'une subvention ou d'un marché public.

- ***AMI usages éphémères / espaces publics :***

  - Projets présentés par des associations

Porteur du projet	Description sommaire	Montant de la subvention proposée
Sp3ak3r	Plateau télé, émission tournée en direct dans deux à trois quartiers prioritaires de la politique de la Ville. Thématiques : lutte contre les discriminations et égalité femme/homme.	5 000 €

Porteur du projet	Description sommaire	Montant de la subvention proposée
Horizome	Café végétal, lieu de rencontre et d'échanges citoyens avec plusieurs thèmes dont l'écologie, le sport, l'art.	15 000 €
Le Générateur	Itinéraire artistique transitoire et fresque participative. Création participative du mobilier urbain éco-conçu, des œuvres artistiques in situ, une signalétique tantôt pratique, tantôt poétique avec les habitant.es, commerçant.es, les scolaires et les différent.es usager.es du quartier.	15 000 €
Atelier NA	Festival accessible et ludique, participatif, grâce à une installation questionnant la permissibilité d'action pour les piéton.nes dans l'espace public et proposant des possibilités d'appropriation aux usager.es.	15 000 €
Cie Lu2	Projet d'habitation intercalaire, social et solidaire, mobilisant l'immobilier vacant.	15 000 €
Arachnima	Festival de gravure, ateliers de découverte, exposition en plein air, accessibles et ludiques, totalement participatif pour un public intergénérationnel où chacun pourra exprimer sa créativité.	14 500 €
Osmosis	Expressions artistiques dans et autour de l'hôtel Graffalgar proposant un parcours et des projections des œuvres.	15 000 €
La Grenze	En parallèle du Marché de Noël de Strasbourg ainsi que du Marché Off, situé place Griemeisen, La Grenze souhaite proposer cette année un "Off du off", autour d'une programmation et dans la prolongation du parcours des festivités entre le centre-ville et la patinoire de Cronenbourg.	12 000 €
Soundsitiv	Projet de « Rue Bienveillante » pour réinterroger l'utilité et l'usage de la rue et de ses partie-prenantes dans les changements de comportements et l'amélioration des conditions de vie grâce aux artistes. C'est utiliser le flux naturel d'une rue et de ses commerces pour diffuser, partager, montrer, faire vivre des contenus de médiation et de sensibilisation.	9 600 €
Le Générateur	« Il est temps de se balader en culottes » : Déambulation artistique et festive Drag Queen, emmenée par la Maison Marley, et accompagnés par trois artistes performeuses indépendantes pour encourager et diffuser leur univers.	2 500 €

- Projets présentés par des opérateurs économiques

Porteur du projet	Description sommaire	Montant du marché public proposé
Yoland	Prototype de mobilier urbain ayant pour fonction la récupération et le traitement de l'eau de pluie en réponse à la végétalisation de la ville et du développement des jardins urbains.	17 940 €
Numered Conseil	Renommer 22 rues de la ville avec des noms d'arbres et permettant d'accéder à des podcasts sur l'histoire, la mythologie, la nature de chacun d'entre eux. Des parcours découverte seront organisés.	14 980,80 €
Les Nouveaux Voisins	Mobilier urbain éphémère en préfiguration de futurs usages ayant une forme artistique et végétalisée et transformant la place en lieu de rencontre, de contemplation, de pause.	17 940 €

- ***AMI usages éphémères / street art***

- Projets présentés par des associations :

Porteur du projet	Description sommaire	Montant de la subvention proposée
Atelier du Club	Transformer, le temps de la réalisation de 4 fresques, une façade en un espace de création collective, dans une visée de transmission des techniques du Street Art et d'ouverture vers un public jeune et mixte, tout en impliquant les riveraines et riverains des zones des murs peints.	30 000 €
La Grenze	Œuvre sur la façade de la Grenze dont l'artiste sera sélectionné.e suite à un appel à projet auprès des artistes strasbourgeois.es	4 000 €
Colors Urban	Rendre un dernier hommage à un lieu voué à disparaître ou à être réhabilité. Le COLORS Corner prendrait la forme d'une exposition éphémère investissant un lieu d'expression, de rencontre, d'échanges artistiques et d'expositions.	29 956 €

- Projets présentés par des opérateurs économiques

Porteur du projet	Description sommaire	Montant du marché public proposé
Dan23	Porter un autre regard sur l'écologie : 6 actions écologiques à traiter localement sont identifiées grâce à des rencontres citoyennes, mises en avant grâce à 6 fresques sur coffret sirac et 1 grande fresque, annonçant le lancement d'une plateforme éducative permettant le libre accès à des contenus pédagogiques liés à l'écologie.	30 000 €
Yoland	Dispositif numérique de dessin en temps réel qui traduira, par le biais de l'installation et de la machine, le contenu graphique développé par plusieurs artistes. Le dispositif aura également une dimension interactive à travers une application ou chaque citoyen.ne sera invité.e à participer au contenu graphique produit par la machine.	32 559,12 €

Les projets qu'il est proposé de retenir se caractérisent par leur grande diversité, tant dans leur nature que dans leur localisation au sein des quartiers de la Ville.

L'attribution des subventions proposées relève de la compétence du Conseil municipal, tandis que celle des marchés publics de moins de 214 000 € HT relève de la délégation donnée par le Conseil à la Maire de Strasbourg en matière de marchés publics.

Le présent rapport propose par conséquent au Conseil municipal :

- d'approuver l'attribution des subventions aux porteurs des projets proposés par le comité de pilotage « usages éphémères », après analyse des projets au regard des critères énoncés dans l'appel à manifestation d'intérêts,
- d'autoriser la signature des contrats en résultant,
- d'augmenter, suite à la sélection des projets lauréats, le budget prévisionnel du dispositif de 200 000 € à 220 000 €, auxquels s'ajoutent 80 000 € de crédits inscrits au budget de la direction de la culture ; le différentiel sera prélevé sur les crédits courants inscrits au budget primitif et ne nécessitera pas d'inscription au budget supplémentaire.

Le calendrier de mise en œuvre des projets retenus au titre de la démarche d'« usages éphémères » sera décliné en fonction de la nature des projets, de leur saisonnalité éventuelle et des conditions techniques ou réglementaires permettant leur réalisation.

Cette expérimentation d'un an pourra être reconduite et / ou améliorée dans les années à venir au regard des résultats obtenus. Les premiers usages éphémères se tiendront sur le territoire de la ville de Strasbourg à compter de l'automne 2021 et s'échelonneront jusqu'à l'été 2022 sous la forme d'un parcours ludique, varié, interculturel et intergénérationnel permettant d'expérimenter et de repenser le partage de l'espace public dans notre ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions suivantes, au titre de la démarche d'usages éphémères de la ville de Strasbourg

- *AMI usages éphémères / espaces publics :*

Porteur du projet	***Description sommaire***	***Montant de la subvention attribuée***
Sp3ak3r	*Plateau télé, émission tournée en direct dans deux à trois quartiers prioritaires de la politique de la Ville. Thématiques : lutte contre les discriminations et égalité femme/ homme.*	*5 000 €*
Horizome	*Café végétal, lieu de rencontre et d'échanges citoyens avec plusieurs thèmes dont l'écologie, le sport, l'art.*	*15 000 €*
Le Générateur	*Itinéraire artistique transitoire et fresque participative. Création participative du mobilier urbain éco-conçu, des œuvres artistiques in situ, une signalétique tantôt pratique, tantôt poétique avec les habitant.es, commerçant.es, les scolaires et les différent.es usager.es du quartier.*	*15 000 €*
Atelier NA	*Festival accessible et ludique, participatif, grâce à une installation questionnant la permissibilité d'action pour les piéton.nes dans l'espace public et proposant des possibilités d'appropriation aux usager.es.*	*15 000 €*
Cie Lu2	*Projet d'habitation intercalaire, social et solidaire, mobilisant l'immobilier vacant.*	*15 000 €*
Arachnima	*Festival de gravure, ateliers de découverte, exposition en plein air, accessibles et ludiques, totalement participatif pour un public intergénérationnel où chacun pourra exprimer sa créativité.*	*14 500 €*
Osmosis	*Expressions artistiques dans et autour de l'hôtel Graffalgar proposant un parcours et des projections des œuvres.*	*15 000 €*

Porteur du projet	*Description sommaire*	*Montant de la subvention attribuée*
La Grenze	*En parallèle du Marché de Noël de Strasbourg ainsi que du Marché Off, situé place Griemeisen, La Grenze souhaite proposer cette année un "Off du off", autour d'une programmation et dans la prolongation du parcours des festivités entre le centre-ville et la patinoire de Cronenbourg.*	*12 000 €*
Soundsitiv	*Projet de « Rue Bienveillante » pour réinterroger l'utilité et l'usage de la rue et de ses partie-prenantes dans les changements de comportements et l'amélioration des conditions de vie grâce aux artistes. C'est utiliser le flux naturel d'une rue et de ses commerces pour diffuser, partager, montrer, faire vivre des contenus de médiation et de sensibilisation.*	*9 600 €*
Le Générateur	*« Il est temps de se balader en culottes » : Déambulation artistique et festive Drag Queen, emmenée par la Maison Marley, et accompagnés par trois artistes performeuses indépendantes pour encourager et diffuser leur univers.*	*2 500 €*

- *AMI usages éphémères / street art*

Porteur du projet	*Description sommaire*	*Montant de la subvention attribuée*
Atelier du Club	*Transformer, le temps de la réalisation de 4 fresques, une façade en un espace de création collective, dans une visée de transmission des techniques du Street Art et d'ouverture vers un public jeune et mixte, tout en impliquant les riveraines et riverains des zones des murs peints.*	*30 000 €*
La Grenze	*Œuvre sur la façade de la Grenze dont l'artiste sera sélectionné.e suite à un appel à projet auprès des artistes strasbourgeois·es*	*4 000 €*
Colors Urban	*Rendre un dernier hommage à un lieu voué à disparaître ou à être réhabilité. Le COLORS Corner prendrait la forme d'une exposition éphémère investissant un lieu d'expression, de rencontre, d'échanges artistiques et d'expositions.*	*29 956 €*

décide

de porter le budget prévisionnel du dispositif à 220 000 €, auxquels s'ajoutent 80 000 € de crédits inscrits au budget de la direction de la culture ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à préparer, signer et exécuter les subventions, autorisations d'occupation domaniales et tous autres actes afférents, conclus pour mettre en œuvre la démarche d'usages éphémères de la ville de Strasbourg pendant cette première année d'expérimentation.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140649-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Cartographie prévisionnelle des projets envisagés



*6 projets doivent encore voir leur localisation définitive précisée.

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Avis sur l'ajustement technique du tableau des emplois.

Numéro V-2021-1232

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par le Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

Sont ici proposées :
- 5 suppressions et 8 créations d'emplois permanents (relatives notamment à la réorganisation du service Famille et petite enfance et des Musées) ;
- des transformations d'emplois créés précédemment et rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées (changement d'intitulé, de la nature, des fonctions et/ou de la fourchette de grades) ; cela concerne notamment ici la réorganisation des services Famille et petite enfance et des Musées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 20 septembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133360-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 agent d'entretien des écoles	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 15/09/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 agent d'accueil	Assurer l'accueil physique et téléphonique de la Maison de l'enfance. Assurer la gestion des salles et des espaces de la structure. Assurer le secrétariat.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant du conservateur	Assister un conservateur. Assurer son secrétariat (accueil, frappe, classement, gestion d'agenda). Prendre en charge des dossiers particuliers ou missions spécifiques.	Temps complet	Rédacteur ou assistant de conservation du patrimoine	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 taxidermiste	Préparer les animaux morts en leur rendant l'apparence de la vie afin de les conserver et de les présenter au public.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Action Culturelle	1 chargé de projet médiation numérique et territoires	Créer et mettre en œuvre une offre de médiation adaptée. Définir, coordonner et mettre en œuvre avec les partenaires un programme d'actions sur les territoires.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Suppression d'emploi soumise au CT du 15/09/21.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscriptions et scolarité	1 agent d'accueil	Accueillir, renseigner et orienter le public. Accompagner les usagers dans leurs démarches. Classer et archiver les dossiers d'inscription.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 responsable ressources humaines	Animer et coordonner, en lien avec la DRH et la direction, les actions liées à la gestion des ressources humaines. Assurer l'interface entre le service, les agents et la direction.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 accueillant petite enfance	Participer à l'organisation des activités des enfants accueillis et leur assurer la sécurité physique et affective, en relation avec l'équipe éducative et les parents.	Temps complet	Auxiliaire de puériculture ou agent spécialisé des écoles maternelles ou agent social	Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe à 1ère classe ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe Agent social à agent social principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réorganisation du service soumise au CT du 06/07/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable du département accueil surveillance vente	Encadrer et animer le département. Définir et superviser la mise en œuvre du dispositif d'accueil et de surveillance. Optimiser le fonctionnement des boutiques.	Temps complet	Attaché ou attaché de conservation du patrimoine	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Création dans le cadre de la réorganisation des Musées soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable référent des caisses	Encadrer les équipes. Veiller à la bonne application des règles de la régie. Assurer les relations avec les régisseurs. Contribuer à l'animation de la politique de vente des boutiques des musées.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réorganisation des Musées soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 technicien d'entretien des collections	Assurer la préservation, la conservation, le conditionnement et la présentation des collections. Participer à l'évaluation de leur état sanitaire.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réorganisation des Musées soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 restaurateur Naturalia	Garantir et effectuer la conservation préventive et curative des spécimens de l'établissement.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Création dans le cadre de la réorganisation des Musées soumise au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de mission programmation culturelle	Piloter et coordonner la programmation culturelle portée par le service. Assurer le suivi administratif et financier. Assurer l'interface avec le artistes et les régisseurs techniques. Apporter soutien et conseil.	Temps complet	Attaché ou attaché de conservation du patrimoine	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 coordinateur des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant	Coordonner et superviser les établissements pour en garantir le bon fonctionnement. Encadrer et accompagner les directeurs d'établissement. Piloter, coordonner et/ou suivre projets et actions.	Temps complet	Attaché ou cadre de santé ou conseiller socio-éducatif ou éducateur de jeunes enfants	Attaché à directeur Cadre de santé à cadre supérieur de santé Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif Educateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant coordinateur thématique "accueil 0-4 ans" et responsable RH calibré attaché à directeur, cadre de santé de 2ème classe à 1ère classe et conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif) suite au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 adjoint au chef de service - coordinateur des LAPE	Seconder et remplacer le chef de service en son absence. Coordonner et superviser les LAPE. Encadrer et accompagner les responsables. Piloter et/ou suivre projets et partenariats. Assurer le suivi des marchés.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché à directeur Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint au chef du service calibré attaché à directeur) suite au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 directeur d'établissement - coordinateur de la Maison de l'enfance	Impulser, planifier et coordonner les activités de l'établissement en vue d'assurer l'accueil des enfants. Participer à la définition des orientations du service. Encadrer les équipes placées sous sa responsabilité. Assurer la coordination fonctionnelle de la Maison de l'enfance.	Temps complet	Cadre de santé ou éducateur de jeunes enfants ou infirmier en soins généraux	Cadre de santé de 2ème classe à cadre supérieur de santé Educateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Infirmier en soins généraux de classe normale à hors classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant directeur d'établissement) suite au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 agent de maintenance technique	Assurer la surveillance générale, l'entretien et la maintenance courante du bâtiment et des installations techniques.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	4 agents d'entretien et de restauration	Effectuer le nettoyage des structures petite enfance. Participer aux services des repas.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant aide-cuisine, lingère et agent d'entretien) suite au CT du 06/07/21.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 gestionnaire administratif	Participer à la gestion financière et comptable et à la gestion des achats. Participer à l'accueil téléphonique.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire administratif et logistique) suite au CT du 06/07/21.
Direction de la Culture	Musées	3 responsables - référents d'équipe d'agents d'accueil et de surveillance	Coordonner et encadrer les responsables d'équipe de son pôle. Encadrer une équipe d'agents d'accueil et de surveillance. Veiller à la sécurité des biens et des personnes.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant calibré adjoint du patrimoine principal de 1ère classe à assistant de conservation) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	2 assistants scientifiques	Assister le conservateur pour la gestion quotidienne du musée, le suivi et la conservation préventive des collections et la mise en place des expositions. Effectuer des travaux administratifs.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant magasinier calibré adjoint du patrimoine principal de 2ème classe à 1ère classe pour l'un, secrétaire calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe pour l'autre) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable du Cabinet des estampes et des dessins	Conserver, mettre en valeur et enrichir les collections. Assurer la gestion administrative, financière et humaine de l'établissement. Développer, préparer et suivre des expositions.	Temps complet	Conservateur du patrimoine et des bibliothèques	Conservateur du patrimoine	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant attaché de conservation à attaché principal de conservation) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 photographe	Réaliser les prises de vues d'œuvres et documents en studio. Développer les films et tirer les négatifs. Enregistrer et classer les nouvelles prises de vues.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré technicien principal de 2ème classe à 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de la Culture	Musées	1 responsable de la communication	Définir et coordonner la politique de communication des Musées. Elaborer les plans de communication et leurs budgets. Encadrer et animer l'équipe.	Temps complet	Attaché ou attaché de conservation du patrimoine	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de la fourchette de grades (avant calibré attaché à attaché principal et attaché de conservation) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant de communication multimedia	Participer à l'élaboration et à la mise en place d'actions de communication numérique.	Temps complet	Rédacteur ou assistant de conservation du patrimoine	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant de communication	Participer à la mise en place et au suivi des actions de communication. Réaliser des documents et rédiger des communiqués et dossiers de presse.	Temps complet	Rédacteur ou assistant de conservation du patrimoine	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 régisseur	Gérer la régie des recettes et la régie d'avance. Assurer la comptabilité de la régie. Participer à la gestion des stocks des boutiques. Encadrer la régie. Contrôler l'action des mandataires.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable finances calibré attaché à attaché principal) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 régisseur adjoint	Contribuer à la gestion de la régie des recettes et de la régie d'avance, et à la comptabilité de la régie. Participer à la gestion des stocks des boutiques. Assister le régisseur dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 administrateur général	Assurer le pilotage stratégique des ressources. Encadrer l'équipe. Apporter conseil et expertise. Superviser l'équipe technique et décliner la politique de sûreté des œuvres.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à directeur Administrateur	Modification de la fourchette de grades (avant calibré attaché à directeur et administrateur) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable ressources humaines	Participer à la définition des objectifs RH et assurer la gestion des emplois et des compétences. Organiser et coordonner les activités RH. Encadrer une équipe.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant RH calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant ressources humaines	Assister le responsable ressources humaines. Assurer la gestion administrative des agents en lien avec les services de la DRH.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de la coordination des agents d'accueil et de surveillance) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable de la sûreté des biens et de la sécurité des personnes	Coordonner les aspects liés à la sûreté des collections et à la sécurité des personnes. Participer à l'établissement du plan de sauvegarde. Rédiger et participer à la mise en œuvre des procédures. Gérer les situations d'urgence. Sensibiliser les agents.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de la fourchette de grades (avant calibré attaché de conservation) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	3 électriciens	Réaliser des travaux dans le cadre de la présentation des collections, des expositions et de la maintenance. Assurer la régie technique.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à agent de maîtrise) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	3 menuisiers spécialisés des musées	Réaliser des travaux dans le cadre de la présentation des collections, des expositions et de la maintenance.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à agent de maîtrise) suite au CT du 15/09/21.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Musées	9 opérateurs techniques des musées	Assurer la réalisation et le suivi techniques des montages d'expositions, et les mouvements techniques des œuvres des collections. Effectuer des travaux de maintenance courante.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à agent de maîtrise) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	2 peintres spécialisés des musées	Réaliser des travaux dans le cadre de la présentation des collections, des expositions et de la maintenance.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à agent de maîtrise) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 serrurier spécialisé des musées	Réaliser des travaux dans le cadre de la présentation des collections, des expositions et de la maintenance.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à agent de maîtrise) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant à la régie des collections	Assurer la gestion administrative des prêts des collections, des dons, des dépôts et des acquisitions.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine ou rédacteur	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant du régisseur) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 régisseur adjoint des collections	Coordonner, aux plans physique, documentaire, administratif, juridique et financier, les mouvements internes et externes des collections.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant attaché à la régie des œuvres) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable du département de la régie des collections et du pôle d'études et de conservation	Encadrer et animer le département. Assurer la responsabilité du Pôle d'études et de conservation des musées. Assurer la conservation préventive des collections. Piloter et superviser la gestion des collections.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant régisseur des œuvres et coordinateur des expositions pour les musées patrimoniaux) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	2 régisseurs des expositions	Contribuer aux activités de régie des expositions. Assurer la gestion et le suivi administratif, financier et technique des activités. Participer au montage et au démontage des expositions.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine ou technicien	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant aide-logistique calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe et assistant régisseur d'expositions calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe et assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 adjoint au responsable du département éducatif et culturel des musées	Participer à la programmation et coordination des projets culturels et pédagogiques. Organiser et assurer la gestion administrative et financière. Coordonner le pôle de réservation et la régie. Développer le mécénat et les partenariats. Seconder et remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Attaché ou attaché de conservation du patrimoine	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant administratif calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 responsable du département éducatif et culturel des musées	Encadrer et animer le département. Impulser, concevoir et coordonner évènements, projets culturels et actions éducatives. Participer à la mise en place du programme culturel des musées. Assurer l'interface avec les différents partenaires.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine ou conservateur du patrimoine et des bibliothèques	Attaché de conservation du patrimoine à conservateur en chef du patrimoine	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du service éducatif des musées) suite au CT du 15/09/21.
Direction de la Culture	Musées	1 assistant éditorial	Assurer le suivi éditorial, administratif et commercial des titres publiés par les éditions des musées de Strasbourg, Participer à la réalisation éditoriale des projets de catalogues et à la coordination d'une revue numérique. Contribuer à la promotion des titres.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant du chargé d'édition et de promotion) suite au CT du 15/09/21.
Transformations avec incidence financière à la hausse							

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Solidarités, santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 assistant de direction	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature de fonctions et de la fourchette de grades (avant secrétaire-assistant calibré adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur).
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Culture	Conservatoire	1 chargé d'accueil	Accueillir, renseigner, orienter le public et les usagers de la Cité de la Musique et de la Danse.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire).
Direction Urbanisme et territoires	Aménagement du territoire et projets urbains	1 chargé de mission "animal en ville"	Piloter et suivre projets et actions liés à la mission. Assurer l'interface avec les différents acteurs.	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef de projet "place des animaux en ville" calibré attaché à attaché principal).
Direction Urbanisme et territoires	Police du bâtiment	1 chargé du suivi des immeubles menaçant ruine	Organiser les visites de contrôle et de suivi, et les tournées de contrôle préventif. Suivre les dossiers et mettre en œuvre les procédures concernant la mise en sécurité des IMR. Mettre à jour les bases de données.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant instructeur droits des sols calibré technicien principal de 2ème classe à 1ère classe).

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Avis sur les emplois Ville.

Numéro V-2021-1233

Dans le cadre de la nouvelle politique des ressources humaines et ainsi qu'il l'a été précisé dans les délibérations-cadre des conseils métropolitain et municipal de mai 2021, une nouvelle vague de créations de postes est proposée. Sur les 300 créations nettes de postes sur le mandat (180 à la Ville et 120 à l'Eurométropole), il est proposé que cette vague porte sur un nombre total de 95 postes, dont 46 pour la Ville et 49 pour l'Eurométropole qui porte à la fois les postes relatifs aux politiques publiques métropolitaines (38 postes) et les postes mutualisés dans le domaine des ressources (11 postes).

La politique des ressources humaines permet de mettre en cohérence le projet politique et le projet de l'administration. Les créations d'emplois prévues ce jour prennent en compte le réarmement du service public local, la réponse à la crise sanitaire et ses effets, et la préparation de l'avenir par des investissements stratégiques. La politique des ressources humaines se met en place dans un souci constant de dialogue avec les organisations syndicales, selon la feuille de route adoptée par les conseils de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Les postes dont la création est proposée s'inscrivent, comme les précédents, dans une double visée : la réponse à une urgence de terrain pour restaurer la capacité à rendre le service public de proximité et la réponse à une vision prospective des besoins en compétences sur les secteurs d'action prioritaires, à savoir l'éducation et l'accompagnement des enfants, le développement et l'innovation sociale, la lutte contre la précarité, la participation citoyenne, la transition écologique.

La collectivité se dote ainsi de capacités à répondre à des impératifs de service public et à mener de nouveaux projets correspondant aux priorités politiques du mandat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les créations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140568-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi						Niveau du recrutement		Observations
Direction générale adjointe	Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	-	1 chargé d'études	Effectuer des travaux de recherche sur une thématique particulière.	Temps complet	Attaché	Attaché	Création d'un emploi de doctorant sur la Cité éducative dans le cadre du dispositif CIFRE-CRAPS, financé partiellement par l'ANRT.
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Administration générale et ressources de la DEE	1 contrôleur de gestion - adjoint au chef de service	Concevoir et développer des outils de pilotage et d'aide à la décision. Réaliser des études et analyses. Assurer un contrôle de gestion. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Administration générale et ressources de la DEE	1 agent logistique	Assurer la logistique des équipements et effets d'habillements. Participer au recensement des besoins, à la préparation des commandes et à leur mise à disposition.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	1 travailleur social "instruction à domicile"	Réaliser les enquêtes sociales liées à l'instruction à domicile. Mener des actions partenariales et de suivi dans le cadre du contrôle de l'obligation scolaire. Mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement des familles et de protection de l'enfance.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Périscolaire et éducatif	1 infirmier périscolaire	Coordonner et animer le volet santé sur les temps péri- et extrascolaires. Analyser, adapter et suivre la mise en œuvre des projets d'accueil individualisés. Accompagner les équipes et les familles.	Temps complet	Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux de classe normale à hors classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Périscolaire et éducatif	3 adjoints au responsable périscolaire de site	Assister le responsable dans l'organisation et le fonctionnement des temps périscolaires. Participer à l'élaboration, à l'animation et à la mise en œuvre du projet pédagogique. Veiller à la sécurité et à la qualité de l'accueil de l'enfant. Accompagner et informer les parents. Remplacer le responsable en son absence.	Temps complet	Rédacteur ou animateur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Animateur à animateur principal de 1ère classe	Créations pour les sites Doré, Lezay/Guynemer, Niederau/Pourtalès, et Stoskopf.
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Culture	Musées	1 assistant RH	Assister le responsable ressources humaines. Assurer la gestion administrative des agents en lien avec les services de la DRH.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	-	1 chef de projet « plan de services publics du quotidien »	Piloter la mise en œuvre stratégique et opérationnelle du projet. Assurer une animation transversale et veiller à la cohérence des actions. Développer les partenariats et une approche territoriale des besoins.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	-	1 comptable	Participer à l'élaboration des documents budgétaires. Assurer le suivi du budget et les opérations comptables. Editer des tableaux de bord.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	-	1 chef de projet informatique et numérique	Accompagner les projets de développement. Assurer la maintenance et la mise à niveau des applications. Mettre en place de nouveaux outils informatiques et numériques.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à Ingénieur principal	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	Funéraire	2 agents de conservation des cimetières	Réaliser l'entretien général des sites (espaces verts, bâtiments...). Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires. Réaliser des exhumations administratives.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi						Niveau du recrutement		Observations
Direction générale adjointe	Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	Cultes	1 assistant administratif	Assurer une assistance technique et une assistance projet. Préparer et suivre les dossiers et projets. Elaborer les supports nécessaires au suivi des activités. Participer à l'instruction des dossiers.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	Accueil de la population	3 chargés de prestations	Contribuer au rayonnement de la collectivité par l'accueil et l'orientation des usagers, la promotion des actions municipales et la participation à l'animation du quartier. Délivrer des prestations. Contribuer à l'autonomie des personnes dans leurs démarches en ligne.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Population, élections et cultes	Accueil de la population	1 agent du bureau des objets trouvés	Accueillir et renseigner les usagers. Enregistrer et stocker les objets. Assurer l'interface avec les partenaires.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Action sociale de proximité	3 conseillers sociaux	Accueillir, orienter et renseigner le public et les partenaires. Accompagner les personnes dans leur prise d'autonomie, leur insertion et dans l'accès aux droits. Instruire les demandes d'aide sociale. Participer à la mise en œuvre des projets sociaux.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Action sociale de proximité	3 coordinateurs insertion	Encadrer une équipe sur un territoire. Garantir la mise en œuvre de la politique insertion – emploi, du service public de l'insertion et de son système d'information. Assurer l'interface avec les partenaires de l'insertion.	Temps complet	Conseiller socio-éducatif	Conseiller socio-éducatif	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Action sociale de proximité	1 chef de projet "appui aux pilotages de l'intervention sociale de proximité"	Proposer un projet portant sur l'analyse et l'organisation de l'intervention sociale sur le territoire et mettre en œuvre le schéma retenu. Mobiliser et fédérer les acteurs.	Temps complet	Conseiller socio-éducatif ou attaché	Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif Attaché à attaché principal	Création qui peut être financée dans le cadre de la convention de délégation.
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Action sociale de proximité	1 responsable insertion et développement social	Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique d'insertion. Coordonner la politique d'insertion et de l'emploi dans le cadre de la convention avec la Collectivité européenne d'Alsace.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Création financée dans le cadre de la convention de délégation.
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Santé et autonomie	1 agent administratif polyvalent	Participer à la veille administrative et solidaire relative aux personnes âgées et handicapées isolées. Porter une attention accrue envers ce public en période de crise.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	-	1 chef de projets "hébergements et habitat intercalaire"	Piloter, suivre et/ou accompagner les projets. Assurer l'interface avec les différents acteurs.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Jeunesse éducation populaire	1 chargé de mission jeunesse	Contribuer au développement et à la mise en œuvre de la politique jeunesse. Piloter et/ou suivre des dossiers et projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Solidarités, enfance et jeunesse	Lutte contre les exclusions - CCAS	1 agent d'accueil polyvalent	Participer à l'accueil et au fonctionnement des structures d'accueil et d'hébergement d'urgence.	Temps complet	Agent social ou adjoint d'animation	Agent social à agent social principal de 1ère classe Adjoint d'animation à adjoint d'animation principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	-	Mission Egalité	1 assistant administratif	Assurer la gestion administrative et logistique de la mission. Contribuer à la gestion et à l'animation d'un espace dédié. Participer à l'organisation d'événements.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	-	Mission Vie associative	1 préfigurateur Vie associative	Définir et préfigurer la mission. Impulser et coordonner démarches et projets.	Temps complet	Attaché	Attaché principal à attaché hors classe	

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi						Niveau du recrutement		Observations
Direction générale adjointe	Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction générale adjointe "Transformation démocratique, Europe, territoires et prévention"	Participation citoyenne	-	1 chargé de mission revues de concertation	Coordonner, organiser et gérer les revues de concertation. Contribuer à leur animation. Accompagner les démarches. Elaborer et suivre des marchés. Concevoir et alimenter des outils de pilotage.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	
Direction générale adjointe "Transformation démocratique, Europe, territoires et prévention"	Participation citoyenne	-	1 chargé de mission numérique	Apporter conseil, expertise et appui en matière de communication numérique. Accompagner les porteurs d'initiatives citoyennes et les services sur la plateforme. Concevoir et mettre en place différentes fonctionnalités numériques.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction générale adjointe "Transformation démocratique, Europe, territoires et prévention"	Territoires	-	1 chef de projet développement social et urbain	Accompagner l'insertion urbaine et sociale d'un secteur. Assurer la coordination entre les habitants, les services de droit commun et les bailleurs. Impulser un projet de développement social et urbain, contribuer à sa coordination et à sa mise en œuvre ainsi qu'à celle du contrat de ville.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio éducatif ou ingénieur	Attaché à attaché principal Conseiller socio-éducatif Ingénieur à ingénieur principal	
Direction générale adjointe "Transformation économique et écologique du territoire"	Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 assistant administratif et logistique	Assurer le suivi des dossiers de subventions et de l'exécution des conventions. Participer à l'élaboration des marchés publics. Gérer les concessions. Etablir les bilans. Participer à la collecte, au traitement et à la diffusion des données géographiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la réserve naturelle de la Robertsau financée par l'Etat.
Direction générale adjointe "Transformation économique et écologique du territoire"	Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 conservateur réserve naturelle	Coordonner et piloter les actions menées dans la réserve. Encadrer et animer une équipe.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Création dans le cadre de la réserve naturelle du Rohrschollen financée par l'Etat.
Direction générale adjointe "Transformation économique et écologique du territoire"	Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 chef de projet ancrage territorial	Assurer les relations entre les réserves naturelles et leur environnement social et économique immédiat.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Création dans le cadre du CTEC financé à 50% par l'AERM.
Direction générale adjointe "Transformation économique et écologique du territoire"	Espaces publics et naturels	Aménagement espace public	2 techniciens maîtrise d'ouvrage	Piloter les projets courants en maîtrise d'ouvrage. Assurer la gestion de l'entretien courant sur un secteur. Assurer les relations avec les riverains.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Créations dans le cadre de l'aménagement des cours d'école.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021 relative à la création d'emplois non permanents relevant de l'art. 3. II de la loi du 26/01/1984

Descriptif de l'emploi							Niveau de recrutement		Conditions particulières exigées des candidats		Observations
Direction générale adjointe	Direction	Service	Description et durée du projet ou de l'opération identifiée	Intitulé de l'emploi	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Grade et catégorie hiérarchique	Niveau et type de diplôme	Expérience et qualifications requises	
Direction générale adjointe "Transformation sociale et sociétale"	Enfance et éducation	Caisse des écoles	La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées dans le dispositif interministériel de « Cités éducatives » qui a vocation à renforcer la coordination territoriale des acteurs éducatifs des territoires QPV. A Strasbourg, les QPV Neuhof-Meinau et Elsau ont été proposés par l'Etat à la labellisation « Cité éducative de Strasbourg » le 05/09/19. La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, à la suite des délibérations des 23 et 27/09/19, ont confirmé leur candidature. L'Etat a annoncé une dotation de 500000 €/an pour la cité éducative Neuhof-Meinau / Elsau sur la période 2020-2022 dans un courrier en date du 24/02/20. Une démarche de labellisation "Cité éducative" sur le territoire de Hautepierre est en cours et permettra de bénéficier de dotation spécifique. Le projet est d'une durée de 3 ans.	1 éducateur de jeunes enfants - référent des Cités éducatives	Accompagner les enfants (2 à 6 ans) et les parents des quartiers relevant des Cités éducatives de Strasbourg. Mettre en œuvre une expérimentation, principalement au domicile des familles, auprès des enfants et de leur parents en vue de faciliter l'intégration à l'école dans un objectif de prévention précoce et de préparation à la réussite éducative.	Temps complet	Educateur de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants - cat. A	Titulaire d'un diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent.	Expérience confirmée dans le domaine éducatif, social et/ou de l'animation avec idéalement une expérience dans l'accompagnement individuel. Maîtrise en conception et mise en œuvre d'interventions auprès des enfants et de leurs parents, maîtrise des droits et obligations dans le cadre d'une mission de service public. Aisance relationnelle, capacité d'analyse, d'écoute et de prise de recul. Autonomie. Capacité rédactionnelle et esprit de synthèse.	Co-financé à hauteur de 50% par l'Etat.
Direction générale adjointe "Transformation écologique et économique du territoire"	Mobilité, espaces publics et naturels	Voies publiques	Réhabilitation des voiries du Port Autonome de Strasbourg. Projet d'une durée de 6 ans.	1 technicien travaux	Coordonner et organiser les travaux d'aménagement des travaux de voirie.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe - cat. B	Bac+2 dans les métiers du bâtiment, génie civil, travaux publics, ou équivalent.	Expérience confirmée en coordination de travaux publics ou génie civil.	
Direction générale adjointe "Transformation écologique et économique du territoire"	Espaces publics et naturels	Ingénierie et conception d'espaces publics	Le projet "Strasbourg ça pousse" existe depuis plus de 4 ans. Par ce projet, la ville de Strasbourg souhaite s'investir dans une ville résiliente, plus verte, plus ouverte, plus durable en végétalisant l'espace public. Le projet propose aux strasbourgeois, qu'ils soient professionnels ou particulier de déposer des projets pour jardiner leur ville (jardins familiaux, jardins potagers, potagers urbains collectifs, jardins d'école, lieux de cueillette... Les demandes croissent actuellement avec une complexité de concertation suite à l'impulsion donnée par le nouvel exécutif. Projet d'une durée de 5 ans.	1 technicien paysage «Strasbourg, ça pousse»	Assurer les études, la concertation, la présentation aux riverains, aux élus et directions de territoire des projets "Strasbourg, ça pousse". Assurer le suivi des travaux et les commandes auprès des entreprises de travaux.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe - cat. B	Bac+ 2 en espaces verts, paysage, ou équivalent.	Expérience dans la gestion d'opérations techniques d'espace public au sein de ou en lien avec une collectivité. Débutant accepté (si formation technique adaptée). Bonne organisation et autonomie.	Financement à 100% par l'Etat.
Direction générale adjointe "Transformation écologique et économique du territoire"	Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	Dans le cadre du financement de la DREAL, à hauteur de 2 emplois sur 3 ans, la ville de Strasbourg assure une mission d'animation environnementale pour les réserves naturelles nationales dont elle assure la gestion, soit Illkirch-Neuhof et Rohrschollen ainsi que pour la Robertsau.	2 animateurs environnement	Assurer l'animation environnementale des réserves naturelles. Informer et sensibiliser les visiteurs. Animer le site internet ainsi que les nouveaux outils de communication.	Temps complet	Animateur	Animateur - cat. B	Diplôme dans le domaine de l'animation (BEATEPJ, BPJEPS), bac+2 en animation nature, ou équivalent.	Expérience en animation environnementale souhaitée. Maîtrise technique d'une ou plusieurs thématiques du champ de l'environnement, maîtrise des techniques de recherche d'information, connaissance des problématiques environnementales, des techniques d'animation et approches pédagogiques, et des publics enfants et/ou jeunes.	Financement à 100% par l'Etat.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°25

Avis sur les emplois Ville.

Pour	**47**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**0**	
Abstention	**15**	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Modalités de prise en charge des frais de garde et d'assistance engagés par les élus-es municipaux-ales.

Numéro V-2021-1234

Un cadre légal nouveau :

Compte tenu du besoin de disponibilité en journée, en soirée et le week-end induit par l'exercice de responsabilités électives, la loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019 a instauré le remboursement par la commune aux élu.es membres du conseil municipal des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, en situation de handicap ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile, lorsque ces frais ont été engagés en raison de leur participation à l'une des réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 du CGCT.

Le périmètre de ces réunions est le suivant :
- séances plénières du conseil municipal ;
- réunions de commissions instituées par délibération du conseil municipal dont ils-elles sont membres ;
- réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils-elles ont été désignés-es pour représenter la commune.

En vertu des dispositions législatives, ce remboursement interviendra en référence à un taux horaire plafonné au montant horaire du salaire minimum de croissance et déduction faite de toutes aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôts dont l'élu.e bénéficie par ailleurs.

Les modalités de remboursement doivent être fixées par délibération du conseil municipal pour permettre ledit remboursement par le comptable public.

Les modalités de prise en charge proposées sont les suivantes :
- le remboursement de ces frais indispensables à l'exercice des responsabilités électives sera effectué sur la base d'un état de frais nominatif,

- les pièces justificatives des dépenses réellement engagées devront être conservées par les bénéficiaires et seront exigées dans le cadre d'un contrôle a posteriori afin de permettre de s'assurer que les frais concernés répondent aux critères posés par le CGCT (âge et situation des personnes, nature des réunions, subsidiarité, reste à charge…).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant

le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales, et
notamment ses articles L. 2123-1 et L. 2123-18-2
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le remboursement aux élu-e-s municipaux-ales des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, en situation de handicap ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile, sur présentation d'un état de frais des dépenses, qu'ils-elles ont engagés en raison de leur participation aux séances plénières de ce conseil, aux réunions de commissions instituées par une délibération du conseil municipal dont ils-elles sont membres et aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils-elles ont été désignés-e-s pour représenter la commune, selon les modalités présentées dans le rapport ci-dessus ;*

- *la mise en place d'un dispositif de suivi et de contrôle de ces dépenses, conformément aux dispositions législatives en vigueur ;*

autorise

- *la Maire à déterminer le montant individuel dû aux élu-e-s concerné-e-s et à procéder aux remboursements,*

- *l'inscription des sommes correspondantes sur la ligne budgétaire 6531.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140773-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 26 à l'ordre du jour :

Modalités de prise en charge des frais de garde et d'assistance engagés par les élus-es municipaux-ales.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 44 voix
+ 1 voix pour Madame Turan qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 6 voix

Abstention : 8 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°26

Modalités de prise en charge des frais de garde et d'assistance engagés par les élus-es municipaux-ales.

Pour	**44**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**6**	BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine
Abstention	**8**	BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Marchés publics et avenants.

Numéro V-2021-1235

1. **Autorisation de signature de marchés publics**

Il est proposé d'autoriser la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
20VDS0074	Mission de maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation et de réaménagement de la base technique des espaces verts de l'Orangerie à Strasbourg	28 mois (hors GPA)	CLERC DETOLLE	325 900	15/07/2021

2. Renonciation totale aux pénalités concernant le marché 2020/0727: acquisition d'instruments de musique d'études et de concert, et d'accessoires pour les services de la Direction de la Culture de la Ville de Strasbourg

Ce marché, sans montant minimum et avec un montant maximum de 125 000 € HT, a été notifié le 9 septembre 2020 à la société Michelsonne.

Après notification du marché, des commandes ont été effectuées par deux services : le Conservatoire et le Centre chorégraphique.

Certaines de ces commandes n'ont pu être honorées dans les délais proposés par le candidat dans son offre :

- Piano Yamaha P-515B PIANO NUMERIQUE : 2 jours calendaires
- Piano Roland HP 601B : 5 jours calendaires
- Piano numérique portable "Clavia Nord Piano 4 piano de scène" avec sa housse de transport : 5 jours calendaires

Le cahier des clauses administratives prévoyait, dans son article 11.1, les pénalités suivantes : « lorsque *le délai contractuel d'exécution et/ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/1000 du montant des commandes en retard, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS ».*

- Le Piano Yamaha P-515B PIANO NUMERIQUE à 960 € : commandé le 23 septembre 2020 et annoncé avec un délai 2 jours calendaires est arrivé avec 211 jours de retard. P = 0.96 x 211 = 202,56,
- Le Piano Roland HP 601B à 1180 € : commandé le 23 septembre 2020 annoncé avec un délai de 5 jours est arrivé avec 205 jours de retard. P = 1,18 x 205 = 241,9,
- Le Piano numérique portable "Clavia Nord Piano 4 piano de scène" avec sa housse de transport à 2140 € : commandé le 17 novembre 2020 annoncé avec un délai 5 jours calendaires est arrivé avec 157 jours de retard.

P= 2,140 x 157 = 335,98.

Le total des pénalités s'élève donc à **780,44 €.**

Un courrier de mise en demeure a été adressé à la société le 23 février 2021 en lui demandant de bien vouloir assurer la livraison du matériel au plus tard le 18 mars 2021. En réponse à cette mise en demeure, la société Michelsonne a indiqué que dans le cadre de la crise sanitaire et des confinements en résultant, son fournisseur ne parvenait plus à assurer les commandes.

Dans l'attente, Michelsonne a pris l'initiative de prêter du matériel de remplacement pour les instruments suivants :

– le Yamaha P-515B,
– le Piano Roland HP 601B

Compte tenu du faible montant des pénalités, des circonstances évoquées (pandémie) et du fait que du matériel a été prêté à la collectivité lui permettant d'assurer la continuité de ses activités, il est proposé de renoncer aux pénalités de retard.

3. <u>Avenants</u>

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. ***Autorisation de signature de marchés publics***

Autorise la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	***Objet du marché***	***Durée du marché***	***Attributaire***	***Montant (€ HT)***	***Date CAO/ comité interne***
20VDS0074	*Mission de maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation et de réaménagement de la base technique des espaces verts de l'Orangerie à Strasbourg*	*28 mois (hors GPA)*	*CLERC DETOLLE*	*325 900*	*15/07/2021*

2. Renonciation totale aux pénalités concernant le marché 2020/0727: acquisition d'instruments de musique d'études et de concert, et d'accessoires pour les services de la Direction de la Culture de la Ville de Strasbourg

approuve la renonciation totale d'un montant de 780,44 € aux pénalités envers la société MICHELSONNE

3. Avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter le marché, les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132942-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 214 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DMEPN= Direction Mobilité Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
AOO	Direction de la Culture	2017/544	17011V : PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX ET VITRES DES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG	943 736,17	ELIOR	4	46 620,70 (le montant des trois avenants précédents s'élève à 47 115,81 € HT)	9,93	1 037 472,68	01/07/2021
Objet de l'avenant au marché 2017/544 : l'avenant a pour but de permettre la continuité du service dans l'attente de l'attribution du nouveau marché dont la consultation est en cours. Une première consultation avait été lancée dans les délais mais elle a dû être déclarée sans suite car un risque d'irrégularité juridique pesait sur la procédure.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA 4	DMEPN	20210384	21VDS0051 Travaux de construction d'une esplanade festive à Strasbourg-Wacken	318 905	COLAS	1	31 643,17	9,92	350 548,17	29/07/2021
Objet de l'avenant au marché 20210384 : afin de permettre l'installation de la totalité des forains, il a été nécessaire d'augmenter la surface de la plateforme mise à leur disposition. Un délai supplémentaire de 5 jours calendaires est requis.										
MAPA	DAP	2019/793	Travaux de restructuration du bâtiment du CSC et du multi accueil de l'Elsau, Lot N° 12, Electricité	227 121,09	ILLER	3	10 886,60 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 20 243,07 € HT)	13,71	258 250,76	10/06/2021
Objet de l'avenant au marché 2019/793: le présent avenant porte sur la réhabilitation et les agrandissements des espaces de street-workout. Le rafraîchissement de la salle de street-workout s'est montré indispensable pour améliorer les conditions de cette pratique très demandée dans le quartier.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA	DAP	V2020/296	Création de salles de classe et mise en accessibilité de l'école maternelle du groupe scolaire Stockfeld, Lot N° 11, Electricité – CF/cf	288 624,65	ILLER	6	4 432,27 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 10 220,23 € HT)	5,08	303 277,15	10/06/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/296: le présent avenant porte sur la prise en compte de la création des nouveaux locaux scolaires au 1er étage du bâtiment maternelle dans le dispositif du Plan Particulier de Mise en Sûreté - PPMS (alarme attentat- intrusion) , y compris le report Start and Stop dans le bureau de la directrice maternelle.										
MAPA	DAP	V2020/296	Création de salles de classe et mise en accessibilité de l'école maternelle du groupe scolaire Stockfeld, Lot N° 11, Electricité – CF/cf	288 624,65	ILLER	7	-1 405,95 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 14 652,50 € HT)	4,59	301 871,20	29/07/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/296: le présent avenant porte sur la suppression de la fourniture et pose des cinq sèche-mains prévus initialement dans les sanitaires maternelle (RDC et R+1) et dans le sanitaire PMR, en lien avec les nouvelles contraintes liées à la crise sanitaire du COVID 19.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DAP	V2018/1078	Prestations de maintenance préventive et corrective de diverses installations de chauffage et de climatisation pour le patrimoine de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg	1 000 000	SPIE FACILITIES	2	99 999	9,99	1 099 999	01/07/2021
Objet de l'avenant au marché V2018/1078: l'avenant porte sur l'augmentation du montant maximum de l'accord-cadre afin de couvrir les consommations à venir jusqu'au 31/12/2021.										
PF	DAP	V2013/254	Mission de maîtrise d'oeuvre en vue de la construction des clubhouse - vestiaires du Stade Michel Walter à Strasbourg - Neuhof, Lot N° 0	321 444,35	LARCHE - METZGER	3	48 350,11 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à - 22 067,51 € HT)	8,18	347 726,95	29/07/2021
Objet de l'avenant au marché V2013/254: l'avenant porte sur des études complémentaires de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la tranche optionnelle de création des vestiaires d'honneur, y compris la démolition des anciens vestiaires, et pour apporter une réponse aux besoins complémentaires de la direction thématique.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DAP	V2020/446	Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld à Strasbourg - phases 3 à 5, Lot N° 201, GROS-ŒUVRE - DEMOLITIONS	486 146,46	ZWICKERT	4	18 007,35 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 14 581,55 € HT)	6,7	518 735,36	10/06/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/446: le présent avenant porte sur la réalisation de percements de diverses dimensions dans les murs des différents locaux à tous les niveaux (hors combles) ciblant à la fois des prescriptions de sécurité et de fonctionnalité, sur la suppression de vingt-quatre carottages au profit de nouveaux percements issus d'une synthèse redistribuant les différents fluides et les regroupant, dans la mesure du possible, dans des réservations uniques et redimensionnées, et enfin, sur la condamnation et le comblement de onze trappes de cheminées obsolètes au niveau des combles.										
PF	DAP	V2020/446	Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld à Strasbourg - phases 3 à 5, Lot N° 201, GROS-ŒUVRE - DEMOLITIONS	486 146,46	ZWICKERT	5	2 716,48 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 32 588,90 € HT)	7,26	521 451,84	29/07/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/446: le présent avenant porte sur la démolition de socles en béton obsolètes au sol en lieu et place des anciennes chaudières au sous-sol et entravant le passage vers le nouveau local chaufferie ainsi que sur la création d'empochements dans les murs existants, nécessaires à la tenue des demi-paliers des deux escaliers métalliques distribuant le niveau des combles.										

28

Communication au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro V-2021-1236

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 4 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 214 000 € HT (fournitures et services) et à 5 350 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er avril 2021 et le 30 juin 2021.

Communiqué le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133258-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2021/259	ACQUISITION ET MAINTENANCE D'ESCABEAUX D'ECHELLES ET D'ECHAFFAUDAGES POUR LES ETABLISSEMENTS GERES PAR LA DIRECT DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION	DISTEL	67170 BRUMATH	10 000,00
2021/297	AUSCULTATION ET CONTROLE EXTERIEUR DES VOIRIES ET SITES URBAINS INTERURBAINS OU NATUREL	SIRS	67201 ECKBOLSHEIM	50 000,00
2021/298	PRESTATION DE BRANCHEMENT ELECTRIQUE PROVISOIRE POUR LA VILLE ET EMS STRASBOURG	SIGMATECH S2EI	67610 LA WANTZENAU	2 400 000,00
2021/345	PRESTATIONS D'HIVERNAGE ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT LOT 1 HIVERNAGE	CSI	67670 WALTENHEIM SUR ZORN	200 000,00
2021/346	PRESTATIONS D'HIVERNAGE ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT LOT 2 ADDUCTION D'EAU	CSI	67670 WALTENHEIM SUR ZORN	500 000,00
2021/347	PRESTATIONS D'HIVERNAGE ADDUCTION D'EAU ASSAINISSEMENT ASSAINISSEMENT	CSI	67670 WALTENHEIM SUR ZORN	400 000,00
2021/359	PRESTATION DE TRANSPORT ET DE CREMATION ET CAISSES A OSSEMENTS EL LIEN AVEC EXHUMATION ADM POUR HUIT CIMETIERES GERES PAR LA VILLE DE STBG	OGF	75946 PARIS CEDEX 19	213 999,00
2021/369	ACQUISITION MAINTENANCE ET PILOTAGE MATERIELS D'IMPRESSION	SCC FRANCE	92000 NANTERRE	2 200 000,00
2021/386	AMENAGEMENT PAYSAGER LOT 1 NORD ET CENTRE VILLE NORD	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	Accords-cadres à bons de commande sans mini sans maxi
2021/389	CONFECTION FOURN. DE PLAQUES EN PMMA MUSEES DE LA VDS	NEW TECH PLASTIQUE	88160 RAMONCHAMP	29 000,00
2021/395	AMENAGEMENT PAYSAGER LOT 3 TOUS SECTEURS	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	Accords-cadres à bons de commande sans mini sans maxi
2021/405	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG FAUCHAGE	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	5 000,00

2021/406	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG FAUCHAGE	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	3 750,00
2021/407	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS STRASBOURG	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	7 500,00
2021/408	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	3 750,00
2021/409	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG FAUCHAGE	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	6 250,00
2021/410	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG ABATTAGE	SCHOTT ELAGAGE	57370 PHALSBOURG	25 000,00
2021/411	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG CLOTURES	KRIEGER RIMMELIN	67300 SCHILTIGHEIM	37 500,00
2021/412	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE POUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVE DE LA VILLE ET EMS DE STRASBOURG DEBROUSSAILLAGE	SYLVAL	67309 SCHILTIGHEIM	2 500,00
2021/415	CONSEIL MISE EN OEUVRE D'UN LIEU D'EDUCATION POPULAIRE AU NUMERIQUE	TACTIS	94300 VINCENNES	46 101,00
2021/418	FOURN. DE MATERIEL DESTINE A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS FORETS ET VOIERIES DE L'EMS - LOT 1 ENGINS THERMIQUES A MAIN	TRONCONNEUSES DE L EST	67190 HEILIGENBERG	9 000,00
2021/419	CONCEPTION GRAPHIQUE EXPO J-J HENNER	MICHON	76600 LE HAVRE	10 000,00
2021/421	FOURN. DE MATERIEL DESTINE A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS FORETS ET VOIERIES DE L'EMS - LOT 2 ENGINS ELECTROPORTATIFS	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	80 000,00
2021/422	FOURN. DE MATERIEL DESTINE A L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS FORETS ET VOIERIES DE L'EMS - LOT 3 TONDEUSE THERMIQUE CONDUCTEUR	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	8 500,00
2021/430	MAINTENANCE ET ENTRETIEN TECHNIQUE ETABLISSEMENTS CULTURELS PRESQU'ILE MALRAUX	SPIE FACILITIES	67411 ILLKIRCH CEDEX	1 092 200,00
2021/436	ACCORD DE PIANO DIRECTION DE LA CULTURE VDS LOT 2	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	12 375,50
2021/489	TRAVAUX DE DEMINERALISATION : VEGETALISATION GP SCOLAIRES	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	600 000,00

2021/490	TRAVAUX DE DEMINERALISATION VEGETALISATION - LOT 2 GP SCOLAIRE	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	900 000,00
2021/493	TRAVAUX DE DEMINERALISATION ET VEGETALISATION - LOT 3 GP SCOLAIRES	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	600 000,00
2021/504	FOURNITURE ET LIVRAISON DE MOBILIER DE PROPRETE ET DE PIECES DETACHEES - LOT 1 - CORBEILLES A PAPIERS CORBEILLES A PAPIERS	SOC INDUSTRIELLE EQUIPEMENTS URBAINS	67230 KOGENHEIM	25 000,00
2021/523	ACQUISITION DE CHEQUES ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE	UP CHEQUE CADHOC REV ET SENS CHEQUE DO	92230 GENNEVILLIERS	700 000,00
2021/531	REALISATION D'UNE ENQUETE SUR LE NETTOYAGE DANS LES ECOLES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE	KPMG EXPERTISE ET CONSEIL	92066 PARIS LA DEFENCE CEDEX	94 550,00
2021/542	FOURN. DE MASQUES A USAGE NON SANITAIRE AVEC FENETRE UNS1 RESERVE AUX EA ESAT OU STRUCTURES EQUIVALENTES RECONSULTATION LOT 4 20EMS0264	APF PARALYSES DE FRANCE	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Accords-cadres à bons de commande sans mini sans maxi
2021/583	MS7A - FOURN. DE MATERIEL SON ET LUMIERE POUR LE SERVICE DES MUSEES	LAGOONA STRASBOURG	67450 MUNDOLSHEIM	53 700,00
2021/604	PRESTATIONS DE DEGAGEMENT DE PLANTATION ET DE REGLEMENTATION NATURELLE LOT 3 FORET DU HERRENWALD	ALSACE FORET	67130 LUTZELHOUSE	16 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2021/252	TRAVAUX DE RENOVATION DE LA BATISSE ATTENANTE A LA TOUR HEINRICH DU PLANCHER DE LA TOUR ALTENHEIM FERRONNERIE	NOUYRIT METALLERIE	67117 FURDENHEIM	67 080,00
2021/253	TRVX DE RENOVATION DE LA BATISSE ATTENANTE LA TOUR HEINRICH REFECTION DU PLANCHER DE LA TOUR ATTENHEIM AUX PONTS COUVERT ELECTRICITE	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	9 666,64
2021/282	MS RELATIF A L'ACCORD CADRE DE TRVX DE DESAMIANTAGE DEPOLLUT ET DECONSTRUCTION BATIMENT TRAVAUX DE DEMOLITION DEMOLITION DESAMIANTAGE	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	84 447,00
2021/283	TRAVAUX REVETEMENT DE SOL SOUPLE POUR TRAVAUX INTERIEURS DES BUREAUX AU RDC ET R+1 BATIMENT 6 RUE DE LAUSANNE /9 B RUE DE GENEVE A STRASBOURG	HERGA REDA	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	81 254,10
2021/285	ACHAT DE SACS TRANSPORT DES MATERIELS ELECTORAUX	ETABLISSEMENTS LEHMANN ET COMPAGNIE	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	80 000,00
2021/290	MOE POUR LE REMPLACEMENT DES MENUISERIES EXTERIEURES DE L'ECOLE CONSEIL DES XV	ATELIER ASHE	67000 STRASBOURG	32 984,00
2021/296	EMBALLAGE TRANSFERT DE COLLECTION ET MOBILIERS DE STOCKAGE DEPUIS MUSEE ZOOLOGIQUE VERS L'UNION SOCIALE	AXAL	68009 COLMAR	377 591,80
2021/300	FOURNITURE DE MOBILIER POUR LE REAMENAGEMENT PARTIEL DES LOCAUX 2 A RUE DE LA FONDERIE A STRASBOURG	MJP	67450 LAMPERTHEIM	137 800,00
2021/304	TRAVAUX DE RENOVATION DE LA BATISSE ATTENANTE A LA TOUR HEINRICH REFECTION DU PLANCHER DE LA TOUR D'ATTENHEIM MENUISERIE	SCHWARTZ	67310 WESTHOFFEN	35 339,54
2021/308	TRAVAUX POUR L SECURITE INCENDIE DU GS SCHOEPFLIN ELECTRICITE SUR LE SSI	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	34 740,68
2021/316	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE DU GYMNASE ALBERT LE GRAND	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	43 339,03
2021/318	MARCHE SUBSEQUENT RELATIFS AUX TRAVAUX DE DEPLOMBAGE DU TJP 1 PONT SAINT MARTIN A STRASBOURG	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	9 215,50
2021/341	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU RESTAURANT SCOLAIRE MUSAU A STRASBOURG - LOT 1 - EQUIPEMENTS DE CUISINE EQUIPEMENT DE CUISINE	MAINTENANCE EQUIPEMENT ALIMENTAIRE	67230 WESTHOUSE	114 200,00

2021/342	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU RESTAURANT SCOLAIRE MUSAU A STRASBOURG - LOT 2 ELECTRICITE	SANTERNE ALSACE	67207 NIEDERHAUSBERGEN	21 900,00
2021/343	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU RESTAURANT SCOLAIRE MUSAU A STRASBOURG - LOT 3 VENTILATION	FRANCOIS ET FILS	67300 SCHILTIGHEIM	36 484,00
2021/344	MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE POUR LA RENOVATION DU CSC AQUARIUM	BUREAU ALPES CONTROLES	67202 WOLFISHEIM	9 623,00
2021/349	TRAVAUX DE MISE A NIVEAU DES INSTALLATIONS CVC ET REMPLACEM SSI A LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE - LOT 2 SYSTEME DE SECURITE	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMS ALSACE FRANC	67540 OSTWALD	279 000,00
2021/350	TRAVAUX DE MISE A NIVEAU DES INSTALLATIONS CVC ET REMPLACEM DU SSI A LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE FILMS SOLAIRES	SOLAR-PROTEC	67115 PLOBSHEIM	70 000,00
2021/351	TRAVAUX DE MISE A NIVEAU DES INSTALLATIONS CVC ET REMPLACEM SSI A LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE - LOT 1 CVC GTB	ANDLAUER CHAUFFAGE	67560 ROSHEIM	2 090 000,00
2021/352	TRVX CONTRUCTION SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STRASBOURG	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	17 940,94
2021/353	MISSION DE MAITRISED'OEUVRE POUR REMPLACEMENT MENUISERIE EXTERIEURES DE L'IMMEUBLE AU 4 RUE BRULEE A STRASBOURG	ECHO ARCHITECTURE SARL ARCHITECTURE	68000 COLMAR	75 840,00
2021/355	MOE HORS LOI MOP POUR LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE MISE A NIVEAU DES INSTALLATIONS CVC	SERUE INGENIERIE	67303 SCHILTIGHEIM	121 700,00
2021/358	MS RELATIF AUX TRAVAUX DE DESAMIANTAGE DEPOLLUTION ET DE DECONSTRUCTION DE LA PARTIE SINISTREE DE LA TOITURE AU GP S	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	47 432,68
2021/361	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE DANS LE CADRE DU REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE DE L'ETANCHEITE ET DU BARDAGE AU GP SCOLAIRE ROBERTSAU STRASBOURG	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	69 845,47
2021/370	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DU GP SCOLAIRE REUSS A STBG- MISE EN PEINTURE DU BATIMENT PPAL REUSS1 REUSS2 - LOT 11 PEINTURE BAT	DECOPEINT	67840 KILSTETT	139 998,00
2021/371	MOE POUR LES TRAVAUX DE MISE EN SECURITE ET D'ACCESSIBILITE AU THEATRE JEUNE PUBLIC- MARCHE SIMILAIRE	SWA	67800 HOENHEIM	24 856,00
2021/384	TRVX DE CONSTRUCTION D'UNE ESPLANADE FESTIVE STRASBOURG WACKEN	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	318 905,00
2021/385	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A LA REFECTION DE LA TOITURE DU BARRAGE VAUBAN	FLECK	67000 STRASBOURG	47 350,00

2021/391	FOURN. DE DEUX UTILITAIRES HORTICOLES ELECTRIQUES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	78 370,00
2021/393	TRAVAUX DE RESTAURATION DES TOITURES DE L'EGLISE DE SAINT PAUL KOENIGHSHOFFEN BADIGEONS	PEINTURES ECODURABLES	67114 ESCHAU	6 925,27
2021/399	TRVX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DES BECASSES A STBG MEINAU- ECLAIRAGE PUBLIC	SOGECA	67850 HERRLISHEIM	47 517,50
2021/400	TRVX SECURITE INCENDIE ECOLE ELEMENTAIRE ROSA PARKS LOT 1 ELECTRICITE DU SSI	SCHORO ELECTRICITE	67116 REICHSTETT	9 860,33
2021/417	ORGANISATION DE STRASCULTURE A STRASBOURG LE 4 SEPTEMBRE 2021	PASSE MURAILLE	67000 STRASBOURG	38 120,00
2021/427	CONCEPTION PRODUCTION REALISATION D'INSTALLATIONS FLOTTANTES BASSIN D'AUSTERLITZ STRASBOURG	ICE EVENTS	93600 AULNAY SOUS NOIS	213 999,00
2021/428	NETTOYAGE ENTRETIEN DE LOCAUX ET VITRES MUSEES VDS	ARCADE NETTOYAGE	92800 PUTEAUX	268 608,14
2021/429	ACCORD DE PIANO DIRECTION DE LA CULTURE VDS	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	28 482,82
2021/432	EQUIPEMENTS SPORTIFS ET MOBILIERS CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE GYMNASE DE VINCI STRASBOURG ELSAU	SARL SPORTCOMSMS	44119 TREILLIERES	63 620,46
2021/433	CONTROLE TECHNIQUE RESTAURATION PATRIMONIALE CHANGEMENT DE SSI HOTEL DE VILLE DE STRASBOURG	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	67205 OBERHAUSBERGEN	21 600,00
2021/434	SUIVI DES CHIROPTERES EN LIEN AVEC LES MESURES COMPENSATOIRE DANS LE MASSIF FORESTIER DU HERRENWALD	OFFICE NATIONAL DES FORETS	67000 STRASBOURG	64 710,00
2021/438	CREATION DE L'EQUIPEMENT DE PROXIMITE LAITERIE RUE DU BAN DE LA ROCHE A STRASBOURG	SATD SPORT	67130 RUSS	68 979,50
2021/439	FOURNITURE DE COLLATIONS POUR LES BUREAUX DE VOTE	ALSACIENNE DE RESTAURATION	67300 SCHILTIGHEIM	50 000,00
2021/440	TRVX DE RESTRUCTURATION DE LA MAISON DE L'ENFANCE SIS 24 RUR WASSELONNE A STRASBOURG - LOT 11 MARCHE SIMILAIRE	FRANCOIS ET FILS	67300 SCHILTIGHEIM	14 301,00
2021/441	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU BATIMENT DU CENTRE SOCIO- CULTUREL ET MULTI ACCUEIL DE L'ELSAU PLATERIE	ISOSAN	67720 HOERDT	197 957,00
2021/442	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU TERRASSEMENT	LINGENHELD TRAVAUX PUBLICS	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	38 816,00

2021/443	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET DE RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU ETANCHEITE PVC	BILZ CHARLES	67114 ESCHAU	223 108,83
2021/444	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU ISOLATION EXTERIEURE	MAYART	67840 KILSTETT	126 900,00
2021/446	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET DE RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DEVINCI A STBG ELSAU GROS OEUVRE	DICKER	67140 ANDLAU	471 000,00
2021/447	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A CHARPENTE BOIS	SOC EXPL MENUIS CHARPENTE MARTIN FILS	67220 NEUBOIS	268 408,47
2021/448	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU ECHAFAUDAGE	FREGONESE ET FILS	67450 MUNDOLSHEIM	21 000,00
2021/449	EM SCHOENGAUER NETTOYAGE AMIANTE	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	41 200,39
2021/450	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU MENUISERIE EXTERIEURE	ATALU	67151 ERSTEIN CEDEX	160 000,00
2021/451	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU CHAPPES	DIPOL	67118 GEISPOLSHEIM	39 795,80
2021/452	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI STBG ELSAU	VOLLMER JEAN ET FILS	67270 MELSHEIM	87 921,53
2021/462	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU PLATERIE	STENGER PLATRE ET STAFF	67100 STRASBOURG	74 936,36
2021/464	TRVAUX DE CONSTRUCTION D'UNESALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU SERRURERIE	SOBRIMA	67720 HOERDT	137 742,52
2021/465	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DEVINCI A STBG ELSAU ELECTRICITE	ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	159 000,00

2021/467	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA PLACE DES ROMAINS ET DES RUES ADJACENTES A STBG KOENIGSHOFFEN-TRAVAUX D'ECLAIRAGE	SOC ELECTRICITE ECLAIRAGE ILLUMINATION	67207 NIEDERHAUSBERGEN	113 765,50
2021/469	CONCEPTION FOURNITURE ET TIR D'UN SPECTACLE PYROTECHNIQUE ORIGINAL LA MERCREDI 14 JUILLET 2021 SITUE PARC DE L'ETOILE	EMBRASIA	57290 FAMECK	46 363,20
2021/475	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU	ARTERE CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS	67170 BRUMATH	67 190,00
2021/481	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU AMENAGEMENT EXTERIEUR	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	61 768,22
2021/482	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE SALLE DE BOXE DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU CHAUFFAGE VENTILATION	THERMO CONCEPTS	67470 SELTZ	178 225,20
2021/483	ACQUISITION D'UN TONDOBALAI POUR ESPACES VERTS	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	22 989,00
2021/485	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU PEINTURE EXTERIEUR	DECOPEINT	67840 KILSTETT	27 127,61
2021/486	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU SANITAIRE	BEYER SA	67170 BRUMATH	109 123,11
2021/488	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET DE RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STBG ELSAU MENUISERIE	STUTZMANN AGENCEMENT	67320 DURSTEL	68 418,67
2021/496	EM PASTEUR MEINAU POURTALES - BOX RANGEMENT	SERRURERIE SCHEIBEL	67360 GUNSTETT	55 343,67
2021/497	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA MAISON DE L'ENFANCE SIS 24 RUE DE WASSELONNE A STRASBOURG - LOT 4 MARCHE SIMILAIRE	STUTZMANN AGENCEMENT	67320 DURSTEL	24 658,25
2021/499	DME1001V PARC DES ROMAINS - TRAVAUX D'ESPACE VERT A STRASBOURG KOENIGSHOFFEN	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	49 596,00
2021/500	TRVX RENOVATION EXTENSION GYMNASE ALBERT LE GRAND LOT 19 EQUIPEMENTS SPORTIFS	NOUANSPORT	37460 NOUANS LES FONTAINES	45 790,94
2021/501	MOE POUR LA RENOVATION DE L'ENVELOPPE ET LA MISE EN SECURITE ET EN ACCESSIBILITE DE L'ECOLE MATERNELLE MEINAU A STBG	BERNARD WEIXLER ARCHITECTE	67000 STRASBOURG	48 990,14

2021/503	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA MAISON DE L'ENFANCE SIS 24 RUE WASSELONNE A STRASBOURG MARCHE SIMILAIRE	ELECTRIFICATION INDUSTRIELLE DE L EST	67500 HAGUENAU	24 439,99
2021/508	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE BOXE ET RENOVATION DE L'ENVELOPPE THERMIQUE DU GYMNASE DE VINCI A STRASBOURG FACADE BRIQUE	DERVOVIC	67205 OBERHAUSBERGEN	60 196,80
2021/522	MOE RELATIVE A LA RENOVATION DU CENTRE SOCIO-CULTUREL L'AQUARIUM A STRASBOURG	MATTHIEU BUISSON ARCHITECTURE	67000 STRASBOURG	195 230,00
2021/524	DECONSTRUCTION DE BATIMENT SUR LE SITE DE L'INSTITUT SUPERIEUR DU PROFESSORAT DE L'EDUCATION (INSPE)DE LA MEINAU	GAIAL	68000 COLMAR	259 900,00
2021/526	TRAVAUX DE DEPLOMBAGE DESAMIANTAGE DECONSTRUCTION DE L'AILE MEDICALE DES BAINS MUNICIPAUX A STRASBOURG	PREMYS	68310 WITTELSHEIM	206 966,70
2021/530	MMO POUR LE REAMENAGEMENT PARTIEL DES LOCAUX 2 A RUE DE LA FONDERIE A STRASBOURG - MARCHE SIMILAIRE	AGENCE D ARCHITECTURE ANTONELLI HERRY	68180 HORBOURG WIHR	42 000,00
2021/533	MMO POUR TRAVAUX D'AMENAGEMENTS D'ARCHIVES DE LA DSSJ ET DE LA COUR D'IMMEUBLE 9 RUE DE GENEVE 6 RUE DE LAUSANNE	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	27 555,00
2021/535	LA MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 10 - PEINTURE PAPIERS PEINTS	FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	67200 STRASBOURG	3 287,50
2021/541	LA MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 7 - OUVRAGES EN ALUMINIUM	LAUGEL ET RENOUARD	88100 SAINT DIE	79 900,00
2021/545	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 8 REVETEMENT DE SOL SOUPLE	LES PEINTURES REUNIES	67450 MUNDOLSHEIM	3 057,90
2021/546	DIAGNOSTIC ET RELEVE IMMEUBLE 18 RUE DU 22 NOVEMBRE MAITRISE D'OEUVRE	ATELIER BENEDICTE CASPAR ARCHITECTE	67000 STRASBOURG	19 000,00
2021/547	TRVX D'AMENAGEMENT IMMEUBLE DE LA BOURSE LOT 6 CHAUFFAGE VENTILATION	FALIERES	67450 MUNDOLSHEIM	262 528,00
2021/548	TRVX D'AMENAGEMENT IMMEUBLE DE LA BOURSE LOT 7 SANITAIRES ASSAINISSEMENT	FALIERES	67450 MUNDOLSHEIM	97 967,00
2021/549	TRVX D'AMENAGEMENT IMMEUBLE DE LA BOURSE LOT 9 PLATRERIE PLAFONDS SUSPENDUS	RUIU SARL	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	320 000,00
2021/550	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 2 DEMOLITION	CONSTRUCTION MOOG	67720 HOERDT	13 908,24

2021/551	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 3 PLATERIE	OLRY CLOISONS	68230 TURCKHEIM	2 489,02
2021/552	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 4 MENUISERIE	REIMEL MICHAEL	57370 PHALSBOURG	26 611,00
2021/553	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 5 FAUX PLANCHER	OLRY CLOISONS	68230 TURCKHEIM	9 370,20
2021/554	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG LOT 6 SERRURERIE METALLERIE	SOBRIMA	67720 HOERDT	3 635,48
2021/558	MISE EN ACCESSIBILITE DU CSC CAMILLE CLAUS A STRASBOURG ELECTRICITE	ELECTRIFICATION INDUSTRIELLE DE L EST	67500 HAGUENAU	35 733,04
2021/559	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE LOT 2 GROS OEUVRE	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	384 174,82
2021/564	PRESTATIONS DE CONCEPTION ET REALISATION DE DISPOSITIFS NUMERIQUES DE MISE EN CONTEXTE D'OEUVRES (SCULPTURE ET PEINTURE) MUSEE DE L'OND	INVENTIVE	67000 STRASBOURG	56 550,00
2021/567	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA PLACE DES ROMAINS ET DES RUES ADJACENTES A STRASBOURG KOENIGSHOFFEN	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	246 279,40
2021/572	MOE TRAITEMENT DES PUITS A LA MPE DE CRONENBOURG MARCHE SIMILAIRE 1	SOLARES BAUEN	67200 STRASBOURG	3 195,00
2021/573	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE - LOT 1 DESAMIANTAGE	BATICHOC	68400 RIEDISHEIM	121 000,00
2021/574	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE DE LA BOURSE LOT 2 GROS OEUVRE	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	384 174,82
2021/576	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE LOT 4 CHARPENTE BOIS	GIROLD CONSTRUCTIONS BOIS	67140 BARR	101 329,66
2021/577	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE DE LA BOURSE LOT 6 CHAUFFAGE VENTILATION	FALIERES	67450 MUNDOLSHEIM	262 528,00
2021/578	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE LOT 9 PLATERIE	RUIU SARL	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	320 000,00
2021/579	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE LOT 11 MENUISERIES INTERIEURE	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290 WEISLINGEN	396 829,00
2021/580	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE BOURSE LOT 14 PARQUET	SINGER PARQUETS	68140 GRIESBACH AU VAL	60 000,00

2021/581	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'IMMEUBLE DE LA BOURSE PEINTURE	HITTIER ET FILS	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	216 984,88
2021/582	TRVX DE REHAUSSE DE LA CLOTURE DE L'ECOLE MATERNELLE LEZAY MARNESIA A STRASBOURG - MS2	CONCEPTEURS BATISSEURS ASSEMBLEURS	67550 VENDENHEIM	94 797,83
2021/588	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI DE L'EE STURM 1&2	INEO INDUSTRIE ET TERTIAIRE EST	67810 HOLTZHEIM	45 817,73
2021/593	RACCORDEMENT A L'ASSAINISSEMENT DU GYMNASE AGR A STRASBOURG LOT 1 ASSAINISSEMENT GYMNASE	DENNI LEGOLL	67870 GRIESHEIM PRES MOLSHEIM	43 125,39
2021/595	REHABILITATION DE QUATRE COURTS DE SQUASH	MG SPORTS	17200 ROYAN	83 950,00
2021/597	MOE TRVX AMENAGEMENT D'ARCHIVES DSSJ ET COUR D'IMMEUBLE 9 RUE DE GENEVE - 6 RUE DE LAUSANNE	LAMA ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	27 555,00
2021/598	MS DESAMIANTAGE DU GYMNASE BRANKO KARABATIC CENTRE SPORTIF DE LA ROBERTSAU - LOT 1 DESAMIANTAGE	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	49 900,00
2021/599	MS DEMOLITION ET DESAMIANTAGE CREATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE RUE J. MENTELIN KOENIGSHOFFEN MARCHE SIMILAIRE 1	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	22 101,93

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Conclusion de conventions transactionnelles.

Numéro V-2021-1237

La convention transactionnelle est un instrument juridique prévu par les articles 2044 et suivants du Code civil destiné à permettre le règlement, par voie amiable, des litiges survenus avec les tiers, notamment ceux nés dans le cadre de l'exécution de contrats publics.

Ces litiges doivent, pour permettre le recours à cette voie amiable, avoir fait l'objet d'une réclamation en lien avec l'exécution du contrat, présenter un caractère certain et ne pas pouvoir être réglés dans le cadre contractuel.
La transaction suivante est soumise à l'approbation du Conseil municipal.

Convention transactionnelle relative au marché 2015/0287 de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré

La VILLE DE STRASBOURG a conclu avec la Société TOA Architectes Associés (mandataire du groupement TOA Architectes Associés / INGEROP Conseil et Ingénierie et C2BI) un marché (n° 2015/0287), d'un montant de 1 223 705,6 € HT, notifié le 2 mars 2015, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave DORE à Strasbourg.

Le groupement et son sous-traitant, Françoise MAIRE, font valoir la prolongation de la durée du chantier et les modifications de travaux au cours du chantier dues aux demandes de la maîtrise d'ouvrage qu'il a fallu intégrer à l'opération :
- augmentation du délai de travaux de 24 mois supplémentaires,
- reprise d'études liée à la modification du phasage travaux,
- mission complémentaire de suivi OPC sur 2,5 mois pour la mise en place d'un bâtiment modulaire BCD à côté de l'école maternelle,
- études liées à la modification de la cour maternelle,
- études liées à la modification de la cour élémentaire et du jardin pédagogique.

Les services de la ville de Strasbourg se sont rapprochés de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après négociations, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage et utiles à la collectivité, la ville de Strasbourg et le titulaire du marché ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 237 129,18 € HT soit 284 555,01 € TTC répartis comme suit :

Missions complémentaires	**TOA architectes associés**	**Ingerop**	**C2Bi**	**Françoise Maire**
A. Phases DET et OPC prolongées	105 029,18 €	35 009,77 €	72 800 €	
B. Reprise d'études		4 990,23 €		
C. Modulaire BCD			3 500 €	
D. Modification cour EM	1 800 €	1 000 €		3 800 €
E. Modification cour EE	3 000 €	1 400 €		4 800 €
TOTAL HT	**109 829,18 €**	**42 400 €**	**76 300 €**	**8 600 €**
TOTAL TTC	**131 795,01 €**	**50 880 €**	**91 560 €**	**10 320 €**

Dans le souci de ne pas pénaliser les membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre en raison du caractère dûment justifié de sa demande, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à TOA Architectes Associés une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 131 795,01 € TTC, à INGEROP Conseil et Ingénierie une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 50 880 € TTC, à C2BI une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 91 560 € TTC et à Françoise MAIRE une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 10 320 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe du règlement amiable des différends entre la Ville de Strasbourg et les entreprises suivantes, au moyen de conventions transactionnelles portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*

- *l'imputation des dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget tels que définis par le tableau ci-dessous :*

Entreprise	***Objet de la convention transactionnelle***	***Somme à verser par la Ville de Strasbourg au titulaire du contrat***	***Imputation budgétaire***
TOA Architectes Associés	*Marché 2015/0287 de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré*	*109 829,18 € HT soit* **131 795,01 € TTC**	*CRB : CP41* *Fonction : 213* *Nature : 2313* *Enveloppe : 2009/AP0126* *Programme 798* *N° d'opération : 2011/2068*
INGEROP Conseil et Ingénierie	*Marché 2015/0287 de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré*	*42 400 € HT soit* **50 880 € TTC**	
C2BI	*Marché 2015/0287 de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré*	*76 300 € HT soit* **91 560 € TTC**	
Françoise MAIRE	*Marché 2015/0287 de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré*	*8 600 € HT soit* ***10 320 € TTC***	

- *la conclusion des conventions transactionnelles jointes à la présente délibération entre la Ville de Strasbourg et lesdites entreprises,*

- *l'engagement des parties aux présentes conventions transactionnelles à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ transactionnel objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la Ville de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles*

se rattachant à la qualité de constructeur ; les entreprises renoncent quant à elles au surplus de leurs réclamations,

autorise

la Maire ou son.sa représentant.e à signer et à exécuter les conventions transactionnelles jointes à la présente délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140177-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Convention transactionnelle

Entre :

- LA VILLE DE STRASBOURG, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal de la VILLE DE STRASBOURG du ……2021, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité, et du Conseil municipal du ……2021.

Ci-après dénommée « VILLE DE STRASBOURG», d'une part,

Et :

- La société TOA Architectes Associés, sise 3 rue Alfred de Vigny - F-67200 STRASBOURG, représentée par Monsieur Thierry MAIRE, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « TOA Architectes Associés», d'autre part,

Et :

- La société INGEROP Conseil et Ingénierie, sise 45 Boulevard La Fontaine – BP 13051 – F-67033 STRASBOURG Cedex 2, représentée par Monsieur Frédéric BAZIN et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « INGEROP Conseil et Ingénierie », d'autre part,

Et :

- La société C2BI, sise 20 avenue du Neudorf – BP 90057 - F-67020 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame Laurence GROSGEORGE, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « C2BI», d'autre part,

Et :

- La société Françoise MAIRE, sise 23 rue Alexandre Weill - F-57370 PHALSBOURG, représentée par Madame Françoise MAIRE, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Françoise MAIRE », d'autre part, sous-traitant de TOA Architectes Associés

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011, p.6248, texte n°1)

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public. »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

La VILLE DE STRASBOURG a conclu avec la Société TOA Architectes Associés (mandataire du groupement TOA Architectes Associés / INGEROP Conseil et Ingénierie et C2BI) un marché référencé n° 2015/0287, notifié le 2 mars 2015, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration, l'extension et la mise en sécurité du groupe scolaire Gustave DORE à Strasbourg.

Le groupement et leur sous-traitant font valoir la prolongation de la durée du chantier et les modifications de travaux au cours du chantier dues aux demandes de la maîtrise d'ouvrage qu'il a fallu intégrer à l'opération.

Le groupement de maîtrise d'œuvre a présenté une demande d'honoraires complémentaires à hauteur de 237 129,18 € HT.

Dans le détail, la demande porte en particulier sur :

A_Demande d'honoraires complémentaires dus à l'augmentation du délai de travaux de 24 mois supplémentaires
L'opération d'Extension – Restructuration - Mise en sécurité du Groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg a débuté en phase travaux en juin 2017 sur la base d'un planning remanié à la demande de la Maîtrise d'Ouvrage et qui s'avère ne plus être en adéquation avec le programme initial. L'allongement du délai d'exécution de l'ordre de 24 mois est très impactant sur le déroulement de l'opération. Il a en effet pour conséquence une mobilisation accrue du chef de projet de la Maîtrise d'Oeuvre, ainsi que des visites de spécialistes techniques plus fréquentes pour les mises au point et le contrôle de conformité, car le nombre d'ouvrages en cours d'exécution à un instant donné est moins important. Le montant de la rémunération supplémentaire réclamée par la maîtrise d'œuvre concerne donc la phase DET pour TOA et INGEROP et la phase OPC pour C2BI ; et est donc proportionnel à l'allongement de la phase chantier.

En conclusion, le phases DET et OPC sont prolongées de 24 mois par rapport au 48 mois prévus au contrat MOE.

B_Reprise d'études liée à la modification du phasage travaux
Le phasage envisagé pour le DCE était de construire le nouveau Bâtiment D « Restauration » puis de procéder à la restructuration des bâtiments élémentaires A et B et puis du bâtiment Maternelle C.
Au final, courant de l'année 2019, la Direction Enfance et Education a demandé de procéder d'abord à la restructuration du bâtiment C-Maternelle, puis des bâtiments élémentaires B puis A. Cette modification a entrainé la vérification et reprise des études techniques réalisées pour l'ensemble des réseaux afin de permettre la continuité de service du site (bâtiments occupés et modulaires) en eau, électricité, chauffage et assainissement.
Des impacts ont notamment ainsi été constatés sur les réseaux d'électricité et les réseaux d'assainissement. Reprise des plans VRD suivant la planification des phases en commençant par le Bâtiment C, puis Bâtiment B et A.

C_ Modulaire BCD
Mission complémentaire de suivi OPC sur 2,5 mois pour la mise en place d'un bâtiment modulaire BCD à côté de l'école maternelle.

D_Études liées à la modification de la cour maternelle
Mission complémentaire pour réajustement du projet de cour de l'école maternelle.

E_Études liées à la modification de la cour élémentaire et du jardin pédagogique.
Mission complémentaire pour réajustement du projet de cour de l'école élémentaire et jardin pédagogique.

Les services de la VILLE DE STRASBOURG se sont rapprochés de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Il est à relever que le groupement de MOE a demandé en 2020 dans son premier mémoire en réclamation des honoraires complémentaires d'un montant total de 274 622 € HT quant aux chapitres A, B et C. Ces 3 chapitres ont été ramenés à 221 329.18 € HT après négociation.

Les chapitres D et E concernent des demandes récentes de la nouvelle municipalité énoncées fin de l'année 2020 quant à la déminéralisation des cours d'école. Ils sont de moindre importance que les 3 premiers. Un montant de 15 800 € HT est finalement demandé par le MOE pour les chapitres D et E après mise au point des nouveaux éléments de programme avec la Direction Enfance et Education.

Après les négociations qui ont eu lieu d'avril 2021 à juillet 2021, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, et utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et le groupement de maîtrise d'œuvre ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 237 129.18 € HT soit 284 555.01 € TTC répartis comme suit :

Missions complémentaires	TOA architectes associés	Ingerop	C2Bi	Françoise Maire
A_Phases DET et OPC prolongées	105 029,18 €	35 009,77 €	72 800 €	
B_Reprise d'études		4 990,23 €		
C_Modulaire BCD			3 500 €	
D_Modification cour EM	1 800 €	1 000 €		3 800 €
E_Modification cour EE	3 000 €	1 400 €		4 800 €
TOTAL HT	**109 829,18 €**	**42 400 €**	**76 300 €**	**8 600 €**
TOTAL TTC	**131 795,01 €**	**50 880 €**	**91 560 €**	**10 320 €**

Dans le souci de ne pas pénaliser les membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre en raison du caractère dûment justifié de sa demande, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à TOA Architectes Associés une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 131 795.01 € TTC, à INGEROP Conseil et Ingénierie une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 50 880 € TTC, à C2BI une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 91 560 € TTC et à Françoise MAIRE une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 10 320 € TTC.

Il est prévu de régler ces prestations aux sociétés TOA Architectes Associés, INGEROP Conseil et Ingénierie, C2BI, et Françoise MAIRE dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier des sociétés TOA Architectes Associés, INGEROP Conseil et Ingénierie, C2BI, et Françoise MAIRE suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité dans le but de prévenir toute évolution contentieuse du différend.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société TOA Architectes Associés, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 109 829.18 € HT soit 131 795.01 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société INGEROP Conseil et Ingénierie, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 42 400 € HT soit 50 880 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société C2BI, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 76 300 € HT soit 91 560 € € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société Françoise MAIRE, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 8 600 € HT soit 10 320 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

Les entreprises renoncent au surplus de leur demande.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le règlement de l'indemnité sera échelonné selon le calendrier suivant :

Echéancier Facturation :

- Chapitre A. Phases DET et OPC prolongées : Mensuel de Septembre 2021 à Septembre 2023
- Chapitre B. Reprise d'études : Septembre 2021
- Chapitre C. Modulaire BCD : Septembre 2021
- Chapitre D. Modification cour maternelle : Septembre 2021
- Chapitre E. Modification cour élémentaire : Septembre 2022

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code du Commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société TOA Architectes Associés :
BANQUE : HSBC
Code banque : 30056 – Code guichet : 00786
Cpt : 07864791533
IBAN : FR76 3005 6007 8607 8647 9153 305

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société INGEROP Conseil et Ingénierie :
BANQUE : SG
Code banque : 30003 – Code guichet : 04170
Cpt : 00025710025
IBAN : FR76 3000 3041 7000 0257 1002 521

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société C2BI :
BANQUE : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (02360)
Code banque : 30003 – Code guichet : 02378
Cpt : 0020022079
IBAN : FR76 3000 3023 7800 0200 2207 918

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société Françoise MAIRE :
BANQUE : CIC

Code banque : 30087 – Code guichet : 33044
Cpt : 00020334001
IBAN : FR76 3008 7330 4400 0203 3400 185

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et la société TOA Architectes Associés renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La VILLE DE STRASBOURG et la société INGEROP Conseil et Ingénierie renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La VILLE DE STRASBOURG et la société C2BI renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La VILLE DE STRASBOURG et la société Françoise MAIRE renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, La VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires originaux.

Strasbourg, le 26/07/2021

Pour la Société
TOA Architectes Associés,
Le Gérant,
Thierry MAIRE

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG,
La Maire,
Jeanne BARSEGHIAN

Strasbourg, le 26/07/2021

Pour la Société
INGEROP Conseil et Ingénierie,
Le Gérant,

Strasbourg, le 26/07/2021

Pour la Société
C2BI,
La Gérante,

C2Bi
20 avenue du Neuhof BP 90057
67020 STRASBOURG Cedex 1
Tél. 03 88 43 04 88 - c2bi@c2bi.fr
Siret : 392 512 257 00040

Strasbourg, le 26/07/2021

Pour la Société
Françoise MAIRE,
La Gérante,

Françoise Maire paysagiste
23, rue Alexandre Weill
57370 PHALSBOURG
Port : 06 08 97 94 00
Mél : maifran@yahoo.fr

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Décisions en matière de fiscalité directe locale.

Numéro V-2021-1238

La présente délibération regroupe les décisions en matière d'abattements et d'exonérations de fiscalité directe locale devant être votées par le Conseil municipal avant le 1er octobre 2021 pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2022.

1- Limitation de l'exonération de deux ans en faveur des constructions nouvelles à usage d'habitation

Par délibération du 25 septembre 2017, la Ville de Strasbourg a décidé de rappeler, pour la part communale de taxe foncière, l'exonération temporaire de deux ans dont bénéficiaient toutes les constructions nouvelles, reconstructions ou additions de construction à usage d'habitation.

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe locale et afin de ne pas pénaliser les contribuables, qui bénéficiaient jusque-là de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) à 100% sur les parts départementale et métropolitaine, les communes ne sont plus autorisées à supprimer l'exonération temporaire sur leur part de la TFPB. Les communes ont désormais la faculté de porter cette exonération à 40%, 50%, 60%, 70%, 80% ou 90%. Ainsi, quel que soit le choix de la commune, un minimum d'exonération s'appliquera désormais aux contribuables, contre les 0% d'exonération effectifs sur la part communale depuis 2018.

Par conséquent, il convient de fixer, à compter du 1er janvier 2022, le taux d'exonération de TFPB à hauteur de 40% de la base des logements neufs à usage d'habitation.

2- Exonération de taxe foncière des immeubles universitaires

Les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre, peuvent, à compter de 2021, exonérer de TFPB les bâtiments de l'État mis à la disposition des établissements universitaires par le biais de titres constitutifs de droits réels.

Il apparait opportun d'adopter cette exonération car l'Université de Strasbourg est lauréate de l'Opération Campus depuis 2009 et, bénéficie à ce titre d'une dotation annuelle de 15 M€ jusqu'en 2023 afin de rénover ou construire de nouveaux bâtiments universitaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles 1383 et 1382 D du Code général des impôts
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *de porter l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions, et conversions de bâtiments ruraux en logements, à 40% de la base imposable, en ce qui concerne tous les immeubles neufs à usage d'habitation ;*

- *d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pendant toute la durée du contrat, les immeubles faisant l'objet de contrats, entre les établissements publics d'enseignement supérieur et l'État pour la maîtrise d'ouvrage de constructions universitaires, conclus avec des sociétés dont le capital est entièrement détenu par des personnes publiques.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132987-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Solde final du transfert des biens pour la régie personnalisée de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg.

Numéro V-2021-1239

Créée par délibération du Conseil municipal du 20 mai 2019, la régie personnalisée de l'orchestre philharmonique de Strasbourg (OPS) a été mise en fonctionnement le 1er janvier 2020. À cette date, la régie personnalisée s'est substituée à la ville de Strasbourg dans la gestion du service public de promotion et de diffusion d'œuvres musicales symphoniques, lyriques, classiques et contemporaines et perçoit à ce titre désormais directement ses recettes de billetterie par le biais d'une régie de recettes et d'avances.

Solde du transfert des biens

Dotation initiale :

Lors de la délibération du lundi 25 novembre 2019, il avait été établi une première dotation de la ville de Strasbourg pour l'établissement public OPS. Cette première dotation comprenait l'ensemble des biens acquis par le service de l'orchestre (instruments de musique, partitions et matériel de régie nécessaires à la tenue des concerts) ainsi que des biens utilisés par l'orchestre dans ses activités régulières et pour lesquels il était spécifié « véhicules, matériel de bureau ».

Dotation complémentaire :

La dotation complémentaire a été constituée des biens dont la dépense avait été engagée mais était non réalisée entre le 25 novembre 2019 et le 31 décembre 2019, biens pour lesquels les factures et le service fait ne pouvaient qu'être constatés à partir de 2020. Il s'agissait donc de l'utilisation des restes à réaliser 2019 reportés par la ville de Strasbourg sur son budget 2020, au titre de l'Orchestre.

Cette délibération de septembre 2020 reprenait la liste du 25 novembre 2019, et était complétée par les biens de cette dotation complémentaire et corrigée d'un véhicule appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sous le numéro 73113.

Dotation finale :

La dotation finale de la Ville à l'Orchestre est constituée de l'acquittement de la facturation d'une contrebasse qu'il restait à réceptionner et de l'achèvement de l'acquisition d'un logiciel financier Ciril-Group, partiellement livré au mois d'août 2020 et dont la facture finale est intervenue en 2021. Ce transfert a aussi permis d'effectuer un inventaire des instruments transférés et de constater une dotation d'instruments provenant de la fondation Louis APFFEL. La valeur nette comptable de cette dotation finale est de 90 290,62 € pour onze nouveaux biens transférés.

Tous les biens font l'objet d'un apport de la Ville en nature à titre de dotation et donc à titre gratuit.

Transfert de propriété :

À la suite du vote de cette délibération finale et en termes identiques à la ville de Strasbourg et à l'établissement public OPS, il sera établi un acte de transfert de propriété reprenant l'ensemble des biens transférés entre les parties afin que le bilan de chaque entité puisse être actualisé.

Ce transfert concerne onze biens pour une valeur nette comptable de 90 290,62 €. Ces biens ont été listés en annexe 1.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L2221-1 à 10 et R2221-1 à R2221-62
du Code général des collectivités territoriales
Vu l'article L2241-1 du CGCT
Vu la délibération du Conseil municipal n° 28 du Conseil du 20 mai 2019
Vu la délibération du Conseil municipal n° 29 du Conseil du 25 novembre 2019
Vu la délibération du Conseil municipal n° 9 du Conseil du 21 septembre 2020
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,
décide

la dotation finale à titre gratuit en apport en nature à la régie personnalisée Orchestre philharmonique de Strasbourg de l'ensemble des biens acquis par la ville de Strasbourg qui figurent sur la liste en annexe 1,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de transfert de propriété avec l'établissement public de l'orchestre philharmonique de Strasbourg.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132403-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Annexe 1

Numero du bien	Libelle court (bien)	Libelle long (bien)	Bien amortissable	Montant d'acquisition du bien	Duree amortissement	Année début amortissement	année fin d'amortissement	Valeur nette comptable transférée	nature comptable	cumul amorts au 20/09/2021	compte Amts	annuité	Date de transfert	Excercice arrêté pour les amortissements
84513	OPS CONTREBA	ACQUISITION CONTREBASSE OPS	X	14 583,33	10,00	2021	2030	14 583,33	2188	0,00	28188	1 458,33	BS 2021	non commencés
3823	FOURN. GONGS ORCHEST	FOURN. GONGS ORCHESTRE	X	111,68	1,00	1998	1999	0,00	2188	111,68	28188	111,68	BS 2021	1999
10708	FOURN.INSTRUMENTS MU	FOURN.INSTRUMENTS MUSICAUX	X	2 834,08	1,00	2003	2004	0,00	2188	2 834,08	28188	2 834,08	BS 2021	2004
31988	05114-14/12/2005	INSTRUMENTS DE MUSIQUE	X	1 676,00	2,00	2006	2007	0,00	2188	1 676,00	28188	838,00	BS 2021	2007
68768	MONTAGNANA	MDDELE MONTAGNANA	X	12 265,00	10,00	2016	2025	4 906,00	2188	7 359,00	28188	1 226,50	BS 2021	2021
66375	STRUCTURES SONORES BASCHET	STRUCTURES SONORES BASCHET	X	4 599,74	10,00	2016	2025	1 839,92	2188	2 759,82	28188	459,97	BS 2021	2021
83314	ACQUISITION DE	5 FLIGHT CASES	X	7 217,64	10,00	2020	2029	5 774,12	2188	1 443,52	28188	721,76	BS 2021	2021
83366	ACQUISITION DE 5 TIMBALES LOT 1	ACQUISITION DE 5 TIMBALES LOT 1	X	61 462,00	10,00	2020	2029	61 462,00	2188	0,00	28188	6 146,20	BS 2021	non commencés
85655	SYSTEME INFORMATIQUE	SYSTEME INFORMATIQUE	X	525,00	1,00	2022	2022	525,00	2051	0,00	28051	525,00	BS 2021	non commencés
85658	D'INFERFACE PAIE	D'INFERFACE PAIE	X	1 035,25	1,00	2022	2022	1 035,25	2051	0,00	28051	1 035,25	BS 2021	non commencés
85653	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INF	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INF	X	165,00	1,00	2022	2022	165,00	2051	0,00	28051	165,00	BS 2021	non commencés
		complément final 2021		**106 474,72**				**90 290,62**		**16 184,10**				

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Passation de marchés publics pour des prestations de conception et réalisation de campagnes de communication thématiques pour les besoins de la ville de Strasbourg.
Conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1240

La direction de la communication a recours à des marchés publics dont l'exécution s'étend sur plusieurs années pour mener à bien ses missions.

Il s'agit, pour 2021, de remettre en concurrence les marchés publics concernant la conception et la réalisation de campagnes de communication thématiques. Il convient, en effet, de faire appel à des agences de communication qui accompagneront la collectivité dans la définition, la mise en œuvre et l'exécution de la communication nécessaire à la promotion des différentes thématiques structurantes.

Les modalités sont précisées ci-dessous :

Intitulé des différents marchés (la liste des lots est donnée à titre indicatif)	**Minimum annuel € HT**	**Maximum annuel € HT**	**Estimation annuelle € HT**
AO Transformation sociale et sociétale Lot 1 Accompagnement des publics Lot 2 Sports et évènements	20 000	277 000	180 000
AO Europe, relations internationales, démocratie et territoires	10 000	308 000	160 000
AO Déplacements, mobilités, transport et urbanisme	5 000	90 000	60 000

En application des articles R.2124-2 et R. 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces marchés seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les marchés publics prendront la forme d'accords-cadres avec émission de bons de commande, en application des articles L. 2125-1-1° et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique. La durée des accords-cadres sera fixée à 4 ans maximum, avec une durée initiale d'un an, reconductible trois fois.

La conclusion et la signature des marchés publics sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

La présente délibération concerne également la conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

La Ville de Strasbourg sera coordinatrice du groupement de commandes pour les accords-cadres ci-après :

Intitulé des différents marchés (la liste des lots est donnée à titre indicatif)	**Minimum annuel € HT**	**Maximum annuel € HT**	**Estimation annuelle € HT**
AO Transformation sociale et sociétale Lot 1 Accompagnement des publics Lot 2 Sports et évènements Ville de Strasbourg	20 000	277 000	180 000
AO Europe, relations internationales, démocratie et territoires Ville de Strasbourg	10 000	308 000	160 000
AO Déplacements, mobilités, transport et urbanisme Ville de Strasbourg	5 000	90 000	60 000
AO Transformation sociale et sociétale Lot 1 Accompagnement des publics Lot 2 Sports et évènements Eurométropole de Strasbourg	10 000	186 000	80 000
AO Europe, relations internationales, démocratie et territoires Eurométropole de Strasbourg	20 000	325 000	140 000
AO Déplacements, mobilités, transport et urbanisme Eurométropole de Strasbourg	20 000	210 000	110 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

Sous réserve de l'inscription des crédits au budget, la passation, après mise en concurrence, d'accords-cadres d'une durée d'un an renouvelable trois fois pour la conception et la réalisation de campagnes de communication thématiques, suivant les modalités ci-dessous :

Intitulé des différents marchés (la liste des lots est donnée à titre indicatif)	***Minimum annuel € HT***	***Maximum annuel € HT***	***Estimation annuelle € HT***
AO Transformation sociale et sociétale *Lot 1 Accompagnement des publics* *Lot 2 Sports et Evénements* *Ville de Strasbourg*	*20 000*	*277 000*	*180 000*
AO Europe, relations internationales, démocratie et territoires *Ville de Strasbourg*	*10 000*	*308 000*	*160 000*
AO Déplacements, mobilités, transports et urbanisme *Ville de Strasbourg*	*5 000*	*90 000*	*60 000*

décide

- *d'imputer les dépenses en résultant sur les lignes PC01D fonction 023 nature 6226 Honoraires et PC01D fonction 023 nature 6288 Autres services extérieurs,*
- *de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la passation de marchés publics ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à mettre en concurrence les prestations, conformément aux dispositions du code de la commande publique,*
- *à signer la convention constitutive de groupement de commandes (en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à signer les marchés publics en résultant,*
- *à exécuter les marchés publics en résultant pour la ville de Strasbourg.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133170-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communications thématiques

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de délibérations du conseil de l'eurométropole du 15 juillet 2020,

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de délibérations du conseil municipal du 4 juillet 2020

Il est prévu **un groupement de commandes** pour le lancement d'accords-cadres relatifs à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communications thématiques

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	5
Article 5 : Responsabilité	5
Article 6 : Fin du groupement	6
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce texte, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communication thématiques.

Le marché sera lancé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1-3° et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la commande publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord-cadre avec montants minimums et montants maximums.

Ville de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Transformation sociale et sociétale Lot 1 Accompagnement des publics Lot 2 Sports et évènements	20 000 € HT	277 000 € HT	180 000 € HT
AO Europe, Relations internationales, démocratie et territoires	10 000 € HT	308 000 € HT	160 000 € HT
AO Déplacement, mobilités transports et urbanisme	5 000 € HT	90 000 € HT	60 000 € HT

Eurométropole de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Transformation sociale et sociétale Lot 1 Accompagnement des publics Lot 2 Sports et évènements	10 000 € HT	186 000 € HT	80 000 € HT
AO Europe relations internationales, démocratie et territoires	20 000 € HT	325 000 € HT	140 000 € HT
AO Déplacement, mobilités, transports et urbanisme	20 000 HT	210 000 € HT	110 000 € HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Soutien aux actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation et inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et de la radicalisation de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1241

1- Attribution de subventions dans le cadre de conventions pluri annuelles d'objectifs pour 3 associations œuvrant dans l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive.

La ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable et de proposer des conventions pluriannuelles d'objectifs précisant leurs capacités à participer au développement d'actions soutenues par la ville et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R. Signées en 2019, ces conventions actent une subvention annuelle reconductible 3 ans. Elles sont donc accompagnées d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention ainsi que d'outils d'évaluation des actions financées.

Il est proposé de reconduire pour une dernière année, en 2021, les actions portées par les 3 associations suivantes :
- ARSEA
- VIADUQ 67 - France Victimes
- SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes.

De par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, de l'accès au droit et de la prévention de la récidive, ces trois associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPD-R. L'évaluation de ces 3 conventions pluriannuelles fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité de pilotage dédié. Une nouvelle délibération sera proposée en cas de reconduction de ces dernières pour 3 années supplémentaires.

ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation pour 4 000 €
« Contrôle judiciaire socio-éducatif »

L'association assure le contrôle judiciaire socio-éducatif qui concourt à la prévention de la récidive. Il vise, au moyen d'un accompagnement individualisé, à la mise en place d'un projet adapté aux difficultés comme aux capacités d'insertion d'une personne mise en examen en vue d'éviter la détention provisoire, souvent facteur de désinsertion sociale et de récidive.

VIADUQ 67 France Victimes pour un montant total de 55 945 €
« L'accès au Droit et l'accès aux droits » 17 395 €
L'association développe auprès du grand public une activité d'information et d'accompagnement qui favorise l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen rapprochant le justiciable de l'institution judiciaire. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux. L'association dotée de juristes et d'écrivains publics accueille quotidiennement le public à son siège à Cronenbourg et assure également des permanences sur les territoires de la ville en risque de décrochement.

« Aide aux victimes » 38 550 €
Régie par la charte des services d'aides aux victimes « France victimes », VIADUQ 67 accueille, informe, oriente et accompagne toute personne victime, sur plusieurs sites de la ville dont la Maison de la Justice et du droit, au TGI et dans les quartiers de la politique de la ville. Afin de prévenir l'aggravation de la situation traumatique des victimes et leur désocialisation, l'aide aux victimes d'infractions pénales mobilise des juristes pour que la victime puisse exercer pleinement ses droits et des psychologues pour prendre en charge le traumatisme vécu par les victimes, les accompagner tout au long de leurs démarches et de leur reconstruction.

SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes pour deux actions soutenues à hauteur de 34 350 €
« Accès au droit et aide aux victimes » 28 000 €
Dans le cadre de ce projet deux missions sont réalisées par l'association : l'accès aux droits et l'aide aux victimes à son siège, lors de permanences au Tribunal Judiciaire, à la Maison de Justice et du Droit ainsi qu'au sein de centres médico-sociaux de la Ville de Strasbourg. L'association accueille, informe, oriente et accompagne dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.

« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leur droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique » 6 350 €
Le projet vise à l'amélioration du cadre de vie et à favoriser le « mieux vivre ensemble » notamment la réduction des incivilités, le renforcement du respect porté aux personnes et aux biens publics. Elle se décline en deux actions :

- l'action de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes pour les amener par le biais d'une pédagogie active, à réfléchir sur les notions telles que la différence, l'acception et les obligations.
- l'action Habitat-vie : parallèlement au travail mené avec les élèves, des rencontres avec les locataires dans les halls d'entrée sont organisées, pour sensibiliser les adultes aux droits et obligations locatifs.

2- Soutien à d'autres actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation ne relevant pas de conventions pluriannuelles.

CLJ - Centre de Loisirs et de la Jeunesse
« La Police à l'écoute des jeunes » 36 000 €
En vue d'améliorer les relations police/jeunes, le CLJ de la Police nationale propose tout au long de l'année des activités à caractère éducatif, sportif et culturel en faveur des jeunes de 10 à 17 ans issus des territoires de la Ville de Strasbourg. L'association contribue à la prévention des risques, à l'éducation à la citoyenneté et à la tranquillité publique. Elle intervient notamment sur les thématiques du décrochage et de l'exclusion scolaire, des violences scolaires et de harcèlement, de la prévention routière, des conduites addictives et des risques liés à l'usage des pétards. Enfin le CLJ, à la demande des établissements scolaires, intervient au sein des classes sur des actions spécifiques et conjoncturelles.

VIADUQ 67 - France Victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers
« Permanence et astreintes au Point Accueil Victimes à l'Hôtel de Police » ***24 590 €***
Le point d'accueil victimes, structure partenariale pérenne installée dans les locaux de l'Hôtel de Police de Strasbourg, assure l'accompagnement immédiat des personnes venant de déposer plainte ou de signaler des faits. Un travailleur social de l'association accompagne les victimes en temps réel et assure une orientation en fonction des problématiques rencontrées. Lieu d'écoute et d'orientation, ce dispositif permet le suivi des situations préoccupantes notamment celles des victimes de violences intrafamiliales. Conformément à la convention signée en décembre 2016 entre les financeurs et les deux associations présentes dans le dispositif, SOS Aide aux Habitants et VIADUQ 67, cette dernière assure les permanences hebdomadaires et la moitié des astreintes. Au regard du nombre important de saisines, en particulier des victimes de violences conjugales ou intrafamiliales, il est proposé, pour 2021, l'attribution d'une subvention de la ville de Strasbourg permettant de proposer ½ ETP de présence supplémentaire d'un travailleur social.

ITHAQUE
« Dispositif TAPAJ » 16 000 €
Initiée fin 2019, l'expérimentation du dispositif TAPAJ se poursuivra en 2021 pour les missions spécifiques suivantes : dépollution de seringues sur des espaces publics, information et prévention auprès des publics consommateurs et riverains, contribution au diagnostic territorial.

Les effets attendus de cette action touchent à de nombreux aspects : propreté et sécurité, tranquillité publique, santé publique, participation citoyenne, dialogue avec les riverains et insertion de publics jeunes.
L'action se déclinera sur deux quartiers de la ville de Strasbourg : Elsau et Port du Rhin. L'objectif de cette démarche doit nous permettre d'évaluer la pertinence de pérenniser cette réponse sur l'ensemble de la ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions suivantes :

Associations et actions	***Subventions proposées***
Actions relevant d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2019-2021	
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation	***4 000 €***
"Contrôle judiciaire socio-éducatif" "	*4 000 €*
SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes	***34 350 €***
« Accès au droit et aide aux victimes »	*28 000 €*
« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	*6 350 €*
VIADUQ 67 – France Victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	***55 945 €***
« Accès au Droit et Accès aux droits »	*17 395 €*
« Aide aux victimes »	*38 550 €*
Actions ne relevant pas d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens	
CLJ – Centre de loisirs et de la jeunesse	***36 000 €***
« La Police à l'écoute des jeunes »	*36 000 €*
VIADUQ 67 – France victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	***24 590 €***
« Permanences et astreintes au Point d'Accueil Victimes (PAV) à l'hôtel de police »	*24 590 €*
ITHAQUE	***16 000 €***

« Dispositif TAPAJ »	*16 000 €*
Total des subventions proposées	***170 885 €***

La dépense correspondante, soit 170 885 €, est à imputer sur l'activité AT02A, nature 6574 – fonction 110, dont le montant disponible est de 218 805 €.

autorise

La Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140138-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Associations et actions	Subventions demandées 2021	Subventions proposées Ville 2021	Subventions accordées Ville 2020
Actions relevant d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens			
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation	**4 000 €**	**4 000 €**	**4 000 €**
Contrôle judiciaire socio-éducatif	*4 000 €*	*4 000 €*	*4 000 €*
SOS AIDE AUX HABITANTS - France Victimes 67	**34 350 €**	**34 350 €**	**34 350 €**
Accès au droit et aide aux victimes	*28 000 €*	*28 000 €*	*28 000 €*
Médiation de proximité			
Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique	*6 350 €*	*6 350 €*	*6 350 €*
Sensibilisation aux risques de harcèlement et violences scolaires			
VIADUQ 67 - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	**55 945 €**	**55 945 €**	**55 945 €**
Accès au droit et accès aux droits	*17 395 €*	*17 395 €*	*17 395 €*
Aide aux victimes	*38 550 €*	*38 550 €*	*38 550 €*
Actions ne relevant pas d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens			
CLJ – Centre de loisirs et de la jeunesse	**36 000 €**	**36 000 €**	**35 000 €**
La Police à l'écoute des jeunes	*36 000 €*	*36 000 €*	*35 000 €*
ITHAQUE	**16 000 €**	**16 000 €**	**14 100 €**
Dispositif TAPAJ dans un quartier de la politique de la ville	*16 000 €*	*16 000 €*	*14 100 €*
VIADUQ 67 - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	**24 590 €**	**24 590 €**	**-**
Permanence et astreintes au Point d'Accueil Victimes à l'hôtel de police	*24 590 €*	*24 590 €*	*-*
Total des subventions proposées	**170 885 €**	**170 885 €**	**143 395 €**

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de bourses dans le cadre d'une résidence artistique de trois mois à six artistes afghan-e-s au TJP, à Musica, à Pôle Sud et au Maillon.

Numéro V-2021-1242

La Ville souhaite s'associer à l'accueil de six artistes afghan-e-s à Strasbourg dans le cadre d'une résidence artistique de trois mois proposé par structures culturelles strasbourgeoises, à savoir le TJP, Musica, Pôle Sud et le Maillon.

Ce soutien s'inscrit dans la longue tradition de Ville hospitalière de Strasbourg, capitale européenne de la démocratie et des droits humains.

La venue de ces artistes, menacé-e-s dans leur pays récemment repris par les talibans, s'inscrit dans une démarche menée à l'échelle nationale par le réseau des Centres dramatiques nationaux qui, en lien avec le Ministère de la Culture et l'Ambassade de France à Kaboul, a identifié près de 70 artistes actif-ve-s dans différents champs de la création et menacé-e-s par le nouveau pouvoir en place.

Plusieurs villes et structures culturelles se sont ainsi engagées à accueillir ces artistes pour des résidences de création de trois mois. Au vu de la dégradation brutale de la situation en Afghanistan, ces artistes ont bénéficié d'un rapatriement vers le territoire national pris en charge par l'État, qui doit leur permettre de régulariser leur situation au cours d'une procédure accélérée de demande d'asile.

Il est ainsi proposé que la Ville puisse soutenir cet accueil, qui incombera au plan artistique et pour partie logistique, au TJP, à Musica, à Pôle Sud et au Maillon, au moyen de l'attribution d'une bourse artistique aux six artistes accueilli-e-s, trois femmes et quatre hommes, oeuvrant dans les domaines du théâtre, de la peinture et de la poésie.

Le montant de chacune des bourses a été fixé à 1 500 € par artiste, sur 3 mois, à raison de 500 € par mois par artiste. Le budget total pour la Ville s'élève à 9 000 €.

Par ailleurs, la Ville apportera son soutien dans la recherche de logements pour accueillir ces artistes ainsi qu'au travers d'un accompagnement de la Direction de la culture pour la découverte du réseau culturel strasbourgeois et des modalités de fonctionnement des institutions culturelles françaises.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution en 2021 de six bourses artistiques d'un montant de 1 500 € chacune au profit de Razia Wafaei Zada, Noorullah Azizi, Ahmad Ali Ebrahimi, Mohammadullah Tahiri, Bas Gul Karimi et Narges Ahmadi,

décide

l'imputation de la dépense liée aux six bourses artistiques soit 9 000 € au budget 2021, CRB AU10 – Activité budgétaire AU10F – fonction 312 – nature 6714,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à procéder au versement des bourses proposées.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140462-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Préconisations de la mission sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin.

Numéro V-2021-1243

Le Conseil municipal réuni le 14 décembre 2020, conformément aux dispositions de l'article L.212-22-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 19 du règlement intérieur du Conseil municipal, a proposé la création d'une mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

Le rapport issu des travaux de cette mission, joint avec ses annexes à la présente délibération, présente l'ensemble des termes du débat et propose en conclusion des préconisations quant à la poursuite de la démarche en vue d'une prise de décision par l'exécutif d'ici la fin du mandat.

L'Opéra national du Rhin (OnR), institution lyrique et chorégraphique comprenant le Ballet du Rhin, fait partie des cinq opéras de région en France ayant le label d'opéra national en région obtenu en 1997. Le Ballet du Rhin a pour sa part le statut de centre chorégraphique national depuis 1985.

L'OnR présente la particularité unique en France d'être géré depuis 1972 par un syndicat intercommunal regroupant les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar qui se répartissent l'accueil des équipes artistiques : l'opéra à Strasbourg, le Ballet du Rhin à Mulhouse et l'Opéra Studio, structure d'insertion professionnelle à Colmar. Les trois villes accueillent la programmation de l'opéra et du ballet.

À Strasbourg, l'OnR est installé dans le théâtre municipal situé place Broglie. Ce bâtiment ne répond plus aux normes de sécurité et d'accessibilité et n'offre plus les conditions d'exploitation répondant aux besoins des productions lyriques et chorégraphiques d'aujourd'hui. Ce bâtiment est en effet sous le coup d'un avis défavorable de la commission départementale de sécurité depuis 1997.

La ville de Strasbourg, propriétaire du bâtiment, a la responsabilité de remédier à ces difficultés compromettant la continuité de l'activité de l'OnR. Trois options peuvent être

envisagées dans ce cadre : une rénovation du bâtiment actuel, une rénovation-extension du bâtiment actuel ou la construction d'un nouvel opéra sur un autre site de la ville.

Diverses études ont été menées à la demande de la Ville ces dernières années pour cerner ces difficultés et imaginer des pistes pour y remédier.

La commande passée à la mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'OnR visait à situer la réflexion dans une vision actuelle et prospective de ce que pourrait être un opéra national au XXIe siècle dans un contexte européen et de la place qui doit lui être donnée au sein de la politique culturelle de Strasbourg et de sa métropole.

D'une durée de six mois, cette mission a été installée le 12 janvier dernier. Elle a défini les axes de travail suivants, examinés dans une perspective de moyen et long termes :
- l'évolution du rôle de l'opéra dans la cité ;
- l'opéra acteur économique ;
- l'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois ;
- l'opéra au sein du réseau des scènes internationales, outil de rayonnement culturel régional, national et international ;
- l'opéra acteur du développement durable dans son environnement urbain.

La mission s'est réunie en formation plénière à six reprises entre janvier et juin 2021 et a mené 40 auditions en séance plénière et en sous-groupes, soit un total de 74 personnes entendues.

Ont ainsi été auditionnés-es :
- des élus-es des deux autres villes du Syndicat intercommunal, de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace, de l'Assemblée Nationale et du Parlement Européen,
- des représentants-es d'opéras dans le monde,
- des représentants-es de l'équipe de l'OnR et des orchestres associés,
- des représentants-es de la DRAC Grand Est et du Conseil de l'Europe,
- des personnalités qualifiées,
- des experts-es,
- divers acteurs régionaux du tourisme et du monde de l'entreprise,
- divers acteurs impliqués dans l'accès à la culture et acteurs culturels strasbourgeois,
- des acteurs de la formation,
- le Président du Théâtre Alsacien de Strasbourg.

DIAGNOSTIC

L'Opéra national du Rhin aujourd'hui

L'Opéra national du Rhin, actuellement dirigé par Alain Perroux, est constitué de l'Opéra, du Ballet de l'OnR et de l'Opéra Studio. Il emploie 240 salariés-es permanents-es dont 130 intervenants-es dans les domaines techniques et fait appel à environ 700 intermittents-es par saison. Contrairement à de nombreux autres opéras, il dispose de ses propres ateliers de décors et de costumes mais, n'ayant pas d'orchestre attitré, travaille avec les

deux orchestres symphoniques alsaciens : l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et l'Orchestre Symphonique de Mulhouse.

Outre les productions lyriques et chorégraphiques, l'OnR développe depuis 2017, à l'initiative de feu Eva Kleinitz, un festival dénommé « Arsmondo » dédié chaque année à une culture différente. Il développe par ailleurs un important travail d'actions culturelles et pédagogiques pour aller vers de nouveaux publics et propose des évènements à destination d'entreprises ou de particuliers comme des diners sur scène.

Le répertoire de l'Opéra comme du Ballet est particulièrement diversifié et contribue à soutenir la création contemporaine.

Enfin, l'OnR accueille dans ses murs le Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS), association de comédiens-nes amateurs-rices, occupant historique du théâtre de la place Broglie depuis 1902, qui propose une saison de cinq spectacles en alsacien. L'OnR intègre cette saison pour élaborer sa programmation. Les relations entre l'OnR et le TAS font l'objet depuis 2011 d'une convention passée avec l'OnR et la ville de Strasbourg précisant les conditions de mise à disposition de la salle de spectacle, de personnels et du système de billetterie de l'OnR ainsi que la participation annuelle de l'association aux frais.

Au cours de la saison 2018-2019, dernière saison non impactée par la crise sanitaire, l'activité de l'OnR s'est traduite par 235 levers de rideau correspondant notamment à la présentation de 8 opéras et 7 ballets et de nombreuses propositions dans le cadre du festival Arsmondo consacré à l'Argentine. Il a accueilli plus de 110 000 spectateurs-rices et plus de 10 000 personnes ont bénéficié de ses actions culturelles et pédagogiques. Les moins de 26 ans ont représenté un tiers de son public.

En termes d'activité et de budget, l'OnR, premier opéra de la région du Grand Est, est proche de l'opéra de Bordeaux au sein de l'ensemble des opéras nationaux de région en France. Il a acquis une reconnaissance internationale comme l'atteste le titre d'Opéra de l'année 2019 qui lui a été décerné par l'Opern Welt.

Il a mené depuis 20 ans un important travail pour diversifier et rajeunir ses publics ; la proportion de public de moins de 26 ans parmi l'ensemble de ses publics dépasse de beaucoup celle de la plupart des opéras en France.

Son développement est cependant freiné par les limites du théâtre municipal de Strasbourg qui compromettent sa sécurité, restreignent ses capacités d'accueil du public et compliquent fortement ses partenariats.

État des lieux du bâtiment

La commission de sécurité a rendu le 2 janvier 1997 un avis défavorable d'exploitation, le bâtiment étant jugé non conforme aux dispositions de sécurité pour son usage par le personnel et par le public. Cet avis a été renouvelé par la suite à chaque nouvelle visite.

Les difficultés liées aux limites du bâtiments ont des répercussions sur les conditions d'accueil du public (exiguïté du lieu ayant des répercussions sur les déplacement et le

confort d'écoute, accessibilité difficile pour les personnes à mobilité réduite, mauvaise visibilité pour un tiers des 1200 places) ainsi que sur les conditions de travail des artistes et techniciens (fosse d'orchestre très petite, loges insuffisantes, circulation au sein du bâtiment compliquée, absence de foyer de repos et de lieu d'échauffement, absence de motorisation des équipements scéniques). Ces conditions de travail peuvent être source de problèmes de santé pour le personnel.

Par ailleurs, la vétusté du théâtre a un fort impact sur les conditions de production de l'opéra car elle engendre des contraintes qui alourdissent les productions de l'OnR et limitent ses capacités de coproduction, du fait notamment de l'existence d'une seule scène, de l'exiguïté de la cage de scène, de l'absence de lieu de répétition et de modularité de la fosse et de la scène, d'un espace insuffisant pour le stockage des décors, d'une machinerie manuelle dépassée, inadaptée aux décors actuels et de contraintes lourdes en matière de sécurité. De ce fait, les coproductions avec d'autres maisons d'opéra sont compliquées, ces contraintes obligeant à reconstruire les décors de productions montées par d'autres maisons d'opéras quand elles n'interdisent pas de les accueillir.

Ces limites alourdissent les coûts de productions et restreignent les recettes issues notamment de coproductions et de partenariats.

DÉVELOPPEMENT PROSPECTIF : L'OPÉRA DU XXIE SIÈCLE

Redéfinir l'identité de l'opéra

L'ensemble des personnes auditionnées s'accordent à dire que l'OnR doit interagir avec le monde, la société et le territoire qui l'entourent et être un outil servant le développement artistique et culturel du territoire, au profit de publics diversifiés. Il a donc un rôle central à jouer au sein de la Cité, comme acteur et symbole de la cohésion sociale, par-delà les différences de sensibilité, de culture et d'origine sociale.

Son image demeure pour certains encore trop souvent élitiste. Le mouvement d'ouverture et de diversification des publics et d'ancrage territorial initié ces dernières décennies par l'OnR, doit donc se poursuivre largement et être l'un des objectifs majeurs des prochaines années.

Cela sous-tend des évolutions importantes en terme de programmation, de modalités d'accueil, de rapport aux publics et de médiation dans et hors-les-murs. Il s'agira de créer un nouveau modèle où la production des œuvres n'est pas déconnectée de l'appropriation par les publics.

En regard de la question du rapport au territoire et au public, la question particulièrement prégnante pour l'opéra à Strasbourg porte également sur l'image que la Ville souhaite véhiculer aux plans national et international à travers son opéra, et la volonté d'affirmer la stature européenne de Strasbourg à travers cet outil.

Enfin, il apparait aujourd'hui primordial de développer un modèle d'opéra vertueux, adapté et en phase avec les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques actuels, ce qui impacte les conditions de production des œuvres, la dimension architecturale et de travaux,

le modèle économique et de gouvernance. Une exemplarité en la matière devrait être recherchée.

L'opéra au cœur d'un projet culturel pour la Ville : nécessité d'une ouverture du répertoire et d'une diversification de la programmation

La diversification de la programmation constitue l'un des leviers en matière d'accessibilité et de diversification du public. La programmation devrait refléter les évolutions du monde et de la société et se diversifier. Ainsi l'opéra devrait s'ouvrir aux autres esthétiques et formes artistiques dans une approche transdisciplinaire plus affirmée, ainsi qu'aux différents genres musicaux tels que la comédie musicale, l'opéra-rock ou les musiques et danses urbaines. Concernant le répertoire opératique, l'opéra est trop souvent focalisé sur celui de la période 1750-1850 et sur une quinzaine d'œuvres plébiscitées par le public. Il devrait s'ouvrir à la recréation d'œuvres de diverses époques moins jouées et s'engager de manière plus affirmée vers le soutien à la création contemporaine.

La programmation devrait également être représentative d'autres cultures et porter une dimension interculturelle, ce qui a été initié par Eva Kleinitz avec le festival Arsmondo.
La réorientation de la programmation sous-tend un impact sur l'ensemble de l'écosystème culturel strasbourgeois. À ce titre, le projet culturel devrait être pensé au regard de l'offre existante et en complémentarité de celle-ci.

Au-delà du répertoire, la question de la distribution et de l'invitation d'artistes connus du grand public, d'envergure nationale et internationale, a également été identifiée comme un facteur potentiel d'élargissement du public.

Toutes ces évolutions devraient trouver un fort écho dans la stratégie de communication de l'OnR.

Repenser la production : un outil de production adapté au plan technique et un outil de travail adapté aux différents métiers de l'opéra

Les moyens techniques et de représentation devraient être en adéquation avec le label d'Opéra national tout en répondant aux normes de sécurité.

Concernant le format de la salle, le choix devra être fait entre la salle frontale et/ou le théâtre à l'italienne (modèle actuel) et un espace plus adaptable qui permettrait des configurations multiples adaptées aux créations de demain.

La position dominante semble se fixer sur un ou plusieurs espaces adaptables/modulables. La modularité semble en effet une exigence si le projet culturel repose sur la diversification des formes artistiques. De la même façon, la participation plus active du public suppose des espaces modulables, permettant le mouvement et la circulation.

Le plus souvent, la présence sur le site de Strasbourg d'au-moins deux salles de jauges différentes a été jugée nécessaire, car permettant la co-activité ou la préparation de spectacles sur un plateau alors que le second est en exploitation. Ce point impacterait favorablement le modèle économique et le travail des équipes qui ne seraient plus

contraintes par les plannings d'exploitation d'une seule salle pour la préparation des productions. La question des espaces nécessaires peut toutefois être envisagée à l'échelle des différents équipements des villes du syndicat intercommunal.

L'ensemble de ces observations et les choix qui seront opérés conditionneront la ou les jauges idéales, point qui devra être réfléchi à l'aune de la programmation et de la soutenabilité économique.

Les qualités acoustiques du bâtiment devraient par ailleurs être au centre des préoccupations dès le moment de la conception du projet.

Le recours à la vidéo et aux nouvelles technologies, désormais présentes dans le spectacle vivant, devrait se fondre de manière naturelle au projet. Pour appréhender l'opéra au XXIème siècle, il faut anticiper les évolutions des technologies et des écritures.

Les performances techniques des espaces ont un impact sur les possibilités en termes de coproductions et de circulation des œuvres. À ce titre, il parait opportun de concevoir un outil aux standards européens, permettant la mutualisation des productions.

Les besoins techniques relatifs aux captations, qui vont aller en se développant, devraient être pris en compte dans le projet à venir.

Une attention particulière devrait être apportée aux zones techniques et aux aires de déchargement, les productions nécessitant le recours à plusieurs semi-remorques.

La réhabilitation du bâtiment ou la création d'un nouvel outil devrait répondre aux difficultés pointées par les salariés, avec notamment la nécessité de lieux de répétition, de loges en nombre suffisant et d'espaces de convivialité et de repos.

Pour l'orchestre, la fosse devra être suffisamment spacieuse et pouvoir être modulée en fonction du répertoire et des effectifs nécessaire et sa qualité acoustique devra faire l'objet d'une vigilance spéciale.

Enfin se posera la question de la possibilité de rassembler sur un site unique les différentes équipes afin de nourrir l'esprit d'équipe et le sentiment d'appartenance à l'OnR.

L'opéra dans la Ville au service de tous les publics

L'opéra de demain devrait être en même temps un lieu de culture populaire comme au XVIIIème siècle et le lieu des innovations artistiques les plus pointues, une agora ouverte à tous, une maison du peuple ouverte toute la journée où l'on pourra rêver et flâner, un espace qui favorise le brassage des générations. Un lieu aussi ouvert sur l'extérieur avec un parvis permettant de déployer d'autres formats. Un espace enfin que puissent s'approprier les habitants ainsi que les différentes sphères professionnelles. Il devrait devenir un lieu de rencontre, notamment avec les artistes, de formation, d'expositions, de découverte des métiers du spectacle et des lieux de travail de l'opéra, avec des ressources sur l'opéra et la danse, un lieu aussi ouvert aux pratiques en amateur, avec des espaces dévolus à la médiation et à la pédagogie.

La manière d'accueillir le public devrait aussi être repensée, et être au centre du projet architectural. La mixité des publics est autant liée à la nature de la programmation qu'à une mixité des usages du lieu. Cela implique une amplitude horaire d'ouverture au public plus importante aux différents temps de la journée et de l'année (vacances scolaires notamment), mais aussi une modularité et de la souplesse d'utilisation des espaces, à la fois pour des usages de loisirs, professionnels, et d'apprentissage.

En ce qui concerne la médiation, l'opéra devrait développer son action hors les murs dans l'ensemble des territoires de la Ville, de l'Eurométropole et de la Région. Il a en effet un rôle particulier à jouer pour aller vers les publics qui ne viennent pas spontanément, en développant des productions mêlant amateurs et professionnels sur les territoires. Les arts lyriques et chorégraphiques devraient être plus présents et visibles dans l'espace public, en s'associant à des manifestations populaires.

La médiation devrait également s'appuyer sur la participation du public, en associant par exemple des citoyens à la gouvernance de l'opéra, ou encore en les faisant participer à des projets de créations faisant appel à leur vécu, comme l'a fait l'Opéra de Nancy avec le projet NOX.

L'éducation artistique et culturelle, outil précieux de découverte de l'opéra dès le plus jeune âge, devrait être plus fortement utilisée, avec des espaces dédiés. Les liens avec le public étudiant, déjà développé à l'OnR, devraient eux aussi être renforcés et le soutien à la professionnalisation développé au-delà de l'Opéra Studio, en lien avec des centres de formation comme la HEAR ou le CFA Métiers de la scène rattaché à l'Opéra de Nancy.

Enfin la pratique en amateur pourrait également être un levier de développement du public, à condition d'ouvrir véritablement les portes de l'opéra et d'accueillir ces initiatives avec engagement.

L'opéra, outil de coopération, de développement territorial et de rayonnement

L'Opéra national du Rhin s'inscrit dans des partenariats culturels nombreux, à différentes échelles territoriales, qui devraient être développés plus encore, notamment pour ce qui concerne le territoire transfrontalier.

Les partenariats avec les structures culturelles strasbourgeoises font vivre une transversalité qui participe au désenclavement et à la circulation du public. Une mise en réseau devra être considérée dès l'origine du projet pour tendre à une complémentarité qui permette d'irriguer le territoire avec des propositions complémentaires et singulières au nouvel outil.

L'OnR devrait par ailleurs développer sa capacité de coopération avec les producteurs indépendants et les ensembles et s'impliquer plus fortement dans le soutien à la création contemporaine.

La diffusion des œuvres lyriques et chorégraphiques sur le territoire métropolitain devrait être développée en lien avec les salles de spectacles des communes de l'Eurométropole.

Le territoire transfrontalier disposant d'un tissu d'opéras important, l'OnR devrait davantage mettre à profit les jumelages existants (Stuttgart-Dresde) et réinvestir le lien avec Karlsruhe. La question de la programmation devrait par ailleurs se penser à l'échelle de ce territoire afin de ne pas se placer en posture concurrente par rapport aux autres opéras ; l'OnR devrait, pour se faire, développer une programmation singulière se distinguant des partis-pris artistiques des opéras allemands.

La coopération transfrontalière pourrait être formalisée dans le modèle juridique et dans la gouvernance de l'OnR, pour qu'elle soit véritablement incarnée et vivante. À ce titre, il conviendrait de réfléchir à un modèle d'opéra rhénan, qui soit en capacité de symboliser la coopération transfrontalière. Cette coopération transfrontalière est essentielle et l'OnR doit faire vivre plus largement son nom d'Opéra national « du Rhin ».

Sur le Grand Est, la coopération entre les quatre opéras existe mais pourrait être renforcée notamment par des coproductions ou une mutualisation de matériels, avec par exemple un lieu de stockage partagé. De même, un pôle d'excellence régional autour des métiers de l'opéra s'appuyant sur le CFA Métiers de la scène de l'Opéra de Nancy et sur les ressources des ateliers de l'OnR pourrait avoir du sens. Le rapport de 2017 de l'Observatoire des politiques culturelles sur l'art lyrique en région préconise d'ailleurs la formalisation d'une instance de dialogue entre les directions des différents opéras régionaux.

Conditions pour que l'opéra continue à dynamiser le tissu économique régional

Pour la majorité des chefs-fes d'entreprise auditionnés-es, l'OnR ne constitue pas, aujourd'hui, un vecteur à dynamiser le territoire. De même, l'OnR manque de notoriété pour susciter la venue de touristes d'autres régions.

Les chefs-fes d'entreprises estiment nécessaire de penser une offre de service large et variée pour développer une expérience globale. Par ailleurs, l'OnR ne dispose pas d'espaces pour développer l'accueil de partenaires, ce qui ne favorise pas le développement des partenariats et du mécénat.

L'Opéra semble également trop peu présent et valorisé pendant Strasbourg, Capitale de Noël, ainsi que durant la période estivale. Pour certains, un événement culturel marquant mobilisant des artistes de notoriété internationale et associant l'OnR pourrait favoriser l'activité touristique à Strasbourg.

L'opéra, outil de rayonnement et de diplomatie culturelle

Le niveau d'ambition pour l'OnR portée par la Ville en termes de rayonnement induit potentiellement des réponses différentes en termes de choix architectural, de programmation, de positionnement de l'équipement dans la ville, et de moyens financiers.

L'opéra devrait participer au développement, au rayonnement et à l'attractivité des trois villes du syndicat mixte et à l'échelle transfrontalière mais aussi être vecteur de rayonnement au plan européen.

Si pour certains la question du caractère prestigieux de l'Opéra, qui favoriserait son rayonnement, pourrait s'opposer à la dimension plus démocratique recherchée, pour la majorité des interlocuteurs-rices, ces deux dimensions peuvent être conjuguées.
Les avis quant à la nécessité d'un geste architectural fort en cas de nouvelle construction sont restés partagés au cours des débats.

Contribuer au soutien de la place de Strasbourg comme capitale européenne et siège du Parlement européen

La culture constitue une langue commune à l'échelle de l'Europe et Strasbourg se caractérise par une richesse et une diversité culturelle importante. Pourtant, la diplomatie européenne présente à Strasbourg se saisit peu de l'offre culturelle du territoire. Une telle synergie n'est pas favorisée par les programmations qui ne tiennent pas compte du calendrier parlementaire.

Un partenariat entre le Conseil de l'Europe et l'OnR pourrait être développé autour des présidences tournantes afin de valoriser les cultures des pays concernés. Pour certains, le rôle de l'opéra en termes de diplomatie culturelle devrait présider aux réflexions quant à l'avenir de l'OnR. Ces considérations plaident pour la construction d'un nouvel opéra, à proximité du Rhin. A l'instar du Théâtre de la Monnaie à Bruxelles, dont la rénovation a été en partie financée sur des fonds européens, des financements européens peuvent être recherchés pour l'OnR, en s'appuyant notamment sur le contrat triennal.

Un modèle économique à faire évoluer

Face à un tel projet, l'approche économique est déterminante et la dimension entrepreneuriale doit être considérée au même titre que la dimension culturelle. Tous les opéras sont fortement dépendants des soutiens publics car les productions lyriques nécessitent des moyens humains importants et la billetterie représente au mieux 20 % des recettes. Il est donc indispensable, dans un contexte où les soutiens publics n'augmentent pas, de diversifier les sources de financement en développant notamment les coproductions à l'échelle nationale et internationale, le mécénat, le sponsoring et la réalisation, pour d'autres maisons, de décors et costumes dans la mesure où l'OnR dispose d'ateliers.

Sachant que, quelle que soit la solution retenue, le futur opéra induira nécessairement des coûts de fonctionnement accrus, il convient de penser le modèle économique à l'amorce du projet afin que la soutenabilité de l'activité puisse être garantie, sans recours massif à l'argent public. On a vu que les possibilités de coproduction, sources de recettes, sont très limitées par la vétusté du bâtiment. D'autre part la jauge actuelle trop peu importante et réduite par une mauvaise visibilité d'un tiers des places freine les recettes de billetterie.

Enfin l'accueil du Théâtre Alsacien de Strasbourg limite les marges de développement de la programmation de l'OnR. La modernisation des capacités techniques d'accueil des productions extérieures permettrait de développer les capacités de coproductions tandis que la création d'une plus grande salle ainsi que d'une seconde salle permettraient

d'adapter la programmation au public attendu et donc de diminuer les dépenses et d'accroitre les recettes.

Un opéra vertueux pour l'environnement, intégrant les impératifs de transition et d'exemplarité écologique

Un opéra au XXIème siècle devrait être porteur d'une vision engagée et responsable et se devrait d'intégrer les questions de transition écologique et climatique dans la conception-même, ce qui doit lui permettre de gérer de manière économe et rationnelle, dans toute ses activités, les ressources énergétiques, les matériaux utilisés dans les spectacles, le stockage des équipements et le transport de ses personnels comme de ses publics. La prise en compte des questions sociales et environnementales doit donc être un des axes essentiels de la construction d'un nouveau projet, quelle que soit la solution qui sera retenue.

L'OnR pourrait s'inspirer de l'expérience de l'opéra de Lille, qui vient d'obtenir le label ISO 20121 lié à son engagement dans une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise.

EQUIPEMENTS ET SITE

Exemples d'opéras rénovés ou nouvellement construits

La mission a examiné plusieurs opéra rénovés ou construits dans les dernières décennies afin d'avoir un retour d'expérience sur les modalités de mise en œuvre de ces projets.
Cette étude a concerné l'Opéra de Lyon, le Staatsoper de Berin, le Théâtre de la Monnaie à Bruxelles et l'opéra d'Oslo.
Chaque situation est décrite dans le rapport.

À Strasbourg, trois choix possibles

Trois scenarios ont été étudiés entre 2001 et 2014 :
- la mise aux normes de l'existant,
- la restructuration lourde de l'existant,
- la création d'un nouvel opéra.

Les deux premiers présentent l'avantage de garder la centralité du lieu et de résoudre les problèmes de sécurité mais ne répondent pas pleinement aux besoins de diversification de la programmation et d'accueil de certaines coproductions.

Le troisième répond à l'ensemble des besoins relevés mais oblige à quitter le centre et présente un coût plus élevé, auquel se rajouterait la rénovation du bâtiment actuel pour permettre d'y accueillir d'autres activités.

Pour ce qui concerne une potentielle nouvelle construction, une recherche a été menée en 2019 à la demande du précédent exécutif par la Direction de l'Urbanisme et des Territoires afin d'identifier des sites potentiels pour l'installation d'un nouvel opéra dans le secteur du centre-ville ou sur le quartier du Port-du-Rhin.
La recherche pourrait être élargie à d'autres quartiers de la Ville si cela semble nécessaire.

Pistes pour un nouvel usage du théâtre Place Broglie en cas de construction d'un nouvel opéra

En cas de choix d'une nouvelle construction, diverses propositions ont été exprimées lors des auditions pour une réaffectation du théâtre de la place Broglie :
- l'accueil de petites formes opératiques et de danse,
- une salle de concert de taille intermédiaire qui manque à Strasbourg,
- le maintien du Théâtre Alsacien de Strasbourg,
- une programmation de spectacles n'ayant pas de lieu à ce jour à Strasbourg (autres spectacles en langue régionale, théâtre de boulevard, comédies,…).

Ces divers usages pourraient être combinés.

GRANDS ENJEUX IDENTIFIES DEVANT ETRE ARBITRES PAR LA MUNICIPALITE

Afin de dégager un scenario de travail quant à l'avenir de l'opéra sur notre territoire, il parait important que la municipalité puisse, dans les prochains mois, se positionner sur la vision qu'elle souhaite porter d'un opéra du XXIème et sur le niveau d'ambition aux plans artistique, culturel, diplomatique et urbain, en examinant les questions suivantes.

Les positions prises sur chacune des questions emportent des conséquences au plan financier, qui n'ont pas été chiffrées à ce stade.

1. **Attentes de la municipalité en terme d'ambition artistique et culturelle**
   - accueillir des productions importantes nécessitant des moyens techniques plus conséquents ?
   - pérenniser des formats de spectacles plus modestes et adapter les répertoires à l'espace actuellement disponible ?

2. **Organisation de l'activité**
   Quel niveau d'intégration de l'ensemble des activités de l'opéra au sein d'un seul et même bâtiment :
   - possibilité ou non de répéter un nouveau spectacle durant la période de représentation d'un autre spectacle ?
   - regroupement sur un même lieu ou sur un périmètre réduit de toutes les activités liées au fonctionnement de l'opéra et du ballet ?

3. **Déploiement des fonctions associées au service du développement des publics**
   - quelle ambition la Ville souhaite-elle porter pour le développement et la diversification des publics ainsi que de la médiation ?
   - quel niveau de développement des fonctions associées et des espaces dédiés au public retenir ?

4. **Positionnement de l'opéra sur le territoire**
   - l'opéra doit-il être un équipement central, accessible le plus facilement possible par tout mode de transport, ou porter une dynamique nouvelle au sein d'un quartier en renouvellement ou encore servir la symbolique européenne ?

- en cas de construction d'un nouvel opéra, quel projet déployer dans le bâtiment actuel ?

5. Ambition culturelle et diplomatique

- un rayonnement national, européen et international est-il attendu ainsi qu'un rôle de faire-valoir de l'identité européenne de Strasbourg en regard de la stratégie de défense du siège du Parlement ?
- si tel est le cas, quels équilibres par rapport aux enjeux de démocratisation et d'appropriation de l'opéra par le public le plus large possible ?

6. Prise en compte des enjeux environnementaux

- comment prendre en compte les impératifs de développement durable et de transition écologique dès la conception du projet puis dans le fonctionnement futur de l'opéra ?
- faut-il engager l'OnR dans une démarche de labellisation de type ISO 20121 à l'image de l'opéra de Lille ?

PRECONISATIONS DE LA MISSION

Considérant que ce rapport constitue le premier jalon d'une démarche au long court qui aura pour but de mettre en œuvre un projet d'opéra du XXIème siècle sur notre territoire, la mission préconise les actions suivantes afin de nourrir et poursuivre la réflexion et d'engager une mise en œuvre opérationnelle du projet dans les prochains mois et prochaines années :

1. poursuivre avec un groupe d'élus-es volontaires des rencontres avec les personnalités qualifiées qui n'ont pas pu être auditionnées dans le cadre de la MIE selon un plan de travail décliné sur un an ;

2. conduire des voyages d'étude permettant de prendre la mesure des opportunités et difficultés d'opéras ou salles de spectacle rénovés ou construits récemment, en auditionner les architectes, ingénieurs, techniciens et directeurs ;

3. penser avec la Direction de la participation citoyenne la manière d'associer les citoyens-nes à la réflexion sur l'opéra du XXIème siècle, dès maintenant à travers une consultation au moyen d'une question ouverte « De quel opéra du XXIème siècle rêvez-vous » ou ultérieurement sur différents scenarios ;

4. mettre en place des groupes de travail dédiés au modèle économique et aux financements accessibles ainsi qu'au lobbying s'adressant aux décideurs en capacité d'appuyer le projet. Travailler la question du lobbying dans une perspective transfrontalière et européenne

5. élaborer un pré-cahier des charges permettant de définir les attentes de la Ville pour cet équipement (qu'il soit rénové ou nouvellement construit) ;

6. reprendre les études, à la lumière de ce pré-cahier des charges, afin de dessiner des perspectives financières pour chaque scenario ;

7. étudier, avec la Direction de l'urbanisme, l'ensemble des sites qui pourraient accueillir une nouvelle construction y compris dans des quartiers non investis jusqu'à présent ;

8. élaborer la gouvernance (COPIL, Cotech, groupes de travail thématiques…), la méthodologie et le rétro planning du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code général des collectivité territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
prend acte

des conclusions de la mission d'informations et d'évaluation sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg,

approuve

les préconisations proposées.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140565-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin



RAPPORT

Introduction _____ *1*

i. DIAGNOSTIC _____ *3*

1. L'OnR aujourd'hui : _____ **3**

1.1 Les trois entités de l'OnR _____ 4
1.2 Les ressources humaines _____ 4
1.3 Les activités _____ 5
1.4 Les répertoires _____ 5
1.5 L'accueil du Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS) _____ 5
1.6 Données sur l'activité de l'OnR au cours de la saison 2018/2019 _____ 6
1.7 Forces et faiblesse de l'OnR aujourd'hui _____ 8

2. État des lieux du bâtiment _____ **8**

2.1 Historique des interventions sur le bâtiment _____ 9
2.2 Avis de la commission de sécurité et de la Chambre Régionale des Comptes _____ 10
2.3 Difficultés sur l'espace extérieur _____ 11

3. Description du fonctionnement actuel _____ **11**

3.1 Conditions d'accueil du public _____ 11
3.2 Conditions de travail des équipes de l'opéra, du ballet, des orchestres et du chœur _____ 12
3.3 Production artistique et coproductions- modalités artistiques et techniques _____ 12
3.4 Modèle économique actuel de l'OnR _____ 13

ii. DÉVELOPPEMENT PROSPECTIF : L'OPÉRA DU XXI^E SIÈCLE _____ *14*

1. Redéfinir l'identité de l'opéra _____ **14**

2. L'opéra au cœur d'un projet culturel pour la Ville : une nécessaire ouverture du répertoire et diversification de la programmation _____ **15**

3. Repenser la production : un outil de production adapté et un outil de travail au service des différents métiers de l'opéra _____ **17**

4. L'opéra dans la Ville au service de tous les publics _____ **20**

5. L'opéra, outil de coopération, de développement territorial et de rayonnement _____ **24**

5.1 Insertion dans le paysage municipal, eurométropolitain, régional, national, transfrontalier, international _____ 24
5.2 Stratégie de coopération avec les autres opéras du Grand Est et du bassin rhénan _____ 25
5.3 Conditions pour que l'opéra devienne une composante du rayonnement de Strasbourg dans le tissu économique régional _____ 28

6. L'opéra, un vecteur de rayonnement et de diplomatie culturelle _____ **29**

6.1 L'opéra, maillon fort du rayonnement culturel de la Ville et de l'Eurométropole _____ 29
6.2 Contribuer au soutien de la place de Strasbourg comme capitale européenne et siège du Parlement européen _____ 30

7. Un modèle économique à faire évoluer _____ **31**

8. Un opéra vertueux pour l'environnement, intégrant les impératifs de développement durable et de transition écologique **32**

iii. EQUIPEMENTS ET SITE ***34***

1. Exemples d'opéras rénovés ou nouvellement construits : atouts et faiblesses des projets réalisés, écueils à éviter **34**

2. À Strasbourg, trois choix possibles : rénovation de l'existant, rénovation-extension ou création d'un nouvel opéra. **37**

3. Pistes pour un nouvel usage du théâtre Place Broglie en cas de construction d'un nouvel opéra **38**

iv. GRANDS ENJEUX IDENTIFIES DEVANT ETRE ARBITRES PAR LA MUNICIPALITE ***39***

1. Ambition artistique **39**

2. Organisation de l'activité **39**

3. Déploiement des fonctions associées au service du développement des publics **40**

4. Position de l'opéra sur le territoire **40**

5. Ambition culturelle et diplomatique **40**

6. Prise en compte des enjeux environnementaux **40**

v. PRECONISATIONS DE LA MISSION ***40***

vi. ANNEXES ***41***

Le Conseil municipal a approuvé lors de sa séance du 14 décembre 2020 la création d'une Mission d'Information et d'Évaluation (MIE) relative à l'avenir de l'Opéra national du Rhin dans le but d'examiner l'ensemble des problématiques se posant en terme d'exploitation et de sécurité du bâtiment et de projeter les solutions possibles quant à l'avenir de l'opéra au sein du théâtre situé place Broglie. Le rapport issu des travaux de cette mission présente l'ensemble des termes du débat et propose des préconisations quant à la poursuite de la démarche, la mission d'information et d'évaluation ayant souhaité situer la réflexion dans une vision actuelle et prospective de ce que pourrait être un opéra national au XXIème siècle sur notre territoire.

INTRODUCTION

L'Opéra national du Rhin (OnR), institution lyrique et chorégraphique comprenant le Ballet du Rhin, fait partie des cinq opéras de région en France ayant le label d'opéra national obtenu en 1997. Le Ballet du Rhin a pour sa part le statut de centre chorégraphique national depuis 1985.

L'OnR présente la particularité unique en France d'être géré depuis 1972 par un syndicat intercommunal regroupant les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar qui se répartissent l'accueil des équipes artistiques : l'Opéra à Strasbourg, le Ballet du Rhin à Mulhouse et l'Opéra Studio, structure d'insertion professionnelle, à Colmar. Les trois villes accueillent la programmation de l'opéra et du ballet.

L'OnR travaille en partenariat avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et l'Orchestre symphonique de Mulhouse qui assurent la partie orchestrale des productions lyriques et chorégraphiques. Sa programmation annuelle moyenne se situe autour de 140 représentations d'opéra, danse, récitals, concerts et spectacles jeune public, auxquelles s'ajoute un important volet de médiation culturelle. Il attire en moyenne 110 000 spectateurs par an.

À Strasbourg, il est installé dans le théâtre municipal situé place Broglie, en centre-ville. Construit entre 1804 et 1821, il fut en partie détruit en 1870, puis reconstruit. La demi-rotonde est construite entre 1886 et 1888. La cage de scène est modernisée entre 1940 et 1944. Une réfection intérieure est menée dans les années 60. Le bâtiment actuel a été très peu modifié et modernisé dans sa structure depuis sa construction.

Le Chœur et l'administration de l'opéra sont hébergés dans deux bâtiments situés à proximité, les ateliers étant situés dans le quartier de la Meinau. Le théâtre municipal accueille par ailleurs le Théâtre Alsacien de Strasbourg pour sa saison.

L'OnR est soutenu financièrement par l'État, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Il fait l'objet pour la période 2018-2022 d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens signée avec l'État, la Région Grand Est, l'Eurométropole et les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar.

L'OnR est également soutenue par l'association Fidelio, qui œuvre au développement de l'Opéra national du Rhin au moyen de diverses actions permettant de développer les soutiens à l'opéra.

Le théâtre municipal ne répond plus aux normes de sécurité et d'accessibilité et n'offre plus les conditions d'exploitation répondant aux besoins des productions lyriques et chorégraphiques d'aujourd'hui. Ce bâtiment est en effet sous le coup d'un avis défavorable de la commission départementale de sécurité depuis 1997. Les préfets successifs ont accepté de laisser le bâtiment ouvert moyennant des mesures compensatoires et les maires ont assumé la responsabilité de l'ouverture à chaque lever de rideau. Le rapport rendu par la Cour Régionale des Comptes en janvier 2021 sur le syndicat intercommunal de l'OnR pointe par ailleurs les conséquences de la dangerosité et de la vétusté du bâtiment concernant les risques qu'ils font peser sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que les limites qu'ils imposent au développement des activités de l'opéra.

La ville de Strasbourg, propriétaire du bâtiment, a la responsabilité de remédier à ces difficultés compromettant la continuité de l'activité de l'OnR. Trois options peuvent être envisagées dans ce cadre : une rénovation du bâtiment actuel, une rénovation-extension du bâtiment actuel ou la construction d'un nouvel opéra sur un autre site de la ville.

Diverses études ont été menées à la demande de la Ville ces dernières années pour cerner ces difficultés et imaginer des pistes pour y remédier.

Le Conseil municipal a approuvé lors de sa séance du 14 décembre 2020 la création d'une Mission d'Information et d'Évaluation (MIE) sur l'avenir de l'OnR (cf. annexe 1). en situant la réflexion dans une vision actuelle et prospective de ce que pourrait être un opéra national au XXIe siècle dans un contexte européen et de la place qui doit lui être donnée au sein de la politique culturelle de Strasbourg et de sa métropole.

D'une durée de six mois, cette mission a été installée le 12 janvier dernier.

Cette mission présidée par Mme Anne Mistler, Adjointe à la Maire en charge des arts et des cultures, comprend les membres suivants désignés par le Conseil municipal :

- Titulaires **:** Carole Zielinski**,** Sophie Dupressoir, Christian Brassac**,** Caroline Barrière et Pascal Mangin ;
- Suppléants-es : Anne-Marie Jean, Pierre Roth, Suzanne Brolly, Catherine Trautmann et Alain Fontanel.

Ont également été associés à la réflexion les élus de Strasbourg membres titulaires du Syndicat intercommunal :

- Antoine Dubois, Hervé Polesi et Pierre Jakubowicz

La mission a défini les axes de travail suivants, examinés dans une perspective à moyen et long termes :

- L'évolution du rôle de l'opéra dans la cité ;
- L'opéra acteur économique ;
- L'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois ;

- L'opéra au sein du réseau des scènes internationales, outil de rayonnement culturel régional, national et international ;
- L'opéra acteur du développement durable dans son environnement urbain.

Les questions de la gouvernance du syndicat intercommunal, point soulevé par le rapport rendu en janvier 2021 par la Cour Régionale des Comptes, et de l'estimation budgétaire, tant en investissement qu'en fonctionnement, des diverses options possibles, n'entraient pas dans le périmètre de cette mission. Elles feront l'objet de travaux ultérieurs. La gouvernance ne fait toutefois pas difficulté au sein de ses membres et a également été soulignée lors des entretiens comme une richesse partenariale inscrite statutairement pour notre territoire.

La mission s'est réunie en formation plénière à six reprises entre janvier et juin 2021 et a mené 40 auditions, 22 en séance plénière et 18 en sous-groupes, soit un total de 74 personnes entendues (voir liste complète en annexe *2*).

Ont ainsi été auditionné-e-s :

- des élus-es des villes de Mulhouse et Colmar, de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace et d'anciens élus de la ville de Strasbourg, ainsi que des élus nationaux et européens,
- des représentants-es d'opéras dans le monde : Lille, Nancy, Metz, Nice, Oslo, Genève, Berlin, Bruxelles ainsi que d'anciens responsables de l'OnR,
- des représentants-es de l'équipe de l'OnR et des orchestres associés,
- des représentants-es de la DRAC Grand Est et du Conseil de l'Europe,
- des personnalités qualifiées : Olivier Py, Directeur du festival d'Avignon, Patrick Thil, Directeur de la réunion des opéras de France, Laurent Bayle, Directeur général de la Philharmonie de Paris, Philippe Arlaud, metteur en scène
- des experts : services techniques de l'Eurométropole de Strasbourg et Architecte des Bâtiments de France,
- sur le thème de l'opéra acteur économique : divers acteurs régionaux du tourisme et du monde de l'entreprise,
- sur le thème de l'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois : de nombreux acteurs impliqués dans l'accès à la culture et acteurs culturels strasbourgeois,
- des acteurs de la formation : HEAR, Université de Strasbourg, Opéra Studio, CFA Métiers de la scène,
- le Président du Théâtre Alsacien de Strasbourg.

I. DIAGNOSTIC

1. L'OnR aujourd'hui :

(Nombre de production, fréquentation, publics, mises à disposition du Théâtre Alsacien de Strasbourg, …)

L'opéra national du Rhin, dirigé par Alain Perroux, emploie 240 salarié.e.s et fait appel à environ 700 intermittent.e.s par saison. Contrairement à de nombreux autres opéras, il dispose de ses propres ateliers de décors et de costumes mais, n'ayant pas d'orchestre attitré, travaille avec les deux orchestres symphoniques alsaciens : l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et l'Orchestre Symphonique de Mulhouse.

1.1 Les trois entités de l'OnR

L'OnR est constitué de trois entités : l'Opéra, le Ballet de l'OnR et l'Opéra Studio.

L'Opéra fait appel, pour ses productions, à des artistes de stature internationale (direction musicale, mise en scène, artistes lyriques) ainsi qu'à son chœur, sa maîtrise, son équipe technique et un des deux orchestres partenaires selon les besoins, compte tenu de leurs effectifs respectifs (110 musiciens pour l'OPS, 56 pour l'OSM). Il mène par ailleurs une politique de coproductions avec les plus grands festivals, théâtres et opéras internationaux.

Le Ballet de l'OnR, reconnu Centre Chorégraphique National depuis 1985, est le seul existant au sein d'une maison d'opéra en France. Pour monter ses projets, il travaille avec son équipe artistique et technique, les chorégraphies étant conçues par son directeur ou des artistes internationaux-ales invité-e-s. Pour la partie musicale, selon les cas, il utilise des enregistrements ou fait appel à un des orchestres partenaires, à l'Opéra Studio ou à des artistes invité-e-s. Le Ballet soutient par ailleurs des créations de compagnies indépendantes dans le cadre du dispositif national Accueil Studio.

L'Opéra Studio est une structure d'insertion professionnelle pour artistes en début de carrière. Il propose à huit jeunes artistes lyriques, deux pianistes et un-e chef-fe d'orchestre assistant-e, sur une durée de 2 ans, une formation pratique en les intégrant à la programmation de l'OnR.

Ces trois entités sont basées chacune dans une des trois villes du syndicat intercommunal : l'Opéra à Strasbourg, au théâtre de la place Broglie, le Ballet à Mulhouse, à la Filature et l'Opéra Studio à Colmar, au Théâtre municipal. Une part importante de la programmation de l'OnR est proposée dans les trois villes : au Théâtre de la Place Broglie ou à la Cité de la Musique et de la Danse à Strasbourg, à La Filature ou au Théâtre de la Sinne, à Mulhouse, au Théâtre municipal ou à la Comédie de Colmar à Colmar. L'OnR travaille également en partenariat avec plusieurs salles de spectacle en Alsace.

1.2 Les ressources humaines

Le personnel permanent de l'OnR est composé de plusieurs équipes :
- Direction administrative et financière, dirigée par Nadine Hirtzel : 14 salariés ;
- Direction de la production artistique, dirigée par Claude Cortèse : 15 salariés ;
- Direction de la communication, du développement et des relations avec les publics, dirigée par Elizabeth Demidoff-Avelot : 8 salariés ;
- Direction technique, dirigée par Jacques Teslutchenko et comprenant notamment la machinerie, les lumières, l'audiovisuel ainsi que les ateliers de décors et de costumes, et l'audiovisuel : 126 salariés ;
- Chœur de l'OnR, dirigé par Alessandro Zuppardo : 45 salariés dont 43 chanteurs ;
- Ballet de l'OnR, dirigé par Bruno Bouché : 48 salariés dont 33 danseurs ;
- Maîtrise de l'OnR, dirigée par Luciano Bibiloni : 9 salariés ; la Maîtrise regroupe 120 jeunes de 7 à 18 ans regroupés en six chœurs ;
- Opéra Studio (direction en cours de recrutement) : 12 salariés.

1.3 Les activités

- Outre les productions lyriques et chorégraphiques, dont certaines spécialement conçues pour le jeune public, l'OnR propose des récitals faisant appel à des artistes confirmé-e-s ou en début de carrière, issus notamment de l'Opéra Studio, ainsi que des concerts (heure lyrique, concerts de l'OPS et de l'OSM) et développe depuis 2017, à l'initiative de feu Eva Kleinitz, un festival dénommé « Arsmondo » s'étalant sur 4 à 6 semaines, dédié chaque année à une culture différente et faisant dialoguer toutes les formes d'expression.
- Le Ballet de l'OnR effectue des tournées pour présenter son répertoire en France et en Europe.
- L'OnR développe par ailleurs un important travail d'actions culturelles et pédagogiques pour aller vers de nouveaux publics, notamment en direction des jeunes, et vers des publics éloignés des salles de spectacles (personnes hospitalisées, handicapées, seniors) en lien avec divers partenaires locaux dont l'association Tôt ou t'Art ou La Cité de l'Enfance à Colmar : conférences, rencontres avec les artistes, visites de l'opéra, ateliers y compris dans des établissements hospitaliers, parcours pédagogiques, mercredi de la danse, spectacles en famille, « Avec mon coussin », représentations scolaires,…
- Enfin, l'OnR propose des évènements à destination d'entreprises ou de particuliers : organisation de manifestations par des entreprises dans les locaux de l'opéra, dîners particuliers pour petits groupes en amont d'une représentation à l'opéra à Strasbourg ou à la Filature à Mulhouse (entreprises et particuliers), dîners sur scène pour des particuliers, avec spectacle privé.

1.4 Les répertoires

- Le répertoire de l'opéra comme du Ballet est particulièrement diversifié allant des raretés baroques au contemporain, en passant par des grandes pièces classiques et leurs relectures ;
- L'opéra soutient la création contemporaine, notamment en s'inscrivant dans la programmation de Musica et en coproduisant chaque année un des spectacles programmés par ce festival.

1.5 L'accueil du Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS)

- Le Théâtre Alsacien de Strasbourg, association de comédiens amateurs, présent à Strasbourg depuis 1898 et occupant historique du théâtre de la place Broglie depuis 1902, propose une saison de cinq spectacles différents en alsacien sur titré en français, durant les congés scolaires, à raison de cinq représentations par spectacle sur quatre jours, soit 27 représentations par an dont deux à Noël pour les services de la Ville.
- L'OnR intègre cette saison pour élaborer sa programmation.
- C'est une des rares programmations de théâtre populaire au centre de Strasbourg.
- La fréquentation moyenne, qui a diminué ces dernières années du fait notamment d'un déclin de la pratique du dialecte dans la population et de la réduction du nombre de périodes mises à disposition par l'OnR, semble à présent stabilisée entre 500 et 600 spectateurs par représentation selon les années.
- Les relations entre l'OnR et le TAS font l'objet depuis 2011 d'une convention prévoyant les dispositions suivantes :

- ✓ La Ville met gracieusement à disposition la salle de spectacle, les personnels nécessaires à l'accueil du public et le système de billetterie ;
- ✓ L'OnR met à disposition une partie du personnel technique pour la réalisation du spectacle ainsi que les costumes selon disponibilités ;
- ✓ Le TAS est bénéficiaire de l'ensemble des recettes de billetterie des représentations et verse à l'OnR une participation annuelle forfaitaire aux frais (24 000 € en 2011, ramenée en 2015 à 12 500 € suite à la diminution du nombre de représentations).

- Le TAS dispose de son propre local de stockage des décors.
- Analyse et perspectives :
  - ✓ La mise à disposition de ce théâtre par la Ville ainsi que de personnels et de costumes par l'OnR représentent un soutien conséquent à cette association, évalué en 2011 à 66 000 € par an, déduction faite de la participation versée par l'association ;
  - ✓ L'accueil du TAS par l'OnR limite les possibilités de développement de la programmation de ce dernier ;
  - ✓ L'association déplore la vétusté et les problèmes de sécurité du théâtre préjudiciables aux acteurs comme au public et regrette de ne disposer que de périodes de congés scolaires, ce qui exclut la possibilité de partenariats avec des établissements scolaires qui pourraient contribuer à un rajeunissement du public ;
  - ✓ Toutefois, elle apprécie particulièrement ce lieu central et bien repéré par son public, élément du patrimoine architectural de Strasbourg cher à ses habitants, et souhaiterait pouvoir y rester quel que soit l'avenir qui sera décidé pour ce bâtiment ;
  - ✓ Elle estime qu'une baisse de la fréquentation sous les 500 spectateurs, en cas par exemple de nouvelle restriction des périodes de mise à disposition par l'OnR, compromettrait la situation financière de l'association.

1.6 Données sur l'activité de l'OnR au cours de la saison 2018/2019

Au cours de la saison 2018-2019, dernière saison non impactée par la crise sanitaire, l'activité de l'OnR a été la suivante :

Levers de rideaux :

	Strasbourg	Mulhouse	Colmar	Total
Représentations lyriques	45	18	4	69
Générales lyriques publiques	9	/	/	9
Représentations chorégraphiques	27	18	6	51
Récitals	6	/	/	6
Concerts apéritifs	11	/	5	16
Concerts	5	/	2	7
Représentations scolaires	42	9	12	63
Arsmondo	14	/	/	14
TOTAL	**152**	**45**	**29**	**226**

Activités de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse pour le compte de l'OnR

Nombre de levers de rideau		Nombre de titres		Nombre de services/ total services année	
OPS	OSM	OPS	OSM	OPS (hors déplacements)	OSM (hors déplacements)
35	41	4	4	85/290	83/293

Productions lyriques
- Huit opéras dont deux Jeune public et un dans le cadre du festival Arsmondo Argentine ;
- Parmi eux, cinq coproductions avec : Komische Oper Berlin et National Theater Mannheim, Opéra Köln, Opéra national de Lorraine, Théâtre Royal de la Monnaie Bruxelles et Staatstheater Nürnberg, Saarländisches Staatstheater Sarrebruck.

Productions chorégraphiques :
- Sept ballets dont un dans le cadre du festival Arsmondo Argentine.

Festival Arsmondo Argentine
- Durant deux mois : opéra, ballet, concerts, projections, débats, lectures, conférences, en partenariat avec l'OPS, l'OSM et de nombreux acteurs culturels strasbourgeois.

Fréquentation :
- 112 151 spectateurs, avec un taux moyen de remplissage des salles de 82 % sur les trois villes ;
- Public de moins de 26 ans : 37 514, soit 33 %, dont plus de 17 000 lors de représentations scolaires, plus de 13 000 en spectacles tout public, et 6 782 Cartes Culture et Atout Voir ; ce public est en progression par rapport à la saison précédente de plus de 3500. Ceci représente une exception notable en France puisque cette tranche d'âge représentait en moyenne seulement 7 % de l'ensemble du public pour les 22 opéras ayant fait l'objet d'une enquête par la Réunion des Opéras de France en 2019.
- Nombre d'abonnés : Strasbourg : 2480, Mulhouse : 853, Colmar : 20, soit un total de 3 533, en progression par rapport à la saison précédente (+ 224).

Actions culturelles et pédagogiques
- Plus de 10 000 jeunes, parents et enseignants ont participé à diverses actions dans les trois villes : répétions générales d'opéra et de ballet, classes ouvertes, ateliers, classes de ballet, « Avec mon coussin » (découverte de l'univers de l'opéra en intimité avec les artistes), spectacles en famille, visites de l'opéra, mercredis découverte…
- Plus de 3600 personnes de tous âges ont participé à des visites du théâtre et des ateliers de décors, de costume et de maquillage
- 118 élèves de Mulhouse ont participé sur la durée au projet pédagogique du ballet « Bal en Liance »
- Un spectacle participatif, « La Princesse arabe » avec des élèves de deux établissements scolaire Rep + de Strasbourg, ayant donné lieu à 15 représentations dont 9 scolaires.

Dîners sur scène *(dîners permettant le soutien de l'opéra): 3*

1.7 Forces et faiblesse de l'OnR aujourd'hui

En termes d'activité et de budget, l'OnR, premier opéra de la région du Grand Est (voir II,2.2), est proche de l'opéra de Bordeaux au sein de l'ensemble des opéras nationaux de région en France :

	Levers de rideaux	Emplois adm. et techniques	Budget annuel
Strasbourg	226	160	22 M€
Bordeaux	248	140	28 M€

Il a acquis une reconnaissance internationale comme l'atteste le titre d'Opéra de l'année 2019 qui lui a été décerné par l'Opern Welt regroupant 50 journalistes musicaux d'Europe et d'Amérique.

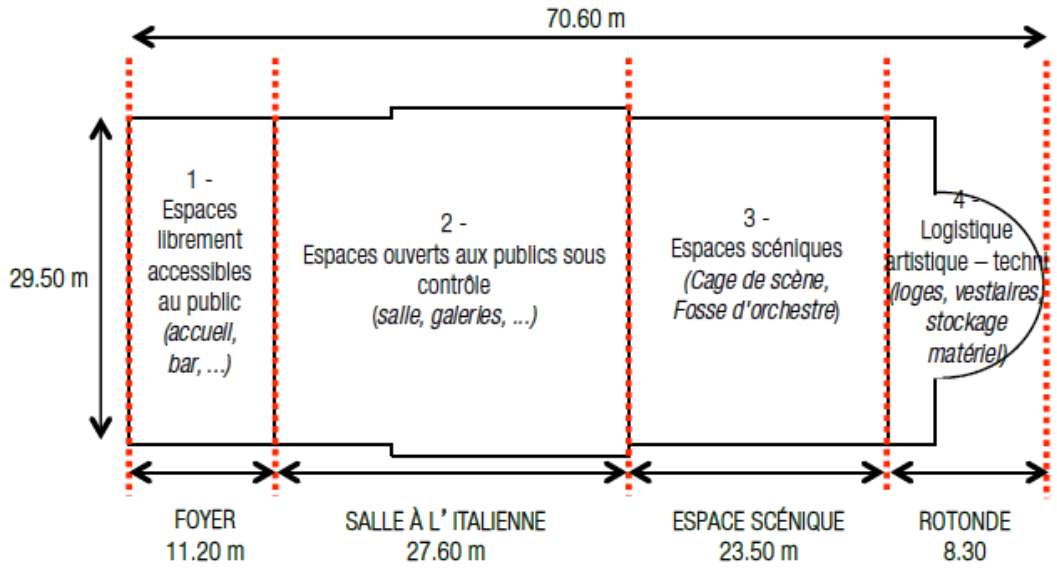
Il a mené depuis 20 ans un important travail pour diversifier et rajeunir ses publics qui l'a amené à se détacher de la plupart des opéras en France avec un taux de public de moins de 26 ans de 33 % alors que ce pourcentage ne dépasse pas 7 % en moyenne selon l'étude du Réseau des Opéras de France menée en 2019 sur l'art lyrique en France.

Son développement est cependant freiné par les limites du théâtre municipal de Strasbourg qui compromettent sa sécurité, restreignent ses capacités d'accueil du public et compliquent fortement ses partenariats. Ces contraintes ont un impact non négligeable sur son modèle économique.

2. État des lieux du bâtiment

L'OnR se répartit sur cinq bâtiments :
- Théâtre municipal, théâtre à l'italienne : ..... 6 000 m² utiles
- Grenier d'Abondance (accueillant le Chœur et les ateliers de couture) : ..... 2 000 m² utiles
- Bâtiments d'administration :..... 680 m² utiles
- Ateliers de la Meinau :..... 6 856 m² utiles
- Halles de stockage (rue de l'Ardèche) :..... 2 200 m² utiles

Le théâtre accueille le Café de l'Opéra, restaurant situé dans le bloc « foyer » et disposant d'une entrée donnant à l'intérieur du théâtre et d'une autre, autonome, donnant à l'extérieur sur la place Broglie. Son exploitation est déléguée par le Syndicat intercommunal à la société Côté Cour.



2.1 Historique des interventions sur le bâtiment

Le bâtiment de l'Opéra a été construit entre 1804 et 1821 pour une activité de théâtre sur la base d'un programme complet, mais réalisé de manière très partielle : pas de dégagement de plateau, petite cage de scène, aucun espace annexe de répétition, de stockage …etc.

Le théâtre est inadapté à son ouverture. Plusieurs projets d'agrandissement se succèderont par la suite sans jamais voir le jour.

Incendié pendant la guerre en 1870, le théâtre est reconstruit quasiment à l'identique et les travaux qui sont réalisés par la suite (adjonction de la demi-rotonde en 1888, modernisation de la cage de scène en 1944) lui confèrent sa configuration actuelle.

La façade place Broglie ornée du péristyle est classée aux monuments historique depuis 1921.

L'établissement fait l'objet d'un avis défavorable d'exploitation depuis 1997 motivé par :
- L'absence d'isolement réglementaire entre le bloc salle et le bloc scène en raison d'une impossibilité à justifier la résistance au feu du rideau de fer et la présence d'inter communications et trémies entre ces deux espaces,
- Une non-conformité du désenfumage,
- L'absence d'encloisonnement des cages d'escalier,
- L'absence d'isolement de certains locaux à risques.

Une mise en sécurité partielle est réalisée en 2005 (un bâtiment et deux escaliers provisoires sont ajoutés en façade Est) poursuivie entre 2010 et 2012 par le renforcement des systèmes de levage au-dessus de la scène et la rénovation de la toiture et du péristyle.

La commission de sécurité réalisée en 2018 a conforté cet avis défavorable en ajoutant aux sujets indiqués ci-dessus :

- L'absence de RVRMD à jour (Rapport de Vérification Réglementaire sur Mise en Demeure),
- L'absence d'un schéma directeur de mise en sécurité.

Un diagnostic sécurité complet (RVRMD) a relevé l'existence de 84 non-conformités.

Une première tranche de travaux, programmée en 2022 et portant sur le remplacement du rideau de fer et la rénovation du plancher de scène permettra de lever la non-conformité relative à l'isolement entre le bloc salle et le bloc scène.

D'un point de vue patrimonial, un diagnostic de la toiture réalisé en 2018 a révélé un état sain de la charpente visible, un état probablement dégradé de la charpente secondaire sous le faux-plafond et des problèmes d'étanchéité entraînant des infiltrations.

Le théâtre municipal n'a connu que des restructurations partielles et aucune évolution significative de ses fonctionnalités. Il présente aujourd'hui d'importantes non conformités en matière de sécurité et d'accessibilité, une vétusté avérée de l'ensemble des dispositifs scéniques, des conditions de confort pour son public très relatives, et de production particulièrement pour l'Opéra et le Ballet du Rhin qui ne sont plus du tout adaptées.

Afin de lever une partie des non-conformités citées plus haut, des travaux plus importants devraient être entrepris, impactant les conditions d'accueil du public (limitation de la jauge, suppression des vestiaires dans les circulations périphériques).

Par ailleurs, ces travaux nécessitent une fermeture de l'établissement sur une période plus longue que les deux mois estivaux d'interruption de l'exploitation, ce qui suppose une prévision anticipée au regard des contraintes d'exploitation de l'OnR et des programmations qui se décident plusieurs saisons à l'avance.

Des crédits sont inscrits au PPI pour ces travaux (programme 993 : 9 044 115 €)

Les travaux identifiés sont les suivants :

- Une amélioration du système de désenfumage. Une étude a été menée sur ce point et fait apparaître la nécessité de remplacer les extracteurs de désenfumage et les réseaux d'extraction, ainsi que de mettre aux normes le réseau d'air neuf (remplacement du plénum sous les sièges et création d'un réseau d'air neuf au sous-sol). La réalisation de ces travaux entraînera probablement le remplacement des sièges et donc la diminution de la jauge,

- La mise en accessibilité du bâtiment pour les personnes à mobilité réduite (création de 24 places PMR dans la salle, ce qui entraîne la suppression de 100 places),

- Des travaux patrimoniaux (couverture, façade et désamiantage).

2.2 Avis de la commission de sécurité et de la Chambre Régionale des Comptes

La commission de sécurité a rendu un avis favorable à l'exploitation du Grenier d'Abondance.

Concernant le théâtre, elle a rendu le 2 janvier 1997 un avis défavorable d'exploitation renouvelé par la suite à chaque nouvelle visite. Suite à ces avis, la Ville a réalisé des travaux assortis de demandes de dérogations et de mesures compensatoires correspondantes validées par la commission de sécurité.

Compte tenu de ces mesures, la Ville a fait savoir au syndicat intercommunal en décembre 2019 qu'elle ne prononcerait pas de mesure de fermeture administrative, les avis de la commission de sécurité ne liant pas l'autorité de police. La Chambre Régionale des Comptes, dans son rapport d'observation rendu le 13 janvier 2021, conteste cette interprétation, estimant que le syndicat a exploité l'établissement entre 2013 et 2019 sans disposer de l'autorisation adéquate délivrée par le maire de Strasbourg.

Par ailleurs, concernant le Café de l'opéra, le rapport à l'origine de cet avis pointe les risques engendrés par une surcapacité d'accueil et le fait que certaines issues soient condamnées en présence du public.

En septembre 2020, suite à la production du RVRMD, l'État, le Service Départemental d'Incendie et de Secours et la Ville se sont rencontrés pour échanger sur un nouveau projet de mise en sécurité.

2.3 Difficultés sur l'espace extérieur

On relève un conflit d'usages sur la place du Petit Broglie, occupée de la manière suivante:

- ✓ Stationnement public de véhicules, utilisé notamment par les commerçants occupant la place Broglie lors du marché (2 jours par semaine) et du marché de Noël ;
- ✓ Voie de passage de piétons et vélos ;
- ✓ Accès non réservé pour la livraison du matériel à l'opéra (3 à 10 semi-remorques selon les spectacles) et au Grenier d'Abondance, nécessitant le stationnement de poids lourds pendant les déchargements et chargements
- ✓ Voie pompiers le long de la rotonde ;
- ✓ Accès à l'Hôtel du Préfet.

3. Description du fonctionnement actuel

Les auditions menées font ressortir diverses difficultés.

3.1 Conditions d'accueil du public

- Exiguïté de l'espace disponible pour les personnes assises dans les rangées ;
- Température élevée de la salle lors des saisons chaudes ;
- Espaces de circulation au sein du bâtiment exigus ;
- Toilettes difficilement accessibles ;
- Personnes à mobilité réduite :
  - ✓ Pas d'accès par l'entrée principale, entrée spécifique aménagée par une porte dérobée, sur la façade longeant le tram,
  - ✓ Pas d'espace d'attente sécurisé,
  - ✓ Peu de places adaptées dans la salle, ces places ayant une visibilité imparfaite,
- Part importante de places avec une mauvaise visibilité (400 sur une jauge de 1200) ;
- Hall d'accueil exigu ;
- Manque d'un lieu de rencontre adapté pour des échanges entre public et artistes.
- Acoustique ressentie comme trop sèche.

3.2 Conditions de travail des équipes de l'opéra, du ballet, des orchestres et du chœur

Musiciens et danseurs :

- Fosse d'orchestre particulièrement exiguë, difficulté accentuée par la nécessité pour beaucoup d'y amener leur étui ; conséquences :
  - ✓ les musiciens, très près les uns des autres, ne disposent pas de l'espace suffisant pour leurs mouvements (ex : archet),
  - ✓ conditions acoustiques difficiles,
  - ✓ températures excessives durant la période chaude,
  - ✓ encombrement pouvant risquer d'entraver l'évacuation des musiciens en cas de besoin.
- Loges insuffisantes en nombre et en taille, ne permettant pas d'y laisser les étuis d'instruments ;
- Studios de répétitions insuffisants, obligeant les musiciens à s'échauffer là où ils peuvent (couloirs, toilettes, …) ;
- Absence de lieu d'entraînement et d'échauffement pour les danseurs ;
- Absence de lieu d'hébergement pour les danseurs qui doivent effectuer les déplacements de Mulhouse. Difficulté à ce titre à se sentir dans leur théâtre ;
- Circulation au sein du bâtiment compliquée et dangereuse, notamment pour les chanteurs du chœur dont les loges se situent au 4e étage alors que la salle de maquillage est au rez-de-chaussée, et qui doivent se déplacer avec leurs costumes : couloirs étroits, beaucoup d'escaliers ;
- Absence de foyer de repos ;
- Ces conditions de travail engendrent des troubles de santé, en particulier pertes auditives et troubles musculo-squelettiques, pouvant entraîner des arrêts de travail ;

Techniciens

- Absence de motorisation des équipements scéniques, technique de manipulation des décors datant de l'époque des toiles peintes, inadaptée au poids des décors d'aujourd'hui : l'OnR est équipé d'un cintre constitué de porteuses manuelles contrebalancées nécessitant un gros effort physique pour les manipuler, ce qui occasionne des troubles de santé et une usure prématurée du personnel ;
- Locaux non fonctionnels, nombreuses marches.

3.3 Production artistique et coproductions- modalités artistiques et techniques

La vétusté du théâtre a un fort impact sur les conditions de production de l'opéra. Elle engendre des contraintes qui alourdissent les productions de l'OnR et limitent ses capacités de coproduction :

- L'existence d'une seule scène ne permet pas de programmer concomitamment deux types de spectacles ;
- L'absence de modularité de la fosse et de la scène ne permet pas de les adapter aux divers formats des productions (ex : besoins différents pour un opéra baroque et un opéra de Wagner) ;
- Le théâtre municipal étant un lieu de diffusion uniquement, il ne peut accueillir de compagnies de danse en résidence, mission pourtant assignée aux centres chorégraphiques nationaux ; le Ballet de l'Opéra du Rhin ne peut les accueillir qu'à La Filature à Mulhouse ;
- L'absence de lieu de répétition oblige à répéter sur la scène, ce qui exclut la possibilité de travailler une nouvelle production pendant que la précédente est en cours

d'exploitation et limite les possibilités d'entrainement et d'échauffement des danseurs ;

- Décors :
  - ✓ L'espace disponible pour le stockage des décors pendant l'exploitation d'un spectacle est insuffisant ;
  - ✓ L'absence de motorisation pour la manipulation des décors limite la taille et le poids des décors pouvant être installés et nécessite des moyens humains élevés, alourdissant l'exploitation ;
  - ✓ L'obligation d'utilisation de matériel de type M1 et d'ignifugation des éléments de décors imposée pour compenser les insuffisances en termes de sécurité est une contrainte supplémentaire.
- Hauteur de la scène insuffisante pour certains spectacles ;
- Difficulté à répondre aux nouvelles modalités de création, notamment en matière d'effets spéciaux du fait des contraintes de sécurité (ex : effets fumée) ;
- Les coproductions sont limitées par l'exiguïté de la scène et les contraintes sécuritaires, qui obligent quasi systématiquement à reconstruire les décors de productions montées par d'autres maisons d'opéras ; le cahier des charges de certaines coproductions est par ailleurs rédhibitoire du fait de ces limites.

3.4 Modèle économique actuel de l'OnR

Le budget prévisionnel 2020 de l'OnR s'élevait à 22 M€.
La structure de ses recettes est la suivante :
- Recettes propres :..... 18 %
- Subventions :..... 75 %
- Atténuation de charges :..... 7 %

On note parmi les recettes propres les proportions suivantes :
- Billetterie : ..... 63 %
- Coproductions :..... 6,5 %
- Partenariats :..... 3 %

Si la part des subventions est dans la moyenne nationale, celle des recettes propres est relativement modérée, malgré une billetterie conséquente, du fait de faibles recettes de coproduction et de partenariats.

Les dépenses de productions sont fortement augmentées par rapport à la plupart des autres opéras par :
- L'absence de motorisation des équipements scéniques imposant le recours à un personnel technique nombreux ;
- L'obligation d'utilisation de matériel de type M1 et d'ignifugation des éléments de décors imposée pour compenser les insuffisances en termes de sécurité ;
- La nécessité de reconstruction des décors externes en cas de coproduction ;
- La nécessité d'héberger en hôtel les musiciens de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse lorsqu'il se produit à Strasbourg.

Les recettes sont par ailleurs diminuées par :
- Le recours limité aux coproductions ;
- L'absence d'une 2e salle de spectacle empêchant de programmer deux spectacles en même temps ;

- Le ratio recettes/jauge insuffisant du fait de la jauge modeste de 1200 places, jauge de plus grevée d'un tiers de ses capacités par les mauvaises conditions de visibilité d'une partie d'entre elles ;
- L'inadaptation du bâtiment pour l'accueil de captations privant l'OnR de recettes de retransmission ;
- Les faibles capacités d'accueil de manifestations privées restreignant les recettes de mise à disposition de locaux et de mécénats.

II. DÉVELOPPEMENT PROSPECTIF : L'OPÉRA DU XXI^{E} SIÈCLE

1. Redéfinir l'identité de l'opéra

Les auditions menées auprès de 74 professionnels du champ de l'opéra et plus largement de la culture, mais également d'autres secteurs professionnels et d'autres parties prenantes, ont permis de commencer à dessiner les visions en matière d'opéra pour les prochaines décennies, tant en matière de sens de son action sur le territoire, d'ambition artistique, de développement et de diversification des publics que d'évolution de sa gouvernance et de son modèle économique.

Du point de vue du sens de son action, l'opéra doit, pour se rapprocher des citoyens, « *être lui-même citoyen* » selon Mathieu Dusouillez, Directeur de l'Opéra national de Lorraine et être engagé sur les sujets de société qui nous préoccupent (P. Thil, Président de la Réunion des opéras de France). Il doit également, pour Paul Lang, Directeur des musées de Strasbourg, recouvrer son caractère subversif et revêtir une dimension progressiste.

L'ensemble des personnes auditionnées s'accorde à dire qu'il doit interagir avec le monde, la société et le territoire qui l'entoure et être un outil servant le développement artistique et culturel du territoire, au profit de publics diversifiés, en somme, comme l'indique Anne-Marie Goetz, Présidente de l'Opéra national du Rhin et adjointe à la culture de la ville de Mulhouse, « *être un lieu de culture qui soit facteur de cohésion sociale et économique, d'épanouissement individuel et collectif sur le territoire* ».

Il doit, pour Olivier Py, Directeur du Festival d'Avignon et artiste, revêtir une dimension populaire et accessible au plus grand nombre, en levant le frein financier, induit par les coûts de production importants. Pour lui, cette ambition renvoie au projet politique de la ville, et des partenaires de l'OnR, quant à la démocratisation de l'opéra. Cette approche est partagée par Norbert Engel, ancien Adjoint au Maire à Strasbourg, qui considère que la volonté politique est centrale dans ce projet, qui n'a pas su être tranché par les précédentes municipalités, cette absence de décision impactant aujourd'hui de manière conséquente le fonctionnement, le développement et l'envergure du projet de l'OnR. Pour Alain Perroux, Directeur général de l'OnR, la portée de ce type de projet est importante, il considère « *qu'un théâtre lyrique… constitue un élément essentiel de la vie sociale, culturelle et économique d'une ville. Il a donc un rôle central à jouer au sein de la Cité, comme acteur et symbole de la cohésion sociale, par-delà les différences de sensibilité, de culture et d'origine sociale* ».

Comme évoqué lors de l'audition de Caroline Sonrier, Directrice de l'Opéra de Lille et chargée d'une mission sur les opéras français par la Ministre de la Culture, l'opéra en France et à l'international a entamé sa mue il y a une vingtaine d'années désormais, même

si, pour une partie de la population, son image demeure trop élitiste, constat partagé par plusieurs personnes auditionnées. Le mouvement d'ouverture initié ces dernières décennies, doit, de l'avis de toutes et tous, se poursuivre largement et être l'un des objectifs majeurs des prochaines années. Il s'agit d'un objectif assigné à l'ensemble des opéras, et il a souvent été relevé qu'un chemin important avait déjà été parcouru par l'OnR, notamment en terme de rajeunissement du public (près de 33 % du public ayant moins de 26 ans).

Si cet objectif **d'ouverture et de diversification des publics et d'ancrage territorial** plus affirmé est au cœur des réflexions actuelles pour l'avenir des opéras, cela suppose d'actionner l'ensemble des leviers opérants, et sous-tend de fait des évolutions importantes en terme de programmation (développement de nouvelles formes), de modalités d'accueil, de rapport aux publics et de médiation dans et hors-les-murs, l'ensemble de ces évolutions ayant des répercussions sur les besoins en termes d'espace et sur l'organisation de ces espaces. Comme a pu l'évoquer Laurent Bayle, Directeur général de la Philharmonie de Paris, « *l'enjeu principal aujourd'hui est de créer un nouveau modèle où la production des œuvres n'est pas déconnectée de l'appropriation par les publics* ». Il convient à ce titre d'introduire la réflexion de la relation au public dès l'origine du projet. Le rapport au territoire, à ses publics, à ses acteurs culturels et économiques, est déterminant et semble devoir être renforcé pour contribuer à écrire le récit de la Ville et du territoire élargi dans sa dimension transfrontalière et européenne, comme indiqué par Thierry Danet, Président de la Laiterie et Directeur du festival Ososphère.

En regard de la question du rapport au territoire et au public, la question particulièrement prégnante pour l'opéra à Strasbourg porte également sur **l'image que la Ville souhaite véhiculer aux plans national et international à travers son opéra**, et la volonté d'affirmer la stature européenne de Strasbourg à travers cet outil. Ce choix induit le niveau d'ambition à venir, les moyens dédiés et la nature des besoins en terme d'espace. En effet, la question du niveau d'ambition impacte tant les logiques de productions, d'accueil du public et de modèle économique. Ce point sera à travailler avec les villes fondatrices du syndicat mixte mais également plus largement avec l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace et les institutions européennes.

Enfin, un troisième volet ressort de la réflexion générale, à savoir la nécessité de **développer un modèle d'opéra vertueux** adapté et en phase avec les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques actuels, objectif qui là encore, impacte les conditions de production des œuvres (rythme des spectacles, mobilité des artistes, éco-responsabilité des créations…), l'architecture et le besoin de travaux, le modèle économique et de gouvernance. Une exemplarité en la matière devrait être recherchée, en s'inspirant de la démarche de labellisation menée par l'opéra de Lille.

2. L'opéra au cœur d'un projet culturel pour la Ville : une nécessaire ouverture du répertoire et diversification de la programmation

Pour la majorité des personnes auditionnées, la diversification de la programmation constitue l'un des leviers en matière d'accessibilité et de diversification du public. La programmation doit refléter les évolutions du monde et de la société et se diversifier, pour faire de l'opéra une structure vivante, ouverte sur son époque et en capacité de se projeter

dans le monde de demain. La programmation doit pouvoir se saisir de sujets et de faits de société. La dimension d'œuvre d'art totale de l'opéra devrait être plus largement investie ; l'opéra doit s'ouvrir aux autres esthétiques et formes artistiques dans une approche transdisciplinaire plus affirmée et aux différents genres (comédie musicale, opéra-comique, opéra-rock, opéra-rap et musiques et danses urbaines…). De l'avis de plusieurs personnes auditionnées, cette dimension est aujourd'hui davantage appropriée dans les créations opératiques et au service d'une dimension innovante et audacieuse et d'un regard renouvelé sur le genre.

Pour Alain Perroux, l'opéra devrait pouvoir accueillir « *les spectacles et chorégraphies créées par des artistes de demain, comme les titres connus et méconnus du vaste répertoire lyrique et chorégraphique, que ce soit les grands opéras de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, avec des orchestres pouvant compter jusqu'à 100 musiciens, ou les comédies musicales sonorisées, dans le dispositif frontal qui est celui pour lequel les dits ouvrages ont été conçus à travers les siècles* » et dans le même temps des formats plus intimistes. Pour Barbara Engelhardt, Directrice du Maillon, la programmation est liée à la direction et à son projet, qui peut tout à fait être ouverte aux évolutions du genre et aux apports d'autres genres esthétiques pour dépasser la dimension élitiste traditionnellement associée à l'opéra.

Stéphane Roth, Directeur du festival Musica, identifie également un enjeu autour de la diversification du répertoire, la re-création d'œuvres de diverses époques, moins jouées, devrait constituer un objectif, ainsi que le soutien à la création contemporaine rappelant que seul 6 % des programmations de l'ensemble des opéras en France portent sur des œuvres contemporaines. Il indique que les « *opéras doivent s'engager dans le monde des vivants !* ». Mathieu Dusouillez indique, pour sa part, que l'opéra est trop souvent focalisé sur le répertoire de la période 1750-1850 et sur une quinzaine d'œuvres plébiscitées par le public, alors que le répertoire s'étend sur plus de cinq siècles et que des œuvres moins connues gagneraient à être données, même si, de facto, elles attirent moins le public, tout comme les créations lyriques contemporaines.

Joëlle Smadja, Directrice de Pôle Sud, indique pour sa part qu'il lui semble important d'intégrer au répertoire du vivant la question du matrimoine, la création des femmes étant habituellement sous-représentée à l'opéra.

Pour Paul Lang la reprise d'une œuvre du répertoire revêt une dimension contemporaine dès lors qu'elle est produite aujourd'hui et traversée par des influences et questionnements de notre société. Daniel Payot, ancien Adjoint à l'Action culturelle de la Ville de Strasbourg, estime qu'il est en effet possible de travailler de manière contemporaine sur des répertoires classiques et que ce n'est pas parce que le public est attaché au répertoire que la forme du spectacle ne peut pas être actuelle.

Laurent Bayle indique que le public amateur d'art lyrique se reconnaît souvent dans un certain type de proposition artistique, parfois standardisé, mais que ces propositions ne permettent pas d'élargir le public. Il est partisan de revendiquer la colonne vertébrale historique, l'héritage patrimonial, mais de le mettre en regard, en permanence, avec d'autres éléments de la société.

Pour Mathieu Dusouillez, la crise sanitaire a permis de faire sauter certains verrous en suscitant l'arrangement d'œuvres en petites formations pour répondre aux contraintes d'effectifs, ce qui était jusque-là considéré par beaucoup comme sacrilège. Les nouveaux formats développés sont désormais mieux admis et offrent des possibilités accrues en termes de circulation.

La programmation doit également être représentative d'autres cultures et porter une dimension interculturelle pour s'ouvrir « aux mondes », ce qui a été initié par Eva Kleinitz avec le festival Arsmondo, et qui est salué par les personnes auditionnées tant pour la qualité de la programmation transdisciplinaire et transhistorique, que pour sa capacité à fédérer et associer largement plusieurs acteurs culturels du territoire.

La nécessité de poursuivre le développement d'une programmation s'adressant au jeune public a été portée par la plupart des intervenants, qui considèrent qu'il s'agit d'une première sensibilisation à l'art lyrique et chorégraphique. Une dimension plus interactive pourrait néanmoins être recherchée avec des rencontres d'artistes, une sensibilisation aux métiers de l'opéra et des ateliers en amont de la diffusion.

Il a été observé qu'une réorientation de la programmation sous-tend potentiellement un impact sur l'ensemble de l'écosystème culturel strasbourgeois. À ce titre, le projet culturel (et notamment dans sa dimension de programmation culturelle), devra être pensé au regard de l'offre existante et en complémentarité de celle-ci et également des lieux ne disposant pas, à ce jour, de projet culturel identifié comme le Palais des fêtes ou le théâtre de Hautepierre.

Au-delà du répertoire, la question de la distribution et de l'invitation d'artistes connus du grand public, d'envergure nationale et internationale, a également été identifiée comme un facteur d'élargissement du public. Il est à noter que peu d'échanges ont concerné la question de la diversité dans les distributions, alors même que ce sujet a occupé l'actualité du monde de l'opéra ces derniers mois suite à des pratiques discriminantes, ce qui a conduit la nouvelle direction de l'opéra de Paris à commander un rapport sur la diversité à l'Opéra de Paris à Constance Rivière et Pap Ndiaye.

La programmation se doit donc d'être à la fois innovante et classique, populaire et élitiste, simplement car si l'opéra se doit d'être citoyen, il doit répondre aux différentes attentes.

Mais, s'il ressort des entretiens que les professionnels sauront concevoir et adapter cette programmation hétéroclite, il est encore plus important d'investir pour le faire savoir et l'expliquer au grand public, abonnés ou a occasionnels, connaisseurs ou néophytes. Cette volonté politique doit trouver un fort écho dans la stratégie de communication de l'opéra.

3. Repenser la production : un outil de production adapté et un outil de travail au service des différents métiers de l'opéra

Comme l'indiquent Barbara Engelhardt, Benoit Van Kote, co-directeur de l'espace Django et Olivier Py, la dimension technique de l'outil sert un projet artistique et culturel, qui doit être central dans la réflexion.

Christelle Creff, Directrice régionale des affaires culturelles, rappelle pour sa part que « *les moyens techniques et de représentation doivent être en adéquation avec le label d'Opéra national tout en répondant aux normes de sécurité* ».

Au regard des évolutions qui semblent se dégager, des échanges nourris ont pu mettre en exergue des besoins au niveau technique.

Concernant le format de la salle, la discussion a souvent opposé la salle frontale et/ou le théâtre à l'italienne (modèle actuel) à un espace plus adaptable, voire « hyper-adaptable » qui permettrait des configurations multiples (bi-frontal, quadri-frontal, déambulatoire), adaptées aux créations de demain.

La position dominante semble se fixer sur un ou plusieurs espaces adaptables/modulables, sans néanmoins recourir à des technologies trop complexes qui pourraient être difficilement « activables » ou générer des surcoûts importants. Cette modularité extrême a pu faire l'objet de certaines critiques.

Le théâtre à l'italienne a par exemple été plébiscité par certains, comme Olivier Py qui n'y voit pas un handicap à la création. À ses yeux les « black box », très séduisantes au plan du concept, se révèlent, à l'usage, coûteuses et chronophages et il observe que les dispositions frontales finissent toujours par primer, même s'il reconnait volontiers les difficultés actuelles de l'OnR en termes d'exploitation.

La modularité semble néanmoins une exigence si le projet culturel repose sur la diversification des formes artistiques. Comme l'indique Christelle Creff, « *il est indispensable aujourd'hui de pouvoir moduler les espaces pour adapter la scène et les jauges aux différents formats accueillis* ». En effet, des besoins différents ont été décrits par Jacques Teslutchenko, Directeur technique de l'OnR, en fonction du type de spectacle (par exemple, hauteur de scène pour les spectacles de ballet, effets spéciaux pour les comédies musicales…). Les enjeux de spatialisation répondent aussi à un souci d'ouverture à de nouveaux publics, sensibles aux innovations formelles. De la même façon, la participation plus active du public suppose des espaces modulables, permettant le mouvement et la circulation.

Le plus souvent, la présence sur le site de Strasbourg d'au moins deux salles de jauges différentes permettant la diffusion a été jugée nécessaire, car permettant la co-activité (plusieurs spectacles jouant dans le même temps ou préparation de spectacles sur un plateau alors que le second est en exploitation). Ce point impacterait favorablement le modèle économique (temps de latence entre les différentes exploitations plus court, voire exploitations « doublées » sur deux espaces, diversification des tarifs…) et le travail des équipes qui ne seraient plus contraintes par les plannings d'exploitation d'une seule salle pour la préparation des productions. A également été évoquée la possibilité d'investir d'autres espaces de l'opéra pour des temps de diffusion dans des formats différents. Il a été rappelé par certaines personnes auditionnées que la question des espaces nécessaires pouvait être envisagée à l'échelle des différents équipements des villes du syndicat mixte et non uniquement du site strasbourgeois. L'ensemble de ces observations et les choix qui seront opérés (une seule salle, plusieurs salles) conditionneront la/les jauges idéales, point qui devra être réfléchi à l'aune de la programmation et de la soutenabilité économique.

Jacques Teslutchenko, ainsi que Marko Letonja, Directeur musical de l'OPS au moment des auditions, ont tous deux insisté sur les qualités acoustiques du bâtiment qui sont un point central pour l'activité lyrique et qui ne doivent pas être négligées au moment de la

conception du projet. Des caractéristiques techniques particulières doivent être prises en compte (distance public-scène par exemple).

Le recours aux nouvelles technologies, désormais présentes dans le spectacle vivant, doit pouvoir selon Jacques Teslutchenko « *se fondre de manière naturelle au projet* » (systèmes intégrés, multi points, spatialisation du son…). Cela est partagé par Laurent Spielmann, ancien Directeur de l'OnR et de l'OnL, qui pense que « *pour appréhender l'opéra au XXIème siècle, il faut anticiper les évolutions des technologies et des écritures. Les outils numériques et les matériaux, en constante évolution, offriront de nouvelles possibilités de représentation (ex. : hologrammes) et feront évoluer la conception des décors et costumes avec des matériaux plus adaptés aux besoins et plus légers dont la fabrication et le maniement seront simplifiés, ce qui permettra des économies sur les coûts de production* ».

Il est également relevé que l'image prend aujourd'hui de plus en plus de place dans les différentes formes artistiques, ce qui concerne également l'opéra, et qui doit être intégré dès le projet architectural pour pouvoir répondre à la spatialisation de l'image.

Les « performances » techniques des espaces ont un impact sur les possibilités en termes de coproductions et de circulation des œuvres. À ce titre, il paraît opportun de concevoir un outil aux standards européens, permettant la mutualisation des productions, ce qui a un impact favorable sur le coût de celles-ci. Cela suppose un standard en termes de cadre de scène, la conformité des espaces en matière de sécurité et des possibilités techniques diversifiées.

La dimension technique relative aux captations est devenue centrale depuis la crise sanitaire. Les structures culturelles ont largement mobilisé cet outil pour la diffusion de spectacles en ligne. Certaines structures interrogées, même s'il est toujours considéré que le rapport à l'œuvre « en live » doit être privilégié et constituer le cœur de la mission, envisagent de poursuivre ces captations, voire de les amplifier dans la mesure où elles ont permis de toucher de nouveaux publics. La réalisation de captations de qualité devra à ce titre être possible au plan technique dans le projet à venir.

Enfin, il a également été rappelé l'importance de bien penser les zones techniques, ainsi que les aires de déchargement et leur accessibilité ; la production d'un spectacle nécessitant 3 à 10 semi-remorques.

Comme observé lors des auditions du personnel de l'OnR, la réhabilitation du bâtiment ou la création d'un nouvel outil devra prendre en compte les difficultés actuelles et y répondre. D'une part, pour ce qui concerne la danse et le chœur, la présence de studios de répétitions pour des formats « pléniers » ainsi que de studios de plus petites tailles pour les répétitions d'un plus petit groupe d'artistes est nécessaire, ainsi que les espaces liés (vestiaires, salle de pause, espace de convivialité).

Pour ce qui concerne les musiciens, et dans le cas d'un répertoire requérant un grand effectif, la fosse devra être adaptée et devrait, idéalement, pouvoir être modulée (en hauteur, en profondeur et en largeur, au moyen de vérins hydrauliques et de parois déplaçables, conformément à ce qui est pratiqué dans d'autres opéras) en fonction du répertoire et des effectifs nécessaires. Il a été rappelé que la disposition des musiciens dans la fosse, si les espaces sont adaptés, améliore les conditions acoustiques du jeu des

musiciens. La nécessité de recourir à des acousticiens spécialisés, tant pour la conception de la fosse que de la salle, a été soulignée. Les loges devront être adaptées aux musiciens (stockage des étuis d'instruments) et permettre aux musiciens de s'y échauffer.

Afin de nourrir l'esprit d'équipe et le sentiment d'appartenance à l'OnR, il conviendrait idéalement de pouvoir favoriser la circulation des équipes et la rencontre des différentes équipes, en les rassemblant sur un site unique, contrairement à la situation actuelle qui voit les équipes administratives, techniques et les artistes travailler dans des espaces différents.

4. L'opéra dans la Ville au service de tous les publics

L'ouverture sur la cité de l'opéra est encore à développer, en dépit de son positionnement central, place Broglie et du travail de sensibilisation déjà mené auprès des publics. Cela est aujourd'hui dû, en partie, au manque d'espace et aux contraintes d'exploitation extrêmement fortes, et certains postulent également que la charge symbolique du bâtiment peut impressionner et son caractère majestueux dissuader le public non-averti, n'ayant pas « les codes ».

Pour Bertrand Rossi, Directeur de l'Opéra de Nice et ancien directeur-adjoint de l'OnR, l'opéra doit être « *une agora ouverte à tous, une maison du peuple ouverte toute la journée où l'on pourra rêver et flâner, un espace qui favorise le brassage des générations* ». Pour Stéphane Roth, le futur opéra *« devra être un symbole urbain, mais pouvoir être pénétré sans appréhension* ». Cette approche est partagée par Benoit Haller, Directeur de la Chapelle rhénane, qui indique qu'en cas de construction d'un nouvel opéra, il conviendra « *d'imaginer une transition entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment pour que le public se sente bienvenu et qu'il n'ait pas l'impression de rentrer dans un temple* », ce que confirme Bertrand Rossi pour qui l'opéra « *doit être ouvert sur l'extérieur avec un parvis permettant de déployer d'autres formats comme des déambulations* ». Pour Catherine Bolzinger, il devra être « *un lieu de culture populaire comme au XVIIIème siècle et en même temps, le lieu des innovations artistiques les plus pointues* ». Cette approche est partagée par Giusi Pajardi, Présidente de Fidelio, qui pense que *« l'opéra est dans le quotidien et qu'il devrait retrouver sa dimension populaire* ». Philippe Ochem, Directeur de Jazzdor, le voit pour sa part comme « *un lieu ouvert vers la Ville, pensé comme un lieu de confluence où toutes les esthétiques pourraient se retrouver* ».

Pour les personnes auditionnées, l'opéra doit à l'avenir, devenir un lieu de vie culturelle de la cité, approprié par les habitants et les différentes sphères professionnelles, en somme « *la maison de tous, ouverte et transparente* » comme évoqué par Anne-Catherine Goetz. Les notions d'accessibilité, d'accueil, de convivialité, d'humilité, de multifonctionnalité sont ressorties des différents échanges ainsi que de respect de la diversité et de la notion de droits culturels. De même, l'opéra doit pouvoir révéler toutes ses facettes au public, ce qui suppose de rendre plus facilement accessibles les parties habituellement non visibles comme les espaces techniques, les loges, les lieux de stockage ou les ateliers.

Pour dépasser la représentation d'un lieu qui ne s'adresserait pas à tous les citoyens, et outre les enjeux de programmation déjà évoqués, l'opéra devra développer un programme d'actions à même de s'adresser au plus grand nombre, de fédérer différentes parties prenantes du champ social, éducatif, et économique, ce qui induit un besoin important

d'espaces dédiés à ces activités. Pour Chantal Regairaz, Secrétaire générale du TNS, « *l'opéra n'est pas condamné à l'élitisme, mais cela suppose de prévoir des espaces de partage au sein du bâtiment* ». Pour Anne-Catherine Goetz, il pourrait devenir « *un lieu de rencontre et d'échange, de formation, de découverte des métiers du spectacle, d'exposition… un lieu très connecté, attractif pour les plus jeunes, très ancré sur la cité* ».

Ainsi, Alain Perroux indique rêver « *d'un opéra ouvert sur la Cité, mais ouvert au sens propre, toute la journée. D'un opéra qui soit non seulement un lieu de production et d'exploitation de spectacles, mais aussi de rencontres pour un public nombreux et diversifié. Outre des espaces d'accueil, il doit comprendre des espaces dévolus à la médiation et à la pédagogie, avec des ressources sur l'opéra et la danse faisant largement recours aux technologies numériques, les lieux de conférence équipés, des espaces de développement à l'écoute et à la pratique en amateur, il doit offrir des espaces de détente et de rencontre comme un restaurant ou un bar et un parvis qui peut accueillir des formes de plein-air ou des projections de films musicaux ; il doit comprendre un espace d'exposition ouvert en journée, de manière à favoriser le dialogue entre les disciplines artistiques…* ».

Selon Laurent Bayle ces espaces doivent être pensés au regard du projet culturel et dès la conception du projet et ne doivent pas être marginaux mais bien centraux et ouverts. À la Philharmonie de Paris, ils se déploient sur près de 20 000 m².

Pour Caroline Sonrier, la manière d'accueillir le public doit aussi être repensée, et traduite dans l'architecture. Il ne lui semble plus possible, aujourd'hui, de penser l'accueil du public derrière un guichet, si l'on veut développer un dialogue permanent avec le public. Cette réflexion sur la manière d'accueillir le public, d'interagir avec lui et de cultiver l'hospitalité, dans chacun des espaces du bâtiment, doit être au centre du projet architectural.

Pour la majorité des personnes auditionnées, la mixité des publics est d'une part liée à la nature de la programmation et d'autre part à la mixité des usages du lieu.

Pour ce qui concerne le premier point, la diversification de la programmation apporte d'autres publics, ainsi que le développement de partenariats avec d'autres structures, ce qui devra être poursuivi.

Comme l'indique Benoit Van Kote, le croisement des esthétiques et des territoires est facteur de diversification et de mixité des publics comme en témoignent les projets déjà initiés entre l'Opéra (le ballet notamment) et l'Espace Django qui ont permis de dépasser les représentations des publics et la difficulté de franchir le seuil de l'opéra. Ces actions doivent se poursuivre et être renforcées.

La mixité des publics peut également être développée au travers de partenariats avec les ensembles et structures du territoire qui développent l'action culturelle et s'appuient sur un réseau identifié comme l'ont souligné plusieurs interlocuteurs.

Concernant l'expérience visiteur, celle-ci pose de nombreuses questions liées aux usages actuels et à venir, dans un contexte de crise sanitaire qui a bouleversé le rapport à l'œuvre originale et les conditions d'accès aux structures culturelles. On peut ainsi s'interroger sur les aspirations du public dans les années à venir en termes de conditions d'accueil,

d'horaires de spectacles, de tarifs, d'intérêt pour les contenus numériques, de modalités d'interaction entre le public et les artistes.

De manière générale, la pluralité et la diversité des activités qui pourraient être proposées au sein d'un nouvel opéra ont été soulignées à plusieurs reprises, avec pour objectif de créer un véritable lieu de destination. La question de la modularité et de la souplesse d'utilisation des espaces, à la fois pour des usages de loisirs, professionnels, et d'apprentissage a été mise en lumière (espaces d'exposition, accueil d'autres formes artistiques, fablab, espaces de co-working, espaces de convivialité, restaurant, librairie, crèche…). Pour Christelle Creff, « *l'accueil du public doit intégrer l'avant, le pendant et l'après-spectacle* ». Cela semble de facto induire une amplitude horaire d'ouverture au public plus importante qu'actuellement, le lieu étant amené à vivre aux différents temps de la journée et de l'année (vacances scolaires notamment), afin de s'adresser également aux différents usages et publics et dans une logique de prise en compte des contraintes professionnelles et personnelles. Des services innovants pourraient également être proposés (garde d'enfant le temps d'un spectacle par exemple). Les conditions d'accès (quels types de tarifs pour quelles activités) devront être réfléchies à l'aune de l'objectif d'appropriation et de développement des publics dans leurs diversités. Pierre Aarnink, Université de Strasbourg, souligne que dans certains lieux de spectacle un tarif unique et volontairement bas est appliqué. Cela lui semble pouvoir être un levier de démocratisation et d'incitation et une rupture avec la hiérarchie sociale induite par le tarif et les catégories des places. Il rejoint à ce titre les observations formulées précédemment par Olivier Py.

Il pourrait être intéressant de confier une réflexion sur les usages futurs à un groupe de recherche interdisciplinaire intégrant des artistes, des philosophes, des sociologues.

La médiation a été abordée sous trois angles différents : la médiation et l'éducation artistique et culturelle s'adressant au public scolaire, la participation des publics et le lien avec les pratiques en amateur.

Pour Sarah Olaya, co-directrice par intérim de Cadence, « *l'opéra a un rôle particulier à jouer pour aller vers les publics qui ne viennent pas spontanément, en développant des productions mêlant amateurs et professionnels sur les territoires, dans et hors les murs* ». Le développement d'une programmation et d'actions hors-les-murs a été évoqué comme nécessaire à plusieurs reprises. Patrick Thil souhaiterait que « *les arts lyriques et chorégraphiques soient plus présents et plus visibles dans l'espace public, en investissant des lieux du territoire (quartier environnant, lieux de vie ou de passage) et en s'associant à des événements, notamment des manifestations populaires et à forte visibilité, pour mettre en exergue une action de la maison ou promouvoir une saison de manière ludique et innovante* ». Il est attendu que cette dimension d'actions hors-les-murs monte en puissance pour aller véritablement à la rencontre des habitants et des habitantes, dans l'ensemble des territoires de la Ville, de l'Eurométropole et de la région.

Des innovations en matière de médiation sont également attendues avec la mobilisation plus importante des artistes qui doivent être plus largement au contact du public (résidences, ateliers…) et la découverte des métiers de l'opéra, cités à plusieurs reprises comme des objets de médiation mobilisant particulièrement le public.

Une médiation qui s'appuierait également davantage sur la participation du public a également été évoquée. Pour Cécile Haeffelé, Directrice de Tôt ou t'Art, la participation du public pourrait être travaillée « *en le rendant plus actif, avec des propositions de contenu : observatoire des ressources humaines, ouverture aux différences, thématiques de société, sujet d'actualité…* ». Cela a croisé certains avis concernant la gouvernance à rendre moins institutionnelle et plus horizontale, en incluant des citoyens.

La dimension de participation des publics peut également être investie sous l'angle artistique. À titre d'exemple, le projet NOX (Nancy Opéra Xperience) peut être cité. Ce projet a répondu à la volonté de retrouver une dynamique de création qui rassemble et porte sur la création de douze courts-métrages lyriques tournés dans douze quartiers de la ville de Nancy portant sur des témoignages d'habitants sur leurs histoires d'amour. Il s'est agi pour la direction de l'opéra de *« faire pénétrer l'art chez les gens, dans tous les foyers, en concevant un laboratoire d'intégration qui implique le public comme sujet, comme participant actif à la création* ». Ce projet a permis, en parlant de l'opéra de Nancy autrement, d'élargir le public touché au-delà du cercle lyrique traditionnel.

Pour ce qui concerne le public scolaire et étudiant, l'ensemble des personnes auditionnées indiquent que les actions menées actuellement sont extrêmement qualitatives. Pour Peggy Gattoni, Déléguée académique à l'action culturelle au Rectorat, la marge d'intervention pourrait être de développer des actions dans une logique articulant temps scolaire et temps périscolaire. Pour Bruno Studer, Président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, il y a un enjeu à mieux faire connaitre l'opéra au moyen de l'éducation artistique et culturelle. Des espaces dédiés aux accueils d'ateliers de pratiques (adaptés aux classes), sur l'exemple de la Philharmonie de Paris, doivent être pensés à l'origine du projet. Laurent Bayle a indiqué pour sa part que le travail de sensibilisation devait passer par de nombreuses mises en situation (par la voix, par l'image, le dessin, la dramaturgie).

Concernant le public étudiant, déjà très représenté dans le public de l'OnR comme évoqué plus haut, des liens peuvent être renforcés avec les centres de formation, dans une logique de soutien à la professionnalisation. David Cascaro, Directeur de la Haute Ecole de Arts du Rhin, des liens sont à faire avec les formations en scénographie. Mathieu Schneider, Vice-Président culture, sciences et société de l'Université de Strasbourg, indique pour sa part que des collaborations pourraient être développées, sur le volet de la formation autour d'un pôle qui relierait le TNS, le théâtre actuel accueillant l'opéra et l'éventuel nouvel équipement.

Pour Laurent Spielmann et Catherine Bolzinger, la coopération avec la pratique en amateur est également un levier de développement du public, à condition d'ouvrir véritablement les portes de l'opéra et d'accueillir ces initiatives avec engagement.

Ont également été cités comme vecteur de médiation en capacité d'attirer de nouveaux publics, la danse, qui attire particulièrement le public jeune et également le développement d'actions portant une ambition intergénérationnelle et populaire.

5. L'opéra, outil de coopération, de développement territorial et de rayonnement

5.1 Insertion dans le paysage municipal, eurométropolitain, régional, national, transfrontalier, international

L'Opéra national du Rhin s'inscrit dans des partenariats culturels nombreux, à différentes échelles territoriales, ce qui, de l'avis de l'ensemble des personnes interrogées, doit persister, voire être développé plus encore, notamment pour ce qui concerne le territoire transfrontalier.

Les représentant-e-s des structures culturelles strasbourgeoises interrogées sont pour la plupart concerné-e-s par un partenariat actif avec l'OnR. Pour Barbara Engelhardt, cette collaboration avec les autres acteurs culturels strasbourgeois, très divers, doit se maintenir et converger vers des projets communs. Paul Lang partage ce point de vue et indique que les musées entretiennent une collaboration de grande qualité avec l'Opéra, les deux institutions étant à l'écoute l'une de l'autre comme le montrent les nombreux projets communs menés ces dernières années. Ce partenariat doit, selon lui, se poursuivre et se développer, car la transversalité qu'il fait vivre participe au désenclavement et à la circulation du public. Pour Thierry Danet, la question de la mise en réseau est extrêmement importante et doit être considérée dès l'origine du projet pour tendre à une complémentarité qui permette d'irriguer le territoire avec des propositions complémentaires et singulières au nouvel outil éventuel.

Pour Stéphane Roth, directeur de Musica, l'OnR devrait développer sa capacité de coopération avec les producteurs indépendants et les ensembles et s'impliquer plus fortement dans le soutien à la création contemporaine. Pour plusieurs personnes entendues, l'OnR pourrait développer des liens ponctuels mais récurrents avec les ensembles professionnels indépendants du territoire, dont la présence à Strasbourg est notable du point de vue tant qualitatif que quantitatif. Ces ensembles constituent des maillons importants entre les institutions et les pratiques en amateur et tiennent une place conséquente dans le dynamisme culturel de la ville, en raison de la diversité des répertoires et des formes qu'ils proposent.

Alain Perroux indique pour sa part vouloir poursuivre ces partenariats. À ses yeux, *« la souplesse d'utilisation et de planification [de nouveaux espaces] doit permettre de multiplier les collaborations avec les autres institutions culturelles de l'Eurométropole, telles que le Festival Musica, l'OPS, les musées, le Maillon ou le TNS… »*

Pour ce qui concerne le territoire métropolitain, Murielle Fabre, Vice-présidente en charge de l'Action culturelle, de la lecture publique et du cinéma et de l'audiovisuel, souhaite le développement sur l'ensemble du territoire métropolitain de la diffusion des œuvres lyriques et chorégraphiques par des propositions hors-les-murs qui peuvent être pensées avec les salles de spectacles dans les communes de l'Eurométropole.

Pour ce qui concerne la coopération transfrontalière, pour Daniel Payot, *« l'Opéra national du Rhin a une carte franco-allemande à jouer, car son histoire est plurinationale dans sa constitution, son essence* ». Laurent Spielmann relève que le tissu d'opéras est important dans le Bade Wurtemberg. À ce titre et pour « exister » face à ces opéras, l'OnR devrait davantage mettre à profit les jumelages existants (Stuttgart-Dresde) et réinvestir le lien avec Karlsruhe. Bertrand Rossi rejoint cette analyse, indiquant que la région

transfrontalière, bénéficie d'un impressionnant réseau de salles de haut niveau (Baden-Baden, Bâle, Fribourg, Karlsruhe…), ce qui en fait une des vitrines culturelles de l'Europe. La question de la programmation doit dès lors se penser à cette échelle. En effet, une partie du public strasbourgeois étant mobile, il convient de ne pas se placer en posture concurrente par rapport aux autres opéras, et donc de développer une programmation singulière se distinguant des partis pris artistiques des opéras allemands dont le fonctionnement est différent. En effet, le répertoire mobilisé par les opéras suisses et allemands, est plus diversifié et les modalités de production différentes. Les allemands et les suisses promeuvent le modèle du « répertoire » qui induit annuellement un grand nombre de productions données le plus souvent par des équipes artistiques associées aux opéras (orchestres, chanteurs en régie), ce qui permet de limiter le nombre de répétitions et assure un plus grand turn-over des spectacles. À contrario, le système français est basé sur le « stagione » qui produit chaque spectacle avec de nouvelles équipes artistiques recrutées pour l'occasion, ce qui allonge le temps de répétition en raison du besoin d'appropriation de la partition et de la mise en scène. Cela induit une autre forme d'exigence et de ce fait, un nombre plus limité de spectacles produits.

Pour Bruno Studer la coopération transfrontalière doit être formalisée dans le modèle juridique et dans la gouvernance de l'OnR, pour que cette coopération soit véritablement incarnée et vivante. À ce titre, il conviendrait de réfléchir à un modèle d'opéra rhénan, qui soit en capacité de symboliser la coopération transfrontalière. Pour Fabienne Keller, Députée européenne, la coopération transfrontalière est essentielle, elle souligne que l'OnR doit faire vivre plus largement son nom d'Opéra national « du Rhin » en développant davantage la dimension transfrontalière.

Barbara Engelhardt indique pour sa part que ce positionnement transfrontalier et le nombre important et l'excellence des maisons d'opéra d'outre-rhin doit conduire l'OnR à trouver des synergies et des mutualisations avec d'autres opéras proches, comme Nancy. Elle pense que de nouveaux projets de développement culturel ouverts vers l'Allemagne et la Suisse pourraient être développés et relève que la musique et la danse constituent des langages universels, ce qui est un atout important pour développer les liens culturels entre les pays. Chantal Regairaz partage ce point de vue et indique que la dynamique transfrontalière découlera du projet artistique qui doit, pour attirer, être éclectique et de grande qualité.

5.2 Stratégie de coopération avec les autres opéras du Grand Est et du bassin rhénan

Pascal Mangin, Président de la Commission culture de la Région Grand Est au moment des auditions, a, au travers de la présentation des opéras présents sur le territoire du Grand Est, donné à voir les complémentarités entre les différents opéras du territoire. En effet, la région Grand Est accueille deux opéras nationaux (Opéra national du Rhin et Opéra national de Lorraine) et deux opéras non labellisés. Ces quatre opéras connaissent des structurations et des modèles de gouvernance, ainsi que des moyens financiers et humains différents comme le montre le tableau ci-dessous.

	Structure	**Budget**	**Nb de levées de**	**Personnel adm et techn.(environ)**	**Fréquentation**

			rideaux (environ)		
OnR	Syndicat mixte	21,5 M€	140 (sur 3 villes)	150	110 000 (sur 3 villes)
Opéra national de Nancy	Régie personnalisée	15 M€	100	70	40 000
Opéra-Théâtre de Metz Métropole	Régie directe	8,8 M€	50	70	30 000
Opéra de Reims	Délégation de service public	4,8 M€	45	30	20 000

Les modalités d'association aux orchestres et aux ballets sont également différentes dans la mesure où Strasbourg travaille avec l'OPS et l'Orchestre symphonique de Mulhouse qui sont indépendants, tandis que le Ballet (labellisé Centre chorégraphique national) est intégré. À Nancy, le Centre chorégraphique de Lorraine est indépendant, tandis que l'orchestre est intégré à l'opéra national. À ce jour, la coopération entre les structures existe, mais pourrait être renforcée. Sur le volet de la coproduction, des projets ont pu voir le jour entre Nancy et Strasbourg, ainsi qu'entre Reims et Metz, en fonction des opportunités de programmation. Au plan technique, des échanges et prêts de matériels, de costumes et d'accessoires existent. Au plan de la communication, les quatre opéras sont visibles dans les plaquettes de saison de chaque structure.

Des pistes de coopération ont été données par Pascal Mangin :

- Des partenariats en décentralisation pour assurer une présence en région en fonction des outils existants (Opéra studio, ensembles en résidence…), en créant des productions spécifiques, en mettant en place un système de retransmissions en plein air ou dans les salles de cinéma ;
- Des partenariats pour développer l'intégration professionnelle avec un dispositif de formation de type « Académie lyrique régionale » (proposition du rapport de Bernard Coutant) ;
- Des partenariats en faveur du développement des publics (ressources numériques, actions éducatives et culturelles, nouvelles formes de médiation-jeune public) ;
- Des partenariats sur le plan technique (lieux de stockage mutualisés et base de données des ressources communes, décors, costumes…).

Deux champs de coopération supplémentaires sont évoqués, à savoir la démarche de développement durable initiée par la Région Grand Est et la coopération transfrontalière, au regard du positionnement stratégique de la grande région, frontalière de quatre pays (Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique).

Mathieu Dusouillez, directeur de l'Opéra national de Lorraine, revient pour sa part sur les trois axes de collaborations existant entre les quatre opéras du territoire. D'une part, l'OnR et l'OnL collaborent autour du répertoire baroque avec les ensembles spécialisés du territoire, ce qui contribue à des synergies au plan de la programmation et à des économies au plan financier. Par ailleurs, à l'échelle régionale, des petits formats lyriques sont déployés sur d'autres scènes que celles des quatre opéras pour amener l'art lyrique au plus près des habitants.es, en zones périurbaines et rurales. Cette action, stoppée par la crise sanitaire, doit pouvoir être poursuivie. Enfin, un axe de coopération doit être investi sur le répertoire contemporain, au regard des ressources importantes sur le territoire.

Une programmation concertée, à l'échelle des quatre opéras du Grand Est, pourrait être développée, permettant ainsi d'offrir au public des parcours lyriques entre les quatre scènes. Concernant la mutualisation, selon Mathieu Dusouillez, elle n'est pas toujours porteuse de sens et de productivité, mais doit être développée pour les activités et les métiers qui s'y prêtent (par exemple décors et costumes) afin de faciliter le réemploi dans une logique de développement durable. L'opportunité d'un lieu de stockage mutualisé, au plan régional, est également évoquée. Au plan de la formation professionnelle et du soutien aux métiers de l'opéra, M. Dussouillez indique que l'OnL ne dispose pas d'ateliers mais collabore étroitement avec le CFA Métiers du spectacle, pour lequel il imagine qu'un pôle d'excellence régional autour des métiers de l'opéra pourrait être développé et financé par les quatre opéras régionaux, ce qui permettrait d'une part des économies pour les productions de spectacle et la valorisation de ces métiers.

La dynamique de collaboration semble être moins forte entre l'OnR et l'Opéra-théâtre de Metz Métropole, comme le souligne Erika Parrisse, Administratrice, même si un rapprochement entre les quatre opéras du Grand Est a été initié en 2016 par les directions de ces structures. Cette démarche visait à amorcer une réflexion sur les possibilités de mutualisation au plan technique, administratif, artistique et de communication. Aujourd'hui, Metz travaille davantage avec Reims pour les coproductions notamment, Nancy étant trop proche et susceptible de toucher les mêmes publics que Metz. Avec l'OnR, un projet de coproduction d'un spectacle jeune public avait été lancé en 2016, en lien avec l'Opéra studio, mais n'avait pas pu aboutir.

Le rapport d'étude intitulé « L'art lyrique en région » réalisé en 2017 par l'Observatoire des politiques culturelles en lien avec la Réunion des opéras de France dresse des perspectives intéressantes en matière de coopération à l'échelle régionale. Les auteurs du rapport préconisent en premier lieu de formaliser une instance de dialogue entre les différentes directions des opéras régionaux et de « *mettre en œuvre, sur les territoires, des lieux de stockage communs (décors, costumes, etc.), en tenant compte des enjeux de répartition et d'équilibres territoriaux et en faisant en sorte que les ressources mutualisées servent à plusieurs compagnies. Des collaborations avec d'autres partenaires (publics, privés) sont à envisager dans le domaine du stockage…* » ainsi que des formations communes aux différentes maisons et la mise en commun en termes de communication et de numérique (ex. pass numériques permettant l'accès à l'ensemble de l'offre en région).

5.3 Conditions pour que l'opéra devienne une composante du rayonnement de Strasbourg dans le tissu économique régional

Pour la majorité des chefs d'entreprise auditionnés, l'OnR ne constitue pas, aujourd'hui, un vecteur d'attractivité du territoire. Ils relient cela au manque général de visibilité de l'offre culturelle du territoire, trop peu mise en valeur par l'Office de tourisme notamment. En tant que chefs d'entreprises, il se saisissent très peu de « l'outil » opéra pour mettre en valeur leur activité, préférant en majorité la valoriser au moyen d'événements sportifs. Ils soulignent à ce titre l'image élitiste de l'opéra qui perdure. Pour autant, ils s'accordent à dire que la présence d'un opéra sur le territoire est incontournable car participant du rayonnement de la ville et de sa posture européenne.

Pour Gilbert Wentz, Secrétaire général de l'Office de tourisme et Lionel Heiwey, Vice-Président de l'Office de tourisme, l'OnR manque de notoriété pour susciter la venue de touristes d'autres régions, le public étant essentiellement local. Lorsque le public se déplace de plus loin pour assister à un spectacle de l'opéra, ce déplacement n'est, la plupart du temps, pas associé à une nuitée. De la même façon, les croisières faisant escale à Strasbourg ne proposent pas la possibilité d'assister à une représentation à l'opéra. L'opéra devrait à ce titre se rapprocher des croisiéristes qui développent des croisières culturelles et musicales qui fonctionnent bien auprès du public entre 50 et 70 ans pour identifier les partenariats potentiels, sur la base des attentes des clients. Ils partagent en revanche le constat du manque de visibilité de l'offre culturelle au plan local et national, (peu de déplacements des Parisiens par exemple) alors même que l'offre est dense et de qualité.

Les chefs d'entreprises indiquent que dans le futur il sera nécessaire de penser une offre de service large et variée pour développer une expérience globale. Aujourd'hui l'offre globale n'existe pas car l'opéra n'est pas accessible pour des événements privés hors des temps de représentation, et que par ailleurs, il manque une offre de restauration après le spectacle (après 23h). Un travail est à mener pour intéresser les chefs d'entreprise, faire évoluer l'image de l'opéra et déconstruire certaines représentations (ex. nécessité de venir en tenue de soirée). La dimension réceptive doit être développée, l'OnR manque aujourd'hui d'espaces pour développer l'accueil de partenaires, ce que les chefs d'entreprise regrettent car ils indiquent que l'opéra pourrait devenir un lieu de rencontres professionnelles. Ils soulignent notamment le potentiel en la matière des « Diners sur scène », auxquels certains ont déjà assisté avec des clients ou des collaborateurs. Alain Perroux, directeur de l'OnR, partage ce constat et « *rêve d'un opéra qui innove en mettant des espaces à disposition des entreprises, espaces de réception ou de séminaires. Ces espaces permettraient de développer de manière intéressante les liens entre le secteur public et le secteur privé, et de favoriser ainsi la montée en puissance des partenariats et du mécénat* ». Norbert Engel a insisté sur l'importance d'un opéra pour les milieux économiques du territoire indiquant qu'il avait pu faire l'expérience, à de multiples reprises lors de ses échanges avec des chefs d'entreprise, du levier que pouvait constituer l'opéra, au même titre qu'une école internationale et qu'un aéroport, sur l'installation à Strasbourg de cadres supérieurs.

Une autre piste pour favoriser l'attractivité pourrait être de développer un événement culturel marquant mobilisant des artistes de notoriété internationale, ce qui, pour certains, manque depuis l'arrêt du Festival de musique de Strasbourg. L'Office de tourisme rejoint

cette position, évoquant l'intérêt de présenter des grosses productions et des artistes connus du grand public. Cela renvoie également à un enjeu de diversification des propositions artistiques que les chefs d'entreprises considèrent comme fondamentale pour attirer de nouveaux publics. La question de la sensibilisation via l'offre numérique, qui a été nécessairement développée pendant la crise sanitaire, est également posée.

L'Opéra semble également trop peu présent et valorisé pendant Strasbourg, Capitale de Noël, qui constitue un temps fort en termes d'attractivité du territoire. De la même façon, la période estivale est évoquée, avec la nécessité d'un grand festival, qui pourrait associer l'OnR.

L'attractivité pour le tissu économique est également dépendante du lieu et du marqueur que constitue l'opéra dans la ville. La position qui se dégage reconnait le caractère très adapté de l'opéra actuel en terme d'accessibilité et sa dimension patrimoniale, mais voit également les limites actuelles par rapport aux besoins énoncés en termes de coproductions, de jauge et d'espaces de réception et de convivialité. *« Le lieu est trop modeste pour élargir ses ambitions* ». Si un nouvel opéra est construit, il s'agirait « *de ne pas rater le rendez-vous* » et de proposer une « *signature du XXIème siècle* » qui amènerait les visiteurs à regarder autre chose que la cathédrale. Le choix du lieu s'avèrerait crucial, il doit devenir un lieu de destination et associer de nouvelles fonctions (restauration, lieux de convivialité et de rencontre…). Plusieurs quartiers en cours d'urbanisation sont évoqués (Presqu'Ile Citadelle, Archipel, Port du Rhin…).

Repenser les relations avec les acteurs économiques du territoire et les entreprises est un enjeu identifié pour les opéras. Plusieurs pistes ont été dégagées à ce titre par les auteurs du rapport « L'art lyrique en région », qui indiquent que cela peut être fait dans différentes directions : « *partenariats à travers des dispositifs d'insertion, des parrainages, à travers l'ouverture d'espaces de co-working (PME, start-up), des partages de compétences croisées (coaching vocal, conseil en management pour l'opéra). Des liens pourraient être développés avec des entreprises de l'habillement et du textile par exemple autour du thème de la préservation/valorisation des savoir-faire de l'opéra ainsi que de la conservation, la location ou la vente de costumes, d'accessoires, de décors…* ».

6. L'opéra, un vecteur de rayonnement et de diplomatie culturelle

6.1 L'opéra, maillon fort du rayonnement culturel de la Ville et de l'Eurométropole

L'Opéra national du Rhin s'inscrit dans un réseau culturel institutionnel important à Strasbourg et contribue, aux côtés des autres structures, au rayonnement culturel du territoire. La question qui s'est posée, au travers des différentes interventions, a porté sur le niveau d'ambition portée par la Ville en termes de rayonnement, qui induit potentiellement des réponses différentes en termes de choix architectural, de programmation, de positionnement de l'équipement dans la ville, et de moyens financiers.

Pour Anne-Marie Goetz, l'opéra doit « *participer au développement, au rayonnement et à l'attractivité des trois villes du syndicat mixte à l'échelle transfrontalière* ». Pour Bernadette Groff, ancienne Vice-Présidente Culture de la CEA, le rayonnement passe par la mise en réseau, la coproduction, la circulation des œuvres et le fait de favoriser la mobilité à l'échelle transfrontalière notamment. Christelle Creff rappelle pour sa part que

le Ballet, par le label de Centre chorégraphique national, a également un objectif de rayonnement national et international. Pour Murielle Fabre c'est davantage le rayonnement, au plan européen, qui doit être développé et notamment au moyen d'une communication adaptée. Elle souhaiterait que l'opéra devienne « *un des joyaux de notre Ville et de son territoire* ».

La question du caractère prestigieux de l'Opéra, qui favoriserait son rayonnement, s'est parfois opposée, dans les échanges, à la dimension plus démocratique recherchée. Pour d'autres interlocuteurs, ces deux dimensions peuvent être conjuguées ; la majorité des interlocuteurs s'accordent à dire que l'opéra peut servir le rayonnement culturel du territoire tout en s'adressant au plus grand nombre.

Pour certains interlocuteurs, le rayonnement de l'opéra passera par un geste architectural fort en cas de nouvelle construction. Olivier Py se détache pour sa part du postulat qui voudrait qu'un geste architectural appuierait le rayonnement de l'OnR. À ses yeux, seule la programmation, et les moyens qui y sont dédiés, sont de nature à favoriser un rayonnement plus important de l'OnR. Stéphane Roth, directeur de Musica, s'il partage ce dernier point de vue, verrait bien pour sa part un opéra dans un endroit en marge comme la Plaine des Bouchers et met en garde contre la recherche d'un geste sculptural qui est parfois un échec (ex : Copenhague). Norbert Engel se prononce pour sa part pour une architecture qui pourrait s'inspirer du brutalisme, mouvement né après-guerre, caractérisé par le recours au béton.

6.2 Contribuer au soutien de la place de Strasbourg comme capitale européenne et siège du Parlement européen

Pour Fabienne Keller « *l'art sous toutes ses formes est une source d'inspiration pour l'Europe, il fait le lien entre les cultures ; les nationalités des directeurs successifs, témoignent de la dimension européenne de l'OnR* ». Fabienne Keller indique par ailleurs que si une nouvelle construction devait être décidée, cela pourrait être l'occasion de donner plus de visibilité à la dimension européenne de l'OnR. Elle rappelle par ailleurs que l'OnR pourrait être valorisé à ce titre dès 2022, dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La diplomatie européenne présente à Strasbourg ne se saisit que trop peu de l'offre culturelle du territoire, et cela est vrai pour l'OnR. À ce jour, les programmations ne tiennent pas compte du calendrier parlementaire, ce qui ne permet pas de créer cette synergie et donc de développer des prescripteurs au sein des réseaux d'influence. Plusieurs auditionnés appellent de leurs vœux une coordination sur ce point. Il est également noté, à ce titre, qu'un sur titrage en anglais pourrait être proposé.

Les représentants du Conseil de l'Europe rappellent que la culture constitue une langue commune à l'échelle de l'Europe et que Strasbourg se caractérise par une richesse et une diversité culturelle importante. Un partenariat entre le Conseil de l'Europe et l'OnR pourrait être développé autour des présidences tournantes afin de valoriser les cultures des pays concernés. Pour le Conseil de l'Europe, le théâtre de la place Broglie est adapté au caractère protocolaire. En effet, il s'agit d'un bâtiment emblématique et prestigieux qui constitue un marqueur fort pour le rayonnement culturel de la Ville. Sa position

centrale peut se prêter à l'accueil de délégations ou de manifestations à caractère protocolaire (cf. 70ème anniversaire de la création du Conseil de l'Europe qui a eu lieu à l'OnR). Du point de vue des représentants du Conseil de l'Europe, cela plaide pour le maintien de l'équipement au centre-ville. Si l'opéra devait néanmoins être déplacé, les auditionné-e-s insistent sur le fait que le bâtiment devrait devenir un nouveau repère dans la Ville (à l'exemple des opéras d'Oslo ou de Hambourg) et non être un lieu sans âme ni caractère au plan de l'architecture.

Pour Bertrand Rossi Strasbourg, capitale européenne, doit faire de son opéra *« un navire amiral qui puisse devenir son ambassade culturelle* », ce en quoi il est rejoint par Bruno Studer, Président de la Commission Culture de l'Assemblée nationale, qui pense que la musique symphonique peut jouer un rôle dans la diplomatie européenne, opinion également largement partagée par le cercle des chefs d'entreprise auditionnés, qui estiment que la perte de l'opéra, si elle devait se produire, affaiblirait l'attractivité de Strasbourg en tant que capitale européenne. L'OnR doit pouvoir, au moyen de coproductions européennes et de l'accueil d'œuvres produites par d'autres opéras européens, incarner l'idée de la construction européenne, par la culture, et porter la dimension européenne de Strasbourg. Il s'agirait par-là de donner à voir et à comprendre que Strasbourg est en capacité d'accueillir les institutions européennes. L'opéra actuel ne permet pas, pour Bruno Studer, de jouer ce rôle de prescripteur au plan européen, car il est aujourd'hui sous-dimensionné, en termes d'accueil, de scène et de jauge. Pour lui, le rôle de l'opéra en termes de diplomatie culturelle, pour défendre la posture et l'identité européenne de Strasbourg, doit présider aux réflexions quant à l'avenir de l'OnR. Au regard de cette réflexion, il se positionne pour la construction d'un nouvel opéra, à proximité du Rhin, pour porter haut la symbolique européenne. Pour Bruno Studer, il y a des équipements sans lesquels Strasbourg ne peut pas être capitale européenne et l'opéra en fait partie, car l'opéra peut contribuer à ré ancrer Strasbourg dans l'imaginaire européen. La question du financement est extrêmement importante, car celui-ci sera lourd. Il convient de s'appuyer sur le contrat triennal ainsi que sur des financements européens, dont le théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, a pu bénéficier au regard de son statut de capitale européenne. Bruno Studer revient sur le fait que promouvoir Strasbourg en qualité de Capitale européenne revient à servir l'Europe, mais qu'il y a pour cela un travail d'influence à faire auprès des « élites » qui doivent être convaincues par tout moyen du bien-fondé du siège à Strasbourg.

Gilbert Wentz rejoint cette position en indiquant que l'OnR doit pouvoir être une vitrine de la création en Europe.

7. Un modèle économique à faire évoluer

Pour Laurent Spielmann les évolutions du fonctionnement de l'opéra sont à considérer, en partie, sous l'angle du modèle économique. Pour lui, l'approche économique est déterminante et la dimension entrepreneuriale doit être considérée au même titre que la dimension culturelle. Il rappelle que les opéras sont tous fortement dépendants des soutiens publics car les recettes de billetterie représentent au mieux 20 % des recettes, et que, contrairement à la plupart des productions de théâtres, les productions lyriques nécessitent toujours des moyens humains importants, en particulier au plateau. Le système du « stagione » utilisé en France (déjà évoqué plus haut) apporte moins de

recettes de billetterie que le système du répertoire promu par les pays anglo-saxons et germaniques. À ses yeux, il est donc indispensable, dans un contexte où les soutiens publics n'augmentent pas, de diversifier les sources de financement en développant notamment les coproductions à l'échelle nationale et internationale, le mécénat, le sponsoring et la réalisation, pour d'autres maisons, de décors et costumes dans la mesure où l'OnR dispose d'ateliers.

La recherche de nouvelles recettes apparaît nécessaire et opportune à l'aune du développement d'un nouveau modèle d'opéra. En effet, il est désormais acquis, par l'ensemble des personnes auditionnées, que la puissance publique ne sera sans doute pas en capacité, dans les décennies à venir, de renforcer de manière substantielle le financement des structures culturelles, alors même que la rénovation-extension ou la construction d'un nouvel opéra induira nécessairement une augmentation des coûts de fonctionnement. À ce titre, il convient de penser le modèle économique à l'amorce du projet afin que la soutenabilité de l'activité puisse être garantie, sans recours massif à l'argent public. Cette donnée implique de prendre en compte les outils qui permettront le développement et la diversification de ces recettes dès le projet architectural. Nadine Hirtzel Administratrice de l'OnR, a rappelé qu'à ce jour les recettes propres provenant de la billetterie et des abonnements représentent 12 % du budget total qui s'élève à 22 M€. A ce montant, s'ajoutent des recettes liées au mécénat, au sponsoring, à la coproduction, à l'accueil des tournées, à la location-vente. Pour Nadine Hirtzel, la jauge du théâtre constitue une donnée fondamentale pour le développement des recettes propres. Elle rappelle que sur 1100 places, seules 800 présentent de bonnes conditions de visibilité et peuvent donc être vendues à un tarif courant. Par ailleurs, le ratio recettes/jauge est excellent pour certains spectacles (entre 70 % et 80 %) mais devrait pouvoir être plus performant si la jauge était plus importante. La création d'une salle de plus grande capacité ainsi que d'une seconde salle permettraient selon elle d'adapter la programmation au public attendu et donc de diminuer les dépenses. Cela permettrait également d'augmenter ou de diminuer le nombre de levers de rideaux par spectacle si nécessaire. Laurent Bayle a indiqué que la capacité d'autofinancement de La Philharmonie de Paris a été fortement augmentée grâce à la jauge importante de la salle (2400 places), ce qui permet aujourd'hui de déployer davantage de crédits vers les dépenses liées aux actions de médiation et aux actions éducatives.

La diversification des espaces permettrait également une diversification des tarifs (zones de tarifs différents). Enfin, Nadine Hirtzel indique que de nouveaux espaces pourraient permettre le développement d'une politique de mécénat plus ambitieuse au moyen d'espaces privatisables notamment. Plusieurs interlocuteurs ont rappelé que les coproductions constituent une source de cofinancements des projets et qu'aujourd'hui, en raison des limites du bâtiment, cet axe ne peut pas être pleinement développé.
Enfin pour Stéphane Roth, le bâtiment actuel et son fonctionnement pèsent à la fois sur les logiques économiques et écologiques, les pratiques scéniques et orchestrales touchant à des limites de cohérence économique et écologique.

8. Un opéra vertueux pour l'environnement, intégrant les impératifs de développement durable et de transition écologique

Plusieurs personnes auditionnées sont revenues sur la nécessité de s'engager sur un modèle d'opéra vertueux au plan écologique, que ce soit dans le cadre d'une construction ou d'une rénovation et pour ce qui concerne le fonctionnement de l'équipement.

Pour Alain Perroux, *« un opéra au XXIème siècle se doit d'intégrer les questions de développement durable dans sa conception-même, qui doit lui permettre de gérer de manière économe et rationnelle les ressources énergétiques, les matériaux utilisés dans les spectacles, le stockage des équipements, et le transport de ses personnels comme de ses publics* ». Anne-Catherine Goetz partage cette position et indique que « *l'opéra doit répondre aux objectifs de développement durable et même être exemplaire en ce domaine* ».

Pour Patrick Thil, il convient de porter, via la structure opéra, une attention large aux questions environnementales. Si elles apparaissent évidentes aujourd'hui quant à la construction de nouveaux équipements, elles doivent aussi se poser à tous les niveaux de l'activité artistique (notamment pour ce qui concerne la conception des décors), technique, administrative… À ses yeux, l'opéra doit être pleinement connecté à son époque et doit pouvoir être porteur d'une vision engagée et responsable. La prise en compte des questions sociales et environnementales (notamment via l'enjeu de durabilité) doit, à ce titre, être un des axes essentiels de la construction d'un nouveau projet. Deux exemples en la matière ont pu être partagés :

- Laurent Bayle a partagé son expérience en matière de prise en compte des critères environnementaux dans le cadre de nouvelles constructions. Il indique qu'à l'origine du projet de la Philharmonie (en 2005-2006) ces critères n'ont pas été suffisamment pris en compte. Il lui paraît important de les inclure fortement dès l'origine du projet et d'y prêter attention dans l'ensemble de la démarche (choix des matériaux notamment) en imposant de véritables objectifs aux architectes ;
- Caroline Sonrier a partagé son expérience de la mise en œuvre du label ISO 20121 pour le fonctionnement de l'opéra. La démarche a été engagée en 2016 et a relevé d'une véritable dynamique collective interne. Il a fallu, dans un premier temps, que l'ensemble des équipes s'approprie la notion de développement durable. Des groupes de travail portant différentes thématiques ont été mis en place et visaient à définir des actions prioritaires. La définition du projet et l'obtention du label a duré quatre ans. Les réflexions menées ont permis de définir le cadre qui comprend la dimension écologique, mais également sociale et démocratique (inclusion des publics, relation avec le public, les artistes…). Deux années ont été nécessaires pour monter le dossier, dont la première a dû faire l'objet d'un accompagnement par un cabinet privé. Le projet engage aujourd'hui une grande variété d'interlocuteurs (public, collectivités, artistes, entreprises…) et, pour ce qui concerne la dimension du recyclage des compagnies et des associations.

Au titre de ces expériences, et au regard des enjeux actuels en la matière, il conviendra d'intégrer pleinement, dès l'origine du projet, tant au plan de la construction que du fonctionnement à venir, des objectifs et critères en matière de respect des normes environnementales et d'être prescripteur quant à un modèle vertueux sur le plan de la production et de la diffusion des œuvres lyriques et chorégraphiques.

III. EQUIPEMENTS ET SITE

1. Exemples d'opéras rénovés ou nouvellement construits : atouts et faiblesses des projets réalisés, écueils à éviter

La mission a souhaité examiner différents exemples d'opéra en Europe ayant fait l'objet de réhabilitations et/ou d'extension ou de nouvelles constructions dans une logique de retour d'expérience. Ont ainsi pu être consultés, Serge Dorny, Directeur de l'Opéra de Lyon, Mathias Schultz, Intendant du Staatsoper de Berlin, Peter de Caluwe, Directeur de l'Opéra de la Monnaie, Dominique Mertens, Responsable des constructions pour le théâtre de la Monnaie de Bruxelles et Bernt Bauge, ancien directeur de l'Opéra d'Oslo et Aviel Cahn, directeur du Grand Théâtre de Genève.

L'expérience de rénovation de l'opéra de Lyon date de 1993. Le choix a été fait d'adosser un geste architectural contemporain a un bâtiment patrimonial protégé. La qualité de la réalisation de Jean Nouvel semble à Serge Dorny aujourd'hui encore, près de 30 ans après sa conception, pertinente. En revanche, au niveau des besoins techniques et des usages, la réalisation ne répond plus aux besoins des productions actuelles. La jauge de 1180 places est particulièrement problématique dans la mesure où elle est insuffisante pour permettre un équilibre financier. En terme d'usage, Serge Dorny indique que l'espace dédié à la billetterie pourrait par exemple être réduit au profit d'espaces de convivialité plus importants. Serge Dorny insiste sur le fait de penser le projet et son impact sur le temps long afin de pouvoir imaginer un opéra réellement pertinent pour les usages à venir dans 30 ans. Il indique par exemple que l'Opéra de Munich, rénové il y a à peine 30 ans, est sur le point de refermer en raison d'une inadéquation entre le bâtiment et les besoins des productions et des usages.

Pour Serge Dorny la question de la modularité de la salle est centrale. Elle doit être la plus flexible possible, au risque sinon, d'être déjà dépassée à son ouverture et de ne plus correspondre aux besoins artistiques et aux usages du public (ex. souhaitera-t-on, dans quelques années, équiper les sièges de tablettes numériques interactives pour favoriser la participation du public ?). Il indique qu'aujourd'hui, les metteurs en scène réinterrogent le rapport salle/scène et n'inscrivent pas spontanément leurs créations dans une configuration traditionnelle. Il convient donc de parvenir à projeter un équipement sans connaitre le genre et la forme qui prévaudront dans l'opéra de demain. Un opéra doit par ailleurs être catalyseur de projets ne relevant pas exclusivement de l'art lyrique et permettre d'autres formes d'expression, ce qui suppose la modularité des espaces.

Pour Serge Dorny, il est primordial qu'il y ait de la vie dans le bâtiment et il se positionne, à ce titre, pour un équipement au cœur de la cité, afin de faire « trait d'union » dans la ville.

Le Staatsoper de Berlin a été réhabilité il y a une dizaine d'années dans les murs qu'il occupe depuis le XVIIIème siècle. Avant sa rénovation, ce théâtre à l'italienne ne comptait aucune technologie et machinerie et les conditions acoustiques étaient mauvaises. Le choix de la réhabilitation plutôt que de la construction neuve a été induit par une mobilisation des citoyens qui ont porté le maintien de l'opéra sur ce site. Les travaux se sont avérés extrêmement complexes et longs (2 à 3 ans prévus contre 7 ans au final). Le budget s'est élevé à 450 M€ (ce qui représente le double du budget prévu initialement). Les travaux ont permis d'améliorer l'acoustique, de maintenir le théâtre à

l'italienne avec une jauge de 1377 places (dont 1200 places offrant une bonne visibilité), d'améliorer le confort et l'ergonomie des sièges et de retrouver des conditions techniques favorables à la rotation des productions (un passage souterrain liant le bâtiment administratif et l'opéra permettant en effet le passage des décors). En raison de la fermeture du théâtre pour travaux, sept saisons ont été délocalisées au théâtre Schiller qui se situe à 3 km du site. Ce théâtre était néanmoins jugé trop petit (jauge de 1100 places).

Au regard de l'expérience berlinoise particulièrement difficile au plan de la durée longue des travaux et de l'important dépassement budgétaire, Mathias Schultz conseille de travailler à une planification réaliste et de s'assurer de la solidité du bureau d'étude qui suit le projet. Il conseille également de dédier une personne à plein temps pour suivre le chantier et le coordonner, qui ait une bonne connaissance de l'équipement et d'associer autant que possible l'ensemble du personnel technique à la définition des besoins (services techniques, ingénieurs son, responsable des costumes…).

Il relève qu'au moment de la prise en main de l'équipement, et après une période de plus de 7 ans dans un autre théâtre, la réintégration dans un bâtiment rénové disposant de nouvelles technologies s'était avérée difficile pour les équipes. Il indique qu'il y a à ce titre un enjeu important de formation des équipes.

À ses yeux, avoir un théâtre polyvalent est difficile. Il préconise pour sa part de maintenir la salle de la place Broglie en fonction pour les formes qui y sont adaptées et de programmer les productions plus importantes dans un autre bâtiment. Il est séduit par l'idée d'un opéra franco-allemand qui incarnerait l'intégration européenne au plan culturel et non plus seulement économique.

Le théâtre de la Monnaie à Bruxelles a entamé une rénovation suite à un avis défavorable d'exploitation. Initialement, le projet était de construire un nouvel opéra dans le quartier européen mais le projet a été abandonné et le choix a été fait de conserver le bâtiment en l'adaptant aux besoins techniques actuels. Aujourd'hui les équipes du théâtre considèrent que le mariage entre une salle « classique » et les technologies actuelles est réussi. Les travaux sont phasés en plusieurs étapes et durent depuis 13 ans (contre 3 prévus initialement). Les façades ont été rénovées et une connexion entre la scène et un bâtiment administratif de l'autre côté de la rue a été créée. Il reste à rénover l'accueil du public.

La configuration initiale est proche de celle de Strasbourg (bâtiment de 60x30m, scène de 18x16m, stockages peu importants). La jauge est de 1150 places (dont 850 avec une bonne visibilité, les travaux n'ont pas réduit la jauge). Le bâtiment a été rehaussé lors d'une précédente rénovation en 1986 (rehausse de la cage de scène et de la toiture et intégration d'une salle de répétition). La climatisation et les fauteuils ont été changés (ceux-ci sont devenus escamotables, ce qui permet une certaine modularité). La fosse est également modulable (elle peut accueillir 90 musiciens) et la salle de répétition est de même taille que la scène. Les loges se trouvent dans le bâtiment à côté de la salle. L'acoustique a été corrigée de manière très fine. La desserte des semi-remorques est facilitée (ils desservent directement les ateliers). En revanche, certains décors de productions extérieurs doivent être reconstruits car la taille de la scène n'est pas suffisante et certaines œuvres ne peuvent pas être jouées dans ce théâtre du fait de sa configuration. Concernant la période de travaux, elle a été plus longue que prévue et un investissement

de 10 M€ a été nécessaire pour une structure temporaire exploitée pendant un an. Il s'est agi d'un effort financier important d'autant que la structure n'est pas ré exploitable.

L'opéra d'Oslo constitue le seul exemple de construction d'un nouvel équipement. Initialement, l'opéra occupait un ancien cinéma transformé en opéra, devenu trop petit et inadapté. De longues discussions ont eu lieu pour trancher le fait de démolir le cinéma et de reconstruire sur le même site ou d'investir un nouveau site, option qui a finalement été retenue. Le débat a également porté sur les moyens financiers à mobiliser et sur le site à choisir, parmi 20 sites présélectionnés. Le choix final s'est porté sur un site se trouvant sur le port, dans le cadre d'un aménagement urbain à l'Est de la Ville. Le budget a pu être finalisé une fois qu'une idée précise du projet a pu être déterminée. L'ensemble des coûts a été pris en compte sans être sous-évalués, ce qui a permis d'arriver à un coût effectif inférieur aux prévisions, soit 430 M€. La mise en œuvre du projet a duré 20 ans (10 ans de discussions et définition du projet et 10 ans de construction).

Le choix de regrouper l'ensemble des fonctions au sein d'un même équipement a été fait (y compris les ateliers et l'administration). Il s'agit d'un théâtre à l'italienne, en fer à cheval, ce qui constituerait la meilleure acoustique pour un opéra. L'équipement est constitué de deux salles (1400 et 400 places). La grande salle est adaptable à tous types de spectacles (opéras, ballets, concerts symphoniques, comédies musicales, concerts pop-rock…). La grande scène dispose d'équipements de haut niveau (16 éléments modulables, ce que Bernt Bauge juge comme trop important, la totalité des fonctionnalités n'étant pas utilisée). L'équipement dispose de deux grandes salles de répétitions : l'une pour l'orchestre (200 places- sièges déplaçables), l'autre pour le chœur aux dimensions du plateau de la salle principale. L'acoustique a été le critère principal pour l'élaboration du projet, elle a commandé tous les choix architecturaux (hauteur de plafond, forme des balcons…) et le choix des matériaux.

Après 10 ans de fonctionnement, le nombre de représentations a pu être doublé (environ 300 à 400 représentations par an) et la fréquentation s'élève à 300 000 spectateurs. Le public est diversifié grâce à des tarifs modérés et à une politique tarifaire adaptée. Le public a également la possibilité de venir assister à des répétitions. Par ailleurs, l'opéra est devenu un marqueur dans la ville grâce à la qualité du projet architectural. Le bâtiment est ouvert sur la ville et visité par de nombreux habitants et touristes.

Pour le projet strasbourgeois, plusieurs recommandations ont été faites. D'une part, Bernt Bauge souligne qu'à ses yeux, les ateliers n'ont pas besoin d'être sur le même site que l'opéra. Il insiste sur le fait que l'acoustique doit être l'exigence première dans la conception d'un opéra, elle doit guider l'ensemble des choix. Le théâtre à l'italienne doit selon lui être privilégié car l'acoustique est appropriée pour l'opéra. Il faut prévoir des salles de répétitions pour l'orchestre et le chœur, la salle de spectacle ne devant pas servir de salle de répétition, dans un souci d'optimisation et de rentabilité. Il convient de prévoir des coulisses assez spacieuses pour offrir de bonnes conditions de travail aux artistes et associer l'ensemble des corps de métier à la définition du projet pour penser l'organisation fonctionnelle. Il ne faut pas nécessairement prévoir des technologies trop complexes mais calibrer la technologie sur les besoins réels. Il faut que le planning des travaux soit réaliste et permette de terminer l'ensemble du bâtiment avant sa livraison. Dans le prévisionnel financier, il convient de ne pas oublier le coût des frais techniques (machinerie par ex.) et

de tenir compte des risques de variation des coûts des matériaux. Il ne faut pas chercher à optimiser les coûts mais bien chiffrer les travaux au juste prix. À cet égard, le budget ne doit pas être fixé définitivement trop en amont, au risque de ne pas être tenu. Pour ce qui concerne Strasbourg, M. Bauge partage l'avis de M. Schulz sur le caractère indispensable d'une construction neuve adaptée aux besoins actuels et futurs et sur le maintien de la scène Place Broglie pour des formes adaptées.

À l'aune des expériences réalisées dans d'autres villes et pays, la rénovation et la construction sont une véritable alternative, ayant chacune leurs avantages et inconvénients ; il pourrait être nécessaire d'approfondir encore l'expertise de ces réalisations pour faciliter la décision.

2. À Strasbourg, trois choix possibles : rénovation de l'existant, rénovation-extension ou création d'un nouvel opéra.

Trois scenarios de réhabilitation ou de création d'un nouvel équipement comportant plusieurs variantes ont été étudiés entre 2001 et 2014 et peuvent être classés en trois grandes catégories :

- la mise aux normes de l'existant,
- la restructuration lourde de l'existant,
- la création d'un nouvel opéra.

Une synthèse de l'apport et des limites de chaque solution est présentée ci-dessous.

	Mise aux normes	**Restructuration lourde**	**Création d'un nouvel opéra**
Jauge	1 130	800 (si maintien de la salle à l'italienne)	Au choix, au regard du besoin
Organisation des travaux	En site occupé ou opération tiroir	Opération tiroir	OnR conserve le bâtiment actuel le temps de travaux
Contraintes techniques d'exploitation	Inchangées	Fonctionnalité monte-décor améliorée mais non satisfaisante	
Monument historique	Inchangé	Deux solutions techniques uniquement : surélévation de la toiture ou extension place Petit Broglie	En fonction du site choisi
Contraintes urbaines	Inchangées	Présence du tram, nœud de circulation, PSMV	En fonction du site choisi
Desserte du public	Inchangé	Inchangé	En fonction du site choisi
Cadre de scène	13 m	13 m (impossibilité technique à l'élargir)	À déterminer
Desserte logistique	Inchangée	Peu probable de l'améliorer	Contrainte à intégrer dans le choix du futur site

Évolution fosse orchestre	Inchangée (impossible d'intervenir et d'améliorer l'existant)	Inchangée (impossible d'intervenir et d'améliorer l'existant	
Risque opérationnel	Avis favorable conditionné à des dérogations demandées au SDIS	Aléas forts liés à la restructuration du bâtiment	Faible si on cadre le programme
Cadence d'exploitation	Inchangée	Amélioration à la marge montage/démontage, mais faible optimisation	Possibilité augmentation rotation des spectacles
Type de spectacles	Inchangé	A expertiser	Possibilité d'une diversification

Les différents scenario sont présentés au plan technique dans les annexes (PJ. 7 et 8)

Pour ce qui concerne une potentielle nouvelle construction, une recherche a été menée en 2019 à la demande du précédent exécutif par la Direction de l'Urbanisme et des Territoires afin d'identifier des sites potentiels pour l'installation d'un nouvel opéra.

Cette recherche n'avait porté, selon les précédentes orientations, que sur des sites en centre-ville ou sur le quartier du Port-du-Rhin.

L'intégralité de cette étude est communiquée en PJ 8.

La recherche pourrait être élargie à d'autres quartiers de la Ville si cela semble nécessaire. Le débat n'a pas été tranché sur la question du secteur à privilégier en cas de création d'un nouvel opéra. Pour certains, comme Norbert Engel, l'équipement perd son sens s'il ne dispose pas d'une position relativement centrale dans la ville. Pour d'autres, il y aurait un intérêt particulier à une installation en périphérie pour contribuer à une nouvelle dynamique territoriale. Le choix de l'emplacement devra également être conditionné d'une part par sa capacité à être facilement accessible par tout type de transport et d'autre part permettre les dessertes techniques liées à l'exploitation.

3. Pistes pour un nouvel usage du théâtre Place Broglie en cas de construction d'un nouvel opéra

Si l'option d'une nouvelle construction pour l'opéra devait être retenue, la question de la vocation de la salle actuelle se poserait.
Pour Marie Linden, Directrice générale de l'OPS, il pourrait être *« une salle de concert de taille intermédiaire qui manque à Strasbourg, entre l'auditorium de la CMD et la salle Erasme ; ce lieu pourrait ainsi accueillir des orchestres baroques, des ensembles de musique de chambre de renommée, des ensembles amateurs ; il serait important que ce lieu bénéficie, grâce à une direction artistique, d'une vraie identité ».* Le fait de conserver

cet espace pour la présentation de petites formes est également partagé par Norbert Engel et Mathieu Schneider. Ce dernier y voit une opportunité d'accueillir des ensembles en résidence.

Pour Pierre Spegt, Président-directeur du Théâtre alsacien, en cas de relocalisation de l'OnR, le théâtre de la place Broglie pourrait continuer à accueillir la programmation du théâtre alsacien (5 spectacles/an actuellement- 27 représentations) et accueillir des spectacles non donnés dans les autres lieux culturels de la Ville (comédies, théâtre de boulevard). La salle pourrait ainsi être mutualisée, même si le portage administratif devrait être précisé car la mutualisation pose de nombreuses questions (quid du personnel d'accueil, fabrication des décors, techniciens, stockage, missions actuellement prises en charge par l'OnR)

Roger Siffer, Directeur de la Choucrouterie, rejoint l'avis de Pierre Spegt et indique que le bâtiment pourrait accueillir le théâtre alsacien et s'ouvrir à d'autres créations régionales.

IV. GRANDS ENJEUX IDENTIFIES DEVANT ETRE ARBITRES PAR LA MUNICIPALITE

Afin de dégager un scenario de travail quant à l'avenir de l'opéra sur notre territoire, il parait important que la municipalité puisse, dans les prochains mois, se positionner sur la vision qu'elle souhaite porter d'un opéra du XXIème et sur le niveau d'ambition au plan artistique, culturel, diplomatique et urbain, considérant au-delà de ces questions, l'importance de préserver la liberté de création et de programmation.

Dans ce but, une liste de questions a été élaborée par la mission afin d'accompagner cette réflexion.

Les positions prises sur chacune des questions emportent des conséquences au plan financier, qui n'ont pas été chiffrées à ce stade.

1. Ambition artistique

Quelles sont les attentes de la municipalité en terme d'ambition artistique et culturelle et à ce titre, quel est le niveau de modularité qui devra accompagner cet équipement :

- Accueil de productions lyriques importantes comprenant de grands effectifs orchestraux nécessitant une fosse plus spacieuse et modulable et accueil des différentes formes et expressions artistiques, de tous types de spectacles et d'esthétiques, de l'opéra aux concerts rock en passant par la comédie musicale nécessitant une modularité maximale, des espaces importants et un environnement adapté à la livraison de matériel volumineux ?
- Pérenniser des formats de spectacles plus modestes, adapter les répertoires donnés à l'espace (notamment en donnant les grandes œuvres en formations réduites) ?

2. Organisation de l'activité

Quel niveau d'intégration de l'ensemble des activités de l'opéra au sein d'un seul et même bâtiment :

- Possibilité ou non de répéter un nouveau spectacle durant la période de représentation d'un autre spectacle, ce qui suppose la création de locaux de répétition en nombre et taille suffisants ou statu quo (répétitions se déroulant sur le plateau principal) ?
- Regroupement sur un même lieu ou sur un périmètre réduit de toutes les activités liées au fonctionnement de l'opéra et du ballet (répétitions, représentations, ateliers de fabrication, administration, médiation, espaces de réception…) ou partage entre plusieurs sites comme actuellement (ex. petits formes lyriques et chorégraphiques données à Broglie et les autres formes dans un autre bâtiment) ?

3. Déploiement des fonctions associées au service du développement des publics

- Quelle ambition la Ville souhaite-elle porter pour le développement des publics de l'opéra et quels espaces affectés aux nouveaux usages, à la diversification des publics, à la médiation doivent être développés ?
- Quel niveau de développement des fonctions associées et des espaces dédiés au public (lieux de convivialité et d'échanges avec les artistes, espaces de médiation et de pratiques en amateur, lieux d'exposition, espaces de restauration…) ?

4. Position de l'opéra sur le territoire

- L'opéra doit-il être un équipement central, accessible le plus facilement possible par tout mode de transport, doit-il au contraire porter une dynamique nouvelle au sein d'un quartier en renouvellement ou doit-il encore servir la symbolique européenne en étant positionné stratégiquement dans un quartier fort de sens pour l'identité européenne de la Ville ?
- En cas de construction d'un nouvel opéra, quel projet déployer dans le bâtiment actuel ?
- Comment incarner l'idée d'un opéra citoyen ?

5. Ambition culturelle et diplomatique

- Un rayonnement national, européen et international est-il attendu ainsi qu'un rôle de faire-valoir de l'identité européenne de Strasbourg en regard de la stratégie de défense du siège du Parlement ?
- Si tel est le cas, quels équilibres par rapport aux enjeux de démocratisation et d'appropriation de l'opéra par le public le plus large possible ?

6. Prise en compte des enjeux environnementaux

- Comment prendre en compte les impératifs de développement durable et de transition écologique dès la conception du projet puis dans le fonctionnement futur de l'opéra ?
- Faut-il engager l'OnR dans une démarche de labellisation de type ISO 20121 à l'image de l'opéra de Lille ?

V. PRECONISATIONS DE LA MISSION

Considérant que ce rapport constitue le premier jalon d'une démarche au long court qui aura pour but de mettre en œuvre un projet d'opéra du XXIème siècle sur notre territoire, la mission préconise les actions suivantes afin de nourrir et poursuivre la réflexion et d'engager une mise en œuvre opérationnelle du projet dans les prochains mois et prochaines années :

1. Poursuivre avec un groupe d'élus volontaires des rencontres avec les personnalités qualifiées qui n'ont pas pu être auditionnées dans le cadre de la MIE selon un plan de travail décliné sur un an ;
2. Conduire des voyages d'étude permettant de prendre la mesure des opportunités et difficultés d'opéras ou salles de spectacle rénovés ou construits récemment, en auditionner les architectes, ingénieurs, techniciens et directeurs ;
3. Penser avec la Direction de la participation citoyenne la manière d'associer les citoyens.nes à la réflexion sur l'opéra du XXIème siècle, dès maintenant à travers une consultation au moyen d'une question ouverte « De quel opéra du XXIème siècle rêvez-vous » ou ultérieurement sur différents scenarios ;
4. Mettre en place des groupes de travail dédiés au modèle économique et aux financements accessibles ainsi qu'au lobbying s'adressant aux décideurs en capacité d'appuyer le projet. Travailler la question du lobbying dans une perspective transfrontalière et européenne
5. Élaborer un pré-cahier des charges permettant de définir les attentes de la Ville pour cet équipement (qu'il soit rénové ou nouvellement construit) ;
6. Reprendre les études, à la lumière de ce pré-cahier des charges, afin de dessiner des perspectives financières pour chaque scenario ;
7. Étudier, avec la Direction de l'urbanisme, l'ensemble des sites qui pourraient accueillir une nouvelle construction y compris dans des quartiers non investis jusqu'à présent ;
8. Élaborer la gouvernance (COPIL, cotech, groupes de travail thématiques…), la méthodologie et le rétro planning du projet.

VI. ANNEXES

1. Délibération du 14 décembre 2020 créant la Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin

2. Personnalités auditionnées

3. Ordres du jour et compte-rendus des séances plénières

4. Comptes-rendus des auditions en sous-groupes et des auditions en bilatéral

   - Opéras de Lyon, Berlin et Bruxelles : trois exemples de réhabilitation sur site
   - Opéra d'Oslo : exemple de construction d'un nouvel opéra
   - Attente des orchestres de Strasbourg et Mulhouse et du Théâtre Alsacien de Strasbourg
   - L'opéra acteur économique - audition d'acteurs du tourisme
   - L'opéra acteur économique - audition d'un panel d'entrepreneurs
   - L'Opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois- audition d'acteurs impliqués dans l'accès à la culture
   - L'Opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois - audition d'acteurs culturels strasbourgeois
   - Auditions de Norbert Engel et Daniel Payot, anciens adjoints au Maire de Strasbourg en charge de la culture.
   - Entretien entre Mme la Maire et Mme Caroline Sonrier, dans le cadre de la mission sur la politique de l'art lyrique en France qui lui a été confiée par le Ministère de la culture

5. Commissions Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité du Bas-Rhin : avis du 13 novembre 2018 sur l'Opéra national du Rhin
6. Chambre régionale des comptes : rapport d'observation du 13 janvier 2021 sur le syndicat intercommunal de l'Opéra du Rhin
7. Synthèse et powerpoint de la Direction de la Construction et du Patrimoine sur l'état des lieux du bâtiments et les différents scénarios de travaux envisagés
8. Synthèse de la Direction Urbanisme et Territoire sur les sites d'implantation d'un nouvel opéra envisagés en 2019
9. Convention Théâtre Alsacien- ville de Strasbourg-OnR
10. Convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2022

ANNEXE 1

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 14 décembre 2020

Création d'une Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

Délibération numéro V-2020-832

Sur proposition de plus d'un sixième des membres du Conseil municipal, et conformément aux dispositions de l'article L2121-22-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 19 du règlement intérieur du Conseil municipal, il vous est proposé la création d'une mission d'information et d'évaluation portant sur l'avenir du théâtre municipal de Strasbourg, lequel accueille l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

La mission d'information et d'évaluation est composée de membres désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste. Pour rappel, aux termes du règlement intérieur du Conseil, un-e conseiller-ère municipal-e peut siéger à une mission d'information et d'évaluation par an. La mission désignera un-e Président-e et un-e rapporteure.

La durée de sa mission ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée.

À l'issue de ses travaux, la mission remettra son rapport à Madame la Maire qui le transmettra aux conseillers-ères municipaux-ales. Ce rapport, présenté par un membre de la mission, donnera lieu à un débat au conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les dispositions de l'article L 2121-22 -1
du Code général des collectivité territoriales
vu l'article 19 du règlement intérieur du Conseil municipal
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la création d'une mission d'information et d'évaluation portant sur l'avenir du théâtre municipal de Strasbourg et désigne pour siéger au sein de cette commission :

Titulaires :
Carole ZIELINSKI
Sophie DUPRESSOIR
Christian BRASSAC
Caroline BARRIERE
Pascal MANGIN

Suppléants-es :
Anne Marie JEAN
Pierre ROTH
Suzanne BROLLY
Catherine TRAUTMANN
Alain FONTANEL

Adopté le 14 décembre 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2020
(Accusé de réception N°067-216704825-20201214-112391-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/20

Elu·es signataires
Groupe Strasbourg Ecologiste et Citoyenne
Groupe Faire Ensemble Strasbourg

Madame Jeanne Barseghian
Maire de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 26 novembre 2020

Objet : Demande de création d'une MIE portant sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Madame la Maire,

L'Opéra national du Rhin, labellisé depuis 1998, est l'un des cinq opéras nationaux situés en région. Il constitue un pôle majeur de développement lyrique et chorégraphique. Il est hébergé à ce jour gracieusement dans les locaux du théâtre municipal de Strasbourg, propriété de la Ville.

A travers les conventions d'objectifs avec la Ville et l'Eurométropole, l'Opéra national du Rhin travaille à rendre l'opéra et la danse accessible au plus grand nombre, à la parité hommes-femmes dans le choix des œuvres, à la collaboration artistique avec l'Orchestre philarmonique de Strasbourg et à l'insertion professionnelle des jeunes artistes.

Accueillant des spectateurs de la région mais aussi des pays frontaliers, l'Allemagne et la Suisse notamment, l'Opéra s'inscrit dans la dimension culturelle du rôle de capitale européenne de Strasbourg.

Eu égard à ces enjeux et à l'état actuel du bâtiment accueillant l'Opéra, nous, élu·es du groupe Faire Ensemble Strasbourg, et du groupe Strasbourg Ecologiste et Citoyenne, souhaitons porter une réflexion sur le sujet afin que l'Opéra national du Rhin puisse renforcer sa contribution au rayonnement du territoire.

Aussi, conformément à l'article L2121-22-1 du Code général des collectivités territoriales, et en vue du Conseil municipal du 14 décembre 2020, nous vous sollicitons pour la création d'un Mission d'Information et d'Evaluation portant sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

Vous trouverez en annexe de courrier les signataires de cette demande.

Nous vous prions de croire, Madame la Maire, chère Jeanne, en l'expression de nos respectueuses salutations.

Françoise SCHAETZEL

Hülliya TURAN

Co-présidentes du groupe Strasbourg Ecologiste et Citoyenne

Catherine TRAUTMANN

Présidente du groupe Faire Ensemble Strasbourg

Annexe : Liste des signataires pour la demande de la création de la MIE

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

ANNEXE : Liste des signataires

Demande de création d'une Mission d'Information et d'Evaluation portant sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Mme Caroline BARRIERE (Faire Ensemble Strasbourg)

M. Christian BRASSAC (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

M. Salem DRICI (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Sophie DUPRESSOIR (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Céline GEISSMANN (Faire Ensemble Strasbourg)

Mme Anne-Marie JEAN (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

M. Dominique MASTELLI (Faire Ensemble Strasbourg)

Mme Anne MISTLER (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Soraya OULDJI (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

M. Hervé POLESI (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

M. Pierre ROTH (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Françoise SCHAETZEL (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Catherine TRAUTMANN (Faire Ensemble Strasbourg)

Mme Hülliya TURAN (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Mme Carole ZIELINSKI (Strasbourg Ecologiste et Citoyenne)

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

Conseil municipal du 14 décembre 2020

Point 4 à l'ordre du jour :
Création d'une Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 60 voix
+2 voix pour M. Hamid LOUBARDI et Mme Marie-Dominique DREYSSE qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2020 - Point n°4

Création d'une Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du bâtiment de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg.

Pour **60**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **0**	

ANNEXE 2

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin

Personnalités auditionnées

Élus :

- Michel SPITZ, adjoint au Maire de Colmar en charge e la culture, des arts et du patrimoine
- Anne-Catherine GOETZ, adjointe à la Maire de Mulhouse en charge de la culture et du patrimoine
- Pascal MANGIN, ancien président de la commission culture de la Région Grand Est
- Bernadette GROFF, ancienne vice-présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace en charge du patrimoine et du rayonnement touristique et culturel alsacien
- Murielle FABRE, vice-présidente de l'Eurométopole de Strasbourg en charge de l'action culturelle métropolitaine, de la lecture publique, du cinéma et de l'audiovisuel
- Fabienne KELLER, députée européenne
- Bruno STUDER, député, président de la commission culture de l'Assemblée national
- Norbert ENGEL, ancien adjoint à la culture de la Maire de Strasbourg
- Daniel PAYOT, ancien adjoint à la culture du Maire de Strasbourg

Représentants d'opéras

- Caroline SONRIER, directrice de l'opéra de Lille
- Mathieu DUSSOUILLEZ, directeur de l'Opéra national de Lorraine à Nancy
- Erika PARISSE, administratrice de l'Opéra-Théâtre de Metz métropole
- Laurent SPIELMANN, ancien directeur de l'OnR et de l'Opéra national de Lorraine
- Bertrand ROSSI, directeur de l'Opéra de Nice et ancien directeur adjoint de l'OnR
- Serge DORNY, directeur de l'Opéra de Lyon
- Bernt BAUGE, directeur général de l'Orchestre Philharmonique de Bergen ayant suivi la construction de l'opéra d'Oslo
- Aviel CAHN, directeur du Grand Théâtre de Genève
- Mathias SCHULZ , intendant du Staatsoper Unter den Linden de Berlin
- Peter DE CALUWE et Dominique MERTENS respectivement directeur général et artistique et responsable des projets de construction du Théâtre de La Monnaie de Bruxelles

Représentants de l'OnR

- Alain PERROUX, directeur
- Bruno BOUCHE, directeur artistique des Ballets du Rhin
- Jacques TESLUTCHENKO, directeur technique
- Alain HOFFMANN, chef du service machinerie,
- Claude CORTESE, directeur de la programmation artistique
- Nadine DIJAN-HIRTZEL, directrice administrative et financière

Orchestres associés à l'OnR

- Marie LINDEN et Marko LETONJA, respectivement directrice générale et directeur musical et artistique de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg

- Guillaume HEBERT et Jacques LACOMBE, respectivement directeur général et directeur musical et artistique de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse
- Patrick MINARD, ancien directeur général de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg

Représentants-es de la DRAC Grand Est et du Conseil de l'Europe

- Christelle CREFF, Directrice Régionale des Affaires Culturelles Grand Est
- Nadine MICHALAK et Dorian COHEN, respectivement responsable de la communication et chef adjoint du Protocole au Conseil de l'Europe

Personnalités qualifiées

- Olivier PY, directeur du festival d'Avignon
- Patrick THIL, président de la Réunion des Opéras de France
- Laurent BAYLE, directeur de la Philharmonie de Paris et président de Musica
- Philippe ARLAUD, metteur en scène
- Caroline SONRIER, chargée par la Ministre de la culture d'une mission sur la politique de l'art lyrique en France

Experts

- Eric CHENDEROWSKY, direction de Urbanisme et Territoires à l'Eurométropole de Strasbourg
- Florence MATHONAT, direction Architecture et Patrimoine à l'Eurométropole de Strasbourg
- Agnès BLONDIN, Architecte des Bâtiments de France à la DRAC Grand Est, en charge du secteur de l'Eurométropole de Strasbourg

L'opéra acteur économique

Acteurs régionaux du tourisme

- Gilbert WENTZ, Secrétaire Général de l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa région, représentant de l'Union Nationale des associations de Tourisme d'Alsace et ancien administrateur de l'OnR,
- Lionel HEIWY, vice-président de l'Office du Tourisme, guide conférencier et intervenant dans une agence de scénographie architecturale
- Marc LEVY, directeur général d'Alsace Destination Tourisme

Panel d'entrepreneurs régionaux

- Marie-Agnès BELARD, secrétaire générale de la Chambre des Métiers d'Alsace
- Isabelle BURGET, directrice de Batorama
- Pascal WESPISER, président de Link Group
- Jean-Luc HOFFMANN, directeur de la Chambre des Métiers d'Alsace
- Jean-Louis FREYD, président de la section Bas-Rhin de la Chambre des Métiers d'Alsace

- Régis BELLO, ancien président de De Dietrich, président de la Fondation Université de Strasbourg

L'Opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois

Acteurs impliqués dans l'accès à la culture

- Giusi PAJARDI, présidente de l'association de Spectateurs Fidélio
- Cécile HAEFFELE, directrice de Tôt ou t'Art
- Eric FERRON, chef du service Jeunesse et Éducation populaire Ville
- Fabienne VOGEL - Responsable projets périscolaires - Service Éducation Ville
- Peggy GATTONI, déléguée académique à l'Éducation Artistique et Culturelle
- Sarah OLAYA - Co-directrice de Cadence
- Pierre AARNINK - Chargé de projets pour la Carte Culture au Service Universitaire d'Action Culturelle

Acteurs culturels strasbourgeois

- Barbara ENGELHARDT, directrice du Maillon
- Benoit VAN KOTE - Représentant de l'espace Django
- Benoît HALLER, directeur artistique de La Chapelle Rhénane
- Minh-TÂM NGUYEN, directeur artistique des Percussions de Strasbourg
- Chantal REGAIRAZ, Secrétaire générale du TNS
- Stéphane ROTH, directeur de Musica
- Thierry DANET, directeur d'Artefact-La Laiterie
- Joëlle SMADJA, directrice de Pôle Sud
- Catherine BOLZINGER, directrice de l'ensemble Voix de Stras
- Caterina AUTELITANO, Administratrice du Théâtre de la Choucrouterie
- Philippe OCHEM – directeur de Jazzdor
- Laurence MENER – directrice adjointe du TJP
- Paul LANG, directeur des Musées de la ville de Strasbourg

Acteurs de la formation

- David CASCARO et Vincent DUBOIS, directeurs de la Haute École des Arts du Rhin
- Matthieu SCHNEIDER, vice-président culture science-société et actions solidaires à l'Université de Strasbourg
- Vincent MONTEIL, directeur de l'Opéra Studio à l'OnR
- Delphine LEDROIT, directrice du CFA Métiers de la scène à Nancy

Théâtre Alsacien de Strasbourg : Pierre SPEGT, président

ANNEXE 3

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la première séance plénière
12 janvier 2021

Salle Bastide à l'Opéra national du Rhin

9h :	Accueil par Monsieur Alain Perroux, Directeur général de l'Opéra national du Rhin
9h15 :	Installation de la mission d'information et d'évaluation par Anne Mistler, Présidente de la MIE, Adjointe à la Maire en charge des arts et des cultures Présentation des modalités et du planning de travail
10h30 :	Visite du bâtiment

Réunion de la mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
12 Janvier 2021
Relevé de décisions

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	
Caroline	BARRIERE	Titulaire	
Christian	BRASSAC	Titulaire	
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	
Alain	FONTANEL	Suppléant	Excusé
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	
Pascal	MANGIN	Titulaire	
Pierre	ROTH	Suppléant	
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusée
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	
Invités – Membres du CA			
Antoine	DUBOIS		
Pierre	JAKUKOWICZ		
Hervé	POLESI		
Administration			
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	Excusé
Julie	ARANEDER	DGA	
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale Direction de la Culture	
Jean	LEHODEY	Chargé de mission Service Action culturelle Direction de la Culture	
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim Direction de la Construction et du patrimoine bâti	
Marie	JAKOBASCH	Assistante Direction de la Culture	

Accueil de la Mission par M. Alain PERROUX, Directeur général de l'OnR.

M. Alain Perroux accueille les participants de la Mission d'information et d'évaluation.
En introduction, il rappelle :

- Que l'Opéra national du Rhin comprend 244 agents permanents et fait appel à environ 500 intervenants extérieurs par saison ;
- Qu'il déploie son activité sur trois villes et plusieurs lieux, même si Strasbourg et le bâtiment historique de la place Broglie est le lieu emblématique hébergeant la plus forte activité. D'où la question cruciale de son avenir, objet du travail de cette mission.
- Qu'il est issu de l'idée visionnaire de lier plusieurs structures pour créer un syndicat intercommunal, il y a une cinquantaine d'années. Le label d'Opéra National, un des 5 en France, est venu marquer la reconnaissance de l'excellence de cette institution.

Il salue la force, le dévouement et la résilience de l'équipe de l'Opéra, attachée à cette institution et qui porte beaucoup d'espoir dans le travail de cette mission.
Il évoque rapidement les conséquences de la crise sanitaire sur la programmation de la saison en cours et sur le travail des équipes.

Installation de la Mission

Mme Anne Mistler précise que le choix a été fait d'inviter les titulaires et les suppléants de cette mission ainsi que les représentants de la Ville au CA de l'Opéra, ces derniers n'ayant pas voix délibérative mais consultative.

Cadre de la Mission

Mme Anne Mistler rappelle que le bâtiment de l'Opéra est sous le coup d'un avis défavorable de la commission départementale de sécurité depuis 1997. Les préfets successifs ont accepté de laisser le bâtiment ouvert moyennant des mesures compensatoires et les maires ont assumé la responsabilité de l'ouverture à chaque lever de rideau.

Il faut par ailleurs prendre en compte la présence en ce lieu du Théâtre Alsacien de Strasbourg, qui sera impacté par les évolutions qui seront décidées.

Partant de ces enjeux de sécurité et du constat que l'état du bâtiment n'offre plus des conditions de travail convenables, la Mission doit explorer ce que devrait être un Opéra au XXIème siècle dans un paysage régional transfrontalier et européen, et s'exprimer sur ce que la collectivité souhaite promouvoir à travers ce lieu de culture.

Mme Anne Mistler souhaite que chaque membre puisse exprimer en toute liberté ses questions, analyses, propositions, …

La durée de la mission est de 6 mois et devra se conclure par un rapport à la Maire qui posera l'ensemble des termes du débat pour servir d'aide à la décision par l'exécutif au cours du mandat.

Plusieurs remarques sont formulées par les participants pour débattre du périmètre et de la méthodologie de cette mission d'évaluation et d'information :

- Nécessité de regarder la réalité de l'état du bâtiment et du chiffrage des divers scenarii, en prenant en compte le coût de la reprogrammation « hors les murs » pendant le chantier. Le postulat étant de ne pas laisser les choses en l'état, Mme Anne Mistler estime

préférable de se pencher dans un premier temps sur la nature du projet souhaité, sa traduction financière découlant de celui-ci
- Le bâtiment doit être au service du projet, non l'inverse
- Importance d'entendre au cours de la mission les équipes qui travaillent dans ce lieu (y compris les représentants du personnel), les spectateurs, l'ensemble des acteurs concernés au-delà du secteur culturel (notamment, l'office du tourisme), le secteur social et socio-culturel, le monde scolaire et universitaire
- Nécessité d'inscrire la réflexion dans une approche urbanistique
- Prendre en compte la question de la coopération entre les opéras de la région (seule région de France disposant de 2 opéras labellisés opéra national)
- Ne serait-il pas pertinent d'aborder la question des atouts et faiblesses du bâtiment à l'issue des débats plutôt qu'au début ? Après discussion, cette proposition n'est pas retenue
- Dans l'hypothèse d'un déménagement, il faudra examiner les capacités d'accueil sur d'autres sites et proposer un nouvel usage au bâtiment.

Mme Mistler rappelle que les travaux de la MIE ont vocation à faire un état des lieux global mais qu'elle ne pourra être conclusive. Des réflexions plus approfondies sur certains axes identifiés par la MIE pourront être menées à l'issue des 6 mois.

Organisation du travail (sur la base d'un tableau proposant 6 séances)

Vu le délai imparti, les membres de la Mission optent pour une méthode de travail dynamique et souple avec sous-groupes et reporting.

La liste des séances en plénière et des séances en sous-groupes est proposée dans le tableau joint au présent compte-rendu.
En termes de méthode, les élus souhaitant prendre en charge le pilotage d'un sous-groupe de travail sont invités à le signaler à Anne Mistler, puis sont invités à prendre contact avec le service (Camille Giertler, Jean Lehodey, Marie Lorber) pour que celui-ci puisse les aider à l'organisation de ces séances en sous-groupe si cela est souhaité.
Il est à noter qu'un espace Sharecan est en cours de développement qui regroupera les documents utiles à la mission (programme, compte-rendu, documents projetés en séance, contacts nécessaires…) et dont l'accès sera donné aux membres de la mission pour suivi de celle-ci.
Une date (dans un mois environ) sera proposée rapidement pour la prochaine séance au cours.

Visite du bâtiment

La visite guidée avec passion par le directeur technique M. Jacques Teslutchenko et par Alain Perroux, a permis à tous les participants de visualiser très concrètement la beauté et les limites du bâtiment.

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la deuxième séance plénière
12 février 2021

Salle des Conseils de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
Réunion en présentiel et en visioconférence

9h : Imaginer un modèle d'opéra à 10,20, 30 ans :
La vision de l'équipe de l'Opéra présentée par
- Alain Perroux,
- Bruno Bouché,
- Vincent Monteil,
- Alexandre Suppardo,
- Jacques Teslutchenko,
- Nadine Dijan-Hirtzel,
- Alain Hoffmann, chef du service machinerie,
- Susan Griffiths-Jones, artiste du chœur de l'OnR.

10h30 : Atouts et limites du bâtiment, options pour la suite :
Synthèse des précédentes études sur l'état du théâtre de l'opéra et les pistes envisagées, présentée par Florence Mathonat, de la Direction de la Construction et du patrimoine bâti de l'Eurométropole

11h30 : Imaginer un modèle d'opéra à 10,20, 30 ans
- 11h30 : La vision de la ville de Colmar présentée par Michel Spitz, adjoint au Maire en charge de la culture, des arts et du patrimoine
- 12h : La vision de la ville de Mulhouse présentée par Anne-Catherine Goetz, adjointe à la Maire en charge de la culture et du patrimoine

12h45- 13h00 : Organisation de la suite du travail de la mission, constitution des sous-groupes

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
Compte rendu de la Séance plénière du 12 Février 2021

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	
Caroline	BARRIERE	Titulaire	
Christian	BRASSAC	Titulaire	
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	
Alain	FONTANEL	Suppléant	
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	Excusée
Pascal	MANGIN	Titulaire	En visio
Pierre	ROTH	Suppléant	Excusé
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusée
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	
Invités – Membres du CA			
Antoine	DUBOIS		En visio
Pierre	JAKUBOWICZ		
Hervé	POLESI		Excusé
Administration			
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	
Julie	ARANEDER	DGA	Excusée
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale Direction de la Culture	
Jean	LEHODEY	Chargé de mission Service Action culturelle Direction de la Culture	
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim Direction de la Construction et du patrimoine bâti	
Marie	JAKOBASCH	Assistante Direction de la Culture	

Audition de l'Opéra.

M. Alain Perroux - Directeur
L'opéra, au niveau mondial, a entrepris un mouvement d'ouverture qui doit se poursuivre aujourd'hui. Les théâtres lyriques, institutions certes coûteuses, mais susceptibles de toucher de nombreux spectateurs et pourvoyeuses d'emploi, constituent un élément essentiel de la vie sociale, culturelle et économique d'une ville. Ils ont donc un rôle central à jouer au sein de la Cité, comme acteur et symbole de cohésion sociale, par-delà les différences de sensibilité, de culture et d'origine sociale.

Le mot-clé pour s'adresser à la société mélangée, hyper-connectée, globalisée, qui est la nôtre aujourd'hui, c'est le mot: DIVERSITE. Dans cette optique, l'Opéra de Strasbourg doit faire preuve d'une souplesse maximale pour répondre à la **diversification** des formes de théâtre musical et chorégraphique, ainsi que des publics. Dans 15-20 ans, l'Opéra national du Rhin doit pouvoir poursuivre ses missions avec le souci constant de cette ouverture et de cette diversité.

CONCRETEMENT, cela signifie que, pour poursuivre sa mission artistique et culturelle, l'OnR doit pouvoir présenter les spectacles et chorégraphies créés par les artiste de demain, comme les titres connus ou méconnus du vaste répertoire lyrique et chorégraphique, que ce soit les grands opéras de la fin du 19e et du début du 20e siècle, avec des orchestres pouvant compter jusqu'à 100 musiciens, ou les comédies musicales sonorisées, dans le dispositif frontal qui est celui pour lequel lesdits ouvrages ont été conçus à travers les siècles. Mais, afin de pouvoir programmer des ouvrages plus intimistes, que ce soit les opéras baroques du 17e siècle, des ouvrages du XXe ou du XXIe siècle qui questionnent justement le rapport frontal, une salle de taille moyenne, modulable, sous forme de boîte noire avec gradins mobiles propice à des opéras de chambre, à du théâtre musical atypique, bi-frontal, quadri-frontal ou déambulatoire me semble aujourd'hui incontournable.

La présence de cette 2e salle autorise aussi une meilleure souplesse du planning puisque l'on peut programmer alternativement dans la grande salle ou dans la moyenne. Par ailleurs, et dans la même quête de souplesse, il me semble que plusieurs espaces peuvent être à multi-usages : de même qu'un foyer d'entracte pour le public peut être transformé en salle de musique de chambre ou de récital vocal, un studio de danse destinées aux résidences de ballet peut lui aussi être utilisé pour des formes présentées au public. La souplesse d'utilisation et de planification de ces espaces doit permettre de multiplier les collaborations avec les autres institutions culturelles de l'Eurométropole, telles que le Festival Musica, l'OPS, les Musées, le Maillon ou le TNS…

Pour offrir des conditions de travail adéquates aux équipes de l'OnR, un grand studio de répétition, comme celui qui existe aujourd'hui au Grenier d'abondance, reste une nécessité, de même qu'un studio de répétition des chœurs et de plus petits studios pour du travail partiel ou individuel. Les espaces de vestiaires, de pause et de convivialité ne doivent pas être négligés. Un opéra rassemble de multiples savoir-faire, or un bâtiment nouveau ou rénové doit pouvoir permettre une meilleure circulation des équipes. La grande avancée serait de ne plus éparpiller les équipes comme c'est le cas aujourd'hui, mais de les rassembler dans un bâtiment unique.

L'autre mission essentielle d'un opéra au XXIe siècle, c'est celle du développement des publics. Un opéra aujourd'hui doit se dresser au centre de la Cité. Parce qu'il vit de la rencontre entre les arts, il doit être un lieu éminent de rencontres et de croisements. Je rêve d'un opéra ouvert sur la Cité, mais ouvert au sens propre, toute la journée. D'un opéra qui soit non seulement un

lieu de production et d'exploitation de spectacles, mais aussi de rencontres pour un public nombreux et diversifié. Outre des espaces d'accueil, il doit comprendre des espaces dévolus à la médiation et à la pédagogie, avec des ressources sur l'opéra et la danse faisant largement recours aux technologies numériques, des lieux de conférence équipés, des espaces de développement à l'écoute et à la pratique amateur ; il doit offrir des espaces de détente et de rencontre comme un restaurant ou un bar, et un parvis qui peut accueillir des formes de plein-air ou des projections de films musicaux ; il doit comprendre un espace d'exposition ouvert en journée, de manière à favoriser le dialogue entre les disciplines artistiques (à l'image de ce qui se fait avec succès à la Philharmonie de Paris, sachant que les espaces d'exposition, à Strasbourg, ne sont pas suffisants aujourd'hui). Je rêve d'un opéra qui innove en mettant des espaces à disposition des entreprises, espace de réception ou de séminaires. Ces espaces permettraient de développer de manière intéressante les liens entre le secteur public et le secteur privé, et de favoriser ainsi la montée en puissance des partenariats et du mécénat.

Toutes ces activités proposées au public seront plus aisées à mettre en œuvre si le bâtiment lui-même est non seulement accessible facilement (en vélo, à pied, en voiture ou en transports publics), mais également si ce bâtiment est attractif ! Quand un opéra ou une salle de concert donne lieu à un geste architectural fort et original, il devient immanquablement un monument emblématique d'une ville, un lieu de promenade pour les habitants et de visite pour les touristes internationaux. Il est ensuite plus facile d'inciter les curieux à entrer dans l'opéra pour y vivre «l'expérience spectateur».

Enfin, un opéra au XXIe siècle se doit d'intégrer les questions de développement durable dans sa conception-même, qui doit lui permettre de gérer de manière économe et rationnelle les ressources énergétiques, les matériaux utilisés dans les spectacles, le stockage des équipements, et le transport de ses personnels comme de ses publics.

Un opéra, parce qu'il occupe une place centrale et éminente dans la Cité, doit en devenir l'emblème et donc porter les valeurs de cette ville en étendard. Dans ce cas précis, l'opéra pourrait devenir le symbole de deux valeurs essentielles à Strasbourg : l'ouverture au monde dans sa belle diversité, et le soin accordé à l'individu dans son environnement.

Bruno Bouché – Directeur artistique du Ballet

Le Ballet du Rhin est le seul en France qui cumule les fonctions de ballet de l'opéra et de Centre Chorégraphique National (CCN).

Conditions d'accueil du ballet à Strasbourg :

- Dans la répartition des entités de l'OnR prévues par le syndicat intercommunal, le Ballet a ses studios à Mulhouse. Quand il vient à Strasbourg, c'est en résidence, dans des conditions de tournée. Or, ce temps de résidence doit être restreint en raison des coûts induits (de défraiement, d'hébergement), notamment si l'Orchestre de Mulhouse est associé. Ainsi les danseurs sont hébergés à l'hôtel, aux frais de l'OnR. D'autres opéras comme celui de Copenhague ont des capacités d'hébergement de leurs artistes en leur sein, ce qui facilite la cohésion de l'équipe et son sentiment d'appartenance à la « Maison ».
- Dans le bâtiment, il n'y a aucun lieu pour l'entrainement et l'échauffement des danseurs, qui doivent se faire au plateau, ce qui restreint les heures de travail technique.

Accueil de compagnies extérieures en résidence :

- En tant que CCN, le Ballet a pour mission d'accueillir des compagnies invitées en résidence dans le cadre de coproductions, ce qu'il ne peut faire qu'à la Filature (avec un seul studio) car l'Opéra à Strasbourg est de fait un lieu de seule diffusion, ne permettant pas à une compagnie extérieure de monter avec le Ballet du Rhin une production faute de locaux adaptés. L'idéal serait de disposer à Strasbourg d'un grand studio équipé.

Prise en compte de la diversité des productions du Ballet :

- Pour les productions plus réduites, notamment dans le cadre de l'accompagnement de l'émergence, une salle plus petite (120 personnes) permettrait de proposer des petits formats afin d'atteindre un public diversifié.

Jacques Teslutchenko – Directeur technique

Les besoins techniques dépendent du type de spectacle :

Spectacle lyrique : plusieurs cas de figure :

- *Spectacle sans sonorisation de la salle ni de l'orchestre*, nécessitant une acoustique de très haut niveau qui permette de percevoir toutes les nuances. La distance entre spectateur et artiste devrait être de 20 m environ.
- *Spectacles sonorisés utilisant des technologies de haut niveau* introduites par l'évolution de la création lyrique et chorégraphique. La technologie doit se fondre de manière naturelle (système intégrés, multi points, spatialisation du son, …).

Spectacles de danse :

- La position des spectateurs est primordiale, ils doivent voir correctement d'où qu'ils se trouvent ; or la configuration d'une salle à l'italienne comme celle de Strasbourg ne permet qu'environ à la moitié des spectateurs d'avoir une bonne vision du spectacle.
- L'acoustique doit être de très haute qualité pour l'orchestre comme pour la musique enregistrée.
- La hauteur de la scène doit être suffisante, ce qui n'est pas le cas à Strasbourg (11 à 13 m contre 14 m à La Filature).

Comédie musicale :

- Les artistes au plateau, représentant plusieurs disciplines, sont particulièrement nombreux. Les besoins techniques sont très diversifiés, notamment pour les divers effets spéciaux (eau, feu, vol, cascades, …) et nécessitent une adaptation aux normes de sécurité correspondantes pour anticiper les risques et pouvoir produire des spectacles plus complexes (ex : sur dimensionner les dégagements).

Les trois salles du syndicat intercommunal doivent être adaptées et mises en cohérence pour permettre de faire circuler les œuvres sans obligation de refaire la mise en scène.

Accueil d'autres programmations et Coproductions

- Un outil au standard européen, permettrait d'accueillir des coproductions, des festivals et mutualiser le lieu avec des partenaires (Musica, festivals de musique, …).
- La coproduction permet d'amortir les investissements sur une création mais aujourd'hui, elle n'est intéressante que si les décors sont réalisés à Strasbourg car dans le cas contraire, les contraintes de l'opéra de la place Broglie nécessitent presque systématiquement de

reconstruire les décors. De plus, les coproductions sont parfois rédhibitoires au regard de leur cahier des charges.

Adaptation aux types de programmation

- La salle devrait pouvoir être dimensionnée en fonction du type de programmations envisagées : travail sur une production (montage du décor, répétition, diffusion), programmation par cycles autour d'un thème (ex : triptyque alternant opéra, ballet et concert) ; avoir des volumes suffisants en arrière scène et scènes latérales serait un bon équilibre pour occasionnellement pouvoir répondre à des besoins de programmation diversifiés.
- Les trois salles du syndicat intercommunal doivent être adaptées et mises en cohérence pour permettre de faire circuler les œuvres sans obligation de refaire la mise en scène.

Enfin, la qualité des matériaux et la fonctionnalité des espaces est la clé pour optimiser les moyens techniques, offrir de bonnes conditions de travail au personnel et permettre de rationaliser les besoins en main d'œuvre.

Alain Hoffmann – Chef du service machinerie

Aujourd'hui, le bâtiment est arrivé au bout de ses capacités, aucun lieu n'est adapté pour l'activité actuelle, les équipes rencontrent des difficultés tous les jours car la moindre activité est complexe :

- Manque de locaux sociaux et de lieux pour travailler à des rythmes différents,
- Aucun lieu de convivialité,
- Problèmes de fonctionnalité des locaux (ex : marches à franchir).

Aujourd'hui, le personnel est très engagé mais demain il faudra penser à lui dans la rénovation ou la construction en prenant, au-delà des protections individuelles, les mesures de sécurité collective nécessaires pour que le travail des techniciens soit plus aisé et se fasse dans de meilleures conditions.

Claude Cortese – Directeur de la programmation artistique

- Les trois identités artistiques fortes présentes dans les trois villes (avec l'Opéra studio à Colmar) doivent se sentir « chez elles » à Strasbourg, pour ne pas avoir la sensation d'être en permanence en tournée.
- Une 2ème salle (modulable ou plus petite) permettrait de donner une respiration au planning et serait économiquement pertinente car elle permettrait de moduler les tarifs.
- Les manques aujourd'hui : salle d'expositions (qui pourrait aussi être utile aux partenaires), salles de répétitions (manque crucial), loges, ... Ex : le festival Arsmondo est très limité in situ et ne peut accueillir d'exposition.
- La présence du Théâtre Alsacien de Strasbourg, qui réduit les périodes disponibles, complique les choses.
- La fosse est trop petite et pas aux normes de sécurité. Sa taille est une limite à la diffusion de répertoires.
- L'Opéra doit être un lieu central sur la Ville : il y a aujourd'hui trop de sites éclatés : bureaux, ateliers, …
- Il manque un lieu de rencontre et de cohésion pour le personnel, indispensable pour la cohésion de la maison.

Susan Griffiths-Jones - artiste du Chœur de l'OnR

Elle fait partie du Chœur de Strasbourg depuis septembre 1990 et reconnait que les conditions de travail sont meilleures qu'il y a 30 ans. Le Chœur est constitué de 30 à 40 chanteurs-ses et selon l'œuvre, de solistes. Si les conditions de travail se sont améliorées depuis 30 ans, il reste des difficultés :

- Les quatre studios de répétitions sont insuffisants : les chanteurs sont obligés de se chauffer la voix un peu partout (ex : aux toilettes),
- Les loges sont bien conçues mais se situent au 4ème étage, ce qui est compliqué pour les chanteurs alourdis par les costumes,
- La salle de maquillage au rez de chaussée contraint à des trajets complexes.

Il faudra veiller à la fonctionnalité pour le futur lieu, ne pas reproduire les erreurs des locaux à la Filature, inadaptés.

Nadine Hirtzel – directrice administrative et financière

Le budget est alimenté par les recettes propres (billetterie et abonnements) liées au bâtiment qui représentent environ 12 % du budget total (le budget total s'élève à environ 22 M€). D'autres recettes proviennent du mécénat, sponsoring, coproduction, accueil de tournées, location-vente.

Améliorer le ratio recettes/jauge

- Si le ratio recettes/jauge est pour certains spectacles excellent (d'environ 70 %, voire 80 %) quand ils attirent beaucoup de spectateurs, le prochain Opéra doit permettre de l'augmenter.
- Aujourd'hui, 1100 places sont disponibles à la vente mais seules 800 présentent de bonnes conditions de visibilité.

Améliorer l'adaptation de la programmation

- Une salle de plus grande capacité et une 2ème salle permettraient d'adapter la programmation en fonction du public attendu et de diminuer les dépenses.
- Aujourd'hui, les recettes ne couvrent pas le coût de plateau ni de diffusion. Augmenter la jauge permettrait de diminuer le nombre de levers de rideaux ou de l'augmenter si nécessaire (ex : « Le violon sur le toit » qui a fait 11 000 entrées et aurait pu encore en attirer davantage s'il y avait eu la possibilité d'augmenter le nombre de représentations).
- Une diversification des salles permettrait de diversifier la tarification (zones de tarifs différents).
- La réflexion doit porter sur la taille optimale d'une salle tout en améliorant la visibilité.

Permettre une augmentation des recettes de mécénat

- Les recettes liées au mécénat pourraient évoluer en louant des espaces et en créant des activités périphériques, mais cela suppose d'avoir des espaces, salons, salles privatisables.

Anne Mistler remercie les membres de l'Opéra pour leurs présentations captivantes.

Débat suite aux intervention de l'équipe de l'OnR

Christian Brassac

- À l'écoute des différents exposés, le nombre de m² cumulés souhaités ne laisse pas de doute quant au choix du scénario pour un nouveau site.

- A. Perroux partage cet avis au regard de tous les besoins et du manque cruel de m², même si son équipe s'est prêtée à l'exercice que la Mission lui a proposé sans se poser la question du bâtiment.

Antoine Dubois

- Un vrai travail collaboratif doit être mis en place. Chaque corps de métier a son identité propre et doit fonctionner de manière autonome et en groupe.
- Beaucoup de choix, d'opportunités, de choses affirmées dans l'expression des besoins. Il y a un potentiel énorme mais la question financière est prégnante.
- Il est important de comparer avec ce qui s'est fait dans d'autres opéras.

Sophie Dupressoir

- Se pose la question de l'accessibilité du public au bâtiment actuel et des moyens de locomotion utilisés ; beaucoup de public vient en tram et en vélos mais une grande partie vient en voiture, évitant de prendre les transports en commun au-delà d'une certaine heure. Un partenariat avec le parking Broglie permet de bénéficier de tarifs.
- S'il devait y avoir une nouvelle construction, elle devrait être centrale pour maintenir la facilité d'accès.
- La comédie musicale est un type de spectacle qui se développe ; ne serait-il pas possible de le présenter dans le théâtre ancien comme à Londres ? Possible mais difficile pour A. Perroux car les équipes sont nombreuses et avec de nombreux corps de métiers sur le plateau
- L'accès des décors, qui représente entre 3 et 10 semi-remorques par spectacle, est problématique (flux passant par le centre-ville, déchargement sur la place du petit Broglie, zone non protégée et lieu de passage pour les piétons, vélos et véhicules). Cette zone de déchargement devrait être à l'abri et intégrée au bâtiment.

Pascal Mangin

- Dans une prospective à 30 ans, l'opéra doit se projeter en dehors de Strasbourg, et développer sa dimension territoriale car il travaillera probablement moins en silo.
- Il faudra développer la mutualisation avec les nombreux autres acteurs culturels présents sur le territoire.

Alain Perroux :

- La collaboration entre acteurs culturels est une question cruciale ; une salle plus fonctionnelle permettrait à l'Opéra de développer encore plus les partenariats avec le Maillon, l'OPS, Musica (qui n'a pas de lieu propre).
- Les artistes et équipes de l'OnR auront d'autant plus de facilités à se déplacer qu'ils se sentiront bien chez eux.
- Le rêve : une cité de la musique qui pourrait regrouper l'Opéra, le Conservatoire, l'OPS, …

Alain Fontanel :

- Questionne sur la fréquentation des jeunes : Nadine Hirtzel indique que les jeunes de moins de 26 ans représentent environ 33 % du public dont 13 501 en individuel.
- La multipolarité existe déjà avec la notion de syndicat mixte et les deux autres salles ; Il n'est pas possible de concentrer tous les moyens sur une seule ville; le dimensionnement de l'outil à Strasbourg doit prendre en compte cette réalité.
- Le bassin de vie de Strasbourg (400 000 habitants) est beaucoup moins important que ceux de Lille ou Lyon,
- Avec la salle à l'italienne actuelle, il n'est pas possible d'améliorer significativement la vision pour l'ensemble des spectateurs, sauf à réduire considérablement la jauge.

I. L'Opéra de Strasbourg – Synthèse des études réalisées – Florence Mathonat

Présentation de l'état des lieux : voir le documents powerpoint.

Débat suite à cette présentation

Alain Fontanel

- Concernant l'option du déménagement de l'opéra : il sera difficile de trouver ailleurs une surface suffisante proche du centre, la surface actuelle, insuffisante, étant de 5500 m² ; la mise aux normes du bâtiment actuel pour un autre usage nécessiterait au moins 20 M€.
- Vouloir réhabiliter le bâtiment au nom de la valorisation patrimoniale est antinomique si à l'intérieur tout est démoli.

Pierre Jakubowicz :

- Interroge sur la destination du grenier d'abondance en cas de déplacement de l'Opéra et invite à y réfléchir pour ne pas créer de nouveaux espaces vides. Quelle que soit l'option choisie, des travaux d'adaptation d'urgence devront être réalisés en amont qui génèreront des coûts.

Christian Brassac :

- Souhaite savoir si sur les neuf emplacements envisagés en 2019, les surfaces suffisantes sont encore disponibles. Florence Mathonat indique que c'était le cas lors des études menées mais que les choses peuvent avoir évolué depuis.

Carole Zielinski :

- Signale qu'un projet du budget participatif est prévu sur la place de Haguenau.
- A été interpellée par les enjeux humains au regard des conditions de travail et du manque d'espaces de convivialité et d'espaces de travail.
- Doute qu'un avis favorable de la commission de sécurité puisse être obtenu même avec des travaux.

Sophie Dupressoir :

- Confirme que les espaces verts de la place de Haguenau ont été classés ; voudrait avoir connaissance des critères qui ont prévalu aux choix des sites.

Pierre Jakubowicz :

- Rappelle qu'un théâtre transportable en bois a été utilisé lors des travaux menés sur l'opéra de Genève et qu'il existe une structure de ce type à Thionville ; cette solution est à étudier, le temps des travaux ou de la réhabilitation.
- Insiste sur le fait que la Mission ne pourra pas se dédouaner d'une réflexion sur l'enveloppe budgétaire.

Anne Mistler :

- Confirme qu'il faudra inclure dans la réflexion la destination du bâtiment de l'Opéra et du grenier d'abondance.

Pascal Mangin :

- La Région Grand Est pourrait contribuer à la mise à disposition d'un théâtre mobile, qui pourrait servir à plusieurs villes ; réflexion à mener sur un parc de matériel pour la région.

Carole Zielinski :

- Il devrait être possible de compter sur les partenaires du syndicat (Mulhouse et Colmar) pendant la période des travaux ;
- Il faudra peut-être accepter que l'Opéra soit excentré.

- N'a aucun doute sur la possibilité de faire vivre et valoriser l'actuel théâtre en cas de déménagement, notamment en le mettant à disposition du public et des habitants pour qu'ils se l'approprient.

Anne Mistler :

- Le Théâtre Alsacien de Strasbourg pourrait développer son activité dans ce lieu.

Alain Fontanel :

- La vocation de l'Opéra est d'avoir trois sites. Des alternatives dans d'autres équipements existent concernant le besoin d'une salle temporaire (Maillon, PMC, …). L'option idéale d'un Opéra à l50 M€ avec toutes les fonctionnalités et une salle temporaire est inatteignable.
- Une nouvelle localisation de l'Opéra ne pourrait plus être centrale : pas d'espaces suffisant Plaine des Bouchers, site au bord du Rhin inadapté pour des questions de circulation et de vibrations, ….
- Un lieu nouveau devra obligatoirement avoir une fonction multiple, non limitée aux seuls spectacles lyriques, et être un lieu de vie. Une réflexion à ce sujet doit être menée, au-delà de cette mission.
- Ne pas oublier que l'OnR est financé à 87 % par des subventions et qu'une augmentation des levers de rideaux a un coût.

Christian Brassac :

- Se fait confirmer qu'une structure transitoire ne sera nécessaire qu'en cas de réhabilitation du bâtiment actuel.

II. <u>Vision des partenaires institutionnels de l'OnR</u>

1. Michel SPITZ – Adjoint au Maire de Colmar en charge de la Culture

- Rappelle la qualité des productions présentées par l'OnR sur ses trois sites.
- L'Opéra doit bénéficier d'une structure à la dimension de son rayonnement.
- Le théâtre de Colmar, de petite taille, est adapté pour recevoir les productions lyriques de dimension modeste (ex : opéra baroques) ainsi qu'une partie des ballets.
- L'opéra du XXIe siècle, avec ses trois sites, doit trouver sa place dans le paysage culturel et atteindre de nouvelles zones du territoire et un public plus large.
- Le public colmarien, qui se déplace à Mulhouse mais peu à Strasbourg, vient moins à l'opéra, il y a un travail à mener pour développer et rajeunir ce public.
- Il faut par ailleurs réfléchir aux incidences sur le rayonnement de cet opéra auprès du public germanique.

Sophie Dupressoir :

- Colmar est-elle prête à jouer le jeu de la mutualisation en encourageant la mobilité de son public entre les villes ?

Michel Spitz :

- Il faudrait connaitre davantage les habitudes des différents pratiquants pour réfléchir à son développement, mais aussi développer les actions pédagogiques sur le territoire.

Anne Mistler :

- Se demande si la tendance du public colmarien de préférer Mulhouse à Strasbourg ne tient pas aussi au confort de la salle de la Filature et des conditions acoustiques, ce que confirme M. Spitz.

Alain Fontanel :

- Dans l'hypothèse d'un nouveau bâtiment, un changement systémique devra s'opérer en proposant, à travers un pôle d'activités, une nouvelle offre culturelle à Strasbourg, qui modifiera les rapports entre les offres existantes, déjà très denses.
- Cela réinterrogerait également les équilibres entre les trois villes.

Pascal Mangin :

- Un nouveau lieu doit être réfléchi à l'aune d'un équilibre en terme de programmation de formes entre les structures culturelles sur le territoire, de lien avec les autres maisons d'opéra, de fonctionnalité du lieu.
- La réflexion doit prendre en compte l'évolution de la création vers une plus grande porosité entre les modes et formes d'expression artistiques.
- Ce lieu devra être un lieu de vie permanent proposant une large palette d'activités culturelles et éducatives et ayant une dimension marchande.

Anne Mistler :

- Il faut dans la réflexion sur l'avenir de l'opéra tenir compte de l'évolution des pratiques artistiques et culturelles des habitants.

2. Anne-Catherine GOETZ – Adjointe à la Maire de Mulhouse en charge de la culture

- L'opéra au XXIe siècle doit répondre à deux enjeux :
  - ✓ Participer au développement, au rayonnement et à l'attractivité des villes à l'échelle transfrontalière,
  - ✓ Être un lieu de culture qui soit facteur de cohésion sociale et économique, d'épanouissement individuel et collectif sur le territoire.
- Sur le 2e point, il doit permettre une démocratisation et une diversification des publics par deux mouvements :
  - ✓ En accueillant dans ses murs d'autres formes d'expression, d'autres cultures,
  - ✓ En allant vers les publics par des actions hors les murs, chez des partenaires ou avec des satellites de l'opéra qui pourraient s'inscrire sur le territoire, afin d'avoir une irrigation du territoire.
- Importance de développer la médiation envers le public éloigné, de renforcer les partenariats et de développer les formes participatives ;
- En terme de programmation, un travail est à mener pour aller vers la diversification, notamment en ouvrant vers des opéras-rock, des opéras comiques, des comédies musicales, toutes formes qui peuvent être un chemin vers la découverte de l'art lyrique.
- L'opéra pourrait devenir un tiers lieu, lieu de vie aux multiples fonctions au-delà des seuls spectacles (lieux de rencontre et d'échange autour d'un café, de formation, de découverte des métiers du spectacle, d'exposition), un lieu très connecté, attractif pour les plus jeunes, très ancré sur la cité, et ouvert.
- Une réflexion est à mener sur l'hospitalité, l'accueil et l'humilité : un lieu qui concrétise les droits culturels en étant la maison de tous, dans l'ouverture et la transparence.
- L'opéra doit aussi être ancré dans le monde économique en renforçant les partenariats avec les acteurs de ce secteur en particulier le tourisme (ex : en étant intégré dans un pack touristique).
- Il doit répondre aux objectifs de développement durable et même être exemplaire en ce domaine.

- L'éducation à l'action culturelle doit être au cœur de son projet, il doit devenir une école du spectateur qui éduque celui-ci à l'opéra, à la musique, au jeu d'acteurs, qui lui donne les codes, tout cela en partenariat avec les autres acteurs culturels.

Pierre Jakubowicz :
- Invite à associer d'autres champs comme l'opéra-comique ou le théâtre alsacien dont le TAS dans un même lieu, soit en l'intégrant à l'OnR, soit en créant une structure nouvelle. Des talents existent sur ces champs sur le territoire et il n'y a pas de lieu emblématique pour les mettre en valeur.

Carole Zielinski :
- Une des vocations de l'opéra de demain : se nourrir de l'interculturalité et répondre aux besoins en ce sens, en travaillant par exemple avec des instances comme le Conseil des résidents étrangers.
- Nécessité de développer la participation pour aboutir à des échanges sereins.

Pascal Mangin :
- Importance de lier les acteurs culturels entre eux, comme le fait par exemple les festival Arsmondo, sur un territoire plus large que Strasbourg.

Sophie Dupressoir
- La question de l'hospitalité et de la transparence se pose pour tous les bâtiments de la collectivité mais peut se heurter aux questions de sécurité.
- L'opéra-comique se prête-t-il à une grande salle ?

Christian Brassac :
- Constate qu'il y a peu d'écart entre ce qui a été dit par l'équipe de l'Opéra et les autres interventions.

Prochaine séance : 23 mars de 9h à 13h

- Lors de cette séance seront notamment auditionnés Mme Christelle Creff – Directrice Régionale des Affaires Culturelles ainsi que les représentants de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace et de l'Eurométropole.
- Florence Mathonat propose de présenter à une prochaine séance un document approfondi sur les sites potentiels actualisés.

Organisation des sous-groupes

Se sont proposés pour animer des auditions :
- Pierre Jakubowicz avec Anne-Marie Jean autour du thème : l'opéra acteur économique.
- Anne-Marie Jean et Sophie Dupressoir autour du thème : l'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois.
- Antoine Dubois autour du thème des expériences de construction - réhabilitation d'opéras dans d'autres grandes villes.
- Christian Brassac sur le thème des attentes des orchestres associés (OPS et OSM) et du Théâtre Alsacien de Strasbourg.

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la troisième séance plénière
23 mars 2021

Salle des Conseils de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
Réunion en présentiel et en visioconférence

9h : Imaginer un modèle d'opéra à 10, 20, 30 ans : la vision de l'État, de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace, de l'Eurométropole de Strasbourg, du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe

Auditions de :
- 9h : Christelle Creff, Directrice Régionale des Affaires Culturelles Grand Est
- 9h30 : Pascal Mangin, Vice-Président de la Région Grand Est
- 10h : Bernadette Groff, Vice-Présidente et Olivier Mérot, directeur de la culture de la Collectivité Européenne d'Alsace
- 10h30 : Muriel Fabre, Vice-Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
- 11h : Fabienne Keller et Anne Sanders (*sous réserve*), députées européennes
- 11h30 : Nadine Michalak, Rafael Benitez et Dorian Cohen, représentant-e-s du Conseil de l'Europe

12h : Penser l'opéra en tant qu'acteur économique sur le territoire : restitution des auditions menées en sous-groupe par Pierre Jakubowicz et Anne-Marie Jean.

12h30 : L'articulation du projet de l'OnR avec ceux de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse et du Théâtre Alsacien de Strasbourg : restitution des auditions menées en sous-groupe par Christian Brassac.

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
Compte rendu de la Séance Plénière du 23 mars 2021

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	
Caroline	BARRIERE	Titulaire	En visio
Christian	BRASSAC	Titulaire	
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	En visio
Alain	FONTANEL	Suppléant	Excusé
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	
Pascal	MANGIN	Titulaire	
Pierre	ROTH	Suppléant	Excusé
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusée
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	Excusé
Invités – Membres du CA			
Antoine	DUBOIS		
Pierre	JAKUBOWICZ		
Hervé	POLESI		Excusé
Invités			
Christelle	CREFF	Directrice de la DRAC du Grand-Est	En visio
Bernadette	GROFF	Vice-Présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace	En visio
Murielle	FABRE	Vice-Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	En visio
Fabienne	KELLER	Députée européenne	
Anne	SANDER	Députée européenne	Excusée
Dorian	COHEN	Service Protocole du Conseil de l'Europe	En visio
Nadine	MICHALAK	Direction de la Communication – Conseil de l'Europe	En visio
Administration			
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	
Julie	ARANEDER	DGA	Excusée
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale	

		Direction de la Culture	
Jean	LEHODEY	Chargé de mission Service Action culturelle Direction de la Culture	
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim Direction de la Construction et du patrimoine bâti	
Claudine	VIX	Assistante Action culturelle	

I. Imaginer un modèle d'opéra à 10,20,30 ans : la vision de l'État, de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace, de l'Eurométropole de Strasbourg, du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe.

Audition de Christelle Creff – Directrice de la DRAC du Grand-Est

- L'Opéra de demain doit être pensé en partant des attentes et besoins de l'ensemble des productions lyriques et chorégraphiques.
- Il devra permettre de faire évoluer les capacités d'accueil des productions mais aussi de repenser l'accueil des publics en intégrant l'avant, le pendant et l'après-spectacle.
- Les capacités d'accueil du public dans de bonnes conditions de visibilité sont limitées par le théâtre à l'italienne (800 sur une jauge théorique de 1100).
- Actuellement, les contraintes du lieu engendrent des coûts de production très élevés, l'accueil des productions est dicté par la taille et les limites techniques de la scène et de la fosse et les installations ne répondent plus aux normes de sécurité.
- Les moyens techniques et de représentation doivent être en adéquation avec le label d'Opéra National tout en répondant aux normes de sécurité. Il est en particulier indispensable aujourd'hui de pouvoir moduler les espaces pour adapter la scène et les jauges aux divers formats accueillis.
- Ces moyens techniques doivent permettre de développer les coproductions, gage de diffusions larges.
- La reconnaissance du ballet par le label de Centre Chorégraphique National l'engage à élargir son rayonnement national et international.
- L'Opéra, lieu de vie pour les artistes, doit leur offrir des conditions de travail adaptées à leurs besoins, avec notamment des lieux de répétition suffisants et des espaces qui leur soient dédiés, mais aussi des possibilités d'accueil d'artistes en résidence.
- L'OnR se caractérise par la jeunesse de son public, ce qui n'est pas fréquent; il doit pouvoir aller vers une plus grande diversification de ses publics et leur donner envie de revenir régulièrement.
- Il doit être un lieu de présence artistique repéré par les publics.

Débat suite à l'intervention de Christelle Creff

Antoine Dubois :

- Au vu des importants moyens financiers nécessaires, ne peut-on développer le partenariat public-privé ?

Anne Mistler :

- Comment diversifier les propositions en accueillant des formes différentes comme les arts urbains ?

Christelle Creff :

- L'OnR pratique déjà le partenariat public-privé de manière remarquable; il ne pose pas de problème dès lors que le soutien à la diversité de la création, critère essentiel pour le Ministère de la Culture, est respecté.
- Mais il faut aussi faire évoluer le modèle économique des productions lyrique et chorégraphiques en développant fortement les coproductions, ce qui est freiné par les locaux actuels.
- De ce point de vue, il y a beaucoup à faire au sein du réseau pour qu'il soit plus au service de la création et de la diffusion.
- La DRAC est favorable à un décloisonnement et à une ouverture vers une plus grande diversité culturelle.
- Cependant les locaux actuels ne s'y prêtent pas; l'État pourrait accompagner une extension du bâtiment actuel dans le respect de sa valeur patrimoniale.

Anne Mistler :

- La mission doit explorer toutes les hypothèses sur l'avenir de ce bâtiment.

<u>Audition de Pascal Mangin – Vice-Président de la Région Grand Est</u>

Monsieur Mangin présente à l'aide d'un document projeté une étude comparative de la structure et du fonctionnement des 4 opéras de la Région Grand Est (OnR – Opéra de Metz, de Nancy et de Reims) et de leurs relations sur le plan artistique, technique et de la communication. (voir document ci-joint).

- Similitudes et particularités :
  - ✓ Ce sont tous des structures anciennes, de type théâtre à l'italienne et de ce fait confrontés aux mêmes réalités.
  - ✓ Mais 4 modèles de structuration différents : statuts, budgets, ballet juridiquement intégré ou non à la structure, relations avec les orchestres…
  - ✓ Particularité de l'Opéra de Lorraine qui a créé un lieu de formation intégré: le CFA « Métiers de la scène » qui irrigue la région et au-delà.
- Les 4 opéras travaillent ensemble sur plusieurs plans en cherchant à mutualiser leurs moyens.
- Les pistes de partenariat à approfondir :
  - ✓ Aller plus loin dans la décentralisation afin d'assurer une présence en région.
  - ✓ Développer l'intégration professionnelle des artistes et techniciens en s'appuyant sur le CFA.
  - ✓ Diversifier les publics.

- ✓ Mutualiser les outils techniques.
- Ce partenariat pourrait également s'inscrire dans la démarche de développement durable initiée pat la Région Grand Est dans le cadre du Business Act.
- Le Grand Est par sa situation géographique a 4 frontières communes avec l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique et la Suisse, ce qui constitue une réelle opportunité pour tisser des liens avec ces pays.

Débat suite à l'intervention de Pascal Mangin

Antoine Dubois

- Cette étude montre la nécessité de développer davantage la mutualisation et le numérique et ouvre sur des perspectives de coopération.

Sophie Dupressoir

- À quoi sont liées les différences de subventionnement par la Région entre les 4 opéras ? Y a-t-il des marges de manœuvre ?

Pascal Mangin

- Les participations financières ont souvent une origine historique et dépendent des données structurelles des établissements; elles sont susceptibles d'évoluer.

Audition de Bernadette Groff – Vice-Présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace

- Il est souhaitable de démocratiser davantage l'opéra, dont le public est encore essentiellement un public averti, plutôt aisé et âgé.
- La médiation est essentielle pour faciliter l'accès de l'Opéra à des publics plus jeunes et éloignés de ce répertoire (cf. la Charte pour la réussite éducative DRAC-Rectorat).
- La CEA développe des outils pour aller dans ce sens, comme l'appel à projet « Culture et solidarité » visant à favoriser l'accès à la culture des personnes qui en sont le plus éloignées.
- Il est également possible d'élargir les publics en diversifiant les propositions artistiques, par exemple en valorisant les créations contemporaines alsaciennes bilingues.
- De par sa position géographique, l'OnR doit développer une identité européenne en promouvant les coopérations transfrontalières avec l'Allemagne et la Suisse (qui entrent dans le champ de compétence de la CEA), en encourageant par exemple les mobilités du public entre les 3 pays.
- Il doit aussi favoriser les résidences d'artistes.
- Il doit sortir de ses murs : ne pourrait-on imaginer par exemple un festival lyrique dans un château ?
- Il est souhaitable que les lieux de formation et de pratique en amateur inscrivent dans leur projet l'incitation pour les élèves et les musiciens à aller voir des spectacles comme l'opéra.

Débat suite à l'intervention de Bernadette Groff

Anne Mistler et Christian Brassac

- Les jeunes de moins de 25 ans représentent 25 % du public de l'OnR et la moitié d'entre eux viennent d'eux-mêmes et non incités par des dispositifs.
- Un spectacle lyrique est-il réalisable dans un château ?

Bernadette Groff

- La médiation en milieu scolaire est importante pour amener les plus jeunes à s'intéresser au spectacle vivant, dont l'opéra.

- On peut imaginer des petites formes lyriques ou des ballets adaptés au décor d'un château.

Audition de Murielle Fabre, Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg

- La crise sanitaire réinterroge la définition des jauges dans les salles de spectacle.
- La volonté de soutien de l'OnR par l'Eurométropole est forte et s'inscrit dans la signature de la convention 2018-2022.
- L'Eurométropole souhaite le développement sur l'ensemble de son territoire de la diffusion des œuvres lyriques et chorégraphiques par des propositions hors les murs ainsi que par l'audiovisuel. Il serait utile à ce titre de connaître l'origine géographique des publics de l'opéra.
- L'opéra doit ainsi développer les allers et retours avec son public en allant vers lui autant qu'en l'accueillant dans ses murs.
- L'opéra reste encore trop élitiste, il doit s'ouvrir aux « non-publics » pour permettre au plus grand nombre d'accéder à la culture lyrique, notamment les plus jeunes, en accentuant les partenariats avec l'Éducation Nationale et les écoles de musique; ce serait l'occasion de valoriser les métiers liés à l'opéra.
- Le rayonnement européen de l'OnR doit être développé, notamment par la communication; il doit devenir un des joyaux de notre ville et de son territoire.
- Le choix pour l'opéra du XXIe siècle à Strasbourg sera notamment budgétaire ; la participation de l'EMS (650 000€), qui représente actuellement 3% du budget de l'OnR pourra évoluer si des partenariats se développent avec ce territoire; l'EMS pourra soutenir l'investissement si l'opéra peut être un équipement réellement structurant.

Débat suite à l'intervention de Muriel Fabre

Pierre Jakubowicz

- L'OnR a été élu Opéra de l'année en 2019.
- La question budgétaire reste centrale.
- Il faut effectivement développer le hors les murs; l'Opéra Studio peut en être un vecteur important.
- Concernant les publics jeunes, l'OnR est en avance sur la plupart des autres opéras, on part donc de moins loin.
- Le choix de l'implantation devra privilégier un environnement qui donne également accès à d'autres services (commerces, bars, restaurants), pour une expérience globale.
- Dans le cadre du projet de Zone à Faibles Émissions, il serait intéressant d'avoir une étude sur la façon dont les différents publics se rendent à l'OnR et sur les moyens d'acheminement du matériel nécessaire aux productions.

Murielle Fabre

- L'opéra doit être un élément d'attractivité pour les territoires selon l'idée de cercle autour de lui, avec par exemple des circuits l'intégrant dans leurs propositions.
- L'OnR devra rayonner sur l'ensemble des 33 communes de l'Eurométropole pour s'adresser à tous ses habitants.

Christian Brassac

- Ne pourrait-on imaginer que certaines productions de l'OnR, comme les opéras pour jeune public, soient présentées dans une salle de l'EMS comme Le Point d'Eau ?

Pascal Mangin :

- La proximité des communes de l'EMS avec Strasbourg relativise la question des déplacements par rapport à d'autres opéras de la région pour lesquels le public doit parcourir des distances bien plus importantes; c'est une opportunité à renforcer.
- Il faut être vigilant à éviter les risques de concurrence dans les programmations des opéras de la région.
- Le partenariat monté par l'OnR avec l'Espace Django est un bel exemple d'action hors les murs.

Murielle Fabre

- Il faut développer la complémentarité, non la concurrence.
- La délibération sur la politique culturelle de l'EMS qui sera soumise au vote cette semaine accorde une place importante à l'action culturelle sur ses territoires.

Anne Mistler

- L'OnR développe depuis de nombreuses années des actions pour casser l'image élitiste de l'opéra et cela commence à porter ses fruits au vu de l'évolution de son public.
- La ville de Strasbourg et l'EMS doivent travailler ensemble ainsi qu'avec les autres collectivités, notamment sur l'action culturelle.
- Il apparait nécessaire d'améliorer la connaissance des publics de l'OnR et de combler le déficit de communication qui entrave son développement.

Audition de Fabienne Keller – Députée européenne

- La mise en sécurité de l'OnR est un sujet qui existe de longue date.
- Aller à l'opéra est toujours un moment de rencontre, d'échange, de créativité, de croisement des intelligences et de rêve.
- La culture constitue une langue commune; l'art sous toutes ses formes est une source d'inspiration pour l'Europe, il fait le lien entre les cultures; les nationalités des directeurs successifs témoignent de la dimension européenne de l'OnR.
- L'OnR contribue au rayonnement culturel européen
- L'OnR de demain devra faire vivre davantage le mot « Rhin » en développant les partenariats avec les pays frontaliers.
- Si le choix devait se porter vers une reconstruction avec mise en place d'un opéra temporaire pendant les travaux, celui-ci pourrait être l'occasion de donner plus de visibilité à la dimension européenne de l'OnR.
- La France prendra la présidence du Conseil de l'Union Européenne durant le premier semestre 2022, c'est une opportunité à saisir pour mettre en valeur l'OnR.

Débat suite à l'intervention de Fabienne Keller

Pierre Jakubowicz

- Les parlementaires européens peuvent rarement profiter d'un spectacle présenté par l'opéra, la programmation de celui-ci ne tenant pas compte du calendrier des sessions parlementaires ; une meilleure coordination devrait être recherchée.
- Il serait souhaitable que les sur titrages, actuellement en français et allemand, intègrent également l'anglais.

Anne Mistler

- L'OnR souffre-t-il d'un manque de rayonnement européen ?
- Comment développer la diversification des publics ?
- Faut-il ouvrir l'OnR à d'autres esthétiques ?

Pascal Mangin

- Le rayonnement culturel passe aussi par le développement des commandes publiques au niveau européen, qui participent à la circulation des œuvres.

Fabienne Keller

- Les programmations de l'OnR devraient effectivement être mieux calées avec le calendrier des sessions du Parlement Européen, en privilégiant les derniers jours des sessions parlementaires; ce calendrier devrait également être pris en compte pour la programmation de l'ensemble des manifestations culturelles à Strasbourg.
- Dès les débuts du Conseil de l'Europe dans les années 50, la culture est apparue comme un lien naturel, un point d'ancrage, une référence; par la suite des résidences d'artistes strasbourgeois ont été organisées dans d'autres pays, ce qui a été source d'échanges et a contribué à ancrer l'Europe à Strasbourg.
- L'OnR est reconnu à l'international mais il devrait multiplier les coproductions avec les nombreux opéras européens pour que les spectacles voyagent plus.
- La diversification des publics de l'opéra passe par plus de croisement des arts, notamment en direction du jeune public (ex : Sinbad le marin); elle nécessite aussi d'aller vers les publics pour leur donner ensuite envie de venir à l'opéra, en prenant le temps de construire un cheminement, pour démystifier l'image de l'opéra. Le travail que mène l'OnR avec l'Espace Django en est une belle illustration.
- L'ouverture de l'OnR à d'autres esthétiques (rock, comédie musicale,…) pose la question de la compatibilité technique entre les divers types de production et du choix du lieu.
- Strasbourg dispose d'une grande richesse en terme d'artistes et d'institutions culturelles, leurs démarches doivent se compléter pour constituer une offre culturelle cohérente et lisible.
- La commande publique encouragée au sein des pays de l'Europe est une démarche immatérielle précieuse qui crée un lien avec le pays de l'artiste.

<u>Audition des représentants du Conseil de l'Europe :</u> Nadine Michalak, responsable de la Communication et Dorian Cohen, chef adjoint du Protocole.

- La Culture constitue la langue commune au niveau de l'Europe.
- La diversité culturelle est très représentée à Strasbourg.
- La diversification des publics de l'opéra passe par une diversification de sa programmation, pour donner envie à des publics qui ne le fréquente pas d'y entrer.
- Un partenariat pourrait se développer entre l'OnR et le Conseil de l'Europe en lien avec les présidences tournantes de ce dernier pour valoriser les cultures des pays concernés.
- Le Conseil de l'Europe a la volonté d'ouvrir l'institution au grand public avec par exemple ses Conférences du mercredi.
- Le Théâtre de la place Broglie est un bâtiment emblématique et prestigieux qui constitue un marqueur fort pour le rayonnement de la Ville.
- Sa localisation géographique à proximité de l'Hôtel de Ville est un atout pour l'accueil de délégations prestigieuses ou l'organisation de colloques.
- L'organisation du 70^{e} anniversaires de la création du Conseil de l'Europe à l'OnR en est une belle illustration
- Ces éléments plaident en faveur du maintien de la localisation actuelle de l'OnR.
- S'il devait être déplacé, il doit devenir un nouveau repère, comme les opéras d'Oslo ou Hambourg, et non être un lieu sans âme comme le PMC.

Débat suite à l'intervention des représentants du Conseil de l'Europe

Christian Brassac

- N'y a-t-il pas contradiction entre une volonté de diversification des publics et un souci de prestige centré sur le lieu actuel? L'opéra d'Oslo a su combiner accueil de tous les publics et réceptions prestigieuses dans un bâtiment moderne.

Pascal Mangin

- L'Opéra n'est pas d'abord un lieu de prestige mais la démocratisation ne doit pas conduire à négliger la qualité de l'accueil des représentations officielles.

Anne-Marie Jean

- Quelle est la place de l'Opéra dans les préoccupations culturelles portées par le Conseil de l'Europe ?

Nadine Michalak

- Accueil du grand public et réception protocolaire ne sont pas incompatibles, les deux publics se côtoient d'ailleurs pour assister aux représentations.
- Mme Michalak transmettra les orientations culturelles portées par le Conseil de l'Europe.

Anne Mistler

- L'OnR de demain doit, comme tous les équipements culturels strasbourgeois, répondre aux enjeux d'ouverture des institutions et d'accès à la culture pour le plus grand nombre, qui ont été évoqués.

II. Présentation des restitutions des auditions menées en sous-groupes :

Penser l'Opéra en tant qu'acteur économique: audition d'acteurs du tourisme menées parPierre Jakubowicz et Anne-Marie Jean

- Ont été auditionnés lors d'une table ronde :
  - ✓ M. Gilbert Wentz, Secrétaire Général de l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa région, représentant de l'Union Nationale des associations de Tourisme d'Alsace et ancien administrateur de l'OnR.
  - ✓ M. Lionel Heiwy, vice-président de l'Office du Tourisme, guide conférencier et intervenant notamment dans une agence de scénographie architecturale.
- Les points saillants des échanges :
  - ✓ L'OnR n'est pas aujourd'hui un argument d'attractivité touristique.
  - ✓ Manque de visibilité de l'offre culturelle sur le territoire de Strasbourg.
  - ✓ Nécessité de penser l'offre de l'OnR au sein d'une offre de service large, pour une expérience globale.
  - ✓ Il faudrait, pour développer l'attractivité touristique de l'OnR, un évènement culturel marquant de grande envergure invitant des artistes de notoriété internationale, ce qui manque à Strasbourg depuis l'arrêt du Festival de Musique de Strasbourg

Voir compte-rendu joint

Débat suite à cette restitution

Pierre Jakubowicz

- Une réflexion est à mener concernant l'offre culturelle durant l'été à Strasbourg, sur la manière dont elle peut répondre à deux enjeux : une offre pour les habitants des territoires et une attractivité touristique.

Anne-Marie Jean

- On constate que la vie culturelle strasbourgeoise, bien que foisonnante, est mal connue par l'Office du Tourisme.
- Les conditions d'accueil du public avant et après le spectacle, insuffisantes et peu conviviales aujourd'hui au théâtre de la place Broglie, doivent être intégrées au projet de l'OnR.
- Une deuxième table ronde sur la thématique de l'opéra acteur économique, rassemblant un panel d'entrepreneurs dont le directeur d'Alsace Destination Tourisme, se tiendra le 24 mars.

Sophie Dupressoir

- Il faut se poser la question de l'impact du Marché de Noël sur l'OnR : synergie ou obstacle ?
- La partie inoccupée du TNS depuis le départ du Conservatoire n'est-elle pas une opportunité à saisir ?

Pascal Mangin

- L'Agence Régionale du Tourisme du Grand Est travaille à un projet de plateforme numérique permettant au public d'organiser ses sorties touristiques et culturelles sur l'ensemble du territoire (acquisition de billets pour de nombreuses lieux culturels de la région, de chambres d'hôtel,…).
- La coopération entre les institutions culturelles sur le Grand Est doit être développée notamment en ce qui concerne les opéras.
- Il y a une place pour un festival de fin de saison à Strasbourg, à condition qu'il soit multidisciplinaire, comme le font certaines villes d'Espagne par exemple, en s'appuyant sur la richesse et la diversité des acteurs culturels présents sur le territoire strasbourgeois.
- La notion de pays invité au Marché de Noël pourrait être un atout pour l'attractivité de l'OnR dans le cadre d'une offre cultuelle bien pensée.

Anne Mistler

- Contrairement à d'autres villes en France (Nantes, Rennes,..), l'offre culturelle à Strasbourg est peu relayée par les médias nationaux.
- La partie des locaux du TNS laissée vacante suite au départ du Conservatoire fait l'objet d'un .projet d'extension du TNS.
- L'OnR devra à l'avenir jouer un rôle plus déterminant dans l'attractivité touristique de Strasbourg.

L'articulation du projet de l'OnR avec ceux de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse et du Théâtre Alsacien de Strasbourg : restitution des auditions menées par Christian Brassac

- Ont été auditionnés séparément :
  - ✓ Mme Marie Linden et M. Marko Letonja, respectivement directrice générale et directeur musical et artistique de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (OPS,)

- ✓ M. Guillaume Hébert et M. Jacques Lacombe, respectivement directeur général et directeur musical et artistique de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM),
- ✓ M. Pierre Spegt, président du Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS).

- Les points saillants des échanges concernant l'OPS et l'OSM:
  - ✓ Les très mauvaises conditions de travail des musicien du fait de l'insuffisance des locaux, en taille et en nombre (fosse, loges, lieux d'échauffement,…).
  - ✓ Les fortes contraintes engendrées par les mêmes insuffisances et par l'impossibilité de moduler les espaces, interdisant l'accueil de certaines productions et augmentant fortement le coût de celles qui sont accueillies.
  - ✓ Les fortes contraintes de déplacement pour l'OSM (10 à 12 allers et retour par production).
  - ✓ Le manque d'une salle de taille intermédiaire pour la musique à Strasbourg, auquel pourrait répondre le théâtre de la pace Broglie si l'opéra déménage.
  - ✓ Un questionnement sur la faisabilité technique et financière d'un lieu regroupant tous les types et esthétiques de spectacles musicaux.
  - ✓ La nécessité pour l'OnR de sortir de ses murs.
  - ✓ La nécessité d'un lieu vivant autour de l'opéra en cas de déménagement.
- Les points saillants de l'échange concernant le Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS) :
  - ✓ Le TAS, troupe de théâtre amateur occupante historique du théâtre de la place Broglie, propose une des rares programmations de théâtre populaire à Strasbourg.
  - ✓ Le modèle économique du TAS nécessite une jauge de 500 à 600 places.
  - ✓ Le TAS est globalement satisfait de ses conditions d'accueil par l'OnR et la Ville.
  - ✓ Le théâtre de la place Broglie est bien identifié par son public et présente l'avantage de faire partie du patrimoine architecturel au cœur de la Ville et d'être accessible pour tous les publics.
  - ✓ En cas de déménagement de l'Opéra, le TAS souhaiterait rester place Broglie, dans la perspective d'en faire un lieu d'accueil des spectacles non programmés dans les autres salles à Strasbourg (théâtre de boulevard, théâtre en dialecte, …).

Voir compte-rendu joint

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

624

Les Opéras en Grand Est

Présentation de M. Pascal MANGIN

Président de la commission de la culture de la Région Grand Est

OnR, Mardi 23 mars 2021

Sommaire

- Les maisons d'opéra et leurs statuts
- Le CFA intégré à l'Opéra de Nancy
- Les relations en cours
- Les pistes de coopération



Les maisons d'opéra et leurs statuts

2 opéras nationaux
4 modèles de structurations différentes

Opéra national du Rhin

- **syndicat intercommunal** ; direction artistique Alain Perroux (depuis février 2020)
- personnel administratif et technique : env. 80 personnes
- budget d'env. 21,5 M€ (dont 10 M€ villes, 5 M€ Etat, **1,3 M€ Région**)
- levers de rideau annuels : env. 150
- fréquentation annuelle : env. 100 000 spectateurs

Opéra national de Lorraine (Nancy)

- **régie personnalisée** ; direction artistique Matthieu Dussouillez (depuis juin 2019)
- personnel administratif et technique : env. 70 personnes
- budget d'env. 15 M€ (dont Ville 8,7 M€, Etat 3 M€, **Région 1,4 M€**)
- levers de rideau annuels : env. 100
- fréquentation annuelle : env. 40 000 spectateurs

Opéra-Théâtre de Metz Métropole

- **régie directe** ; direction artistique Paul-Émile Fourny (depuis 2011)
- personnel administratif et technique : env. 50 personnes
- budget d'env. 8,8 M€ (dont Métropole 8 M€)
- levers de rideau annuels : env. 50
- fréquentation annuelle : env. 30 000 spectateurs

Opéra de Reims

- **délégation de service public** de la Ville de Reims à la **SARL** « Scène d'œuvres lyriques » dirigée par Serge Gaymard (depuis 1999, renouvelé en juillet 2018 jusque juin 2023, dernier mandat)
- personnel administratif et technique : env. 30 personnes
- budget d'env. 4,8 M€ (dont Ville 3,4 M€, **Région 290 k€,** Etat 190 k€)
- levers de rideau annuels : env. 45
- fréquentation annuelle : env. 20 000 spectateurs



Orchestre national indépendant

- **Philharmonique de Strasbourg**

dir. art. : Marko Letonja (depuis 2012)

budget d'env. 12 M€

- **Symphonique de Mulhouse**

dir. art. Jacques Lacombe (depuis 2018)

budget d'env. 4,5 M€

Centre chorégraphique national intégré

direction artistique : Bruno Bouché (depuis 2017)

budget non dissocié de l'Opéra national

Centre chorégraphique national indépendant

- **CCN Ballet de Lorraine,** association loi 1901

direction artistique : Petter Jacobsson

(depuis 2011)

budget d'env. 3,2 M€ (dont Etat 1,4 M€, **Région 1,1M€**, Ville 700 k€)

Orchestre national intégré

direction artistique : Marta Gardolińska

budget non dissocié de l'Opéra national

Le CFA « Métiers des arts de la scène » intégré à l'Opéra de Nancy

Permet d'obtenir une **licence professionnelle « Communication et valorisation de la création artistique »** (en partenariat avec l'Université de Lorraine), c'est-à-dire une formation générale associée à une formation pratique sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation articulée autour de **2 parcours** :

- "**Métiers de la scène lyrique**" *(régisseur de scène, d'orchestre, chargé de production, bibliothécaire musical)*
- "**Accompagnement des publics et partenariats dans le spectacle vivant**" *(chargé des relations avec le public, chargé des projets pédagogiques, chargé de l'action culturelle)*

- Promotions de 15 étudiants env. ; 180 jeunes accompagnés depuis sa création en 2008.
- Intégration professionnelle principalement au sein des maisons d'opéra et des orchestres symphoniques permanents en France
- Statut = intégré à la régie personnalisée Opéra national de Lorraine. Budget annexe d'environ 350/400 000 € annuels ; financement exclusif par les entreprises *(+ aide Erasmus+ dans le cadre du projet « Europe en scène »).*

Métiers des arts de la scène CF – A
OPÉRA NATIONAL DE LORRAINE

/!\ à noter : changements des règles de financement de l'apprentissage depuis 2018 : *Suite à la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018,* ***la Région n'est plus autorité compétente concernant l'apprentissage****. Depuis janvier 2019, les aides aux employeurs d'apprentis pour tout nouveau contrat d'apprentissage sont directement gérés par l'Etat. À compter du 1er janvier 2020 le financement de l'apprentissage et des aides aux apprentis sera du ressort de France Compétence et des Opérateurs de Compétences (OPCO).*

Relations en cours



629



➢ Sur le plan artistique :

- **co-productions** grands ouvrages lyriques en fonction des projets et des besoins, plutôt entre opéras de même taille *(Nancy/Strasbourg d'une part, Reims/Metz d'autre part).*
- **Formes mutualisées** pour décentralisation en région : l'expérimentation initiée en 2020 grâce à l'aide de la Région avec le projet ***Offenbach Report*** (prévu en mars à Bar-le-Duc, reporté en décembre sous la forme d'un film en captation diffusé sur France 3 et les télévisions locales).

➢ Sur le plan technique :

- échanges et prêts de matériels, de costumes et d'accessoires, d'instruments de musique.
- coopérations entre les ateliers de décors, en fonction des spécificités de chacun.
- liens avec les formations dispensées au CFA.

➢ Sur le plan de la communication :

- signalétique commune et visibilité dans les brochures de saison des 4 opéras.

Pistes de coopération

➢ Des partenariats en décentralisation pour assurer une présence en région :

- en fonction des **outils existants** : **Opéra Studio**, **ensembles en résidence**…
- en créant des **productions spécifiques** (cf. expérience *Offenbach Report*)
- en mettant en place un système de **retransmissions** en plein air ou dans les salles de cinéma (cf. expériences en Bretagne et Hauts-de-France ; étude de faisabilité menée par la Région Grand Est fin 2019 avant Covid)

➢ Des partenariats pour développer l'intégration professionnelle :

- avec un **dispositif de formation** de type « Académie lyrique régionale » (proposition du rapport de Bernard Coutant)

➢ Des partenariats en faveur du développement des publics :

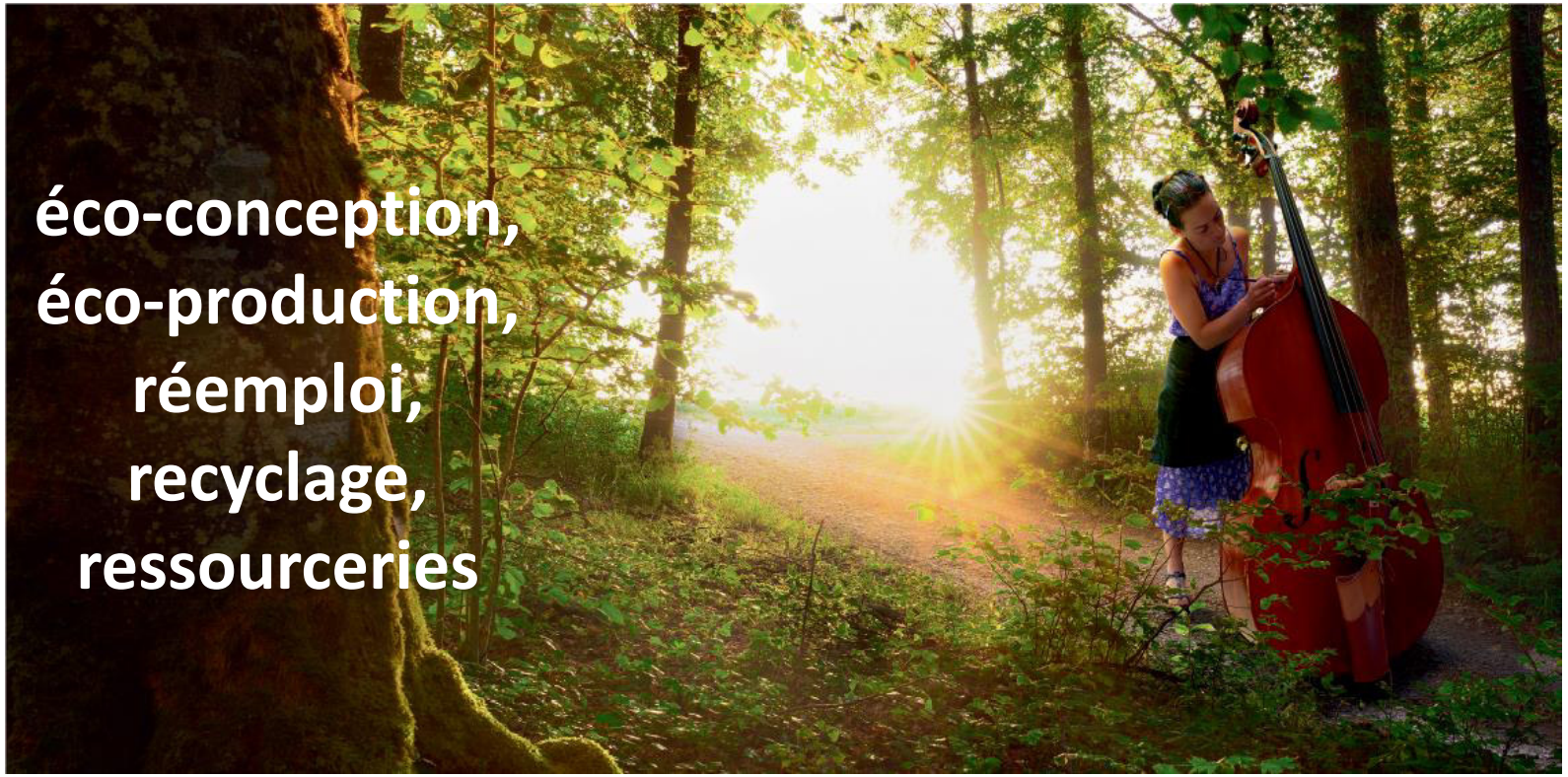
- **ressources numériques**
- **actions éducatives et culturelles**
- **nouvelles formes de médiation** (jeune public)

➢ Des partenariats sur le plan technique :

- **lieux de stockage mutualisés** : au niveau régional ou au niveau local (avec d'autres structures de spectacle vivant)
- une **base de données des ressources** communes (décors, costumes…)

Le développement durable

Démarche « Culture et développement durable » initiée par la Région Grand Est dans le cadre du Business Act



Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

Merci de votre attention.

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la quatrième séance plénière
mercredi 14 avril 2021

Réunion en visioconférence uniquement

9h : L'articulation de l'OnR avec les autres scènes lyriques régionales

Auditions :
- 9h : Mathieu Dusouillez, directeur de l'Opéra National de Lorraine.
- 9h30 : Erika Parrisse, administratrice de l'Opéra –Théâtre de Metz.

10h : Imaginer un modèle d'opéra à 10,20, 30 ans: la vision d'anciens responsables de l'OnR

Auditions :
- 10h : Laurent Spielmann, ancien directeur de l'OnR.
- 10h30 : Bertrand Rossi : ancien directeur adjoint de l'OnR et actuel directeur de l'Opéra de Nice.

11h :
-- Restitution de la rencontre entre Mme la Maire et Mme Caroline Sonrier, Directrice de l'Opéra de Lille et chargée d'une mission prospective sur l'avenir de l'Opéra.
- Restitution de l'audition menée par Pierre Jakubowicz et Anne-Marie Jean sur le thème de l'opéra acteur économique avec un panel d'entrepreneurs.

11h30 : Restitution des auditions menées par Anne-Marie Jean et Sophie Dupressoir sur le thème de l''opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois avec :
- divers acteurs impliqués dans l'accès à la culture, l'éducation artistique et culturelle et les pratiques en amateur,
- les principaux équipements culturels strasbourgeois et plusieurs ensembles.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Compte rendu de la séance plénière du 14 avril 2021

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	X
Caroline	BARRIERE	Titulaire	X
Christian	BRASSAC	Titulaire	X
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	X
Alain	FONTANEL	Suppléant	Excusé
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	X
Pascal	MANGIN	Titulaire	X
Pierre	ROTH	Suppléant	X
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusé
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	X
Invités – Membres du CA			
Antoine	DUBOIS		X
Pierre	JAKUBOWICZ		X
Hervé	POLESI		Excusé
Invités			
Mathieu	DUSSOUILLEZ	Directeur de l'opéra national de Lorraine	X
Erika	PARRISSE	Administratrice de l'Opéra-Théâtre de Metz Métropole	X
Laurent	SPIELMANN	Ancien directeur de l'OnR	X
Bertrand	ROSSI	Ancien directeur adjoint de l'OnR et actuel directeur de l'Opéra de Nice	X
Administration			
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	Excusé
Julie	ARANEDER	DGA	Excusée
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	X
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale Direction de la Culture	X
Jean	LEHODEY	Chargé de mission	X

		Service Action culturelle Direction de la Culture	
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim Direction de la Construction et du patrimoine bâti	X
Marie	LORBER JAKOBASCH	Assistante de direction	X

I. L'ARTICULATION DE L'OnR AVEC LES AUTRES SCÈNES LYRIQUES RÉGIONALES

1. Audition de Mathieu Dusouillez, directeur de l'Opéra National de Lorraine.

Le Grand Est, riche de 4 opéras dont 2 opéras nationaux., est une région singulière sur le plan du répertoire lyrique.

Les collaborations entre les opéras du Grand Est

- Des collaborations existent ou sont en germe entre ces 4 opéras, plus particulièrement autour de 3 axes :
  - ✓ 1er axe : l'OnR et OnL collaborent déjà autour du répertoire baroque avec les ensembles spécialisés, ce qui permet des synergies et des économies.
  - ✓ 2e axe : À l'échelle régionale, des petits formats lyriques (ex : Offenbach) sont portés sur d'autres scènes que celles des 4 opéras, afin d'amener l'art lyrique au plus près des habitants, en zones périurbaines et rurales. Cette action, stoppée par la Covid, doit se poursuivre.
  - ✓ 3ème axe : à développer autour du répertoire de la création contemporaine en s'appuyant sur les nombreuses ressources existantes sur la région.
- Ces collaborations doivent se faire dans tous les sens, avec passage de relais entre les uns et les autres, ce qui nécessite de mettre les ego de côté.
- Une coordination entre directeurs d'opéras sur les répertoires est nécessaire pour une cohérence des programmations à l'échelle du Grand Est et offrir à ceux qui le souhaitent des parcours lyriques entre les 4 scènes.
- Si la mutualisation est parfois une mauvaise idée n'engendrant pas de réelles économies, elle devrait être développée pour des activités et métiers qui s'y prêtent, par exemple pour les décors et les costumes, afin de faciliter leur réutilisation dans un objectif d'économie et de développement durable; pourquoi pas un stock régional ?
- Contrairement à l'OnR, l'OnL ne dispose pas d'atelier; il a par contre mis en place un CFA unique en France dédié aux métiers des arts du spectacle. On pourrait imaginer la création d'un pôle d'excellence régional autour de ces métiers, porté et financé par les 4 opéras, qui, outre les économies qu'il amènerait, permettrait de valoriser ces savoir-faire et susciter des vocations.

L'opéra du XXIème siècle

Répertoire

- Aujourd'hui, l'opéra est trop souvent bloqué sur la période 1750-1850 et sur une quinzaine d'œuvres plébiscitées par le public.
- Pourtant le répertoire s'étale sur 5 siècles et il existe un très riche répertoire méconnu mais attirant peu ce public.
- Par ailleurs, alors qu'à l'origine de l'opéra, le public venait pour découvrir les nouveautés, la création lyrique contemporaine ne rencontre pas l'engouement aujourd'hui.
- La crise sanitaire a été salutaire car elle a fait sauter des verrous en suscitant des arrangement d'œuvres en petite formation pour répondre aux contraintes d'effectifs, ce qui était jusque-là considéré par beaucoup comme sacrilège : donner Rigoletto à 35 musiciens au lieu de 70 est désormais admis.

Un opéra citoyen, attirant un public plus diversifié

- Pour se rapprocher des citoyens, l'opéra doit être lui-même citoyen.
- Il doit pour cela être pensé en interaction avec son lieu d'implantation, avec une forte dimension de convivialité: chaque habitant doit se sentir concerné par ce qui se passe à l'opéra dans sa ville ou sa région.
- Il doit aussi sortir de ses murs pour aller vers les publics qui ne viennent pas à lui.
- La crise sanitaire, en suscitant le développement de l'usage du numérique et de la vidéo, a permis d'aller vers de nouveaux publics.
- Pour diversifier son public, l'OnL propose des concerts gratuits mixant les publics : 1/3 d'étudiants, 1/3 amené par le milieu associatif et 1/3 de public traditionnel.

Le projet « NOX » (Nancy Opéra Xperience), exemple de projet citoyen

- Ce projet répond à la volonté de l'opéra de retrouver une dynamique de création qui rassemble : 12 courts métrages lyriques de création contemporaine ont été tournés dans 12 quartiers relatant des témoignages de nancéens sur des histoires d'amour.
- Il s'agit de faire pénétrer l'art chez les gens, dans tous les foyers, en concevant un laboratoire d'intégration qui implique le public comme sujet, comme participant actif à la création.
- C'est un projet ambitieux visant à ancrer la création dans la vie et à toucher ainsi un autre public que le spectateur féru d'opéra, public qui se réduit.
- L'expérience NOX, en parlant de l'opéra à Nancy autrement, élargit le public touché par sa communication au-delà du cercle lyrique traditionnel.

Débat suite à l'intervention de Mathieu Dussouillez

Anne Mistler :

- Le projet NOX, par lequel l'OnL pousse loin la démarche participative en associant des publics très diversifiés et les territoires de la ville, est une source d'inspiration riche.

Anne-Marie Jean :

- La recréation d'œuvres avec un effectif réduit permet de prendre en compte le principe de réalité sans concession à l'exigence artistique, voire de redécouvrir les œuvres sous un autre angle.

P. Roth :

- L'idée de mutualiser les matériels et les savoirs à travers le projet de Pôle d'excellence régional rejoint le concept de ressourcerie culturelle qui se développe aujourd'hui, dans un esprit de développement durable; un projet de ce type porté par plusieurs équipements culturels strasbourgeois (TNS, OnR, TJP,…) est en cours d'élaboration.

Audition d'Erika Parrisse, administratrice de l'Opéra –Théâtre de Metz métropole

Madame Parisse excuse Paul Emile Fourny, directeur de l'Opéra-théâtre, qui n'était pas disponible pour cette audition.

- Un rapprochement des 4 opéras du Grand Est a été mené par leurs directeurs en 2016 pour mutualiser les pratiques sur divers aspects de la gestion des opéras : administration, techniques, choix artistiques et communication.
- L'opéra-Théâtre de Metz emploie une centaine de personnes sur des métiers divers : ateliers décors et costumes (menuiserie, peinture, électriciens, éclairagistes, couturiers, machinistes…), corps de ballet de 14 danseurs, chœur de 24 chanteurs, chargés de production, équipe de gestion administrative, billetterie, relation avec les publics, communication.
- L'opéra mène un travail important en direction des publics :
  - ✓ avec les écoles et les communes de la métropole,
  - ✓ développement du concept de maison ouverte et d'agora,
  - ✓ en direction des publics empêchés : tarifs adaptés, audiodescription de certains spectacles, projets d'utilisation de gilets vibrants.
- La crise sanitaire a amené à développer le volet captation pour maintenir un lien avec les publics ; une réflexion est en cours pour maintenir 1 ou 2 captation dans l'année après la sortie de crise, afin de toucher un public différent.
- L'Opéra-Théâtre développe des petites formes avec le ballet et le chœur pour se délocaliser dans les communes et les écoles de la région, voire prochainement les hôpitaux.
- Pour les coproductions, il travaille plus avec l'opéra de Reims qu'avec celui de Nancy, trop proche et susceptible de toucher en partie les mêmes publics; la collaboration avec Nancy porte sur d'autres aspects (ex : renfort des chœurs).
- Avec l'OnR, une coproduction a été menée autour d'un spectacle jeune public; en revanche, un projet envisagé en 2016 avec l'Opéra-Studio de l'OnR n'a pu aboutir.

Débat suite à l'intervention d'Erika Parisse

A Mistler :

- Pose la question des liens professionnels avec les pays limitrophes et de la circulation du public du fait de la situation transfrontalière de l'opéra de Metz.
- La candidature de Metz au titre de Capitale française de la culture 2022 sous l'intitulé "Le numérique pour une culture créative et inclusive" impacte-t-elle les projets de l'Opéra ?

Erika Parisse :

- L'Opéra de Metz accueille essentiellement des publics d'Allemagne et du Luxembourg, plus rarement de Suisse et de Belgique.
- Plusieurs coproductions ont été menées ces dernières années avec des salles du Luxembourg, de Suisse et d'Allemagne et l'opéra travaille régulièrement avec des artistes belges.

- Concernant la candidature de Metz au titre de capitale de la culture 2022, Mme Parisse va se renseigner.

P. Mangin :

- Relativise les risques de concurrence évoqués entre les opéras de Metz et Nancy en cas de coproductions du fait que le public est peu mobile.
- Indique qu'un travail de rapprochement sur les grilles de rémunération des orchestres de Metz et Nancy est en cours pour faciliter les échanges de musiciens.

II. IMAGINER UN MODÈLE D'OPÉRA À 10,20, 30 ANS: LA VISION D'ANCIENS RESPONSABLES DE L'ONR

<u>Audition de Laurent Spielmann, ancien directeur de l'OnR et de l'OnL</u>.

Les évolutions du fonctionnement de l'opéra sont à considérer du point de vue de son modèle économique et de son projet culturel.

Le modèle économique

- L'approche économique est déterminante car l'opéra doit être considéré sous l'angle entrepreneurial autant que culturel.
- En dehors de l'investissement, qui sera élevé quel que soit la solution retenue, il est important de prendre en compte l'évolution des coûts de fonctionnement : les opéras sont tous fortement dépendants des soutiens publics car les recettes de billetterie représentent au mieux 20% des recettes propres du fait de coûts de fonctionnement élevés ; en effet, contrairement aux productions théâtrales, les productions lyriques nécessitent toujours des moyens humains importants, en particulier au plateau.
- Le système « stagione » utilisé en France, basé sur la programmation d'une production durant un certain temps, suivie d'une autre, apporte moins de recettes de billetterie que le système du répertoire pratiqué dans les pays anglo-saxons et germaniques, qui propose chaque soir une œuvre différence grâce à une troupe permanente possédant un répertoire diversifié.
- Les soutiens publics n'étant pas extensibles, quand ils ne sont pas en diminution, il est indispensable d'augmenter la part d'autres sources de recettes propres en développant notamment :
    - ✓ les coproductions et achats à l'échelle nationale et internationale,
    - ✓ le mécénat (acte désintéressé) et le sponsoring (soutien en échange d'une forme de visibilité), ce dernier étant plus aléatoire car l'entreprise peut stopper son soutien si elle fait évoluer sa stratégie de communication; certains orchestres et opéras se sont retrouvés en grande difficulté dans ce cas,
    - ✓ pour les maisons disposant de leurs propres ateliers, la fabrication de décors et costumes pour le compte d'autres maisons.

Le développement du projet culturel

- Pour appréhender l'opéra du XXIe siècle, il faut anticiper les évolutions des technologies et des écritures.
- Les outils numériques et les matériaux, en constante évolution, offriront de nouvelles possibilités de représentation (ex : hologrammes) et feront évoluer la conception des décors et costumes avec des matériaux plus adaptés aux besoins et plus légers, dont

la fabrication et le maniement seront simplifiés, ce qui permettra des économies sur les coûts de production.
- Grâce à ces outils, les créateurs vont inventer de nouveaux sons et de nouveaux formats (petites et grandes formes), qui pourront être présentés dans des lieux diversifiés, hors des murs de l'opéra.
- Il faut se dire que tout sera possible si on s'en donne les moyens mais que cela suscitera des craintes et des freins face au coût de ces derniers.
- Il faut penser à la formation des artistes (chanteurs, orchestres) et des techniciens pour qu'ils puissent s'adapter à ces nouveaux outils et contribuer à leur développement.
- L'accélération exponentielle de ces évolutions technologiques nécessite des capacités d'adaptation de plus en plus exigeantes.
- Ces évolutions auront un impact économique positif pour les entreprises qui conçoivent et fabriquent ces nouveaux outils.

Le rôle de l'opéra dans la médiation culturelle
- Si les missions de l'éducation artistique et culturelle et de la médiation culturelle en direction des publics empêchés relèvent d'acteurs externes intervenant dans les domaines de l'éducation et du social, les opéras ont un rôle central à jouer pour les accompagner en construisant des projets qui soient de nature à attirer les gens qui ne viennent pas à l'opéra.
- Mais il faut aller plus loin, comme l'ont fait par exemple en collaboration les opéras de Paris, Nancy et Reims : avec 4 classes situées dans des quartiers défavorisés (2 en région parisienne, une à Reims et une à Laxou), ils ont monté durant un an en partenariat avec les écoles un spectacle sur la guerre de 14-18 qui a été présenté dans les 3 villes en présence des parents et élèves. Ce type d'action est la meilleure manière pour que des enfants puissent avoir accès à l'opéra, en étant eux-mêmes acteurs de projets, ce qui crée une véritable relation.
- L'OnR propose des spectacles dédiés au jeune public : c'est bien, mais les enfants ont aussi le droit à la même chose que leurs parents ; l'opéra doit être en mesure de proposer à des familles de venir à l'opéra, avec une politique tarifaire adaptée, même si cela a un coût.

<u>Débat suite à l'intervention de Laurent Spielmann</u>

Anne Mistler :
- Ces évolutions technologiques pourraient-elle à terme remettre en cause la présence physique des orchestres à l'opéra ? Les jeunes formés dans les conservatoires ont-ils encore de l'avenir ?
- Le directeur de l'opéra de Nancy a évoqué la piste de la diffusion numérique comme un des éléments de développement pour toucher des publics qui ne sont pas les publics habituels: ces éléments vont-ils perdurer au-delà de la pandémie ?
- Quelle évolution de l'OnR au sein du réseau des opéras sur le bassin rhénan ?
- Faut-il développer les croisements des esthétiques artistiques et des pratiques culturelles ?

Laurent Spielmann :

L'avenir des orchestres

- De nouveaux outils se développeront pour produire les sons, mais l'opéra aura toujours besoin des orchestres pour les œuvres du répertoire et les compositeurs continueront d'écrire pour eux.
- Les orchestres ont beaucoup évolué entre le XVIIIe et le XXIe siècle, avec l'amélioration de la qualité des instrumentes, la création d'instruments nouveaux et l'élévation du niveau technique de musiciens, ce qui a permis d'augmenter la portée sonore et la justesse des orchestres.
- Les instruments continueront d'évoluer et les améliorations techniques permettront aussi de compenser les limites acoustiques des fosses, celle de Strasbourg étant particulièrement déplorable.
- On n'aura besoin d'orchestres de tailles différentes selon les projets; avec son réseau d'écoles de musique, ses conservatoires, ses nombreux orchestres professionnels et amateurs de qualité, l'Alsace est un vivier précieux pour cela.

AM Jean :
- Retient l'idée de ne pas voir comme une contrainte absolue la question des espaces disponibles.

Laurent Spielmann

Le développement de la diffusion numérique
- Les retransmissions par vidéos de spectacle vont se développer ; lorsqu'il dirigeait l'OnR, L. Sielmann avait en projet de développer les moyens de l'opéra pour qu'il puisse lui-même produire ses supports audiovisuels afin de pouvoir systématiser les captations, ce qui devait permettre à l'OnR d'accroitre ses recettes et sa notoriété ; cela reste une piste à explorer.

La position transfrontalière de l'OnR
- Il y a un tissu important d'opéras dans le Bade Wurtemberg, avec un maillage efficace.
- Il faut mettre à profit les jumelages existants (Strasbourg et Stuttgart - Nancy et Karlsruhe) et retrouver un lien avec l'opéra de Karlsruhe ; il faut pour cela permettre aux directeurs de parler entre eux, en utilisant les outils de partenariats européens existants.
- En tant que capitale européenne, Strasbourg a un rôle important à jouer pour développer les projets de production commun, mais il faut pour cela que l'OnR soit en mesure de proposer plus de représentations (Karlsruhe en propose 2 par jour).
- Il faut pouvoir générer un public nouveau ayant envie de découvrir, qui circule entre la France et l'Allemagne; cette évolution doit se faire dans la pensée des directeurs, en France comme en Allemagne.

Le croisement des esthétiques musicales.
- L. Spielmann relate une expérience menée quand il dirigeait l'OnR : à la demande de travailleurs sociaux, l'OnR a mis son théâtre à la disposition d'un groupe de jeunes de la Meinau pour y présenter un opéra rap ; ces jeunes ne demandaient pas d'aide au niveau artistique mais ils voulaient faire venir à l'opéra des jeunes d'un quartier défavorisé pour qui ce lieu semblait inaccessible; il y ont donné leur spectacle amateur et cela a représenté un succès remarquable pour eux.

- Il faut pouvoir donner accès à l'opéra pour faire évoluer les représentations : beaucoup de jeunes détestent l'opéra parce qu'ils ne le connaissent pas ; il faut favoriser les échanges avec eux pour leur donner l'envie de découvrir autre chose que ce qu'ils connaissent déjà.
- La musique dit savante demande des clés pour y accéder ; il faut faire en sorte que ceux qui n'écoutent que 3 accords aient envie de découvrir d'autres musiques, pour s'ouvrir à un autre monde.
- La confrontation de publics est intéressante car elle crée quelque chose de nouveau : amener par exemple à l'opéra la théâtralisation de la musique à travers les musiques urbaines permet à des publics qui ne se rencontrent jamais de vivre ensemble de nouvelles expériences; c'est une occasion pour le public traditionnel de l'opéra de découvrir des courants musicaux qui lui sont inconnus et qu'il rejette souvent a priori.

Audition de Bertrand Rossi : ancien directeur adjoint de l'OnR et actuel directeur de l'Opéra de Nice

Très attaché à cette maison, à la ville de Strasbourg et à l'Alsace, Bertrand Rossi rappelle que l'OnR, avec son statut réunissant 3 villes, est un exemple en France et en Europe.

Le rôle de la culture dans la société

- La culture, patrimoine partagé qui crée du lien, est le remède au délitement de la République.
- Créant plus de richesses que l'automobile, elle est un puissant levier économique.
- Si le développement du numérique permet, par la diffusion en vidéo, d'ouvrir la culture à un plus grand nombre, le spectacle vivant, qui seul permet le partage d'émotions en direct, est et restera essentiel.

Les enjeux pour le 21e siècle

La programmation

- L'opéra réunit tous les arts depuis sa création mais il touche aujourd'hui un public trop restreint ; il doit à nouveau, comme à son origine, toucher tous les publics.
- Les directeurs d'opéras doivent pour cela faire preuve d'audace et d'ambition en alternant les genres pour élargir les répertoires à d'autres esthétiques; Nice expérimente en ce moment cette orientation en s'ouvrant aux musiques urbaines par l'accueil en résidence de 2 rappeurs travaillant avec des musiciens classiques, ce qui bouscule les habitudes.
- La programmation est à la base de la vie de l'opéra ; en perpétuelle évolution, elle doit le rendre vivant et incontournable.
- Par sa programmation, l'opéra doit se projeter résolument dans le monde de demain.
- L'OnR doit pouvoir présenter tous types d'ouvrages ; or pour monter par exemple une comédie musicale avec l'ambition qui doit être la sienne, le bâtiment actuel n'est pas adapté (mauvaise visibilité pour le public, loges trop petites, …)
- La technique doit faciliter l'alternance de la programmation ; or aujourd'hui elle accapare souvent trop de temps au détriment des levers de rideau

La danse

- La danse est un puissant vecteur pour amener les jeunes vers l'opéra ; elle s'est d'ailleurs montrée très présente et médiatisée pendant le confinement.

- Or elle rencontre à Strasbourg de grandes difficultés du fait du manque d'espace dans le bâtiment actuel.

Un bâtiment pour l'opéra du 21ème siècle

- L'opéra doit être un espace de vie et de démocratisation au cœur de la cité, une agora ouverte à tous, une « Maison du peuple », ouverte toute la journée où l'on pourra rêver et flâner, un espace qui favorise le brassage des générations.
- Il doit être aussi un lieu ouvert sur l'extérieur avec un parvis permettant de déployer d'autres formats comme des déambulations.
- Pour diversifier sa programmation en périphérie de la programmation lyrique et chorégraphique, il devra disposer de nombreux espaces modulables.
- Il devra également disposer de lieux pour échanger, se rencontrer, partager des moments entre artistes et publics.
- Un 2e amphithéâtre est indispensable pour maintenir le niveau d'excellence de l'OnR.
- Si on veut attirer un nouveau public, il faut créer un lieu alternatif, véritable laboratoire de création qui permettra de tisser des liens plus forts avec d'autres acteurs comme Musica, qui pourrait y avoir son siège.
- Pour toutes ces raisons, il faut à Strasbourg, capitale européenne, un nouveau bâtiment pour son opéra, un « navire amiral » qui puisse devenir son ambassade culturelle.
- Le déploiement de l'OnR sur 3 villes est un atout à exploiter pour permettre son développement, en s'appuyant sur l'identité de chacune d'elle (l'opéra à Strasbourg, le ballet à Mulhouse, l'Opéra Studio à Colmar); les moyens supplémentaires qui seront mis à Strasbourg ne devront pas remettre en question cette organisation.

Débat suite à l'intervention de Bertrand Rossi

Anne Mistler :

- S'agissant de la dimension transfrontalière, comment penser la relation avec les opéras de l'autre côté du Rhin ?

Bertrand Rossi :

- Cette région transfrontalière bénéficie, avec Strasbourg, d'un impressionnant réseau de salles de haut niveau (Baden Baden, Bâle, Fribourg, Karlsruhe, …), qui en fait une des vitrines culturelles de l'Europe.
- Si le Ballet du Rhin a développé des liens forts avec Bâle, les choses sont plus compliquées en ce qui concerne l'opéra : le public strasbourgeois se déplaçant outre-Rhin, l'OnR doit éviter de programmer une œuvre à l'affiche d'une de ces salles.
- Le problème se pose différemment pour les opéras allemands et suisses, dont la programmation est plus diversifiée du fait du système de répertoire qu'ils pratiquent, très différent du système stagione français.
- Bertrand Rossi rappelle le projet de construction d'un nouveau bâtiment pour l'OnR au bord du Rhin, imaginé par Nicholas Snowmann, qui aurait été un symbole fort mais n'a pas été retenu par les présidents des 2 pays.
- Même si le public d'origine étrangère de l'OnR représente 20 % du total, proportion supérieure à celle de l'Opéra de Paris, l'OnR aurait intérêt à approfondir sa communication en direction de ces publics et à développer encore les passerelles avec le territoire rhénan.

L. PRÉSENTATION DES RESTITUTIONS DES AUDITIONS MENÉES EN SOUS-GROUPES :

Restitution de la rencontre entre Mme la Maire et Mme Caroline Sonrier, Directrice de l'Opéra de Lille et chargée d'une mission prospective sur l'avenir de l'Opéra
(voir le compte-rendu).

Restitution de l'audition menée par Pierre Jakubowicz et Anne-Marie Jean, sur le thème de l'opéra acteur économique, avec un panel d'entrepreneurs
(voir le compte-rendu)

- AM. Jean et P. Jakubowicz ont été très étonnés par une sorte de « bug » concernant la vision très restrictives de la culture alsacienne des participants et leur méconnaissance de l'OnR, peu présent à leur esprit en tant qu'atout d'attractivité, contrairement au sport.
- Le côté élitiste de l'Opéra peut en faire un cadeau apprécié ou non selon que le ou la bénéficiaire est ou non initié-e.
- La difficulté à obtenir des places au dernier moment a été pointée comme un obstacle pour proposer aux touristes un spectacle à l'OnR.
- La situation centrale de l'Opéra actuel et le symbole patrimonial qu'il représente sont par contre considérés comme un atout.
- A été évoquée la perspective de développer l'organisation de rencontres professionnelles à l'opéra, ce qui pourrait donner l'idée aux participants d'y aller ensuite pour un spectacle.
- La valorisation des métiers de l'Opéra comme moyen de faire connaitre celui-ci a été également pointée par les représentants de la Chambre des Métiers.

Restitution des auditions menées par Anne-Marie Jean et Sophie Dupressoir sur le thème de l'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois
Trois auditions ont été menées avec

- divers acteurs impliqués dans l'accès à la culture, l'éducation artistique et culturelle et les pratiques en amateur
- les principaux équipements culturels strasbourgeois et plusieurs ensembles.

(voir les compte-rendus)

Points forts ressortant de ces auditions très denses
Un opéra populaire, accessible, familial et subversif

- L'opéra, encore trop élitiste, doit redevenir populaire ; il faut pour cela que chacun s'y sente bien, puisse y retrouver aussi sa culture (notion de droits culturels) mais puisse aussi s'en approprier les codes, par des actions pédagogiques.
- Il doit sortir de ses murs pour aller à la rencontre des habitants dans les quartiers et sur l'espace public, permettre une circulation des publics des quartiers périphériques vers le centre et inversement.
- L'opéra doit se saisir des sujets d'actualité, être un écho du monde dans lequel nous vivons, retrouver son caractère subversif, aller vers une vraie parité homme-femme
- Si beaucoup de choses se font déjà en matière d'éducation artistique et culturelle, avec un partenariat diversifié, l'action culturelle doit être partie prenante du projet de l'opéra et prise en compte dans la conception future du bâtiment.

- L'opéra doit s'ouvrir plus encore aux familles, parents et enfants, avec différentes portes d'entrée (les artistes, les décors, l'historique, …)
- L'instauration d'un tarif unique permettrait une réelle démocratisation de l'opéra.

Un opéra reflet de la diversité des esthétiques et des cultures

- L'opéra de demain devra se diversifier, être un lieu de confluence où toutes les esthétiques et les disciplines, puissent se croiser pour favoriser un brassage des publics.
- Il devra anticiper les évolutions des œuvres, des formats, des relations entre l'œuvre et le public, prenant notamment en compte l'évolution des nouvelles technologies (permettant par exemple au public d'interagir).
- L'opéra doit contribuer à remettre la voix au milieu de la société.
- L'opéra doit se renouveler en sortant d'un répertoire trop limité, s'ouvrir au « matrimoine » (création par les femmes) et s'impliquer plus dans le soutien à la création contemporaine,
- Le développement de résidences artistiques croisant les genres dans les quartiers permettrait une rencontre entre les cultures

Un opéra en prise avec la vitalité artistique de son territoire

- Un opéra développant des relations plus nombreuses avec les ensembles musicaux indépendants.
- Un espace de rencontre artistique entre les artistes du territoire.
- L'opéra pourrait s'insérer dans une saison de la ville impliquant tous les acteurs et ensembles locaux, conçue en commun, avec un fil conducteur.

Un opéra transfrontalier

- Un opéra intégré dans un réseau irriguant le territoire, travaillant en complémentarité avec les nombreuses scènes du bassin rhénan.
- L'implantation d'un nouvel opéra à proximité de la frontière allemande (ex : Port du Rhin) serait un symbole fort d'une politique culturelle transfrontalière voire rhénane.

Un lieu de vie ouvert et symbolique

- Le lieu devra être multifonctionnel, intégrant par exemple aussi les arts visuels.
- Il devra s'ouvrir sur la ville et être réellement accessible à tous, en particulier aux personnes handicapées.
- Il doit montrer ce qui s'y passe et mettre en valeur les multiples corps de métiers qui y œuvrent.
- Il devra comporter des lieux de convivialité pour le public et pour la rencontre avec les artistes.
- Attention au geste architectural déconnecté du récit de la ville : l'opéra devra être un symbole urbain qui puisse être pénétré sans appréhension par tous, avec en particulier une transition entre l'intérieur et l'extérieur.
- Un exemple : l'opéra de Sydney, un contre-exemple : celui de Copenhague
- Certains verraient l'implantation d'un nouvel opéra dans un endroit inattendu, en marge comme la Coop au Port du Rhin ou la Plaine des Bouchers à la Meinau.

<u>Suites de la mission</u>

- Les auditons en sous-groupe se poursuivent, notamment celles d'opéras en Europe ayant été réhabilités ou construits au cours des dernières décennies.
- Il reste encore de nombreuses auditions à mener.
- La séance plénière du 19 mai sera principalement consacrée à l'audition de personnalités qualifiées et à l'approche urbanistique pour l'opéra de demain.
- Celle du 16 juin sera centrée sur le contenu du rapport à fournir à l'issue de la mission.

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la cinquième séance plénière
mercredi 19 mai 2021

Réunion en présentiel en salle des Conseils
Et en visioconférence

9h : Quelle vision et quels enjeux pour l'opéra et le ballet à 10, 20, 30 ans ?
Sessions 3 : regard prospectif de personnalités qualifiées

Auditions :
- 9h : Olivier Py – directeur du festival d'Avignon.
- 9h30 : Patrick Thil, Président de la Réunion des Opéras de France
- 10h00 : Laurent Bayle, Directeur de la Philharmonie de Paris et Président de Musica (intervention d'1 heure)
- 11h00 : Philippe Arlaud, metteur en scène

11h30 : Imaginer l'opéra au cœur de la ville

Audition :
- 11h30 : Eric Chenderowsky Directeur de l'Urbanisme et du territoire à l'EMS : les pistes d'implantations envisageables dans l'hypothèse d'une reconstruction
- 12h00 : Agnès Blondin, Architecte des Bâtiments de France en charge du secteur de l'Eurométropole de Strasbourg : l'intégration de l'opéra dans l'urbanisme de la ville dans les deux hypothèses

12h30 : Restitutions d'auditions en sous-groupe

-- Restitution des auditions d'autres opéras réhabilités ou construits en Europe (Lyon, Berlin, Bruxelles, Genève) par Anne Mistler, Antoine Dubois, Sophie Dupressoir, Pierre Jakubowicz et Christian Brassac
-- Restitution des auditions d'acteurs de la formation par Christian Brassac.

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
Compte rendu de la Séance Plénière du 19 Mai 2021

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	X
Caroline	BARRIERE	Titulaire	X
Christian	BRASSAC	Titulaire	X
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	X
Alain	FONTANEL	Suppléant	
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	X
Pascal	MANGIN	Titulaire	Excusé
Pierre	ROTH	Suppléant	Excusé
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusée
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	
Antoine	DUBOIS		X
Pierre	JAKUBOWICZ		X
Hervé	POLESI		X
Olivier	PY	Directeur du Festival d'Avignon	X
Patrick	THIL	Président de la Réunion des opéras de France	X
Laurent	BAYLE	Directeur de la Philharmonie de Paris et Président de Musica	X
Philippe	ARLAUD	Metteur en scène	X
Eric	CHENDEROWSKY	Directeur de la l'Urbanisme et du territoire	X
Agnès	BLONDIN	Architecte des, Bâtiments de France	X
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	X
Julie	ARANEDER	DGA	Excusée
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	X
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale Direction de la Culture	X

Jean	LEHODEY	Chargé de mission, ce ui n'est plus le cas aujouird'hui Service Action culturelle Direction de la Culture	X
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim Direction de la Construction et du patrimoine bâti	X
Marie	LORBER JAKOBASCH	Assistante de direction	X

I. QUELLE VISION ET QUELS ENJEUX POUR L'OPÉRA ET LE BALLET À 10, 20, 30 ANS ? SESSIONS 3 : REGARD PROSPECTIF DE PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

1. Audition d'Olivier PY – Directeurdu Festival d'Avignon.

- L'opéra est en soi est populaire
- Face au coût des œuvre, la petite jauge de l'OnR est un handicap financier, qui nécessiterait d'augmenter le nombre de représentations, or une telle augmentation est limitée par l'accueil de la saison du Théâtre Alsacien de Strasbourg.
- Il manque à cet opéra une 2e salle pour accueillir certains spectacles parallèlement aux représentations d'opéra.
- La question de l'avenir de l'opéra relève d'un projet politique, pas uniquement d'un projet architectural ou structurel.
- L'avenir de l'opéra appartient à ceux qui n'y vont pas : si on veut aller vers un opéra populaire, la question principale n'est pas celle de la jauge ou de l'esthétique ni principalement celle du bâtiment mais celle de l'accessibilité financière par la tarification et des actions à développer pour aller vers les publics éloignés : le public doit comprend qu'il a sa place dans le processus républicain.
- L'opéra doit rester en centre-ville : ce n'est pas parce qu'un bâtiment se situe en périphérie que le public de la périphérie y rentre.
- Le théâtre à l'italienne a été décrié dans les années 90, on en est revenu aujourd'hui car les salles de type grande boîte (Black box) très modulables, très séduisantes au départ, s'avèrent à l'usage coûteuses et chronophages et finissent avec le temps par ne plus être transformée pour en revenir au théâtre frontal.
- Le théâtre à l'italienne ne représente pas un handicap pour la création car il est possible d'y présenter des œuvres avec une vision nouvelle de l'esthétique.
- L'OnR est un beau théâtre mais vétuste, qui mérite une grande rénovation.
- Il y a à Strasbourg un public extraordinaire, fervent, métissé socialement et au niveau générationnel, il faut le préserver.

C. Brassac

- La Monnaie, dont la situation est proche de celle de l'OnR compense sa petite jauge par un nombre de levers de rideau important.

O. Py

- La Monnaie dispose en effet de budgets qui lui permettent cela.
- Il est nécessaire de comparer le modèle de fonctionnement français, dit « stagione » au modèle allemand, dit « du répertoire » : on s'aperçoit que ce dernier nécessite un budget important pour multiplier les représentations afin de compenser une fréquentation inégale d'un soir à l'autre.

A. Mistler

- Les opéras de Bruxelles et Berlin ont été restaurés avec des travaux lourds, difficilement envisageables pour l'OnR du fait des contraintes de son emplacement.
- En terme de rayonnement pour une capitale européenne, quelle serait selo vous la meilleure option entre une restauration ou la construction d'un nouvel opéra ?

O. Py

- La dimension européenne et internationale de l'OnR est fondamentale. L'opéra est un objet de prestige et de rayonnement mais ce n'est pas une question de bâtiment mais de moyens : si le budget artistique est augmenté le rayonnement suivra. Le rayonnement de l'opéra passe par exemple par le recours à des chanteurs renommés.
- Les budgets artistiques devraient être sanctuarisés pour permettre de dégager à nouveau des marges artistiques. Or on constate que l'augmentation de la masse salariale naturelle n'est plus compensée et grignote les budgets artistiques, obligeant à revoir à la baisse les productions.
- Aujourd'hui, l'opéra est en souffrance ; c'est un art qui peut disparaitre si on ne lui donne pas les moyens de se réinventer.

Audition de Patrick THIL – Président de la Réunion des opéras de France

Cf. texte de l'intervention de P. Thil –joint

Échanges

A-M. Jean :

- Il est nécessaire que l'OnR tisse des liens avec le monde économique et s'implique pour permettre aux entreprises d'investir ce lieu.
- La qualité de vie artistique et culturelle est un facteur de rayonnement.

.

P. Thil

- Beaucoup d'opéras développent des partenariats avec des banques.
- À Metz, l'opéra a été sollicité pendant le confinement par l'Université pour y donner des cours: ce type d'initiative permet de faire découvrir l'opéra et peut contribuer à déconstruire son image élitiste.

Audition de Laurent BAYLE – Directeur de la Philharmonie de Paris et Président de Musica

- Il est indispensable d'imaginer ce que sera l'OnR d'ici 10 à 20 ans, au-delà c'est illusoire.
- Il est nécessaire de contextualiser l'analyse en utilisant différents points d'entrée.

- L'inscription urbaine de l'OnR, quel que soit sa future implantation, est une question centrale; l'Opéra Bastille à Paris est de ce point de vue un contre-exemple à éviter : après 30 ans, il se cherche toujours.
- L'OnR doit-il être en lien avec les autres équipements ou faut-il considérer qu'il doit pouvoir répondre à une multiplicité de besoins ?
- La spécificité de l'OnR, avec son syndicat intercommunal, son ballet et son partenariat avec 2 orchestres, donne moins de souplesse qu'un opéra ne faisant qu'accueillir des productions.
- Il apparait aujourd'hui nécessaire d'aller vers un nouveau modèle dans lequel la production d'œuvres ne soit pas déconnectée de l'appropriation par les publics, en introduisant la réflexion sur la relation avec le public dès l'origine du projet.

Répertoire et esthétique de l'opéra

- Il est nécessaire de maintenir un rapport fort avec le répertoire de patrimoine dans lequel se reconnait le public mélomane, en évitant la standardisation et en le mettant en regard avec les éléments qui traversent notre société.
- L'opéra doit aussi réussir à faire dialoguer le langage occidental avec d'autres esthétiques et à dépasser le clivage musique savante-musique populaire, rapprochement que font de plus en plus les chanteurs de musique actuelle comme d'opéra.
- Cette ouverture permettra de renouveler le regard sur la maison opéra et sur sa place au sein de la Ville et de l'Eurometropole de Strasbourg.
- Ces diverses approches du répertoire, intégrant des nouvelles formes plus à même de dialoguer avec les publics plus jeunes, doivent se traduire dans le projet architectural qui doit permettre une grande souplesse.

Quelle architecture et quelle implantation demain ?

- La scène frontale, peu modulable, n'est pas la plus adaptée à une telle souplesse.
- Il apparait nécessaire d'envisager une salle avec une jauge un peu plus grande qu'aujourd'hui (1300 vraies places, contre 800 sur 1200 aujourd'hui), une qualité d'accueil de l'orchestre dans la fosse, une acoustique permettant un équilibre entre voix et orchestre.
- Un autre espace, plus ouvert, très flexible et favorisant la relation avec le public, peut-être de type Black Box, est à imaginer pour accueillir de nouvelles formes.
- A la Philharmonie de Paris, ce qui rend possible la relation au public, ce sont les espaces appropriées : 20 000 m² d'espaces éducatifs, 6 salles de répétition.
- À Strasbourg, deux options sont possibles: soit améliorer l'existant en se situant dans une logique de continuité historique restant sur une vision traditionnelle de l'opéra, soit se projeter dans l'avenir en imaginant comment intégrer des esthétiques et des courants de la société, et associer beaucoup plus le public ; tout cela impose une plus grande flexibilité architecturale.
- Dans cette approche, le lieu ne devra pas négliger l'importance des lieux de répétition et des espaces éducatifs car une part importante du public n'est pas passive et il faut pouvoir proposer des moyens de sensibilisation à la pratique.
- C'est pourquoi la rénovation ne semble pas être la stratégie adaptée pour se projeter vers l'avenir; le lieu est sursaturé dès qu'on veut s'inscrire dans un espace plus large. La rénovation imposerait des règles contraignantes pour le public et obligerait

à être constamment dans le compromis, sans pouvoir augmenter le nombre de places.

- Le choix de l'implantation d'un nouvel opéra doit être induit par le rôle que l'on souhaite donner à cet équipement. L'implantation du Conservatoire National Supérieur et de la Philharmonie de Paris à la Villette a déclenché de vives polémiques avec les habitués des salles parisiennes, qui se trouvaient toutes à l'Ouest, notamment la salle Pleyel. Le choix a été fait d'aller vers un public nouveau. Aujourd'hui la polémique a disparu car le pari est réussi : le public de l'ancienne salle Pleyel, qui était essentiellement domicilié à l'Ouest et dont la moyenne d'âge était de 65 ans, s'est fortement diversifié et rajeuni avec La Philharmonie, il est plus représentatif de l'ensemble de la population ; ce choix a aussi permis d'instaurer un dialogue entre le centre parisien et sa périphérie.

Prise en compte environnementale, maitrise énergétique

A.Mistler : comment ont été prise en compte les préoccupations environnementales dans le projet de La Philharmonie de Paris ?

L. Bayle :

- Cette dimension n'a pas été suffisamment prise en compte lors de la conception la Philharmonie en 2005 ; ce projet, qui ne serait pas retenu aujourd'hui, peut servir de contre- exemple en ce domaine.
- Ont été fixées quelques cibles : limitation du nombre de places de parking pour inciter à l'utilisation des transports en commun, dialogue avec l'environnement du Parc de la Villette, mais la préoccupation écologique s'est plus traduite dans le choix des matériaux que dans le bâtiment lui-même.
- L'exigence environnementale doit être prise en compte dès la conception du projet.

Action éducative

C. Brassac : incluez-vous les pratiques en amateur quand vous parlez d'usager plus actifs ?

L. Bayle :

- Cette dimension est essentielle dans le projet de la Philharmonie : il y a une importante demande d'approche du monde sensible par le contact sensoriel.
- Des projets spécifiques sont montés en partenariat avec les acteurs de cette pratique préexistante.
- La sensibilisation à l'univers de l'opéra passe pour beaucoup par des mises en situation (par la voix, l'image, le dessin, la dramaturgie), sans être intrusif mais en leur proposant une aventure spécifique.
- Des ateliers sont proposés, mêlant les générations, comme par exemple des séances de chœur en lien avec la programmation, le résultat faisant ensuite l'objet d'une présentation publique.
- Les actions éducatives, incluant les pratiques en amateur et l'éducation artistique et culturelle, sont partie prenante du projet global de la structure et prises en compte dans le modèle économique.
- Elles bénéficient de financements publics et d'aides de la société civile, particulièrement généreuses pour ce type d'action (80% du total du mécénat à la Philharmonie); La Philharmonie en finance également une part grâce à ses capacités d'autofinancement liées notamment à la jauge de sa salle de spectacle (2400 places).

- La force de l'éducation artistique et culturelle, c'est de s'incarner dans la relation avec un contenu réel, par exemple l'opéra.

Intégration de la création contemporaine

A.Mistler : L'OnR mène de longue date un partenariat avec Musica, avec la programmation commune d'une œuvre contemporaine; doit-il aller plus loin dans le soutien à la création contemporaine et intégrer les cultures urbaines?

L. Bayle :

- Oui mais avec discernement car les expressions contemporaines les plus en rupture, risquent d'épuiser les forces. Il s'agit d'être habile et ouvert.
- L'acception musique contemporaine est beaucoup plus large aujourd'hui et inclut des mises en spectacle de musiques qui ont pu trouver leur essence dans des formes plus populaires.
- L'enjeu est de rendre cohérente cette diversité de propositions.
- Les cultures urbaines, en musique comme en danse, participent de ce mouvement pour revisiter l'opéra mais il faut être vigilant pour que cela fasse sens, que ce ne soit pas plaqué.
- Les artistes de culture urbaine sont d'ailleurs en dialogue avec l'opéra en ce qui concerne la danse.

Politique tarifaire

A.Mistler : Comment utiliser la politique tarifaire comme élément de démocratisation ?

L. Bayle :

- C'est un levier à utiliser, en faisant attention à ne pas créer de gouffre financier : on peut par exemple prévoir un quota de place à tarif très bas pour l'offre patrimoniale.
- Il faut veiller éviter les effets d'aubaine et maintenir le niveau de prix des 1ères catégories, qui est à Strasbourg à un niveau acceptable par les mélomanes (contrairement aux opéra de Paris).
- L'augmentation de la jauge permettrait d'augmenter notamment le nombre de places de 1ères catégories, sources de recettes plus importantes.
- La Philharmonie a aussi fait le choix de moduler les tarifs selon le moment de la semaine, en prévoyant des tarifs moins élevés le weekend, qui touche un public plus nombreux et plus diversifié et au cours duquel est proposée une articulation avec des ateliers, notamment en famille.

.

Audition de Philippe ARLAUD – Metteur en scène

- P. Arlaud a produit 8 spectacles à l'OnR.
- Le statut de syndicat intercommunal complique la gestion de l'établissement.
- Constats sur les faiblesses du bâtiment :
  - ✓ Difficultés importantes à coproduire car la majorité des productions européennes ne rentre pas dans le plateau.
  - ✓ Mauvaise acoustique.
  - ✓ Fosse difficilement modulable : du fait de l'absence de vérin hydraulique.
  - ✓ Administration dans un autre bâtiment, coupée du théâtre par le tram.
- Le public de l'opéra à Strasbourg vieillit.
- Le chant et la danse sont des fondamentaux de l'humanité, ils parlent à tout le monde, l'opéra doit être moteur pour les réhabiliter

- L'opéra est sous une bulle depuis 3 siècles, il faut l'en faire sortir.
- Il doit pour cela se réinventer, expérimenter de nouvelles formes, aller vers toutes les esthétiques présentes dans le monde pour toucher de nouveaux publics.
- Il doit développer une transversalité avec les publics, les quartiers, les établissements d'enseignement.
- Le répertoire peut être revisité à l'infini, c'est un des fondements de la civilisation occidentale et de notre culture.
- On est confronté aujourd'hui aux limites de concentration d'une partie des publics, nécessitant d'aller vers des formes plus courtes.
- Une des questions à se poser est l'envergure souhaitée pour l'opéra : veut-on joueur pour des salles de 50 000 spectateurs ou pour un public plus réduit ?
- Il est nécessaire de se donner des outils pour former le jeune public, lui faire découvrir comment on fabrique un opéra, mais aussi faire venir des compositeurs en résidence.

A.Mistler :Le développement d'opéras pour le jeune public peut-il être une piste pour aller vers ce public ?
Ph. Arlaud :

- Il est nécessaire de favoriser la composition d'opéra pour jeune public pour développer le public de demain.
- Une autre piste est de mettre le pied à l'étrier de l'opéra à des jeunes générations dès l'école.
- L'opéra a des vertus pédagogiques car il peut transmettre des valeurs qui servent dans tous les domaines comme la discipline, d'où l'intérêt d'imaginer des projets autour de l'opéra s'adressant au jeune public dès la maternelle, en faisant interagir des professionnels.
- Ce type d'action peut aussi donner envie aux jeunes d'allers vers les métiers de l'opéra.
- L'action en direction du jeune public nécessite des moyens, c'est un choix politique.

AM. Jean : rejoint l'analyse de Ph. Arlaud sur l'importance de l'éducation artistique et culturelle et des pratiques en amateur et sur les articulations à développer entre pratique amateur et professionnelle.

II. IMAGINER L'OPÉRA AU CŒUR DE LA VILLE

Audition d'Eric CHENDEROWSKY – Directeur de l'Urbanisme et du Territoire.

Présentation du travail de recherche de sites menée en 2018 à la demande des élus et présenté en 2019 (voir annexe 8)

- Cette recherche a été menée dans une visée de garder une géographie culturelle lisible et sur la base de divers de critères dont :
  - ✓ Surface entre 5000 et 7 000 m²
  - ✓ Jauge 1200 places
  - ✓ Hauteur de cage de scène à 20 m
  - ✓ Accessibilité pour le public
  - ✓ Accessibilité logistique (ex : semi-remorques)
  - ✓ Environnement dans lequel s'insèrerait l'opéra (offre de services).

- Les divers sites étudiés :
  - ✓ Archipel
  - ✓ Place de Bordeaux
  - ✓ Place de Haguenau (dans le cadre d'un réaménagement de cette entrée de Strasbourg)
  - ✓ Gare basse
  - ✓ Caserne Ganeval, quartier Ste Aurélie
  - ✓ Ilôt Schoepflin- Fonderie (en cas de départ de La Poste)
  - ✓ Deux-Rives Siehr, Route du Rhin (en cas de départ de l'entreprise)
  - ✓ Deux Rives Citadelle- presqu'île
  - ✓ Deux Rives Rhin
- La direction de l'urbanismes est arrivée aux conclusions suivantes :
  - ✓ 3 sites inadaptés : Archipel, Gare basse, Citadelle
  - ✓ 5 sites envisageables sous réserve de leur disponibilité foncière : places de Bordeaux et de Haguenau, Caserne Ganeval, Ilot Schoepflin, Deux Rives Siehr,
  - ✓ 1 site envisageable avec contraintes : Deux rives Rhin
- Certains sites ne sont plus envisageables aujourd'hui, pour d'autres, actuellement occupés, l'échéance serait très lointaine.

Échanges suite à cette présentation

A.Mistler :

- Rappelle que la mission n'a pas pour objet de trancher entre restauration ou construction neuve ni de se prononcer sur l'implantation en cas de construction.
- La question de l'environnement est revenue fréquemment lors des auditions : l'implantation doit se faire dans le cadre d'un projet urbain.
- Quelle implantation favoriserait la venue du public allemand ?

E. Chenderowsky :

- Le Jardin des Deux Rives serait favorable au public allemand mais aussi la place de Bordeaux, lieu vers lequel il se déplace déjà.

P..Jakubowicz

- L'absence de continuum urbain est un handicap pour un site comme La Filature à Mulhouse.

AM Jean :

- Confirme que le site de l'Archipel est compromis vu l'évolution récente de ce quartier.

S. Dupressoir :

- La place de Haguenau comprend un parc classé dans un quartier avec un fort besoin de végétalisation pour les habitants, ce qui semble incompatible avec l'implantation de l'opéra.

Audition d'Agnès BLONDIN – Architecte des Bâtiments de France

- Apporte un regard sur l'inscription urbanistique dans la configuration actuelle ou dans la création d'un nouvel équipement.

- Si le choix se porte sur une nouvelle construction, une réflexion sera à mener sur le devenir de l'actuel bâtiment de l'opéra, emblématique, et aussi sur les espaces de bureaux.
- Seul le péristyle est protégé dans le plan de sauvegarde
- Il est préférable d'extraire la réflexion sur l'opéra de celle plus globale sur l'aménagement de la place Broglie, pour les donner du temps.

Possibilité de travaux sur le bâtiment

- S'agissant de la mise aux normes incendie et de l'accessibilité, beaucoup de choses peuvent être faites.
- L'espace scénique est inadapté à l'usage actuel mais il semble qu'il pourrait être adapté.
- Les besoins en espaces supplémentaires peuvent être envisagés.
- Les points plus compliqués portent sur les besoins pour la préparation des spectacles en amont : une connexion avec le Grenier d'Abondance ne parait pas réalisable vu la présence d'un ancien fossé des tanneurs avec circulation d'eau en, sous-sol.
- De même, une jonction hors sol n'est pas envisageable car elle déformerait l'exèdre arrière qui constitue un regard avec le place de la république.
- L'élévation du toit est envisageable mais ne pourra pas concerner la partie protégée.

Calendrier

- Une proposition d'aménagement du théâtre actuel pourrait être soumise à la commission des sites du patrimoine de septembre prochain ; la suivante est prévue en décembre.
- A. Mistler précise qu'aucune orientation n'aura été décidée d'ici septembre.
- A. Blondin indique que cette consultation a pour objectif d'examiner la faisabilité des travaux envisagés mais ne ferme pas la porte à d'éventuelles modifications par la suite.

Avis sur les espaces présentés par Eric Chenderowsky

- Concernant la place de Haguenau, le Plan de sauvegarde a souhaité qu'elle soit plus facile d'accès, ce qui aura une incidence sur le positionnement des stations de tram, mais n'empêcherait pas la construction d'un opéra à l'avenir, même si le lieu mériterait de garder un caractère paysager.
- Il serait préférable de ne pas choisir un emplacement qui pourrait créer de la concurrence à d'autres institutions culturelles proches (ex : place de Bordeaux)
- Une vigilance doit être portée à l'accessibilité du site.
- À titre personnel, A. Blondin privilégierait les espaces le long du Port du Rhin.

III. PRÉSENTATION DES RESTITUTIONS DES AUDITIONS MENÉES EN SOUS-GROUPES :

Restitution des auditions d'autres opéras réhabilités en Europe (Lyon, Berlin, Bruxelles, Genève) par Anne Mistler, Antoine Dubois, Sophie Dupressoir, Pierre Jakubowicz et Christian Brassac

Lyon, Berlin, Bruxelles : voir en annexe « Trois exemples de réhabilitation sur site »

Grand Théâtre de Genève (rencontre entre Christian Brassac et Aviel Cahn, son directeur)

- Ce théâtre, propriété de la ville de Genève, est la plus grande structure artistique de Suisse romande.
- La conception ouverte de l'opéra d'A. Cahn rejoint celle d'A. Perroux.
- Jauge : 1500, avec bonne visibilité quelle que soit la place.
- Moins de 100 levers de rideau par an.
- Une rénovation importante a eu lieu dans les années 60, avec surélévation à l'arrière de façon massive.
- Une nouvelle rénovation a été menée entre 2016 et 2018 ; elle a porté sur une reconfiguration de l'avant du bâtiment, comprenant la partie accueil du public, et des locaux administratifs ; coût : 63 M€
- Le Bâtiment mesure 50 m de large, soit près du double de celui de la place Broglie ; il dispose de scènes latérales et d'un espace important à l'arrière ; le déplacement des décors et du matériel est aisé.
- Durant les travaux, la programmation été déplacée vers un théâtre provisoire transportable, que le théâtre de Genève pourrait mettre à disposition de l'OnR en cas de besoin.

Échanges suite à ces restitutions

A.Mistler

- Point commun des 3 rénovations : extérieurs conservés et intérieurs rénovés ; nécessité d'extension (surélévation et/ou sous-terrain reliant à d'autres bâtiments et permettant le déplacement de décors).
- La Monnaie à Bruxelles : même enveloppe bâtimentaire que l'OnR mais une réserve importante de l'autre côté et possibilité de tunnel ; la restauration a bénéficié de fonds européens du fait du statut de capitale européenne de la ville.

Pierre Jakubowicz :

- Retient la nécessité de penser le temps long pour éviter une obsolescence rapide du nouvel équipement ; il faut donc prévoir des options qui permettent de prendre en compte les évolutions futures.
- Il faudra revenir vers un certain nombre de maisons qui ont eu des rénovations similaires pour disposer d'une grille de vigilance sur les choix et les souplesses à garder.

Restitution des auditions d'acteurs de la formation par Christian Brassac

Christian Brassac a rencontré Mathieu Schneider, Vice-Président de l'Unistra, Vincent Dubois, co-directeur de la HEAR, Vincent Monteil, ancien directeur de l'Opéra Studio et Delphine Ledroit, directrice du CFA Métiers de la scènes rattaché à l'Opéra national de Lorraine.

Mathieu Schneider, maître de conférences en musicologie et vice-président Culture, sciences en société de l'Université de Strasbourg

- Les étudiants en musique jouent pour les opéras jeune public programmés par l'OnR à la Cite de la Cité de la musique et de la danse.
- Les étudiants en scénographie pourraient être mobilisés par l'OnR à l'avenir.

- L'Eurométropole se doit d'avoir un opéra de niveau international, outil de rayonnement culturel
- Le théâtre de la place Broglie n'est plus adapté : exiguïté globale, impossibilité de coproduire avec des grands opéras européens, acoustique insatisfaisante, fosse beaucoup trop petite et non modulable.
- L'OnR doit s'ouvrir sur la ville.
- Il doit aussi s'ouvrir à de nouvelles formes opératiques (comédies musicales, opéras rock, développement de dispositifs numériques dans les mises en scène,…).
- Sauf à trouver une solution iconoclaste au-dessus de l'eau en lien avec le bâtiment du TNS, la rénovation du théâtre de la place Broglie ne peut répondre aux exigences d'aujourd'hui ; un nouvel opéra s'impose, avec une synergie à trouver entre Broglie, le nouveau lieu et le TNS.
- Ces trois lieux devront disposer d'espaces dédiés à la formation de jeunes adultes venant de la HEAR (scénographie) et de l'Unistra (post master pour une insertion dans la vie professionnelle) ; ces formations devront intégrer la dimension numérique.
- Plusieurs pistes pour un nouvel usage du bâtiment de la place Broglie : Théâtre Alsacien de Strasbourg, théâtre de boulevard, danse, récital, saison de musique de chambre avec résidence pérenne d'une formation de petite taille.

Vincent Dubois, co-directeur de la HEAR, directeur de l'Académie supérieure de musique de la HEAR

- Forte articulation entre le Conservatoire, l'Université et la HEAR.
- L'articulation avec l'opéra concerne essentiellement la participation d'étudiants de la HEAR aux productions jeune public de l'OnR, une collaboration avec l'opéra studio, les tutorats pour accompagnateurs au piano et chefs de chœur et la participation à des actions de médiation.
- La participation aux opéras jeune public est formatrice pour les étudiants en art lyrique de la HEAR mais il serait souhaitable qu'ils puissent être mis en situation sur la scène de l'OnR, ce qui n'est pas possible aujourd'hui du fait des contraintes de programmation de ce lieu ; un nouvel opéra pourrait intégrer ce besoin.
- Il manque une école supérieure de danse dans le Grand Est.

Vincent Monteil, ancien directeur de l'Opéra studio (poste en cours de recrutement)

- L'Opéra Studio propose à huit artistes lyriques, deux pianistes et, depuis 2021, un-e chef-fe d'orchestre assistant-e, tous en début de carrière, une formation complémentaire afin de renforcer leurs compétences.
- Cette formation d'excellence dispensée à Colmar a pour objectif d'accompagner l'insertion professionnelle de chaque nouvelle promotion.
- Les artistes sont sélectionnés parmi de très nombreux candidats de toutes nationalités.
- Durant une à deux années, ils approfondissent leurs connaissances artistiques et techniques grâce à des master classes et des séances de perfectionnement diversifiées.
- Les chanteurs ont par ailleurs l'opportunité de se produire sur scène aux côtés de chanteurs professionnels et de travailler sous la direction de grands metteurs en scène et chefs d'orchestre en participant à une création jeune public programmée

par l'OnR et présentent plusieurs récitals dans le cadre de la programmation des Heures lyriques.
- Le-la chef-fe d'orchestre, assure pour sa part une fonction d'assistant-e sur plusieurs productions et est amené-e à diriger un des deux orchestres dans la représentation publique d'une œuvre au programme de l'OnR.
- Les artistes participent par ailleurs à des actions de médiation culturelle pour amener le jeune public vers l'opéra.

Delphine Ledroit, directrice du CFA Métiers des arts de la scène rattaché à l'Opéra national de lorraine à Nancy

- Créé en 2008, le Centre de Formation d'Apprentis (CFA) Métiers des arts de la scène développe l'activité de formation professionnelle de l'Opéra national de Lorraine.
- En partenariat avec l'UFR « Arts, Lettres et Langues » de l'Université de Lorraine, il propose une formation générale associée à une formation pratique, sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, aux métiers de l'opéra, de l'orchestre et du spectacle vivant en général.
- Il travaille avec plus de 70 opéras et orchestres partout en France ; la directrice regrette qu'à ce jour aucun étudiant n'ait choisi l'OnR comme lieu de formation pratique.
- Deux parcours sont proposés :
  - ✓ Le parcours « Métiers de la scène lyrique » forme aux métiers de régisseur de scène, régisseur d'orchestre, chargé de production, bibliothécaire musical.
  - ✓ Le parcours « Accompagnement des publics et partenariats dans le spectacle vivant » forme aux métiers de chargé des relations avec le public, chargé des projets pédagogiques, chargé de l'action culturelle.
- Diplôme délivré : : licence professionnelle « Communication et valorisation de la création artistique ».
- Depuis juin 2020, il bénéficie d'un cofinancement par le programme Erasmus+ de l'Union européenne dans le cadre du projet « Europe en scène » à destination des apprentis diplômés.
- Depuis la création du CFA, plus de 180 jeunes sont sortis diplômés de l'Université de Lorraine.
- Le cursus « Chargé de l'action culturelle » proposé depuis 2 ans, qui traite notamment de la médiation en direction des publics empêchés, attire beaucoup d'étudiants ; cette formation contribue à l'inscription de l'opéra dans le tissus social.

IV DÉSIGNATION DE LA RAPPORTEURE DE LA DÉLIBÉRATION PRÉSENTANT LE RAPPORT DE LA MIE AU CONSEIL MUNICIPAL

Un-e rapporteur-e doit être désigné-e pour la délibération liée au rapport de la MIE qui passera au Conseil municipal du 20 septembre. Anne Mistler, en tant que Présidente ne pouvant réglementairement assurer cette fonction, il est décidé à l'unanimité des présents qu'Anne-Marie Jean s'en chargera.

Note au Président

Mission d'information et d'évaluation pour l'avenir de l'Opéra du Rhin à Strasbourg
Quelle vision et quels enjeux pour l'opéra et le ballet à 10, 20, 30 ans ?
Mercredi 19 mai 2021 09h30

Membres de la Mission :
Anne Mistler, Adjointe à la Maire, conseillère de l'Eurométropole
Carole Zielinski, Adjointe à la Maire
Sophie Dupressoir, Conseillère municipale déléguée, conseillère de l'Eurométropole
Christian Brassac, Conseiller municipal délégué, Vice-Président
Caroline Barrière, Conseillère municipale
Pascal Mangin, Conseiller municipal
Anne-Marie Jean, Conseillère municipale déléguée, Vice-Présidente
Pierre Roth, Conseiller municipal délégué, Vice-Président
Suzanne Brolly, Adjointe à la Maire, Vice-Présidente
Catherine Trautmann, Conseillère municipale, conseillère de l'Eurométropole
Alain Fontanel, Conseiller municipal, conseiller de l'Eurométropole

Invités, membres du CA :
Antoine Dubois, Conseiller municipal délégué, conseiller de l'Eurométropole
Hervé Polesi, Adjoint à la Maire
Pierre Jakubowicz, Conseiller municipal

Sont également auditionnés avant vous Olivier Py, après vous, Laurent Bayle et Philippe Arlaud

Bonjour, et merci aux élus de la ville de Strasbourg d'auditionner le Président de la ROF.
En effet, le Conseil Municipal de la ville de Strasbourg a mis en place une Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra National du Rhin destinée à clarifier les enjeux quant à l'avenir du bâtiment qui l'accueille à Strasbourg.
Elle doit ainsi explorer ce que devrait être un Opéra au XXIème siècle dans un paysage national, transfrontalier et européen, et s'exprimer sur ce que la collectivité souhaite promouvoir à travers ce lieu de culture. Elle rendra en juin 2021 un rapport qui aidera l'exécutif à prendre une décision au courant du mandat quant à l'avenir du siège strasbourgeois de l'Opéra national du Rhin.

La question de l'opéra au XXIème siècle, c'est-à-dire de l'opéra de demain est une question qui traverse les préoccupations de la ROF et de ses membres.
Elle a notamment été abordée dans le rapport d'étude, co-signé ROF et Observatoire des Politiques Culturelles, daté de 2017, sur *L'art lyrique en région, démarche prospective sur les opéras du Grand Est de Nouvelle-Aquitaine dans le contexte de la réforme territoriale*. C'était intéressant dans le cadre des deux seules régions ayant fusionné trois anciennes régions.
Dans ce rapport sont évoquées diverses constats, pistes ou axes de réflexion sur la construction d'un opéra de demain.
Ma présentation se basera sur les conclusions de ce rapport.
Soulignons que nous n'aborderons pas ici la question de l'artistique, évidemment essentielle, mais qui, nous le savons, est prise en charge par les structures elles-mêmes, avec des singularités et une diversité qui enrichissent le paysage lyrique et chorégraphique.

Il est dans cette étude apparu que le monde de l'art lyrique a été au fil du temps amené à se dégager de son statut traditionnel d'exceptionnalité pour s'intégrer davantage dans l'ensemble formé par les politiques culturelles.
C'est donc à l'aune d'un paysage global des outils et d'une politique culturelle menée par des collectivités que doit se penser désormais l'opéra.

L'Opéra français est né au XVIIème siècle mais les maisons d'opéra sont davantage du XVIIIème. Cependant, c'est surtout au XIXème siècle que les grandes maisons sont passées du statut aristocratique à un modèle plus bourgeois. Les maisons sont devenues alors les écrins de la « représentation sociale » dont les loges latérales en disent long sur le souci premier d'être vu plutôt que de voir le spectacle. De cela il n'en est plus question aujourd'hui.

- **<u>Un bâtiment opéra responsable et durable, ouvert sur la cité, un opéra agora</u>**
- **Porter, via la structure opéra, une attention large aux questions environnementales**

L'attention aux questions environnementales, si elle apparaît évidente aujourd'hui sur l'aspect bâtiment, doit aussi se poser à tous les niveaux de l'activité qui irriguent l'opéra : artistique évidemment (ex. les décors numériques), technique, administratif, lien avec les publics…

- **Ouvrir davantage le bâtiment opéra sur la cité et renforcer l'ancrage territorial.**

Il semble aujourd'hui essentiel de lutter contre le sentiment d'opacité ou de forteresse :
- en travaillant à une meilleure hospitalité des maisons,
- en jouant sur l'interface espace public/opéra,

Tout cela passe par un travail sur une architecture plus transparente, des agencements favorisant le passage, inspirant la rencontre et la convivialité.

- **Sortir des murs pour aller à la rencontre de nouveaux publics**

Il s'agit de faire en sorte que les arts lyrique et chorégraphique soient plus présents et plus visibles dans l'espace public :
- en investissant des lieux du territoire : quartier environnant, lieux de vie ou de passage,
- en s'associant à des événements, notamment des manifestations populaires et à forte visibilité, pour mettre en exergue une action de la maison ou promouvoir une saison de manière ludique et innovante.

- **Faire de l'opéra un lieu de vie en mouvement permanent et un lieu de sociabilités multiples.**

Développer l'animation et la convivialité en favorisant des espaces de vie satellites, en diversifiant les usages et en favorisant les croisements (entre publics, entre artistes et publics... ; entre fonctions et services) :

- expositions d'art, accueil d'autres formes artistiques, développement d'activités non lyriques ou chorégraphiques,
- fablab, espaces de co-working, cafés, restaurants, espaces conviviaux, logements dans un esprit de tiers lieu,
- aménagement d'espaces commerciaux, de bars et restaurants, de boutiques ouvertes, de librairies ; accueil de services utiles à tous (crèches…).

- **<u>Un Opéra pour tous, par tous</u>**
- **Impulser une diversification toujours plus grande des publics**

Quelques moyens simples sont envisageables pour élargir les publics :

- Améliorer les conditions matérielles d'accès à l'offre, en poursuivant la mise en œuvre de politiques tarifaires incitatives (gratuité, réductions, etc.), notamment en direction des jeunes et des familles
- Adapter les horaires des spectacles et des activités aux contraintes de la vie familiale et professionnelle
- Accompagner la mobilité du public, en travaillant avec les réseaux de transports en commun pour faciliter l'accès aux maisons ou en favorisant les systèmes de covoiturage, de location de vélos etc.
- Offrir des services innovants aux publics, par exemple pour simplifier la vente de billets, avec l'appui du numérique (en prolongement des systèmes de billetterie dématérialisés existants)... ou en termes de garderie pendant que les parents assistent aux spectacles.

- **Poursuivre le travail en direction de la jeunesse et des scolaires, notamment via les actions d'éducation artistique et culturelle.**

Ce travail est aujourd'hui pleinement pris en charge par les équipes des Opéras. Pour autant, au moment où le ministère se dote d'une nouvelle délégation consacrée à ces questions et où la jeunesse a été touchée de plein fouet par la crise sanitaire, il doit encore s'intensifier, trouver de nouvelles formes, de nouveaux périmètres.

- **Diversifier les modes de participation.**

Donner de la consistance au principe des « droits culturels » en associant le public pour travailler autrement l'offre, la programmation, la communication de l'institution ou la mise en place de nouveaux services.

- **Mobiliser les ressources numériques et les formes de médiations innovantes.**

Mieux investir les médiations innovantes, en particulier autour de l'image et du numérique, sur l'ensemble du territoire.

- **<u>Un Opéra pleinement actif sur son territoire</u>**
- **Avec les autres acteurs artistiques et culturels**

Renforcer les relations avec les acteurs et ressources artistiques et culturels des territoires, pour favoriser l'interconnaissance ainsi que pour développer des coopérations artistiques et culturelles et des projets communs à l'échelle d'une ville, d'une métropole ou au- delà.
Penser le devenir des Opéras dans le cadre de projets culturels globaux, en conciliant enracinement/proximité et rayonnement à différentes échelles.

- **Avec l'ensemble des acteurs socio-économiques**

Renforcer les relations avec les acteurs économiques, touristiques, sociaux, de l'aménagement-urbanisme, etc., pour développer des démarches intersectorielles et transversales.

- **Faire de la création du spectacle opératique, un spectacle**

Aujourd'hui l'opéra qui est d'essence même un art total doit aujourd'hui montrer combien tous les arts servent sa prétention originelle.
Ainsi il doit pouvoir être offert au public de voir la fabrication du spectacle d'Opéra en création et être ainsi connaître les différents métiers puis interagissent dans le processus créatif : visite des ateliers décors, voir le décor en train de se faire, visite des ateliers couture, des travaux sur la lumière, des recherches d'accessoires et enfin, bien entendu des répétitions d'orchestre et des chœurs ou/et du ballet.

Synthèse :
L'opéra de demain doit poursuivre un accompagnement fort et audacieux de l'ensemble de la création artistique, de la tradition, de la transmission du patrimoine lyrique et diffuser l'avant-garde.

L'opéra se doit d'être connecté pleinement à son époque et doit pouvoir être porteur d'une vision engagée et responsable sur l'avenir. La prise en compte des questions sociales et environnementales (notamment via l'enjeu de durabilité) doivent à ce titre être des axes essentiels de sa construction.

L'opéra de demain se doit également d'être un lieu familier, comme aime à le nommer le musicologue Hervé Lacombe, pour toutes et tous, où toutes les générations puissent se rencontrer, construire et échanger autour de l'art lyrique et chorégraphique.

L'opéra de demain se doit d'être fortement implanté dans un territoire, ce qui ne l'empêche nullement, bien au contraire, de rayonner bien au-delà. Ce rayonnement doit s'entendre et se construire en lien avec les partenaires culturels évidemment, mais aussi avec l'ensemble des acteurs du paysage (économie, tourisme…).

Mission d'Information et d'Évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin à Strasbourg

Ordre du jour
de la sixième séance plénière
mercredi 16 juin 2021

Réunion en présentiel en salle des Commission B
et en visioconférence

9h : Quelle vision et quels enjeux pour l'opéra et le ballet à 10, 20, 30 ans ?
Auditions en visioconférence :
- 9h : Bruno Studer, député, président de la Commission Culture de l'Assemblée Nationale
- 9h30 : Caroline Sonrier, directrice de l'Opéra de Lille, qui abordera également les engagements pris par cet opéra en matière de développement durable

10h30 : Restitutions d'auditions en sous-groupe :
- Bernt Bauge, actuel directeur général de l'Orchestre Philharmonique de Bergen, qui a suivi la construction de l'opéra d'Oslo, par Anne Mistler, Antoine Dubois et Sophie Dupressoir
- Patrick Minard, ancien directeur général de l'OPS, par Anne Mistler et Anne-Marie Jean

11h : Débat sur une proposition de plan pour le rapport final de la mission

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
Compte rendu de la Séance Plénière du 16 Juin 2021

Participants:

Membres de la Mission			
Anne	MISTLER	Présidente	X
Caroline	BARRIERE	Titulaire	X
Christian	BRASSAC	Titulaire	X
Suzanne	BROLLY	Titulaire	Excusée
Sophie	DUPRESSOIR	Titulaire	X
Alain	FONTANEL	Suppléant	Excusé
Anne-Marie	JEAN	Suppléante	X
Pascal	MANGIN	Titulaire	Excusé
Pierre	ROTH	Suppléant	X
Catherine	TRAUTMANN	Suppléante	Excusée
Carole	ZIELINSKI	Titulaire	X
Antoine	DUBOIS		Excusé
Pierre	JAKUBOWICZ		X
Hervé	POLESI		Excusé
Brunor	STUDER	Député – président de la Commission Culture de l'Assemblée nationale	X
Caroline	SONRIER	Directrice de l'Opéra de Lille	X
Antoine	VIEILLARD	Conseiller culturel – Cabinet de la Maire et de la Présidente	X
Julie	ARANEDER	DGA	Excusée
Camille	GIERTLER	Cheffe du service Action culturelle Direction de la Culture	X
Marianne	MOLLER	Cheffe du service Administration générale Direction de la Culture	Excusée
Jean	LEHODEY	Chargé de mission Service Action culturelle Direction de la Culture	X
Florence	MATHONAT	Cheffe du service « Constructions sociales et culturelles » par intérim	Excusée

		Direction de la Construction et du patrimoine bâti	
Marie	LORBER JAKOBASCH	Assistante de direction	X

I. QUELLE VISION ET QUELS ENJEUX POUR L'OPÉRA ET LE BALLET À 10, 20, 30 ANS ?

1. Audition de Bruno STUDER – Député – Président de la Commission Culture de l'Assemblée nationale.

- L'opéra est un art global faisant appel à toutes les disciplines, le bâtiment doit lui aussi être global en s'adressant à toute la population.
- L'OnR doit être à la fois au service de la population locale et de l'ambition européenne de Strasbourg.

Financement

- Il s'agit d'un investissement conséquent, qui ne peut être financé au seul niveau local., mais doit bénéficier de soutiens régionaux, nationaux et européens, en saisissant notamment l'opportunité du contrat triennal.

Éducation artistique et culturelle

- Le projet de l'OnR doit intégrer la dimension de l'éducation artistique et culturelle pour faire connaître cet art dès le plus jeune âge, les enfants étant le public de demain; il pourrait pour cela s'inspirer de l'expérience de La Philharmonie de Paris, par exemple s'associer à l'action de Demos, accueillir des classes transplantées pour faire découvrir aux élèves toutes les facettes de l'opéra, animer des ateliers de musique, de construction de décors.

Rayonnement

- L'OnR doit renforces sa dimension régionale transfrontalière pour devenir véritablement un opéra rhénan, en imaginant une construction juridique associant les autres opéras transfrontaliers
- La musique classique, avec l'OPS et l'OnR, est un outil de diplomatie culturelle : elle a un rôle à jouer pour porter la voix de Strasbourg partout en Europe et contribuer au combat pour Strasbourg Capitale européenne.
- Pour prouver sa capacité à accueillir des institutions européennes, Strasbourg doit disposer d'un opéra qui soit en capacité d'accueillir et coproduire toutes les productions internationales : l'OnR doit être une scène de capitale qui s'impose au sein des scènes européennes.
- Le sous-dimensionnement du bâtiment actuel (taille, jauge, logistique) ne permettant pas un tel développement, un nouvel équipement est indispensable pour accueillir l'OnR, celui de la place Broglie pouvant être affecté à d'autres fonctions.
- Son implantation doit permettre de symboliser le rapprochement avec l'Allemagne, dont la population est très friande d'art lyrique ; le Jardin des Deux Rives pourrait répondre à cette exigence.

Débat suite à l'intervention de Bruno Studer

Christian Brassac :

- La ville de Bruxelles n'a pas eu à financer la rénovation du Théâtre de la Monnaie, qui a bénéficié de fonds de l'État fédéral et de fonds d'origine européenne. Des fonds européens peuvent-ils être mobilisés pour l'OnR ?

Anne Mistler

- Sollicite le soutien de B. Studer pour mener un lobbying en faveur de l'OnR et accompagner la recherche de financements européens.
- L'objectif est aussi de déconstruire cette notion d'élitisme liée à l'opéra. L'opéra est un art global et transversal ; l'accueil de nouvelles esthétiques permettrait d'apporter un regard différent. Dans cet ordre d'idée, A. Perroux a l'intention de programmer des comédies musicales pour toucher un autre public.
- Les rencontres avec le monde économique et du tourisme ont mis en exergue le travail à mener pour faire connaitre l'opéra et ce qu'est l'opéra. L'opéra de Strasbourg n'est pas un atout touristique à ce jour.

Bruno Studer :

- Apportera son soutien à la recherche de financements européens, va se renseigner concernant le Théâtre de La Monnaie.
- Le combat pour le siège strasbourgeois du Parlement Européen est dur, l'OnR peut faire partie des arguments pour convaincre les élites.

2. Audition de Caroline SONRIER – directrice de l'Opéra de Lille

- Les opéras se sont transformés depuis 20 ans et malheureusement gardent encore une image élitiste.

Label ISO 20121

- S'agissant de l'obtention du label ISO 20121, le travail a démarré en 2016 et a duré 4 ans ;il a mené avec les équipes, avec l'accompagnement par un cabinet la première année ; il a permis de préciser la notion de développement durable, confuse pour beaucoup au départ, et de définir des priorités; des groupes de travail par thématique ont été mis en place. À Lille, le bâtiment actuel n'est pas conçu pour permettre des économies d'énergie.
- L'obtention du label national, qui valide le processus et la méthode de travail et non le contenu des meures a permis de donner un nouvel élan.
- La démarche a pris en compte l'aspect social : relations au sein de la maison, relations avec le public, les artistes, prise en compte et inclusion des publics en difficulté.
- Le travail a été mené également avec les partenaires extérieurs qui ont été partie prenante de la démarche : public, collectivités, artistes, entreprises... ; la question du recyclage a été par exemple travaillé avec les compagnies (possibilité de don de matériel par l'opéra).
- Les scénographes sont souvent démunis sur ces questions, il est nécessaire de partager les expériences et les savoir-faire.
- Par la suite, un audit est prévu tous les 2 ans.

C. Brassac :

La responsabilité sociétale de l'entreprise (parité, lutte contre le harcèlement ,…) a-t-elle été prise en compte ? L'université a-t-elle été associée à la démarche ?

C. Sonrier :

- La qualité de vie au travail est intégrée à la démarche.
- L'université et l'Éducation Nationale font partie des partenaires associés.
-

Restauration de l'Opéra de Lille

- L'opéra de Lille n'a pas de ballet mais programme des spectacles de danse et accueille des équipes chorégraphiques en résidence.
- C'est un petit équipement qui ne dispose pas d'arrière-scène ; ses moyens techniques ne lui permettent pas d'accueillir toutes les productions; les déchargements sont compliqués,
- Avant les travaux, il a été fermé pendant 5 ans pour des questions de sécurité.
- Il a été restauré pendant 2 ans ; il a été fermé pendant les travaux mais a mis en place un studio de répétition provisoire.
- S'agissant de la rénovation du bâtiment, la partie scénique a été détruite et reconstruite ; des cintres motorisés et informatisés ont été installés et un ascenseur a été installé pour chercher les décors au 1er étage, élément important en termes de manutention et de pénibilité.
- S. Dupressoir : le fait d'être un opéra national a-t-il facilité l'obtention de financements ?
- C. Sonrier : L'opéra de Lille est un EPCC qui n'a pas le label d'opéra national ; il a par contre obtenu le label Théâtre lyrique d'intérêt national en 2017.
- La restauration a bénéficié de financement croisés des différentes collectivités et de fonds européens dans le cadre de Lille capitale culturelle européenne.
- Il est important de penser à la formation du personnel au nouveau matériel lorsque le projet prévoit de le renouveler.
- Le théâtre à l'italienne présente la meilleure acoustique pour un opéra mais pose problème dans la disposition des places, qui reproduit le schéma de hiérarchisation de la société dont on essaye de sortir.
- Il est important de prévoir dans un nouveau projet des lieux pour des activités alternatives dans un esprit d'ouverture vers de nouveaux publics.
- Prendre en compte l'usure du matériel ; l'opéra de Lille provisionne 2 M€ par an pour cela ; le matériel est en moyenne à remplacer au bout de 20 ans.

Relation avec le public et développement des publics

- L'opéra de Lille travaille avec de nombreux établissements scolaires ; mais il s'agit d'un public captif, qui revient peu ensuite : comment susciter ensuite une démarche spontanée vers l'opéra ? On constate que, malgré les efforts faits par beaucoup d'opéras depuis 20 ans, la diversification du public est lente.
- Il est nécessaire d'ouvrir plus l'opéra sur la ville, cela passe notamment par un élargissement des périodes d'ouverture du bâtiment, par exemple sur des horaires plus importants ou pendant les vacances scolaires, ce qui n'est pas possible à l'opéra de Lille du fait des plannings de production et de répétition.
- L'opéra de Lille organise chaque année l'évènement « Happy day », pour faire découvrir l'opéra à un public familial avec des animations proposées dans tous les espaces du bâtiment.
- Il faut faire évoluer l'accueil du public pour tenir compte de l'évolutions des pratiques (développement des réservations par internet), notamment en abandonnant la configuration du guichet pour établir une relation favorisant plus le dialogue.

- C. Brassac signale à ce sujet la nouvelle formation à l'accueil du public proposée par le CFA Métiers de la scène de Nancy, qui attirent de nombreux candidats.

II. PRÉSENTATION DES RESTITUTIONS DES AUDITIONS MENÉES EN SOUS-GROUPES :

Bernt Bauge, actuel directeur général de l'Orchestre philharmonique de Bergen, qui a suivi la construction de l'opéra d'Oslo, par Anne Mistler, Antoine Dubois et Sophie Dupressoir.

Cf CR joint.

Patrick Minard, ancien directeur général de l'OPS par Anne Mistler et Anne-Marie Jean.

- P. Minard estime qu'on focalise trop sur les œuvres qui ne peuvent être montées à l'OnR du fait de ses contraintes, alors que 85 % du répertoire peut y être présenté, y compris un répertoire peu joué qui gagnerait à être mis en valeur (baroque, contemporain, opérette).
- L'organisation entre l'OPS et l'Opéra n'est pas toujours facile : un programme à l'opéra requiert 8 semaines de travail pour l'OPS et un nombre plus ou moins important de musiciens est mobilisé selon la pièce, mais jamais l'effectif au complet ; quand il reste peu de musiciens, le reste de l'orchestre ne peut rien faire pendant ce temps.
- L'OnR devrait développer des partenariats avec les opéra de Karlsruhe et Bâle, notamment pour mieux faire tourner les productions.
- Dans l'estimation budgétaires du projet futur de l'opéra, il est important de prendre en compte les répercussions de la nouvelle organisation sur les dépenses de fonctionnement.

III. DÉBAT SUR UNE PROPOSITION DE PLAN POUR LE RAPPORT FINAL DE LA MISSION.

Les remarques lors des échanges sur la trame proposée seront reprises et la version amendée envoyée aux membres de la MIE pour recueillir leur validation dans un délai contraint afin de permettre à Camille Giertler et Jean Lehodey d'écrire le rapport en juillet pour une relecture par les membres de la Mission en août.

Trois exemples de réhabilitation sur site

Dates des auditions	26/04/21- 27/04/21- 05/05/21		
Animation	A. Mistler, S. Dupressoir, P. Jakubowicz, A. Dubois, C. Brassac		
Points abordés	**Opéra de Lyon- Serge Dorny**	**Staatsoper à Berlin- Mathias Schultz**	**Théâtre de la Monnaiie à Bruxelles- Peter de Caluwe et Dominique Mertens**
Origine travaux	Vétusté	Vétusté, inadapté aux besoins	Problèmes de sécurité et inadapté aux besoins
Raison choix de réhabiliter	NP	Pression des citoyens pour garder le bâtiment initial	Une nouvelle construction n'a jamais été envisagée
Date travaux	1986-1993	2010-2017	Depuis 2015 (après 1ère rénovation en 1986)
Durée	7 ans	7 ans au lieu des 3 prévus	Travaux étalés en plusieurs phases jusqu'à 2025
Type de travaux	Gardé de l'ancien théâtre que les quatre façades et le foyer du public, partie classée historique. Agrandi par le bas (5 étages creusés dans le sol) et par le haut (5 étage rajoutés dans une partie surélevée moderne, avec verrière en dôme), soit 18 étages en tout.	Gros travaux sans toucher à l'extérieur du bâtiment: Plafond rehaussé , agrandissement de la cage de scène (hauteur 30 m), installations techniques sophistiquées permettant de moduler tous les espaces par commande numérique, (ex: scène pouvant être relevée ou abaissée sans bruit durant les spectacle, plateau tournant) Augmentation de l'espace de stockage des décors situé dans un bâtiment proche relié par un souterrain à l'opéra, baisse de la jauge pour augmentation du confortdu public (fauteuils ergonomiques, plus de places entre les fauteuils), plusieurs salles de répétition, lieux de rencontre.	En 1986 , premières série de travaux avait été menée: cage de scène et toiture rehaussées, création salle répétition des chœurs. 2015: Installation de la scène renouvelée, intégrant les techniques de scène des plus modernes. Nouveau monte-décors placé sur le côté de la scène directement relié à un tunnel souterrain construit entre les ateliers et la maison d'opéra . Installation de quatre nouveaux ascenseurs scéniques . Fosse d'orchestre mise au même niveau horizontal que le plancher scénique. Amélioration du confort pour le public dans la salle, renouvellement de la climatisation. Acoustique travaillée avec beaucoup de précision, avec recours à un acousticien à chaque étape.

Points abordés	Opéra de Lyon- Serge Dorny	Staatsoper à Berlin- Mathias Schultz	Théâtre de la Monnaiie à Bruxelles- Peter de Caluwe et Dominique Mertens
Bilan aujourd 'hui	Geste architectural (Jean Nouvel), mêlant harmonieusement architecture classique et contemporaine, toujours pertinent mais gros sûrcouts et bâtiment ne répondant plus aux besoins 30 ans après: l' évolution des besoins et des technologies n'a pas été anticipée: salle non modulable, acoustique mauvaise, salle non pensée pour nouvelles technologies, besoin d'équiper la salle à chaque fois qu'une production nécessite outils numériques, pas de possibilité de surtitrage individuel ou de tablettes interactives, pas de tournette, performances machineries limitées, choix de jauge (passée de 900 à 1200 places) non pertinent, jauge insuffisante économiquement, pb de sécurité ayant entrainé la ferneture de l'opéra en 2000.	Amélioration significative de l'acoustique, et du confort pour le public, nette amélioration des déplacements de décors, économie de personnel technique du fait de la numérisation des commandes, possibilité de mener plusieurs productions en parallèle, salle pour concerts, amélioration des conditions de répétition, jauge suffisante car 2 autres opéras à Berlin. Mais:travaux bcp plus longs que prévu et budget 450M€, doublé par rapport aux prévisions. Les personnels techniques ont perdu leurs marques pendant la longue période hors du Staatsoper et ont été déboussolés au début par les nouveuax outils techniques et l'automatisation	Mariage réussi entre salle classique et techniques d'aujourd'hui. Salle et scène entièrement modulables (fauteuils escamotables). Salle de répétition de même taille que la scène. Acoustique excellente.Les semi-remoques desservent les ateliers en descendant au sous-sol: très avantageux. Les travaux n'ont ni réduit ni augmenté la jauge (1150 places). L'Opéra est maintenant parfaitement adapté aux besoins des productions d'aujourd'hui
Transfert de l'opéra pendant les travaux	NP	Pendant 7 saisons, tranferts des spectacles vers un autre théâtre à Berlin (Théatre Schiller) plus petit avec acoustique pas extraordinaire , réduction du nombre de productions (130 spectacles au lieu de 160).	Au départ, espaces loués au Théâtre de Bruxelles puis, face à l'allongement de la durée de travaux, investissement dans une structure temporaire éphémère (tente), qui ne sera pas réexploitable.

Points abordés	Opéra de Lyon- Serge Dorny	Staatsoper à Berlin- Mathias Schultz	Théâtre de la Monnaiie à Bruxelles- Peter de Caluwe et Dominique Mertens
Recommandations	Anticiper les évolutions: imaginer l'environnement lyrique et chorégraphique d'ici 20 ans - Prévoir modularité des espaces permettant de modifier le rapport scène-salle, tenir compte de l'évolution des pratiques (ex: développement achat de billets par voie numérique, donc plus besoin de grands guichets d'accueil). Choix du lieu pour l'OnR à Strasbourg: doit rester en centre-ville: les lieux culturels sont une antidote à l'envahissement des commerces.	Importance de la planification: chantier Staatsoper cité en exemple négatif du fait de la durée des travaux et du surcoû. S'assurer de la solidité du bureau d'étude. Nécessité de désigner une personne qui connaisse l'opéra, responsable à temps plein du chantier. Importance d'intégrer les services techniques (son, décors, costumes,.....) dans le processus de travaux. Penser à la formation des personnels aux nouvelles techniques. Choix idéal pour Strasbourg; un nouveau lieu pour les grandes productions, garder l'actuel pour les plus petites. Un opéra franco-allemand aurait beaucoup de sens, symbole de la coopération culturelle européenne.	Similitudes avec l'OnR: bâtiment ancien en centre -ville, 60m sur 30m, murs du théâtre sont aussi ceux de la scène, opéra réalisant lui-même ses décors et costumes. Mais avantage: grand locaux dans bâtiment à proximité et possiibilité de creuser un sous-terrain reliant le 2 , ce qui n'est pas le cas à Strasbourg (pas de bâtiment à racheter alentour et la nappe phréatrique proche empêche de creuser profond) . Mieux vaut estimer justement les coûts dès le départ, même si le budget est élevé, que de les réévaluer en chemin et étaler les travaux, ce qui a un coût.

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin 2021
Audition de Monsieur Bernt BAUGE concernant l'Opéra Oslo

Date : 04/06/2021
Animation : Anne MISTLER, Sophie DUPRESSOIR, Antoine DUBOIS

M. Bernt Bauge, actuel directeur général de l'Orchestre Philharmonique de Bergen, a travaillé 20 ans à l'Opéra et Ballet de Norvège et a suivi les travaux pour la construction du nouvel opéra d'Oslo menés entre 2000 et 2008. Il va prochainement suivre le projet d'un nouveau théâtre à Bergen et est disposé à partager cette expérience avec notre collectivité par la suite.

1. Historique et déroulement du projet

- 1957 : Ancien cinéma transformé en opéra, théâtre petit, inadapté.
- Projet de nouvel opéra : longues discussions pour trancher entre démolir l'ancien cinéma et reconstruire au même endroit ou construire un opéra ailleurs, option finalement retenue.
- Long débat sur :
  - ✓ les moyens financiers à engager pour construire un opéra, moyens conséquents qui auraient pu servir à d'autres projets jugés par certains plus indispensables, comme un hôpital,
  - ✓ le choix du site parmi les 20 repérés : choix final du site dans le port, dans le cadre d'un aménagement urbanistique pour créer un nouveau quartier à l'Est de la Ville.
- Concours d'architecture :
  - ✓ a été lancé avant la validation par le Parlement de la décision de construire un opéra : a permis de présenter aux élus un projet précisément chiffré.
  - ✓ 260 projets présentés, sélection difficile.
- Budget :
  - ✓ il a été finalisé après qu'une idée précise du projet ait été définie; l'ensemble des coûts a été pris en compte sans être sous-évalués, ce qui a permis d'arriver à un coût final (4,3 Mrds de Couronnes, soit 430 M€) inférieur aux prévisions.
- Durée du projet : 20 ans en tout, 10 ans de débats et 10 ans de construction.

2. Caractéristiques de l'Opéra d'Oslo

- Choix de tout regrouper en un même lieu, y compris les ateliers et l'administration.
- Choix d'un théâtre à l'italienne, en fer à cheval : meilleure acoustique possible pour un opéra.
- Salles :
  - ✓ 2 salles : 1400 et 400 places,
  - ✓ la salle principale est adaptable pour accueillir tous types de spectacles : opéras, ballets, concerts symphoniques, comédies musicales, concerts pop, rock (ex : variation de la hauteur de plafond selon l'acoustique souhaitée, sol de la salle pouvant être mis au même niveau que la scène pour des concerts debout).

- Scènes :
  - ✓ Grande scène : hyper équipée, 16 éléments modulables, beaucoup plus que la plupart des opéras ; c'est trop, on n'a pas l'utilité de toutes ces possibilités.
  - ✓ Une scène-studio modulable à côté de la scène principale, pour les plus petites formes.
- Deux grandes salles de répétitions : l'une pour l'orchestre, avec 200 places, sièges déplaçables, l'autre pour le chœur, aux dimensions du plateau de l'opéra.
- L'acoustique a été le critère principal pour l'élaboration du projet ; elle a commandé tous les choix architecturaux (ex : hauteur de plafond, forme des balcons,…) et le choix des matériaux; l'Opéra d'Oslo est celui qui a la meilleure acoustique de tous les pays scandinaves.

3. Bilan après plus de 10 ans de fonctionnement

- Le nombre de représentation et le nombre de spectateurs ont été doublés : 3 à 400 représentations et 300 000 spectateurs par an.
- Public diversifié, grâce à des tarifs modérés, à une politique tarifaire adapté et à la possibilité d'assister aux répétitions.
- L'opéra d'Oslo, dont l'architecture contemporaine a séduit la grande majorité des décideurs, est devenu l'icône de la ville: le bâtiment est ouvert sur la ville, il est visité par de nombreux habitants et touristes, sans qu'il n'y ait forcément un lien avec la fréquentation de spectacles
- La Norvège est un petit pays, l'opéra d'Oslo a créé une énergie positive pour le rayonnement du pays.
- Répertoire : il est large, sans aller toutefois aujourd'hui jusqu'à des opéras rock, mais c'est possible.

4. Recommandations pour la conduite du projet

Sur la conception du projet:

- Les ateliers n'ont pas besoin d'être sur le même site que l'opéra.
- L'acoustique est l'exigence première dans la conception d'un opéra, elle doit guider tous les choix.
  - ✓ Ex : une fois le bâtiment terminé, on peut diminuer le volume de la salle, on ne peut pas l'augmenter au-delà du bâti : il est essentiel d'avoir prévu tous les cas de figure.
- Privilégier le théâtre à l'italienne, dont l'acoustique est la plus adaptée à l'opéra.
- Nécessité de salles de répétition pour l'orchestre et le chœur: la salle de spectacle ne doit pas servir aux répétitions, elle doit être disponible pour les représentations, dans un souci de rentabilité.
- Prévoir des coulisses assez spacieuses pour offrir de bonnes conditions de travail aux artistes.
- Il faut intégrer dans l'élaboration du projet l'organisation fonctionnelle future de l'opéra, en associant à sa conception tous les corps de métier.
- Ne pas prévoir de technologies trop sophistiquées pour la scène :il faut trouver le plus petit dénominateur commun en prévoyant ce qui sera réellement nécessaire, et donc utilisé, ce qui évitera des surcoûts inutiles.
- Planning des travaux : prévoir suffisamment de temps pour finaliser tous les aspects du bâtiment avant son ouverture.

Sur la construction du budget :

- Ne pas oublier les frais techniques, qui sont élevés (ex : les machineries) et tenir compte des risques de variation des coûts des matériaux.
- Ne pas sous-évaluer les coûts, ne pas « gratter » sur les dépenses.
- Ne pas fixer trop tôt le budget afin de disposer d'un budget le plus réaliste possible à annoncer lors de la présentation du projet au vote ; cela limitera les risques de dépassement du budget prévisionnel.

Avis de M. Bauge concernant l'OnR

- Ce bâtiment ressemble à l'opéra initial d'Oslo, installé dans un ancien cinéma; il parait difficile d'obtenir un opéra adapté aux besoins d'aujourd'hui à partir de ce bâtiment; il vaudrait mieux construire un nouvel opéra ailleurs en gardant l'actuel pour les œuvres qui sont adaptées à ses caractéristiques (opéra baroques, formes opératiques légères,…).

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin
Sous-groupe « Attentes des orchestres associés et du Théâtre Alsacien de Strasbourg »

Dates : 9, 11 et 18/03/2021
Animation :Christian Brassac
Participants :

- M. Pierre Spegt, président du Théâtre Alsacien de Strasbourg, - 9/03/21
- Mme Marie Linden et M Marko Letonja, respectivement directrice générale et directeur musical et artistique de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (OPS)- 11/03/21
- M. Guillaume Hébert et M. Jacques Lacombe, respectivement directeur général et directeur musical et artistique de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse (OSM)- 18/03/21

Ces 3 auditions visaient à recueillir l'analyse de ces partenaires sur les conditions actuelles de leur collaboration avec l'OnR et leur vision de l'évolution souhaitable de cet opéra à moyen et long terme.

OPS et OSM

Les analyses des deux orchestres se rejoignent sur de nombreux points.

A été rappelé en préalable que, globalement, l'OPS, dont l'effectif est le plus important (110 musiciens), prenait en charge les œuvres à partir du répertoire romantique et l'OSM (56 musiciens) celles du répertoire antérieur, ce qui n'empêche pas l'OSM d'intervenir ponctuellement sur d'autres répertoires, notamment contemporain; l'OSM a ainsi interprété une version réduite de Samson et Dalila de Saint -Saëns pour cause de Covid.
La préparation d'un spectacle nécessite en moyenne 8 répétions sur place, le travail préalable étant effectué sur les lieux de répétition de chaque orchestre.

I. Les conditions de travail des musiciens à l'opéra de Strasbourg

La fosse

- Son insuffisance de taille fait l'unanimité contre elle ; M. Letonja rappelle à ce sujet le verdict de son prédécesseur Marc Albrecht : « elle n'est pas adaptée pour aller au-delà de Beethoven »; l'effectif maximum pour les premiers violons est par exemple de 10 ; ainsi pour Wagner, il est nécessaire de diviser par deux tous les effectifs de cordes.
- Est également pointée son absence de modularité :
    - ✓ La taille de la fosse devrait pouvoir être modulée selon les effectifs, dans tous les sens : hauteur, largeur, profondeur, la surface nécessaire étant très différente entre une œuvre baroque (15 à 20 musiciens) et un opéra de Wagner (jusqu'à 100 musiciens); or ni le sol ni les murs de la fosse de Strasbourg ne peuvent être déplacés.
    - ✓ Une taille adaptée améliore tant la disposition des musiciens grâce à un espace suffisant, que les conditions acoustiques de leur jeu.
    - ✓ L'idéal serait un plancher sur vérins hydrauliques et des parois déplaçables, ce qui existe dans de nombreux autres opéras.
- Les musiciens sont très à l'étroit comme le montre ce témoignage « on est comme dans un bus scolaire » : les musiciens étant très près les uns des autres, ils manquent de place pour leurs mouvements (ex : amplitude nécessaire pour l'usage de l'archet).

- Il est souvent nécessaire, faute de place dans la fosse, de mettre certains instruments dans les loges attenantes à la scène (harpe, percussions,…).
- Les conditions acoustiques sont particulièrement difficiles pour les musiciens, qui s'entendent mal et n'entendent pas bien les autres musiciens et les chanteurs ; ceux qui sont au fond, sous la scène, n'entendent pas du tout ces derniers (ce qui concerne de fait de nombreuses fosses) ; l'acoustique a un effet amplificateur sur le volume sonore des instruments, notamment ceux qui envoient le son vers l'arrière, ce qui incommode les autres instrumentistes ; les musiciens installés en loge n'entendent pas le reste de l'orchestre.
    - ➢ Des solutions techniques existent pour améliorer l'acoustique des fosses comme des murs acoustiques qui mettent en valeur le son des instruments permettant aux musiciens de mieux s'entendre et les dispensant de forcer l'intensité de leur jeu
    - ➢ Il est nécessaire de recourir à des acousticiens expérimentés pour concevoir la fosse comme le reste de la salle.
- Durant la saison chaude, les températures peuvent monter jusqu'à 35° dans la fosse, du fait de la promiscuité, des lumières,…
- Toutes ces conditions de travail engendrent des problèmes de santé inhérents à tous les orchestres mais fortement amplifiés par ce contexte, en particulier des pertes auditives et troubles-musculo-squelettiques ; cela a conduit jusqu'à des accidents de travail.
- Enfin, Guillaume Hébert met en garde contre de trop grandes fosses : « plus la fosse est grande, plus les chefs veulent la remplir ! ».

Les loges

- Les loges sont très insuffisantes, en nombre et en taille :
    - ✓ De nombreux musiciens doivent amener dans la fosse leur étui, ce qui réduit encore l'espace disponible.
    - ✓ La plupart, ne pouvant s'échauffer dans une loge, le font où ils peuvent, dans des endroits exigus et inadaptés comme les couloirs ; or les exercices d'échauffements et d'étirement jouent un grand rôle pour prévenir les problèmes de santé, ce qui tarde à être reconnu pour les musiciens contrairement aux sportifs.
- Les déplacements au sein du bâtiment sont compliqués et dangereux (étroitesse des couloirs et escaliers,,…) .
- Les lieux de rangement des instruments devraient être à proximité de la fosse
- Il manque par ailleurs un foyer de repos pour les musiciens,

Les déplacements pour les musiciens de l'OSM

- Lorsque l'OSM se produit à l'opéra de Strasbourg, les musiciens font l'aller et retour Mulhouse-Strasbourg en moyenne 10 à 12 fois par production, entre les répétitions et les représentations ; cela signifie pour eux 3h de route par jour et un retour à domicile vers 2h du matin.
- Lorsque l'OSM participe à des actions éducatives à Strasbourg, les musiciens doivent partir tôt de Mulhouse, les séances débutant à 9h30.
- Lorsque l'emploi du temps de l'OSM à Strasbourg est morcelé dans la journée, les musiciens ne peuvent rentrer chez eux entre 2 services.

- Le nombre de déplacements pour les musiciens de l'OPS à Mulhouse est moindre puisqu'ils ne se déplacent que pour les représentations (2 à Mulhouse en général), toutes les répétitions ayant lieu à Strasbourg.

Les conditions de travail à la Filature

- Elles sont nettement meilleures qu'à Strasbourg, la salle, plus récente, répondant mieux aux besoins (taille et acoustique de la fosse, loges, circulation dans le bâtiment, lieux de convivialité,…).
- Par contre, les chanteurs sont unanimes pour constater que l'acoustique sur la scène est meilleure pour eux à Strasbourg
    - ➢ Cette qualité doit être conservée lorsque l'opéra sera rénové ou reconstruit.

Autres points

- Des studios permettant des répétitions en petit nombre seraient un plus pour les musiciens de l'OSM.
- Ils serait souhaitable que des bureaux soient mis à disposition des administratifs de l'OSM lorsqu'ils viennent à Strasbourg.

II. La place de l'Opéra dans la ville au XXIe siècle

L'avis de Marie Linder *(Marko Letonja a dû quitter l'audition lorsque ce point a été abordé)*

- L'opéra doit être un lieu de vie, avec une diversité de fonctions : lieu de spectacle mais aussi de convivialité (café), d'échanges et de pratique artistique (ateliers), d'accès à la culture (librairie), sur le modèle de la Philharmonie de Paris.
- Il doit permettre une diversification des activités grâce à une salle de taille intermédiaire permettant de présenter des spectacles pour les scolaires et les familles ou encore de petits opéras.
- Cependant, un regroupement en un même lieu des spectacles de l'OPS et de l'OnR ne n'est pas souhaitable car l'OPS a besoin d'une salle à très grande jauge (1500 places minimum) ; la gestion simultanée en un même lieu de deux grandes salles serait compliquée et copûteuse.
- Par ailleurs, une salle pouvant accueillir tous les types de musique devrait avoir une jauge bien supérieure à celle du PMC ; il n'est pas sûr qu'elle serait viable.
- L'idée d'un opéra binational franco-allemand est séduisante mais peu réaliste tant les modes de gouvernance diffèrent entre nos deux pays ; il est par contre souhaitable de développer les partenariats avec des salles transfrontalières (coproductions,…).
- Concernant l'avenir du théâtre de la place Broglie en cas de déménagement de l'Opéra, il pourrait être la salle de concert de taille intermédiaire qui manque à Strasbourg , entre l'auditorium de la CMD et la salle Erasme ; ce lieu pourrait ainsi accueillir des orchestres baroques, des ensembles de musique de chambre de renommée, des ensembles amateurs ; il serait important que ce lieu bénéficie, grâce à une direction artistique, d'une vraie identité.

L'avis de Jacques Lacombe et Guillaume Hébert

- Afin de permettre les répétitions sans avoir à déménager les décors, l'opéra de demain devrait comporter au moins 3 plateaux.

- L'expérience de La Filature, lieu multifonctions accueillant divers types de spectacles (musique classique, musique actuelle, opéra, théâtre), montre les limites de ce modèle : confusion pour le public, éparpillement pour les équipes artistiques qui se retrouvent bridées dans leurs besoins de disposer des salles.
- La programmation en un même lieu d'opéras et de comédies musicales parait difficile car les prérequis sont très différents pour ces deux types de spectacle.
- L'opéra doit aussi sortir de ses murs pour aller à la rencontre de nouveaux publics.
- En cas de déménagement de l'Opéra : il doit être implanté dans un lieu où existe une vie autour :
    - ✓ Exemple de La Philharmonie de Paris : ce lieu conçu dans le cadre du plan d'urbanisme « Grand Paris », qui devait au départ remplacer la salle Pleyel, a perdu une partie de son public traditionnel mais en a gagné d'autres, grâce à son implantation au cœur d'un quartier à La Villette et au choix d'en faire un lieu vivant et pluridisciplinaire, qui a amené des croisements de publics et la découverte du répertoire classique par un public qui en était éloigné.
    - ✓ A contrario, La Filature pêche par son implantation excentrée, sans restaurans ni lieu de convivialité à proximité.
- Exemples inspirants : l'Opéra Bastille à Paris, celui d'Oslo. Le Staatsoper à Berlin.

Théâtre Alsacien de Strasbourg

Présentation du TAS :

- Le TAS se distingue de la Choucrouterie car il ne propose que des pièces de théâtre, pas de cabaret.
- C'est une des rares programmation de théâtre populaire à Strasbourg.
- Le TAS est l'occupant historique du théâtre de la place Broglie depuis 1902, avec une interruption durant la 2e guerre mondiale
- L'association compte 60 membres, 40 comédiens.
- 27 représentations par an dont 2 à Noël pour les services de la Ville.
- 5 spectacles différents par an.
- Par spectacle : 5 représentation sur 4 jours, dont 2 le dimanche.
- Tarif moyen : 12€, maximum 20€.
- Une chute sous la barre des 500 spectateur par représentation compromettrait la situation financière de l'association.

Relations du TAS avec l'OnR et la Ville

- Pas de subvention de la ville de Strasbourg , mais convention signée avec cette dernière et l'OnR en 2011 prévoyant les dispositions suivantes :
    - ✓ La ville met gracieusement à disposition la salle de spectacle, les personnels nécessaires à l'accueil du public et le système de billetterie.
    - ✓ L'OnR met à disposition une partie du personnel technique pour la réalisation du spectacle ainsi que les costumes selon disponibilités.
    - ✓ Le TAS est bénéficiaire de l'ensemble des recettes de billetterie des représentations et verse à l'OnR une participation annuelle forfaitaire aux frais (24 000 € en 2011, ramenée à 12 500 € suite à la diminution du nombre de représentations de 6 à 5/an).
- L'ensemble des frais pris en charge par la Ville et l'ONR a été évalué par ce dernier à 90 000 € en 2011.

Public du TAS

- 1/3 vient de la Ville, 1/3 de l'EMS, 1/3 de la campagne ; ce dernier public, qui maintient plus la pratique du dialecte, est en augmentation (des circuits de bus sont organisés).
- Moyenne d'âge : 45- 50 ans,; public jeune (- 30 ans) : 10%, essentiellement en séances scolaires (300 classes dans l'année).
- Catégories socio-professionnelles diversifiées.
- Le sur titrage en français a amené un public non dialectophone.
- Fréquentation moyenne : 560 spectateurs par spectacle
- Évolution de la fréquentation : elle est globalement en baisse suite au vieillissement du public et du fait que la suppression d'une représention annuelle n'a pas entrainé de report des spectateurs sur les autres représentations.
- On constate que des personnes venues au TAS découvrent ainsi ce théâtre et vont ensuite voir des opéras.
- Le TAS aimerait développer la découverte du répertoire de théâtre alsacien par le jeune public par le bais de l'éducation artistique et culturelle.

Les conditions d'utilisation de l'actuel bâtiment

- L'état du théâtre pose problème aux spectateurs : sièges en mauvais état, sol abîmés, toilettes vieillottes
- Les loges sont dans un état déplorable.

Perspectives pour le TAS en cas de déménagement de l'OnR

- Strasbourg compte de nombreuses salles dédiées, mais il lui manque une salle accueillant des spectacles non programmés par ces salles : théâtre alsacien, comédies, théâtre de boulevard.
    - ✓ Le Palais des Fêtes n'est pas adapté car il ne dispose d'un cadre de scène.
    - ✓ Le théâtre de la place Broglie pourrait devenir ce lieu.
- Le TAS aimerait beaucoup rester dans ce lieu auquel il est identifié par son public et qui présente l'avantage de faire partie du patrimoine architecturel au cœur de la Ville et d'être accessible pour tous les publics quel que soit le moyen de transport.
- Le Théâtre Broglie pourrait ainsi devenir une salle partagée, mais il faudrait quelqu'un pour « chapeauter » le lieu.
- Fonctionnement pratique du TAS en cas de départ de l'OnR :
    - ✓ La Ville pourrait-elle mettre du personnel à dispositions pour le gérer : non ; les bénévoles pourraient dans ce cas prendre le relais.
    - ✓ L'OnR pourrait-il continuer à fabriquer pour le TAS des décors (payés par l'association comme c'est déjà le cas) ?
    - ✓ Se poserait le pb des techniciens, actuellement mis à disposition par l'OnR, qui ne pourraient être fournis par la Ville.
    - ✓ Stockage des décors ; pas de pb, le TAS disposant d'un local pour cela à Reichstett.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Sous-groupe « L'opéra acteur économique sur le territoire »
Audition d'acteurs du tourisme

Déroulement des auditions de ce sous-groupe
Les auditions se sont déroulées en deux temps : une réunion avec des acteurs du tourisme à Strasbourg puis une rencontre avec un panel d'entrepreneurs de la région (cf le CR correspondant).

Date : 18/03/2021
Animation : Anne-Marie JEAN et Pierre JAKUBOWICZ
Participants :

- M. Gilbert WENTZ, Secrétaire Général de l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa région, représentant de l'Union Nationale des associations de Tourisme d'Alsace et ancien administrateur de l'OnR
- M. Lionel HEIWY, vice-président de l'Office du Tourisme, guide conférencier et intervenant notamment dans une agence de scénographie architecturale.

Cette audition visait à recueillir l'analyse de ces partenaires quant à l'impact touristique actuel de l'OnR et leur vision de son évolution à moyen et long terme en considérant les 2 options envisageables concernant son implantation à Strasbourg : réhabilitation sur site ou déménagement.

L'impact actuel de l'OnR sur l'attractivité touristique de Strasbourg et sa région

- Si l'OnR, reconnu dans le milieu lyrique international, participe du rayonnement culturel de Strasbourg, il touche principalement un public situé à proximité, en Alsace et un peu en Allemagne.
- Certains mélomanes font le déplacement pour assister à un spectacle et repartent le soir-même, dans un rayon pouvant aller jusqu'à 250km, sans avoir l'idée de rester plus longtemps à Strasbourg pour découvrir d'autres choses : « Venir voir un spectacle à Strasbourg et repartir juste après, c'est le niveau zéro de l'attractivité pour la ville ».
- On constate qu'à ce jour, l'OnR, manquant de notoriété, n'est pas une motivation pour des touristes d'autres régions de France ou de l'étranger pour venir à Strasbourg, ni un argument utilisé par les Tours Opérators pour faire venir ces touristes, contrairement à des opéras situés dans la région transfrontalière comme celui de Baden Baden.
- Beaucoup de croisières fluviales s'arrêtent à Strasbourg, aucune ne propose un spectacle à l'Opéra.

Les propositions pour accroitre l'attractivité touristique de l'OnR

- Un spectacle de l'OnR devrait pouvoir être intégré dans une offre touristique sur plusieurs jours, qui permettrait aux touristes de découvrir la ville et sa région en dépassant les seuls images traditionnelles (cathédrale, cigognes, choucroute,…), tout en faisant travailler notamment les hôteliers, restaurateurs et commerçants.
- Pour pouvoir augmenter son attractivité, il faudrait que l'OnR « change de braquet » en proposant des évènements de plus grande envergure, notamment des grosses

productions, et qu'il fasse appel pour certaines de ses programmation à des artistes très connus du grand public.

- L'OnR devrait participer au rayonnement culturel international d'une ville se voulant Capitale européenne, en permettant à Strasbourg d'être une vitrine de ce qui peut se faire en Europe, ce qui est peu le cas aujourd'hui : si Strasbourg va à Prague, l'inverse n'est pas vrai.
- Comme le montre le succès des croisières culturelles et musicales mises en place par CroisiEuropne, la demande d'accès à la culture et notamment à la musique classique existe, en particulier chez les 50-70 ans, il suffirait de créer l'offre.
    - ➢ il serait intéressant de se rapprocher de cette société pour mieux cerner ce public potentiel et voir comment elle s'y prend pour attirer les mélomanes.

Le manque de visibilité de l'offre culturelle à Strasbourg

- Certains estiment que pour augmenter l'attractivité de Strasbourg, il faudrait créer un grand évènement culturel annuel comme un festival (classique et lyrique), par exemple en juillet, période où l'offre est limitée.
- Pourtant, on pourrait parler de « festival permanent » tant l'offre culturelle est foisonnante à Strasbourg, dans tous les domaines (plus de 9000 évènements avaient été répertoriés il y a quelques années) ; le problème est que cette offre est mal connue des strasbourgeois et plus encore en dehors de Strasbourg.
- Même des évènements repérés comme le festival Musica, attirent peu d'étrangers au-delà des pays transfrontaliers.
- Peu de parisiens viennent à Strasbourg pour son offre culturelle malgré une qualité artistique au moins équivalente ; à l'inverse, les strasbourgeois eux font le trajet jusqu'à Paris, alors que les spectacles y sont beaucoup plus chers, sans compter les frais de déplacement et d'hébergement.

L'hypothèse d'une réhabilitation sur site

- L'argument en faveur de cette solution est son rapport à la ville : son emplacement central, une accessibilité correcte par tous les moyens de transport, y compris en voiture (partenariat avec le parking Broglie) et la valeur patrimoniale de l'architecture du bâtiment, repéré et apprécié des strasbourgeois.
- Les arguments en sa défaveur concernent en particulier, outre les contraintes artistiques, le fait qu'il est peu probable qu'il puisse à l'avenir techniquement accueillir de grosses productions, ainsi que la limitation importante de jauge qu'imposerait sa réhabilitation : « le lieu est trop modeste pour élargir ses ambitions ».

L'hypothèse d'un déménagement

- Construire un nouvel opéra serait un évènement séculaire, c'est un rendez-vous à ne pas rater.
- Il doit être la signature architecturale du XXIe siècle, qui amène les visiteurs à regarder vers autre chose que la Cathédrale.
- Pour Lionel Heiwy, le contre-exemple de ce point de vue est la Philharmonie de Paris, qui n'a pas apporté à Paris l'image architecturale forte d'un Centre Pompidou ou d'un Institut du Monde Arabe, alors que La Philharmonie de Hambourg a réussi à créer un lieu devenu une icône.

- Le choix du lieu est crucial, d'où l'intérêt d'y réfléchir très en amont : il doit devenir un lieu où l'on a envie de se rendre, pas seulement pour voir un spectacle lyrique.
- Si on abandonne le centre-ville et le cérémonial qui va avec, comment amener le public vers un lieu plus excentré ?
- Il devrait pour cela être démocratisé pour devenir un lieu de mixité, avec une superposition de fonctions qui fasse sens (restauration, lieux de convivialité et de rencontre,…), sans quoi le public ne viendra pas.
- Il pourrait par exemple s'implanter dans un quartier entièrement nouveau et mixte, comme la Presqu'île Citadelle, à l'image de l'Opéra de Sydney.
- Il pourrait aussi être pertinent de l'implanter dans un quartier en cours d'urbanisation comme l'Archipel, pour apporter une synergie architecturale.
- L'idée de le rapprocher d'autres scènes, choix qui a présidé à l'implantation du nouveau Maillon, non loin du PMC, peut avoir du sens également.
- On peut aussi imaginer un opéra sur le Rhin, à proximité du quartier du Port du Rhin où il était question de créer une scène de musique actuelle (mais ce projet est-il toujours d'actualité ?)
- Faut-il en faire un lieu à multiplicité d'usage, pouvant accueillir toutes sortes de spectacles ; classique, lyrique, contemporain, jazz, musique actuelle, musiques du monde, comédie musicale,… ? Outre les difficultés techniques pour mutualiser à ce point une même scène, cette solution présente un risque de dispersion engendrant un coût prohibitif.

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin 2021
Sous-groupe « L'opéra acteur économique sur le territoire »
Audition d'un panel d'entrepreneurs
24 mars 2021

Déroulement des auditions de ce sous-groupe
Les auditions se sont déroulées en deux temps : une réunion avec des acteurs du tourisme à Strasbourg (cf le CR correspondant), puis une rencontre avec un panel d'entrepreneurs de la région.

Date : 24/03/2021
Animation : Anne-Marie JEAN et Pierre JAKUBOWICZ
Participants :

- Marie-Agnès BELARD, secrétaire générale de la Chambre des Métiers d'Alsace
- Isabelle BURGET, directrice de Batorama
- Pascal WESPISER, président de Link Group
- Jean-Luc HOFFMANN, directeur de la Chambre des Métiers d'Alsace
- Jean-Louis FREYD, président de la section Bas-Rhin de la Chambre des Métiers d'Alsace
- Régis BELLO, ancien président de De Dietrich, président de la Fondation Université de Strasbourg
- Marc LEVY, directeur général d'Alsace Destination Tourisme.

Cette audition visait à recueillir l'analyse de ces partenaires quant au rôle de l'OnR dans l'économie régionale et leur vision de son évolution à moyen et long terme.

Les publics de l'opéra
Les constats

- En règle générale, on constate un faible intérêt des chefs d'entreprise pour l'OnR, à part pour les dîners sur la scène de l'opéra, contrairement à d'autres propositions culturelles, comme le rock, ou aux manifestations sportives.
- Aujourd'hui le symbole de la culture alsacienne est la winstub, pas l'opéra.
- L'opéra garde une image élitiste, même si cela correspond moins aujourd'hui à la réalité comme l'atteste par exemple la part importante de public jeune « en basket » qui le fréquente à Strasbourg (1/3).
- Un des obstacles à la diversification des publics de l'OnR est lié à une communication et une billetterie trop centrées sur les seuls abonnés: il est difficile de trouver l'information quand on n'est pas connaisseur, et encore plus d'obtenir des places au dernier moment, les abonnés étant prioritaires.
  - C'est une question qui parcourt toutes les scènes, qui interrogent la notion de fidélité des publics, car les comportements évoluent, avec moins d'attirance pour l'engagement dans la durée et un souhait de plus de spontanéité.

Les pistes pour diversifier les publics de l'opéra

- Il faut trouver un vecteur pour intéresser les entrepreneurs à l'opéra, il existe une grande marge de progression avec ce public.

- Il faut faire évoluer son image, la démystifier, afin de rendre l'opéra accessible dans les têtes à tous les publics, par exemple en tordant le cou à des clichés comme l'obligation d'une tenue de soirée pour y aller, ce qui a beaucoup évolué ces dernières années.
- Mais pour découvrir cette réalité nouvelle de l'opéra, il faut y aller une première fois ; or le premier pas est difficile voire inconcevable pour beaucoup (« ce n'est pas pour moi »): comment donner l'envie ?
- La diversification des propositions artistiques est une des voies pour y parvenir, de même que l'intégration de l'opéra dans une offre culturelle large.
- La clientèle de Batorama serait sûrement intéressée par l'opéra ; il faudrait imaginer des passerelles entre découverte touristique et culturelle, en proposant par exemple une offre groupée associant promenade sur l'Ill et spectacle à l'opéra.
- La crise sanitaire est en train de changer le rapport à la culture et au spectacle, avec le développement de l'usage de la vidéo; cela pose de manière plus prégnante la question du développement de la diffusion numérique des spectacles: pour l'opéra, est-ce possible ? Souhaitable ? Nécessaire ? Faut-il, pour toucher un plus large public développer par exemple la diffusion en streaming ou encore l'opéra au cinéma ?
  - Cela pose des question juridiques complexes liées notamment au droit de la propriété intellectuelle.

Un opéra à Strasbourg

- Même s'il existe plusieurs opéras sur un territoire transfrontalier restreint et que des salles comme celle de Baden Baden affaiblissent la fréquentation de l'OnR par le public allemand, un opéra est nécessaire à Strasbourg ; il participe au rayonnement de la ville car il en est le symbole culturel ; sa disparition appauvrirait l'attractivité de Strasbourg en tant que capitale européenne.
- L'opéra en tant que lieu de culture devrait rayonner en dehors des soirs de spectacles, pour montrer qu'il s'y passe des choses en permanence, et attirer l'attention quand on passe à proximité quel que soit le moment, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
- Il manque aussi une vie en sortant de l'opéra : on trouve par exemple très peu de restaurants ouverts après 23h à Strasbourg; or pour beaucoup, le diner est le prolongement de la soirée; à Strasbourg, on est obligé de diner avant, donc très tôt et assez rapidement: cela nuit à l'attractivité de l'opéra, sachant que les spectacles y sont souvent longs et terminent donc tard ; mais cette difficulté ne concerne pas que l'opéra.

L'opéra acteur économique plus direct ?

- L'opéra est un lieu de culture mais aussi de lien social.
- Il pourrait devenir aussi un lieu de rencontres professionnelles, comme le sont devenus nombres de stades: les équipes sportives ont fait évoluer leur modèle économique en développant une activité commerciale dans les stades qui ont été repensés en conséquence, le match étant une occasion de rencontres professionnelles: pourquoi ne pas imaginer une démarche similaire avec l'opéra ? Les diners sur scène très prisés par les chefs d'entreprise, montrent qu'il y a un potentiel pour cela.

Garder l'opéra place Broglie ?

- Si on veut garder le caractère traditionnel de l'opéra, il faut le laisser dans son théâtre actuel, bien situé au cœur de la ville, comme beaucoup d'autres opéras.

- Mais, s'il reste là où il est, est-il possible d'en augmenter la jauge et d'en améliorer les capacités techniques ?
  - On est contraint par la configuration géographique du bâtiment avec la proximité du tram et d'autres bâtiments: l'OnR est un petit écrin, c'est à la fois un atout patrimonial et une limite.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Sous-groupe « L'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois »
Auditions d'acteurs impliqués dans l'accès à la culture

Date : 07/04/2021
Animation : Anne-Marie JEAN et Sophie DUPRESSOIR

Participants :
- Giusi PAJARDI, présidente de l'association de Spectateurs Fidélio
- Cécile HAEFFELE, directrice de Tôt ou t'Art
- Eric FERRON, chef du service Jeunesse et Éducation populaire Ville
- Fabienne VOGEL - Responsable projets périscolaires - Service Éducation Ville
- Peggy GATTONI, déléguée académique à l'Éducation Artistique et Culturelle
- Sarah OLAYA - Co-directrice de Cadence
- Pierre AARNINK - Chargé de projets pour la Carte Culture au Service Universitaire d'Action Culturelle

Cette audition visait à recueillir l'avis des participants sur la manière dont l'OnR peut être au service des projets des acteurs culturels et inversement, notamment sur les question suivantes :
- le rôle de l'opéra pour ouvrir l'accès aux cultures au plus grand nombre
- sa place dans l'éducation artistique et culturelle
- la place des pratiques amateur dans son projet.

Giusi Pajardi
- Fidelio fédère des spectateurs de l'art lyrique, en lien avec d'autres opéras de par le monde ; ses membres sont des passeurs.
- L'opéra est dans le quotidien, il devrait retrouver sa dimension d'art populaire car il a un rôle de cohésion sociale; ses valeurs traversent les siècles et se développent aujourd'hui sous d'autres formes, notamment interculturelles; le festival Arsmondo en est une belle illustration.
- La culture fait du bien à l'économie : les banques considèrent les structures culturelles comme des maillons indispensables pour le développement des territoires.
- Il est essentiel de faire découvrir l'opéra aux enfants dès le plus jeune âge; Fidelio encourage l'accueil de ce public par l'OnR, avec notamment la catégorie Fidelitto, qui s'adresse aux très jeunes enfants; des expériences fortes comme « Mon cou(s)sin », qui les met au contact direct des artistes, contribuent à les familiariser avec cet art.*
- Le statut original de l'OnR porté par 3 villes offre un fort potentiel d'innovation grâce aux synergies qu'il permet.
- Les rencontres avec les artistes doivent être cadrées. Fidelio crée pour cela un environnement facilitant le dialogue, à la salle Bastide par exemple.
- On ne parle pas assez de la multitude des corps de métiers au sein de l'opéra. Des visites d'ateliers virtuelles organisées pendant le Covid, ont permis de « rentrer » dans l'opéra.
- Quand les artistes peuvent se déplacent à l'extérieur, il ne faut pas négliger l'importance de l'acoustique.

- Il manque un lieu de rencontre qui permettrait d'ouvrir davantage les échanges pluridisciplinaires et d'organiser des moments pas obligatoirement en lien avec un spectacle (ex : conférences, rencontres…)

Sarah Olaya

- Cadence mène une réflexion sur le lien entre les pratiques amateurs et professionnelles ; l'opéra peut favoriser ce pont, inventer et produire des choses pour favoriser ce lien en passant par des initiatives difverses, pas obligatoirement des grandes productions.
- La pluridisciplinarité est un atout au service de la création et de l'innovation.
- L'opéra a un rôle particulier à jouer pour aller vers les publics qui ne viennent pas spontanément, en développant des productions mêlant amateurs et professionnels sur les territoires, dans et hors les murs, comme l'illustre l'action menée par Luciano Bibiloni avec la Maîtrise de l'opéra.

Eric Ferron

- La rencontre entre public et artistes va dans les deux sens : c'est aussi aux artistes d'aller vers les publics, en recherchant un véritable échange.
- L'opéra en soi, œuvre d'art total, fascine et pourrait attirer tous les publics, même les plus éloignés.
- Mais on constate une difficulté pour beaucoup à s'approprier ce lieu ce qui rend souvent difficile une vraie rencontre avec cet art; il y a beaucoup de choses à faire pour faciliter cette rencontre.
- Le ballet est aussi un moyen de rencontrer ce lieu.
- Il faut développer le brassage des public par une diversification de l'offre (ex : concerts de rock, comme cela s'est fait), ou en sortant l'opéra de ses murs (dans d'autre salles 'comme cela se fait à la CMD).
- Il est aussi nécessaire d'expliquer les codes propres à l'opéra, par des actions pédagogiques par exemple,
- Une particularité du bâtiment actuel est la structuration des places, propre aux théâtres à l'italienne (loges / poulailler...). Au poulailler, les tarifs sont assez attractifs mais les places peu confortables.
- L'actuel bâtiment est petit pour une ville et Eurométrople comme Strasbourg ; il limite les possibilités de développement plus ambitieux et plus populaire qui pourraient faciliter les rencontres entre les publics.
- Il manque actuellement des espaces de convivialité pour se retrouver avant ou après le spectacle.
- L'Opéra était très populaire à ses débuts mais, au fil du temps, il s'est refermé dans ce bel écrin ; il faut maintenant le décloisonner et l'ouvrir.

Fabienne Vogel

- L'enjeu majeur est d'amener les enfants des écoles et des quartiers à fréquenter des structures culturelles, les accompagner pour apprivoiser les codes des spectateurs.
- Dans le cadre périscolaire, un groupe d'enfants, qui avait été préparé en amont, a assisté à une représentation à l'Opéra avec quelques parents accompagnateurs. L'écoute a été fantastique et le moment magique. On touchait un double public, les enfants et leurs familles.

- Au-delà, la rencontre doit se faire avec les chanteurs, les danseurs,… Il faut que ceux-ci sortent dans les quartiers.
- Ce genre d'actions peut donner de l'appétence pour la culture.
- Relate l'expérience de résidence de l'OPS qui se s'est tenue dans un quartier, pendant 2 ou 3 ans et a abouti à la production d'un spectacle associant les enfants ; cette expérience au long cours a permis aux enfants une rencontre approfondie avec la musique classique.

Pierre Aarnink

- Une collaboration avec l'opéra existe depuis quelques années pour des actions auprès des étudiants de l'université, avec de bons résultats : des groupes d'étudiants assistent par exemple à un spectacle du ballet et, la semaine suivante, vont pouvoir échanger avec un chorégraphe, ou s'initier à quelques pas de danse, …
- Le but est de donner envie aux étudiants d'aller par eux même, ce qui se produit dans la majeure partie des cas.
- Le bémol est que ce genre d'atelier ne peut être ouvert qu'à 10-15 personnes et qu'il y a 54 000 étudiants à Strasbourg.
- Il faudrait multiplier les rencontres, les mini ateliers, la visite des ateliers de décors à la Meinau.
- Ce qui existe fonctionne plutôt bien mais a vocation à être multiplié avec le service de médiation de l'Opéra.
- Dans les salles plus modernes, (ex Maillon) un tarif unique est établi pour le spectacle. L'Opéra reste un lieu où la hiérarchie sociale est présente. Pourquoi ne pas instaurer, dans le cas d'un nouveau bâtiment, un tarif unique accessible à tout le monde nécessaire afin de réellement démocratiser l'opér a?

Peggy Gattoni

- Il y a une tradition de travail entrer l'académie et l'OnR : le rectorat a une enseignante relais qui travaille au service pédagogique de l'OnR.
- En 2020, 14 800 élèves ont bénéficié d'une action du rectorat avec l'OnR en 2020.
- Il faut relever les efforts de brassage notables du service pédagogique de l'OnR, par exemple en mêlant les élèves avec les autres spectateurs dans la salle.
- Le travail mené par Céline Nowac et Hervé Petit est à saluer.
- Ces actions au service des élèves doivent se développe pour créer des passerelles sur le temps scolaire et hors temps scolaire.
- L'Opéra, œuvre d'art total, doit fédérer tous les publics et permettre aux élèves les plus éloignés de la culture d'assister à une rencontre magique.
- Le rectorat met également en place des résidences d'artistes.
- Il serait intéressant d'imaginer ces résidences à la fois sur le temps scolaire et en temps périscolaire, en lien avec des associations.
- Par le biais du GIP ACMISA, des projets à plus longs termes sont menés, pas uniquement de médiation, pouvant aboutir à des petites formes.
- Une tarification préférentielle existe pour les élèves des collèges et lycées, mais lorsqu'ils ne peuvent plus en bénéficier, il leur est difficile d'y retourner sauf à accéder à un haut niveau social. Le tarif unique permettrait d'ouvrir l'opéra à un plus grand nombre.

Cécile Haeffelé

- Les personnes accompagnées par des structures sociales accèdent à un tarif solidaire de 3 € via Tôt ou t'Art.
- Un gros travail de médiation est mené par les équipes de l'OnR.
- Il faudrait aller plus loin, au-delà de la médiation, pour intégrer les habitants en faisant de l'opéra un lieu de participation rendant les publics plus actifs, avec des propositions de contenu : observatoire des ressources humaines, ouverture aux différences, thématiques de sociétés, sujets d'actualité …
- L'opéra doit aller vers les publics, comme il l'a fait au Neuhof avec l'Espace Django en organisant par exemple des déambulations dans le quartier.
- Les projets longs avec mise en pratique impliquent plus les publics concernés.
- L'accessibilité ne s'entend pas uniquement en termes tarifaires mais également pour les personnes en situation d'handicaps.
- Il manque dans le bâtiment actuel un lieu de rencontre convivial pour le public.

.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Sous-groupe « L'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois »
Auditions d'acteurs culturels strasbourgeois- 1er groupe

Date : 08/04/2021 à 9h30
Animation : Anne-Marie JEAN et Sophie DUPRESSOIR

Participants :
- Barbara ENGELHARDT, directrice du Maillon
- Benoit VAN KOTE - Représentant de l'espace Django
- Benoît HALLER, directeur artistique de La Chapelle Rhénane
- Minh-TÂM NGUYEN, directeur artistique des Percussions de Strasbourg
- Chantal REGAIRAZ, Secrétaire générale du TNS

Cette audition visait à recueillir l'avis des participants sur leur vision d'un opéra au XXIe siècle à Strasbourg et sur les articulations souhaitables entre les projets que porte leur structure et celui de l'OnR.

Anne-Marie Jean rappelle que le bâtiment ne répond plus aux exigences et aux besoins d'un opéra aujourd'hui mais qu'aucune option n'est privilégiée à ce stade. Quoiqu'il en soit ce bâtiment devra être adapté et, si l'opéra déménage, il faudra lui trouver une nouvelle destination et parallèlement définir le projet sur un nouveau site.

Benoit Haller
- L'Opéra est à envisager comme un lieu populaire ce qu'il n'est pas du fait de l'image désuète de son bâtiment.
- Le genre de l'opéra a une réputation élitiste. Le défi est d'en faire un outil de culture et d'éducation populaire en ayant une démarche pro active vers le public
- Strasbourg n'a pas de lieu qui permette d'accueillir des ensembles qui ne soient pas autoproducteurs et il n'existe plus de festival.Une nouvelle salle, combinée à l'ancienne, devrait permettrait d'accueillir ensembles extérieurs à l'Alsace,.
- Il manque un lieu qui permette d'accueillir en résidences des ensembles, de travailler les projets artistiques, de dispenser des actions de formation, de sensibilisation, d'accueil de scolaires ou de personnes empêchées.
- La symbolique du bâtiment n'est pas à négliger. Le fait pour la Chapelle rhénane de se produire dans une église est parfois un frein à la fréquentation.
- En cas de construction d'un nouvel opéra, il faudra imaginer une transition entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment pour que le public se sente bienvenu et qu'il n'ait pas l'impression de rentrer dans un temple.
- Il faudra aussi aborder la question de l'articulation de l'OnR avec le Palais des Fêtes dans une vision globale.

Barbara Engelhardt

- Un projet artistique dépend de la direction artistique de celui ou celle qui en est chargé(e), qui peut donner une autre couleur qu'élitiste.
- Le genre opératique est en train d'évoluer et d'absorber d'autres genres artistiques et musicaux.
- Le bâtiment ne fait pas forcément obstacle à une telle porosité ni au croisement des publics ou des esthétiques.
- La collaboration avec les acteurs culturels à Strasbourg, très divers, doit se maintenir et aller vers une convergence, vers des projets communs.
- L'opéra, pas seulement à Strasbourg, rassemble un public spécifique composé d'amateurs qui se déplacent beaucoup et ce rayonnement n'est pas à sous-estimer. Ce public semble figé dans le répertoire mais on sent un élan novateur.
- L'état actuel du bâtiment a un impact sur le choix des production puisqu'il interdit l'accueil de certains spectacles.
- L'opéra est un lieu de création qui permet de travailler, de créer sur place et qui ouvre un autre rapport au public, une autre lisibilité.
- Il a un rôle à jouer en matière d'insertion professionnelle et pour préserver et valoriser des métiers en cours de disparition, savoir-faire très précieux.
- Un soutien à la diffusion est nécessaire avec une dimension internationale particulière liée au rôle de capitale européenne de Strasbourg et à sa situation transfrontalière.
- Compte tenu de la présence de grands opéras dans une proximité accessible du côté allemand et suisse, une synergie et des mutualisations doivent être développées, ce qui est déjà le cas entre Nancy et Strasbourg.
- Des projets de développement culturel avec une ouverture vers l'Allemagne et vers le triangle suisse sont à imaginer.
- La musique et la danse sont un langage universel indépendant de la langue, contrairement au théâtre, c'est un atout pour développer les liens culturels entre les pays
- Il ne faut pas donner à montrer uniquement ce qui se passe sur le plateau mais aussi ce qui se passe autour.
- Le bâtiment du Maillon est d'une dimension qui peut aussi faire peur. Un travail est engagé pour montrer qu'on peut habiter une architecture moderne (comme ancienne).
- Le défi est de trouver comment faire circuler les publics des quartiers périphériques vers le centre et l'inverse ; circulation globale entre les lieux et porosité à créer de manière géographique mais aussi par rapport à l'image du bâtiment.

Minh-Tâm Nguyen

- C'est le moment d'imaginer une saison de la Ville avec tous les acteurs et ensembles, dont l'opéra : une programmation qui durerait le long de la saison, avec une thématique, un fil rouge, dans l'idée des séries qui ont le vent en poupe ; le public pourrait suivre ce fil en se déplaçant dans toutes les salles, gommant les frontières entre celles-ci
- Il y a beaucoup d'acteurs culturels à Strasbourg mais pas assez de liens eux. Une réflexion est à mener avec le maximum d'acteurs culturels.
- Les Percussions travaillent beaucoup avec le public et les jeunes de Hautepierre (ateliers Percustra). Le public de ces quartiers a plus de mal à entrer dans Strasbourg mais est fier de le faire ; il faudrait que tous ces publics arrivent à converger vers le centre.

Benoit Van Kote

- Dans l'éventualité d'une nouvelle construction, une alternative est à trouver qui n'entrevoit pas juste l'angle technique et architectural mais doit servir un projet.
- Django a développé un partenariat avec l'Opéra à l'initiative d'Eva Kleinitz, visant un croisement des thématiques et des territoires. Des actions hors les murs ont été mises en place, qui ont mis « en danger » l'opéra et ses artistes. Ce type d'action permet de casser l'image élitistes de l'opéra.
- À la suite de ces actions, Django a accompagné des habitants lors de représentations à l'opéra. Inversement, lors d'une édition des Bibliothèques idéales, Django a organisé une manifestation à l'opéra, qui a bousculé positivement le lieu du fait du thème de la soirée.
- De telles expériences devraient pouvoir se renouveler pour désenclaver l'opéra et aller plus loin avec par exemple des résidences croisées (croisement de genre) pour mélanger les publics, les genres, les artistes.
- En cas de nouvelle construction, l'actuel bâtiment pourrait devenir un lieu de diffusion pour la musique classique, parent pauvre en équipements de diffusion contrairement aux musiques actuelles.
- L'idée d'une saison pourrait apporter une cohérence et une lisibilité à l'offre culturelle sur l'Eurométopole de Strasbourg.
- Le festival Arsmondo, qui réunit plusieurs acteurs locaux sur un thème, est une amorce de cette proposition ; l'idée pourrait être extrapolée en définissant un thème annuel que les acteurs culturels de Strasbourg et alentours pourraient s'approprier pour proposer des offres, éventuellement avec des regroupements de structures.
- L'approche métier est passionnante comme outil de médiation.
- La coopération transfrontalière est un sujet toujours latent. Le public se déplace au gré des propositions artistiques. Mais la collaboration entre structures de part et d'autres des frontières n'est pas naturelle et il n'y a aucun stimuli pour l'encourager.

Chantal Regairaz

- Il est important de définir la mission de cet opéra : un espace opératique est un lieu en capacité d'accueillir des ensembles et des orchestres divers avec une nécessaire compatibilité.
- Des cousinages entre le théâtre et l'opéra ont eu lieu, des passerelles ces dernières années avec des allers retours de metteurs en scène. Il y a des croisements qui se font par les métiers.
- Des synergies existe et peuvent encore être développées entre l'opéra et l'école nationale supérieure du TNS qui forme à plusieurs métiers du théâtre.
- Les ateliers de constructions en tant que lieu de création permettent à des métiers très rares de pouvoir perdurer. Les échanges assez naturels entre ateliers de décors et artisanat peuvent amener des ouvertures vers des publics très divers.
- L'opéra n'est pas condamné à l'élitisme et ces derniers temps, il s'est beaucoup ouverts artistiquement. Pour ouvrir à des publics plus variés, il est nécessaire de prévoir des espaces de partage.
- La dynamique transfrontalière viendra de l'offre artistique , opéra et danse permettant plus facilement cette ouverture parce qu'il n'y a pas la barrière de la langue ; .cela nécessite une programmation éclectique et de très grande qualité.

- Le TNS a entamé une démarche pour utiliser l'espace de l'ancien conservatoire, attenant à la salle Koltès. Ainsi, au moment des travaux (qui devraient intervenir entre 2023 et 2025) la salle Koltes sera condamnée et pour compenser le TNS est en train de réfléchir à un théâtre éphémère, qui pourrait par la suite servir à l'Opéra en cas de besoin.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Sous-groupe « L'opéra acteur d'un projet culturel strasbourgeois »
Auditions d'acteurs culturels strasbourgeois- 2e groupe

Date : 08/04/2021 à 13h30
Animation : Anne-Marie JEAN et Sophie DUPRESSOIR

Participants :
- Stéphane ROTH, directeur de Musica
- Thierry DANET, directeur d'Artefact-La Laiterie
- Joëlle SMADJA, directrice de Pôle Sud
- Catherine BOLZINGER, directrice de l'ensemble Voix de Stras
- Caterina AUTELITANO, Administratrice du Théâtre de la Choucrouterie
- Philippe OCHEM – directeur de Jazzdor
- Laurence MENER – directrice adjointe du TJP
- Paul LANG, directeur des Musées de la ville de Strasbourg

Stéphane Roth

- Ce projet présente un enjeu local, mais aussi national voire international, et un enjeu symbolique car ce type de projet porté par une ville est rare.
- L'opéra doit se questionner sur sa définition, quitte à revenir à ses origines (fin XVIIème siècle).
- L'enjeu est de revitaliser une pratique fortement pluridisciplinaire, et qui se veut un écho du monde dans lequel on vit.
- Enjeux économique et écologique : l'OnR est engoncé dans ses locaux, les pratiques scéniques et orchestrales touchent à des limites de cohérence économique et écologique.
- Aujourd'hui, les opéras devraient développer leurs capacités de coopération avec les producteurs indépendants et les ensembles.
- Enjeux de répertoire
    - ✓ Les opéras se renouvellent peu, programmant toujours les mêmes œuvres alors qu'il existe un vaste répertoire jamais joué ; ils ont un rôle à jouer dans la re-création des œuvres des diverses époques.
    - ✓ Ils devraient aussi s'impliquer beaucoup plus dans le soutien à la création contemporaine, alors que les compositeurs vivants ne représentent aujourd'hui que 6% des programmations de l'ensemble des opéras en France ; les opéras doivent s'engager dans le monde des vivants !
- L'Opéra doit être fortement inscrit dans son territoire et son maillage social, quitte à opérer des ruptures, comme La Philharmonie de Paris lorsqu'elle a quitté la salle Pleyel pour s'installer à la Villette, ce qui a complétement diversifié les publics et modifié la pratique et la réception des spectacles.
- Stéphane Roth rêve d'une implantation dans un endroit inattendu, en marge : plaine des bouchers, COOP, …
- Il faut éviter le geste sculptural qui est parfois un échec comme la Philharmonie de Paris et l'Opéra d'Oslo.
- Le nouvel opéra devra être un symbole urbain, mais qui puisse être pénétré sans appréhension. Pour y parvenir, il faut qu'il soit multifonctionnel, intégrant d'autres

esthétiques mais aussi d'autres formes d'art ; il faut prévoir des espaces de pratiques, d'expositions, des espaces dévolus au jeune public, des espaces de convivialité. Ces composantes doivent être intégrées dans le cahier des charges. La circulation et la convivialité doivent être centrale et la gouvernance ni verticale, ni pyramidale.

Laurence Méner

- S'interroge sur la forme de contribution que peut apporter le TJP dans la définition d'un nouveau projet pour l'Opéra, n'étant pas sur les mêmes esthétiques.
- Le TJP est prêt à collaborer, reste à définir les endroits de cette collaboration.
- L'avenir de l'Opéra relève avant tout de la définition par la Ville d'une politique culturelle.
- La question des droits culturels (droit à l'individu de vivre sa propre culture), des gouvernances, des processus de décision pourraient être une porte d'entrée pour ce type de projet et lui donner une envergure à l'échelle du territoire local ainsi qu'à une échelle plus large.

Joëlle Smadja

- Le ballet du Rhin, qui connait des conditions de travail très difficiles dans les locaux actuels, est associé au projet de ce bâtiment.
- Il est le seul CNN qui ne dispose pas de l'indépendance dont bénéficient tous les autres CNN puisqu'il dépend de la direction de l'opéra ; de plus il dispose de moyens humains très insuffisants pour faire travailler un ballet d'une trentaine de danseurs.
- De belles collaborations existent entre l'Opéra et Pole Sud (ex : parcours danse qui réunit des élèves de l'opéra, le Maillon et Pôle sud ; ce croisement des publics des différents équipements est à maintenir.
- S'agissant du répertorie du vivant il faut y associer la question du matrimoine, la création des femmes étant un des enjeux importants.
- L'expérience de Pôle Sud montre qu'une implantation dans un quartier périphérique représente un atout pour ses habitants.

Paul Lang

- L'opéra doit retrouver son pouvoir de subversion, être une instance progressiste tel qu'il l'était au 17ème siècle.
- Pour Richard Wagner, les centres des nouvelles villes doivent s'articuler autour de l'opéra, comme lieu fédérateur de l'ensemble de la société et non autour des édifices religieux.
- S'il est important que l'opéra soutienne plus la création contemporaine, la reprise d'une œuvre, même connue, est toujours revitalisée par la mise en scène en scène.
- Les Musées entretiennent une collaboration de grande qualité avec l'Opéra; les deux institutions sont à l'écoute l'une de l'autre comme le montrent les nombreux projets communs menés ces dernières années
- Ce partenariat doit se poursuivre et se développer, car la transversalité qu'il fait vivre participe au désenclavement et à la circulation du public.
- En terme architectural, on peut citer un exemple à suivre, l'Opéra de Sidney, et un contre-exemple, celui de Copenhague.

Thierry Danet

- La Laiterie a eu quelques expériences de partenariat avec l'Opéra, la plus marquante ayant été le Marquis de Sade en 2018.
- Qu'est-ce qu'un opéra ? C'est un bâtiment, une structure de production et de création, un ensemble de métiers d'art.
- Le sujet central est la manière dont il rencontre la Ville : la place dans la ville est un enjeu architectural fondamental, son architecture devant être située et faire corps avec l'environnement urbain et le « récit de la ville », a contrario de sculptures architecturales déconnectées de leur environnement.
- La question du lieu est à interroger à l'échelle de la ville mais aussi d'un territoire plus large (dimension transfrontalière).
- La question du réseau est à considérer dès le départ pour arriver à une complémentarité qui permette d'irriguer le territoire avec des proposition complémentaires et singulières à l'outil qui va être construit.
- Le récit des populations s'inscrit dans une continuité qui nous dépasse.
- En matière de patrimoine, il faut avoir une vision globale qu'on pourrait appeler « Noutrimoine », alliance du patrimoine et du .
- En matière d'écologie et de développement durable, une attention devra être portée au réemploi.
- Le bâtiment doit intégrer une capacité de s'interfacer avec des acteurs qui sont dans d'autres économies.

Catherine BOLZINGER (texte envoyé par téléphone)

- L'opéra du XXIème siècle devra répondre à un double défi : être un lieu de culture populaire comme au XVIIIème siècle et en même temps le lieu des innovations artistiques les plus pointues.
- Le projet d'Eva Kleinitz répondait à cette double injonction, en associant le festival Ars Mundo, ouvert sur les autres arts et les autres esthétiques, et des créations audacieuses.
- L'innovation et les œuvres nouvelles ne devraient pas exclure la pratique des chefs d'œuvre du répertoire, les deux pouvant d'ailleurs se rencontrer, comme cette année avec la version revisitée de Peer Gynt.
- L'opéra pourrait développer des relation , de façon ponctuelle mais récurrente, avec les ensembles professionnels indépendants strasbourgeois, dont la présence à Strasbourg est notable, du point de vue qualitatif et quantitatif ; ils sont un maillon important entre les institutions et les pratiques amateur et tiennent une place conséquente dans la dynamisme culturelel de la Ville, par la diversité des répertoires et des formes qu'ils proposent.
- Leurs relations de proximité avec un public large et diversifié en termes d'âge, de catégorie socio-professionnelles comme de territoire, notamment grâce aux actions culturelles que les uns et les autres mènent ici et là, sont un véritable atout pour la conquête des nouveaux publics. L'opéra pourrait-il se positionner au moins ponctuellement comme un espace de rencontre artistique des artistes professionnels strasbourgeois, au profit du désenclavement des publics et de l'ancrage culturel ?
- L'opéra du XXIème siècle devra certainement être doté des technologies les plus innovantes, de celles que nous ne connaissons pas encore, de techniques et techniciens

haut de gamme (peut-on pour cela imaginer des relations soutenues avec les chercheurs des universités de notre territoire ?). De ces nouvelles technologies découleront de nouvelles pratiques et de nouvelles problématiques : où sera le public dans un opéra connecté ? Au parterre ou aux balcons, ou bien sur scène, ou dans son salon ? Aura-t-il la possibilité d'interagir ? Les chanteurs, seront-ils présents ou virtuels ? Les futurs possibles sont-ils nécessairement tous souhaitables ?

- Dans un ordre de réflexion plus sociétal, qu'en sera-t-il demain des formats et des horaires des spectacles, et de la façon d'y assister ? À qui appartient-il de réfléchir à ces questions reliées également à l'évolution des rythmes de travail et des modes de vie ?
- Ces questions sont autant vertigineuses que transversales, artistes, ingénieurs, sociologues ou philosophes auraient sans doute des réponses à partager. Sans doute cela dépasse-t-il le strict sujet de l'opéra, mais cela revient à souligner combien décloisonnement et transversalité sont nécessaires et précieux.

Philippe Ochem

- Le déficit de lieu à Strasbourg est dramatique.
- Si l'argent public est affecté à un nouveau bâtiment, il faudra que cet endroit soit ouvert vers la Ville, pensé comme un lieu de confluence et que toutes les esthétiques puissent s'y retrouver. En faire un lieu de vie le plus ouvert possible sur la Ville pour que chacun puisse se l'approprier.
- Il faut remettre la voix au milieu de la société avec un souci d'ouverture la plus large possible aussi bien dans les pratiques amateurs que professionnelles; la recherche du chant intérieur doit pouvoir être en un tel lieu..

Caterina Auteliotano (texte de Roger Siffer)

«Je sais que parler de politique culturelle est un gros mot mais je voudrais insister sur le fait que l'Opéra national du Rhin (OnR) est une institution lyrique et chorégraphique de réputation internationale issue du regroupement original des structures culturelles de Strasbourg, Colmar et Mulhouse. C'est le comédien, metteur en scène du Barabli et adjoint à la culture, Germain Muller, qui a initié cette fusion en 1972.

Vous connaissez ma passion pour l'histoire locale et c'est pour cette raison que je souhaiterais rappeler que le Théâtre municipal de Strasbourg a été construit au début du 19^{e} siècle. Le 10 septembre 1870, le bombardement de Strasbourg par l'armée allemande (prussienne) a détruit en grande partie le théâtre. C'est sous l'impulsion de l'empereur allemand Guillaume II que le théâtre a été rénové durant la construction du quartier allemand, la Neustadt, à partir des années 1880. L'Allemagne veut alors marquer par la pierre l'avènement du nouveau pouvoir impérial à Strasbourg, promue capitale du Reichsland Elsaß Lothringen. En 1904, le Théâtre Alsacien s'installe au Théâtre Municipal de Strasbourg. Il semblerait que le TAS louait ses locaux pour des représentations d'art lyrique. Par la suite, quand le Théâtre municipal est devenu l'Opéra de Strasbourg les rôles ont été inversés et c'est l'Opéra qui loua ses locaux au Théâtre Alsacien.

Ainsi, si la ville de Strasbourg veut maintenir son rayonnement international dans le domaine de l'art lyrique et chorégraphique, la construction d'un nouvel opéra est indispensable. Ce bâtiment pourrait par exemple se situer dans la zone du port du Rhin près de la frontière allemande avec une politique culturelle transfrontalière, voire rhénane.

Le bâtiment situé place Broglie pourrait de son côté continuer à accueillir le Théâtre Alsacien et s'ouvrir à d'autres créations régionales.

Mais, si Strasbourg veut être la capitale du raffia et du macramé, on pourra toujours les installer à l'opéra.
La Chouc' collaborera avec grand plaisir avec le nouvel opéra. »

.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenirde l'Opéra national du Rhin
Audition de Norbert ENGEL, ancien adjoint au Maire de Strasbourg
12/07/2021

Date : 12/07/2021
Animation : Anne MISTLER et Anne-Marie JEAN

Nécessité d'un nouvel opéra

N. Engel :

- Parmi les opéras qui comptent en France, l'OnR est le seul qui est resté quasiment dans son état du XIXe siècle.
- Les conclusions de la mission menée par l'Inspection générales des affaires culturelles sur 5 opéras nationaux avaient été sans appel : le bâtiment actuel de l'OnR n'est plus aux normes, engendre des coûts en fonctionnement humain très élevés (3 fois plus qu'un opéra moderne) et n'est plus adapté pour recevoir des productions venant d'autres opéras.
- De plus, le poids de la machinerie manuelle est sources de problèmes de santé pour les techniciens.
- Une liaison souterraine entre le théâtre et le grenier d'abondance est par ailleurs impossible à cause des réseaux souterrains.
- Il faut donc un nouvel opéra à Strasbourg, avec une jauge de 1400 places, ce qui serait raisonnable.
- Alors qu'en Allemagne le pays a réussi à se doter après-guerre de nombreux opéras (42 en tout) et que des villes moyennes, parfois séparées de quelques kilomètres, ont le leur, comment peut-on considérer que Strasbourg n'aurait pas la capacité d'avoir un opéra digne de ce nom ?
- Il en va du rayonnement de Strasbourg en tant que capitale européenne; le paradoxe est que beaucoup de gens rêvent de Strasbourg comme New York mais veulent y vivre comme à Souffelweyersheim…
- Un opéra d'envergure internationale est un outil d'attractivité : un minimum de 3 types d'équipements internationaux est en effet nécessaire pour attirer l'implantation à Strasbourg de grandes entreprises : une école, un aéroport et un opéra.
- Il faut cependant résister à la tentation de faire jouer à l'opéra un rôle qui n'est pas le sien : le nouvel opéra devra rester centré sur son essence, c'est-à-dire la rencontre entre musique, voix et mise en scène.

.

Usage du théâtre actuel en cas de construction d'un nouvel opéra

A.Mistler : si on construit un nouvel opéra, quel usage peut-on envisager pour le théâtre actuel ? Certains préconisent de le recentrer sur des petites formes, notamment des opéras baroques.

N. Engel :

- L'actuel théâtre ne doit pas devenir un musée des formes opératiques du XIX siècle.
- On pourrait s'inspirer de ce qui s'est fait à Paris lors de la construction de l'Opéra Bastille : Garnier accueille les petites formes et la danse, Bastille les grandes formes. Le théâtre de la place Broglie pourrait, après avoir été correctement rénové et mis en sécurité, accueillir les petites formes d'opéra, y compris contemporaines, et la danse.

- Strasbourg n'a aucune tradition de musique baroque, la programmation d'opéras baroques n'attirera pas un public très nombreux.
- Le Théâtre Alsacien de Strasbourg, acteur historique, pourrait rester place Broglie ; sa présence ne handicaperait plus la programmation de l'OnR.

Le coût de construction d'un nouvel opéra

A-M Jean

Quel a été est selon vous le principal frein à la décision jusqu'ici ? Comment analysez-vous la question de l'acceptabilité d'un investissement lourd dans un opéra ?

N. Engel :

- Le coût a été jusqu'ici le seul obstacle ayant empêché de prendre une décision.
- Lorsqu'Alain Lombard a demandé des moyens conséquents pour hisser l'OPS au niveau international, une solution a été trouvée malgré le surcout que cela a engendré.
- A l'inverse, au début des discussions en vue de la création du Palais de la Musique, il avait été envisagé de le dimensionner pour qu'il accueille un grand opéra ; cela n 'a pas été retenu pour des raisons financières.
- Pour l'évaluation budgétaire, soit on sous-évalue et le budget explose ensuite, soit on recherche un budget réaliste, sans excès; à l'époque où N. Engel était en poste, le budget avait été évalué autour de 200M€.
- Il sera toujours difficile de faire accepter un tel investissement par la majorité de la population. Beaucoup de décisions aujourd'hui non remises en cause ont suscité des résistances lorsqu'elles ont été prises (ex : l'abolition de la peine de mort par F. Mitterrand). La collectivité doit en assumer la responsabilité.
- La volonté mise en œuvre par l'OnR de démocratiser l'opéra pour qu'il ne soit plus réservé à une classe d'âge élevée et aisée ni à une élite mais devienne trans-générationnel et accessible au plus grand nombre contribuera à cette acceptabilité.

L'implantation d'un nouvel opéra

A.Mistler **:** quelle implantation verriez-vous en cas de construction d'un nouvel opéra , en prenant en compte notamment les questions de mobilité et l'impact sur le public allemand ?

N. Engel **:**

- Beaucoup de lieux qui avaient été envisagés ne sont plus disponibles aujourd'hui.
- Cela dépend du public cible que l'on vise :
  - ✓ Si on veut plutôt attirer un public allemands, le Jardin des Deux Rives est indiqué,
  - ✓ si on veut se tourner plutôt vers les habitants de l'Eurométroipkle, un site comme la Place de Haguenau serait mieux adapté.
- Si l'opéra n'est plus central, il doit contribuer à tresser une ville élargie en étant un des signaux de cet élargissement, et doit prendre en compte la nécessité de son insertion dans un quartier et de son accessibilité, en se demandant jusqu'où l'ensemble des habitant est-il prêt à se déplacer.

Vigilance en cas de fermeture du théâtre pendant les travaux

N. Engel :

- En cas de fermeture prolongée du théâtre pendant les travaux, il faut prendre en compte l'évolution rapide des normes de sécurité sans quoi il risque de ne plus être aux normes lors de sa réouverture.
- La réimplantation provisoire de l'opéra dans un lieu éphémère a ses limites et ne peut convenir à toutes les œuvres.

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
Audition de Daniel PAYOT, ancien adjoint au Maire de Strasbourg

Date : 23/06//2021
Animation : Anne MISTLER

L'opéra souffre de son image, il peut redevenir un art populaire
D. Payot

- L'opéra était à l'origine un art très populaire, contrairement à la musique orchestrale qui était une musique de cour; il reste aujourd'hui quelque chose de ces destins différents : l'OnR a su diversifier son public plus que l'OPS.
- En Franc, on est héritier d'une séparation très nette entre les types de musiques liée à un préalable culturel qui se retrouve dans leurs représentations, entretenant des barrières étanches : les musiques actuelles seraient immédiatement accessibles, alors que les musiques patrimoniales nécessiteraient des connaissances préalables qui en interdiraient l'accès aux non-initiés (« je n'y connais rien »).
- Aux USA, il n'y a pas de clivage entre opéra classique et théâtre musical : des compositeurs comme Bernstein ont écrit des comédies musicales ; en France, on considère encore souvent la comédie musicale comme un genre plus facile d'accès que l'opéra car permettant une participation plus immédiate des corps.
- En comptabilisant le nombre de spectateurs des représentations d'un opéra **à** Strasbourg et à Mulhouse, on s'aperçoit qu'il touche un plus grand nombre de personnes qu'un concert de rock. Cela brise un préjugé assignant l'expression de masse aux seules musiques actuelles.
- La notion d'élite est à la fois quantitative et sociologique dans les esprits: les initiés seraient forcément privilégiés socialement et auraient tendance à aller vers ceux qui leur ressemblent.
- Il est très compliqué de déconstruire ce préjugé avec un argumentaire raisonné, lui-même soupçonné a priori d'élitisme.
- Aujourd'hui, la culture patrimoniale souffre d'un désintérêt du grand public à cause de cette image élitiste; pourtant, dans un autre domaine, l'histoire peut toucher un public large, comme le montre l'intérêt porté actuellement au personnage de Napoléon dans le cadre du 250^{e} anniversaire de sa naissance.
- L'opéra est aujourd'hui souvent perçu comme accessible uniquement intellectuellement. Il a pourtant plein d'arguments pour redevenir un art populaire, car c'est un art spectaculaire, qui offre une expérience esthétiques forte: il donne à voir et à entendre, avec des contrastes, des oppositions, des déplacements ; on peut y adhérer même sans comprendre l'histoire, qui est parfois alambiquée (c'était déjà le cas avec les opéras baroques !).
- L'OnR a su dépasser ce clivage comme l'atteste la diversification et le rajeunissement important de son public depuis 20 ans, attirant notamment un monde étudiant aujourd'hui sociologiquement diversifié.

La mise à niveau technique de l'OnR

A Mistler : faut-il doter l'opéra d'un plateau et de moyens techniques plus importants pour pouvoir accueille toutes les coproductions ?

D. Payot :

- Paradoxalement, le développement ces dernières années de l'utilisation de technologies de plus en plus poussées et maitrisés (notamment la vidéo) permettant des effets spectaculaires n'a pas rendu l'opéra plus accessible.
- Les mises en scènes débordant d'effets techniques présentent le risque de faire perdre à l'œuvre son âme.
- Sans tomber dans le bricolage, l'OnR pourrait se situer sur un créneau autre que les grosses productions, ce qui obligerait à une réflexion artistique sur l'interprétation du répertoire: on n'a pas besoin des premiers de la classe mondiale ni des machineries les plus sophistiquées pour proposer des mises ne scènes de qualité et des plateaux intéressants, en puisant par exemple dans le vivier offert par l'Opéra Studio.

Arguments en faveur d'une rénovation sur site

A Mistler :

- La Mission doit rassembler les éléments pour permettre une prise de décision entre les deux options envisageables : rénover le bâtiment actuel ou construire un nouvel opéra. Les directeurs de maisons de taille équivalente ayant opté pour une rénovation ont expliqué comment ils ont été amenés à agrandir les cages de scène, la fosse, les emplacements pour les décors pour faciliter les manipulations, notamment en surélevant le toit et en creusant des souterrains pour faire se rejoindre le théâtre et un bâtiment annexe.
- On a par ailleurs beaucoup entendu dire que le bâtiment actuel est plus adapté au baroque qu'à Wagner ; l'approche que vous proposez ne risquerait-elle pas de limiter le développement vers de nouveaux publics ?

D. Payot :

- Le bâtiment actuel a ses limites auxquelles il faut bien sûr remédier, notamment en ce qui concerne la salle, la scène et la fosse
- Mais il n'est pas sûr que le déploiement de l'activité de l'OnR sur deux sites, le théâtre actuel et une nouvelle salle ailleurs, soit une bonne solution : rien ne prouve qu'une nouvelle salle aux dimensions beaucoup plus importantes augmenterait sensiblement la fréquentation.
- Le théâtre de la place Broglie n'empêche pas de développer le répertoire. La scène existante peut accueillir des productions variées. De nombreux metteurs en scène ont apprécié d'y travailler et ont pu y dire ce qu'ils avaient à dire. Il faudrait cependant améliorer son équipement.
- On peut adapter les œuvres au cadre disponible : les contraintes ne sont pas rédhibitoires mais peuvent au contraire être une incitation à penser l'œuvre différemment.
- L'OnR a su développer des coproductions efficaces avec ses moyens : on y a vu des Ring de Wagner adaptés au lieu tout à fait convaincants.

- On peut aussi externaliser certaines prestations comme l'a fait Musica il y a 2 ans en se déplaçant au Zénith, lieu qui a attiré un public nombreux. Mais un Zénith supplémentaire changerait-il la donne ?
- Le niveau de contraintes de l'opéra actuel, lié notamment à son emplacement (proximité du tram, de l'Ill, de réseaux souterrains, de la nappe phréatique) rend son adaptation particulièrement complexe et imposera une grande inventivité.
- Beaucoup de contraintes sont liées au format de la salle à l'italienne mais a contrario ce format présente de nombreux avantages.
- Il faut aussi prendre en compte la particularité du syndicat intercommunal et les complémentarités offertes par les équipements des 3 villes, notamment la scène de la Filature à Mulhouse.

Le rôle de rayonnement de l'OnR

A.Mistler : le rôle de l'opéra en tant qu'outil de rayonnement et de diplomatie culturelle a souvent été évoqué. Ce rôle peut-il s'envisager sans un opéra prestigieux ?

D. Payot :

- L'OnR est plurinational dans son essence ; il a une carte franco-allemande à jouer.
- Dans un paysage opératique régional riche avec plusieurs opéras allemands à proximité, il peut se singulariser avec des stratégies artistiques différentes, un ton qui lui soit propre, sans « jouer le gros équipement » : il pourrait par exemple être un tremplin artistique pour les chanteurs en début de carrière.
- Il faut sortir de la posture selon laquelle les moyens ne seraient jamais à la hauteur et ne pas oublier que l'OnR dispose de nombreux atouts avec notamment son chœur, son ballet, ses ateliers et l'Opéra studio.

Mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin

Entretien entre Mme la Maire, Mme l'Adjointe en charge des arts et des cultures et Mme Caroline Sonrier, Directrice de l'Opéra de Lille, en charge d'une mission sur la politique de l'art lyrique en France , confiée par la Ministre de la Culture- 08.04.2021

Caroline Sonrier présente le contexte de sa mission. La Ministre de la Culture a souhaité, en septembre dernier, lui confier une mission visant à aboutir à des préconisations concernant le développement de l'art lyrique en France. L'enjeu est de faire un état des lieux du fonctionnement des maisons d'opéra, du point de vue artistique, du développement des publics, de la structuration et de la gouvernance ainsi que de la prise en compte de nouvelles considérations, telles que le numérique.

La Ministre a souhaité cette mission au moment de l'annonce d'un soutien exceptionnel à l'Opéra de Paris, rendu indispensable du fait de la crise sanitaire. La Ministre a souhaité ne pas donner un signal uniquement à cette grande maison parisienne, mais également s'intéresser aux maisons d'opéra sur l'ensemble du territoire. La Ministre a souhaité associer les collectivités territoriales à cette réflexion.

La mission s'organise de la manière suivante :
- Commission : se réunit tous les mois pour présenter l'avancée des travaux (elle réunit des représentants d'association d'élus, France Urbaine, la FNCC….)
- Groupes de travail thématique : associent les professionnels issus des différents métiers
- Rendez-vous individuels : qui permettent d'alimenter la réflexion générale. Les rendez-vous avec les élus des collectivités sont organisés dans ce format et visent à entendre les élus sur leurs visions, leurs attentes, les points forts et points faibles de leurs équipements

Trois régions ont été visitées :
- Pays de la Loire : Angers-Nantes Opéra, qui a développé un partenariat avec l'opéra de Rennes
- Nouvelle-Aquitaine : opéras de Bordeaux (labellisé) et Limoges (non labellisé). Ont été examinées les situations particulières de ces deux opéras et leur rapport à leur territoire
- Grand Est : territoire bien doté, avec deux opéras nationaux (opéra de Lorraine et OnR)

C. Sonrier a rencontré hier Alain Perroux et Stéphane Roth et a été informée de la démarche menée par Strasbourg pour porter une réflexion sur l'opéra du XXIème siècle dans le cadre de la Mission d'information et d'évaluation souhaitée par Mme la Maire.
Mme la Maire indique qu'elle a en effet souhaité installer dès le début du mandat une mission d'information et d'évaluation dont la durée est de 6 mois et qui vise à faire un état des lieux des études menées sur le bâtiment mais en élargissant le propos à la vision d'un opéra du XXIème siècle. Deux options sont possibles à ce stade : une rénovation-extension ou la construction d'un nouveau bâtiment (mais non prévu dans le mandat). Au-delà de la question batimentaire, se pose la question du projet : quel projet global au plan artistique, au plan de la démocratisation, de la participation citoyenne, quelle ouverture à d'autres types d'activités. Il parait primordial d'inscrire la réflexion au plan transfrontalier et européen. Mme la Maire souligne qu'elle a eu un échange récemment avec le Maire de Karlsruhe, confronté à des difficultés proches, qui souhaiterait que la coopération se développe entre les villes sur ce sujet.

Mme la Maire précise les particularités de l'OnR :
- l'opéra est labellisé opéra national en région et bénéficie d'un modèle de gouvernance innovant basé sur la coopération institutionnelle, mis en place dans les années 70 au moyen du syndicat intercommunal porté par 3 villes (Strasbourg, Colmar, Mulhouse).
- qualité de la structure de formation des artistes avec l'Opéra Studio.

Mission d'information et d'évaluation
Mme l'Adjointe en charge des arts et des cultures présente le fonctionnement de la Mission d'information et d'évaluation installée en janvier dernier. Celle-ci fonctionne sous la forme

- de réunions plénières qui se tiennent tous les mois, au cours desquelles ont été déjà auditionnés l'équipe de l'opéra, les partenaires institutionnels, des représentants des institutions européennes…
- de sous-groupes thématiques pour permettre d'auditionner des acteurs plus ciblés, sur certains points précis : par exemple la coopération entre l'OnR et les acteurs culturels du territoire ou encore les différents modèles d'opéras rénovés et/ou construits ces dernières années.

Il est également prévu de consulter les partenaires transfrontaliers. L'objectif est de définir les contours d'un opéra du XXIème siècle.

Développement des publics – Démocratisation
La dimension d'ouverture territoriale, l'ouverture aux autres esthétiques, l'intégration de nouvelles formes et l'émergence de jeunes artistes sont des dimensions prises en compte dans le cadre de la MIE. La question de la démocratisation est bien entendu centrale. Aujourd'hui, l'OnR mène déjà une série d'actions auprès des scolaires et est doté d'un service éducatif performant. Le public de moins de 26 ans constitue 1/3 de la fréquentation totale. Ce travail de fond est à poursuivre. La question de la prise en compte des droits culturels est centrale.

C. Sonrier indique que les opéras se sont massivement ouverts ces vingt dernières années. Des initiatives remarquables peuvent être notées en matière d'ouverture aux différents publics, qu'il s'agisse de projets participatifs, et particulièrement de projets à l'adresse de la jeunesse. Malheureusement, ces initiatives sont souvent peu visibles et peu lisibles. C. Sonrier questionne A. Mistler sur la manière dont l'opéra de Strasbourg est perçu (est-il perçu comme élitiste ?).
Anne Mistler indique qu'il est primordial que l'opéra s'ouvre à de nouvelles esthétiques, à de nouveaux répertoires qui permettront de faire évoluer l'image de l'opéra et de diversifier les publics

Interaction entre l'OnR et les acteurs culturels du territoire.
La question de la coopération entre les structures est importante.
A. Mistler indique que le modèle du syndicat mixte permet facilement le développement d'actions de médiation à l'échelle des trois villes. Aujourd'hui elle souhaiterait connaitre, par exemple, la part du public de l'OnR venant de l'Eurométropole, la fréquentation du public allemand et suisse, la composition sociologique du public…
La coopération fonctionne assez bien entre les structures culturelles à Strasbourg, et notamment avec l'OnR, qui a, par exemple, développé un partenariat avec l'Espace Django au Neuhof, ce qui a permis une mixité des publics dans les actions conjointes entreprises. Le festival Ars Mondo est également un bon exemple en terme d'ouverture interdisciplinaire et de prise en compte des enjeux de diversité culturelle.
Sur la question des critères de soutien, la convention actuelle permet au projet artistique de se déployer, et est surtout axée sur l'objectif de développement et de diversification des publics et de rayonnement.
Mme la Maire indique que la Ville attend également que les structures inscrivent leurs actions dans le fil de la politique municipale qui s'appuie sur trois piliers : justice sociale, démocratie et enjeux environnementaux. Il est attendu que les structures culturelles coopèrent et s'inscrivent dans un processus vertueux notamment en matière de mutualisation et de réemploi. Une
ressourcerie culturelle pourrait être développée par exemple.

Financement
C.Sonrier indique que, dans le cadre de sa mission, des recherches ont été effectuées pour trouver des éléments statistiques permettant de comparer les financements des opéras. Aujourd'hui aucun outil

statistique n'existe, ce qui ne permet pas de produire des données à ce sujet. Seules les subventions peuvent être comparées mais cela n'est pas très éclairant compte-tenu de la diversité de modèles (associatif, régie directe, régie personnalisée…). On sait cependant que le soutien de l'État s'est peu ou prou maintenu et que la situation diffère pour les collectivités, selon les territoires. Cela veut dire que pour assurer les nouvelles missions (et notamment la montée en puissance de la médiation), cela se fait soit sur la base des ressources propres développées soit à budget constant, impactant de fait le budget artistique. C.Sonrier attire l'attentions sur le fait de ne pas démultiplier le mille-feuille des critères dans les conventions d'objectifs et de moyens, ce qui est difficilement soutenable pour les structures. Caroline Sonrier se pose la question du développement de labels dédiés (ex. développement durable, développement des publics…)
Camille Giertler indique qu'en effet le financement ne repose pas uniquement sur la subvention de fonctionnement d'un montant de 6,8 M€/an (sur un budget total de 22 M€/an). Il convient d'ajouter les frais liés à la notion du théâtre en ordre de marche, qui représentent 1,7 M€ (frais de personnel, de maintenance, de stockage, de nettoyage). S'ajoutent également une enveloppe RH de 210 K€ pour le personnel vacataire ainsi qu'un budget annuel d'investissement de 155 K€.

Exemple de l'expérience de réhabilitation de l'opéra de Lille (C. Sonrier).
Les travaux ont été de nature un peu différente. L'opéra a été construit en 1910 et a été rénové en 1960. L'opéra de Lille a été fermé en 1998 pour des questions de sécurité liées au gros-œuvre, à l'électricité. L'opéra était gouverné par un syndicat mixte composé des villes de Lille, Roubaix et Tourcoing. Ces deux dernières villes se sont désengagées du syndicat mixte au moment de la fermeture et l'ensemble du personnel a dû être licencié. À l'arrivée de Martine Aubry en 2001, des travaux de rénovation ont été entrepris avec comme objectif de créer un outil de production lyrique à Lille. L'opéra a rouvert en 2003, un an avant l'opération Capitale européenne de la Culture en 2004, ce qui a permis de fédérer les autres collectivités pour le financement de l'opéra. Il s'agit d'un opéra de taille modeste, qui n'a pas d'orchestre et pas de ballet. Les collectivités sont aujourd'hui très engagées dans le financement de l'Opéra.

Caroline Sonrier indique que l'objectif est de remettre son rapport à Madame la Ministre en juillet 2021. Mme Sonrier remercie Mme la Maire et Mme l'Adjointe en charge des arts et des cultures pour cet échange. Mme la Maire remercie Mme Sonrier d'avoir partagé son expérience de réhabilitation de l'opéra de Lille.

ANNEXE 5

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU BAS-RHIN

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE ET DE L'ACCESSIBILITE DU BAS-RHIN

Service Instructeur : Bureau de Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin

Strasbourg, le 13/11/2018

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ERP - IGH DU BAS-RHIN (SCDS)

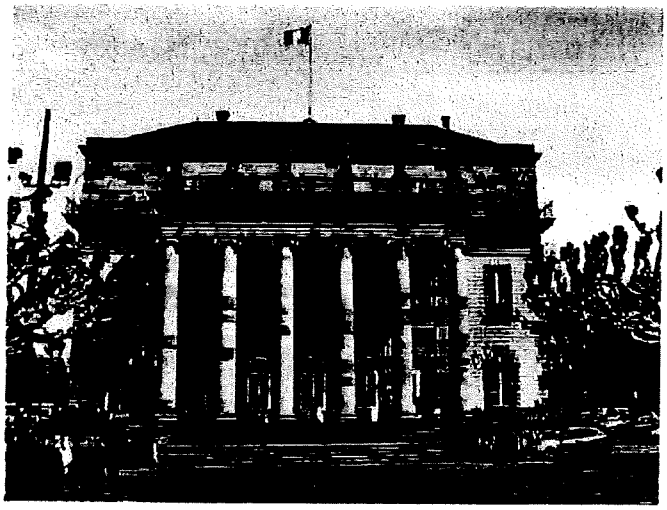
Séance du 13/11/2018

PROCES – VERBAL

Conformément aux textes en vigueur, la Sous-Commission Consultative Départementale de la Sécurité dans les ERP / IGH a procédé à l'examen du dossier suivant :

OPERA NATIONAL DU RHIN
STRASBOURG

Visite périodique du 12/10/2018



Rapporteur : Capitaine Cédric ESCHBACH

Références : SDIS 67 - IB - D-2018-004482 - E-482678C0102419

Adresse de l'établissement : 19 Place Broglie - 67000 STRASBOURG

RAPPORT DE VISITE

I. GENERALITES

Visite périodique réalisée le 12/10/2018 à 14:00 en présence des membres suivants :

Elisabeth RAMEL	Elue de la commune de STRASBOURG
Bg Anthony GUEDE	Représentant de la gendarmerie ou la Direction Départementale de la Sécurité Publique
Capitaine Cédric ESCHBACH	Représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin

Ont également participé à la visite :

Nadine HIRTZEL	D.A.F.
Alexandre THINES	Chef du service intérieur, responsable HSE
Virginie MOUDOTTE	Responsable sécurité accueil
Guillaume GRIFFON	Responsable génie scénique
Michel WENDEL	Responsable maintenance
Vincent KUHN	Direction de la culture de la ville de Strasbourg
Vincent DIGNE	Responsable
Félix PAWLICKI	Service maintenance bâtiment EMS
Emeline LAFAURY	Cheffe de service, direction de la construction de la ville

Principales règlementations applicables

Code général des collectivités territoriales (art. L1424-2, L2213-32, L2225-1 à L2225-4, R2225-2 à R2225-10)

Code de la construction et de l'habitation, dispositions relatives aux établissements recevant du public (art. R123-1 à R123-55)

Décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie

Arrêté du 23 mars 1965 modifié, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

Arrêté du 25 juin 1980 modifié, dispositions générales applicables aux ERP du 1er groupe

Arrêté du 21 juin 1982 modifié, dispositions particulières applicables aux ERP du type N

Arrêté du 12 décembre 1984 modifié dispositions particulières applicables aux ERP du type L

Arrêté du 5 février 2007, dispositions particulières applicables aux ERP du type L

Arrêté du 23 juin 1978 modifié concernant les dispositions dans les chaufferies

Arrêté préfectoral du Bas-Rhin du 15 février 2017 portant approbation du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

II. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

Aperçu de l'établissement visité

L'Opéra de Strasbourg est un théâtre à l'italienne édifié en 1821 et restauré en 1888.

Il se compose d'un bloc salle susceptible d'accueillir 1257 personnes, d'un bloc scène isolable par un rideau de fer ainsi que d'un bloc administratif.

Il existe également une salle de réception à l'étage.

Un café-restaurant situé à l'entrée principale au rez-de-chaussée. (exploitation non gérée par l'Opéra de Strasbourg)

L'établissement fait l'objet d'un avis défavorable à la poursuite de son exploitation depuis le 2 janvier 1997 (PV CISA CUS), en raison de nombreuses non conformités : désenfumage, absence d'encloisonnement des cages d'escalier, absence d'isolement de certains locaux à risques, ...).

Cet avis défavorable a été maintenu lors des contrôles périodiques successifs.

Un premier diagnostic de sécurité avait été établi en 1999 permettant de constituer une base de travaux de mise en sécurité.

En 2009 un nouveau diagnostic de sécurité a été produit par ITECO reprenant l'ensemble des travaux réalisés depuis 1999. Ce rapport a également permis de regrouper l'ensemble des actions restant à entreprendre en 83 observations.

Historique

1821	Construction de l'établissement
1870	Destruction du théâtre par fait de guerre
1872	Reconstruction du théâtre à l'identique
1888	Construction de la rotonde et extension de la cage de scène
1940	Réaménagement de la scène (scène tournante bois)
1964	Réaménagement de la scène
1983	Réfection de l'installation électrique scénique
1984	Remplacement des fauteuils d'orchestre avec création de l'allée centrale et gradinage de la salle
2000	Surveillance de l'établissement par une installation de détection automatique d'incendie et mise en place de l'escalier de secours arrière du bloc administratif
2005	Mise en place d'un ascenseur handicapé + escalier de secours bloc salle + désenfumage bloc scène + isolement bloc scène/bloc administratif.
19/07/2011	Avis favorable à la demande de 2 dérogations. 2 demandes d'avis. AT: encloisonnement des escaliers E3 et E4, mise en conformité du désenfumage de la salle de spectacle, extension de la détection incendie dans les bungalows de bureaux en vis-à-vis du bloc scène, déplacement des doubles commandes de sécurité du bloc scène, asservissement de blocs portes à l'alarme du bloc administratif.
30/08/2011	Objet : mise en sécurité des portes extérieures latérales et réfection d'une partie de la toiture (incluant la création de châssis de désenfumage)
10/01/2012	Objet : Mise en sécurité des garde-corps des galeries de l'opéra
05/06/2012	**AT 06748212V0076 :** complément de dotation en détection incendie dans les locaux non-surveillés à ce jour, réaménagement du PC sécurité et de l'accueil, encloisonnement de l'escalier E1, désenfumage de l'escalier de l'empereur E8, remplacement du parquet des circulations du bâtiment administratif niveau 2 et 3.
15/01/2013	Visite périodique et de réception AT 067 482 11 V 0470 : avis favorable AT 067 482 12 V 0076 : avis favorable
15/04/2014	Avis défavorable à la poursuite de l'exploitation Avis favorable à la demande de dérogation relatif à l'article MS 67
07/04/2015	Avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement motivé par • **le non isolement de l'ensemble des locaux à risques,** • **le risque de propagation d'un incendie du bloc scène à la salle et inversement.** (dernière visite périodique du 26/03/2015)
2021	Prochaine visite périodique de contrôle

Rappel des travaux réceptionnés le 15/01/2013 :

La moitié des actions à entreprendre concerne les défauts d'isolement des locaux à risques, pour lesquels il reste d'importantes améliorations à effectuer. Pour une partie des autres points du diagnostic ITECO 2009, des dossiers de travaux ont été déposés, étudiés.

Autorisation de travaux délivrée le : 03 août 2011

Objet : encloisonnement des escaliers E3 et E4, mise en conformité du désenfumage de la salle de spectacle, extension de la détection incendie dans les bungalows de bureaux en vis-à-vis du bloc scène, déplacement des doubles commandes de sécurité du bloc scène, asservissement de blocs portes à l'alarme du bloc administratif.

Description de l'établissement visité

L'établissement comporte 4 dérogations à la règlementation détaillée(s) dans chacune des sections ci-après.

Classement

Avant la visite

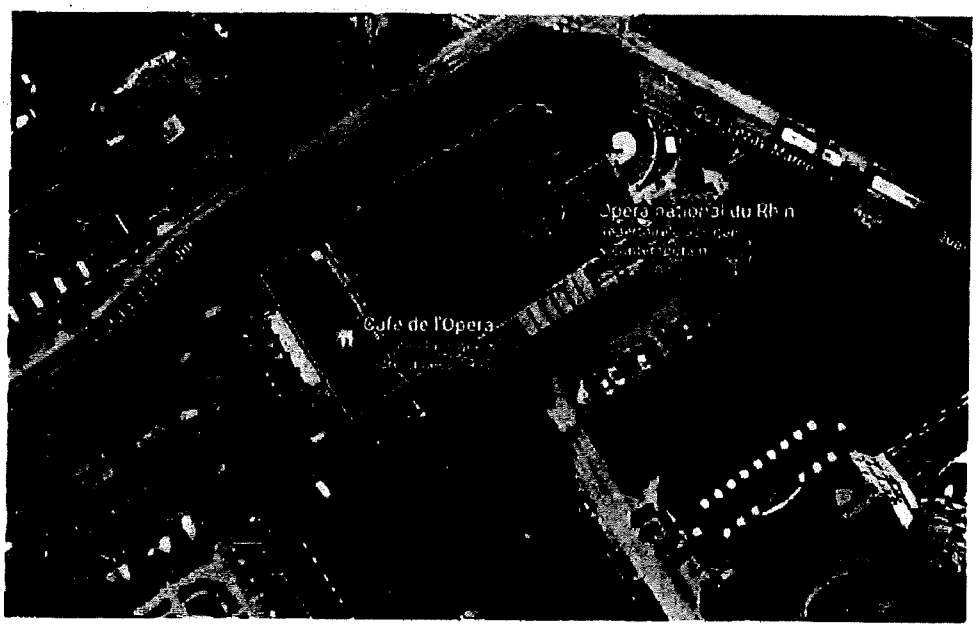
Types : L N (établissement à risque courant)

Catégorie : 2ème pour 1257 personnes dont 1142 au titre du public et 115 au titre du personnel

Après la visite

Classement non modifié.

Implantation



Desserte

Hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public par rapport au niveau d'accès des secours > 8m

Nom de la façade accessible	Détail de sa desserte
Façade côté Place Broglie	Voie échelle
Façade côté Petit Broglie	Voie échelle

Isolement par rapport aux tiers

Aucun tiers n'est implanté à moins de 8m de l'établissement.

Construction

Structure

Matériaux et éléments constitutifs : Brique, pierre, bois

Résistance au feu : SF 1h

Structure toiture : SF 1/2h

Plancher

Matériaux et éléments constitutifs : plancher bois

Résistance au feu : CF 1h

Les structures horizontales (planchers) sont en général des planchers poutrelles métalliques apparentes et entrevous béton. En sous-sol technique des voûtes béton.

Couverture

Matériaux et éléments constitutifs : couverture ardoise

Réaction au feu : M0

Façades

Matériaux et éléments constitutifs : brique, pierre de taille

Réaction au feu : inconnue

Mise en communication des niveaux du bloc salle au niveau des menuiseries de façades passantes au droit des dalles des galeries de liaison (non correspondance des niveaux intérieurs et des baies en façade)

Distribution intérieure

Cloisonnement traditionnel

Nous retrouvons 4 blocs :

1) **Bloc salle** comprenant :

- la salle, s'étendant de l'entresol à 4 niveaux de galeries,
- la fosse d'orchestre, ouverte sur la salle
- l'entrée principale en Rdc avec Billetterie
- le café de l'opéra au Rdc
- le foyer / salle Bastide situé en 1ère galerie
- des locaux techniques au Rdc (vestiaires, atelier électros)
- un local accessoires en 4ème galerie
- une infirmerie au Rdc
- les combles
- des bureaux administratifs en 3éme galerie (coursives salle Bastide)

2) **Bloc administratif** : situé à l'arrière du bloc scène

Il comprend l'entrée des artistes, les loges s'étendant sur 8 niveaux dont 1 sous-sol (non accessible au public)

3) **Bloc scène** : isolable du bloc salle par un rideau de fer

Comprend la scène et 3 niveaux de passerelle (cintres bas et haut puis grill)

4) **Bloc technique** : se développant sous les 3 blocs précédents et siège de l'ensemble des locaux techniques

Isolement du bloc salle / bloc scène : rideau de fer d'origine datant de 1943. Aucune précision sur la qualité de la résistance au feu du rideau.

Il est prévu une expertise pour vérifier le degré PF du rideau de fer avant la fin de l'année 2018

Portes au droit des accès latéraux du SAS sur fosse d'orchestre n'ayant pas un degré de résistance au feu conforme.

Isolement bloc scène / bloc technique :

Présence d'un monte décors à l'arrière de la scène mettant en communication les dessous et la cage de scène.

Accès à la cage de scène par 2 escaliers en bois depuis l'entresol 1.

Aménagement intérieur

Décors : le responsable des décors informe le groupe de visite qu'il tend à créer des décors M1.

Dégagements cf rapport ITECO de 2009 B22/47 à B33/47

Evacuation de personnes à mobilité réduite (PMR) : directe

L'établissement ne dispose pas d'EAS. Le personnel a été informé de la nécessité de réaliser l'évacuation directe des PMR.

Demande de dérogation n°1 :

L'accès aux loges d'avant scène en galerie se fait au travers d'un SAS à partir des escaliers E3 et E4. La hauteur de passage de ces portes est de 2,2 m et la largeur de passage est comprise entre 81 et 83 cm. Cet aménagement n'est pas conforme à l'article CO 36.

Le maître d'ouvrage souhaite maintenir la largeur de passage existante pour des raisons structurelles des loges accessibles au public. Les blocs portes donnant sur les escaliers E3 et E4 seront remplacés par des blocs portes CF ½ heure.

En mesure compensatoire, le maître d'ouvrage souhaite proposer de limiter l'accès aux loges à 4 personnes maximum

Par ailleurs, le maître d'ouvrage souhaite préciser que l'établissement est couvert par un SSI de catégorie A.

La SCDS a émis un avis favorable à cette demande dans son PV du 19/07/2011.

Demande de dérogation n°2 :

L'évacuation des personnes côté place Broglie se fait au travers de 2 séries de portes existantes :
- 3 doubles portes battantes entre la galerie du rez-de-chaussée et le hall d'entrée,
- 3 sas équipés de doubles portes battantes en façade Ouest.

L'ensemble de ces portes s'ouvre dans le sens de la fuite. Elles présentent des dimensions permettant de les assimiler à 1 sortie totalisant 6 UP.

Toutefois, les équipements qui les composent ne permettent pas une manœuvre conforme à l'article CO 45 § 2.

Le maître d'ouvrage souhaite conserver ces portes d'entrée existantes.

En mesure compensatoire, le maître d'ouvrage souhaite proposer la mise en place, pendant la présence du public, d'une personne assignée au maintien en position ouverte de ces portes.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage souhaite préciser que l'établissement est couvert par un SSI de catégorie A.

La SCDS a émis un avis favorable à cette demande dans son PV du 19/07/2011.

Désenfumage

La plupart des escaliers sont encloisonnés et désenfumés.
Escalier de l'empereur : non encloisonné et non désenfumé.

Salle de spectacle d'une surface de 404 m² : désenfumage mécanique existant. (ne répond pas aux caractéristiques d'une installation de désenfumage)

Scène : désenfumage naturel existant (surface insuffisante)

Salle Bastide (surface de 195 m²) : non concerné

Demande d'avis de la SCDS le 19/07/2011 :

Les commandes de sécurité du bloc scène sont situées dans le local accessoire classé à risques situé au 1er étage.
Le maître d'ouvrage souhaite déplacer ces commandes dans un placard technique avec un signalement adapté en niche à l'arrière de la porte d'entrée du personnel du bloc administratif au niveau d'accès des secours.

Il s'agit des commandes suivantes :
- commande manuelle de désenfumage de la scène, trappes latérales niveau scène,
- commande manuelle de désenfumage de la scène, exutoires en toiture niveau grill,
- commande manuelle de désenfumage de la scène, trappes latérales niveau passerelles,
- commande du rideau de fer,
- vanne grand secours.

Avis proposé à la SCDS :

Cet aménagement paraît tout à fait opportun. En effet, l'ensemble des commandes serait regroupées au niveau d'accès des secours au bas de l'escalier du bloc administratif et en face de la loge d'accueil des secours ou se trouve le SSI.

Il paraît néanmoins important de pouvoir garantir le bon fonctionnement en toutes circonstances de ces commandes.

Electricité et éclairage

Installation électrique

Etat : paraissant conforme

Alimentation principale : réseau public en haute tension (local transfo HT 2x630 kVA)

Source de remplacement : onduleur

Installation de protection contre la foudre : oui

Installation photovoltaïque : aucune

Eclairage

Normal : oui

De sécurité : oui, par blocs autonomes

Chauffage, climatisation et ventilation

Chauffage et climatisation

Mode de production, énergie et puissance : Chauffage gaz

Mode de distribution : convecteurs

Stockage de combustible : 2 chaudières gaz d'une puissance unitaire de 390 kWh. **(porte d'accès CF1h métallique sur couloir non conforme).**

Ventilation

CTA au sous-sol

Risques particuliers

2 chaudières alimentées au gaz de ville + stockage de bouteilles de gaz (oxygène et acétylène) en serrurerie (sous-sol)

Puissance des appareils de cuisson et de remise en température inférieure à 20kW (café opéra)

Stockage de produits ménagers biodégradables en majorité (local de stockage entretien)

Moyens de secours

Défense extérieure contre l'incendie

4 poteaux d'incendie délivrant 60 m3/h à 1 bar et situé à proximité de l'établissement (petit Broglie, place Broglie et quai Lezay Marnésia)

Moyens d'extinctions

Extincteurs portatifs

Robinets d'incendie armés

Grand secours avec 12 déversoirs (cage de scène)

Rideau de fer irrigué (degré de résistance au feu inconnu)

Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Plans d'intervention et plans d'évacuation 2018

Terrasses côté cour et côté jardin niveau 3

Service de sécurité incendie

Durant la présence du public :

- Administrateur et Directeur artistique
- Chef contrôleur, contrôleurs et ouvreuses chargés d'évacuer le public
- Equipe SSIAP (1 SSIAP2 et 2 SSIAP1) + 1 agent à la conciergerie du théâtre
- Astreinte technique

Système de sécurité incendie

SSI de catégorie A

Détection automatique dans :

- L'ensemble de l'établissement excepté les escaliers et sanitaires
- Les circulations horizontales
- Les locaux à risques

Fermeture des portes CF asservies au SSI

Fermeture des clapets des gaines de soufflage, arrêt ventilation et sonorisation

Alarme de type 1 avec :

- diffusion générale
- temporisation de 5 minutes
- signal sonore **(prescription)**

Demande de dérogation validée par la SCDS du 15/04/2014

- Référence de l'article concerné par la dérogation : MS 67-1 demande de mise en alarme restreinte
- Mesure compensatoire proposée : matériaux classé M1 pour les décors, M3 pour les sols sans lame d'air, interdiction de feux ouverts sur scène, présence constante d'un agent SSIAP portée à une équipe complète en présence du public
- Plan spécifique à la dérogation : PC sécurité veillé en permanence, procédure écrite de sécurité et rondes

Système d'alerte

Téléphone relié directement au centre de traitement des appels des sapeurs-pompiers

Entretiens, vérifications, formations et exercices

Le registre de sécurité a été présenté et signé par le rapporteur

Intitulé		Organisme	Date	Commentaires
Désenfumage non asservi au SSI		SSI Service	05/07/18	Sans observation
Désenfumage asservi au SSI	Entretien et vérification annuelle	Désenfum'est	20/12/17	Sans observation
	Vérification triennale par un organisme agréé	Véritas	01/10/18	7 obs. dont 2 administratives : - Absence de valeurs de références sur les débits. - Améliorer l'audibilité sonore dans la galerie 5 (combles) du bâtiment administratif (en cours) - Revoir la fermeture complète de la porte CF (galerie zone administrative côté cours) - 2 volets n'ont pas atteint leur position de sécurité (frottement dans la gaine). Y remédier.
Chauffage Climatisation CTA		Spie	15/03/18 02/02/18 28/08/18	Sans observation
Ramonage		Hérisson 67	13/02/18	Sans observation
Gaz combustible		Véritas	25/09/18	Sans observation
Electricité et éclairage de sécurité	ERP	Véritas	18/07/18	Sans observation
	Code du travail	Véritas	18/07/18	11 obs (8 obs levées en interne ; reste à lever : obs 4, 5 et 6 : en cours)
	Paratonnerre	Protibat	18/09/18	Conforme + 1 obs
Ascenseurs	Entretien	Otis		Passage toutes les 6 semaines (carnets d'entretien en machinerie)
	Vérification quinquennale par un organisme agréé	Véritas Véritas	WM140 : 18/06/14 DRB95 : 25/09/18	6 obs (dont 2 admin.) levées par Otis 3 obs (dont 1 admin.) en cours de levée par Otis
Exercices d'instruction			14/05/18 15/09/18	Exercice d'évacuation des musiciens Exercice d'évacuation public

SSI ou alarme	Entretien	Siemens	01/03/18	Sans observation
	Vérification triennale du SSI A ou B par un organisme agréé	Véritas	01/10/18	4 obs (dont 2 admin.) - Absence de valeurs de références sur les débits. - Améliorer l'audibilité sonore dans la galerie 5 (combles) du bâtiment administratif (en cours- - Revoir la fermeture complète de la porte CF (galerie zone administrative côté cours) - 2 volets n'ont pas atteint leur position de sécurité (frottement dans la gaine). Y remédier.
RIA		IPS	29/01/18	Sans observation
Recyclage agents SSIAP				Cf registre de sécurité. A jour
Extincteurs		IPS	17/01/18	Sans observation
Grand secours		Alsace incendie	27/07/18	Sans observation
Rideau de fer		Véritas	27/07/18	Sans observation

Essais réalisés

Objet		Résultat	Commentaires
Détection incendie		Concluant	SSI mis sur batterie. DAI circulation 4ème galerie et DM au 3ème étage.
Alarme		Concluant	Temporisation de 5 minutes.
Compartimentage		Concluant	
Rideau de scène		Concluant	18 secondes
Éclairage de sécurité		Concluant	Salle de spectacle
Désenfumage	Salle	Non réalisé	Sur demande de l'exploitant. Répétition des musiciens de l'OPS.
	Escaliers	Concluant	
Alerte		Concluant	Ligne directe
Consignes et formation du personnel		Concluant	Levée de doute réalisée par le service SSIAP en 1'50"
Évacuation des personnes		Concluant	Concluant pour la partie relative à l'Opéra. **Non concluant pour le café de l'Opéra**

Observations :

Lors de la visite périodique, un début d'incendie a eu lieu sur un pendrillon suite à la surchauffe d'un luminaire au contact de ce dernier (le rideau de catégorie M1 s'est consumé). La présence du personnel a permis de maitriser la situation avant toute détection incendie.

Conclusion

Le groupe de visite attire l'attention de l'autorité municipale sur l'urgence de cette situation et le péril que représente la poursuite de l'exploitation de cet établissement.

Opéra :

Compte tenu du mauvais isolement entre les différents volumes, l'éclosion d'un incendie non détectée pourrait se propager rapidement d'un bloc à l'autre.
De plus, une mauvaise disposition des instruments dans la fosse d'orchestre pourrait être de nature à encombrer les issues, empêchant les musiciens d'évacuer le bâtiment dans les meilleures conditions.

Café de l'Opéra :

Risques de panique pour les personnes :

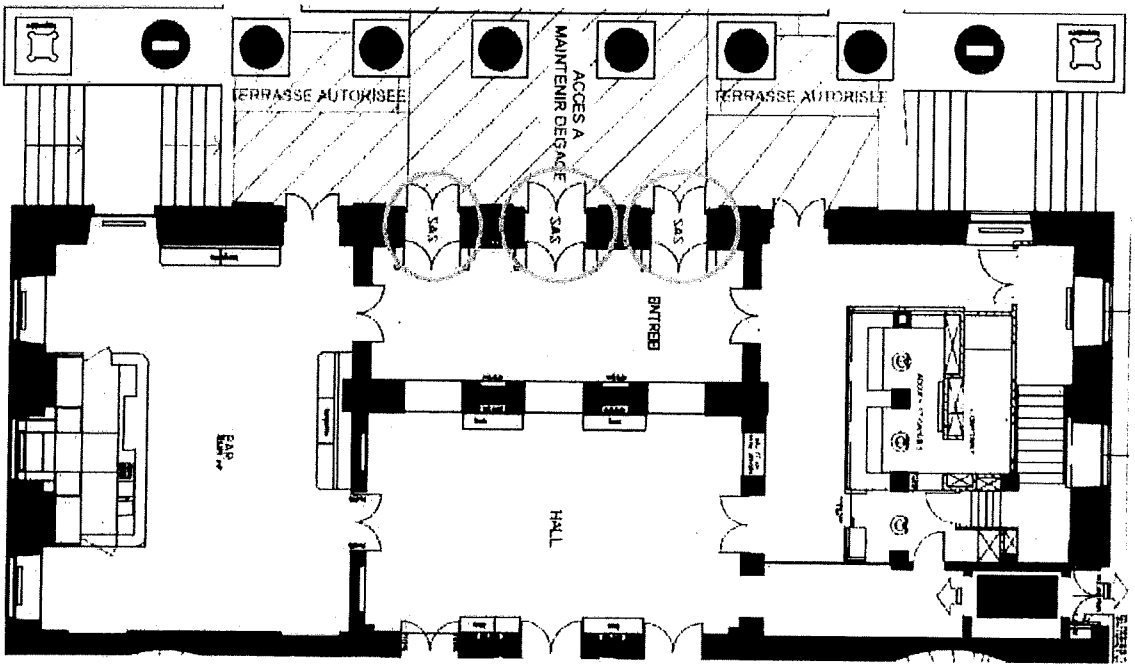
Lors des essais d'alarme, le groupe de visite a constaté l'absence d'évacuation du public présent dans le café de l'Opéra. En effet, au bout de 4 minutes et 30 secondes, une bonne partie du public était encore présent. Le personnel du café était toujours en train de servir des consommations.

D'autre part, un seul dégagement était disponible (les issues desservant le hall d'accueil étaient encombrées par des poussettes des clients du café, les tables et chaises du café sont situées devant les issues de l'opéra). L'encombrement ainsi que la fermeture de certaines issues constituent un risque avéré de panique et ne permettent pas d'évacuer le public de manière rapide et sûre.

De plus, il apparaît que les issues (en jaune) sont fermées lorsque l'opéra n'est pas en activité. Ainsi le café ne dispose plus que d'une seule issue donnant sur l'extérieur.

Par ailleurs, l'exploitant du café n'a pas informé la direction de l'opéra de la tenue d'une manifestation au sein du restaurant (brunch pour un mariage). La capacité d'accueil du café était largement dépassée. Présence d'au moins 100 personnes alors que l'exploitant du café a annoncé au groupe de visite la présence de 50 personnes.

Enfin, 2 personnes à mobilité réduite étaient présentes dans le café et n'ont pas pu être évacuées par l'exploitant.



Résumé des dysfonctionnements :

- **Surcapacité d'accueil du public dans le café de l'opéra (surface de 84 m², soit 84 personnes)**
- **Issues condamnées en présence du public**
- **Aucune consigne transmise au public**
- **Insouciance avérée de l'exploitant du café de l'Opéra**

Prescriptions antérieures non réalisées :

1. Maintenir libres de tout encombrement les issues et dégagements nécessaires du café de l'Opéra et de la fosse d'orchestre art. CO 37 – CO 45 – CO 46.

2. **Transmettre à la SCDS sous couvert du maire un RVRMD portant sur l'ensemble du règlement de sécurité. Art R 123-13**

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant sur les dispositions générales du règlement de sécurité ERP
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié relatif aux dispositions particulières du type L
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux dispositions particulières du type N
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations de chauffage

3. **Transmettre à la SCDS sous couvert du maire un schéma directeur de mise en sécurité. (R123-13 du CCH)**

Nouvelles prescriptions :

4. Désigner et transmettre à la SCDS le nom du responsable unique de sécurité du groupement d'établissements, sous couvert du Maire de Strasbourg (R123-21)

5. Transmettre à la SCDS, sous couvert du Maire, les attestations de levées des réserves contenues dans les rapports de vérifications des installations techniques non présentées lors de la visite périodique du 12 octobre 2018. (GE 6)

6. En application de l'article GN 8, le chef d'établissement en liaison avec le maître d'ouvrage devront soumettre pour validation de la SCDS ERP-IGH la ou les solution(s) retenue(s) visant à l'évacuation différée des élèves/ personnes en situation de handicap moteur fréquentant les étages, puis les intégrer dans les procédures et consignes d'évacuation. L'évacuation verticale restant la règle pour les personnes pouvant se déplacer par leurs propres moyens.

7. Intégrer les différentes situations de handicap des personnes amenées à fréquenter isolément les locaux et mettre en place un dispositif destiné à rendre l'alarme perceptible par ces dernières dans les sanitaires. (GN 8)

8. Limiter l'effectif du café de l'opéra à 19 personnes quand les issues principales de l'opéra sont verrouillées. (CO 38)

9. Procéder à des exercices d'instruction du personnel, notamment quant aux règles élémentaires de disposition du matériel scénique afin de prévenir toute éclosion de sinistre. (MS 51)

10. Réaliser un exercice d'évacuation afin de vérifier la pertinence des procédures d'évacuation en vigueur. (R123-13 du CCH)

11. Procéder annuellement par des personnes ou organismes agréés, à une vérification des dispositifs des équipements de levage (L 57)

12. Procéder à un dépoussiérage annuel des cintres, des grils, des dessous, des fosses, des plafonds et des planchers techniques, des dépôts, etc, ... (L 57)

BLOC SCENE :

13. S'assurer que le local de stockage accastillage soit isolé par des murs et planchers hauts CF° 1heure et un bloc-porte CF° ½ heure équipé de ferme-porte. (CO 28)

14. Améliorer le balisage d'évacuation du dessous de scène. (CO 42)

15. Installer une barre anti-panique sur la porte du SAS décors servant de dégagement. (CO 45)

16. Fournir à la SCDS, sous couvert du Maire, le PV de résistance au feu du rideau de fer. (L 63)

BLOC SALLE :

17. Doter la porte du local accessoire d'un ferme-porte. (CO 28)

18. Installer une porte CF1/2h munie d'un ferme-porte au niveau du local sono en 2eme galerie. (CO 28)

19. Améliorer le balisage d'évacuation en rajoutant un BAES sur la porte centrale de salle Bastide donnant vers la galerie. (CO 42)

20. Remettre en état les nez de marche au niveau de la 4eme galerie rangée 45 R27 (R123-13 du CCH).

21. Identifier l'ensemble des RIA au moyen d'une signalétique. (MS 15)

22. Modifier le sens d'ouverture des portes du SAS accès plateau depuis le bloc salle afin de permettre leur ouverture dans le sens de la fuite. Cela concerne les portes C et J. (CO 45)

23. Identifier l'ensemble des locaux techniques de l'établissement et retirer la mention « sans issue ». (R 123-13 du CCH)

Un guide relatif à la prévention des risques d'incendie et de panique à destination de l'exploitant est disponible sur Internet à cette adresse : https://www.sdis67.com/fr/sdis-67/prevention/cuide-de-lexploitant.

Avis

Le groupe de visite propose à la SCDS :

- maintient l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement motivé par :
    - **le non isolement de l'ensemble des locaux à risques,**
    - **le risque de propagation d'un incendie du bloc scène à la salle et inversement,**
    - **l'absence de RVRMD à jour,**
    - **l'absence de schéma directeur de mise en sécurité.**

AVIS ET PRESCRIPTIONS DE LA CCDSA / SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE DANS LES ERP / IGH (SCDS) :

- **MEMBRES DE DROIT PRESENTS :**

- Président :	**M. Yves BOSSUYT**
- SDIS :	**L-Cl Alex ROTH**
- DDT :	**M. Olivier CHERCHI**
- DDSP :	**Bg Anthony GUEDE**
- Mairie	**Mme Suzanne KEMPF**

- **PRESCRIPTIONS DE LA SCDS :**

- **respecter les prescriptions contenues dans le rapport du préventionniste.**

- **AVIS DE LA SCDS :**

Après avoir consulté le rapporteur en matière de sécurité incendie et de panique, la CCDSA / Sous-Commission Départementale de la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP / IGH **maintient l'AVIS DEFAVORABLE à la poursuite de l'exploitation de l'OPERA NATIONAL DU RHIN - 19 Place Broglie à STRASBOURG motivé par :**

- **le non isolement de l'ensemble des locaux à risques,**
- **le risque de propagation d'un incendie du bloc scène à la salle et inversement,**
- **l'absence de RVRMD à jour,**
- **l'absence de schéma directeur de mise en sécurité.**

Notifié à l'autorité de police :
(Art. 42 du décret du 8 mars 1995)
Maire de STRASBOURG

Copie à :
. Préfet
. SDIS
. DDT
. DDSP

Le Président,

M. Yves BOSSUYT
Directeur des Sécurités
Cabinet du Préfet du Bas-Rhin

Chambre régionale des comptes
Grand Est

ANNEXE 6

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'OPERA NATIONAL DU RHIN

(Département du Bas-Rhin)

Exercices 2013 et suivants

Le présent document a été délibéré par la chambre le 13 janvier 2021

3-5, rue de la Citadelle ▪ 57000 METZ ▪ T +33 3 54 22 30 49 ▪ grandest@crtc.ccomptes.fr

Chambre régionale des comptes
Grand Est

AVERTISSEMENT

L'instruction de ce rapport s'est déroulée avant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 instauré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 entrée en vigueur le 25 mars 2020. Les possibles incidences de la crise sanitaire sur la thématique abordée n'ont donc pu être prises en compte dans les observations qui suivent.

SOMMAIRE

SYNTHÈSE 3
RAPPELS DU DROIT 4
RECOMMANDATIONS 4
1. LA PROCEDURE 5
2. LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT 5
2.1 Présentation 5
2.2 Les suites du précédent contrôle de la chambre 6
2.2.1 Un fonctionnement irrégulier au regard de la nature juridique du syndicat 6
2.2.2 Une convention de moyens ancienne et imprécise 7
3. LA CONTRACTUALISATION : LE LABEL « OPERA NATIONAL » 8
4. LA FREQUENTATION 9
5. LA POLITIQUE TARIFAIRE 10
5.1 L'organisation générale des tarifs 10
5.1.1 Les abonnements 10
5.1.2 Les tarifs réduits 11
5.2 Les places gratuites 11
6. LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT 12
6.1 Les conditions de mise à disposition des bâtiments 12
6.2 L'utilisation du théâtre de Strasbourg par le syndicat 13
6.3 L'exploitation du café de l'opéra 13
7. LA SECURITE DU THEATRE DE STRASBOURG 14
7.1 La règlementation des établissements recevant du public 14
7.2 L'avis de la commission de sécurité 15
7.2.1 L'avis défavorable de la commission de sécurité à la poursuite de l'exploitation 15
7.2.2 Les rapports de vérification électrique 16
7.3 La double responsabilité du maire de Strasbourg : autorité de police administrative et propriétaire du théâtre mis à disposition du syndicat 16
7.3.1 Le rôle du maire en tant qu'autorité de police 16
7.3.2 La responsabilité de la commune en qualité de propriétaire 17
7.4 La double responsabilité du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin : exploitant de la salle et employeur 18
7.4.1 La responsabilité en qualité d'exploitant 18
7.4.2 L'absence de droit d'exploitation valide 18
7.4.3 La responsabilité de l'employeur : santé et sécurité au travail 19
7.5 La dangerosité avérée d'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg 21
7.6 La vétusté du bâtiment est un frein au développement du syndicat 21
8. LES RESSOURCES HUMAINES 22
8.1 Des recrutements non conformes au droit applicable 22
8.2 L'absence d'adhésion au centre de gestion 23
8.3 Des rémunérations irrégulières 24
8.3.1 Le régime indemnitaire 24
8.3.2 L'indemnisation dans le cadre du compte épargne-temps du salarié 24
8.4 L'absence de représentation des personnels 25
8.4.1 Les instances de représentation des personnels n'ont pas été créées 25
8.4.2 L'absence de rapport sur l'état de la collectivité 27
9. PARTENARIATS, DONS ET MECENAT 28
9.1 Le rôle de l'association des amis de l'opéra, « Fidelio » 28
9.2 Les dons des particuliers adhérents de l'association Fidelio 28
9.3 Le mécénat des entreprises 30

9.3.1 Le cadre juridique 30
9.3.2 Le mécénat financier 31
9.3.3 Le mécénat de compétence 31
9.4 Les « dîners sur scène » 32

10. LA FIABILITE DES COMPTES 33
10.1 L'inventaire et l'état de l'actif 33
10.2 La mise à disposition des orchestres et des bâtiments 34
10.3 L'imputation comptable des charges du personnel non titulaire 35

11. LA SITUATION FINANCIERE 35

SYNTHÈSE

Le syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin a pour objet statutaire de créer une institution lyrique et chorégraphique, par la fusion en 1972 des ensembles de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Ces trois communes sont membres du syndicat depuis sa création en 1970.

L'établissement a également pour mission de procurer en région des représentations dont la qualité est aujourd'hui reconnue au plan international. La labellisation « opéra en région », reconduite pour la période 2018-2022, constate le niveau élevé de la production du syndicat de l'opéra du Rhin.

Strasbourg accueille le chœur, les ateliers de conception des décors et costumes et les services administratifs de l'établissement. Le ballet de l'opéra du Rhin, centre chorégraphique national depuis 1985, est installé à Mulhouse. La structure de formation des jeunes artistes, intitulée « l'opéra studio » est située à Colmar.

Au cours de la période sous revue, l'établissement a connu une augmentation du nombre de titres présentés. Les levers de rideau ont été plus nombreux et la fréquentation s'est accrue.

Le statut juridique du syndicat de l'opéra du Rhin, syndicat de communes, emporte l'application de règles spécifiques de droit public, notamment en matière de recrutement et de gestion du personnel. Ces règles ne sont pas complètement respectées.

Les ressources du syndicat, en légère diminution, sont essentiellement composées des participations et subventions en provenance des collectivités territoriales et de l'Etat. Cette évolution n'a pas affecté une situation financière satisfaisante, maintenue grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, et notamment des charges de personnel. Cette tendance doit se confirmer pour les exercices à venir.

L'association Fidelio assume seule la recherche de financements par le don et le mécénat au bénéfice du syndicat de l'opéra du Rhin. La sécurité juridique du dispositif en place n'est pas assurée, ce qui constitue un risque pour l'établissement.

Enfin, la dangerosité avérée de l'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg fait peser un risque sur la sécurité des biens et des personnes. Les situations de non-conformité à la réglementation relative aux établissements recevant du public nécessitent des mesures immédiates et structurantes pour y remédier. La vétusté du bâtiment constitue un frein au développement des activités du syndicat de l'opéra du Rhin.

RAPPELS DU DROIT

N° 1 : En application des articles L. 2111-1 et L. 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le syndicat de l'opéra du Rhin doit cesser de prendre des actes créateurs de droit sans être lui-même titulaire de droits réels sur les bâtiments mis à sa disposition. . 14

N° 2 : Respecter, en tant qu'exploitant, les prescriptions de l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation, et, en tant qu'employeur, les obligations de sécurité prévues à l'article L. 4121-1 du code du travail, au regard des situations de non conformités relevées dans le bâtiment du théâtre de Strasbourg. 20

N° 3 : Respecter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 en matière de procédure de recrutement. 23

N° 4 : Adhérer au centre de gestion du Bas-Rhin et verser la cotisation due, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984..... 24

N° 5 : Conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. 24

N° 6 : Mettre fin aux indemnisations de jours de compte épargne-temps sans délibération le prévoyant et en contradiction avec les dispositions du décret n° 2010-531 du 20 mai 2010. 25

N° 7 : Mettre en place, conformément aux articles 32 et 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et aux dispositions de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, un comité social territorial disposant d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. 27

N° 8 : Dès 2021, élaborer un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. 27

N° 9 : Mettre à jour l'inventaire de l'actif du syndicat de l'opéra du Rhin et appliquer la procédure relative à l'exécution des travaux en régie pour la conception des décors et costumes, conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14. ... 34

RECOMMANDATIONS

N° 1 : Préciser les termes de la convention relatifs aux mises à disposition, s'agissant des bâtiments et des orchestres de Strasbourg et Mulhouse. 7

N° 2 : Respecter les termes de la délibération du 21 mars 2013 quant aux attributions de places gratuites et prévoir un dispositif de suivi de l'attribution des places gratuites par le comité syndical. 12

N° 3 : Le syndicat de l'opéra du Rhin, en lien avec la commune de Strasbourg, propriétaire du théâtre de Strasbourg, doit se mettre en conformité pour exploiter le bâtiment dans les conditions de sécurité répondant aux exigences des établissements recevant du public. 21

N° 4 : Mettre fin aux versements des primes irrégulières. 24

1. LA PROCEDURE

Le contrôle des comptes et de la gestion du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin porte sur les exercices 2013 et suivants. Il a été ouvert par lettres du 8 mars 2019 du président de la chambre à la présidente du syndicat, ordonnatrice en fonction, ainsi qu'à ses prédécesseurs[1], en fonction du 30 avril 2016 au 1er mai 2018 et du 6 mai 2014 au 29 avril 2016.

Le rapport d'observations provisoires de la chambre a été transmis dans son intégralité à l'ordonnateur en fonction le 17 juillet 2020. Des parties de ce rapport ont été transmises le 27 juillet 2020 aux anciens ordonnateurs, pour les périodes les concernant. Onze extraits ont été également transmis aux personnes nominativement ou explicitement mises en cause.

Après avoir examiné les neuf réponses reçues, la chambre a arrêté, le 13 janvier 2021, les observations définitives ci-après qui portent principalement sur la gouvernance de l'établissement et sa situation financière, les relations avec les tiers et la sécurité des bâtiments mis à sa disposition.

2. LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT

2.1 Présentation

Le syndicat de l'opéra du Rhin[2], a été créé sous la forme d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) entre les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar par arrêté interdépartemental du 24 août 1970.

Aux termes de l'arrêté précité, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) a « *[…] pour objet de créer et de gérer un théâtre lyrique régional* ». Selon les statuts annexés au texte fondateur (article 2), le théâtre lyrique comporte *« […] une troupe permanente composée notamment des solistes de chant, d'une chorale, d'un ballet et d'un atelier d'art lyrique, qui devra procurer aux théâtres des villes membres et éventuellement aux villes de la région qui désireraient adhérer, ainsi qu'à tout autre, des représentations lyriques et chorégraphiques de qualité élevée »*.

Les services administratifs du syndicat et l'essentiel des services techniques et des ateliers sont installés à Strasbourg[3]. Le chœur de l'opéra, présent à Strasbourg, est composé de 40 membres, placés sous la direction d'un chef de chœur. Le ballet du Rhin créé en 1972 réside à Mulhouse depuis 1974. Il est devenu un centre chorégraphique national en 1985 et dispose, au 1er janvier 2020, d'une troupe de 31 danseurs permanents. La compagnie évolue en région Grand Est et se produit également en France et à l'étranger.

« L'opéra studio », installé à Colmar dans les locaux du « théâtre de la manufacture »[4], est la dénomination internationale des écoles de formation de jeunes chanteurs déjà avancés dans l'apprentissage de la scène. La formation intervient sur l'acquisition de connaissances et de savoir-faire et sur l'insertion professionnelle des chanteurs. Le syndicat de l'opéra du Rhin leur offre l'opportunité de se produire sur scène aux côtés de chanteurs professionnels au cours de la saison et de travailler sous la direction de metteurs en scène et chefs d'orchestre reconnus.

[1] L'ordonnateur en fonction du 1er janvier 2013 au 5 mai 2014 est décédé.
[2] Pour sa communication, le syndicat utilise le terme « Opéra national du Rhin » ou le sigle « OnR ».
[3] Le syndicat dispose d'un site annexe dans le quartier strasbourgeois de la Meinau ; s'y ajoutent des espaces de stockage en location.
[4] Le théâtre de la manufacture est situé à Colmar, il comporte deux salles de 292 et 84 places.

Dans le cadre de ses activités, l'établissement occupe plusieurs sites qui sont mis à disposition par les communes membres dans les conditions développées ci-après. Les locaux sont situés à :

- Strasbourg : le théâtre (de manière permanente pour les services administratifs et techniques et partiellement pour les représentations), le site des ateliers et stockage de la Meinau (de manière permanente), le site dit « le grenier d'abondance »[5] (de manière permanente) ;
- Mulhouse : les locaux du centre chorégraphique national (de manière permanente), la salle de spectacle « la filature »[6] et le théâtre de la Sinne (de manière ponctuelle) ;
- Colmar : le « théâtre de la manufacture » (de manière permanente pour les locaux de « l'opéra studio » et ponctuellement pour les représentations) et le théâtre municipal (de manière ponctuelle pour les représentations).

2.2 Les suites du précédent contrôle de la chambre

Les observations formulées par la chambre dans son précédent rapport du 20 septembre 2013 portaient sur le statut et l'organisation de l'établissement ainsi que sur la situation financière, les personnels, la programmation et la gestion tarifaire. La chambre relève que certaines de ses recommandations n'ont pas été suivies d'effet.

La recommandation visant à revoir les relations avec les orchestres de Strasbourg et de Mulhouse dans le but de bâtir une collaboration durable et efficace n'a pas été suivie d'effet. L'ordonnateur informe toutefois la chambre qu'un projet de convention est en cours. Cela ne constitue pas encore une formalisation aboutie.

La chambre recommandait également au syndicat de valoriser les moyens mis à sa disposition par les communes membres (bâtiments et les orchestres). La charge et le produit correspondants pouvaient être intégrés dans les comptabilités respectives de l'établissement et de la commune concernée. La collectivité aurait ensuite majoré sa participation au syndicat d'un montant équivalent au produit constaté. Il n'a pas été donné suite à la recommandation. Toutefois, la chambre prend note de l'engagement du syndicat à soumettre cette question à la ville de Strasbourg, au service des domaines, ainsi qu'aux villes de Mulhouse et de Colmar.

Enfin, la chambre recommandait au syndicat d'apprécier l'impact financier d'une éventuelle évolution de son statut vers celui d'établissement public de coopération culturelle (EPCC). Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre. Cependant, la chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à soumettre au nouveau comité syndical, un projet d'audit destiné à évaluer les différentes formes juridiques susceptibles de se substituer à la forme juridique de syndicat intercommunal.

2.2.1 Un fonctionnement irrégulier au regard de la nature juridique du syndicat

L'association des trois plus grandes villes alsaciennes en un syndicat intercommunal avait pour objet de créer un théâtre lyrique régional. Ce statut initial, créé par l'arrêté préfectoral du 24 août 1970, a été complété par une convention du 26 septembre 1972 et ses avenants du 17 mars 1977 et du 1er septembre 1998.

Le syndicat est régi par les articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui s'appliquent aux syndicats de communes. Ainsi, en application de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

[5] Le « grenier d'abondance » est un monument historique appartenant à la ville de Strasbourg ; il a été réhabilité et mis à disposition du syndicat de l'opéra du Rhin pour des usages logistiques et de représentation.
[6] La « filature scène nationale » est une salle de spectacle située à Mulhouse et réalisée sur le site d'une ancienne fabrique de coton.

territoriale, le syndicat doit procéder à une déclaration de vacance d'emploi et recruter prioritairement des agents titulaires de la fonction publique.

La procédure n'est pas mise en œuvre. En conséquence, la chambre observe que l'établissement ne respecte pas les dispositions précitées en matière de gestion du personnel.

Dans son étude[7] sur les établissements publics, le Conseil d'Etat estimait en 2009 qu'*« il est surtout nécessaire qu'existe, au sein d'un établissement, la plus grande cohérence possible entre ses missions, les conditions dans lesquelles celles-ci peuvent être assurées, et les possibilités qui s'offrent à ses gestionnaires en termes de recrutement et de gestion du personnel. Autrement dit, l'essentiel est avant tout d'assurer la cohérence de la personne morale autonome qu'est un établissement public, en lui conférant les conditions les plus adéquates à son développement. A cet égard, la question du statut du personnel de l'établissement devrait constituer un passage obligé et important de l'étude d'impact précédant la création de tout nouvel établissement public, afin de s'assurer que ce statut procède non d'un réflexe ou d'une préférence plaqués à l'aveugle sur le fonctionnement de la nouvelle structure, mais d'un choix stratégique, en adéquation avec l'identité de cette structure ».*

Le syndicat de l'opéra du Rhin avait répondu sur ce point au précédent rapport de la chambre que « *la question relative au changement de statut et ses coûts induits se pose depuis 10 ans. A l'occasion de la prochaine mandature, le nouveau comité du syndicat abordera la question en s'inspirant, d'une part, de l'EPCC créé pour l'école des arts et en mandatant une étude externe, d'autre part »*.

La chambre réitère son observation sur le manquement aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2.2.2 Une convention de moyens ancienne et imprécise

La convention modifiée du 26 septembre 1972 précise les obligations générales des collectivités. Elle porte en particulier sur la participation statutaire de chaque commune et la mise à disposition des bâtiments en *« ordre de marche »*, caractère[8] qui s'applique aux théâtres municipaux des communes membres.

La chambre avait précédemment relevé l'absence de définition précise de cet état ainsi que le caractère incertain de la délimitation des opérations budgétaires et financières entre le syndicat et la ville de Strasbourg. Aucune évolution n'a été constatée depuis lors.

La convention énonce les conditions de mise à disposition des orchestres de Strasbourg et Mulhouse, ainsi que des mesures relatives aux ressources humaines. Dans son précédent rapport, la chambre recommandait que les conditions de mise à disposition des orchestres soient précisées. Aucune mesure n'a été prise en ce sens depuis 2013.

Cependant, la chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à revoir en concertation avec les villes membres et les orchestres, les conventions actuelles pour mieux en préciser les obligations réciproques.

Recommandation n° 1 : Préciser les termes de la convention relatifs aux mises à disposition, s'agissant des bâtiments et des orchestres de Strasbourg et Mulhouse.

[7] Etude du Conseil d'Etat-assemblée du 15 octobre 2009, page 54.

[8] La définition d'une salle de représentation en « ordre de marche » n'est pas encadrée au plan réglementaire. Elle ressort des accords contractuels entre le producteur et l'exploitant de la salle. Le ministère de la culture en propose la caractérisation suivante : « *L'ordre de marche,* [correspond], *selon les usages des contrats d'entrepreneurs de spectacles vivants, à fournir un lieu de spectacle avec le personnel nécessaire à l'accueil du public, à la billetterie et à la sécurité des spectacles ».*

3. LA CONTRACTUALISATION : LE LABEL « OPERA NATIONAL »

Les labels attribués dans le secteur du spectacle vivant et des arts plastiques reposent sur un cadre législatif et réglementaire. Le décret en Conseil d'Etat n° 2017-432 du 28 mars 2017 et les arrêtés ministériels, notamment celui du 5 mai 2017, précisent le cahier des missions et des charges des labels existants (dont le label « opéra en région »). Les textes fixent les modalités de leur mise en œuvre et de leur évaluation.

Parmi les 29 maisons d'opéra recensées en France, cinq disposent du label « opéra national en région » (opéra de Lyon, opéra du Rhin, opéra de Bordeaux, opéra de Montpellier, opéra de Lorraine). Les opéras ainsi labellisés doivent respecter un cahier des charges défini dans un contrat établi entre l'État et les collectivités territoriales de rattachement.

Les principaux critères interviennent sur les domaines :

- artistique : par la diversité des programmations couvrant toutes les époques, avec un minimum de cinq titres lyriques dont une création contemporaine ; le titulaire du label doit assurer la production ou la coproduction d'œuvres créées et développer une coproduction à l'échelle nationale ou internationale ;
- l'engagement professionnel : le titulaire doit assurer la transparence dans les recrutements ; mettre en œuvre des actions de prévention en direction du personnel artistique ; favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes ;
- le citoyen culturel et territorial : il doit promouvoir l'accès et la participation de tous les publics.

En 1985 le ballet du Rhin a été nommé centre chorégraphique national. Le syndicat de l'opéra du Rhin s'est vu décerner son premier label « opéra national » en 1998.

La convention « opéra national 2010-2014 » est arrivée à échéance en 2014 et n'a été renouvelée qu'en 2018. L'ordonnateur justifie ce retard par une situation d'attente portant sur les conclusions du contrôle mené par l'inspection générale des affaires culturelles[9]. Le rapport a été rendu le 21 octobre 2015. Il restait également dans l'attente de la publication du décret fixant le cahier des charges relatif au label « opéra national en région », publication intervenue le 5 mai 2017.

Les raisons évoquées, conjuguées à des aléas de gestion du personnel à des postes clefs du syndicat, ne sauraient justifier l'absence de contrat durant une période équivalente à un cycle conventionnel, ce qui constitue un facteur de risque financier significatif pour l'établissement au regard des subventions perçues dans le cadre du label.

La cosignature de la nouvelle convention « opéra national 2018-2022 » par l'ensemble des partenaires est intervenue le 7 décembre 2018. Le syndicat devra veiller à anticiper les conditions de sa reconduction, avant 2022.

La convention « opéra national 2018-2022 » a été établie entre l'Etat, les trois communes fondatrices du syndicat, la région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg[10]. Elle encadre les missions et les objectifs à atteindre, parmi lesquels :

- favoriser l'accès des publics à une offre diversifiée, à coût maîtrisé (rechercher la possibilité de coproductions ou coréalisations, favoriser les tournées de formes plus légères sur le territoire régional, national et à l'international) ;

[9] En 2015, le ministère de la culture et de la communication a mandaté l'inspection générale des affaires culturelles afin d'évaluer les cinq opéras nationaux en région. La mission, réalisée dans le cadre de la politique de labellisation, s'attachait à apprécier le service rendu à la population ainsi que les réalisations au plan artistique. Le rapport concernant le syndicat de l'opéra du Rhin a été rendu le 21 octobre 2015.

[10] La région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg sont parties à la convention au titre du soutien apporté à la politique culturelle en région.

- rechercher de nouveaux publics, mettre en place des actions artistiques et culturelles en direction de toutes les populations et de tous les publics, et notamment en direction des publics jeunes (lycéens, apprentis, étudiants) ;
- mobiliser les moyens existants mis à la disposition de l'établissement tels que les locaux des communes membres du syndicat (salles de spectacles, répétitions, studios, stockage) ;
- susciter, dans le cadre de conventions spécifiques, la participation de l'orchestre philharmonique de Strasbourg et de l'orchestre symphonique de Mulhouse ainsi que de la « maîtrise de l'opéra du Rhin » de Strasbourg ;
- poursuivre une politique de recherche d'excellence artistique et de rayonnement, dans le dessein des orientations générales fixées ;
- poursuivre le mécénat et le développement des partenariats en direction du secteur économique.

4. LA FREQUENTATION

La saison artistique débute le 1er septembre de l'année et s'achève le 30 juin de l'année suivante. Entre les saisons 2013-2014 et 2018-2019, le nombre de spectateurs a progressé de 20 % pour l'ensemble des sites. Cette évolution favorable s'explique par des œuvres (ou titres) présentées en plus grand nombre. Les levers de rideau[11] ont également augmenté entre les saisons de comparaison.

Tableau 1 : Evolution du nombre de spectateurs par saison

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Évolution 2013 à 2019
Strasbourg	65 775	67 181	68 800	65 519	77 273	80 274	22 %
Colmar	6 289	5 922	5 901	5 830	6 287	7 133	13 %
Mulhouse	21 449	21 203	22 443	21 377	23 889	24 744	15 %
Nombre total pour le syndicat opéra du Rhin	93 513	94 306	97 144	92 726	107 449	112 151	20 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

Les œuvres présentées sont passées de 37 en 2013-2014 à 59 en 2018-2019 soit 22 titres supplémentaires, en dehors de ceux présentés lors du festival[12] « Arsmondo ».

En 2018-2019, 226 levers de rideau sont recensés, soit 74 de plus que lors de la saison 2013-2014. Ce constat s'applique particulièrement à Strasbourg qui concentre les représentations. Ainsi, lors de la saison 2013-2014, les levers de rideau à Strasbourg représentaient 62 % du total ; ils représentent 67 % au cours de la saison 2018-2019.

[11] Un « lever de rideau » correspond à une (ou chaque) représentation d'une œuvre programmée dans le cadre de la saison annuelle.

[12] Lancé en 2018 par le syndicat de l'opéra du Rhin, le festival accueille chaque année des œuvres et des artistes venus d'ailleurs. Une production d'opéra est au cœur du festival, ce qui permet la promotion d'une œuvre moderne ou contemporaine encore méconnue.

Tableau 2 : Localisation des levers de rideau (spectacles) par site

	Saison 2013-2014		Saison 2018-2019	
Strasbourg	94	62 %	152	67 %
Colmar	21	14 %	29	13 %
Mulhouse	37	24 %	45	20 %
Total	152	100 %	226	100 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

5. LA POLITIQUE TARIFAIRE

5.1 L'organisation générale des tarifs

Les tarifs des spectacles sont fixés annuellement et pour chaque saison par délibération du comité syndical. Ils sont établis en fonction de leur genre (opéras, ballets, récitals, concerts) et d'autres éléments destinés à prendre en compte le coût spécifique d'une représentation, sa durée et ses modes de diffusion.

Depuis la saison 2016-2017, les représentations d'opéra sont généralement commercialisées auprès du public au même tarif quel que soit le titre : à titre d'exemple 90 € pour les places au tarif le plus élevé à Strasbourg, 80 € à Mulhouse et Colmar.

Les ballets sont commercialisés différemment selon qu'il s'agit d'un ballet avec orchestre ou d'un ballet sans orchestre (avec utilisation d'une bande audio).

Les tarifs sont également arrêtés en fonction du lieu où se tient la représentation. Ainsi, les spectacles présentés à la Cité de la musique et de la danse à Strasbourg sont proposés à un tarif unique en raison de l'absence de zonage tarifaire, préétabli en fonction de la qualité du placement dans la salle[13].

En raison du coût spécifique qu'ils représentent, certains titres sont proposés à un tarif exceptionnel : lors de la saison 2013-2014, le prix unitaire des places pour les représentations des opéras *Rigoletto* et *Fliegende Holländer* a été majoré de 5 €. À l'inverse, les créations contemporaines sont soutenues par une tarification attractive pour un public plus jeune ou pour permettre la promotion d'une création telle que *Until the lion*, pour la saison 2019-2020.

5.1.1 Les abonnements

Tout en maintenant ses offres d'abonnements habituelles, l'établissement a créé de nouvelles formules comme les abonnements croisés avec d'autres institutions telles que l'orchestre philharmonique de Strasbourg, le théâtre national de Strasbourg, le « maillon », la « filature ». Les formules d'abonnement ont été simplifiées pour permettre une composition plus attractive aux abonnés.

Les tarifs des abonnements sont restés stables ; ils ont été ajustés en fonction du nombre de titres proposés qui peut fluctuer d'une année à l'autre dans un même type d'abonnement.

La part des abonnés parmi les spectateurs a légèrement diminué.

[13] Les tarifs uniques s'appliquent également aux représentations des « Midis lyriques » et pour certains concerts dont le placement est libre.

Tableau 3 : Evolution de la proportion de spectateurs abonnés

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Strasbourg	25 %	23 %	23 %	22 %	21 %	20 %
Colmar	15 %	18 %	19 %	14 %	14 %	15 %
Mulhouse	32 %	33 %	30 %	28 %	23 %	26 %
Nombre total pour le syndicat de l'opéra du Rhin	26 %	24 %	25 %	23 %	21 %	21 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

L'abonnement le plus complet, intitulé « *toute la saison »,* qui propose l'ensemble des représentations de la saison, connaît une diffusion stable au cours de la période. Pour la saison 2019-2020, l'abonnement a été acheté par 235 spectateurs à Strasbourg.

Le syndicat propose également une formule originale intitulée « *l'opéra bus* ». L'abonnement a pour objet de rapprocher des salles de spectacles un public éloigné de l'art lyrique ou privé de possibilités de déplacement, par la mise à disposition d'un moyen de transport.

L'abonnement « famille » permet de proposer la découverte du monde lyrique par la diffusion de spectacles adaptés aux enfants de 5 à 12 ans.

5.1.2 Les tarifs réduits

L'établissement propose une politique particulièrement attractive pour les jeunes de moins de 26 ans, tant en ce qui se rattache à l'offre culturelle qu'aux tarifs proposés. Les jeunes peuvent bénéficier de places jusqu'à demi-tarif sur l'ensemble des productions mais également acheter des places à 6 € avec la « carte culture » proposée par les universités de Haute-Alsace et de Strasbourg et la « carte atout voir » mise à leur disposition par l'Eurométropole de Strasbourg.

La politique tarifaire prend également en compte des situations particulières et propose des réductions à certaines catégories de publics (demandeurs d'emploi, personnes handicapées).

Tableau 4 : Tarifs réduits en proportion du nombre total de spectateurs

Tarif réduit	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
En % du nombre spectateurs	41 %	38 %	39 %	41 %	39 %	39 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

Le nombre de spectateurs bénéficiant d'un tarif réduit est passé de 38 687 en 2013-2014 à 47 581 en 2018-2019, soit une augmentation de 23 % en cinq ans, même si sa part dans le total a légèrement diminué. Le syndicat indique toutefois que la part de jeunes de moins de 26 ans bénéficiant d'un tarif réduit a augmenté entre la saison 2013-2014 et la saison 2018-2019.

5.2 Les places gratuites

Lors de son dernier contrôle, la chambre avait recommandé à l'établissement d'encadrer la mise à disposition de places gratuites. Le 21 mars 2013, le comité syndical a pris une délibération-cadre relative aux invitations et places de faveur pour les spectacles.

Le syndicat attribue des places gratuites à des journalistes et organes de presse dans le but d'assurer la promotion des spectacles. Des places sont également accordées à l'occasion de jeux radiophoniques ou auprès d'associations dans un même objectif.

Au cours de la période sous revue, en volume les places gratuites représentent en moyenne 10 % du total des places vendues, soit près de 10 000 places par an[14].

Tableau 5 : Places gratuites en proportion du nombre total de spectateurs

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Colmar	10 %	10 %	9 %	8 %	9 %	9 %	8 %
Mulhouse	8 %	10 %	8 %	9 %	11 %	10 %	10 %
Strasbourg	8 %	11 %	10 %	8 %	11 %	12 %	10 %
Total général	8 %	10 %	10 %	9 %	11 %	11 %	9 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

La gratuité s'applique à des places de 1ère catégorie, soit le niveau tarifaire le plus élevé. Lors de la saison 2018-2019, hors invitations de presse, 1 463 invitations protocolaires ont été attribuées, ce qui correspond à un effort financier théorique pour le syndicat de 131 670 €.

Les services administratifs de l'établissement tiennent un fichier des places gratuites attribuées pour chaque représentation, ce qui constitue une bonne pratique. Cependant, la chambre considère que le comité syndical devrait être informé du suivi opéré afin de contrôler la bonne exécution de la délibération précitée.

La chambre prend acte de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à transmettre chaque année à l'assemblée délibérante l'état des places gratuites attribuées au titre de la saison précédente.

La chambre relève par ailleurs que des particuliers ont bénéficié, à titre individuel et de façon récurrente, de places gratuites sans que la délibération du 21 mars 2013 ne le prévoie.

Recommandation n° 2 : Respecter les termes de la délibération du 21 mars 2013 quant aux attributions de places gratuites et prévoir un dispositif de suivi de l'attribution des places gratuites par le comité syndical.

6. LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT

6.1 Les conditions de mise à disposition des bâtiments

Dans le cadre de ses activités, le syndicat de l'opéra du Rhin occupe certains bâtiments à titre permanent et exclusif, d'autres de manière ponctuelle et non exclusive.

Les conditions de mise à disposition et d'utilisation de ces bâtiments sont prévues par une convention, déjà évoquée en tant que « convention de moyens » dans le présent rapport, entre les trois villes fondatrices et le syndicat de l'opéra du Rhin en date du 26 septembre 1972 précisant les « *obligations et charges réciproques* ». Cette convention a fait l'objet de deux avenants en date du 17 mars 1977 et du 1er septembre 1998.

[14] Des écarts sont constatés autour de la moyenne en fonction des spectacles. Le service communication utilise cette possibilité afin d'attirer un auditoire pour certaines représentations.

Cet ensemble conventionnel, outre le fait de lister les locaux mis à disposition et leur bénéfice exclusif ou limitatif, prévoit que les communes membres du syndicat :

- « *mettent leur théâtre avec ses* dépendances *et ses installations techniques, en ordre de marche, à la disposition de l'opéra du Rhin pour les répétitions et les représentations […] ;*
- *entretiennent les bâtiments et* installations *techniques afin que ceux-ci puissent être utilisables en permanence […]* ;
- *gardent à leur charge les dépenses* d'éclairage*, de ventilation, de chauffage, d'affichage ; les frais de personnel de nettoyage, de gardiennage et de surveillance, de caisse, de contrôle, de garde-robes et sécurité* ».

Par ailleurs, la convention et ses avenants précisent que « *les grosses réparations, l'entretien courant et les réparations de l'ensemble de ces lieux relèvent de la compétence de chacune des villes adhérentes* ».

Si ces dispositions ont le mérite de constituer une base conventionnelle aux droits et obligations des parties, elles demeurent limitées pour ce qui est du régime des responsabilités, du périmètre et de l'usage des bâtiments mis à disposition. Ainsi, rien n'est précisé concernant les obligations et responsabilités du syndicat, la valorisation de la mise à disposition, l'état des lieux attendu, les travaux programmés ou encore la nature des droits dont dispose le syndicat de l'opéra du Rhin dans le temps.

Ainsi, au regard du rôle indispensable et majeur que constituent les locaux administratifs, logistiques, techniques et surtout de représentation pour le fonctionnement du syndicat de l'opéra du Rhin, force est de constater que les modalités de leur mise à disposition sont insuffisamment précises et méritent d'être complétées ; la convention du 26 septembre 1972 et ses avenants sont, sur ce point, lacunaires.

La chambre note toutefois l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à engager de nouvelles discussions avec les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar afin de revoir la convention du 26 septembre 1972 en vue de la compléter et de mettre à jour les modalités de mise à disposition des lieux.

6.2 L'utilisation du théâtre de Strasbourg par le syndicat

Le théâtre de Strasbourg fait partie du domaine public de la commune de Strasbourg. Aux termes de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) : *« sous réserve de dispositions législatives spéciales, le domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public. »*. Le théâtre de Strasbourg correspond à cette définition car il est affecté à l'usage direct du public au profit du service public communal de la culture, il est spécialement aménagé à cet effet.

L'article L. 2121-1 du même code précise que *« Les biens du domaine public sont utilisés conformément à leur affectation à l'utilité publique »*. La convention du 26 septembre 1972 modifiée, passée entre les communes membres et le syndicat de l'opéra du Rhin, précise que le théâtre de Strasbourg est mis à disposition du syndicat de manière limitative à l'exercice de sa compétence, qui consiste à assurer des représentations artistiques.

6.3 L'exploitation du café de l'opéra

Un café ouvert au public est installé au sein du théâtre de Strasbourg. Il dispose d'une entrée donnant à l'intérieur du théâtre et d'une autre entrée autonome donnant sur une place

publique. Le café du théâtre est actuellement exploité par une entreprise privée par le biais d'un contrat établi entre ladite entreprise et le syndicat, intitulé « convention d'occupation d'une dépendance du domaine public, pour l'exploitation du café de l'opéra de Strasbourg, au sein de l'opéra ».

Par convention du 1er octobre 1991, prise entre la ville de Strasbourg et le syndicat, l'exploitation[15] du café est attribuée au syndicat, celui-ci pouvant la déléguer à un professionnel de son choix.

Cependant, la chambre observe que les termes de la convention ne répondent pas à la définition juridique de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, au sens de l'article[16] L. 1311-5 du CGCT. Ils ne précisent pas les conditions du transfert d'un droit réel attaché à un bâtiment du domaine public communal mis à disposition du syndicat. En outre, la délibération du conseil municipal de la commune sur laquelle la convention s'appuie n'est pas mentionnée.

Ainsi, même si la convention conclue entre la ville de Strasbourg et le syndicat prévoit l'exploitation du bar de l'opéra et la possibilité d'en déléguer la gestion, le syndicat ne dispose pas des droits nécessaires pour louer ou mettre à dispositions de tiers les bâtiments mis à sa disposition. En conséquence, l'établissement ne pouvait ni autoriser, ni attribuer l'exploitation du café à un tiers.

Rappel du droit n° 1 : En application des articles L. 2111-1 et L. 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le syndicat de l'opéra du Rhin doit cesser de prendre des actes créateurs de droit sans être lui-même titulaire de droits réels sur les bâtiments mis à sa disposition.

7. LA SECURITE DU THEATRE DE STRASBOURG

7.1 La règlementation des établissements recevant du public

Aux termes de l'article R. 123-2 alinéa 1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), *« constituent des établissements recevant du public tous les bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non ».* Les établissements recevant du public sont soumis à des obligations de contrôle par les commissions de sécurité et d'accessibilité et aux actes administratifs de l'autorité municipale.

Les avis des commissions de sécurité et d'accessibilité s'adressent en premier lieu aux exploitants d'établissements recevant du public qui doivent s'assurer que leurs installations sont construites et exploitées en conformité avec les règles de sécurité et d'accessibilité. La loi impose à l'autorité municipale des obligations dont le non-respect est de nature à engager sa responsabilité.

Les établissements recevant du public sont classés par catégories prévues par l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation, selon l'effectif maximum théorique admissible. On entend par effectif le public et le personnel, à l'exception de la 5ème catégorie

[15] L'exploitation du café du théâtre inclut une licence de débit de boissons alcooliques à consommer sur place (licence de 4ème catégorie).

[16] L'article L. 1311-5 du CGCT dispose : *« les collectivités territoriales peuvent délivrer sur leur domaine public des autorisations d'occupation temporaire constitutives de droits réels en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de leur compétence. Le titulaire de ce titre possède un droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise pour l'exercice de cette activité. Ce droit réel confère à son titulaire, pour la durée de l'autorisation et dans les conditions et les limites précisées dans la présente section, les prérogatives et obligations du propriétaire […] ».*

où le personnel n'est pas pris en compte, puis par types, selon l'activité qui y est exercée. Les obligations relatives aux mesures de sécurité varient en fonction du classement.

Au cours de leur exploitation, les établissements recevant du public sont soumis à des visites périodiques prévues par l'article R. 123-48 du code de la construction et de l'habitation. À la demande du maire ou du préfet, des visites inopinées peuvent être diligentées.

7.2 L'avis de la commission de sécurité

La chambre a examiné l'ensemble des procès-verbaux de la commission de sécurité et d'accessibilité concernant les bâtiments exploités par le syndicat de l'opéra du Rhin. Les salles de Colmar, Mulhouse et le « grenier d'abondance » de Strasbourg font l'objet d'un avis favorable à l'exploitation au cours de l'ensemble de la période sous revue, de 2013 à 2019.

Tel n'est pas le cas du théâtre de Strasbourg. Ce dernier fait l'objet d'un avis défavorable de la commission à la poursuite de son exploitation, de façon ininterrompue depuis 1997.

7.2.1 L'avis défavorable de la commission de sécurité à la poursuite de l'exploitation

A l'occasion de la dernière visite périodique du théâtre de Strasbourg par la commission consultative départementale de sécurité réalisée le 12 octobre 2018, les constats réalisés durant la visite se sont révélés alarmants.

Le procès-verbal précité précise que la salle de spectacle dispose d'un système de désenfumage qui « *ne répond pas aux caractéristiques d'une installation de désenfumage* ». Le procès-verbal relève que trois prescriptions antérieures[17] n'ont toujours pas été mises en œuvre. Les nouvelles prescriptions formulées portent leur total à 23.

Parmi les essais réalisés, le procès-verbal relève que l'évacuation des personnes du café de l'opéra s'est avérée non concluante. Il relève également qu'un début d'incendie a eu lieu au cours de la visite sur un pendrillon[18] suite à la surchauffe d'un luminaire. La présence du personnel « *[…] a permis de maîtriser la situation avant toute détection* ».

Le document indique que les locaux du café sont situés dans l'opéra, avec une entrée privative. Lorsque l'opéra est fermé, le café ne dispose plus que d'une sortie vers l'extérieur. Il est également relevé :

- une surcapacité d'accueil du café durant la visite de la commission ;
- des issues condamnées en présence du public ;
- aucune consigne d'évacuation mise à disposition du public ;
- « *une insouciance avérée de l'exploitant du café de l'opéra* ».

Concernant le site d'accueil de l'opéra, le procès-verbal indique que « *compte tenu du mauvais isolement entre les différents volumes, l'éclosion d'un incendie non détectée pourrait se propager d'un bloc à l'autre. De plus, une mauvaise disposition des instruments dans la fosse d'orchestre pourrait être de nature à encombrer les issues empêchant les musiciens d'évacuer le bâtiment dans les meilleures conditions* ».

L'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation a été maintenu à l'issue de la visite. Il est notamment motivé par :

[17] Maintenir libre de tout encombrement les issues et dégagements nécessaires du café de l'opéra et de la fosse d'orchestre ; transmettre à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SDCS) sous couvert du maire un rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD) portant sur l'ensemble du règlement de sécurité ; transmettre à la SCDS sous couvert du maire un schéma directeur de mise en sécurité.

[18] Les pendrillons, ou pendillons, sont des rideaux de théâtre de faible largeur (deux à six mètres), souvent en velours noir, qui servent à cacher les coulisses.

- l'absence d'isolement des locaux à risque ;
- le risque de propagation d'incendie du bloc scène à la salle et inversement ;
- l'absence d'un schéma directeur de mise en sécurité et du rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure.

Le procès-verbal de visite indique en conclusion : *« le groupe de visite attire l'attention de l'autorité municipale sur l'urgence que représente cette situation et le péril que représente la poursuite de l'exploitation de l'établissement* ».

7.2.2 Les rapports de vérification électrique

Les rapports de vérification électrique prévus par les articles R. 4226-14 et suivants du code du travail, applicables aux collectivités territoriales, ont été produits. Toutefois, l'examen des documents révèle la mention d'un risque incendie dû à l'installation électrique.

Deux rapports de vérification électrique sont établis chaque année à destination du syndicat : le premier est propre aux dispositifs d'un établissement recevant du public, le second concerne l'installation générale et les conditions de travail.

Le rapport électrique général de 2019 du théâtre de Strasbourg indique que l'opérateur n'a pu réaliser toutes les vérifications « *du fait des impératifs d'exploitation du client »*.

Le rapport recense diverses situations de non-conformité, toutes susceptibles de conduire à un départ d'incendie dans le bâtiment. Les observations portent notamment sur :

- les « *mesures de* protection *contre les défauts d'isolement par coupure automatique de l'alimentation* » ;
- la « *fixation et état* mécanique *apparent des matériels* » ;
- l'adaptation des matériels aux conditions d'influences externes ;
- le maintien en état de conformité des installations électriques norme NF C 15-100 et son article 512-522.

En dépit du caractère préoccupant des constats sur l'état du bâtiment et de leur réitération depuis plus de vingt ans par les services compétents, les améliorations ponctuelles apportées récemment ne constituent pas une réponse à la hauteur des problèmes de sécurité recensés. Elles n'ont pas été suffisantes pour obtenir un avis favorable à la poursuite de l'exploitation de la part de la commission de sécurité.

Le syndicat fait valoir qu'il ne peut se substituer au propriétaire dans l'exercice de ses obligations. La chambre observe cependant que l'établissement conserve une responsabilité en tant qu'exploitant et employeur, ainsi qu'un devoir d'alerte.

Par ailleurs, les arguments portant sur le coût élevé d'une réhabilitation ou d'une construction nouvelle ne sauraient justifier le maintien d'un *statu quo*.

7.3 La double responsabilité du maire de Strasbourg : autorité de police administrative et propriétaire du théâtre mis à disposition du syndicat

7.3.1 Le rôle du maire en tant qu'autorité de police

Le code général des collectivités territoriales confie au maire un pouvoir de police administrative générale sur sa commune. Le droit local spécifique aux communes des départements d'Alsace et de Moselle, applicable à Strasbourg, prévoit l'existence d'un tel pouvoir de police aux articles L. 2542-1 et suivant du CGCT.

Dans ce cadre, le maire doit exercer les missions de sécurité publique et peut être amené à prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens en cas de

danger grave ou imminent. Il est également titulaire du pouvoir de police administrative spéciale, notamment en ce qui concerne la protection du public contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Il est donc chargé de veiller au respect des dispositions correspondantes du code de la construction et de l'habitation.

Le maire est ainsi l'autorité principale en charge de la sécurité pour les établissements recevant du public. Il bénéficie du soutien technique de la commission de sécurité, chargée d'émettre un avis sur le respect de la réglementation. L'avis permet au maire d'arrêter sa décision. Selon les cas, l'avis est dit consultatif, c'est-à-dire qu'il ne lie donc pas le maire, ou conforme, l'avis de la commission s'impose alors au maire, qui doit en observer les prescriptions.

En cas de sinistre dans un établissement recevant du public, la responsabilité du maire pourrait être engagée si des omissions, négligences ou des insuffisances sont constatées dans le suivi et le contrôle de ces établissements.

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation[19] (article L. 123-4), le maire est responsable du suivi des avis rendus par les commissions à l'égard des établissements recevant du public, implantés dans la commune.

En outre, l'article R. 123-27 du même code précise que *« Le maire assure, en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions du présent chapitre »* ; il s'agit en l'occurrence des mesures d'exécution et de contrôle de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public.

Si les exploitants sont les premiers responsables du respect des règles de sécurité et d'accessibilité dans leurs établissements, l'autorité municipale doit s'assurer que ces derniers mettent en œuvre les prescriptions émises par les commissions dans leurs avis. Elle doit être particulièrement attentive au suivi des avis défavorables. C'est au maire qu'appartiennent les décisions d'autoriser ou de refuser la construction, l'ouverture ainsi que la poursuite d'exploitation des établissements recevant du public sur le territoire de sa commune.

En effet, l'article R. 123-49 du code de la construction et de l'habitation dispose que *« […] à l'issue de chaque visite, il est dressé un procès-verbal. Le maire notifie le résultat de ces visites et sa décision aux exploitants soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».*

7.3.2 La responsabilité de la commune en qualité de propriétaire

La commune de Strasbourg est propriétaire de l'opéra-théâtre de Strasbourg. S'agissant d'un établissement recevant du public, elle est également responsable des mesures de prévention et de sécurité, relatives à la sécurité des personnes. En effet, l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation prévoit que *« les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie »*.

Ainsi, il ressort de l'article précité que la ville de Strasbourg, propriétaire de l'établissement, peut voir sa responsabilité engagée en cas de manquements aux obligations de protection des personnes qui fréquentent l'équipement culturel.

[19] L'article L. 123-4 du code de la construction et de l'habitation dispose : *« sans préjudice de l'exercice par les autorités de police de leurs pouvoirs généraux et dans le cadre de leurs compétences respectives, le maire ou le représentant de l'Etat dans le département peuvent par arrêté, pris après avis de la commission de sécurité compétente, ordonner la fermeture des établissements recevant du public en infraction avec les règles de sécurité propres à ce type d'établissement, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité ».*

L'ancien maire et la maire actuelle de Strasbourg ont indiqué avoir pris en compte la situation du théâtre de Strasbourg eu égard à sa situation en matière de sécurité. La chambre prend note de l'engagement de la maire de Strasbourg à réunir prochainement une mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du théâtre municipal et de l'opéra.

7.4 La double responsabilité du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin : exploitant de la salle et employeur

7.4.1 La responsabilité en qualité d'exploitant

Les gestionnaires d'établissements recevant du public, chefs d'établissement ou exploitants sont les premiers concernés par le respect de la réglementation en matière de sécurité incendie. Les exploitants, au même titre que les constructeurs et les propriétaires, sont responsables de la sécurité de leurs établissements, comme cela est précisé par l'article R. 123-3 déjà cité.

En outre, l'article R. 123-43 du code de la construction et de l'habitation précise que *« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».*

Ils doivent en conséquence s'assurer en permanence de la bonne tenue de leurs établissements.

7.4.2 L'absence de droit d'exploitation valide

Les procès-verbaux de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du Bas-Rhin concluent à un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement, de manière constante entre 2013 et 2019.

Les dispositions relatives aux mesures de protection et de lutte contre l'incendie sont précisées par les articles L. 123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

L'article L. 123-4 du même code dispose que *« sans préjudice de l'exercice par les autorités de police de leurs pouvoirs généraux et dans le cadre de leurs compétences respectives, le maire ou le représentant de l'Etat dans le département peuvent par arrêté pris après avis de la commission de sécurité compétente, ordonner la fermeture des établissements recevant du public en infraction avec les règles de sécurité propres à ce type d'établissement, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité ».*

L'article R. 123-46 indique que « *le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission. Cet arrêté est notifié directement à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; une ampliation en est transmise au représentant de l'Etat dans le département ».*

Entre 2013 et août 2019, l'article R. 123-43 précisait[20] que *« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus […] de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours*

[20] Le décret n° 2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation n'a pas modifié de manière substantielle l'article R. 123-43.

d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur la demande d'agrément présentée en application de l'alinéa précédent vaut décision de rejet ».

L'article R. 123-49 du même code précise qu'après chaque visite de la commission de sécurité, le maire de la commune se prononce sur la poursuite de l'exploitation. L'article précité précise : *« à l'issue de chaque visite, il est dressé un procès-verbal. Le maire notifie le résultat de ces visites et sa décision aux exploitants soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».*

En réponse à une sollicitation du syndicat, un courrier a été adressé le 19 décembre 2019 par le conseiller municipal délégué de la commune de Strasbourg, en charge du suivi et de la coordination des dossiers nécessitant d'être soumis à l'avis des commissions de sécurité. Il est précisé qu'aucune mesure de fermeture administrative n'a été prononcée en application de l'article R. 123-52 du code de la construction et de l'habitation et que l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation, émis par la sous-commission départementale de sécurité au procès-verbal du 13 novembre 2018, ne lie pas l'autorité de police.

La chambre observe que cette interprétation n'est pas conforme à l'article R. 123-49 du code de la construction et de l'habitation qui précise qu'une décision est prise à l'issue de chaque visite de la commission de sécurité.

En conséquence, l'établissement doit disposer de l'agrément nécessaire et renouvelé pour pouvoir recevoir du public. Le syndicat n'a pas été en mesure de fournir l'autorisation à jour lui permettant d'exploiter l'équipement.

Ainsi, entre 2013 et 2019, le syndicat a exploité l'établissement sans disposer de l'autorisation adéquate délivrée par le maire de Strasbourg.

7.4.3 La responsabilité de l'employeur : santé et sécurité au travail

Les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité au travail sont de deux ordres. L'employeur doit, d'une part, évaluer les risques dans l'entreprise et, d'autre part, respecter les règles spécifiques pour l'utilisation des lieux de travail.

Le syndicat de l'opéra du Rhin, bien que relevant du droit public, n'est pas exempt du respect des règles relatives à la santé et la sécurité au travail prévues par le code du travail. Ce principe est édicté par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, qui trouve également à s'appliquer.

L'article 2 du décret précité indique que *« les locaux et installations de service doivent être aménagés, les équipements doivent être réalisés et maintenus de manière à garantir la sécurité des agents et des usagers. Les locaux doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé des personnes »* et l'article 2-1 ajoute que *« les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité ».*

Le décret précité ajoute que *« en application de l'article 108-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dans les services des collectivités et établissements mentionnés à l'article 1er, les règles applicables en matière de santé et de sécurité sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles définies aux livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail ».*

L'obligation de sécurité constitue une obligation de résultat pour l'employeur, à savoir la protection effective de la santé et de la sécurité des travailleurs. Après avoir eu un ancrage

contractuel (chambre sociale de la Cour de cassation, 28 février 2002, n° 00-10051), la jurisprudence fonde aujourd'hui l'obligation de sécurité sur l'article L. 4121-1 du Code du travail selon lequel « *l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. […] L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ».*

La jurisprudence sociale[21] interprète aujourd'hui cette obligation à la lumière de la directive CE n° 89/391 du 12 juin 1989 et considère que *« l'employeur, tenu d'une obligation de sécurité de résultat en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans l'entreprise, doit en assurer l'effectivité »*.

L'obligation de sécurité permet ainsi de sanctionner l'employeur en cas de préjudice d'exposition à un risque[22], ou de lui interdire de prendre des mesures, notamment organisationnelles, qui seraient de nature à compromettre la sécurité ou la santé physique et mentale de ses salariés[23].

Ainsi, contrairement aux arguments développés par l'ordonnateur du syndicat de l'opéra du Rhin entre 2014 et 2016, qui précise que les questions relatives au bâtiment strasbourgeois du théâtre de Strasbourg relevaient des élus et du maire de Strasbourg, la responsabilité du président du syndicat de l'opéra du Rhin s'exerce indépendamment de celle de la ville de Strasbourg et de son maire.

Rappel du droit n° 2 : Respecter, en tant qu'exploitant, les prescriptions de l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation, et, en tant qu'employeur, les obligations de sécurité prévues à l'article L. 4121-1 du code du travail, au regard des situations de non conformités relevées dans le bâtiment du théâtre de Strasbourg.

[21] Chambre sociale de la Cour de cassation, 28 février 2006, n° 05-41555.
[22] Chambre sociale de la Cour de cassation, le 11 mai 2010, n° 09-42241 ; chambre sociale de la Cour de cassation, 16 octobre 2010, n° 08-45609.
[23] Chambre sociale de la Cour de cassation, 5 mars 2008, n° 06-45888 ; Cour d'appel de Paris, pôle 6, chambre 2, 13 décembre 2012, n° 10/00303.

Recommandation n° 3 : Le syndicat de l'opéra du Rhin, en lien avec la commune de Strasbourg, propriétaire du théâtre de Strasbourg, doit se mettre en conformité pour exploiter le bâtiment dans les conditions de sécurité répondant aux exigences des établissements recevant du public.

7.5 La dangerosité avérée d'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg

Les situations multiples de non-conformité aux prescriptions de sécurité prévues dans la réglementation relative aux établissements recevant du public, constatées par la commission d'accessibilité et de sécurité, traduisent un risque manifeste d'utilisation des locaux du théâtre de Strasbourg pour ses différentes catégories d'usagers.

Ce risque, dont le principal est celui d'incendie et de ses conséquences en matière de propagation et d'évacuation, voit la probabilité de sa survenance renforcée par les conclusions des rapports de vérification électrique.

Les avis défavorables successifs à la poursuite d'exploitation ainsi que le caractère partiel des mises en sécurité sont connus des services de l'État. En association avec le service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin, ces derniers et la ville de Strasbourg se sont rencontrés au mois de septembre 2020 afin d'échanger sur un nouveau projet de mise en sécurité à la suite de la production d'un rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD[24]).

7.6 La vétusté du bâtiment est un frein au développement du syndicat

Les limites au développement de l'activité du syndicat de l'opéra du Rhin sont posées par l'état de vétusté du bâtiment du théâtre de Strasbourg. Les activités artistiques subissent des contraintes comme l'obligation d'ignifugation des éléments de décor, le manque de place pour leur construction et l'exiguïté des ateliers de couture et de perruques. Les coproductions sont rendues pratiquement impossibles lorsque le syndicat n'est pas producteur délégué en charge de la construction des décors, en raison des contraintes affectant leur fabrication.

La vétusté et le risque incendie du bâtiment engendrent des surcoûts. Les décors doivent être réalisés avec des matériaux type M1 (ininflammables) ou être traités spécialement pour entrer dans cette catégorie. Le syndicat estime que les achats de matière première ignifugée pour la construction des décors sont en moyenne 30 % plus chers que les matières premières non ignifugées.

La vétusté du bâtiment nécessite davantage de main d'œuvre qu'un théâtre moderne. L'opéra souffre du manque de motorisation des équipements scéniques : faible capacité de levage, le cintre est essentiellement constitué de porteuses manuelles contrebalancées (220 kg au plus par porteuse). Cette ancienne technique date de l'époque des toiles peintes alors qu'un mur contemporain de 16 X 8 mètres pèse 900 kg, ce qui entraine un surcroît de main-d'œuvre et de temps.

En outre, de nombreux lieux sont inadéquats à l'accueil du public et au travail des agents. Par exemple, la fosse d'orchestre est inadaptée pour les musiciens par manque d'espace et de dégagements.

Le confort du spectateur pâtit également de cette vétusté. Nombre de places sont « aveugles », moins de 800 places bénéficient d'une visibilité correcte sur un total de

[24] Le rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure est rédigé par un organisme agrée (Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)).

1 200 places[25]. En outre, les places accessibles aux personnes à mobilité réduite sont limitées, il n'existe pas d'espaces d'attente sécurisés.

Le syndicat estime également que cette vétusté entraîne des effets indirects qui tendent à réduire ses recettes propres. Ainsi, l'établissement ne peut augmenter le mécénat et l'accueil d'entreprises en l'état du bâtiment et du manque de salles adaptées à ces manifestations. Il signale également des difficultés de remplissage des représentations notamment en période estivale, du fait des températures élevées dans la salle par manque de climatisation. Il mentionne l'impossibilité d'augmenter les tarifs compte tenu de la qualité des places proposées alors que les recettes d'abonnements et de billetterie sont les principaux facteurs d'augmentation des recettes pour le syndicat de l'opéra du Rhin.

Par ailleurs, le bâtiment est également inadapté pour l'accueil de captations, ce qui prive l'établissement de recettes de retransmission, notamment via la télévision française ou allemande.

Enfin, le syndicat fait état de difficultés pour répondre aux exigences artistiques quant aux effets spéciaux (effets fumées, brouillard, bougies).

8. LES RESSOURCES HUMAINES

8.1 Des recrutements non conformes au droit applicable

Dans son dernier rapport, la chambre relevait le caractère irrégulier des contrats de travail proposés aux agents par le syndicat, employeur. Le recrutement majoritaire d'agents contractuels, procédé ininterrompu depuis la création de l'établissement, méconnaît le droit applicable et notamment l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires aux termes duquel : « *sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents […] des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont […] occupés […] par des fonctionnaires […] ».*

Le recrutement d'agents contractuels relève des exceptions prévues aux articles 3 et 3-1 à 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 a élargi le recours aux agents contractuels tout en maintenant le principe de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires.

Au cours de la période sous revue, les effectifs du syndicat ont évolué entre 241 et 245 agents, pour se situer à 242 agents dont 2 titulaires au 31 décembre 2018.

La chambre observe que les recrutements intervenus sur des emplois administratifs ont concerné des agents contractuels.

Le syndicat estime que son statut de scène nationale et les obligations qui s'y rattachent ne sont pas compatibles avec les cadres d'emploi de la fonction publique territoriale. Si cette argumentation est recevable pour les emplois à dimension artistique, tel n'est pas le cas des fonctions administratives. Les emplois de secrétariat ainsi que ceux rattachés aux fonctions ressources humaines, finances, communication doivent être pourvus par des fonctionnaires territoriaux.

En outre, le processus de recrutement mis en œuvre par l'établissement est irrégulier en ce qu'il ne respecte pas les obligations légales relatives à la publication des déclarations de vacance d'emploi.

[25] La jauge maximale peut être revue à la baisse en fonction des contraintes spécifiques à certaines représentations.

L'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 dispose en effet que *« lorsqu'un emploi permanent est créé ou devient vacant, l'autorité territoriale en informe le centre de gestion compétent qui assure la publicité de cette création ou de cette vacance, à l'exception des emplois susceptibles d'être pourvus exclusivement par voie d'avancement de grade ».*

L'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine précise que *« lorsque les collectivités territoriales ou leurs groupements […] agissent en qualité d'entrepreneur de spectacles vivants, les artistes du spectacle vivant qu'ils engagent pour une mission répondant à un besoin permanent sont soumis aux dispositions applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale »*.

Ainsi, même s'il n'existe pas de corps ou de cadres d'emplois de fonctionnaires répondant aux recrutements des artistes, ces recrutements, intervenant pour un besoin permanent, sont soumis aux règles de publicité au même titre que ceux destinés à pourvoir des emplois de fonctionnaires. A titre d'exemple, les recrutements des danseurs du ballet, engagés à titre permanent par le syndicat, sont soumis à ces dispositions.

Dans le cadre du contrôle de la légalité exercé par ses services, le préfet du Bas-Rhin a alerté le syndicat sur l'irrégularité de sa procédure de recrutement entre 2013 et 2019. L'établissement a été informé du risque d'annulation des contrats de travail par le juge administratif, en cas de recours.

Pour être en mesure de recruter des agents contractuels, les membres du syndicat disposent d'une alternative qui consisterait à adopter le statut d'établissement public de coopération culturelle (EPCC). Si le syndicat conserve son statut actuel, il devra alors se soumettre aux dispositions du droit de la fonction publique territoriale, qui s'imposent aux syndicats de communes.

Le syndicat confirme la situation qui conduit à l'observation de la chambre. Cependant, une diffusion large des offres d'emplois qu'il propose et le rappel de leurs spécificités ne sauraient l'autoriser à s'exonérer des dispositions qui lui sont applicables, en regard de son statut juridique.

Rappel du droit n° 3 : Respecter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 en matière de procédure de recrutement.

8.2 L'absence d'adhésion au centre de gestion

Les centres de gestion sont des établissements publics locaux, créés dans chaque département, sauf en Ile-de-France. Ils assument des missions relatives au recrutement et à la gestion de certaines catégories d'agents territoriaux. Certaines de ces missions sont obligatoires, d'autres facultatives. Elles sont exercées soit pour l'ensemble des collectivités et établissements, affiliés ou non, soit au profit des communes et établissements affiliés.

L'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que « *sont obligatoirement affiliés aux centres de gestion les communes et leurs établissements publics qui emploient moins de trois cent cinquante fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet* », ce qui est le cas du syndicat de l'opéra du Rhin.

L'adhésion au centre de gestion du Bas-Rhin est donc obligatoire pour le syndicat de l'opéra du Rhin, ainsi que l'a rappelé le préfet du Bas-Rhin par courriers du 16 août et du 21 septembre 2017 adressés au syndicat. Le syndicat doit s'acquitter de la cotisation due au centre de gestion.

Rappel du droit n° 4 : Adhérer au centre de gestion du Bas-Rhin et verser la cotisation due, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

8.3 Des rémunérations irrégulières

8.3.1 Le régime indemnitaire

La rémunération des fonctionnaires est définie à l'article 20 modifié de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée[26].

Le régime indemnitaire est un complément de traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Dans la fonction publique territoriale, il obéit au principe de parité avec la fonction publique de l'État[27] et il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans ces limites, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables.

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social prévoit que *« les indemnités peuvent tenir compte des fonctions et des résultats professionnels des agents, ainsi que de la performance collective des services ».*

La chambre observe que certaines primes versées par l'établissement sont dépourvues de base légale. Ainsi, les primes « *horaires irréguliers* » et « *service d'ordre* », bien que prévues par une délibération, sont irrégulières. Elles représentent un montant annuel de l'ordre de 753 000 €.

Le syndicat de l'opéra du Rhin n'a pas encore pris de délibération afin d'instaurer, en lieu et place des anciennes primes composant le régime indemnitaire, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, prévu par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 (RIFSEEP). Le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 précise pourtant que l'ensemble des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale est désormais éligible au RIFSEEP.

Rappel du droit n° 5 : Conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Recommandation n° 4 : Mettre fin aux versements des primes irrégulières.

8.3.2 L'indemnisation dans le cadre du compte épargne-temps du salarié

Les règles relatives à l'indemnisation des jours de congés non pris diffèrent selon le statut de l'agent, fonctionnaire ou contractuel.

Pour les agents fonctionnaires, la loi n° 83-634 modifiée du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires reconnaît explicitement en son article 21 que tout fonctionnaire a droit à des congés annuels. Ce droit est réaffirmé par l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En vertu du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985, tout agent de droit public[28] en activité a droit, pour une année de service accomplie du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service.

[26] La loi dispose que les fonctionnaires ont droit, après service fait, à une rémunération comprenant le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire.
[27] Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991.
[28] Fonctionnaire titulaire ou stagiaire - agent contractuel - à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet.

En cas de congés non pris, l'article 5 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 précise que *« sous réserve des dispositions de l'article précédent, le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale. Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice ».*

Le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 relatif au compte épargne-temps (CET) dans la fonction publique territoriale donne compétence aux collectivités pour en fixer les règles de fonctionnement, en ouvrant la possibilité d'indemnisation des jours épargnés notamment. Le montant maximum de l'indemnisation forfaitaire pour un cadre A est de 125 € par jour (135 € depuis le 1er janvier 2019).

Ainsi, la seule possibilité pour un fonctionnaire de recevoir une indemnité en contrepartie de jours de congé ou de repos[29] non pris est de les inscrire dans un compte épargne-temps puis de les monétiser.

Au cas d'espèce, aucune délibération du syndicat de l'opéra du Rhin n'ouvre la possibilité d'indemniser les jours épargnés pour un agent titulaire.

Or, depuis 2015, un agent titulaire du syndicat a bénéficié d'une indemnisation correspondant à 22 jours de congés ou de repos, pour un montant supérieur à celui mentionné au décret de 2010 précité (125 €).

Comme il l'a été rappelé précédemment, seule la mise en place d'un CET et la possibilité d'une indemnisation forfaitaire des jours comptabilisés permettent le paiement à un agent titulaire de jours de congés non pris. Ainsi, l'agent précité ne pouvait bénéficier des dispositions conventionnelles issues de l'accord sur la réduction du temps de travail (ARTT) du 6 juin 2003.

Tableau 6 : Indemnisation indue versée à un agent titulaire

	2015	2016	2017	2018
nombre de jours indemnisés	22	22	22	22
Montant total versé (en €)	5 396,60	5 659,94	5 735,40	5 737,38
Montant/ jour de CET légal (en €)	125	125	125	125
Montant annuel CET légal (en €)	2 750	2 750	2 750	2 750
Trop versé (en €)	2 646,6	2 909,94	2 985,4	2 987,38
date	févr-15	févr-16	févr-17	févr-18

Source : Calcul CRC à partir de fichier paye du syndicat de l'opéra du Rhin.

Rappel du droit n° 6 : Mettre fin aux indemnisations de jours de compte épargne-temps sans délibération le prévoyant et en contradiction avec les dispositions du décret n° 2010-531 du 20 mai 2010.

8.4 L'absence de représentation des personnels

8.4.1 Les instances de représentation des personnels n'ont pas été créées

Entre 2013 et 2018, l'effectif du syndicat s'est situé entre 245 et 241 agents.

La mise en place de commissions administratives paritaires est obligatoire. Elle est prévue par l'article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La chambre observe que le syndicat de l'opéra du Rhin en est

[29] Le dispositif de la réduction du temps de travail (RTT) prévoit d'attribuer des journées ou des demi-journées de repos à un salarié dont la durée de travail est supérieure à 35 heures par semaine.

dépourvu. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié les attributions desdites commissions mais leur mise en place demeure obligatoire.

Ces commissions sont importantes car elles se prononcent sur un certain nombre de décisions individuelles concernant les fonctionnaires de l'établissement, notamment sur les questions relatives aux mesures disciplinaires ; dans le cadre de l'affiliation au centre de gestion du Bas-Rhin, le syndicat de l'opéra du Rhin doit être rattaché aux commissions administratives paritaires du centre de gestion.

Ce type d'instance existe également pour les agents contractuels. Les commissions consultatives paritaires (CCP), prévues par l'article 136 de la loi n° 84-53, doivent être créées dans les conditions prévues par le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les CCP sont notamment obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Par ailleurs, les CCP peuvent également être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires ; pour ces instances également, l'affiliation obligatoire au centre de gestion du Bas-Rhin rattachera les agents contractuels de l'établissement aux CCP du centre de gestion.

Préalablement à la publication de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs groupements étaient tenus de mettre en place, lorsque leur effectif atteignait au moins 50 agents, un comité technique (CT) et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Aux termes de l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale : *« un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents […] »*. L'article 33 du texte précité en fixait les attributions. Le comité technique formulait un avis sur toute question relevant de l'organisation et du fonctionnement des services. En méconnaissance du droit applicable régissant les relations du travail, le syndicat de l'opéra du Rhin n'a pas installé le comité technique durant la période sous revue, et antérieurement à l'application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

L'article 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée prévoyait également que « *un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est créé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les comités techniques ».* La chambre a constaté que le CHSCT, institué par le syndicat en 2012, s'est réuni de manière régulière.

Cependant, sa composition n'était pas conforme aux textes. Les représentants du personnel étaient représentés par corps de métiers (ballet, personnel technique, notamment), ils étaient remplacés chaque année. Or, les règles de composition des CHSCT prévues par les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 étaient les suivantes : jusqu'en 2014, les représentants du personnel au CHSCT étaient élus pour six années au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ; depuis 2014, ils étaient désignés pour quatre années par les organisations syndicales au regard des voix obtenues lors des élections du personnel dans les comités techniques : ces règles ne correspondent pas à celles mises en œuvre par le syndicat de l'opéra du Rhin lors de l'institution de son CHSCT.

Depuis la publication de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, l'article 32 actuellement en vigueur de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que « *un comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents […]* », ce comité social territorial remplaçant le comité technique. Les CHSCT ont été également supprimés et sont désormais intégrés dans les comités sociaux territoriaux. Ainsi l'article 32-1 de la loi n° 84-53 précise que

« dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial ».

Les évolutions législatives récentes en matière de représentation du personnel ne dispensent pas le syndicat de l'opéra du Rhin de mettre en place les différentes instances de dialogue social ; il doit y remédier et faire fonctionner ces instances conformément aux textes applicables.

Les manquements relatifs aux instances de représentation du personnel avaient déjà été soulignés par la chambre dans son précédent rapport.

La chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à mettre en place un comité social territorial à l'issue du prochain renouvellement des instances, en application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Rappel du droit n° 7 : Mettre en place, conformément aux articles 32 et 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et aux dispositions de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, un comité social territorial disposant d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

8.4.2 L'absence de rapport sur l'état de la collectivité

Au cours de la période 2013 à 2019, le syndicat avait pour obligation de produire un rapport sur l'état de la collectivité en application de l'article 33 de la loi n° 84-53 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale[30]. Le syndicat n'a pas été en mesure de produire le rapport exigé par la loi.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié l'article précité qui précise que « *le rapport présenté pour avis au comité social territorial, en application de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose la collectivité, l'établissement ou le service concerné* ».

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er janvier 2021. Les nouvelles dispositions modifient le contenu dudit rapport mais n'exonèrent pas l'établissement de le produire en observant les formes précisées par les textes en vigueur.

La chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à élaborer, dès 2021, un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Le syndicat s'engage en outre à soumettre la question de la modification de son statut juridique à ses nouvelles instances.

Rappel du droit n° 8 : Dès 2021, élaborer un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

[30] L'article 33 de la loi n° 84-53 précise que *« l'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans au comité technique un rapport sur l'état de la collectivité, de l'établissement ou du service auprès duquel il a été créé. Ce rapport indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose cette collectivité, cet établissement ou ce service. Il dresse notamment le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel. Il rend compte des conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement respecte ses obligations en matière de droit syndical. Il présente des données relatives aux cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation des agents contractuels. La présentation de ce rapport donne lieu à un débat* ».

9. PARTENARIATS, DONS ET MECENAT

9.1 Le rôle de l'association des amis de l'opéra, « Fidelio »

Au cours de la période 2013 à 2019, le syndicat de l'opéra du Rhin n'a perçu aucun don et n'a été bénéficiaire d'aucune opération de mécénat de manière directe. Le produit des dons et du mécénat ainsi que les opérations de partenariat passent par l'intermédiaire d'une association dénommée « Fidelio ». La délibération 2017/19 du comité syndical mentionne que les opérations de partenariats ont lieu dans le cadre d'une « *adhésion partenaire* […] *sous forme de don à Fidelio* ».

Le syndicat de l'opéra du Rhin explique ce dispositif par l'ignorance de sa capacité à émettre des reçus fiscaux permettant aux donateurs de bénéficier des réductions d'impôts prévues par le code général des impôts (CGI). Le syndicat et l'association ne sont liés par aucune convention.

L'association Fidelio est inscrite au registre des associations depuis 1998, son objet se rattache au développement de l'opéra du Rhin. Elle a vocation à permettre « *la plus large publicité et la plus large promotion possible de l'opéra du Rhin tant en France que sur le territoire de la Communauté européenne et à l'étranger* ». Son siège est celui du syndicat de l'opéra du Rhin. Le directeur général, la directrice administrative et financière et la directrice de la communication de l'opéra du Rhin sont membres de droit de l'association. La directrice de la communication du syndicat en est la secrétaire générale. Aucun élu ne siège dans les instances de l'association.

L'association Fidelio lève des fonds en faveur du syndicat de l'opéra du Rhin. Elle agit par le versement direct de fonds ou le financement de prestations de services ou l'achat de marchandises pour le compte du syndicat. Par exemple, en 2018, l'association a versé le montant de la refonte de son site web au syndicat. Elle a financé l'achat de triporteurs, projet voté en amont par son conseil d'administration.

9.2 Les dons des particuliers adhérents de l'association Fidelio

Au cours de la période sous revue, les dons versés par des particuliers l'ont été par des adhérents de l'association, à l'exclusion d'autres formes de dons.

L'article 200 du code général des impôts fixe le cadre juridique des réductions d'impôt accordées au titre des dons faits par les particuliers. Celui-ci précise que : « *ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant les sommes prises dans la limite de 20 % du revenu imposable qui correspondent à des dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués par les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, au profit […]* ».

Le b) de l'article 200 du CGI dispose que les dons peuvent être effectués au profit : *« […] d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, notamment à travers les souscriptions ouvertes pour financer l'achat d'objets ou d'œuvres d'art destinés à rejoindre les collections d'un musée de France accessibles au public, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ».*

Dans ce cadre, l'administration fiscale[31] précise que *« sont considérés comme associations ou fondations à caractère culturel les organismes dont l'activité est consacrée, à titre prépondérant, à la création, à la diffusion ou à la protection des œuvres de l'art et de l'esprit*

[31] BOI-IR-RICI-250-10-20-10-20170510.
http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/5837-PGP.html?identifiant=BOI-IR-RICI-250-10-20-10-20170510.

sous leurs différentes formes. À ce titre sont notamment concernés les domaines suivants : arts plastiques, musique, danse, théâtre et spectacles, livre et littérature, cinéma et audiovisuel, patrimoine, musée. Sont également considérés comme associations ou fondations à caractère culturel les organismes qui, sans exercer directement une activité de création, de diffusion ou de protection des œuvres culturelles, mènent à titre prépondérant une activité propre en faveur du développement de la vie culturelle. Ainsi, sont notamment concernés : les activités de formation artistique, les actions tendant à faciliter et à élargir l'accès du public aux œuvres artistiques et culturelles, les actions contribuant au dialogue entre les cultures, les actions tendant à améliorer la connaissance du patrimoine et les actions tendant à tisser des liens entre la vie culturelle et la vie économique (en particulier par la promotion du mécénat culturel, le développement d'une approche culturelle de la vie scientifique, technique et industrielle et la promotion des métiers d'art) […] ».

Le f) de l'article 200 du CGI peut s'appliquer aux dons effectués à l'association Fidelio car ceux-ci concernent les organismes *« […] dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres […]* ». Cette situation ne correspond pas à celle de l'association Fidelio qui n'a pas pour objet et pour activité la présentation d'œuvre. En revanche, cet article pourrait s'appliquer pleinement au syndicat de l'opéra du Rhin, qui remettrait, dans ce cas, les reçus fiscaux : il s'agit ici d'un point de fragilité juridique.

L'absence de convention entre le syndicat de l'opéra du Rhin et l'association Fidelio ne permet pas la désignation de cette dernière en tant que collecteur de fonds agissant « en son nom et pour son compte ». L'association ne bénéficie pas non plus du statut juridique de fonds de dotation redistributeur prévu par la loi du 4 août 2008 dite « loi de modernisation de l'économie ». Enfin, la collecte de fonds au profit du syndicat ne constitue pas l'objet social unique[32] poursuivi par l'association Fidelio.

Par ailleurs, le syndicat ne délivre pas de reçu fiscal et le don ne demeure pas individualisé jusqu'à sa remise effective à l'établissement, organisme bénéficiaire.

L'administration fiscale précise que *« les dons peuvent prendre la forme de versements en espèces ou en nature, de cotisations, d'abandons de revenus ou de produits. En tout état de cause, le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu n'est accordé qu'à la condition que le versement, quelle qu'en soit la forme, procède d'une intention libérale, c'est-à-dire sans contrepartie directe ou indirecte au profit de la personne qui l'effectue telle que cette notion est précisée par l'administration* ».

Ainsi, l'administration fiscale précise, concernant les contreparties offertes aux donateurs, dans le BOI-IR-RICI-250-20-20120912, que « *dès lors que les adhérents ou donateurs bénéficient d'une telle contrepartie, les versements qu'ils effectuent sont en principe exclus du champ d'application de la réduction d'impôt. Par dérogation à ce principe, il est toutefois admis que la remise de menus biens tels qu'insignes, timbres décoratifs, étiquettes personnalisées, affiches, épinglettes, cartes de vœux, etc. ne remette pas en cause l'éligibilité des versements au bénéfice de l'avantage fiscal lorsque les biens remis par l'organisme à chaque adhérent ou donateur au cours d'une même année civile ont une valeur totale faible (au maximum de l'ordre de 65 euros), et qui présente une disproportion marquée avec le montant de la cotisation ou du don versé. Une telle disproportion sera caractérisée par l'existence d'un rapport de un à quatre entre la valeur du bien et le montant du don ou de la cotisation. Ainsi, pour une cotisation ou un don de 65 euros, la remise d'un bien dont la valeur (la valeur du bien s'apprécie par référence à son prix de revient toutes taxes comprises pour l'organisme) n'excède pas*

[32] L'association Fidelio a pour objet de « permettre la plus large publicité et la plus large promotion possible de l'Opéra national du Rhin tant en France que sur le territoire de la Communauté Européenne et à l'étranger. […] valoriser, par elle-même ou en collaboration avec tous partenaires utiles, l'ensemble des manifestations de l'Opéra national du Rhin. […] rassembler tous les sympathisants et amis de l'Opéra national du Rhin, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales. […] de rechercher et d'obtenir des soutiens divers afin de contribuer à la promotion et au développement de l'Opéra national du Rhin ».

16 euros n'est pas de nature à remettre en cause l'éligibilité du versement au bénéfice de l'avantage fiscal. En revanche, pour une cotisation ou un don de 300 euros, la valeur des biens remis ne doit pas excéder un montant d'environ 65 euros ».

Il ressort des directives de l'administration fiscale, qu'en plus de la réduction d'impôt, la valeur des contreparties doit demeurer dans un rapport de 1 à 4 avec le montant du don, dans la limite forfaitaire de 65 €. Ainsi, un don de 1 000 € d'un particulier ne pourra avoir une contrepartie supérieure à 65 €.

Le site internet de l'opéra, dans sa rubrique « soutenir » fait renvoi à l'association Fidelio alors qu'aucune convention n'existe entre les deux organismes.

Les dons perçus pour le compte du syndicat augmentent au fil des ans.

Tableau 7 : Dons de particuliers perçus par l'association Fidelio

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dons de particuliers perçus par l'association Fidelio (hors cotisations à l'association)	13 590	15 295	20 700	27 245	28 265	23 655

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

9.3 Le mécénat des entreprises

Au cours de la période 2013 à 2019, différents types de mécénats d'entreprise ont été recensés. Les opérations de mécénat financier concernent l'ensemble de la période, hormis 2017 ; le mécénat de compétence[33] concerne exclusivement l'exercice 2017.

9.3.1 Le cadre juridique

Le mécénat constitue un mode de financement privé de la vie culturelle, complémentaire du financement public. L'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière (NOR : ECOZ8800041A) définit le mécénat comme : *« un soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un caractère d'intérêt général ».* Il se distingue donc du parrainage qui est défini par le même arrêté comme *« un soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit, ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct ».* Aux termes de l'arrêté du 6 janvier 1989, le mécénat suppose la réunion de trois éléments : un don, une absence de contrepartie directe, une inscription dans un but d'intérêt général.

La loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite « *loi Aillagon* », complétée par l'article 23 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, fournit le cadre de l'avantage fiscal octroyé à une entreprise réalisant une action de mécénat. Ce cadre, codifié à l'article 238 bis du code général des impôts, est rédigé comme suit : « *[…] ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 60 % de leur montant les versements, pris dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires, effectués par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au profit […] d'organismes publics ou privés, […] dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques et de cirque ou l'organisation d'expositions d'art contemporain, à la condition que les versements soient affectés à cette activité ».*

[33] Le mécénat de compétence constitue l'une des composantes du mécénat d'entreprise. Il consiste en la mise à disposition de collaborateurs de l'entreprise sur leur temps de travail pour réaliser des actions d'intérêt général mobilisant ou non leurs compétences.

L'éligibilité à la réduction d'impôts prévue par l'article 238 bis du CGI est notamment ouverte au profit « *d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, […]* ».

En outre, le bulletin officiel des finances publiques (BOFIP) du 12 septembre 2012 (BOI-BIC-RICI-20-30-10-20-20120912), précise que *« […], le bénéfice du dispositif en faveur du mécénat (relevant de l'article 238 bis du CGI) ne sera remis en cause que s'il n'existe pas une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la « prestation » rendue par l'organisme bénéficiaire des dons ».* En d'autres termes, le mécénat consiste à faire un don, en numéraire ou en nature, à un organisme d'intérêt général pour la conduite de ses activités sans attendre en retour de contrepartie équivalente.

Le bulletin officiel des finances publiques (BOFIP) précité du 12 septembre 2012, en vigueur à la date de la réalisation du mécénat de compétences, objet du contrôle, précise, pour sa part, que *« le don sera évalué à son prix de revient, c'est-à-dire rémunérations et charges sociales y afférentes »*.

Enfin, l'administration fiscale précise[34] que *« les organismes dont l'activité consiste à collecter des fonds au profit d'un tiers (« sociétés d'amis ») ne sont pas en soi éligibles au régime fiscal du mécénat »*. Toutefois, à l'occasion de questions de parlementaires[35], le ministre du budget a eu l'occasion de préciser que les *« […] versements effectués auprès de l'organisme collecteur ouvrent droit aux avantages fiscaux […]. Dans cette hypothèse, le reçu fiscal doit être délivré par l'organisme bénéficiaire final des dons ».*

9.3.2 Le mécénat financier

L'ensemble du mécénat financier perçu pour le compte du syndicat de l'opéra du Rhin l'a été par l'association et les contreparties offertes l'ont été par le syndicat. Or, l'administration fiscale considère que les organismes dont l'activité consiste à collecter des fonds au profit d'un tiers (« *sociétés d'amis* ») ne sont pas éligibles au régime fiscal du mécénat, sauf si le syndicat émet lui-même le reçu fiscal, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Les dons perçus auprès des entreprises sont également importants. Ils ont été, dans le tableau suivant, classés par saison. Des incohérences apparaissent entre les chiffres transmis par le syndicat lors du contrôle de la chambre et ceux communiqués par le comité syndical.

Tableau 8 : Mécénat d'entreprises

En €	2013 - 2014	2014 - 2015	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019
Mécénat (hors mécénat de compétence)	50 000	50 000	84 400	67 700	0	82 700
Délibération 2017/19	85 319	128 800	111 122	111 508		

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

9.3.3 Le mécénat de compétence

En 2017, l'entreprise EXEOS s'est engagée à mettre un salarié à disposition pour établir les états financiers et tenir la comptabilité de l'association Fidelio. Le mécénat est évalué, d'après

[34] BOI-BIC-RICI-20-30-10-10-20190807 - BIC - Réductions d'impôts - Mécénat ou réduction d'impôt pour les dons en faveur des œuvres et organismes visés à l'article 238 bis du CGI - Champ d'application - Entreprises concernées et organismes bénéficiaires des dons.

[35] RM Mathis n° 3561, JO AN du 11 décembre 2007, p. 7839 et RM Marland-Militello n° 86174, JO AN du 23 novembre 2010, p. 12711.

la convention, à 1 200 €. Les contreparties offertes sont la mention du nom du mécène dans de nombreux supports de communication du syndicat (magazine, programmes de l'opéra).

L'association est le bénéficiaire du mécénat et non le syndicat de l'opéra du Rhin. La publicité accordée en contrepartie est évaluée à 1 200 €, soit le montant du don, ce qui apparaît non conforme à la règlementation relative aux contreparties susceptibles d'être accordées par mécénat.

9.4 Les « dîners sur scène »

Les « dîners sur scène » sont décrits comme étant *« organisés par L'Opéra du Rhin en collaboration avec Fidelio, l'association pour le développement de l'Opéra du Rhin. Les bénéfices de cette soirée serviront à soutenir l'action culturelle de la maison »*. Or, les recettes de ces manifestations sont réalisées au théâtre de Strasbourg et sont encaissées par l'association. Aucune convention n'a été établie entre le syndicat et l'association pour en encadrer les modalités de mise en œuvre.

Le prix du dîner comprend une part fixe correspondant au coût du repas et une part de don pour laquelle l'association émet des reçus fiscaux. Les conditions générales de vente de la prestation précisent *que « un reçu fiscal sur la donation, hors frais de production, permettant la déduction de 66 % du montant de la somme perçue pour les particuliers et 60 % pour les entreprises »*. Le document ne précise pas les articles du CGI sur lesquels il s'appuie pour émettre les reçus fiscaux.

Ces prestations sont réalisées dans des conditions telles qu'il n'est pas possible de mesurer si le prix payé, hors don, correspond au coût de la prestation. En effet, la réalisation d'un dîner spectacle s'apparente à une prestation commerciale, comme peuvent le proposer d'autres sociétés dans la région.

Le dispositif de réduction fiscale accordée aux dons et opérations de mécénat dans la sphère culturelle est régi par les articles 200 et 238 bis du CGI. Au-delà du caractère spécifique de ces deux textes, les critères d'éligibilités sont identiques, les versements (en argent ou en nature) devant être réalisés au profit d'un organisme qui présente un caractère d'intérêt général, c'est-à-dire qu'il satisfait à chacun des critères[36] suivants définis par l'instruction BOFIP BOI-SJ-RES-10-20-20-70 :

- ne pas fonctionner au profit d'un cercle restreint de personnes ;
- avoir une gestion désintéressée ; c'est-à-dire à titre bénévole par des personnes n'ayant aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation (ce qui n'interdit pas la rémunération des dirigeants) ;
- ne pas exercer d'activité lucrative, dans les conditions définies par l'instruction fiscale BOFIP BOI-IS-CHAMP-10-50-10-20, dont les conditions d'exercice de ses activités, différentes de celles du secteur marchand, selon la règle des « 4 P »[37] ;
- ne pas entretenir de relations privilégiées avec des entreprises qui en retirent un avantage concurrentiel permettant de réduire leurs charges, augmenter leurs recettes, obtenir de nouveaux débouchés, améliorer leur gestion, etc. ; c'est le cas, par exemple, d'une association constituée entre entreprises dans le seul but de dispenser des actions de formation initiale ou continue à leurs salariés.

Si la plupart des critères apparaissent remplis, l'interdiction de toute activité lucrative n'apparaît pas respectée dans le cas des « dîners sur scène ». Il s'agit de dîners spectacle organisés par l'association Fidelio et pour lesquels une large publicité est assurée, notamment

[36] L'instruction BOFIP : BOI-SJ-RES-10-20-20-70.

[37] La méthode, dite « des 4 P », consiste en une analyse de quatre critères, classés par ordre d'importance décroissante : le « Produit » proposé par l'organisme, le « Public » visé par l'organisme, le « Prix » pratiqué et les opérations de communication réalisées (« Publicité ») - BOI-IS-CHAMP-10-50-10-10-20190227.

sur le site de l'opéra, où il est précisé[38] : *« les dîners sur scène sont organisés par L'Opéra du Rhin en collaboration avec Fidelio, l'association pour le développement de l'Opéra du Rhin. Les bénéfices de cette soirée serviront à soutenir l'action culturelle de la Maison. Le tarif réduit particuliers et jeunes est nominatif et réservé aux membres à jour de cotisation le jour de la réservation. Les billets sont remis le soir du dîner à l'accueil de l'Opéra »*.

L'association précise que les dîners sur scène sont présentés comme un spectacle s'inscrivant dans le cursus de formation des jeunes artistes issus de l'opéra studio, lesquels se produisent en costume de ville et sans décor. La chambre observe cependant que les brochures du syndicat de l'opéra national du Rhin font état d'une prestation de bon niveau[39].

Le caractère lucratif de l'activité d'une association ne s'apprécie pas par référence à sa forme juridique ni à son objet statutaire ou au but qu'elle poursuit, mais au vu de l'activité en elle-même. L'instruction de l'administration fiscale[40] précise que *« lorsqu'un organisme sans but lucratif répondant aux conditions mentionnées ci-dessus exerce à la fois des activités lucratives et non lucratives, et que les conditions permettant la sectorisation des activités lucratives sont remplies (BOI-IS-CHAMP-10-50-20-10), les dons qu'il reçoit peuvent bénéficier des dispositions de l'article 238 bis du CGI à la condition que ces dons soient affectés directement et exclusivement au secteur non lucratif »*.

Ainsi, les recettes sont encaissées par l'association dont les prestations s'apparentent à une activité lucrative, celle-ci ne pouvant s'inscrire, contrairement à ce qu'avance l'association, dans le champ de l'exonération prévue au c du 1° du 7 de l'article 261 du CGI. En effet, pour être éligibles à l'exonération, de telles manifestations doivent notamment être organisées au profit exclusif de l'organisme sans but lucratif qui les met en place, comme le précisent les paragraphes n° 460 et suivants du BOFIP : « BOI-TVA-CHAMP-30-10-30-10-202000311 ».

Au regard des développements précédents, les critères d'éligibilité à la perception de dons ne semblent pas strictement respectés par l'association Fidelio, ce qui fragilise la perception de dons et peut compromettre les recettes du syndicat.

10. LA FIABILITE DES COMPTES

L'exigence constitutionnelle de régularité et de sincérité des comptes publics, notamment de leur patrimoine, est traduite dans les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, ainsi que dans celle de l'instruction budgétaire et comptable M14. Ces dispositions sont applicables au syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin.

10.1 L'inventaire et l'état de l'actif

La tenue d'un fichier dans lequel les opérations des comptes d'immobilisations sont retracées et la production de l'état de l'actif annexé au compte financier relèvent de la compétence du comptable. La réalisation de l'inventaire est de celle de l'ordonnateur[41].

Pour le bilan arrêté au 31 décembre 2018, l'inventaire et l'état de l'actif produits au titre de l'exercice 2018 ne reflètent pas une image fidèle des immobilisations en raison de l'absence d'inventaire physique de certains biens (décors).

[38] https://www.operanationaldurhin.eu/fr/evenementiel/diners-sur-scene consulté la dernière fois le 31 décembre 2019.
[39] La brochure mentionne un dîner « gastronomique » pris sur la scène de l'opéra en présence des artistes de l'opéra studio, des chœurs et du ballet de l'opéra national du Rhin.
[40] BOI-BIC-RICI-20-30-10-10-20190807.
[41] L'instruction budgétaire et comptable M14, applicable au syndicat prévoit que l'évaluation du patrimoine nécessite la tenue d'un inventaire des biens par l'ordonnateur et l'établissement de l'état de l'actif par le comptable.

L'examen de l'état de l'actif au 31 décembre 2018 révèle plusieurs inexactitudes :

- des biens inexistants sont présents à l'état de l'actif[42] ;
- le libellé des immobilisations n'est pas toujours explicite[43];
- certaines immobilisations regroupent un ensemble de biens[44], ce qui ne permet pas d'amortir les biens en cohérence avec leur durée de vie économique.

Par ailleurs, le syndicat réalise des travaux en régie. Ces travaux correspondent à des immobilisations que le syndicat produit pour lui-même. Ils sont réalisés par son personnel avec des matériaux qu'il achète. Ces immobilisations doivent donc être comptabilisées pour leur coût de production comme le prévoit l'instruction M14 (titre 3 chapitre 3).

La production d'immobilisations donne lieu à une opération d'ordre budgétaire[45]. Les dépenses d'acquisition de matériel et matériaux importants afférents aux travaux effectués en régie peuvent être imputées directement à la section d'investissement.

Les comptes de gestion montrent que le syndicat n'a pas appliqué la procédure comptable applicable aux travaux en régie. Les décors et costumes sont produits en interne, leur conception nécessite des matériaux parfois onéreux et de nombreuses heures de travail. Ces biens constituent des immobilisations car ils sont conservés et stockés par l'établissement. Une partie de ces éléments est parfois vendue ou louée à d'autres maisons d'opéra, ce qui montre qu'ils représentent une valeur marchande.

La chambre constate que les biens produits dans le cadre de la procédure des travaux réalisés en régie ne sont pas enregistrés à l'inventaire et à l'état de l'actif du syndicat, en contravention avec l'instruction budgétaire et comptable M14. En les comptabilisant, le syndicat pourrait récupérer la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) grevant les dépenses d'achat de matériaux via le fonds de compensation de la TVA.

Rappel du droit n° 9 : Mettre à jour l'inventaire de l'actif du syndicat de l'opéra du Rhin et appliquer la procédure relative à l'exécution des travaux en régie pour la conception des décors et costumes, conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14.

10.2 La mise à disposition des orchestres et des bâtiments

L'article 5 de l'avenant de 1998 à la convention entre le syndicat de l'opéra du Rhin et les communes membres précise les conditions de mises à disposition des orchestres de Mulhouse et de Strasbourg. Il est indiqué que chacun des orchestres met gratuitement à disposition du syndicat la moitié de son service.

Or, cette contribution en nature n'est pas valorisée, ce qui ne permet pas d'établir de façon fiable le coût des différentes productions, dans la mesure où d'autres orchestres peuvent contribuer aux productions. Ces derniers sont payés par le syndicat.

L'observation relative à l'absence de valorisation de l'ensemble des contributions entrant dans le caractère de théâtre en « ordre de marche » avait été formulée par la chambre dans son précédent rapport. Cette remarque s'applique également aux bâtiments mis à disposition.

[42] Renault 21, véhicule 9914.
[43] PROCESS 486 DX4-120 MO.
[44] « Matériel informatique ».
[45] Un mandat destiné à intégrer les travaux en section d'investissement et un titre destiné à neutraliser les charges constatées durant l'exercice à la section de fonctionnement, sont simultanément émis.

10.3 L'imputation comptable des charges du personnel non titulaire

Le recrutement des agents non titulaires se fait par la biais d'un contrat de droit public qui n'entraîne pas leur titularisation, sauf disposition expresse.

Les agents non titulaires de la fonction publique territoriale sont régis par les dispositions statutaires des lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui sont applicables aux agents non titulaires de droit public sur la base de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

La nomenclature de l'instruction budgétaire et comptable M14 (tome 1) précise que le compte 64131 « Rémunérations » regroupe, pour le personnel non titulaire, la rémunération principale, l'indemnité de résidence, le supplément familial, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et les autres indemnités.

Or, l'établissement utilise le compte concernant le personnel titulaire 64111, ce qui ne permet pas d'établir la distinction entre la rémunération des agents, titulaires et non titulaires à l'examen des comptes.

11. LA SITUATION FINANCIERE

L'évolution de la situation financière porte sur la période 2013 à 2018. Le syndicat dispose uniquement d'un budget principal.

En raison de son statut juridique, EPCI sans fiscalité propre, le syndicat dispose de leviers budgétaires contingentés par les contributions de ses membres et les subventions externes inscrites à la section de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement correspondent majoritairement à la rémunération des agents.

Le syndicat n'est pas propriétaire des bâtiments qu'il occupe, les dépenses d'investissement sont faibles et ne génèrent pas ou peu d'endettement.

À partir de 2015, le syndicat a connu une légère baisse des participations encaissées (2 %). Le département du Bas-Rhin, qui versait jusqu'en 2014 une subvention de fonctionnement de 96 000 € chaque année, a ramené sa participation en 2015 à moins de 50 000 €.

Tableau 9 : Evolution des participations et subventions (en euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Participations	**16 569 040**	**16 590 689**	**16 347 186**	**16 258 186**	**16 211 797**	**16 250 826**
dont Etat	*5 173 579*	*5 139 829*	*5 039 829*	*5 049 829*	*5 023 500*	*5 049 829*
dont région	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 308 700*
dont départements	*166 000*	*146 000*	*50 000*	*20 000*	*20 000*	*28 000*
dont communes	*9 263 761*	*9 332 250*	*9 284 747*	*9 215 747*	*9 215 747*	*9 215 747*
dont Eurométropole de Strasbourg	*661 700*	*668 610*	*668 610*	*668 610*	*648 550*	*648 550*

Source : Chambre régionale des Comptes Grand Est.

Durant la période sous revue, l'établissement a conservé un excédent brut de fonctionnement positif en compensant la baisse de ses recettes par une maîtrise de ses charges de gestion.

Les charges à caractère général ont été stables en moyenne malgré l'augmentation du nombre de levers de rideau et les coûts logistiques induits par une exploitation sur plusieurs sites.

La maîtrise des dépenses de personnel et leur diminution significative en 2018 ont joué un rôle important dans le maintien des équilibres budgétaires.

La capacité d'autofinancement brute dégagée par le syndicat atteint son niveau le plus élevé en 2018 principalement en raison de la réduction des dépenses de personnel.

Tableau 10 : Evolution de l'autofinancement sur la période 2013 à 2018

en €	2013	2014	2015	2016	2017	2018	*Var. annuelle moyenne*
Ressources d'exploitation	3 544 327	3 409 955	3 329 616	3 085 386	3 499 846	3 536 546	*0 %*
Ressources institutionnelles (dotations et participations)	16 620 533	16 741 461	16 497 220	16 345 243	16 285 815	16 409 511	*- 0,3 %*
Produits de gestion (A)	**20 164 859**	**20 151 417**	**19 826 836**	**19 430 629**	**19 785 661**	**19 946 057**	***- 0,2 %***
Charges à caractère général	3 962 763	4 385 850	3 600 209	3 742 957	3 787 943	4 160 061	*1 %*
Dépenses de personnel	15 778 754	15 278 976	15 858 189	15 300 156	15 592 240	14 828 743	*- 1,2 %*
Subventions de fonctionnement	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	*0,0 %*
Autres charges de gestion	263 220	313 513	321 853	207 032	307 344	311 366	*3,4 %*
Charges de gestion (B)	**20 030 736**	**20 004 339**	**19 806 250**	**19 276 145**	**19 713 527**	**19 326 170**	***- 0,7 %***
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**134 123**	**147 077**	**20 585**	**154 484**	**72 134**	**619 887**	***35,8 %***
+/- Résultat financier	0	57	- 199	- 486	- 1 416	- 2 598	
+/- produits et charges exceptionnelles réels	22 413	17 669	97 574	7 551	- 2 953	1 406	
= CAF brute	**156 536**	**164 803**	**117 961**	**161 549**	**67 765**	**618 695**	***31,6 %***

Source : comptes de gestion du syndicat de l'opéra du Rhin.

* *

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Grand Est :
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

Chambre régionale des comptes Grand Est
3-5, rue de la Citadelle
57000 METZ
Tél. : 03 54 22 30 49
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

ANNEXE 7

763

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

L'opéra de Strasbourg

le point sur le bâtiment



Direction de la construction et du patrimoine bâti

février 2021

Le point sur les installations de l'Opéra National du Rhin

1- Historique

- Les grandes étapes
- Les travaux depuis les années 2000
- Hiérarchisation des parties du bâtiment

764

2 – État des lieux

- Réglementaire
- Patrimonial
- Urbain
- Fonctionnel

3 – Les scénarios

4 – Les sites envisagés

Opéra de Strasbourg
1- Historique – les grandes étapes

Strasbourg.eu
eurométropole

Principales dates:

1804-1821: construction du théâtre municipal

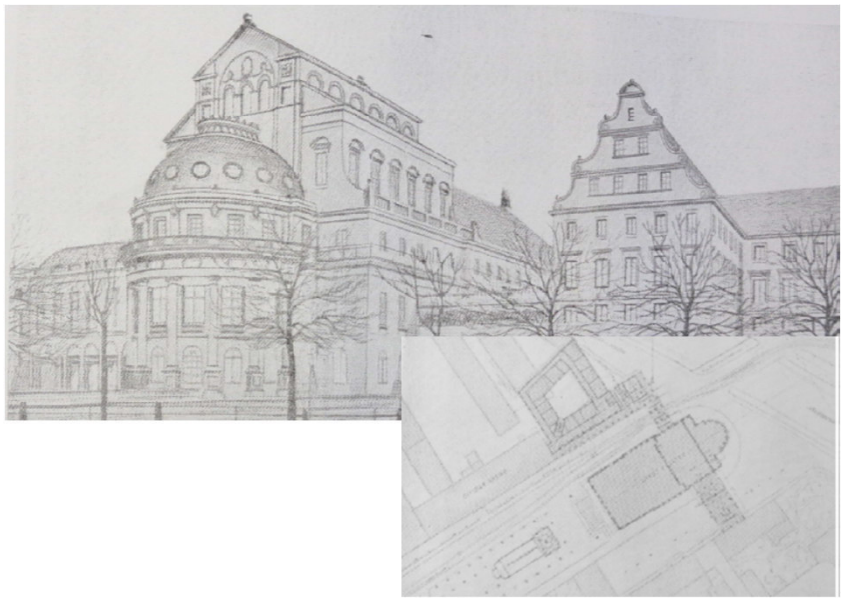
1870, 1872-1873: destruction quasi-totale puis reconstruction





1886-1888: construction de la demi-rotonde

1904: projet d'extension



1940-1944: modernisation de la cage de scène

Années 1960: réfection intérieure

1972: création de l'Opéra national du Rhin, syndicat intercommunal

765

Opéra de Strasbourg
1- Historique – les travaux depuis les années 2000

Les derniers travaux réalisés

2005 : mise en place d'annexes (ascenseur handicapés, escalier de secours salle, désenfumage bloc scène, isolement bloc scène/bloc administratif

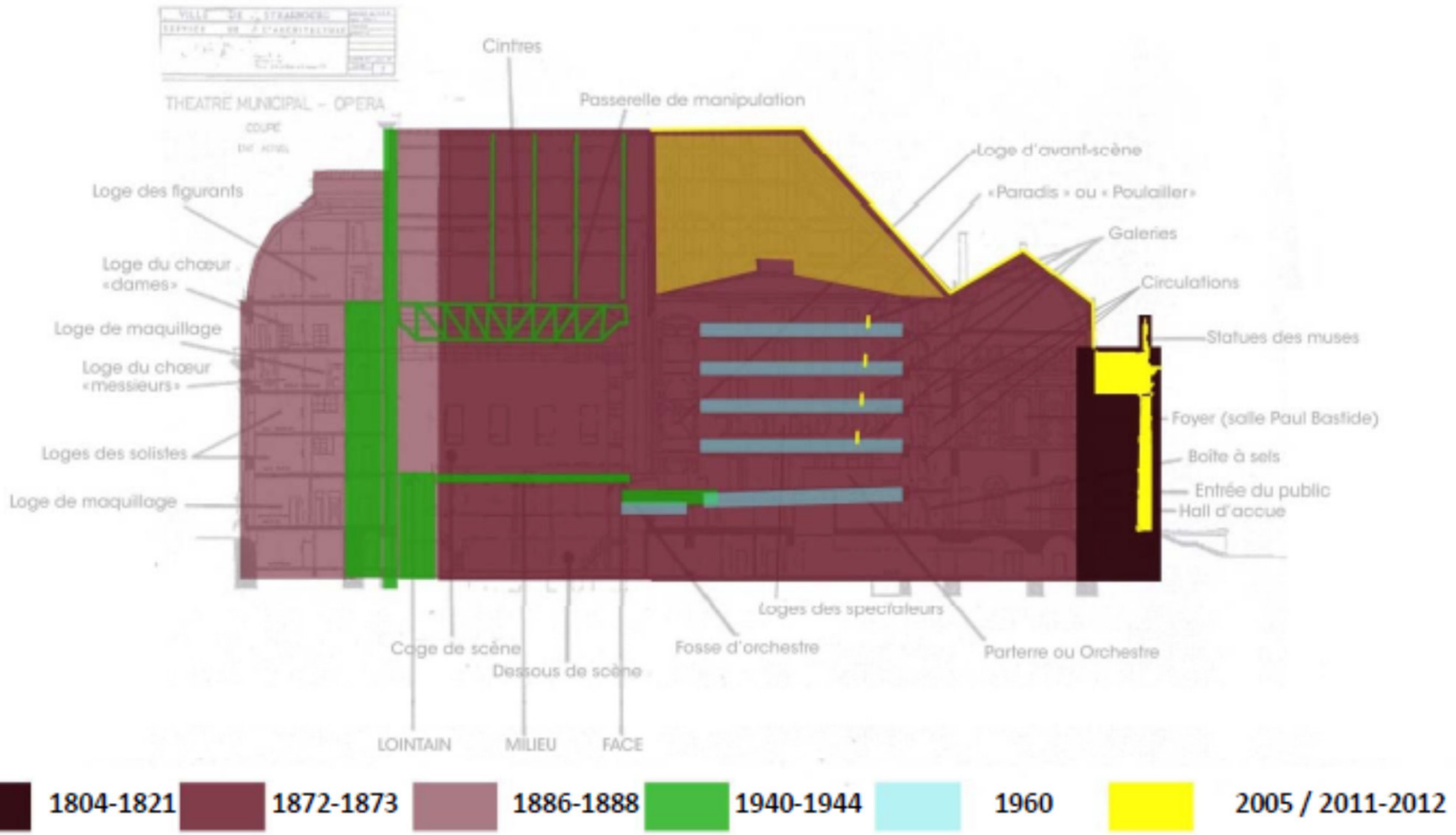
2011-2014: divers travaux de mise en sécurité mineurs et demandes de dérogations

2011 : intervention partielle sur la toiture et le péristyle

Opéra de Strasbourg
1- Historique – Hiérarchisation des parties du bâtiment

Strasbourg.eu
eurométropole

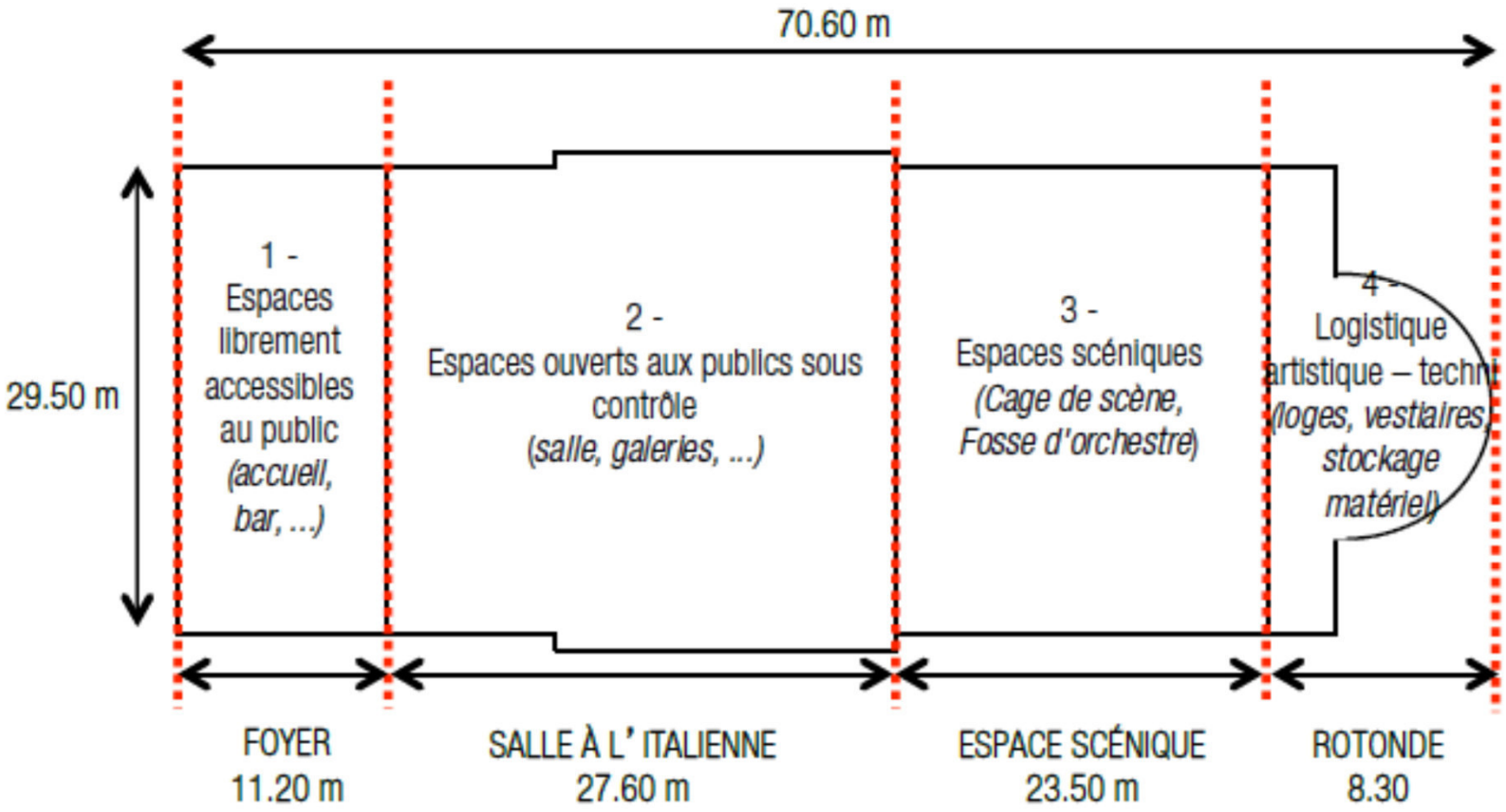
767



Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux – les différentes zones

Strasbourg.eu
eurométropole

768



Opéra de Strasbourg
2 – Etat des lieux réglementaire

Depuis le 2 janvier 1997: l'établissement dispose d'un avis défavorable d'exploitation motivé par:

- Désenfumage non conforme ,
- Absence d'encloisonnement des cages d'escalier,
- Absence d'isolement de certains locaux à risques,
- Non isolement entre le bloc salle et le bloc scène (rideau de fer, inter communications, trémies, etc …..)

2020: réalisation d'un diagnostic sécurité – 84 points de non-conformités

769

Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux patrimonial

Strasbourg.eu
eurométropole

Diagnostic réalisé en 2018 (toiture) :

Charpente visible : état sain / charpente secondaire sous faux-plafond : probablement en mauvais état
Ardoises: cassées ou manquantes, crochets oxydés à remplacer/voligeage non visible

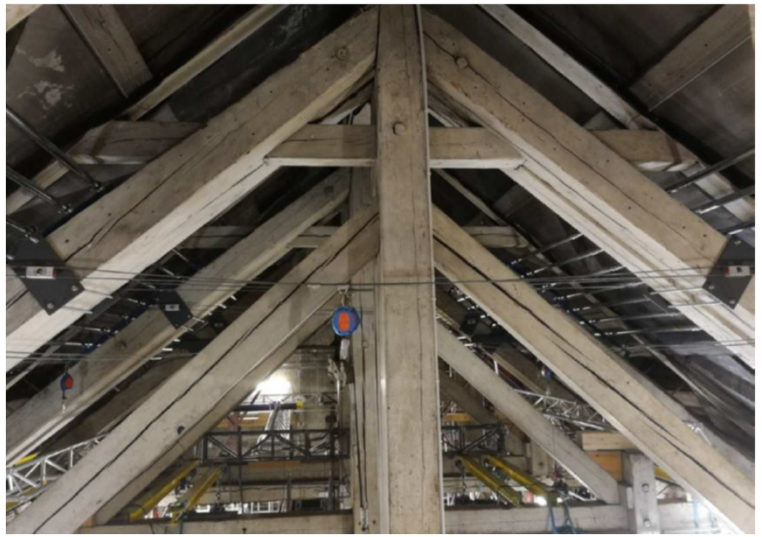
Pierres de taille: corniche moulurée périphérique dégradée (infiltrations d'eau)

Zinguerie et étanchéité en mauvais état

Plâtre traditionnel sur lattis en sous-face de la couverture: remplacé par des plaques de plâtre hydrofuge en certains endroits (suite à des chutes de plâtre)

Enduit abîmé suite à des infiltrations d'eau

Travaux de rénovation du péristyle et de la couverture jusqu'à la limite entre la salle et la scène réalisés en 2011





770

Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux patrimonial

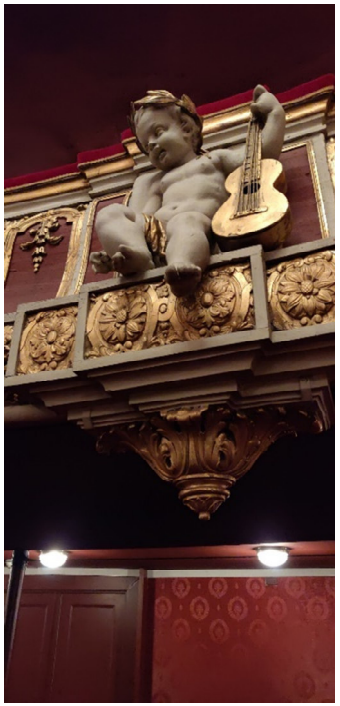
Strasbourg.eu
eurométropole

Intérieur du bâtiment :

Des espaces « dans leur jus » qui nécessiteraient d'être rafraîchis et se dégradent progressivement

Des installations techniques et du matériel obsolescent







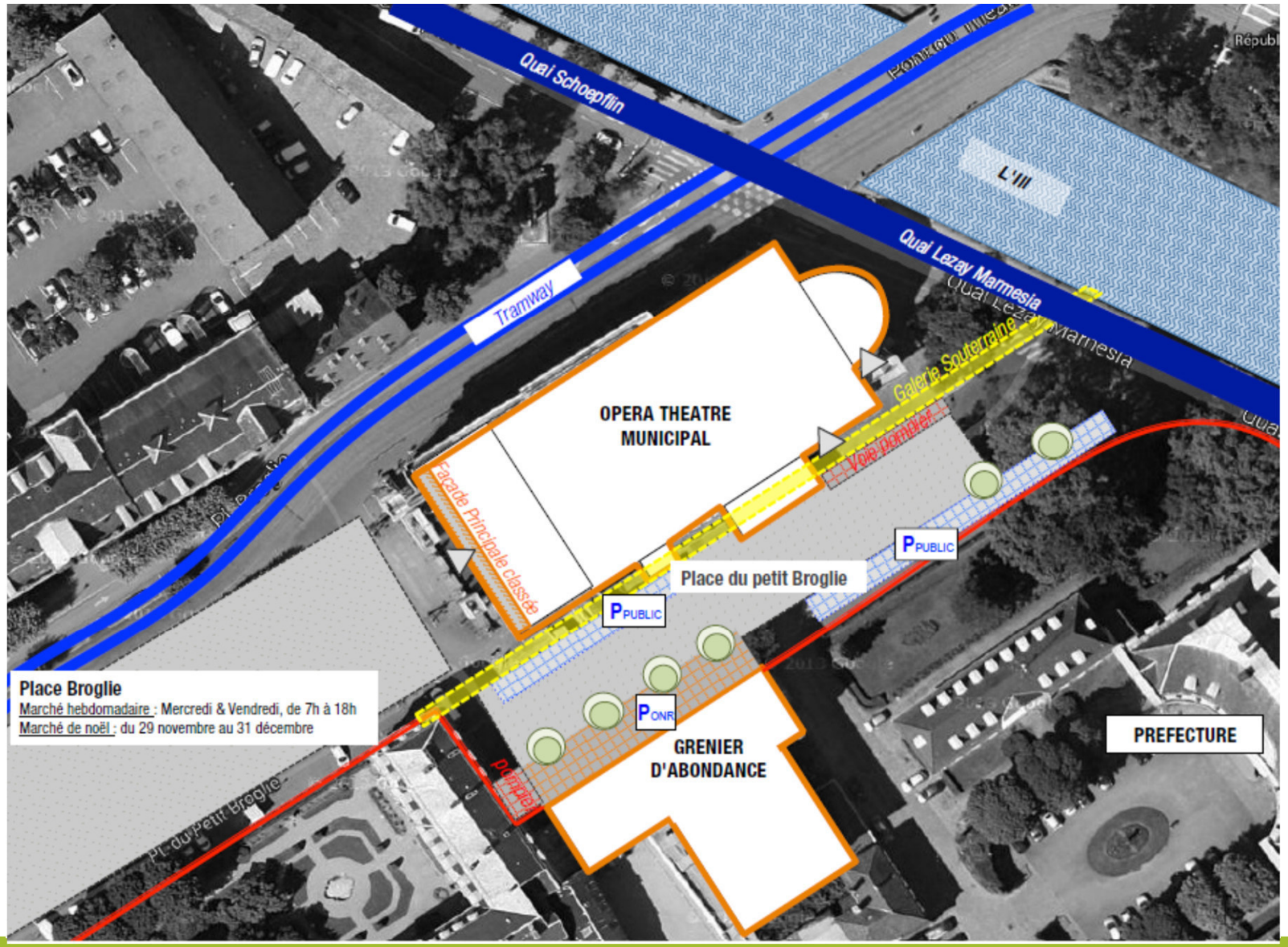




771

Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux urbain

Strasbourg.eu
eurométropole

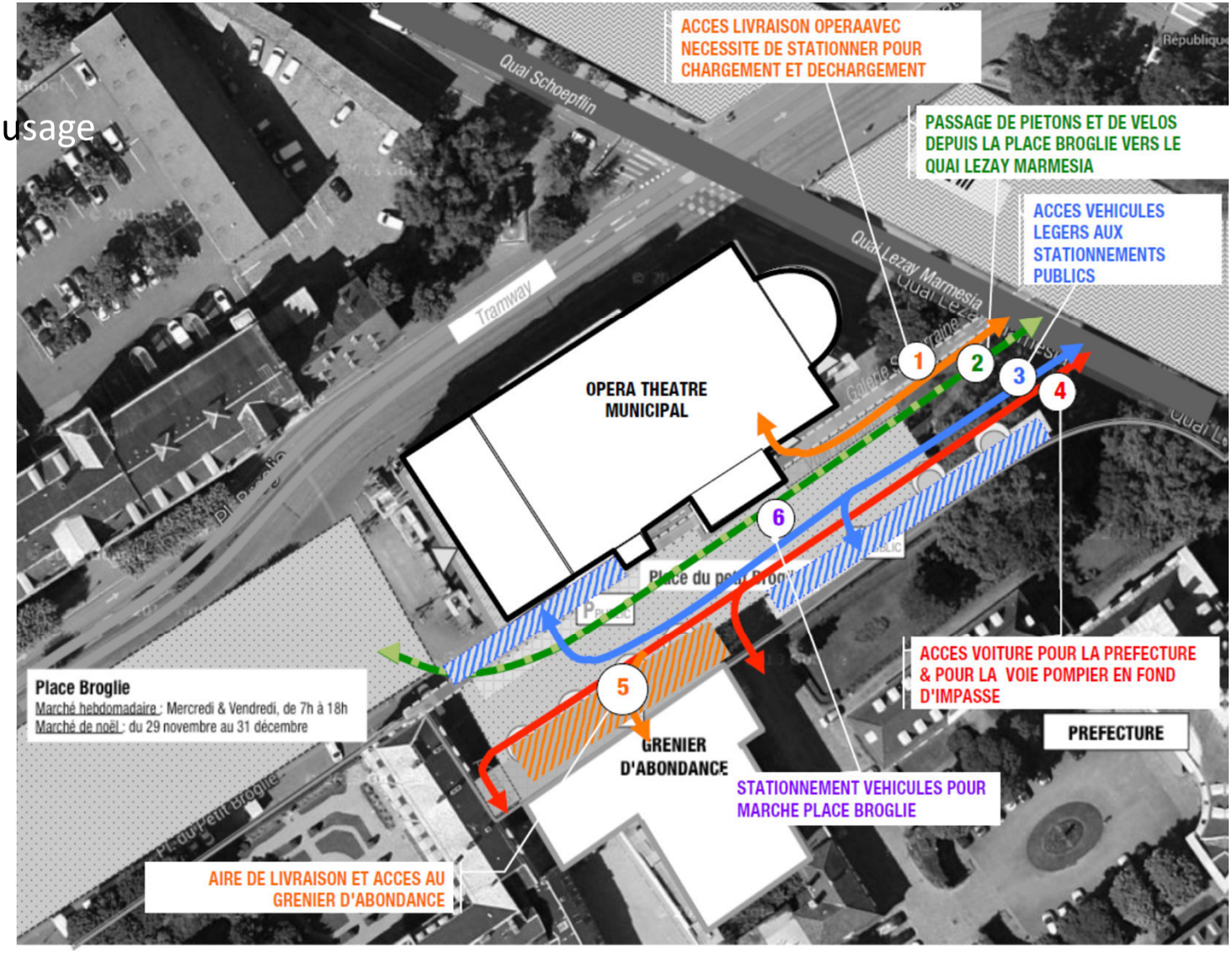


772

Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux urbain

Strasbourg.eu
eurométropole

Conflits d'usage



773

Opéra de Strasbourg
2 - Etat des lieux fonctionnel

Strasbourg.eu
eurométropole

Les insuffisances du bâtiment sont les suivantes :

- Les artistes ne disposent pas de loges, foyer, espaces de préparation
- Les musiciens dont l'espace de travail doit être repensé
- les techniciens qui œuvrent dans des espaces inadaptés
- le public dont le confort et les espaces de circulations sont inappropriés
- Les contraintes dans la cadence d'exploitation liées notamment à la cage de scène et aux capacités de desserte du site
- Les contraintes techniques et risques d'exploitation (portance de la charpente, etc.)
- La jauge et la qualité de certaines places
- Les contraintes techniques du bâtiment (accueil du public, scène et fosse d'orchestre, logistique technique et artistique)

774

Opéra de Strasbourg
2 - Etat des lieux fonctionnel

Strasbourg.eu
eurométropole



Stockages sauvages dans les espaces de circulation



Stockage materiel scénique dans les espaces résiduels



Stockages d'accessoires sous combles, difficilement accessibles



Vestiaires des musiciens de dimension insuffisante, ne permettant pas l'entreposage des étuis des instruments.

775

Opéra de Strasbourg
2- Etat des lieux – les différents sites

Strasbourg.eu
eurométropole

<u>Répartition de l'Opéra National du Rhin sur 5 bâtiments:</u>

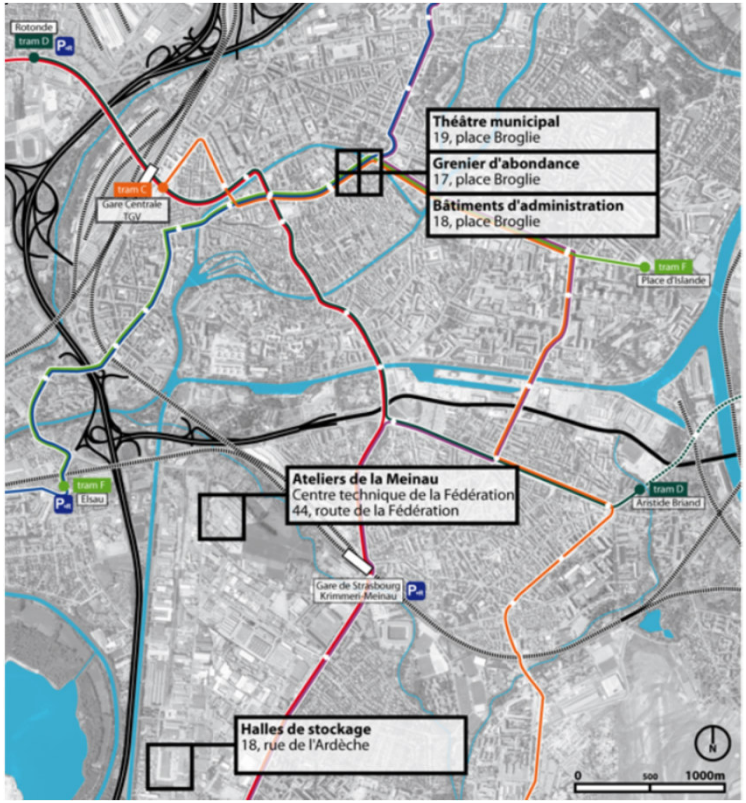
Théâtre municipal: 6 000 m² utiles

Grenier d'Abondance: 2 000 m² utiles

Bâtiments d'administration: 680 m² utiles

Ateliers de la Meinau: 6 856 m² utiles

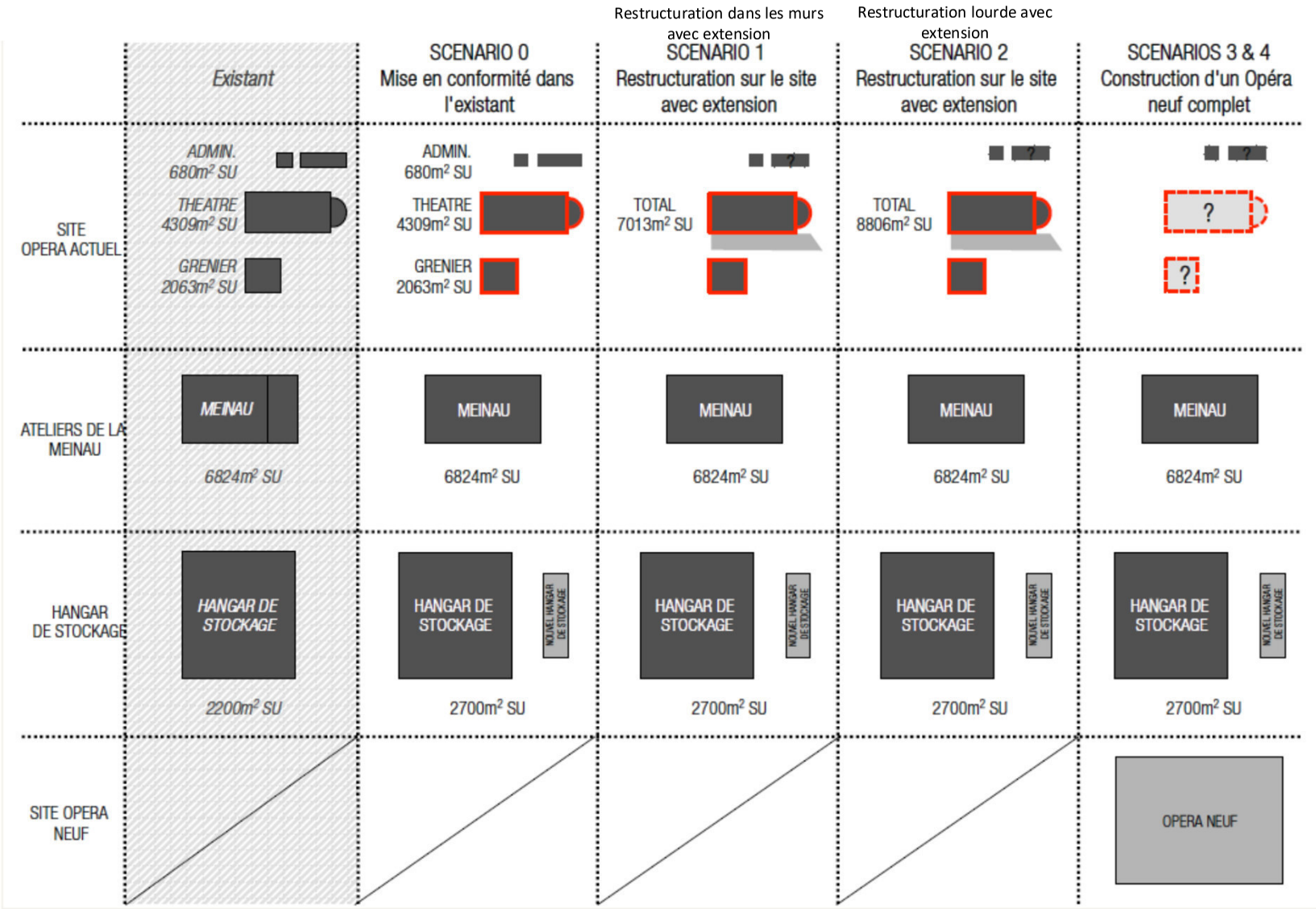
Halles de stockage (rue de l'Ardèche): 2 200 m² utiles



776

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios étudiés entre 2001 et 2014

Strasbourg.eu
eurométropole



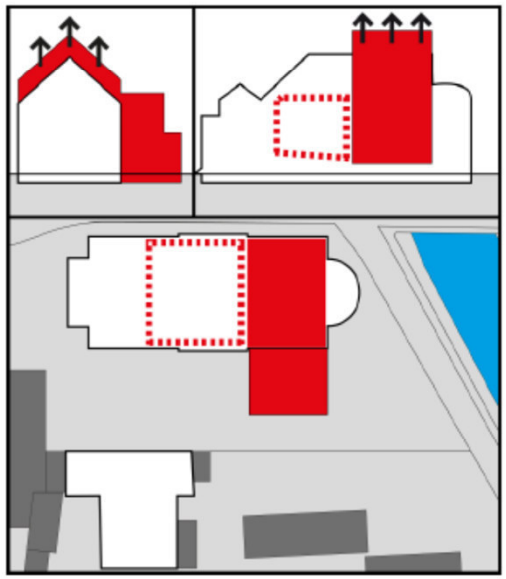
777

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios étudiés entre 2001 et 2014

Strasbourg.eu
eurométropole

Déclinaison du scénario de restructuration lourde

Scénario 5
Surélévation de la cage de scène et création d'une extension limitée latérale à la cage de scène

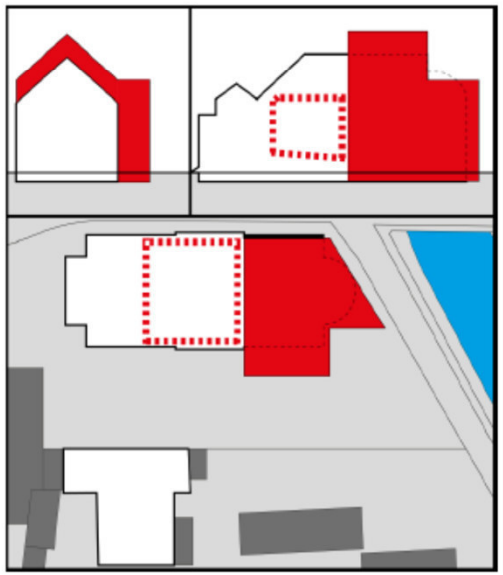


Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 5 : 4 378 m² Su

(+ 6.89 %)

Scénario 6
Démolition et reconstruction du volume de la scène avec extension latérale et arrière de la scène

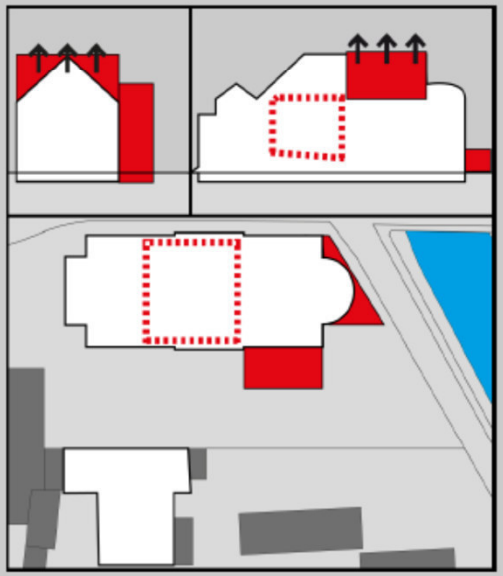


Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 6 : 4541m² Su

(+ 10.86 %)

Scénario 7
Surélévation de la cage de scène / Conservation de la Rotonde / Extension latérale à la cage de scène



Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 7 : 4 742m² Su

(+ 15.78 %)

778

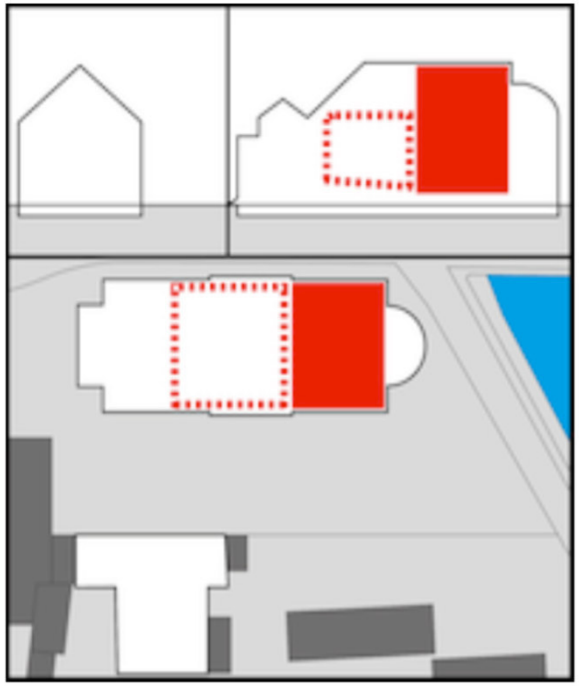
Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios – MISE AUX NORMES

Strasbourg.eu
eurométropole

Les travaux de sécurité-incendie concernent en particulier :

- L'isolement réglementaire entre bloc scène et bloc salle
- Le désenfumage efficient
- Le remplacement des portes par des portes PF
- L'encloisonnement des escaliers

Ce scénario permettrait éventuellement de lever l'avis défavorable (moyennant quelques dérogations et mesures compensatoires, mais dégrade les conditions d'exploitation du public en particulier).



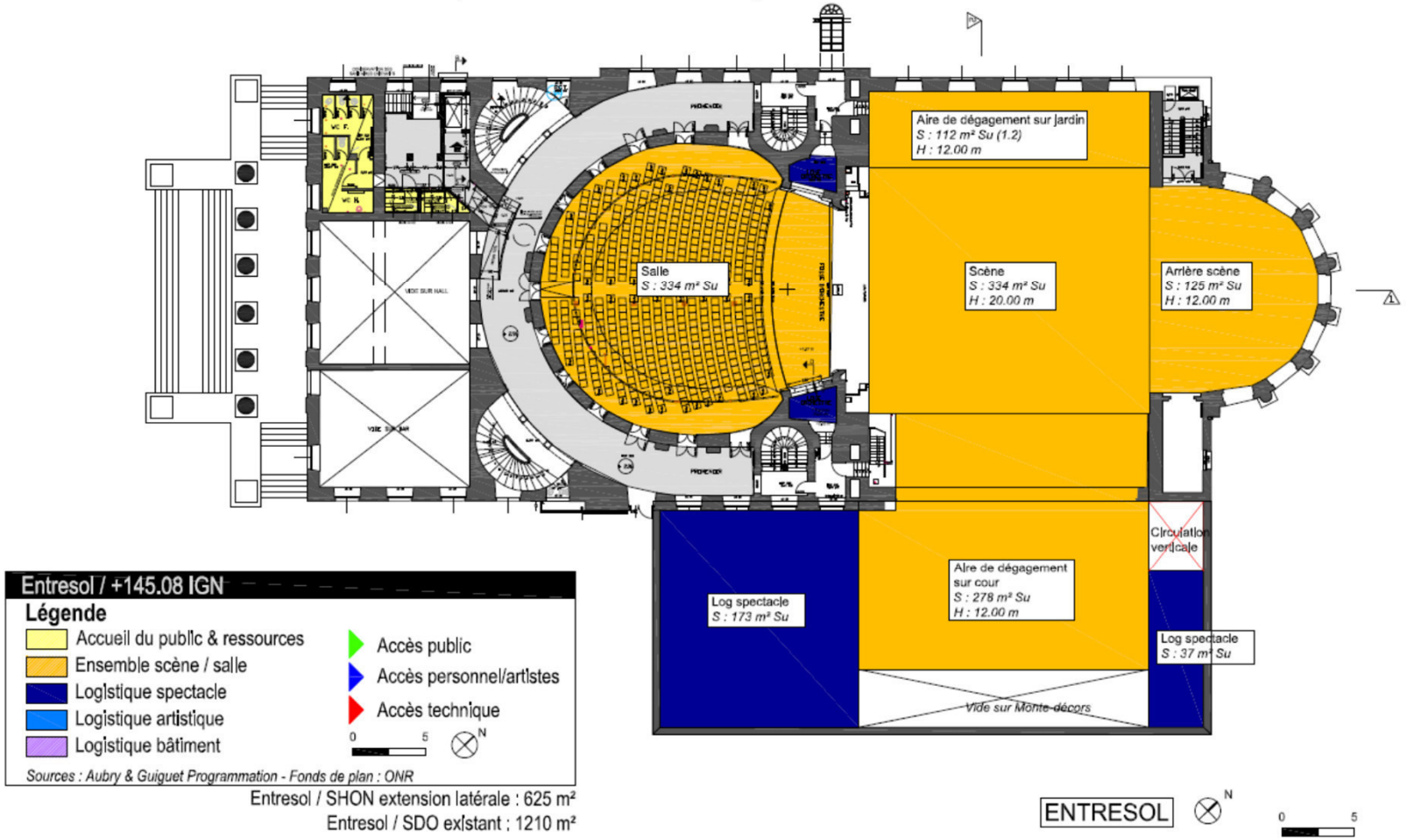
779

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios – RESTRUCTURATION

Strasbourg.eu
eurométropole

Un scénario « optimal » de restructuration a été défini permettant d'obtenir l'avis favorable de la commission de sécurité mais aussi de répondre à certains dysfonctionnements du site.

780

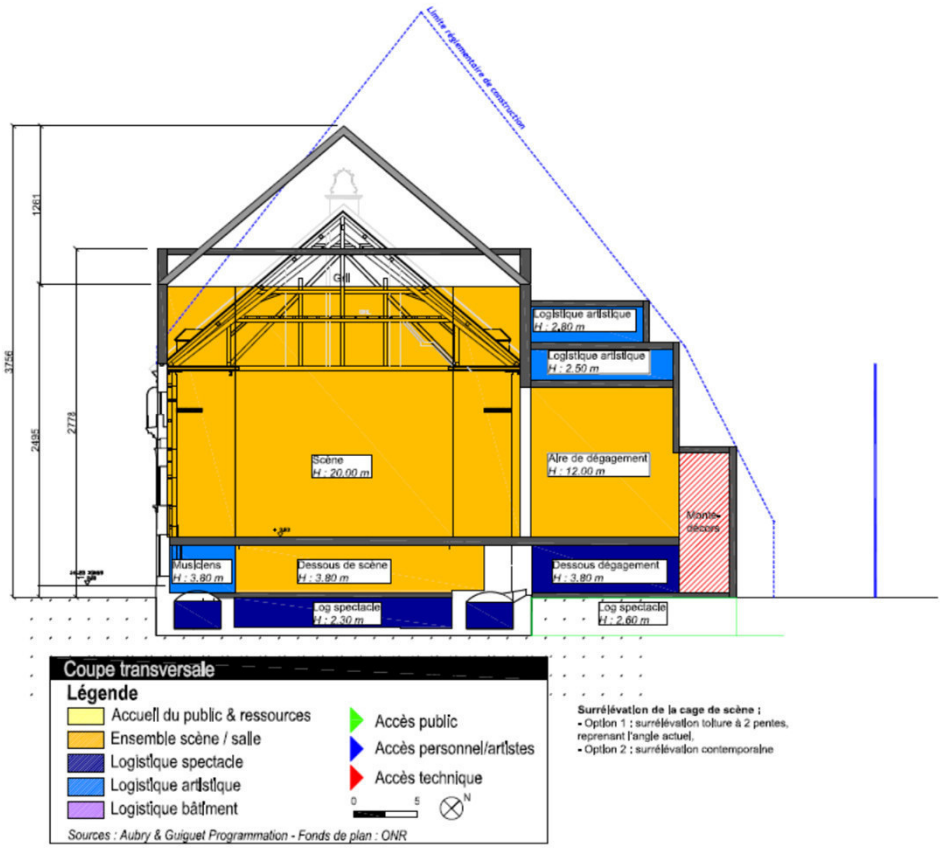


Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios – RESTRUCTURATION

Strasbourg.eu
eurométropole

Les éléments non résolus dans ce scénario et ses handicaps majeurs sont les suivants :

- Diminution significative de la jauge de la salle, passant de un peu plus de 1.100 places à 800 places maximum ;
- Pas de dégagement pour la scène ;
- Pas de modification du cadre de scène ;
- Pas d'amélioration d'accueil des artistes (loges juste rénovées sans adjonction de surfaces ni de foyer) ;
- Peu d'amélioration pour les musiciens (gain acoustique mais gain de surface très limité).
- Pas d'amélioration de la rupture de charge entre la cour et la scène pour les décors
- Surfaces insuffisantes



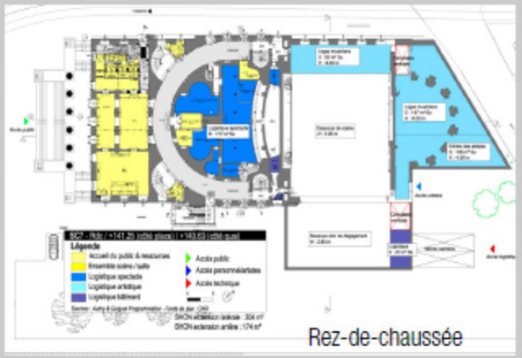
781

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios – RESTRUCTURATION

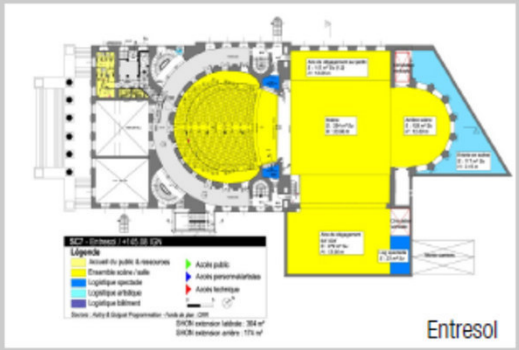
Strasbourg.eu
eurométropole

782

Scénario 7
Surélévation de la cage de scène
/ Conservation de la Rotonde
/ Extension latérale à la
cage de scène



Rez-de-chaussée

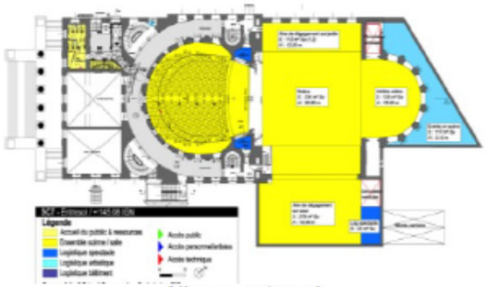


Entresol

Surface Scénario 7 : 4 742m² Su

(+ 15.78 %)

FONCTIONNALITE SCENIQUE



Niveau entresol



Complexe scène/salle

Salle :

●● Amélioration du confort visuel, acoustique et d'assise du spectateur par la reconfiguration de la salle et des galeries,

● Diminution importante du nombre de places (799 places),

Scène :

●● Rationalisation du fonctionnement de la cage de scène par la mise en place d'un complexe gril et faux gril complet,

●● Modernisation des équipements scéniques,

●●● Création d'un véritable dessous de scène (Hauteur : +3.80m)

●●● Création d'une aire de dégagement sur cour et une arrière scène satisfaisantes

Fosse d'orchestre

●● Amélioration de la fosse d'orchestre (agrandissement et mise en conformité)

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios : la reconstruction

Strasbourg.eu
eurométropole

Scénario comprenant la construction :

- d'un opéra d'une capacité de l'ordre de 1200 places environ
- Avec une cage de 13m au choix suivant les orientations de programmation.

Abandon des fonctionnalités envisagées en 2010 :

- Création d'une salle de répétition de l'OPS
- Création d'une black box
- Regroupement de l'ensemble des locaux techniques de l'opéra (atelier, grenier d'abondance, etc.)

Site à définir

783

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios

Strasbourg.eu
eurométropole

	Etat actuel	Mise aux normes	Projet de restructuration	Projet de construction neuve
ITEMS TECHNIQUE				
Jauge	1130	1130	800 places si maintien de la salle à l'Italienne	Au choix. L'analyse des différents opéras existants
Organisation des travaux		En site occupé ou opération tiroir	Opération tiroir	ONR peut rester sur site actuel pendant les travaux
Contraintes techniques d'exploitation		Inchangé	Fonctionnalité du monte décors améliorée mais non satisfaisante.	
Contraintes technique du bâtiment			Présence d'un émissaire en pied de façade.	
Monument historique	Péristyle place Broglie classé. Impossibilité de modifier la Rotonde, élément de la composition urbaine de la place de la République	Inchangé	Les deux seules évolutions envisageables sont : surélévation de la toiture et extension côté place du petit Broglie.	Contraintes éventuelles liées au site choisi.
Contraintes urbaines		Inchangé	Présence du tram. Nœud de circulation piéton/cycle/automobile. Maintien de l'accès au palais du gouverneur. PSMV	
Cadre de scène	13 m	13 m	13 m impossible à modifier du fait des contraintes extérieures et structurelles.	Au choix en fonction des orientations de programmation. A compléter culture.
Desserte public		Inchangé	Centralité du site. Tram et parking à proximité.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Desserte logistique		Inchangé	Difficile à améliorer d'autant plus que l'extension diminuera la surface logistique disponible.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Coût des travaux		15 à 25 M€TTC	50 à 60 M€TTC	70 à 80 M€TTC.
Risque opérationnel		Avis favorable conditionné à des demandes de dérogation auprès du SDIS (et subordonné à des mesures compensatoires)	Aléas forts liés à la restructuration lourde de l'équipement	Faible si on cadre le programme
Evolution de la fosse orchestre		Impossible à agrandir / Obligation de maintenir les portes de communication avec la scène fermée pendant le spectacle	Impossible à agrandir. Amélioration acoustique impossible	Suivant programme.
ITEMS PROGRAMMATIQUES ET CULTURELS				
Cadence d'exploitation		Inchangé	Amélioration de la cadence de montage/démontage mais optimisation faible.	Possibilité d'une augmentation de la rotation des spectacles.
Organisation avec Colmar et Mulhouse		Inchangée	Inchangée.	Remise en cause de l'organisation actuelle.
Type de programmation de spectacles		Inchangé		Possibilité d'une diversification des spectacles.
Devenir du bâtiment historique		SO	SO	A définir.
			Les demandes programmatiques semblent trop importante au regard du bâtiment existant. C'est le bâtiment qui va dicter ce qu'il est possible d'améliorer.	

784

Opéra de Strasbourg
3 – Les scénarios : avantages / inconvénients

Strasbourg.eu
eurométropole

	Mise aux normes	Restructuration lourde	Projet neuf
Avantages	Avis favorable de la commission de sécurité (avec demandes de dérogation et mesures compensatoires)	Avis favorable de la commission de sécurité Maintien sur site Améliorations fonctionnelles	Résolution de tous les dysfonctionnements et construction d'un opéra répondant à la programmation contemporaine Opportunité d'aménagement urbain d'un site
Inconvénients	Mesures compensatoires éventuelles avec probable surcoût de fonctionnement Dégradation fonctionnelle Accessibilité handicapés non résolue Opération tiroir	Toutes les difficultés fonctionnelle ne sont pas résolues. Difficultés à faire émerger le projet. Diminution du nombre de spectateurs Mesures compensatoires Opération tiroir	Devenir de l'ancien bâtiment. Perte de la centralité. Eloignement du grenier d'abondance Prix

785

Opéra de Strasbourg
4 - Sites identifiés

Strasbourg.eu
eurométropole

Sites identifiés en 2018 :

- Place de Haguenau



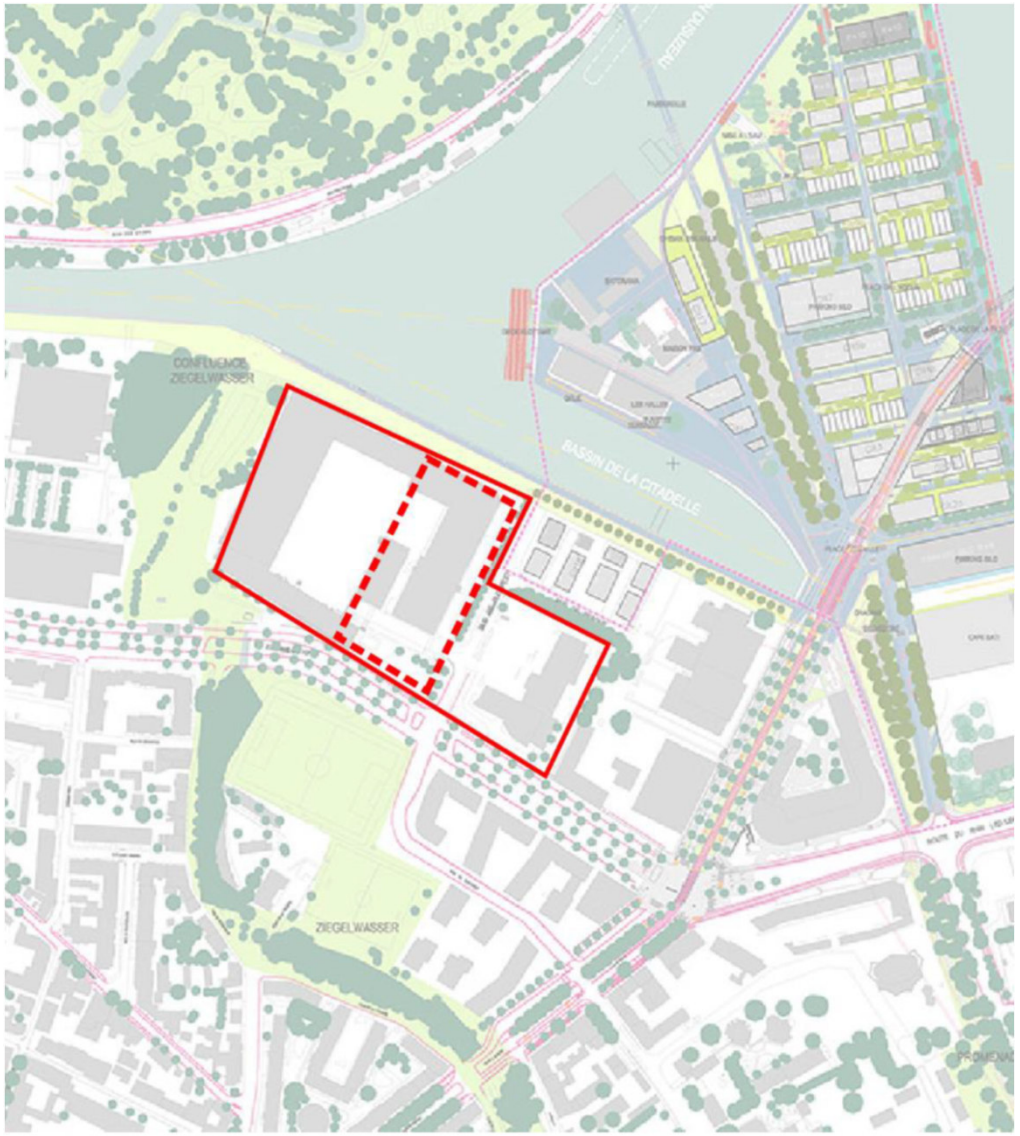
786

Opéra de Strasbourg
4 - Sites identifiés

Strasbourg.eu
eurométropole

Sites identifiés en 2018 :

-Terrain le long de l'avenue du Rhin, à côté des établissements SIEHR



787

Opéra de Strasbourg
4 - Sites identifiés

Strasbourg.eu
eurométropole

Sites identifiés en 2018 :

- Caserne Ganeval, derrière le MAMCS



788

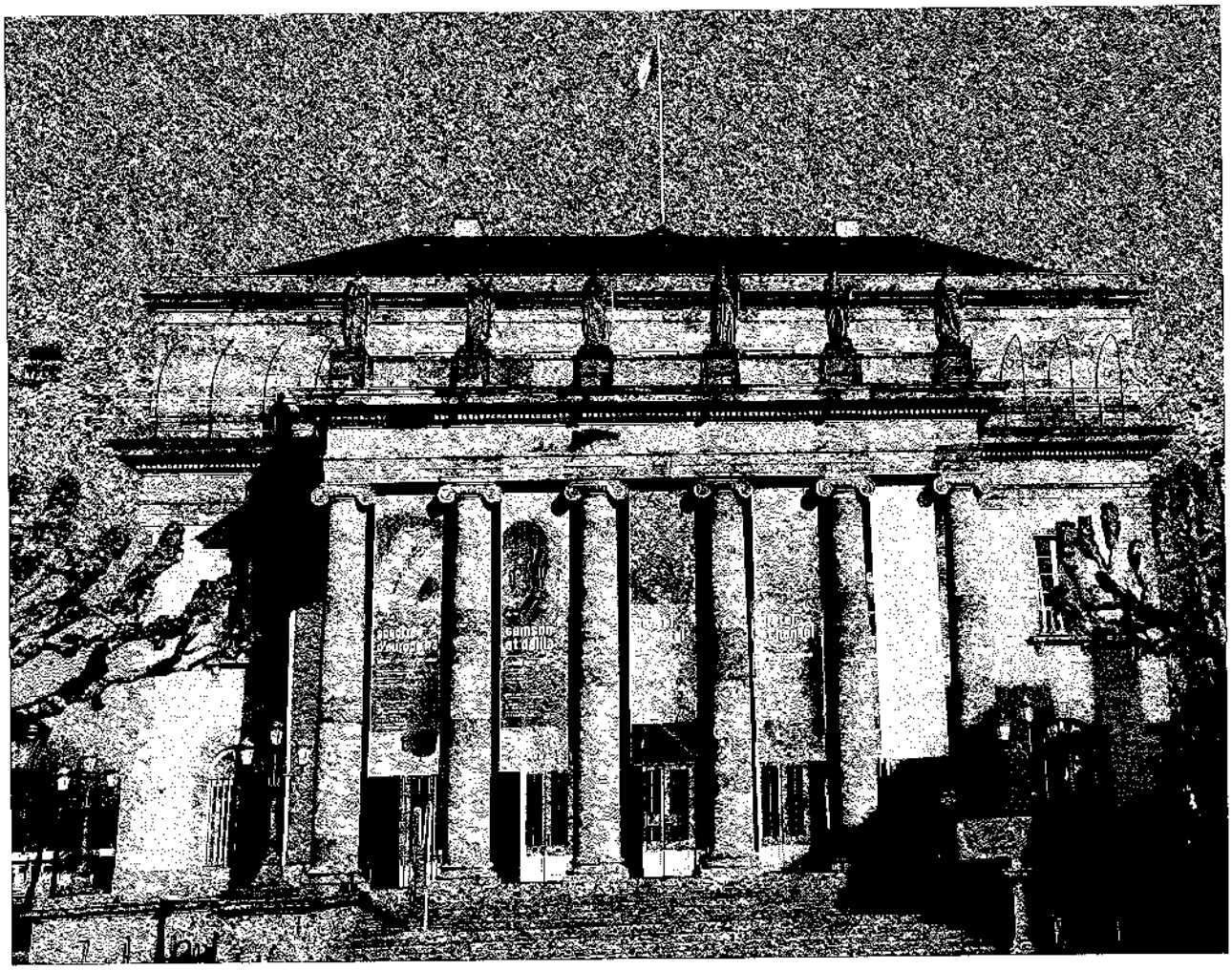
Strasbourg et eurométropole

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DU PATRIMOINE BATI

SERVICE DES CONSTRUCTIONS CULTURELLES, SOCIALES ET ADMINISTRATIVES

OPERA

DOCUMENT DE SYNTHESE



NOVEMBRE 2020

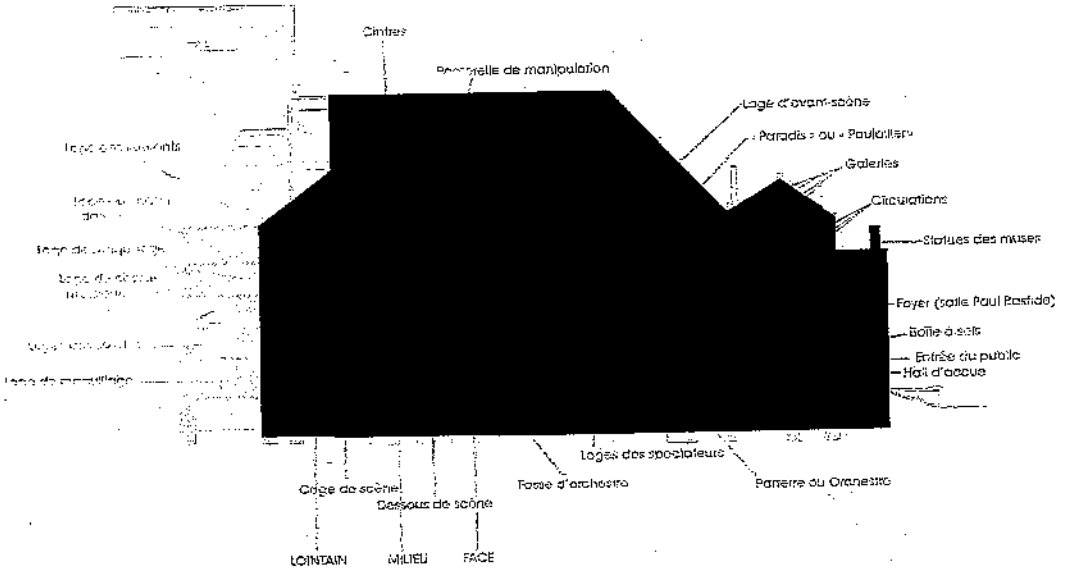
HISTORIQUE

OPERA de Strasbourg

SYNTHESE

***1804 à 1821.**

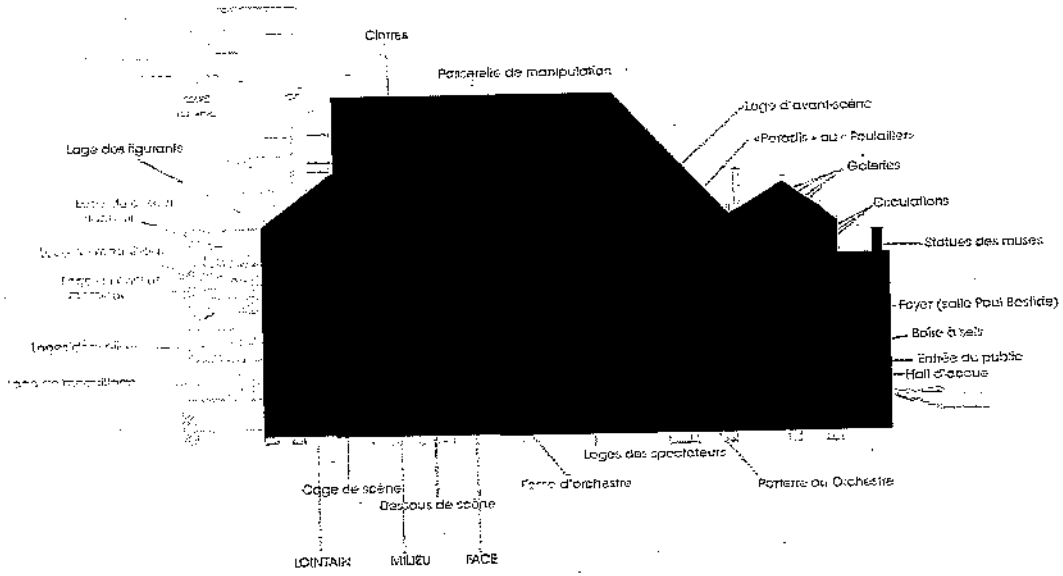
La construction du théâtre municipal
(architecte: Robin / Boudhors/ Villot)



***1870, 1872-1873.**

Bombardement: Destruction quasi-totale,
Le péristyle donnant sur la Place Broglie est épargné.

Reconstruction à l'identique



Présentation historique :
Agence Bailly-Leblanc

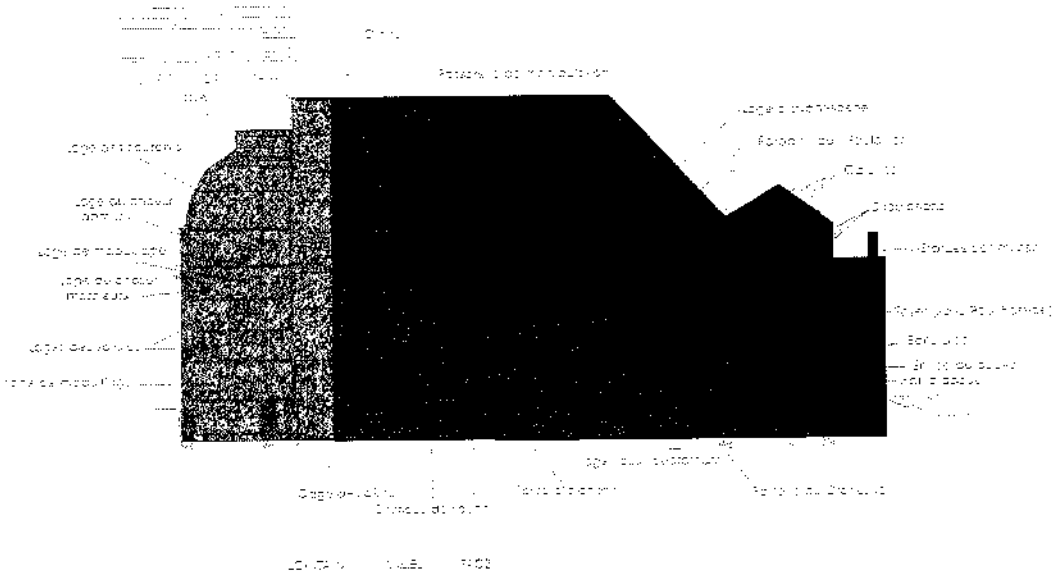
OPERA de Strasbourg

SYNTHESE

***1886-1888**

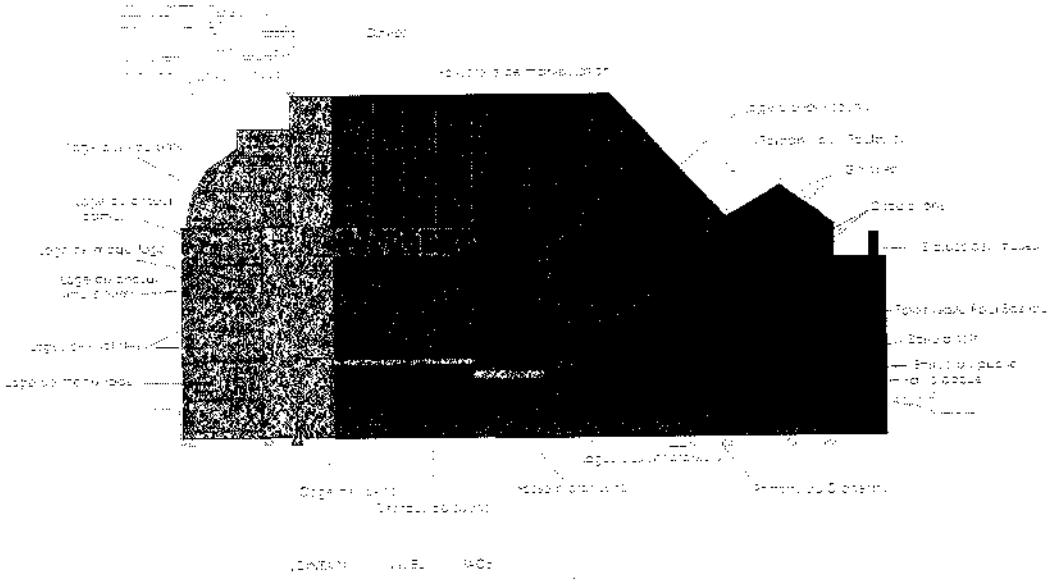
construction de la demi-rotonde //Kaiserplatz

(architecte: Johann-Carl Ott.)



***1940-1944.**

travaux de modernisation de la cage de scène



Présentation historique
Agence Bailly-Leblanc

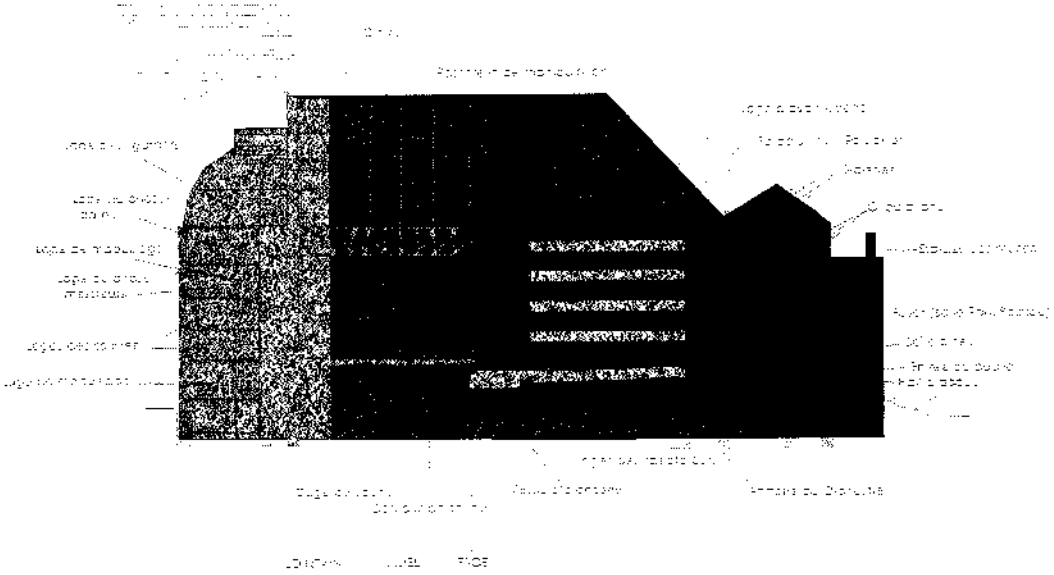
OPERA de Strasbourg

SYNTHESE

*Années 1960

réfection intérieure
(galeries et la pente du jardin)

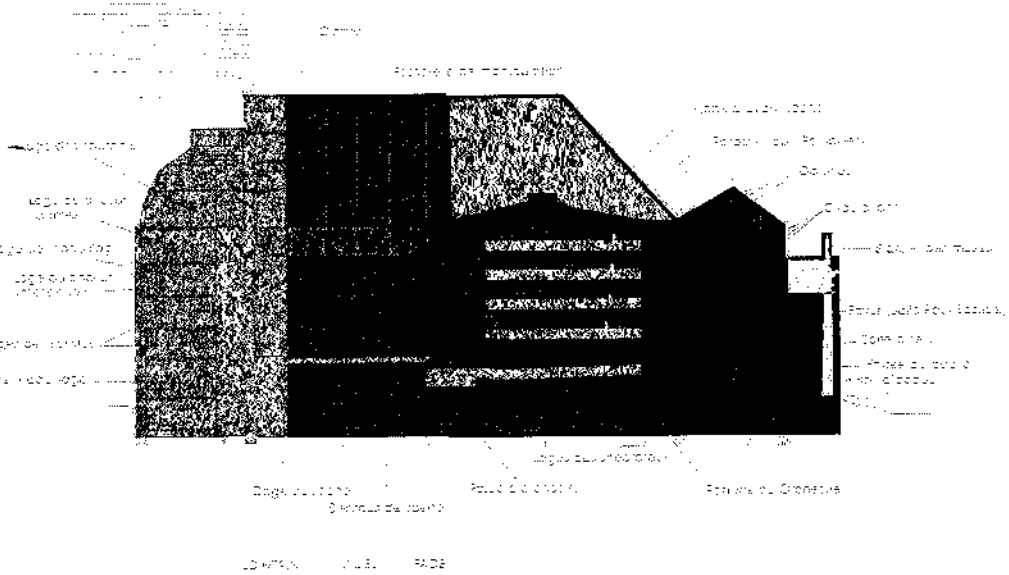
1962: Opéra National du Rhin



*Années 2000

2005 : Mise en place d'annexes provisoires
(bureaux, accès PMR, esc. Secours)
sur le petit Broglie

2011-2012: Restauration du péristyle protégé,
et d'une partie de la toiture



Présentation historique
Agence Bailly-Leblanc

OPERA de Strasbourg

SYNTHESE

***1804 à 1821.**

La construction du théâtre municipal
(architecte: Robin / Boudhors/ Villot)

***1870**

Bombardement: Destruction quasi-totale,
(Le péristyle épargné: Classé MH 1921).

***1872-1873.**

Reconstruction à l'identique

***1886-1888**

construction de la demi-rotonde
(architecte: Johann-Carl Ott.)

***1940-1944:**

travaux de modernisation de la scène

***Années 1960**

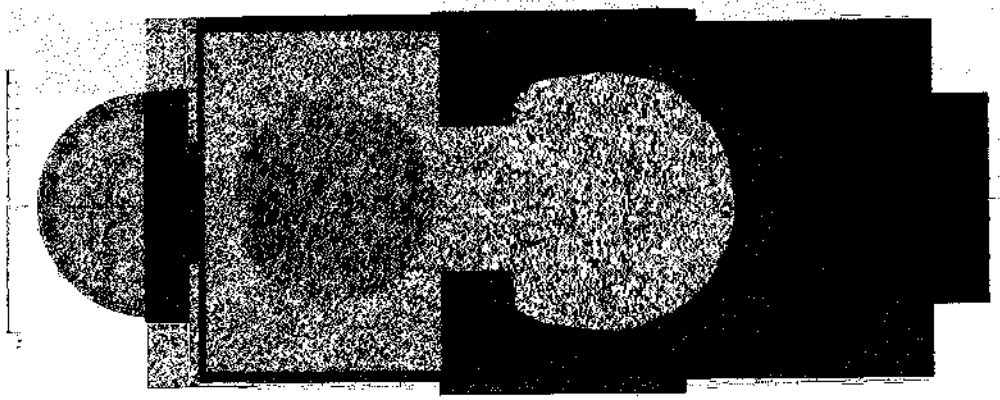
réfection intérieure (galeries et pente jardin)

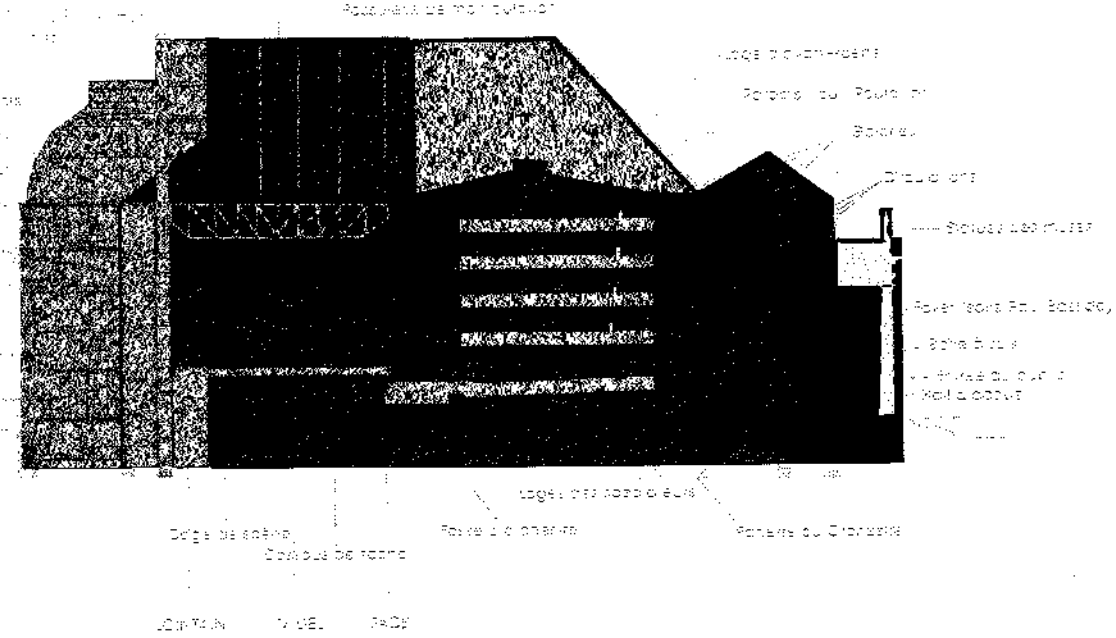
1962: Opéra National du Rhin

***Années 2000**

2005: Mise en place d'annexes provisoires (bureaux, accès PMR, esc. Secours).

2011-2012: Restauration du péristyle protégé, et d'une partie de la toiture





1804-1821 1872-1873 1886-1888 1940-1944 1960 2005 / 2011-2012

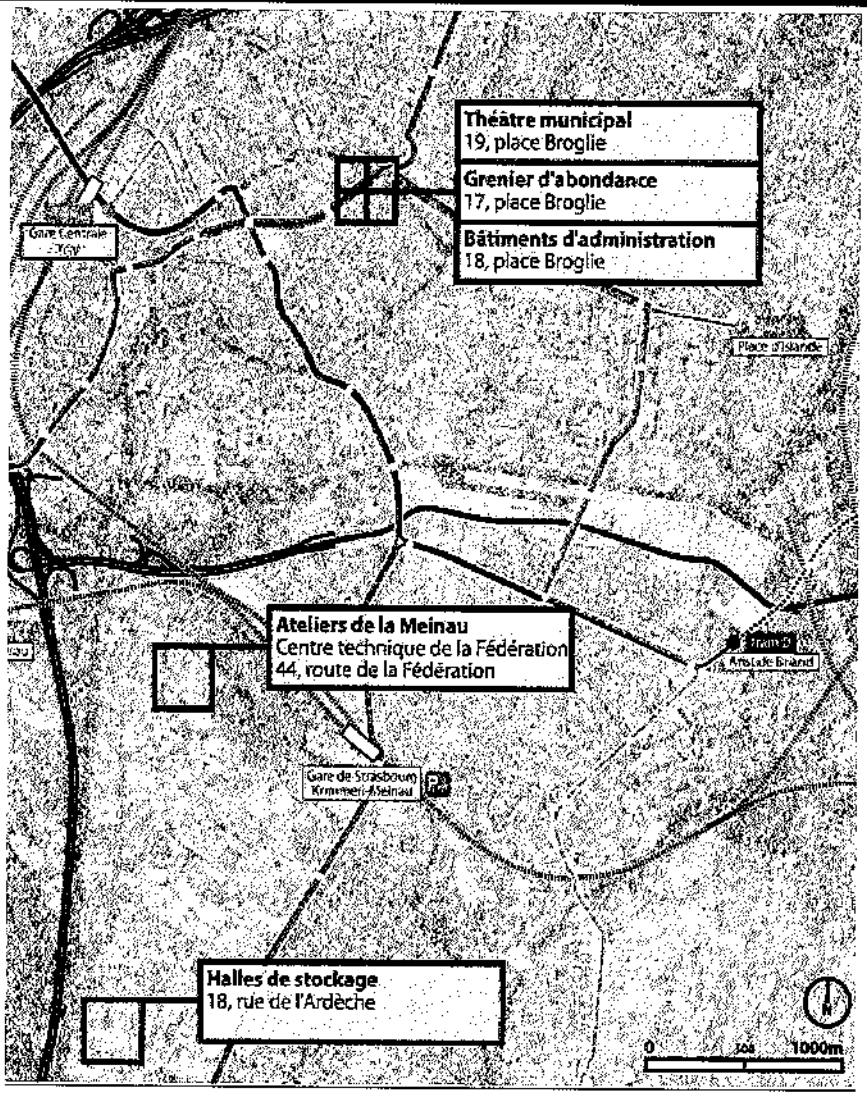
Présentation historique
Agence Bailly-Leblanc

ETAT DES LIEUX DE L'OPERA

I/ ETAT DES LIEUX SYNTHETIQUE DE L'ONR

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ L'ECLATEMENT DE L'ONR A STRASBOURG SUR 5 BATIMENTS

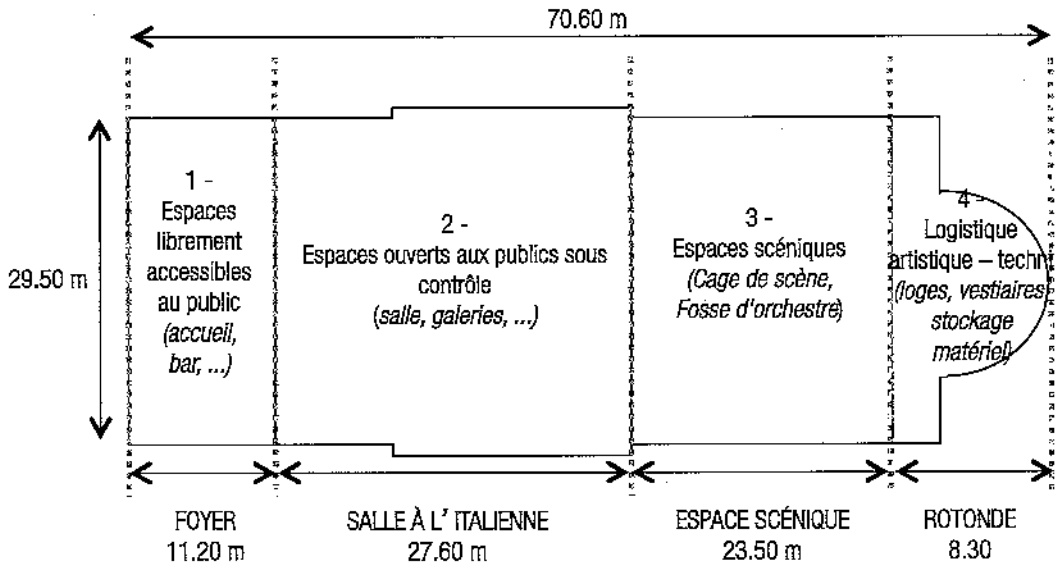


- Théâtre municipal
  (env. 6000 m2 SU),
- Grenier d'Abondance
  (env. 2000 m2 SU),
- Bâtiments d'administration
  (env. 680 m2 SU),
- Ateliers de la Meinau
  (env. 6856 m2 SU),
- Halles de stockage
  (env. 2200 m2 SU)

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ LE THEATRE MUNICIPAL : UN BATIMENT COMPOSE DE QUATRE ENSEMBLES



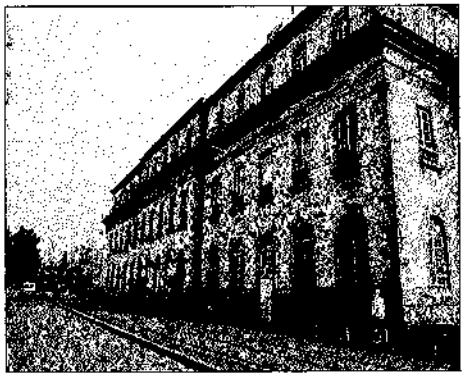
Foyer / Salle Paul Bastide
(env. 1165 m² SDO)

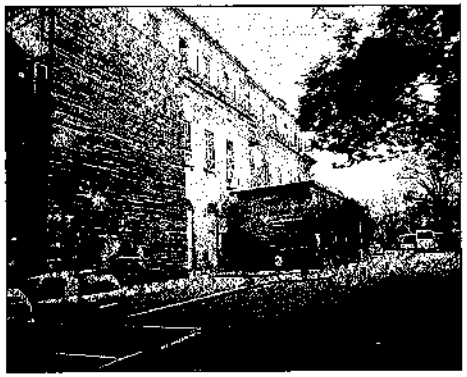
Salle à l'italienne et promenoirs
(env. 2800 m² SDO)

Ensemble scénique
(env. 3030 m² SDO)

Rotonde
(env. 970 m² SDO)









AUBRY & GUIGUET Programmation
13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

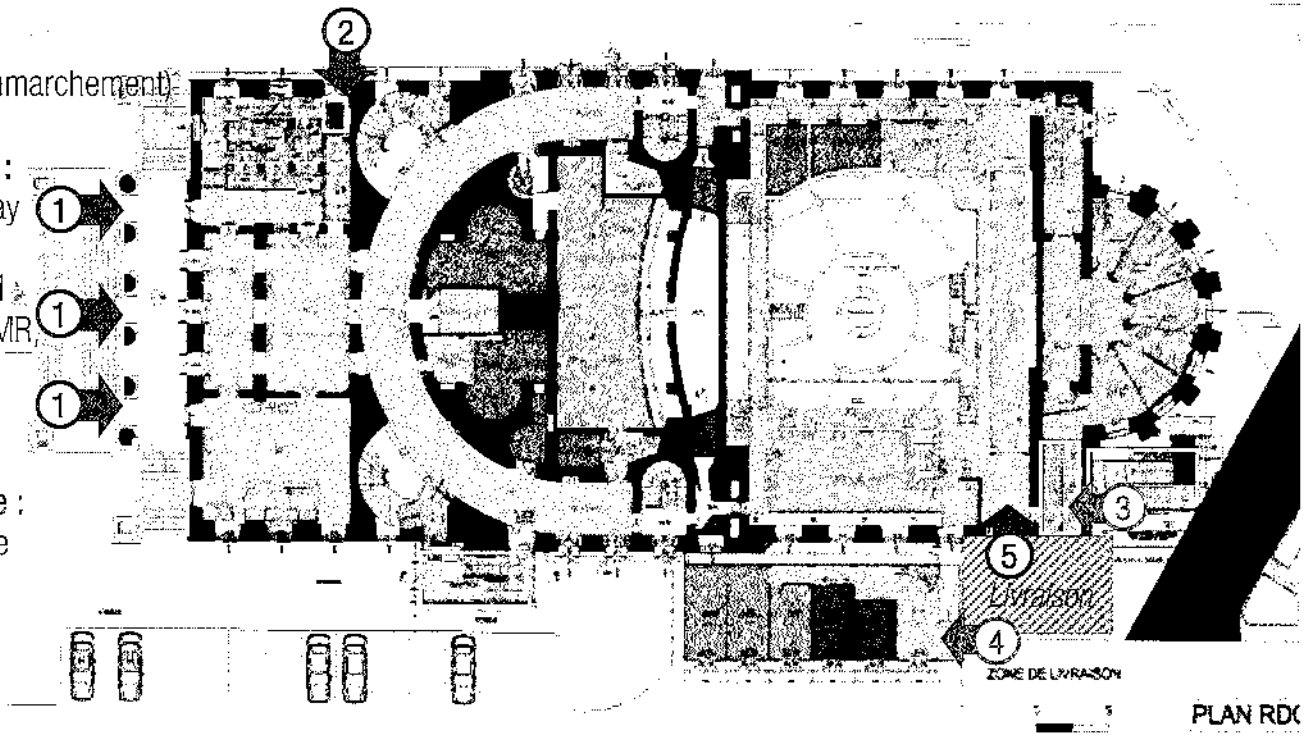
Du point de vue de l'accessibilité : Des accès difficiles, tant pour le public, pour le personnel que pour le matériel

1. Accès principal public :
Non accessible aux PMR (emmarchement)

2. Accès public PMR distinct :
Accessible le long du tramway

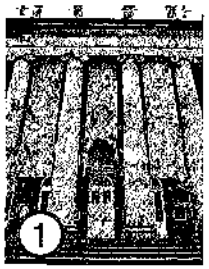
3. Accès artistes & personnel :
Accès impossible pour les PMR, donnant directement sur un escalier

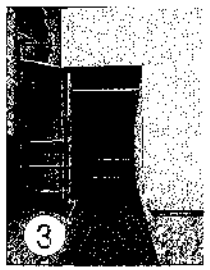
4. Accès personnel technique :
Accès à proximité de l'aire de livraison : croisements contraignants de flux piétons et véhicules



PLAN RDC

5. Accès technique matériel :
Fortement contraignant, en raison de l'absence de zones de stationnements poids lourds dédiées







AUBRY & GUIGUET Programmation
13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ LE THEATRE MUNICIPAL : LES MANQUES RELEVES

Du point de vue de la fonctionnalité générale : Une insuffisance avérée des espaces de logistique, indispensables au bon fonctionnement de l'ONR :

Des absences de locaux indispensables au bon fonctionnement

- Absence d'un foyer d'entrée de scène des artistes,
- Absence de loges réservées au chef de chœur, au chef d'orchestre, ...

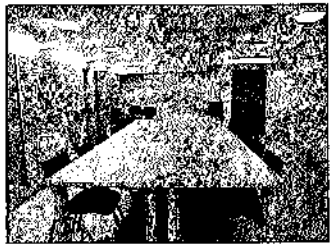
Des surfaces insuffisantes

- Stockage de matériel scénique limité voire quasi inexistants
- Loges des artistes en nombre insuffisant,

Des localisations de locaux contraignantes limitant l'optimisation des déplacements

- Stockage de matériel scénique au niveau du dessous de scène non adapté, et accessible depuis les circulations verticales.







AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

Du point de vue de la scénotechnie : Un ensemble salle/scène inadapté à des productions de dimension internationale :

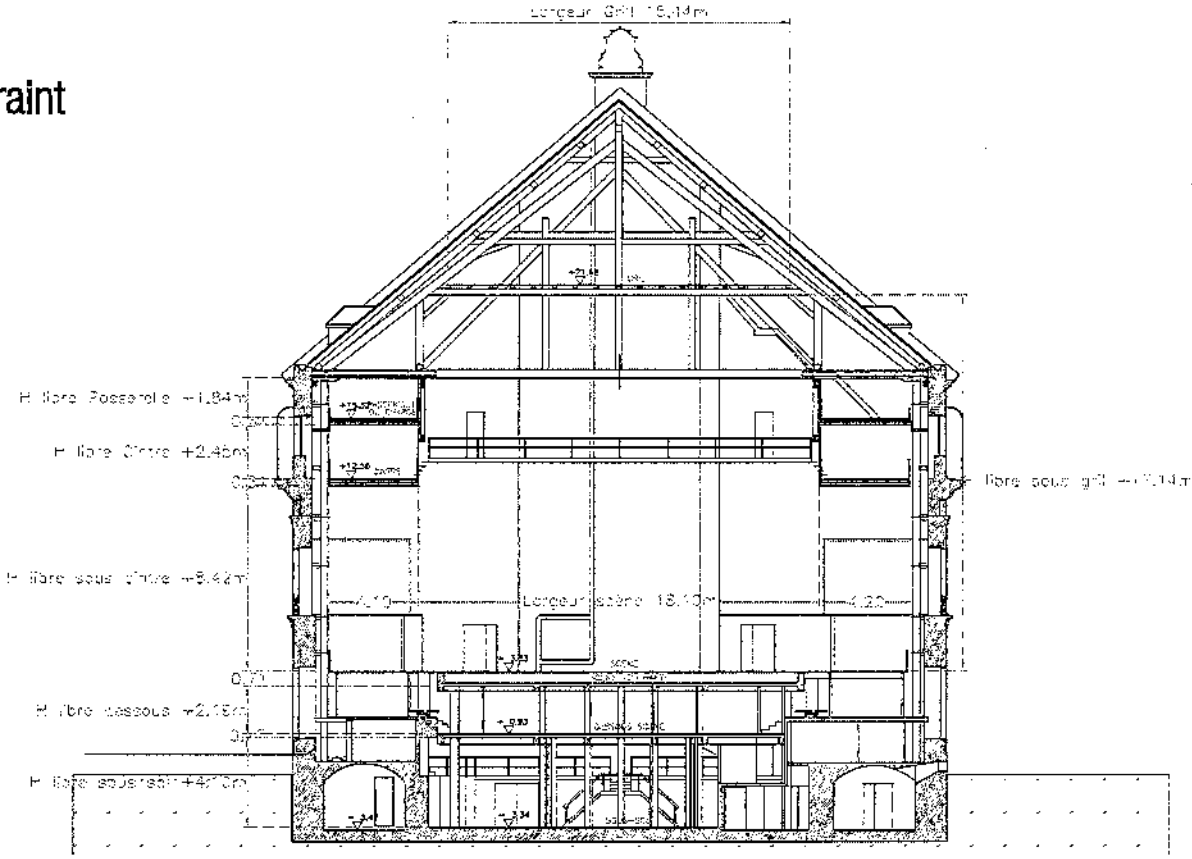
- Un **accueil** des spectateurs **insatisfaisant**, tant du point de vue visuel, acoustique que du confort d'assise,

- Un **accès au plateau contraint**
(> 4.00m par rapport au TN)

- Une **scène** (non flexible)
et un **cadre de scène**
handicapant les spectacles
produits et prêtés par les
établissements partenaires,

- Un **dessous de scène**
inutilisé en temps que tel,

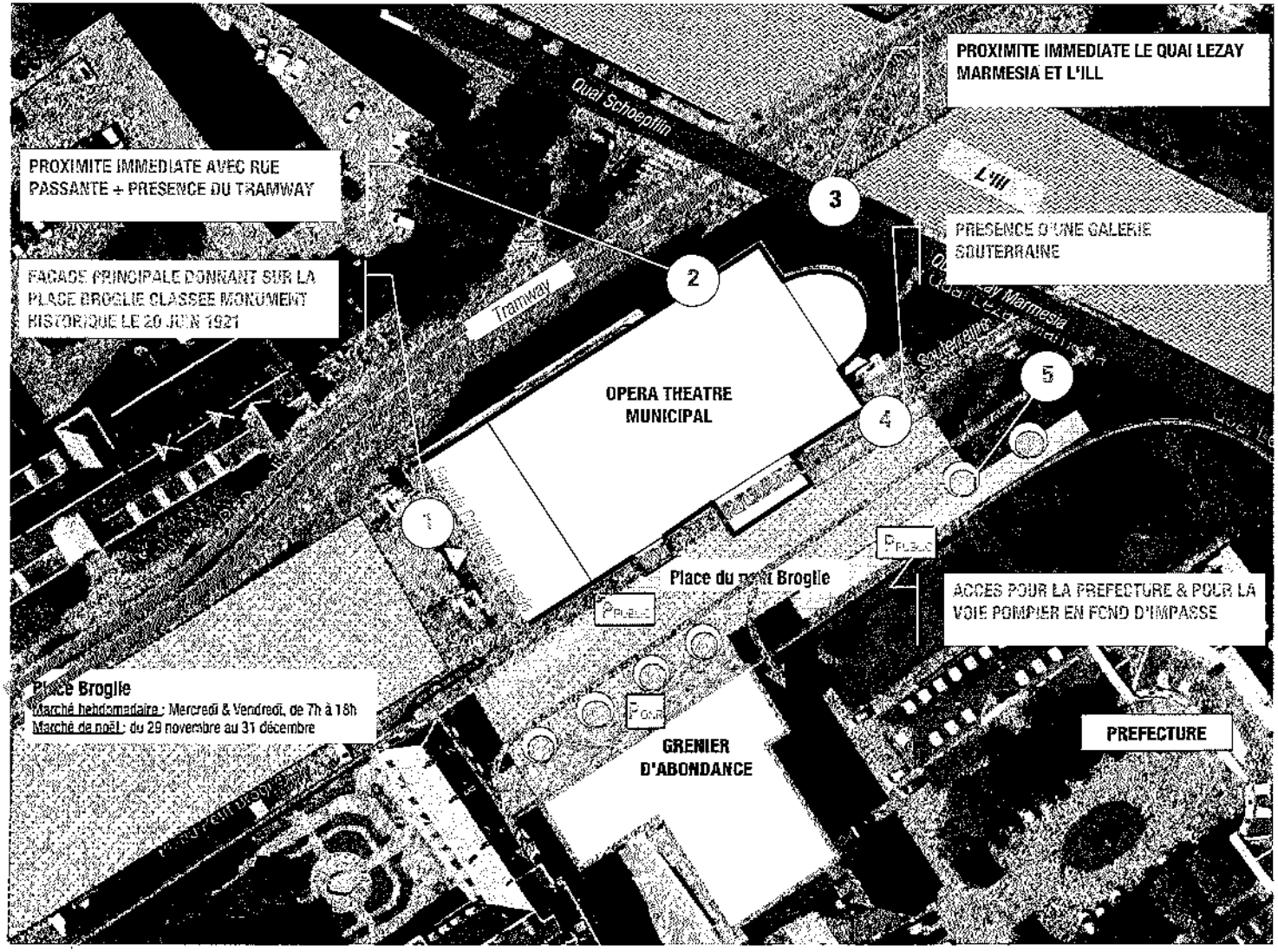
- Des **équipements**
scénotechniques vieillissants,
voire dangereux



AUBRY & GUIGUET Programmation

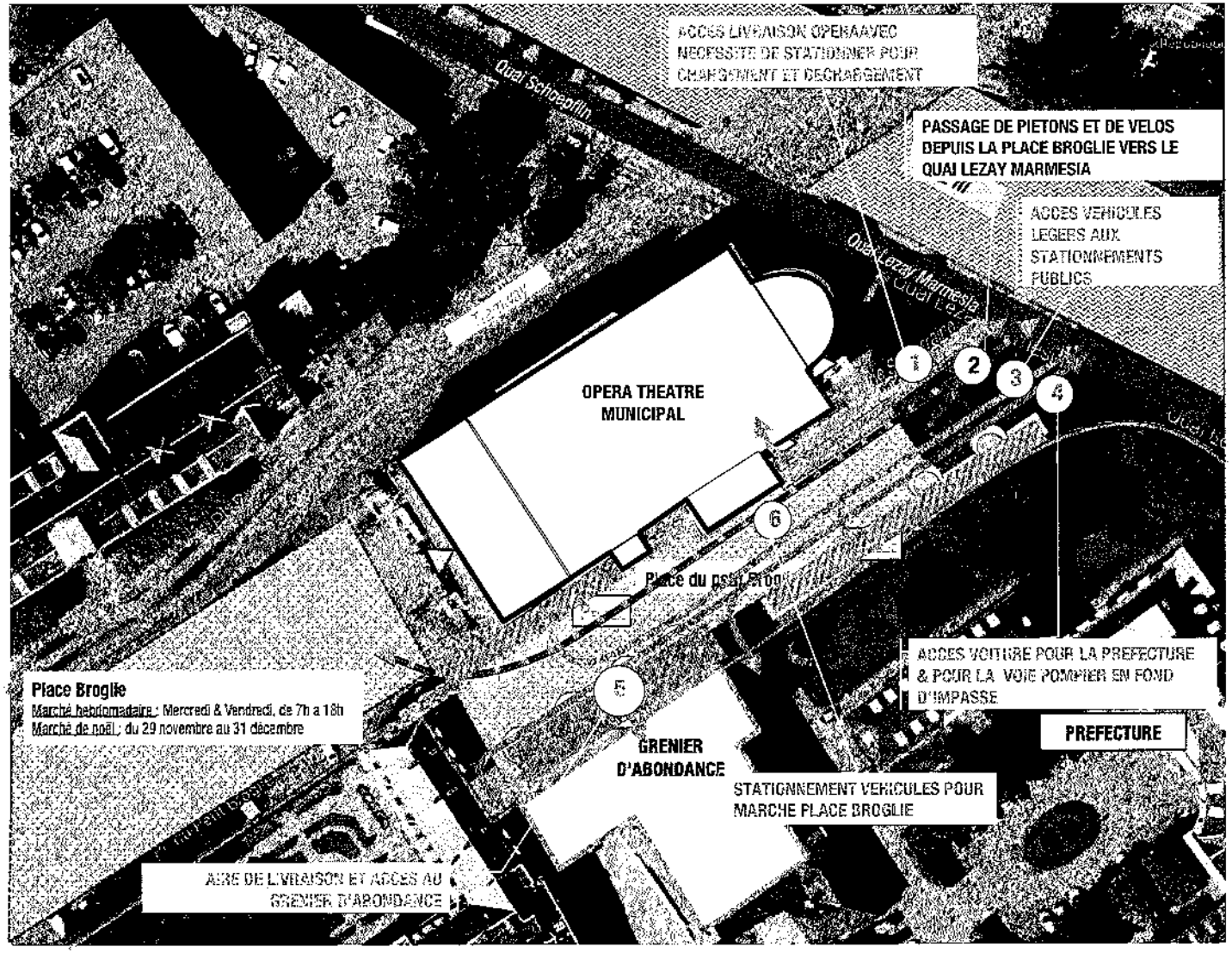
13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ LES CONTRAINTES URBAINES ET PATRIMONIALES DU SITE ACTUEL



AUBRY & GUIGUET Programmation
13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ LES CONFLITS D'USAGES ACTUELS DE LA PLACE DU PETIT BROGLIE



AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

SYNTHESE DES SCENARII

Strasbourg.eu

eurométropole

Capitale européenne

La Direction de la construction et du patrimoine bâti

OPERA DE STRASBOURG

CCSA – Emeline LAFAURY - AVRIL 2019

813

Les différentes études réalisées depuis 20 ans sur le bâtiment de l'opéra et les équipements culturels ont montré que l'Eurométropole de Strasbourg était un lieu à forte vocation culturelle.

En dépit de ce constat, les équipements de la collectivité étaient pour la plupart inadaptés à leur usage.

Malgré les successives interventions sur les différents équipements depuis le début des années 2000, la délicate situation de l'Opéra de Strasbourg n'a pu être résolue à ce jour bien que les incidents et mises en garde relatives à l'état de l'Opéra se multiplient.

Aussi, la question se pose de la définition d'un projet à propos duquel les études se succèdent depuis les années 2000, en vain.

Aujourd'hui, il semble nécessaire de mettre à plat les conclusions successives obtenues et les problématiques inhérentes au site afin qu'une décision puisse être prise dans l'évolution du bâtiment.

Les éléments suivants présentent les contraintes et possibilités des scénarii de restructuration et de construction neuve au vu des études menées depuis les années 2000.

I/ SYNTHESE DES ELEMENTS DE DECISION

- Les artistes ne disposent pas de loge, foyer, espaces de préparation ;
- Les musiciens dont l'espace de travail doit être repensé ;
- les techniciens qui œuvrent dans des espaces totalement inadaptés ;
- le public dont le confort et les espaces de circulations sont totalement inappropriés.
- Contraintes dans la cadence d'exploitation ;
- Contraintes techniques et risques d'exploitation ;
- Jauge ;
- Contraintes techniques du bâtiment (accueil du public, scène et fosse d'orchestre, logistique technique et artistique);
- Monument historique et PSMV ;
- Contraintes urbaines ;

II/ LE SCÉNARIO DE RESTRUCTURATION

Les contraintes intrinsèques du bâtiment sont telles que, malgré investissement d'une restructuration, certains disfonctionnements ou inadaptations ne pourront pas être résolus.

Au terme de l'étude de 2011/2012, deux scénarii de restructuration se dégageaient :

- le maintien de la salle italienne avec diminution du nombre de spectateurs ;
- la création d'une salle frontale permettant, moyennant la démolition de la salle à l'italienne et le décaissement de l'ensemble du bâtiment central, de maintenir une jauge à 1100 places.

816

Suite à la délibération du 17 décembre 2012, un projet de restructuration de l'opéra est engagé sur le principe d'une restructuration permettant de répondre au plus grand nombre de dysfonctionnements avec maintien de la salle à l'italienne et extension sur la place du Petit Broglie.

Les éléments non résolus dans ce scénario et ses handicaps majeurs sont les suivants :

- Diminution significative de la jauge de la salle, passant de un peu plus de 1.100 places à 800 places maximum ;
- Pas de dégagement pour la scène ;
- Pas de modification du cadre de scène ;
- Pas d'amélioration d'accueil des artistes (loges juste rénovées sans adjonction de surfaces ni de foyer) ;
- Peu d'amélioration pour les musiciens (gain acoustique mais gain de surface très limité).

S'ils gagnent en surface, les espaces de logistique restent inférieurs de plus de 200 m² des surfaces requises habituellement et insuffisants pour accueillir correctement la plupart des productions actuelles.

Le montant de l'opération était estimé à 50 M€ TTC dont 30 M€ HT Travaux hors restructuration de l'environnement urbain immédiat avec nécessité de fermeture de deux ans au moins. Ces montants sont estimés sans opération provisoire de relogement.

Une programmation hors-les-murs pourrait être envisagée ; elle générerait des coûts spécifiques alourdissant le coût d'opération dans son ensemble.

Il en irait de même si l'on optait pour une opération provisoire de relogement, qui ne permettrait pas de retrouver durant ce laps de temps les fonctionnalités d'un opéra.

II/ LE SCÉNARIO NEUF

En 2011/2012, le scénario retenu pour une construction neuve était la construction d'un centre d'art lyrique regroupant sur un même site l'ensemble des outils et fonctions nécessaires à l'Opéra y compris des locaux dédiés à l'orchestre philarmonique. Soit un projet très complet estimé à 150 M€ TTC.

Depuis 2014, l'OPS dispose au PMC de ses propres locaux. Aussi, peut-on réinterroger le scénario d'une construction neuve sur une base moins ambitieuse : Construction d'un nouvel équipement restituant les fonctions situées place Broglie.

Indépendamment des considérations financières, la construction d'un opéra neuf pose la question de la capacité de Strasbourg à accueillir une large panoplie de lieux alors disponibles et d'atteindre un seuil de fréquentation qui justifierait, au-delà des réponses strictement « techniques » aux besoins, le niveau d'investissement et de fonctionnement correspondant. En particulier, la construction d'un opéra neuf permettrait de disposer d'un cadre de scène élargi, offrant enfin la possibilité de partager plus facilement des spectacles au niveau national ou international.

Cette évolution majeure poserait la question de la compatibilité avec les salles plus petites de Colmar et Mulhouse (adaptation des décors). Elle induira une réflexion sur la gestion commerciale (avec quoi qu'il arrive plus de places et d'offres pour le public) et peut-être, sur la spécialisation à terme des théâtres des trois villes.

En cas de construction d'un nouvel opéra, les fonctions des trois bâtiments situés place Broglie seraient à reconstruire. La question se pose du devenir du Théâtre municipal, Grenier de l'abondance, de l'Immeuble de bureaux (jouxtant le Messe des officiers).

	Etat actuel	Projet de restructuration	Projet de construction neuve
ITEMS TECHNIQUE			
Jauge	1130 dont	960 places si maintien de la salle à l'Italienne	Au choix. L'analyse des différents opéras existants
Contraintes techniques d'exploitation		Fonctionnalité du monte décors améliorée mais non satisfaisante.	
Contraintes technique du bâtiment		Présence d'un émissaire en pied de façade.	
Monument historique	Péristyle place Broglie classé. Impossibilité de modifier la Rotonde, élément de la composition urbaine de la place de la République	Les deux seules évolutions envisageables sont : surélévation de la toiture et extension côté place du petit Broglie.	Contraintes éventuelles liées au site choisi.
Contraintes urbaines		Présence du tram. Nœud de circulation piéton/cycle/automobile. Maintien de l'accès au palais du gouverneur. PSMV	
Cadre de scène	13 m	13 m impossible à modifier du fait des contraintes extérieures et structurelles.	Au choix en fonction des orientations de programmation. A compléter culture.
Desserte public		Centralité du site. Tram et parking à proximité.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Dessert logistique		Difficile à améliorer d'autant plus que l'extension diminuera la surface logistique disponible.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Coût des travaux		50 à 60 M€TTC	70 à 80 M€TTC.
Risque opérationnel		Aléas forts liés à la restructuration lourde de l'équipement	Faible si on cadre le programme
Evolution de la fosse orchestre		Impossible à aggrandir. Amélioration acoustique impossible	Suivant programme.
ITEMS PROGRAMMATIQUES ET CULTURELS			
Cadence d'exploitation		Amélioration de la cadence de montage/démontage mais optimisation faible.	Possibilité d'une augmentation de la rotation des spectacles.
Organisation avec Colmar et Mulhouse		Inchangée.	Remise en cause de l'organisation actuelle.
Type de programmation de spectacles			Possibilité d'une diversification des spectacles.
Devenir du bâtiment historique		SO	A définir.
		Les demandes programmatiques semblent trop importante au regard du bâtiment existant. C'est le bâtiment qui va dicter ce qu'il est possible d'améliorer.	

	Etat actuel	Projet de restructuration	Projet de construction neuve
ITEMS TECHNIQUE			
Jauge	1130 dont	960 places si maintien de la salle à l'italienne	Au choix. L'analyse des différents opéras existants
Contraintes techniques d'exploitation		Fonctionnalité du monte décors améliorée mais non satisfaisante.	
Contraintes technique du bâtiment		Présence d'un émissaire en pied de façade.	
Monument historique	Péristyle place Broglie classé. Impossibilité de modifier la Rotonde, élément de la composition urbaine de la place de la République	Les deux seules évolutions envisageables sont : surélévation de la toiture et extension côté place du petit Broglie.	Contraintes éventuelles liées au site choisi.
Contraintes urbaines		Présence du tram. Nœud de circulation piéton/cycle/automobile. Maintien de l'accès au palais du gouverneur. PSMV	
Cadre de scène	13 m	13 m impossible à modifier du fait des contraintes extérieures et structurelles.	Au choix en fonction des orientations de programmation. A compléter culture.
Desserte public		Centralité du site. Tram et parking à proximité.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Dessert logistique		Difficile à améliorer d'autant plus que l'extension diminuera la surface logistique disponible.	Contrainte à intégrer dans le choix (et la taille) du futur site.
Coût des travaux		50 à 60 M€TTC	70 à 80 M€TTC.
Risque opérationnel		Aléas forts liés à la restructuration lourde de l'équipement	Faible si on cadre le programme
Evolution de la fosse orchestre		Impossible à aggrandir. Amélioration acoustique impossible	Suivant programme.
ITEMS PROGRAMMATIQUES ET CULTURELS			
Cadence d'exploitation		Amélioration de la cadence de montage/démontage mais optimisation faible.	Possibilité d'une augmentation de la rotation des spectacles.
Organisation avec Colmar et Mulhouse		Inchangée.	Remise en cause de l'organisation actuelle.
Type de programmation de spectacles			Possibilité d'une diversification des spectacles.
Devenir du bâtiment historique		SO	A définir.
		Les demandes programmatiques semblent trop importante au regard du bâtiment existant. C'est le bâtiment qui va dicter ce qu'il est possible d'améliorer.	

Etude jauge Opéra

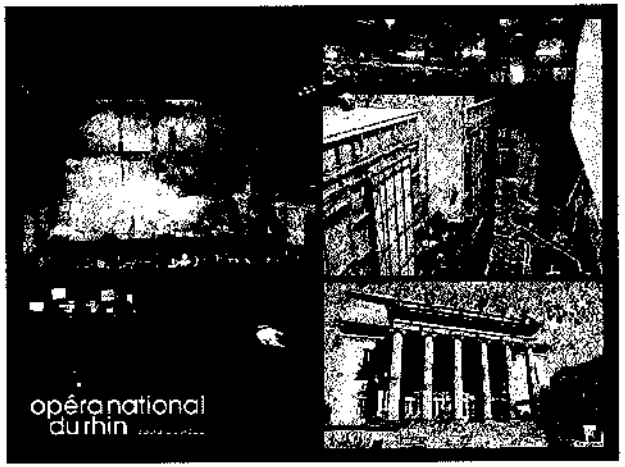
	Parterre	*1ère galerie*	*2ème galerie*	*3ème galerie*	*4ème galerie*	
Etat actuel	**510 places** dont : - 1ère rangée -22 places, si petite fosse - Comprenant 44 strapontins ▪ Pas : 78 à 80 cm ▪ Entraxe : 54 cm	**144 places** dont 62 places en loges ▪ Pas : 78 à 80 ▪ Entraxe : 52	**202 places** ▪ Pas : 78 à 80 ▪ Entraxe : 52	**168 places** ▪ Pas : 73 à 78 ▪ Entraxe : 50	**106 places** ▪ Pas : 78 à 80 ▪ Entraxe : 50	**1130 places**
Hypothèses Projet 821	**428 places** Suppression de la 1ère rangée car grande fosse (- 22 pl) Suppression de 2 rangées Pour passage gabarit, (pas de 86 cm= perte de 60 places) ▪ Pas : 86 cm ▪ Entraxe : 54 cm	*Hypothèse 1 :* **130 places** dont 62 places en loges *Hypothèse 2 :* 150 places sans les 10 loges placées aux extrémités de galerie ▪ Pas : 80 cm ▪ Entraxe : 54 cm	**174 places** *pm : environ 20 places debout en promenoirs non comptabilisées* ▪ Pas : 80 cm ▪ Entraxe : 54 cm	**132** places ▪ Pas : 80 cm ▪ Entraxe : 54 cm	**96** places ▪ Pas : 80 cm ▪ Entraxe : 54 cm	960 places

Détermination de la jauge globale :

Déductions :

- places « PMR » : pour 20 places minimum : **réduction de 50 à 60 places** suivant les implantations retenues.
- Adaptation aux contraintes géométriques de certains espaces après reprises totale ou partielle des niveaux; prise en compte de dispositifs de sécurité particuliers,…: **réduction d'environ 40 places (soit 5%)**

De cette analyse, on peut raisonnablement estimer la jauge maximale entre 850 et 900 places suivant le niveau de confort ***(étude plus fine à mener sur pas et entraxes de certaines catégories de sièges en fonction des lignes de vision notamment)***



VILLE DE STRASBOURG
OPERA NATIONAL DU RHIN

MISSION DE PROGRAMMATION POUR
LA RESTRUCTURATION DE L'OPÉRA THÉÂTRE MUNICIPAL
DE STRASBOURG

Phase 1 / Consolidation de l'expression des besoins et pré-programme

27 mars 2014

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/////// SOMMAIRE

- I/ Historique du Projet : Les familles de scénarios possibles (*rappel*)
- II/ Scénarios complémentaires : Maintien sur le site (*rappel*)
- III/ Synthèse des problématiques du site de l'Opéra Théâtre municipal
- IV/ Nouvelle étude de programmation : Hypothèses de base

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

I/ HISTORIQUE DU PROJET : LES FAMILLES DE SCENARIOS POSSIBLES

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LA VILLE (rappel)

La résolution des déficiences actuelles auxquelles est confrontée l'ONR

> Accueillir dans des conditions adéquates artistes et spectacles

> Offrir aux strasbourgeois un lieu de vie convivial et de rencontres

> Permettre un fonctionnement optimal de la structure dans le respect des contraintes règlementaires

> Mettre en place l'ensemble des fonctions permettant à l'ONR d'assurer ses missions

> Faire face au développement prévisible de l'activité de l'ONR, liée à celui de l'agglomération de Strasbourg

> Se doter d'un équipement efficient de stature internationale

> Poursuivre la requalification de la ville de Strasbourg par la réalisation d'équipements attractifs et contemporains

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ IDENTIFICATION DES SCENARIOS POSSIBLES (*rappel*)

Famille 1 : Maintien sur le site actuel

- Scénario 0 : Mise en conformité de l'existant
- Scénario 1 : Reconstruction dans les murs avec extension
- Scénario 2 : Reconstruction lourde avec extension

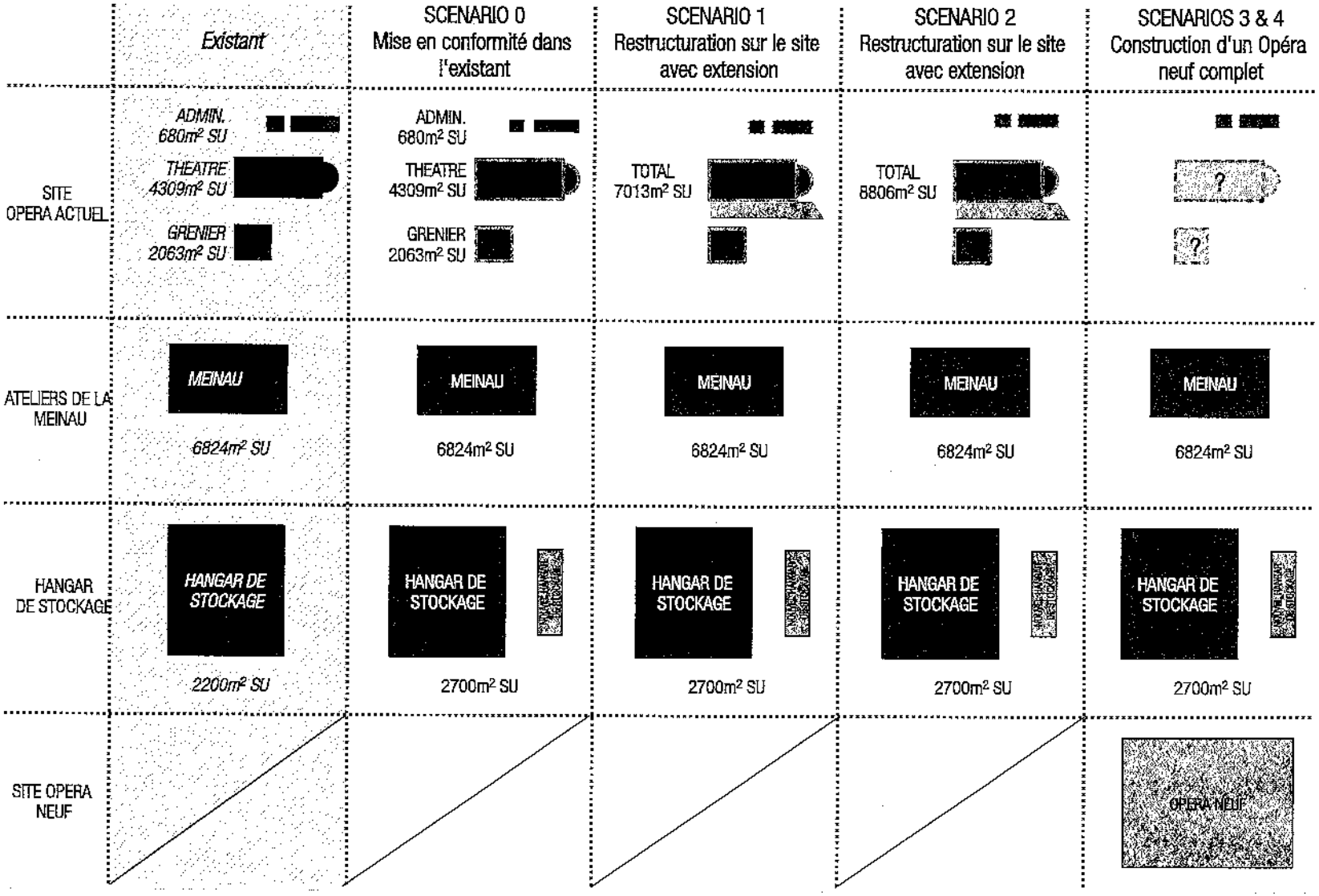
Famille 2 : Construction neuve

- Scénario 3 : Le site du môle de la Citadelle
- Scénario 4 : Le secteur des deux rives

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ LES DEUX FAMILLES DE SCENARIOS IMAGINEES (*RAPPEL*)



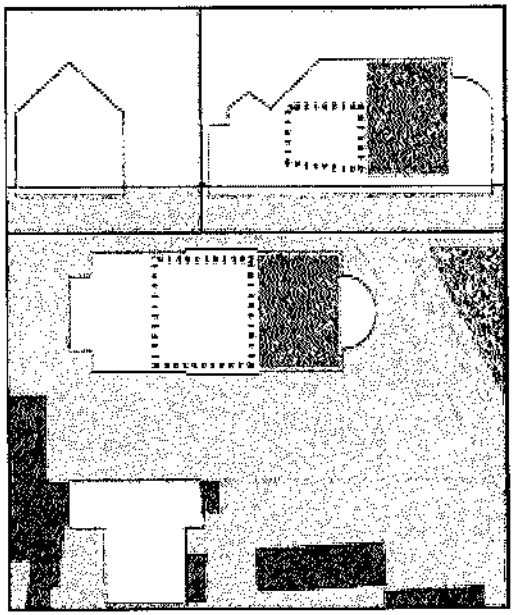
AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ IDENTIFICATION DES SCENARIOS DE BASE POSSIBLES (*rappel*)

Scénario 0

Mise en conformité de l'existant



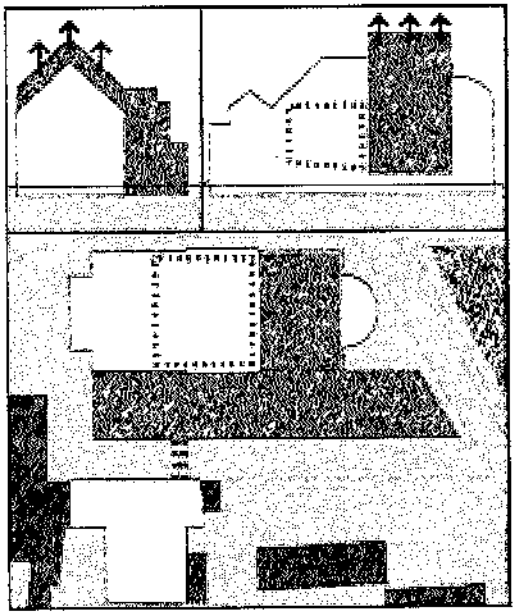
Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 0 : 4 394 m² Su

(+ 7.27 %)

Scénario 1

Restructuration dans les murs / surélévation et extension



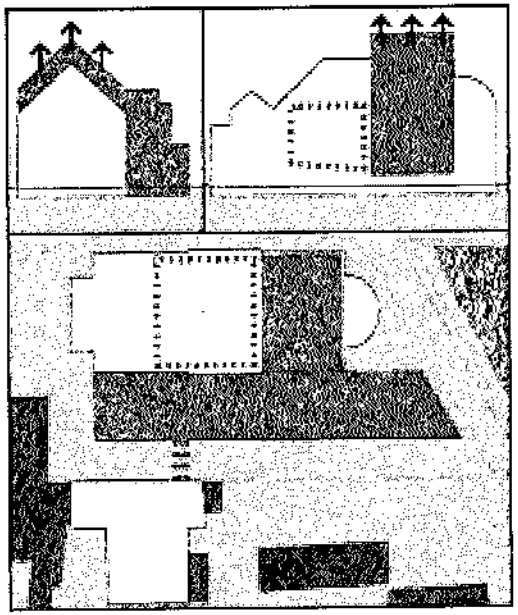
Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 1 : 5 978 m² Su

(+ 45.95 %)

Scénario 2

Reconstruction lourde, extension en infrastructure et latérale



Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 2 : 6 602 m² Su

(+ 61.18 %)

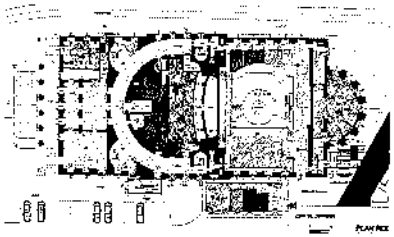
AUBRY & GUIGUET Programmation

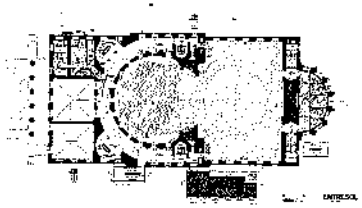
13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

/ IDENTIFICATION DES SCENARIOS DE BASE POSSIBLES (*rappel*)

Scénario 0

Mise en conformité de l'existant



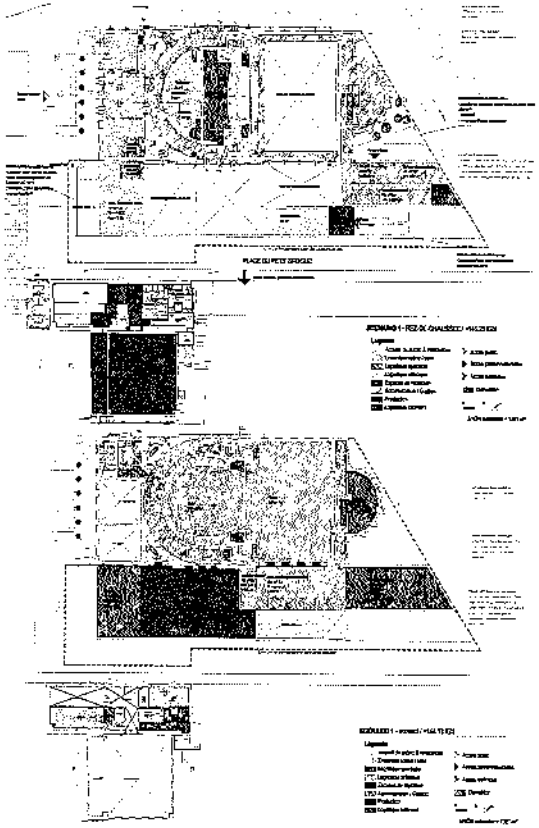


Surface totale Scénario 0 : 4 394 m² Su

(+ 7.27 %)

Scénario 1

Restructuration dans les murs / surélévation et extension

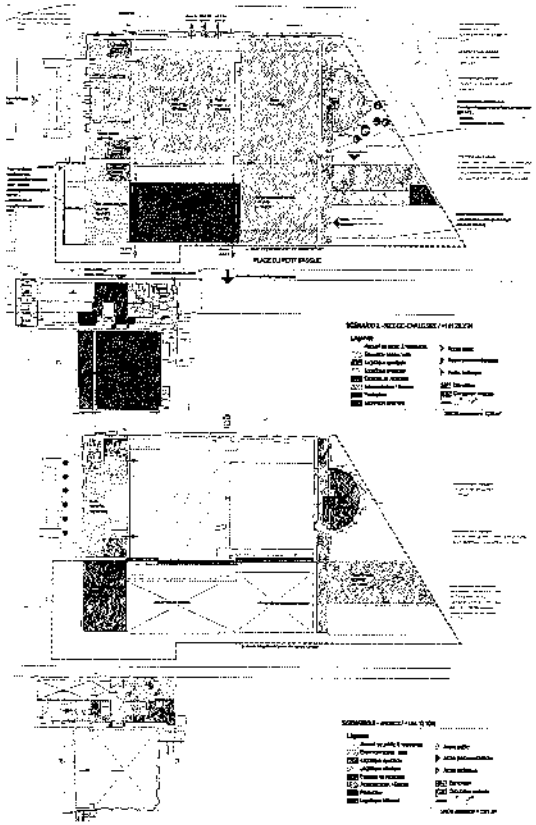


Surface totale Scénario 1 : 5 978 m² Su

(+ 45.95 %)

Scénario 2

Reconstruction lourde, extension en infrastructure et latérale



Surface totale Scénario 2 : 6 602 m² Su

(+ 61.18 %)

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

II/ DEMANDE DE REALISATION DE SCENARIOS COMPLEMENTAIRES

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

Famille 1 : Maintien sur le site actuel

- **Scénario 5** : Surélévation de la cage de scène et création d'une extension limitée latérale à la cage de scène

- **Scénario 6** : Démolition et reconstruction du volume de la scène avec extension latérale et arrière de la scène

- **Scénario 7** : Surélévation de la cage de scène, conservation de la Rotonde et extension latérale à la Cage de scène

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

// SCENARIOS COMPLEMENTAIRES : TABLEAU RECAPITULATIF ET COMPARATIF (*rappel*)

ZONE FONCTIONNELLE	SU Actuelle	SU Prog SU	SU - Sc 0 *Rappel*	SU - Sc1 *Rappel*	SU - Sc2 *Rappel*	SU - Sc5 *Complémentaire*	SU - Sc6 *Complémentaire*	SU - Sc7 *Complémentaire*
ACCUEIL DU PUBLIC & RESSOURCES	851	644	781	675	692	644	644	644
ENSEMBLE SCENE/SALLE	1 368	2 038	1 383	1 657	1 920	1 571	1 569	1 696
LOGISTIQUE SPECTACLE	998	840	1 036	2 470	2 540	1 057	1 322	1 252
LOGISTIQUE ARTISTIQUE	686	1 000	686	930	990	860	822	1 048
LOGISTIQUE BATIMENT	196	270	508	246	260	246	184	102
SU TOTALES THEATRE MUNICIPAL (m2)	4 096	4 992	4 394	5 978	6 602	4 378	4 541	4 742
ESPACES D'INTERPRETATION (pm : conservation dans Grenier d'abondc	4 357	5 017	4 357	4 995	4 995	4 995	4 995	4 995
PRODUCTION (pm : conservation dans Grenier d'abondance et Mein	4 357	5 017	4 357	4 995	4 995	4 995	4 995	4 995
MAGASINS (hors halles)	3 509	2 480	2 480	2 453	2 453	2 453	2 453	2 453
SU TOTALES ONR (m2)	13 569	14 414	12 838	15 206	15 718	13 433	13 596	13 797
CIRCULATIONS	1 496	pm	pm	pm	pm	pm	pm	pm
LOCAUX TECHNIQUES	545	pm	pm	pm	pm	pm	pm	pm
SDO OPERA (m2)	15 609	/						
TOTAL HT Travaux OPERA EXISTANT + EXTENSION				29 045 506 €HT	40 320 087 €HT	17 244 264 €HT	19 923 445 €HT	22 759 752 €HT
TOTAL HT Travaux OPERA EXISTANT + EXTENSION + EQUIPEMENTS SCENIQUES				34 545 506 €HT	46 820 087 €HT	22 744 264 €HT	25 423 445 €HT	28 259 752 €HT

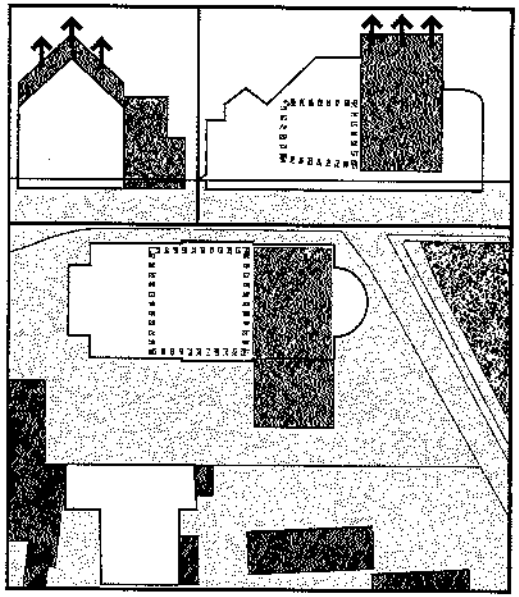
AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

// SCENARIOS COMPLEMENTAIRES : PRINCIPES D'INTERVENTIONS (*rappel*)

Scénario 5

Surélévation de la cage de scène et création d'une extension limitée latérale à la cage de scène



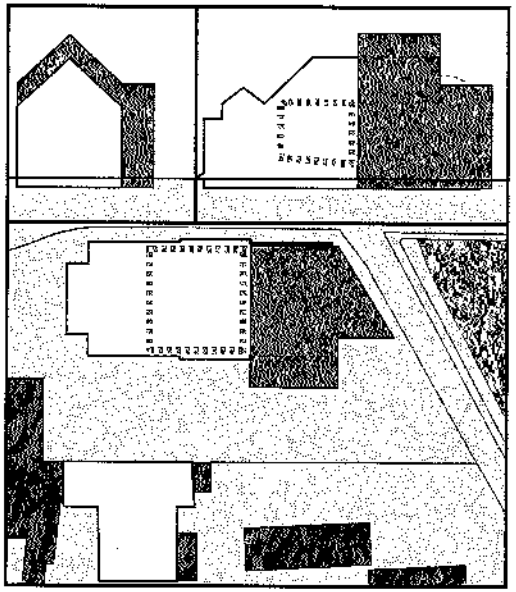
Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 5 : 4 378 m² Su

(+ 6.89 %)

Scénario 6

Démolition et reconstruction du volume de la scène avec extension latérale et arrière de la scène



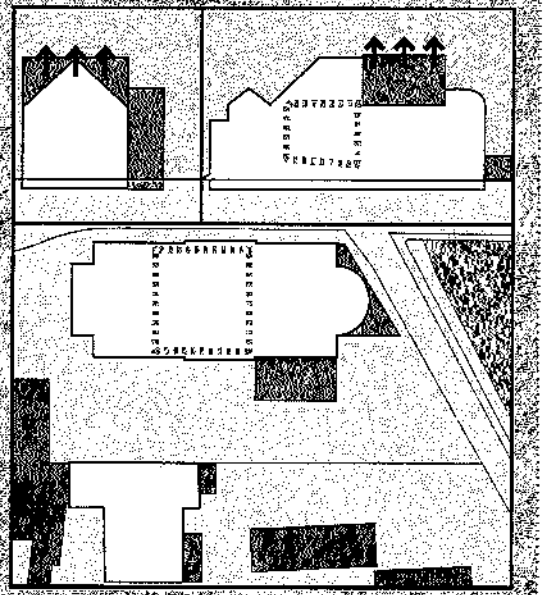
Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 6 : 4541m² Su

(+ 10.86 %)

Scénario 7

Surélévation de la cage de scène
/ Conservation de la Rotonde
/ Extension latérale à la cage de scène



Surface totale actuelle : 4 096 m² Su

Surface totale Scénario 7 : 4 742m² Su

(+ 15.78 %)

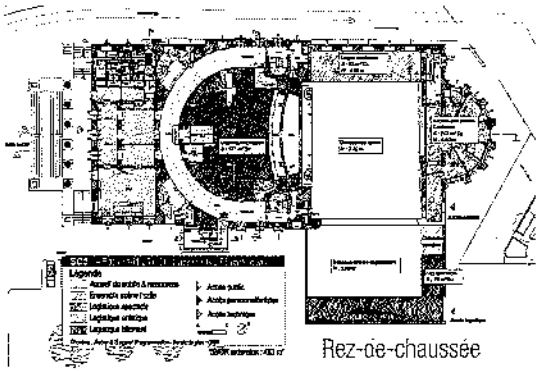
AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

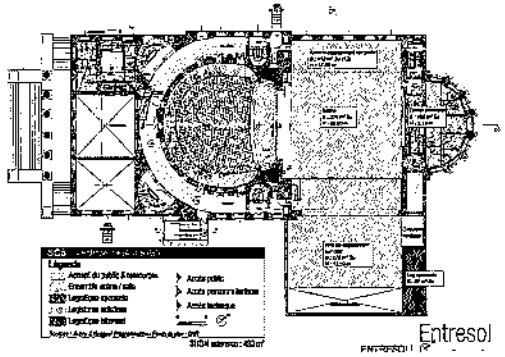
// FAISABILITE COMPLEMENTAIRE SUR LE SITE EXISTANT (*rappel*)

Scénario 5

Surélévation de la cage de scène et création d'une extension limitée latérale à la cage de scène



Rez-de-chaussée



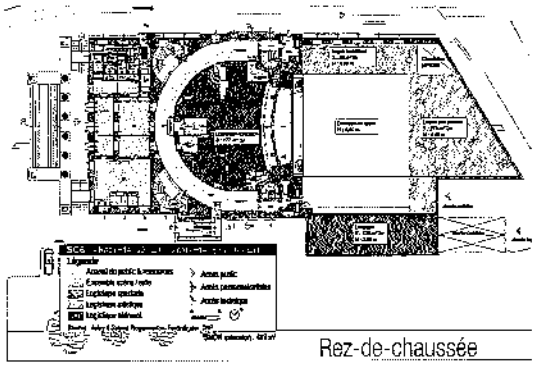
Entresol

Surface Scénario 5 : 4 378 m² Su

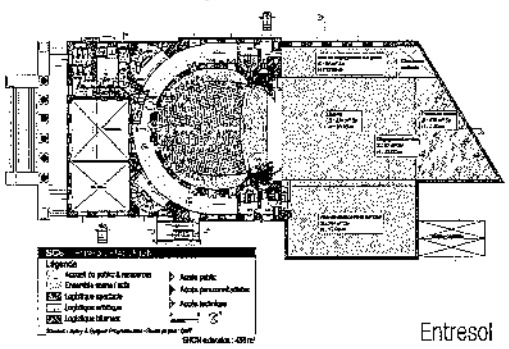
(+ 6.89 %)

Scénario 6

Démolition et reconstruction du volume de la scène avec extension latérale et arrière de la scène



Rez-de-chaussée



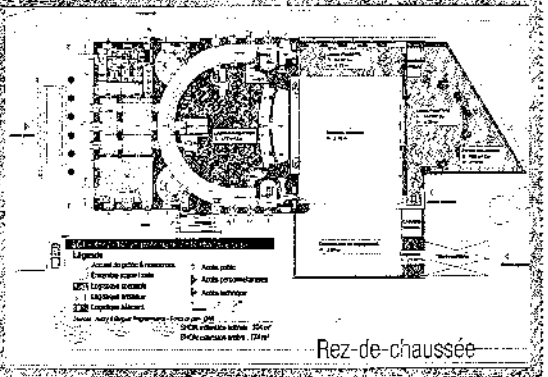
Entresol

Surface Scénario 6 : 4541m² Su

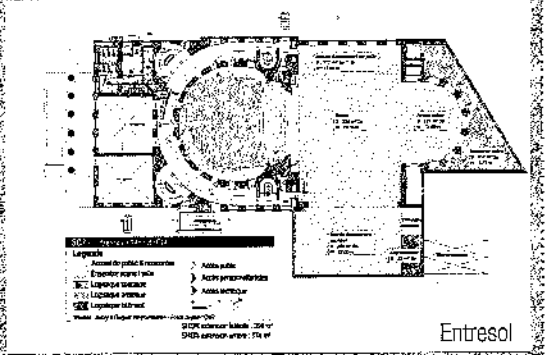
(+ 10.86 %)

Scénario 7

Surélévation de la cage de scène / Conservation de la Rotonde / Extension latérale à la cage de scène



Rez-de-chaussée



Entresol

Surface Scénario 7 : 4742m² Su

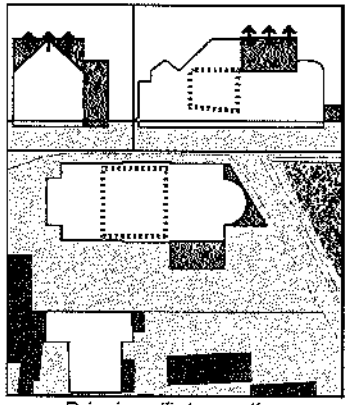
(+ 15.78 %)

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

// TABLEAU SYNTHETIQUE AVANTAGES ET INCONVENIENTS DU SCENARIO 7 CHOISI *(rappel)*

ARCHITECTURE / URBANISME



Principe d'intervention

Architectural / Patrimonial

●● Surélévation contemporaine du volume de la cage de scène avec utilisation maximale du volume construit (toiture plate),

●●● Conservation de la Rotonde avec profonde modification intérieure (pour arrière scène) avec une extension limitée sur 2 niveaux,

●●● Extension latérale au volume de la scène, côté place du petit Broglie, avec une visibilité limitée depuis son environnement proche,

●● Conservation du volume de la salle (parterre, galeries, ...)

Sécurité / Conformité

●● Conformité du théâtre municipal pour l'accueil du public

Incidences périphériques sur l'environnement urbain

● Accès fréquent des poids lourds lors du chantier, complexité de l'accessibilité des poids lourds en centre ville ancien (gravas, matériaux à transporter)

● Forte perturbation pendant 2 ans du marché et du marché de Noël place Broglie.

FONCTIONNALITÉ GENERALE

Fonctionnement

●●● Création d'un double monte-camions en extérieur,

●● Création d'une aire de stationnement technique pour 2 semi-remorques,

●●● Amélioration fonctionnelle des espaces scéniques (création d'une aire de dégagement latérale, arrière scène, dessous de scène, espaces de stockage, ...)

●● Amélioration fonctionnelle des espaces de logistique spectacle et artistique

Incidences du chantier sur le fonctionnement

● Nécessité de fermeture du théâtre municipal durant les travaux, obligeant une solution provisoire d'accueil « hors les murs »

Surfaces

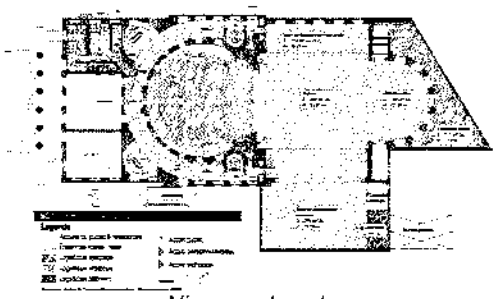
● Pas d'augmentation surfacique significative (entre 300 à 500 m2 SHON par niveau), compte tenu de la création d'un extension limitée et de la mise aux normes des espaces réduisant considérablement les surfaces utiles.

➢ Augmentation limitée ne permettant de répondre qu'à une partie des besoins

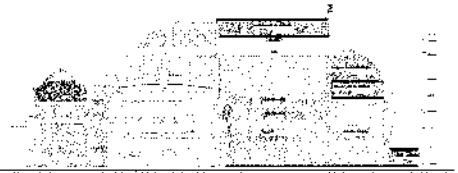
(Augmentation de 15,6 % des surfaces par rapport aux surfaces actuelles)

Rappel surfaces actuelles : Théâtre municipal : 4 096 m²
Total ONR : 10 060 m²

FONCTIONNALITE SCENIQUE



Niveau entresol



Complexe scène/salle

Salle :

●● Amélioration du confort visuel, acoustique et d'assise du spectateur par la reconfiguration de la salle et des galeries,

● Diminution importante du nombre de places (799 places).

Scène :

●● Rationalisation du fonctionnement de la cage de scène par la mise en place d'un complexe gril et faux gril complet,

●● Modernisation des équipements scéniques,

●●● Création d'un véritable dessous de scène (Hauteur : +3.80m)

●●● Création d'une aire de dégagement sur cour et une arrière scène satisfaisantes

Fosse d'orchestre

●● Amélioration de la fosse d'orchestre (agrandissement et mise en conformité)

AUBRY & GUIGUET Programmation

13, rue de Mont-Louis - 75011 Paris - tel : 01 43 67 37 50 - fax : 01 43 67 38 50 - mail : contact@aubry-guiguet-programmation.com

ETUDES URBAINES

(scenario restructuration de l'opéra et scenario nouvel opéra)

Strasbourg eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Capitale européenne

839

CENTRE

Etude urbaine pour la restructuration et l'extension de l'Opéra Théâtre Municipal

DOCUMENT DE TRAVAIL

novembre 2014

DUAH
PROJETS URBAINS

Contexte de l'Etude

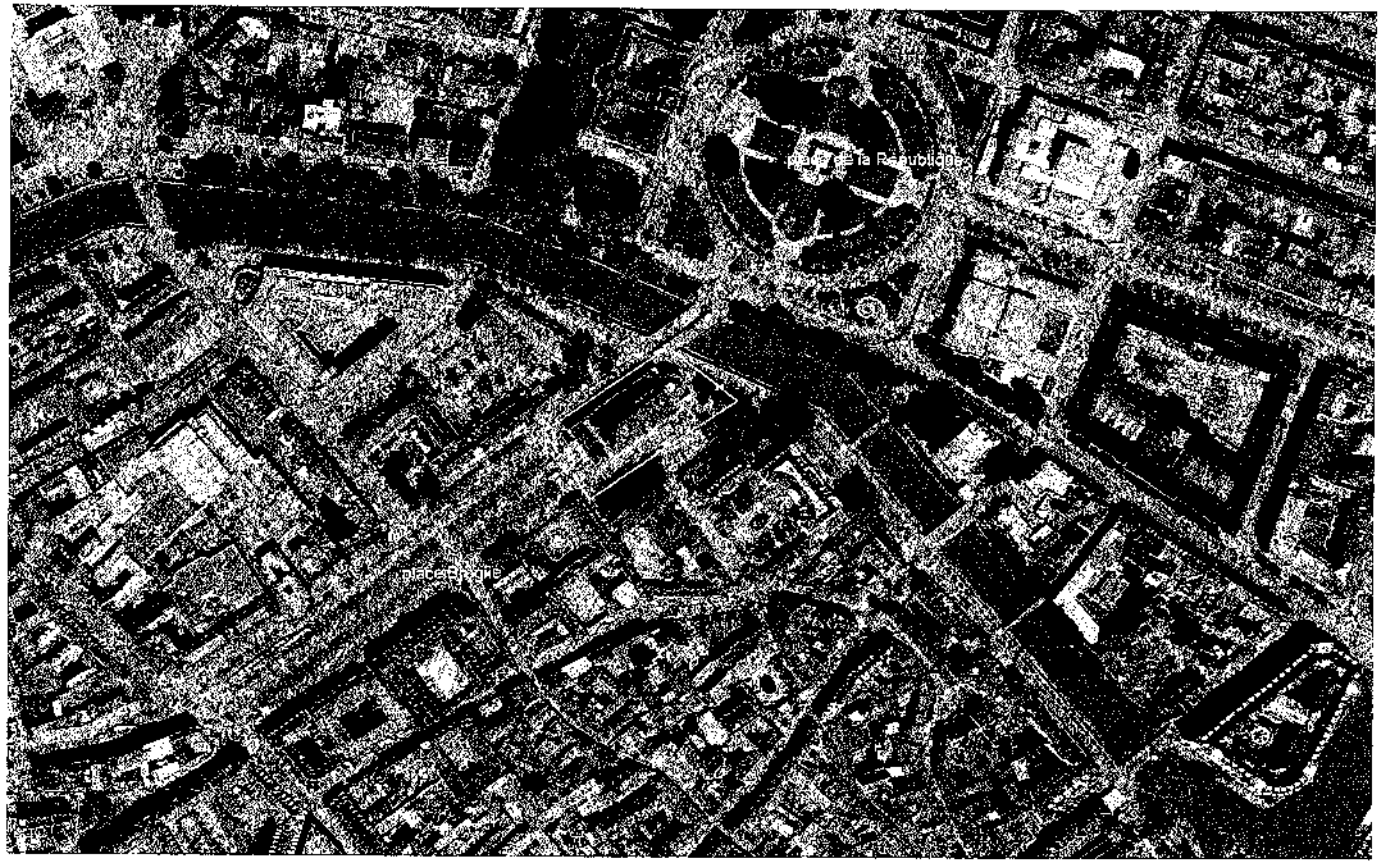
La Ville de Strasbourg porte un projet de restructuration de l'Opéra Théâtre Municipal situé place Broglie.
Le bâtiment est obsolète et ne permet plus la représentation des œuvres de façon optimale, le travail dans des conditions aisées du personnel, ni l'accueil confortable du public.

Les objectifs de la restructuration sont :

- Mise aux normes de sécurité et d'accessibilité,
- Reconfiguration complète des installations scéniques et de la fosse d'orchestre,
- Rénovation des installations techniques,
- Création d'espaces logistiques,
- Amélioration du confort des spectateurs en conservant la configuration du théâtre à l'italienne
- Amélioration de l'accueil du public.

Cette restructuration lourde implique des modifications significatives de l'enveloppe du bâtiment actuel et impose des extensions.

Le présent document est une étude urbaine ayant pour objectif d'analyser l'environnement du projet et d'identifier les enjeux de réaménagement du site, induits par une restructuration / extension de l'Opéra.

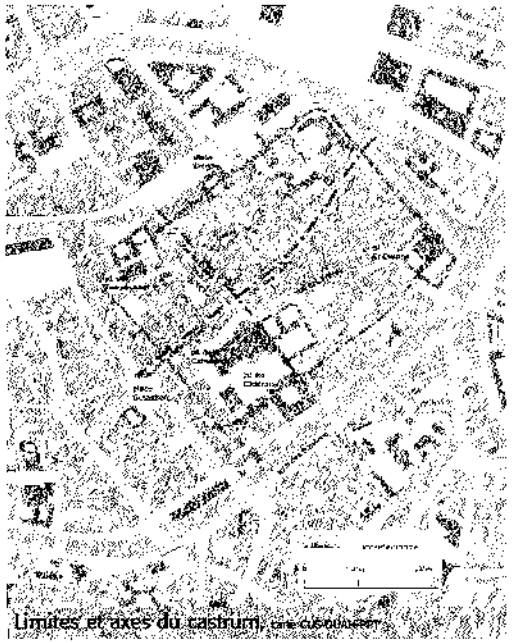


840

I. EMPREINTE HISTORIQUE DU SITE

1. Site où les traces de l'Histoire se succèdent

Le site est marqué par l'Histoire de la ville. Plusieurs époques se côtoient et forment un ensemble urbain cohérent.



Limites et axes du castrum, une cohérence

Limite du camp Romain au IVe siècle. « Le premier développement urbain de Strasbourg appelée Agentoratum à l'époque romaine, laisse une trace très marquée encore aujourd'hui dans le tissu de l'ellipse insulaire. »
(Source : Révision-extension du Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg. Etude préalable, août 2011, CUS DUAH)

Le secteur nord de l'ellipse s'urbanise au 13e siècle.
Le Fossé du faux Rempart est crée au 14e siècle, à cette époque celui-ci est constitué d'un système de double muraille de part et d'autre du bras nord de l'Ill avec un terre-plein central surmonté d'un mur et de tours-portes.

Vers 1400, le fossé des Tanneurs est réalisé, reliant l'Ill au sud/ouest au fossé du Faux Rempart au nord/est, il longe la place Broglie dans sa partie sud.

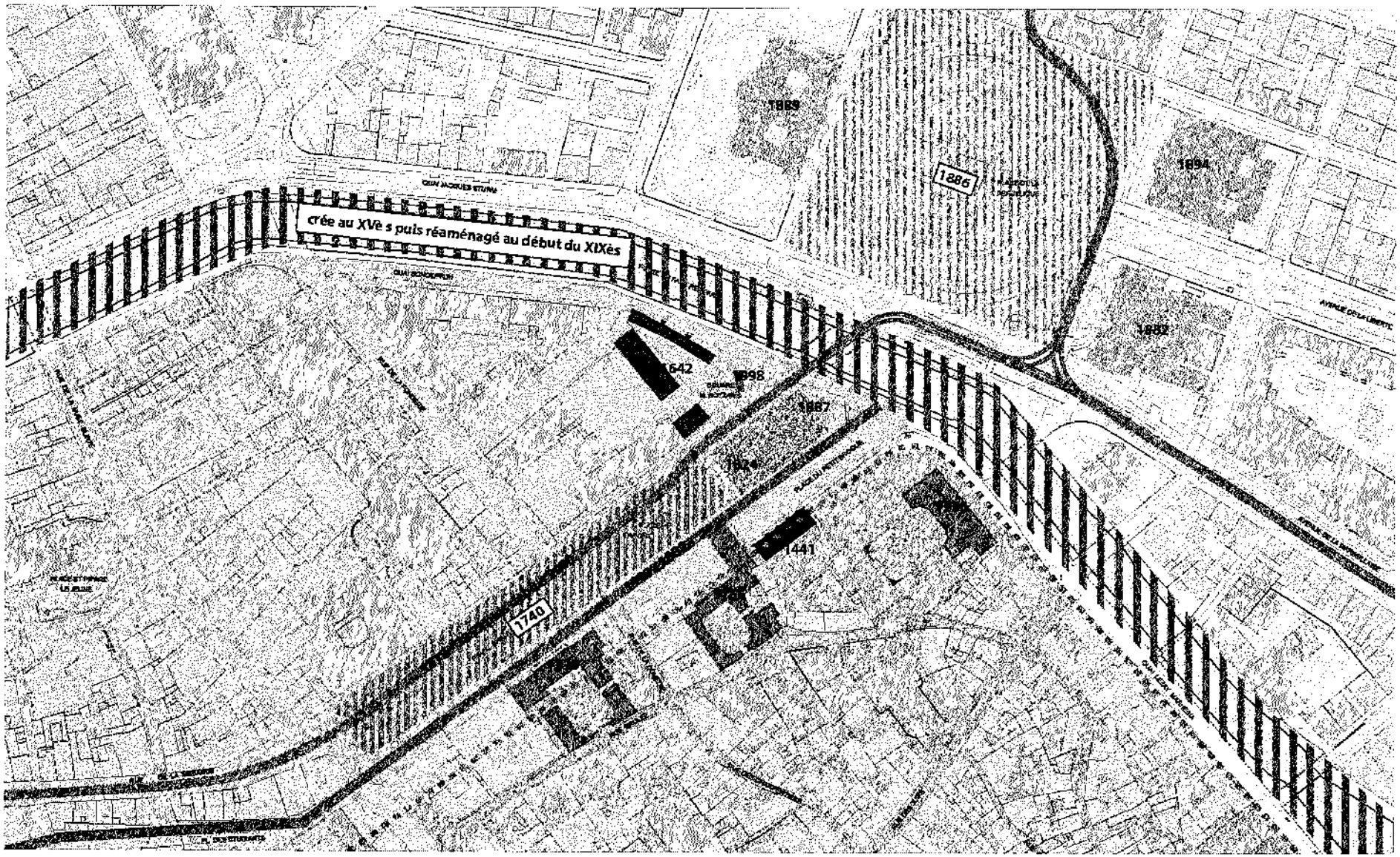
Au XVIIIe, la bourgeoisie locale s'implante sur l'ancienne enceinte romaine et édifie des hôtels particuliers dans la rue Brûlée et la rue de la Nuée Bleue. En 1740, la Ville décide d'aménager une promenade plantée de tilleuls : la place du Marché aux chevaux (actuelle place Broglie).

Après la Révolution, le centre du pouvoir se déplace de la place Gutenberg à l'actuelle place Broglie. L'architecte municipal Jean Villot réalise le nouveau théâtre en 1824.
A la même époque, avec le comblement du fossé des tanneurs, la place Broglie acquiert sa forme actuelle.

A partir de 1871, le nouveau pouvoir wilhelmien s'installe autour de la place de la République. Cet emplacement stratégique marque l'articulation avec la ville ancienne et nouvelle extension de la Neustadt.

A la fin du 19e siècle, le tramway se développe dans la ville et une ligne longe la place Broglie. Le tramway sera arrêté et démantelé vers 1955.
Le nouvelle linge sera mise en servie en 2000, empruntant le long de la place Broglie, le même trajet que le précédent.

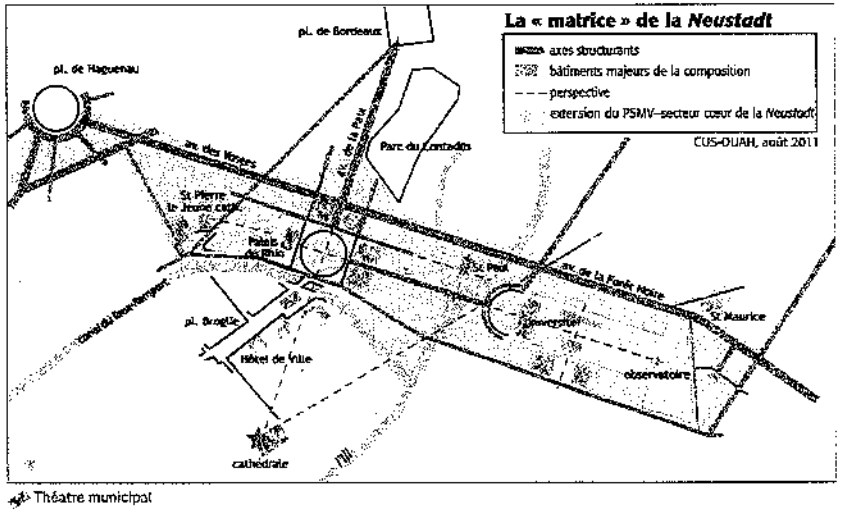
Le bâtiment de l'Opéra est également marqué par différentes temporalités et styles architecturaux.
Crée en 1824, le théâtre est incendié pendant le siège de 1870.
Il sera reconstruit à l'identique et agrandi par une demi-rotonde sur sa façade arrière en 1887. Cette extension constitue une articulation entre la ville ancienne et la ville nouvelle (Neustadt).
En 1904 des projets d'extensions sont étudiés mais ne verront pas le jour.
Au milieu du 20éme siècle, des travaux de modernisation intérieurs seront réalisés. En 2005 les annexes provisoires sont mises en place et en 2012 le péristyle et la toiture ont été restaurés.



Strasbourg - Opéra
Eléments historique autour de l'Opéra
CUS/DUAH/Projets Urbains/août 2014

- emprise de la ville dès le IVè s.
- extension à partir du XIIIè s.
- Neustadt fin XIXè début XXè s.
- limite du camp Romain
- fossé du Faux Rempart
- fossé des Tanneurs
- ligne de tram
- ancien grenier
- ancienne fonderie
- hôtels particuliers
- Théâtre de la Ville
- bâtiments officiels allemands
- place Broglie ancienne place du Marché aux Chevaux
- place de la République ancienne Kaiserplatz

2. Rapport entre la « Ville ancienne » et la Neustadt



(Source : Révision-extension du Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg. Etude préalable, août 2011, CUS DUAH)

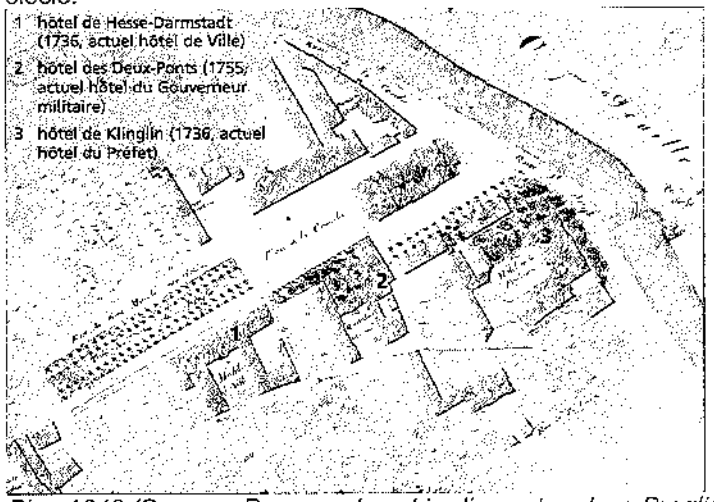
En 1880 le plan de la Neustadt dessiné par JG Conrath est approuvé. Celui-ci suit des principes rectilignes et est tangent de la Grande Ile.
« La nécessité d'établir une place monumentale destinée à rendre visible la puissance du jeune Empire allemand s'impose. Celle-ci est implantée en continuité immédiate de la place Broglie, lieu des pouvoirs de la ville française. Si l'orientation de ce qui deviendra la Kaiserplatz ne l'inscrit pas dans l'axe de la place Broglie (...), la liaison avec la ville historique est toutefois assurée par un habile jeu de perspective, la flèche de la Cathédrale constituant le point de fuite de la voie débouchant sur la place. » *Révision-extension du Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg. Etude préalable, août 2011, CUS DUAH*

La place de la République est cadrée sur trois faces par cinq bâtiments publics de forme rectangulaire et marquant l'époque allemande. Au sud-est, la place est bordée par le fossé du Faux Rempart, de l'autre côté duquel, la Rotonde de l'Opéra referme l'espace public.

Le bâtiment de l'Opéra comporte deux façades principales qui dialoguent chacune avec un espace public et avec une « époque » différente.
La façade d'entrée de l'Opéra est le point de fuite de la place de la République et s'ouvre sur la ville ancienne, alors que la Rotonde répond à l'architecture des bâtiments de la place de la République.

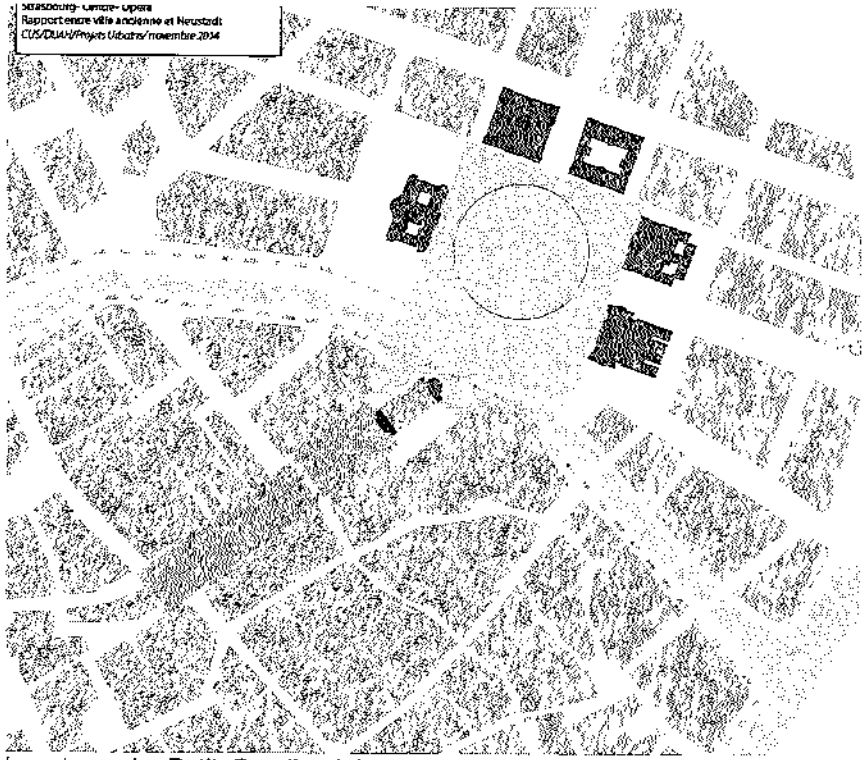
3. Evolution des espaces publics

La place Broglie est un espace public qui est apparu au XIIè siècle, il s'agissait alors de la place du Marché aux chevaux. L'espace public est aménagé en promenade plantée à partir de 1740.
A la construction du théâtre municipal, l'espace est divisé en deux parties : la promenade composée de quatre rangées de platanes s'étend de la rue du Dôme à la rue le la Comédie ; puis la place de la Comédie qui se développe jusqu'au pied du théâtre. La promenade et la place de la Comédie seront fusionnées en un seul espace public au début du XXème siècle.



Plan 1840 (Source : Promenades et jardins entre place Broglie et Wacken, CUS mai 2013)

Les quais « intérieurs » apparaissent au début du XIXème siècle, avec le comblement du fossé des Tanneurs. Ils donnent alors à voir sur les remparts.
Avec la réalisation de la Neustadt, de l'autre côté du fossé des Faux Remparts, les quais « extérieurs » sont crées Au niveau de la place de la République les quais se combinent avec l'ensemble des espaces publics pour former un lieu ouvert, aéré et largement planté.



La place du Petit Broglie doit son existence à la création du théâtre Municipal et au comblement du fossé des Tanneurs. Celle-ci est alors plantée d'un double rang d'arbres face au Grenier d'abondance.

L'espace public n'évoluera pas dans ses limites jusqu'à la création des annexes provisoires de l'Opéra en 2005. Par contre la perception de l'espace changera suite au bombardement de la partie est du Grenier qui laissera place à un nouveau jardin au pied de l'aile nord/ouest de l'actuel Hôtel du Préfet.

Le square Markos Botzaris prendra place à la fin du XXème siècle à la place de bâtiments démolis en 1970 à l'angle de la place Broglie et du quai Schoepflin.

4. Un site protégé mais pas figé

Le secteur fait parti de l'extension du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg.
De plus la façade de l'Opéra donnant sur la place Broglie est classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 21 juin 1921.
A proximité plusieurs édifices font également l'objet de protection : l'ancienne Fonderie de canons, le Palais du Gouverneur militaire, l'Hôtel de Ville, l'Hôtel du Préfet, l'ancien grenier d'abondance.

Les enjeux historiques du site permettent de mettre en avant trois objectifs pour la restructuration de l'Opéra :

- Une extension contemporaine de l'Opéra, marquant notre époque serait un marqueur supplémentaire de l'Histoire de la construction de la ville sur ce site si emblématique. Cette nouvelle construction pourra affirmer une esthétique architecturale moderne tout en tenant compte de son environnement.
- Les 2 façades principales de l'Opéra (entrée et rotonde) sont des éléments structurants des espaces publics attenants et sont des marqueurs architecturaux forts de leurs époques respectives. Ces deux éléments doivent donc être conservés dans leur aspect originel et mis en valeur par le projet de restructuration.
- Le périmètre du projet doit intégrer les espaces publics attenants, car il y a un lien fort entre l'édifice et les places qui le jouxtent.

II. ANALYSE DU SITE

1. Composition urbaine et paysagère

L'opéra est un bâtiment-îlot, l'ensemble des ces façades donnent sur un espace public.

Importance des perspectives
Depuis la place Broglie la façade principale est mise en scène par l'alignement d'arbres.



Depuis le parvis de l'Opéra, on distingue à gauche un espace dégagé, dans la continuité du tramway, qui s'ouvre sur des espaces verts (square M. Botzaris, quais, place de la République).
A droite l'espace est cadré par les façades des hôtels, les jardins et les clôtures, mais la perspective à travers la place du Petit Broglie est « bouchée ».





Depuis la place de la République, on perçoit la Rotonde de l'Opéra avec en fond la flèche de la Cathédrale. En fonction de la saison, la végétation permet de percevoir l'Opéra de plus ou moins loin.



L'édifice de l'Opéra marque le paysage urbain. Au-delà des deux axes principaux, l'Opéra se découvre également au détour des quais, depuis les ponts et passerelles à proximité et via des dilatations du tissu urbain (notamment depuis la rue Brulée).

Importance du végétal
L'espace public et les espaces privés sont largement plantés. La végétation est plus dominante dans la partie Neustadt mais la ville ancienne offre à cet endroit une impression de nature, bien plus dense qu'ailleurs. Les jardins des Hôtels particuliers y jouent un rôle prépondérant et les espaces publics bénéficient de plantation d'arbres remarquables.

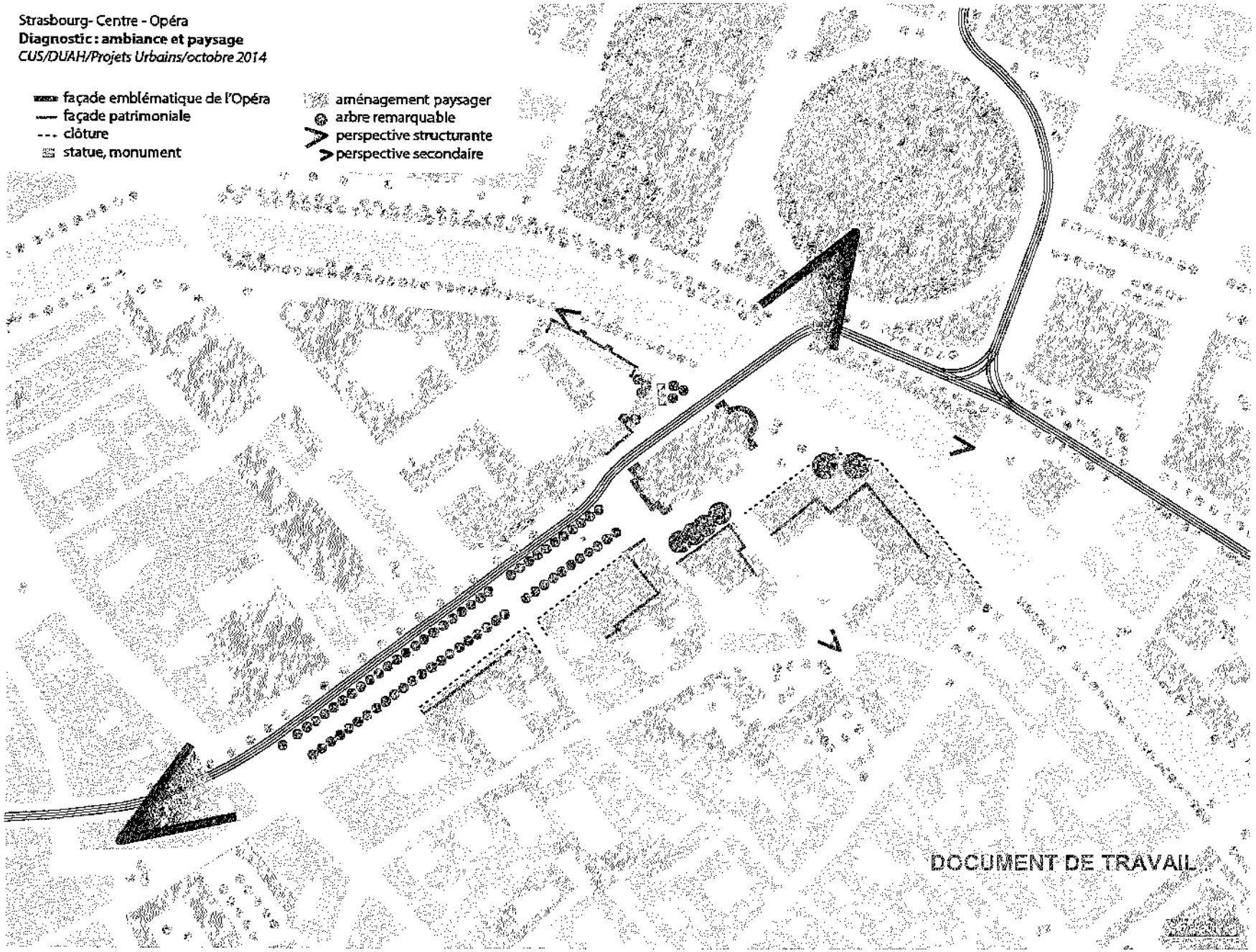
La végétation fait partie de la composition d'ensemble du lieu. Les arbres, les jardins, les platebandes dialoguent avec l'architecture et l'urbain.

Exemple :
Les sophoras, plantés dans les années 60 magnifient par leur graphisme la façade du Grenier.



Strasbourg- Centre - Opéra
Diagnostic : ambiance et paysage
CUS/DUAH/Projets Urbains/octobre 2014

façade emblématique de l'Opéra
façade patrimoniale
clôture
statue, monument
aménagement paysager
arbre remarquable
perspective structurante
perspective secondaire

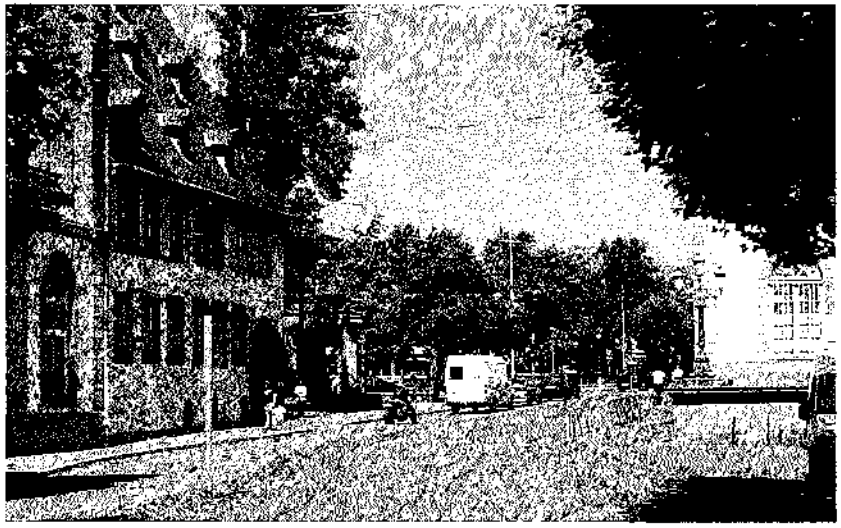


2. Accessibilité et usages des espaces publics

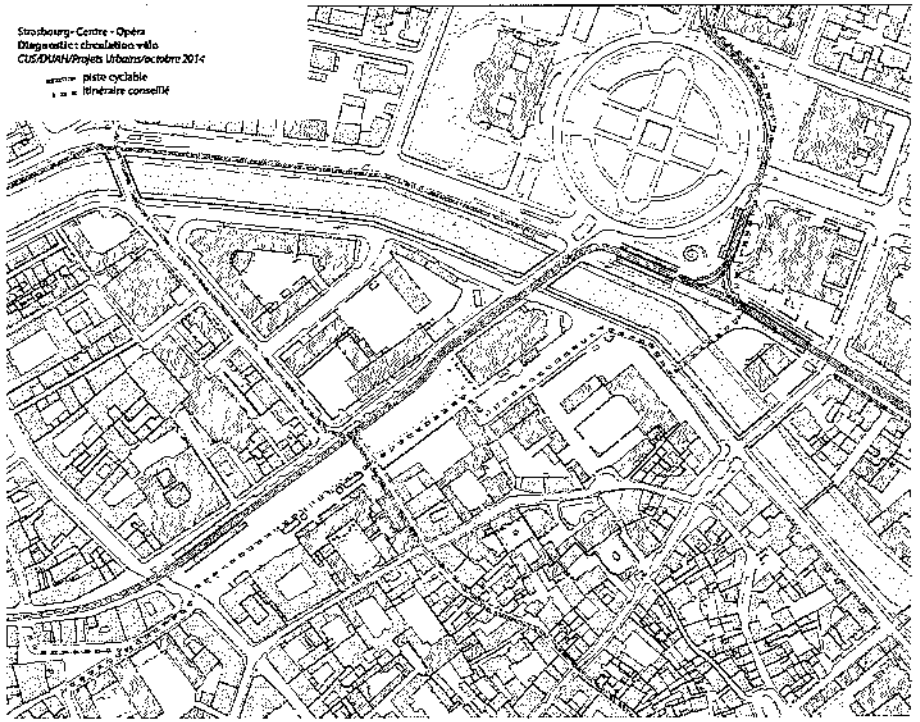
Une grande partie de l'espace public est dédié à la place Broglie qui est un lieu fort d'animation régulière, bien identifié dans l'agglomération (marché, Noël, fêtes, manifestations...). La place est donc très souvent occupée, mais quand elle est « libre » il s'agit d'un vaste espace aéré.

Le tram borde la place sur sa façade nord-ouest et accentue la liaison ville ancienne / Neustadt.

L'espace public est largement dédié aux piétons. Ceux-ci circulent de façon privilégiée sur la place Broglie quand celle-ci est libre. Lors de manifestation la circulation est reportée sur les abords de la place ou sur le trottoir de l'autre côté de la chaussée.
La liaison piétonne vers la place de la République est organisée le long du tram. Toutefois le passage entre l'Opéra et les bâtiments des anciennes fonderies est étroit.



Dans le secteur, les cyclistes bénéficient peu de pistes cyclables en site propre, les seules se trouvent sur la rue de la Fonderie et la rue de la Comédie.
Un itinéraire cyclable est jalonné depuis la place des étudiants jusqu'à la place de la République, via la place Broglie, la place du Petit Broglie et la passerelle des juifs. Cet itinéraire n'est pas « évident » et devient vite compliqué à emprunter lors des manifestations. Le passage par la place du Petit Broglie est assez dangereux, car c'est un lieu où les véhicules et notamment les poids lourds sont amenés à manœuvrer.



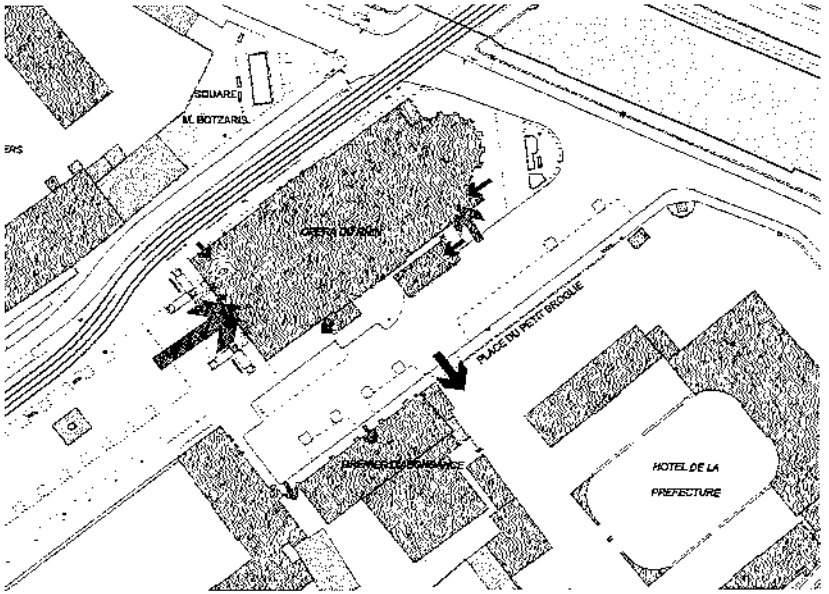
La circulation des voitures est limitée, celle-ci est possible en sens unique le long du tram, permettant de relier l'hyper centre aux quais. Un axe perpendiculaire (rue de la Comédie) permet de relier le secteur de la rue Brulée à la rue de la Fonderie.
Les quais « intérieurs » fonctionnent en sens unique avec des principes de tête bêche. Ils permettent essentiellement de desservir des secteurs de l'hyper centre.

Le stationnement est principalement aménagé sur les chaussées. La place du Petit Broglie offre une poche de stationnement de 28 places.
Dans le secteur se trouve également le parking Broglie, d'une capacité de 460 places et ouvert 24h/24h.

Pour le fonctionnement des diverses manifestations la place Broglie et la place du Petit Broglie sont régulièrement utilisées pour le stockage des véhicules techniques (camionnette des forains….).



La principale fonction de la place du Petit Broglie est celle d'une aire logistique :
- le chargement/déchargement des décors de l'Opéra ;
- les entrées techniques et du personnels de l'Opéra et du Grenier ;
- les accès techniques à l'Hôtel de la Préfecture.



Direction de l'urbanisme et des territoires
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET PROJETS URBAINS

RECHERCHE DE SITE

OPERA DE STRASBOURG

Version de janvier 2019
DOCUMENT DE TRAVAIL

Objectifs

Le Théâtre Municipal situé place Broglie à Strasbourg est un équipement qui ne correspond plus aux besoins actuels de l'Opéra National du Rhin (ONR) et ne permet plus un fonctionnement optimal (accueil du public, représentations, loges, logistique...).

Les travaux de mise aux normes et d'agrandissement « in situ » sont complexes, il est donc envisagé la création d'un nouvel équipement, sur un nouveau site.
Dans ce contexte, la Direction de la construction et du patrimoine bâti a sollicité la Direction de l'Urbanisme et des Territoires afin de réaliser une « Recherche de site » pour développer un bâtiment neuf pour l'opéra du Rhin.

Les données d'entrée fournies par la DCPB pour cette recherche de site sont les suivantes :

Périmètre de recherche	**Strasbourg** Des sites en centre-ville à proposer, mais pas uniquement (cet élément fera partie des arbitrages)
Propriété foncière	Non défini
Délais de disponibilité du terrain	Non défini
Superficie	Terrain permettant d'accueillir un équipement de 5 000 m² à 7 000m² en surface de parcelle Pas d'information concernant surface plancher ou surface utile
Caractéristiques fonctionnelles	• Jauge : 1 200 places assises (+ bureaux, personnel, etc.) • Surfaces minimales en RDC : non spécifié • Parvis : oui • Eventuelles surfaces bâties en sous-sol : selon site • Hauteur bâtie : 20 mètres (double de la cage de scène)
Accessibilité	• Proximité d'un TC : oui • Besoin en parking VL : jauge non spécifiée – idéalement proche d'un parking public • Besoin en parking vélo : jauge non spécifiée • Logistique : terrain doit être accessible aux semi-remorques et disposer d'une cour technique permettant les manœuvres et le stationnement de 5 camions : inclus dans la surface de parcelle recherchée • Accessibilité pompiers : 2 à 3 façades

Le travail de « recherche de site » consiste en l'identification de terrains potentiellement disponibles, ainsi qu'une analyse type avantages/inconvénients sur les items suivants :

- Foncier
- Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)
- Enjeux environnementaux (PPRI, TVB,...)
- Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)
- Accessibilité logistique (gabarit des rues...)
- Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)
- Insertion urbaine (remarques diverses sur le terrain et son environnement proche/lointain)

Règle d'urbanisme & opéra

L'opéra est considéré comme un équipement public. Il peut ainsi être bâti dans tous les zonages permettant les équipements publics (UE) et le tissu urbain mixte. En dehors de ces zones, une modification du PLU sera à prévoir.

La jauge de spectateurs est calibrée pour 1 200 places assises. Le personnel de l'opéra n'est pour l'instant pas comptabilisé.
Concernant la norme en **stationnement automobile**, Les équipements publics ou d'intérêt collectif doivent pouvoir disposer d'un nombre d'aires de stationnement permettant de répondre aux besoins nécessaires à leur fonctionnement.
Il en est de même pour le **stationnement des cycles**.

Etudes préalables à mener

Ce premier balayage de site liste les principaux points de vigilance connus en décembre 2018. Des études complémentaires seront à mener en cas de test de capacité sur l'un ou l'autre de ces terrains.

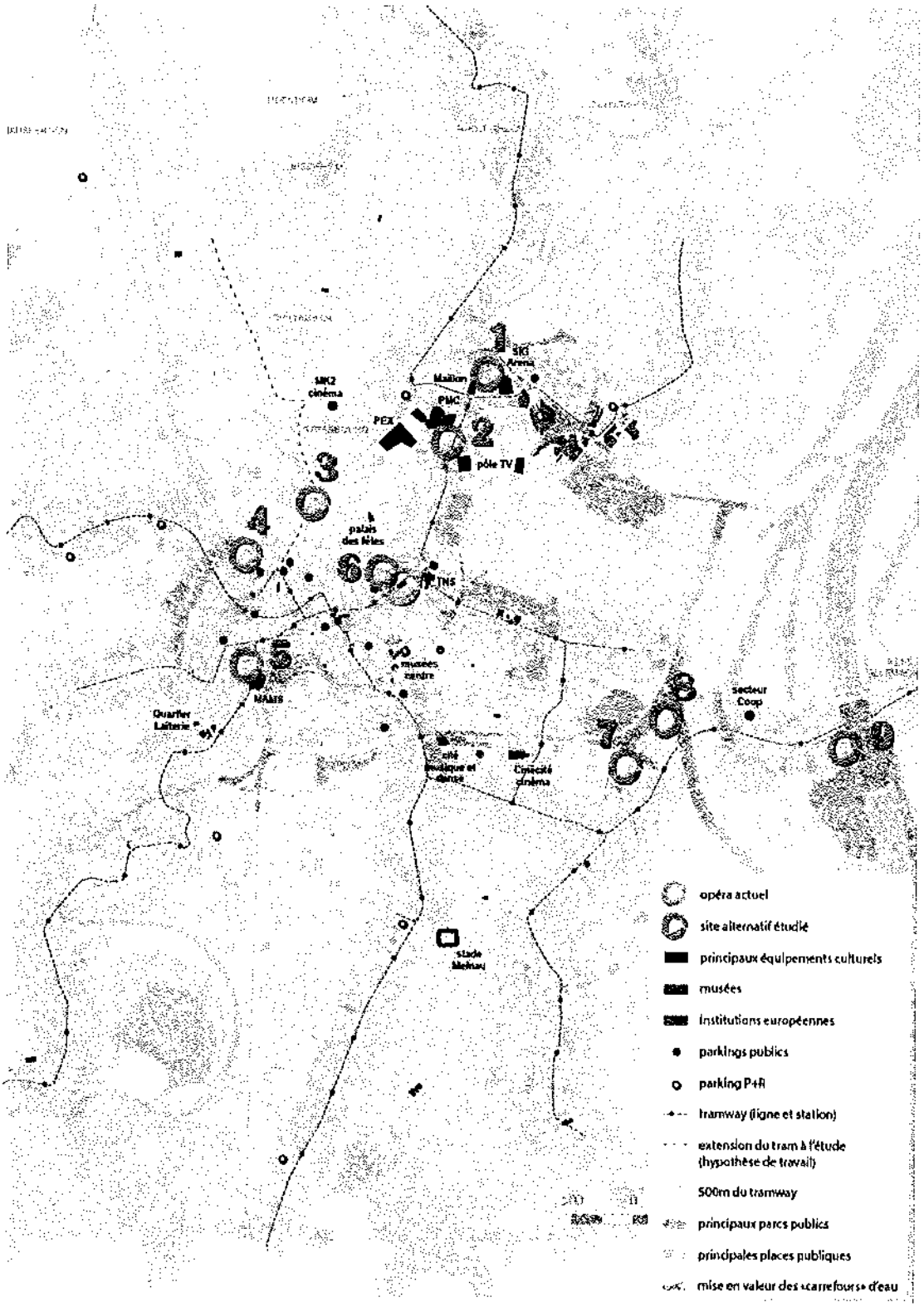
Des investigations techniques complémentaires devront accompagner cette phase :

- études faune flore et diagnostique phytosanitaire de la végétation ;
- études de sol (pollution, portance...) ;
- études sur la mobilité (desserte, offre parking VL et vélo, renforcement des offres mobilité type billet + P+R, co-voiturage, gestion des accès car/bus, logistique....) ;
- le chiffrage budgétaire (foncier, aménagements directs et connexes...).

Equipe projet « recherche de site Opéra »

Corédacteurs : Caroline LEHR (ch. de fil), Camille TARRIEU, Cyril GERARD
Contributeur : Thomas GRAFF

Localisation des terrains étudiés



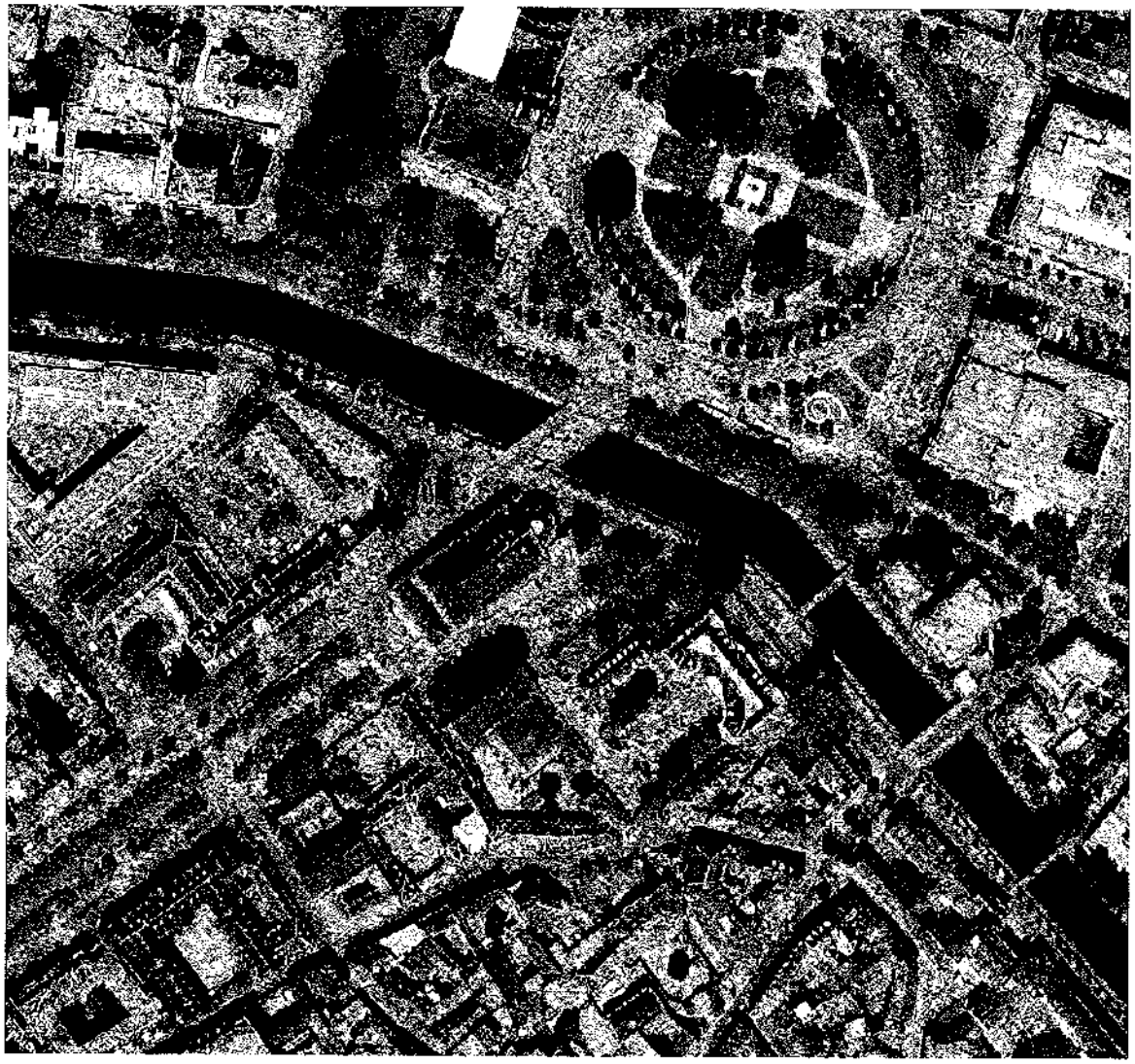
TERRAIN 1 : WACKEN ARCHIPEL 2
TERRAIN 2 : PLACE DE BORDEAUX
TERRAIN 3 : PLACE DE HAGUENAU
TERRAIN 4 : GARE NORD

TERRAIN 5 : CASERNE CANEVAL (Ste Aurélie)
TERRAIN 6 : CENTRE FONDERIE
TERRAIN 7 : 2 Rives « SIEHR – OPEL »
TERRAIN 8 : 2 RIVES « CITADELLE »
TERRAIN 9 : 2 RIVES « RHIN »

TERRAIN ACTUEL : OPERA « BROGLIE »

Quartier / adresse	Centre, place Broglie
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Bonne visibilité : • En façade de la place Broglie • Visible depuis la place de la République Synergie possible avec les équipements culturels et de loisirs du centre-ville (TNS, Aubette, cinéma...)
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Site existant En cas de maintien de l'opéra sur ce site, le lien à l'eau serait à renforcer, ainsi que l'ouverture vers la Neustadt (place de la République).
Foncier	Ville de Strasbourg
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	Env. 5 500m²
Opérationnalité / calendrier	• « Disponible de suite » • enjeu de cohabitation spectacle/travaux ou de relocalisation provisoire des spectacles de l'opéra le temps des travaux.
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, PPRT ...)	• Zonage UAB1 ; compatible avec un programme d'opéra. Constructibilité maximale à 20m HT. • Inscrit dans le projet d'extension du PSMV (vigilance sur les futures règles du secteur) • Monument historique: fronton protégé + dans le champ de visibilité de 300m de plusieurs monuments historiques • Identifié dans le PLU en tant que bâtiment intéressant pour l'ensemble du bâti et bâti exceptionnel pour le fronton
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : pas de risque connu. • TVB : inclus dans le périmètre de continuité écologique (fossé du Faux Rempart) • Qualité des sols : pas d'élément détecté à ce jour • PPA : en zone impactée
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• Très bonne desserte TC (4 lignes de tramways) • Bonne desserte vélo • Proximité de parkings publics (parking Opéra, voiries)
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	• Situation existante • Des aménagements du quai seront certainement à prévoir pour améliorer l'intégration urbaine de l'équipement.
Contraintes techniques	Les accès à la préfecture et aux autres équipements sont à préserver.
Points forts / points faibles / vigilance	+ site et bâti historiques + animation, lieu culturel dans le centre-ville (hors cinémas) - secteur déjà urbanisé (assurer le fonctionnement du site) et « protégé » (PSMV)

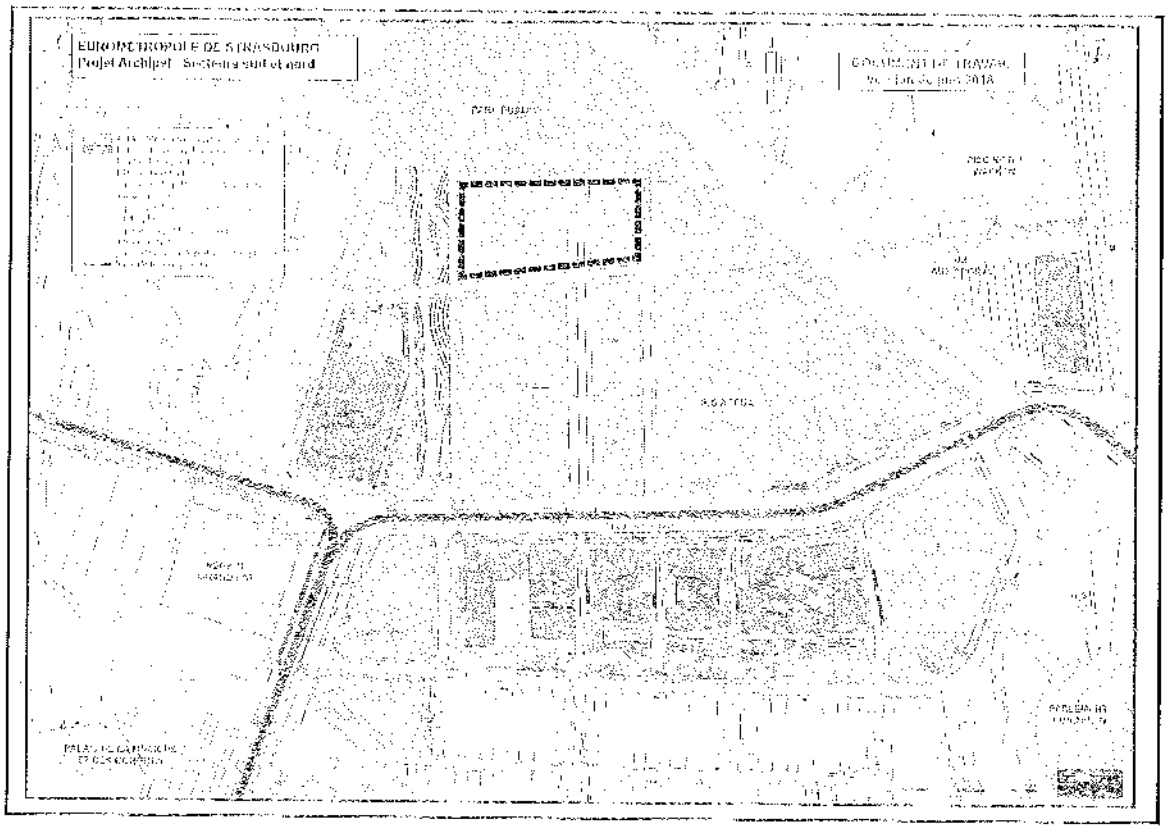
TERRAIN ACTUEL : OPERA « BROGLIE »



TERRAIN 1 : WACKEN/ARCHIPEL 2

Quartier / adresse	Wacken, nord du nouveau quartier Archipel 2
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Bonne visibilité : • dans l'axe de perspective de l'avenue Schutzenberger, face au futur parc public • au sein d'un pôle d'équipements publics eurométropolitains • au cœur du quartier d'affaires et du pôle européen Synergie possible avec les équipements culturels et de loisirs : Maillon, PMC, parc des expositions, Sig Aréna
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	• Au nord du site, au pied du futur parc public à la confluence des cours d'eau • Impacte le programme actuel du quartier Archipel 2 (suppression de 2 lots constructibles d'un total d'environ 18-20 000m² SP, soit env. 200-250 lgts)
Foncier	Ville de Strasbourg
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	Env. 7 000 à 8 000 m²
Opérationnalité / calendrier	Site sur un secteur de projet urbain déjà engagé Le permis d'aménager du quartier Archipel 2 est en cours d'élaboration (mission Wacken Europe) et n'intègre pas de nouvel équipement type opéra. L'implantation de l'opéra nécessitera une évolution du permis d'aménager et un phasage d'opération pour temporiser l'urbanisation du nord du site (attente validation projet opéra).
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, PPRT ...)	Zonage UD1 : compatible avec un programme d'opéra
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : site soumis à des risques d'inondation par submersion • TVB : à proximité immédiate de trois corridors écologiques de la TVB (canal, Ill et Aar) • Qualité des sols : secteur identifié à risque potentiel. Des sondages de sol seront à prévoir.
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• Bonne desserte TC (2 lignes de tramways) • Bonne desserte vélo (vélo stras) • Proximité de parkings publics (rives de l'Aar, parc des expositions, Coubertin)
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Bonne (utilisation des voiries pour les PL du Maillon et de la SIG Arena)
Contraintes techniques	Les réseaux du site seront modifiés dans le cadre du projet urbain.
Points forts / points faibles / vigilance	+ synergie avec le Maillon et le PMC, proximité avec la Nature - Cohabitation des équipements entre eux lors d'événements concomitants et risque de saturation des équipements de mobilité existants (parkings, TC, viaire) - Réduction du nombre de logements constructibles dans le site
Pertinence/opportunité	Ce site requestionne profondément la programmation du quartier d'affaire 2 et l'organisation urbaine du secteur pour l'adapter à un projet d'opéra.

TERRAIN 1 : WACKEN ARCHIPEL 2



TERRAIN 2 : PLACE DE BORDEAUX

Quartier / adresse	Wacken, nord de la place de Bordeaux
Localisation / contexte (visibilité, synergie…)	Bonne visibilité : • En façade de la place de Bordeaux • au sein d'un pôle d'équipements publics eurométropolitains • à proximité du quartier d'affaires et du pôle européen Synergie possible avec les équipements culturels et de loisirs : Maillon, PMC, parc des expositions, Sig Aréna
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	• La requalification de ce secteur est une opportunité pour améliorer la visibilité du PMC et de ses accès piétons depuis le tram (implique la suppression de l'offre en hôtellerie existante) • Projet au sein d'un parc, tout comme le PMC
Foncier	Ville de Strasbourg Bail emphytéotique avec l'hôtel Mercure qui arrive à échéance le 31/12/2026
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis…)	Env. 8 000m²
Opérationnalité / calendrier	Site de projet en frange d'un projet urbain Le site est occupé actuellement par un bâtiment (hôtel Mercure) et le stationnement de l'hôtel.
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, …)	• Zonage UE1 : compatible avec un programme d'opéra • Emplacement réservé pour l'élargissement de l'avenue Herrenschmidt (peu impactant pour le site) • Proximité de l'antenne TV de France 3 (peu impactant) • monument historique (bâti/fresque France 3) : dans le champ de visibilité de 500 m • périmètre de la ceinture verte / Loi de 1922
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP…)	• PPRI : nappe phréatique proche mais pas de risque de débordement ni de remontée de nappe • TVB : à proximité d'un corridor écologique de la TVB (Aar) • Qualité des sols : pas d'enjeu connu à ce jour
Accessibilité du public (TC, parking, cycle…)	• Très bonne desserte TC (2 lignes de tramways) • Bonne desserte vélo (vélo stras) • Proximité de parkings publics (rives de l'Aar, parc des expositions)
Accessibilité logistique (gabarit des rues…)	Bonne (utilisation des voiries pour les PL du PMC et du parc des expositions)
Contraintes techniques	RAS : pas de réseaux publics dans l'emprise étudiée (présence uniquement dans les voiries publiques)
Points forts / points faibles / vigilance	• Cohabitation des équipements entre eux lors d'événements concomitants et risque de saturation des équipements de mobilité existants (parkings, TC, viaire) • Suppression de l'offre en hôtellerie actuelle
Pertinence/opportunité	Ce secteur présente une opportunité de requalifier de manière phasée la place de Bordeaux et ses abords tout en améliorant l'accessibilité et la visibilité du PMC et du futur parc des expositions.

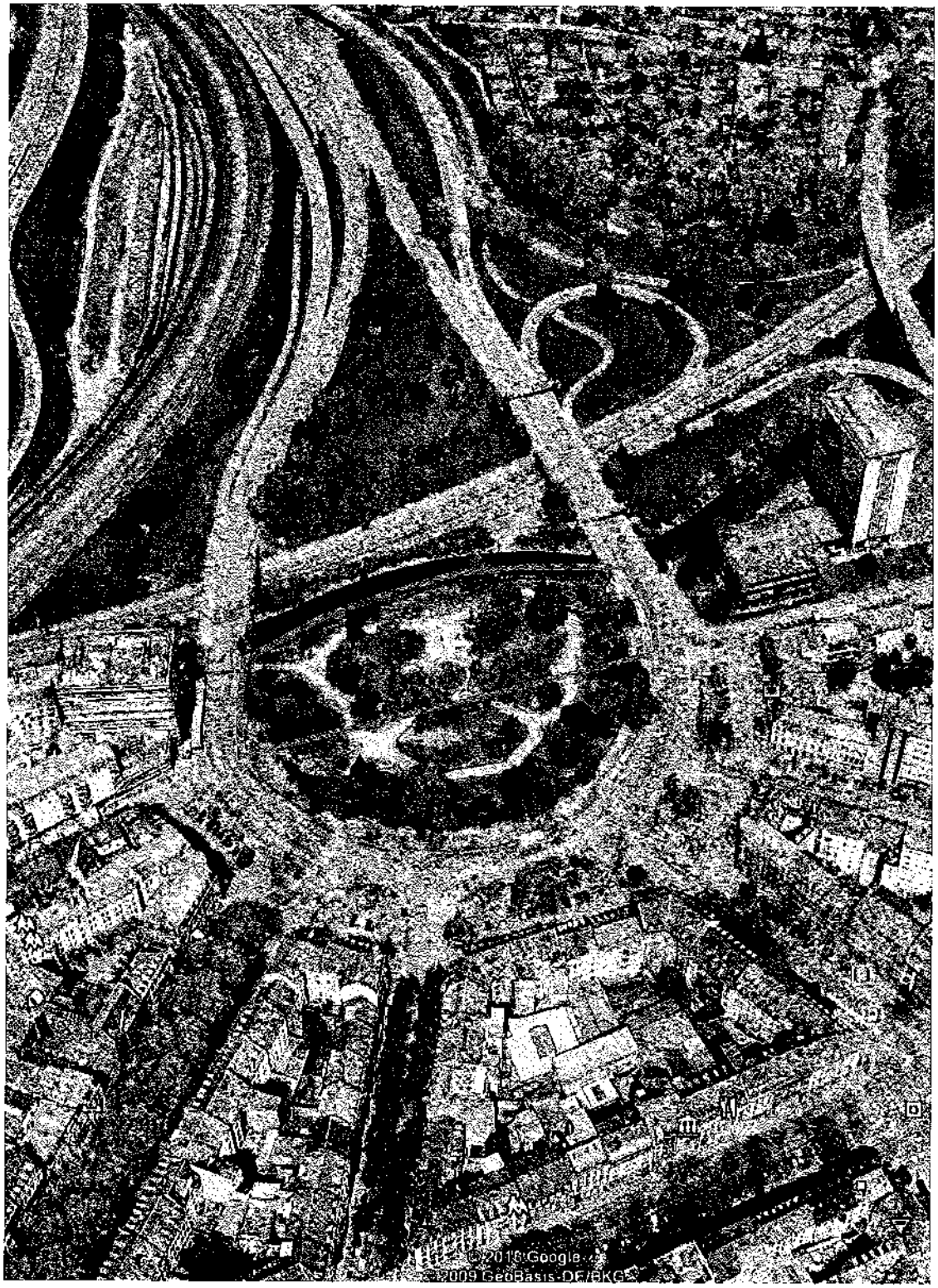
TERRAIN 2 : PLACE DE BORDEAUX



TERRAIN 3 : SECTEUR HAGUENAU

Quartier / adresse	Place de Haguenau
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Bonne visibilité : • Au cœur de la place d'Haguenau en entrée de commune • A la convergence des axes structurants de circulation avec une mise en scène depuis l'Avenue des Vosges et la Neustadt • à proximité du centre de Strasbourg et du développement du sud de Schiltigheim (ciné, ...) • à proximité du quartier d'affaires et du pôle européen Synergie possible ou plutôt articulation entre Centre-Ville et pôle culturel de Schiltigheim
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	La requalification de ce secteur est l'occasion de repenser l'organisation de la place avec : • repositionnement du square urbain aux pieds de façades des immeubles d'habitation (environ 1Ha) intégrant un réseau de chemins piétons • l'intégration de la future ligne TC en site propre vers Schiltigheim et d'une station opéra • un rapport avec le canal à intensifier • - un apaisement de circulation automobile
Foncier	Ville de Strasbourg
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	6 400m²
Opérationnalité / calendrier	• Site de projet nécessitant des aménagements non programmés • Modification du document d'urbanisme
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• UD2 • Espace planté à conserver ou à créer • Champs de visibilité de 500m • Périmètre de l'extension du PSMV
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• Proximité remontée de nappe • Pollution de l'air / autoroute • Qualité des sols : secteur proche d'une zone de pollution avérée (faux rempart). Des sondages de sol seront à prévoir.
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	Remaniement des voies de circulation • Bonne desserte vélo (vélo stras) • desserte TC présente (ligne de bus existante) avec forte amélioration attendue avec la création d'une ligne de TCSP (à l'étude) • offre de parking public à développer pour répondre également au besoin du quartier.
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Forte densité de circulation. De nouveaux flux nécessiteraient une étude approfondie en amont, notamment pour l'accessibilité livraison
Contraintes techniques	/
Points forts / points faibles / vigilance	- Impact un des seuls espace vert du quartier + opportunité pour améliorer la sécurisation des déplacements piétons au sein d'un espace vert plus proche des habitants.
Pertinence/opportunité	Ce secteur en recomposition est l'occasion de renforcer son attractivité positionné, symboliquement à la porte du centre de Strasbourg et des projets de Schiltigheim.

TERRAIN 3 : SECTEUR HAGUENAU



TERRAIN 4 : GARE NORD

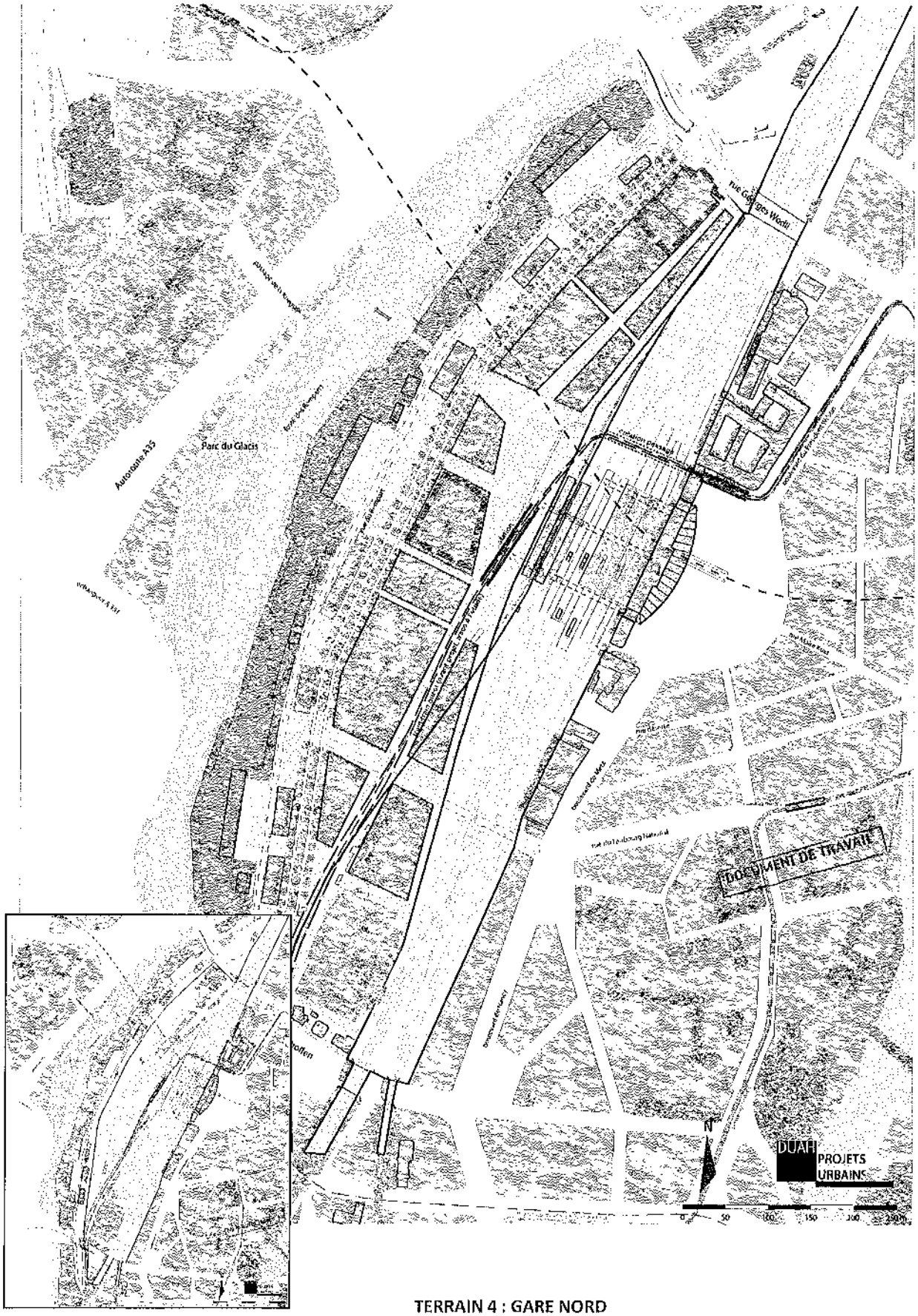
Quartier / adresse	Rue Georges Wodli
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	• Bonne visibilité en façade de la rue Georges Wodli • Synergie à créer
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Développement urbain en devenir
Foncier	SNCF
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	7 000m² de terrain voire plus si nécessaire Disponible sous conditions (relocalisation des emprises ferroviaires)
Opérationnalité / calendrier	• Site de projet nécessitant des aménagements non programmés • Calendrier non maitrisé
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UXf : pas compatible avec un programme d'opéra • Servitude d'utilité publique relative au chemin de fer à préciser par la suite selon intérêt • monument historique Wagenhaus : dans le champ de visibilité de 100 m
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• Pollution des sols probable • PPRI : RAS
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	Reprise de la rue du Rempart en boulevard urbain à prévoir pour déboucher sur des axes structurants d'agglomération. • Bonne desserte vélo (vélo stras) • desserte TC présente (BHNS ligne G) à améliorer avec un repositionnement des stations + à proximité hypothèse de repositionnement de la gare de bus. • Proximité du parking public Wodli avec une offre de parking à développer gare basse pour répondre également au besoin de la gare.
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Site industriel déjà accessible
Contraintes techniques	Réseaux présents dans la rue Georges Wodli. Les réseaux du site seront à créer dans le cadre du projet urbain.
Points forts / points faibles / vigilance	- Repositionnement des occupations précaires et sociales. - Site en devenir contraint par la libération et repositionnement des sites de maintenances de la Sncf.
Pertinence/opportunité	C'est une opportunité à moyen long terme.

TERRAIN 5 : CASERNE GANEVAL (Ste Aurélie)



TERRAIN 4 : GARE NORD

Quartier / adresse	Rue Georges Wodli
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	• Bonne visibilité en façade de la rue Georges Wodli • Synergie à créer
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Développement urbain en devenir
Foncier	SNCF
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	7 000m² de terrain voire plus si nécessaire Disponible sous conditions (relocalisation des emprises ferroviaires)
Opérationnalité / calendrier	• Site de projet nécessitant des aménagements non programmés • Calendrier non maitrisé
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UXf : pas compatible avec un programme d'opéra • Servitude d'utilité publique relative au chemin de fer à préciser par la suite selon intérêt • monument historique Wagenhaus : dans le champ de visibilité de 100 m
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• Pollution des sols probable • PPRI : RAS
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	Reprise de la rue du Rempart en boulevard urbain à prévoir pour déboucher sur des axes structurants d'agglomération. • Bonne desserte vélo (vélo stras) • desserte TC présente (BHNS ligne G) à améliorer avec un repositionnement des stations + à proximité hypothèse de repositionnement de la gare de bus. • Proximité du parking public Wodli avec une offre de parking à développer gare basse pour répondre également au besoin de la gare.
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Site industriel déjà accessible
Contraintes techniques	Réseaux présents dans la rue Georges Wodli. Les réseaux du site seront à créer dans le cadre du projet urbain.
Points forts / points faibles / vigilance	- Repositionnement des occupations précaires et sociales. - Site en devenir contraint par la libération et repositionnement des sites de maintenances de la Sncf.
Pertinence/opportunité	C'est une opportunité à moyen long terme.



TERRAIN 4 : GARE NORD

TERRAIN 5 : CASERNE GANEVAL (ST AURELIE)

Quartier / adresse	Quartier Gare /Rue de Molsheim
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Situation en centre-ville, à côté du Musée d'Art Moderne et Contemporain. Synergie possible avec cet équipement public culturel L'implantation d'un Opéra sur ce site permettrait la redynamisation du quartier Gare sud, et situé à proximité du centre-ville (Petite France) pour les liens aux restaurants, bars...
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	• Doit s'intégrer dans un projet urbain d'ensemble pour la mutation des logements de la Gendarmerie. Retisser les liens avec les rues existantes, désenclaver. • Potentiel de développement d'un projet mixte logements et équipements • Inclut dans le tissu urbain • Aménagements (parvis, accès) à créer
Foncier	Etat
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	24 000 m² pour l'ensemble du projet urbain Foncier pour opéra à définir
Opérationnalité / calendrier	• Site de projet nécessitant des aménagements non programmés • Nécessite l'acquisition du foncier au préalable • Terrain occupé par les gendarmes pour logement de fonction
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	Zonage UG, permet les équipements publics Proximité MH
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	PPRI RAS TVB : RAS SSP : zone d'impact potentiel
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• Bonne accessibilité TC (arrêt tram à 250m) • Parking St Aurélie (557places) et parking petite France à moins de 500m (939 places)
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	• L'accessibilité depuis la rue de Molsheim se fait que dans un sens (pas de traversée du tram) • Rue de Rosheim
Contraintes techniques	Micro réseau de chaleur (à confirmer)
Points forts / points faibles / vigilance	+ Localisation intéressante, proche de la Petite France, synergie possible avec le MAMCS, inscrit dans un projet urbain d'ensemble. - Mais problème du foncier et de la temporalité (aucune maitrise) Site qui potentiellement pourrait être reconvertie pour une opération de logements
Pertinence/opportunité	Ce site permettrait d'intégrer le projet d'Opéra dans une requalification urbaine globale du secteur et de redynamiser un quartier en mutation (avec le prolongement du tram).

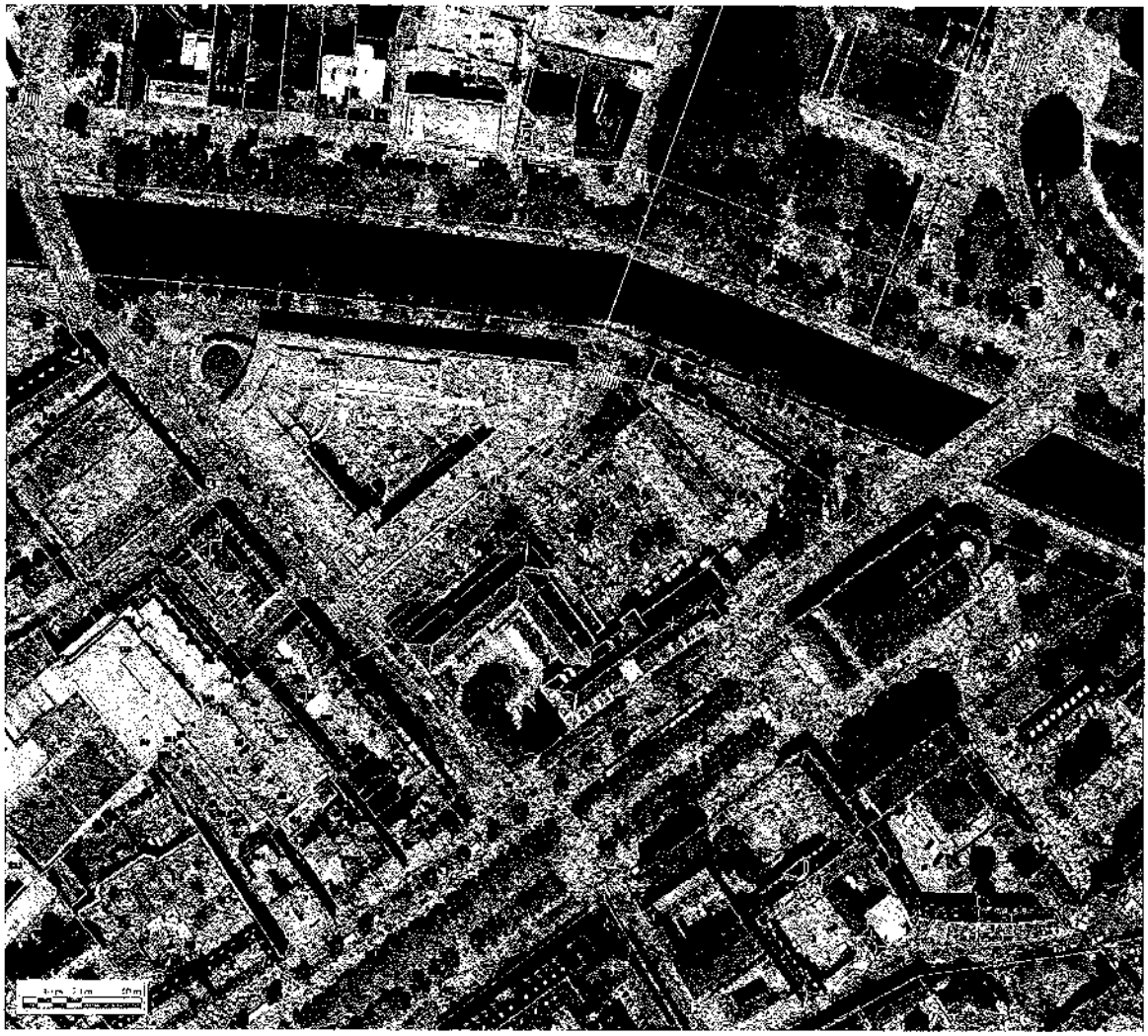
TERRAIN 5 : CASERNE GANEVAL (Ste Aurélie)



TERRAIN 6 : CENTRE FONDERIE

Quartier / adresse	Triangle rue de la Fonderie / quai Schoepflin / rue des Claristes
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	• Site dans l'ellipse insulaire, proche de l'opéra actuel • Proximité de l'eau (fossé du Faux Rempart) • Site déjà bâti (immeuble de la Poste et tertiaire)
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Terrain le long de l'eau, en hyper centre
Foncier	Privé (plusieurs parcelles, 2 grands propriétaires : SCI CRSF Metropole, Orange & Figesta-Grumbach)
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	5 900 m²
Opérationnalité / calendrier	Nécessite l'acquisition du foncier au préalable Terrain occupé par la Poste et du tertiaire
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UAB1 : compatible avec un programme d'opéra. Constructibilité maximale à 20m HT. • Inscrit dans le projet d'extension du PSMV (vigilance sur les futures règles du secteur)
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : pas de risque connu. • TVB : inclus dans le périmètre de continuité écologique (fossé du Faux Rempart) • Qualité des sols : proche d'une zone d'impact potentiel (messe des officiers) • PPA : en zone impactée
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• Bonne accessibilité TC (arrêt tram Broglie et République) • Parking Centre Opéra Broglie à 100m (460 places) • Bonne desserte vélo
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	/
Contraintes techniques	Réseau eau assainissement RAS
Points forts / points faibles / vigilance	+ Belle mise en scène, rapport à l'eau - problème du foncier et de la temporalité (aucune maitrise, site occupé)
Pertinence/opportunité	Ce site permettrait de maintenir l'opéra en hyper centre

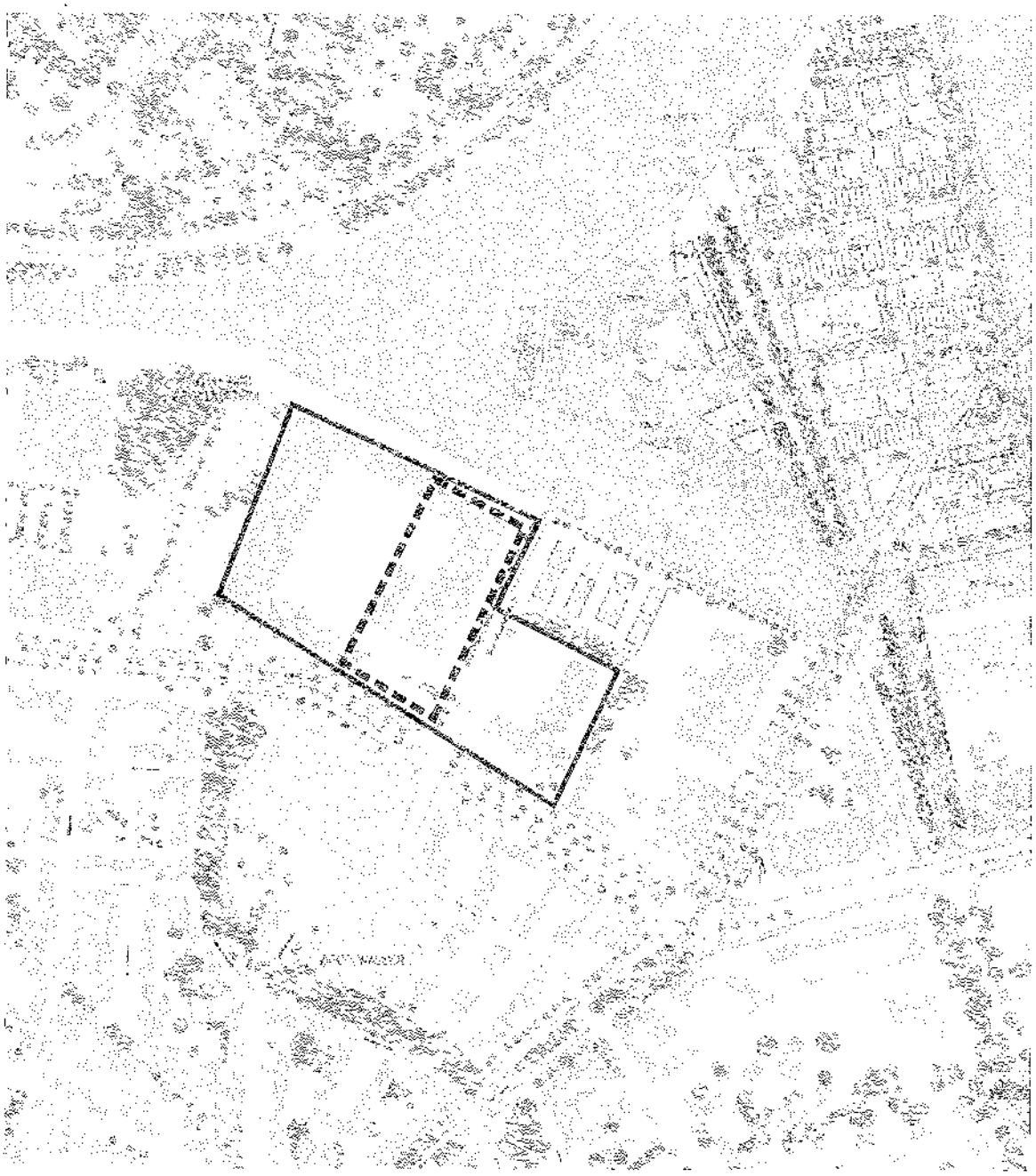
TERRAIN 6 : CENTRE FONDERIE



TERRAIN 7 : 2 RIVES & SIEHR – OPEL

Quartier / adresse	carrefour avenue du Rhin / rue de Budapest
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Site occupé par l'entreprise SIEHR Bonne visibilité : • Le long de l'avenue du Rhin, au pied du bassin de la Citadelle • Face au pôle loisirs / services du môle Citadelle Synergie possible avec la Coop bien qu'à distance (1 km)
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	• Participer à la requalification urbaine de l'axe 2 Rives • Proximité immédiate de l'eau • Possibilité de créer un projet d'aménagement (parc, équipements sport/culture, parvis, parking...) > le site de Slehr mesure près de 3,5 ha.
Foncier	Port autonome de Strasbourg Bail à échéance : BE géré par le PAS (pas de connaissance de la date butoir)
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	Plus de 40 000m²
Opérationnalité / calendrier	Site de projet nécessitant des aménagements non programmés Site conditionné au départ de SIEHR et à la vente/location du foncier par le PAS pour ce projet : soit à la fin du bail (date), soit en amont (=déménagement de SIEHR à organiser)
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UD1 : compatible avec un programme d'opéra. • Proximité d'une canalisation de gaz avec SUP le long de l'avenue du Rhin (hors site projet) • monument historique (fortification Citadelle) : dans le champ de visibilité de 500 m
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : site soumis à des risques d'inondation par submersion (aléas fort et faible) et remontée de nappe • TVB : à proximité immédiate de corridors TVB (Ziegelwasser, canaux) • Qualité des sols : secteur identifié à risque potentiel (proximité ancienne décharge, ancien site industriel). Des sondages de sol seront à prévoir.
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• Bonne desserte TC (1 ligne de tramway) • Bonne desserte vélo (vélo stras) • Proximité du parking public du môle de la Citadelle (parking mutualisé). Faible offre en stationnement VL dans le secteur.
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Bonne (avenue du Rhin)
Contraintes techniques	Pas de réseaux publics dans l'emprise étudiée (présence uniquement dans les voiries publiques et quai)
Points forts / points faibles / vigilance	+ Rapport à l'eau le long de l'axe 2 Rives - contraintes environnementales fortes (PPRI, sols pollués) - foncier et temporalité (aucune maitrise)
Pertinence/opportunité	Le secteur SIEHR/OPEL est la dernière poche urbaine non restructurée de l'avenue du Rhin. Ce vaste foncier propriété du PAS présente une opportunité foncière pour y implanter des équipements publics (opéra, collège...).

TERRAIN 8 : 2 Rives « SIEHR – OPEL»



TERRAIN 8 : 2 RIVES « CITADELLE »

Quartier / adresse	Môle Citadelle, ZAC 2 Rives
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Localisation dans la ZAC 2 Rives Visibilité Moyenne : • Figure de proue du môle, bien visible depuis le quai des Belges et Starlette (effet signal) • Site en fond de quartier, derrière les habitations Synergie possible avec la Coop bien qu'à distance (1 km)
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Marque la proue du môle Citadelle, au pied d'un futur parc public et des bassins Impacte la programmation de la ZAC – suppression d'environ 200 logements, sans compter les adaptations de programme connexes (ex : densité bâtie autour, programmation)
Foncier	SPL Deux Rives
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	Env. 7 000 m²
Opérationnalité / calendrier	Site sur un secteur de projet urbain déjà engagé Nécessite une évolution de la ZAC (programme de logements) – suppression d'environ 200 logements
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UDz5 : compatible avec un programme d'opéra mais nécessité de compatibilité avec plan guide de la ZAC • L'OAP Deux Rives ne mentionne pas de services publics de type opéra pour le môle Citadelle (équipements de proximité, services en lien avec le fluvial et le tourisme). Les équipements culturels sont ciblés sur la Coop. Cependant l'OAP mentionne la possibilité dans le périmètre de l'OAP d'accueillir des équipements à dimension métropolitaine, ainsi que des activités culturelles, créatives et inventives (qui articulent innovations sociales et environnementales). L'enjeu de créer un repère signal sur cet emplacement peut être rempli par l'architecture particulière d'un opéra. • monument historique (fortification Citadelle) : dans le champ de visibilité de 500 m.
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : nappe proche mais reste sous le TN • TVB : à proximité immédiate de corridors TVB (canaux) • Qualité des sols : secteur identifié avec de la pollution (zone d'impact avéré). Des sondages de sol seront à prévoir.
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• desserte TC à plus de 400 mètres (1 ligne de tramway) • Bonne desserte vélo • Proximité du parking public du môle de la Citadelle (parking mutualisé). Faible offre en stationnement VL dans le secteur. L'implantation d'un opéra sur le môle Citadelle devra s'accompagner de la réalisation d'une passerelle piéton-cycle reliant le môle au quai des Belges
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	Pas de problème à priori (PL de collecte des OM sur les voiries) A adapter dans le cadre de la ZAC
Contraintes techniques	Les réseaux du site seront modifiés dans le cadre de la ZAC.
Points forts / points faibles / vigilance	+ Positionnement intéressante en figure de proue au bord de l'eau - Accessibilité et offre en stationnement - impacte la ZAC (moins de logements)
Pertinence/opportunité	L'implantation d'un opéra en figure de proue du môle n'apparait pas pertinente dans ce secteur dédié à de l'habitat. Aucune centralité ou animation n'est particulièrement recherchée dans ce lieu isolé et difficilement accessible. Cela questionnerait profondément le plan guide de la ZAC.

TERRAIN 9 : 2 RIVES « CITADELLE »



TERRAIN 9 : 2 RIVES (RHIN)

Quartier / adresse	Rives du Rhin, ZAC Deux Rives
Localisation / contexte (visibilité, synergie...)	Localisation dans la ZAC 2 Rives Bonne visibilité : sur la berge du Rhin, au pied du pont de l'Europe et du jardin des Deux Rives Synergie possible avec la Coop bien qu'à distance (1 km)
Insertion urbaine (terrain et son environnement proche/lointain)	Impacte la programmation de la ZAC – suppression de près de 38 000 m²SDP dont environ 540 logements, sans compter les adaptations de programme connexes (ex : densité bâtie autour, programmation)
Foncier	Etat (partie talus) et ville de Strasbourg
Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis...)	Env. 7 000 m² (tirette) + triangle à l'ouest (env. 5 000m²)
Opérationnalité / calendrier	Site sur un secteur de projet urbain déjà engagé Nécessite une évolution de la ZAC (programme de logements) – suppression d'environ 350 logements
Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, ...)	• Zonage UDz5 : compatible avec un programme d'opéra mais nécessité de compatibilité avec plan guide de la ZAC • L'OAP Deux Rives ne mentionne pas de services publics de type opéra pour les Rives du Rhin (équipements de proximité, école). Les équipements culturels sont ciblés sur la Coop. Cependant l'OAP mentionne la possibilité dans le périmètre de l'OAP d'accueillir des équipements à dimension métropolitaine, ainsi que des activités culturelles, créatives et inventives (qui articulent innovations sociales et environnementales). L'enjeu de créer un repère signal sur cet emplacement peut être rempli par l'architecture particulière d'un opéra.
Enjeux environnementaux (PPRI, TVB, SSP...)	• PPRI : site soumis à des risques d'inondation par submersion du Rhin et remontée de nappe • TVB : à proximité immédiate du corridor écologique du Rhin (identifié dans le schéma régional de cohérence écologique) • Qualité des sols : secteur identifié avec de la pollution (zone d'impact avéré, ancienne décharge...). Des sondages de sol seront à prévoir.
Accessibilité du public (TC, parking, cycle...)	• desserte TC à 400 mètres (1 ligne de tramway) • Bonne desserte vélo • Pas d'offre en parking public VL hors voirie
Accessibilité logistique (gabarit des rues...)	L'accès PL par la rue Jean Monnet (seule voie d'accès au site) est interdite aux plus de 3,5 To.
Contraintes techniques	Les réseaux du site seront modifiés dans le cadre de la ZAC.
Points forts / points faibles / vigilance	+ visibilité, symbolique rhénane - accès logistique et offre en stationnement - impacte la ZAC (moins de logements)
Pertinence/opportunité	Ce secteur nécessite de questionner le programme de la ZAC et l'accessibilité PL du quartier. Il présente toutefois une force symbolique au pied du Rhin, ouvert vers l'Allemagne, au sein d'un quartier QPV.

ANNEXES

1988 Remplacement des conduites RIA

Installation d'un Onduleur

1989 Remplacement partiel du plancher de scène

Remplacement des galets de la scène tournante

Réfection des sanitaires côté public

Réfection boiseries extérieures théâtre

Remplacement du Standard téléphonique

Remplacement portes coupe-feu 1ère tranche

Eclairage de service et éclairage de sécurité dans tout le théâtre 1ère tranche

1990 Transformation conciergerie

Elargissement porte entrée décors

Modification du rez-de-chaussée côté public , ventilation autre locaux

Scène : remplacement moteur scène tournante

- Installation pont d'éclairage n°2
- Démontage herse n°5

Électricité : 2ème tranche

Poursuite de la mise en conformité côté public, câblage lustres et appliques salle et foyer

Mise en place d'un bac de rétention sous les transformateurs HT

Réfection des loges des artistes Dames et hommes

1991 Réfection salon rose

Mise en conformité des installations électriques 90/91

Remplacement du pont N° 2

Réfection sol ancienne conciergerie et hall

Entretien gaines de ventilation verticales et la couronne

1992 Transformation cabines lumières et son

Eclairage loges

Extraction fumée, hall conciergerie

Climatisation des cabines de régie

1993 Dépose, pont d'éclairage N° 3

Climatisation Local Onduleur

1994 Remplacement batteries onduleur

Mise en conformité des coffrets de branchement des projecteurs

Remplacement câbles électrique descende Pont d'éclairage n°1 et Herses

Remplacement Batteries Onduleur

Remplacement partiel réseau incendie

Mise en conformité escaliers loges

1995 Installation d'extracteurs d'air à l ' Opéra Café

Installation d'un extracteur d'air au vestiaire machiniste

Grill technique : trappe, lumière, réfection plancher

Traitement de la charpente coté scène

Réfection de la plâtrerie en sous-pente toiture coté scène

Réfection loges artistes Solo Dames (sol et peinture)

Réfection loges d'avant-scène

Mise en conformité électrique loges artistes

Remplacement plancher de scène (parties latérales et arrière) et élargissement des escaliers d'accès scène

Modification commande du rideau de fer

Modification commande du rideau de fer

Mise en conformité électrique de l'ascenseur habillement

Remplacement du monte-décors

Travaux annexes au monte-décors

Lumière de Service Plateau

1996 Réaménagements locaux sous scène

1997 Révision Ardoises toitures bâtiment du théâtre

Réfection de la plâtrerie en sous-pente toiture coté scène

Remplacement du câble d'attache du contrepoids du lustre

Remplacement de 10 perches

Réfection du couloir public 1ère Galerie et 4 cages d'escaliers centrales et Fumoir

Fourniture et pose d'une ligne de vie pour réglage projecteurs Grande salle

Réfection étanchéité du vérin rideau de fer

Remplacement RIA n° 22

1998 Réfection du couloir public Fauteuils d'Orchestre et 2 cages d'escaliers centrales et 4 cages d'escaliers latérales

Traitement de la charpente ancien local costumes 4ème gal.

Réhabilitation ancien local costumes 4ème galerie

- Plâtrerie
- Fourniture de peinture
- Fourniture étagères
- Fourniture de revêtement de sol
- Fourniture de panneaux de bois pour le sol

Remplacement disjoncteurs différentiels coffrets de branchement projecteurs 300mA à 30mA

Réfection toiture cintre lointain cour

1999 Réfection d'un couloir et des cages d'escaliers de l'Opéra (2ème Galerie+ Escaliers centraux 2ème vers 3ème galerie + Escaliers latéraux de la 1ère vers la 4ème galerie)

Réhabilitation ancien local costumes 4ème Galerie (divers travaux et fournitures)

Réhabilitation ancien local costumes 4ème Galerie (Fournitures d'étagères pour stockages des accessoires)

Traversée de chaussée avant Tram pour pose de fourreaux de liaison entre l'Opéra et le bâtiment direction

Etude de faisabilité de mise en sécurité de l'Opéra

2000 Travaux pour la rénovation et l'embellissement des couloirs de l'Opéra (3ème et 4ème Galerie + Escaliers centraux 3ème vers 4ème Galerie)

Acquisition et pose de fermes-portes

Etude de la capacité portante du plancher local 4ème gal.

Etude de mise en place d'une détection incendie et d'un système d'alarme

Mise en place d'une détection incendie et d'un équipement d'alarme

2001 Pose de portes CF

Travaux pour la rénovation et l'embellissement des couloirs de l'Opéra

Poursuite installation de détection et d'alarme incendie

2002 Reconstruction du Grenier d'abondance

Remplacement RIA 33 (2ème galerie)

Acquisition de 3 RIA

Acquisition d'un système TENOVIS permettant le renvoi des alarmes S.S.I. sur les téléphones DECT

Traitement sanitaire de la charpente

2003 Embauche d'agent de sécurité incendie et formations initiales ERP1

Remplacement onduleur

Acquisition de nouveaux extincteurs

Remplacement de 2 RIA

Travaux de mise en sécurité électrique

Travaux de réfection du grès sur la coursive côté cour

Remplacement d'ardoises du toit

Réception installation escalier métallique extérieur

2004 Réparations toiture opéra

2005 Installation d'un escalier supplémentaire extérieur

Création d'un ascenseur PMR

Création de toilettes PMR (niveau fauteuil d'orchestre)

Suppression de bureaux de dessous de scène et sur scène, construction de bâtiments modulaires pour accueillir les services techniques scène

Cloisonnement de locaux à risques dessous de scène

Ajout de sorties de secours fosse d'orchestre

Implantation de conteneurs au Grenier pour y stocker tout les praticables bois et les enlever des dessous

Remplacement de 9 RIA

Réparations toiture opéra

Réparation conduite RIA côté loge

2006 Acquisition de matériels pour la mise en sécurité de l'éclairage de secours du théâtre

Aménagement loge coiffure 3ème étage Bloc Administration

Réparations toiture opéra

Modification machinerie rideau de fer

2007 Installation d'un CMSI, asservissement de portes coupe-feu

Travaux de sécurisation du gril : démontage de la machine à pluie et de la machine à tonnerre, démontage des tambours en charpente, installation de premières lignes de vie au gril

Mise en sécurité du Monte-décor

2008 Travaux de sécurisation gril : modification des nappes de chauffages, installation de passerelles, modification des commandes de désenfumage des exutoires de façade des cintres, installation de lignes de vie supplémentaires

Formation d'agents SSIAP2, substitution des piquets d'incendie SDIS par des équipes interne (1 SSIAP2, 2 SSIAP 1) pour les services de représentation

Réparations toiture opéra

Rénovation des sanitaires solos hommes et dames

Création d'un vestiaire pour l'Opéra Café, pose de portes CF

Remise en peinture « salon rose »

Modification commande rideau de fer

Sécurisation du parvis (pose de filets antichute de gravats)

Transformation conciergerie

2009 Mise en sécurité du bâtiment

Etude de faisabilité de mise en sécurité de l'Opéra (ITECO)

Extension de la couverture des sirènes d'alarme incendie

Réalisation diagnostic solidité charpentes

Travaux de sécurisation gril et des charpentes : ajout de ponts au lointain, renforcement de charpente (pièces mécaniques, résines), création de fentes pour le levage d'éclairages sous les passerelles du cintres, création de fourreaux dans le plafond pour le levage côté salle

Réparations de toiture opéra

Rénovation local Accessoires d'arrière scène

Remplacement garde-corps fosse d'orchestre

Suppression du filet de nez de scène, pose d'une passerelle de sécurité

Création bande de roulement extérieure (accès costumes)

Agrandissement zone de sécurité incendie (voirie)

2010 Remplacement des gradateurs lumières de scène (risque incendie)

Pose de portes CF aux accès fosse d'orchestre (cc et cj)

Remplacement des portes CF au lointain scène

Remplacement des FP des portes de l'escalier extérieur (public) afin de garantir 2UP

Travaux de sécurisation gril et des charpentes : création de structures pour le levage à l'extérieur et sous les passerelles du cintre, création de structures de levage sous les entraits bas, création structures de levage côté salle

Rénovation vestiaires Machinerie suite à « inondation », remise aux normes des évacuations EP non-conformes des sous-sols

2011 Première phase de Mise en sécurité partielle (ITECO 2009) :

Déplacement des doubles de commande des moyens de secours du bloc scène à l'entrée des artistes (Rideau de fer, désenfumage, vanne électrique Grand Secours)

Extension de la détection incendie aux bâtiments modulaires extérieurs (2005)

Encloisonnement des petits escaliers latéraux (public), suppression et déplacement des porte-manteaux dans ces cages d'escaliers

Début chantier toiture bloc foyer et bloc salle : pose des échafaudages, base vie, dépose partielle couverture

Acquisition d'une PEMP double

2012 Installation de garde-corps au droit des escaliers dans les balcons de la Grande salle

Restauration des muses du péristyle (effritements)

Remplacement terrasse du balcon du péristyle (infiltrations d'eau, effritements)

Remplacement ou rénovation des portes et volets extérieurs du RDC (sécurité incendie, évacuation)

Encloisonnement des petits escaliers latéraux (public), pose de portes CF, suppression et déplacement des porte-manteaux dans ces cages d'escaliers

Remplacement du SSI, complément de la dotation en détection incendie dans les locaux non surveillés à ce jour, complément en DAC pour l'asservissement de portes CF

Encloisonnement de l'escalier bloc administratif côté cour

Désenfumage de l'escalier de l'Empereur

Réaménagement du PC sécurité et de l'accueil

Remplacement du parquet des circulations du bloc administratif niv. 2 et 3 (dalles bétons)

Remplacement toiture bloc foyer et bloc salle, renforcement de charpente bloc salle

Remplacement paratonnerre

Création de trémies et désenfumage naturel des 4 escaliers magistraux bloc salle

Modification désenfumage salle

Mise à jour des affichages d'évacuation

Acquisition d'un système de levage scénique informatisé (sécurité du levage dans la cage de scène)

2013 Pose d'un revêtement antidérapant sur les coursives extérieures (3ème galerie)

Rénovation de notre parc de matériel de levage

Réparation parquet foyer

2014 Poursuite de la rénovation de notre parc de matériel de levage par l'acquisition de palans de levage, Complément de notre système de levage informatisé (palans supplémentaires)

2015 Changement du revêtement de sol au Rdc de l'opéra

Réfection du sol, des murs, du mobilier et éclairage aux loges solos dames

Vidéosurveillance : installation de 8 caméras

Installation de 3 dispositifs de contrôle d'accès (Vestiaire musiciens, Hall « Boite à Sel », Sas GA)

2017 Révision générale du monte décors avec le remplacement des galets de guidage et réalignement de tout le châssis

Acquisition d'une nouvelle armoire électrique de commande du pont d'éclairage intégrant les normes de sécurité

Remplacement du variateur de commande pour une mise à niveau électrique et informatique du rideau de fer

Rénovation du monte charges habillement

Mise en place d'un filet de protection en sous face de la toiture du Gril

Reconstitution du plancher au niveau du cintre à cour

Remplacement de l'éclairage actuel par un éclairage led, en 3ème galerie côté public

Réfection des loges solos hommes N°121, 122, 123, 125 et 126 (murs, sols, éclairage, miroirs, mobiliers, rideaux, etc...)

Mise en conformité des points d'ancrage (salle et terrasse des muses)

Travaux de bétonnage au niveau de l'escalier de secours provisoire avec renforcement des fixations

Théâtre municipal – Opéra de Strasbourg

Synthèse des études

Travaux d'entretien

Dispositions compensatoires

1. LES ETUDES REALISEES SUR LE THEATRE MUNICIPAL – OPERA DE STRASBOURG

Les différentes études réalisées depuis 20 ans sur le bâtiment de l'opéra, et plus généralement les équipements culturels de Strasbourg et son agglomération ont montré de manière constante :

- Que l'Eurométropole était un lieu à forte vocation culturelle ;
- Qu'en dépit de ce constat, les équipements de la collectivité étaient pour la plupart inadaptés à leur usage.

Depuis le début des années 2000, la collectivité a su réorganiser sa programmation et est successivement intervenu sur ses différents équipements :

- Le Maillon dispose depuis 2019 d'un théâtre neuf,
- Le Palais des Fêtes dispose également depuis 2019 d'une salle mise aux normes,
- Le Zénith a su adapter ses usages à de nouvelles offres évènementielles,
- La Laiterie fait l'objet de réflexion pour son évolution à moyen terme,
- L'Orchestre Philharmonique de Strasbourg dispose de locaux attitrés dans l'enceinte du Palais de la Musique et des Congrès.

La délicate situation de l'Opéra de Strasbourg n'a pu être résolue à ce jour.

a. Le bâtiment de l'opéra dans l'histoire de Strasbourg

Un outil inadapté dès l'origine

Le bâtiment de l'Opéra a été construit entre 1804 et 1821 pour une activité de théâtre sur la base d'un programme complet, mais réalisé de manière très partielle : pas de dégagement de plateau, petite cage de scène, aucun espace annexe de répétition, de stockage …etc.

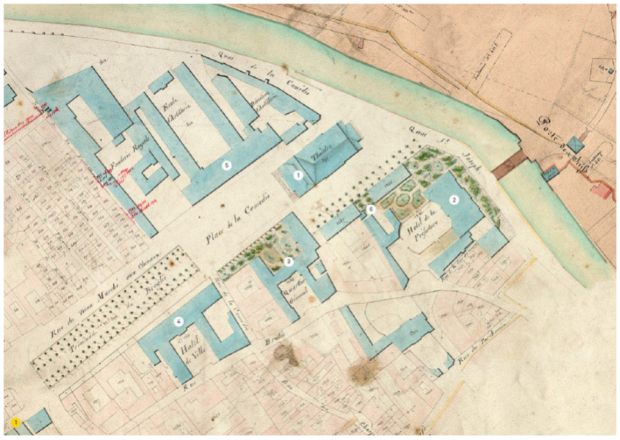


Le théâtre est inadapté à son ouverture. Plusieurs projets d'agrandissement se succèderont par la suite sans jamais voir le jour.

Incendié pendant la guerre en 1870, le théâtre sera reconstruit quasiment à l'identique en 1872 et les travaux qui sont réalisés par la suite (1888) ne seront que des adaptations et des adjonctions techniques.

Après plusieurs années de crise de l'art lyrique dans la région, l'Opéra du Rhin est créé en 1972. Il s'agit d'un Syndicat Intercommunal réunissant Strasbourg, Colmar et Mulhouse pour la production de spectacles chorégraphiques et lyriques.

Une articulation urbaine



Le théâtre municipal s'est constitué au fil de l'histoire comme un élément remarquable de compositions urbaines très marquées.

Ainsi, la façade principale de l'Opéra avec son péristyle est le point de fuite de la place de la Broglie et s'ouvre sur la ville ancienne, alors que la Rotonde à l'arrière répond à l'architecture des bâtiments de la place de la République.

Le bâtiment est une rotule urbaine articulant la grande île et la Neustadt.



a. Historique des études

Alors que se multiplient les incidents et mises en garde relatives à l'état de l'Opéra, se pose la question de la définition d'un projet à propos duquel les études se succèdent depuis les années 2000, en vain.

Il semble par conséquent nécessaire, aujourd'hui, de mettre à plat les conclusions successives obtenues afin d'envisager d'une autre façon l'approche d'un nouveau projet sur l'Opéra avec des besoins réactualisés.

Pour mémoire :

- 2001 – Diagnostic et études de programmation pour la restructuration de l'Opéra : Proposition de 3 scénarii de restructuration
- 2009 – Etude de sécurité
- 2011/2012 – Etude stratégique quant au devenir de l'Opéra du Rhin – Proposition de 5 scénarii de restructuration (entre 60M€TTC et 87M€TTC) et comparaison avec deux scénarii de construction d'un nouvel opéra (environ 150M€TTC)
- 17 décembre 2012 – Délibération engageant le projet de restructuration avec une rehausse de la cage de scène et une extension
- 2013 – Pré-programmation pour une restructuration avec une extension place du Petit Broglie
- 2014 – Etude urbaine, étude géotechnique et diagnostic archéologique sur la Place du Petit Broglie

La présente note a pour objet de mettre sur la table l'ensemble des problématiques inhérentes à ce site et étudiées au fil de l'eau, afin qu'une décision puisse être prise dans l'évolution du bâtiment.

A la lecture des différentes études réalisées, il apparaît en particulier que l'arbitrage entre restructuration du bâtiment existant et construction d'un opéra neuf, s'il a un jour été approché (délibération du 17 décembre 2012), doit être réinterrogé à la lumière des nouvelles réalisations de la collectivité.

b. Synthèse des éléments de décision

Pour mémoire, les dysfonctionnements du bâtiment actuel de l'opéra portent sur les attentes et besoins de l'ensemble de ses usagers :

- Les artistes, qui ne disposent pas de loge, foyer, espaces de préparation ;
- Les musiciens, dont l'espace de travail doit être repensé ;
- les techniciens, qui œuvrent dans des espaces totalement inadaptés ;
- le public, dont le confort et les espaces de circulations sont totalement inappropriés.

Les études successives ont permis de mettre en lumière les éléments suivants :

- Contraintes dans la cadence d'exploitation ;
- Contraintes techniques et risques d'exploitation ;
- Jauge ;
- Contraintes techniques du bâtiment ;
- Monument historique et PSMV ;
- Contraintes urbaines ;

Dans la présente note, nous vous proposons de présenter, toute chose égale par ailleurs, les contraintes et possibilités des scénarii de restructuration et de construction neuve.

Nous comparerons les avantages et inconvénients des deux hypothèses.

Contraintes dans la cadence d'exploitation

Le nombre de jours d'ouverture par an est fortement limité, pour un ensemble de raisons diverses et complémentaires, à l'origine d'importantes pertes de temps et d'efficacité, impactant le plus souvent les coûts de production.

On notera notamment l'absence de faux-gril et l'impossibilité de mise en place d'un ascenseur, imposant de monter les moteurs directement à partir du plateau de scène alors interdit à toute autre activité pour des raisons réglementaires de sécurité (périmètre de sécurité de 10mx10m, empiètement sur le monte-décors alors inutilisable etc...).

Contraintes techniques et risques d'exploitation

Les conséquences de cet état de fait, lui-même dû aux contraintes spatiales du bâtiment, sont très lourdes pour le fonctionnement de l'opéra, la gestion de la préparation et le déroulement de spectacles :

- dès que le monte-décors est en service, il y a cessation de toute activité ;
- la planification des tâches requiert une attention extrême, et les équipes travaillent en flux tendu en permanence, le montage du planning lié aux représentations ne laissant plus de place aux modifications ;
- 2 équipes ne peuvent pas travailler en parallèle ;
- il est impossible de travailler sur 2 productions lourdes l'une derrière l'autre ;
- tous les travaux liés aux décors ne peuvent pas être effectués lorsqu'il y a une répétition
- les ressources humaines sont employées à des tâches incontournables dans ces conditions, mais seraient mieux orientées si les moyens spatiaux et techniques étaient adaptés aux spécificités d'un bâtiment d'opéra.

En outre, des difficultés, et des risques réels, peuvent apparaître dans l'organisation même du déroulement des spectacles.

Si la forte pente du plateau est fréquente dans les théâtres historiques, elle est préjudiciable de nos jours à l'accueil de nombre de productions contemporaines, nécessitant des adaptations pouvant être significatives, avec les incidences correspondantes sur les temps passés et les coûts de production.

La largeur du cadre de scène (13 m) est insuffisante car les productions actuelles nécessitant un cadre de scène variable de 14 à 18 m (16 m le plus souvent). Cette disposition impose une adaptation et une modification systématique des productions.

La largeur des passerelles de la cage de scène (4m) est très importante, ici structurelle donc non modifiable. Elle conduit à doubler les effectifs car elle ne permet pas à une seule personne à la fois de manœuvrer les perches et de voir ce qui se passe sur le plateau ou dans la cage de scène lors de la manœuvre. Les manœuvres ainsi réalisées à l'aveugle présentent de graves risques sur le plan de la sécurité, déjà rencontrés pour certaines productions.

La jauge

La jauge actuelle de l'opéra est de 1130 places dont une partie importante est frappée d'un grand inconfort. En maintenant la salle à l'italienne, l'adaptation aux contraintes réglementaires, mais aussi aux exigences minimum de confort d'assise, conduira à une réduction de 200 à 300 places sans supprimer les zones frappée d'inconfort visuel. Seule le renoncement à la salle à l'italienne pourrait permettre de maintenir la jauge actuelle en apportant un confort satisfaisant à l'ensemble du public.

Synthèse des contraintes techniques du bâtiment

Contrairement aux idées reçues, l'état structurel et patrimonial du bâtiment n'est pas en cause dans les réflexions menées sur le devenir de l'opéra ; de nombreuses investigations ont été menées (charpente, fondations, structure) qui montre que le bâtiment est sain.

Certes, la couverture du bâtiment principal doit être remplacée et le bâtiment mériterait une isolation intérieure permettant d'en améliorer les performances thermiques ; mais c'est essentiellement de la problématique technique que réside la non-conformité aux règles de sécurité incendie, ce qui est donc intimement lié à l'usage du bâtiment. A noter qu'une intervention trop importante sur le bâtiment emporterait une mise aux normes sismiques de l'ensemble.

Ainsi, c'est le dimensionnement et l'organisation du bâtiment qui le rend inadapté, et difficilement adaptable à sa fonction d'Opéra ; Depuis toujours, l'inadaptation du bâtiment à son usage est compensée par un travail très important des équipes techniques de l'Opéra.

- *Accueil du public*

  Le point fort du théâtre est sa situation en cœur de ville et sa très bonne accessibilité par les transports en commun. Cependant les conditions d'accueil du public sont médiocres :

  - Manque de lisibilité et visibilité des espaces d'accueil ;
  - Inadaptation des espaces qui en limitent fortement l'usage et le contrôle (salle Bastide, Café, vestiaires…etc.) ;
  - Niveau de confort climatique, visuel et d'écoute globalement inadapté et en tout cas très inégal dans la salle ;
  - Conditions d'accessibilité et d'évacuation non conformes dans la salle.

  L'acoustique de la salle est assez sèche et peu homogène. Elle nécessiterait des mesures correctives.

- *Scène et fosse d'orchestre*

  La scène n'a aucune flexibilité et est inadaptée (trop haute par rapport à la salle, pas de dessous de scène, pas de dégagements latéraux) aux spectacles prêtés par les opéras partenaires.

  Elle est inadaptée aux productions contemporaines, avec une forte pente, et une cage de scène trop petite (16 m de hauteur sous gril contre 20 m requis usuellement) pour permettre d'échapper les décors en une seule manœuvre.

Le proscenium est insuffisant et la fosse d'orchestre beaucoup trop exigüe pour bon nombre de formats d'orchestre.

➢ *Logistique technique et artistique*

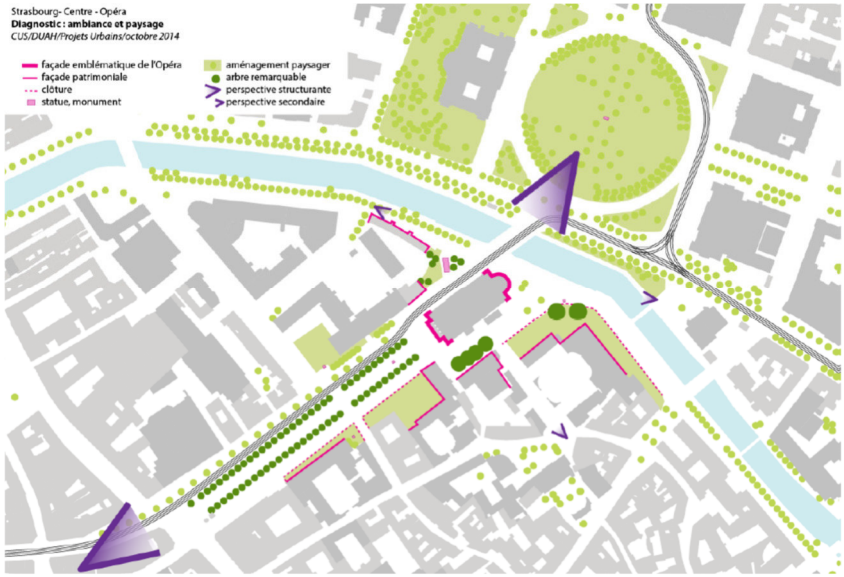
Les espaces de logistique artistique et technique sont soit inexistants soit inadaptés. Les espaces ne permettent pas de garantir des conditions de travail satisfaisantes.

Malheureusement les contraintes imposées par l'environnement urbain sur toutes les façades laisseront très peu de possibilité d'évolution.

- La façade principale sur la place Broglie, avec son péristyle classé MH, ne pourra pas être modifiée.
- La Rotonde à l'arrière du bâtiment vers la Place de la République, pièce importante de composition urbaine de la place, ne pourra pas être modifiée.
- Côté Jardin, la présence du tram interdit toute extension.
- Côté Cour, un émissaire d'assainissement, s'il n'interdit pas d'extension, empêche toute fondation sur une largeur d'environ 10 m.

Monument historique

La place du théâtre dans son environnement urbain, comme expliqué plus haut, et le classement d'un élément de la façade principale laisse peu de marge de manœuvre. Si une rehausse et une extension sont possibles, elles devront s'accompagner nécessairement de la refonte complète de l'espace urbain périphérique pour accompagner le projet.

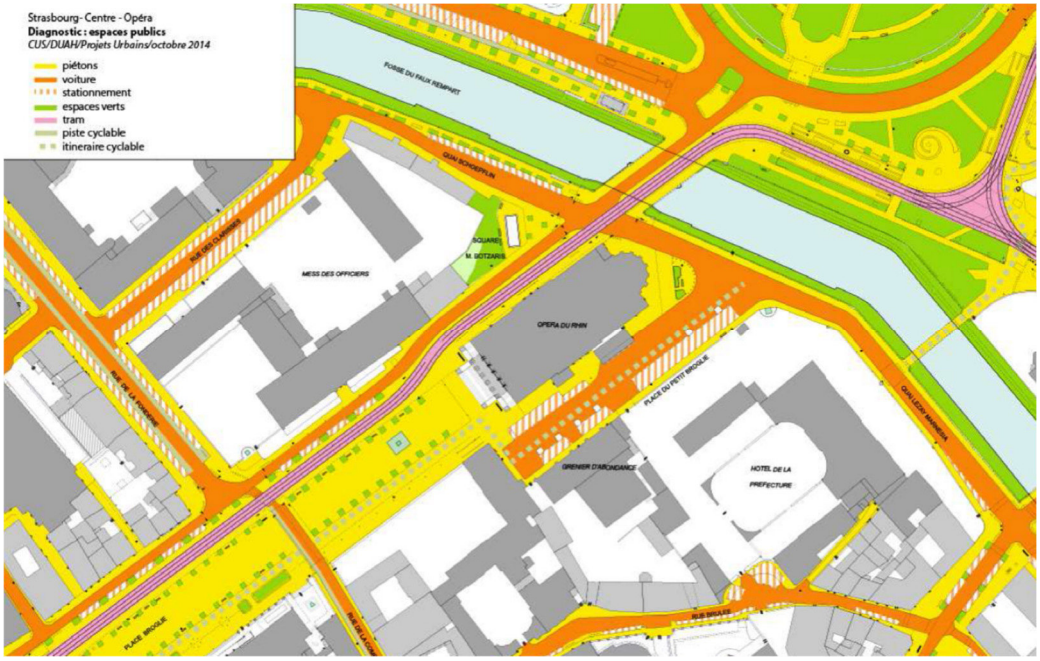


Indépendamment des règles qui seront imposées par la DRAC, une modification du bâtiment de l'opéra et la refonte des espaces publics périphériques risquent d'être très délicat à porter. Entre la place Broglie et la place de la République, toute intervention revêtira une sensibilité politique certaine.

Contraintes urbaines

Une production d'Opéra est acheminée par semi-remorques. Ainsi 4 à 5 semi-remorques peuvent stationner concomitamment sur la place de petit Broglie ou le quai Lezay-Marnésia sans cour de service ni privatisation d'espaces.

Si la situation en cœur de ville est un atout pour l'accessibilité du public, il place l'Opéra au centre d'un espace aux usages multiples : marchés hebdomadaires, cérémonies officielles, marchés de Noël, manifestations, bus scolaires….etc. Et dans une circulation dense et mal régulée : piétons, cycles, voitures, tram, cars, camionnettes : Indépendamment de la circulation des semi-remorques de l'Opéra, la zone est très accentogène avec de nombreux conflits d'usages.



La création d'une cour de service dédiée serait un enjeu majeur pour le fonctionnement logistique de l'Opéra. Or l'exiguïté du site renforcée par l'extension indispensable rend ce projet peu probable.

c. Le scénario de restructuration

Les contraintes intrinsèques du bâtiment sont telles que, malgré l'investissement d'une restructuration, certains dysfonctionnements ou inadaptations ne pourront pas être résolus.

Au terme de l'étude de 2011/2012, deux scénarii de restructuration se dégageaient :

- le maintien de la salle italienne avec diminution du nombre de spectateurs
- la création d'une salle frontale permettant, moyennant la démolition de la salle à l'italienne et le décaissement de l'ensemble du bâtiment central, de maintenir une jauge à 1100 places

Ainsi, les scénarios intermédiaires se limitant par exemple à une simple mise aux normes ou à des réponses moins complètes aux dysfonctionnements ont été écartés.

Suite à la délibération du 17 décembre 2012, un projet de restructuration de l'opéra est engagé sur le principe d'une restructuration permettant de répondre au plus grand nombre de dysfonctionnements avec maintien de la salle à l'italienne et extension sur la place du Petit Broglie.

Les éléments non résolus dans ce scénario et ses handicaps majeurs sont les suivants :

- Diminution significative de la jauge de la salle, passant de un peu plus de 1.100 places à 800 places maximum ;
- Pas de dégagement pour la scène ;
- Pas de modification du cadre de scène ;
- Pas d'amélioration d'accueil des artistes (loges juste rénovées sans adjonction de surfaces ni de foyer) ;
- Peu d'amélioration pour les musiciens (gain acoustique mais gain de surface très limité).

S'ils gagnent en surface, les espaces de logistique restent inférieurs de plus de 200 m² des surfaces requises habituellement et insuffisants pour accueillir correctement la plupart des productions actuelles.

Le montant de l'opération était estimé à 50 M€TTC dont 30M€HT Travaux, hors restructuration de l'environnement urbain immédiat.

(Les travaux nécessiteront une fermeture de deux ans au moins. Mais, ces montants sont estimés sans opération provisoire de relogement.)

Une programmation hors-les-murs pourrait être envisagée ; elle générerait des coûts spécifiques alourdissant le coût d'opération dans son ensemble.

Il en irait de même si l'on optait pour une opération provisoire de relogement, qui ne permettrait pas de retrouver durant ce laps de temps les fonctionnalités d'un opéra.

d. Le scénario de construction neuve

En 2011/2012, le scénario retenu pour une construction neuve était la construction d'un centre d'art lyrique regroupant sur un même site l'ensemble des outils et fonctions nécessaires à l'Opéra y compris des locaux dédiés à l'orchestre philharmonique. Soit un projet très complet estimé à 150M€ TTC.

Depuis 2014, l'OPS dispose au PMC de ses propres locaux. Aussi, peut-on réinterroger le scénario d'une construction neuve sur une base moins ambitieuse : construction d'un nouvel équipement restituant les fonctions situées place Broglie.

Indépendamment des considérations financières, la construction d'un opéra neuf pose la question de la capacité de Strasbourg à accueillir une large panoplie de lieux alors disponibles et d'atteindre un seuil de fréquentation qui justifierait, au-delà des réponses strictement « techniques » aux besoins, le niveau d'investissement et de fonctionnement correspondant. En particulier, la construction d'un opéra neuf permettrait de disposer d'un cadre de scène élargi, offrant enfin la possibilité de partager plus facilement des spectacles au niveau national ou international.

Cette évolution majeure poserait pourtant la question de la compatibilité avec les salles, plus petites, de Colmar et Mulhouse, les décors devant alors être adaptés pour ces sites. Elle induira nécessairement une réflexion sur la gestion commerciale (avec quoi qu'il arrive plus de places et d'offres pour le public) et peut-être, sur la spécialisation à terme des théâtres des trois villes.

En cas de construction d'un nouvel opéra, les fonctions des trois bâtiments situés place Broglie seraient à réinterroger. La question se pose donc du devenir de ces bâtiments existants : Théâtre municipal lui-même (l'étude de 2012 avait regardé les types de spectacles les mieux adaptés à l'acoustique et à la configuration de la salle) ; Grenier d'abondance ; Immeuble de bureaux jouxtant le Messe des officiers.

2. LES TRAVAUX REALISES SUR LE THEATRE MUNICIPAL – OPERA DE STRASBOURG

A défaut d'un avis favorable de la commission de sécurité, le bâtiment du théâtre municipal - opéra de Strasbourg- bénéficie depuis les années 2000 d'investissements conséquents liés tant aux aspects patrimoniaux que sécuritaires ou fonctionnels.

A noter en particulier :

Travaux 2005 – 2007 :

- Construction d'un escalier extérieur pour l'évacuation du public côté Place du Petit Broglie,
- Création d'un ascenseur et de sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- Isolement au feu de certains équipements techniques,
- Création de locaux en bâtiments modulaires à l'extérieur (locaux administratifs),
- Installation de containers de stockages extérieurs

Travaux en 2011/2012 :

- Restauration du péristyle et d'une partie de la toiture arrière,
- Encloisonnement des escaliers E3 et E4, mise en conformité du désenfumage de la salle de spectacle, extension de la détection incendie dans les bungalows de bureaux en vis-à-vis du bloc scène, déplacement des doubles commandes de sécurité du bloc scène, asservissement de blocs portes à l'alarme du bloc administratif. 2 demandes de dérogations : maintien des portes d'accès aux loges et maintien des portes d'évacuation existantes côté Place Broglie (équipées par la suite de barres anti-paniques)
- Mise en sécurité des portes extérieures latérales et réfection d'une partie de la toiture (incluant la création de châssis de désenfumage)
- Mise en sécurité des garde-corps des galeries de l'opéra
- Complément de dotation en détection incendie dans les locaux non-surveillés à ce jour, réaménagement du PC sécurité et de l'accueil, encloisonnement de l'escalier E1, désenfumage de l'escalier de l'empereur E8, remplacement du parquet des circulations du bâtiment administratif niveau 2 et 3.

Travaux en 2014 :

- Article MS 67-1 demande de mise en alarme restreinte
- Mesure compensatoire proposée : matériaux classé M1 pour les décors, M3 pour les sols sans lame d'air, interdiction de feux ouvert sur scène, présence constante d'un agent SSIAP porté à une équipe complète en présence du public
- Plan spécifique à la dérogation : PC sécurité veillé en permanence, procédure écrite de sécurité et rondes

S'ajoutent par ailleurs à ces investissements ceux réalisés dans les satellites de l'opéra, le grenier d'abondance et les ateliers de l'opéra sur le site de la Fédération.

3. LES MESURES COMPENSATOIRES PRISES DANS L'EXPLOITATION DU BATIMENT

En 2019, l'Opéra a défini, en lien avec les services de sécurité incendie, les mesures compensatoires permettant non pas d'obtenir un avis favorable à l'exploitation mais d'assurer un délai suffisant en cas d'incendie pour évacuer le public et intervenir sur site.

Du fait de ne pouvoir assurer le classement des décors M1, les dispositifs concernent le renforcement de la présence et la surveillance humaine sur le plateau, avec la mise en place d'un agent de sécurité incendie supplémentaire, portant l'équipe complète d'agents SSIAP à 4 agents en représentations.

Depuis la Générale de Barkouf (décembre 2018), l'organisation du plateau en matière de sécurité incendie est construite comme suit :

- 1 agent SSIAP situé sur scène au poste de chef de piquet à cour ;
- 1 agent SSIAP positionné au lointain, au niveau du grand secours ou à tout autre endroit sur le plateau en cohérence avec la mise en scène ;
- 2 agents SSIAP qui resteront mobiles pour circuler dans le bâtiment et en charge d'une éventuelle levée de doute, ainsi que pour porter assistance à toute personne victime d'un malaise ou d'une chute.

En s'appuyant par analogie à l'article L75 de la règlementation ERP, les dispositions suivantes sont existantes au sein de l'Opéra :

- mise en place de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques (extincteurs, RIA dans le bloc salle et sur scène, grand secours sur scène), permettant de combattre tout départ de sinistre éventuel ;
- le nombre de sorties et le nombre d'unités de passage de la salle sont majorés en se basant sur le rapport ITECO de 2009 (à confirmer avec la réalisation du nouveau RVRMD) ;
- la distance entre le public et les décors est de 5,9 mètres (présence de la fosse d'orchestre) ;
- l'emploi d'artifices, de flammes et de bougies est interdit.

Nota : le rideau de fer est pourvu d'un arrosage dédié dans le système du grand secours et fait l'objet de contrôle périodique.

A l'analyse de ces dispositifs, le rapport de la commission a :

- pris acte de la demande d'annulation de la dérogation accordée le 15/04/2014.
- Toutefois, compte tenu que les dispositions d'isolement règlementaire entre le bloc salle et le bloc scène ne sont pas conformes, le rapporteur propose qu'en mesures compensatoires l'utilisation de matériaux M1 tendant vers des décors classés M3 soit maintenue comme proposé par l'exploitant.

Aussi, au regard de la mesure compensatoire proposée relative au renforcement d'un agent SSIAP présent sur scène, un éventuel départ de feu pourrait être traité sans délais.

Un avis favorable à la demande de dérogation relative à la réaction au feu des décors a été donné.

ANNEXE 8

892

Mission d'information et d'évaluation sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin
19 mai 2021

Sites d’implantation identifiés en 2019

Direction urbanisme et territoires

La géographie culturelle strasbourgeoise

Direction Urbanisme et territoires – mai 2021

- équipement culturel public d'agglomération
- cinéma
- musée
- autre lieu d'attraction
- espace public majeur
- campus et hôpital civil
- institution européenne
- secteur en projet

Strasbourg Eurométropole/DUT-géo culturelle Stras
fond de plan GCT – mai 2021

La géographie culturelle strasbourgeoise

Direction Urbanisme et territoires – mai 2021

- équipement culturel public d'agglomération
- cinéma
- musée
- autre lieu d'attraction
- espace public majeur
- campus et hôpital civil
- institution européenne
- secteur en projet

Wacken

Centre

Deux-Rives

894

Strasbourg Eurométropole/DUT-géo culturelle Stras
fond de plan GCT – mai 2021

Objectifs

Le Théâtre Municipal situé place Broglie à Strasbourg est un équipement qui ne correspond plus aux besoins actuels de l'Opéra National du Rhin (ONR) et ne permet plus un fonctionnement optimal (accueil du public, représentations, loges, logistique…).

Les travaux de mise aux normes et d'agrandissement « in situ » sont complexes, il est donc envisagé la création d'un nouvel équipement, sur un nouveau site.
Dans ce contexte, la Direction de la construction et du patrimoine bâti a sollicité la Direction de l'Urbanisme et des Territoires afin de réaliser une « Recherche de site » pour développer un bâtiment neuf pour l'opéra du Rhin.

Les données d'entrée fournies par la DCPB pour cette recherche de site sont les suivantes :

Périmètre de recherche	**Strasbourg** Des sites en centre-ville à proposer, mais pas uniquement (cet élément fera partie des arbitrages)
Propriété foncière	Non défini
Délais de disponibilité du terrain	Non défini
Superficie	Terrain permettant d'accueillir un équipement de 5 000 m² à 7 000m² en surface de parcelle Pas d'information concernant surface plancher ou surface utile
Caractéristiques fonctionnelles	• Jauge : 1 200 places assises (+ bureaux, personnel, etc.) • Surfaces minimales en RDC : non spécifié • Parvis : oui • Eventuelles surfaces bâties en sous-sol : selon site • Hauteur bâtie : 20 mètres (double de la cage de scène)
Accessibilité	• Proximité d'un TC : oui • Besoin en parking VL : jauge non spécifiée – idéalement proche d'un parking public • Besoin en parking vélo : jauge non spécifiée • Logistique : terrain doit être accessible aux semi-remorques et disposer d'une cour technique permettant les manœuvres et le stationnement de 5 camions : inclus dans la surface de parcelle recherchée • Accessibilité pompiers : 2 à 3 façades

Le travail de « recherche de site » consiste en l'identification de terrains potentiellement disponibles, ainsi qu'une analyse type avantages/inconvénients sur les items suivants :

- Foncier
- Urbanisme réglementaire (PLU, servitudes, …)
- Enjeux environnementaux (PPRI, TVB,…)
- Accessibilité du public (TC, parking, cycle…)
- Accessibilité logistique (gabarit des rues…)
- Surface disponible (permet le projet : opéra, cour logistique, parvis…)
- Insertion urbaine (remarques diverses sur le terrain et son environnement proche/lointain)

La géographie culturelle strasbourgeoise

Direction Urbanisme et territoires – mai 2021

- équipement culturel public d'agglomération
- cinéma
- musée
- autre lieu d'attraction
- espace public majeur
- campus et hôpital civil
- institution européenne
- secteur en projet

sites envisagés en 2019

1. Archipel
2. place de Bordeaux
3. place de Haguenau
4. gare basse
5. caserne Ganeval
6. Schoepflin
7. Siehr
8. Citadelle
9. Rives du Rhin

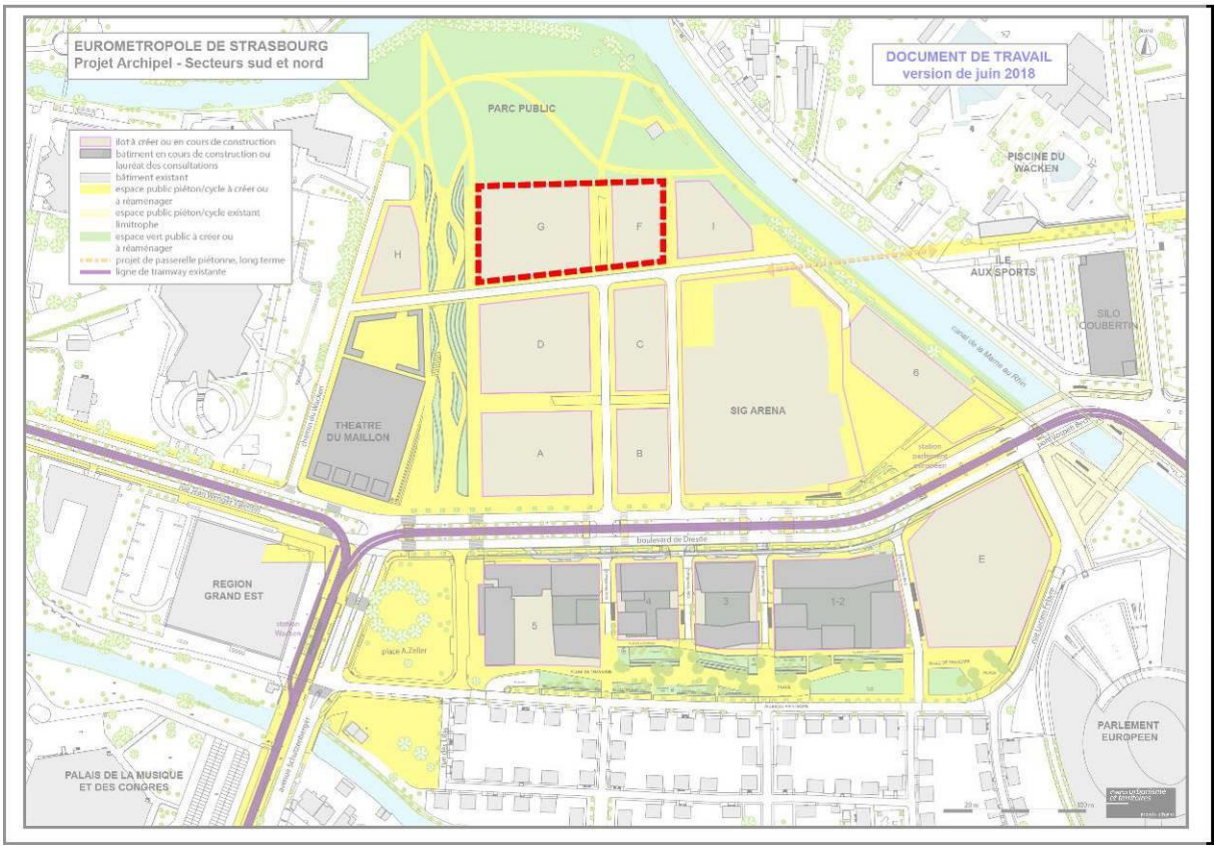
Wacken

Centre

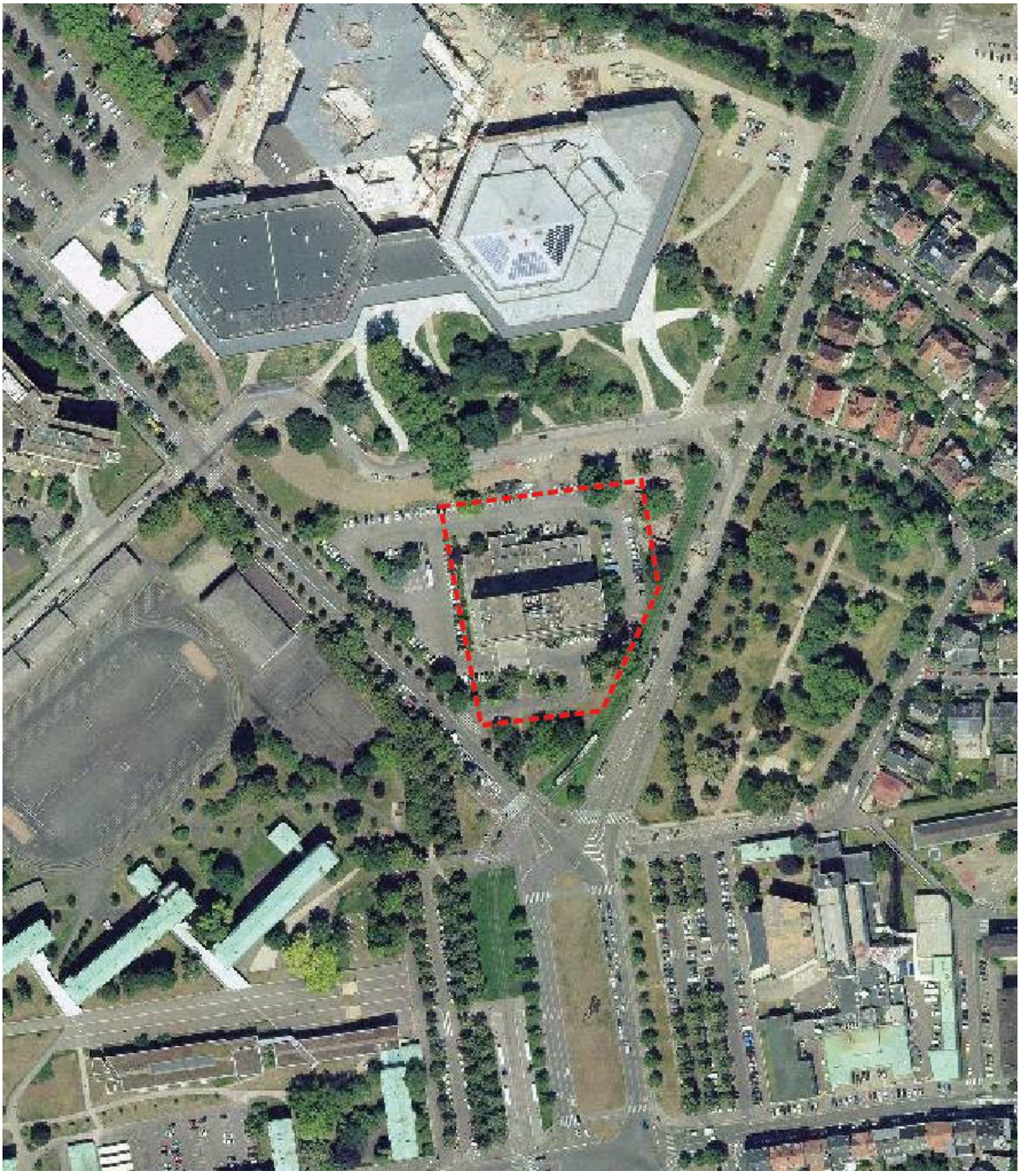
Deux-Rives

Strasbourg Eurométropole/DUT-géo culturelle Stras
fond de plan GCT – mai 2021

TERRAIN 1 : WACKEN ARCHIPEL 2

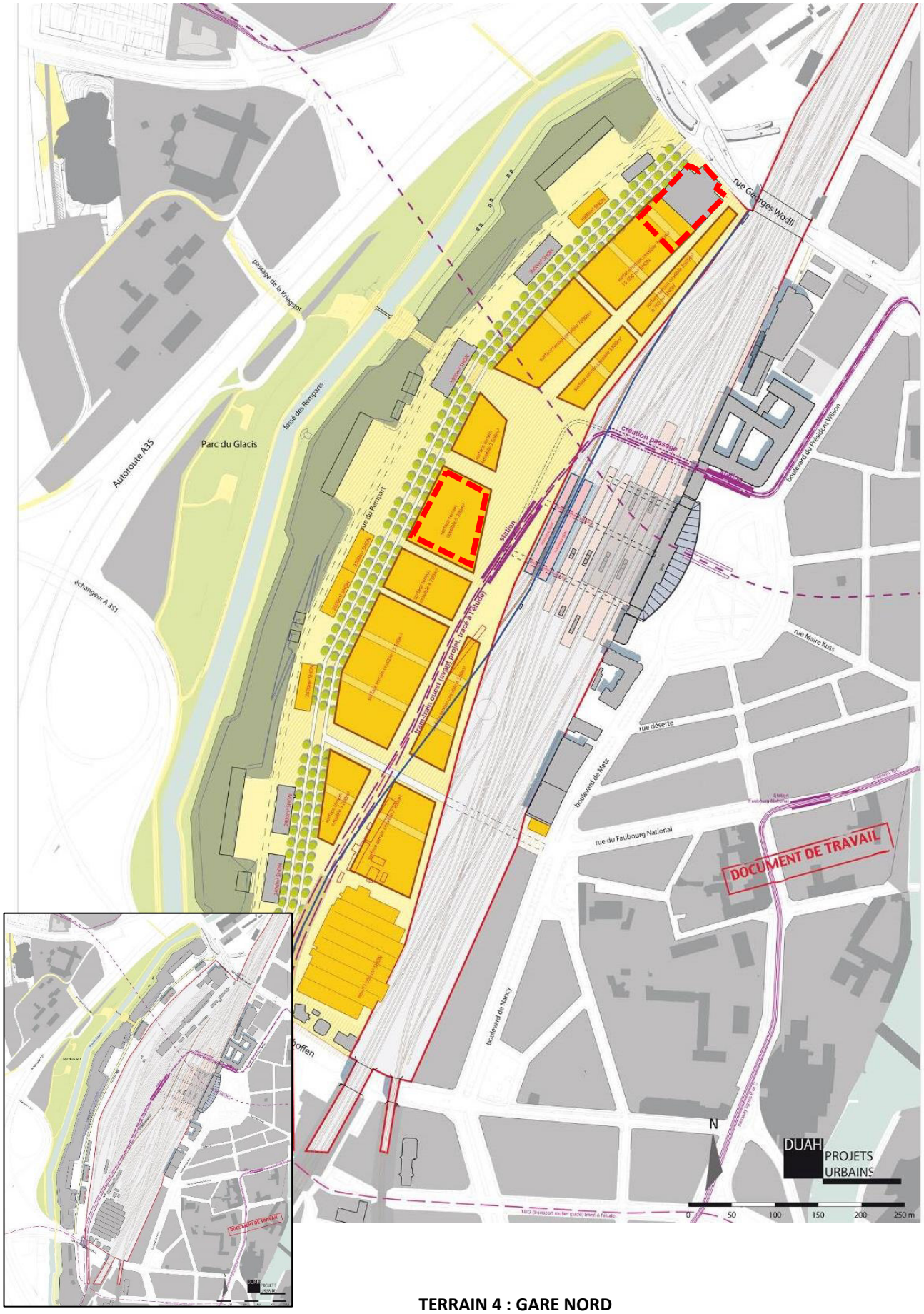


TERRAIN 2 : PLACE DE BORDEAUX



TERRAIN 3 : SECTEUR HAGUENAU



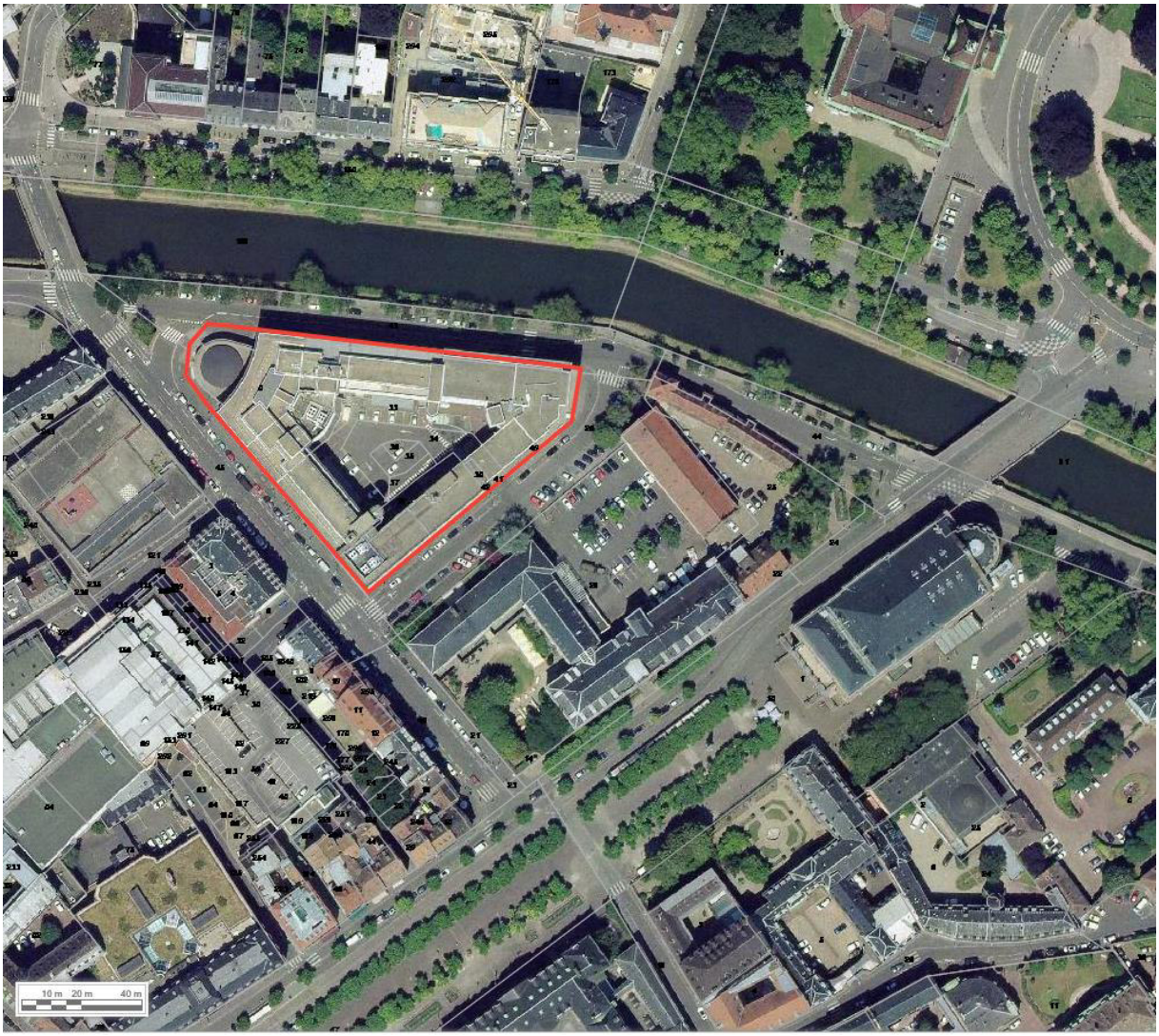


TERRAIN 4 : GARE NORD

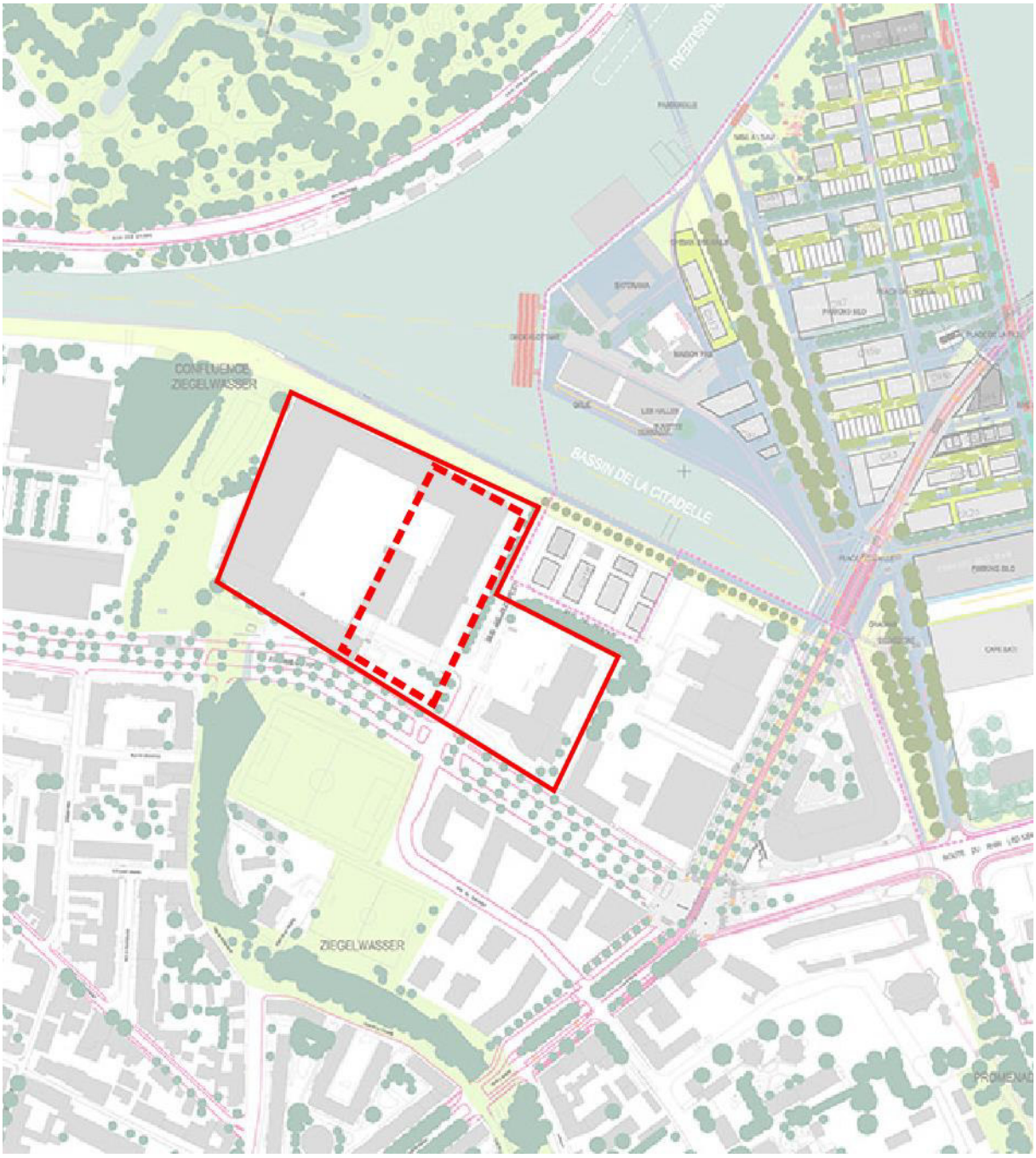
TERRAIN 5 : CASERNE GANEVAL (Ste Aurélie)



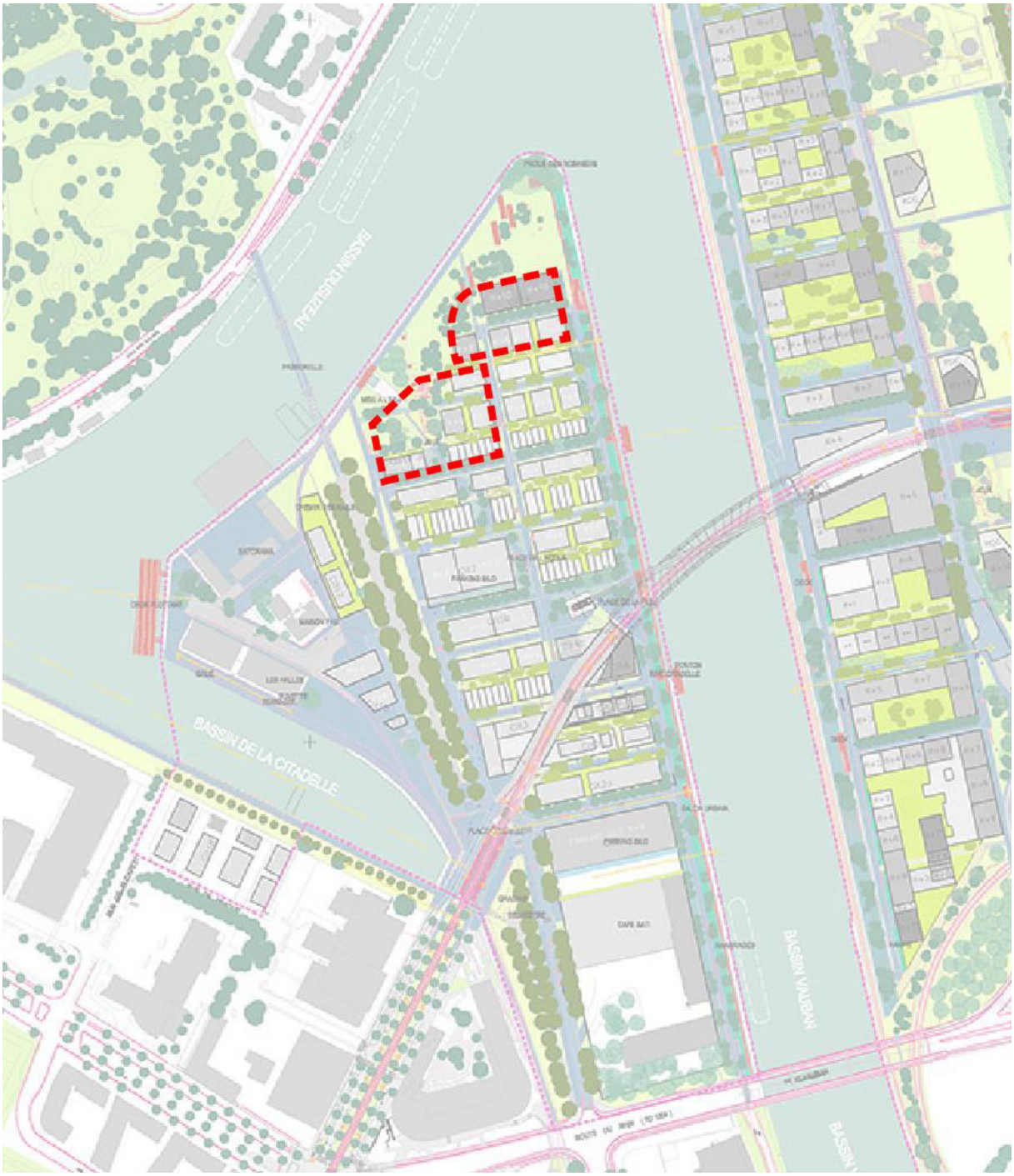
TERRAIN 6 : CENTRE FONDERIE



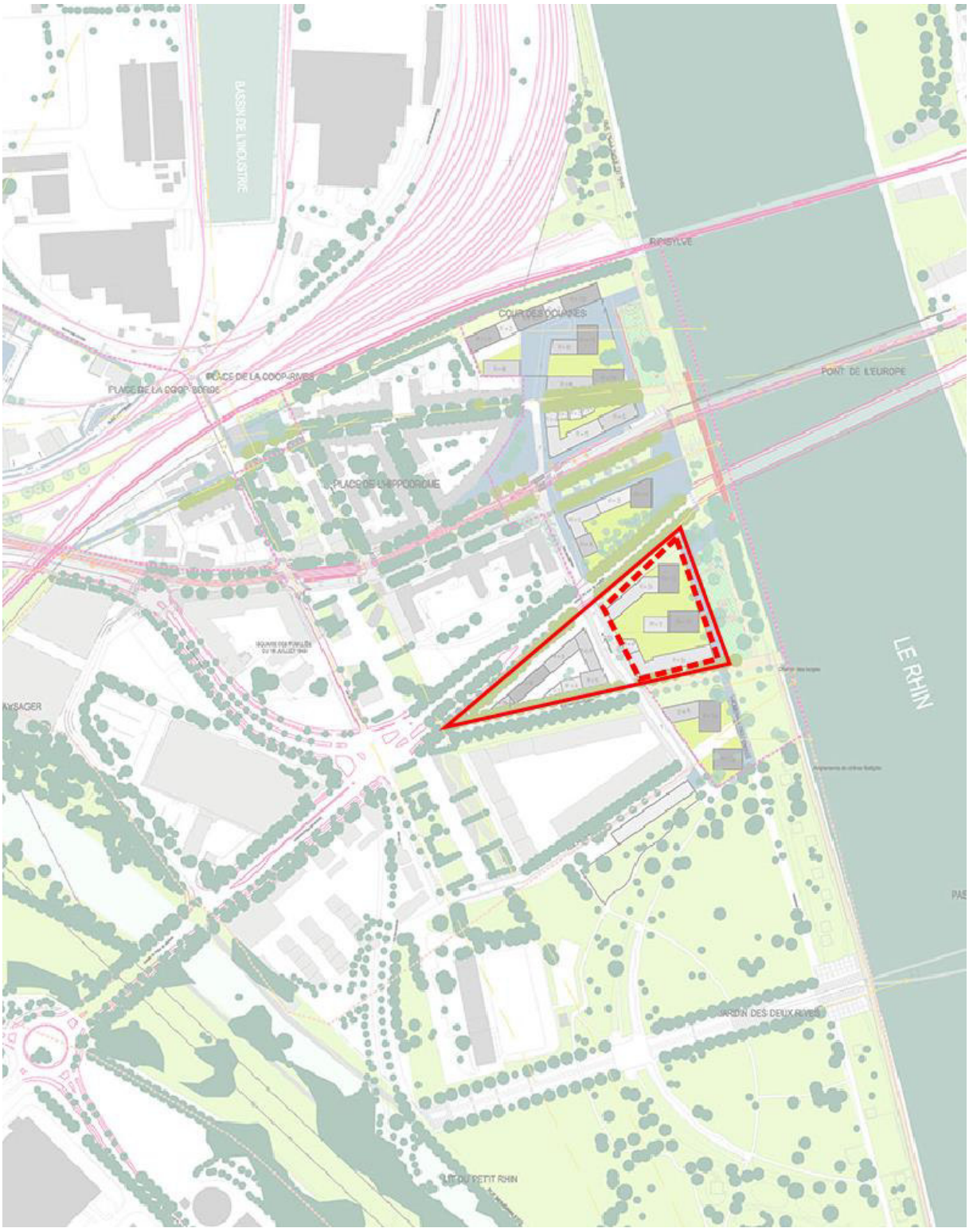
TERRAIN 8 : 2 Rives « SIEHR – OPEL»



TERRAIN 9 : 2 RIVES « CITADELLE »



TERRAIN 10 : 2 RIVES « RHIN »



Principaux points forts / faibles par site :

site	Synthèse technique	Synthèse sensible	avis service
TERRAIN ACTUEL : OPERA « BROGLIE »	/	/	/
TERRAIN 1 : WACKEN ARCHIPEL 2	+ foncier Ville de Strasbourg + accessibilité + offre en stationnement - impacte le quartier d'affaire Archipel 2 - enjeux environ. (PPRI)	+ synergie des équipements cultures / loisirs : PMX, parc expo, Maillon, SIG Arena - impacte fortement Archipel 2	
TERRAIN 2 : PLACE DE BORDEAUX	+/- foncier Ville de Strasbourg mais BE en cours + accessibilité + offre en stationnement - cohabitation des équipements en cas d'animations concomitantes	+ synergie des équipements cultures / loisirs : PMX, parc expo, Maillon, SIG Arena ➔ projet « autonome » accompagné d'aménagements d'espaces publics	
TERRAIN 3 : SECTEUR HAGUENAU	- Conditionné à l'arrivée du tramway - surface disponible limitée	+ participe à la requalification du lien Strasbourg/Schiltigheim ➔ enclenche un projet urbain en lien avec le tramway	
TERRAIN 4 : GARE NORD	- foncier disponible sous condition de libération des installations ferroviaires	+ participe à la requalification de l'arrière gare ➔ enclenche un projet urbain	
TERRAIN 5 : CASERNE GANEVAL (Ste Aurélie)	- foncier Etat + offre en stationnement VL	+ participe à la requalification du quartier gare sud, proche du MAMS ➔ enclenche un projet urbain	
TERRAIN 6 : CENTRE « FONDERIE »	+ accessibilité + offre en stationnement - foncier privé et exploité - surface disponible limitée	+ maintien l'opéra dans l'ellipse insulaire ➔ projet « autonome » accompagné d'aménagements d'espaces publics	
TERRAIN 7 : 2 RIVES « SIEHR – OPEL »	- foncier P.A.S. - offre stationnement VL - enjeux environ. (sols, PPRI)	+ participe à la requalification de l'avenue du Rhin ➔ enclenche un projet urbain	
TERRAIN 8 : 2 RIVES « CITADELLE »	- offre stationnement VL - accessibilité (PL, VL, TC) - impacte la ZAC 2 Rives - enjeux environ. (sols)	- Lieu entouré d'habitat éloigné des services et commerces - impacte la ZAC 2 Rives	
TERRAIN 9 : 2 RIVES « RHIN »	- accessibilité PL - offre stationnement VL - impacte la ZAC 2 Rives - enjeux environ. (sols, PPRI)	+ lieu symbolique face à l'Allemagne - impacte la ZAC 2 Rives	

Tableau comparatif par thématique :

	TERRAIN 1	TERRAIN 2	TERRAIN 3	TERRAIN 4	TERRAIN 5	TERRAIN 6	TERRAIN 7	TERRAIN 8	TERRAIN 9
	WACKEN ARCHIPEL 2	PLACE DE BORDEAUX	SECTEUR HAGUENAU	GARE NORD	CASERNE GANEVAL (Ste Aurélie)	CENTRE « FONDERIE »	2 RIVES « SIEHR – OPEL »	2 RIVES «CITADELLE »	2 RIVES « RHIN »
Dimension site	+ +	+ + +	+	+ +	+ + +	+	+ + +	+ +	+
Disponibilité foncière	+ +	+ +	+	- - -	- - -	- - -	- - -	+ +	+ +
Disponibilité règlementaire	+ + +	+ + +	- -	- - -	+ + +	+	+ + +	+	+
Mobilité TC et modes actifs	+ +	+ + +	+ +	- - -	+ + +	+ + +	+	- - -	+
Offre parking	-	+	-	- -	+ +	+ + +	- - -	- - -	- - -
Contraintes environnementales	-	+	-	- - -	-	-	- - -	- -	- - -
Offre en services, restauration	+ +	+	-	-	+ + +	+ + +	-	- - -	- - -
Synergie avec d'autres équipements	+	+ + +	+	-	+ +	+ + +	-	- - -	- - -
Opportunité de recomposition urbaine	-	+ +	+ +	+ +	+ + +	+ + +	+ + +	-	+ +
impact sur l'existant ou les projets en cours	- - -	+ +	-	+	-	-	+	- - -	- - -
Synthèse									

ANNEXE 9

opéra national du rhin opéra d'europe

CONVENTION

Entre les soussignés

La Ville de Strasbourg,
1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG cedex
représentée par M. Roland RIES, Sénateur-Maire
dénommée ci-après « La Ville de Strasbourg »

Et

L'Opéra national du Rhin, syndicat intercommunal
19 place Broglie
BP 80320 – 67008 STRASBOURG cedex
Déclarée sous le n° de siret 256 701 160 000 10
Licences d'entrepreneur de spectacles n° 2-1040374 et 3-1040375
Représenté par son Président, M Daniel PAYOT, ayant pouvoir de signature
Dénommé ci-après « L'OnR »

Et

Le Théâtre Alsacien de Strasbourg, association
19 place Broglie
67000 STRASBOURG
Association inscrite au registre des Associations Volume 1 Fol n°73 du TGI
N° Siret 778 849 414 000 17 - Code APE 923 D
Représentée par son Président, M Pierre SPEGT, ayant pouvoir de signature
Dénommé ci-après « le TAS »

Il a été convenu ce qui suit

Préambule :

L'Opéra national du Rhin, syndicat intercommunal, créé entre les Villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar poursuit selon ses statuts la mission de fournir aux villes adhérentes les spectacles lyriques et chorégraphiques.
Selon l'article l'article 2-d) de la convention du 26 septembre 1972 et son avenant du 1er septembre 1998 article 2-a), les villes mettent leur théâtre en ordre de marche à la disposition de l'OnR.

ARTICLE 1er : Objet de la convention

La Ville de Strasbourg met selon convention établie entre la Ville et l'OnR le bâtiment de l'Opéra et ses annexes à la disposition de l'OnR.

Le TAS se produit également à l'Opéra de Strasbourg dans les locaux appartenant à la Ville de Strasbourg.

La programmation du TAS s'insère chaque saison dans le planning des représentations de l'OnR.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation de la Ville et de l'OnR à l'accueil du TAS.

Article 2 : logistique

La mise à disposition de l'Opéra de Strasbourg au TAS suppose la mise à disposition de moyens logistiques et humains par l'OnR tels que :

- système de billetterie
- personnel de caisse et d'accueil
- personnel de sécurité
- personnel technique entretien/maintenance
- administrateur de service
- médecin de service

L'ensemble de ce dispositif peut évoluer selon les besoins et la réglementation en vigueur.

Ces frais sont pris en charge par la Ville de Strasbourg dans la cadre de la convention qui la lie à l'OnR.

Article 3 ; répartition des apports

La contribution de la Ville de Strasbourg est définie comme suit :

▪ mise à disposition gracieuse de l'Opéra de Strasbourg en faveur du Théâtre Alsacien selon le planning suivant :

- 31 représentations (21 soirées et 10 matinées) en présence du public. A ces représentations se rajoutent les représentations données en faveur du 3e âge par la Ville de Strasbourg (2 représentations par saison), 5 générales, 1 pré-générale.

Le nombre de titres et de représentations peut être modifié d'un commun accord ou pour des raisons d'indisponibilité de l'Opéra pour travaux, fermeture exceptionnelle, ou cas de force majeure. Dans ce cas la Ville de Strasbourg ne

pourra être tenue de fournir une salle de substitution au TAS ou lui verser une indemnité quelconque.

- mise à disposition des personnels cités article 2. L'ensemble des dépenses liées à ces personnels est à la charge de la Ville de Strasbourg.

- mise à disposition du système de billetterie.

La contribution de l'Opéra national du Rhin est définie comme suit :

- mise à disposition de personnel technique (sauf stipulations de l'article 5) pour le montage, diffusion et démontage des spectacles dans la limite du tableau annexé à la présente convention et faisant partie des présents accords,

- mise à disposition de costumes et de chaussures en fonction des disponibilités.

La contribution du TAS est définie comme suit :

- mise à disposition de personnel technique composé de :
  - 1 directeur artistique pour les services de représentations et la générale du conte de Noël
  - 1 régisseur général, responsable technique TA
  - 1 régisseur de scène
  - 1 régisseur son/vidéo/surtitrage
  - 1 sonorisateur
  - 1 accessoiriste
  - 1 habilleur
  - 1 coiffeur
  - 1 maquilleur

- participation forfaitaire de 20 000 € HT (vingt mille euros hors taxes) soit 23 920 € TTC (vingt trois mille neuf cent vingt euros TTC) à verser à l'OnR comme stipulé dans l'article 6 du présent contrat.

Article 4 : planning

Un planning prévisionnel de mise à disposition de la salle de l'Opéra sera fourni par l'OnR au TAS chaque saison avant le 15 février de la saison n-1. Les décors du TAS doivent impérativement s'intégrer dans les dispositifs existants sans occasionner de démontage important.

Le TAS devra transmettre au moins deux mois avant le montage sur scène un plan d'implantation et un dossier technique du spectacle à venir. Toute modification du planning devra faire l'objet d'accords entre les directions techniques du TAS et de l'OnR.

Article 5 : personnel de remplacement

Si l'OnR devait pour des raisons d'indisponibilité du personnel technique dit permanent visé dans le tableau annexé au présent contrat, faire appel à du personnel intermittent payé sur les crédits de l'OnR les frais de mise à disposition seraient refacturés au TAS. Tout dépassement du nombre d'heures stipulées dans le tableau annexé aux présentes, devra faire l'objet d'un accord préalable entre le TAS et l'OnR et sera refacturé par l'OnR au TAS. Les heures non consommées dans le cadre d'une production ne sont pas reportables sur une autre production.

Article 6 : facturation

L'OnR facturera au TAS chaque saison une somme forfaitaire de 20 000 € HT (vingt mille euros HT) soit 23 920 € TTC (vingt trois mille neuf cent vingt euros TTC)à verser selon l'échéancier ci-dessous :

- 50 % avant le 31 décembre de la saison en cours
- le solde avant le 15 mai de la saison en cours

Ce montant sera revalorisé chaque année à raison de 2 % d'augmentation (base saison 2011/2012).

Article 7 : transport

L'OnR s'engage à transporter les décors du TAS dans la limite d'un transport aller et un transport retour entre Strasbourg et Reichstett et en fonction des disponibilités des camions et du staff lié au chargement, déchargement et transport. En cas de transport supplémentaire demandé par le TAS ou de location de camion qui serait nécessaire du fait de l'indisponibilité de la flotte de l'OnR, l'ensemble des frais liés au transport des décors pour le compte du TAS fera l'objet d'une facture séparée.

Article 8 : autres frais

Si l'OnR est amené à effectuer des travaux d'adaptations, ignifugations ou à créer de nouveaux décors et accessoires pour le TAS ils feront l'objet d'un devis et d'une facturation séparés et n'entrent pas dans les accords de la présente convention.

La location des perruques fera également l'objet d'une facture séparée.

Article 9 : assurance/responsabilité

Le TAS s'engage à faire toutes les déclarations fiscales et sociales relatives à son activité. Il sera seul responsable des personnels placés sous son autorité et prendra les assurances nécessaires y relatives. L'OnR et la Ville de Strasbourg ne pourront en aucun cas être tenus responsables en cas de déficit financier du TAS ou en cas de non respect de la législation en vigueur.

Article 10 : règlement intérieur

La direction du TAS s'engage à faire respecter le règlement de sécurité et le règlement intérieur en vigueur à l'OnR.

Article 11 : durée de vie de la convention

La présente convention prend effet au 1er septembre 2011 pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée par tacite reconduction sauf dénonciation expresse par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec préavis de 8 mois.

Article 12 : litiges

Le présent contrat est résilié de plein droit dans les cas de force majeure ou en cas de dissolution du syndicat intercommunal "Opéra national du Rhin".

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'application du présent contrat. A défaut, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg, seule juridiction compétente.

Fait à Strasbourg, le 26 AVR. 2011

Pour la Ville de Strasbourg

Roland RIES
Sénateur-Maire

Pour l'Opéra national du Rhin

Daniel PAYOT
Président

Pour le Théâtre Alsacien de Strasbourg

Pierre SPEGT
Président

ANNEXE 1

1/ Nombre de techniciens maximum OnR par service par production du TAS + total heures maximum / service (hors préparation)

Nbr de pers / Services	Montage (04h)	Montage - début réglages lumières (8h)	Répétition Générale (04h)	Mise + représentations (07h)	Total Nbr heures/serv
Machinerie	7	5	3	3 x 6 Représ.	206h
Eclairages	3	3	3	2 x 6 Représ.	132h
Son-vidéo	0.5	1	1		14h
Habillement		1	2	1 x 6 Rep (mise) 2 x 6 Rep	76h
Accessoires	1	1	1	0.5 x 6 Représ	37h
Total heures tous services confondus par production (ces heures ne sont ni reportables, ni annualisables)					465h

2/ Nombre de techniciens maximum de Onr par service pour la production TAS Conte de Noël + total heures maximum / service (hors préparation)

Nbr de pers / Services	Montage (04h)	Montage - début réglages lumières (8h)	Répétition pré générale (04h)	Fin réglages + Répétition Générale (08h)	Mise + représentations (07h)	Total Nbr heures/ serv
Machinerie	9	9	6	6	6 x 7 Représ	474h
Eclairages	3	3	3	3	3 x 7 Représ	219h
Son-vidéo		1	1	1		20h
Habillement		3	3	3	3 x 7 Représ.	207h
Accessoires	2	2	2	2	2 x 7 Représ.	146h
Total heures tous services confondus par production (ces heures ne sont ni reportables, ni annualisables)						1 066h

PS

opéra national du rhin opéra d'europe

AVENANT N° 1
à la convention établie entre la Ville de Strasbourg,
l'Opéra national du Rhin et le Théâtre Alsacien de Strasbourg

Article unique :

L'article 9 de la convention signée le 26 avril 2011 est complété en ce sens :
« le Théâtre Alsacien de Strasbourg doit souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile en qualité d'organisateur ». Il est à noter que la Sous-Commission Départementale de la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP a émis un avis défavorable concernant le bâtiment de l'Opéra de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le - 1 FEV. 2012

Pour la Ville de Strasbourg

Roland RIES
Sénateur-Maire

Pour l'Opéra national du Rhin

Marianna CHELKOVA
La Présidente

Pour le Théâtre Alsacien de Strasbourg

Pierre SPEGT
Président

opéra national du rhin opéra d'europe

AVENANT N° 2
A LA CONVENTION établie entre la Ville de Strasbourg, l'Opéra national du Rhin et le Théâtre Alsacien de Strasbourg en date du 26 AVRIL 2011

Article unique :

Conformément à l'article 3 de la convention du 26 avril 2011, l'Opéra national du Rhin et le Théâtre Alsacien de Strasbourg (TAS) ont souhaité réduire le nombre de levers de rideau du Théâtre Alsacien à l'Opéra de Strasbourg en ramenant le nombre de levers de rideau de 31 à 26 à compter de la saison 2015/2016.

L'article 6 de la convention du 26 avril 2011 est ainsi modifié
« L'OnR facturera au TAS chaque saison une somme forfaitaire de 10 000 € HT (dix mille euros hors taxes) augmentée de la TVA selon le taux légal en vigueur selon l'échéancier ci-dessous :

- 50 % avant le 31 décembre de la saison en cours
- Le solde avant le 15 mai de la saison en cours

Ce montant sera revalorisé chaque année à raison de 1 % d'augmentation (base saison 2015.2016) »

En cas de modification du nombre de levers de rideau le présent avenant ne serait plus applicable.

Fait à Strasbourg, le 07 SEP. 2015

Pour la Ville de Strasbourg

Roland RIES
Maire

Pour l'Opéra national du Rhin

Michel SAMUEL-WEIS
Président

Pour le Théâtre Alsacien de Strasbourg

Pierre SPEGT
Président

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°35

Préconisations de la mission sur l'avenir de l'Opéra national du Rhin.

Pour **58**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

36

Communication au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Communication des observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est relative au contrôle des comptes et de la gestion du syndicat intercommunal de l'Opéra national du Rhin pour les exercices 2013 et suivants.

Numéro V-2021-1244

La Chambre régionale des comptes Grand Est a procédé à un contrôle des comptes et de la gestion du syndicat intercommunal de l'Opéra national du Rhin pour les exercices 2013 et suivants.

Le rapport d'observations définitives a été adressé à la maire de Strasbourg le 14 juin 2021.

Dès décembre 2020, le Conseil municipal a décidé de la création et de l'installation d'une mission d'information et d'évaluation de l'Opéra national du Rhin, dont les conclusions sont présentées au Conseil municipal du 20 septembre 2021.

La mise en place de cette mission atteste de la volonté de la ville de Strasbourg d'apporter une réponse pérenne, en agissant à court, moyen et long terme sur la situation relevée par la Chambre régionale des comptes Grand Est.

Si la mission a permis d'identifier les besoins liés à un opéra du XXIème siècle dans une démarche prospective, elle a également permis de faire un diagnostic des difficultés d'exploitation liées à l'état du bâtiment.

En parallèle des travaux menés par la mission, un dialogue de gestion a été mené par la ville de Strasbourg dès réception du rapport, permettant d'ores et déjà de répondre à différents rappels au droit et recommandations. Ceux relevant du Syndicat intercommunal et non de la ville de Strasbourg sont suivis avec la plus grande attention, notamment via le comité de suivi du Syndicat intercommunal où siègent les élu-e-s de la ville de Strasbourg.

Selon l'article L 243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives est communiqué par l'exécutif de la collectivité territoriale à son assemblée

délibérante dès sa plus proche réunion - *à savoir le Conseil municipal prévu le 20 septembre 2021* -. Il fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante ; il est joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée et donne lieu à un débat.

Il appartient ainsi au Conseil municipal de Strasbourg de débattre de ce rapport et de prendre acte des observations définitives de la Chambre.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code des juridictions financières et notamment l'article L 243-6,
sur proposition de Commission plénière
après en avoir débattu,
prend acte

des observations définitives de la Chambre régionale des comptes Grand Est relatives à un contrôle des comptes et de la gestion du syndicat intercommunal de l'opéra national du Rhin pour les exercices 2013 et suivants.

Communiqué le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140264-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Chambre régionale des comptes
Grand Est

RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'OPERA NATIONAL DU RHIN

(Département du Bas-Rhin)

Exercices 2013 et suivants

Le présent document a été délibéré par la chambre le 13 janvier 2021

3-5, rue de la Citadelle ▪ 57000 METZ ▪ T +33 3 54 22 30 49 ▪ grandest@crtc.ccomptes.fr

Chambre régionale des comptes
Grand Est

AVERTISSEMENT

L'instruction de ce rapport s'est déroulée avant la déclaration de l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 instauré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 entrée en vigueur le 25 mars 2020. Les possibles incidences de la crise sanitaire sur la thématique abordée n'ont donc pu être prises en compte dans les observations qui suivent.

SOMMAIRE

SYNTHÈSE 3
RAPPELS DU DROIT 4
RECOMMANDATIONS 4
1. LA PROCEDURE 5
2. LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT 5
2.1 Présentation 5
2.2 Les suites du précédent contrôle de la chambre 6
2.2.1 Un fonctionnement irrégulier au regard de la nature juridique du syndicat 6
2.2.2 Une convention de moyens ancienne et imprécise 7
3. LA CONTRACTUALISATION : LE LABEL « OPERA NATIONAL » 8
4. LA FREQUENTATION 9
5. LA POLITIQUE TARIFAIRE 10
5.1 L'organisation générale des tarifs 10
5.1.1 Les abonnements 10
5.1.2 Les tarifs réduits 11
5.2 Les places gratuites 11
6. LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT 12
6.1 Les conditions de mise à disposition des bâtiments 12
6.2 L'utilisation du théâtre de Strasbourg par le syndicat 13
6.3 L'exploitation du café de l'opéra 13
7. LA SECURITE DU THEATRE DE STRASBOURG 14
7.1 La règlementation des établissements recevant du public 14
7.2 L'avis de la commission de sécurité 15
7.2.1 L'avis défavorable de la commission de sécurité à la poursuite de l'exploitation 15
7.2.2 Les rapports de vérification électrique 16
7.3 La double responsabilité du maire de Strasbourg : autorité de police administrative et propriétaire du théâtre mis à disposition du syndicat 16
7.3.1 Le rôle du maire en tant qu'autorité de police 16
7.3.2 La responsabilité de la commune en qualité de propriétaire 17
7.4 La double responsabilité du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin : exploitant de la salle et employeur 18
7.4.1 La responsabilité en qualité d'exploitant 18
7.4.2 L'absence de droit d'exploitation valide 18
7.4.3 La responsabilité de l'employeur : santé et sécurité au travail 19
7.5 La dangerosité avérée d'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg 21
7.6 La vétusté du bâtiment est un frein au développement du syndicat 21
8. LES RESSOURCES HUMAINES 22
8.1 Des recrutements non conformes au droit applicable 22
8.2 L'absence d'adhésion au centre de gestion 23
8.3 Des rémunérations irrégulières 24
8.3.1 Le régime indemnitaire 24
8.3.2 L'indemnisation dans le cadre du compte épargne-temps du salarié 24
8.4 L'absence de représentation des personnels 25
8.4.1 Les instances de représentation des personnels n'ont pas été créées 25
8.4.2 L'absence de rapport sur l'état de la collectivité 27
9. PARTENARIATS, DONS ET MECENAT 28
9.1 Le rôle de l'association des amis de l'opéra, « Fidelio » 28
9.2 Les dons des particuliers adhérents de l'association Fidelio 28
9.3 Le mécénat des entreprises 30

9.3.1 Le cadre juridique 30
9.3.2 Le mécénat financier 31
9.3.3 Le mécénat de compétence 31
9.4 Les « dîners sur scène » 32

10. LA FIABILITE DES COMPTES 33
10.1 L'inventaire et l'état de l'actif 33
10.2 La mise à disposition des orchestres et des bâtiments 34
10.3 L'imputation comptable des charges du personnel non titulaire 35

11. LA SITUATION FINANCIERE 35

SYNTHÈSE

Le syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin a pour objet statutaire de créer une institution lyrique et chorégraphique, par la fusion en 1972 des ensembles de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Ces trois communes sont membres du syndicat depuis sa création en 1970.

L'établissement a également pour mission de procurer en région des représentations dont la qualité est aujourd'hui reconnue au plan international. La labellisation « opéra en région », reconduite pour la période 2018-2022, constate le niveau élevé de la production du syndicat de l'opéra du Rhin.

Strasbourg accueille le chœur, les ateliers de conception des décors et costumes et les services administratifs de l'établissement. Le ballet de l'opéra du Rhin, centre chorégraphique national depuis 1985, est installé à Mulhouse. La structure de formation des jeunes artistes, intitulée « l'opéra studio » est située à Colmar.

Au cours de la période sous revue, l'établissement a connu une augmentation du nombre de titres présentés. Les levers de rideau ont été plus nombreux et la fréquentation s'est accrue.

Le statut juridique du syndicat de l'opéra du Rhin, syndicat de communes, emporte l'application de règles spécifiques de droit public, notamment en matière de recrutement et de gestion du personnel. Ces règles ne sont pas complètement respectées.

Les ressources du syndicat, en légère diminution, sont essentiellement composées des participations et subventions en provenance des collectivités territoriales et de l'Etat. Cette évolution n'a pas affecté une situation financière satisfaisante, maintenue grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, et notamment des charges de personnel. Cette tendance doit se confirmer pour les exercices à venir.

L'association Fidelio assume seule la recherche de financements par le don et le mécénat au bénéfice du syndicat de l'opéra du Rhin. La sécurité juridique du dispositif en place n'est pas assurée, ce qui constitue un risque pour l'établissement.

Enfin, la dangerosité avérée de l'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg fait peser un risque sur la sécurité des biens et des personnes. Les situations de non-conformité à la réglementation relative aux établissements recevant du public nécessitent des mesures immédiates et structurantes pour y remédier. La vétusté du bâtiment constitue un frein au développement des activités du syndicat de l'opéra du Rhin.

RAPPELS DU DROIT

N° 1 : En application des articles L. 2111-1 et L. 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le syndicat de l'opéra du Rhin doit cesser de prendre des actes créateurs de droit sans être lui-même titulaire de droits réels sur les bâtiments mis à sa disposition. . 14

N° 2 : Respecter, en tant qu'exploitant, les prescriptions de l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation, et, en tant qu'employeur, les obligations de sécurité prévues à l'article L. 4121-1 du code du travail, au regard des situations de non conformités relevées dans le bâtiment du théâtre de Strasbourg. 20

N° 3 : Respecter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 en matière de procédure de recrutement. 23

N° 4 : Adhérer au centre de gestion du Bas-Rhin et verser la cotisation due, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984..... 24

N° 5 : Conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. 24

N° 6 : Mettre fin aux indemnisations de jours de compte épargne-temps sans délibération le prévoyant et en contradiction avec les dispositions du décret n° 2010-531 du 20 mai 2010. 25

N° 7 : Mettre en place, conformément aux articles 32 et 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et aux dispositions de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, un comité social territorial disposant d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. 27

N° 8 : Dès 2021, élaborer un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. 27

N° 9 : Mettre à jour l'inventaire de l'actif du syndicat de l'opéra du Rhin et appliquer la procédure relative à l'exécution des travaux en régie pour la conception des décors et costumes, conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14. ... 34

RECOMMANDATIONS

N° 1 : Préciser les termes de la convention relatifs aux mises à disposition, s'agissant des bâtiments et des orchestres de Strasbourg et Mulhouse. 7

N° 2 : Respecter les termes de la délibération du 21 mars 2013 quant aux attributions de places gratuites et prévoir un dispositif de suivi de l'attribution des places gratuites par le comité syndical. 12

N° 3 : Le syndicat de l'opéra du Rhin, en lien avec la commune de Strasbourg, propriétaire du théâtre de Strasbourg, doit se mettre en conformité pour exploiter le bâtiment dans les conditions de sécurité répondant aux exigences des établissements recevant du public. 21

N° 4 : Mettre fin aux versements des primes irrégulières. 24

1. LA PROCEDURE

Le contrôle des comptes et de la gestion du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin porte sur les exercices 2013 et suivants. Il a été ouvert par lettres du 8 mars 2019 du président de la chambre à la présidente du syndicat, ordonnatrice en fonction, ainsi qu'à ses prédécesseurs[1], en fonction du 30 avril 2016 au 1er mai 2018 et du 6 mai 2014 au 29 avril 2016.

Le rapport d'observations provisoires de la chambre a été transmis dans son intégralité à l'ordonnateur en fonction le 17 juillet 2020. Des parties de ce rapport ont été transmises le 27 juillet 2020 aux anciens ordonnateurs, pour les périodes les concernant. Onze extraits ont été également transmis aux personnes nominativement ou explicitement mises en cause.

Après avoir examiné les neuf réponses reçues, la chambre a arrêté, le 13 janvier 2021, les observations définitives ci-après qui portent principalement sur la gouvernance de l'établissement et sa situation financière, les relations avec les tiers et la sécurité des bâtiments mis à sa disposition.

2. LA GOUVERNANCE DU SYNDICAT

2.1 Présentation

Le syndicat de l'opéra du Rhin[2], a été créé sous la forme d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) entre les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar par arrêté interdépartemental du 24 août 1970.

Aux termes de l'arrêté précité, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) a « *[…] pour objet de créer et de gérer un théâtre lyrique régional* ». Selon les statuts annexés au texte fondateur (article 2), le théâtre lyrique comporte *« […] une troupe permanente composée notamment des solistes de chant, d'une chorale, d'un ballet et d'un atelier d'art lyrique, qui devra procurer aux théâtres des villes membres et éventuellement aux villes de la région qui désireraient adhérer, ainsi qu'à tout autre, des représentations lyriques et chorégraphiques de qualité élevée »*.

Les services administratifs du syndicat et l'essentiel des services techniques et des ateliers sont installés à Strasbourg[3]. Le chœur de l'opéra, présent à Strasbourg, est composé de 40 membres, placés sous la direction d'un chef de chœur. Le ballet du Rhin créé en 1972 réside à Mulhouse depuis 1974. Il est devenu un centre chorégraphique national en 1985 et dispose, au 1er janvier 2020, d'une troupe de 31 danseurs permanents. La compagnie évolue en région Grand Est et se produit également en France et à l'étranger.

« L'opéra studio », installé à Colmar dans les locaux du « théâtre de la manufacture »[4], est la dénomination internationale des écoles de formation de jeunes chanteurs déjà avancés dans l'apprentissage de la scène. La formation intervient sur l'acquisition de connaissances et de savoir-faire et sur l'insertion professionnelle des chanteurs. Le syndicat de l'opéra du Rhin leur offre l'opportunité de se produire sur scène aux côtés de chanteurs professionnels au cours de la saison et de travailler sous la direction de metteurs en scène et chefs d'orchestre reconnus.

[1] L'ordonnateur en fonction du 1er janvier 2013 au 5 mai 2014 est décédé.
[2] Pour sa communication, le syndicat utilise le terme « Opéra national du Rhin » ou le sigle « OnR ».
[3] Le syndicat dispose d'un site annexe dans le quartier strasbourgeois de la Meinau ; s'y ajoutent des espaces de stockage en location.
[4] Le théâtre de la manufacture est situé à Colmar, il comporte deux salles de 292 et 84 places.

Dans le cadre de ses activités, l'établissement occupe plusieurs sites qui sont mis à disposition par les communes membres dans les conditions développées ci-après. Les locaux sont situés à :

- Strasbourg : le théâtre (de manière permanente pour les services administratifs et techniques et partiellement pour les représentations), le site des ateliers et stockage de la Meinau (de manière permanente), le site dit « le grenier d'abondance »[5] (de manière permanente) ;
- Mulhouse : les locaux du centre chorégraphique national (de manière permanente), la salle de spectacle « la filature »[6] et le théâtre de la Sinne (de manière ponctuelle) ;
- Colmar : le « théâtre de la manufacture » (de manière permanente pour les locaux de « l'opéra studio » et ponctuellement pour les représentations) et le théâtre municipal (de manière ponctuelle pour les représentations).

2.2 Les suites du précédent contrôle de la chambre

Les observations formulées par la chambre dans son précédent rapport du 20 septembre 2013 portaient sur le statut et l'organisation de l'établissement ainsi que sur la situation financière, les personnels, la programmation et la gestion tarifaire. La chambre relève que certaines de ses recommandations n'ont pas été suivies d'effet.

La recommandation visant à revoir les relations avec les orchestres de Strasbourg et de Mulhouse dans le but de bâtir une collaboration durable et efficace n'a pas été suivie d'effet. L'ordonnateur informe toutefois la chambre qu'un projet de convention est en cours. Cela ne constitue pas encore une formalisation aboutie.

La chambre recommandait également au syndicat de valoriser les moyens mis à sa disposition par les communes membres (bâtiments et les orchestres). La charge et le produit correspondants pouvaient être intégrés dans les comptabilités respectives de l'établissement et de la commune concernée. La collectivité aurait ensuite majoré sa participation au syndicat d'un montant équivalent au produit constaté. Il n'a pas été donné suite à la recommandation. Toutefois, la chambre prend note de l'engagement du syndicat à soumettre cette question à la ville de Strasbourg, au service des domaines, ainsi qu'aux villes de Mulhouse et de Colmar.

Enfin, la chambre recommandait au syndicat d'apprécier l'impact financier d'une éventuelle évolution de son statut vers celui d'établissement public de coopération culturelle (EPCC). Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre. Cependant, la chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à soumettre au nouveau comité syndical, un projet d'audit destiné à évaluer les différentes formes juridiques susceptibles de se substituer à la forme juridique de syndicat intercommunal.

2.2.1 Un fonctionnement irrégulier au regard de la nature juridique du syndicat

L'association des trois plus grandes villes alsaciennes en un syndicat intercommunal avait pour objet de créer un théâtre lyrique régional. Ce statut initial, créé par l'arrêté préfectoral du 24 août 1970, a été complété par une convention du 26 septembre 1972 et ses avenants du 17 mars 1977 et du 1er septembre 1998.

Le syndicat est régi par les articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui s'appliquent aux syndicats de communes. Ainsi, en application de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

[5] Le « grenier d'abondance » est un monument historique appartenant à la ville de Strasbourg ; il a été réhabilité et mis à disposition du syndicat de l'opéra du Rhin pour des usages logistiques et de représentation.
[6] La « filature scène nationale » est une salle de spectacle située à Mulhouse et réalisée sur le site d'une ancienne fabrique de coton.

territoriale, le syndicat doit procéder à une déclaration de vacance d'emploi et recruter prioritairement des agents titulaires de la fonction publique.

La procédure n'est pas mise en œuvre. En conséquence, la chambre observe que l'établissement ne respecte pas les dispositions précitées en matière de gestion du personnel.

Dans son étude[7] sur les établissements publics, le Conseil d'Etat estimait en 2009 qu'*« il est surtout nécessaire qu'existe, au sein d'un établissement, la plus grande cohérence possible entre ses missions, les conditions dans lesquelles celles-ci peuvent être assurées, et les possibilités qui s'offrent à ses gestionnaires en termes de recrutement et de gestion du personnel. Autrement dit, l'essentiel est avant tout d'assurer la cohérence de la personne morale autonome qu'est un établissement public, en lui conférant les conditions les plus adéquates à son développement. A cet égard, la question du statut du personnel de l'établissement devrait constituer un passage obligé et important de l'étude d'impact précédant la création de tout nouvel établissement public, afin de s'assurer que ce statut procède non d'un réflexe ou d'une préférence plaqués à l'aveugle sur le fonctionnement de la nouvelle structure, mais d'un choix stratégique, en adéquation avec l'identité de cette structure ».*

Le syndicat de l'opéra du Rhin avait répondu sur ce point au précédent rapport de la chambre que « *la question relative au changement de statut et ses coûts induits se pose depuis 10 ans. A l'occasion de la prochaine mandature, le nouveau comité du syndicat abordera la question en s'inspirant, d'une part, de l'EPCC créé pour l'école des arts et en mandatant une étude externe, d'autre part »*.

La chambre réitère son observation sur le manquement aux dispositions de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2.2.2 Une convention de moyens ancienne et imprécise

La convention modifiée du 26 septembre 1972 précise les obligations générales des collectivités. Elle porte en particulier sur la participation statutaire de chaque commune et la mise à disposition des bâtiments en *« ordre de marche »*, caractère[8] qui s'applique aux théâtres municipaux des communes membres.

La chambre avait précédemment relevé l'absence de définition précise de cet état ainsi que le caractère incertain de la délimitation des opérations budgétaires et financières entre le syndicat et la ville de Strasbourg. Aucune évolution n'a été constatée depuis lors.

La convention énonce les conditions de mise à disposition des orchestres de Strasbourg et Mulhouse, ainsi que des mesures relatives aux ressources humaines. Dans son précédent rapport, la chambre recommandait que les conditions de mise à disposition des orchestres soient précisées. Aucune mesure n'a été prise en ce sens depuis 2013.

Cependant, la chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à revoir en concertation avec les villes membres et les orchestres, les conventions actuelles pour mieux en préciser les obligations réciproques.

Recommandation n° 1 : Préciser les termes de la convention relatifs aux mises à disposition, s'agissant des bâtiments et des orchestres de Strasbourg et Mulhouse.

[7] Etude du Conseil d'Etat-assemblée du 15 octobre 2009, page 54.

[8] La définition d'une salle de représentation en « ordre de marche » n'est pas encadrée au plan réglementaire. Elle ressort des accords contractuels entre le producteur et l'exploitant de la salle. Le ministère de la culture en propose la caractérisation suivante : « *L'ordre de marche,* [correspond], *selon les usages des contrats d'entrepreneurs de spectacles vivants, à fournir un lieu de spectacle avec le personnel nécessaire à l'accueil du public, à la billetterie et à la sécurité des spectacles ».*

3. LA CONTRACTUALISATION : LE LABEL « OPERA NATIONAL »

Les labels attribués dans le secteur du spectacle vivant et des arts plastiques reposent sur un cadre législatif et réglementaire. Le décret en Conseil d'Etat n° 2017-432 du 28 mars 2017 et les arrêtés ministériels, notamment celui du 5 mai 2017, précisent le cahier des missions et des charges des labels existants (dont le label « opéra en région »). Les textes fixent les modalités de leur mise en œuvre et de leur évaluation.

Parmi les 29 maisons d'opéra recensées en France, cinq disposent du label « opéra national en région » (opéra de Lyon, opéra du Rhin, opéra de Bordeaux, opéra de Montpellier, opéra de Lorraine). Les opéras ainsi labellisés doivent respecter un cahier des charges défini dans un contrat établi entre l'État et les collectivités territoriales de rattachement.

Les principaux critères interviennent sur les domaines :

- artistique : par la diversité des programmations couvrant toutes les époques, avec un minimum de cinq titres lyriques dont une création contemporaine ; le titulaire du label doit assurer la production ou la coproduction d'œuvres créées et développer une coproduction à l'échelle nationale ou internationale ;
- l'engagement professionnel : le titulaire doit assurer la transparence dans les recrutements ; mettre en œuvre des actions de prévention en direction du personnel artistique ; favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes ;
- le citoyen culturel et territorial : il doit promouvoir l'accès et la participation de tous les publics.

En 1985 le ballet du Rhin a été nommé centre chorégraphique national. Le syndicat de l'opéra du Rhin s'est vu décerner son premier label « opéra national » en 1998.

La convention « opéra national 2010-2014 » est arrivée à échéance en 2014 et n'a été renouvelée qu'en 2018. L'ordonnateur justifie ce retard par une situation d'attente portant sur les conclusions du contrôle mené par l'inspection générale des affaires culturelles[9]. Le rapport a été rendu le 21 octobre 2015. Il restait également dans l'attente de la publication du décret fixant le cahier des charges relatif au label « opéra national en région », publication intervenue le 5 mai 2017.

Les raisons évoquées, conjuguées à des aléas de gestion du personnel à des postes clefs du syndicat, ne sauraient justifier l'absence de contrat durant une période équivalente à un cycle conventionnel, ce qui constitue un facteur de risque financier significatif pour l'établissement au regard des subventions perçues dans le cadre du label.

La cosignature de la nouvelle convention « opéra national 2018-2022 » par l'ensemble des partenaires est intervenue le 7 décembre 2018. Le syndicat devra veiller à anticiper les conditions de sa reconduction, avant 2022.

La convention « opéra national 2018-2022 » a été établie entre l'Etat, les trois communes fondatrices du syndicat, la région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg[10]. Elle encadre les missions et les objectifs à atteindre, parmi lesquels :

- favoriser l'accès des publics à une offre diversifiée, à coût maîtrisé (rechercher la possibilité de coproductions ou coréalisations, favoriser les tournées de formes plus légères sur le territoire régional, national et à l'international) ;

[9] En 2015, le ministère de la culture et de la communication a mandaté l'inspection générale des affaires culturelles afin d'évaluer les cinq opéras nationaux en région. La mission, réalisée dans le cadre de la politique de labellisation, s'attachait à apprécier le service rendu à la population ainsi que les réalisations au plan artistique. Le rapport concernant le syndicat de l'opéra du Rhin a été rendu le 21 octobre 2015.

[10] La région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg sont parties à la convention au titre du soutien apporté à la politique culturelle en région.

- rechercher de nouveaux publics, mettre en place des actions artistiques et culturelles en direction de toutes les populations et de tous les publics, et notamment en direction des publics jeunes (lycéens, apprentis, étudiants) ;
- mobiliser les moyens existants mis à la disposition de l'établissement tels que les locaux des communes membres du syndicat (salles de spectacles, répétitions, studios, stockage) ;
- susciter, dans le cadre de conventions spécifiques, la participation de l'orchestre philharmonique de Strasbourg et de l'orchestre symphonique de Mulhouse ainsi que de la « maîtrise de l'opéra du Rhin » de Strasbourg ;
- poursuivre une politique de recherche d'excellence artistique et de rayonnement, dans le dessein des orientations générales fixées ;
- poursuivre le mécénat et le développement des partenariats en direction du secteur économique.

4. LA FREQUENTATION

La saison artistique débute le 1er septembre de l'année et s'achève le 30 juin de l'année suivante. Entre les saisons 2013-2014 et 2018-2019, le nombre de spectateurs a progressé de 20 % pour l'ensemble des sites. Cette évolution favorable s'explique par des œuvres (ou titres) présentées en plus grand nombre. Les levers de rideau[11] ont également augmenté entre les saisons de comparaison.

Tableau 1 : Evolution du nombre de spectateurs par saison

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	Évolution 2013 à 2019
Strasbourg	65 775	67 181	68 800	65 519	77 273	80 274	22 %
Colmar	6 289	5 922	5 901	5 830	6 287	7 133	13 %
Mulhouse	21 449	21 203	22 443	21 377	23 889	24 744	15 %
Nombre total pour le syndicat opéra du Rhin	93 513	94 306	97 144	92 726	107 449	112 151	20 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

Les œuvres présentées sont passées de 37 en 2013-2014 à 59 en 2018-2019 soit 22 titres supplémentaires, en dehors de ceux présentés lors du festival[12] « Arsmondo ».

En 2018-2019, 226 levers de rideau sont recensés, soit 74 de plus que lors de la saison 2013-2014. Ce constat s'applique particulièrement à Strasbourg qui concentre les représentations. Ainsi, lors de la saison 2013-2014, les levers de rideau à Strasbourg représentaient 62 % du total ; ils représentent 67 % au cours de la saison 2018-2019.

[11] Un « lever de rideau » correspond à une (ou chaque) représentation d'une œuvre programmée dans le cadre de la saison annuelle.

[12] Lancé en 2018 par le syndicat de l'opéra du Rhin, le festival accueille chaque année des œuvres et des artistes venus d'ailleurs. Une production d'opéra est au cœur du festival, ce qui permet la promotion d'une œuvre moderne ou contemporaine encore méconnue.

Tableau 2 : Localisation des levers de rideau (spectacles) par site

	Saison 2013-2014		Saison 2018-2019	
Strasbourg	94	62 %	152	67 %
Colmar	21	14 %	29	13 %
Mulhouse	37	24 %	45	20 %
Total	152	100 %	226	100 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

5. LA POLITIQUE TARIFAIRE

5.1 L'organisation générale des tarifs

Les tarifs des spectacles sont fixés annuellement et pour chaque saison par délibération du comité syndical. Ils sont établis en fonction de leur genre (opéras, ballets, récitals, concerts) et d'autres éléments destinés à prendre en compte le coût spécifique d'une représentation, sa durée et ses modes de diffusion.

Depuis la saison 2016-2017, les représentations d'opéra sont généralement commercialisées auprès du public au même tarif quel que soit le titre : à titre d'exemple 90 € pour les places au tarif le plus élevé à Strasbourg, 80 € à Mulhouse et Colmar.

Les ballets sont commercialisés différemment selon qu'il s'agit d'un ballet avec orchestre ou d'un ballet sans orchestre (avec utilisation d'une bande audio).

Les tarifs sont également arrêtés en fonction du lieu où se tient la représentation. Ainsi, les spectacles présentés à la Cité de la musique et de la danse à Strasbourg sont proposés à un tarif unique en raison de l'absence de zonage tarifaire, préétabli en fonction de la qualité du placement dans la salle[13].

En raison du coût spécifique qu'ils représentent, certains titres sont proposés à un tarif exceptionnel : lors de la saison 2013-2014, le prix unitaire des places pour les représentations des opéras *Rigoletto* et *Fliegende Holländer* a été majoré de 5 €. À l'inverse, les créations contemporaines sont soutenues par une tarification attractive pour un public plus jeune ou pour permettre la promotion d'une création telle que *Until the lion*, pour la saison 2019-2020.

5.1.1 Les abonnements

Tout en maintenant ses offres d'abonnements habituelles, l'établissement a créé de nouvelles formules comme les abonnements croisés avec d'autres institutions telles que l'orchestre philharmonique de Strasbourg, le théâtre national de Strasbourg, le « maillon », la « filature ». Les formules d'abonnement ont été simplifiées pour permettre une composition plus attractive aux abonnés.

Les tarifs des abonnements sont restés stables ; ils ont été ajustés en fonction du nombre de titres proposés qui peut fluctuer d'une année à l'autre dans un même type d'abonnement.

La part des abonnés parmi les spectateurs a légèrement diminué.

[13] Les tarifs uniques s'appliquent également aux représentations des « Midis lyriques » et pour certains concerts dont le placement est libre.

Tableau 3 : Evolution de la proportion de spectateurs abonnés

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Strasbourg	25 %	23 %	23 %	22 %	21 %	20 %
Colmar	15 %	18 %	19 %	14 %	14 %	15 %
Mulhouse	32 %	33 %	30 %	28 %	23 %	26 %
Nombre total pour le syndicat de l'opéra du Rhin	26 %	24 %	25 %	23 %	21 %	21 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

L'abonnement le plus complet, intitulé « *toute la saison »,* qui propose l'ensemble des représentations de la saison, connaît une diffusion stable au cours de la période. Pour la saison 2019-2020, l'abonnement a été acheté par 235 spectateurs à Strasbourg.

Le syndicat propose également une formule originale intitulée « *l'opéra bus* ». L'abonnement a pour objet de rapprocher des salles de spectacles un public éloigné de l'art lyrique ou privé de possibilités de déplacement, par la mise à disposition d'un moyen de transport.

L'abonnement « famille » permet de proposer la découverte du monde lyrique par la diffusion de spectacles adaptés aux enfants de 5 à 12 ans.

5.1.2 Les tarifs réduits

L'établissement propose une politique particulièrement attractive pour les jeunes de moins de 26 ans, tant en ce qui se rattache à l'offre culturelle qu'aux tarifs proposés. Les jeunes peuvent bénéficier de places jusqu'à demi-tarif sur l'ensemble des productions mais également acheter des places à 6 € avec la « carte culture » proposée par les universités de Haute-Alsace et de Strasbourg et la « carte atout voir » mise à leur disposition par l'Eurométropole de Strasbourg.

La politique tarifaire prend également en compte des situations particulières et propose des réductions à certaines catégories de publics (demandeurs d'emploi, personnes handicapées).

Tableau 4 : Tarifs réduits en proportion du nombre total de spectateurs

Tarif réduit	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
En % du nombre spectateurs	41 %	38 %	39 %	41 %	39 %	39 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

Le nombre de spectateurs bénéficiant d'un tarif réduit est passé de 38 687 en 2013-2014 à 47 581 en 2018-2019, soit une augmentation de 23 % en cinq ans, même si sa part dans le total a légèrement diminué. Le syndicat indique toutefois que la part de jeunes de moins de 26 ans bénéficiant d'un tarif réduit a augmenté entre la saison 2013-2014 et la saison 2018-2019.

5.2 Les places gratuites

Lors de son dernier contrôle, la chambre avait recommandé à l'établissement d'encadrer la mise à disposition de places gratuites. Le 21 mars 2013, le comité syndical a pris une délibération-cadre relative aux invitations et places de faveur pour les spectacles.

Le syndicat attribue des places gratuites à des journalistes et organes de presse dans le but d'assurer la promotion des spectacles. Des places sont également accordées à l'occasion de jeux radiophoniques ou auprès d'associations dans un même objectif.

Au cours de la période sous revue, en volume les places gratuites représentent en moyenne 10 % du total des places vendues, soit près de 10 000 places par an[14].

Tableau 5 : Places gratuites en proportion du nombre total de spectateurs

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Colmar	10 %	10 %	9 %	8 %	9 %	9 %	8 %
Mulhouse	8 %	10 %	8 %	9 %	11 %	10 %	10 %
Strasbourg	8 %	11 %	10 %	8 %	11 %	12 %	10 %
Total général	8 %	10 %	10 %	9 %	11 %	11 %	9 %

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

La gratuité s'applique à des places de 1ère catégorie, soit le niveau tarifaire le plus élevé. Lors de la saison 2018-2019, hors invitations de presse, 1 463 invitations protocolaires ont été attribuées, ce qui correspond à un effort financier théorique pour le syndicat de 131 670 €.

Les services administratifs de l'établissement tiennent un fichier des places gratuites attribuées pour chaque représentation, ce qui constitue une bonne pratique. Cependant, la chambre considère que le comité syndical devrait être informé du suivi opéré afin de contrôler la bonne exécution de la délibération précitée.

La chambre prend acte de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à transmettre chaque année à l'assemblée délibérante l'état des places gratuites attribuées au titre de la saison précédente.

La chambre relève par ailleurs que des particuliers ont bénéficié, à titre individuel et de façon récurrente, de places gratuites sans que la délibération du 21 mars 2013 ne le prévoie.

Recommandation n° 2 : Respecter les termes de la délibération du 21 mars 2013 quant aux attributions de places gratuites et prévoir un dispositif de suivi de l'attribution des places gratuites par le comité syndical.

6. LES BATIMENTS MIS A DISPOSITION DU SYNDICAT

6.1 Les conditions de mise à disposition des bâtiments

Dans le cadre de ses activités, le syndicat de l'opéra du Rhin occupe certains bâtiments à titre permanent et exclusif, d'autres de manière ponctuelle et non exclusive.

Les conditions de mise à disposition et d'utilisation de ces bâtiments sont prévues par une convention, déjà évoquée en tant que « convention de moyens » dans le présent rapport, entre les trois villes fondatrices et le syndicat de l'opéra du Rhin en date du 26 septembre 1972 précisant les « *obligations et charges réciproques* ». Cette convention a fait l'objet de deux avenants en date du 17 mars 1977 et du 1er septembre 1998.

[14] Des écarts sont constatés autour de la moyenne en fonction des spectacles. Le service communication utilise cette possibilité afin d'attirer un auditoire pour certaines représentations.

Cet ensemble conventionnel, outre le fait de lister les locaux mis à disposition et leur bénéfice exclusif ou limitatif, prévoit que les communes membres du syndicat :

- « *mettent leur théâtre avec ses* dépendances *et ses installations techniques, en ordre de marche, à la disposition de l'opéra du Rhin pour les répétitions et les représentations […] ;*
- *entretiennent les bâtiments et* installations *techniques afin que ceux-ci puissent être utilisables en permanence […]* ;
- *gardent à leur charge les dépenses* d'éclairage*, de ventilation, de chauffage, d'affichage ; les frais de personnel de nettoyage, de gardiennage et de surveillance, de caisse, de contrôle, de garde-robes et sécurité* ».

Par ailleurs, la convention et ses avenants précisent que « *les grosses réparations, l'entretien courant et les réparations de l'ensemble de ces lieux relèvent de la compétence de chacune des villes adhérentes* ».

Si ces dispositions ont le mérite de constituer une base conventionnelle aux droits et obligations des parties, elles demeurent limitées pour ce qui est du régime des responsabilités, du périmètre et de l'usage des bâtiments mis à disposition. Ainsi, rien n'est précisé concernant les obligations et responsabilités du syndicat, la valorisation de la mise à disposition, l'état des lieux attendu, les travaux programmés ou encore la nature des droits dont dispose le syndicat de l'opéra du Rhin dans le temps.

Ainsi, au regard du rôle indispensable et majeur que constituent les locaux administratifs, logistiques, techniques et surtout de représentation pour le fonctionnement du syndicat de l'opéra du Rhin, force est de constater que les modalités de leur mise à disposition sont insuffisamment précises et méritent d'être complétées ; la convention du 26 septembre 1972 et ses avenants sont, sur ce point, lacunaires.

La chambre note toutefois l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à engager de nouvelles discussions avec les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar afin de revoir la convention du 26 septembre 1972 en vue de la compléter et de mettre à jour les modalités de mise à disposition des lieux.

6.2 L'utilisation du théâtre de Strasbourg par le syndicat

Le théâtre de Strasbourg fait partie du domaine public de la commune de Strasbourg. Aux termes de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) : *« sous réserve de dispositions législatives spéciales, le domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public. »*. Le théâtre de Strasbourg correspond à cette définition car il est affecté à l'usage direct du public au profit du service public communal de la culture, il est spécialement aménagé à cet effet.

L'article L. 2121-1 du même code précise que *« Les biens du domaine public sont utilisés conformément à leur affectation à l'utilité publique »*. La convention du 26 septembre 1972 modifiée, passée entre les communes membres et le syndicat de l'opéra du Rhin, précise que le théâtre de Strasbourg est mis à disposition du syndicat de manière limitative à l'exercice de sa compétence, qui consiste à assurer des représentations artistiques.

6.3 L'exploitation du café de l'opéra

Un café ouvert au public est installé au sein du théâtre de Strasbourg. Il dispose d'une entrée donnant à l'intérieur du théâtre et d'une autre entrée autonome donnant sur une place

publique. Le café du théâtre est actuellement exploité par une entreprise privée par le biais d'un contrat établi entre ladite entreprise et le syndicat, intitulé « convention d'occupation d'une dépendance du domaine public, pour l'exploitation du café de l'opéra de Strasbourg, au sein de l'opéra ».

Par convention du 1er octobre 1991, prise entre la ville de Strasbourg et le syndicat, l'exploitation[15] du café est attribuée au syndicat, celui-ci pouvant la déléguer à un professionnel de son choix.

Cependant, la chambre observe que les termes de la convention ne répondent pas à la définition juridique de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, au sens de l'article[16] L. 1311-5 du CGCT. Ils ne précisent pas les conditions du transfert d'un droit réel attaché à un bâtiment du domaine public communal mis à disposition du syndicat. En outre, la délibération du conseil municipal de la commune sur laquelle la convention s'appuie n'est pas mentionnée.

Ainsi, même si la convention conclue entre la ville de Strasbourg et le syndicat prévoit l'exploitation du bar de l'opéra et la possibilité d'en déléguer la gestion, le syndicat ne dispose pas des droits nécessaires pour louer ou mettre à dispositions de tiers les bâtiments mis à sa disposition. En conséquence, l'établissement ne pouvait ni autoriser, ni attribuer l'exploitation du café à un tiers.

Rappel du droit n° 1 : En application des articles L. 2111-1 et L. 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le syndicat de l'opéra du Rhin doit cesser de prendre des actes créateurs de droit sans être lui-même titulaire de droits réels sur les bâtiments mis à sa disposition.

7. LA SECURITE DU THEATRE DE STRASBOURG

7.1 La règlementation des établissements recevant du public

Aux termes de l'article R. 123-2 alinéa 1 du code de la construction et de l'habitation (CCH), *« constituent des établissements recevant du public tous les bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non ».* Les établissements recevant du public sont soumis à des obligations de contrôle par les commissions de sécurité et d'accessibilité et aux actes administratifs de l'autorité municipale.

Les avis des commissions de sécurité et d'accessibilité s'adressent en premier lieu aux exploitants d'établissements recevant du public qui doivent s'assurer que leurs installations sont construites et exploitées en conformité avec les règles de sécurité et d'accessibilité. La loi impose à l'autorité municipale des obligations dont le non-respect est de nature à engager sa responsabilité.

Les établissements recevant du public sont classés par catégories prévues par l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation, selon l'effectif maximum théorique admissible. On entend par effectif le public et le personnel, à l'exception de la 5ème catégorie

[15] L'exploitation du café du théâtre inclut une licence de débit de boissons alcooliques à consommer sur place (licence de 4ème catégorie).

[16] L'article L. 1311-5 du CGCT dispose : *« les collectivités territoriales peuvent délivrer sur leur domaine public des autorisations d'occupation temporaire constitutives de droits réels en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de leur compétence. Le titulaire de ce titre possède un droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise pour l'exercice de cette activité. Ce droit réel confère à son titulaire, pour la durée de l'autorisation et dans les conditions et les limites précisées dans la présente section, les prérogatives et obligations du propriétaire […] ».*

où le personnel n'est pas pris en compte, puis par types, selon l'activité qui y est exercée. Les obligations relatives aux mesures de sécurité varient en fonction du classement.

Au cours de leur exploitation, les établissements recevant du public sont soumis à des visites périodiques prévues par l'article R. 123-48 du code de la construction et de l'habitation. À la demande du maire ou du préfet, des visites inopinées peuvent être diligentées.

7.2 L'avis de la commission de sécurité

La chambre a examiné l'ensemble des procès-verbaux de la commission de sécurité et d'accessibilité concernant les bâtiments exploités par le syndicat de l'opéra du Rhin. Les salles de Colmar, Mulhouse et le « grenier d'abondance » de Strasbourg font l'objet d'un avis favorable à l'exploitation au cours de l'ensemble de la période sous revue, de 2013 à 2019.

Tel n'est pas le cas du théâtre de Strasbourg. Ce dernier fait l'objet d'un avis défavorable de la commission à la poursuite de son exploitation, de façon ininterrompue depuis 1997.

7.2.1 L'avis défavorable de la commission de sécurité à la poursuite de l'exploitation

A l'occasion de la dernière visite périodique du théâtre de Strasbourg par la commission consultative départementale de sécurité réalisée le 12 octobre 2018, les constats réalisés durant la visite se sont révélés alarmants.

Le procès-verbal précité précise que la salle de spectacle dispose d'un système de désenfumage qui « *ne répond pas aux caractéristiques d'une installation de désenfumage* ». Le procès-verbal relève que trois prescriptions antérieures[17] n'ont toujours pas été mises en œuvre. Les nouvelles prescriptions formulées portent leur total à 23.

Parmi les essais réalisés, le procès-verbal relève que l'évacuation des personnes du café de l'opéra s'est avérée non concluante. Il relève également qu'un début d'incendie a eu lieu au cours de la visite sur un pendrillon[18] suite à la surchauffe d'un luminaire. La présence du personnel « *[…] a permis de maîtriser la situation avant toute détection* ».

Le document indique que les locaux du café sont situés dans l'opéra, avec une entrée privative. Lorsque l'opéra est fermé, le café ne dispose plus que d'une sortie vers l'extérieur. Il est également relevé :

- une surcapacité d'accueil du café durant la visite de la commission ;
- des issues condamnées en présence du public ;
- aucune consigne d'évacuation mise à disposition du public ;
- « *une insouciance avérée de l'exploitant du café de l'opéra* ».

Concernant le site d'accueil de l'opéra, le procès-verbal indique que « *compte tenu du mauvais isolement entre les différents volumes, l'éclosion d'un incendie non détectée pourrait se propager d'un bloc à l'autre. De plus, une mauvaise disposition des instruments dans la fosse d'orchestre pourrait être de nature à encombrer les issues empêchant les musiciens d'évacuer le bâtiment dans les meilleures conditions* ».

L'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation a été maintenu à l'issue de la visite. Il est notamment motivé par :

[17] Maintenir libre de tout encombrement les issues et dégagements nécessaires du café de l'opéra et de la fosse d'orchestre ; transmettre à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SDCS) sous couvert du maire un rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD) portant sur l'ensemble du règlement de sécurité ; transmettre à la SCDS sous couvert du maire un schéma directeur de mise en sécurité.

[18] Les pendrillons, ou pendillons, sont des rideaux de théâtre de faible largeur (deux à six mètres), souvent en velours noir, qui servent à cacher les coulisses.

- l'absence d'isolement des locaux à risque ;
- le risque de propagation d'incendie du bloc scène à la salle et inversement ;
- l'absence d'un schéma directeur de mise en sécurité et du rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure.

Le procès-verbal de visite indique en conclusion : *« le groupe de visite attire l'attention de l'autorité municipale sur l'urgence que représente cette situation et le péril que représente la poursuite de l'exploitation de l'établissement* ».

7.2.2 Les rapports de vérification électrique

Les rapports de vérification électrique prévus par les articles R. 4226-14 et suivants du code du travail, applicables aux collectivités territoriales, ont été produits. Toutefois, l'examen des documents révèle la mention d'un risque incendie dû à l'installation électrique.

Deux rapports de vérification électrique sont établis chaque année à destination du syndicat : le premier est propre aux dispositifs d'un établissement recevant du public, le second concerne l'installation générale et les conditions de travail.

Le rapport électrique général de 2019 du théâtre de Strasbourg indique que l'opérateur n'a pu réaliser toutes les vérifications « *du fait des impératifs d'exploitation du client »*.

Le rapport recense diverses situations de non-conformité, toutes susceptibles de conduire à un départ d'incendie dans le bâtiment. Les observations portent notamment sur :

- les « *mesures de* protection *contre les défauts d'isolement par coupure automatique de l'alimentation* » ;
- la « *fixation et état* mécanique *apparent des matériels* » ;
- l'adaptation des matériels aux conditions d'influences externes ;
- le maintien en état de conformité des installations électriques norme NF C 15-100 et son article 512-522.

En dépit du caractère préoccupant des constats sur l'état du bâtiment et de leur réitération depuis plus de vingt ans par les services compétents, les améliorations ponctuelles apportées récemment ne constituent pas une réponse à la hauteur des problèmes de sécurité recensés. Elles n'ont pas été suffisantes pour obtenir un avis favorable à la poursuite de l'exploitation de la part de la commission de sécurité.

Le syndicat fait valoir qu'il ne peut se substituer au propriétaire dans l'exercice de ses obligations. La chambre observe cependant que l'établissement conserve une responsabilité en tant qu'exploitant et employeur, ainsi qu'un devoir d'alerte.

Par ailleurs, les arguments portant sur le coût élevé d'une réhabilitation ou d'une construction nouvelle ne sauraient justifier le maintien d'un *statu quo*.

7.3 La double responsabilité du maire de Strasbourg : autorité de police administrative et propriétaire du théâtre mis à disposition du syndicat

7.3.1 Le rôle du maire en tant qu'autorité de police

Le code général des collectivités territoriales confie au maire un pouvoir de police administrative générale sur sa commune. Le droit local spécifique aux communes des départements d'Alsace et de Moselle, applicable à Strasbourg, prévoit l'existence d'un tel pouvoir de police aux articles L. 2542-1 et suivant du CGCT.

Dans ce cadre, le maire doit exercer les missions de sécurité publique et peut être amené à prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes et des biens en cas de

danger grave ou imminent. Il est également titulaire du pouvoir de police administrative spéciale, notamment en ce qui concerne la protection du public contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Il est donc chargé de veiller au respect des dispositions correspondantes du code de la construction et de l'habitation.

Le maire est ainsi l'autorité principale en charge de la sécurité pour les établissements recevant du public. Il bénéficie du soutien technique de la commission de sécurité, chargée d'émettre un avis sur le respect de la réglementation. L'avis permet au maire d'arrêter sa décision. Selon les cas, l'avis est dit consultatif, c'est-à-dire qu'il ne lie donc pas le maire, ou conforme, l'avis de la commission s'impose alors au maire, qui doit en observer les prescriptions.

En cas de sinistre dans un établissement recevant du public, la responsabilité du maire pourrait être engagée si des omissions, négligences ou des insuffisances sont constatées dans le suivi et le contrôle de ces établissements.

En application des dispositions du code de la construction et de l'habitation[19] (article L. 123-4), le maire est responsable du suivi des avis rendus par les commissions à l'égard des établissements recevant du public, implantés dans la commune.

En outre, l'article R. 123-27 du même code précise que *« Le maire assure, en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions du présent chapitre »* ; il s'agit en l'occurrence des mesures d'exécution et de contrôle de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public.

Si les exploitants sont les premiers responsables du respect des règles de sécurité et d'accessibilité dans leurs établissements, l'autorité municipale doit s'assurer que ces derniers mettent en œuvre les prescriptions émises par les commissions dans leurs avis. Elle doit être particulièrement attentive au suivi des avis défavorables. C'est au maire qu'appartiennent les décisions d'autoriser ou de refuser la construction, l'ouverture ainsi que la poursuite d'exploitation des établissements recevant du public sur le territoire de sa commune.

En effet, l'article R. 123-49 du code de la construction et de l'habitation dispose que *« […] à l'issue de chaque visite, il est dressé un procès-verbal. Le maire notifie le résultat de ces visites et sa décision aux exploitants soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».*

7.3.2 La responsabilité de la commune en qualité de propriétaire

La commune de Strasbourg est propriétaire de l'opéra-théâtre de Strasbourg. S'agissant d'un établissement recevant du public, elle est également responsable des mesures de prévention et de sécurité, relatives à la sécurité des personnes. En effet, l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation prévoit que *« les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie »*.

Ainsi, il ressort de l'article précité que la ville de Strasbourg, propriétaire de l'établissement, peut voir sa responsabilité engagée en cas de manquements aux obligations de protection des personnes qui fréquentent l'équipement culturel.

[19] L'article L. 123-4 du code de la construction et de l'habitation dispose : *« sans préjudice de l'exercice par les autorités de police de leurs pouvoirs généraux et dans le cadre de leurs compétences respectives, le maire ou le représentant de l'Etat dans le département peuvent par arrêté, pris après avis de la commission de sécurité compétente, ordonner la fermeture des établissements recevant du public en infraction avec les règles de sécurité propres à ce type d'établissement, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité ».*

L'ancien maire et la maire actuelle de Strasbourg ont indiqué avoir pris en compte la situation du théâtre de Strasbourg eu égard à sa situation en matière de sécurité. La chambre prend note de l'engagement de la maire de Strasbourg à réunir prochainement une mission d'information et d'évaluation sur l'avenir du théâtre municipal et de l'opéra.

7.4 La double responsabilité du syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin : exploitant de la salle et employeur

7.4.1 La responsabilité en qualité d'exploitant

Les gestionnaires d'établissements recevant du public, chefs d'établissement ou exploitants sont les premiers concernés par le respect de la réglementation en matière de sécurité incendie. Les exploitants, au même titre que les constructeurs et les propriétaires, sont responsables de la sécurité de leurs établissements, comme cela est précisé par l'article R. 123-3 déjà cité.

En outre, l'article R. 123-43 du code de la construction et de l'habitation précise que *« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».*

Ils doivent en conséquence s'assurer en permanence de la bonne tenue de leurs établissements.

7.4.2 L'absence de droit d'exploitation valide

Les procès-verbaux de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du Bas-Rhin concluent à un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement, de manière constante entre 2013 et 2019.

Les dispositions relatives aux mesures de protection et de lutte contre l'incendie sont précisées par les articles L. 123-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

L'article L. 123-4 du même code dispose que *« sans préjudice de l'exercice par les autorités de police de leurs pouvoirs généraux et dans le cadre de leurs compétences respectives, le maire ou le représentant de l'Etat dans le département peuvent par arrêté pris après avis de la commission de sécurité compétente, ordonner la fermeture des établissements recevant du public en infraction avec les règles de sécurité propres à ce type d'établissement, jusqu'à la réalisation des travaux de mise en conformité ».*

L'article R. 123-46 indique que « *le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission. Cet arrêté est notifié directement à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; une ampliation en est transmise au représentant de l'Etat dans le département ».*

Entre 2013 et août 2019, l'article R. 123-43 précisait[20] que *« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus […] de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours*

[20] Le décret n° 2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation n'a pas modifié de manière substantielle l'article R. 123-43.

d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur la demande d'agrément présentée en application de l'alinéa précédent vaut décision de rejet ».

L'article R. 123-49 du même code précise qu'après chaque visite de la commission de sécurité, le maire de la commune se prononce sur la poursuite de l'exploitation. L'article précité précise : *« à l'issue de chaque visite, il est dressé un procès-verbal. Le maire notifie le résultat de ces visites et sa décision aux exploitants soit par la voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception ».*

En réponse à une sollicitation du syndicat, un courrier a été adressé le 19 décembre 2019 par le conseiller municipal délégué de la commune de Strasbourg, en charge du suivi et de la coordination des dossiers nécessitant d'être soumis à l'avis des commissions de sécurité. Il est précisé qu'aucune mesure de fermeture administrative n'a été prononcée en application de l'article R. 123-52 du code de la construction et de l'habitation et que l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation, émis par la sous-commission départementale de sécurité au procès-verbal du 13 novembre 2018, ne lie pas l'autorité de police.

La chambre observe que cette interprétation n'est pas conforme à l'article R. 123-49 du code de la construction et de l'habitation qui précise qu'une décision est prise à l'issue de chaque visite de la commission de sécurité.

En conséquence, l'établissement doit disposer de l'agrément nécessaire et renouvelé pour pouvoir recevoir du public. Le syndicat n'a pas été en mesure de fournir l'autorisation à jour lui permettant d'exploiter l'équipement.

Ainsi, entre 2013 et 2019, le syndicat a exploité l'établissement sans disposer de l'autorisation adéquate délivrée par le maire de Strasbourg.

7.4.3 La responsabilité de l'employeur : santé et sécurité au travail

Les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité au travail sont de deux ordres. L'employeur doit, d'une part, évaluer les risques dans l'entreprise et, d'autre part, respecter les règles spécifiques pour l'utilisation des lieux de travail.

Le syndicat de l'opéra du Rhin, bien que relevant du droit public, n'est pas exempt du respect des règles relatives à la santé et la sécurité au travail prévues par le code du travail. Ce principe est édicté par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, qui trouve également à s'appliquer.

L'article 2 du décret précité indique que *« les locaux et installations de service doivent être aménagés, les équipements doivent être réalisés et maintenus de manière à garantir la sécurité des agents et des usagers. Les locaux doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé des personnes »* et l'article 2-1 ajoute que *« les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité ».*

Le décret précité ajoute que *« en application de l'article 108-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée, dans les services des collectivités et établissements mentionnés à l'article 1er, les règles applicables en matière de santé et de sécurité sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles définies aux livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail ».*

L'obligation de sécurité constitue une obligation de résultat pour l'employeur, à savoir la protection effective de la santé et de la sécurité des travailleurs. Après avoir eu un ancrage

contractuel (chambre sociale de la Cour de cassation, 28 février 2002, n° 00-10051), la jurisprudence fonde aujourd'hui l'obligation de sécurité sur l'article L. 4121-1 du Code du travail selon lequel « *l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. […] L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ».*

La jurisprudence sociale[21] interprète aujourd'hui cette obligation à la lumière de la directive CE n° 89/391 du 12 juin 1989 et considère que *« l'employeur, tenu d'une obligation de sécurité de résultat en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans l'entreprise, doit en assurer l'effectivité »*.

L'obligation de sécurité permet ainsi de sanctionner l'employeur en cas de préjudice d'exposition à un risque[22], ou de lui interdire de prendre des mesures, notamment organisationnelles, qui seraient de nature à compromettre la sécurité ou la santé physique et mentale de ses salariés[23].

Ainsi, contrairement aux arguments développés par l'ordonnateur du syndicat de l'opéra du Rhin entre 2014 et 2016, qui précise que les questions relatives au bâtiment strasbourgeois du théâtre de Strasbourg relevaient des élus et du maire de Strasbourg, la responsabilité du président du syndicat de l'opéra du Rhin s'exerce indépendamment de celle de la ville de Strasbourg et de son maire.

Rappel du droit n° 2 : Respecter, en tant qu'exploitant, les prescriptions de l'article R. 123-3 du code de la construction et de l'habitation, et, en tant qu'employeur, les obligations de sécurité prévues à l'article L. 4121-1 du code du travail, au regard des situations de non conformités relevées dans le bâtiment du théâtre de Strasbourg.

[21] Chambre sociale de la Cour de cassation, 28 février 2006, n° 05-41555.
[22] Chambre sociale de la Cour de cassation, le 11 mai 2010, n° 09-42241 ; chambre sociale de la Cour de cassation, 16 octobre 2010, n° 08-45609.
[23] Chambre sociale de la Cour de cassation, 5 mars 2008, n° 06-45888 ; Cour d'appel de Paris, pôle 6, chambre 2, 13 décembre 2012, n° 10/00303.

Recommandation n° 3 : Le syndicat de l'opéra du Rhin, en lien avec la commune de Strasbourg, propriétaire du théâtre de Strasbourg, doit se mettre en conformité pour exploiter le bâtiment dans les conditions de sécurité répondant aux exigences des établissements recevant du public.

7.5 La dangerosité avérée d'utilisation du bâtiment du théâtre de Strasbourg

Les situations multiples de non-conformité aux prescriptions de sécurité prévues dans la réglementation relative aux établissements recevant du public, constatées par la commission d'accessibilité et de sécurité, traduisent un risque manifeste d'utilisation des locaux du théâtre de Strasbourg pour ses différentes catégories d'usagers.

Ce risque, dont le principal est celui d'incendie et de ses conséquences en matière de propagation et d'évacuation, voit la probabilité de sa survenance renforcée par les conclusions des rapports de vérification électrique.

Les avis défavorables successifs à la poursuite d'exploitation ainsi que le caractère partiel des mises en sécurité sont connus des services de l'État. En association avec le service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin, ces derniers et la ville de Strasbourg se sont rencontrés au mois de septembre 2020 afin d'échanger sur un nouveau projet de mise en sécurité à la suite de la production d'un rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure (RVRMD[24]).

7.6 La vétusté du bâtiment est un frein au développement du syndicat

Les limites au développement de l'activité du syndicat de l'opéra du Rhin sont posées par l'état de vétusté du bâtiment du théâtre de Strasbourg. Les activités artistiques subissent des contraintes comme l'obligation d'ignifugation des éléments de décor, le manque de place pour leur construction et l'exiguïté des ateliers de couture et de perruques. Les coproductions sont rendues pratiquement impossibles lorsque le syndicat n'est pas producteur délégué en charge de la construction des décors, en raison des contraintes affectant leur fabrication.

La vétusté et le risque incendie du bâtiment engendrent des surcoûts. Les décors doivent être réalisés avec des matériaux type M1 (ininflammables) ou être traités spécialement pour entrer dans cette catégorie. Le syndicat estime que les achats de matière première ignifugée pour la construction des décors sont en moyenne 30 % plus chers que les matières premières non ignifugées.

La vétusté du bâtiment nécessite davantage de main d'œuvre qu'un théâtre moderne. L'opéra souffre du manque de motorisation des équipements scéniques : faible capacité de levage, le cintre est essentiellement constitué de porteuses manuelles contrebalancées (220 kg au plus par porteuse). Cette ancienne technique date de l'époque des toiles peintes alors qu'un mur contemporain de 16 X 8 mètres pèse 900 kg, ce qui entraine un surcroît de main-d'œuvre et de temps.

En outre, de nombreux lieux sont inadéquats à l'accueil du public et au travail des agents. Par exemple, la fosse d'orchestre est inadaptée pour les musiciens par manque d'espace et de dégagements.

Le confort du spectateur pâtit également de cette vétusté. Nombre de places sont « aveugles », moins de 800 places bénéficient d'une visibilité correcte sur un total de

[24] Le rapport de vérifications réglementaires sur mise en demeure est rédigé par un organisme agrée (Arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)).

1 200 places[25]. En outre, les places accessibles aux personnes à mobilité réduite sont limitées, il n'existe pas d'espaces d'attente sécurisés.

Le syndicat estime également que cette vétusté entraîne des effets indirects qui tendent à réduire ses recettes propres. Ainsi, l'établissement ne peut augmenter le mécénat et l'accueil d'entreprises en l'état du bâtiment et du manque de salles adaptées à ces manifestations. Il signale également des difficultés de remplissage des représentations notamment en période estivale, du fait des températures élevées dans la salle par manque de climatisation. Il mentionne l'impossibilité d'augmenter les tarifs compte tenu de la qualité des places proposées alors que les recettes d'abonnements et de billetterie sont les principaux facteurs d'augmentation des recettes pour le syndicat de l'opéra du Rhin.

Par ailleurs, le bâtiment est également inadapté pour l'accueil de captations, ce qui prive l'établissement de recettes de retransmission, notamment via la télévision française ou allemande.

Enfin, le syndicat fait état de difficultés pour répondre aux exigences artistiques quant aux effets spéciaux (effets fumées, brouillard, bougies).

8. LES RESSOURCES HUMAINES

8.1 Des recrutements non conformes au droit applicable

Dans son dernier rapport, la chambre relevait le caractère irrégulier des contrats de travail proposés aux agents par le syndicat, employeur. Le recrutement majoritaire d'agents contractuels, procédé ininterrompu depuis la création de l'établissement, méconnaît le droit applicable et notamment l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires aux termes duquel : « *sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents […] des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont […] occupés […] par des fonctionnaires […] ».*

Le recrutement d'agents contractuels relève des exceptions prévues aux articles 3 et 3-1 à 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 a élargi le recours aux agents contractuels tout en maintenant le principe de l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires.

Au cours de la période sous revue, les effectifs du syndicat ont évolué entre 241 et 245 agents, pour se situer à 242 agents dont 2 titulaires au 31 décembre 2018.

La chambre observe que les recrutements intervenus sur des emplois administratifs ont concerné des agents contractuels.

Le syndicat estime que son statut de scène nationale et les obligations qui s'y rattachent ne sont pas compatibles avec les cadres d'emploi de la fonction publique territoriale. Si cette argumentation est recevable pour les emplois à dimension artistique, tel n'est pas le cas des fonctions administratives. Les emplois de secrétariat ainsi que ceux rattachés aux fonctions ressources humaines, finances, communication doivent être pourvus par des fonctionnaires territoriaux.

En outre, le processus de recrutement mis en œuvre par l'établissement est irrégulier en ce qu'il ne respecte pas les obligations légales relatives à la publication des déclarations de vacance d'emploi.

[25] La jauge maximale peut être revue à la baisse en fonction des contraintes spécifiques à certaines représentations.

L'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 dispose en effet que *« lorsqu'un emploi permanent est créé ou devient vacant, l'autorité territoriale en informe le centre de gestion compétent qui assure la publicité de cette création ou de cette vacance, à l'exception des emplois susceptibles d'être pourvus exclusivement par voie d'avancement de grade ».*

L'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine précise que *« lorsque les collectivités territoriales ou leurs groupements […] agissent en qualité d'entrepreneur de spectacles vivants, les artistes du spectacle vivant qu'ils engagent pour une mission répondant à un besoin permanent sont soumis aux dispositions applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale »*.

Ainsi, même s'il n'existe pas de corps ou de cadres d'emplois de fonctionnaires répondant aux recrutements des artistes, ces recrutements, intervenant pour un besoin permanent, sont soumis aux règles de publicité au même titre que ceux destinés à pourvoir des emplois de fonctionnaires. A titre d'exemple, les recrutements des danseurs du ballet, engagés à titre permanent par le syndicat, sont soumis à ces dispositions.

Dans le cadre du contrôle de la légalité exercé par ses services, le préfet du Bas-Rhin a alerté le syndicat sur l'irrégularité de sa procédure de recrutement entre 2013 et 2019. L'établissement a été informé du risque d'annulation des contrats de travail par le juge administratif, en cas de recours.

Pour être en mesure de recruter des agents contractuels, les membres du syndicat disposent d'une alternative qui consisterait à adopter le statut d'établissement public de coopération culturelle (EPCC). Si le syndicat conserve son statut actuel, il devra alors se soumettre aux dispositions du droit de la fonction publique territoriale, qui s'imposent aux syndicats de communes.

Le syndicat confirme la situation qui conduit à l'observation de la chambre. Cependant, une diffusion large des offres d'emplois qu'il propose et le rappel de leurs spécificités ne sauraient l'autoriser à s'exonérer des dispositions qui lui sont applicables, en regard de son statut juridique.

Rappel du droit n° 3 : Respecter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 47 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 en matière de procédure de recrutement.

8.2 L'absence d'adhésion au centre de gestion

Les centres de gestion sont des établissements publics locaux, créés dans chaque département, sauf en Ile-de-France. Ils assument des missions relatives au recrutement et à la gestion de certaines catégories d'agents territoriaux. Certaines de ces missions sont obligatoires, d'autres facultatives. Elles sont exercées soit pour l'ensemble des collectivités et établissements, affiliés ou non, soit au profit des communes et établissements affiliés.

L'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que « *sont obligatoirement affiliés aux centres de gestion les communes et leurs établissements publics qui emploient moins de trois cent cinquante fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet* », ce qui est le cas du syndicat de l'opéra du Rhin.

L'adhésion au centre de gestion du Bas-Rhin est donc obligatoire pour le syndicat de l'opéra du Rhin, ainsi que l'a rappelé le préfet du Bas-Rhin par courriers du 16 août et du 21 septembre 2017 adressés au syndicat. Le syndicat doit s'acquitter de la cotisation due au centre de gestion.

Rappel du droit n° 4 : Adhérer au centre de gestion du Bas-Rhin et verser la cotisation due, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

8.3 Des rémunérations irrégulières

8.3.1 Le régime indemnitaire

La rémunération des fonctionnaires est définie à l'article 20 modifié de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée[26].

Le régime indemnitaire est un complément de traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Dans la fonction publique territoriale, il obéit au principe de parité avec la fonction publique de l'État[27] et il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans ces limites, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables.

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social prévoit que *« les indemnités peuvent tenir compte des fonctions et des résultats professionnels des agents, ainsi que de la performance collective des services ».*

La chambre observe que certaines primes versées par l'établissement sont dépourvues de base légale. Ainsi, les primes « *horaires irréguliers* » et « *service d'ordre* », bien que prévues par une délibération, sont irrégulières. Elles représentent un montant annuel de l'ordre de 753 000 €.

Le syndicat de l'opéra du Rhin n'a pas encore pris de délibération afin d'instaurer, en lieu et place des anciennes primes composant le régime indemnitaire, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, prévu par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 (RIFSEEP). Le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 précise pourtant que l'ensemble des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale est désormais éligible au RIFSEEP.

Rappel du droit n° 5 : Conformément aux dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, mettre en œuvre le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

Recommandation n° 4 : Mettre fin aux versements des primes irrégulières.

8.3.2 L'indemnisation dans le cadre du compte épargne-temps du salarié

Les règles relatives à l'indemnisation des jours de congés non pris diffèrent selon le statut de l'agent, fonctionnaire ou contractuel.

Pour les agents fonctionnaires, la loi n° 83-634 modifiée du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires reconnaît explicitement en son article 21 que tout fonctionnaire a droit à des congés annuels. Ce droit est réaffirmé par l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En vertu du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985, tout agent de droit public[28] en activité a droit, pour une année de service accomplie du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service.

[26] La loi dispose que les fonctionnaires ont droit, après service fait, à une rémunération comprenant le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire.
[27] Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991.
[28] Fonctionnaire titulaire ou stagiaire - agent contractuel - à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet.

En cas de congés non pris, l'article 5 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 précise que *« sous réserve des dispositions de l'article précédent, le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale. Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice ».*

Le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 relatif au compte épargne-temps (CET) dans la fonction publique territoriale donne compétence aux collectivités pour en fixer les règles de fonctionnement, en ouvrant la possibilité d'indemnisation des jours épargnés notamment. Le montant maximum de l'indemnisation forfaitaire pour un cadre A est de 125 € par jour (135 € depuis le 1er janvier 2019).

Ainsi, la seule possibilité pour un fonctionnaire de recevoir une indemnité en contrepartie de jours de congé ou de repos[29] non pris est de les inscrire dans un compte épargne-temps puis de les monétiser.

Au cas d'espèce, aucune délibération du syndicat de l'opéra du Rhin n'ouvre la possibilité d'indemniser les jours épargnés pour un agent titulaire.

Or, depuis 2015, un agent titulaire du syndicat a bénéficié d'une indemnisation correspondant à 22 jours de congés ou de repos, pour un montant supérieur à celui mentionné au décret de 2010 précité (125 €).

Comme il l'a été rappelé précédemment, seule la mise en place d'un CET et la possibilité d'une indemnisation forfaitaire des jours comptabilisés permettent le paiement à un agent titulaire de jours de congés non pris. Ainsi, l'agent précité ne pouvait bénéficier des dispositions conventionnelles issues de l'accord sur la réduction du temps de travail (ARTT) du 6 juin 2003.

Tableau 6 : Indemnisation indue versée à un agent titulaire

	2015	2016	2017	2018
nombre de jours indemnisés	22	22	22	22
Montant total versé (en €)	5 396,60	5 659,94	5 735,40	5 737,38
Montant/ jour de CET légal (en €)	125	125	125	125
Montant annuel CET légal (en €)	2 750	2 750	2 750	2 750
Trop versé (en €)	2 646,6	2 909,94	2 985,4	2 987,38
date	févr-15	févr-16	févr-17	févr-18

Source : Calcul CRC à partir de fichier paye du syndicat de l'opéra du Rhin.

Rappel du droit n° 6 : Mettre fin aux indemnisations de jours de compte épargne-temps sans délibération le prévoyant et en contradiction avec les dispositions du décret n° 2010-531 du 20 mai 2010.

8.4 L'absence de représentation des personnels

8.4.1 Les instances de représentation des personnels n'ont pas été créées

Entre 2013 et 2018, l'effectif du syndicat s'est situé entre 245 et 241 agents.

La mise en place de commissions administratives paritaires est obligatoire. Elle est prévue par l'article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La chambre observe que le syndicat de l'opéra du Rhin en est

[29] Le dispositif de la réduction du temps de travail (RTT) prévoit d'attribuer des journées ou des demi-journées de repos à un salarié dont la durée de travail est supérieure à 35 heures par semaine.

dépourvu. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié les attributions desdites commissions mais leur mise en place demeure obligatoire.

Ces commissions sont importantes car elles se prononcent sur un certain nombre de décisions individuelles concernant les fonctionnaires de l'établissement, notamment sur les questions relatives aux mesures disciplinaires ; dans le cadre de l'affiliation au centre de gestion du Bas-Rhin, le syndicat de l'opéra du Rhin doit être rattaché aux commissions administratives paritaires du centre de gestion.

Ce type d'instance existe également pour les agents contractuels. Les commissions consultatives paritaires (CCP), prévues par l'article 136 de la loi n° 84-53, doivent être créées dans les conditions prévues par le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les CCP sont notamment obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Par ailleurs, les CCP peuvent également être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires ; pour ces instances également, l'affiliation obligatoire au centre de gestion du Bas-Rhin rattachera les agents contractuels de l'établissement aux CCP du centre de gestion.

Préalablement à la publication de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs groupements étaient tenus de mettre en place, lorsque leur effectif atteignait au moins 50 agents, un comité technique (CT) et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Aux termes de l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale : *« un comité technique est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents […] »*. L'article 33 du texte précité en fixait les attributions. Le comité technique formulait un avis sur toute question relevant de l'organisation et du fonctionnement des services. En méconnaissance du droit applicable régissant les relations du travail, le syndicat de l'opéra du Rhin n'a pas installé le comité technique durant la période sous revue, et antérieurement à l'application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

L'article 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée prévoyait également que « *un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est créé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les comités techniques ».* La chambre a constaté que le CHSCT, institué par le syndicat en 2012, s'est réuni de manière régulière.

Cependant, sa composition n'était pas conforme aux textes. Les représentants du personnel étaient représentés par corps de métiers (ballet, personnel technique, notamment), ils étaient remplacés chaque année. Or, les règles de composition des CHSCT prévues par les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 étaient les suivantes : jusqu'en 2014, les représentants du personnel au CHSCT étaient élus pour six années au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ; depuis 2014, ils étaient désignés pour quatre années par les organisations syndicales au regard des voix obtenues lors des élections du personnel dans les comités techniques : ces règles ne correspondent pas à celles mises en œuvre par le syndicat de l'opéra du Rhin lors de l'institution de son CHSCT.

Depuis la publication de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, l'article 32 actuellement en vigueur de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale dispose que « *un comité social territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents […]* », ce comité social territorial remplaçant le comité technique. Les CHSCT ont été également supprimés et sont désormais intégrés dans les comités sociaux territoriaux. Ainsi l'article 32-1 de la loi n° 84-53 précise que

« dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial ».

Les évolutions législatives récentes en matière de représentation du personnel ne dispensent pas le syndicat de l'opéra du Rhin de mettre en place les différentes instances de dialogue social ; il doit y remédier et faire fonctionner ces instances conformément aux textes applicables.

Les manquements relatifs aux instances de représentation du personnel avaient déjà été soulignés par la chambre dans son précédent rapport.

La chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à mettre en place un comité social territorial à l'issue du prochain renouvellement des instances, en application de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Rappel du droit n° 7 : Mettre en place, conformément aux articles 32 et 33-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et aux dispositions de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019, un comité social territorial disposant d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail.

8.4.2 L'absence de rapport sur l'état de la collectivité

Au cours de la période 2013 à 2019, le syndicat avait pour obligation de produire un rapport sur l'état de la collectivité en application de l'article 33 de la loi n° 84-53 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale[30]. Le syndicat n'a pas été en mesure de produire le rapport exigé par la loi.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a modifié l'article précité qui précise que « *le rapport présenté pour avis au comité social territorial, en application de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée, indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose la collectivité, l'établissement ou le service concerné* ».

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er janvier 2021. Les nouvelles dispositions modifient le contenu dudit rapport mais n'exonèrent pas l'établissement de le produire en observant les formes précisées par les textes en vigueur.

La chambre prend note de l'engagement du syndicat de l'opéra du Rhin à élaborer, dès 2021, un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Le syndicat s'engage en outre à soumettre la question de la modification de son statut juridique à ses nouvelles instances.

Rappel du droit n° 8 : Dès 2021, élaborer un rapport sur l'état de la collectivité, conformément aux dispositions de l'article 9 bis A de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

[30] L'article 33 de la loi n° 84-53 précise que *« l'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans au comité technique un rapport sur l'état de la collectivité, de l'établissement ou du service auprès duquel il a été créé. Ce rapport indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose cette collectivité, cet établissement ou ce service. Il dresse notamment le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel. Il rend compte des conditions dans lesquelles la collectivité ou l'établissement respecte ses obligations en matière de droit syndical. Il présente des données relatives aux cas et conditions de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation des agents contractuels. La présentation de ce rapport donne lieu à un débat* ».

9. PARTENARIATS, DONS ET MECENAT

9.1 Le rôle de l'association des amis de l'opéra, « Fidelio »

Au cours de la période 2013 à 2019, le syndicat de l'opéra du Rhin n'a perçu aucun don et n'a été bénéficiaire d'aucune opération de mécénat de manière directe. Le produit des dons et du mécénat ainsi que les opérations de partenariat passent par l'intermédiaire d'une association dénommée « Fidelio ». La délibération 2017/19 du comité syndical mentionne que les opérations de partenariats ont lieu dans le cadre d'une « *adhésion partenaire* […] *sous forme de don à Fidelio* ».

Le syndicat de l'opéra du Rhin explique ce dispositif par l'ignorance de sa capacité à émettre des reçus fiscaux permettant aux donateurs de bénéficier des réductions d'impôts prévues par le code général des impôts (CGI). Le syndicat et l'association ne sont liés par aucune convention.

L'association Fidelio est inscrite au registre des associations depuis 1998, son objet se rattache au développement de l'opéra du Rhin. Elle a vocation à permettre « *la plus large publicité et la plus large promotion possible de l'opéra du Rhin tant en France que sur le territoire de la Communauté européenne et à l'étranger* ». Son siège est celui du syndicat de l'opéra du Rhin. Le directeur général, la directrice administrative et financière et la directrice de la communication de l'opéra du Rhin sont membres de droit de l'association. La directrice de la communication du syndicat en est la secrétaire générale. Aucun élu ne siège dans les instances de l'association.

L'association Fidelio lève des fonds en faveur du syndicat de l'opéra du Rhin. Elle agit par le versement direct de fonds ou le financement de prestations de services ou l'achat de marchandises pour le compte du syndicat. Par exemple, en 2018, l'association a versé le montant de la refonte de son site web au syndicat. Elle a financé l'achat de triporteurs, projet voté en amont par son conseil d'administration.

9.2 Les dons des particuliers adhérents de l'association Fidelio

Au cours de la période sous revue, les dons versés par des particuliers l'ont été par des adhérents de l'association, à l'exclusion d'autres formes de dons.

L'article 200 du code général des impôts fixe le cadre juridique des réductions d'impôt accordées au titre des dons faits par les particuliers. Celui-ci précise que : « *ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant les sommes prises dans la limite de 20 % du revenu imposable qui correspondent à des dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués par les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, au profit […]* ».

Le b) de l'article 200 du CGI dispose que les dons peuvent être effectués au profit : *« […] d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, notamment à travers les souscriptions ouvertes pour financer l'achat d'objets ou d'œuvres d'art destinés à rejoindre les collections d'un musée de France accessibles au public, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ».*

Dans ce cadre, l'administration fiscale[31] précise que *« sont considérés comme associations ou fondations à caractère culturel les organismes dont l'activité est consacrée, à titre prépondérant, à la création, à la diffusion ou à la protection des œuvres de l'art et de l'esprit*

[31] BOI-IR-RICI-250-10-20-10-20170510.
http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/5837-PGP.html?identifiant=BOI-IR-RICI-250-10-20-10-20170510.

sous leurs différentes formes. À ce titre sont notamment concernés les domaines suivants : arts plastiques, musique, danse, théâtre et spectacles, livre et littérature, cinéma et audiovisuel, patrimoine, musée. Sont également considérés comme associations ou fondations à caractère culturel les organismes qui, sans exercer directement une activité de création, de diffusion ou de protection des œuvres culturelles, mènent à titre prépondérant une activité propre en faveur du développement de la vie culturelle. Ainsi, sont notamment concernés : les activités de formation artistique, les actions tendant à faciliter et à élargir l'accès du public aux œuvres artistiques et culturelles, les actions contribuant au dialogue entre les cultures, les actions tendant à améliorer la connaissance du patrimoine et les actions tendant à tisser des liens entre la vie culturelle et la vie économique (en particulier par la promotion du mécénat culturel, le développement d'une approche culturelle de la vie scientifique, technique et industrielle et la promotion des métiers d'art) […] ».

Le f) de l'article 200 du CGI peut s'appliquer aux dons effectués à l'association Fidelio car ceux-ci concernent les organismes *« […] dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres […]* ». Cette situation ne correspond pas à celle de l'association Fidelio qui n'a pas pour objet et pour activité la présentation d'œuvre. En revanche, cet article pourrait s'appliquer pleinement au syndicat de l'opéra du Rhin, qui remettrait, dans ce cas, les reçus fiscaux : il s'agit ici d'un point de fragilité juridique.

L'absence de convention entre le syndicat de l'opéra du Rhin et l'association Fidelio ne permet pas la désignation de cette dernière en tant que collecteur de fonds agissant « en son nom et pour son compte ». L'association ne bénéficie pas non plus du statut juridique de fonds de dotation redistributeur prévu par la loi du 4 août 2008 dite « loi de modernisation de l'économie ». Enfin, la collecte de fonds au profit du syndicat ne constitue pas l'objet social unique[32] poursuivi par l'association Fidelio.

Par ailleurs, le syndicat ne délivre pas de reçu fiscal et le don ne demeure pas individualisé jusqu'à sa remise effective à l'établissement, organisme bénéficiaire.

L'administration fiscale précise que *« les dons peuvent prendre la forme de versements en espèces ou en nature, de cotisations, d'abandons de revenus ou de produits. En tout état de cause, le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu n'est accordé qu'à la condition que le versement, quelle qu'en soit la forme, procède d'une intention libérale, c'est-à-dire sans contrepartie directe ou indirecte au profit de la personne qui l'effectue telle que cette notion est précisée par l'administration* ».

Ainsi, l'administration fiscale précise, concernant les contreparties offertes aux donateurs, dans le BOI-IR-RICI-250-20-20120912, que « *dès lors que les adhérents ou donateurs bénéficient d'une telle contrepartie, les versements qu'ils effectuent sont en principe exclus du champ d'application de la réduction d'impôt. Par dérogation à ce principe, il est toutefois admis que la remise de menus biens tels qu'insignes, timbres décoratifs, étiquettes personnalisées, affiches, épinglettes, cartes de vœux, etc. ne remette pas en cause l'éligibilité des versements au bénéfice de l'avantage fiscal lorsque les biens remis par l'organisme à chaque adhérent ou donateur au cours d'une même année civile ont une valeur totale faible (au maximum de l'ordre de 65 euros), et qui présente une disproportion marquée avec le montant de la cotisation ou du don versé. Une telle disproportion sera caractérisée par l'existence d'un rapport de un à quatre entre la valeur du bien et le montant du don ou de la cotisation. Ainsi, pour une cotisation ou un don de 65 euros, la remise d'un bien dont la valeur (la valeur du bien s'apprécie par référence à son prix de revient toutes taxes comprises pour l'organisme) n'excède pas*

[32] L'association Fidelio a pour objet de « permettre la plus large publicité et la plus large promotion possible de l'Opéra national du Rhin tant en France que sur le territoire de la Communauté Européenne et à l'étranger. […] valoriser, par elle-même ou en collaboration avec tous partenaires utiles, l'ensemble des manifestations de l'Opéra national du Rhin. […] rassembler tous les sympathisants et amis de l'Opéra national du Rhin, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales. […] de rechercher et d'obtenir des soutiens divers afin de contribuer à la promotion et au développement de l'Opéra national du Rhin ».

16 euros n'est pas de nature à remettre en cause l'éligibilité du versement au bénéfice de l'avantage fiscal. En revanche, pour une cotisation ou un don de 300 euros, la valeur des biens remis ne doit pas excéder un montant d'environ 65 euros ».

Il ressort des directives de l'administration fiscale, qu'en plus de la réduction d'impôt, la valeur des contreparties doit demeurer dans un rapport de 1 à 4 avec le montant du don, dans la limite forfaitaire de 65 €. Ainsi, un don de 1 000 € d'un particulier ne pourra avoir une contrepartie supérieure à 65 €.

Le site internet de l'opéra, dans sa rubrique « soutenir » fait renvoi à l'association Fidelio alors qu'aucune convention n'existe entre les deux organismes.

Les dons perçus pour le compte du syndicat augmentent au fil des ans.

Tableau 7 : Dons de particuliers perçus par l'association Fidelio

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dons de particuliers perçus par l'association Fidelio (hors cotisations à l'association)	13 590	15 295	20 700	27 245	28 265	23 655

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

9.3 Le mécénat des entreprises

Au cours de la période 2013 à 2019, différents types de mécénats d'entreprise ont été recensés. Les opérations de mécénat financier concernent l'ensemble de la période, hormis 2017 ; le mécénat de compétence[33] concerne exclusivement l'exercice 2017.

9.3.1 Le cadre juridique

Le mécénat constitue un mode de financement privé de la vie culturelle, complémentaire du financement public. L'arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économique et financière (NOR : ECOZ8800041A) définit le mécénat comme : *« un soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un caractère d'intérêt général ».* Il se distingue donc du parrainage qui est défini par le même arrêté comme *« un soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit, ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct ».* Aux termes de l'arrêté du 6 janvier 1989, le mécénat suppose la réunion de trois éléments : un don, une absence de contrepartie directe, une inscription dans un but d'intérêt général.

La loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite « *loi Aillagon* », complétée par l'article 23 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007, fournit le cadre de l'avantage fiscal octroyé à une entreprise réalisant une action de mécénat. Ce cadre, codifié à l'article 238 bis du code général des impôts, est rédigé comme suit : « *[…] ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 60 % de leur montant les versements, pris dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires, effectués par les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés au profit […] d'organismes publics ou privés, […] dont la gestion est désintéressée et qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques et de cirque ou l'organisation d'expositions d'art contemporain, à la condition que les versements soient affectés à cette activité ».*

[33] Le mécénat de compétence constitue l'une des composantes du mécénat d'entreprise. Il consiste en la mise à disposition de collaborateurs de l'entreprise sur leur temps de travail pour réaliser des actions d'intérêt général mobilisant ou non leurs compétences.

L'éligibilité à la réduction d'impôts prévue par l'article 238 bis du CGI est notamment ouverte au profit « *d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, […] ».*

En outre, le bulletin officiel des finances publiques (BOFIP) du 12 septembre 2012 (BOI-BIC-RICI-20-30-10-20-20120912), précise que *« […], le bénéfice du dispositif en faveur du mécénat (relevant de l'article 238 bis du CGI) ne sera remis en cause que s'il n'existe pas une disproportion marquée entre les sommes données et la valorisation de la « prestation » rendue par l'organisme bénéficiaire des dons ».* En d'autres termes, le mécénat consiste à faire un don, en numéraire ou en nature, à un organisme d'intérêt général pour la conduite de ses activités sans attendre en retour de contrepartie équivalente.

Le bulletin officiel des finances publiques (BOFIP) précité du 12 septembre 2012, en vigueur à la date de la réalisation du mécénat de compétences, objet du contrôle, précise, pour sa part, que *« le don sera évalué à son prix de revient, c'est-à-dire rémunérations et charges sociales y afférentes »*.

Enfin, l'administration fiscale précise[34] que *« les organismes dont l'activité consiste à collecter des fonds au profit d'un tiers (« sociétés d'amis ») ne sont pas en soi éligibles au régime fiscal du mécénat »*. Toutefois, à l'occasion de questions de parlementaires[35], le ministre du budget a eu l'occasion de préciser que les *« […] versements effectués auprès de l'organisme collecteur ouvrent droit aux avantages fiscaux […]. Dans cette hypothèse, le reçu fiscal doit être délivré par l'organisme bénéficiaire final des dons ».*

9.3.2 Le mécénat financier

L'ensemble du mécénat financier perçu pour le compte du syndicat de l'opéra du Rhin l'a été par l'association et les contreparties offertes l'ont été par le syndicat. Or, l'administration fiscale considère que les organismes dont l'activité consiste à collecter des fonds au profit d'un tiers (« *sociétés d'amis* ») ne sont pas éligibles au régime fiscal du mécénat, sauf si le syndicat émet lui-même le reçu fiscal, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Les dons perçus auprès des entreprises sont également importants. Ils ont été, dans le tableau suivant, classés par saison. Des incohérences apparaissent entre les chiffres transmis par le syndicat lors du contrôle de la chambre et ceux communiqués par le comité syndical.

Tableau 8 : Mécénat d'entreprises

En €	2013 - 2014	2014 - 2015	2015 - 2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018 - 2019
Mécénat (hors mécénat de compétence)	50 000	50 000	84 400	67 700	0	82 700
Délibération 2017/19	85 319	128 800	111 122	111 508		

Source : Syndicat de l'opéra du Rhin.

9.3.3 Le mécénat de compétence

En 2017, l'entreprise EXEOS s'est engagée à mettre un salarié à disposition pour établir les états financiers et tenir la comptabilité de l'association Fidelio. Le mécénat est évalué, d'après

[34] BOI-BIC-RICI-20-30-10-10-20190807 - BIC - Réductions d'impôts - Mécénat ou réduction d'impôt pour les dons en faveur des œuvres et organismes visés à l'article 238 bis du CGI - Champ d'application - Entreprises concernées et organismes bénéficiaires des dons.

[35] RM Mathis n° 3561, JO AN du 11 décembre 2007, p. 7839 et RM Marland-Militello n° 86174, JO AN du 23 novembre 2010, p. 12711.

la convention, à 1 200 €. Les contreparties offertes sont la mention du nom du mécène dans de nombreux supports de communication du syndicat (magazine, programmes de l'opéra).

L'association est le bénéficiaire du mécénat et non le syndicat de l'opéra du Rhin. La publicité accordée en contrepartie est évaluée à 1 200 €, soit le montant du don, ce qui apparaît non conforme à la règlementation relative aux contreparties susceptibles d'être accordées par mécénat.

9.4 Les « dîners sur scène »

Les « dîners sur scène » sont décrits comme étant *« organisés par L'Opéra du Rhin en collaboration avec Fidelio, l'association pour le développement de l'Opéra du Rhin. Les bénéfices de cette soirée serviront à soutenir l'action culturelle de la maison »*. Or, les recettes de ces manifestations sont réalisées au théâtre de Strasbourg et sont encaissées par l'association. Aucune convention n'a été établie entre le syndicat et l'association pour en encadrer les modalités de mise en œuvre.

Le prix du dîner comprend une part fixe correspondant au coût du repas et une part de don pour laquelle l'association émet des reçus fiscaux. Les conditions générales de vente de la prestation précisent *que « un reçu fiscal sur la donation, hors frais de production, permettant la déduction de 66 % du montant de la somme perçue pour les particuliers et 60 % pour les entreprises »*. Le document ne précise pas les articles du CGI sur lesquels il s'appuie pour émettre les reçus fiscaux.

Ces prestations sont réalisées dans des conditions telles qu'il n'est pas possible de mesurer si le prix payé, hors don, correspond au coût de la prestation. En effet, la réalisation d'un dîner spectacle s'apparente à une prestation commerciale, comme peuvent le proposer d'autres sociétés dans la région.

Le dispositif de réduction fiscale accordée aux dons et opérations de mécénat dans la sphère culturelle est régi par les articles 200 et 238 bis du CGI. Au-delà du caractère spécifique de ces deux textes, les critères d'éligibilités sont identiques, les versements (en argent ou en nature) devant être réalisés au profit d'un organisme qui présente un caractère d'intérêt général, c'est-à-dire qu'il satisfait à chacun des critères[36] suivants définis par l'instruction BOFIP BOI-SJ-RES-10-20-20-70 :

- ne pas fonctionner au profit d'un cercle restreint de personnes ;
- avoir une gestion désintéressée ; c'est-à-dire à titre bénévole par des personnes n'ayant aucun intérêt direct ou indirect dans les résultats de l'exploitation (ce qui n'interdit pas la rémunération des dirigeants) ;
- ne pas exercer d'activité lucrative, dans les conditions définies par l'instruction fiscale BOFIP BOI-IS-CHAMP-10-50-10-20, dont les conditions d'exercice de ses activités, différentes de celles du secteur marchand, selon la règle des « 4 P »[37] ;
- ne pas entretenir de relations privilégiées avec des entreprises qui en retirent un avantage concurrentiel permettant de réduire leurs charges, augmenter leurs recettes, obtenir de nouveaux débouchés, améliorer leur gestion, etc. ; c'est le cas, par exemple, d'une association constituée entre entreprises dans le seul but de dispenser des actions de formation initiale ou continue à leurs salariés.

Si la plupart des critères apparaissent remplis, l'interdiction de toute activité lucrative n'apparaît pas respectée dans le cas des « dîners sur scène ». Il s'agit de dîners spectacle organisés par l'association Fidelio et pour lesquels une large publicité est assurée, notamment

[36] L'instruction BOFIP : BOI-SJ-RES-10-20-20-70.

[37] La méthode, dite « des 4 P », consiste en une analyse de quatre critères, classés par ordre d'importance décroissante : le « Produit » proposé par l'organisme, le « Public » visé par l'organisme, le « Prix » pratiqué et les opérations de communication réalisées (« Publicité ») - BOI-IS-CHAMP-10-50-10-10-20190227.

sur le site de l'opéra, où il est précisé[38] : *« les dîners sur scène sont organisés par L'Opéra du Rhin en collaboration avec Fidelio, l'association pour le développement de l'Opéra du Rhin. Les bénéfices de cette soirée serviront à soutenir l'action culturelle de la Maison. Le tarif réduit particuliers et jeunes est nominatif et réservé aux membres à jour de cotisation le jour de la réservation. Les billets sont remis le soir du dîner à l'accueil de l'Opéra »*.

L'association précise que les dîners sur scène sont présentés comme un spectacle s'inscrivant dans le cursus de formation des jeunes artistes issus de l'opéra studio, lesquels se produisent en costume de ville et sans décor. La chambre observe cependant que les brochures du syndicat de l'opéra national du Rhin font état d'une prestation de bon niveau[39].

Le caractère lucratif de l'activité d'une association ne s'apprécie pas par référence à sa forme juridique ni à son objet statutaire ou au but qu'elle poursuit, mais au vu de l'activité en elle-même. L'instruction de l'administration fiscale[40] précise que *« lorsqu'un organisme sans but lucratif répondant aux conditions mentionnées ci-dessus exerce à la fois des activités lucratives et non lucratives, et que les conditions permettant la sectorisation des activités lucratives sont remplies (BOI-IS-CHAMP-10-50-20-10), les dons qu'il reçoit peuvent bénéficier des dispositions de l'article 238 bis du CGI à la condition que ces dons soient affectés directement et exclusivement au secteur non lucratif »*.

Ainsi, les recettes sont encaissées par l'association dont les prestations s'apparentent à une activité lucrative, celle-ci ne pouvant s'inscrire, contrairement à ce qu'avance l'association, dans le champ de l'exonération prévue au c du 1° du 7 de l'article 261 du CGI. En effet, pour être éligibles à l'exonération, de telles manifestations doivent notamment être organisées au profit exclusif de l'organisme sans but lucratif qui les met en place, comme le précisent les paragraphes n° 460 et suivants du BOFIP : « BOI-TVA-CHAMP-30-10-30-10-202000311 ».

Au regard des développements précédents, les critères d'éligibilité à la perception de dons ne semblent pas strictement respectés par l'association Fidelio, ce qui fragilise la perception de dons et peut compromettre les recettes du syndicat.

10. LA FIABILITE DES COMPTES

L'exigence constitutionnelle de régularité et de sincérité des comptes publics, notamment de leur patrimoine, est traduite dans les dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, ainsi que dans celle de l'instruction budgétaire et comptable M14. Ces dispositions sont applicables au syndicat intercommunal de l'opéra du Rhin.

10.1 L'inventaire et l'état de l'actif

La tenue d'un fichier dans lequel les opérations des comptes d'immobilisations sont retracées et la production de l'état de l'actif annexé au compte financier relèvent de la compétence du comptable. La réalisation de l'inventaire est de celle de l'ordonnateur[41].

Pour le bilan arrêté au 31 décembre 2018, l'inventaire et l'état de l'actif produits au titre de l'exercice 2018 ne reflètent pas une image fidèle des immobilisations en raison de l'absence d'inventaire physique de certains biens (décors).

[38] https://www.operanationaldurhin.eu/fr/evenementiel/diners-sur-scene consulté la dernière fois le 31 décembre 2019.
[39] La brochure mentionne un dîner « gastronomique » pris sur la scène de l'opéra en présence des artistes de l'opéra studio, des chœurs et du ballet de l'opéra national du Rhin.
[40] BOI-BIC-RICI-20-30-10-10-20190807.
[41] L'instruction budgétaire et comptable M14, applicable au syndicat prévoit que l'évaluation du patrimoine nécessite la tenue d'un inventaire des biens par l'ordonnateur et l'établissement de l'état de l'actif par le comptable.

L'examen de l'état de l'actif au 31 décembre 2018 révèle plusieurs inexactitudes :

- des biens inexistants sont présents à l'état de l'actif[42] ;
- le libellé des immobilisations n'est pas toujours explicite[43];
- certaines immobilisations regroupent un ensemble de biens[44], ce qui ne permet pas d'amortir les biens en cohérence avec leur durée de vie économique.

Par ailleurs, le syndicat réalise des travaux en régie. Ces travaux correspondent à des immobilisations que le syndicat produit pour lui-même. Ils sont réalisés par son personnel avec des matériaux qu'il achète. Ces immobilisations doivent donc être comptabilisées pour leur coût de production comme le prévoit l'instruction M14 (titre 3 chapitre 3).

La production d'immobilisations donne lieu à une opération d'ordre budgétaire[45]. Les dépenses d'acquisition de matériel et matériaux importants afférents aux travaux effectués en régie peuvent être imputées directement à la section d'investissement.

Les comptes de gestion montrent que le syndicat n'a pas appliqué la procédure comptable applicable aux travaux en régie. Les décors et costumes sont produits en interne, leur conception nécessite des matériaux parfois onéreux et de nombreuses heures de travail. Ces biens constituent des immobilisations car ils sont conservés et stockés par l'établissement. Une partie de ces éléments est parfois vendue ou louée à d'autres maisons d'opéra, ce qui montre qu'ils représentent une valeur marchande.

La chambre constate que les biens produits dans le cadre de la procédure des travaux réalisés en régie ne sont pas enregistrés à l'inventaire et à l'état de l'actif du syndicat, en contravention avec l'instruction budgétaire et comptable M14. En les comptabilisant, le syndicat pourrait récupérer la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) grevant les dépenses d'achat de matériaux via le fonds de compensation de la TVA.

Rappel du droit n° 9 : Mettre à jour l'inventaire de l'actif du syndicat de l'opéra du Rhin et appliquer la procédure relative à l'exécution des travaux en régie pour la conception des décors et costumes, conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14.

10.2 La mise à disposition des orchestres et des bâtiments

L'article 5 de l'avenant de 1998 à la convention entre le syndicat de l'opéra du Rhin et les communes membres précise les conditions de mises à disposition des orchestres de Mulhouse et de Strasbourg. Il est indiqué que chacun des orchestres met gratuitement à disposition du syndicat la moitié de son service.

Or, cette contribution en nature n'est pas valorisée, ce qui ne permet pas d'établir de façon fiable le coût des différentes productions, dans la mesure où d'autres orchestres peuvent contribuer aux productions. Ces derniers sont payés par le syndicat.

L'observation relative à l'absence de valorisation de l'ensemble des contributions entrant dans le caractère de théâtre en « ordre de marche » avait été formulée par la chambre dans son précédent rapport. Cette remarque s'applique également aux bâtiments mis à disposition.

[42] Renault 21, véhicule 9914.
[43] PROCESS 486 DX4-120 MO.
[44] « Matériel informatique ».
[45] Un mandat destiné à intégrer les travaux en section d'investissement et un titre destiné à neutraliser les charges constatées durant l'exercice à la section de fonctionnement, sont simultanément émis.

10.3 L'imputation comptable des charges du personnel non titulaire

Le recrutement des agents non titulaires se fait par la biais d'un contrat de droit public qui n'entraîne pas leur titularisation, sauf disposition expresse.

Les agents non titulaires de la fonction publique territoriale sont régis par les dispositions statutaires des lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui sont applicables aux agents non titulaires de droit public sur la base de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

La nomenclature de l'instruction budgétaire et comptable M14 (tome 1) précise que le compte 64131 « Rémunérations » regroupe, pour le personnel non titulaire, la rémunération principale, l'indemnité de résidence, le supplément familial, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et les autres indemnités.

Or, l'établissement utilise le compte concernant le personnel titulaire 64111, ce qui ne permet pas d'établir la distinction entre la rémunération des agents, titulaires et non titulaires à l'examen des comptes.

11. LA SITUATION FINANCIERE

L'évolution de la situation financière porte sur la période 2013 à 2018. Le syndicat dispose uniquement d'un budget principal.

En raison de son statut juridique, EPCI sans fiscalité propre, le syndicat dispose de leviers budgétaires contingentés par les contributions de ses membres et les subventions externes inscrites à la section de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement correspondent majoritairement à la rémunération des agents.

Le syndicat n'est pas propriétaire des bâtiments qu'il occupe, les dépenses d'investissement sont faibles et ne génèrent pas ou peu d'endettement.

À partir de 2015, le syndicat a connu une légère baisse des participations encaissées (2 %). Le département du Bas-Rhin, qui versait jusqu'en 2014 une subvention de fonctionnement de 96 000 € chaque année, a ramené sa participation en 2015 à moins de 50 000 €.

Tableau 9 : Evolution des participations et subventions (en euros)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Participations	**16 569 040**	**16 590 689**	**16 347 186**	**16 258 186**	**16 211 797**	**16 250 826**
dont Etat	*5 173 579*	*5 139 829*	*5 039 829*	*5 049 829*	*5 023 500*	*5 049 829*
dont région	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 304 000*	*1 308 700*
dont départements	*166 000*	*146 000*	*50 000*	*20 000*	*20 000*	*28 000*
dont communes	*9 263 761*	*9 332 250*	*9 284 747*	*9 215 747*	*9 215 747*	*9 215 747*
dont Eurométropole de Strasbourg	*661 700*	*668 610*	*668 610*	*668 610*	*648 550*	*648 550*

Source : Chambre régionale des Comptes Grand Est.

Durant la période sous revue, l'établissement a conservé un excédent brut de fonctionnement positif en compensant la baisse de ses recettes par une maîtrise de ses charges de gestion.

Les charges à caractère général ont été stables en moyenne malgré l'augmentation du nombre de levers de rideau et les coûts logistiques induits par une exploitation sur plusieurs sites.

La maîtrise des dépenses de personnel et leur diminution significative en 2018 ont joué un rôle important dans le maintien des équilibres budgétaires.

La capacité d'autofinancement brute dégagée par le syndicat atteint son niveau le plus élevé en 2018 principalement en raison de la réduction des dépenses de personnel.

Tableau 10 : Evolution de l'autofinancement sur la période 2013 à 2018

en €	2013	2014	2015	2016	2017	2018	*Var. annuelle moyenne*
Ressources d'exploitation	3 544 327	3 409 955	3 329 616	3 085 386	3 499 846	3 536 546	*0 %*
Ressources institutionnelles (dotations et participations)	16 620 533	16 741 461	16 497 220	16 345 243	16 285 815	16 409 511	*- 0,3 %*
Produits de gestion (A)	**20 164 859**	**20 151 417**	**19 826 836**	**19 430 629**	**19 785 661**	**19 946 057**	***- 0,2 %***
Charges à caractère général	3 962 763	4 385 850	3 600 209	3 742 957	3 787 943	4 160 061	*1 %*
Dépenses de personnel	15 778 754	15 278 976	15 858 189	15 300 156	15 592 240	14 828 743	*- 1,2 %*
Subventions de fonctionnement	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	*0,0 %*
Autres charges de gestion	263 220	313 513	321 853	207 032	307 344	311 366	*3,4 %*
Charges de gestion (B)	**20 030 736**	**20 004 339**	**19 806 250**	**19 276 145**	**19 713 527**	**19 326 170**	***- 0,7 %***
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	**134 123**	**147 077**	**20 585**	**154 484**	**72 134**	**619 887**	***35,8 %***
+/- Résultat financier	0	57	- 199	- 486	- 1 416	- 2 598	
+/- produits et charges exceptionnelles réels	22 413	17 669	97 574	7 551	- 2 953	1 406	
= CAF brute	**156 536**	**164 803**	**117 961**	**161 549**	**67 765**	**618 695**	***31,6 %***

Source : comptes de gestion du syndicat de l'opéra du Rhin.

* *

« La société a le droit de demander compte
à tout agent public de son administration »
Article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

L'intégralité de ce rapport d'observations définitives
est disponible sur le site internet
de la chambre régionale des comptes Grand Est :
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

Chambre régionale des comptes Grand Est
3-5, rue de la Citadelle
57000 METZ
Tél. : 03 54 22 30 49
www.ccomptes.fr/fr/crc-grand-est

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Contribution financière versée à l'Orchestre Philharmonique au titre de l'année 2021 et approbation de l'avenant à la convention afférente.

Numéro V-2021-1245

Créé en 1855, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg (OPS) compte parmi les orchestres les plus renommés de France. En septembre 2019, l'établissement public administratif Orchestre philharmonique de Strasbourg a été créé en étroite concertation avec l'Etat et le Département du Bas-Rhin, partenaires de l'Orchestre. Les engagements des collectivités sont formalisées dans une convention d'objectifs et de moyens votée en 2020.

L'Orchestre philharmonique de Strasbourg, par sa notoriété et les spectateurs qu'il attire, participe au rayonnement culturel de l'Eurométropole, qui a décidé d'apporter une participation financière à partir de 2020. L'ensemble des partenaires se sont engagés à pérenniser leur soutien à l'OPS et à participer à la gouvernance de l'établissement à travers la présence de leurs représentants au sein du conseil d'administration.

La situation exceptionnelle de l'année 2020 a généré un excédent budgétaire de 1 333 356,46 €, qui sera pris en compte pour ajuster les contributions de l'ensemble des partenaires de l'Orchestre. Ainsi, il est proposé d'adapter la contribution financière à 8 712 000 €, soit une réduction de 1 188 000 €. Il est également proposé d'approuver l'avenant qui modifie les contributions financières versées par l'ensemble des partenaires financiers de l'Orchestre.

	Contribution financière initiale pour 2021	Contribution financière modifiée au titre de 2021
État	1 040 000 euros	915 200 euros
Collectivité européenne d'Alsace	200 000 euros	176 000 euros
Eurométropole de Strasbourg	400 000 euros	352 000 euros

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

compte tenu de l'excédent généré par l'exercice 2020, l'adaptation de la contribution financière versée à l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, au titre de l'année 2021, à 8 712 000 €, et l'avenant à la convention afférente,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à prendre les actes, conventions et avenants nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132930-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

AVENANT FINANCIER N°2
à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2020-2023
portant sur l'Orchestre philharmonique de Strasbourg

Entre,

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Madame la Préfète de la région Grand Est, Mme Josiane CHEVALIER, ci-après désigné « l'État »,

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président en exercice, M. Frédéric BIERRY, ci-après désignée « la Collectivité européenne d'Alsace »,

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente en exercice, Mme Pia IMBS, ci-après désignée « l'Eurométropole »,

La ville de Strasbourg, représentée par délégation par le Premier adjoint à la Maire, M. Syamak AGHA BABAEI, ci-après désignée « la ville de Strasbourg »,

ci-après désignés « les partenaires financiers »,

d'une part,

Et

L'établissement public administratif **Orchestre philharmonique de Strasbourg**, représenté par sa Présidente, dûment habilitée, Mme Jeanne BARSEGHIAN,
N° SIRET : 200 089 662 000 115

ci-après désigné « le bénéficiaire »,

d'autre part.

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) 2020-2023 portant sur l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, signée le 29 janvier 2020,

Vu la délibération 09.2021 du 18 mars 2021 relative au Budget primitif 2021 de l'Orchestre, par laquelle le Conseil d'administration a approuvé une baisse exceptionnelle de 9% des subventions des partenaires financiers au titre de l'année 2021,

Vu l'avenant bilatéral conclu le 20 mai 2021 entre l'Etat et l'Orchestre,

Vu la délibération 11.2021 du 6 juillet 2021 relative au vote de la décision modificative n°1 de l'exercice 2021, par laquelle le Conseil d'administration a approuvé le versement à l'Orchestre des subventions suivantes des partenaires financiers au titre de l'année 2021 (soit une baisse de 12% des montants initialement prévus dans la CPOM) :

- l'État : 915 200 €
- la Collectivité européenne d'Alsace : 176 000 €
- l'Eurométropole de Strasbourg : 352 000 €
- la ville de Strasbourg : 8 712 000 €,

Vu la délibération 12.2021 relative à la signature du présent avenant, proposant d'harmoniser les modalités de versement à l'Orchestre des subventions entre la ville de Strasbourg d'une part et l'Eurométropole de Strasbourg d'autre part,

ARTICLE 1

L'article 4.4 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

« Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2021 : 915 200 €
- pour l'année 2022 : 1 040 000 €
- pour l'année 2023 : 1 040 000 €.

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques. »

ARTICLE 2

L'article 4.6 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

« Dans le cadre de la présente convention, une subvention de fonctionnement d'un montant maximal de 800 000 € (huit cent mille euros) est accordée par la Collectivité européenne d'Alsace pour la période 2020-2023 sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés

- pour l'année 2020, un montant de 200 000 €
- pour l'année 2021, un montant de 176 000 €
- pour l'année 2022, un montant de 200 000 €
- pour l'année 2023, un montant de 200 000 €

Les subventions pour les années 2021, 2022 et 2023 seront proposées au vote de la Commission Permanente après analyse du bilan de l'année écoulée réalisé dans les conditions prévues aux articles 6, 9 et 10 de la présente convention et examen des budgets prévisionnels actualisés. S'il apparaît au vu de cette analyse un écart significatif par rapport aux objectifs annoncés, démontrant l'inexécution ou l'exécution partielle de la convention par le bénéficiaire, l'article 8 pourra être mis en application. »

ARTICLE 3

L'article 4.7 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

Une subvention globale de 1 652 000 € (un million six cent cinquante-deux mille euros) est accordée par l'Eurométropole au titre de sa participation au financement de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg pour la période 2020-2023, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices 2020, 2021, 2022 et 2023.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année 2020, un montant de 300 000 €
- pour l'année 2021, un montant de 352 000 €
- pour l'année 2022 un montant de 500 000 €
- pour l'année 2023, un montant de 500 000 €.

Les subventions pour les années 2021, 2022 et 2023 seront proposées au vote de la Commission plénière de l'Eurométropole après analyse du bilan de l'année écoulée réalisé dans les conditions prévues aux articles 6, 9 et 10 de la présente convention et examen des budgets prévisionnels actualisés. S'il apparaît au vu de cette analyse un écart significatif par rapport aux objectifs annoncés, démontrant l'inexécution ou l'exécution partielle de la convention par le bénéficiaire, l'article 8 pourra être mis en application.

ARTICLE 4

L'article 4.8 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

« Une subvention globale de 38 412 000 € (trente-huit millions quatre cent douze mille euros) est accordée par la Ville au titre de sa participation au financement de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg pour la période 2020-2023, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices 2020, 2021, 2022 et 2023.

Cette somme est répartie comme suit :
- pour l'année 2020, un montant de 9 900 000 €
- pour l'année 2021, un montant de 8 712 000 €
- pour l'année 2022 un montant de 9 900 000 €
- pour l'année 2023, un montant de 9 900 000 €.

Les subventions pour les années 2021, 2022 et 2023 seront proposées au vote du Conseil Municipal après analyse du bilan de l'année écoulée réalisé dans les conditions prévues aux articles 6, 9 et 10 de la présente convention et examen des budgets prévisionnels actualisés. S'il apparaît au vu de cette analyse un écart significatif par rapport aux objectifs annoncés, démontrant l'inexécution ou l'exécution partielle de la convention par le bénéficiaire, l'article 8 pourra être mis en application. »

ARTICLE 5

L'article 5.6 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

« Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement, durant le premier semestre de l'année en cours.
La subvention sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. »

L'article 5.7 de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 susvisée est modifié comme suit :

« Le paiement de la subvention sera fractionné en 3 versements de 3 300 000 € en janvier, mai et septembre de chaque année. Toutefois, pour l'année 2021, le paiement de la subvention sera fractionné en 3 versements de 3 300 000 € en janvier et mai et 2 112 000 € en septembre.
Ils seront crédités au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la ville de Strasbourg, le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. »

Fait à Strasbourg, le
(en cinq exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
l'Orchestre philharmonique de Strasbourg,
La Présidente

Jeanne BARSEGHIAN

Pour l'État,
Pour la Préfète de la région Grand Est
et par délégation, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est

Christelle CREFF

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président,

Frédéric BIERRY

Pour l'Eurométropole,
La Présidente,

Pia IMBS

Pour la ville de Strasbourg,
Par délégation de la Maire, le Premier adjoint

Syamak AGHA BABAEI

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Approbation d'une révision des statuts de la Haute école des arts du Rhin (HEAR).

Numéro V-2021-1246

Lors du Conseil d'administration du 17 février 2021 de la Haute école des arts du Rhin (HEAR), ses membres se sont montrés favorables au renforcement de la participation étudiante dans les instances de gouvernance de l'établissement, en approuvant la création d'un siège supplémentaire pour les étudiant.e.s au sein de l'assemblée délibérante. Ceci portera à un total de 29 le nombre des membres du Conseil d'administration et contribuera à renforcer l'assise démocratique de cette instance en permettant une meilleure représentation de l'établissement multi-site. Jusqu'à présent, outre un représentant étudiant de musique de Strasbourg, un seul représentant étudiant était prévu pour les étudiant.e.s d'arts plastiques de Strasbourg et de Mulhouse.

Pour devenir effective, cette décision nécessite l'engagement d'une procédure de révision statutaire.

Celle-ci doit être approuvé par les collectivités fondatrices de la HEAR (Établissement public de coopération culturelle), la ville de Strasbourg et la ville de Mulhouse, ainsi que l'Eurométropole de Strasbourg, et obtenir l'aval final de l'État, au travers d'un arrêté préfectoral.

Une fois cette procédure de révision menée à son terme, l'assemblée délibérante de la HEAR pourra adapter les dispositions du règlement intérieur de l'établissement relatives aux modalités d'élection des représentant.e.s étudiants au Conseil d'administration.

Il vous est proposé au titre de la ville de Strasbourg d'approuver ce projet de révision statutaire, qui pourra ainsi être mis en œuvre dès la rentrée de l'année scolaire 2021-2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le projet de révision statutaire de la HEAR.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133002-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

HEAR

Strasbourg, le 17 février 2021

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

n°445-2021 du 17 février 2021

Séance du : 17 février 2021
Sous la présidence de : Anne MISTLER

Ont assisté à la séance : 18 membres
Absents excusés : 10 absents dont 2 pouvoirs
Absent non excusé : : /

Présents :
Murielle FABRE, Hervé FENDELER, Anne-Catherine GOETZ, Bernard GOY, Anne GUYONNET, Loïc HORELLO, Pierre JAKUBOWICZ, Anne-Marie JEAN, Oh Eun LEE, Théo LETEISSIER, Tom MAYS, Peggy MIQUEE, Anne MISTLER, Marie-Gabrielle OLLIER, Stéphane ROTH, Marie TERRIEUX,

Pouvoirs :
Nathalie MOTTE donne pouvoir à Anne-Catherine GOETZ,
Caroline ZORNE donne pouvoir à Anne MISTLER.

Absents excusés :
Salem DRICI, Pia IMBS, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Dominique MASTELLI, Nathalie MOTTE, Bertrand PAUVERT, Joseph SIMEONI, Benoît TOCK, Caroline ZORN.

2ème point de l'ordre du jour : Renforcement de la participation étudiante dans les instances de gouvernance de la HEAR. Adaptation du règlement intérieur/enclenchement d'une procédure de révision statutaire

Délibéré

Vu l'article R1431-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts de l'établissement ;

Vu le règlement intérieur de la HEAR

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Sollicite l'engagement d'une révision statutaire auprès des membres fondateurs pour attribuer un siège supplémentaire aux étudiant.e.s au Conseil d'Administration
- Porte respectivement à 4 le nombre de délégué.e.s étudiants au sein de la CVE et de la CPS l'Académie supérieure de musique et approuve les modifications apportées en ce sens au règlement intérieur de la HEAR

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : -
Abstention : -

REÇU EN PREFECTURE
le 19/03/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-200028124-20210217-2021_445-DE

Adopté
Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 19 mars 2021
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 19 mars 2021 à 17 heures.

Anne MISTLER

REÇU EN PREFECTURE
le 19/03/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-200028124-20210217-2021_445-DE

HEAR

Délibération du Conseil d'administration

n°445-2021 du 17 février 2021

Objet : Renforcement de la participation étudiante dans les instances de gouvernance de la HEAR. Adaptation du règlement intérieur/enclenchement d'une procédure de révision statutaire

Exposé des motifs :

Parmi les 4 grands axes prioritaires du Projet d'établissement 2021-2024 figure l'adaptation de la gouvernance de l'établissement pour favoriser l'implication de tous les actrices et acteurs de l'école dans son fonctionnement et notamment pour augmenter la participation des étudiant.es au processus décisionnaire.

A ce dernier titre, le projet d'établissement prévoit de créer un siège supplémentaire pour les étudiant.e.s au Conseil d'administration.

1) La création d'un siège supplémentaire pour les étudiants au Conseil d'administration

Réglementairement possible du fait du nombre de collectivités adhérentes et de l'étendue des missions de l'école (l'article R1431-4 du CGCT permet d'aller jusqu'à 30 membres si ces conditions sont réunies), la création de ce vingt neuvième poste de conseiller.e d'administration ne remet pas en cause les grands équilibres institutionnels, les collectivités fondatrices conservant la majorité des sièges dans cette instance.

Il permet en outre à chacun des sites de disposer d'un.e représentant.e étudiant et de faciliter le processus électoral (à l'heure actuelle les étudiant.e.s d'arts plastiques de Strasbourg et Mulhouse doivent se coordonner pour constituer un « ticket » titulaire/suppléant représentant les deux sites).

Sur le plan formel, ce renforcement de l'assise démocratique de la HEAR implique l'engagement d'une procédure de révision statutaire.

Dans la perspective d'une entrée en vigueur à la rentrée prochaine, le projet de statut révisé ci-joint impliquera des délibérations concordantes des collectivités fondatrices et l'aval de l'Etat au travers d'un arrêté préfectoral. Une fois la procédure de révision menée à son terme, l'assemblée délibérante pourra adapter les dispositions du règlement intérieur de l'établissement relatives aux modalités d'élection des représentant.e.s étudiants au CA.

REÇU EN PREFECTURE
le 19/03/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-200028124-20210217-2021_445-DE

2) La création de deux postes de délégué.e.s supplémentaires pour les étudiant.e.s de l'Académie supérieure de musique

Dans le même esprit de renforcement de la participation étudiante, il est proposé de créer deux poste de délégué.e.s supplémentaires pour représenter les étudiant.e.s de l'Académie supérieure de musique au sein de leur commission de vie étudiante et de de la Commission Pédagogique de Site.

Cette proposition répond à la montée en puissance des effectifs de l'Académie (depuis la création de l'EPCC les effectifs ont été multipliés par trois) et permettrait de mieux répartir la charge inhérente aux missions de représentation qui pèsent actuellement sur les deux seuls délégué.e.s étudiants.

Sur le plan formel, cette évolution n'implique pas de révision statutaire mais une simple adaptation du règlement intérieur de l'établissement. Un projet de règlement intérieur révisé est joint en annexe.

Délibéré

Vu l'article R1431-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts de l'établissement ;

Vu le règlement intérieur de la HEAR

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Sollicite l'engagement d'une révision statutaire auprès des membres fondateurs pour attribuer un siège supplémentaire aux étudiant.e.s au Conseil d'Administration
- Porte respectivement à 4 le nombre de délégué.e.s étudiants au sein de la CVE et de la CPS l'Académie supérieure de musique et approuve les modifications apportées en ce sens au règlement intérieur de la HEAR

REÇU EN PREFECTURE
le 19/03/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-067-200028124-20210217-2021_445-DE

STATUTS DE

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE

REGROUPANT

LE QUAI, ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ART DE MULHOUSE,

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES ARTS DÉCORATIFS DE

STRASBOURG, ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA

MUSIQUE

DU CONSERVATOIRE DE STRASBOURG

L'État, la Ville de Mulhouse, la Ville de Strasbourg, la Communauté Urbaine de Strasbourg, ci-après désignés comme« *les membres fondateurs»,*

Considérant la déclaration par les ministres européens de l'éducation réunis à Bologne le 19 juin 1999, ouvrant un processus d'harmonisation européenne des diplômes de l'enseignement supérieur,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L. 1431-9 et R. 1431-1 à R.1431-21,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 216-3 et L. 759-1, L.75-10-1,

Vu la délibération du Conseil municipal de Mulhouse du 13 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

Vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 6 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public de coopération culturelle,

Vu la délibération du Conseil de Communauté de Strasbourg du 17 décembre 2010 demandant la création d'un établissement public,

Vu la délibération n°445-2021 du Conseil d'administration de la Haute école des arts du Rhin du 17 février 2021 demandant l'adaptation de l'article 9 des statuts pour renforcer la représentation étudiante

ONT APPROUVE LES PRESENTS STATUTS

Préambule

Les membres fondateurs souhaitent saisir l'opportunité historique de l'harmonisation européenne des enseignements supérieurs et de la recherche, pour s'associer et développer un projet ambitieux d'enseignement artistique constitué à partir de l'école supérieure d'art de Mulhouse, l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, l'enseignement supérieur de la musique du Conservatoire de Strasbourg et le cas échéant de Mulhouse dans la mesure où un enseignement de niveau supérieur serait mis en place dans le Conservatoire de cette ville.

Il s'agit de :

- créer un établissement délivrant un enseignement supérieur en arts plastiques et en musique, permettant de développer des axes communs et d'imaginer de nouveaux enseignements ;
- positionner cet établissement aux niveaux national, européen et international, contribuant au rayonnement des villes sièges et de l'Alsace ;

- favoriser le développement des partenariats, notamment avec le réseau universitaire et les Hautes Écoles de part et d'autre du Rhin ;
- engager une politique de recherche originale et ambitieuse ;
- développer l'innovation professionnelle et la formation continue offrant une plus grande attractivité au territoire et de nouveaux services à ses habitants.

Titre 1er- Dispositions générales

Article 1er - Création

Il est créé, entre :

- l'État
- la Ville de Mulhouse
- la Ville de Strasbourg
- la Eurométropole de Strasbourg

Un établissement public de coopération culturelle à caractère administratif régi notamment par les articles L. 1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Il jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral décidant de sa création.

Article 2 – Dénomination et siège de L'établissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé « Haute école des arts du Rhin ».

Il a son siège à Strasbourg, 1 rue de l'Académie.

L'établissement est composé de plusieurs sites, à Mulhouse et à Strasbourg.

Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise après accord des Villes de Mulhouse et de Strasbourg.

Article 3 : Qualification juridique

L'établissement public de coopération culturelle a un caractère administratif. Il s'administre librement dans les conditions prévues par les lois et règlements qui lui sont applicables ainsi que par les présents statuts.

Article 4: Missions

Dans le cadre de l'autonomie pédagogique dont il dispose, le présent établissement public de coopération culturelle dispense un enseignement supérieur en arts plastiques et en musique. À ce titre, il a pour missions :

- la formation initiale et continue ;
- la délivrance des diplômes nationaux ;

- la mise en place d'une politique de recherche et sa valorisation ;
- l'orientation et l'insertion professionnelle ;
- la promotion de la création contemporaine ;
- la coopération transfrontalière et internationale.

Pour accomplir les missions précitées, l'établissement noue des partenariats avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et principalement les universités.

Outre ces missions principales, l'établissement peut prendre en charge d'autres activités telles que :

- des expositions publiques ;
- des spectacles ;
- des activités d'animation et de formation en direction de publics amateurs, en ou hors cadre scolaire ;
- toutes autres activités en lien avec les missions principales.

Il peut être habilité, seul ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, à délivrer des diplômes nationaux de l'enseignement supérieur dans les conditions prévues pour l'enseignement supérieur de la musique et l'enseignement supérieur des arts plastiques par les lois et règlements en vigueur.

Il peut en outre délivrer des diplômes d'établissement.

Article 5- Contrats d'objectifs et de moyens

Un contrat d'objectifs et de moyens est conclu entre l'établissement et les membres fondateurs. Il a notamment pour objet :

- de définir les orientations des projets pédagogiques de l'établissement ;
- de fixer le montant des participations des membres fondateurs ;
- de valoriser les prestations en nature ;
- de définir les modalités d'évaluation du contrat.

Des contrats d'objectifs et de financement particuliers peuvent être conclus avec d'autres partenaires.

Article 6- Durée

L'établissement est constitué sans limitation de durée.

Il peut être dissout et liquidé dans les conditions définies par les dispositions de l'article 7.

Article 7·Entrée, retrait et dissolution

Les règles d'entrée dans l'établissement public de coopération culturelle sont fixées à l'article R.1431-3 du code général des collectivités territoriales. Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R.1431-19 et R.1431-20 du même code.

En cas de dissolution de l'établissement public de coopération culturelle, la liquidation s'opère dans les conditions prévues à l'article R. 1431-21 du même code.

Titre II- Organisation administrative

Article 8- Organisation générale

L'établissement est administré par un conseil d'administration et son président. Il est dirigé par un directeur qui est secondé par deux directeurs-adjoints et un administrateur général, assisté par le conseil pédagogique et le conseil artistique et scientifique, commission pédagogique de site, commission de vie étudiante dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.

Article 9- Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de 29 membres répartis comme suit :

15 membres fondateurs représentant les personnes publiques fondatrices de l'EPCC :

- 2 membres représentant l'Etat ;
- 5 membres représentant la Ville de Mulhouse ;
- 5 membres représentant la Ville de Strasbourg ;
- 3 membres représentant l'Eurométropole de Strasbourg ;

14 autres membres :

- 1 membre représentant la Région Grand Est
- 4 membres au titre des personnalités qualifiées, dont 1 membre représentant l'Université de Strasbourg et 1 membre représentant l'Université de Haute- Alsace ;
- 4 membres représentant les enseignants ;
- 2 membres représentant les personnels administratifs et techniques ;
- 3 membres représentant les étudiants.

9.1 -Représentants de l'Etat

L'Etat est représenté au Conseil d'administration par :

- le Préfet de la Région Grand Est ou son représentant ;
- le Directeur général de la création artistique au ministère de la culture et de la communication ou son représentant.

9.2- Représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements sont désignés à chaque renouvellement de leur assemblée délibérante pour la durée du mandat de celle-ci.

9.3- Personnalités qualifiées

Les personnalités qualifiées sont désignées par les membres fondateurs pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

9.4 - Représentants des personnels et des étudiants

Les membres représentant les personnels administratifs et techniques et les membres représentant les enseignants sont élus pour une durée de trois ans renouvelable au sein des personnels permanents de l'établissement.

Les représentants des étudiants sont élus pour une durée d'un an renouvelable.

Les modalités d'élection des représentants des personnels administratifs et techniques, des représentants des enseignants et des représentants des étudiants sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

9.5- Empêchement des membres désignés ou élus du conseil d'administration et suppléance

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 9.2, 9.3 et 9.4 ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Pour chacun des représentants élus du personnel et des étudiants, un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire et pour la même durée.

Un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance. Chaque membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

9.6 -Gratuité des fonctions des membres désignés ou élus du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit.

Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

Article 10- Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci parmi les membres fondateurs, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable.

Il est assisté d'un vice-président élu dans les mêmes conditions.

Il préside le conseil d'administration, qu'il convoque au moins deux fois par an et dont il fixe l'ordre du jour.

Le président nomme le directeur de l'établissement, dans les conditions prévues à l'article L. 1431-5 et R. 1431-10 du code général des collectivités territoriales. Il nomme le personnel de l'établissement, sur proposition du directeur.

Il peut déléguer sa signature au vice-président et au directeur dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Article 11 - Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président. La convocation est de droit lorsqu'elle est demandée soit par l'une des personnes publiques membre fondateur de l'établissement soit par la moitié au moins de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de huit jours.

Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion, et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le président et le vice-président peuvent inviter au conseil d'administration toute personne dont ils jugent la présence utile en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

Article 12- Attributions du conseil d'administration

Les attributions du conseil d'administration sont celles définies par l'article R. 1431 du code général des collectivités territoriales et celles précisées par le présent article. Le conseil d'administration délibère donc notamment sur :

1. Les orientations générales de la politique de l'établissement ;
2. L'organisation de l'établissement telle que visée à l'article 16 ; cette organisation est soumise à l'avis du conseil pédagogique ;
3. Le règlement des études, tel que visé à l'article 16, qui précise l'organisation de la scolarité et des études ainsi que le nombre de places à l'examen d'entrée et par domaines, après avis du conseil pédagogique ;
4. Le budget et ses modifications;
5. Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
6. Les droits d'inscription et de scolarité ;
7. Les créations, modifications et suppressions d'emplois permanents ;
8. Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
9. Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
10. Les projets de concession et de délégation de service public ;
11. Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
12. L'acceptation ou le refus des dons et legs ;
13. Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
14. Les transactions ;
15. Le règlement intérieur de l'établissement ;
16. Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet.

Il détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil, les décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Article 13- Le directeur

13.1- Désignation du directeur

Après appel à candidatures, les personnes publiques représentées au conseil d'administration établissent d'un commun accord une liste de candidats à l'emploi de directeur.

Parmi ces candidats, et au vu des projets d'orientations pédagogiques, artistiques, culturelles et scientifiques présentées par chacun d'entre eux, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le ou les candidats de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi les candidats ainsi proposés par le Conseil d'administration.

Les modalités de recrutement du Directeur sont précisées dans le chapitre 3 du règlement intérieur.

13.2- Mandat

Le directeur est nommé pour une durée de 3 ans renouvelable.

En cas de non renouvellement de son contrat, le directeur est informé selon un préavis minimum de 6 mois.

13.3- Attributions

Le directeur assure la direction de l'établissement. A ce titre :

1. Il élabore et met en œuvre le projet pédagogique et culturel et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
2. Il s'assure de l'exécution des programmes d'enseignement de l'établissement ;
3. Il délivre les diplômes nationaux pour lesquels l'établissement a reçu une habilitation et les diplômes propres à l'établissement ;
4. Il assure le bon fonctionnement de l'établissement, le respect de l'ordre et il exerce le pouvoir disciplinaire ;
5. Il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
6. Il prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
7. Il assure la direction de l'ensemble des services. Il a autorité sur l'ensemble du personnel ;
8. Il est consulté pour avis par le président du Conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
9. Il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
10. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature aux directeurs adjoints, à l'administrateur général ou aux responsables de services dans leurs domaines de compétence.

13.4 - Règles particulières relatives au directeur

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'établissement, avec toute fonction dans un groupement qui est membre, ainsi qu'avec celles de membre du Conseil d'administration de l'établissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement, ni occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

En cas de manquement aux obligations susmentionnées, le président met fin au contrat du directeur et en informe le conseil d'administration.

Article 14- La direction

Les directeurs-adjoints secondent le directeur dans la mise en œuvre du projet pédagogique de l'établissement. Ils l'assistent et le suppléent dans ses fonctions.

L'administrateur général seconde le directeur dans la mise en œuvre du projet d'établissement. Il l'assiste et le supplée dans l'administration de l'établissement.

Article 15- Le personnel

Le personnel est soumis aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et aux décrets pris pour son application.

Article 16- Organisation pédagogique

L'établissement est composé, à sa création, de deux départements d'enseignement et de recherche:

- Arts plastiques
- Musique

Chacun de ces départements est organisé en domaines ou options.

Article 17- Le conseil pédagogique

17.1- Composition

Le conseil pédagogique de l'établissement est composé des membres suivants :

1. le directeur ;
2. les directeurs-adjoints ;
3. les responsables des domaines et options de chacun des départements d'enseignement et de recherche ;
4. Les délégués des commissions pédagogiques de site :
   - La commission pédagogique du site d'arts plastiques de Mulhouse désigne trois délégués et leurs suppléants
   - La commission pédagogique du site d'arts plastique de Strasbourg désigne six délégués et leurs suppléants
   - La commission pédagogique de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg désigne quatre délégués et leurs suppléants
5. Trois représentant(e)s des étudiant(e)s, (un(e) par site), désignés pour une période d'un an renouvelable par les délégués des sites en leur sein.

17.2- Fonctionnement

Le directeur préside le conseil pédagogique. Il peut inviter à participer aux séances du conseil, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

Les travaux du conseil pédagogique sont préparés par des commissions pédagogiques dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur.

Les fonctions de membre du conseil sont exercées à titre gratuit.

17.3- Attributions

Le conseil pédagogique se réunit au moins trois fois par an à l'initiative du directeur ou à la demande de la moitié de ses membres. Le directeur présente le rapport des travaux du conseil pédagogique devant le conseil d'administration.

Ce conseil est consulté par le conseil d'administration sur toutes les questions touchant aux activités pédagogiques et culturelles de l'établissement.

Article 18- Le conseil artistique et scientifique

Animé par des personnalités du monde des arts et de la connaissance, le conseil artistique et scientifique a pour mission de proposer les orientations de la politique de recherche et de développement de l'établissement, aux niveaux national et international, notamment dans les relations entre les différentes disciplines artistiques et avec d'autres champs du savoir.

Il établit chaque année un rapport présenté au Conseil d'administration.

Son rôle est consultatif.

Sa composition et son mode de fonctionnement sont précisés dans le règlement intérieur.

Article 19- Sanctions disciplinaires- Conseil de discipline

Le directeur prononce les sanctions applicables aux étudiants qui sont l'avertissement, le blâme, l'exclusion de l'établissement pour une durée déterminée et l'exclusion définitive de l'établissement. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'étudiant ait été mis à même de présenter ses observations. Sauf pour l'avertissement et le blâme, le directeur statue au vu de l'avis rendu par le conseil de discipline, après audition, par cette instance, de l'intéressé. La composition et les modalités de fonctionnement du conseil de discipline sont fixées dans le règlement des études adopté par le conseil d'administration.

Article 20- Régime juridique des actes

Les délibérations du Conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre 1 de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

Article 21 -Transactions

L'établissement public de coopération culturelle est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Les transactions sont autorisées et conclues par approbation du Conseil d'administration.

Titre III- Régime financier et comptable

Article 22 - Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptables publics sont applicables à l'établissement.

Article 23 - Le budget

Le budget est soumis aux dispositions des articles L.1612-1 à L.1612-20 du code général des collectivités territoriales.

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les trois mois qui suivent la création de l'établissement puis, chaque année, avant le 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Article 24 -.Le comptable

L'agent comptable de l'établissement est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le Préfet, sur avis conforme du Trésorier-Payeur Général.

Il est soumis aux obligations prévues par les articles L.1617-2 à L.1617-5 du code général des collectivités territoriales.

Article 25 -Régies d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du Conseil d'administration et sur avis conforme de l'agent comptable, créer des régies de recettes et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 26- Recettes

Les recettes de l'établissement comprennent notamment :

1. les subventions et autres concours financiers de l'Etat, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ;
2. les dons et legs ;
3. le produit des droits d'inscription et de scolarité ;
4. le produit des contrats et des concessions ;
5. le produit de la location d'espaces et de matériel ;
6. le produit de la vente de publications et de documents ;
7. le produit des opérations commerciales de l'établissement ;
8. le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
9. les revenus des biens meubles et immeubles ;
10. le produit du placement de ses fonds ;
11. le produit des aliénations ou immobilisations et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 27- Charges

Les charges de l'établissement comprennent notamment :

1. les frais de personnel ;
2. les frais de fonctionnement ;
3. les dépenses d'équipement ;
4. les impôts et contributions de toute nature ;
5. de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l’accomplissement par l'établissement de ses missions.

Titre IV - Dispositions transitoires et finales

Article 28- Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants des salariés et des étudiants, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'établissement, le Conseil d'administration siège valablement avec les membres mentionnés aux 9.1 à 9.3.

Dès la création de l'établissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du Préfet de la Région Grand Est ou son représentant pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement. Il procède à l'élection de son président.

Les représentants élus des salariés et des étudiants siègent dès leur élection.

Le premier mandat des personnalités qualifiées prend fin le 1er avril 2014.

Le mandat des représentants élus des salariés prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Article 29 - Dispositions relatives aux apports et aux contributions ·

Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du contrat d'objectifs et de moyens prévu à l'article 5, et sans préjuger d'autres contributions :

1) l'Etat verse à l'établissement une contribution au moins équivalente à la reconduction des contributions accordées en 2010 aux collectivités pour le fonctionnement des regroupés dans l'établissement public de coopération culturelle en 2011 ;
2) la Ville de Mulhouse apporte à l'établissement une contribution équivalente à la charge nette que représentait l'école d'art Le Quai au dernier compte administratif clos de la Ville de Mulhouse ;
3) la Ville de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représentait l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et l'enseignement supérieur en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos ;
4) L'Eurométropole de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représentait l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et les enseignements supérieurs en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos.

Le premier contrat d'objectifs et de moyens prévus à l'article 5 est conclu au plus tard le 1er octobre 2011.

Toute modification de ces apports et contributions financières devra faire l'objet d'un accord unanime des membres fondateurs de l'établissement.

Article 30

Au plus tard le 1er octobre 2011, l'établissement est substitué à l'école supérieure d'art de Mulhouse, à l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et aux enseignements supérieurs de la musique du Conservatoire de Strasbourg pour l'exercice des missions définies par l'article 4.

L'établissement est, à la même date, substitué aux Villes de Mulhouse et de Strasbourg ainsi qu'à la L'Eurométropole de Strasbourg dans l'ensemble de leurs droits et obligations pour les missions définies dans les présents statuts. Les biens mobiliers et les biens immobiliers sont- mis à la disposition de l'établissement selon des modalités qui seront définies avant le 1er octobre 2011.

Les Villes de Strasbourg et de Mulhouse, ainsi que l'Eurométropole, demeurent compétentes, chacune pour sa part, pour passer des marchés publics répondant aux besoins de l'établissement entre la date de sa création et celle à laquelle il se substitue aux dites collectivités.

Article 31

Le transfert à l'établissement des agents titulaires exerçant, au 1er octobre 2011, leurs fonctions au sein des sites d'arts plastiques de Mulhouse et Strasbourg s'effectue selon le droit général de la mobilité tel qu'il est prévu par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Les fonctionnaires exerçant au 1er octobre 2011 leurs fonctions au sein des sites d'arts plastiques de Mulhouse et Strasbourg sont mis, sous réserve de leur accord, à disposition de l'établissement par leurs collectivités d'origine. Ils peuvent néanmoins demander à être recrutés par l'établissement par la voie de la mutation.

A leur demande, ils peuvent également être placés en position de détachement auprès de l'établissement dès lors que la réglementation le permet.

Les fonctionnaires du Conservatoire de Strasbourg exerçant parallèlement des missions relatives à l'enseignement initial et à l'enseignement supérieur sont mis, sous réserve de leur accord, à disposition partielle de l'établissement exclusivement pour leurs missions relatives à l'enseignement supérieur.

Les agents contractuels de droit public exerçant à la même date leurs fonctions au sein de l'école supérieure d'art de Mulhouse, de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg ainsi que ceux affectés par le Conservatoire de Strasbourg aux missions d'enseignement supérieur sont transférés à l'établissement.
Leur contrat reprend les clauses substantielles de leur contrat antérieur.

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Mise en place d'un plan de soutien à la reprise d'activité des pratiques artistiques en amateur suite à la crise sanitaire.

Numéro V-2021-1247

Les pratiques artistiques en amateur s'inscrivent au cœur des enjeux sociétaux actuels. Elles favorisent le développement de la personne, la participation active à la vie artistique et culturelle de la cité, l'implication citoyenne, la diversité sociale et intergénérationnelle et le bien-vivre ensemble sur le territoire. Elles permettent par ailleurs d'apporter des propositions en termes d'équité territoriale et sociale.

Dans la lignée des grands axes inscrits à la délibération cadre sur la politique culturelle de la ville de Strasbourg, votée en décembre 2020, les pratiques artistiques en amateur participent pleinement des enjeux de création, de démocratisation et d'inclusion qui y sont portés. Elles donnent particulièrement corps et sens aux concepts de droits culturels, d'éducation artistique et culturelle, de développement de soi et de bien-être.

Le contexte sanitaire que nous connaissons depuis mars 2020 a mis à l'arrêt les activités des associations proposant des pratiques artistiques en amateur.

Les associations strasbourgeoises de ce secteur ont été récemment mobilisées dans le cadre d'une concertation pour la définition de la politique de soutien aux pratiques en amateur de la Ville. Entre février et juin 2021, des contributions par questionnaire mais aussi des échanges ont permis de faire ressortir les difficultés de cette période d'arrêt total, les impacts économiques, sociaux mais aussi la crainte de ne pas retrouver le public qui pratique une discipline artistique lors de la reprise.

Attachant une grande importance à la place de la culture dans la cité et considérant que la priorité des prochains mois pour les acteurs culturels du secteur sera de retrouver leurs membres, la ville de Strasbourg a décidé de mettre en place un plan de soutien à la reprise d'activité s'adressant aux associations culturelles présentes sur son territoire dans le champ des pratiques artistiques en amateur.

Cette aide, versée sous forme de subvention d'un montant maximum de 5 000 €, vise à consolider un secteur en difficulté de manière à maintenir une offre de pratiques riche et de qualité à destination des habitants-es de la ville de Strasbourg.

Pour être éligibles, les associations doivent être domiciliées à Strasbourg et avoir une activité de pratique artistique à destination des amateurs sur le territoire de la ville.

Les critères de sélection des projets, présentés ci-dessous, ont été déterminés avec l'objectif de répondre à des situations fragilisant particulièrement les associations, ainsi qu'à les aider à retrouver leurs membres et de nouveaux publics pour pratiquer un art, suite à cette longue période d'arrêt.

Les subventions seront attribuées en privilégiant notamment des projets comme par exemple :
- la promotion et la communication autour des activités proposées par l'association,
- la mise en place d'ateliers d'initiation, de découverte à destination d'un large public pour faire découvrir des pratiques artistiques,
- le soutien pour des locations de salles suffisamment spacieuses pour respecter les distanciations dans le cadre des mesures sanitaires,
- les projets favorisant la mutualisation entre acteurs culturels.

L'enveloppe globale affectée à ces aides s'élève à 100 000 €.

Un avis d'information sera publié sur le site de la Ville afin que les structures concernées prennent connaissance de l'existence de ce plan de soutien et puissent déposer une demande. Après examen de l'ensemble des demandes par la mission développement des publics de la direction de la culture, les propositions d'attribution de l'enveloppe affectée seront soumises à un vote du Conseil municipal.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La mise en place d'un plan de soutien plafonné à 5 000 € par bénéficiaire dans la limite d'une enveloppe globale de 100 000 € visant à soutenir des projets de reprise des pratiques artistiques en amateur portés par des associations culturelles ayant une activité sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Adopté le 20 septembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133031-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Projets de partenariats du Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg et exonération de redevance de l'Auditorium pour différentes associations et personnes publiques lors de la saison 2021/2022.

Numéro V-2021-1248

Le Conservatoire de Strasbourg a pour vocation la formation musicale, chorégraphique et théâtrale associée à la création. Parallèlement à ses missions d'enseignement, le Conservatoire développe une politique de diffusion et de démocratisation de l'enseignement artistique, considérant que l'exercice de la scène fait partie intégrante de la formation des élèves. Leur travail est présenté tout au long de l'année scolaire à travers une saison de spectacles, qui s'inscrit pleinement dans les objectifs du projet d'établissement.

La saison est construite sur la base d'un appel à projets auprès des enseignants. Une fois tous les projets recueillis, un arbitrage est opéré selon plusieurs critères (pédagogique, artistique, financier, contraintes d'espace et de calendrier) afin de sélectionner ceux qui seront programmés et qui constitueront la saison. Lorsque les projets génèrent un coût, ce dernier s'inscrit dans la limite des budgets alloués au Conservatoire en termes de ressources humaines ou de frais de fonctionnement. La grande majorité des spectacles a lieu à la Cité de la musique et de la danse et sont à entrée libre.

L'activité de diffusion se traduit également par la mise à disposition de l'Auditorium à des associations et personnes publiques qui concourent ainsi à l'activité culturelle du Conservatoire.

Ainsi, pour la saison 2020-2021, les projets et mises à disposition de l'Auditorium suivants ont été mis en place.

- Éducation nationale : séances de spectacles réservées aux écoles,
- École de musique Saint-Thomas : mise en place d'un orchestre mutualisé, mêlant élèves du réseau des écoles de musique de la ville de Strasbourg et élèves du Conservatoire,
- Hôpitaux Universitaires de Strasbourg : ateliers de berceuses en direction des mères hospitalisées dans les unités mère-enfant et mère-nourrisson du Pôle psychiatrique,

- Jazzdor : concerts d'élèves durant le festival, prêt de l'auditorium pour 3 jours de festival, co-organisation d'une master class,
- L'Artichaut : 5 concerts de jazz dans ce bar de la Grand'rue à Strasbourg,
- La Péniche mécanique : 5 concerts de jazz dans la péniche-bar amarrée devant la Médiathèque Malraux,
- Opéra national du Rhin : accueil à l'auditorium de la Cité de la musique et de la danse de la production jeune public « Les rêveurs de lune » à laquelle participe la Maîtrise du Conservatoire - *spectacle reporté sur la saison 2021-2022*,
- Ensemble Accroche note : master class et concert autour de l'œuvre du compositeur français Martin Matalon avec la participation des élèves du Conservatoire et de l'Académie supérieure de musique,
- Collectif lovemusic : séances de travail avec les jeunes compositeurs de la classe de Daniel D'Adamo et concert des créations de ces derniers, notamment pendant les examens de fin d'année,
- Hanatsu miroir : séances de travail avec les jeunes compositeurs de la classe de Daniel D'Adamo et concert des créations de ces derniers,
- Soroptimist : l'association Soroptimist décerne chaque année un prix à une élève méritante du Conservatoire ou de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg (HEAR). La cérémonie a lieu après un concert prévu en janvier de chaque année,
- La Maison Théâtre : travail sur la musique d'une pièce de théâtre par les jeunes compositeurs de l'atelier de composition pour enfants et adolescents,
- ABRAPA : bourses versées à de jeunes élèves méritants moyennant des interventions en EHPAD au long de l'année (intergénérationnel).

Ces partenariats et mises à dispositions ont vocation à être renouvelés pour la saison 2021/2022. En outre, il est proposé de développer le partenariat suivant :

- L'Imaginaire : ensemble strasbourgeois de musique contemporaine, qui effectuera plusieurs séances de travail avec les jeunes compositeurs de la classe de Daniel D'Adamo en vue de la création des pièces valant pour l'examen de fin d'année.

Pour la saison 2021/2022, il est proposé de poursuivre la politique de diffusion et de démocratisation de l'enseignement artistique. Il s'agit de renouveler l'essentiel des partenariats conclus lors de la saison précédente et de mettre en place des nouveaux partenariats lorsqu'ils répondent au projet d'établissement du Conservatoire, dans la limite des crédits alloués lors du vote du budget. En outre, il proposé d'approuver l'exonération de redevance pour l'occupation de l'Auditorium à différentes associations et personnes publiques données en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les partenariats concourant aux objectifs du projet d'établissement du Conservatoire à rayonnement régional pour la saison 2021/2022 dans la limite des crédits approuvés lors du vote des budgets 2021 et 2022,

approuve

l'exonération de redevance, pour la saison 2021/2022 au profit des associations et personnes publiques mentionnées en annexe et dans les limites fixées par cette annexe,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à conclure toute convention nécessaire à la réalisation des objectifs de ce projet d'établissement et la mise à disposition du domaine public.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132881-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Listes des associations et personnes publiques exonérées de redevance pour l'occupation de l'Auditorium au cours de la saison 2021/2022

Nom de la structure	Intitulé	Type	Nombre de jours d'exonération	Valeur de l'exonération de redevance
Musica	Festival Musica	Festival de Musique Contemporaine	15	21 000 €
Association COZE	Hopl'awards	Évènementiel : cérémonie de remise de prix	1	3 500 €
Orchestre Philharmonique de Strasbourg	Les Dimanches Matin de l'Orchestre	Saison de musique classique	6	12 250 €
Jazzdor	Festival Jazzdor	Festival de Jazz	3	7 000 €
Orchestre Philharmonique de Strasbourg	Session scolaire	Session de musique classique Jeune Public	6	12 250 €
Association "Brin de Folie"	Opérette "Orphée aux Enfers, Offenbach"	Opérette	3	7 000 €
Représentation italienne au CE	Soirée d'inauguration de la présidence italienne au CE	Évènementiel et concert d'ouverture	1	3 500 €
Opéra National du Rhin	"Les Rêveurs de la Lune", Opéra Jeune Public	Opéra	31	35 000 €
FEISME	Fête Européenne de l'Image Sous-Marine et Environnementale	Festival de film documentaire	3	7 000 €
AJAM (association jeune artistes musiciens)	Récital Jonathan Fournier	Récital de piano (musique classique)	1	3 500 €

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Numéro V-2021-1249

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2021, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

FONCTIONNEMENT

ARTS VISUELS

Kinostub	**1 500 €**

L'association Kinostub programme des résidences d'artiste dans ses locaux avec l'objectif de permettre la rencontre entre un artiste et un public éclairé ou amateur, en présentiel (visite en résidence-expo) ou en distanciel (duplex vidéo). Ce projet vise, à travers une œuvre et une pratique, à susciter un partage sur ce que créer veut dire, et à ouvrir les enjeux de la création au public. La programmation 2021 s'intitule : 3 artistes, 3 vies, 3 œuvres. Les artistes retenus sont Lucile Bally de Grenoble (suite au décès de L. Bally, résidence menée par Claude Klein de l'association AEDEC), Antoine Chabaux, de Nancy et Pierre Petit, de Paris.

THEATRE

Dinoponera / Howl Factory	**10 000 €**

À travers la Dinoponera/Howl Factory fondée en 2006, Mathias Moritz construit avec un collectif d'acteurs strasbourgeois un théâtre autodidacte et engagé. Il met en scène des spectacles qui replacent à notre époque des figures fondatrices ou des états sensibles de la modernité. En 2021, il développe un projet de coopération franco-allemande intitulé GERMANIA. Par le biais d'une série de performances-spectacles, il interroge l'héritage européen et les relations franco-allemandes, à travers les grands évènements politiques qui ont jalonné notre histoire. Ce projet, qui sera mis en œuvre à Strasbourg en

septembre 2021, s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global porté par la Schaubühne de Leipzig et soutenu notamment par la ville de Leipzig et le Ministère de la culture allemand.

PATRIMOINE – SCIENCES

Archi Strasbourg	**5 000 €**

L'association Archi-Strasbourg a pour objectif de développer les pratiques et usages numériques dans l'offre culturelle à travers le site collaboratif archi-wiki, qui documente le patrimoine strasbourgeois. Le projet porte sur les développements informatiques et la structuration des contenus articulés avec les totems patrimoniaux disposés devant les monuments emblématiques de la ville.

Muséomix Alsace	**2 000 €**

Muséomix est un événement participatif porté par une communauté d'amateurs et de professionnels associant musée, médiation et numérique. L'association Muséomix Alsace a pour objectif d'animer cette communauté à travers des projets en Alsace. Du 5 au 7 novembre, elle développera ce projet à Strasbourg autour des collections universitaires. Des volontaires « muséomixeurs » pourront développer des projets de médiation numérique in situ et présenter ensuite des prototypes au public.

INVESTISSEMENT

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Percussions de Strasbourg	**20 000 €**

Ensemble professionnel de percussions le plus ancien en France, les Percussions de Strasbourg mettent en œuvre un projet portant sur la diffusion du répertoire existant, la création d'un nouveau répertoire dynamique pensé pour des publics diversifiés, la transmission et le développement des actions culturelles. Basé dans des locaux de la Ville adossés au Théâtre de Hautepierre, l'ensemble souhaite aménager ces locaux pour les adapter à l'évolution de ses besoins.

UT	**5 000 €**

Cette association strasbourgeoise vise à promouvoir la création contemporaine utilisant l'électroacoustique et les moyens multimédias. Son action se structure autour de trois axes : l'animation d'un studio de création ouvert aux acteurs de la musique électroacoustique, le soutien à la création et l'organisation du festival annuel des arts sonores "Exhibitronic". Elle sollicite une aide pour renouveler en partie le matériel de son studio (instruments et matériel d'enregistrement et de diffusion) afin de l'adapter à l'évolution des besoins de ses utilisateurs.

MUSIQUES ACTUELLES

Genau	**2 351 €**

L'association Genau a pour objectifs la promotion d'artistes et de labels, la mise en réseau d'acteurs culturels de divers pays d'Europe et l'organisation d'évènements culturels dans la région. Elle accompagne ainsi plusieurs groupes strasbourgeois. Elle sollicite une aide pour l'acquisition d'une Discomobile à énergie solaire. Ce matériel de conception écologique et particulièrement adapté aux spectacles en plein air permettra à l'association de développer une programmation autonome mettant en valeur les groupes qu'elle accompagne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

FONCTIONNEMENT

Kinostub	*1 500 €*
Dinoponera / Howl Factory	*10 000 €*
Archi Strasbourg	*5 000 €*
Muséomix Alsace	*2 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 18 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2021 dont le disponible avant le présent Conseil est de 263 784 €,

INVESTISSEMENT

Percussions de Strasbourg	*20 000 €*
UT	*5 000 €*
Genau	*2 351 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 27 351 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 programme 7009 du budget 2021 dont le disponible avant le présent Conseil est de 62 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140156-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil Municipal du 20 septembre 2021

ACTION CULTURELLE

Association	Nature de la sollicitation	Montant demandé	Montant proposé	Montant alloué n-1
Kinostub	Projet culturel ponctuel	3 000	1 500	/
Dinoponera- Howl Favtory	Projet culturel ponctuel	10 000	10 000	/
Archi Strasbourg	Projet culturel	10 000	5 000	10 000
Museomix	Projet culturel ponctuel	5 000	2 000	/
Percussions de Strasbourg	Projet d'investissement	20 000	20 000	/
UT	Projet d'investissement	10 000	5 000	/
Genau	Projet d'investissement	2 351	2 351	/

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Dénomination des rues.

Numéro V-2021-1250

La Commission dénomination des rues a pour mission de proposer au Conseil municipal des noms à attribuer aux nouvelles voies créées dans la Ville. Elle est composée d'élu.e.s et de personnalités qualifiées, permettant ainsi la diversité des regards et des approches.

La commission porte la mission essentielle d'inscrire, dans la durée et dans l'organisation urbaine de la cité, ces identités marquantes. Les personnalités proposées pour une dénomination ont une portée universelle et ont marqué les siècles ou des périodes plus récentes par leurs contributions intellectuelles, politiques, artistiques, sociales ou sportives. D'autres ont eu une action, qui pour être plus locale, a néanmoins été déterminante pour la Ville.

La commission de dénomination des rues et des écoles s'est réunie le 17 juin 2021.

Il vous est proposé sept nouvelles dénominations de voies ou d'espaces publics, deux validations de modifications de voies ainsi que la suppression de vingt-deux dénominations.
Il vous est proposé d'honorer la mémoire de cinq personnes : un homme et quatre femmes, ce qui traduit l'attachement de la municipalité à la reconnaissance du rôle des femmes. En effet, le nombre total d'espaces publics dénommés à Strasbourg s'élève approximativement à 2 517 parmi lesquels 774 portent des noms d'hommes et 178 de femmes. Hormis les noms de Saintes (20) et les noms de constellations féminines (4), cela ne représente que 154 femmes, dont 66%, soit 92 noms, ont été donnés très récemment, depuis 2011.

Vous trouverez en annexe de courtes biographies présentant en quelques mots les personnes dont il vous est proposé de rappeler la mémoire.

Liste des voies, espaces publics et ponts à dénommer

1) Quartier Orangerie - Conseil des XV
Voir plan n°1

Il convient de dénommer une voie perpendiculaire à la rue du Général Picquart au niveau du n°9, menant à la rue de Péronne.
Il vous est proposé de rendre hommage à Paulette Fischer (Albertville 1922 - Strasbourg 1991), résistante, professeure de philosophie à Strasbourg, membre du Secours populaire et du Mouvement de la paix.
Proposition : **Rue Paulette Fischer (1922 –1991).**

2) Quartier Grande île
Secteur « Hôpital Civil »
Voir plan n°2

Il convient de dénommer une rue ainsi qu'un parc au sein du Technoparc-NextMed, au sud-est de l'emprise des Hôpitaux universitaires de Strasbourg. L'Eurométropole et la SERS y développent un site d'accueil pour les entreprises en recherche et développement dans le domaine des technologies médicales, biomédicales et numérique de la santé. Le parc, qui entoure les différents bâtiments, est un espace public.
Il est proposé de rendre hommage à deux femmes : Marie Hamm (Strasbourg 1856-Strasbourg 1924), sage-femme syndicaliste strasbourgeoise, convaincue de la nécessité d'améliorer les conditions matérielles des sages-femmes, et Hélène Burger (Mulhouse 1900 - Oberhausbergen 1987), infirmière bénévole à la Croix-Rouge qui sauva de nombreux enfants juifs durant la seconde Guerre mondiale, Juste parmi les Nations.
Proposition pour la rue : **Rue Marie Hamm (1856 – 1924)**
Proposition pour le parc : **Parc Hélène Burger (1900 – 1987).**

3) Quartier Grande île
Secteur « Finkwiller »
Voir plan n°3

Il convient de dénommer un square attenant à la caserne du Service départemental d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin du quai Finkwiller, à la demande du Commandant Oppermann du SDIS 67.
Il est proposé de rendre hommage à l'Adjudant-Chef Jean-Pierre Lavaud (1948 - 1998), figure importante de la caserne, plusieurs fois décoré et décédé dans l'exercice de ses fonctions à Strasbourg en 1998.
Proposition pour le square : **Square Adjudant-Chef Jean-Pierre Lavaud.**

4) Quartier Elsau
Modification de voie sans changement de dénomination
Voir plan n° 4

Il convient de valider la prolongation de la rue Léonard de Vinci.

5) Quartier Koenigshoffen- Montagne Verte
Secteur « Koenigshoffen »
Voir plan n°5

Il convient de dénommer une voie verte (piste cyclable et piéton) entre le Chemin long et la route des Romains.
Il est proposé de dénommer cette voie verte en écho au monde végétal et aux découvertes archéologiques gallo-romaines récemment faites sur ce site.
Proposition pour la voie verte : **Chemin des acanthes.**

6) Quartier Koenigshoffen- Montagne Verte
Secteur « Montagne Verte - Route de Schirmeck »
Voir plan n° 6

Modifications de voies sans changement de dénomination
Il convient de valider la prolongation de la rue de Crastatt, dans le cadre du réaménagement des espaces publics.
Il convient également de dénommer une voie verte (piste cyclable et piétons) le long du talus SNCF. Il est proposé de faire référence aux espèces végétales rustiques qui longent cette voie verte.
Proposition pour la voie verte : **Chemin des orties blanches.**

7) Quartier Neudorf-Musau
Secteur « Musau »

Voir plan n°7
En février 2021, la société immobilière Bouygues Immobilier a demandé en urgence auprès des services de la ville la dénomination et la numérotation d'une voie privée, afin de pouvoir livrer les logements du nouvel ensemble « Le carré des Muses » à ses habitant-e-s en mars 2021. Afin de correspondre aux dénominations des rues de ce quartier de la Musau, dédiées notamment à plusieurs communes du Haut-Rhin, il vous est proposé de valider la nouvelle dénomination, Rue de Bollwiller, située entre la rue du Maquis et la rue de la Musau.
Proposition : **Rue de Bollwiller**.

8) Quartier Grande-île
Voir Plan n°8

Il convient de dénommer le parvis du Tribunal Judiciaire de Strasbourg, situé Quai Finkmatt (pas de changement d'adresse postale).
Il est proposé de rendre hommage à Gisèle Halimi (La Goulette, Tunisie 1927- Paris 2020), avocate, militante féministe, femme politique franco-tunisienne.
Proposition pour le parvis **: Place Gisèle Halimi (1927-2020).**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *de dénommer les voies et espaces publics suivants :*

Rue Paulette Fischer (1922-1991)	*La rue est perpendiculaire à la rue du Général Picquart au niveau du n°9 et mène à la rue de Péronne.*
Rue Marie Hamm (1856 – 1924)	*La rue se situe au sud-est de l'emprise des HUS, au sein du Technoparc NextMed.*
Parc Hélène Burger (1900-1987)	*Le parc, espace public, englobe les différents bâtiments du Technoparc NextMed, situé au sud-est de l'emprise des HUS.*
Square Adjudant-Chef Jean-Pierre Lavaud (1948-1998)	*Le square est attenant à la caserne du SDIS67 de Finkwiller, et longe l'Ill.*
Chemin des acanthes	*Cette voie verte (piste cyclable et piétonne) se situe entre le Chemin Long et la Route des Romains.*
Chemin des orties blanches	*Cette voie verte (piste cyclable et piétonne) se situe le long du talus SNCF à Montagne Verte dans le cadre du réaménagement ESPEX.*
Place Gisèle Halimi (1927 – 2020)	*Cette dénomination concerne le parvis du Tribunal Judiciaire de Strasbourg, situé quai Finkmatt, et donnant sur la Place Charles de Foucault.*

- *de redéfinir les voies suivantes :*

Rue Léonard de Vinci	*La rue est prolongée vers le nord jusqu'à la rue Martin Schongauer.*
Rue de Crastatt	*La rue est prolongée perpendiculairement vers le sud jusqu'à la Route de Schirmeck.*

- *de prendre en compte la proposition de dénomination d'une voie privée pour la société Bouygues Immobilier « Rue de Bollwiller », située entre les rues de Lautenbach et de la Musau.*

- *de supprimer les voies et espaces suivants (dénominations temporaires, réaménagement de voies, etc.) :*

  Cour A foire-exposition
  Voie C foire-exposition
  Voie E foire-exposition
  Voie G foire-exposition
  Voie H foire-exposition
  Voie L foire-exposition
  Voie N foire-exposition
  Voie R foire-exposition
  Voie D foire-exposition
  Voie F foire-exposition
  Voie K foire-exposition
  Voie M foire-exposition
  Voie P foire-exposition
  Maille Françoise
  Maille Germaine
  Maille Hélène
  Cité des Aviateurs
  Tunnel Wodli Sébastopol
  Rue de Haegen
  Rue d'Alembert
  Parking de la Rotonde
  Rue Bartholdi et Rue Corot.

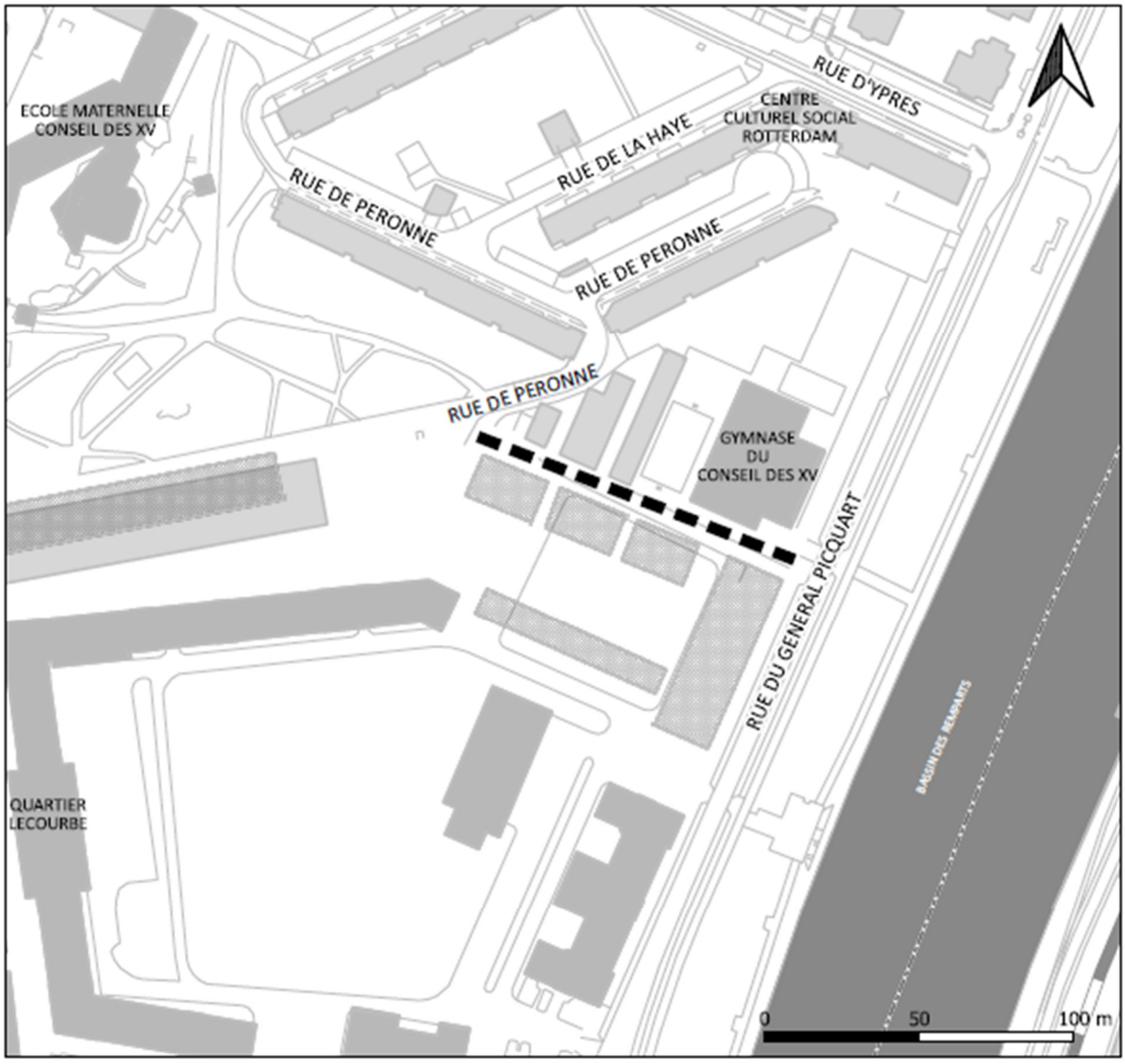
Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133353-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Quartier Orangerie - Conseil des XV

Nouvelles dénominations **Plan n°1**

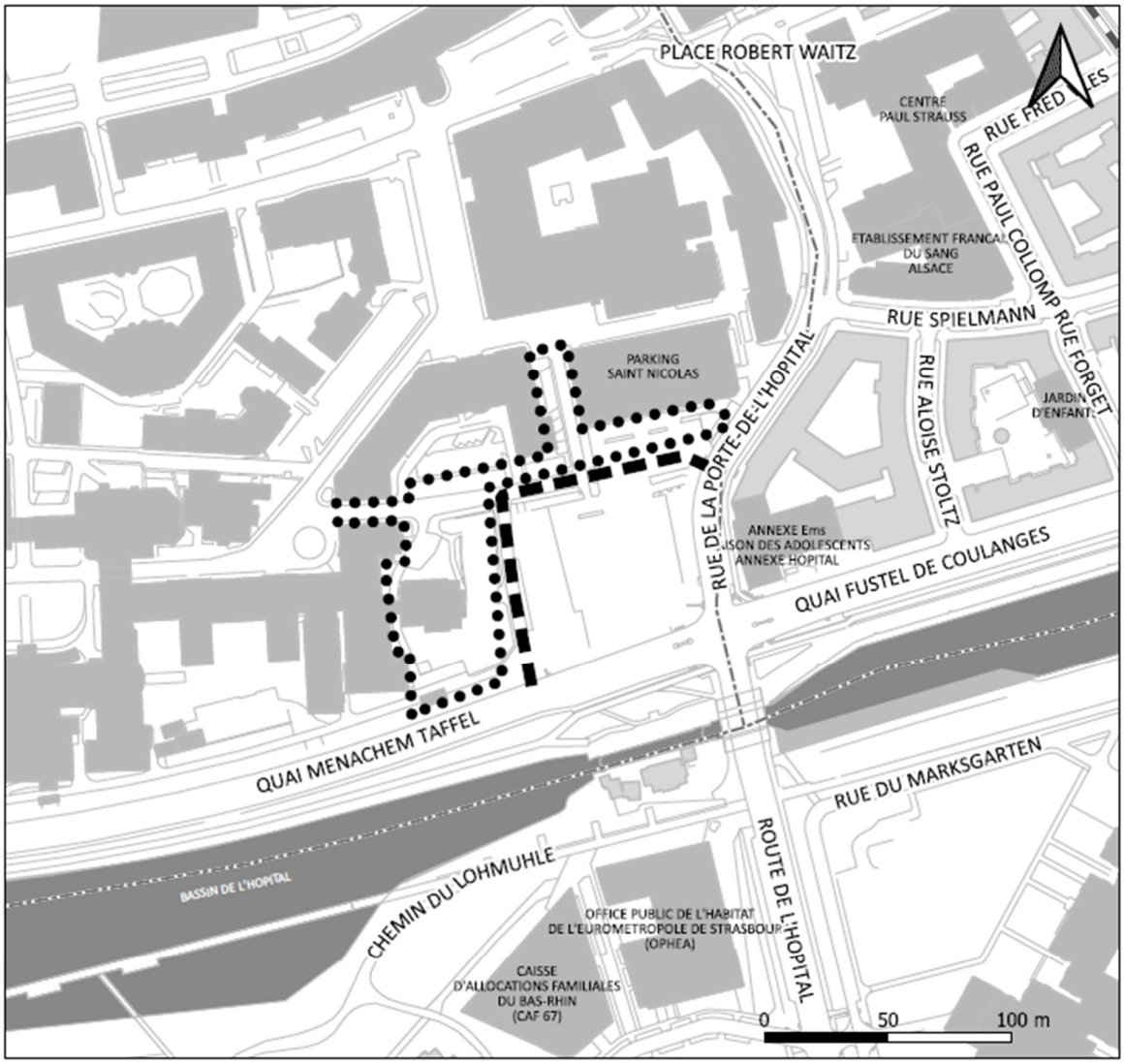


▬ ▬ ▬ ▬ RUE PAULETTE FISCHER

Quartier Grande-Île

Nouvelles dénominations **Plan n°2**

Technoparc nextmed

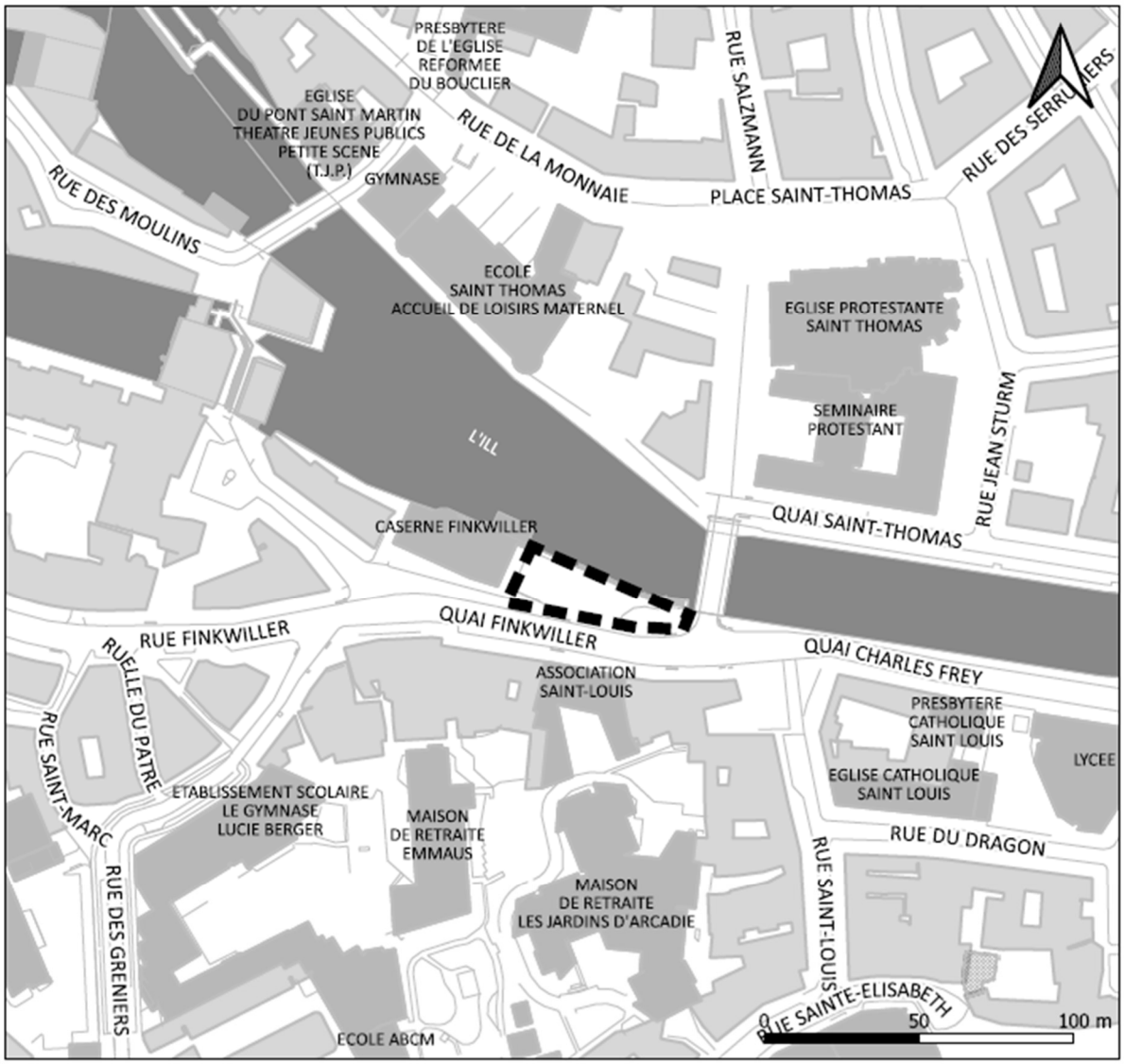


▬ ▬ ▬ ▬ RUE MARIE HAMM

●●●●●●● PARC HÉLÈNE BURGER

Quartier Grande-Île

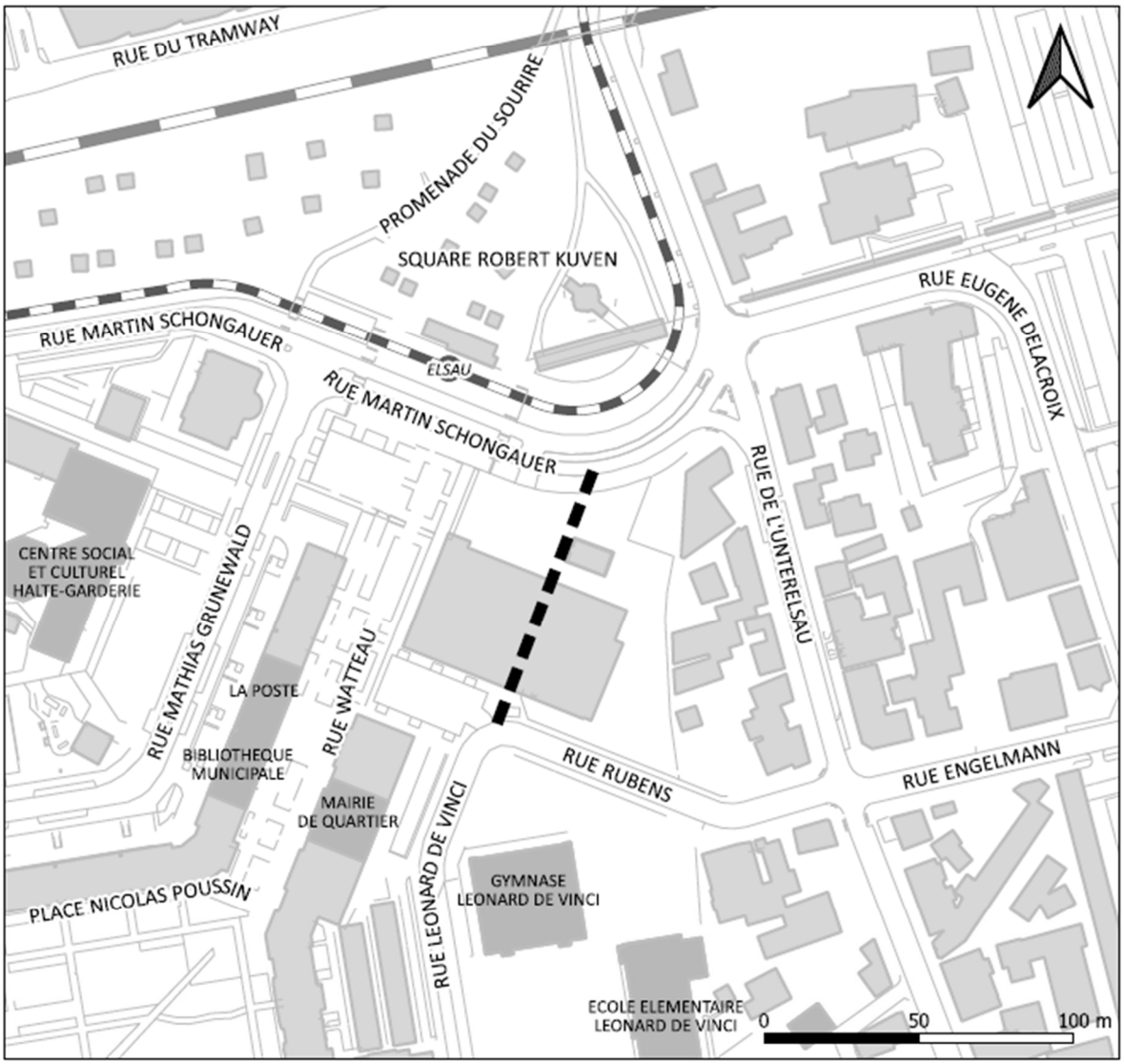
Nouvelles dénominations **Plan n°3**



▬ ▬ ▬ ▬ SQUARE ADJUDANT-CHEF JEAN-PIERRE LAVAUD

Quartier Elsau

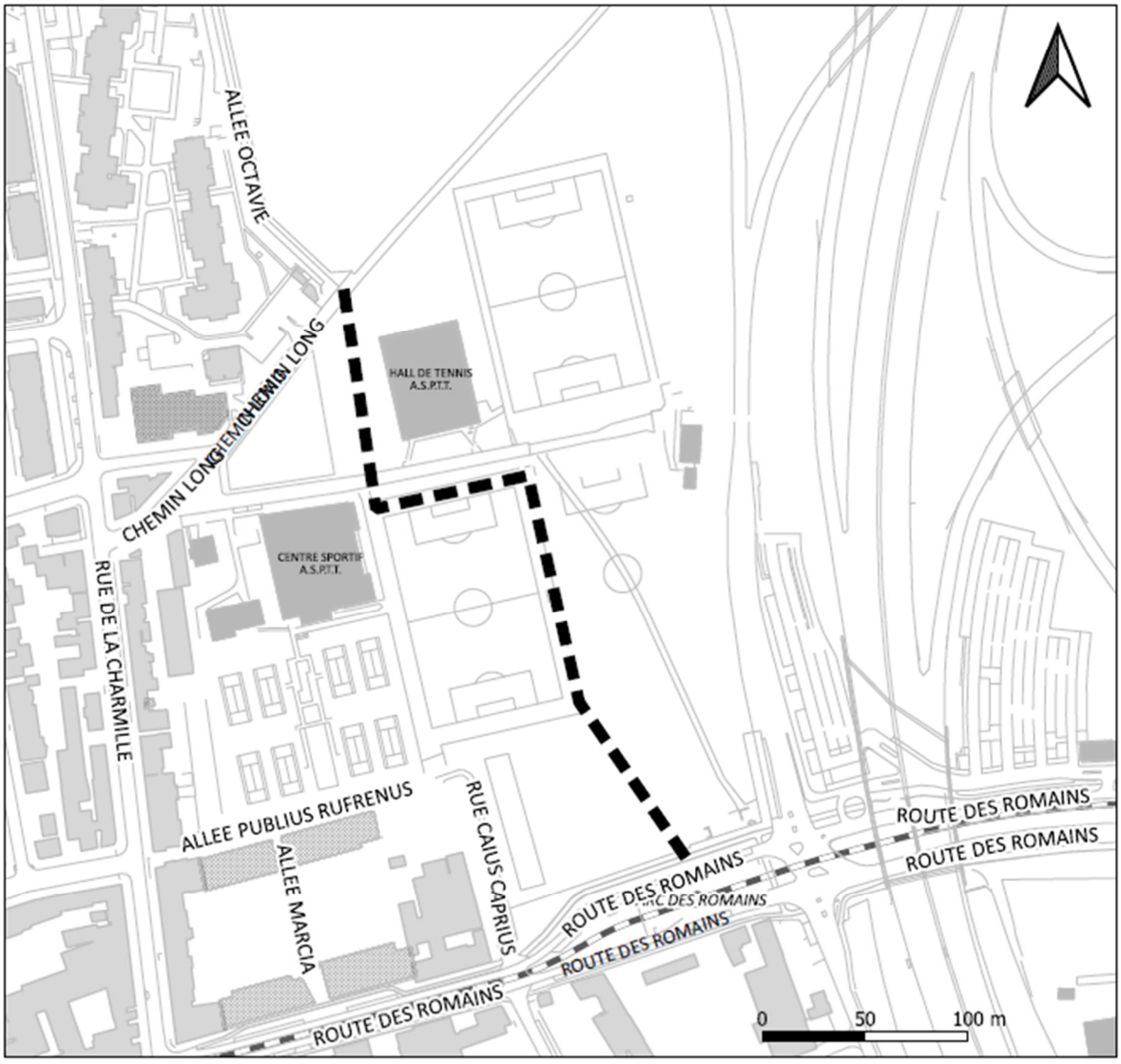
Nouvelles dénominations **Plan n°4**



▬ ▬ ▬ ▬ RUE LEONARD DE VINCI (PROLONGATION)

Quartier Koenigshoffen

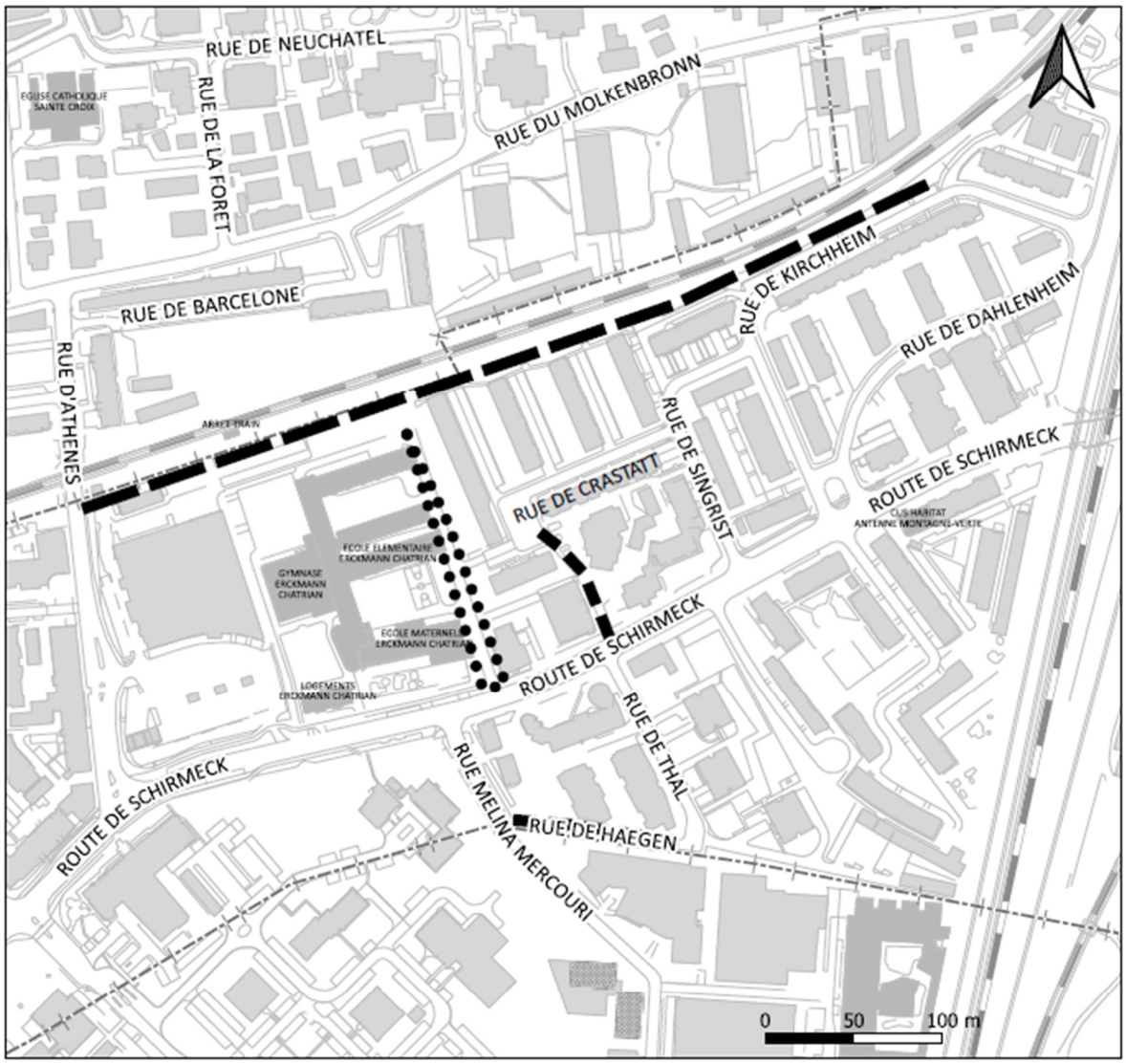
Nouvelles dénominations **Plan n°5**



CHEMIN DES ACANTHES

Quartier Montagne-Verte

Nouvelles dénominations **Plan n°6**



RUE DE CRASTATT (PROLONGATION)

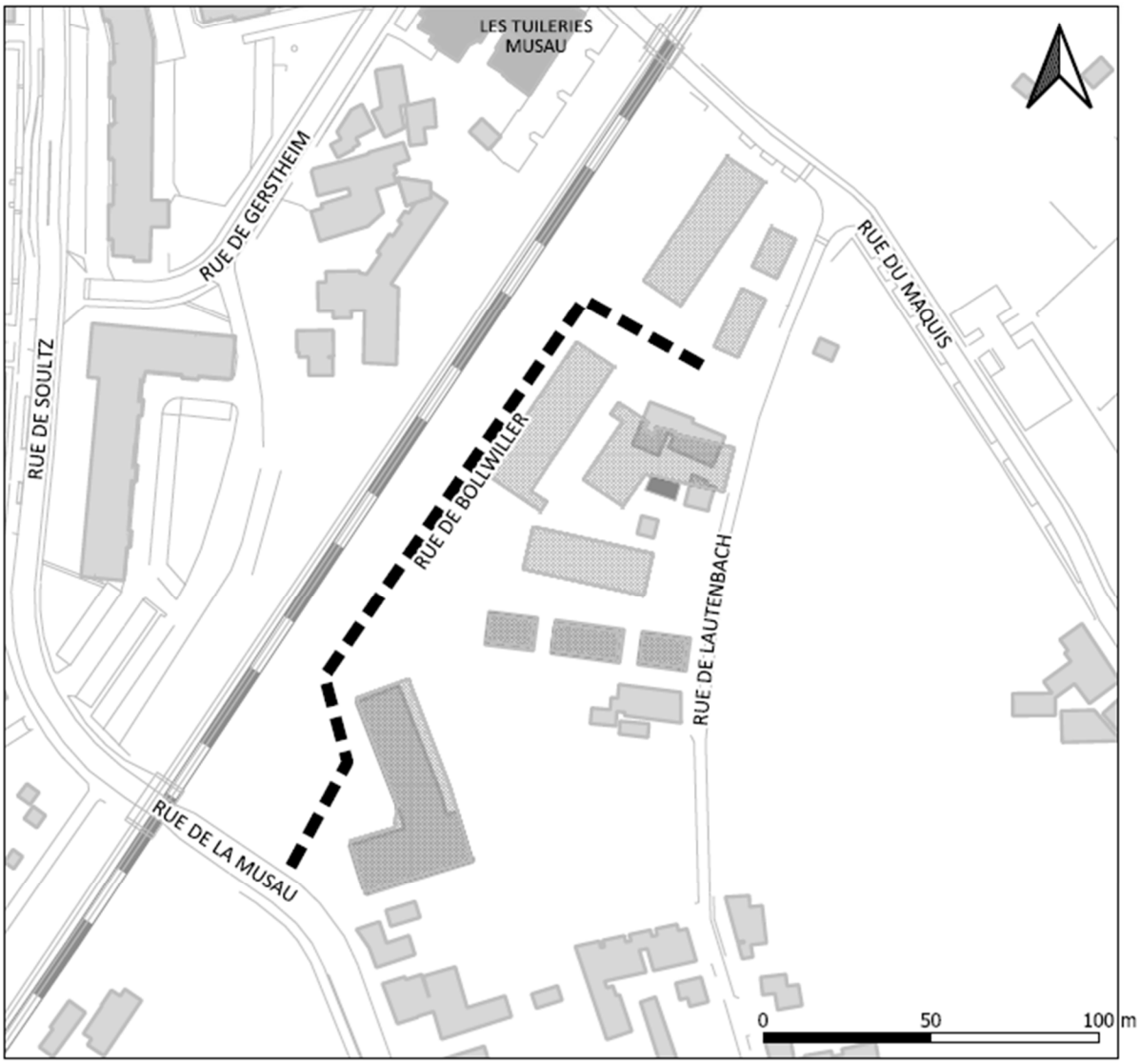
CHEMIN DES ORTIES BLANCHES

Parvis à dénommer(reporté)

Quartier Neudorf-Musau

Nouvelles dénominations **Plan n°7**

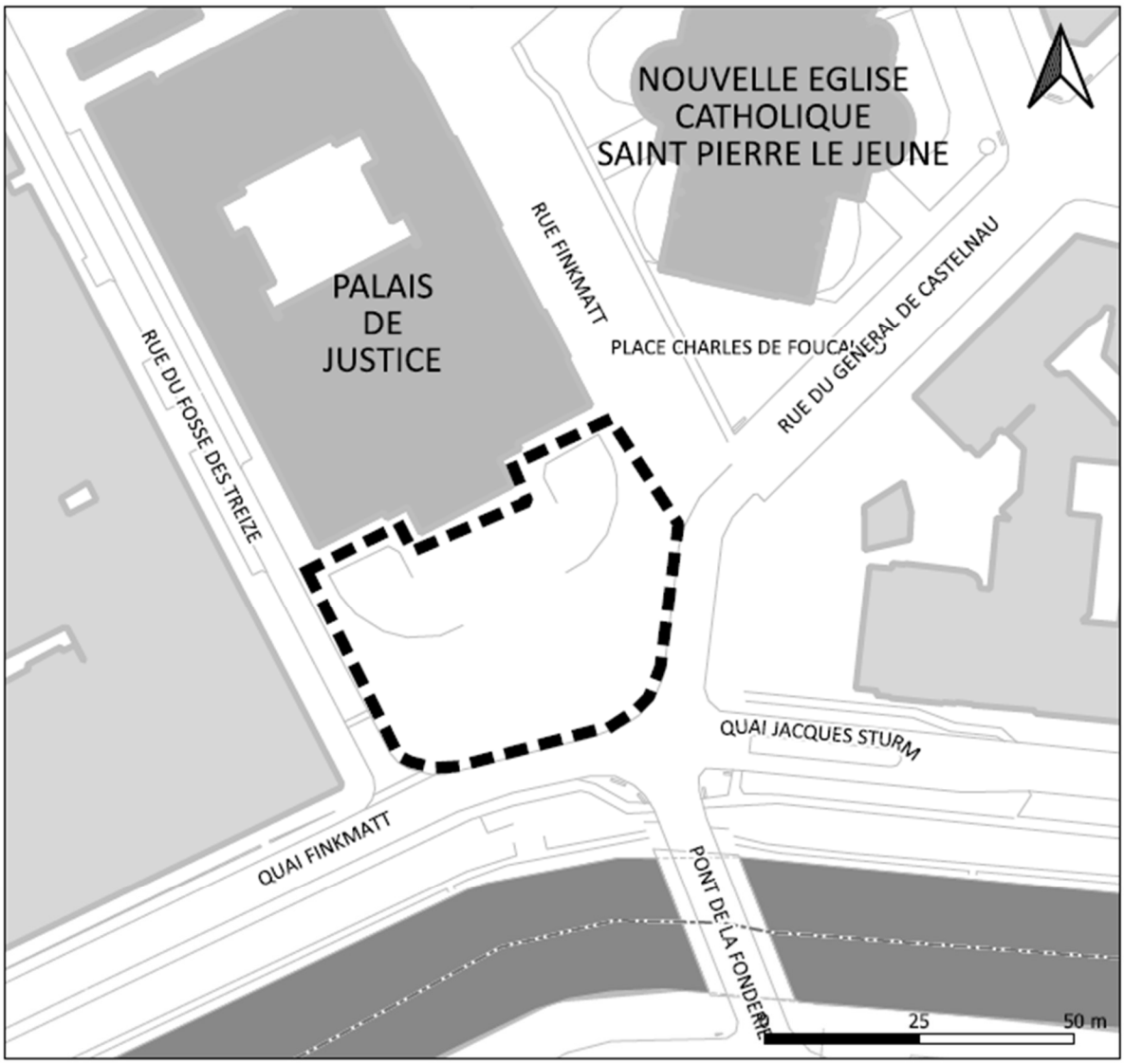
Opération "Les Muses" / "le carré des Muses"



RUE DE BOLLWILLER

Quartier Tribunal-Contade

Nouvelles dénominations **Plan n°8**



PLACE GISÈLE HALIMI

ANNEXE A LA DELIBERATION DU 20 SEPTEMBRE 2021
NOTICES BIOGRAPHIQUES

PAULETTE FISCHER (Albertville 1922 – Strasbourg 1991)

Paulette Fischer (Amoudruz), est née à Albertville en 1922. Elle obtient pendant la Seconde Guerre Mondiale une licence et un diplôme d'études supérieures de philosophie à l'Université de Strasbourg, alors installée à la faculté de Clermont-Ferrand. Elle y rencontre Serge Fischer, bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale Universitaire de Strasbourg, également transférée à Clermont-Ferrand. Il la fait adhérer au Parti Communiste Français en septembre 1941 et l'épouse le 19 avril 1943. Résistant, pourvoyeur de faux papiers, il est dénoncé et arrêté le 4 novembre 1943, puis déporté au camp de concentration de Buchenwald. Son frère François Amoudruz est arrêté le 23 novembre 1943 lors de la rafle de l'Université de Clermont-Ferrand et est également déporté à Buchenwald. Recherchée elle-même, Paulette Fischer entre dans la clandestinité en novembre 1943 et se cache chez des paysans près d'Issoire (Puy-de-Dôme), puis à Lyon. Dans la clandestinité, elle va, jusqu'à la fin de la guerre, mener des actions de résistance contre l'occupant et de coordination de différents mouvements communistes. Elle devient en 1945 secrétaire du comité local puis départemental du Secours populaire du Bas-Rhin. À partir de 1947, elle est également fortement engagée dans le Mouvement de la paix, de par sa qualité de présidente des Amis de la paix de Strasbourg. Elle est aussi membre du bureau départemental de l'Union des femmes françaises jusqu'au milieu des années 1960. Professeure de philosophie, elle enseigne jusqu'à sa retraite en 1984 au Collège Moderne de Jeunes Filles, devenu par la suite le Lycée Marie Curie. Elle est décorée des Palmes Académiques.
Elle meurt en 1991 à Strasbourg.

MARIE HAMM (1856-1906)

Née le 4 décembre 1856 à Strasbourg (Bas-Rhin), Marie Hamm entre à l'âge de dix-huit ans à l'École des sages-femmes de Strasbourg dirigée par le professeur Aubenas. Convaincue de la nécessité d'améliorer la condition matérielle souvent misérable des sages-femmes, mais aussi leurs connaissances théoriques, elle crée en 1890 avec les docteurs J. Klein et H. Freund l'association des sages-femmes de Strasbourg et fonde en 1901 l'Union syndicale des sages-femmes. En 1916, elle préside l'assemblée générale des trois associations bas-rhinoises.
Après la Première Guerre mondiale, elle noue des liens avec ses collègues de France, participe au congrès de la Natalité en 1924, et lance cette même année la *Gazette de la Sage-Femme.* Elle fut la présidente du Syndicat des sages-femmes du Bas-Rhin et la présidente de l'Union syndicale des sages-femmes du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle.
Marie Hamm meurt le 18 décembre 1924 à Strasbourg.

HELENE BURGER (1900-1987)

Hélène Gutzler, épouse Burger, est née le 16 mai 1900 à Mulhouse. Infirmière bénévole de la Croix-Rouge durant la Seconde Guerre mondiale, elle sauve de nombreux enfants juifs.
En 1941, son fils, Jean-Pierre Burger, s'enfuit d'Alsace et gagne Agen afin de s'engager dans la Résistance. Environ un mois plus tard, Hélène Burger rejoint également Agen avec ses deux filles, en empruntant une ambulance. Elle devient infirmière bénévole au service de la Croix-Rouge. Avec Maurice Jacob, chef du service des Réfugiés à Agen, elle sauve de nombreux

enfants Juifs.
Après les grandes rafles de Juifs parisiens, Hélène Burger est chargée de repérer les enfants cachés ou se trouvant encore à Paris. Elle réalise alors plusieurs voyages pour les conduire à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, où ils sont pris en charge par une organisation juive d'aide aux réfugié.es. En 1943, Hélène Burger aide deux familles juives, Muller et Biron, avec deux enfants chacune, à franchir clandestinement la frontière suisse.
Après la guerre, Hélène Burger devient assistante sociale militaire à Freudenstadt, en Allemagne.
Pour sa bravoure et son action remarquable pendant la Seconde Guerre Mondiale, elle obtient le 20 novembre 1980 le titre de Juste parmi les nations du mémorial de Yad Vashem à Jérusalem, Israël.
Elle décède le 4 juin 1987 à Oberhausbergen (67) où elle s'était retirée.

ADJUDANT-CHEF JEAN-PIERRE LAVAUD (1948-1998)

Né le 11 mars 1948, ancien parachutiste, le sapeur de 2e classe Jean-Pierre Lavaud intègre le corps des sapeurs-pompiers de Strasbourg le 1er mai 1969. Sur le terrain, en situation de commandement, il est connu et reconnu par ses collègues pour son professionnalisme. Il est par deux fois décoré pour acte de courage et dévouement. Justesse et droiture sont les qualités caractéristiques de cet homme particulièrement respecté.
Père de quatre enfants, il décède en 1998 dans l'exercice de ses fonctions, lors d'une intervention quai Charles Frey à Strasbourg.

GISELE HALIMI (1927-2019)

Gisèle Halimi est une avocate, militante féministe et femme politique franco-tunisienne.

Née en Tunisie en 1927, dans une famille pauvre, juive, Gisèle Halimi a très tôt fait le nécessaire pour s'affranchir de plusieurs dominations : celle de sa famille, de la religion, des hommes. Adolescente, elle gagne de quoi quitter sa terre natale pour rejoindre Paris en 1945 et y étudier le droit.

Jeune avocate, politiquement engagée, elle s'illustre dans le militantisme dès 1958. Parmi les causes qui lui tiennent à cœur, figurent l'indépendance de l'Algérie, avec la dénonciation des atrocités commises par l'armée française, le féminisme et l'abolition de la peine de mort.

Elle s'engage notamment aux côtés des femmes auxquelles l'on reproche d'avoir avorté, acte alors encore considéré comme un crime. En 1971, elle est la seule avocate à signer le *Manifeste des 343*, car un grand risque de sanctions déontologiques pèse sur elles. Lors du célèbre procès de Bobigny en 1972, Gisèle Halimi refuse de demander pardon au nom de Marie-Claire Chevalier, qui a avorté après avoir été violée, et fait elle-même le procès de la loi liberticide de 1920 sur l'avortement. Sa cliente est acquittée, ce qui représente une étape importante dans la marche vers la légalisation de l'avortement en 1975. Co-fondatrice de l'association *"Choisir la cause des femmes"* avec Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi témoigne d'un courant du féminisme français caractérisé notamment par la certitude que cette lutte émancipatrice ne peut se passer des hommes.

Les engagements de Gisèle Halimi ont tous une dimension politique forte. L'avocate est élue à l'Assemblée Nationale de 1981 à 1984 en tant que députée d'Isère. Également conseillère

régionale en Rhône-Alpes, elle profite de son mandat pour s'illustrer dans le combat contre la peine de mort.

Gisèle Halimi est nommée ambassadrice de la France à l'UNESCO par le conseil constitutionnel, d'avril 1985 à Septembre 1989, où elle devient conseillère spéciale de la délégation française à l'Assemblée générale de L'Organisation des Nations Unies. Elle préside également la commission politique de l'Observatoire pour la parité, de 1996 à 1998. Gisèle Halimi est aussi l'une des fondatrices de l'association alter mondialiste ATTAC. Elle est élevée au grade d'officier de la légion d'honneur avec la promotion de Pâques 2006. En 2013, elle est promue Commandeur de la légion d'honneur.

Elle meurt à Paris le 28 juillet 2020.

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Subventions de la Ville aux associations et établissements cultuels.

Numéro V-2021-1251

Les modalités de soutien de la ville de Strasbourg aux associations et établissements cultuels ont été définies en cohérence avec le contexte concordataire alsacien. Ces modalités sont en cours de révision et de consolidation, dans le cadre d'un dialogue intercultuel et citoyen engagé en mai 2021. Elles feront l'objet d'une délibération cadre début 2022.

Dans l'intervalle, et afin de ne pas entraver les travaux d'entretien et de maintenance indispensables au bon fonctionnement des lieux de culte et à la préservation du patrimoine, ainsi que les projets d'ores et déjà en cours, le soutien financier de la Ville est resserré autour de ces priorités, en accord avec les représentants des cultes.

La présente délibération porte ainsi sur l'attribution de subventions aux associations et établissements cultuels, dans le cadre du barème en vigueur ci-dessous :

Subventions d'équipement :

Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments :

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) 50 % ;
- accessibilité handicapés (rampes, dégagements) 50 % ;
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population 50 % ;
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) 40 % ;
- remplacement chauffage 30 % ;
- transformations pour économie d'énergie 20 % ;
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier 10 %.

Lorsque la ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments :

Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

Cas des édifices classés « Monuments Historiques » :

Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, est le suivant :

- Etat 40 %,
- Ville 25 %,
- Propriétaire 35 %.

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'allouer les subventions suivantes :

1- Subventions d'équipement aux bâtiments propriété des paroisses :

Paroisse Saint Amand	**802 €**

Pour des travaux de toiture du clocher réalisés en urgence, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 802 €.

Paroisse catholique Saint Maurice	**24 000 €**

Pour des travaux de sécurisation des toitures de l'aile de la sacristie et du côté Nord (pierres, chéneaux, tuyaux, zinguerie), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 24 000 €.

Paroisse catholique Saint Maurice	**50 778 €**

Pour des travaux de relevage et de sécurisation (notamment électrique) de l'orgue classé aux monuments historiques, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 25 % du coût des travaux soit 50 778 €. Cette opération bénéficie d'une prise en charge de la Direction Régionale des Affaires Culturelles à hauteur de 40 % et d'une participation de la paroisse au coût des travaux à hauteur de 35 %

2- Subventions de fonctionnement :

Mense épiscopale	**4 500 €**

« Rendez-vous avec les religions » est une manifestation annuelle du dialogue interreligieux. Cet événement qui a pour objectifs le dialogue interculturel, la connaissance de l'autre et le mieux vivre ensemble est porté par l'Archevêché et organisé avec les communautés catholique, protestante, israélite, musulmane, bouddhiste, hindoue et baha'ie. Il est proposé d'attribuer une subvention de 4 500 €.

Association Stolpersteine 67	**2 360 €**

70 000 « Stolpersteine » ont été posées dans 22 pays européens depuis 1993. Portée par l'association Stolpersteine 67, la première pose de « Stolpersteine » à Strasbourg s'est tenue en mai 2019 en présence de familles de victimes du nazisme. Une seconde pose aura lieu en fin d'année 2021. Il est proposé d'attribuer une subvention à hauteur de 2 360 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l*e versement de subventions aux organismes suivants :*

Subventions d'équipement :

N°1	*Paroisse Saint Amand*	*802 €*
N°2	*Paroisse catholique Saint Maurice*	*24 000€*
N°3	*Paroisse catholique Saint Maurice*	*50 778 €*

Subventions de fonctionnement :

N°4	*Mense épiscopale*	*4 500 €*
N°5	*Association Stolpersteine 67*	*2 360 €*

décide

- *l'imputation de la dépense de 75 580 € (subventions n° 1 à 3) sur le budget 2021 de la ville de Strasbourg, activité AT03, fonction 025, nature 20422 programme 7007 pour un montant de 75 580 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 453 939 € ;*

- *et l'imputation de la dépense de 6 860 € (subventions n° 4 à 5) sur le budget 2021 de la ville de Strasbourg activité AT03A, fonction 025, nature 6574 programme 8036 pour un montant de 6 860 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 60 965 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132436-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Complément délibération des Cultes

Demandeur	Montant devis	Montant demandé	Montant attribué
Paroisse Saint Amand	1 604€	802€	802€ (50%)
Paroisse catholique Saint Maurice	159 000€	79 500€	24 000€ (dernière tranche des 79 500€)
Paroisse catholique Saint Maurice	203 109€	50 778€	50 778€ (25% car classement)
Mense épiscopale	4 500€	4 500€	4 500€ (coût total manifestation : 9 500€)
Stolpersteine	2 360€	2 360€	2 360€ € (coût total manifestation : 24 513€)

Il est ici précisé que pour les « Stolpersteine » une première tranche de 2 640 euros avait été attribuée en 2020, la pose n'ayant pu avoir lieu pour des raisons sanitaires. La délibération de ce jour tient compte de ce premier versement.

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Numéro V-2021-1252

En cette période de crise sanitaire qui impacte fortement les associations sportives, la Ville réaffirme son soutien aux acteurs associatifs locaux qui œuvrent au quotidien pour le bien-être, la santé et le lien social des Strasbourgeois-es.

Les dispositifs de subventions aux associations sportives intègrent progressivement les ambitions et enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques portés par la ville de Strasbourg. De même, le dialogue de gestion mené avec les principaux acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces dimensions afin d'être appliquées de manière accrue dans leurs activités.

1) Soutien à l'organisation de manifestations sportives

Les manifestations sportives constituent des événements ponctuels, récurrents ou exceptionnels permettant à la Ville de montrer son dynamisme et d'animer ses quartiers. Il est ainsi proposé de soutenir l'organisation des cinq manifestations suivantes pour un montant total de 15 000 € :

Association Omnisport Gazelec Strasbourg Soutien à l'organisation les 2 et 3 octobre 2021 d'une étape de la Coupe du Rhin de voile au plan d'eau de Plobsheim.	**1 000 €**
Association des Courses de Strasbourg Europe Soutien à l'organisation de la 12e édition de « La Strasbourgeoise » les 2 et 3 octobre 2021 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose – campagne d'information et de sensibilisation contre le cancer du sein »	**8 000 €**
Bischheim Strasbourg Skating Soutien à l'organisation des « 6 heures de Strasbourg », course de roller en ligne organisée le 5 septembre 2021 au Zénith de Strasbourg	**2 000 €**
Les Vélos du Cœur	**1 000 €**

Soutien à l'organisation du 5 juillet au 2 août 2021 du Solidari'Tour du Cœur, défi cycliste promouvant la fraternité et la solidarité à travers la France.	
W-Fight Soutien à l'organisation du championnat du Monde de boxe thaï le 24 septembre 2021 à Strasbourg.	**3 000 €**

2) Soutien aux activités et projets des clubs

Sporting Club Red Star - 5 000 € en soutien aux frais liés au déménagement du club - 5 000 € en soutien au projet du club dans les domaines sociaux, écologiques et démocratiques	**10 000 €**

3) Soutien aux clubs de football évoluant en niveau intermédiaire

Avec plus de 2,2 millions de licenciés et 15 000 clubs en France, le football est le sport le plus pratiqué sur le territoire et le plus difficile en termes d'accession (17 niveaux différents). Dans ce cadre, la ville de Strasbourg soutient ses clubs qui évoluent au plus haut niveau - en Régional 1 (au 6e niveau) - et les accompagne dans leurs projets respectifs. Il est ainsi proposé de soutenir les deux associations suivantes pour un montant total de 80 000 € :

AS Pierrots Vauban Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022	**50 000 €**
FC Kronenbourg Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022	**30 000 €**

4) Dispositif d'aide à la formation

La formation des dirigeants et éducateurs étant indispensable aux projets de développement des clubs sportifs, la ville de Strasbourg a mis en place un dispositif spécifique d'aide à la formation permettant d'améliorer la qualité d'accueil et d'encadrement des sportifs.

Cette aide est allouée selon les principes suivants :

- formation des éducateurs-rices pour un diplôme d'Etat, un diplôme fédéral ou un diplôme dans l'animation à vocation sportive ;
- formation des dirigeants-es à la vie associative ;
- formation des encadrants-es administratifs-ves ;
- formation citoyenne et sur les valeurs du sport.

Les clubs suivants sont concernés par ce dispositif pour un montant total de 14 811 €

Club	Subvention proposée
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	1 751 €
Allez les Filles	110 €
AS Cheminots de Strasbourg	200 €
AS Electricité de Strasbourg	80 €
ASPTT Strasbourg	1 427 €
Ballet Nautique de Strasbourg	1 050 €
Cercle Sportif St Michel	68 €
Club Alpin Français de Strasbourg	690 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	715 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	737 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	820 €
Gym Concordia Neudorf	300 €
Kyoshinkai	400 €
Les Libellules Basket Club Strasbourg	1 039 €
Nouvelle Ligne	85 €
Rowing Club de Strasbourg	300 €
Saint Joseph Strasbourg	615 €
Strasbourg Alsace Rugby	625 €
Strasbourg Eaux Vives	2 365 €
Strasbourg GRS	809 €
Strasbourg Université Club	75 €
Strasbourg Vélo Club	138 €
Strasbourg Volley Ball	75 €
Tennis Club de Strasbourg	67 €
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	70 €
W-Fight	200 €

5) Dispositif de soutien aux clubs propriétaires de leurs installations

Il est proposé de soutenir les clubs propriétaires de leurs installations sportives pour tendre vers une équité de traitement avec les clubs bénéficiant d'installations municipales. La Ville participe, à ce titre, aux charges spécifiques que les associations sportives supportent pour les installations dont elles sont propriétaires.

Les clubs éligibles à ce dispositif répondent ainsi aux trois critères suivants :

- Les installations sportives concernées sont situées sur le ban communal strasbourgeois.
- Le club s'acquitte d'une taxe foncière pour les installations sportives concernées et d'une assurance propriétaire.
- Le club compte au minimum 50 licenciés.

Les clubs suivants sont concernés par ce dispositif pour un montant total de 25 000 €.

Club	Subvention proposée
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	1 600 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	650 €
AS Electricité de Strasbourg	3 000 €
Aviron Strasbourg 1881	1 800 €
Cercle Nautique Ill Club	2 000 €
Rowing Club de Strasbourg	3 300 €
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	4 300 €
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	1 450 €
Société Nautique 1887 Strasbourg	650 €
Strasbourg Sud Handball – La Famille	2 000 €
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	2 850 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	1 400 €
TOTAL	**25 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 144 811 € réparti comme suit :

15 000 € sur le compte 415/6574/8057/SJ03 B aux associations sportives suivantes

Association Omnisport Gazelec Strasbourg *Soutien à l'organisation les 2 et 3 octobre 2021 d'une étape de la Coupe du Rhin de voile au plan d'eau de Plobsheim.*	***1 000 €***
Association des Courses de Strasbourg Europe *Soutien à l'organisation de la 12e édition de « La Strasbourgeoise » les 2 et 3 octobre 2021 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose – campagne d'information et de sensibilisation contre le cancer du sein »*	***8 000 €***
Bischheim Strasbourg Skating *Soutien à l'organisation des « 6 heures de Strasbourg », course de roller en ligne organisée le 5 septembre 2021 au Zénith de Strasbourg*	***2 000 €***
Vélos du Cœur *Soutien à l'organisation du 5 juillet au 2 août 2021 du Solidari'Tour du Cœur, défi cycliste promouvant la fraternité et la solidarité à travers la France.*	***1 000 €***

W-Fight *Soutien à l'organisation du championnat du Monde de boxe thaï le 24 septembre à Strasbourg*	***3 000 €***

5 000 € sur le compte 412 / 6574 / 8094/ SJ03 B à l'association sportive suivante

Sporting Club Red Star *Soutien au projet du club dans les domaines sociaux, écologiques et démocratiques*	***5 000 €***

85 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8055 / SJ03 B aux associations sportives suivantes

Sporting Club Red Star *soutien aux frais liés au déménagement du club*	***5 000 €***
AS Pierrots Vauban *Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022*	***50 000 €***
FC Kronenbourg *Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022*	***30 000 €***

14 811 € sur le compte 415 / 6574 / 8070 / SJ03 B aux associations sportives suivantes :

Club	***Subvention proposée***
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	*1 751 €*
Allez les Filles	*110 €*
AS Cheminots de Strasbourg	*200 €*
AS Electricité de Strasbourg	*80 €*
ASPTT Strasbourg	*1 427 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*1 050 €*
Cercle Sportif St Michel	*68 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*690 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	*715 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*737 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	*820 €*
Gym Concordia Neudorf	*300 €*
Kyoshinkai	*400 €*
Les Libellules Basket Club Strasbourg	*1 039 €*
Nouvelle Ligne	*85 €*
Rowing Club de Strasbourg	*300 €*
Saint Joseph Strasbourg	*615 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*625 €*
Strasbourg Eaux Vives	*2 365 €*
Strasbourg GRS	*809 €*

Strasbourg Université Club	*75 €*
Strasbourg Vélo Club	*138 €*
Strasbourg Volley Ball	*75 €*
Tennis Club de Strasbourg	*67 €*
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	*70 €*
W-Fight	*200 €*

25 000 € sur le compte 415/6574/8069/SJ03 B aux associations sportives suivantes

Club	***Subvention proposée***
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	*1 600 €*
Alsatia Neuhof Stockfeld	*650 €*
AS Electricité de Strasbourg	*3 000 €*
Aviron Strasbourg 1881	*1 800 €*
Cercle Nautique Ill Club	*2 000 €*
Rowing Club de Strasbourg	*3 300 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	*4 300 €*
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	*1 450 €*
Société Nautique 1887 Strasbourg	*650 €*
Strasbourg Sud Handball – La Famille	*2 000 €*
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	*2 850 €*
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	*1 400 €*
TOTAL	***25 000 €***

décide

l'imputation des dépenses sur les comptes

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2021 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 42 100 €*
- *412 / 6574 / 8094/ SJ03 B du BP 2021 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 50 000 €*
- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2021 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 95 000 €*
- *415 / 6574 / 8070 / SJ03 B du BP 2021 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 20 000 €*
- *415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du BP 2021 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 60 000 €*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-134772-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Soutien à l'organisation de manifestations sportives

5 dossiers pour un montant total de 15 000 € :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Association Omnisport Gazelec Strasbourg	Soutien à l'organisation les 2 et 3 octobre 2021 d'une étape de la Coupe du Rhin de voile au plan d'eau de Plobsheim	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Association des Courses de Strasbourg Europe	Soutien à l'organisation de la 12e édition de « La Strasbourgeoise » les 2 et 3 octobre 2021 dans le cadre de l'opération « Ruban Rose »	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Bischheim Strasbourg Skating	Soutien à l'organisation des « 6 heures de Strasbourg », course de roller en ligne organisée le 5 septembre 2021 au Zénith de Strasbourg	2 000 €	2 000 €	-
Les Vélos du Cœur	Soutien à l'organisation, du 5 juillet au 2 août 2021, du Solidarité'Tour du Cœur, défi cycliste promouvant la fraternité et la solidarité à travers la France	1 000 €	1 000 €	-
W-Fight	Soutien à l'organisation du championnat du Monde de boxe thaï le 28 septembre 2021 à Strasbourg	15 000 €	3 000 €	-

Soutien aux activités et projets des clubs

1 dossier pour un montant total de 10 000 €

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Sporting Club Red Star	Soutien aux frais liés au déménagement du club et au projet du club dans les domaines sociaux, écologiques et démocratiques	30 000 €	10 000 €	-

Soutien aux clubs de football évoluant en niveau intermédiaire

2 dossiers pour un montant total de 80 000 €

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AS Pierrots Vauban	Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022	50 000 €	50 000 €	90 000 €
FC Kronenbourg Football	Soutien exceptionnel aux activités du club pour la saison sportive 2021/2022	30 000 €	30 000 €	30 000 €

Dispositif aide à la formation

26 dossiers pour un montant total de 14 811 € :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Association Sportive Culturelle et de Plein Air	Dispositif aide à la formation	1 751 €	1 751 €	-
Allez les Filles	Dispositif aide à la formation	110 €	110 €	
AS Cheminots de Strasbourg	Dispositif aide à la formation	200 €	200 €	503 €
AS Electricité de Strasbourg	Dispositif aide à la formation	80 €	80 €	-
ASPTT Strasbourg	Dispositif aide à la formation	1 427 €	1 427 €	-
Ballet Nautique de Strasbourg	Dispositif aide à la formation	1 050 €	1 050 €	415 €
Cercle Sportif St Michel	Dispositif aide à la formation	68 €	68 €	
Club Alpin Français	Dispositif aide à la formation	690 €	690 €	1 175 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	Dispositif aide à la formation	715 €	715 €	
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Dispositif aide à la formation	737 €	737 €	960 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Dispositif aide à la formation	820 €	820 €	-
Gym Concordia Neudorf	Dispositif aide à la formation	300 €	300 €	-
Kyoshinkai	Dispositif aide à la formation	400 €	400 €	-
Les Libellules Basket Club Strasbourg	Dispositif aide à la formation	1 039 €	1 039 €	--
Nouvelle Ligne	Dispositif aide à la formation	85 €	85 €	-
Rowing Club de Strasbourg	Dispositif aide à la formation	300 €	300 €	-
Saint Joseph Strasbourg	Dispositif aide à la formation	615 €	615 €	538 €
Strasbourg Alsace Rugby	Dispositif aide à la formation	625 €	625 €	
Strasbourg Eaux Vives	Dispositif aide à la formation	2 365 €	2 365 €	515 €
Strasbourg GRS	Dispositif aide à la formation	809 €	809 €	903 €
Strasbourg Université Club	Dispositif aide à la formation	75 €	75 €	778 €
Strasbourg Vélo Club	Dispositif aide à la formation	138 €	138 €	218 €
Strasbourg Volley Ball	Dispositif aide à la formation	75 €	75 €	-
Tennis Club de Strasbourg	Dispositif aide à la formation	67 €	67 €	-
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	Dispositif aide à la formation	70 €	70 €	-
W-Fight	Dispositif aide à la formation	200 €	200 €	1 350 €

Dispositif d'aide aux clubs propriétaires de leurs installations sportives

12 associations pour un montant total de 25 000 € :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air (ASCPA)	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	1 600 €	1 600 €	1 600 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	650 €	650 €	800 €
AS Electricité de Strasbourg	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	3 000 €	3 000 €	3 200 €
Aviron Strasbourg 1881	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	1 800 €	1 800 €	1 800 €
Cercle Nautique Ill Club	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	2 000 €	2 000 €	2 300 €
Rowing Club de Strasbourg	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	3 300 €	3 300 €	3 300 €

Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	4 300 €	4 300 €	4 300 €
Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	1 450 €	1 450 €	1 300 €
Société Nautique 1887 Strasbourg	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	650 €	650 €	800 €
Strasbourg Sud Handball – La Famille	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	2 000 €	2 000 €	1 300 €
Union Sportive Egalitaire Strasbourg Neudorf	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	2 850 €	2 850 €	3 100 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	Dispositif aide aux charges des clubs propriétaires de leurs installations sportives	1 400 €	1 400 €	1 200 €

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 44 à l'ordre du jour :

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 58 voix
+ 1 voix pour Monsieur Oehler qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°44

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Pour **58**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **0**	

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Conventions d'actions sociales avec la SAS Strasbourg Eurométropole Handball et l'Etoile Noire pour la saison sportive 2021-2022.

Numéro V-2021-1253

Le sport de performance contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité, propose des exemples de réussite individuelle et collective pour la jeunesse, et invite notamment les enfants et les adolescent-e-s à pratiquer un sport. La Ville souhaite ainsi accompagner les clubs dans leurs projets sportifs.

Les dispositifs de soutien aux sociétés sportives sont encadrés par le code du sport et les subventions autorisées pour des missions d'intérêt général. Pour la saison sportive qui s'ouvre, les actions réalisées dans ce cadre porteront sur les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par la ville de Strasbourg. De même, le dialogue de gestion mené avec tous les acteurs du sport performance (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces trois dimensions afin d'être appliquées de manière accrue dans leurs activités.

Ainsi pour la saison 2021-2022 les conventions ont été restructurées dans leur contenu en fonction de ces 3 piliers, et à budget constant. Les actions jugées peu pertinentes au regard de ces enjeux ont été supprimées (ex : séances de dédicaces grand public).
Les actions existantes qui sont en adéquation avec ces orientations sont maintenues ou renforcées ou étendues dès que possible :

- interventions auprès de publics prioritaires (scolaires, publics fragiles, détenus de la maison d'arrêt, adolescents…)
- actions pour le sport féminin ou le handicap
- lutte contre toutes les formes de discriminations
- actions autour des événements thématiques (octobre rose, journées internationales du bénévolat, du handicap, du droit des femmes ou des réfugiés)
- renforcement du lien entre les clubs professionnels et amateurs (formation des cadres techniques, échanges/rencontres entre les joueurs)

De nouvelles actions sont mises en place :

- mise en place d'actions écologiques concrètes, en lien avec les acteurs de territoires (mise en place de clean-walk, sensibilisation des publics aux écogestes)
- rencontres et mises en action des publics cibles (étudiant(e)s, scolaires, public fragile…) avec des joueurs ou entraineurs professionnels

Il est ainsi proposé d'approuver :

- les conventions d'actions sociales pour la saison 2021-2022 mises en place avec les SAS SEHB et Etoile Noire, annexées au présent rapport,

- le soutien financier global, pour la saison 2021-2022, prévu dans chaque convention, à savoir :
  - 250 000 € pour la SAS SEHB,
  - 295 000 € pour la SAS Etoile Noire.

Une première tranche de 70 % est proposée dans le présent rapport. Le solde sera versé en 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les documents administratifs et financiers que sont les bilans et comptes de résultat des deux exercices clos, le budget prévisionnel de l'année sportive 2021/2022, le rapport retraçant l'utilisation des subventions versées par les collectivités territoriales l'année sportive précédente, le document prévisionnel qui indique l'utilisation prévue des subventions demandées, consultables au service Vie sportive
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les conventions d'actions sociales 2021-2022 des SAS SEHB et Etoile Noire annexées au présent rapport

le versement d'une 1ère tranche de subvention, au titre de la saison 2021-2022, pour les SAS SEHB et ETOILE NOIRE :

Strasbourg Eurométropole Handball (SEHB) SAS *soutien aux actions d'intérêt général* *(total subvention 2021/2022 : 250 000 €)*	*175 000 €*
Etoile Noire SAS *soutien aux actions d'intérêt général* *(total subvention 2021/2022 : 295 000 €)*	*206 500 €*

décide

l'imputation de ces dépenses sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C du budget 2021 dont le montant avant le présent Conseil s'élève à 692 800 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133290-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Étoile Noire
strasbourg

Madame la Maire,
Ville de Strasbourg
1 parc de l'étoile
67076 Strasbourg

Strasbourg, le 12 juillet 2021,

Objet : demande de soutien financier saison 2021-2022

Madame la Maire,

Par la présente j'ai l'honneur de solliciter le soutien financier de la ville de Strasbourg pour la saison 2021_2022.

Afin d'étayer cette demande, vous trouverez ci-joint le projet « objectif 2025 » qui synthétise les ambitions de notre équipe pour les années à venir.

Le projet est accompagné d'un budget prévisionnel qui précise par saison, les revenus et les dépenses.

Pour l'année 2021-2022, nous souhaitons que la ville de Strasbourg poursuive dans les mêmes proportions son engagement à nos côtés à hauteur 295 000,00 euros. Par ailleurs et comme évoqué dans notre projet, nous souhaiterions évoquer avec vos services, l'hypothèse d'un engagement pluri annuel.

Avec nos remerciements pour votre soutien, veuillez croire Madame la Maire en l'expression de nos sentiments distingués,

Jean Paul Hohnadel,
Président

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, la Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
ETOILE NOIRE
(dénommée la SAS Etoile Noire ci-après)
dont le siège est sis
5 Avenue de la Paix - 67100 STRASBOURG
représentée par M. Jean-Paul HOHNADEL, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 20 septembre 2021

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SAS Etoile Noire, axées notamment sur les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques poursuivis par la collectivité.

A cet effet, la Ville et la SAS Etoile Noire concluent une convention financière pour la mise en place de ces missions d'intérêt général, conformément aux textes en vigueur dans le code du sport.

Article 1. Objet

La SAS Etoile Noire s'engage à travers le hockey sur glace de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;
- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2. Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2021-2022. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS Etoile Noire une subvention d'un montant total de 295 000 **€**, pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2021-2022.

Article 4. Obligations de la SAS Etoile Noire

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS Etoile Noire s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX ECOLOGIQUES

1.1 **Actions pour la propreté urbaine :** Organisation de 2 clean walk (ramassage de déchets sur l'espace public), en lien avec des structures de territoires (écoles, centres socioculturels…).
La valorisation de ces missions s'élève à 14 000 €. **Montant alloué : 11 200 €**

CHAPITRE II – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX SOCIAUX

2.1 **Actions en direction des étudiants** : Mise à disposition gracieuse de 30 billets pour chaque match à domicile + organisation de 2 séances d'initiations dédiées aux étudiants à la patinoire.
La valorisation de ces missions s'élève à 24 760 €. **Montant alloué : 19 808 €**

2.2 **Actions en direction du grand public** : Organisation de 10 séances de découverte du hockey sur glace lors de séances publiques à la patinoire.
La valorisation de ces missions s'élève à 61 000 €. **Montant alloué : 48 800 €**

2.3 **Actions en direction des scolaires**: Organisation de 17 séances d'initiation au hockey sur glace pour les enfants scolarisés dans les écoles strasbourgeoises (à la patinoire, en gymnase ou sur un espace extérieur)
La valorisation de ces missions s'élève à 105 000 €. **Montant alloué : 84 000 €**

2.4 **Actions en direction de l'EPIDE**: Organisation d'une rencontre avec les joueurs dans les locaux de l'EPIDE + mise à disposition gracieuse de 10 billets pour chaque rencontre à domicile pour les pensionnaires de l'EPIDE.

La valorisation de ces missions s'élève à 9 520 €. **Montant alloué : 7 616 €**

2.5 **Actions en direction des publics fragiles** : Organisation de 6 rencontres avec des publics fragiles lors de séances d'entrainement du club + mise à disposition gracieuse de 35 billets pour chaque rencontre à domicile pour les publics fragiles + 2 opérations solidaires de collectes ou distributions de biens de première nécessité + 2 visites culturelles dans les musées strasbourgeois
La valorisation de ces missions s'élève à 68 720 €. **Montant alloué : 54 976 €**

2.6 **Actions en direction des détenus de la prison** : Organisation de 3 séances d'initiation au hockey sur glace, au sein de la prison, à destination des détenus mineurs de la maison d'arrêt de Strasbourg.
La valorisation de ces missions s'élève à 18 000 €. **Montant alloué : 14 400 €**

2.7 **Actions en direction de la lutte contre le cancer du sein** : Organisation d'un match thématisé « cancer du sein » dans le cadre du mois d'octobre rose afin d'informer le public et inciter au dépistage précoce.
La valorisation de ces missions s'élève à 6 000 €. **Montant alloué : 4 800 €**

2.8 **Actions en direction des personnes en situation de handicap** : Organisation d'un match thématisé « handicap » afin d'informer et sensibiliser le public.
La valorisation de ces missions s'élève à 6 000 €. **Montant alloué : 4 800 €**

2.9 **Accompagnement des animations sportives de la ville** : Participation du club à 5 animations organisées par la ville pour promouvoir la pratique sportive (journée olympique, école municipale des sports, animations de proximité…).
La valorisation de ces missions s'élève à 31 000 €. **Montant alloué : 24 800 €**

CHAPITRE III – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX DEMOCRATIQUES

3.1 Action en direction des bénévoles sportifs : Mise à disposition gracieuse de 20 billets pour chaque match à domicile + participation à une action commune, avec les autres clubs professionnels, pour la journée internationale du bénévolat.
La valorisation de ces missions s'élève à 6 840 €. **Montant alloué : 5 400 €**

3.2 Action de sensibilisation au fair-play : promotion des valeurs positives du sport et sensibilisation du public au fair-play et à la tolérance tout au long de la saison (signalétique lors de chaque match à domicile, lecture de la charte du fair-play avant 4 matchs, communication sur les réseaux sociaux…).
La valorisation de ces missions s'élève à 12 000 €. **Montant alloué : 9 600 €**

3.3 Action de sensibilisation à la lutte contre les discriminations : sensibilisation à la lutte contre toutes les formes de discriminations tout au long de la saison (signalétique lors de chaque match à domicile, actions spécifiques durant les « semaines de l'égalité et de la lutte contre les discriminations », communication sur les réseaux sociaux…).
La valorisation de ces missions s'élève à 6 000 €. **Montant alloué : 4 800 €**

<u>Communication :</u>

Les différentes actions menées par la SAS Etoile Noire devront faire l'objet d'une communication, notamment sur ces réseaux sociaux, en amont ainsi qu'à postériori. Ces communications devront notamment souligner le partenariat établi avec la ville pour la réalisation des actions (présence du logo…).
Un montage vidéo sera également réalisé par la SAS Etoile Noire en fin de saison afin d'illustrer les différentes actions réalisées.

Remplacement d'actions :
En cas d'impossibilité de réalisation de certaines de ces actions, du fait de circonstances exceptionnelles s'imposant au club, la ville et la SAS Etoile Noire conviennent que des actions de substitutions, notamment digitales, pourront être produites en remplacement.

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **368 840 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ses actions s'élève à la somme de **295 000 €.**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 70 % après le vote du Conseil municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 20 % au 1er trimestre 2022
- 10 % en fin de saison sportive après transmission des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 6. Engagements de la SAS Etoile Noire

La SAS Etoile Noire s'engage :

➢ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la SAS Etoile Noire.

➢ à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :
- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un document indiquant l'utilisation prévisionnelle prévue des subventions sollicitées ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la SAS Etoile Noire fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 7. Montants des sommes à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en exécution des missions d'intérêt général (montants prévisionnels) ou de prestations de service

La SAS Etoile Noire s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales et de leur groupement.

Montant des subventions prévisionnelles en faveur de la SAS Etoile Noire

- subvention de la Région..... montant : ..... 65 000 €
- subvention de la CEA..... montant : .....…...10 000 €
- subvention de la Ville de Strasbourg..... montant : .....295 000 €
- subvention de l'Eurométropole..... montant : ..... 0 €

TOTAL : ..... 370 000 € TTC

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de la SAS Etoile Noire s'élève à la somme de **370 000 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€)

Montant des sommes prévisionnelles en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS Etoile Noire

- partenariat avec la Région ..... montant : .....5 000 €
- partenariat avec la CEA..... montant : .....0 €
- partenariat avec la Ville de Strasbourg..... montant : ..... 0 €
- partenariat avec l'Eurométropole..... montant : .....150 000 €

TOTAL : ..... 155 000 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS Etoile Noire s'élève à la somme de **155 000 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal compétent du ressort territorial de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67070 STRASBOURG Cedex.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg **la Maire**	**Pour la SAS Etoile Noire** **le Président**
Mme Jeanne BARSEGHIAN	**M. Jean-Paul HOHNADEL**

FRANCIS MAEDER
EXPERT COMPTABLE DIPLÔME PAR L'ETAT
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE A STRASBOURG
COMMISSAIRE AUX COMPTES
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL DE COLMAR
---
15 RUE DE LA MAISON ROUGE
67600 SELESTAT
TELEPHONE : 03 88 58 82 82
FAX :03 88 82 91 11

ETOILE NOIRE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 1.022.- €

Patinoire Iceberg
Rue Pierre Nuss

67200 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Avril 2019

SIRET 420 976 250 00019

ETOILE NOIRE
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 1.022.-€
Patinoire Iceberg
Rue Pierre Nuss
67200 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Avril 2019

Mesdames, Messieurs les associés,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Société, tenue en date du 5 Avril 2016, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la SASU ETOILE NOIRE relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principales comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er mai 2018 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Je porte à votre connaissance les appréciations auxquelles j'ai procédé selon mon jugement professionnel :

- le caractère approprié des principes comptables appliqués
- l'examen des estimations comptables significatives
- les options retenues dans le choix des méthodes comptables
- la présentation d'ensemble des comptes.

Celles-ci n'appellent pas de ma part de commentaires particuliers.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés et aux membres du Bureau

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion aux associés et dans les autres documents adressés aux membres du Bureau sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les membres du Bureau.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

A Sélestat, le 17 juin 2019.

Francis MAEDER
Commissaire aux Comptes

COMPTES ANNUELS

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

① BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE** — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * : 12

Adresse de l'entreprise : RUE PIERRE NUSS 67200 STRASBOURG — Durée de l'exercice précédent * : 12

Numéro SIRET * : 8 1 9 6 1 3 2 1 7 0 0 0 2 8 — Néant ☐ *

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N, clos le, 30042019 Net 3	N-1 30042018 Net 4
	Capital souscrit non appelé (I)	AA					
ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	34 491	AC	23 026	11 465	22 962
	Frais de développement*	CX		CQ			
	Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG			
	Fonds commercial (1)	AH		AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO			
	Constructions	AP		AQ			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS			
	Autres immobilisations corporelles	AT	4 505	AU	1 404	3 101	4 002
	Immobilisations en cours	AV		AW			
	Avances et acomptes	AX		AY			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
	Autres participations	CU	75	CV		75	75
	Créances rattachées à des participations	BB		BC			
	Autres titres immobilisés	BD		BE			
	Prêts	BF		BG			
	Autres immobilisations financières *	BH	3 579	BI		3 579	3 307
	TOTAL (II)	BJ	**42 650**	BK	**24 429**	**18 220**	**30 346**
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	41 522	BM		41 522	41 578
	En cours de production de biens	BN		BO			
	En cours de production de services	BP		BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
	Marchandises	BT		BU			
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3) *	BX	267 539	BY		267 539	123 552
	Autres créances (3)	BZ	207 425	CA		207 425	197 647
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE			
	Disponibilités	CF	210	CG		210	6 720
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	1 345	CI		1 345	1 869
	TOTAL (III)	CJ	**518 042**	CK		**518 042**	**371 366**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN					
	TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	**560 691**	1A	**24 429**	**536 262**	**401 713**

Renvois : (1) Dont droit au bail: — (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP 3 579 — (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété: * Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

② BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2019

Désignation de l'entreprise SAS ETOILE NOIRE — Néant ☐*

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 022)	DA	1 022	1 022
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	(43 721)	(49 768)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	**47 139**	**6 048**
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	**4 441**	**(42 699)**
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	38 300	72 274
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	9 631	55 965
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	287 715	191 531
	Dettes fiscales et sociales	DY	192 676	121 140
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	3 500	3 500
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	**531 821**	**444 411**
	Ecarts de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	**536 262**	**401 713**

RENVOIS				
(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	531 821	372 137
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	31 300	37 274

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

③ COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2019

Désignation de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE** — Néant ☐ *

			Exercice N					Exercice (N-1)
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	775	FB		FC	775	14 719
	Production vendue biens*	FD		FE		FF		
	Production vendue services *	FG	566 731	FH		FI	566 731	471 228
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	**567 506**	FK		FL	**567 506**	**485 947**
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	420 040	400 040
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP	2 100	
	Autres produits (1) (11)					FQ	5	28
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	**989 651**	**886 015**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	56	(8 386)
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	572 191	435 598
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	14 661	19 866
	Salaires et traitements *					FY	315 643	321 016
	Charges sociales (10)					FZ	110 387	101 925
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	12 398	12 000
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	2 734	2 731
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	**1 028 070**	**884 750**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						GG	**(38 419)**	**1 265**
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * **(III)**					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré * **(IV)**					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	82 517	1
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	**82 517**	**1**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	7 350	5 775
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	**7 350**	**5 775**
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	**75 167**	**(5 775)**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	**36 748**	**(4 510)**

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

④ COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053 2019

Désignation de l'entreprise **SAS ETOILE NOIRE** — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	5 678	13 021
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	9 759	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	**15 437**	**13 021**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	5 046	2 463
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	**5 046**	**2 463**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	**10 391**	**10 558**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ		
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	**1 087 605**	**899 037**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	**1 040 466**	**892 989**
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	**47 139**	**6 048**

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2)	Dont produits de locations immobilières	HY		
	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(3)	Dont - Crédit-bail mobilier *	HP		
	Dont - Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX		
(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1	2 100	
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	2 727	2 684
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6		obligatoires A9		

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N Charges exceptionnelles	Exercice N Produits exceptionnels
REGULARISATION TVA SUR TRANSPORT2016-2018		9 759
PARTICIPATION FRAIS ARBITRAGE		5 678
MAJORATIONS DIVERSES	5 046	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N Charges antérieures	Exercice N Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **536 262** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 087 605** euros et un total **charges** de **1 040 466** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **47 139** euros.

L'exercice considéré débute le **01/05/2018** et finit le 30 avril 2019
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Au 25/04/2019 il a été procédé à un abandon de créance avec retour à meilleure fortune pour un montant global de 82 456 euros.

TVA

Il a été décidé d'opter pour le régime réél de TVA à compter du 1er mai 2007

En application du décret 2007- 566 du 16 avril 2007, les subventions, autres que celles liées à des opérations imposables, n'ont pas été prises en compte pour le calcul du quantum de déduction. Ce quantum est de 100% pour l'exercice du 01/05/2012 au 30/04/2013.

La TVA sur le transport du personnel sur les déplacements extérieurs a été régularisée depuis le 01/05/2016.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Liberté·Égalité·Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°2079-CICE-FC-SD

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

CREDIT D'IMPOT POUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

(article 244 quater C du Code Général des Impôts)
Dépenses engagées au titre de l'année civile 2 018
FICHE D'AIDE AU CALCUL

Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD constitue le support déclaratif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Exercice ouvert le **01052018** Clos le **30042019**

Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise	N° SIREN de l'entreprise
	819613217
SAS ETOILE NOIRE **RUE PIERRE NUSS** **67200 STRASBOURG**	Ancienne adresse (en cas de changement) :

Sociétés bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (article 223 A du CGI)		**Désignation et adresse de la société mère :**	N° SIREN de la société mère

I - CALCUL DU CREDIT D'IMPOT		**ANNEE CIVILE 2 018**
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt (reporter le montant cumulé figurant sur le bordereau récapitulatif de cotisation (BRC) ou la déclaration unifiée de cotisations sociales (DUCS) ou la déclaration trimestrielle de salaires (DTS) relatif au dernier mois ou au dernier trimestre de l'année) [1]	1	289 757
Montant du crédit d'impôt (ligne 1 x 6,00 %) [2]	2	17 385
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail [3] (secteurs du BTP, des transports, des spectacles et des dockers).	3a	
Montant de la majoration prévue à l'article L. 3141-30 du code du travail ((ligne 3a x 6,00 %) x 10/90)	3b	
Montant du crédit d'impôt majoré (ligne 2 + ligne 3b)	4	17 385
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 7)	5	
Montant total du crédit d'impôt (ligne 2 ou ligne 4 + ligne 5)	6	17 385

II - CADRE A SERVIR PAR LES ENTREPRISES DECLARANTES QUI DETIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIETES DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES NON SOUMIS A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN	Montant total du crédit d'impôt 1	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) 2	% de droits détenus dans la société 3	Quote part du crédit d'impôt (1-2) x 3
			TOTAL 7	

[1] Les entreprises éligibles au CICE sont tenues de s'acquitter de leurs obligations déclaratives à la fois auprès des organismes collecteurs des cotisations sociales et auprès de l'administration fiscale.

[2] Pour les rémunérations versées en 2018 à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer, le taux est fixé à 9 %

[3] Cf § 55 du BOI-BIC-RICI-10-150-20.

III – CADRE A SERVIR POUR LA REPARTITION DU CREDIT D'IMPOT ENTRE LES ASSOCIES MEMBRES DE SOCIETE DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILES NON SOUMIS A L'IMPOT SUR LES SOCIETES				
Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	Montant total du crédit d'impôt 1	Montant de la créance "en germe" cédée (préfinancement) 2	% de droits détenus dans la société 3	Quote part du crédit d'impôt (1-2) x 3
			TOTAL	

IV - UTILISATION DE LA CREANCE

IV-1. Détermination du montant du crédit d'impôt disponible pour l'entreprise (sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et les entreprises individuelles relevant de l'impôt sur le revenu) :

Cas général		
Montant du crédit d'impôt (hors quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (report de la ligne 2 ou de la ligne 4)	8	17 385
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement[3]	9	
Montant du crédit d'impôt disponible *Reporter en ligne 10 :* *- le résultat du calcul (ligne 8 - ligne 9) s'il est positif ;* *- zéro si le résultat du calcul (ligne 8 - ligne 9) est négatif ou égal à zéro.*	10	17 385
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) (ligne 7 du cadre II + ligne 10)	11	17 385

Cas particulier des sociétés relevant du régime de groupe (à compléter exclusivement par la société mère)		
Montant total du crédit d'impôt du groupe (totalisation de l'ensemble des montants de CICE des sociétés du groupe)	12	
Montant cédé à un établissement de crédit au titre du préfinancement[3]	13	
Montant du crédit d'impôt disponible *Reporter en ligne 14 :* *- le résultat du calcul (ligne 12 - ligne 13) s'il est positif* *- zéro si le résultat du calcul (ligne 12 - ligne 13) est négatif ou égal à zéro.*	14	
Montant total du crédit d'impôt disponible (incluant la quote-part résultant de la participation des entreprises dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés) [(totalisation de la ligne 7 de l'ensemble des déclarations du groupe) + ligne 14]	15	

IV-2. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :

Montant imputé sur l'impôt sur les sociétés (dans la limite du montant de l'impôt dû et du crédit d'impôt déterminé ligne 11 ou ligne 15)	16	
Montant restant à imputer sur l'impôt éventuellement dû des 3 années suivantes (cas général) ou dont la restitution (cas particuliers des entreprises nouvelles, jeunes entreprises innovantes et PME au sens communautaire et entreprises en procédure collective) est à demander sur le formulaire n°2573-SD	17	

- Pour les sociétés hors régime de groupe :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 6 et 9 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

- Pour la société mère d'un groupe de sociétés :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD et ceux déterminés lignes 12 et 13 sur le relevé de solde n° 2572-SD.

- Pour les sociétés filiales d'un groupe de sociétés :
Les montants déterminés lignes 1, 3a, 5 et 6 doivent être reportés sur la déclaration n°2069-RCI-SD

[3] Il convient de porter le montant total de la créance cédée, et non le montant de l'avance reçue.

N° 1330-CVAE
(2019)

Articles 1586 ter à 1586 nonies du CGI

Liberté·Egalité·Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

DECLARATION DE LA VALEUR AJOUTEE ET DES EFFECTIFS SALARIES

Au titre de

Dénomination de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE**
Adresse : **RUE PIERRE NUSS**

67200 STRASBOURG

N° Siret de l'établissement principal : **81961321700028**

Activité : **Activités liées au sport** Code activité : **9312Z**

Déclarant Nom du signataire **HOHNADEL JEAN PAUL** Qualité du signataire **PRESIDENT**

A **STRASBOURG** Le **13062019**

I - GENERALITES

Période de référence Exercice du **01052018** au **30042019**

Date de cessation (de l'activité soumise à la CVAE)	

II - MONTANT DE LA VALEUR AJOUTEE

Valeur Ajoutée	A2	505 944
Chiffre d'affaires de référence	A3	569 606
Chiffre d'affaires de référence du groupe*	B6	

* CA de référence du groupe : uniquement pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2011

III - REPARTITIONS DES SALARIES

A - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE

Code NIC A4	Numéro du département A5	Commune de localisation *(En toutes lettres)* A6	Code INSEE commune A7	Nombre de salariés A8

B - LISTE DES LIEUX D'EXERCICE DES SALARIES EMPLOYES PLUS DE TROIS MOIS HORS DE L'ENTREPRISE[1]

Numéro du département B1	Commune de localisation *(En toutes lettres)* B2	Code INSEE commune B3	Nombre de salariés B4

1 (Salariés sur chantiers, salariés mis à disposition d'une autre entreprise.etc.)

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent des fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la faute peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FRANCIS MAEDER
EXPERT COMPTABLE DIPLÔME PAR L'ETAT
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE A STRASBOURG
COMMISSAIRE AUX COMPTES
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL DE COLMAR
---
15 RUE DE LA MAISON ROUGE
67600 SELESTAT
TELEPHONE : 03 88 58 82 82
FAX :03 88 82 91 11

ETOILE NOIRE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 1.022.- €

Patinoire Iceberg
Rue Pierre Nuss

67200 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Avril 2020

SIRET 420 976 250 00019

ETOILE NOIRE
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
au capital de 1.022.-€
Patinoire Iceberg
Rue Pierre Nuss
67200 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 Avril 2020

Mesdames, Messieurs les associés,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Société, tenue en date du 5 Avril 2016, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la SASU ETOILE NOIRE relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principales comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er mai 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Je porte à votre connaissance les appréciations auxquelles j'ai procédé selon mon jugement professionnel :

- le caractère approprié des principes comptables appliqués
- l'examen des estimations comptables significatives
- les options retenues dans le choix des méthodes comptables
- la présentation d'ensemble des comptes.

Celles-ci n'appellent pas de ma part de commentaires particuliers.

Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés et aux membres du Bureau

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion aux associés et dans les autres documents adressés aux membres du Bureau sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les membres du Bureau.

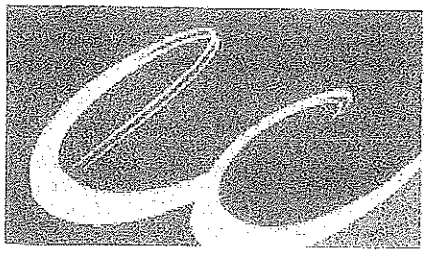
Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

A Sélestat, le 17 juin 2020.

Francis MAEDER
Commissaire aux Comptes



SAS ETOILE NOIRE
RUE PIERRE NUSS
67200 STRASBOURG

COMPTES ANNUELS

Exercice du **01/05/2019** au **30/04/2020**

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

① BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2020

Désignation de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE**

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise : RUE PIERRE NUSS 67200 STRASBOURG

Durée de l'exercice précédent * 12

Numéro SIRET * 8 1 9 6 1 3 2 1 7 0 0 0 2 8

Néant ☐ *

			Brut 1	Amortissements, provisions 2		Exercice N, clos le, 30042020 Net 3	N-1 30042019 Net 4
	Capital souscrit non appelé (1)	AA					
ACTIF IMMOBILISÉ * — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	34 491	AC	34 491		11 465
	Frais de développement*	CX		CQ			
	Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG			
	Fonds commercial (1)	AH		AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO			
	Constructions	AP		AQ			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS			
	Autres immobilisations corporelles	AT	4 505	AU	2 305	2 200	3 101
	Immobilisations en cours	AV		AW			
	Avances et acomptes	AX		AY			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
	Autres participations	CU	75	CV		75	75
	Créances rattachées à des participations	BB		BC			
	Autres titres immobilisés	BD		BE			
	Prêts	BF		BG			
	Autres immobilisations financières *	BH	3 114	BI		3 114	3 579
	TOTAL (II)	BJ	**42 185**	BK	**36 795**	**5 389**	**18 220**
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	39 586	BM		39 586	41 522
	En cours de production de biens	BN		BO			
	En cours de production de services	BP		BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
	Marchandises	BT		BU			
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	3 565	BW		3 565	
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3) *	BX	185 025	BY		185 025	267 539
	Autres créances (3)	BZ	253 612	CA		253 612	207 425
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE			
	Disponibilités	CF	138	CG		138	210
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	12 443	CI		12 443	1 345
	TOTAL (III)	CJ	**494 369**	CK		**494 369**	**518 042**
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN					
	TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	**536 554**	1A	**36 795**	**499 759**	**536 262**

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP 3 114 | (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété : * Immobilisations : | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(2) BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2020

Désignation de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE** — Néant ☐*

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 1 022)	DA	1 022	1 022
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	3 419	(43 721)
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	**9 319**	**47 139**
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	**13 760**	**4 441**
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	63 693	38 300
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		9 631
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	248 075	287 715
	Dettes fiscales et sociales	DY	156 468	192 676
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	17 763	3 500
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	**485 999**	**531 821**
	Ecarts de conversion passif * **(V)**	ED		
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	**499 759**	**536 262**

RENVOIS

(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont : Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont : Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont : Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	485 999	531 821
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	33 877	31 300

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

③ COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2020

Désignation de l'entreprise : **SAS ETOILE NOIRE** — Néant ☐ *

			Exercice N					Exercice (N-1)
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	3 371	FB		FC	3 371	775
	Production vendue biens*	FD		FE		FF		
	Production vendue services *	FG	284 363	FH		FI	284 363	566 731
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	**287 734**	FK		FL	**287 734**	**567 506**
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	364 050	420 040
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges * (9)					FP	3 000	2 100
	Autres produits (1) (11)					FQ	700	5
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	**655 485**	**989 651**
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	1 936	56
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	372 542	572 191
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	17 378	14 661
	Salaires et traitements *					FY	215 783	315 643
	Charges sociales (10)					FZ	58 164	110 387
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	12 366	12 398
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	2 517	2 734
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	**680 687**	**1 028 070**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)						GG	**(25 202)**	**(38 419)**
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	1	82 517
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	**1**	**82 517**
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	8 642	7 350
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	**8 642**	**7 350**
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	**(8 641)**	**75 167**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	**(33 844)**	**36 749**

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFiP N° 2053 2020

Désignation de l'entreprise **SAS ETOILE NOIRE** — Néant ☐*

			Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	50 643	5 678
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB		9 759
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	**50 643**	**15 437**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	7 480	5 046
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	**7 480**	**5 046**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	**43 163**	**10 391**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices *	(X)	HK		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	**706 129**	**1 087 605**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	**696 810**	**1 040 466**
5 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)		HN	**9 319**	**47 139**

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2)	Dont produits de locations immobilières	HY		
	Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(3)	Dont - Crédit-bail mobilier *	HP		
	Dont - Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX		
(6ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1	3 000	2 100
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	2 194	2 727
(13)	Dont primes et cotisations sociales personnelles facultatives A6 ; obligatoires A9 ; dont cotisations facultatives Madelin A7 ; dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8			

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
RBT TROP PAYE HUMANIS	1 377	
REMBT FRAIS DEPLACEMENT		16 375
REMISE FOURNISSEUR		31 043
PENALITES NON DEDUCTIBLES	6 103	
REGUL CPTES+RBT CPAM		3 225

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en **euros**

Impact du covid-19 dans les comptes **clos au 30.04.2020**

1. Information au titre de l' état d'urgence du 23 mars 2020:

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a tenu compte à la date d'arrêté du 30/04/2020 des événnements ci-après. Par conséquent, l'entreprise a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 30/04/2020 au titre de cet événement.

2. Information au titre de l'impact du covid-19 sur l'activité de l'entreprise à la clôture de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité .

A la date d'établissement de ses comptes, l'entreprise a constaté une baisse importante des encaissements des contrats de sponsoring sur les deux derniers mois de l'exercice et suivant et plus aucune billetterie depuis le 07/03/2020.

En raison de la nature de son activité, suite à la décision de la Fédération Française de Hockey sur Glace de la suspension de l'ensemble des activités et compétitions gérées par la Fédération en date du 13/03/2020 avec au préalable l'annulation du match du 07/03/2020 par la non présence du club de Clermont-Ferrand à Strabourg et l'annulation du match du 13/03/2020 par le Maire de Cholet en fermant sa patinoire.

En date du 16/03/2020 le Comité directeur de la Fédération à décider de mettre un terme à l'ensemble des championnats . La reprise des championnats est à ce jour escompté pour le 15/09/2020.

A la date d'établissement des comptes de l'entreprise en date du 30/04/2020, un chiffrage des impacts de la crise a été réalisé pour l'exercice clos concernant sa situation financière et son résultat.

L'entreprise a toutefois à titre de sauvegarde mis en action un plan de continuation de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Recours à l'activité partielle pour l'ensemble du personnel encore actif après le 30/04/2020. (les contrats des joueurs sportifs étant arrivés à leur terme au 15/04/2020).
- Obtention d'aides publiques au fonds de solidarité
- Obtention d'un prêt garanti par l'Etat

Annexe des comptes annuels 31/12/2019

Etat exprimé en **euros**

- Par ailleurs, l'entreprise a conclu une gratuité des loyers de glace jusqu'à la réouverture de la patinoire.

Eu égard à ces mesures, à la date de l'arrêté des comptes au 30/04/2020, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **499 759** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **706 129** euros et un total **charges** de **696 810** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **9 319** euros.

L'exercice considéré débute le **01/05/2019** et finit le 30 avril 2019
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Au 25/04/2019 il a été procédé à un abandon de créance avec retour à meilleure fortune pour un montant global de 82 456 euros.

TVA

Il a été décidé d'opter pour le régime réél de TVA à compter du 1er mai 2007

En application du décret 2007- 566 du 16 avril 2007, les subventions, autres que celles liées à des opérations imposables, n'ont pas été prises en compte pour le calcul du quantum de déduction. Ce quantum est de 100% pour l'exercice du 01/05/2012 au 30/04/2013.

La TVA sur le transport du personnel sur les déplacements extérieurs a été régularisée depuis le 01/05/2016.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent des fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la faute peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Étoile Noire
strasbourg

Etoile noire

> objectif 2025

12 Juillet 2021

Le Hockey sur glace est un sport olympique, en France sa pratique n'est pas suffisamment développée, notamment parce qu'elle impose des infrastructures d'équipements lourdes (patinoires) et du matériel onéreux (équipement). Le plus haut niveau (Magnus, D1) cherche à se professionnaliser et impose aux clubs de se structurer. Si la pratique, le nombre de licenciés, l'intérêt du public classe le hockey sur glace dans les sports mineurs, l'évolution du sport professionnel oblige les clubs à se structurer tout comme l'ont fait par le passé les sports collectifs plus populaires (football, basket).

Ainsi, même si les enjeux financiers, le nombre de spectateurs ou de pratiquants est incomparable avec les autres sports, **La gestion d'un club professionnel de hockey sur glace relève des mêmes problématiques que les sports majeurs**. Fort de cette analyse, l'étoile noire de Strasbourg a lancé en 2017 un projet d'évolution structurelle autour des thèmes principaux qui structure une équipe de sport professionnelle. Après quatre saisons à évoluer à des niveaux de championnat différents (deux saisons en ligue Magnus et deux en D1 dont une en période de crise sanitaire), il est temps pour l'étoile noire de poursuivre son projet nourri du retour d'expérience des quatre saisons passées. Les fondamentaux sont inchangés, **il s'agit de pérenniser à Strasbourg la pratique du hockey sur glace accessible à tous. Pour cela une équipe de haut niveau qui évolue au plus haut niveau professionnel est un excellent vecteur** car il motive aux pratiques du sport individuel ou collectif. **A Strasbourg le hockey sur glace a déjà plus de quarante ans d'ancienneté et regroupe environ 400 licenciés de tous âges, de toutes origines et de tous niveaux.**

Le projet professionnel, statutairement dissocié de la pratique mineure s'inscrit naturellement dans une vision globale du hockey sur glace à Strasbourg.

Depuis quatre saisons, et fort du soutien de ses partenaires, au premier rang desquels on trouve la Ville et l'Eurométrôpole de Strasbourg, L'étoile noire a atteint la majorité des objectifs qu'elle s'était fixé. En 2021, malgré des conditions de championnat troublées par la pandémie, l'équipe termine brillamment la saison avec une place de vice-champion de France arrachée à Paris contre Marseille alors même que les cadres de l'équipe et le coach étaient souffrant de la Covid et privés de finale.

Naturellement, il reste du chemin à parcourir, et le projet résumé dans les pages suivantes marque une évolution supplémentaire dans le processus engagé sous l'impulsion du **Président Jean Paul Hohnadel** et de son comité directeur.

Le projet **« Objectif 2025 »** est décrit dans le détail des pages suivantes. Il s'articule autour des thèmes dominants qu'impose la pratique du sport professionnel en tenant compte de l'hypothèse de départ **que le seul projet sportif n'est pas suffisant.** Une équipe de sport fusse-t-elle professionnelle **doit s'ancrer dans son territoire pour valoriser les activités sportives amateur**s. L'effet de vase communicant entre pro et amateur est essentiel. Une équipe telle que l'étoile noire doit permettre au travers notamment de ses actions sociales de lutter contre toute forme d'exclusion ou de discrimination. Le projet s'organise autour des thèmes suivants

+ La poursuite de l'amélioration de l'outil étoile noire, une première phase est passée. L'outil est opérationnel et peut poursuivre son chemin (voir chapitre détaillé).

+ Le volet financier avec notamment la finalisation de l'apurement de la dette, puis le développement des capacités financières de l'étoile noire pour lui permettre de s'inscrire sereinement au plus haut niveau national. L'augmentation des capacités financières de l'entreprise étoile noire est tributaire du soutien politique et du développement commercial en favorisant des partenariats locaux.

+ Le volet sportif, avec pour objectif le rayonnement du hockey sur glace comme pratique ancrée dans l'histoire du sport Strasbourgeois. Cela passe naturellement par le développement de l'image du hockey (au travers d'évènements participatifs et ciblés). **Le projet sportif intègre les ambitions de l'équipe première, la formation des jeunes joueurs, les liens avec le centre de formation, la collaboration avec le hockey amateur.**

L'OUTIL ETOILE NOIRE

C'est le premier thème abordé car seul l'amélioration de l'outil permet de faire progresser les autres volets. Ce premier Item est vaste car il regroupe les améliorations internes qui relèvent de l'organisation de la société et les améliorations externes qui relèvent de la poursuite de la mise à niveau des différents équipements (patinoire, pratique hors glace).

Pour plus de clarté ce chapitre est rédigé sous la forme « constat-enjeux-évolutions ».

Organisation interne :

L'évolution organisationnelle interne menée ces trois dernières années a fait ses preuves et doit être poursuivie. Aujourd'hui l'étoile noire dispose d'un outil performant. **Il est structuré au sein d'une organisation qui a expérimenté et adopté le principe d'un travail collaboratif et participatif basé sur l'échange et la prise de décision collective**. On se reportera à l'organigramme en annexe.

Le décisionnel :

+ La mise en place d'une organisation collaborative autour du **président Hohnadel,** qui mobilise une grande partie du comité directeur porte ses fruits et doit être renforcé. **Cette équipe qui mène au devenir de l'étoile noire est composé de dirigeants investit et bénévoles.**

+ La création du poste de **Manager Général** salarié permet une direction opérationnelle et quotidienne qui facilite tous les échanges. L'expérience a montré que dans une organisation de petite taille, le rôle et les attributions du manager général peuvent être étendus.

+ Le comité de direction est composé du président et de 5 membres actifs est un ensemble constitué et stable investit du pouvoir de surveillance et de décision.

Un des enjeux est celui de l'augmentation des moyens financiers de la société pour disposer de finances à la hauteur de la concurrence faite par les autres équipes qui évoluent au même niveau (D1), voir au niveau supérieur (Magnus). Si la phase 1 (2017_2020) passait obligatoirement par l'amélioration de l'outil, la phase 2

(2020_2025) impose une évolution juridique de la société. Aujourd'hui, la société étoile noire est une SASU dont l'associé unique est l'association étoile noire. Cette forme initiale a permis de répondre au mieux aux enjeux mis en place par la fédération française de hockey sur glace lorsqu'elle a imposé aux équipes de ligue Magnus de se structurer en société professionnelle. Aujourd'hui elle s'avère être un frein à l'évolution. **C'est pourquoi l'équipe en place a décidé de préciser et compléter le rôle de chacun afin de préparer l'évolution de la SASU et SASP.**

L'équipe en place est confortée dans ses tâches, certains rôles sont redéfinis et précisés :

+ **Jean Paul Hohnadel :** Président assume le rôle traditionnel de président de club sportif professionnel

+ **Philippe Dahan :** **vice-président exécutif**, créé à cette occasion. Au-delà du titre, il s'agit de permettre à tous les partenaires de l'étoile noire qu'ils soient institutionnels ou privés, d'identifier un interlocuteur directement opérationnel en capacité de faire interagir facilement les différents champs que couvre la responsabilité d'une équipe professionnelle. Sous l'autorité directe du président, il mène l'exécutif en étroite collaboration avec le Manager Général. Il développe et met en forme le projet d'évolution structurelle.

+ **Daniel Kieffer** trésorier (gestion de trésorerie, partenariat avec les organismes financiers, gestion de la facturation)

+ **Philippe Coquillay** secrétariat général

+ **Morgan Madec** (Membre du comité directeur de la FFHG, membre de la commission D1,D2,D3, vice -président de la section hockey mineur du CSGSA) chargé (en liaison avec la direction sportive) : du suivi des joueurs issus du pôle d'excellence sportive, du développement structurel de la formation, des relations avec les différentes institutions sportives partenaires de l'étoile noire comme la Fédération française de hockey sur glace ou le CSGSA. Animation du conseil de club qui regroupe les entités hockey mineur et équipe professionnelle.

+ Bernard Gozillon chargé des relations avec le CSGSA

Le Manager Général participe au processus de décision. **Embauché il y a trois saisons, son rôle est affirmé et renforcé.** Il se verra confier une mission élargie de gestion du quotidien et de mise en pratique de la politique générale du club. Son rôle sera administratif et sportif (Contrôle de gestion, RH, coordination des bénévoles,

coordination sportive relative au quotidien et à l'administration des joueurs). Compte tenu de la personnalité du Manager Général du club (Stéphane Hohnadel, ancien joueur professionnel, international U18 et U2, champion de France de D1 2006, champion de France U20 en tant qu'entraineur), de l'échelle de la structure, et du besoin de l'équipe d'un renforcement de l'encadrement sportif, le Manager général participe en collaboration avec le coach à la constitution de l'équipe, à la définition des objectifs sportifs, au management humain des joueurs. Son rôle s'arrête au banc des joueurs qui reste naturellement sous la responsabilité du coach.

Le Manager général poursuivra la mission d'actions sociales mise en place ces deux dernières années en collaboration avec les services de la ville de Strasbourg. L'étoile noire tient à son ancrage populaire et aux valeurs de solidarité que véhicule sa pratique.

La structure de l'organisation étoile noire peut se décomposer de la façon suivante :

+ Le fonctionnel c'est la cheville ouvrière du club professionnel parce qu'elle renvoi à la fois à la gestion du quotidien et à la vision globale de l'étoile noire. **Aujourd'hui le fonctionnel est assuré en quasi-totalité par la présidence et le comité de direction et repose sur une équipe bénévole forte soudée et motivée**. Cet ADN très particulier au hockey strasbourgeois est rare et permet de vivre le plus haut niveau avec un budget réduit.

+ Les bénévoles, c'est une population attachante, motivée qui depuis des années offre à l'étoile noire de son temps et de son énergie et lui permet d'exister. Dans le cadre de l'évolution structurelle le rôle des bénévoles a été valorisé et renforcé. Les équipes de bénévoles sont organisés autour de 4 Pôles principaux :

+ Le pôle sportif : composés de professionnels soutenus par des bénévoles notamment pour ce qui concerne la préparation sportive, l'équipe médicale, la gestion du matériel et des équipements

+ Le pôle d'animation des soirs de match : accueil des soirs de match, community manager, gestion et animation de la buvette des soirs de match, animation de la mascotte, animation des séances publiques avec les strasbourgeois.

+Le pôle fonctionnel : gestion de la billetterie électronique, gestion informatique.

+ Le pôle communication : qui gère et produit l'identité visuelle de l'étoile noire (affiches, visuels, vidéos), anime les réseaux sociaux (9500 abonnés sur la page).

Dans les années à venir, l'étoile noire continuera de s'appuyer sur une équipe de bénévole.

Mise à niveau de la Patinoire :

L'outil patinoire, bien que récent limite les capacités de développement du club. Sur le plan sportif, il y aurait lieu d'améliorer les conditions de travail et d'entrainement des joueurs. La salle de musculation est enfin opérationnelle. Pour améliorer la qualité d'accueil des joueurs professionnel, une réorganisation des vestiaires serait bienvenue. Evoquée avec les services de la collectivité, l'équipe de l'étoile noire est à la disposition des services pour participer à un projet d'amélioration des locaux. Mais c'est aussi dans le domaine du développement du spectacle du sport, de ses dérivés que l'outil patinoire n'est pas adapté aux besoins d'une équipe professionnelle. L'amélioration est indispensable car tout sport professionnel doit s'appuyer sur un lieu fort. Les améliorations sont à envisager, hiérarchisées et phasées. Le financement de ces adaptations ne peut pas être imaginé à la seule charge de la collectivité. Sans que cela soit exhaustif, on peut citer :

+ L'amélioration de l'image de l'étoile noire dans l'équipement et le renforcement du lien entre le lieu (patinoire) et le club. Ces dispositions classiques ont été engagées aux frais de l'étoile noire, avec notamment la mise en peinture de la loge aux couleurs de l'équipe, mais ce n'est pas suffisant. Il faut poursuivre notamment sur les aspects suivants :

++ Identification de l'équipe résidente à l'équipement. Un projet d'identification de l'équipe résidente sur la façade de l'Iceberg est à finaliser et mettre en œuvre.

+++ Amélioration des conditions de travail des caisses du soir de match. Le petit matériel mis à disposition de l'équipe est utile mais reste insuffisant à offrir au public et aux partenaires un accueil efficace et digne.

++++ Extension des espaces d'accueil pour permettre à tous les publics de partager des moments d'émotion fort (mini loges, gradins etc.)

+++++ Il semble indispensable de compléter l'affichage au-dessus de la glace pour pouvoir disposer d'images (replay d'actions) et de support de communication. L'installation d'écran LED offrirai une amélioration considérable les soirs de matchs. Un projet d'éclairage plus adapté à la pratique de soirs de match est semble-t-il à l'étude. Nous souhaitons qu'il soit mis en place le plus rapidement possible.

++++++ Définition des temps de glace dans le calendrier hebdomadaire, horaires des matchs.

+++++++ Accès et utilisation des installation sans interruption sur 12 mois.

+++++++ mise à disposition d'espaces de rangements complémentaires et de bureaux salles de presse pour que l'équipe commerciale puisse accueillir ses partenaires dans des conditions décentes.

Les Finances

Grâce à de nombreux efforts de gestion réalisés ces dernières saisons, au soutien des collectivités, à l'amélioration de notre politique de revenus issus du partenariat, la situation financière de l'étoile noire s'améliore sans pour autant être sereine. Le championnat de D1 dans lequel évolue l'étoile noire depuis 2019 dispose d'une formule moins onéreuse que la ligue Magnus (26 rencontres au lieu de 44). Le budget dont dispose l'étoile noire (autour de 700 000,00 euros) permet de jouer le championnat avec des objectifs de résultats (participer aux play offs) dans une situation qui sans être confortable est possible et **permet de faire jouer des jeunes joueurs issus de la formation strasbourgeoise** (40% de l'effectif). Les deux derniers exercices comptables ont permis de repasser en fond propres positifs et ne pas générer de pertes. Cette situation rassurante pour l'avenir d'un hockey de haut niveau à Strasbourg, ne doit pas occulter la réalité des sports professionnels dits mineurs. **Contrairement aux sports qui s'enrichissent de droits de télévision**, **la survie des sports moins développés ne tient qu'au soutien affirmé des collectivités territoriales**. Le développement des recettes privées est difficile. La récente crise sanitaire mondiale rend impossible toute prévision de développement de partenariat au moins pour la saison à venir. L'étoile noire, comme beaucoup de structure sportive s'inquiète de son avenir.

Naturellement, les ambitions sportives sont dépendantes pour beaucoup des capacités financières. Nous avons amélioré le développement des revenus des partenaires et renforcé notre équipe. La saison prochaine l'étoile noire disposera d'une ressource interne supplémentaire pour développer nos offres.

L'animation des soirs de matchs :

Une rencontre de hockey sur glace est un spectacle sportif peu commun, rapide, qui véhicule des valeurs d'engagement et de solidarité entre les joueurs et entre les joueurs et le public. **L'occasion d'assister à ce spectacle doit être possible pour le plus grand nombre.** Le projet « Objectif 2025 » **intègre la volonté d'ouvrir la patinoire au plus large public possible.** Pour cela, dès la saison 2021_2022, **l'étoile noire poursuivra une politique du prix des places à la baisse** permettant au plus grand nombre de pouvoir assister aux rencontres. Par ailleurs et dans la poursuite de ce qui a déjà été pratiqué les années précédentes, **L'étoile noire se rapprochera des associations de réinsertion sociales ou d'aides sociales afin d'offrir systématiquement des places gratuites à destination de population qui n'ont pas l'occasion d'assister à ce type de spectacle.** La saison passée, l'étoile noire a ainsi accueillie en plusieurs occasions des réfugiés qui ont pu l'espace d'un soir oublier leurs difficultés.

L'étoile noire a entamé la saison passée une collaboration avec d'autres acteurs du monde sportif strasbourgeois (ESSHAB, ATH) afin de créer des synergies entre les pratiques et permette au public strasbourgeois de faire connaissance avec le sport de haut niveau. Des logiques de billets transversaux permettant pour un prix réduit d'assister aux rencontres de hockey et de handball est à l'étude.

Le hockey sur glace est un sport qui **en dehors de sa pratique extérieure sur des lacs naturellement gelés** impose des infrastructures lourdes, énergivores et parfois

d'un autre temps. **L'amélioration du comportement thermique de l'édifice et la baisse de sa facture énergétique relève naturellement du propriétaire de l'équipement.** Toutefois le club résident ne peut pas ignorer les enjeux d'aujourd'hui et la transition écologique qui les accompagne. **Avec ses faibles moyens, l'étoile noire poursuit la démarche responsable entamée ces dernières années**. Le raisonnement est basé sur l'idée que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Au-delà de l'obligatoire « écocup » qui équipera les buvettes, l'étoile noire envisage l'évolution de son offre de buvette et loge pour proposer à son public **une nourriture saine**, **en collaboration avec des producteurs locaux** (comme par exemple la ferme urbaine de L'ilot de la Meinau). Une communication forte accompagnera ce projet.

+ La bière qui parfois accompagne les soirs de match pourra être brassée à Strasbourg. Une bière nommée « étoile noire » a été brassée l'an passé par la brasserie Bendorf (Neudorf).

++ La billetterie électronique mise en place il y a deux saisons permet de réduire l'impression des billets. Les mesures incitatives pour ne pas imprimer les billets seront renforcées. Au-delà du e-ticket, la caisse du soir supprimera à terme toute impression de billets.

+++ L'iceberg situé à un jet de pierre du Tramway communiquera largement sur les déplacements doux et incitera son public à utiliser les transports en commun. Avec le soutien de la collectivité et l'accord de la CTS, **la station Rotonde pourrait prendre les couleurs de l'étoile noire. Une gratuité du tram les soirs de match pourrait renforcer l'usage des déplacements doux** (16 rencontres par an maximum)

L'animation et l'inscription dans le tissus-local

L'étoile noire est attachée à Cronenbourg tout comme le Racing à la Meinau ou La SIG au Wacken. Les expériences des années précédentes ont montré un réel intérêt de tous les publics pour la découverte du hockey sur glace. **Nous souhaitons poursuivre et développer le travail d'actions sociales entamé ces dernières années en collaboration avec les différents services de la collectivité**. Cela passe par les écoles mais aussi les journées de découvertes et de pratique lors des séances publiques, ces évènements permettent à tous de découvrir et de s'initier au sport de glace.

Cette mission en marge de la pratique sportive est inscrite dans les contrats de joueurs professionnels engagés par l'étoile noire, la mobilisation de nos jeunes joueurs est un atout supplémentaire.

En conclusion, pour continuer son évolution sportive et son développement structurel, l'étoile noite à besoin du soutien affirmé et important des collectivités au premier rang desquelles l'Eurométropole, la ville de Strasbourg, et la région Grand Est.

Afin de nous permettre de prendre des décisions sereines pour les saisons à venir et de poursuivre notre projet, **nous souhaitons un engagement et un soutien des collectivités sur une temporalité de trois saisons (2021/2024).** Le budget prévisionnel joint évalue les besoins du club en terme de soutien financier et envisage le budget nécessaire. Les chiffres qui figurent dans le tableau pour la saison

2020_2021 L'équipe de la saison prochaine et les contrats des joueurs ont été signés en tenant compte de l'engagement de la collectivité.

Développement du Partenariat

L'avenir du hockey sur glace professionnel strasbourgeois passe par une amélioration sensible de ses revenus issus du partenariat. **L'étoile noire va mettre en place une stratégie autour d'une équipe élargie.** Sur le plan structurel les compétences seront séparées en deux pôles complémentaires qui travailleront ensemble :

+ Un pôle communication chargé de l'image du club et de l'animation de ses réseaux. Grâce au travail accompli ces deux dernières année la page Facebook de l'étoile noire est aimée par **9600 personnes.** L'ensemble de la communication est réalisée en interne par des bénévoles. Le pôle communication dispose des ressources pour communiquer sur tous les supports.

+ La pandémie a donné l'occasion de créer une équipe vidéo appelée **« EN PROD ».** L'équipement en matériel et en savoir-faire a permis au public strasbourgeois privé d'Iceberg pour cause de pandémie de suivre gratuitement les rencontres sur la chaine You tube de l'étoile noire. Des films vidéos ont été produits dans le cadre de partenariats avec la collectivité (notamment rencontre avec les détenus ou visites culturelles)

+ Un pôle commercial en charge du développement des partenariats de tous ordres (partenaires, développement des supports publicitaires, soirées à thème, soirées prémiums).

Le Sportif

Malgré des conditions perturbées par la crise sanitaire, **la saison sportive de l'étoile noire 2020_2021 est une réussite**. L'étoile noire termine la saison vice-championne de France 2021.

Elle démontre qu'une équipe professionnelle qui fait **la part belle aux joueurs jeunes et locaux** peut rivaliser au sein d'un championnat de très haut niveau. Les chiffres parlent d'eux même :

+ 11 victoires sur 13 matchs,

+ 1er au classement de la poule B qualifiée pour le final 4,

+ 53 buts marqués au cours de la saison régulière,

+ victoire en demi-finale contre Neuilly (4-3), malgré une équipe diminuée pour cause de Covid (sans le capitaine Duras, sans le Coach)

++ Avec le budget qui est le sien et sans avoir renouvelé son encadrement sportif, **l'étoile noire est en capacité** de proposer **une équipe qui rivalise avec les meilleurs** et peut jouer **les premiers rôles**, participant à sa façon au rayonnement de Strasbourg

+++ La stratégie de construire une équipe où se **mêlent « expérience et jeunes joueurs » est payante** : En 2020_2021 Strasbourg est l'équipe professionnelle qui a fait le plus jouer des jeunes joueurs (U20) issus de la formation du club strasbourgeois. Ces joueurs sont équipés et financés par l'étoile noire, ils sont leaders en U20, **trois d'entre eux ont été sélectionnées en équipe de France U20**. L'étoile noire qui investit dans la formation depuis de longues années est probablement la seule équipe « professionnelle élite » à faire jouer et évoluer à un niveau professionnel des jeunes joueurs formés à Strasbourg. Les jeunes joueurs ont tenu la saison et ont joué la finale du championnat sans déméríter. Cet exploit a été remarqué par la FFHG qui a félicité Strasbourg pour son engagement dans la formation des jeunes joueurs.

L'argent public issu du soutien des collectivités locales est majoritairement dépensé au profit de joueurs Strasbourgeois ou formés à Strasbourg.

Fort de cette analyse, l'étoile noire poursuit sa stratégie sportive en faisant la place belle aux jeunes et en affirmant sa volonté de s'inscrire dans le tissu régional. Pour cela l'étoile noire a signé en Juillet 2019 une convention avec son club support pour les 10 prochaines années. Cette convention garantie la possibilité pour l'étoile noire d'engager une équipe de Magnus ou de D1 dans le championnat national. Elle affirme aussi la volonté commune de développer le haut niveau et la formation à Strasbourg. Dans la poursuite de ce projet, l'étoile noire a décidé de participer à un projet **d'entente régional**e destiné à permettre à des joueurs évoluant dans les clubs de Strasbourg, Mulhouse et Colmar d'évoluer et de progresser au sein du niveau qui leur convient le mieux (Magnus, D1, D2 et D3). Par ailleurs l'étoile noire participe activement aux réflexions fédérales sur l'évolution des championnats et la structuration du hockey professionnel en France.

Sur le plan sportif, l'étoile noire ambitionne de retrouver le plus haut niveau sereinement et seulement si elle est en capacité d'afficher un budget capable de rivaliser avec les plus grands (Grenoble) ou si la formule de la ligue Magnus (qui n'est pas viable à 44 matchs) évolue.

Au jour d'aujourd'hui force est de constater que la formule du championnat de D1 est la plus adaptée à la réalité de la pratique de ce sport en France. Le niveau est élevé et spectaculaire. **Le rythme et le cout du championnat réaliste et raisonnable**. Le rythme des rencontres (environ 4 par mois) permet de fidéliser un public qui prend plaisir à fréquenter la patinoire. Bref c'est le championnat idéal.

« Objectif 2025 » est le projet sportif d'être en capacité de remonter à cet horizon. L'ambition est de continuer à jouer les premiers rôles de la D1 la saison prochaine.

Pour conclure, cette note est accompagnée d'un budget prévisionnel sur 4 ans qui évalue les besoins en soutien et les obligations en développement. Le budget

prévisionnel est bâti en tenant compte du constat financier à l'issu du bilan de l'année 2020_2021 et des prospectives sur les quatre prochaines saisons. Les effets de la crise sanitaire ne sont pas tous mesurable à ce jour.

+ Le soutien des collectivités est souhaité afin de garantir à l'équipe une gestion sereine.

+ La part de revenus de partenariat augmente à compter de la saison 2021_2022 sans optimisme exagéré et en imaginant que le variant delta ne privera pas le public et les partenaires d'une présence à L'iceberg.

+ Les dépenses intègrent le remboursement du PGE souscrit en Mars 2020.

Points à retenir du projet

> **Le projet « Objectif 2025 » prend pour hypothèse que le seul projet sportif n'est pas suffisant.** Une équipe de sport fusse-t-elle professionnelle **doit s'ancrer dans son territoire pour valoriser les activités sportives amateur**s. L'effet de vase communicant entre pro et amateur est essentiel.

> L'animation des soirs de matchs, l'occasion d'assister au spectacle du sport doit être possible pour le plus grand nombre. **Politique tarifaire à la baisse pour accueillir le plus grand nombre.**

> Renforcer l'inscription dans le tissu local par la participation de l'équipe à de nombreuses actions à destination du public ou des associations

>La mise en place d'une démarche éco responsable à destination du public et des joueurs.

Volet organisationnel

> L'amélioration structurelle de l'outil étoile noire avec pour objectif de pérenniser à Strasbourg la pratique du hockey sur glace de haut niveau.

>Le développement de la notion de spectacle du sport pour fidéliser le public strasbourgeois déjà présent à la patinoire et attirer un public nouveau grâce à la qualité du spectacle proposé au public.

>Accueillir les acteurs économiques de la région autour des matchs joués à domicile et faire des soirées hockey sur glace des moments incontournables de la vie sociale économique locale.

Volet Sportif

> Développer la politique sportive vers la formation des jeunes joueurs, leur offrir du temps de glace au plus haut niveau**.** Continuer de renforcer les liens entre le hockey professionnel et le hockey mineur.

> « Objectif 2025 » est le projet sportif de continuer de jouer les premiers rôles de la D1 dès la saison prochaine et les trois saisons à venir pour envisager une remontée en Ligue Magnus à l'horizon 2025.

ETOILE NOIRE 2021_2025 (budget)

	05_2022	1-mai-23	1-mai-24	1-mai-25
REVENU NET	930,00 €	694,00 €	17 024,00 €	20 474,00 €
revenus				
SUBVENTION ville	295 000,00 €	295 000,00 €	310 000,00 €	340 000,00 €
PRESTATION Eurométropole	126 600,00 €	126 600,00 €	135 000,00 €	143 750,00 €
SUBVENTION CEA	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	11 500,00 €
PRESTATION région grand est (non confirmé)	5 000,00 €	5 000,00 €	7 000,00 €	5 750,00 €
SUBVENTION région grand est (non confirmé)	65 000,00 €	65 000,00 €	70 000,00 €	74 750,00 €
ENTREES matchs	46 500,00 €	93 600,00 €	110 000,00 €	138 800,00 €
Partenariat privé	135 000,00 €	180 000,00 €	225 000,00 €	250 000,00 €
REVENUS TOTAUX	**683 100,00 €**	**775 200,00 €**	**867 000,00 €**	**964 550,00 €**
dépenses				
dépenses				
RÉMUNÉRATION des joueurs	230 000,00 €	245 000,00 €	310 000,00 €	395 000,00 €
Impôts et taxes diverses sur salaire	15 000,00	14 700,00 €	18 600,00	23 700,00
REMUNERATION du manager à temps partiel	15 000,00 €	21 546,00 €	27 216,00 €	27 216,00 €
REMUNERATION de l'entraîneur	68 000,00 €	68 000,00 €	56 700,00 €	56 700,00 €
REMUNERATION de l'entraîneur adjoint	- €	18 144,00 €	18 144,00 €	18 144,00 €
REMUNERATION préparateur physique	5 120,00 €	5 120,00 €	5 120,00 €	5 120,00 €
Participation à la formation des joueurs + convention	15 000,00	20 000,00 €	20 000,00	20 000,00
LOCATION patinoire	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
LOGEMENT joueurs (2P+3x3P+5p) inclus taxe d'habitation+ frais annexes	70 000,00	68 000,00	68 000,00	68 000,00
ACHAT d'équipement sportif	45 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
HONORAIRES comptables	10 000,00	10 000,00	8 000,00	8 000,00
HONORAIRES régie commerciale	22 800,00	28 800,00	36 000,00	40 000,00
HONORAIRES avocat	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
FRAIS sécurité 16 matchs à domicile	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
LOGISTIQUE hôtels repas 16 matchs	20 000,00	20 000,00	22 000,00	22 000,00
TRANSPORT	45 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
COTISATIONS FEDERALES	17 000,00	27 000,00	27 000,00	27 000,00
FRAIS d'arbitrage 16 matchs	25 000,00	25 000,00	30 000,00	30 000,00
FRAIS DIVERS affiches panneaux billeterie digitick	2 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
FRAIS PRESTATION SALLE	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
FRAIS ANIMATION	750,00	1 200,00	1 200,00	1 200,00
FRAIS DIVERS pharmacie kiné+medecin	6 000,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
FRAIS DIVERS office national d'immgration	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
FRAIS DIVERS Sacem	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
FRAIS DIVERS frais de représentation	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
ASSURANCE	2 000,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
FRAIS FINANCIERS	7 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Emprunts bancaire (PGE COVID 2020)	3 000,00	24 996,00	24 996,00	24 996,00
DÉPENSES TOTALES	**682 170,00 €**	**774 506,00 €**	**849 976,00 €**	**944 076,00 €**

Ville de STRASBOURG
Monsieur Owusu TUFUOR
Adjoint au Maire en charge des Sports
Parc de l'Etoile
67000 STRASBOURG

Strasbourg, le 05 juillet 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire en charge des Sports,
Monsieur TUFUOR,

Dans le cadre de l'évolution de notre club, je me permets de venir vers vous concernant la subvention d'actions sociales que la ville de STRASBOURG nous accorde. La saison écoulée été marquée par un fonctionnement inédit du aux restrictions liées aux contraintes sanitaires. Je tiens à vous renouveler mes remerciements, en mon nom mais aussi au nom de toute l'équipe dirigeante de l'ESSAHB/SEHB, pour les efforts importants que la ville de Strasbourg nous consent. En ces périodes de restrictions budgétaires publiques, je mesure d'autant plus l'effort et le soutien que vous nous apportez.

La troisième saison en championnat de Proligue s'illustre par une 8ème place plaçant notre club comme 1er Alsacien dans le handball professionnel.
Vous constaterez que nous respectons notre planning arrêté depuis trois ans dont voici les objectifs :
*ancrer un club Strasbourgeois dans l'élite du championnat de France,
*faire évoluer l'ESSAHB / SEHB en première division à très court terme.

Pour la reprise sportive 2021/2022, le club disposera d'un effectif qui devrait pouvoir, sauf incident, jouer les play-offs. Notre objectif est la ligue 1 d'ici deux voire trois saisons.

Nous organisons et structurons le club en conséquence : notre comptabilité est suivie par notre expert-comptable et notre commissaire aux comptes, nos dépenses sont maitrisées à la recherche de la moindre économie. Sans oublier les actions visant à obtenir encore plus de recettes de nos manifestations. La saison 2020/2021 nous a permis de rééquilibrer notre situation comptable en revenant à des fonds propres positifs.

La saison 20/21, contraintes sanitaires obliges, nous a permis de travailler et ainsi performer dans la retransmission des matchs sur les reseaux sociaux. Nous avons ainsi pu garder un lien de proximité avec nos supporters, nos partenaires et le monde du handball.

Nous sommes conscients que le partenariat privé joue un rôle déterminant dans la réussite de la saison sportive à venir. Nos nombreux contacts notamment à travers la création d'un club des partenaires nous laisse penser que le redémarrage s'annonce délicat : nous mettons tout en œuvre pour être à la hauteur de nos ambitions.

Strasbourg Eurométropole HandBall
SAS au capital de 10.320 euros
212 route de la Wantzenau
67000 STRASBOURG
Cedric.bald@sehb.fr

Nous avons vraiment apprécié votre présence régulière les soirs de matchs. Nous avons pu, à l'occasion de nos nombreux échanges partager avec vous l'ambition affirmée que Strasbourg, terre de handball soit fortement représenté dans l'élite du handball national.

Nous avons en 2020/2021, revu notre organisation, fonctionnant désormais avec un Directoire et un conseil de surveillance. Notre cellule communication est restructurée pour répondre à l'évolution galopante des réseaux sociaux et des exigences de nos supporters et partenaires.

Pour nous aider dans la réalisation de notre **objectif commun**, nous sollicitons une subvention pour la saison sportive 2021/2022 de 290.000€.

Les actions sociales que nous réalisons font partie intégrante de nos objectifs, et l'ensemble des joueurs y participent tout au long de la saison et ceux jusqu'à faire partie de l'ADN de notre club.

Nous restons mobilisés sur les sujets de l'écologie à travers les bouteilles en verres recyclables, les gobelets réutilisables, les stickers de publicité repositionnables sur le terrain. L'écologie est une priorité du club depuis maintenant 2 ans.

Nous espérons que notre demande de subvention complémentaire obtiendra un avis favorable de votre part.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, et en vous remerciant pour le temps pris à lire notre correspondance, je vous prie de croire, Monsieur TUFUOR, Monsieur l'Adjoint au Maire, en l'expression de mes sincères salutations.

Cédric BALD
Président de SEHB

SAS STRASBOURG EUROMÉTROPOLE
HANDBALL "SEHB"
212 Route de la Wantzenau
67000 STRASBOURG
Siret : 822 034 468 00014

Strasbourg Eurométropole HandBall
SAS au capital de 10.320 euros
212 route de la Wantzenau
67000 STRASBOURG
Cedric.bald@sehb.fr

CONVENTION FINANCIERE

ENTRE

LA VILLE DE STRASBOURG
représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, la Maire

ET

LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
STRASBOURG EUROMETROPOLE HANDBALL
(dénommée la SAS SEHB)
dont le siège est sis
212 route de la Wantzenau – 67000 STRASBOURG
représentée par M. Cédric BALD, le Président

Vu la délibération du conseil municipal du 20 septembre 2021

IL A ETE ARRETE CE QUI SUIT

PREAMBULE

La Ville de Strasbourg, s'engage à soutenir financièrement les missions d'intérêt général développées par la SAS SEHB, axées notamment sur les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques poursuivis par la collectivité.

A cet effet, la Ville et la SAS SEHB concluent une convention financière pour la mise en place de ces missions d'intérêt général, conformément aux textes en vigueur dans le code du sport.

Article 1. Objet

La SAS SEHB s'engage à travers le handball de haut niveau, à utiliser la subvention allouée dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général concernant :

- la participation à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale ;

- la mise en œuvre d'actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et à la prévention de la violence dans les installations sportives lors de manifestations sportives.

Article 2. Durée et renouvellement

La présente convention est établie au titre de la saison sportive 2021-2022. Le renouvellement de la présente convention ne pourra être opéré qu'expressément selon une forme écrite.

Article 3. Engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser à la SAS SEHB une subvention d'un montant total de 250 000 **€**, pour la réalisation des actions visées à l'article 4 du présent document, au titre de la saison sportive 2021-2022.

Article 4. Obligations de la SAS SEHB

Dans le cadre de l'aide financière allouée, la SAS SEHB s'oblige à effectuer les actions sociales suivantes :

CHAPITRE I – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX ECOLOGIQUES

1.1 **Actions pour la propreté urbaine :** Organisation de 2 clean walk (ramassage de déchets sur l'espace public), en lien avec des structures de territoires (écoles, centres socioculturels…).
La valorisation de ces missions s'élève à 20 000 €. **Montant alloué : 14 000 €**

CHAPITRE II – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX SOCIAUX

2.1 **Actions en direction des étudiants** : Mise à disposition gracieuse de 30 billets pour 3 matchs à domicile + organisation d'une séance d'initiation dédiée aux étudiants à la salle des Malteries.
La valorisation de ces missions s'élève à 14 000 €. **Montant alloué : 10 500 €**

2.2 **Actions en direction des clubs sportifs de territoire** : Organisation de sessions techniques avec le staff de l'équipe professionnelle pour les clubs amateurs de la ville de Strasbourg : 1 clinic handball au gymnase des Malteries et 3 interventions dans les clubs de territoire.
La valorisation de ces missions s'élève à 13 200 €. **Montant alloué : 9 900 €**

2.3 **Actions en direction des scolaires**: Organisation de séances d'initiation au handball (cycles de 6 semaines) pour les enfants scolarisés dans 3 écoles strasbourgeoises (en gymnase ou sur un espace extérieur), remise de posters dédicacés de l'équipe professionnelle aux élèves, don de ballons aux écoles
La valorisation de ces missions s'élève à 80 000 €. **Montant alloué : 60 000 €**

2.4 **Action de sensibilisation au don du sang** : Réalisation et diffusion d'une vidéo sur le don du sang et mise en place d'un stand de sensibilisation lors d'un mach.

La valorisation de ces missions s'élève à 17 000 €. **Montant alloué : 12 750 €**

2.5 **Actions en direction des publics fragiles** :

2.5..1 Organisation de 4 rencontres avec des publics fragiles lors de séances d'entrainement du club + mise à disposition gracieuse de 30 billets pour 4 rencontres à domicile pour les publics fragiles

2.5..2 Organisation de 3 opérations solidaires de collectes en lien avec des structures locales :
- Denrées alimentaires
- Vêtements
- Jouets

2.5..3 2 visites culturelles dans les musées strasbourgeois

2.5..4 Distribution de repas au Restos du coeur

La valorisation de ces missions s'élève à 60 000 €. **Montant alloué : 44 975 €**

2.6 **Actions en direction des détenus de la prison** : Organisation de 4 séances d'initiation au handball, au sein de la prison, à destination des détenues du quartier des femmes de la maison d'arrêt de Strasbourg. Une dotation de ballons ou matériel sportif sera aussi prévue.
La valorisation de ces missions s'élève à 30 000 €. **Montant alloué : 22 500 €**

2.7 **Actions en direction de la lutte contre le cancer du sein** : Les matchs à domicile du mois d'octobre seront thématisés « cancer du sein » afin de sensibiliser, d'informer le public et inciter au dépistage précoce.
La valorisation de ces missions s'élève à 18 000 €. **Montant alloué : 13 500 €**

2.8 Actions en direction des personnes en situation de handicap :
- Invitation d'enfants de la structure « Adèle de Glaubitz » à 3 matchs à domicile
- Sensibilisation au handicap au travers d'une vidéo à diffuser sur les réseaux sociaux du club
- Accueil de personnes en situation de handicap lourd à 2 matchs à domicile, organisation de 2 interventions dans les locaux de la structure, don de ballons à la structure

La valorisation de ces missions s'élève à 10 000 €. **Montant alloué : 7 500 €**

2.9 **Accompagnement des animations sportives de la ville** : Participation du club à 5 animations organisées par la ville pour promouvoir la pratique sportive (journée olympique, école municipale des sports, semaine olympique et paralympique, animations de proximité…).
La valorisation de ces missions s'élève à 25 000 €. **Montant alloué : 18 750 €**

CHAPITRE III – ACTIONS RELATIVES AUX ENJEUX DEMOCRATIQUES

3.1 Action en direction des bénévoles sportifs : Mise à disposition gracieuse de 16 billets pour chaque match à domicile + participation à une action commune, avec les autres clubs professionnels, pour la journée internationale du bénévolat.
La valorisation de ces missions s'élève à 5 000 €. **Montant alloué : 3 750 €**

3.2 Action de sensibilisation au fair-play : promotion des valeurs positives du sport et sensibilisation du public au fair-play et à la tolérance tout au long de la saison (signalétique lors de chaque match à domicile, lecture de la charte du fair-play avant 4 matchs, communication sur les réseaux sociaux…).

La valorisation de ces missions s'élève à 11 100 €. **Montant alloué : 8 250 €**

3.3 Action de sensibilisation à la lutte contre les discriminations : sensibilisation à la lutte contre toutes les formes de discriminations tout au long de la saison (signalétique lors de chaque match à domicile, actions spécifiques durant les « semaines de l'égalité et de la lutte contre les discriminations », communication sur les réseaux sociaux…).
La valorisation de ces missions s'élève à 31 500 €. **Montant alloué : 23 625 €**

Communication :
Les différentes actions menées par la SAS SEHB devront faire l'objet d'une communication, notamment sur ces réseaux sociaux, en amont ainsi qu'à postériori. Ces communications devront notamment souligner le partenariat établi avec la ville pour la réalisation des actions (présence du logo…).
Un montage vidéo sera également réalisé par la SAS SEHB en fin de saison afin d'illustrer les différentes actions réalisées.

Remplacement d'actions :
En cas d'impossibilité de réalisation de certaines de ces actions, du fait de circonstances exceptionnelles s'imposant au club, la ville et la SAS SEHB conviennent que des actions de substitutions, notamment digitales, pourront être produites en remplacement.

Article 5. Conditions et modalités financières

Le budget prévisionnel pour la réalisation des actions sociales s'élève à **334 800 €**. Le montant de l'aide financière affectée par la collectivité pour la réalisation de l'ensemble de ses actions s'élève à la somme de **250 000 €.**

L'aide financière sera mandatée conformément aux règles comptables en vigueur dans les conditions suivantes :

- 70 % après le vote du Conseil municipal et signature par les deux parties de la présente convention ;
- 20 % au 1er trimestre 2022
- 10 % en fin de saison sportive après transmission des documents administratifs et financiers exigés à l'article 6.

Article 6. Engagements de la SAS SEHB

La SAS SEHB s'engage :

➢ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des missions prévues à l'article 1er et à faciliter le contrôle, par les services de la Ville de Strasbourg, de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et la tenue d'une comptabilité de type analytique permettant de bien distinguer les missions d'intérêt général, objet des présentes subventions, des autres activités de la SAS SEHB.

➢ à fournir, à l'appui de leurs demandes de subventions :

- le budget prévisionnel de l'année sportive pour laquelle l'aide financière est sollicitée ;
- les bilans et comptes de résultat des deux derniers exercices clos ;
- un document indiquant l'utilisation prévisionnelle prévue des subventions sollicitées ;
- un rapport retraçant l'emploi des subventions versées par les collectivités l'année sportive précédente.

De même, la SAS SEHB fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra ses statuts actualisés.

Article 7. Montants des sommes à recevoir des collectivités territoriales et de leurs groupements en exécution des missions d'intérêt général (montants prévisionnels) ou de prestations de service

La SAS SEHB s'engage à mentionner l'ensemble des recettes prévisionnelles à percevoir des collectivités territoriales et de leur groupement.

Montant des subventions prévisionnelles en faveur de la SAS SEHB

- subvention de la Région..... montant : ..... 143 090 €
- subvention de la CEA..... montant : .....….... 25 000 €
- subvention de la Ville de Strasbourg..... montant : ..... 250 000 €
- subvention de l'Eurométropole..... montant : ..... 0 €

TOTAL : ..... 418 090 € TTC

Le montant total prévisionnel des subventions à recevoir des collectivités au profit de la SAS SEHB s'élève à la somme de **418 090 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-828 du 4 sept 2001 : 2,3 M€)

Montant des sommes prévisionnelles en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS SEHB

- partenariat avec la Région ..... montant : .....20 833,33 €
- partenariat avec la CEA..... montant : .....0 €
- partenariat avec la Ville de Strasbourg..... montant : .....0 €
- partenariat avec l'Eurométropole..... montant : ..... 60 000 €

TOTAL : ..... 80 833.33 € TTC

Le montant total prévisionnel des sommes à recevoir des collectivités en exécution de contrats de prestations de services avec la SAS SEHB s'élève à la somme de **80 833,33 €** (plafond maximum cf. décret n° 2001-829 du 4 sept 2001 : 1,6 M€).

Article 8. Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie sans indemnité à l'expiration d'un délai de dix jours, en cas de non respect des obligations contractuelles, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9. Sanctions résolutoires

Sans préjudice de tout recours, la résolution de la convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou au "prorata temporis" de son utilisation de la subvention éventuellement mandatée,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'utilisateur.

Article 10. Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application des dispositions de la présente convention, les parties engageront une concertation amiable, préalablement à la saisine d'une instance juridictionnelle ou arbitrale.

A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au tribunal compétent du ressort territorial de Strasbourg.

Article 11. Novation

La présente convention opère novation de toute convention antérieure ayant le même objet.

Article 12. Comptable

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67070 STRASBOURG Cedex.

Fait en triple exemplaire
à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg **la Maire**	**Pour la SAS SEHB** **le Président**
Mme Jeanne BARSEGHIAN	**M. Cédric BALD**

SEHB

212 Route de la Wantzenau

67000 STRASBOURG

COMPTES ANNUELS du 01/07/2019 au 30/06/2020

	Pages
- Bilan actif-passif	*1 et 2*
- Compte de résultat	*3 et 4*
- Détail des comptes bilan actif passif	*5 à 8*
- Détail Compte de résultat	*9 à 11*

CALCULUS INTERNATIONAL
23 RUE ICARE
AEROPARC 1
67960 ENTZHEIM
03.90.00.33.33

BILAN ACTIF

	ACTIF	Exercice N 30/06/2020 12			Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	**Immobilisations incorporelles**						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	619	619		130	130-	100.00-
	Autres immobilisations corporelles	3 482	3 403	79	222	143-	64.38-
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	3 569		3 569	1 170	2 399	205.04
	Total II	7 670	4 022	3 648	1 522	2 126	139.71
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en cours**						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	18 557		18 557	18 882	325-	1.72-
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	87 216	6 350	80 866	112 634	31 768-	28.20-
	Autres créances	108 965		108 965	36 056	72 909	202.21
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	8 683		8 683		8 683	
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (3)	29 285		29 285	27 693	1 592	5.75
	Total III	252 706	6 350	246 356	195 265	51 091	26.17
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	260 376	10 372	250 004	196 787	53 217	27.04

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 10 320)	10 320	10 320		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	33 155-	33 987-	832	2.45
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	3 270	832	2 438	293.11
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	19 565-	22 835-	3 270	14.32
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	**Dettes financières**				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	130 000		130 000	
	Concours bancaires courants	328	9 627	9 299-	96.60-
	Emprunts et dettes financières diverses	150	8 000	7 850-	98.13-
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 273	63 011	10 738-	17.04-
	Dettes fiscales et sociales	82 347	128 726	46 379-	36.03-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	4 473	10 259	5 786-	56.40-
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)				
	Total IV	269 570	219 622	49 948	22.74
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	250 004	196 787	53 217	27.04
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	269 570	219 622		

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/2020 12			Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total	30/06/2019 6	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	1 877		1 877	4 645	2 769-	59.60-
Production vendue de biens						
Production vendue de services	168 965	1 581	170 546	127 722	42 824	33.53
Chiffre d'affaires NET	170 842	1 581	172 423	132 368	40 055	30.26
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			539 417	279 797	259 620	92.79
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			35 929	6 922	29 007	419.08
Autres produits			1	1	0	7.25
Total des Produits d'exploitation (I)			747 769	419 087	328 682	78.43
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises				169	169-	100.00-
Variation de stock (marchandises)			325	2 008	1 683-	83.82-
Achats de matières premières et autres approvisionnements			16 678	8 433	8 245	97.76
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			363 889	199 082	164 806	82.78
Impôts, taxes et versements assimilés			7 515	2 830	4 685	165.53
Salaires et traitements			238 611	154 947	83 665	54.00
Charges sociales			76 377	44 299	32 078	72.41
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			273	603	330-	54.76-
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			6 350		6 350	
Dotations aux provisions						
Autres charges			15 518	5 001	10 517	210.31
Total des Charges d'exploitation (II)			725 536	417 372	308 164	73.83
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			22 233	1 715	20 518	NS
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afferentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V				
Charges financieres				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	68	813	745-	91.58-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	68	813	745-	91.58-
2. Résultat financier (V-VI)	68-	813-	745	91.58
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	22 165	902	21 263	NS
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 084	635	2 449	385.74
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Total VII	3 084	635	2 449	385.74
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	21 980	705	21 275	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Total VIII	21 980	705	21 275	NS
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	18 895-	70-	18 825-	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des produits (I+III+V+VII)	750 854	419 722	331 132	78.89
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	747 584	418 890	328 694	78.47
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	3 270	832	2 438	293.11

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS		130	130-	100.00-
21540000 MATÉRIEL ET OUTILLAGE	619	619		
28154000 AMORT MAT ET OUTILLAGE	619-	489-	130-	26.58-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	79	222	143-	64.38-
21830000 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMAT	3 108	3 108		
21840000 MOBILIER	374	374		
28183000 AMORT. MATÉRIEL BUREAU	3 108-	3 040-	68-	2.23-
28184000 AMORT. MOBILIER	295-	220-	75-	34.09-
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 569	1 170	2 399	205.04
27550000 DÉPÔTS, CAUTIONNEMENTS	3 569	1 170	2 399	205.04
Total II	3 648	1 522	2 126	139.71
MARCHANDISES	18 557	18 882	325-	1.72-
37100000 STOCK BUVETTE & BOUTIQUE	18 557	18 882	325-	1.72-
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	80 866	112 634	31 768-	28.20-
41100000 COLLECTIF CLIENT	47 394	85 133	37 739-	44.33-
41600000 CLIENT DOUTEUX	30 480		30 480	
41800000 PRODUITS A RECEVOIR		27 501	27 501-	100.00-
41810000 CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	9 342		9 342	
49100000 DEPRECIATIONS CLIENTS	6 350-		6 350-	
AUTRES CREANCES	108 965	36 056	72 909	202.21
40100000 COLLECTIF FOURNISSEUR	189	431	242-	56.16-
40960000 FOURN. CREAN. EMB. & MAT. A RE	1 385	1 385		
42100000 PERSONNEL : RÉMUNÉRATIONS DÛES	203		203	
42500000 AVANCES SUR SALAIRES	135		135	
42870100 PRODUITS A RECEVOIR	35 459		35 459	
43815000 MUTUELLE AXA	4 595		4 595	
43870000 ORG SOCIAUX PROD À RECEVOIR	20 995	370	20 626	NS
44564000 TVA PRESTATAIRE IMPAYES	1 146	1 629	484-	29.69-
44566000 TVA DEDUCTIBLE		588	588-	100.00-
44566100 TVA DÉDUCTIBLE P	849		849	
44586000 TVA SUR FNP		980	980-	100.00-
44861000 CHARGES A PAYER	1 667		1 667	
44870000 PRODUITS A RECEVOIR		673	673-	100.00-
46710100 EUROMÉTROPLOLE		30 000	30 000-	100.00-
46710400 CONSEIL DÉPARTEMENTAL BAS-RHIN	10 000		10 000	
46870000 PRODUITS A RECEVOIR	32 343		32 343	
DISPONIBILITES	8 683		8 683	
51200000 COMPTE COURANT CEA	7 943		7 943	
51220000 BANQUE CREDIT MUTUEL	3		3	
53100000 CAISSE	737		737	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	29 285	27 693	1 592	5.75
48600000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	29 285	27 693	1 592	5.75
Total III	246 356	195 265	51 091	26.17

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
TOTAL GENERAL	250 004	196 787	53 217	27.04

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
CAPITAL	10 320	10 320		
10130000 CAPITAL SOUSCRIT APPELE VERSE	10 320	10 320		
REPORT A NOUVEAU	33 155-	33 987-	832	2.45
11000000 REPORT À NOUVEAU	33 155-	33 987-	832	2.45
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	3 270	832	2 438	293.11
Total I	19 565-	22 835-	3 270	14.32
EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	130 000		130 000	
16410000 PGE CAISSE D'EPARGNE	70 000		70 000	
16420000 PRET 60 K€ CREDIT MUTUEL	60 000		60 000	
CONCOURS BANCAIRES COURANTS	328	9 627	9 299-	96.60-
51200000 COMPTE COURANT CEA		5 819	5 819-	100.00-
51290000 CAISSE D'ÉPARGNE CHQ ÉMIS	328	3 808	3 481-	91.40-
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	150	8 000	7 850-	98.13-
45520000 C/C SEBASTIEN BENDER		5 000	5 000-	100.00-
45530000 C/C PATRICK MARCOT		3 000	3 000-	100.00-
45540000 COMPTE COURANT CÉDRIC BALD	150		150	
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	52 273	63 011	10 738-	17.04-
40100000 COLLECTIF FOURNISSEUR	52 273	38 474	13 799	35.87
40810000 FOURNISSEURS FACTURES NON PARV		24 537	24 537-	100.00-
DETTES FISCALES ET SOCIALES	82 347	128 726	46 379-	36.03-
42100000 PERSONNEL : RÉMUNÉRATIONS DÛES		19 913	19 913-	100.00-
43100000 URSSAF	37 047	64 726	27 679-	42.76-
43110000 IJSS CPAM	2 740		2 740	
43700000 RETRAITE AG2R RÉUNICA	4 059	8 931	4 872-	54.55-
43708000 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	246	93	153	164.55
43710000 PRÉVOYANCE CADRE	85	85		
43810000 PRÉVOYANCE AXA		2 225	2 225-	100.00-
43815000 MUTUELLE AXA		485	485-	100.00-
43860000 CH SOC A PAYER	4 600		4 600	
43860100 FORMATION PROF. CONTINUE	12 734	6 251	6 482	103.69
44210000 ETAT - IMPOTS ET TAXES RECOUVR	4 516	1 526	2 990	195.91
44551000 TVA À DÉCAISSER	2 135	3 038	903-	29.72-
44566000 TVA DEDUCTIBLE	275		275	
44571200 TVA COLLECTÉE 5,5 %	22	69	47-	68.57-
44571700 TVA COLLECTÉE 20 %	13 081	19 674	6 593-	33.51-
44580000 TVA A REGULARISER		1 307	1 307-	100.00-
44586000 TVA SUR FNP	477		477	
44860000 ETAT, CHARGES À PAYER	331	320	11	3.44
44861000 CHARGES A PAYER		83	83-	100.00-
AUTRES DETTES	4 473	10 259	5 786-	56.40-
46700000 ESSAHB ASSOCIATION	4 468	10 259	5 791-	56.44-
46710100 EUROMÉTROPLOLE	5		5	
Total IV	269 570	219 622	49 948	22.74

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
TOTAL GENERAL	250 004	196 787	53 217	27.04

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
VENTES DE MARCHANDISES	1 877	4 645	2 769-	59.60-
70720000 VENTES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	1 877	4 645	2 769-	59.60-
PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	170 546	127 722	42 824	33.53
70600000 PARTENARIAT ET SPONSORING	114 817	50 260	64 557	128.45
70600100 PARTENARIAT ET SPONSORING NS	158		158	
70601000 PARTENARIAT EUROMÉTROPOLE	18 613	43 587	24 973-	57.30-
70602000 PARTENARIAT EUROMETROPOLE 5.50	1 581		1 581	
70610000 ENTRÉES MATCHS 5.5%	10 871	4 410	6 461	146.51
70611000 ENTRÉES MATCHS WEEZEVENT 20%		1 169	1 169-	100.00-
70611100 ENTRÉES MATCHS PART EUROMÉTROP	4 653	4 680	27-	0.57-
70611110 ENT. MATCHS PART EUROMET 5.50	395		395	
70611200 ENTREE MATCH 20%		4 875	4 875-	100.00-
70810000 VENTE BUVETTE DE BOISSONS NON	3 896	2 316	1 580	68.25
70815000 VENTE BUVETTE DE BOISSONS ALCO	1 960	2 269	309-	13.62-
70818000 VENTE REPAS 10%	5 268	5 823	555-	9.53-
70830000 PARTENARIAT CEA	8 333	8 333		
Chiffre d'affaires NET	172 423	132 368	40 055	30.26
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	539 417	279 797	259 620	92.79
74200000 SUBVENTION VILLE DE STRASBOURG	250 000	120 000	130 000	108.33
74300000 SUBVENTION CONSEIL GÉNÉRAL 67	25 000	25 000		
74400000 SUBVENTION RÉGION GRAND EST	143 090	71 545	71 545	100.00
74700000 SUBVENTION VILLE SCHILTIGHEIM	38 400	19 200	19 200	100.00
74800000 DOTATIONS SPONSORS	82 927	44 052	38 875	88.25
REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES	35 929	6 922	29 007	419.08
79100000 TRANSFERT DE CHARGES	35 929	6 922	29 007	419.08
AUTRES PRODUITS	1	1	0	7.25
75800000 PRODUITS DE GESTION COURANTE	1	1	0	7.25
Total des Produits d'exploitation	747 769	419 087	328 682	78.43
ACHATS DE MARCHANDISES		169	169-	100.00-
60700000 ACHATS DE MARCHANDISES		169	169-	100.00-
VARIATION DE STOCK (MARCHANDISES)	325	2 008	1 683-	83.82-
60370000 VARIATION STOCK DE MARCH.	325	2 008	1 683-	83.82-
ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	16 678	8 433	8 245	97.76
60200000 ACHATS BUVETTE	16 163	8 433	7 730	91.66
60210000 ACHAT REPAS	509		509	
60225000 FOURNITURES DE BUREAU	7		7	
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	363 889	199 082	164 806	82.78
60400000 ACHATS ETUDES ET PRESTAT. SERV	6 445	1 204	5 241	435.33
60432000 MUTATIONS, FRAIS DE DE TRANSFE	5 270	10 327	5 057-	48.97-
60610000 ACHAT ESSENCE, GAZ	781	551	231	41.89
60630000 FOURNIT. ENTRETIEN & PETIT EQU	4 100	2 261	1 839	81.35
60640000 ACHAT FOURNITURE ADMINISTRATIV	33		33	
60650000 ACHAT PETIT MATÉRIEL	1 980	530	1 450	273.67
60680000 ACHATS ÉQUIPEMENTS SPORTIFS	30 023	9 188	20 835	226.76
61200000 CREDIT-BAIL PANNEAU LED	8 415	4 590	3 825	83.33

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

		Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
61320000	LOCATIONS IMMOBILIERES	62 206	24 155	38 051	157.53
61322000	LOCATIONS DE SALLES	67		67	
61350000	LOCATIONS PANNEAU LED	9 136		9 136	
61351000	LOCATIONS VOITURE, MINIBUS	7 130	1 245	5 885	472.73
61353000	LOCATION PHOTOCOPIEUR	1 077	1 340	264-	19.67-
61400000	PROVISIONS CHARGES	100	893	793-	88.80-
61560000	MAINTENANCE INFORMATIQUE	767		767	
61600000	ASSURANCE RC + VÉHICULE		239	239-	100.00-
61620000	ASSURANCES EMPRUNTS	246		246	
61630000	ASSURANCES HABITATION LOC.	2 690	49	2 642	NS
62100000	ARBITRAGES	8 419	9 230	811-	8.78-
62150000	PERSONNEL ASTUCE SÉCURITÉ	4 696	3 492	1 204	34.47
62200000	REMUNERATION, HONORAIRES, KINÉ	4 100	800	3 300	412.50
62210000	FRAIS CRYOTHERAPIE	12 000	12 000		
62211000	FRAIS SALLE DE SPORT	17 083	8 690	8 393	96.59
62261000	HONORAIRE PERSONNEL MÉDICAL	8 075	2 950	5 125	173.73
62266000	HONORAIRES EXPERT COMPTA & CAC	15 768	11 612	4 156	35.79
62267000	HONORAIRES DIVERS	1 803	620	1 183	190.80
62270000	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEU	89	120	31-	25.67-
62310000	ANNONCES ET INSERTIONS	17 506	5 000	12 506	250.11
62340000	BUVETTE OFFERTE	624		624	
62380000	FRAIS DE PUBLICITÉ	38 553	17 821	20 732	116.33
62500000	DEPLACEM. MISSIONS ET RECEPTIO		3 551	3 551-	100.00-
62510000	VOYAGES ET DÉPLACEMENTS	16 902	6 374	10 528	165.18
62511000	FRAIS DES JOUEURS	32 504	34 383	1 879-	5.47-
62512000	FRAIS DES ENTRAÎNEURS		472	472-	100.00-
62513000	FRAIS DES DIRIGEANTS	3 653		3 653	
62514000	FRAIS DES ARBITRES	1 535	137	1 398	NS
62520000	REPAS SPORTIFS	6 555	1 674	4 881	291.62
62550000	FRAIS DES MASSEURS		933	933-	100.00-
62560000	HÔTELS, LOGEMENTS,...	13 145	9 518	3 627	38.11
62570000	RECEPTIONS, VIP	6 501	7 234	733-	10.13-
62600000	FRAIS POSTAUX ET DE TÉLÉCOMM.	504	254	251	98.86
62700000	SERVICES BANCAIRES	3 551	1 467	2 085	142.13
62800000	FORMATION SALARIÉ, ENTR, ARBI	200		200	
62811000	COTISATIONS	8 210	300	7 910	NS
62850000	ACHAT ACTIVITÉ ANNEXE	1 444	3 879	2 434-	62.76-
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		7 515	2 830	4 685	165.53
63110000	TAXES SUR LES SALAIRES		0	0-	100.00-
63330000	FORMATION CONTINUE	5 402	2 510	2 892	115.23
63380000	AUTRES TAXES S/REMUNERATIONS	1 440		1 440	
63511000	CFE	673	320	353	110.31
SALAIRES ET TRAITEMENTS		238 611	154 947	83 665	54.00
64100000	RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL	256 463	155 014	101 449	65.45
64110000	RÉGULARISATION SALAIRE (IJSS)	7 825-	809-	7 016-	867.30-
64120000	CONGÉS PAYÉS	2 367		2 367	
64130000	PRIMES ET GRATIFICATIONS	3 587	742	2 845	383.60
64140000	INDEMNITÉS ET AV. DIVERS	15 981-		15 981-	
CHARGES SOCIALES		76 377	44 299	32 078	72.41
64510000	COTISATIONS URSSAF	49 596	30 043	19 553	65.08
64520000	COTISATIONS AUX MUTUELLES	2 341	1 086	1 255	115.57
64530000	COTISATIONS AUX CAISSES DE RET	11 415	6 040	5 375	88.99

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/06/2020 12	Exercice N-1 30/06/2019 6	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
64540000 COTISATIONS POLE EMPLOI	10 693	6 508	4 185	64.31
64580000 COTISATION DEV PARITARISME	153	93	60	64.55
64750000 MEDECINE DU TRAVAIL, MATÉRIEL	2 180	530	1 650	311.50
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	273	603	330-	54.76-
68112000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	273	603	330-	54.76-
DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT	6 350		6 350	
68174000 PROVISION DEPRECIATION CREANCE	6 350		6 350	
AUTRES CHARGES	15 518	5 001	10 517	210.31
65110000 ENGAGEMENTS PROLIGUE	15 000	5 000	10 000	200.00
65180000 AMENDES SPORTIVES	510		510	
65800000 CHARGES DIVERSES GESTION COURA	8	1	7	NS
Total des Charges d'exploitation	725 536	417 372	308 164	73.83
Résultat d'exploitation	22 233	1 715	20 518	NS
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	68	813	745-	91.58-
66160000 INTÉRÊTS BANCAIRES	68	813	745-	91.58-
Total des Charges financières	68	813	745-	91.58-
Résultat financier	68-	813-	745	91.58
Résultat courant avant impôts	22 165	902	21 263	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL	3 084	635	2 449	385.74
77880000 PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 084	635	2 449	385.74
Total des Produits exceptionnels	3 084	635	2 449	385.74
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	21 980	705	21 275	NS
67120000 PÉNALITÉ, AMENDE, MAJORATION	69	705	636-	90.21-
67180000 CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 911		21 911	
Total des Charges exceptionnelles	21 980	705	21 275	NS
Résultat exceptionnel	18 895-	70-	18 825-	NS
Total des produits	750 854	419 722	331 132	78.89
Total des charges	747 584	418 890	328 694	78.47
Bénéfice ou perte (Produits - Charges)	3 270	832	2 438	293.11

ENTITE :	SOCIETE	HYPOTHESE 1*		HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont centre de formation	Total	Dont centre de formation
	CHARGES	935 420 €	0 €	905 820 €	0
	PRODUITS	935 420 €	0 €	884 500 €	0
	RESULTAT NET	0 €	0 €	-21 320 €	0

CHARGES

		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
0	ACHATS	**39 900 €**	**0 €**	**14 800 €**	**0**
02	ACHATS STOCKES - AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
03	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	-6 000 €		-6 000 €	
04	ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICE	0 €	0 €	0 €	0
04 100	Hébergement site Internet				
04 200	Achats et prestations de services - traiteurs et réceptifs repas partenaires				
04 300	Prestation de services Echanges				
04 400	Autres achats et prestations de services				
06	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES	9 300 €	0 €	8 800 €	0
06 100	Fournitures non stockables				
06 310	Equipements sportifs / maillots joueurs	*3 000 €*		*3 000 €*	
06 320	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	*1 300 €*		*1 300 €*	
06 400	Fournitures administratives	*1 500 €*		*1 500 €*	
06 500	Produits pharmaceutiques	*1 500 €*		*1 500 €*	
06 600	Achats de carburant	*1 000 €*		*1 000 €*	
06 700	Achat billetterie	*1 000 €*		*500 €*	
06 800	Autres matières et fournitures				
07	ACHATS DE MARCHANDISES	36 600 €	0 €	12 000 €	0
07 100	Achats buvette	*15 000 €*		*5 000 €*	
07 200	Achats boutique				
07 310	Achats prestations VIP	*17 100 €*		*7 000 €*	
07 320	Achats prestations VIP ponctuels	*4 500 €*			
07 400	Autres achats				
09	RABAIS, REMISES, RISTOURNES OBTENUS SUR ACHATS	0 €	0 €	0 €	0
09 100	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur achats buvette				
09 200	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur achats boutique				
09 800	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur autres achats				
1	SERVICES EXTERIEURS	**55 680 €**	**0 €**	**55 680 €**	**0**
11	SOUS TRAITANCE				
12	REDEVANCES CREDIT BAIL				
13	LOCATIONS	52 180 €	0 €	52 180 €	0
13 210	Locations - Salle de match principale				
13 220	Locations - Autres salles de matchs (dont délocalisations)	*1 500 €*		*1 500 €*	
13 230	Locations - Appartements - équipe première	*36 680 €*		*36 680 €*	
12 240	Locations - Appartements - centre de formation				
13 280	Autres locations immobilières				
13 510	Location matériel de transport	*9 000 €*		*9 000 €*	
13 520	Location de matériel de bureau				
13 530	Location logiciel informatique				
13 540	Location matériel de billetterie				
13 550	Autres locations mobilières	*5 000 €*		*5 000 €*	
14	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE				
15	ENTRETIENS ET REPARATIONS	700 €		700 €	
16	PRIMES D'ASSURANCE	2 800 €	0 €	2 800 €	0
16 100	Primes d'assurances multi risques	*2 400 €*		*2 400 €*	
16 210	Primes d'assurances complémentaires - équipe première				
16 220	Primes d'assurances complémentaires - autres salariés				
16 230	Primes d'assurances complémentaires - centre de formation				
16 300	Primes d'assurances - appartements	*400 €*		*400 €*	
16 400	Primes d'assurances - véhicules				
16 800	Primes d'assurances - autres				
17	ETUDES ET RECHERCHES				
18	DIVERS	0 €	0 €	0 €	0
18 100	Documentation générale				
18 200	Divers services extérieurs				
18 300	Documentation technique				
18 500	Frais de colloque, séminaires, conférences				
2	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	**274 300 €**	**0 €**	**269 800 €**	**0**
21	PERSONNEL EXTERIEUR A L'ENTREPRISE	0 €	0 €	0 €	0
21 100	Personnel intérimaire				
21 400	Personnel détaché ou prêté				
22	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	129 000 €	0 €	129 000 €	0
22 100	Commissions et courtages sur achats				
22 200	Commissions et courtages sur ventes				
22 300	Commissions et courtages sur ventes diverses				
22 500	Rémunérations d'affacturage				

	CHARGES	PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
22 610	Honoraires juridiques				
22 620	Honoraires médicaux	*9 000 €*		*9 000 €*	
22 630	Honoraires agents sportifs	*5 000 €*		*5 000 €*	
22 640	Honoraires comptables et commissaire aux comptes	*14 000 €*		*14 000 €*	
22 650	Honoraires publicités	*6 000 €*		*6 000 €*	
22 660	Honoraires préparation physique	*9 000 €*		*9 000 €*	
22 670	Honoraires autres	*6 000 €*		*6 000 €*	
22 700	Frais d'actes et de contentieux				
22 800	Divers autres services extérieurs				
22 900	Echanges	*80 000 €*		*80 000 €*	
23	FRAIS DE COMMUNICATION	5 400 €		5 400 €	
24	TRANSPORT DE BIENS ET TRANSPORT COLLECTIF DE PERSONNEL	0 €	0 €	0 €	0
24 100	Transport sur achats				
24 200	Transport sur ventes				
24 700	Transport collectif du personnel				
25	DEPLACEMENTS - MISSIONS ET RECEPTIONS	80 000 €	0 €	80 000 €	0
25 110	Voyages, déplacements - équipe première	*30 000 €*		*30 000 €*	
25 120	Voyages, déplacements - autres équipes				
25 130	Déplacement - Mission détection				
25 140	Indemnités kilométriques - équipe première	*30 000 €*		*30 000 €*	
25 150	Indemnités kilométriques - autres salariés				
25 210	Stages équipe professionnelle	*5 000 €*		*5 000 €*	
25 220	Autres stages				
25 510	Frais de déménagement - équipe première				
25 520	Frais de déménagement - autres salariés				
25 610	Missions - équipe première (dont frais de restauration)	*15 000 €*		*15 000 €*	
25 620	Missions - administratif				
25 630	Missions - président - actionnaires - dirigeants				
25 640	Autres missions				
25 700	Réceptions				
26	FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATION	1 000 €	0 €	1 000 €	0
26 100	Affranchissements	*400 €*		*400 €*	
26 200	Téléphone, Internet	*600 €*		*600 €*	
27	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES				
28	DIVERS	58 900 €	0 €	54 400 €	0
28 110	Frais arbitres et délégués - équipe première	*23 000 €*		*23 000 €*	
28 120	Frais arbitres et délégués - autres équipes				
28 200	Frais de sécurité et police				
28 310	Frais de billetterie				
28 320	Frais d'organisation matchs (sécurité, croix rouge, hôtesses sauf si salariées...)	*9 000 €*		*4 500 €*	
28 400	Frais de recrutement de personnel				
28 500	Licences	*3 000 €*		*3 000 €*	
28 610	Frais de mutation nationaux (FFHB, ligue régionale et comité départemental)	*10 000 €*		*10 000 €*	
28 620	Frais de mutations EHF - IHF				
28 710	Cotisation LNH	*10 000 €*		*10 000 €*	
28 720	Cotisation UCPH	*1 500 €*		*1 500 €*	
28 730	Autres cotisations	*2 400 €*		*2 400 €*	
3	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	**6 600 €**	**0 €**	**6 600 €**	**0**
31	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS (impôts)	6 000 €	0 €	6 000 €	0
31 100	Taxe sur salaires	*2 000 €*		*2 000 €*	
31 200	Taxe d'apprentissage				
31 300	Taxe formation continue	*4 000 €*		*4 000 €*	
31 400	Participation des employeurs à l'effort de construction				
31 800	Autres				
33	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERATIONS (autres organismes)				
35	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (administration des impôts)	600 €	0 €	600 €	0
35 110	CET (cfe-cvae)	*600 €*		*600 €*	
35 140	Taxes sur les véhicules de sociétés				
35 200	Taxes sur le CA non récupérable				
35 800	Autres droits				
37	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES (autres organismes)				
4	CHARGES DE PERSONNEL	**558 940 €**	**0 €**	**558 940 €**	**0**
41	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	410 000 €	0 €	410 000 €	0
41 1	Salaires, appointements	410 000 €	0 €	410 000 €	0
41 110	Salaires, appointements des membres de l'équipe première	*320 000 €*		*320 000 €*	
41 120	Salaires, appointements des autres salariés	*90 000 €*		*90 000 €*	
41 2	Congés payés	0 €	0 €	0 €	0
41 210	Congés payés des membres de l'équipe première				
41 220	Congés payés des autres salariés				
41 3	Primes et gratifications	0 €	0 €	0 €	0
41 310	Primes et gratifications des membres de l'équipe première				
41 320	Primes et gratifications des autres salariés				
41 4	Indemnités et avantages divers	0 €	0 €	0 €	0

	CHARGES	PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
41 410	Indemnités journalières des membres de l'équipe première				
41 420	Indemnités journalières des autres salariés				
41 430	Avantages divers des joueurs des membres de l'équipe première (hors activité partielle)				
	Avantages divers des joueurs des membres de l'équipe première (**allocations d'activité partielle**)				
41 440	Avantages divers des autres salariés (hors activité partielle)				
	Avantages divers des autres salariés (**allocations d'activité partielle**)				
41 450	Indemnités transactionnelles des membres de l'équipe première				
41 460	Indemnités transactionnelles des autres salariés				
45	CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE	147 200 €	0 €	147 200 €	0
45 1	Cotisations URSSAF	145 000 €	0 €	145 000 €	0
45 110	Cotisations URSSAF des membres de l'équipe première	*115 000 €*		*115 000 €*	
45 120	Cotisations URSSAF des autres salariés	*30 000 €*		*30 000 €*	
45 2	Complémentaire santé	2 200 €	0 €	2 200 €	0
45 210	Complémentaire santé des membres de l'équipe première	*2 000 €*		*2 000 €*	
45 220	Complémentaire santé des autres salariés	*200 €*		*200 €*	
45 3	Caisses de retraite complémentaire	0 €	0 €	0 €	0
45 310	Caisses de retraite complémentaire des membres de l'équipe première				
45 320	Caisses de retraite complémentaire des autres salariés				
45 5	Cotisations prévoyance	0 €	0 €	0 €	0
45 510	Cotisations prévoyance des membres de l'équipe première				
45 520	Cotisations prévoyance des autres salariés				
45 6	Cotisations - autres organismes sociaux	0 €	0 €	0 €	0
45 610	Cotisations - autres organismes sociaux des membres de l'équipe première				
45 620	Cotisations - autres organismes sociaux des autres salariés				
45 8	Cotisations sociales sur congés payés	0 €	0 €	0 €	0
45 810	Cotisations sociales sur congés payés des membres de l'équipe première				
45 820	Cotisations sociales sur congés payés des autres salariés				
45 9	Charges sociales sur primes	0 €	0 €	0 €	0
45 910	Charges sociales sur primes des membres de l'équipe première				
45 920	Charges sociales sur primes des autres salariés				
47	AUTRES CHARGES SOCIALES	1 740 €	0 €	1 740 €	0
47 510	Médecine du travail des membres de l'équipe première	*1 500 €*		*1 500 €*	
47 520	Médecine du travail des autres salariés	*240 €*		*240 €*	
47 900	Autres				
48	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	0 €	0 €	0 €	0
48 110	Intéressement des membres de l'équipe première				
48 120	Intéressement des autres salariés				
48 130	Autres charges de personnel des membres de l'équipe première				
48 140	Autres charges de personnel des autres salariés				
49	CICE				
5	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
51	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	0 €	0 €	0 €	0
51 100	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels				
51 600	Droits d'auteur et de reproduction				
51 800	Autres droits et valeurs similaires				
52	REDEVANCES SOCIETES/ASSOCIATIONS SUPPORTS				
54	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES				
58	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	0 €	0 €	0 €	0
58 500	Indemnités de formation				
58 900	Autres produits de gestion courante				
6	CHARGES FINANCIERES	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
61	CHARGES D'INTERETS	0 €	0 €	0 €	0
61 100	Intérêts des emprunts et dettes				
61 500	Intérêts des comptes courants débiteurs				
68	AUTRES CHARGES FINANCIERES				
7	CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
71	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	0 €	0 €	0 €	0
71 210	Pénalités et amendes instances sportives (LNH, FFHB, ligue régionale, comité départemental)				
71 220	Pénalités, amendes fiscales et pénales				
71 300	Dons, libéralités				
71 400	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
71 800	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
72	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR EXERCICES ANTERIEURS				
75	VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	0 €	0 €	0 €	0
75 510	Des immobilisations incorporelles				
75 520	Des immobilisations corporelles				
75 530	Des frais de transfert				
75 560	Des immobilisations financières				
75 800	Autres éléments d'actif				
78	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES				
8	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
81	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS - CHARGES D'EXPLOITATION	0 €	0 €	0 €	0
81 111	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles				

CHARGES

		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
31 112	Dotations aux amortissements des frais de transfert				
31 120	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles				
31 200	Dotations aux amortissements des charges à répartir				
31 500	Provisions pour risques et charges d'exploitation				
31 610	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
31 620	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles				
31 700	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants				
31 740	Créances douteuses				
36	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - CHARGES FINANCIERES				
37	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - CHARGES EXCEPTIONNELLES				
9	PARTICIPATION DES SALARIES ET IMPÔTS SUR LES BENEFICES	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
91	PARTICIPATION DES SALARIES	0 €	0 €	0 €	0
91 110	Participation des salariés - membres de l'équipe première				
91 120	Participation des salariés - autres salariés				
95	IMPÔTS SUR LES BENEFICES				

PRODUITS

		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
0	VENTES ET PRESTATIONS DE SERVICE	**410 282 €**	**0 €**	**345 362 €**	**0**
06	PRESTATIONS DE SERVICES	382 282 €	0 €	332 862 €	0
06 1	Recettes billetterie individuelle	25 000 €	0 €	12 000 €	0
06 110	Recettes billetterie équipe 1ère - Championnat	*25 000 €*		*12 000 €*	
06 120	Recettes billetterie équipe 1ère - Coupe de la Ligue				
06 130	Recettes billetterie équipe 1ère - Coupe de France				
06 140	Recettes billetterie équipe 1ère - Coupe d' Europe				
06 150	Recettes billetterie équipe 1ère - Matchs amicaux				
06 160	Recettes billetterie - Autres				
06 2	Ventes de places ou abonnements collectivités publiques	21 514 €	0 €	21 514 €	0
06 210	Ventes de places ou abonnements collectivités publiques - Ville				
06 220	Ventes de places ou abonnements collectivités publiques - Comm agglomération/métropole	*15 652 €*		*15 652 €*	
06 230	Ventes de places ou abonnements collectivités publiques - Département				
06 240	Ventes de places ou abonnements collectivités publiques - Région	*5 862 €*		*5 862 €*	
06 3	Abonnements	1 420 €	0 €	1 000 €	0
06 310	Abonnements particuliers	*1 420 €*		*1 000 €*	
06 320	Abonnements entreprises				
06 330	Abonnements convention club (association support - etc...)				
06 4	Recettes compétitions LNH	0 €	0 €	0 €	0
06 410	Recettes Coupe de la Ligue				
06 420	Recettes Trophée des Champions				
06 430	Recettes autres compétitions LNH				
06 5	Droits TV et Marketing	0 €	0 €	0 €	0
06 510	Droits TV - part fixe				
06 520	Droits TV - part variable (part au classement)				
06 530	Droits marketing LNH				
06 540	Droits marketing Coupe d'Europe				
06 6	Sponsoring collectivités publiques	84 348 €	0 €	83 348 €	0
06 610	Sponsoring collectivités publiques - Ville				
06 620	Sponsoring collectivités publiques - Comm agglomération/métropole	*84 348 €*		*83 348 €*	
06 630	Sponsoring collectivités publiques - Département				
06 640	Sponsoring collectivités publiques - Région				
06 7	Partenariat privé	250 000 €	0 €	215 000 €	0
06 710	Partenariat privé annuel ou pluriannuel - équipements	*170 000 €*		*135 000 €*	
06 720	Partenariats ponctuels				
06 730	Partenariats hors TVA				
06 740	Echanges	*80 000 €*		*80 000 €*	
07	VENTES DE MARCHANDISES	28 000 €	0 €	12 500 €	0
07 110	Ventes buvette	*25 000 €*		*12 000 €*	
07 210	Ventes boutique "physique" et jours de matchs	*3 000 €*		*500 €*	
07 220	Ventes boutique internet				
07 300	Autres ventes				
08	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	0 €	0 €	0 €	0
08 3	Locations diverses	0 €	0 €	0 €	0
08 310	Locations de salles				
08 320	Autres locations				
08 4	Mises à disposition de personnel				
08 5	Ports et frais accessoires facturés				
08 8	Autres produits d'activités annexes	0 €	0 €	0 €	0
08 810	Indemnités kilométriques - Coupe de la Ligue				
08 820	Stages jeunes				
08 830	Autres produits d'activités annexes				
09	RABAIS, REMISES ET RISTOURNES ACCORDES PAR L'ENTREPRISE	0 €	0 €	0 €	0
09 600	Rabais, Remises et Ristournes sur prestations de services				

	CHARGES	PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 1*		PREVISIONNEL 2021/2022 *HYPOTHESE 2*	
		Total	Dont CDF°	Total	Dont CDF°
)9 700	Rabais, Remises et Ristournes sur ventes de marchandises				
)9 800	Rabais, Remises et Ristournes sur produits des activités annexes				
4	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**505 138 €**	**0 €**	**519 138 €**	**0**
40	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	505 138 €	0 €	519 138 €	0
40 1	Subventions Ville	300 000 €		300 000 €	
40 2	Subventions Communauté d'agglomération/métropole	36 000 €		36 000 €	
40 3	Subventions Département	25 000 €		25 000 €	
40 4	Subventions Conseil Régional	144 138 €		144 138 €	
40 5	Autres subventions	0 €	0 €	14 000 €	0
40 510	Subventions FFHB (dont mise à disposition des internationaux)				
40 520	Subventions FFHB (centre de formation)				
40 530	Subventions IHF (mise à disposition des internationaux…)				
	Autres subventions - **fonds de solidarité**			*14 000 €*	
40 540	Autres subventions - **aides à l'embauche**				
	Autres subventions - **autres**				
5	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
51	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, MARQUES, PROCEDES, LOGICIELS, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES	0 €	0 €	0 €	0
51 100	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels.				
51 200	Redevances (subvention d'équilibre association support / sté sport)				
51 600	Droits d'auteur et de reproduction				
51 800	Autres droits et valeurs similaires				
56	COTISATIONS *(pour les associations : licences)*				
58	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	0 €	0 €	0 €	0
58 100	Indemnités perçues de formation				
58 210	Mécénat				
58 220	Autres dons				
58 300	Autres produits divers de gestion courante				
6	PRODUITS FINANCIERS	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
61	PRODUITS DES PARTICIPATIONS				
62	PRODUITS DES AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
63	REVENUS DES AUTRES CRÉANCES				
64	REVENUS DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
65	ESCOMPTES OBTENUS				
66	GAINS DE CHANGE				
67	PRODUITS NETS / CESSIONS VMP				
68	AUTRES PRODUITS FINANCIERS				
7	PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
71	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPÉRATIONS DE GESTION				
72	PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS				
75	PRODUITS DES CESSIONS D'ÉLÉMENTS D'ACTIF (DONT INDEMNITÉS DE TRANSFERT)	0 €	0 €	0 €	0
75 100	Produits de cessions d'éléments d'actif - immobilisations incorporelles				
75 200	Produits de cessions d'éléments d'actif - immobilisations corporelles				
78	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS				
8	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0**
81	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - PRODUITS D'EXPLOITATION				
86	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - PRODUITS FINANCIERS				
87	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - PRODUITS EXCEPTIONNELS				
9	TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION	**20 000 €**	**0 €**	**20 000 €**	**0**
91	TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION	20 000 €	0 €	20 000 €	0
91 100	Transferts de charges - avantages en nature				
91 200	Transferts de charges - indemnités journalières CPAM reçues	*20 000 €*		*20 000 €*	
91 300	Transferts de charges - indemnités d'assurances complé privées				
91 400	Transferts de charges - soumis à TVA				
91 500	Transferts de charges - non soumis à TVA				
96	TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIERES				
97	TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES				

PLAN COMPTABLE TYPE CNACG (COMPTE DE RESULTAT)

CHARGES	
60	ACHATS
602	ACHATS STOCKES - AUTRES APPROVISIONNEMENTS
603	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES
604	ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICE
604 100	Hébergement site Internet
604 200	Achats et prestations de services - traiteurs et réceptifs repas partenaires
604 300	Prestation de services Echanges
604 400	Autres achats et prestations de services
606	ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES
606 100	Fournitures non stockables
606 310	Equipements sportifs / maillots joueurs
606 320	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement
606 400	Fournitures administratives
606 500	Produits pharmaceutiques
606 600	Achats de carburant
606 700	Achat billetterie
606 800	Autres matières et fournitures
607	ACHATS DE MARCHANDISES
607 100	Achats buvette
607 200	Achats boutique
607 310	Achats prestations VIP
607 320	Achats prestations VIP ponctuels
607 400	Autres achats
609	RABAIS, REMISES, RISTOURNES OBTENUS SUR ACHATS
609 100	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur achats buvette
609 200	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur achats boutique
609 800	Rabais, Remises et Ristounes obtenus sur autres achats
61	SERVICES EXTERIEURS
611	SOUS TRAITANCE
612	REDEVANCES CREDIT BAIL
613	LOCATIONS
613 210	Locations - Salle de match principale
613 220	Locations - Autres salles de matchs (dont délocalisations)
613 230	Locations - Appartements - équipe première
612 240	Locations - Appartements - centre de formation
613 280	Autres locations immobilières
613 510	Location matériel de transport
613 520	Location de matériel de bureau
613 530	Location logiciel informatique
613 540	Location matériel de billetterie
613 550	Autres locations mobilières
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE
615	ENTRETIENS ET REPARATIONS
616	PRIMES D'ASSURANCE
616 100	Primes d'assurances multi risques
616 210	Primes d'assurances complémentaires - équipe première
616 220	Primes d'assurances complémentaires - autres salariés
616 230	Primes d'assurances complémentaires - centre de formation
616 300	Primes d'assurances - appartements
616 400	Primes d'assurances - véhicules
616 800	Primes d'assurances - autres
617	ETUDES ET RECHERCHES
618	DIVERS
618 100	Documentation générale
618 200	Divers services extérieurs
618 300	Documentation technique
618 500	Frais de colloque, séminaires, conférences

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Conclusion de marchés publics avec la SIG Strasbourg et le Racing club de Strasbourg Alsace - saison sportive 2021-2022.

Numéro V-2021-1254

Au titre de la saison 2021-2022, il est proposé de renouveler le partenariat avec la SASP SIG Strasbourg et la SAS Racing club de Strasbourg Alsace, clubs phares du territoire, pour les soutenir dans leurs projets sportifs et les accompagner ainsi dans le développement de leur club.

Les dispositifs de financement des sociétés sportives par les collectivités sont encadrés par le code du sport.

Il est ainsi proposé de conclure entre la Ville et la SASP SIG STRASBOURG ainsi qu'avec la SAS Racing club de Strasbourg Alsace, deux marchés publics dans le cadre de l'exécution de prestations de services portant notamment sur l'achat de billetterie et la mise en place de l'identité visuelle de la Ville sur différents supports de communication.

Ainsi, pour la saison 2021-2022, les montants estimés seraient les suivants :

- SASP SIG STRASBOURG : 509 400 € HT (soit 597 012 € TTC),

- SAS Racing club de Strasbourg Alsace : 223 384 € HT (soit 265 000 € TTC).

Ces prestations relevant des services spécifiques, notamment des services récréatifs, culturels et sportifs figurant à l'annexe 3 du Code de la commande publique, celles-ci peuvent faire l'objet d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables tel que prévu à l'article R2122-3 du Code de la commande publique

Ces marchés seront soumis pour attribution à la commission d'appel d'offres.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion de deux marchés publics, au titre de la saison sportive 2021-2022, entre la Ville et les deux clubs suivants :

- *la SASP SIG Strasbourg pour un montant estimé à 509 400 € HT (597 012 € TTC),*
- *la SAS Racing club de Strasbourg Alsace pour un montant estimé à 223 384 € HT (soit 265 000 € TTC*),

dans le cadre de prestations de services portant notamment sur l'achat de billetterie et la mise en place de l'identité visuelle de la Ville sur différents supports de communication ;

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires suivantes :

- *40\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 25 % du marché public à la SASP SIG STRASBOURG, soit une somme estimée à 127 350 € HT / 149 253 € TTC sur le budget de 2021. Le solde quant à lui sera versé en 2022 ;*

- *40\6238\SJ03C : pour le versement d'un acompte de 30 % du marché public à la SAS Racing club de Strasbourg Alsace, soit une somme estimée à 67 015,20 € HT / 79 500 € TTC sur le budget de 2021. Le solde quant à lui sera versé en 2022 ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e, à signer les marchés après attribution par la Commission d'appel d'offres, ainsi que tous autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140746-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Convention entre la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre Dame relative à l'attribution d'une subvention d'équilibre.

Numéro V-2021-1255

L'Œuvre Notre-Dame (OND) est une fondation de droit local, administrée par la ville de Strasbourg dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII. L'article 1 de cet arrêté précise que les biens et revenus de cette fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la Cathédrale Notre-Dame.

Les ressources financières de la Fondation proviennent, pour sa majeure partie des revenus de son patrimoine immobilier et foncier et de l'exploitation de la plateforme, ainsi que des recettes issues des dons et legs, de la vente de produits dérivés et des opérations ciblées de mécénat.

Parallèlement à ces recettes propres, la ville de Strasbourg verse chaque année une subvention d'équilibre à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame dont l'utilisation est encadrée par une convention financière qui stipule que l'Œuvre Notre-Dame s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à l'objet social de la convention.

Les principaux projets développés pour la Cathédrale en 2021 concernent la phase finale de la restauration du Transept Sud, l'engagement des travaux de restauration du portail Saint Laurent, les études préalables pour le chantier de la Tourelle Sud Est de la Haute Tour ainsi que les travaux récurrents liés à l'entretien quotidien de la Cathédrale.

Le budget primitif 2021 de la Fondation affiche en section de fonctionnement des dépenses à hauteur de 3 450 000 € et des recettes à hauteur de 2 250 000 €, complétées par une subvention de la ville de Strasbourg de 1 200 000 € qui permet l'équilibre de la section.

La crise liée au Covid-19 a mis l'OND dans l'obligation de fermer totalement l'accès à la plateforme de la cathédrale du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021. Le manque à gagner sur les cinq premiers mois de l'année 2021 conjugué à une prévision de fréquentation touristique revue à la baisse ont conduit l'OND à devoir réajuster la prévision de recette

annuelle à 414 000 € au lieu de 975 000 €. La baisse de 561 000 € peut être compensée en partie par l'affectation du résultat 2020 mais nécessite un complément de subvention de la part de la ville de Strasbourg à hauteur de 400 000 € pour équilibrer le budget.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention complémentaire à hauteur de 400 000 € à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021,

décide

l'imputation de la dépense de 400 000 € sur la ligne HP05A 65738 OND, sous réserve du vote des crédits du budget supplémentaire 2021,

autorise

Syamak AGHA BABAEI, Premier-adjoint à la Maire à signer la convention annexée à la délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133499-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

CONVENTION FINANCIERE

Entre :

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Syamak AGHA BABAEI Premier adjoint à la Maire en charge des finances

et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, 3 place du Château à 67000 Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de la Ville de Strasbourg et Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ci-après dénommée "la Fondation".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention.
La Fondation a pour mission "la gestion de ses biens et revenus qui continueront à être spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale de Strasbourg" (cf. article 1er de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII).

Afin de soutenir l'activité de la Fondation, la Ville de Strasbourg a décidé de lui octroyer une subvention d'équilibre pour l'exercice 2021.
Consécutivement à la crise liée au Covid19, l'OND ne peut que constater une forte baisse des recettes d'exploitation du circuit de visite de la plateforme de la cathédrale de Strasbourg, sa principale ressources propre. La prévision de moindre recette pour l'année est évaluée à 561 000 euros et, malgré les économies de fonctionnement recherchées, un complément de subvention de 400 000 euros s'avère nécessaire pour permettre l'équilibre du budget de l'OND.

Article 2 : Versement de la subvention.
La Ville de Strasbourg s'engage à verser une subvention de 400 000 € dont le montant a été fixé et approuvé par le Conseil municipal.

Article 3 : Engagements de la Fondation.
En signant la présente convention, la Fondation s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet.

De manière générale, elle facilite le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 4 : Exécution.
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Syamak AGHA BABAEI	Jeanne Barseghian
Premier adjoint à la Maire en charge des finances	Maire de Strasbourg Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Numéro V-2021-1256

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 14 971 € les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg. En fonction de l'évolution de la situation sanitaire, certaines de ces animations pourraient être annulées, reportées, modifiées ou amputées d'une partie de leur contenu. Par conséquent, le montant de la subvention sera ajusté en fonction des dépenses réelles engagées par les bénéficiaires.

Association Ordinaire	**9 971 €**

Organisation de l'Ordinaire Open Air au Jardin des deux rives le 18 septembre 2021 avec une programmation variée mêlant live et DJ sets pour un évènement à taille humaine et familiale.

Association UT	**5 000 €**

Participation aux frais d'organisation du festival Exhibitronic, du 1er au 5 septembre 2021, au cinéma Odyssée avec plusieurs concerts, des ateliers et des conférences.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Ordinaire	*9 971 €*
Association UT	*5 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 14 971 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 37 412 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-138448-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Subventions à divers organismes au titre de l'enseignement supérieur et de recherche, de recherche scientifique et d'actions éducatives sur les thèmes de la science et l'environnement.

Numéro V-2021-1257

CP'ENA –soutien d'une classe préparatoire à l'ENA Strasbourg : 10 000 €.

Pour favoriser la diversité dans les recrutements de l'ENA (École nationale d'administration) son directeur, Patrick Gérard, a décidé en 2019 de créer en partenariat avec l'Institut d'études politiques (IEP) à Strasbourg une deuxième classe préparatoire CP'ENA, à l'instar de celle ouverte à Paris en 2009.

L'actuel dispositif « égalité des chances » met l'accent sur la diversité des profils, des genres, des origines territoriales : 1/4 des effectifs est issu des quartiers prioritaires et 2/3 des élèves viennent de province.

Les résultats concluants du présent dispositif ont amené l'ENA, qui à compter de 2022 deviendra l'« ISP » (Institut du service public), à prolonger et développer cette action.

Les futures « classes parcours talents » verront leur effectif doublé à Strasbourg et Paris (24 élèves contre 10 actuellement) et permettront l'ouverture d'une nouvelle classe à Nantes. Ce parcours verra la montée en puissance de l'actuel dispositif que la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se sont engagées, par lettre du 11 juillet 2019, à soutenir durant 3 ans (2020 à 2022) à hauteur de 10 000 € par an chacune et qui fait l'objet de l'actuelle proposition de soutien.

Au regard de ces éléments et afin de poursuivre et de l'ancrage territorial de l'ENA, il vous est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour l'exercice 2021 afin de d'accompagner la création et la montée en puissance de cette classe préparatoire intégrée à l'ENA et au futur Institut du service public.

Comité scientifique Pro anima	**4 800 €**

L’association Pro anima œuvre avec des laboratoires partenaires au développement de programmes de recherche de pointe, fondés sur des connaissances scientifiques les plus avancées sans expérimenter sur les animaux, pour améliorer notre santé.

Le comité scientifique PRO ANIMA a confié à la société AOP, lauréate de son Prix EthicScience 2019, le développement d'une méthode substitutive visant à remplacer les essais animaux dans le contexte de la mesure de toxicité aiguë potentiellement induite par les produits chimiques chez l'humain (directive européenne REACH).

L'étude vise à mimer à l'aide de modèles cellulaires humains les premières étapes de la toxicité aiguë par inhalation à savoir (1) le transport et la prise en charge du produit chimique par le foie et (2) la mesure de toxicité des métabolites produits par le foie.

Cette étude nécessite l'utilisation d'une technologie unique, nommée VALITOX-LUCS, couverte par un brevet français et européen.

La présente demande concerne l'accès à la licence annuelle nécessaire à l'usage de la technologie VALITOX-LUCS (4 800 € HT), sans laquelle la partie (2) de l'étude ne sera pas réalisable.

Le développement de cette nouvelle étape permettrait de tester avec une extrême fiabilité la toxicité de tout ce qui nous entoure dans notre quotidien, allant du produit cosmétique jusqu’au médicament, en passant par les biocides utilisés en agriculture, ainsi que les additifs alimentaires.

Les industriels auraient ainsi la possibilité de fabriquer des produits beaucoup plus sûrs.

Il est proposé au Conseil, l’attribution une subvention de 4 800 € à l’association Pro anima pour l’accès à la licence.

Actions éducatives sur les thèmes de la science et de l’environnement	**45 000** €

La ville de Strasbourg, en complément de ses propres dispositifs éducatifs, soutient des projets développés par des associations ou encore l’Université en faveur des enfants des écoles strasbourgeoises en temps scolaire et périscolaire ainsi que des actions d’accompagnement des équipes éducatives sur des sujets relevant du projet éducatif de la ville de Strasbourg notamment le projet de végétalisation des cours des écoles.

Les deux projets ci-dessous contribuent à mobiliser la communauté éducative autour des questions environnementales.

1. **Projet de colloque « la cour qui sème » présenté par l’association Eco Conseil**

L'Institut Eco-conseil accompagne la Ville notamment sur l'idée conductrice de « l'école du Dehors ». Cette nouvelle initiative associative, qui s'intitule « La Cour qui Sème », consiste à organiser un temps de rencontre et d'échange sur les moyens d'intégrer la nature dans les écoles.
De nombreuses interventions assurées par des spécialistes seront proposées aux enseignants, parents, animateurs et techniciens afin de les inviter à se projeter dans la végétalisation de leur cour. Ce temps de rencontre vise également à faire témoigner des personnes qui mettent en place des actions pour relier les enfants à la nature, source d'apprentissages multiples.

Il est proposé de verser une subvention à hauteur de :	15 000 €.

2. Université de Strasbourg - Jardin des sciences

Le Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg développe des actions d'accompagnement de classes sur des projets pédagogiques basés sur une démarche scientifique :
- les sciences en deux temps : parcours proposés à des classes en cycle 2 et en cycle 3. Ce projet engage les élèves dans une démarche scientifique autour du cycle de l'eau et du système solaire et les rend acteurs de leurs apprentissages.
- les sciences dans la cour de l'école : nouveau projet visant à accompagner la végétalisation des cours des écoles autour de deux thèmes : projet météo et projet petite faune du sol. Cette action s'adresse aux classes de cycles 2 et 3 et aux enseignants dans l'appropriation de ces nouveaux espaces.
- formation et sensibilisation aux sciences destinées aux enseignants et aux animateurs du périscolaire.

Il est proposé de soutenir le projet à hauteur de :	30 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *<u>CP'ENA –soutien d'une classe préparatoire à l'ENA Strasbourg</u>*
  d'attribuer une subvention de 10 000 € à l'Ecole nationale d'administration dans le cadre de la politique municipale de soutien aux activités universitaires et scientifiques et d'imputer la somme de 10 000 € sur la ligne budgétaire DU03C-6574-23 - programme 8042 dont le disponible avant le présent Conseil est de 10 000 €,

- *<u>Comité scientifique Pro anima</u>*
  d'attribuer une subvention de 4 800 € à l'Association Pro Anima, montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 Prog 8114 EN03 D,

- *<u>Institut Eco Conseil et jardin des sciences de l'Université de Strasbourg</u>*
  d'attribuer au titre de la Direction de l'enfance et de l'éducation, les subventions suivantes :

Institut Eco Conseil	*15 000 €*
Jardin des sciences de l'Université de Strasbourg	*30 000 €*

et d'imputer la dépense de 45 000 € sur les crédits inscrits au budget 2021 de la ville de Strasbourg Fonction 255, Nature 6574 DE02C, Programme 8028 dont le montant disponible est de 281 400 €

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés y afférents.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140254-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Attribution de subventions

Délibération du Conseil Municipal du

du 20/09/2021

Dénomination de l'organisme	*Nature de la sollicitation*	*Montant sollicité*	*Montant octroyé 2021*	*Montant octroyé 2020*
ENA	Subvention de fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Institut Eco Conseil	Subvention projet	17 500 €	15 000 €	0
Jardin des Sciences de l'Université	Subvention projet	33 000 €	30 000 €	13 000 €
Association Pro Anima	accès à la licence			4 800 €
TOTAL		60 500 €	55 000 €	27 800 €

Direction de l'enfance et de l'éducation
Service périscolaire et éducatif

Annexe au rapport au Conseil Municipal du 20 septembre 2021

<u>Objet</u> : Subventions au profit de projets éducatifs

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation (a)	Imputation	Crédits disponibles (BP 2021) au présent conseil	Montant sollicité de la Ville	Montant octroyé en 2021	Autres financements sollicités	Montants versés en 2020
Institut Eco Conseil	**1**			17 500 €	15 000 €	Etat Dréal	0 €
Jardin des sciences de l'Université	**1**		* Disponible 281 400 € Fonction : 255 Nature : 6574 DE02 C Programme 8028	33 000 €	30 000 €		13 000 €
TOTAL	**3**			***50 500 €***	***45 000 €***		

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Soutien aux acteurs de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire.

Numéro V-2021-1258

Dans le cadre de la feuille de route économique, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg affirment leur volonté de soutenir l'économie sociale et solidaire (ESS) et les acteurs de l'emploi, qui créent des réponses locales aux besoins locaux.

Ces structures font partie, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants·es et des territoires : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois, de qualité de vie et d'innovation sociale. Elles contribuent, par l'animation de collectifs, à la formation à la coopération, à l'usage d'outils démocratiques, tout en étant respectueuses de l'environnement quand elles ne réparent, pour nombres d'entre elles, les dégâts causés par la société à celui-ci.

CRESS - Marché de Noël OFF (fonctionnement)	**80 000 €**
CRESS - Marché de Noël OFF (investissement)	**36 000 €**

Le marché OFF de Noël organise sa 6ème édition, en partenariat avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), la Chambre de consommation d'Alsace (plateforme Zig&Zag) et Colecosol.

Les objectifs de ce marché sont :
- promouvoir les achats responsables auprès du grand public,
- développer les activités des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire (ESS),
- offrir un espace engagé, animé et convivial,

La CRESS coordonne le marché, l'intervention de plus de vingt exposants et plus de 40 partenaires, les animations qui s'y tiennent (plus de 100).

Du fait de la crise sanitaire, le Marché OFF 2020 a basculé en version numérique : l'opération, intitulée « Léon connecté & solidaire » s'est basée sur la dématérialisation des contenus d'animation et de sensibilisation habituels du Marché OFF. Ont été mis en place un site web dédié, lié à des plateformes de vente en ligne pour la partie commerciale (Marmelade, label Emmaüs), et à travers la mise en place d'une unité de communication numérique (appelée Médialab) chargée de produire et de diffuser des contenus sur l'ESS via une radio en ligne, du contenu vidéo durant toute la période de Noël. Les interventions se sont faites depuis un studio installé au cœur de la salle de vente d'Emmaüs Mundolsheim.

Cette expérimentation a permis de juguler en partie la perte de chiffre d'affaires et a permis de faire perdurer « l'esprit OFF » durant la période de Noël et de soutenir le secteur : 53 structures de l'ESS y ont pris la parole lors de 17 tables-rondes, 26 capsules vidéos ont pu être réalisées sur les acteurs du OFF et diffusé sur un site web dédié. Enfin, 16 performances artistiques ont pu être délivrées. En moyenne, 5 300 personnes par live ont été touchées

Ces éléments ont été préfigurateurs d'éléments complémentaires du OFF de Noël pour les années à venir et l'augmentation de budget proposée cette année vise à pérenniser cette expérimentation, en plus du retour au « marché habituel ».

40 000 € ont déjà été versés à la CRESS (CPO 2020-2024) eu égard à l'ingénierie du OFF, qui se déroule durant toute l'année. Ce qui porte la subvention de fonctionnement totale à la CRESS à 120 000 €, en support de l'événementiel et de la partie sensibilisation du marché.

L'adaptation aux dernières normes de sécurité nécessite un espacement des structures présentes sur le marché de Noël et occasionne des dépenses d'investissement d'adaptation (bâches, dômes…), pour lesquelles la CRESS demande notre soutien, à hauteur de 36 000 €.

Vers un Réseau d'Achat en Commun (VRAC)	**10 000 €**

L'association VRAC (Vers un Réseau d'Achats communs) a été créée le 23 mars 2017. Elle a pour objectif de permettre l'accès au plus grand nombre à des produits de qualité à des prix abordables, en développant des groupements d'achats en commun dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) de l'Eurométropole de Strasbourg. L'idée est aussi de développer une dynamique collective dans ces quartiers et de permettre à ses habitants·es de s'impliquer et de participer au fonctionnement de l'association et du projet.

Par ses actions, l'association contribue aux objectifs d'équité territoriale sur les aspects alimentaires, avec 9 groupements achat dans 7 QPV (Neuhof-Meinau, Koenigshoffen, Libermann, Hautepierre, Molkenbronn, Murhof, Ampère, Spach-Rotterdam), servant 500 foyers adhérents pour 300 commandes / mois.

Ce projet vise aussi à développer les circuits courts, et les rendre accessibles au plus grand nombre, d'autant plus à des gens qui pour l'instant ne vont pas vers ces réseaux. Dans les quartiers où le projet s'implante il a pour objet de remettre l'économie au service du lien social.

Le Stück	**15 000 €**

L'association Le Stück expérimente depuis 2015 l'usage d'une Monnaie Locale Complémentaire (MLC) sur Strasbourg, et son bassin économique, outil dont la vocation est d'inciter les acteurs de l'économie à adopter des démarches de production et de consommation respectant des valeurs sociales, environnementales, équitables.

Une monnaie locale est une unité de compte complémentaire à l'euro circulant sur un territoire restreint. Elle est dédiée à des achats locaux, circule plus vite que l'euro, n'est pas thésaurisable et favorise une consommation responsable. Elle doit répondre ainsi des enjeux suivants :

- interpeler le grand public sur le sens de l'argent, la richesse économique et le système financier,
- développer l'économie de proximité par les circuits courts et la relocalisation des fournisseurs dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et des services,
- développer l'usage des outils et des processus de démocratie participative,
- véhiculer et transmettre les valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Chiffres clés au 1er janvier 2020 :

- 75 000 stücks en circulation,
- plus de 1 973 citoyens adhérents, dont environ 300 à jour de cotisation,
- 240 professionnels du réseau, les plus grosses entreprises adhérentes sont Biocoop et la Librairie Kleber,
- 18 bureaux de change (dont 10 sur l'Eurométropole),

Le lancement du Stück numérique est désormais opérationnel et plusieurs expérimentations seraient donc désormais possibles (opération dans le cadre du plan de relance, paiement de service public…). À compter de 2022, il sera proposé à la Ville (ainsi qu'à l'Eurométropole) d'adhérer à l'association le Stück.

L'Eurométropole est également sollicitée à hauteur de 25 K€ en 2021.

Culturadom (fonctionnement)	**10 000 €**
Culturadom (investissement)	**7 520 €**

Partant du constat qu'un grand nombre de publics ne se déplace pas du fait d'une méconnaissance de l'offre culturelle, d'un budget insuffisant et de problématiques périphériques (intimidation face au milieu culturel, éloignement…) l'association propose une plateforme de mise en relation inédite entre des intervenants culturels et artistiques

(comédiens, chanteurs, musiciens, scientifiques, historiens) et des publics, particuliers et professionnels.

Il s'agit, par exemple, de populations résidant en zone rurale ou en QPV, de seniors en résidence ou à domicile, de personnes handicapées, de détenus, d'élèves du secondaire, de familles nombreuses...

Culturadom projette ainsi :
- d'œuvrer à la « désintimidation » culturelle,
- de promouvoir l'accès à une offre culturelle vivante de proximité, pour tous et partout,
- de développer et animer un réseau local d'intervenants culturels : artistes, scientifiques, enseignants-chercheurs, conférenciers, historiens…

Elle propose des interventions culturelles et artistiques, ainsi qu'un service "à la carte". Chacun (du particulier au professionnel) peut ainsi :
- organiser facilement ses propres événements, sans contrainte, sur le lieu de son choix (espace privé ou professionnel),
- élaborer une programmation culturelle, par exemple pour des résidents, des élèves ou des administrés.

L'association peut ainsi devenir une sorte de médiateur culturel là où cette fonction n'existe pas sur les territoires, qui met en relation les intervenants culturels et les publics, qui accompagne. Dans un rôle porteur de lien social, Culturadom aide compagnies et artistes à poursuivre leur métier hors des scènes habituelles, à développer leurs réseaux et à continuer à vivre de leur art ; scientifiques, historiens, géographes, sociologues etc. à gagner en visibilité en diffusant plus facilement leurs savoirs.

Une aide à l'investissement à hauteur de 7 520 € est également proposée et vise à soutenir :
– les investissements opérationnels sur la plateforme numérique pour son fonctionnement, le développement et le déploiement de toutes les possibilités digitales,
– l'équipement informatique nécessaire aux administrateurs et salarié(s) de l'association.

Culturadom souhaite se structurer en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif), l'association actuelle est donc une association de préfiguration amenée à évoluer.

ABCDE	**10 000 €**

Par la délibération du 21 juin 2021, le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg a désigné les structures lauréates de l'appel à projets « Rencontre des personnes privées durablement d'emplois dans le cadre de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Ces structures réaliseront un diagnostic socio-professionnel auprès des personnes privées durablement d'emploi volontaires à Strasbourg à partir de juillet 2021 jusqu'au dépôt de dossier de candidature de la Ville de Strasbourg au titre de territoire habilité dans la seconde vague de l'expérimentation TZCLD, prévue pour le premier trimestre 2022.

L'association A.B.C.D.E. est une association de chômeurs et de personnes précaires qui œuvre pour améliorer les droits et conditions de vie des personnes en situation d'emploi précaire, à la recherche d'un emploi ou bénéficiaires du RSA en s'appuyant sur le collectif. L'association propose d'organiser des activités collectives (réunions d'informations collectives, visite d'une entreprise à but d'emploi, séance film et débat autour du projet, …) à destination des habitants·es des quartiers Elsau, Montagne verte, Port du Rhin et Ampère, notamment aux personnes privées durablement d'emploi.

Le projet d'A.B.C.D.E. vient en complément des projets des lauréats de l'appel à projets TZCLD à Strasbourg et permet d'impliquer un public éloigné de l'emploi à un projet qui vise à résorber le chômage de longue durée à l'échelle d'un territoire, en partant des besoins du territoire et de ses habitants·es.

Il est proposé au présent Conseil municipal de soutenir le projet de l'association A.B.C.D.E. dans le cadre de la co-construction du projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » dans les territoires Ampère, Port du Rhin, Elsau et Montagne Verte à Strasbourg pour un montant total de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes :*

CRESS	*80 000 €*
CULTURADOM	*10 000 €*
STUCK	*15 000 €*
VRAC	*10 000 €*
ABCDE	*10 000 €*
TOTAL	***125 000 €***

- *d'imputer la somme de 80 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574 - DU05N programme 8024 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 80 000 €,*

- *d'imputer la somme de 45 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574 - DU05D programme 8024 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 49 494 €,*

- *d'attribuer les subventions d'investissement suivantes :*

CRESS	*36 000 €*
CULTURADOM	*7 520 €*
TOTAL	***43 520 €***

- *d'imputer la somme de 43 520 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574 - DU05D programme 8024 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 50 000 €.*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133087-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Attribution de subventions
Conseil Municipal
du 20 septembre 2021

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ABCDE	Projet	25 000 €	10 000 €	14 000 €
LA CRESS	Fonctionnement	80 000 €	80 000 €	37 000 €
LA CRESS	Investissement	36 000 €	36 000 €	10 000 €
CULTURADOM	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	-
CULTURADOM	Investissement	7 520 €	7 520 €	-
LE STUCK	Fonctionnement	15 298 €	15 000 €	10 000 €
VRAC	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL		**183 818 €**	**168 520 €**	**81 000 €**

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Agriculture : conventions de partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est.

Numéro V-2021-1259

L'activité agricole s'exerce sur un tiers du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. En 2019, elle représentait plus de 11 000 ha de surface agricole utile (SAU) déclarés à la PAC (politique agricole commune), surface qui diminue immanquablement au fil des ans (- 1,20 % par rapport à 2015). Les ¾ de ce parcellaire sont cultivés en céréales et cultures industrielles ; les légumes, vignes et vergers n'en représentent que 3,4 %. Une part minime de 2,3 % (contre 8,6 % en Alsace et un objectif national de 15 % à horizon 2022) est conduite en agriculture biologique, soit 289 ha. Ces surfaces sont mises en valeur par 435 entreprises agricoles parmi lesquelles 225 exploitants-es sont domiciliés-es sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : 66 double actifs, 57 femmes et 28 chefs d'exploitation de plus de 60 ans.

Souhaitant agir en faveur d'une plus grande adéquation entre l'activité agricole et les besoins du territoire, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont employé divers leviers et compétences dans le cadre d'un partenariat établi en 2010 avec la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et Bio en Grand Est (BGE). Ce partenariat se fondait alors sur 4 enjeux :

- la préservation des espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles,
- le développement de pratiques et cultures durables,
- le développement des circuits de distribution courts,
- la recréation du lien entre agriculteurs-rices et citadins-es/consommateurs-rices.

Sur cette base, un certain nombre de projets ont été menés au cours de la dernière décennie : le reclassement significatif de foncier urbanisable en A ou N, la mise au point de protocoles d'indemnisation, des vagues successives de diagnostics et sensibilisation des entreprises agricoles au changement des pratiques (dont la conversion à l'agriculture biologique - AB) pour une meilleure prise en compte des ressources et de la biodiversité, l'orientation du foncier de la collectivité vers des projets d'installation de jeunes, l'essor de la vente directe et des projets collectifs, l'approvisionnement des restaurants scolaires en produits bio dont 65% d'origine locale.

L'ambition d'accélérer la transition agricole sur la période 2021/2026

Ville et Eurométropole souhaitent aujourd'hui enclencher une amplification du processus de transition agricole pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique du territoire. Ce processus doit permettre de consolider toujours davantage l'économie agricole par l'accroissement des débouchés locaux.

Aussi, depuis l'été 2020, un travail de refonte du partenariat avec la CAA et BGE a été mené par les membres du comité de pilotage renouvelé en 2020. Ce comité s'est réuni à plusieurs reprises (10/12/2020, 7/1/21, 1 et 29/3/21, 4/6/21), validant un programme de 32 actions (contre une quinzaine précédemment). Outre le travail déjà conduit et à poursuivre sur l'intégration de la dimension agricole dans la planification et les aménagements urbains, le développement de l'agriculture biologique, la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, le développement du maraichage et des circuits courts, l'évènementiel grand public, il est prévu également de considérer des sujets nouveaux ou sensibles :

- *La cession/transmission d'entreprises.* Plus d'une cinquantaine d'agriculteurs-rices sur le territoire de l'Eurométropole vont cesser leur activité d'ici 2026. S'ils-elles exploitent en moyenne 50 ha, ce sont près de 2 500 ha qui vont changer de main au cours des 5 ans à venir. Parvenir à en orienter vers des projets d'installation de maraichers-ères bio suppose de travailler de concert avec l'ensemble de la profession agricole et des acteurs publics,
- *La protection de l'eau.* Avec l'appui significatif de l'Agence de l'eau via le contrat de territoire eau et climat, les aires d'alimentation des 10 captages que compte le territoire seront considérées de manière prioritaire pour le déploiement des actions d'accompagnement au changement des pratiques et de cultures afin de protéger mieux la ressource en eau potable de la plus grande nappe phréatique d'Europe,
- *La réduction de l'empreinte carbone de et par l'activité agricole.* Qu'il s'agisse de techniques culturales alternatives, de méthanisation, de réutilisation d'eaux usées pour l'irrigation, les sujets sont nombreux et placent cette activité traditionnelle au cœur d'une économie circulaire d'avenir. L'innovation (agronomique et technologique) et l'ingénierie financière (paiement pour services environnementaux par exemple) que nous serons en mesure de développer permettront de sécuriser le passage à l'acte des chefs-fes d'entreprises agricoles,
- *Le développement des circuits de proximité.* Si la vente directe s'est considérablement développée, l'essentiel de la consommation alimentaire se fait hors domicile ou via les grandes surfaces. Les industries agro-alimentaires, les sociétés de restauration collective, les collecteurs de l'aide alimentaire sont autant d'acteurs à mobiliser pour consolider les débouchés locaux pour des productions elles aussi locales.

Enfin la communication s'est pour l'essentiel traduite par l'organisation d'un évènementiel grand public annuel vecteur de diffusion du message « Mangeons local » ; il est prévu de reconduire le Tour des Fermes le 26 septembre entre Strasbourg, Ostwald et Lingolsheim. Cette communication mérite d'être renforcée pour faciliter la prise

de conscience des agriculteurs-rices et des consommateurs-rices de la nécessité d'une transition agricole à des fins de souveraineté alimentaire. Car en effet, avec près de 500 000 habitants-es, le bassin de consommation eurométropolitain représente un débouché déterminant pour la production agricole alsacienne. Une zone de chalandise de cette importance doit questionner l'impact climatique et environnemental de ses modes de consommation ; ceux-ci influencent sans conteste la production, premier maillon du système alimentaire que Ville et Eurométropole ont conscience, de façon accrue depuis la crise sanitaire, de devoir relocaliser. C'est pourquoi, le travail engagé avec la profession agricole s'inscrit dans une stratégie plus large de mise en perspective d'un système alimentaire territorial et de mise en réseau des acteurs qui le composent.

La formalisation de la stratégie agricole par conventionnement avec nos partenaires

Cette ambition est détaillée dans la convention de partenariat pour la période 2021/2026 et les 32 actions déclinées dans le programme 2021/2022. Ces documents sont soumis à l'approbation du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et du Conseil de l'Eurométropole.

Pour assurer la mise en œuvre de ce programme biennal, il est proposé de s'adjoindre les compétences techniques de nos partenaires. Ces compétences sont estimées en jours/ homme, selon les modalités prévues par les conventions d'objectifs et de financement soumises à l'approbation du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et du Conseil de l'Eurométropole. En synthèse :

		2021			2022		
Bénéficiaire	Objet	Ville	EMS	Total (€)	Ville	EMS	Total (€)
CAA	32 actions du programme 733j/h à réaliser dont 500j/h financés à hauteur de 400€/j	-	80 000	80 000	30 000	90 000	120 000
BGE	Actions orientées AB 240j/h financés à hauteur de 330€/j	-	40 000	40 000	10 000	30 000	40 000
Terre de Liens	Actions transmission-installation 32j/ financés à hauteur de 325€/j	-	5 000	5 000	-	5 400	5 400
Total		-	125 000	125 000	40 000	125 400	165 400
Total Ville et EMS pour 2021/2022		**290 400 €**					

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention cadre 2021/2026 entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est portant l'ambition d'accélérer la transition agricole,*
- *le programme détaillant les actions à mener sur la période 2021/2022 pour accélérer la transition agricole, programme convenu entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est,*
- *les conventions d'objectifs et de financement avec la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer la convention cadre 2021/2026 portant l'ambition d'accélérer la transition agricole,*
- *à signer le programme d'actions 2021/2022 détaillant les actions à mener sur la période 2021/2022 pour accélérer la transition agricole,*
- *à signer les conventions d'objectifs et de financement 2021/2022 avec la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est,*
- *à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133038-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

AGRICULTURE

CONVENTION CADRE 2021/2026

Etat des lieux partagé de l'agriculture sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole compte 33 communes et s'étend sur 33 761 ha. Les données Agreste 2019 font état de 11 843 hectares (ha) déclarés à la PAC en 2018 par 435 exploitations (domiciliées ou non sur le territoire). Cette surface agricole utile (SAU), qui représente 1/3 du territoire, diminue au fil des ans (- 1,20% par rapport à la SAU de 2015). Les ¾ de ce parcellaire sont cultivés en céréales (maïs pour 51% et le blé pour 18%) et en cultures industrielles (betteraves sucrières..). Les prairies et surfaces en herbe qui contribuent également dans une certaine mesure à conforter la trame verte représentent 13% de SAU. Ces surfaces sont principalement mises en valeur par 31 éleveurs bovins avec un cheptel de 2 724 têtes. L'élevage ovin et caprin, marginal sur notre territoire, tombe sous le secret statistique. Les légumes, vignes et vergers en revanche ne représentent que 3,4% de la SAU. Enfin, on compte 37 points de vente à la ferme et trois magasins collectifs ce qui illustre le net développement des circuits courts sur le territoire euro métropolitain.

Les chiffres communiqués par Bio en Grand Est fin 2019 font état de 289 ha de surfaces menées en bio sur l'Eurométropole (139 ha de céréales, 96 ha de fourrage, 44 ha de légumes, 5 ha de fruits et autant d'oléo-protéagineux). L'agriculture biologique, bien qu'en progression significative sur les 10 dernières années, ne constitue encore qu'une part minime de 2,3 % de la SAU du territoire (contre 8,6 % en Alsace). 21 agriculteurs exploitant des terrains sur l'Eurométropole ont effectué cette conversion en bio, 19 d'entre eux sont domiciliés sur l'Eurométropole.

En 2017, la MSA dénombrait 199 exploitations de culture et d'élevage sur l'Eurométropole, conduites par 225 exploitants parmi lesquels 66 double actifs, 57 femmes et 28 chefs d'exploitation ayant plus de 60 ans. L'ASP indique recenser 229 déclarants PAC (6 GAEC, 53 EARL et 170 exploitations sous une autre forme juridique) pour 219 bénéficiaires en 2017. Pour l'INSEE, le secteur agricole comptait 646 emplois en 2016 (contre 784 en 2011) pour 309 ETP selon la MSA

Les premiers résultats encourageants du partenariat pour la période 2010/2020

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont engagées depuis 2010 avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA) et Bio en Grand Est (BGE) dans une politique promouvant un urbanisme moins consommateur de terres agricoles et dans un travail d'accompagnement des entreprises agricoles (affiliées à la MSA et déclarant des surfaces à la PAC) vers une transition agricole. Ce partenariat, reconduit en 2015, s'est articulé autour de 4 enjeux partagés :

- Préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs ;
- Accompagner le changement vers des pratiques agricoles durables en développant une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources ;
- Soutenir la diversification des cultures et la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient ;
- Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

Malgré les contraintes du territoire (pression foncière, taux important de doubles actifs, majorité de grandes cultures) et le temps nécessaire à l'évolution des approches agronomiques, un certain nombre de projets ont été menés entre 2010 et 2020, visant à consolider l'économie agricole et à inciter les agriculteurs à adapter leur système de production.

Entre 2010 et 2019, 2% de la surface de l'Eurométropole soit 673 ha ont été artificialisés dont 85 % étaient des surfaces agricoles. Celles-ci ont diminué de 3.8 % sur cette période comparé à la diminution départementale de 1.3% (observatoire occupation des sols région Grand Est). Pour autant un important travail a été conduit sur la question foncière ; plus de 850 ha de terrains à urbaniser (sur 2 500 ha) ont pu être reclassés en A ou N à l'occasion de l'élaboration du PLUI en 2016, pérennisant de fait l'activité agricole dans ces secteurs. Des protocoles d'accord définissant les modalités d'indemnisation de trois types de préjudices (évictions pour emprise, occupations temporaires, gestion du risque inondation et coulées d'eau boueuse) facilitent les projets de la collectivité tout en préservant les capacités productives des agriculteurs.

Par la mise à disposition de foncier, la collectivité a facilité l'implantation d'activités maraichères portées par de jeunes agriculteurs dont les projets (Jardin de Marthe, Ilot de la Meinau, Jardins de la Montagne Verte…) sont devenus emblématiques d'une agriculture résolument tournée vers la ville et ses habitants.

L'évolution des systèmes de production et pratiques agricoles constitue un défi majeur qui ne peut être partagé que si la rentabilité des entreprises est assurée. Aussi, les partenaires ont investi sur la détection des besoin et projets ainsi que sur la sensibilisation et l'accompagnement individuel ou collectif des agriculteurs du territoire. Sur la période 2010/2020, plus de 250 diagnostics agricoles ont permis de compléter l'état des lieux et d'apporter l'information relative aux bonnes pratiques. Dans le prolongement, l'accompagnement individuels a permis de faire passer la surface en agriculture biologique de 50 ha en 2010 à 289 ha en 2020 et le nombre d'agriculteurs de 7 à 19 agriculteurs AB. De même 26 projets de diversification de productions ont été accompagnés sur cette même période. Ces évolutions permettent à la collectivité, propriétaire de foncier, d'inclure des clauses environnementales dans ses contrats (pratique de l'AB, maintien de

prairies, limitation d'intrants…) ; au nombre de 23, ces baux ruraux à clauses environnementales portent sur plus de 130 ha en 2020 sur un total de 500 ha propriété de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les partenaires se sont également employés à développer la vente directe par la mise à disposition du domaine public et la mobilisation du levier de la commande publique. Au total, quelque 230 producteurs du département, dont 53 de l'Eurométropole, alimentent près de 180 points de vente sur l'Eurométropole. Les magasins de producteurs (Hop'là à Oberhausbergen, la Nouvelle Douane au centre-ville) fidélisent un public grandissant et aiguillonnent les enseignes de la grande distribution où les produits locaux s'exposent toujours plus en tête de gondole.

La restauration collective, qui représente quelques 11 500 repas servis aux scolaires de la Ville de Strasbourg par l'Alsacienne de Restauration, a permis d'assurer un débouché pour 250 tonnes de produits bio chaque année, dont 65% d'origine alsacienne, permettant aux producteurs bio alsaciens et leur plateforme de collecte et conditionnement Solibio de réaliser des investissements et de consolider des emplois.

Enfin, les partenaires ont organisé annuellement un évènementiel grand public qui met en scène l'agriculture du territoire et incite au changement de comportements alimentaires par la diffusion du message « mangeons local ». L'enthousiasme était perceptible dans la mobilisation tant des producteurs que du public à l'occasion de chacune des 4 éditions de la Ferme en Ville (environ 20 000 visiteurs durant 4 jours) et des 6 éditions du Tour des Fermes (environ 3000 visiteurs durant la journée).

Sur la base de ces éléments notamment, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont obtenu le label Projet Alimentaire Territorial du Ministère de l'Agriculture, l'alimentation et de la forêt en 2017, pour une durée de 3 ans.

Notre ambition partagée : accélérer la transition agricole

Si le cadre et les enjeux du partenariat tels que définis dès 2010 sont une base sur laquelle nous continuons de nous appuyer, nous recherchons ensemble les moyens d'enclencher une amplification du processus de transition agricole, pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique de notre territoire. Il est plus que souhaitable par ailleurs que nous puissions ensemble définir les attentes et besoins du territoire pour les relayer via nos réseaux respectifs aux niveaux national et européen.

1. Pour répondre au défi climatique

Une terre agricole à préserver et un renouvellement de génération à assurer

Encourager l'intégration de la dimension agricole dans les plans d'aménagement du territoire et de développement urbain est le moyen de préserver le principal outil de production agricole qu'est la terre, afin de garantir son occupation pérenne et donner de la visibilité aux agriculteurs.

C'est également dans ce cadre que doivent être considérées la définition des modalités d'application du Zéro Artificialisation Nette ou l'anticipation des problématiques liés aux Zones de Non Traitement, autant d'éléments de contrainte pour le développement urbain et l'activité agricole dont nous pouvons faire des opportunités pour le maintien des activités agricoles et l'évolution des modes de production.

Parallèlement, l'orientation du foncier sous gestion de la Ville et de l'Eurométropole, voire plus largement de tout foncier communal, vers des projets d'installation portant les signes d'une agriculture de qualité et notamment de jeunes maraichers bio, est un moyen de soutenir une production agricole durable. Elle doit pouvoir se conjuguer avec une méthodologie d'accompagnement des agriculteurs en fin de carrière (près de 25% des agriculteurs de l'Eurométropole seront concernés sur les 5 ans à venir) pour étudier avec eux les possibilités de transmission de leur entreprise en faveur de l'installation de jeunes agriculteurs. Le renouvellement générationnel en cours peut ainsi devenir une opportunité favorisant l'évolution des modèles agricoles dont ils seront pleinement acteurs.

Une évolution des systèmes de culture et des pratiques agricoles à favoriser et à soutenir pour réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique

Pour l'heure, l'agriculture de l'Eurométropole ne représente que 1.4 % des gaz à effet de serre du territoire, ce dans la mesure où l'essentiel de l'approvisionnement du territoire se fait au moyen de productions extra-territoriales. Mais, dans l'optique d'une relocalisation de la production agricole, il est tout autant nécessaire de faire évoluer les modes de consommation alimentaire que les pratiques agronomiques, afin d'entrer dans des schémas de production agricole plus vertueux et moins générateurs d'externalités négatives, assumées in fine par la collectivité.

L'intérêt du monde agricole pour les pratiques d'agroécologie est perceptible, mais tout autant que le besoin de formation, de soutien à l'investissement et de compensation éventuelle de la prise de risque financière qu'elles pourraient représenter. Or, ce défi ne sera relevé que si l'équilibre économique des entreprises est assuré. Le dispositif des Paiements pour Services Environnementaux, qui reste à éprouver, permet de rémunérer les services écosystémiques que l'agriculture rend au territoire. Il viendra compléter les actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel ou collectif, notamment de conversion à la bio, dont l'objectif est de préserver la qualité des ressources (air, eau, sol) et de la biodiversité. A horizon 2026, notre objectif est de doubler les surfaces consacrées à l'agriculture biologique en suscitant un rythme de conversion de 50 ha/an. A côté de cette progression du bio, nous ambitionnons également d'augmenter les surfaces diversifiées de 30% avec des productions sous signe officiel de qualité sur la base d'un rythme de 20 ha/an. Ainsi il nous parait essentiel que plusieurs chemins transitionnels soient soutenus pour se donner les meilleures chances d'une évolution significative des modèles de production. Enfin, les campagnes de diagnostics et sensibilisation se poursuivront pour une meilleure pénétration de la certification « haute valeur environnementale » et des démarches bas carbone.

L'eau, une ressource naturelle à protéger au regard des fragilités constatées

La nappe phréatique d'Alsace présente des vulnérabilités. Alors qu'elle alimente près de 80% de la population alsacienne en eau potable, 40% des points de mesures de la nappe d'Alsace dépassent les limites de qualité pour l'eau potable pour au moins une des substances mesurées ; les nitrates et les produits phytosanitaires (essentiellement les herbicides) engendrent le plus de dépassements au regard de l'objectif d'une production d'eau potable sans traitement. Un grand nombre de substances pourtant présentes dans la nappe n'ont actuellement pas de limite de potabilité (PFC, certains métabolites de pesticides…) et ne sont donc pas prises en compte dans cette synthèse de qualité globale. En fonction des évolutions réglementaires, leur prise en compte pourrait alourdir ce taux de points de mesures déclassés.

En 2016, le premier volet du projet d'Évaluation de la Ressource et Monitoring des Eaux Souterraines (ERMES) a permis de dresser un premier constat relatif aux produits phytosanitaires et aux nitrates présents sur le territoire alsacien. Avec près de 30% des points qui présentent des concentrations supérieures aux limites de qualité (0,1µg/l), les 113 produits phytosanitaires analysés (substances actives et leurs molécules de dégradation, appelées métabolites) constituent la 1ère cause de déclassement de la qualité de l'eau brute (eau de la nappe) sur le territoire alsacien. Les nitrates, quant à eux, se placent au 2ème rang, avec 11% des points de mesures qui dépassent la valeur seuil règlementaire de 50 mg/l même si l'on enregistre des progrès compte tenu des changements de pratiques.

Les aires d'alimentation des 10 captages que compte le territoire seront considérées de manière prioritaire pour le déploiement des actions d'accompagnement au changement des pratiques et de cultures afin de protéger davantage la ressource en eau potable de la plus grande nappe phréatique d'Europe. Des opportunités stratégiques comme les filières bio chanvre et betterave, les filières bas niveau d'impact (légumineuses, miscanthus, herbe…) peuvent par exemple servir de tremplins pour stimuler la transition agricole.

L'agriculture, un terrain d'expérimentation nécessaire et d'innovations prometteuses

Le positionnement de l'agriculture à l'interface de la protection de l'eau, la valorisation des déchets ou l'énergie laisse envisager des pistes de travail inédites telles que la réutilisation d'eaux usées ou le développement des énergies renouvelables d'origine agricole. Néanmoins ces innovations technologiques ne doivent pas hypothéquer les surfaces nécessaires à la consommation alimentaire humaine. Et l'émergence de nouveaux modèles agronomiques (agro-écologie, agro-foresterie) représente en soi une innovation par l'expérimentation qu'elle suppose de mener pour parvenir à concilier culture, rendement et débouché.

2. Pour répondre aux enjeux de santé environnementale

Les pratiques agricoles ont un impact sur la qualité de l'air : 1/3 de la pollution aux particules fines PM10 est actuellement attribué au secteur agricole. Dans le cadre du programme 'Strasbourg, ville et métropole respirables', co-financé par les services de l'Etat, des études sont menées concernant l'impact des pratiques agricoles sur la qualité de l'air, suivies de phases de sensibilisation et de formations, avec démonstrations de pratiques/matériels innovants. Deux axes prioritaires ont été identifiés sur la période 2016-2021 : la réduction des particules issues de la volatilisation de l'ammoniac (NH3) et la limitation des phénomènes de dérive et de volatilisation des produits phytosanitaires.

Par ailleurs, il apparaît que les substances chimiques dites perturbateurs endocriniens (PE) sont très largement présentes dans notre environnement émis par tous les secteurs d'activité (industrie, transport, agriculture…). Les sources d'exposition sont nombreuses, notamment via l'eau ou les aliments consommés. Certains produits phytosanitaires sont identifiés comme PE et peuvent présenter à ce titre des risques pour la santé humaine. Dans le cadre de son adhésion à la charte « Ville et territoires sans perturbateurs endocriniens » du Réseau Environnement Santé, la Ville de Strasbourg s'engage à mener des actions pour réduire l'exposition des habitants aux PE.

Nous nous attacherons à renforcer les actions d'accompagnement au changement des pratiques, principalement la réduction des produits phytosanitaires, afin de mieux protéger la santé des agriculteurs, des riverains et des consommateurs.

3. Pour renforcer notre souveraineté alimentaire

L'alimentation, un déterminant social et territorial mis en lumière par la crise sanitaire

Avec 480 000 habitants (¼ de la population alsacienne), le bassin de consommation eurométropolitain représente un débouché déterminant pour la production agricole locale. Une zone de chalandise de cette importance doit questionner l'impact climatique et environnemental de ses modes de consommation et de production. Si les tendances de consommation sont aux produits bios et locaux, bien des consommateurs ignorent le pouvoir d'action dont ils disposent au travers de leur acte d'achat alimentaire ; ils y consacrent pourtant un budget moyen de 114€/semaine/ménage (données consommation-CCI). Mais les inégalités de revenus sont fortes

et se creusent (progression de 16% entre 2006 et 2016 du revenu fiscal des 10% d'habitants les plus riches de l'Eurométropole, mais diminution de 9% de celui des 20% des plus pauvres). Elles s'inscrivent dans l'espace (19.5% de taux de pauvreté 2016 sur l'Eurométropole, 25% à Strasbourg) et se répercutent sur la santé, les conditions de vie et de consommation, notamment alimentaire.

L'article L 230-1 du code rural et de la pêche maritime dispose que « la politique publique de l'alimentation vise à assurer à la population l'accès, dans des conditions économiquement acceptables par tous, à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, produite dans des conditions durables. Elle vise à offrir à chacun les conditions du choix de son alimentation en fonction de ses souhaits, de ses contraintes et de ses besoins nutritionnels, pour son bien-être et sa santé ».

En évoquant l'alimentation, il est question de valeurs, d'identités, de modes de vies, d'éducation et de cultures ; manger n'est pas qu'un besoin mais également l'expression d'un désir et un marqueur social où la spécificité du terroir est encore porteuse de sens. Avec la crise sanitaire liée à la COVID 19, l'alimentation a révélé les stigmates de la précarité et de la vulnérabilité des individus. Si de nombreuses initiatives locales sont venues en soutien de l'énergie déployée par les producteurs pour répondre à une situation inédite, cette crise a montré plus que jamais la nécessité de repenser la souveraineté alimentaire de notre territoire et notamment l'urgence de questionner son adéquation avec les besoins nourriciers de ses populations. Par souveraineté alimentaire on entend le droit des populations à décider de leurs propres stratégies et politiques pour garantir leur sécurité alimentaire tout en considérant les effets sur les autres ; elle garantit, par le biais de choix d'alimentation mais aussi de politiques agricoles ou commerciales, l'accès à une alimentation saine et durable.

La nécessaire mobilisation de l'agriculture alsacienne au service de la souveraineté alimentaire de l'Eurométropole

En 2017, l'ADEUS rendait une approche sur les systèmes alimentaires locaux, indiquant que pour le Bas-Rhin il manquerait 20 000 ha de SAU aux 100 000 ha comptés pour assurer son autosuffisance. Il faudrait en outre réorienter de manière assez forte tant les productions agricoles que les comportements alimentaires. A la même époque, la CAA estimait le niveau d'autosuffisance alimentaire de l'Eurométropole grâce à sa production propre, pour quelques produits de consommation courante, à hauteur de 50% pour le blé, 16% pour le lait, 8% pour les fraises, 7% pour les carottes et 3% pour les œufs. Une simulation au moyen du logiciel PARCEL sur la base d'une combinaison de critères (relocaliser à 100% de l'alimentation, un volume de 20% en AB, une réduction de 25% du régime carné) porte à 122 000 ha la surface agricole nécessaire à l'approvisionnement des consommateurs métropolitains (pour mémoire, l'Eurométropole ne dispose que de 10% de cette surface). Enfin, Bio en Grand Est indique que certaines filières ne peuvent pour l'instant s'envisager qu'à l'échelle de la grande Région.

Aussi, la suffisance alimentaire de l'Eurométropole ne peut s'envisager à l'échelle de l'Eurométropole ; elle doit être le résultat d'une alliance des territoires.

La mise en perspective du système alimentaire territorial dont l'agriculture est une composante essentielle

La production agricole et l'approvisionnement alimentaire concernent un pan important de l'économie du territoire : des entreprises évidemment, des emplois, des flux, une diversité des modèles de développement, des réseaux d'acteurs, des manières de consommer. La souveraineté alimentaire de notre territoire repose sur notre capacité à penser « système alimentaire » en considérant tous les maillons de la chaine, de la production à la consommation et à mettre l'accent sur les conditions d'accès des consommateurs aux produits locaux.

Les objectifs des partenaires sont multiples : rapprocher producteurs et consommateurs, réduire les distances d'approvisionnement autant que les intermédiaires, améliorer le revenu des producteurs autant que leur bilan carbone, dynamiser le tissu existant en préservant la cohérence dans le maillage du territoire en points de vente et distribution directes de produits locaux, développer l'accès aisé du plus grand nombre à des produits locaux de qualité et de saison et répondre aux attentes grandissantes des consommateurs comme sur le bien-être animal par exemple.

C'est pourquoi, au-delà du développement des circuits courts (vente à la ferme, magasins de producteurs dont un projet en cours relevant de par sa structuration de l'économie sociale et solidaire), appréhender globalement les flux de nourriture de la restauration hors domicile (RHD) publique et consolider la demande du territoire sur le long terme apporterait aux producteurs la perspective nécessaire à leur engagement. De plus, un travail sera entrepris avec les intermédiaires (restauration hors domicile, industries agro-alimentaires, etc). Il pourrait supposer de mettre en place de meilleures technologies et infrastructures pour le stockage, la transformation, le transport et la distribution des produits agricoles, en privilégiant un large éventail d'entreprises agro-alimentaires de petite et moyenne taille, susceptibles de fournir des emplois stables. En parallèle, la politique des marchés publics sera révisée pour contribuer à la concrétisation du droit à l'alimentation pour tous et stimuler par la demande l'offre locale en produits bio de saison et donc les conversions vers ce mode de production.

L'engagement citoyen, élément de la résilience alimentaire du territoire

L'alimentation est un élément transversal essentiel du lien social. Repenser le sujet et le rapport ville-campagne, c'est interroger les bases mêmes du vivre-ensemble. Les évènements grand public et/ou journées thématiques à destination des agricutleurs sont un moyen d'impulser et soutenir le changement des comportements, au même titre que les projets d'agriculture mixtes ou hybrides (situés entre l'agriculture professionnelle et l'autoproduction-autoconsommation) qui impliquent assez directement les habitants. Plus nous créerons de points de rencontre et de partage entre agriculteurs et citoyens, plus nous favoriserons la compréhension mutuelle et le vivre ensemble.

La gouvernance

La transition agricole pour une alimentation de qualité est un processus en construction. Cette convention quadripartite constitue le premier élément d'une stratégie plus large. Elle marque la confiance entre les partenaires et la poursuite du travail engagé avec le monde agricole.

Une étape complémentaire prendra la forme dans les prochains mois d'un Projet Alimentaire Territorial, en cohérence avec les axes identifiés au sein du Pacte pour une Economie Locale Durable et co-construite avec les partenaires de la présente convention, rejoints par d'autres acteurs économiques et sociaux du territoire. Ce Projet alimentaire territorial sera soumis à labellisation par l'Etat et permettra à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg de s'engager dans le Pacte de Milan qui constitue la référence internationale en matière d'Alimentation. Cette ambition pour le territoire, pour le monde agricole, pour l'ensemble de la filière alimentaire et pour nos concitoyens a vocation à générer une gouvernance plus globale où les aspects sociaux (santé, précarité, …) seront également envisagés.

La gouvernance de la présente convention que les partenaires signataires se proposent de renouveler sans attendre sur le territoire de l'Eurométropole veillera à la mise en œuvre concertée et transparente de la stratégie agricole et des actions qui y sont liées. Le programme d'actions, ajusté tous les 2 ans, est assorti des moyens humains et financiers arrêtés dans les conventions financières.

Ainsi, un comité de pilotage est constitué, composé de façon paritaire de 7 représentants agricoles désignés par la CAA et BGE, ainsi que 7 représentants désignés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Un certain nombre d'acteurs seront conviés tels les services ou agences de l'Etat (DDT, DRAAF, AERM, ADEME), la SAFER et Terre de Liens. L'ouverture sur d'autres structures fera l'objet d'une proposition à valider par les partenaires historiques.

Ce comité de pilotage a pour rôle de :

- Partager les éléments de connaissance et diagnostics du territoire, ainsi que les attentes et projets respectifs pour définir l'ambition commune ;
- Elaborer, orienter et évaluer les programmes d'actions annuels définissant les objectifs, moyens humains et financiers ;
- Identifier et associer les acteurs nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs partagés, en s'ouvrant si nécessaire de manière ponctuelle ou permanente à ces experts ;
- S'appuyer sur les communes en les associant aux travaux via le groupe de travail intercommunal agriculture et alimentation ;
- Rendre un avis sur les projets de délibération à finalité agricole que ville et eurométropole de Strasbourg sont amenées à prendre

Le comité de pilotage se réunit a minima une fois par programme en rythme de croisière pour établir le bilan des activités et ajuster le plan d'actions.

Cette convention de partenariat a une durée de six ans et prendra fin en 2026. Au terme de cette nouvelle période, la reconduction de la convention pourra être envisagée en y intégrant les modifications et adaptations jugées opportunes par l'ensemble des signataires.

Strasbourg le 26 septembre 2021

Jeanne BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg

Pia IMBS
Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Julien SCHARSCH
Administrateur de Bio Grand Est

Denis RAMSPACHER
Président de la Chambre d'Agriculture d'Alsace

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
2021 - 2022

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Pia IMBS

- La Ville de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par la Maire, Jeanne BARSEGHIAN

et

- Bio en Grand Est (BGE), Association inscrite au répertoire SIREN sous le n°839 088 085, dont le siège est à 1 Espace Picardie – Avenue de l'Europe – LES PROVINCES 54520 LAXOU et représentée par Julien SCHARSCH, administrateur de Bio en Grand Est

Vu,

- les articles L1611-4 et L 5211-10 et L5215-20-1 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021 et la délibération du Conseil de l'Eurométropole le 24 septembre 2021 autorisant la mise en place :
    - de la convention cadre 2021/2026 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
    - du programme d'actions 2021/2022 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
    - d'une convention d'objectifs et de financement 2021/2022 au profit de Bio en Grand Est.

PRÉAMBULE

Ville et Eurométropole de Strasbourg sont engagées depuis 2010 dans un travail d'accompagnement des entreprises agricoles vers une transition agricole qui s'articule autour de 4 enjeux :

- Préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs.
- Accompagner le changement vers des pratiques agricoles durables en développant une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources.
- Soutenir la diversification des cultures et la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient.
- Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

Dans ce cadre, Bio en Grand Est met à disposition ses compétences et son ingéniérie afin de développer plus particulièrement la pratique de l'agriculture biologique.

En effet, Bio en Grand Est a pour objet l'étude, la promotion et la défense des intérêts économiques, juridiques et moraux de la profession d'agrobiologistes dont elle assure la représentation. Peuvent adhérer à Bio en Grand Est les agriculteurs ou sociétés inscrits à la mutualité sociale agricole (MSA), ainsi que les transformateurs et distributeurs, ayant une activité en région et certifiés par un organisme agréé en agriculture biologique ou en conversion vers l'agriculture biologique. Bio en Grand Est n'a pas d'activité commerciale à but lucratif mais peut assurer des services moyennant une rémunération qui couvre les frais généraux.

Bio en Grand Est accompagne individuellement les exploitants agricoles souhaitant développer un projet de conversion partielle ou totale. Elle les aide à redéfinir leur système de production et de commercialisation, réalise le diagnostic des freins et perspectives du passage en agriculture bio, identifie les leviers d'actions ciblés en fonction des typologies d'exploitations. De plus, Bio en Grand Est accompagne d'autres opérateurs, tels les transformateurs et les distributeurs vers la certification en bio et l'approvisionnement en produits bio locaux.

Entre 2010 et 2020, la surface agricole utile convertie à l'agriculture biologique a été multipliée par 6 (passant de 50 ha à 290 ha) mais restait loin derrière les objectifs du programme national Ambition Bio (seulement 2.3% de la SAU était convertie, comparée aux 15% visés par l'état à horizon 2022). Pour la période 2021/2026, l'un objectif de conversion sur le territoire de l'Eurométropole de 50 ha/an, partangeant le constat de la nécessité d'enclencher une amplification du processus de transition agricole, pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique de notre territoire. En effet, la demande de produits bio des ménages n'a cessée de croitre. En 2020 la valeur des achats des produits alimentaires issus de l'agriculture biologique a progressé de 1.4Mds € pour atteindre 13,2Mds €, soit une croissance de +10.4% vs 2019. Plus de 6.5% de la consommation alimentaire des ménages est consacrée aux produits bios.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

OBJET ET VIE DE LA CONVENTION

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les modalités d'intervention de Bio en Grand Est dans le cadre du programme d'actions 2021/22, ce dans le prolongement du travail déjà entrepris depuis 2010, ainsi que les modalités du cofinancement correspondant alloué par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 2 : Vie de la convention

La convention est établie pour une durée de deux ans. Elle prendra fin au plus tard 6 mois après expiration de l'exercice budgétaire 2022 de Bio en Grand Est. Son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville et l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le représentant de Bio en Grand Est, mais dès lors, elle vaudra pour la période 2021/2022.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de financement pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil Municipal et du Conseil de l'Eurométropole. Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, Bio en Grand Est devra adresser une demande en bonne et due forme à la Ville et l'Eurométropole.

1ère PARTIE : LES OBJECTIFS

Article 3 : Méthodologie d'accompagnement des projets de conversions à l'agriculture biologique proposée par Bio en Grand Est

Article 3-1 Amont : L'accompagnement des agriculteurs vers l'agriculture biologique

Dans le cadre d'une sensibilisation collective, Bio en Grand Est organise un ou deux évènements par an du type :

- journées d'information sur des productions de diversification en agriculture biologique (volailles, ovins biologiques, etc) ;
- visites de fermes ouvertes biologiques et visites « en bout de parcelle » sur des aspects précis d'itinéraires techniques pratiqués en AB.

De même, Bio en Grand Est poursuit le travail d'accompagnement individualisé à la conversion en bio de 15 à 20 producteurs par an (visites, étude technico économique et étude de marché des projets de développement ou d'installation) ainsi que le travail d'accompagnement des projets de diversification bio portés par les agriculteurs déjà convertis voire, si l'opportunité se présente, celui des agriculteurs cédants, au moyen d'un support méthodologique, le diagnostic transmission. Cet accompagnement ciblera plus particulièrement les céréaliers, dans le prolongement de l'étude de faisabilité portant sur la création d'une filière de blé, farine et pain bio menée en 2018.

Article 3-2 Aval : La valorisation des productions bio alsaciennes sur la zone de chalandise de l'Eurométropole

L'organisation d'un système de distribution, basé sur les productions bio alsaciennes permet de consolider le marché et de préparer au mieux l'arrivée de nouveaux agriculteurs en productions végétales et animales. C'est pourquoi, en parallèle du travail à mener pour stimuler la production biologique, Bio en Grand Est assure la promotion des circuits de proximité sur le territoire de l'Eurométropole pour ce qui concerne le volet AB :

- communication sur les circuits de vente existants pour accroitre leur notoriété et les volumes de produis bio locaux commercialisés
- référencement des produits bios alsaciens dans les magasins bio et les enseignes commerciales de l'Eurométropole via la marque Alsace Terre de Bio
- développement de l'offre bio locale en restauration collective
- valorisation de l'agriculture biologique auprès des habitants de l'Eurométropole : organisation ou contribution à des évènements (Printemps bio, Manger bio et local, Marché de Noël off, Tour des Fermes…)

Bio en Grand Est propose aussi de saisir les opportunités permettant de développer les circuits de proximité :

- accompagner la certification d'artisans-commerçants pour faciliter la présence d'une offre bio hors circuits exclusif bio,
- envisager des formules de paniers bio solidaires, des systèmes d'achats groupés, de bons alimentaires bio ou des magasins d'agriculteurs (Projet L.a.b),
- augmenter le taux de pénétration des produits bio locaux (et notamment le pain) en restauration d'entreprise et restauration scolaire.

Article 4 : Participation technique de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Les services de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg développent des relations directes avec les agriculteurs du territoire, notamment dans le cadre de la gestion des contrats (conventions précaires ou baux ruraux) prévoyant l'exploitation des terres dont la collectivité est propriétaire.

Afin de consolider ce relationnel et d'optimiser l'action de la collectivité, il est prévu qu'un agent de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg puisse participer au déroulement de certains diagnostics. Sa présence est particulièrement souhaitée lors des diagnostics concernant :

- les agriculteurs actifs dans le périmètre des champs captants
- les agriculteurs identifiés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg comme porteurs de projets spécifiques, susceptibles de nécessiter un appui renforcé de la collectivité.

Bio en Grand Est veillera à informer la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg de l'identité des agriculteurs sollicitant un accompagnement ainsi que de la date prévisionnelle de son intervention afin de permettre à la collectivité d'évaluer l'intérêt d'y participer.

2ème PARTIE : LES MOYENS

Article 5 : Ressources humaines de Bio en Grand Est

Pour la réalisation de l'ensemble de ces missions sur une année, Bio en Grand Est propose de mobiliser ses ressources humaines à hauteur de 120 jours-homme ventilés de manière suivante :

- **Développement de la SAU en agriculture biologique** : sensibilisation individuelle et collective des agriculteurs de l'Eurométropole à l'agriculture biologique, accompagnement des projets de conversion et diversification bio, accompagnement des transmissions de fermes : 35 jours
- **Valorisation des productions biologiques** : accompagnement des transformateurs vers la certification, mise en place et pérennisation des circuits de vente des produits biologiques : 75 jours
- **Communication grand public** : valorisation de l'agricutlure biologique et des agriculteurs biologiques auprès des habitants : 10 jours

Article 6 : Budget prévisionnel de l'opération

Le budget prévisionnel 2021 de Bio en Grand Est s'élève à 1 989 300 €.

Pour une année, le budget prévisionnel affecté aux missions décrites dans la présente convention est évalué à 40 000 €

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Charge de personnel et de structure	39 600 €	Autofinancement	-
Frais directs (supports de communication dédiés)	400 €	Strasbourg Eurométropole	40 000 €
TOTAL	40 000 €	TOTAL	40 000 €

Le cas échéant, Bio en Grand Est s'engage à informer la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, des modifications substantielles apportées à ce budget prévisionnel, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet. Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 9 de la présente convention.

Article 7 : Participation financière de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg proposent de co-financer les 240 jours/homme prévu pour 2021/2022 à hauteur de 330 € soit une subvention totale de 80 000 € répartie de manière suivante :

	2021	2022
Ville de Strasbourg	0 €	10 000 €
Eurométropole de Strasbourg	40 000 €	30 000 €
Total	40 000 €	40 000 €

Article 8 : Modalités de versement

Un acompte de 50 % du montant total, soit 40 000 € pourra être versé à Bio en Grand Est dès signature de la convention, sur simple demande de versement écrite.

Le solde de la subvention, soit 40 000 €, sera versé à mi parcours sur production des éléments suivants :

- une demande de versement,
- le bilan et compte de résultat 2020 de Bio en Grand Est certifié exact par son représentant légal et comptable, ou le cas échéant par son commissaire aux comptes,
- le bilan qualitatif des actions menées justifiant du nombre de jour/homme consacrés à chacune d'elles en 2021,
- les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement).

A l'issue du programme 2021/2022, Bio en Grand Est s'engage à transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la fin du programme, les éléments suivants :

- le bilan et compte de résultat 2021 de Bio en Grand Est certifié exact par son représentant légal et comptable, ou le cas échéant par son commissaire aux comptes,
- le bilan qualitatif des actions menées justifiant du nombre de jour/homme consacrés à chacune d'elles en 2022,
- les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement).

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de Strasbourg Eurométropole– CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex. La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° 16106 01001 96014090310 78 au nom de l'association Bio en Grand Est, auprès du Crédit agricole de Lorraine.

3ème PARTIE : DISPOITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

Article 9 : Suivi de l'action

Le suivi et l'orientation politique de ce programme est réalisé par le comité de pilotage « Agriculture » dont Bio en Grand Est est membre. Il est composé de représentants de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et de représentants du milieu agricole.

Une pluralité de comités techniques ou groupes de travail pourront être nécessaire pour assurer la mise en œuvre des actions du programme 2021/22. Ils seront composés à minima des représentants de la Chambre d'Agriculture d'Alsace, de Bio en Grand Est, de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. S'y rajouteront tous les partenaires susceptibles de contribuer financièrement ou techniquement aux actions considérées. En annexe figure les indicateurs de progression des activités dont certains sont à renseigner par Bio en Grand Est.

En outre, Bio en Grand Est s'engage à participer aux instances de gouvernance du projet Alimentaire Territorial de l'Eurométropole.

Article 10 : Evaluation finale

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de pilotage, une nouvelle convention pourra être proposée selon les modalités prévues à l'article 2. Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : Engagements de Bio en Grand Est

En signant la présente convention, Bio en Grand Est s'engage à :

- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social et à la présente convention d'objectifs ;
- Fournir à la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans les quatre mois suivant la clôture des exercices 2021 et 2022 le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment le bilan, compte de résultat et l'annexe certifiés conformes par le président, accompagnés du rapport du commissaire aux comptes ;
- De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- Informer la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 12 : Non-respect des engagements de Bio en Grand Est

Le non respect total ou partiel par Bio en Grand Est de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par Bio en Grand Est.
- la résiliation de la présente convention après mise en demeure préalable par envoi recommandé avec accusé de réception.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de Bio en Grand Est et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 13 : Garantie de confidentialité

La Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les informations nominatives que Bio en Grand Est aurait collectées au cours des diagnostics individuels et transmises pour justifier de la réalisation de ces diagnostics.

En revanche, la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg pourront s'appuyer sur ces informations notamment dans le cadre de la réflexion portant sur la transformation des conventions précaires en baux à ferme. En effet, cette transformation est conditionnée soit à la conversion en agriculture biologique, soit à la diversification des cultures qui s'accompagnerait de pratiques respectueuses de l'environnement.

Article 14 : Communication

La Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg apparaîtront comme les partenaires de Bio en Grand Est dans toutes ses actions de communication en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse.

Article 15 : Responsabilité

Bio en Grand Est conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 16 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 17 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par Bio en Grand Est d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par Bio en Grand Est, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 18 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour Bio en Grand Est	Pour la Ville de Strasbourg
La Présidente	L'administrateur	La Maire
Pia IMBS	Julien SCHARSCH	Jeanne BARSEGHIAN

1148

Annexe

Evaluation de la progression des activités du programme 2021/2022
Annexe aux conventions de financement

Actions	Indicateurs	Fréquence	Sources
2	Nombre de projets urbains suivis pour prise en compte de la dimension agricole	annuelle	CAA
5	Nombre de cédants rencontrés	annuelle	CAA/BGE/EMS
7	Nombre de communes concernées par des nouvelles EPAF et des nouveaux AFAFE	annuelle	CAA
8	Nombre de projets accompagnés	annuelle	BGE/CAA
8	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	BGE/CAA
9	Nombre de projets accompagnés	annuelle	CAA
10	Nombre de projets réalisés (implantation de haies, reméandrage)	annuelle	EMS
10	Surfaces inondées et indemnisées	annuelle	EMS
10	Montant des indemnisations versées aux agriculteurs	annuelle	EMS
11	Nombre de conseils individuels	annuelle	CAA
11	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
12	Nombre de conseils individuels	annuelle	CAA
12	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
13	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
13	Nombre de communes accompagnées (sur les 14 concernées)	annuelle	CAA et EMS
13	Nombre de conventions hydraulique douce en cours	annuelle	EMS
14	Nombre de diagnostics ou conseils individuels réalisés	annuelle	CAA
14	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
16	Nombre de diagnostics et plan d'actions réalisés	annuelle	CAA
17	Nombre de projets étudiés et développés	annuelle	CAA
18	Surfaces agricoles identifiées pour des projets REUT	annuelle	EMS
19 et 21	Nombre de projets individuels et collectifs accompagnés	annuelle	CAA/BGE
29	Nombre d'articles rédigés et publiés	annuelle	CAA/EMS communes
30 et 31	Nombre d'actions de promotion de l'agriculture et du Mangeons local (évènements, publications...)	annuelle	CAA/EMS
32	Nombre de participants à la journée d'information	annuelle	EMS

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2021 - 2022

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Pia IBMS

- La Ville de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par la Maire, Jeanne BARSEGHIAN

et

- la Chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA), dont le siège est situé au 2 rue de Rome 67309 SCHILTIGHEIM, et le SIRET 130 018 153 00010 représentée par son Président Denis RAMSPACHER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L 5211-10 et L5215-20-1 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021 et la délibération du Conseil de l'Eurométropole le 24 septembre 2021 autorisant la mise en place :
    - de la convention cadre 2021/2026 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture d'Alsace, la ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
    - du programme d'actions 2021/2022 entre Bio en Grand Est, la Chambre d'agriculture d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
    - d'une convention d'objectifs et de financement 2021/2022 au profit de la Chambre d'Agriculture d'Alsace,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule :

Ville et Eurométropole de Strasbourg sont engagées depuis 2010 dans un travail d'accompagnement des entreprises agricoles vers une transition agricole qui s'articule autour de 4 enjeux :

- Préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs.
- Accompagner le changement vers des pratiques agricoles durables en développant une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources.
- Soutenir la diversification des cultures et la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient.
- Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

Dans ce cadre, la Chambre d'agriculture d'Alsace met à disposition ses compétences et son ingénierie afin d'accélérer et d'accompagner cette transition agricole.

OBJET ET VIE DE LA CONVENTION

Article 1er : Objet de la convention

Dans le prolongement du travail entrepris depuis 2010, la présente convention a pour objet de définir les modalités du financement apporté par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg à la Chambre d'Agriculture pour la réalisation des actions définies dans le cadre du programme 2021/2022 qui s'étend sur une durée de 24 mois, soit du 1/1/2021 au 31/12/2022.

Article 2 : Vie de la convention

La convention est établie pour une durée de deux ans. Elle prendra fin au plus tard 6 mois après expiration de l'exercice budgétaire 2022 de la CAA. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de la CAA.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de financement pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil Municipal et du Conseil de l'Eurométropole. Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, la CAA devra adresser une demande en bonne et due forme à la Maire de Strasbourg et à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

1ère PARTIE : LES OBJECTIFS

Article 3 : Identification des actions mises en œuvre par la CAA éligibles au co-financement de la Ville de Strasbourg et Strasbourg Eurométropole

Action 1 : *PLU*

- contribuer aux modifications et révisions du PLU : recenser les bâtiments agricoles et les projets de développement et identifier les enjeux agricoles
- éclairer l'instruction des autorisations d'urbanisme

Action 2 : *prendre en compte la dimension agricole dans les projets et aménagements urbains*

- réaliser les diagnostics agricoles des périmètres d'étude des projets urbains pour évaluer leur impact sur les entreprises agricoles et toute étude nécessaire à la mise en œuvre des projets
- aider à la mise en place d'aménagements urbains et de voiries tenant compte des contraintes de déplacements des engins agricoles
- établir le montant des indemnisations des entreprises agricoles en cas d'emprise
- accompagner la construction des mesures compensatoires environnementales
- accompagner la construction des projets agricoles : agriculture urbaine intégrée au projet d'habitat, gestion des espaces verts par l'agriculture, ….

Actions 3 et 4 : *gestion du foncier agricole de la collectivité*

- éclairer les décisions de gestion du foncier et d'attribution de terres libres de la collectivité

Actions 5 : *favoriser l'installation des jeunes agriculteurs*

- aider à la définition d'une stratégie visant la cession transmission de foncier et mobiliser les acteurs/contributeurs
- faciliter et participer à l'approche des agriculteurs cédants potentiels et à leur sensibilisation à la transmission de foncier au profit de jeunes à installer
- accompagner les projets d'installation des jeunes

Actions 6, 7, 10 *: PSE, AFAFE, TVB*

- accompagner les communes dans les réflexions d'aménagement foncier afin d'appuyer la pérennisation des entreprises agricoles et de veiller à la préservation des éléments de paysage favorable à l'environnement
- contribuer à la réalisation des études préalables par la transmission des éléments de connaissance du territoire
- soutenir la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs notamment à finalité environnementale

***Action 8, 9, 14 et 16** : susciter et accompagner les projets de diversification agricole – encourager le développement de pratiques vertueuses et innovantes dans les exploitations conventionnelles – démarche bas carbone*

- accompagner les agriculteurs à la mise en œuvre de leurs projets : études (dont 10 diagnostics bas carbone d'élevages), accompagnement individualisé ou formations
- identifier et mobiliser les co-financements des études et des investissements subséquents

***Action 11 et 12** : qualité de l'air - protection de la ressource d'eau potable*

- faciliter la concertation avec les agriculteurs exploitant des terres dans les aires d'alimentation de captages
- réaliser ou contribuer à la réalisation des diagnostics individuels, sensibilisations et formations collectives permettant d'accompagner les entreprises à la mise en œuvre de pratiques agricoles préservant la ressource en eau et la qualité de l'air
- accompagner la mise en place des actions favorisant la bonne culture au bon endroit et le déploiement de ZNT élargies

***Action 13** : lutte contre l'érosion et les coulées de boues*

- faciliter la concertation agricole : animer des réunions d'assolement concerté et de sensibilisation aux changements de pratiques limitant les phénomènes d'érosion des sols, accompagner et appuyer l'Eurométropole aux réunions de concertation pour le déploiement et la mise en œuvre de dispositifs d'hydraulique douce
- accompagner l'Eurométropole pour la révision du plan d'action de lutte contre les coulées d'eaux boueuses
- appuyer l'Eurométropole pour l'application du protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion des inondations et coulées d'eaux boueuses
- faciliter les échanges, la conciliation et la concertation entre exploitants agricoles, communes et l'Eurométropole
- identifier les exploitants agricoles concernés par les bassins versants à risque érosion et leurs pratiques dans le cadre légal en vigueur dans le but de mettre en œuvre le programme d'actions

***Action 17, 18** : énergies renouvelables, agro-matériaux et REUT*

- accompagner la réalisation des diagnostics territoriaux et des études de filières nécessaire à l'évaluation de la faisabilité des projets par la transmission des éléments de connaissance du territoire
- mobiliser et accompagner les agriculteurs dans la mise en œuvre des projets individuels ou collectifs visant la production d'énergies renouvelables, de production d'agro-matériaux ou de REUT

***Action 19, 20, 21** : projets de transformation et vente directe*

- soutenir les agriculteurs dans la mise en œuvre de leurs projets : réalisation d'études de faisabilité technico-économiques, accompagnement individualisé notamment au montage de dossiers de financement, animation de collectifs

***Action 22, 23** : l'accès des produits locaux au centre-ville et l'accès des plus démunis aux produits locaux*

- appuyer la définition et la mise en œuvre des actions
- mobiliser les agriculteurs et filières en considérant les possibilités de mutualisation et mise en réseau

***Action 24, 25, 26 :** augmenter la part des produits locaux dans les circuits longs de proximité*

- contribuer à l'élaboration de cahiers des charges (restauration scolaire, AMI-restauration collective) et à la qualification des besoins (approvisionnement des cuisines centrales, outils de transformation…)
- contribuer à la mobilisation et mise en réseau des acteurs du territoire

***Action 28, 29, 30** : connaissance et promotion de l'agriculture*

- contribuer à la stratégie de communication par le recueil et la transmission des informations relatives à la vente directe, ou tout autre sujet susceptible de faire l'objet d'une information aux consommateurs/habitants (notamment via les communes)

***Action 31, 32** : évènementiel*

- prendre en charge certains aspects de l'organisation d'évènements tels le Tour des Fermes, les journées d'information à destination des agriculteurs : co-conception des évènements, mobilisation des partenaires institutionnels et professionnels et coordination de leurs interventions, animation de stands ou tables rondes le jour de l'évènement

Article 4 : Participation technique de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg développent des relations directes avec les agriculteurs du territoire, notamment dans le cadre de la gestion des contrats (conventions précaires ou baux ruraux) prévoyant l'exploitation des terres dont la collectivité est propriétaire. Afin de consolider ce relationnel et d'optimiser l'action de la collectivité, il est prévu qu'un agent de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg participe au déroulement des accompagnements, principalement ceux concernant :

- les agriculteurs actifs dans le périmètre de la Robertsau, du PNU et des champs captants,
- les agriculteurs identifiés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg comme porteurs de projets spécifiques susceptibles de nécessiter un appui renforcé de la collectivité,
- les agriculteurs de plus de 55 ans, locataires de la collectivité.

La Chambre d'Agriculture veillera à informer la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg de l'identité des agriculteurs sollicitant un accompagnement ainsi que de la date prévisionnelle de son intervention afin de permettre à la collectivité d'évaluer l'intérêt d'y participer.

De même, hors gestion courante des conventions précaires et baux ruraux, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg aviseront la Chambre d'Agriculture des contacts pris avec les exploitants.

2ème PARTIE : LES MOYENS

Article 4 : Participation financière de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Sur la base du coût journalier d'un conseiller Chambre d'agriculture de 578 €, la Chambre d'Agriculture estime le nombre de jours/homme et le budget prévisionnel nécessaires à la réalisation des actions visées à l'article 2 sur la période 2021/2022 à 733 jours/hommes et 423 674 €.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg proposent de co-financer 500 jours/homme à hauteur de 400€ soit une subvention totale de 200 000 € répartie de manière suivante :

	2021	2022
Ville de Strasbourg	0 €	30 000 €
Eurométropole de Strasbourg	80 000 €	90 000 €
Total	80 000 €	120 000 €

Pour permettre d'optimiser le suivi budgétaire de ces actions par les partenaires, ces budgets ont été construits à partir du nombre de jours-homme fléchés sur chacune des actions. Le nombre de jours/hommes affectés par la Chambre d'Agriculture à chacune des actions est un prévisionnel. Il pourra faire l'objet d'un ajustement tout au long du programme en fonction des priorités et orientations définies par les partenaires. L'annexe 1 détaille ces budgets prévisionnels et la proposition de planification correspondante (en jours-homme).

Article 5 : Modalités de versement

Un acompte de 80 000 €, pourra être versé en 2021 à la Chambre d'Agriculture par l'Eurométropole de Strasbourg dès signature de la convention sur simple demande de versement écrite.

Le solde de la subvention, soit 90 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg et 30 000 € pour la Ville de Strasbourg, sera versée en 2022 à mi-parcours sur production des éléments suivants :

- une demande de versement,
- les comptes certifiés 2021 de la Chambre d'Agriculture,
- le bilan qualitatif des actions menées indiquant le nombre de jours/homme consacrés à chacune d'elles en 2021 et tous éléments utiles à l'évaluation des actions.

A l'issue du programme 2021/2022, la Chambre d'Agriculture s'engage à transmettre, dans un délai de 6 mois à compter de la fin du programme, les éléments suivants :

- les comptes certifiés 2022 de la Chambre d'Agriculture,
- le bilan qualitatif des actions menées indiquant le nombre de jours/homme consacrés à chacune d'elles en 2022 et tous éléments utiles à l'évaluation des actions.

En fonction de l'avancement des actions, la Chambre d'Agriculture transmettra en outre des éléments complémentaires :

- ***Action 2***, *projets urbains* : les diagnostics des périmètres de projets urbains et le calcul des indemnités d'éviction
- ***Action 13****, lutte contre l'érosion et les coulées de boues :* les comptes rendus des réunions d'assolement concerté, les supports de communication concernant les changements de pratiques agricoles en faveur de la lutte contre l'érosion des sols
- ***Action 9, 14 et 16*** *: diversification agricole, pratiques vertueuses et innovantes, démarche bas carbone :* transmission des diagnostics individuels
- ***Action 19, 20, 21*****,** *projets de transformation et vente directe :* les fiches récapitulatives de chaque accompagnement individuel réalisé (nature du projet et modalités d'accompagnement) et la copie de la notification de la part d'aide à l'entreprise apportée par l'Eurométropole de Strasbourg sur la base du régime d'aide SA40833 (2015/XA) relatif aux aides aux services de conseil pour PME agricoles
- ***Action 31, 32,*** *évènementiel* : le bilan qualitatif et financier après enquête menée auprès des partenaires de l'évènement.

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire n° 10071 67000 00001006302 03 au nom de la Chambre d'agriculture d'Alsace*,* auprès du Trésor Public de Strasbourg.

3ème PARTIE : SUIVI ET EVALUATION

Article 6 : Suivi

Le suivi et l'orientation politique de la stratégie de développement d'une agriculture locale durable et innovante est réalisé par le comité de pilotage mis en place dans le cadre du partenariat associant la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'Agriculture et Bio en Grand Est.

Au plan technique, un groupe de travail sera mis en place pour chacune des actions du programme 2021/2022. Il sera composé a minima des agents de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et de la Chambre d'agriculture intéressés par l'action considérée ainsi que de tout autre partenaire susceptible de contribuer financièrement ou techniquement à l'action. L'organisation du travail et la fréquence des réunions seront déterminées par chaque comité technique. En annexe figurent les indicateurs de progression des activités dont certains sont à renseigner par la chambre d'Agriculture.

Article 7 : Evaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par la CAA durant toute la durée de la convention et conditionne toute nouvelle demande de financement. Ainsi, au terme de la présente convention, une nouvelle convention pourra être proposée selon les modalités prévues à l'article 2. Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi et de pilotage de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8 : Garantie de confidentialité

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent à ne pas divulguer à des tiers les informations nominatives que la Chambre d'Agriculture aurait collectées au cours des accompagnements individuels et transmises pour justifier de leur réalisation, ni celles collectées et mises à disposition dans le cadre de l'observatoire.

En revanche, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'appuieront sur ces informations pour envisager la transformation des conventions précaires en baux à ferme, celle-ci étant conditionnée soit à la conversion en agriculture biologique, soit à la diversification des cultures qui s'accompagnerait de pratiques respectueuses de l'environnement

Article 9 : Engagements de la Chambre d'Agriculture

En signant la présente convention, la Chambre d'Agriculture s'engage à :

- Mobiliser l'ensemble des compétences nécessaires dont elle dispose (techniques, juridiques, règlementaires…) pour apporter son expertise à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et faciliter la mise en œuvre de la stratégie définie d'un commun accord ;
- Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social et à la présente convention financière ;
- Fournir, à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dans les six mois suivant la clôture des exercices budgétaires 2021 et 2022 :
    - les comptes financiers approuvés et certifiés, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et les annexes,
    - le rapport du commissaire aux comptes,
    - le bilan des actions menées dans le cadre du programme d'actions 2021/2022 défini avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et faisant l'objet du présent financement ;
- Informer Strasbourg Eurométropole sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements notables dans son administration, direction, statuts ou activités susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention ;
- Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 10 : Non-respect des engagements de la Chambre d'Agriculture

Le non respect total ou partiel par la Chambre d'Agriculture de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de participation financière ultérieurement présentées par la Chambre d'Agriculture,
- la résiliation de la présente convention après mise en demeure préalable par envoi recommandé avec accusé de réception.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire et en cas de non-réalisation ou de report des projets subventionnés, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg se réservent le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 11 : Communication

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg apparaîtront comme le partenaire de la Chambre d'agriculture dans toutes ses actions de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : Responsabilité

La Chambre d'agriculture conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par la Chambre d'agriculture d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par la Chambre d'agriculture, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de pilotage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Chambre d'Agriculture d'Alsace	Pour la Ville de Strasbourg
La Présidente	Le Président	La Maire
Pia IMBS	Denis RAMSPACHER	Jeanne BARSEGHIAN

Annexe 1

Annexe à la convention financière 2021/2022
conclue entre la Chambre d'agriculture d'Alsace, la Ville et Eurométropole de Strasbourg

				Nombre de jours prévisionnel							
				2021				2022			
Enjeu	Axe	N°	Action	Convention		Aide entreprises		Convention		Aide entreprises	
				Consacrés	Financés	Consacrés	Financés	Consacrés	Financés	Consacrés	Financés
Préserver les espaces agricoles, maintenir les exploitations agricoles et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs	1. Planification et aménagement	1	PLUi	8	0			12	0		
		2	Projets et aménagements urbains	40	8			50	10		
	2. Foncier et parcellaire agricole	3	BRCE	0	0			0	0		
		4	Orientation terres libres	2	2			2	2		
		5	Installation - Transmission	7	4			13	11		
		6	PSE	5	5			5	5		
		7	Parcellaire et environnement - AFAFE	8	8			8	8		
Développer une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources	3. Systèmes de production	8	AB	8	3	4	1	11	4	4	1
		9	Diversification (légumes et légumineuses)		x	4	4		x	14	14
	4. Pratiques agricoles	10	Trame verte et bleue	5	5			5	5		
		11	Air			6	4			10	7
		12	Eau	10	7	6	4	10	7	10	7
		13	Erosion	36	16	4	2	36	16	8	4
		14	Pratiques qualitatives	5	1			5	1		
		15	Ecopaturage	1	1			2	2		
		16	Carbone	2	2	4	4	5	5	15	15
	5. Innovation	17	Energies renouvelables - agromatériaux	12	12			27	27		
		18	Eaux usées	10	10			15	15		
Soutenir la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient	6. Circuits courts	19	Projets individuels de vente directe	4	4	24	12	4	4	24	12
		20	Points de distribution de vente directe	2	2			4	4		
		21	Projets collectifs	15	15			15	15		
		22	Logistique et ZFE	12	12			12	12		
		23	Aide alimentaire	0	0			2	2		
	7. Circuits de proximité	24	Restauration scolaire	4	4			16	16		
		25	Restauration collective	1	1			3	3		
		26	Cuisines centrales des sociétés de restauration	0	0			3	3		
		27	Transformation et IAA	1	1			4	4		
Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs	8. Connaissance et promotion	28	Observatoire	2	0			2	0		
		29	Communication	5	5			14	14		
		30	Promotion "Mangeons local"	4	4			5	5		
		31	Tour des Fermes	32	32			35	35		
		32	Journée d'information	5	5			5	5		
			Animation, coordination et suivi	10	0			10	0		
				256	169	52	31	340	240	85	60

Nombre total de jours consacrés	**308**	**425**
Nombre total de jours financés	**200**	**300**
Coût jour	**400 €**	**400 €**
Montant sollicité	**80 000 €**	**120 000 €**

Annexe 2

Evaluation de la progression des activités du programme 2021/2022
Annexe aux conventions de financement

Actions	Indicateurs	Fréquence	Sources
2	Nombre de projets urbains suivis pour prise en compte de la dimension agricole	annuelle	CAA
5	Nombre de cédants rencontrés	annuelle	CAA/BGE/EMS
7	Nombre de communes concernées par des nouvelles EPAF et des nouveaux AFAFE	annuelle	CAA
8	Nombre de projets accompagnés	annuelle	BGE/CAA
8	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	BGE/CAA
9	Nombre de projets accompagnés	annuelle	CAA
10	Nombre de projets réalisés (implantation de haies, reméandrage)	annuelle	EMS
10	Surfaces inondées et indemnisées	annuelle	EMS
10	Montant des indemnisations versées aux agriculteurs	annuelle	EMS
11	Nombre de conseils individuels	annuelle	CAA
11	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
12	Nombre de conseils individuels	annuelle	CAA
12	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
13	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
13	Nombre de communes accompagnées (sur les 14 concernées)	annuelle	CAA et EMS
13	Nombre de conventions hydraulique douce en cours	annuelle	EMS
14	Nombre de diagnostics ou conseils individuels réalisés	annuelle	CAA
14	Nombre d'agriculteurs ayant suivi une journée d'information ou une formation	annuelle	CAA
16	Nombre de diagnostics et plan d'actions réalisés	annuelle	CAA
17	Nombre de projets étudiés et développés	annuelle	CAA
18	Surfaces agricoles identifiées pour des projets REUT	annuelle	EMS
19 et 21	Nombre de projets individuels et collectifs accompagnés	annuelle	CAA/BGE
29	Nombre d'articles rédigés et publiés	annuelle	CAA/EMS communes
30 et 31	Nombre d'actions de promotion de l'agriculture et du Mangeons local (évènements, publications...)	annuelle	CAA/EMS
32	Nombre de participants à la journée d'information	annuelle	EMS

AGRICULTURE

PROGRAMME D'ACTIONS 2021 - 2022

Sommaire

PRÉSERVER LES ESPACES AGRICOLES, MAINTENIR LES ENTREPRISES AGRICOLES ET FAVORISER L'INSTALLATION DE JEUNES AGRICULTEURS..4
AXE 1 : Prendre en compte de la dimension agricole dans les outils de planification et d'aménagement territorial 4
ACTION 1 : Prendre en compte la dimension agricole dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) 4
ACTION 2 : Prendre en compte la dimension agricole dans les projets et aménagements urbains 4
AXE 2 : Gérer le foncier et faire évoluer le parcellaire agricole 5
ACTION 3 : Pérenniser les contrats de location en baux ruraux à clauses environnementales liant les exploitations et la collectivité sur les secteurs où le maintien des espaces agricoles est garanti à moyen et long termes....5
ACTION 4 : Définir ensemble l'orientation des terres agricoles libres, propriété de la ville et l'Eurométropole de Strasbourg ou sous gestion de la collectivité (fondations)....6
ACTION 5 : Favoriser l'installation de jeunes agriculteurs en posant les principes d'une stratégie de transmission des entreprises agricoles....6
ACTION 6 : Mobiliser des systèmes de type 'paiements pour services environnementaux' 7
ACTION 7 : Moderniser le parcellaire en intégrant la préservation de l'environnement via l'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental (AFAFE) 7
DÉVELOPPER UNE AGRICULTURE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES 8
AXE 3 : Favoriser l'évolution des systèmes de productions 8
ACTION 8 : Développer l'agriculture biologique sur le territoire eurométropolitain 8
ACTION 9 : Susciter et accompagner les projets de diversification agricole pour développer la souveraineté alimentaire du territoire....8
AXE 4 : Soutenir l'évolution des pratiques agricoles 9
ACTION 10 : Développer les trames vertes et bleues afin de renforcer la fonctionnalité écologique et climatique des espaces agricoles 9
ACTION 11 : Limiter l'impact des activités agricoles sur la qualité de l'air....9
ACTION 12 : Protéger la ressource en eau potable....10
ACTION 13 : Lutter contre l'érosion et les coulées de boues....11
ACTION 14 : Encourager le développement de pratiques vertueuses et innovantes dans les exploitations agricoles....12
ACTION 15 : Développer les pratiques d'éco-pâturage 12
ACTION 16 : Accompagner les exploitations agricoles dans une démarche bas carbone....13
AXE 5 : Soutenir l'innovation en agriculture 13
ACTION 17 : Faire du secteur agricole un contributeur de la politique territoriale de développement des énergies renouvelables et des agro-matériaux....13
ACTION 18 : Etudier les possibilités de réutilisation des eaux usées traitées en agriculture....14
SOUTENIR LA STRUCTURATION DES FILIÈRES DE PROXIMITÉ POUR UN TERRITOIRE PLUS RÉSILIENT 15
AXE 6 : Développer les circuits courts pour consolider les débouchés locaux des producteurs du territoire et d'Alsace....15
ACTION 19 : Accompagner les projets individuels de vente directe du producteur au consommateur et des projets de transformation 15
ACTION 20 : Développer la vente directe du producteur au consommateur par un maillage des points de distribution 15
ACTION 21 : Accompagner les projets collectifs de vente directe ou transformation 16
ACTION 22 : Faciliter l'accès des produits locaux au centre-ville de Strasbourg....16
ACTION 23 : Développer des capacités d'achats groupés des collecteurs locaux de denrées alimentaires à visée de distribution aux plus démunis....16
AXE 7 : Développer la part des produits locaux dans les circuits de proximité pour consolider les débouchés locaux des producteurs du territoire et d'Alsace....17
ACTION 24 : Augmenter la part de l'approvisionnement bio et local dans la restauration scolaire....17
ACTION 25 : Inciter la restauration collective à augmenter sa part d'approvisionnement bio et local 18

ACTION 26 : Renforcer la place des produits bio et locaux dans l'approvisionnement des cuisines centrales des sociétés de restauration 18
ACTION 27 : Consolider les outils de transformation et renforcer le lien avec les IAA pour répondre aux besoins du territoire 18
RECRÉER LE LIEN ENTRE LES AGRICULTEURS ET LES CONSOMMATEURS 20
AXE 8 : Connaitre et promouvoir l'agriculture 20
ACTION 28 : Valoriser les connaissances relatives à l'agriculture sur l'Eurométropole de Strasbourg 20
ACTION 29 : Communiquer sur l'agriculture auprès des communes et des habitants 20
ACTION 30 : Assurer la promotion des produits locaux et l'information des consommateurs 20
ACTION 31 : Organiser une manifestation évènementielle annuelle : le Tour des Fermes 21
ACTION 32 : Organiser une journée d'information à destination des agriculteurs du territoire 21
ANNEXE : INDICATEURS DE RÉSULTAT 22
ANNEXE : GLOSSAIRE 23

Préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs

AXE 1 : Prendre en compte de la dimension agricole dans les outils de planification et d'aménagement territorial

ACTION 1 : Prendre en compte la dimension agricole dans l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Pilotage : Eurométropole de Strasbourg Partenaires : Chambre d'Agriculture d'Alsace CAA

Objectifs :
- Freiner l'étalement urbain
- Concilier développement agricole et développement urbain
- Identifier les zones agricoles ayant vocation à être pérennisées
- Assurer le fonctionnement et le développement des entreprises agricoles en garantissant la constructibilité agricole
- Encourager le développement de ceintures vertes entre zones agricoles et secteurs bâtis

Méthode :
- Recensement des projets de développement des entreprises agricoles et, parallèlement, identification des zones agricoles pérennes (classement A et N), identification et gradation de zones de constructibilité agricole suffisamment spacieuses
- Réunions territorialisées d'échange entre les maires et la CAA pour validation des propositions de zonage
- Consultation des personnes publiques associées (dont CAA), enquête publique et approbation des modifications/révisions de PLUi
- Développement d'une stratégie d'adaptation par les partenaires (collectivité et monde agricole) pour être en capacité de gérer les évolutions nécessaires des documents d'urbanisme
- Réflexion sur les outils à développer au profit de la collectivité afin d'encourager les formes d'agriculture urbaine dans le périmètre des projets
- Définition des modalités de mise en œuvre du Zéro Artificialisation Nette

Résultats 2010-2020 :
2016 : reclassement en A ou N inconstructible de 850 ha prévus pour l'urbanisation (sur 2 800 ha)

ACTION 2 : Prendre en compte la dimension agricole dans les projets et aménagements urbains

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectif :
Assurer le maintien des entreprises agricoles, leur fonctionnalité et plus globalement l'équilibre de l'économie agricole du territoire, en dépit des projets d'urbanisation consommateurs de foncier.

Méthode :
Dans le cadre des projets et aménagements urbains d'habitat, de zones d'activités économiques, d'infrastructures de déplacement, une approche concertée et générique est développée entre la collectivité et la CAA. Elle repose sur les étapes suivantes :
- Consultation de la CAA quant au projet d'aménagement envisagé pour identification des difficultés et bonne prise en compte des conditions de maintien de l'activité agricole

- Réalisation des études :
    - diagnostic agricole des périmètres d'étude permettant d'évaluer l'impact du projet sur les entreprises agricoles et l'économie agricole, dont certains pourront faire l'objet de mise en concurrence
    - études ERC (éviter, réduire, compenser) lesquelles feront l'objet d'une mise en concurrence
    - études préalables d'aménagement foncier, lesquelles feront l'objet d'une mise en concurrence par procédure CEA
- Information des agriculteurs concernés par les emprises : périmètre, objet et calendrier du projet.
- Evaluation des possibilités de compensations économiques : attribution de terres libres, indemnisation selon les protocoles 2016, 2018 et 2020, accompagnement au redéploiement, aménagement foncier, restructuration économique
- Elaboration des mesures de compensations environnementales (hamster, zones humides…), prise en compte des enjeux d'insertion écologique et paysagère des projets urbains et anticipation de la problématique liée aux Zones de Non Traitement
- Prise en compte de l'agriculture au titre des activités économiques à développer sur le site (agriculture urbaine intégrée au projet d'habitat, gestion des espaces verts par l'agriculture, …)

Résultats 2010-2020 :
- 2016 : signature du protocole relatif aux indemnités d'éviction
- 2019 : signature du protocole relatif aux indemnités liées à la gestion du risque inondation et coulées d'eau boueuse
- 2020 : signature du protocole d'accord relatif à l'indemnisation des agriculteurs impactés par les occupations temporaires liées à la réalisation de projets urbains en secteur agricole

AXE 2 : Gérer le foncier et faire évoluer le parcellaire agricole

ACTION 3 : Pérenniser les contrats de location en baux ruraux à clauses environnementales liant les exploitations et la collectivité sur les secteurs où le maintien des espaces agricoles est garanti à moyen et long termes

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Consolider la situation contractuelle des exploitants locataires en visant l'exemplarité de la collectivité dans la gestion de son patrimoine
- Inciter à la mise en œuvre de pratiques agro-écologiques

Méthode :
- Identifier les parcelles propriété de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg au sein des zones agricoles pérennes préalablement déterminées (PLUi).
- Recenser les locataires de ces parcelles, la nature des contrats, les surfaces cultivées, les pratiques et types de cultures.
- Connaître les impacts récents et les menaces foncières concernant les exploitations.
- Négocier leur adhésion au projet d'agriculture locale durable et innovante proposé par les partenaires en les incitant soit :
    - à diversifier leurs productions au profit des cultures et de l'élevage directement utiles à l'alimentation domestique ;
    - à améliorer leurs pratiques vis-à-vis de l'environnement ;
    - à convertir totalement ou partiellement leur exploitation à l'agriculture biologique.
- Elaborer les contrats de bail à ferme comportant d'éventuelles clauses environnementales négociées.
- Eteindre les conventions précaires et mettre en place les baux à ferme avec chaque exploitant adhérant au projet proposé.

ACTION 4 : Définir ensemble l'orientation des terres agricoles libres, propriété de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ou sous gestion de la collectivité (fondations)

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE – Bio en Grand Est

Objectifs :
- Garantir la transparence et l'équité au cours de la procédure d'attribution de terres
- Soutenir les installations de jeunes agriculteurs, les projets de maraichage, les techniques agroécologiques, les modes de production sous certification environnementale, avec priorité donnée à l'agriculture biologique
- Doublement des superficies en bail rural à clause environnementale BRCE à horizon 2026

Méthode :
En cas de libération de terres, le propriétaire ou gestionnaire :
- lance un appel à candidature, relayé par les délégués communaux des secteurs concernés ; si la surface est suffisante pour envisager une installation, elle définit au préalable un cahier des charges descriptif du projet souhaité,
- organise l'échange d'informations avec la Commission Départementale d'Orientation Agricole via la Direction Départementale des Territoires,
- recueille l'avis de la CAA, de BGE et de la commune d'implantation du terrain libre,
- sélectionne l'attributaire en tenant compte des obligations résultant du code rural (priorité aux jeunes agriculteurs dotés) et de ses objectifs (conversion à l'agriculture biologique et/ou développement de l'agriculture de proximité),
- établit le contrat au profit de ce nouvel occupant : bail rural à clause environnemental dès lors que la surface attribuée est en zone A ou N du PLUi, convention d'occupation précaire si la surface est classée à urbaniser.

En cas de cession de contrat d'un agriculteur partant à la retraite à son conjoint ou à son descendant capacitaire en ligne directe, le propriétaire ou gestionnaire valide cette cession après avoir étudié le projet de reprise et considéré avec le repreneur toutes les possibilités d'adjonction de clauses environnementales au contrat.

Les partenaires s'attacheront à proposer la mise en œuvre de cette méthodologie à l'ensemble des communes de l'Eurométropole en tant que propriétaires fonciers.

Résultats 2010-2020 :
- 2020 : 23 BRCE pour 132,5 ha (sur 500 ha propriété VDS/EMS)

ACTION 5 : Favoriser l'installation de jeunes agriculteurs en posant les principes d'une stratégie de transmission des entreprises agricoles

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
Accompagner de nouvelles installations d'ici 2026 sachant qu'environ 55 entreprises agricoles devraient cesser leur activité dans les 5 ans, selon une stratégie partagée entre les partenaires et les JA67

Méthode :
- Définition d'une stratégie concertée avec l'appui du syndicat des jeunes agriculteurs du Bas-Rhin (JA67), la SAFER, Terre de liens et la mutualité sociale agricole (MSA).
- Identifier les agriculteurs en âge de prendre la retraite pour prise de contact et évaluation des perspectives.
- Accompagnement à la transmission de l'entreprise vers le conjoint ou descendant, repreneur capacitaire, pour proposer une adhésion au projet agricole du partenariat.
- En cas d'absence de conjoint ou descendant, repreneur capacitaire, évaluation des possibilités de fléchage d'une partie significative de la SAU (surfaces propriété de personnes publiques et de l'agriculteur en partance) vers un jeune hors cadre familial (issu ou non du milieu agricole).

ACTION 6 : Mobiliser des systèmes de type 'paiements pour services environnementaux'

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs **:**
Se doter d'un outil financier permettant de rémunérer des services environnementaux rendus par des agriculteurs.

Contexte :
Afin de déployer une politique agroenvironnementale ambitieuse, les paiements pour services environnementaux (PSE) représentent une piste de rémunération pour des agriculteurs engageant des actions de maintien ou restauration de services écosystémiques (qualité de l'eau, biodiversité, stockage de carbone et fertilité des sols, etc.).

Méthode :
- Etude de préfiguration début 2021 visant à définir le champ d'application des PSE sur les secteurs géographiques prioritaires (zones de captages, d'érosion et/ou de TVB).
- Mise en œuvre opérationnelle des PSE envisagée à l'automne 2021, en lien avec les services de la CAA et de Bio en Grand Est.

ACTION 7 : Moderniser le parcellaire en intégrant la préservation de l'environnement via l'Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental (AFAFE)

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Abaisser les coûts de production en limitant les consommations d'intrants et favoriser le développement de techniques culturales alternatives (désherbage mécanique…).
- Mutualiser les emprises des projets linéaires et reconfigurer les parcellaires traversés par les infrastructures linéaires.
- Préserver les milieux fragiles (bords des cours d'eaux, zones humides)
- Mettre en place des systèmes agro forestiers.
- Mettre en place des dispositifs pérennes et vivants de lutte contre les coulées d'eaux boueuses.

Contexte :
2017-2020 : Des aménagements fonciers sont en cours sur les communes de Geispolsheim, Fegersheim et Lipsheim (Rocade Sud) ainsi que sur Lampertheim, Vendenheim, Reichstett pour partie, Eckwersheim, Breuchwickersheim Achenheim pour partie et Kolbsheim (Contournement ouest de Strasbourg). D'autres pourraient voir le jour dans le secteur de la VLIO et dans la zone de l'AAC du captage de Plobsheim.

Méthode :
- Accompagnement par les partenaires des communes et des agriculteurs dans leurs réflexions portant sur l'aménagement foncier afin d'appuyer la pérennisation des entreprises agricoles et veiller à la préservation des éléments de paysage favorables à la biodiversité, la qualité de l'eau et la prévention des coulées de boues.
- Création de commissions communales d'aménagement foncier (Association de l'EMS et de la CAA aux travaux des sous commissions).
- Réalisations d'études préalables d'aménagement foncier (EPAF).
- Mise en œuvre des aménagements fonciers.
- Evaluation des contributions financières de la collectivité (AFAFE et travaux connexes).
- Intégration des éléments environnementaux dans le parcellaire et les programmes de travaux connexes (ZNT avec bandes fleuries élargies, Bande enherbée au long des cours d'eau, haies…).

Développer une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources

Axe 3 : Favoriser l'évolution des systèmes de productions

ACTION 8 : Développer l'agriculture biologique sur le territoire eurométropolitain

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg

Partenaires : BGE et CAA

Objectifs :

- Encourager des modes de production présentant des externalités positives (eau, sol, air, emploi agricole).
- Garantir l'équilibre économique des producteurs.
- Développer les surfaces consacrées à l'agriculture biologique à un rythme de 50 ha/an, soit +300 ha d'ici 2026.

Méthode :

- Organisation de réunions d'information collectives et de fermes bio ouvertes.
- Prise de contact systématique et individuelle avec les agriculteurs intéressés par l'AB.
- Accompagnement des projets individuels et collectifs de production et de valorisation : réalisation des études technico-économiques et études de marché.
- Mise en réseau des acteurs et accompagnement à la certification des opérateurs (céréaliers, paysan-meunier, boulangers).
- Accentuation de la communication valorisant les résultats déjà obtenus.

Résultats 2010-2020 :

- 2010 : 7 agriculteurs bio exploitant 50 ha de SAU sur l'EMS.
- 2018 : Etude de faisabilité d'une filière céréales, farine, pain bio pour les restaurants scoalires de l'Eurométropole.
- 2020 : 19 agriculteurs bio exploitant 289 ha de SAU sur l'EMS.

ACTION 9 : Susciter et accompagner les projets de diversification agricole pour développer la souveraineté alimentaire du territoire

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg

Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :

- Développer la production nourricière pour contribuer à la suffisance alimentaire du territoire : maraichage, légumineuses, élevage.
- Garantir l'équilibre économique des producteurs.
- Développer les surfaces diversifiées à un rythme de 20 ha/an, soit +120 ha d'ici 2026.

Méthode :

- Identification des agriculteurs porteurs de projets de diversification (maraichage, élevage, vergers, légumineuses à vocation alimentaire) et réalisation d'un point de situation systématique.
- Accompagnement des projets individuels et collectifs de production et de valorisation : réalisation des études technico-économiques et des études de marché.
- Organisation de réunions d'information à destination des agriculteurs.
- Accompagnement des projets d'agriculture urbaine en participant à la conception de projets pilotes et en étudiant les possibilités d'implication d'agriculteurs professionnels sous forme d'espaces test.

Résultats 2010-2020 :
- Entre 2010 et 2018 : hausse des surfaces de cultures spécialisées : vergers de 10 à 28 ha, protéagineux de 2 à 5 ha, fruits à coques de 0 à 2 ha, prairies permanentes de 1009 à 1426 ha, fourrages de 68 à 77 ha ; en revanche, fluctuation de la part des surfaces consacrées aux légumes et fleurs de 386 en 2010 à 398 ha en 2015 et 347 ha en 2018.
- Surface en légumes et fleurs sur la ville de Strasbourg : de 6 ha en 2010 à 20 ha en 2018.
- 26 agriculteurs accompagnés entre 2010 et 2019.

Axe 4 : Soutenir l'évolution des pratiques agricoles

ACTION 10 : Développer les trames vertes et bleues (TVB) afin de renforcer la fonctionnalité écologique et climatique des espaces agricoles

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
Développer des modes de productions agricoles favorables à l'accueil et au développement de la biodiversité

Méthode :
- Sensibilisation des agriculteurs à la mise en place des dispositifs permettant de préserver la biodiversité.
- Identification des possibilités de compensation carbone appuyées sur des partenariats avec des acteurs privés
- Dans le cas de projets de travaux portés par la collectivité (reméandrage/renaturation de cours d'eau, plantation de haies, renaturation de surfaces, etc.) :
    - Coconstruction des aménagements
    - Identification des incidences des travaux sur l'activité agricole (emprises, changements des pratiques agricoles, etc.).
    - Mobilisation des outils fonciers disponibles (acquisition, contractualisation, BRCE…) dont articulation éventuelle avec les mesures compensatoires environnementales des AFAFE.
    - Identification du gestionnaire et des modalités d'entretien des infrastructures agroécologiques.
- Évaluation et indemnisation des dégâts de sur-inondation liés aux ouvrages hydrauliques mis en place par l'EMS (ex : barrage écrêteur de crues à Eckwersheim).
- Accompagnement des projets de restauration de milieux aquatiques et de prévention des inondations en secteurs agricoles.

Résultats 2010-2020 :
2012 Identification des zones humides sur Strasbourg Eurométropole.
2013 Identification de l'ensemble des éléments de végétation présent sur le territoire.
2014 Finalisation du schéma de TVB sur Strasbourg Eurométropole.
2019 15 contrats BRCE impliquant création/maintien prairie et/ou haies/bosquets sur les 21 BRCE concernant des terrains situés dans l'Eurométropole.

ACTION 11 : Limiter l'impact des activités agricoles sur la qualité de l'air

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
Limiter l'impact sur la qualité de l'air des activités agricoles (usage des produits phytosanitaires, engrais azotés et carburant), responsables notamment de la majorité des émissions d'ammoniac à l'origine de la création de particules fines au sein l'Eurométropole.

Contexte :
La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont été lauréates de l'appel à projet « Villes Respirables en 5 ans » proposé par le ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie en juin 2015. Dans la continuité du projet 2016-2021 « Strasbourg, Ville et Métropole respirables », les partenaires souhaitent amplifier les actions visant une meilleure prise en compte de la qualité de l'air dans les pratiques agricoles, dans un cadre méthodologique partagé avec ATMO Grand Est.

Méthode :
- Diagnostics des pratiques agricoles et de leur impact sur la qualité de l'air (émissions d'ammoniac, de particules et de produits phytosanitaires) ; identification des pistes d'actions.
- Mise en œuvre d'un conseil individuel aux agriculteurs du territoire métropolitain visant à promouvoir la réduction des impacts des pratiques agricoles sur la qualité de l'air.
- Etude pour le développement de filières favorables à la qualité de l'air (légumineuses, cultures BNI…).
- Etude de mise en place de stations météo de proximité.
- Formations collectives sur l'optimisation de la fertilisation et la réduction de l'usage des produits phytosanitaires (qualité de la pulvérisation, réduction des doses, etc.) ; démonstrations de matériels innovants.
- Etude de mise en place de Zones de Non Traitement élargies de manière contractuelle sur toutes les communes de l'Eurométropole.
- Rédaction d'articles pour la presse spécialisée.

Résultats 2010-2020 :
- 2017 : 49 diagnostics des pratiques agricoles et de leur impact sur la qualité de l'air (ammoniac et émission de particules) ; identification des pistes d'actions
- 2018-2020 : démonstrations de techniques innovantes et publication d'articles de presse
- 2020 : 50 diagnostics individuels sur l'impact des traitements phytosanitaires sur la qualité de l'air; identification des pistes d'actions

ACTION 12 : Protéger la ressource en eau potable

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
- Concilier activité agricole et préservation des ressources en eau potable, en particulier sur les zones de captage de l'Eurométropole de Strasbourg pour continuer de produire une eau sans traitement et donc préserver la ressource en eau des contaminations d'origine agricole.
- Promouvoir la bonne culture au bon endroit, en combinant les diverses actions de ce programme (Agriculture Bio, Paiement pour Services Environnements, création de filières agricoles) qui permettront de faire levier pour déployer dans les aires d'alimentation de captages des filières agricoles protectrices de l'environnement.
- Promouvoir les techniques culturales ayant une empreinte environnementale moins forte (limitation d'intrants, adaptation des techniques culturales, AFAFE…).

Contexte :
Dans le cadre du Contrat Territorial Eau et Climat qui va être contractualisé entre l'Agence de l'Eau Rhin Meuse et l'Eurométropole de Strasbourg, une ambition forte est affichée pour privilégier des filières agricoles protectrices de la ressource en eau. Ainsi, de nombreuses actions sont envisagées avec un appui financier de l'agence de l'eau de l'ordre 1,3 M€ sur 2021-2023 :

- Etude des enjeux à l'échelle de l'aire d'alimentation du captage de Plobsheim et plan d'action sur le captage de Plobsheim ;
- Etude de mise en place de filières à bas niveau intrant (betteraves, chanvre, luzerne, légumes...) ;
- Etude de préfiguration des PSE et mise en œuvre ;
- Etude de faisabilité des ORE et mise en œuvre ;
- Généralisation des aires d'alimentation de captage ;
- Recherche de l'origine de la contamination, définition et mise en œuvre d'un plan d'action sur le captage de Lampertheim dans le cadre de la convention de partenariat ERMES.

L'Eurométropole de Strasbourg compte cinq unités de distribution. L'eau est produite à partir de 10 captages qui seront considérés comme des zones de réflexion et d'action prioritaire (La Wantzenau, Lampertheim, Holtzheim, Geispolsheim, Fegersheim, Eschau, Strasbourg-Polygone, Strasbourg Robertsau, Oberhausbergen, Lingolsheim). Bien que caractérisés généralement par des eaux de bonnes qualités, certains captages d'eau potable du territoire métropolitain peuvent être concernés par des contaminations, notamment des métabolites de produits phytosanitaires ; ils pourraient être référencés comme dégradés dans le SDAGE 2022-2027. En ce sens, ils doivent faire l'objet d'une protection préventive contre tout type de pollution, dont agricole.

Sur les trois captages en projet, à Plobsheim, à la Cour d'Angleterre et à Wolfisheim, les mesures de protection de la ressource seront anticipées avant leur mise en service. Ainsi, une concertation a été mise en oeuvre avec les agriculteurs se trouvant dans la future aire d'alimentation de captage de Plobsheim (AAC). Un premier plan d'actions ciblées est déjà mis en œuvre dans l'objectif de promouvoir la bonne culture au bon endroit et les bonnes pratiques au bon moment. Les partenaires s'efforceront de le renforcer.

Méthode :
- Diagnostics des pratiques agricoles et de leur impact sur la qualité de l'eau (usage des produits phytosanitaires) et identification des pistes d'actions dans le cadre de la définition des aires d'alimentation de captages afin de les généraliser (étude à prioriser)
- Mise en oeuvre d'un programme d'actions et d'un groupe de travail 'AAC'.
- Mise en oeuvre d'un conseil individuel visant à promouvoir les techniques agro-écologiques sur le territoire métropolitain et sur l'AAC de Plobsheim.
- Sensibilisation et démonstration des bonnes pratiques et de matériels innovants.
- Mobilisation des outils fonciers selon leur pertinence : aménagement foncier, échanges fonciers multilatéraux, PSE, ORE, BRCE
- Développement des aires de lavage et remplissage de pulvérisateurs.
- Formations collectives sur la qualité de pulvérisation, réduction des doses.

Résultats 2010-2020 :
- 2016 : Diagnostic des pratiques agricoles de 38 entreprises agricoles sur la centaine que comprend l'AAC, mise en place d'un groupe de travail agricole sur le maintien de la bonne qualité de la ressource en eau.
- 2018 : l'Eurométropole est lauréate de l'AMI « soutien aux filières favorables à la protection de la ressource en eau » de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse et de la Région Grand Est.
- 2018/2020 : Mise en oeuvre de mesures compensatoires sur le site de la Brunnenmatt, enclave agricole de 9 ha située dans le périmètre de la réserve naturelle nationale de la forêt d'Illkirch Graffenstaden, via des échanges entre 9 agriculteurs sur des parcelles propriété de la Ville d'Illkirch Graffenstaden et de l'Eurométropole. Cette enclave est située à l'amont du captage de Strasbourg Polygone.
- 2020 : étude AVP Aménagement d'une aire de lavage et remplissage à Plobsheim et création d'une CUMA.
- 2020-2021 : Etude d'évaluation des enjeux territoriaux du bassin d'alimentation du captage de Plobsheim / Evaluation des conditions de structuration d'une filière de cultures bas niveau d'intrants à vocation énergétique (actions AMI AERM 2018).

ACTION 13 : Lutter contre l'érosion et les coulées de boues

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs **:**
Limiter la fréquence et l'intensité des phénomènes d'érosions et de ruissellement via la mise en place de dispositifs d'hydraulique douce et le développement de pratiques agro-écologiques.

Contexte :
L'Eurométropole de Strasbourg exerce la compétence définie par l'article L.211-7 du Code de l'Environnement « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », ainsi que l'alinéa 4 complémentaire « la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » depuis le 1er janvier 2018. Une étude lancée en 2018 en collaboration avec le BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière) a permis de caractériser l'aléa coulées d'eaux boueuses et de proposer une stratégie de gestion de ce risque, afin de construire un programme d'actions. Cette stratégie et ce programme reposent sur la mise en œuvre de dispositifs d'hydraulique douce et d'assolements concertés avec les agriculteurs concernés, dans le cadre d'une concertation menée par la CAA et l'Eurométropole de Strasbourg.

Méthode :
- Concertation et conciliation entre collectivités et agriculteurs.
- Mise en place de dispositifs de prévention et de lutte contre les coulées de boues (haies, fascines et miscanthus), avec application de la convention d'indemnisation de 2018.
- Développement des assolements concertés et des plans d'actions ciblés.

- Accompagnement de projets individuels et formations collectives visant à promouvoir les pratiques agro-écologiques : journées techniques, tours de plaines sur des parcelles d'agriculteurs développant des pratiques permettant de lutter contre l'érosion des sols.
- Evaluation et indemnisation des dégâts aux cultures agricoles en cas de coulées de boues, au-delà de l'emprise théorique prévue par la convention d'hydraulique douce.

Résultats 2010-2020 :
2018 : Etude BRGM.
2019 : Signature du protocole d'indemnisation.
2019 : Séminaire sur la vie du sol et les techniques agro-écologiques.
2020 : 42 agriculteurs aidés (dont 13 nouveaux en 2020) à hauteur de 13 089,36 euros par an, sur 8 communes ; 7 204,9 mètres linéaires de dispositifs d'hydrauliques douces conventionnés (dont 2 850 ml implantés en 2020).

ACTION 14 : Encourager le développement de pratiques vertueuses et innovantes dans les exploitations agricoles conventionnelles

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Permettre aux agriculteurs conventionnels de trouver des voies de progrès
- Encourager les bonnes pratiques et les labellisations allant au-delà de la règlementation : agroécologie, réseaux DEPHY, certifications HVE, Label Rouge, essais 0 phytos, désherbage mécanique, …

Méthode :
- Organisation de sessions de formations
- Réalisation de tours de plaine plusieurs fois par an sur les techniques agro écologiques
- Réalisation d'essais agronomiques sur des parcelles d'agriculteurs volontaires (absence de produits phyto-sanitaire…)
- Soutien au développement des certifications et de sigles de qualité (IGP, AOP, Label Rouge…)
- Réalisation de diagnostics et accompagnement des exploitations pour leur certification HVE au niveau 2 puis au niveau 3 « Haute valeur environnementale »

ACTION 15 : Développer les pratiques d'éco-pâturage

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Permettre une valorisation agricole d'espaces verts, naturels ou urbain.
- Sensibiliser le grand public grâce à la présence de l'animal en ville.
- Limiter les coûts de gestion de ces espaces.

Méthode :
- Réalisation du bilan des projets existants et partage des résultats et bonnes pratiques à l'occasion d'une réunion annuelle.
- Etude du potentiel d'éco-pâturage de 80 parcelles (non agricoles) représentant 77 ha.
- Identification d'espaces en prairie susceptibles d'être mis en pâture.
- Elaboration d'un cahier des charges définissant les objectifs environnementaux et sélection d'un éleveur partenaire.

Résultats 2010-2020 :
- 2011 : 11 ha pâturé par un cheptel de Highland Cattle à la Robertsau.
- 2019 : 40 ha d'éco-pâture sur la ville de Strasbourg.

ACTION 16 : Accompagner les exploitations agricoles dans une démarche bas carbone

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Sensibiliser les exploitants agricoles aux intérêts d'initier une démarche bas carbone et les accompagner dans cette démarche
- Réalisation de 10 diagnostics chez les éleveurs bovins

Méthode :
- Organisation d'une demi-journée de sensibilisation aux intérêts de la démarche bas-carbone pour les éleveurs : présentation de l'outil de diagnostic de l'empreinte bas carbone, des références nationales et des potentiels de réduction et des leviers d'action ; témoignage d'éleveurs déjà engagés dans la démarche.
- Identification des éleveurs intéressés au sein de la zone de l'EMS (potentiel d'une quinzaine d'éleveurs de bovins et d'ovins).
- Réalisation des diagnostics et des plans d'action chez les éleveurs intéressés (estimation : une dizaine d'éleveurs, échelonné sur 2022 et 2023) puis restitution des résultats.
- Réalisation d'une fiche de synthèse présentant quelques indicateurs et les leviers d'action qui seront mis en place dans les exploitations concernées par la démarche.
- Réflexion quant à la valorisation des tonnes de CO2 évitées par le biais des plans d'action mis en place.

Axe 5 : Soutenir l'innovation en agriculture

ACTION 17 : Faire du secteur agricole un contributeur de la politique territoriale de développement des énergies renouvelables et des agro-matériaux

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Evaluer la faisabilité de structuration de filières biomasse à bas niveau d'intrant pour valorisation énergétique (méthanisation et/ou combustion) ou industrielle (textile, écomatériaux…).
- Implanter ces cultures à bas niveau d'intrants sur les secteurs sensibles (captages d'eau potable, zone d'érosion, zones de non-traitement…), en veillant à limiter les risques de concurrence avec les productions alimentaires.

Méthode :
- Sensibilisation des agriculteurs situés prioritairement sur des zones sensibles du territoire (érosion, captages, TVB…) et présentation des résultats de l'étude 2020 relatifs à la production de biomasse.
- Méthanisation :
  - Contribution à l'émergence et à l'accompagnement de projets collectifs de méthanisation.
  - Mise en place d'une plateforme expérimentale de production de cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE).
  - Evaluation du potentiel de mobilisation des sous-produits agricoles à des fins énergétiques.
- Biomasse agricole / combustibles agricoles :
  - Identification de communes susceptibles d'accueillir des chaudières biomasse.
  - Benchmarking pour trouver une possibilité de contrat longue durée pour approvisionnement d'une chaufferie collective communale (au-delà des appels d'offres de 3 ans).
  - Identification des avantages mais aussi verrous/contraintes administratifs, techniques, organisationnels et économiques pour une structuration de filière biomasse agricole visant à alimenter des chaufferies collectives.
- Etude d'opportunité d'autres cultures à bas niveau d'intrant, notamment chanvre et lin (usages mixtes : alimentaires et non alimentaires).
- Evaluation de l'impact des projets et valorisation de l'action des agriculteurs en tant que protecteurs de l'environnement.
- Solaire photovoltaïque : identification des bâtiments mobilisables pour la production d'électricité photovoltaïque.

Résultat 2010-2020 :
2020 : étude du potentiel de développement d'une filière biomasse sur le périmètre de captage (AAC) de Plobsheim.

ACTION 18 : Etudier les possibilités de réutilisation des eaux usées traitées en agriculture

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA

Objectifs :
- Améliorer la gestion des systèmes d'irrigation agricoles, sans prélèvement supplémentaire dans la nappe, par la réutilisation des eaux usées traitées.
- Optimiser le petit cycle de l'eau.

Contexte :
Dans un contexte de changement climatique, la préservation de la ressource en eau devient un enjeu majeur. Le Plan Climat, adopté par l'Eurométropole de Strasbourg, prévoit une diminution de 20% des prélèvements dans la nappe phréatique à l'échelle du territoire à échéance 2030. Cet objectif va encourager les acteurs concernés à trouver des solutions alternatives afin de maintenir et d'adapter les usages, qu'ils soient à des fins de potabilisation, industrielles ou agricoles. La réutilisation des eaux usées traitées (ou REUT) est un des leviers pour atteindre cet objectif. Sous l'impulsion de la réglementation et des premiers retours d'expérience, de nombreux projets ont été mis en place en France ces dernières années, dont certains concernent l'irrigation agricole.

Méthode :
L'Eurométropole de Strasbourg pilote le projet CIRCEAUX (2019-2021), dont le but est d'étudier la faisabilité de mise en place de projets d'économie circulaire liées à l'eau sur le territoire :
- diagnostic territorial avec caractérisation des sources d'eaux usées pouvant être réutilisées et identification des usages potentiels (industriels, golfs, arrosage espaces verts, irrigation agricole, nettoyage urbain, etc.),
- analyse multicritère de la faisabilité et pertinence de mener tel ou tel projet (accessibilité/proximité de la ressource en eaux usées traitées, infrastructures à construire, traitement supplémentaire pour répondre aux niveaux de qualité réglementaires, acceptabilité, etc).

Il s'agira notamment d'identifier :
- les exploitants irrigants du territoire, situés notamment à proximité des sources d'eaux usées traitées, et les sensibiliser au sujet de la REUT ;
- les exploitations souhaitant développer l'irrigation ou ayant des difficultés d'accès à une ressource en eau pour irriguer ;
- les besoins en volume et en qualité, ainsi que les périodes d'irrigation pour chaque type de culture ;
- les retours d'expérience français sur la réutilisation des eaux dans l'agriculture ;
- les prospectives d'évolution de l'agriculture et ses besoins en eau dans les années à venir.

Soutenir la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient

AXE 6 : Développer les circuits courts pour consolider les débouchés locaux des producteurs du territoire et d'Alsace

ACTION 19 : Accompagner les projets individuels de vente directe du producteur au consommateur et des projets de transformation

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Assurer la viabilité des projets des producteurs.
- 8 accompagnements par an.

Méthode :
- Réalisation des études de faisabilité économique et technique.
- Mise en place et suivi de plans de maitrise sanitaire.
- Accompagnement au développement du numérique (dispositif BEECOME) et du plan de communication.

Résultats 2010-2020 :
- 24 producteurs accompagnés sur la période 2010/2018.
- 20 points de vente à la ferme en 2012 dont 3 AB.
- 37 points de vente à la ferme en 2019 dont 10 AB.

ACTION 20 : Développer la vente directe du producteur au consommateur par un maillage des points de distribution

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Parfaire le maillage territoire en points de vente et distribution directes de produits locaux pour assurer un débouché à tout producteur souhaitant développer la vente directe ainsi qu'un accès aisé aux produits locaux pour tous les consommateurs.
- Veiller à assurer la cohérence entre la production locale et la distribution dans l'Eurométropole et les régions rurales voisines, en privilégiant les jeunes producteurs installés.

Méthode :
- S'agissant du débouché : évaluation du potentiel de la demande et identification des lieux susceptibles d'accueillir un point de distribution ou vente de produits locaux, qu'il s'agisse du domaine public (marchés alimentaire de la ville de Strasbourg et des communes de l'Eurométropole, projet de halle du MIN, autres espaces publics) et domaine privé (entreprises, zones d'activité).
- S'agissant de l'offre : appel à candidature auprès des producteurs de l'Eurométropole, mais aussi du département, réflexion sur les modalités d'une réponse collective des producteurs.

Résultats 2010-2020 :
- Charte des producteurs des marchés de la Ville de Strasbourg finalisée en 2011 ; bilan du dispositif en 2018 jugé non satisfaisant au regard de la faible adhésion des producteurs.

- Doublement du nombre de points de distribution de paniers entre 2012 et 2014 sur l'Eurométropole pour rester à un niveau constant depuis. En 2019 : 20 producteurs distribuent des paniers sur 89 sites EMS à l'occasion de 113 créneaux horaires sur la semaine.
- Marchés (données 2016) : 41 marchés alimentaires hebdomadaires sur l'Eurométropole dont 20 à Strasbourg avec 70 producteurs présents (fruits et légumes en majorité).

ACTION 21 : Accompagner les projets collectifs de vente directe ou transformation

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
- Susciter et accompagner les projets collectifs pour garantir leur viabilité et offrir au consommateur une large gamme de produits locaux en un même lieu.
- 2021 ouverture de l'agro-parc dans la zone commerciale nord (production, magasin et restaurant).
- 2022 ouverture de la Manufacture LAB (magasin, épicerie et restaurant).

Méthode :
- Identification de lieux propices à l'implantation de projets collectifs de vente directe (dans le cadre des projets urbains ou sur les communes de l'Eurométropole).
- Mobilisation des producteurs via un appel à candidature.
- Réalisation des études de faisabilité.
- Animation des collectifs.

Résultats 2010-2020 :
- 2013 ouverture de Hop'là avec une 20aine de coopérateurs et une 50aine de producteurs impliqués.
- 2014 ouverture de la Nouvelle Douane avec 22 associés et une 60aine de producteurs impliqués.

ACTION 22 : Faciliter l'accès des produits locaux au centre-ville de Strasbourg

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Optimiser la logistique, le transport des produits locaux pour réduire les émissions de GES (dernier km) et anticiper la mise en place des Zones à Faible Emission.
- Réduire les flux individuels.

Méthode :
Lancer la réflexion (interne à l'Eurométropole et avec des acteurs comme le MIN).

ACTION 23 : Développer des capacités d'achats groupés des collecteurs locaux de denrées alimentaires à visée de distribution aux plus démunis

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
L'approvisionnement des lieux d'aide alimentaire doit pouvoir être sécurisé et orienté vers produits locaux, biologiques, frais et de qualité.

Contexte :
L'approvisionnement des points de distribution alimentaire (via les 3 grands collecteurs que sont la Banque alimentaire, le secours populaire et les restaurants du cœur) dépend d'un système d'achats par le fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) abondé par des fonds gouvernementaux. Sur la période 2014-2020, la dotation

française est de 587,39 millions d'euros. Elle sera augmentée d'environ 48% pour la période 2021/27. Les denrées sont achetées via des marchés publics pilotés par France-Agrimer. Mais, plusieurs difficultés entourent ces financements et modes d'approvisionnement (approvisionnement local en produits brut impossible, qualité médiocre des produits achetés et pratiques parfois frauduleuses). En outre, pour la première fois dans leur histoire, les collecteurs d'aide alimentaire ont dû acheter des denrées directement en raison des ruptures de livraison durant la crise sanitaire.

Méthode :
- En fonction des besoins, identifier l'offre locale existante pouvant y répondre.
- Sur la base de l'offre locale existante, développer les liens entre les 3 collecteurs associatifs et les interprofessions agricoles et autres acteurs des filières agricoles.
- Associer dans un second temps les industries agro-alimentaires locales.

AXE 7 : Développer la part des produits locaux dans les circuits de proximité pour consolider les débouchés locaux des producteurs du territoire et d'Alsace

ACTION 24 : Augmenter la part de l'approvisionnement bio et local dans la restauration scolaire

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- 50% de produits durables et de qualité en 2022 dont 20% de produits bio ou en conversion (EGALIM)
- Augmenter la part de produits locaux et bio dans l'approvisionnement de la restauration scolaire

Contexte Ville de Strasbourg :
- 11 600 repas/jour pour les restaurants scolaires de Strasbourg et 260 repas/jour en structures petites enfances (base livraison des repas via le marché actuel en liaison froide)
- Cahier des charges pour la période 2017/2021 : 30% de produits bio issus de préférence des circuits de proximité en scolaire et 40 % pour la petite enfance (en nombre de composantes, ce qui représente à ce jour 18,6% de bio en valeur achats soit 13,6% en bio local), une liste de produits bio obligatoirement issus de filières de proximité (carottes, céleri, tomates en été, choux, pommes, yaourt nature), des fruits et légumes de saison, des produits équitables, des produits labellisés, une démarche de sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Délibération du 14/12/2020 : marché public pour une période transitoire prévoyant
    - de renforcer la part des produits locaux et bio, à minima 30% en valeur achat de produits locaux (Alsace) et 30% en valeur achat de produits bio (National) dont 2/3 en bio local (Grand Est),
    - d'intégrer davantage de produits labellisés et équitables en adéquation avec les prescriptions de la Loi EGalim (minimum 20% en valeur achat),
    - de renforcer la notion de bien-être animal.

Méthode :
- Pour la Ville de Strasbourg : aide à la rédaction du cahier des charges du marché public et accompagnement du prestataire sélectionné au repérage des producteurs.
- Les partenaires s'attacheront à proposer la mise en œuvre de cette méthodologie à l'ensemble des communes de l'Eurométropole, commanditaires de repas pour les écoles communales.

Résultats 2010-2020 pour les restaurants scolaires et structure petite enfance de la Ville de Strasbourg :
- 2014 : 214 tonnes de produits bio dont 65% d'origine locale.
- 2015 : 248 tonnes de produits bio dont 55.3% d'origine locale.
- 2017 : 232 tonnes de produits bio dont 59.5% d'origine locale.
- 2018 : 208 tonnes de produits bio dont 56 % d'origine locale ; la diminution s'explique le nivellement en 2017 du marché à 30% de bio sur tous les restaurants (non plus 40% sur certains et 20% sur d'autres) et la sécheresse en 2018 qui réduit l'offre locale de certains produits, notamment les pommes.

ACTION 25 : Inciter la restauration collective à augmenter sa part d'approvisionnement bio et local

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Pour la restauration collective publique : 50% de produits durables et de qualité en 2022 dont 20% de produits bio ou en conversion (EGALIM).
- Augmenter la part de produits locaux et bio dans l'approvisionnement de la restauration collective.

Contexte :
- Réalisation par la Direction régionale agriculture alimentation forêt d'une enquête sur la restauration collective publique : état zéro au regard des obligations de la loi EGALIM (AB/SIQO/HVE) et évaluation de l'approvisionnement local ; résultats attendus pour la fin de l'année.
- Aucune donnée disponible pour la restauration collective privée.

Méthode :
- Organisation d'un AMI visant à sélectionner et accompagner (à partir de 2022 à raison de 20j/an) 5 structures telles que les foyers d'accueil, les centres sociaux culturels et les entreprises, à l'élaboration de leur cahier des charges du marché d'approvisionnement de leur restaurant.
- Aide apportée au prestataire sélectionné par ces donneurs d'ordres pour le repérage des producteurs fournisseurs.

ACTION 26 : Renforcer la place des produits bio et locaux dans l'approvisionnement des cuisines centrales des sociétés de restauration

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs :
- Augmenter la part de produits locaux et bio dans l'approvisionnement de la restauration collective.

Méthode :
- Rencontrer les sociétés de restauration ayant des cuisines centrales sur le territoire (Alsacienne, API, Poivre-sel et Bout 'chou) pour évaluer leurs besoins et développer leurs capacités d'approvisionnement local.
- Identifier les acteurs des filières (IFLA, Alsace Volaille, Alsace qualité…) et les acteurs de la distribution (Solibio, coopératives de Hoerdt ou Sélestat…) pour organiser et consolider avec eux l'offre en produits locaux et bio.

ACTION 27 : Consolider les outils de transformation et renforcer le lien avec les IAA pour répondre aux besoins du territoire

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif :
- Développer les débouchés pour les producteurs en augmentant la part d'approvisionnement local dans les IAA.
- Répondre à la demande d'approvisionnement en produits locaux et bio locaux des acteurs privés.

Contexte :

Etude ADEUS 2017 (40 entreprises IAA répondantes au sondage) indique que :
- L'approvisionnement local est substantiel : pour 1/3 des IAA l'approvisionnement est à plus de 75% local, pour 28% il est à plus de 50% local et pour 36% il reste inférieur à 25%.
- Les avantages d'un approvisionnement local sont : réduction du cout de transport, volonté de privilégier l'économie locale, la proximité, la qualité, la carte de l'identité locale.
- L'approvisionnement local est insuffisant (¾ des entreprises se disent obligées de s'approvisionner hors local en raison de l'absence ou insuffisance de producteurs ou distributeurs alsaciens) mais parfois aussi trop coûteux (pour le sucre, viandes, crèmerie ou ovo-produits) ou plus complexe (centre de décision éloigné).

Enquête sur l'approvisionnement local des entreprises agroalimentaires alsaciennes réalisée par Alsace qualité et l'ARIA en 2019 :

- 47 réponses sur 146 destinataires.
- 87 % utilisent des produits locaux dont principalement : blé, farine, sucre, légumes, fruits et porc.
- 66 % souhaitent développer leur approvisionnement local notamment en : fruits, légumes, blé, sucre et viande de bœuf
- Freins : prix, produit non disponible et qualité.

Méthode :

- Evaluer l'intérêt de compléter l'état des lieux relatif aux outils de transformation et à la situation des IAA du territoire.
- Identifier les partenaires et définir les actions à conduire pour renforcer ces outils afin de développer leur approvisionnement local et bio.

Recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs

AXE 8 : Connaitre et promouvoir l'agriculture

ACTION 28 : Valoriser les connaissances relatives à l'agriculture sur Strasbourg Eurométropole

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Méthode :
Exploitation courante de l'ensemble des données et mises à jour.

Résultats 2010-2020 :
- 2011 : Les objectifs de l'observatoire ont été identifiés, les données internes (Strasbourg Eurométropole /CAA) existantes ont été recensées, les données issues des déclarations à la politique agricole commune (PAC) ont été acquises, les indicateurs ont été définis, les missions ont été réparties (Strasbourg Eurométropole /foncier et CAA/exploitations agricoles).
- 2013 : La convention de co-production de la base de données des bâtiments et exploitations agricoles (BD BEA) et de partage des données a été signée ; une première version de cette BD BEA a été réalisée.

ACTION 29 : Communiquer sur l'agriculture auprès des communes et des habitants

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA, BGE

Objectif :
Faire connaître l'agriculture du territoire et communiquer positivement auprès des communes et des habitants

Méthode :
- Elaboration de la stratégie de communication : cibles, messages et médias
- Communication régulière dans différents médias

ACTION 30 : Assurer la promotion des produits locaux et l'information des consommateurs

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectif **:**
- Sensibiliser pour construire des habitudes de consommation de produits locaux et bio en circuits courts.
- Promouvoir les produits locaux et les circuits courts.
- Informer sur les lieux de vente en circuits courts du territoire.

Méthode :
- Recensement des points de vente de produits locaux et mise à disposition de l'information (plaquette, site internet).
- Participation à diverses manifestations sous la forme d'un stand « Mangeons local » appuyé sur un réseau de producteurs de l'Eurométropole.
- Utiliser l'ensemble des outils de communication (magazines, réseaux sociaux…) pour véhiculer le message « mangeons local ».

Résultats 2010-2020 :
- Plaquettes sur la vente à la ferme et la distribution de paniers : 1ère édition en 2012 et mise à jour tous les 2 ans puis tous les ans.
- Création du visuel « Mangeons local » en 2019.
- Participation aux 48 h de l'agriculture urbaine en 2020 via un stand de sensibilisation à la consommation locale et la présence de 2 producteurs témoins.

ACTION 31 : Organiser une manifestation évènementielle annuelle : le Tour des Fermes

Pilotage : CAA Partenaires : Ville et Eurométropole de Strasbourg, BGE

Objectifs :
- Favoriser les échanges, améliorer la compréhension et la confiance mutuelle entre les agriculteurs et citadins.
- Faire découvrir aux plus jeunes le monde rural de façon ludique : un parcours à pied ou vélo reliant plusieurs fermes prêtes à accueillir les familles et visiteurs.
- Présenter une agriculture dynamique et des agriculteurs ouverts aux préoccupations de leurs concitoyens.
- Construire des habitudes de consommation de produits locaux et bio en circuits courts.

Résultats 2010-2020 :
- Ferme en Ville : 4 éditions entre 2010 et 2016, 1000 scolaires accueillis.
- Tour des Fermes : 6 éditions entre 2011 et 2019, 2 à 3 000 visiteurs en moyenne par opération.

ACTION 32 : Organiser une journée d'information à destination des agriculteurs du territoire

Pilotage : Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : CAA et BGE

Objectifs : Favoriser les échanges, améliorer les connaissances des agriculteurs.

Méthode :
Organisation de temps de sensibilisation sur diverses thématiques :
- promotion des techniques agro-écologiques (non-labour, couverture permanente du sol, semis direct, introduction de prairies temporaires dans les rotations, etc.) par des tours de plaines
- sensibilisation aux tendances de consommation par des tables rondes et échanges avec les consommateurs, les entreprises locales

Résultats 2010-2020 :
23 octobre 2019 : journée d'information sur le thème de l'agro-écologie et la vie du sol à destination des agriculteurs du territoire

Strasbourg le 26 septembre 2021

Jeanne BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg

Pia IMBS
Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Julien SCHARSCH
Administrateur de Bio Grand Est

Denis RAMSPACHER
Président de la Chambre d'Agriculture d'Alsace

Annexe : Evaluation de l'impact territorial des actions conduites au titre du programme agricole 2021/2022

Actions	Indicateurs	Fréquence	Sources
1 et 2	SAU (somme des déclarations PAC)	annuel	CAA/EMS
1 et 2	Évolution des surfaces A, N et des surfaces urbanisables (PLUI)	6 ans	EMS
1 et 2	Évolution des surfaces agricoles consommées pour des projets urbains (projets réalisés)	3 ans	EMS
3 et 4	Nombre et surfaces de baux ruraux à clauses environnementales sur EMS et AAC Plobsheim	annuel	EMS/VDS communes
5	Nombre de jeunes agriculteurs installés	3 ans	CAA
6	PSE : Nombre d'agriculteurs impliqués, surfaces correspondantes et montants financiers mobilisés.	annuel	EMS
7	Linéaires environnementaux créés dans le cadre des travaux connexes liés aux AFAFE	6 ans	CAA
8	AB : Evolution des surfaces dédiées à l'agriculture biologique	annuel	BGE
8	AB : nombre d'agriculteurs certifiés et en conversion	annuel	BGE
9	Evolution des surfaces concernées par des productions légumières, fruitières et légumineuses	3 ou 6 ans	CAA
10	Evolution du linéaire de cours d'eau par reméandrage	3 ou 6 ans	EMS
10	Evolution des surfaces de zones d'expansion des crues	3 ou 6 ans	EMS
11	Linéaire de ZNT élargies de manière contractuelle	3 ans	CAA (Communes)
12	Superficies concernées par des cultures BNI	3 ans	CAA/EMS
13	Superficies d'assolements concertés	annuel	CAA
13	Nombre et linéaire de dispositifs d'hydraulique douce	annuel	EMS
14	Nombre d'exploitations engagées dans une certification environnementale ou SIQO	3 ans	CAA
14	Surfaces concernées par une certification environnementale ou SIQO	3 ans	CAA
15	Surfaces éco-pâturées	3 ans	EMS
15	Part des surfaces éco-pâturée confiées à des agriculteurs	3 ans	EMS
19, 20, 21	Nombre de points de vente et distribution de produits locaux (vente à la ferme, libre cueillette, magasin de producteurs, distributeurs automatiques, paniers…)	2 ans	CAA
19	Nombre de producteurs en vente directe sur l'EMS	2 ans	CAA
20	Nombre de producteurs en vente directe sur les marchés	2 ans	Communes
23	Part d'achat de produits locaux dans l'approvisionnement des collecteurs de denrées alimentaires (aide alimentaire)	2 ans	Banque alimentaire
24, 25, 26	Part du bio dans l'approvisionnement des restaurants scolaires (en valeur d'achat / euros)	2 ans	selon donneur d'ordre
24, 25, 26	Part des produits locaux dans l'approvisionnement des restaurants scolaires (en valeur d'achat / euros)	2 ans	selon donneur d'ordre

ANNEXE : GLOSSAIRE

A : agricole (zonage PLUi)
AAC : Aire d'Alimentation de Captage
AB : Agriculture Biologique
ADEUS : Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise
AERM : Agence de l'Eau Rhin Meuse
AFAFE : Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental
AMI : Appel à Manifestation d'Intérêt
BD BEA : Base De Données Des Bâtiments et Exploitations Agricoles
BGE : Bio en Grand Est
BRCE : Bail Rural à Clause Environnementale
BRGM : Bureau de Recherche Géologique et Minière
CAA : Chambre d'Agriculture d'Alsace
CIRCEAUX : développement de méthodes d'évaluation de projets d'économie CIRCulaire des EAUX usées traitées à l'échelle territoriale
CIVE : Cultures Intermédiaires à Vocation Énergétiques
EGalim : loi est issue des États Généraux de l'alimentation
EMS : Eurométropole de Strasbourg
EPAF : Etudes Préalables d'Aménagement Foncier
ERC : Eviter, Réduire, Compenser
ERMES : Evolution de la Ressource et Monitoring des Eaux Souterraines
GES : Gaz à Effet de Serre
FEAD : Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis
ha : hectare
HVE : Haute Valeur Environnementale
IAA : Industries Agro-Alimentaires
JA67 : Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin
MIN : Marché d'Intérêt National
MSA : Mutualité Sociale Agricole
N : naturel (zonage PLUi)
ORE : Obligation Réelle Environnementale
PAC : Politique Agricole Commune
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal
PSE : Paiement pour Services Environnementaux
REUT : Réutilisation des Eaux Usées Traitées
SAFER : Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
SAU : Surface Agricole Utile
SIQO : Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine
TVB : Trame Verte et Bleue
VDS : Ville De Strasbourg
VLIO : Voie de Liaison Intercommunale de l'Ouest
ZNT : Zones de Non Traitement

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Labellisation "Projet Alimentaire Territorial" et lancement de la stratégie alimentaire territoriale.

Numéro V-2021-1260

Notre capacité à bien nous alimenter, à boire, à manger, ces besoins vitaux de chacun-e, dépend des ressources de notre planète et de leur juste répartition.

En février dernier, la ville de Strasbourg marquait son ambition d'avancer sur cette question en rejoignant les villes signataires du Pacte de Milan. Ce cadre de travail et de suivi vise à développer les collaborations entre les gouvernements nationaux et locaux, en partenariat avec le secteur privé et la société civile, pour répondre efficacement aux demandes des populations en matière d'alimentation nutritive et accessible pour toutes et tous, d'action pour le climat et d'équité sociale, conformément aux objectifs de l'Agenda 2030.

L'alimentation, un levier de transformation

Une transformation des systèmes alimentaires français et européens face aux enjeux sanitaires et sociaux est indispensable. Les zones urbaines apparaissent de ce point de vue comme particulièrement vulnérables. Aujourd'hui, environ 55% de la population mondiale vit dans des zones urbaines, proportion qui devrait passer à 68% d'ici 2050. Sachant que 70% de tous les aliments produits sont destinés à la consommation dans les villes, les processus d'urbanisation créent à la fois des défis et des opportunités pour créer des systèmes alimentaires sains, justes, économiquement et écologiquement durables.

Dans le rapport de l'institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) « *Vers une transition juste des systèmes alimentaires - Enjeux et leviers politiques pour la France* » (mars 2021), une approche méthodologique basée sur le Schéma National Bas Carbone (SNBC), appliquée aux secteurs laitier et céréalier (en cours d'extension au secteur de la viande) et combinant contraintes biophysiques et analyse socio-économique,

montre qu'une transition agro-écologique peut donner des résultats positifs en termes d'emploi, tant au niveau de l'exploitation agricole que du secteur de la transformation.

Ainsi la résilience alimentaire passe par notre capacité à initier une dynamique territoriale associant l'ensemble des pouvoirs publics (Eurométropole, communes, département, région), les partenaires socio-économiques et les citoyens-nes pour permettre d'assurer une action efficace de transformation sur l'ensemble de la chaine du système alimentaire.

Du Projet alimentaire territorial à la Stratégie alimentaire territoriale : favoriser la transversalité et l'émergence de projets.

Une délibération métropolitaine actera du renouvellement de la Convention avec la Chambre d'agriculture et Bio en Grand Est pour une nouvelle période de 2021 à 2026. Cette Convention est assortie d'un plan d'actions 2021 – 2022 qui s'étoffe avec 32 actions contre 15 lors de la précédente convention, et d'un soutien financier d'accompagnement à la Chambre d'agriculture, ainsi qu'aux associations Bio en Grand Est et Terre de liens.

Cette démarche forme le socle d'une mobilisation qui doit pouvoir s'élargir à la question la plus largement partagée qu'est l'alimentation. Le premier Projet Alimentaire Territorial (PAT) labélisé par l'Etat en 2017 vient de recevoir un nouvel agrément pour la période 2021 – 2026.

La labélisation PAT a permis l'accès aux financements du Plan de Relance de l'Etat (volet 13 – Alimentation) de la part de 12 porteurs de projet du territoire. L'Eurométropole elle-même a sollicité ce volet du plan de Relance pour le co-financement de deux postes (70%), la communication et l'expérimentation de projets nouveaux. L'ensemble de ces 13 projets a obtenu une aide financière d'un montant global de **1 323 912 €**. L'Eurométropole de Strasbourg, en tant que chef de file porteur du Projet Alimentaire Territorial, centralisera les financements et procédera aux attributions telles que validées par la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF).

Parmi les 13 projets financés par la Plan de Relance, 10 se situent sur le territoire de Strasbourg et constituent le signe du foisonnement émergent des initiatives.

Porteur de projet	Intitulé du projet	Montant accordé par le Plan de Relance
Boomerang Consigne 5 rue des Bœufs 67000 Strasbourg	Service de consigne de contenants en verres pour vente à emporter	102 956,31 €
GIP Maison Sport Santé 1 Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex	Formation nutrition / environnement : contribution à la construction et à l'évaluation du projet "joue pour ta santé"	94 543,20 €

Porteur de projet	Intitulé du projet	Montant accordé par le Plan de Relance
IREPS Grand Est Hôpital civil – Bât 2 - 1er étage 1 place de l'Hôpital BP 426 67091 Strasbourg	Formation nutrition / gestion de projet de auprès des associations subventionnées par le contrat de ville	56 700,00 €
Jardins Montagne Verte 5 avenue du Cimetière 67200 Strasbourg	Matériel réfrigéré pour point de vente	7 200,00 €
Manufacture Lab 5 rue de la Manufacture des Tabacs 67 000 Strasbourg	Magasin, épicerie et restaurant	432 270,00 €
Les Retoqués 33 rue de la Tour 67200 Strasbourg	Installation d'une conserverie	62 068,58 €
SAGE Uni Strasbourg/CNRS 4 rue Blaise Pascal BP 90032 67081 Strasbourg Cedex	Le numérique au service des interactions entre producteurs-rices et consommateurs-rices	50 000,00 €
Solibio 55 rue du Marché Gare Bâtiment administratif 67000 Strasbourg	Déménagement, logiciel informatique, petit véhicule	30 479,46 €
Uzage 90 rue Louis Ampère 93330 Neuilly-sur-Marne	Implantation de solutions industrielles de réemploi des emballages	92 250,00 €

De plus, le projet que la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole ont déposé conjointement auprès de l'Etat, s'est proposé de franchir une étape supplémentaire en distinguant des objectifs plus complets et structurants, et en proposant une méthode ouverte de co-construction des actions de transformation.

À partir du Pacte de Milan, nous avons pu identifier les 5 enjeux du territoire qui sont :

1. Santé : bien se nourrir pour être en bonne santé,

2. Equité : assurer une alimentation de qualité et solidaire sur l'ensemble du territoire,

3. Production : activer une transition agricole durable favorable à l'emploi et l'environnement, en accompagnant les agriculteurs et en développant l'activité,

4. Filières : structurer et développer les filières d'alimentation locale (approvisionnement transformation, distribution) en augmentant la demande locale, en anticipant les tendances et en stimulant l'innovation,

5. Gaspillage alimentaire : réduire les déchets et favoriser l'économie circulaire.

L'atteinte de ces objectifs est conditionnée par une gouvernance efficace et participative. Avec les initiatives citoyennes, avec le soutien des acteurs économiques et des institutions, le défi de la résilience alimentaire du territoire constituera un formidable levier de la transformation écologique, mais aussi de solidarité et de santé.

Dans cette perspective, une large concertation avec les partenaires vient de s'engager avec la réunion d'un premier Comité partenarial le 15 septembre 2021. Il sera suivi par d'autres temps de travail, élargis à de multiples partenaires, et accompagnés d'actions de mobilisation citoyenne. Cette démarche sera ponctuée par la définition d'une stratégie alimentaire globale au printemps prochain et la mise en route d'un nouveau modèle de mobilisation et de gouvernance multi-acteurs. Ce modèle se veut pérenne sur l'ensemble du mandat, car son maintien sera déterminant pour poursuivre l'émergence de projets nouveaux et transformateurs ainsi que pour leur suivi, leur retour d'expérience et leur amélioration. Ce modèle s'inscrit dans la vocation de l'Alliance pour le climat qui regroupe toutes les énergies positives au service d'une transformation basée sur les spécificités et forces de notre territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le lancement de la démarche de mobilisation territoriale pour l'alimentation.

se félicite

- *de la convention cadre 2021/2024 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Direction régionale de l'Alimentation et de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) du Grand Est, portant sur l'accès aux financements du Plan de relance (volet 13) concernant l'Alimentation,*

- *des actions à mener sur la période 2021/2024.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140579-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Dispositif de reconnaissance
Projet Alimentaire Territorial (PAT)

FICHE DE PRÉSENTATION DU PROJET

(15 pages maxi)

Merci de bien vouloir compléter chacune des rubriques suivantes :

1- Intitulé du projet

Projet Alimentaire du Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : mise en place d'une gouvernance permettant de mobiliser les acteurs et partenaires intéressés à définir et mettre en œuvre une stratégie visant à augmenter la suffisance alimentaire de notre territoire.

2- Présentation synthétique du projet (contexte du projet, pilotage, objectifs, cibles, actions)
(maximum 10 lignes)

Après une première phase de construction d'une démarche territoriale pour l'alimentation (2016 à 2020), Strasbourg et l'Eurométropole s'engagent, comme chefs de file du Projet Alimentaire Territorial, à initier une seconde phase où l'alimentation constitue le point de rencontre de nombreuses politiques publiques entre elles d'abord, avec les acteurs du territoire également et avec les citoyens aussi. Il n'est que peu de sujets aussi fédérateurs et porteurs de sens que l'alimentation.

Strasbourg s'est distinguée historiquement par une exceptionnelle capacité de résilience. À l'heure de la pandémie de la COVID, à l'orée de la décennie de l'action appelée de ses vœux par l'ONU, elle s'engage à conduire une démarche exemplaire au niveau européen pour les transitions écologiques et la justice sociale. L'Eurométropole de Strasbourg, au cœur du bassin rhénan, offre un territoire aux conditions climatiques et géographiques favorables à l'agriculture et fort d'une culture de coopération et d'innovation.

Ces nombreux atouts permettent d'initier une démarche collective ambitieuse de résilience alimentaire du territoire fortement structurante et transformatrice.

3- Thématique(s) dominantes du PAT (cocher une ou plusieurs cases)

Pour rappel, le PAT doit privilégier une approche globale du système alimentaire.

- ✓ Justice sociale
  dont lutte contre la précarité alimentaire
- ✓ Environnement
  dont lutte contre le gaspillage alimentaire
- ✓ Éducation alimentaire
- ☐ Mise en valeur du patrimoine alimentaire
- ✓ Atteinte des objectifs de la loi EGAlim pour la restauration collective
- ☐ Autres (à préciser) :
- ✓ Promotion de la santé et nutrition
- ✓ Transition agricole

4- Territoire d'action (cocher une ou plusieurs cases)

Selon les compétences et les cibles des actions mises en œuvre :

- ✓ Commune
- ✓ Établissement public de coopération intercommunal (EPCI)
- ☐ Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
- ☐ Parc Naturel Régional (PNR)
- ✓ Département
- ✓ Région

Précisions (le cas échéant) : Strasbourg et Eurométropole

Surface géographique (en km²) : 306 km²

Nombre d'habitants : 504 000 habitants

5- Public cible (type de public et nombre d'habitants concernés)

Les 504 000 habitants de l'Eurométropole

- le grand public : consommateurs, jardiniers amateurs
- les personnes en situation de précarité
- les personnes en situation de surpoids ou ayant des maladies chroniques
- les scolaires : 11 500/jours repas servis dans les cantines de la ville de Strasbourg et au moins autant dans les cantines des communes de l'EMS

Tous les acteurs de la filière Alimentation sur le territoire eurométropolitain et au-delà, dans son bassin économique.

- les 225 agriculteurs domiciliés sur l'EMS
- Les plus de 400 agriculteurs qui exploitent des terres sur l'EMS
- les producteurs qui approvisionnent l'EMS : plus de 230 producteurs du département
- les intermédiaires : collecteurs, transformateurs, distributeurs
- les 33 communes et collectivités partenaires

6- Partenaires impliqués et leurs contributions (remplir le tableau ci-dessous)

Nom du partenaire	Statut juridique	Contributions (politique, technique, financière, etc.)	
		Acquises (préciser)	En cours (préciser)
Chambre d'Agriculture d'Alsace	Etablissement public-organisme consulaire	Partenariat établit depuis 2010 matérialisé par une convention cadre assortie de programmes biennaux comprenant une 15aine d'actions et des conventions financières correspondantes	Refondation en cours du partenariat ; une 30aine d'actions envisagées. Délibération prévue en septembre 2021. Budget de fonctionnement (subvention aux partenaires) prévisionnel : 140K€/an.
Bio en Grand Est	Association regroupant les syndicats professionnels de l'AB		
Agence de l'Eau Rhin Meuse	Agence	Financement d'études « filières » et co-financement de postes	Contrat de territoire Eau Climat en cours de finalisation. Enjeu financier pour l'EMS de 32M€ sur 3 ans

Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Grand Est (CRESS)	Association	4ème convention (2020-2023) : Les trois précédentes conventions d'objectifs avec la CRESS ont permis la mise en cohérence des objectifs, la mise en valeur des actions des deux structures en lien avec l'ESS et la mise en place de nouvelles actions, de nouveaux outils et une progression dans la mise en lien avec les politiques publiques.	Objectifs généraux : • mieux connaître et promouvoir le secteur de l'ESS ; • animer l'écosystème de l'ESS sur le territoire ; • développer l'écosystème de l'innovation sociale ; • développer la dimension européenne de l'ESS. Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus, que la CRESS s'efforce de réaliser en partenariat avec elle. Contribution financière de 110 K€, soit 75 K€ Ville, 35 K€ Eurométropole.
SDEA - Syndicat De l'Eau et de l'Assainissement d'Alsace Moselle	EPCI	Convention de coopération signée en 2015 pour la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement entre Communauté Urbaine de Strasbourg, agissant avant sa transformation en Eurométropole de Strasbourg, et le Syndicat de l'Eau et de l'Assainissement Alsace - Moselle	2021 : objectif de renforcer cette coopération par un axe portant plus particulièrement sur la question agricole, en considérant les moyens d'activer la transition agricole (changement de pratiques et cultures) en agissant sur les débouchés (organisation de la consommation locale)
Zone Atelier Environnementale urbaine - ZAEU	Partenariat Unités de recherche (Université/CNRS) et EMS	Partenariat depuis 2010 matérialisé une convention cadre. Une « zone atelier » est un dispositif national de recherche interdisciplinaire à dimension régionale – dans notre cas EMS (seule zone atelier sur un périmètre urbain). Elle a pour objet l'étude et la compréhension des relations entre une société et son environnement, en lien avec les questions sociétales (dans notre cas développement urbain durable). Groupes thématiques : - Energie, Pollution de l'Air, Climat - Occupation des sols et des espaces - Eau et durabilité - Nature en ville - Alimentation et déchets - Mobilité et santé	Convention cadre en cours renouvellement 2021-2024 Subvention 40 K€/an (20 K€/an précédemment)
ADEUS	Association	Programme partenarial annuel entre l'EMS et l'ADEUS définissant les sujets à traiter. Travaux permettant l'élaboration de projets de territoire, d'aménagement ou d'urbanisme, notamment d'observation, de réflexion, de suivi des évolutions territoriales et de prospective, la réalisation de tous travaux permettant l'accompagnement de politiques publiques et d'expérimentations, dans un souci d'harmonisation des politiques	PTP 2021 en cours Sujet « alimentation » susceptible d'être intégré.

		d'aménagement et de développement urbain et régional, et de cohérence des projets de ses membres	
ADEME	Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)	Financement de postes « déchets » via le contrat de territoire 2020/22 Financement d'études (faisabilité d'une filière céréales/farine/pain AB , qualité de l'air, gaspillage zéro –déchet…) Financement d'investissements (rénovation thermique des bâtiments, installations d'énergies renouvelables telle la centrale biomasse ouverte en 2016 au PAS)	Financement de postes « énergie » via le contrat de territoire 2021/23 Financement d'études Financement probable des réseaux de chaleurs (BSW)
ANRU	Établissement public industriel et commercial (EPIC)	Outre le financement d'investissements de rénovation urbaine, validation en avril 2021 par l'ANRU de la candidature EMS « quartiers fertiles » (cofinancement de ressources humaine et études)	Prolongement de quartiers fertile via le financement des besoins des porteurs de projets.
Maison Sport Santé	GIP depuis janvier 2020	Actions de nutritions et innovation • Sport Santé sur Ordonnance • Dispositif PRECOSS	Innovation sur les actions de sensibilisation du jeune public en QPV, grâce aux outils numériques. Projet « Joue pour ta santé ».

7- Diagnostic territorial (cocher la case correspondante)
Le projet doit reposer sur un diagnostic partagé portant sur l'agriculture et les différentes dimensions de l'alimentation sur le territoire.

- ☐ Prévu
- ☐ En cours
- ✓ Réalisé

Préciser la(es) structure(s) en charge de la réalisation du diagnostic :

Nombreuses études préalables depuis 2010, notamment,

- Etude Blézat Consulting relative aux habitudes de consommation alimentaire sur l'EMS et solutions de promotion des circuits courts
- Etude ADEUS sur les systèmes alimentaires locaux (2017)
- Diagnostics individuels (3 vagues) partagés entre la CAA et BGE entre 2011 et 2017 : plus de 250 entreprises agricoles notamment sous l'angle de la préservation des ressources (air et eau)
- Mars 2021 : Étude Eco-conseil : « État des lieux de l'écosystème alimentaire du territoire et propositions d'action ».

Préciser la(es) méthode(s) utilisée(s) pour réaliser le diagnostic Eco-Conseil :

- Agrégation et analyse de données (Agreste, Crater, …)
- Entretiens collectifs et bilatéraux,
- Recherche académique
- Benchmark
- Utilisation du cadre du Pacte de Milan

8- Contexte du Projet (maximum 1 page) :
- Présentation du territoire et des enjeux territoriaux ;
- Le cas échéant, présentation des principaux enseignements du diagnostic partagé ;
- Présentation du ou des porteur(s) du projet et des acteurs de l'alimentation présents sur le territoire ;
- Intégration du projet dans le territoire et historique du projet, contribution à une dynamique existante et/ou à une démarche de territoire ;
- Diagnostics et études préalables (le cas échéant).
- Pour une reconnaissance de niveau 2 (initiale ou renouvellement), principaux éléments de bilan et les orientations retenues

L'alimentation, en comptant les pertes et le gaspillage alimentaire, fait partie des cinq principaux contributeurs aux émissions de GES. Dans les décennies à venir, des conditions climatiques inhabituelles risquent de générer des risques météorologiques plus fréquents. Notre territoire est d'ores et déjà confronté à des épisodes de chaleur intense, renforcés par le phénomène d'ilot de chaleur urbain et des pics de pollution à l'ozone avec les effets sanitaires associés. En plus des aléas, le dérèglement climatique est une réalité tangible sur le territoire avec des relevés météorologiques qui enregistrent une élévation des températures moyennes d'environ 1,4°C depuis les années 1900 et une accélération du processus ces dernières années avec en moyenne +0,3°C par décennies. L'avancement en Alsace de la date de début des vendanges en constitue un signe évident.

Les évènements pluvieux intenses, avec les risques de débordement des cours d'eaux et d'inondations, sont appelés à devenir plus fréquents. L'aquifère du fossé rhénan supérieur est un hydro système formant un bassin de 14 000 km^2 pour une réserve d'eau douce très importante : 45 milliards de m^3. Cette ressource certes abondante est cependant fragile. 79% du territoire de l'Eurométropole repose sur des sols où la nappe phréatique est très proche. L'alimentation est donc particulièrement concernée par le changement climatique et la fragilité des milieux naturels.

Le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dispose de 11 933 ha de surface agricoles (30% de la surface du territoire), ce qui représente 242m² de SAU / habitant. Ces surfaces sont exploitées par très peu d'actifs (225 agriculteurs domiciliés sur l'EMS), dont le nombre est de plus en recul. Ces surfaces sont très nettement insuffisantes pour viser l'autonomie alimentaire de l'EMS ; il faudrait pour cela près de 150 000 ha et une réorientation significative des habitudes de consommation. Aujourd'hui, une utilisation totale de la SAU au service de l'alimentation des habitants du territoire permettrait de couvrir à peine 8% des besoins alimentaires, sachant que 87% de la SAU est affectée aux cultures destinées à l'alimentation animale.

Les pratiques agricoles sur ces terres ne permettent pas un haut niveau de biodiversité. L'Eurométropole enregistre un score de Haute Valeur Naturelle de 8,22 alors qu'il se situe à 13,01 pour la France (source CRATer). Une faible part des surfaces est utilisée pour l'agriculture biologique (2,3% vs 7,95% au national) ce bien qu'entre 2010 et 2019, la surface agricole utile convertie à l'AB soit passée de 53 ha à 289 ha et que le nombre d'exploitation ait triplé.

Le territoire compte 504 000 habitants, soit le ¼ de la population alsacienne. En moyenne nationale, les consommateurs consacrent 20% des dépenses à l'alimentation. La part des grandes surfaces y est très importante : elles représentent 9% de l'offre commerciale alimentaire et 78% de part de marché. Mais, le territoire montre une densité commerciale plus faible que la moyenne :

- 0,79 commerces traditionnels alimentaires pour 1000 hab. contre 2,03 au national
- 301m² de grandes surfaces / hab. vs 364 au national.

Cette faible densité est liée au décalage entre l'offre de commerce existante et les zones de croissance démographique, essentiellement situées à l'ouest de l'agglomération. À Strasbourg, les marchés sont nombreux (une 30aine de marchés hebdomadaires) et particulièrement performants. Ils bénéficient de 5,7% de part de marché et 25% des fruits et légumes achetés dans la ville le sont au marché. L'offre de distribution en circuits courts est importante avec près de 230 points de vente directe : livraison de paniers, vente à la ferme et marchés comptant des producteurs agricoles.

La ville conserve également des espaces naturels variés (forêts, parcs et squares, de berges arborées) et notamment des jardins nourriciers, au service de l'alimentation des habitants. Leur présence au cœur de la ville constitue un capital vert et vivant grâce aux habitants eux-mêmes. À ce jour, les jardins familiaux représentent près de 200 ha.

L'accès aux produits locaux, mais aussi bio, dans les établissements scolaires gérés par les communes de l'Eurométropole est important : 28% de produits bio / 34% de produits locaux. À Strasbourg, ce sont 250 tonnes/an de produits bio qui sont livrés dans les cantines scolaires, dont 65% de provenance locale (Alsace).

Fort de sa culture et de son potentiel humain et naturel, le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole activera durant les années à venir les acteurs des secteurs socio-économiques, pour développer des projets de rénovation urbaine, de prévention de santé, de solidarité, de santé environnementale, de réduction des déchets, pour faire de l'alimentation un levier décisif de la transition agricole et écologique.

9- Calendrier synthétique du projet (remplir le tableau ci-dessous en précisant si les actions sont prévues, en cours ou Terminées)

Dates (Périodes)	Etat d' avancement (P, EC, T)	Etapes-clefs selon les volets considérés
		Volet « Gouvernance Alimentaire » : mise en cohérence
Fév 2021	T	Délibération VDS Adhésion au Pacte de Milan
Sept 2021 à fin 2021	P	Délibération EMS Adhésion au Pacte de Milan
	P	Recrutement d'un coordinateur « alimentation »
	P	Organisation des ateliers de co-construction de la stratégie alimentaire – délibération
Déc 2020 à juin 2021	EC	**Volet « Agriculture »** définition de l'ambition partagée et des actions à conduire pour une agriculture durable – COPIL agriculture
Sept 2021	P	Délibération VDS/EMS : refondation du partenariat avec la CAA et BGE. Possible aussi qu'un conventionnement avec la SAFER et Terres de lien soit organisé. Recrutement d'un chargé de mission agriculture/circuits longs et lien avec le consommateur
Nov 2020	T	**Volet « Quartiers fertiles »** : dépôt d'une candidature EMS à l'ANRU : accompagnement au déploiement de projets d'agriculture urbaine en QPV
Juin 2021	EC	Recrutement d'un chargé de mission agriculture urbaine/quartiers fertiles
Septembre 21	P	AMI pour identification de porteurs de projets et accompagnement à leur implantation en QPV sur une période de 18 mois
Janvier à Octobre 2021	T	**Volet « Santé » - Contrats locaux de Santé ville et EMS** : 1er (2012 – 2014) et 2d CLS (2015- 2020)
	EC	Renouvellement des CLS Ville et EMS en cours. Finalisation prévue en Octobre 2021
	P	Projet « Joue pour ta santé » du GIP Maison Sport santé : diagnostics locaux de santé (10 écoles)
2021-2025	EC	**Volet « Restauration scolaire »** Etape 1 : Nouveau marché construit en lien avec le comité partenarial qui compte notamment des représentants de parents d'élèves Objectifs renforcés (loi EGalim) sur : santé, qualité nutritionnelle, protection de l'environnement et valorisation des déchets, accessibilité pour les catégories les plus modestes.
	P (septembre 2021)	**Volet Restauration scolaire : Etape 2 :** Réflexion quant à la nouvelle organisation à horizon 2030. Début de la mise en œuvre : 2024 au plus tard AMO pour la conception et la mise en œuvre sur période de 2022 à 2025.
Nov 2020	T	**Volet Equité sociale** : délibération « stratégie pauvreté » dont l'une des 4 priorité est le développement de la coordination alimentaire entre les acteurs engagés sur l'EMS
2021	EC	Recrutement d'un chargé de mission « aide alimentaire »
Juin 2021	P	**Volet Gaspillage alimentaire du** programme objectif Z visant la réduction des déchets. Il résulte d'un processus de co-construction avec les consulaires, la fédération des hôteliers restaurateurs… a été soumis à une consultation publique et sera délibéré par le conseil en juin 2021.

10- Descriptif détaillé du projet (maximum 4 pages pour niveau 1 ; 5 pages pour niveau 2) :

Pour une reconnaissance de **niveau 1**
=> Allez directement au **II** : décrire le projet émergent

Pour une reconnaissance de **niveau 2** (initiale ou renouvellement)
=> Décrivez les éléments demandés au **I** puis au **II**

I. Eléments de bilan des phases antérieures (émergence / premières phases d'action) :
- Rappel des objectifs initiaux, de la gouvernance et de la concertation mises en place, des actions réalisées avec le calendrier
- Synthèse des résultats obtenus, sur la base des indicateurs de moyens et de résultats prévus ans le projet ;
- Synthèse des difficultés rencontrées (et notamment les décalages de planning)
- Description de l'évolution du système alimentaire et des indicateurs de suivi mis en place ;
- Impacts du PAT sur le territoire.

II. Eléments du projet pour les 3 ans (niveau 1) ou 5 ans (niveau 2) à venir :
- Objectifs ;
- Gouvernance et concertation (préciser les acteurs impliqués, le rôle de chacun, la formalisation des engagements des partenaires, la présence d'un coordinateur / animateur…) ;
- Plan d'actions en précisant par action ou groupe d'actions : le périmètre, la cible et les moyens mis en œuvre (ETP, matériel, budget) ; RH des 5 axes
- Engagement du porteur de projets sur ce plan d'actions : délibération pour les collectivités, engagement du Conseil d'administration (indiquer la date et le contenu du document, le joindre en annexe)
- Relations avec les autres échelles de territoire et avec les politiques publiques plus sectorielles, liens avec les schémas structurants (PCAET, PRAD, SCOT, CTE, CLS, etc.).

Le projet alimentaire de Strasbourg et de l'Eurométropole est structuré autour des 6 axes issus du Pacte de Milan et explicités en fonction des besoins des habitants et du territoire.

1. Conduire la résilience alimentaire du territoire (gouvernance)

Le premier PAT a permis une forte mobilisation du monde agricole et des acteurs économiques autour des enjeux de production et de distribution. La dimension de bonne nutrition, traitée au sein du Contrat Local de santé a permis d'autre part de rapprocher les aspects de santé-nutrition et santé-activité physique. Le second PAT visera, à partir de cette expérience et à l'aune du cadre du Pacte de Milan, à développer la cohérence d'ensemble et les collaborations entre les autorités locales, les partenariats avec le secteur privé et la société civile. Il s'agira de répondre de manière holistique tant aux demandes sociales en matière d'alimentation nutritive, accessible pour tous, que d'action pour le climat, conformément aux objectifs politiques du mandat et ceux de l'Agenda 2030 de l'ONU. L'ambition de la nouvelle gouvernance du PAT « **Conduire la résilience alimentaire du territoire** » ne pourra se réaliser qu'à travers une stratégie co-construite et suivie de manière participative avec les citoyens et les acteurs du territoire, ce sur l'ensemble de la période du PAT (2021 – 2026).

La stratégie du PAT se déploiera sur **5 axes de travail** dont chacun d'entre eux sera **porté au sein de la collectivité dans le cadre d'un dispositif préexistant.**

- Promotion de la santé : « Prendre soin de son alimentation pour être en bonne santé » (Contrats locaux de Santé Ville et EMS)
- Équité sociale : « Assurer une alimentation de qualité pour tous » (Agora des solidarités - Contrat de ville)
- Production alimentaire : « Activer la transition agricole favorable à l'emploi » (convention de partenariat VDS-EMS-CAA-BGE)
- Approvisionnement, transformation et distribution : « Promouvoir l'alimentation locale » (convention de partenariat VDS-EMS-CAA-BGE en attendant un élargissement via le Pacte pour une économie locale durable)
- Gaspillage alimentaire : « Réduire les déchets et favoriser l'économie circulaire » (Objectif Z)

Un groupe de travail intercommunal « agriculture et alimentation », déjà constitué et piloté par l'élue eurométropolitaine déléguée à l'agriculture et alimentation, permet de faire le lien sur tous les volets alimentaires avec les communes de l'Eurométropole.

Un large **Comité partenarial Alimentation** se réunira de manière régulière pour suivre la mise en œuvre de la Stratégie Alimentaire Territoriale, en évaluer les avancées et générer de nouvelles propositions, construire de nouveaux partenariats. Sa composition et son fonctionnement seront le résultat d'une première série de consultations qui se dérouleront à l'automne 2021.

Ce Comité partenarial rassemblera 3 types d'acteurs traitant de l'alimentation :

- les autorités (Ville de Strasbourg, Eurométropole et communes volontaires, Conseil départemental, Région, Etat),
- les 4 groupes de la filière alimentaire que sont les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les citoyen·ne·s-consommateurs·trices,
- les facilitateurs de la transition (associations, structures d'accompagnement, d'éducation, financeurs, université …).

Un temps de rencontre de type Forum avec les citoyens sera également proposé dans le cadre de l'Alliance pour le Climat.

Plus précisément, conduire la résilience alimentaire signifiera :

Participer à la transition écologique et économique

1. Contribuer à l'atteinte des objectifs climatiques du territoire
2. Aller vers la souveraineté alimentaire par la mise en cohérence les politiques et programmes sectoriels qui influent sur le système alimentaire
3. Accroitre la prise en compte de la dimension Alimentation dans les différentes politiques publiques de la collectivité

   …

Agir sur les enjeux de solidarité et de santé

4. Contribuer à la gouvernance des contrats locaux de santé
5. Favoriser la présence des femmes à tous les niveaux dans le domaine agricole et alimentaire

   …

Activer la participation citoyenne et des territoires

6. Augmenter la participation des citoyens et sensibiliser le grand public,
7. Accompagner les communes dans la mise en œuvre de la stratégie métropolitaine, partage d'expériences, accompagnement aux mutualisations intercommunales, accompagnement aux projets d'agriculture urbaine

   …

<u>Fonctionnement et moyens mis en œuvre</u>

Au sein de la collectivité, les deux élus (Ville et Eurométropole) délégués à l'agriculture et l'alimentation seront associés aux travaux des 5 dispositifs porteurs : Contrat local de santé, Contrat de ville et Nouveau Plan National de Rénovation Urbaine, Convention de partenariat VDS/EMS, Chambre d'Agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est, Pacte pour une Économie Locale durable, et Objectif Zéro Déchets. Une articulation forte sera également mise en place par le positionnement interne de la question Alimentation au sein du Pôle politique « Transition écologique et économique » en charge notamment de la mise en œuvre du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET).

Un coordinateur de la stratégie Alimentation sera recruté et missionné pour fournir aux Directions pilotes des axes, les éléments nécessaires à la bonne mise en œuvre de la dimension Alimentation au sein des dispositifs, dans le respect également des objectifs fixés par le Plan Climat et des enjeux sociaux. Il veillera à la cohérence d'ensemble de la démarche, dans un souci permanent de faire de l'alimentation un levier des transitions, tant pour la santé du territoire que pour la santé des habitants. Pour ce faire, il prendra en charge l'animation des réunions interservices constituées des chargés de projets ressortant des 9 directions référentes. Il assurera la cohésion d'ensemble et préparer les échanges du Comité partenarial et du Forum. Ce coordinateur pourra avoir également pour mission de suivre les porteurs de projets bénéficiant d'un financement via la mesure 13 du plan de relance (suivi de dossiers pour le compte de la DRAAF).

2. Bien se nourrir pour être en bonne santé

L'alimentation constitue un déterminant de santé essentiel. D'ores et déjà, à travers les deuxièmes Contrats Locaux de Santé (2015 – 2020), la Ville et l'Eurométropole ont mené des actions de prévention de santé, d'accompagnement à la nutrition auprès des jeunes (surpoids et obésité), de lutte contre les maladies chroniques chez les adultes, de sensibilisation des écoliers à l'équilibre alimentaire, et des mesures d'impact en santé. Depuis 2016, sur les 542 K€ alloués pour les projets, ce sont 300 K€ qui ont été fléchés vers des projets de nutrition-alimentation ou de nutrition-activité physique.

La répartition inéquitable des ressources et les mauvaises habitudes alimentaires sont parmi les principaux facteurs de risque pour l'augmentation des maladies non transmissibles, ainsi que pour la hausse des dépenses de santé qui en découle. La ville de Strasbourg est particulièrement touchée dans ces aspects de précarité alimentaire : pour les 26% de sa population qui vivent sous le seuil de pauvreté, l'accès de tous à une alimentation de qualité est un défi permanent. Ainsi, l'aide alimentaire déjà très présente sur le territoire avec de nombreux acteurs de la solidarité, doit répondre à des besoins croissants.

Le PAT s'attachera à déployer son action au regard des spécificités du territoire dans une volonté d'intervenir en amont sur les enjeux de bonne alimentation, en aval sur les aspects de prévention de santé auprès du public cible. Il s'attachera également à utiliser au mieux les leviers de la collectivité. Plus précisément le PAT visera de :

Favoriser une bonne alimentation :

1. Permettre l'accès à une alimentation saine, sûre, adaptée à chacun selon ses besoins
2. Faire connaitre et promouvoir l'agriculture locale
3. Développer des actions de sensibilisation aux bons réflexes pour une alimentation saine
4. Promouvoir les régimes alimentaires bas-carbone (moins de viande, plus de végétal)
5. S'appuyer sur des démarches innovantes pour bien se nourrir en toute circonstance

   …

Agir en prévention de santé :

6. Contribuer à favoriser le travail conjoint des acteurs de la santé et de l'alimentation
7. Contribuer à lutter contre les effets liés à une mauvaise alimentation et à l'obésité.
8. Contribuer à améliorer la prévention et la participation aux dépistages organisés des cancers
9. Participer aux actions de nutrition (équilibre alimentaire et activité physique) pour diminuer la prévalence du surpoids chez les enfants et lutter contre les maladies chroniques chez les adultes
10. Contribuer à permettre l'accès universel à l'eau potable et à un assainissement approprié.

    ...

Mobiliser les leviers de la collectivité

11. Activer la commande publique pour une exigence renforcée d'alimentation saine, sans perturbateurs endocrinien ou additifs alimentaires

    …

<u>Fonctionnement et moyens mis en œuvre</u>

Le nouveau projet alimentaire du territoire se veut contribuer aux objectifs des contrats locaux de santé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg par une action renforcée à travers l'ensemble des leviers existants pour permettre d'améliorer la santé des habitants par l'accroissement de la qualité des produits consommés sur le territoire.

- Scolaires : marchés publics de la restauration scolaire et éducation à l'alimentation en cours de révision
- Familles : les productions dans le cadre des jardins familiaux et la sensibilisation aux bons réflexes
- Personnes à risque : personnes âgées et personnes en rémission prises en charge notamment par la Maison du Sport Santé dans une approche de bonne alimentation.

Un recrutement sera effectué pour contribuer à une meilleure coordination et développement d'actions avec les partenaires de solidarité pour accroitre l'action en matière d'aide alimentaire auprès des publics les plus fragiles.

L'action conjointe avec le GIP Maison Sport Santé est appelée à se développer grâce à l'accompagnement de l'IREPS, tant sur le projet « Joue pour ta Santé » que de manière plus générale sur la meilleure connaissance des enjeux du territoire pour favoriser une meilleure sécurité alimentaire.

3. Assurer une alimentation de qualité et solidaire

La question alimentaire, en particulier dans les zones urbaines, interroge les enjeux de santé et d'équité. La précarité alimentaire est une réalité vécue par de nombreux concitoyens et d'autant plus accrue par la situation de pandémie actuelle. Les différents dispositifs mobilisés aux côtés (Contrat de ville, NPNRU, CLS, …) au service des habitants afin de déployer des projets permettant à la fois de créer de l'emploi, veiller à une bonne santé et améliorer la qualité de vie et la cohésion sociale.

Le PAT s'attachera à déployer une action spécifique pour les territoires situés en quartiers prioritaires de la ville, dans un souci de participer à la réduction des inégalités sociales, au plus près des zones d'habitat prioritaires, en déployant une démarche d'agriculture urbaine permettant de développer des projets de production en lien avec des actions en faveur de l'emploi et d'organiser l'aide alimentaire.

Le PAT s'attachera à :

Agir au plus près des quartiers populaires

1. Favoriser un accès équitable à une alimentation saine, sûre, adaptée à chacun selon ses besoins
2. Promouvoir l'éducation, la formation et les démarches participatives afin de renforcer l'action alimentaire locale.
3. Soutenir l'action de solidarité des partenaires en faveur de l'aide alimentaire
4. Mettre en place des dispositifs de solidarité pour l'accès à l'alimentation

…

Contribuer à l'aide à l'emploi

1. Promouvoir l'emploi local et durable pour tous, notamment dans le secteur ESS de la filière agroalimentaire, en intégrant pleinement les femmes.
2. Mobiliser l'ensemble des leviers d'actions au service de la création d'emplois pour accompagner les diverses formes d'agriculture urbaine.

…

Fonctionnement en moyens mis en œuvre

Cette ambition a notamment fait l'objet d'une réponse à l'appel à projets « Quartiers fertiles » lancé par l'ANRU et dont les projets sont caractérisés par une réelle vocation productive mais aussi d'innovation et répondant aux exigences spécifiques de richesse partenariale, de compétences mobilisées. Le recrutement d'un chargé de mission « Quartier fertiles – agriculture urbaine » permettra une mise en œuvre dans les 18 mois.

Par ailleurs l'écosystème local de solidarité promeut une approche intégrée de sensibilisation à une bonne alimentation et d'accueil des plus fragiles. Le projet développé par EMMAÜS Mundolsheim sera une première expérimentation pionnière, susceptible d'en appeler d'autres.

4. Activer la transition agricole favorable à l'emploi

La politique « agricole » Ville et Eurométropole de Strasbourg est structurée autour du partenariat avec la Chambre d'agriculture d'Alsace et l'Organisation professionnelle de l'agriculture biologique en Alsace (OPABA). Le programme d'actions s'organise autour de 4 enjeux : la préservation d'espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles ; le développement d'une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement ; le développement des circuits alimentaires de proximité ; le lien entre agriculteurs et citadins. Les résultats sont positifs quoique symboliques. Aussi, pour activer davantage la transition agricole et amplifier les résultats, le nombre d'actions envisagées de manière conjointes passera de 15 à 32 dans le cadre de la Convention 2021 - 2026.

Cette collaboration sera enrichie par le prochain Projet Alimentaire territorial d'une approche plus intégrée permettant d'agir sur l'ensemble des facteurs d'accélération de la transition agricole à la fois pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux et soutenir une production destinée à accroitre l'autosuffisance alimentaire du territoire. Les conditions de réalisation de ces deux objectifs sont liées à la préservation du foncier agricole, menacé par une forte pression d'urbanisation et à la capacité de faire évoluer les systèmes de production. L'accompagnement au changement des pratiques agricoles constitue un enjeu majeur. Il doit être partagé en veillant à maintenir la rentabilité des entreprises agricoles.

Ainsi, les partenaires du Projet alimentaire territorial visent les objectifs suivants :

Accompagner les producteurs vers la transition

1. Mettre en place les coopérations nécessaires pour augmenter la souveraineté alimentaire du territoire
2. Favoriser l'agroécologie pour participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation au changement climatique du territoire
3. Soutenir l'évolution des pratiques agricoles pour protéger les ressources (eau- airs – sols - biodiversité)
4. Opérer et soutenir les transitions grâce à l'innovation en agriculture

…

Soutenir l'activité de production pour développer l'offre alimentaire

5. Gérer le foncier pour préserver les espaces agricoles et faire évoluer le parcellaire pour accroitre la production locale nourricière
6. Favoriser l'évolution des systèmes de productions pour aller vers une agriculture plus nourricière
7. Développer une approche écosystémique des projets d'aménagement urbain intégrant l'approche Alimentation
8. Maintenir et créer des emplois locaux durables dans les secteurs agricole et alimentaire
9. Veiller au bien-être animal

…

<u>Fonctionnement et moyens mis en œuvre</u>

Les efforts d'animation doivent se concentrer sur des actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel ou collectif à la transition. Des études d'impact des pratiques agricoles sur la qualité de l'air sont menées et seront suivies de phases de sensibilisation et démonstration de bonnes pratiques. Par ailleurs, des projets d'installation de jeunes agriculteurs seront favorisés et accompagnés, notamment dans des secteurs géographiques identifiés comme des zones d'activité agricole potentielle pour lesquelles il est nécessaire de prévoir les aménagements fonctionnels comme l'accès à l'électricité et à l'eau, les clôtures, voir la possibilité d'implantation de serres et locaux de stockage de matériel et de récoltes. Enfin, un certain nombre d'études de faisabilité de filières seront conduites. À ce titre, le partenariat avec le SDEA qui vise la protection des ressources en eau potable, sera un atout dans la mesure où la réalisation des études pourra être mutualisée. L'objectif est d'identifier les pratiques et cultures favorables à la protection de la nappe, de structurer les filières pour assurer les producteurs d'un débouché notamment alimentaire (filière bio, filière chanvre…).

5. Promouvoir l'alimentation locale

Tant du point de vue des enjeux climatiques que de la pandémie de la COVID, il est indispensable d'accroitre le niveau de suffisance alimentaire du territoire. Dans cette perspective, il revient à la puissance publique de mettre en place les conditions d'une meilleure coopération entre les acteurs de l'ensemble de la filière alimentaire pour que la production alimentaire locale puisse être consommée sur place. Les acteurs de la transformation et de la distribution constituent le rouage central de cette ambition.

Après Hop'là à Oberhausbergen, la Nouvelle Douane propose des produits de saison et de qualité à prix abordables provenant d'une 50aine d'agriculteurs engagés dans une démarche d'origine et/ou qualité de disposer d'une vitrine de leurs savoir-faire et production en cœur de ville. Un second magasin ouvrira ses portes au centre-ville dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne Manufacture de tabac. Un magasin de producteurs bio, doublé d'une offre de restauration également bio et d'une épicerie proposant bio et vrac. Ce projet s'inscrit dans celui plus large de la reconversion de la Manufacture des Tabacs, écosystème innovant et créatif en devenir, dont il sera un élément d'animation important.

Cette activité qui prend place en cœur de ville, contribue à la structuration d'un pôle de produits locaux au travers de sa complémentarité avec les marchés hebdomadaires et les producteurs locaux. Enfin, le projet de modernisation de la zone commerciale nord a été l'occasion d'implanter un magasin de producteurs dans un périmètre de consommation de masse, faisant du Sillon (ouvert en mars 2021) un vecteur de promotion du message « Mangeons local ».

Le marché d'intérêt national (15ha de zone d'activité dédiée au commerce de gros situés au cœur de la ville, 40 opérateurs dont 25 grossistes) représente un levier déterminant de son approvisionnement. Plusieurs réflexions sont en cours. Un projet de halle de producteurs d'environ 700 m², vitrine des savoir-faire présents sur le MIN dédiée à la vente au détail, est en cours d'implantation. L'ambition est d'en faire un hub urbain de la logistique alimentaire.

D'autres outils de mise en cohérence de la production avec son marché local peuvent encore être mobilisés pour accroitre la suffisance alimentaire du territoire, notamment à travers la commande publique. Ainsi, le marché public de la restauration scolaire a représenté un levier de soutien à l'agriculture professionnelle. Il a permis d'ores et déjà aux producteurs de consolider leurs investissements et de se décharger des contraintes logistiques pour réduire les déchets grâce à la plateforme locale de collecte et conditionnement SOLIBIO.

Pour atteindre ces objectif, le nouveau PAT permettra de :

Accroitre la consommation locale

1. Favoriser l'approvisionnement alimentaire de proximité et équitable
2. Développer les circuits courts pour rapprocher les producteurs locaux des consommateurs locaux

…

Améliorer le fonctionnement de la filière alimentaire

3. Développer les autres débouchés locaux pour consolider l'activité des producteurs du territoire et d'Alsace
4. Optimiser et développer les outils logistiques,
5. Enrichir les connaissances sur les flux alimentaires en milieu urbain

…

Fonctionnement et moyens mis en œuvre

La poursuite d'une recherche d'efficacité locale de filière alimentaire se concrétisera à travers la participation de nombreux acteurs locaux et la mobilisation de leurs compétence et ingénierie : institutionnels (Université, Engees) , d'acteurs économiques (Start'up, ARIA, …) et de porteurs de projets (SCIC Manufacture Lab, le Sillon…).

Le recrutement d'un chargé de mission « agriculture péri-urbaine » permettra de développer des projets visant à mettre en réseau les producteurs avec les maillons intermédiaires (transformateurs, IAA, cuisines centrales…) à faciliter l'accès des produits locaux en cœur de ville (une expérimentation de logistique urbaine qui pourrait conduire jusqu'à la création d'un hub de produits locaux au marché d'intérêt national, le désenclavement de quartiers insuffisamment pourvus en offre alimentaire par l'installation de casiers permettant un libre-service…) permettra de répondre à ce besoin croissant d'animation de la démarche.

6. Réduire les déchets et favoriser l'économie circulaire

Le gaspillage concerne tous les maillons de la chaine alimentaire. En cohérence avec le cadre stratégique Objectif Z, il est indispensable de mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour réduire cette part importante liée à l'alimentation, en lien avec l'objectif du plan climat qui exige de réduire de 50 % la poubelle bleue en 2030.

L'orientation principale consistera à se situer le plus possible dans une démarche d'économie circulaire, à chacune des étapes des flux alimentaires. Les restaurateurs traditionnels et ceux de la restauration rapide sont d'ores et déjà incités à s'engager dans une démarche de réduction des déchets alimentaires grâce à l'expérimentation de la collecte en triporteur et la mise en place de composteurs urbains dédiés.

Au travers du PAT les partenaires se donnent l'objectif d'agir sur la réduction des déchets à la source, tout au long de la filière de distribution, et d'agir sur le recyclage et le ré-usage.

Les actions développées par le PAT seront les suivantes :

Pour réduire les déchets liés à l'alimentation

1. Lutter contre le gaspillage alimentaire
2. Favoriser la recherche et innovation contre le gaspillage alimentaire
3. Sensibiliser à la perte et au gaspillage d'aliments par le biais d'événements et de campagnes.

…

Pour favoriser une approche d'économie circulaire

1. Traiter les déchets des professionnels de la filière alimentaire
2. Valoriser les bio-déchets par le compostage et la méthanisation
3. Sensibiliser, mobiliser et communiquer de façon innovante

…

Fonctionnement et moyens

Dans ce domaine les expérimentations sont nombreuses et le fruit de partenariats notamment avec des start'up. L'innovation sera recherchée par le biais du développement d'outils numériques de réduction des pertes, de partage de ressources, de don alimentaire, à l'image des projets qui sont portés par les associations Uzage, les Retoqués, Boomerang.

11- Livrables (maximum 0.5 page pour niveau 1 ; 1 page pour niveau 2) :
Pour une reconnaissance de **niveau 1**
=> Allez directement au **II** : décrire les livrables du projet émergent

Pour une reconnaissance de **niveau 2** (initiale ou renouvellement)
=> Décrivez les éléments demandés au **I** puis au **II**

I. Présentation synthétique des livrables réalisés pendant les phases antérieures (émergence / premières phases d'action) :

II. Livrables pour les 3 ans (niveau 1) ou 5 ans (niveau 2) à venir : rapports intermédiaires et final, outils, produits, etc… en indiquant, pour chacun, la forme, la cible, la couverture géographique

Bilans sectoriels annuels

Rapport Développement durable

Analyse RFSC du CEREMA

12- Modalités de suivi et d'évaluation du projet pour les 3 ans (niveau 1) ou 5 ans (niveau 2) à venir : (maximum 0,5 page). Des indicateurs quantitatifs et précis doivent être prévus.

Le « Projet Alimentaire de Strasbourg et de l'Eurométropole s'adosse sur la démarche proposée par le Pacte de Milan (MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact) qui a été signé au niveau international par plus de 200 villes. Celui-ci est accompagné d'un « cadre de suivi » constitué de 37 actions recommandées et doté de 44 indicateurs pour pouvoir mettre en place un pilotage efficace et partagé avec les partenaires.

Le PAT de Strasbourg et de l'Eurométropole articulera ce cadre de suivi avec les indicateurs développés au niveau local, établi comme suit :

- des indicateurs de pilotage des projets (à définir en fonction de l'ensemble des projets retenus)
- 74 indicateurs de suivi du territoire issus du rapport de développement durable annuel
- 17 indicateurs de suivi issu du Pacte de Milan afin d'être en situation de faire des comparaisons avec d'autres territoires.

Ces indicateurs sont ventilés en fonction des 6 axes stratégiques.

Le monitoring pourra s'effectuer grâce à l'outil numérique développé par le CEREMA, le Référentiel pour la ville durable, ou RFSC (Reference Framework for Sustainable Cities).

En pièce jointe, vous trouverez le tableau prévisionnel des indicateurs.

13- Actions de valorisation du projet (maximum 0,5 page)

Pour une reconnaissance de **niveau 1**
=> Allez directement au **II** : décrire le projet émergent

Pour une reconnaissance de **niveau 2** (initiale ou renouvellement)
=> Décrivez les éléments demandés au **I** puis au **II**

I. Présentation synthétique des différentes actions de valorisation réalisées pendant les phases antérieures (émergence / premières phases d'action) :

II. Actions de valorisation pour les 3 ans (niveau 1) ou 5 ans (niveau 2) à venir :

La participation au réseau des Villes membres du Pacte de Milan sera une opportunité de bénéficier de l'expérience d'autres territoires, en France et ailleurs en Europe, et de partager la vision nouvelle de Strasbourg au niveau international. Strasbourg et l'Eurométropole participent d'ores et déjà à

- la Commission alimentation du réseau d'agglomérations françaises France Urbaine,
- Le Réseau des collectivités territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)
- Réseau PAARTAGE (Grand Est) et réseau RnPAT
- Groupe de travail Food du réseau européen des villes Eurocities, basé à Bruxelles,

14- Rappel des prérequis et critères d'éligibilité

Compléter les éléments du projet répondant à chaque critère dans les tableaux ci-dessous. Pour rappel, la reconnaissance des projets se fait sur la base de 4 prérequis et 6 critères permettant d'apprécier leur qualité.

Prérequis		Éléments du projet
Portage du projet	• Identification du ou des porteur(s) et des partenaires impliqués dans son pilotage, dont au moins une collectivité locale • Pertinence et légitimité du porteur de projet : capacité à intégrer différents acteurs du territoire et différents enjeux	Ville et Eurométropole de Strasbourg Partenaires : Chambre d'agriculture d'Alsace, Bio en Grand Est, SDEA, CRESS, AERM, ADEME, ANRU, ZAEU, AdEUS, Maison Sport Santé
Démarche collective et concertée	• Implication de différents acteurs du système alimentaire dans la phase opérationnelle du projet (producteurs, transformateurs, distributeurs, collectivités territoriales, consommateurs...) • Prise en compte de la nécessité de communiquer auprès des acteurs et des citoyens Présence d'un animateur / coordinateur (ou prévu)	Programmation d'une pluralité d'actions partenariales ciblant ces acteurs soit pour les accompagner à leur implantation, consolidation ou structuration, soit pour les sensibiliser aux changements de pratiques (pratiques agricoles ou pratiques de consommation alimentaire). Prévision de la création de 4 postes directement corrélés au PAT, dont un coordinateur « Alimentation » et un chargé de mission « Agriculture – débouchés de proximité » (non cofinancés par ailleurs)
Prise en compte des objectifs des programmes régionaux, du PRAD et du PNA	Le projet est cohérent avec les objectifs du PNA. Le projet est cohérent et articulé avec les objectifs des programmes régionaux ayant trait à l'agriculture, l'alimentation et/ou au développement durable notamment et du plan régional de l'agriculture durable (PRAD) : • la structuration de l'économie agricole et alimentaire ; • le maintien et le partage de la valeur ajoutée sur le territoire, le développement de l'agriculture sur un territoire et la consolidation de filières territorialisées.	Outre le travail ouvert depuis 2010 sur la pérennisation du foncier agricole, les moyens doivent être renforcés pour orienter plus significativement les systèmes et pratiques agricoles d'une part et soutenir la structuration de filières de proximité d'autre part.
Transversalité de la démarche	Le projet prend en compte les différentes fonctions du système alimentaire : agricole et alimentaire, environnementale, sociale, éducative, culturelle et de santé, et favorise leur synergie. Il s'articule avec d'autres schémas structurants (CTE, PCAET, CLS …).	Le PAT se déploie sur **5 axes de travail**, chacun étant **porté au sein de la collectivité dans le cadre d'un dispositif préexistant.** - Promotion de la santé - Contrats locaux de Santé Ville et EMS en cours de renouvellement (octobre 2021) - Équité sociale - Contrat de ville - Production alimentaire - convention Ville/Eurométropole/CAA/BGE en cours de refondation (septembre 2021) - Approvisionnement, transformation et distribution - convention ville/Eurométropole/CAA/BGE en cours de refondation (septembre 2021) en attendant un élargissement via le Pacte économique (processus de construction en cours) - Gaspillage alimentaire - Objectif Z

1201

Critères de reconnaissance		Niveau 1	Niveau 2	Éléments du projet
Diagnostic partagé	Diagnostic partagé portant sur l'agriculture et les différentes dimensions de l'alimentation sur le territoire du projet (données sociales, économiques, ressources naturelles, climat, offre agricole, bassin de consommation, …) et sur le recensement des acteurs, de leurs missions et de leurs initiatives (en interne et en externe à la structure)	Diagnostic prévu ou en cours	Diagnostic réalisé, partagé et éventuellement mis à jour	Mars 2021 : Étude Eco-conseil : « État des lieux de l'écosystème alimentaire du territoire et propositions d'actions ».
Mise en œuvre d'actions opérationnelles	• Actions opérationnelles, cohérentes avec les besoins identifiés dans le diagnostic partagé et les objectifs du projet • Pilotage de la mise en œuvre de ces actions • Mise en relation avec d'autres outils territoriaux dotés de financement, le cas échéant	• Plan d'actions prévu ou en cours d'élaboration • COPIL mis en place ou prévu • Présence d'un animateur effective ou prévue	• Plan d'actions rédigé (avec calendrier et moyens associés) et délibéré • Des actions sont en cours sur différentes thématiques (voir 8.), • COPIL en place et effectif • Mise à disposition d'un animateur/coordinateur à plein temps ou à temps partiel	• Gouvernance alimentaire – stratégie à consolider, comité partenarial à installer (2021), coordinateur à recruter (2021) • Promotion de la santé - Contrats locaux de Santé Ville et EMS (renouvellement 2021) • Équité sociale - Contrat de ville (délibération « quartiers fertiles » 2021), chargé de mission à recruter (2021) • Production alimentaire - Convention Ville/Eurométropole/CAA/BGE (délibération 2021) • Approvisionnement, transformation et distribution - convention ville/Eurométropole/CAA/BGE (délibération 2021 et chargé de mission à recruter) en attendant un élargissement via le Pacte économique • Gaspillage alimentaire - Objectif Z (délibération 2021)
Engagement des partenaires	Engagement formalisé de différents partenaires	Lettres de soutien de partenaires diversifiés	Documents signés attestant de l'engagement des partenaires	Engagements formalisés : Chambre d'agriculture d'Alsace, Bio en grand Est, SDEA, AERM
Prise en compte des objectifs du PNA	Prise en compte des différentes dimensions du PNA	Réflexions et démarches envisagées concernant plusieurs axes et thématiques du PNA en transversalité : justice sociale, éducation à l'alimentation durable,	• Mise en œuvre d'actions concernant différents axes et thématiques du PNA (cités au niveau 1), dont	**Volet « Gouvernance Alimentaire »** : Adhésion au Pacte de Milan, prévision d'ateliers de co-construction de la stratégie alimentaire **Volet « Restauration scolaire »** Etape 1 : Nouveau marché construit en lien avec le comité partenarial et visant à renforcer les objectifs de santé, qualité nutritionnelle, protection de l'environnement et valorisation des

		lutte contre le gaspillage alimentaire, reterritorialisation de l'alimentation (ancrage territorial) et approvisionnement de la restauration collective (lien avec la loi EGAlim). Une attention particulière est à apporter à cette dernière thématique qui devra être mise en œuvre obligatoirement au niveau 2	obligatoirement des actions concernant l'approvisionnement de la restauration collective (Loi EGAlim) • Intégration dans le plan d'actions de nouvelles thématiques du PNA non engagées au niveau 1.	déchets, accessibilité pour les catégories les plus modestes. Etape 2 : AMO accompagnement à la mise en œuvre d'une organisation repensée sur période de 2022 à 2025. **Volet « Agriculture, transformation et distribution »** : refondation du partenariat avec la CAA et BGE avec possible extension à la SAFER et Terres de lien – 32 actions prévues **Volet « Equité sociale »** : conception d'un projet de déploiement d'activités agricoles productives support de lien social et éducation à l'alimentation en QPV (5 secteurs identifiés) « quartiers fertiles » et coordination de l'aide alimentaire **Volet Gaspillage alimentaire » du** programme objectif Z / réduction des déchets.
Pérennité du projet	• Soutien politique, moyens financiers adéquats • Existence d'un document-cadre ou d'une délibération inscrivant le projet dans la durée • Mobilisation de moyens financiers adéquats • Animation / coordination du projet	• Instance de gouvernance prévue (en réflexion) ou mise en place • Éléments de Réflexion sur la pérennité du projet Document cadre ou délibération établi(e) (ou prévu à court terme) avec minimum d'engagements financiers • Moyens d'animation prévus	• Instance de gouvernance mise en place et opérationnelle • Plan de financement réalisé et financements acquis (avec les délibérations) • Pérennisation prévue de la présence d'un animateur ou d'un coordinateur dédié au projet à temps plein ou à temps partiel	Transversalité à organiser entre les instances existantes (CLS, COPIL agriculture, groupe « consommation durable » du pacte économique, contrat de ville et comité partenarial Objectif Z), leurs objectifs et feuilles de route via le Comité partenarial Alimentation (à créer). Transversalité à l'échelle des communes de l'EMS via le groupe de travail Intercommunal Agriculture et alimentation Prévision d'un forum pour garantir la participation citoyenne Création de 4 ETP
Dispositif d'évaluation de l'impact du projet	• Dispositif d'évaluation et de suivi permettant d'inscrire le projet dans une démarche d'amélioration continue	• Réflexion en cours sur les indicateurs de suivi et d'évaluation	• Présence d'indicateurs de suivi pertinents • Si possible : dispositif d'évaluation opérationnel	- Indicateurs de suivi du territoire issus du rapport de développement durable annuel - 19 indicateurs de suivi issus du Pacte de Milan (pour comparaisons avec d'autres territoires). - Indicateurs de pilotage des projets co-financés via la mesure 13 Plan de relance propre à chaque projet

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 52 à l'ordre du jour :

Labellisation « Projet Alimentaire Territorial » et lancement de la stratégie alimentaire territoriale.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 58 voix
+ 2 voix pour Messieurs Libsig et Koussa qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°52

Labellisation "Projet Alimentaire Territorial" et lancement de la stratégie alimentaire territoriale.

Pour	
58	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	
0	
Abstention	
0	

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Signature d'un avenant à la convention de partenariat entre Paris, Strasbourg et Bethléem.

Numéro V-2021-1261

Depuis l'an 2000, Strasbourg entretient des relations amicales avec Bethléem portant notamment sur les animations de Noël. La Ville de Strasbourg comme celle de Paris soutiennent l'effort de paix au Proche Orient et poursuivent à ce titre des actions y contribuant. C'est dans ce cadre que les deux Villes sont engagées depuis juin 2019 dans un projet de coopération trilatéral avec Bethléem.

Ce projet, intitulé « Réinventer l'espace public à Bethléem », bénéficie d'un important soutien financier de l'Agence française de développement (cofinancement de 67 % sur un budget total de 848 510 euros). Il vise à améliorer la qualité de vie des habitants-es et l'attractivité touristique de la ville, à travers une campagne de sensibilisation sur la mobilité durable, ainsi que le réaménagement de la place de la Nativité et l'activation de nouveaux usages sur cette place et plus largement dans le centre historique et patrimonial de Bethléem.

C'est sur ce second volet que l'expertise de Strasbourg, mondialement reconnue comme Capitale de Noël, a été sollicitée, afin d'accompagner la municipalité de Bethléem dans l'amélioration de son marché de Noël et de ses animations festives en s'appuyant sur les traditions historiques et culturelles locales, par le biais d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Une convention de partenariat signée par les maires des trois Villes avait d'ores et déjà été adoptée par délibération du conseil municipal de Strasbourg le 24 juin 2019, pour une durée de 24 mois. En raison des contraintes liées à la pandémie de Covid-19, un certain nombre d'actions n'ont pas encore pu aboutir, ce qui amène les parties prenantes à prolonger la durée du projet de 18 mois supplémentaires. L'avenant ci-joint vise ainsi à prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
Vu l'article L1115-1 du CGCT autorisant les collectivités territoriales françaises à conclure des conventions avec les autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération,
approuve

l'avenant à la convention de partenariat entre les villes de Paris, Bethléem et Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer l'avenant précité et tous actes ou documents d'exécution nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132905-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE BETHLEEM, PARIS ET STRASBOURG

ENTRE :

LA VILLE DE PARIS, représentée par son Maire, Madame Anne Hidalgo, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date du ……. 2021 ;

D'UNE PART,

LA MUNICIPALITE de BETHLEEM, représentée par son Maire, Monsieur Anton Salman ;

D'AUTRE PART,

ET :

LA VILLE DE STRASBOURG, représentée par son Maire, Madame Jeanne Barseghian.

(ensemble désignées les « Parties » et séparément une « Partie »),

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

Les Villes de Paris, Bethléem et Strasbourg ont signé en 2019 une convention de partenariat pour contribuer à la mise en œuvre du programme de coopération « Réinventer l'espace public à Bethléem » dénommé ci-après le « Projet ». Le Projet bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement.

La Ville de Strasbourg souhaite contribuer à ce Projet en apportant son expertise sur l'un des volets portant sur l'urbanisme temporaire, en l'occurrence le marché de Noël et les animations de Noël.

Le présent avenant (ci-après l'« Avenant ») a pour objet de prolonger la durée du Projet de 18 mois. Ces changements sont liés à la pandémie de Covid 19.

CECI EXPOSE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 6

La durée de la convention est prolongée au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la Convention demeurent inchangées dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent Avenant.

D’un commun accord, les représentants légaux signent le présent Accord en 03 (trois) exemplaires originaux, dont 2 exemplaires en langue française et 1 exemplaire en langue anglaise, identiques de même valeur juridique, pour entrer en vigueur à cette date.

Pour la Ville de Strasbourg
Mme. Jeanne BARSEGHIAN, Maire

Pour la Ville de Paris
Mme Anne HIDALGO, Maire

Pour la Ville de Bethléem
M. Anton SALMAN, Maire

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Dispositif de bourses Mobilitwin : délibération modificative au cahier des charges.

Numéro V-2021-1262

La ville de Strasbourg a initié le dispositif Mobilitwin, qui permet aux étudiants inscrits à l'Unistra et dans les établissements d'enseignement supérieur, d'effectuer une partie de leur cursus / ou un stage dans l'une de nos cinq villes jumelles (BOSTON aux Etats-Unis, DRESDE et STUTTGART en Allemagne, LEICESTER au Royaume-Uni et RAMAT GAN en Israël). Ce dispositif de bourses existe dans sa forme actuelle depuis près de 20 ans.

Comme chaque année, la délibération relative à ces bourses a été soumise au conseil municipal du mois de mars 2021. Le premier jury du dispositif Mobilitwin s'est réuni le 28 juin dernier.

Le contexte sanitaire actuel a fortement bouleversé les cursus universitaires et les mobilités envisagées dans ce cadre. Le jury qui s'est tenu fin juin a ainsi fait le constat d'un nombre de candidatures en baisse à contexte égal en 2020 (20 candidatures en 2021 / 30 en 2020).

Les établissements d'enseignement supérieur nous ont indiqué que plusieurs étudiants étaient encore en attente d'une réponse pour une mobilité qui pourrait débuter à l'automne voire début 2022.

Le cahier des charges actuel qui détaille les critères d'éligibilité de ces bourses, stipule que le départ à l'étranger doit se faire entre le mois de septembre de l'année N-1 et le mois de décembre de l'année N.

Il est par conséquent proposé au Conseil municipal de modifier le cahier des charges en étendant la période de départ à l'étranger jusqu'au mois de juin de l'année N+1. Ceci afin de permettre au plus grand nombre d'étudiants de pouvoir postuler au dispositif Mobilitwin pour le second jury qui se tiendra en novembre 2021.

Le cahier des charges ci-annexé présente la modification décrite ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la modification du cahier des charges de la délibération-cadre du 22 mars 2021 relative au dispositif mobilitwin, suite au contexte sanitaire, afin d'étendre la période de départ en mobilité jusqu'en juin 2022.

décide

l'imputation de ces dépenses, dans la limite de l'enveloppe globale de 60 000 € votée lors du Conseil municipal du 22 mars 2021, sous la fonction 048, nature 6714 « bourses et prix » - activité AD06D, sous réserve du vote du BP 2021 ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées lors du jury organisé au 2ème semestre 2021.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133389-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PARTENAIRES DU DISPOSITIF et des ETUDIANTS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE VILLE JUMELLE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

À travers le dispositif de bourses Villes Jumelles-Mobilitwin, la Ville de Strasbourg poursuit deux ***objectifs*** *: encourager la mobilité des étudiants à l'international d'une part et consolider ses relations avec ses cinq villes jumelles (BOSTON aux Etats-Unis, DRESDE et STUTTGART en Allemagne, LEICESTER au Royaume-Uni et RAMAT GAN en Israël) d'autre part.*

Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg peut accorder des bourses pour les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois désirant y effectuer soit des études, soit un stage obligatoire d'une durée minimale de 3 mois, l'un et l'autre devant s'effectuer dans le cadre du cursus de formation du candidat. Le dispositif restreint le ***périmètre géographique*** *des séjours à la ville jumelle, à l'exception de la ville de Boston pour laquelle la ville de Cambridge peut être concernée car il s'agit d'un pôle urbain et universitaire de premier ordre dans l'aire métropolitaine de Boston.*

Une enveloppe globale de ***60 000 €*** *est allouée à ce dispositif pour l'année* ***2021.***

Le montant ***moyen*** *des bourses varie en fonction de la destination* :

BOSTON	***2 000 €***
LEICESTER	***1 000 €***
STUTTGART	***1 000 €***
DRESDE	***1 000 €***
RAMAT-GAN	***1 500 €***

La bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation totale de la mobilité de l'étudiant, le montant versé devra être intégralement remboursé. Si seule une partie de la mobilité physique peut être réalisée, le montant de la bourse pourra être modulé.

L'octroi d'une bourse Villes Jumelles-Mobilitwin n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra moduler le montant du forfait précisé ci-dessus, à la baisse ou à la hausse. S'agissant de la possibilité de revoir le montant des bourses à la hausse, cette hypothèse ne concerne que les étudiants susceptibles de séjourner plus de deux semestres (soit les doubles diplômes) dans l'université partenaire.

DOMAINES ET NIVEAUX D'ÉTUDES DES CANDIDATS – CANDIDATS ELIGIBLES

- être inscrit au minimum en **L3 (ou équivalent)** au moment du départ,
  ou
- en **L1 ou L2 et** effectuer un séjour d'études dans le **cadre d'un double diplôme**

- être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois au moment du départ

- séjourner **au moins trois mois** dans l'une des villes jumelles pour des études ou un stage obligatoire dans le cadre d'un cursus de formation

- le départ à l'étranger doit avoir lieu entre le **mois de septembre de l'année N-1 et le mois de juin de l'année N+1** (N : année de demande de bourse) *(exemple : pour une bourse en 2021, il faut que la date de départ à l'étranger soit comprise entre septembre 2020 et juin 2022)*

CAS D'INELIGIBILITE

a) **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse villes jumelles** lors des années précédentes ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

b) les **candidatures directes** d'étudiants : les étudiants doivent impérativement remettre leur dossier au service des relations internationales de leur établissement d'origine, et non à la Direction des Relations Européennes et Internationales de la Ville de Strasbourg.

c) les étudiants dont les **dossiers de candidature sont incomplets** : les dossiers de candidature doivent être complets et comporter le cachet de l'établissement ainsi que la signature du responsable du séjour d'études ou responsable de stage au sein de l'établissement supérieur d'origine.

d) les étudiants effectuant leur mobilité dans un pays dont ils ont la nationalité.

e) un **cursus à distance** est non-éligible au dispositif Mobilitwin.

CRITERES ET PROCEDURES DE SELECTION

PRESENTATION DES CANDIDATURES PAR LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : les dossiers de candidature doivent être remplis par les candidats, transmis au service des relations internationales de leur établissement d'enseignement supérieur

d'origine. Ce dernier transmet les candidatures obtenues, après une première sélection, à la Direction des Relations Européennes et Internationales de la Ville de Strasbourg.

La sélection est effectuée par un jury composé de différents représentants d'établissements d'enseignement supérieur. Cette commission est présidée par la Maire de la Ville de Strasbourg ou l'un(e) de ses représentant(e)s.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de l'étudiant (projet d'études et/ou professionnel), son caractère original ainsi que l'intérêt pour la ville de destination
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours de formation antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la Ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Pour l'année 2021, en raison du contexte sanitaire, deux sessions de jury seront organisées selon le calendrier suivant :

Session jury n°1

☐ **Date limite de réception des dossiers par les établissements d'enseignement supérieur** : 16 mai 2021 - se reporter à la procédure et aux dates limites fixées par l'établissement dans lequel est inscrit le candidat.

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Ville de Strasbourg** : 7 juin 2021

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** début juillet 2021 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Annonce des résultats** par la Ville de Strasbourg **:** mi-juillet 2021

☐ **Versements des bourses :** au plus tard fin 2021

Session jury n°2

Date limite de réception des dossiers par les établissements d'enseignement supérieur : 15 octobre 2021 - se reporter à la procédure et aux dates limites fixées par l'établissement dans lequel est inscrit le candidat.

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Ville de Strasbourg** : 5 novembre 2021

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** 19 novembre 2021

☐ **Annonce des résultats** par la Ville de Strasbourg **:** fin novembre 2021

☐ **Versements des bourses :** au plus tard janvier 2022

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est à récupérer auprès du service des relations internationales de votre établissement d'enseignement supérieur.

Après avoir dûment complété le dossier, le remettre avec l'ensemble des pièces demandées au service des relations internationales de votre établissement d'enseignement supérieur avant la date limite fixée par celui-ci.

PIECES A JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE dûment complété (ne pas oublier les annexes)

1. Le CURRICULUM VITAE du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages)

2. Le PROJET PROFESSIONNEL et PERSONNEL du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages). *Le candidat rédige **son projet personnel** sous une forme permettant d'expliquer **le choix des études dans la ville jumelle / le choix de son stage dans la ville jumelle** par rapport aux études antérieures et **la carrière professionnelle future**.* Ce projet doit être structuré et ne pas être une simple lettre de motivation.

3. Le RELEVE DE NOTES des deux derniers semestres

4. Une ATTESTATION de la structure d'accueil dans la ville jumelle (précisant les coordonnées du responsable de l'accueil et dates de séjour)

5. Une APPRECIATION d'un responsable pédagogique sur le niveau du (de la) candidat(e) (cf annexe 1)

6. Une lettre d'engagement de l'étudiant à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. **(cf annexe 2)**

7. Une attestation sur l'honneur des autres bourses et/ou rémunérations perçues/sollicitées (cf annexe 3)

8. Un RIB au nom de l'étudiant

- merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur la fiche de renseignement.
- Préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Numéro V-2021-1263

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant de 20 840 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits humains.

Pôle Europe

Euradio	**10 000 €**

Euradio est issue de l'expérience d'Euradionantes, une radio associative créée il y a 12 ans à Nantes, et qui émet partout en Europe. Depuis décembre 2018, Euradio diffuse ses programmes à Strasbourg, Lyon et Lille, et prévoit de s'élargir au cours de l'année à venir. Elle vise une vingtaine d'antennes locales en France d'ici 2021 et souhaiterait également s'étendre à la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas.

A la rentrée 2019, à Strasbourg, Euradio a développé un partenariat avec les Jeunes Européens pour notamment partager leurs locaux, et a recruté un journaliste. Cette radio associative et citoyenne, d'un genre assez original, cherche à faire dialoguer l'actualité strasbourgeoise avec celle des voisins européens. Elle entend œuvrer pour le rapprochement des citoyens européens, entre eux, et des citoyens avec les institutions européennes.

Cette subvention permettra de travailler plus étroitement à la couverture médiatique de l'actualité européenne strasbourgeoise et des événements portés par la ville dans le champ européen, comme la Fête de l'Europe, le Forum Mondial de la Démocratie entre autres. Elle pourrait servir de base à la rédaction d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec cette association.

Cercle européen	**10 000 €**

Le Cercle européen de Strasbourg, fondé en 1962, s'est donné pour objectif de renforcer le rôle de capitale européenne de la ville, et de renforcer les liens entre les Strasbourgeois-es et les personnalités européennes autour des enjeux européens actuels. Soutenu depuis sa création par la ville de Strasbourg, le Cercle européen contribue ainsi au brassage d'idées en faveur de l'idéal européen et à la vocation européenne de Strasbourg. La villa du Cercle est également un lieu qui héberge nombre d'autres associations à vocation européenne.

Acteur important du paysage associatif strasbourgeois, le Cercle européen réunit de nombreux hauts fonctionnaires, diplomates et représentants-es de la société civile et organise régulièrement des conférences, des dîners-débats, ainsi que des sorties culturelles en lien étroit avec les Représentations permanentes auprès du Conseil de l'Europe présentes à Strasbourg.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 euros pour 2021, puis de préparer avec elle une convention annuelle ou pluriannuelle d'objectifs en l'invitant à créer des synergies avec d'autres associations, par exemple de l'Agora, Strasbourg capitale européenne, et à ouvrir davantage ses activités au grand public.

Mission Droits de l'Homme et Europe à Strasbourg

Association culturelle hongroise	**840 €**

A l'occasion de la Présidence hongroise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, l'Association culturelle hongroise organise un concert à l'Église protestante Saint-Pierre le Jeune, le 13 novembre 2021, autour de trois grands compositeurs hongrois, Ferenc Liszt, Béla Bartók et Zoltán Kodály et ce avec la participation de deux musiciennes et concertistes strasbourgeoises, Marie-Madeleine Kœbelé, soprano et de Daniela Tsekova, pianiste.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association Euradio ;*
- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association Cercle européen ;*
- *le versement d'une subvention de 840 € à l'Association culturelle hongroise ;*

décide

d'imputer la dépense de 20 840 € sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B, dont le disponible avant le présent Conseil est de 231 575 € ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133392-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour les projets de solidarité internationale
Conseil Municipal du 20 septembre 2021

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Euradio	Subvention de fonctionnement	35 000 €	10 000 €	17 500 €
Cercle européen	Subvention de fonctionnement	15 000 €	10 000 €	15 000 €
Association culturelle hongroise	Subvention pour un concert organisé dans le cadre de la présidence hongroise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (mai-novembre 2021)	840 €	840 €	-

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Convention d'autorisation d'occupation précaire des dépendances du domaine public de la Ville de Strasbourg dans le cadre du projet "EYE - EUROPEAN YOUTH EVENT / RENCONTRE DES JEUNES EUROPEENS" à Strasbourg les 8 et 9 octobre 2021.

Numéro V-2021-1264

La ville de Strasbourg et le Parlement européen entretiennent depuis de très nombreuses années des relations partenariales étroites, tant à l'occasion des sessions plénières, que pour l'organisation de conférences, débats, ou de temps forts telle la remise chaque année du prix Sakharov.

L'accueil de la Rencontre des jeunes européens (*European Youth Event (EYE)* en anglais) à Strasbourg s'inscrit dans le cadre de ce partenariat et en illustre une autre dimension : cet évènement, organisé par le Parlement européen, accueille habituellement environ 10 000 jeunes issus de toute l'Union européenne, à Strasbourg. L'édition 2021, adaptée au contexte sanitaire liée à la Covid 19, accueillera entre 3 000 et 5 000 jeunes.

Par son histoire et son positionnement géographique, à la frontière avec l'Allemagne, la ville incarne les valeurs fondamentales de l'Europe ; les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Elle a déjà accueilli trois éditions de cet événement, en mai 2014, mai 2016 et juin 2018. Cette 4ème édition a été reportée à deux reprises, de mai 2020 à mai 2021 puis de mai à octobre 2021, en raison de la situation sanitaire.

Cette 4ème édition de EYE coïncidera avec la phase de consultation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, offrant ainsi aux jeunes Européens la possibilité de prendre part à ce processus. Le programme se scindera entre une partie organisée dans le Parlement européen, sous forme de table-rondes ou ateliers, dont l'objectif est de formuler des préconisations sur l'Europe à l'attention des députés européens, et une autre plus festive, dans le cadre d'un EYE village installé à l'Île des sports. Pour la première fois, la programmation se déroulera sur place et en ligne.

Pour l'occasion, la ville de Strasbourg mettra gracieusement à disposition les espaces et terrains sportifs listés dans la convention d'occupation domaniale, pour une valeur estimée à 16 000 €, sans compter les frais de dépose de barrières etc., une partie du matériel demandé par le Parlement européen (chaises, tables, garnitures, blocs béton, barrières) pour un montant de 15 500 € environ. Elle prendra à sa charge les frais de pré-signalisation estimés à environ 6 000 €, ce qui porte l'engagement de la ville de Strasbourg à environ 37 500 €, sans compter la communication qu'elle mettra en œuvre pour sensibiliser la jeunesse strasbourgeoise et l'inviter à participer à cet évènement.

Les activités dans le Parlement européen seront accessibles à 200 Strasbourgeois-e-s sur inscription préalable. L'entrée au Village EYE sera ouverte à toutes et tous, dans la limite de la jauge applicable aux terrains sportifs. Un appel aux acteurs associatifs et partenaires locaux permettra de sensibiliser les jeunes pour les inviter à participer à l'évènement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature de la Convention d'autorisation d'occupation précaire des dépendances du domaine public de la Ville de Strasbourg dans le cadre du projet « EYE – EUROPEAN YOUTH EVENT / RENCONTRE DES JEUNES EUROPEENS » à Strasbourg les 8 et 9 octobre 2021 ;*

- *le soutien financier de la Ville à la manifestation, estimé à près de 40 000 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la Convention d'autorisation d'occupation précaire des dépendances du domaine public de la Ville de Strasbourg dans le cadre du projet « EYE – EUROPEAN YOUTH EVENT / RENCONTRE DES JEUNES EUROPEENS » à Strasbourg les 8 et 9 octobre 2021.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140027-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Batiments TCS

5UP

5UP

Coubertin

Petit Court

Staff

Parking TCS

ZONE 3 : Main Zone

Grand Court

Canal de la Marne au Rhin

Parking Silo

Parking BUS Parking TP6

Stade du Canal

Sport Fields

Stade de l'IN

ZONE 5: Sports Zone

Co2

Extincteur à Co2 - 14x

H2o

Extincteur à Eau - 34x

A.S MENORA Strasbourg Football

5UP

Pont Bech

ZONE 1: Security Zone

Controle Sécurité

Parlement Européen

Boulevard de Dresde

Co-création

ZONE 2 : Accreditation & Chillout Zone

Chill Out

Boulevard fermé 7/10 - 6h au 10/10 - 6h

Gymnasium - Centre d'accréditation

Accréditation

Febvre

Quai Ernest Beyer

3UP

Centre sportif du canal

Baseball

5UP

5UP

Rue Pierre de Coubertin

Pont Germain Muller

Rue fermée 6/10 - 12h au 10/10 - 18h

Parvis

ZONE 4 : European Parliament Zone

Légende

- Flux Voiture
- Flux Piéton IN - non accrédité
- Flux Piéton IN - accrédité
- Flux Piéton OUT
- Heras (+- 525m)
- Ouverture heras
- Bloc de béton (+- 425m)
- Vauban (+- 350m)
- Garde de sécurité

CARTE GLOBALE - 30.07.21

EYE 2021

DDMC event design

Parlamento europeo

Il Presidente

D 307969 04.06.2019

Monsieur le Préfet Jean-Luc MARX
Préfecture de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin
5, Place de la République
67073 Strasbourg

Objet: Arrangement administratif entre le Parlement européen et les autorités françaises relatif à la sécurité des immeubles du Parlement européen à Strasbourg

Monsieur le Préfet,

L'arrangement administratif conclu en 1998, entre le Parlement européen et les autorités françaises sur la sécurité des bâtiments du notre institution à Strasbourg a, depuis plus de 20 ans, démontré toute son utilité.

Permettez-moi de vous dire la reconnaissance du Parlement européen pour toute l'aide fournie par les autorités françaises au cours de ces dernières années, et plus récemment encore, à la suite de l'attaque terroriste du 11 décembre 2018 à Strasbourg.

Pour autant, nos responsables de la sécurité respectifs sont convenus qu'une révision de cet arrangement s'avérait nécessaire, pour notamment tenir compte de l'évolution de l'environnement de sécurité et de l'existence d'un service de sécurité pleinement internalisé au sein du Parlement ainsi que de l'évolution de la coopération opérationnelle entre nos entités respectives.

Nos services ont agréé la révision de l'arrangement lequel j'ai le plaisir de marquer mon accord. J'espère que cet arrangement administratif révisé pourra entrer en vigueur au premier jour de la 9ème législature du Parlement européen, soit le 2 juillet 2019.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma plus haute considération.

Antonio Tajani

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF ENTRE LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LES AUTORITÉS FRANCAISES RELATIF À LA SÉCURITÉ DES IMMEUBLES DU PARLEMENT EUROPÉEN À STRASBOURG

« Le Parlement européen, représenté par son Président, et les autorités françaises, représentées par le Préfet du Bas-Rhin,

Vu le Protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes, signé à Bruxelles le 8 avril 1965 et, notamment, son article premier et son article 18 ;

Vu le règlement intérieur du Parlement, et notamment son article 22, paragraphes 4 et 5 ;

Considérant qu'il est nécessaire de garantir une sécurité optimale des bâtiments, locaux, terrains, cours, jardins, passerelles et garages utilisés par le Parlement européen à Strasbourg aussi bien qu'aux députés qu'à toute autre personne participant aux travaux du Parlement européen, à ses fonctionnaires, agents ainsi et toutes les personnes qui s'y trouvent en qualité d'invités ou de visiteurs ;

Considérant qu'il est essentiel pour le Parlement européen que toutes les personnes participant aux travaux du Parlement, mais également les médias d'information, les personnes invitées et les visiteurs puissent accéder aux immeubles susvisés ;

Considérant qu'en vertu du principe de coopération loyale consacré à l'article 4, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne, le Parlement européen et les autorités nationales françaises sont tenus de s'assister mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant des traités ;Considérant qu'il est nécessaire de réviser le cadre juridique défini en 1998 applicable à la coopération entre le Parlement européen et les autorités françaises en matière de sécurité, notamment les modalités d'une action concertée, au sens de l'article 18 dudit Protocole ;

Considérant que le Parlement européen dispose de ses propres locaux et de services de sécurité adéquats ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Définition de la zone d'inviolabilité

Aux fins de l'application du présent Arrangement, on entend par « zone d'inviolabilité »:

a) les bâtiments du Parlement européen (bâtiments LOW, SDM, WIC, PFL, HAV) ainsi que les parkings, terrains, cours et jardins attenants auxdits bâtiments, tels qu'identifiés dans le plan en annexe, ainsi que

b) tout autre bâtiment, y compris les parkings, terrains, cours et jardins attenants auxdits bâtiments que le Parlement européen serait amené à occuper, même temporairement, dans l'exercice de ses activités officielles. Dans ce cas, l'application du présent Arrangement ne vaudra que pour la durée pendant laquelle le Parlement utilisera ces locaux.

Article 2 : Responsabilité

1. La responsabilité en matière de protection, de sécurité et de maintien de l'ordre à l'intérieur de la zone d'inviolabilité relève des services de sécurité du Parlement européen qui exercent leurs missions sur la base des règles internes du Parlement. Le Parlement européen est responsable du contrôle d'accès à ses différents immeubles ainsi que de la délivrance des autorisations d'accès y afférentes. Il peut en refuser l'accès à toute personne qui présente une menace pour la sécurité ou dont la présence n'est pas dans l'intérêt de l'institution, et a également la charge de l'éventuelle expulsion de telles personnes, hors de la zone d'inviolabilité (à coordonner, selon le cas, avec les autorités françaises, cf. paragraphe 3).

2. Tous les évènements se produisant à l'extérieur de la zone d'inviolabilité relèvent de la responsabilité des autorités françaises.

3. Les évènements qui se seraient déroulés à l'intérieur de la zone d'inviolabilité, donnant lieu à une expulsion de ladite zone, mais susceptibles de relever d'une incrimination pénale française seront de la responsabilité des services du Parlement européen jusqu'à la remise effective, et hors la zone d'inviolabilité, de la ou des personnes concernées aux autorités françaises (action concertée et coordonnée entre les services du Parlement européen et les autorités françaises). L'identité des personnes mises en cause sera communiquée au Parlement européen à l'issue de l'intervention des autorités françaises, dans le cas où la personne expulsée aurait refusé de se soumettre au contrôle d'identité des services de sécurité du Parlement européen.

Article 3 : Modalités d'intervention des forces de sécurité françaises à l'intérieur de la zone d'inviolabilité

1. À l'exception des cas d'urgence visés au paragraphe 2, les services de sécurité français (sécurité et protection) ne pourront pénétrer à l'intérieur de la zone d'inviolabilité qu'avec l'autorisation préalable du Parlement européen.

2. Dans le cas de menaces imminentes mettant gravement en péril la sécurité ou la sûreté des personnes et/ou des bâtiments du Parlement, telles que, par exemple, en cas d'incendie, de catastrophes naturelles, de glissements de terrain, de fuites d'eau importantes ou d'attaques terroristes, et où, en vertu de l'urgence, la procédure d'autorisation visée au paragraphe 1, ne peut pas être appliquée, l'autorisation à l'intention des autorités françaises de pénétrer dans la zone d'inviolabilité afin de mettre fin à la menace est présumée acquise.

En cas d'intervention d'urgence, les autorités françaises prendront toutes les mesures qu'elles considèrent nécessaires afin de mettre fin à la menace. Elles aviseront, immédiatement, les services de sécurité du Parlement européen (via les numéros suivants 00 33 3 88 16 46 29 ou 00 33 3 88 17 30 22) et se coordonneront avec eux quant à la gestion de l'incident. Un rapport justifiant l'urgence et expliquant les mesures prises sera envoyé à l'issue de l'intervention par les services de sécurité de l'État français au Parlement européen. L'identité des personnes mises en cause sera communiquée au Parlement européen à l'issue de cette intervention des services de sécurité français.

3. Sans préjudice des cas d'urgence, visés au paragraphe 2, et afin d'assurer l'ordre à l'intérieur de la zone d'inviolabilité, le Parlement européen peut adresser une demande d'assistance, sous forme de réquisition, aux autorités françaises quand il l'estime nécessaire. Les autorités françaises sont tenues d'y déférer, avec les moyens à déterminer en accord avec les services de sécurité du Parlement européen.

4. Les forces de sécurité françaises intervenant à l'intérieur de la zone d'inviolabilité exercent leurs missions sur la base du droit national applicable et demeurent sous l'autorité de leur propre hiérarchie. Dans l'accomplissement de sa mission, cette autorité hiérarchique agit en étroite collaboration avec le Parlement européen qui est tenu informé en permanence.

5. La réquisition des interventions des services de sécurité incendie et de secours aux personnes se fera sur demande téléphonique émise à partir des lignes spécialisées reliant les postes de sécurité incendie du Parlement et le Centre de Traitement des appels du Service Départemental d'Incendie et de Secours et du SAMU. Cette procédure vise à assurer la protection des personnes et des biens et à garantir une assistance rapide aux victimes. Les services de sécurité du Parlement européen informeront, sans délai, la Direction Départementale de Sécurité Publique du Bas-Rhin de ces demandes.

6. Les forces de sécurité ou de secours engagées par les autorités françaises obtempèrent, sans délai, à toutes modifications de la réquisition et, notamment, à toute demande formulée par le Parlement de repli temporaire ou de suspension d'une partie ou de la totalité de la zone d'inviolabilité.

Article 4 : Accès de personnes à la zone d'inviolabilité

Les autorités françaises garantissent le libre accès aux immeubles du Parlement européen à tous les députés européens, à tous les fonctionnaires, agents et stagiaires du Parlement européen ainsi qu'aux journalistes accrédités, aux personnes invitées et aux visiteurs.

En cas de demande, les autorités françaises accordent, sans délai et sans frais, les visas ou titres nécessaires au transit des députés européens, des fonctionnaires, agents ou stagiaires du Parlement, des journalistes accrédités ainsi que des personnes invitées par le Président du Parlement européen sur le territoire français, à destination ou en provenance des immeubles du Parlement à Strasbourg.

Article 5 : Collaboration entre les autorités françaises et le Parlement européen

1. Échange d'informations

Le Parlement européen et les autorités françaises s'informent mutuellement de toutes les questions de sécurité concernant la protection des personnes et des biens. Ils se communiquent, notamment, les noms et qualités de leurs autorités responsables en matière de sécurité, ainsi que les délégations de pouvoirs en vigueur.

Le Parlement européen, dès qu'il en a connaissance, s'engage à tenir informées les autorités françaises des visites VIP et des évènements qui pourraient avoir une influence sur l'ordre public. Dans ce cas, les autorités françaises et le Parlement européen mettent en œuvre un échange d'informations et se concertent pour convenir des mesures à mettre en place. Le Parlement européen transmet aux autorités françaises, au plus tard le vendredi de la semaine précédant la session parlementaire, le programme des visites officielles et des évènements programmés.

Au plus tard le premier jour ouvrable de chaque session plénière, et avant toute manifestation d'ampleur, les services de la préfecture du Bas-Rhin et du Parlement européen se consultent pour analyser les différents aspects sécuritaires des évènements à venir.

2. Évaluation mensuelle de la menace

Le Service de la Protection (SDLP) sollicitera une évaluation mensuelle de la menace pouvant viser le Parlement européen auprès de l'Unité de Coordination de la Lutte Anti-Terroriste (UCLAT). Le Service de la Protection communiquera au Parlement européen les résultats ainsi obtenus.

3. Contrôle d'explosifs au sein du Parlement européen

Le Service de la Protection sera en charge d'organiser le déminage des locaux désignés comme sensibles par les services de sécurité du Parlement européen et ce, pour chaque session du Parlement européen.

Article 6 : Protection rapprochée des personnalités au sein du Parlement européen

1. Protection rapprochée du Président et d'autres personnalités du Parlement européen

Afin d'assurer la protection rapprochée des personnalités du Parlement européen, une réquisition sera adressée aux autorités françaises.

Les autorités françaises, après évaluation de l'UCLAT, mettront en place les moyens qu'elles jugeront nécessaires pour la protection rapprochée du Président et d'autres personnalités du Parlement. Elles informeront les services de sécurité du Parlement européen des mesures prises. Les forces mises à disposition du Parlement européen demeurent sous l'autorité de leur propre hiérarchie. Dans l'accomplissement de sa mission, cette autorité hiérarchique agit en étroite collaboration avec le Parlement, qui est tenu informé en permanence. Les forces de sécurité ou de secours engagées par les autorités françaises obtempèrent, sans délai, à toutes modifications de la réquisition et, notamment, à toute demande formulée par le Parlement de repli temporaire ou de suspension d'une partie ou de la totalité de la zone d'inviolabilité.

2. Protection rapprochée des personnalités en visite au Parlement européen

Les personnalités en visite officielle ou de travail auprès du Parlement européen à Strasbourg peuvent bénéficier, le cas échéant, d'une protection rapprochée par les services de police français. Le Service de la Protection sollicitera auprès de l'UCLAT l'évaluation de la menace visant ces personnalités en visite au Parlement européen à Strasbourg.

Les Chefs d'État ou de Gouvernement et les représentants des institutions de l'Union et des organisations internationales désignées dans la réglementation interne du Parlement applicable peuvent être accompagnés par deux agents de sécurité externes armées, qu'il s'agisse de deux fonctionnaires de l'État français, de deux agents du pays invité, de deux agents de l'institution/organisation internationale, ou d'une combinaison des options précédentes (1+1). Le Parlement peut autoriser la présence de personnel de sécurité externe supplémentaire pour de telles délégations et peut également permettre à d'autres visiteurs d'être accompagnés par du personnel de sécurité externe armé.

Chaque demande pour le déploiement d'agents de sécurité armés, externes au Parlement européen, devra être soumise à l'avance et par écrit au Parlement. Il sera précisé sur chaque demande le type d'arme utilisée, le numéro de série de l'arme ainsi que le nombre de munitions qui seront portées par l'agent de protection rapprochée pendant sa mission. Ces demandes sont nominatives et des remplacements de dernière minute ne pourront pas être possibles sans l'accord exprès du Parlement. Avant de délivrer les autorisations de déploiement, le Parlement communiquera les modalités de transport, de détention et d'usage des armes aux officiers de sécurité armés, externes au Parlement européen.

Article 7 : Gestion des crises

Tout évènement visé à l'article 3.2 mettant gravement en cause la sécurité des personnes donnera lieu à la mise en place d'une cellule de crise commune.

Article 8 : Révision du présent Arrangement

Chacune des parties peut soumettre un projet tendant à la révision du présent Arrangement. Les modifications de celui-ci sont décidées d'un commun accord entre les parties et entrent en vigueur à la date fixée selon la même procédure.

Article 9 : Dénonciation

Le présent Arrangement peut être dénoncé à la demande d'une des parties, moyennant un préavis de douze mois, notifié par lettre recommandée.

Article 10 : Résolution de différends

Tout différend entre les parties relatives à l'interprétation ou l'application du présent Arrangement est porté à la connaissance du Président du Parlement européen et du Préfet du Bas-Rhin, en vue de rechercher une solution négociée entre les parties.

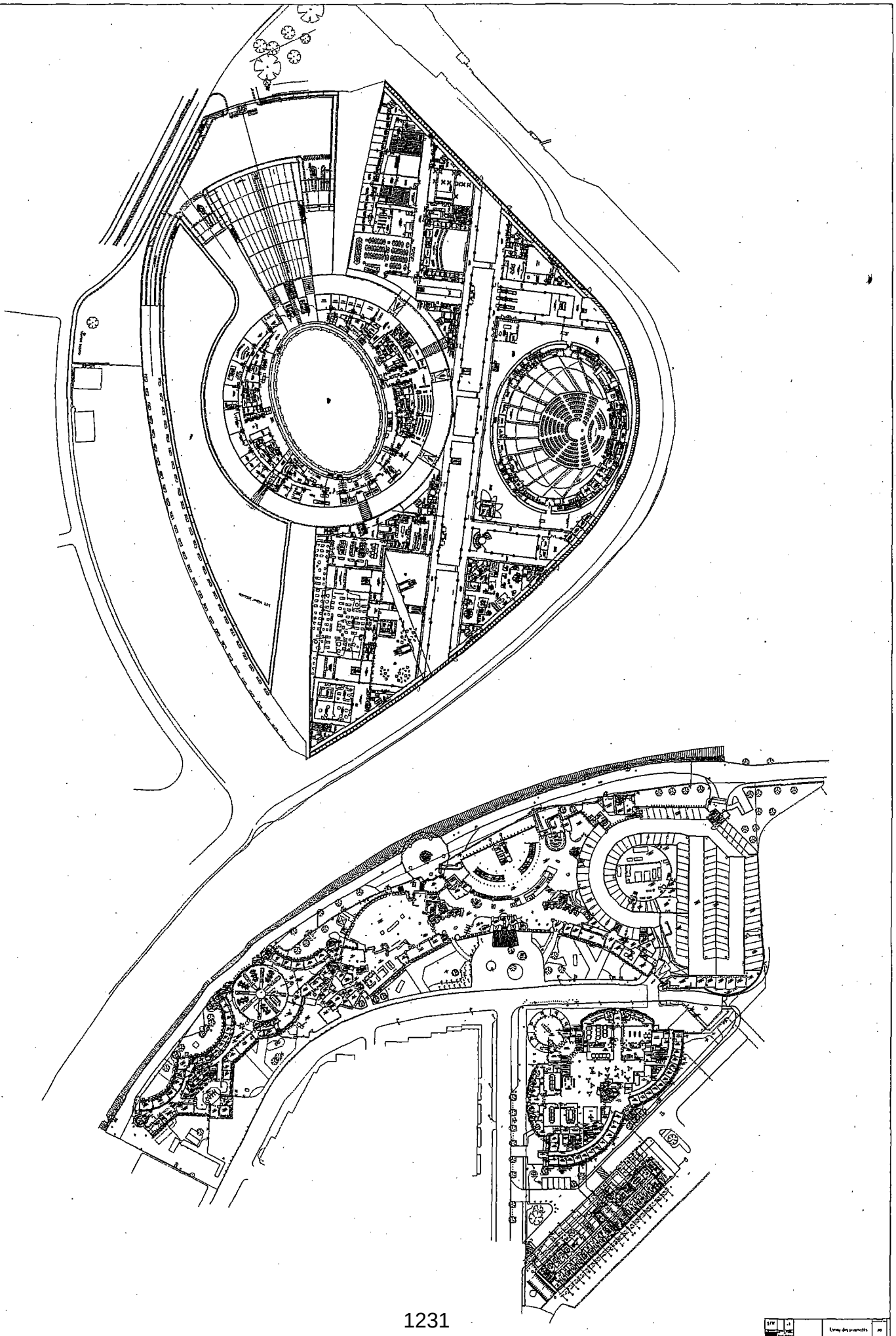
Article 11: Entrée en vigueur

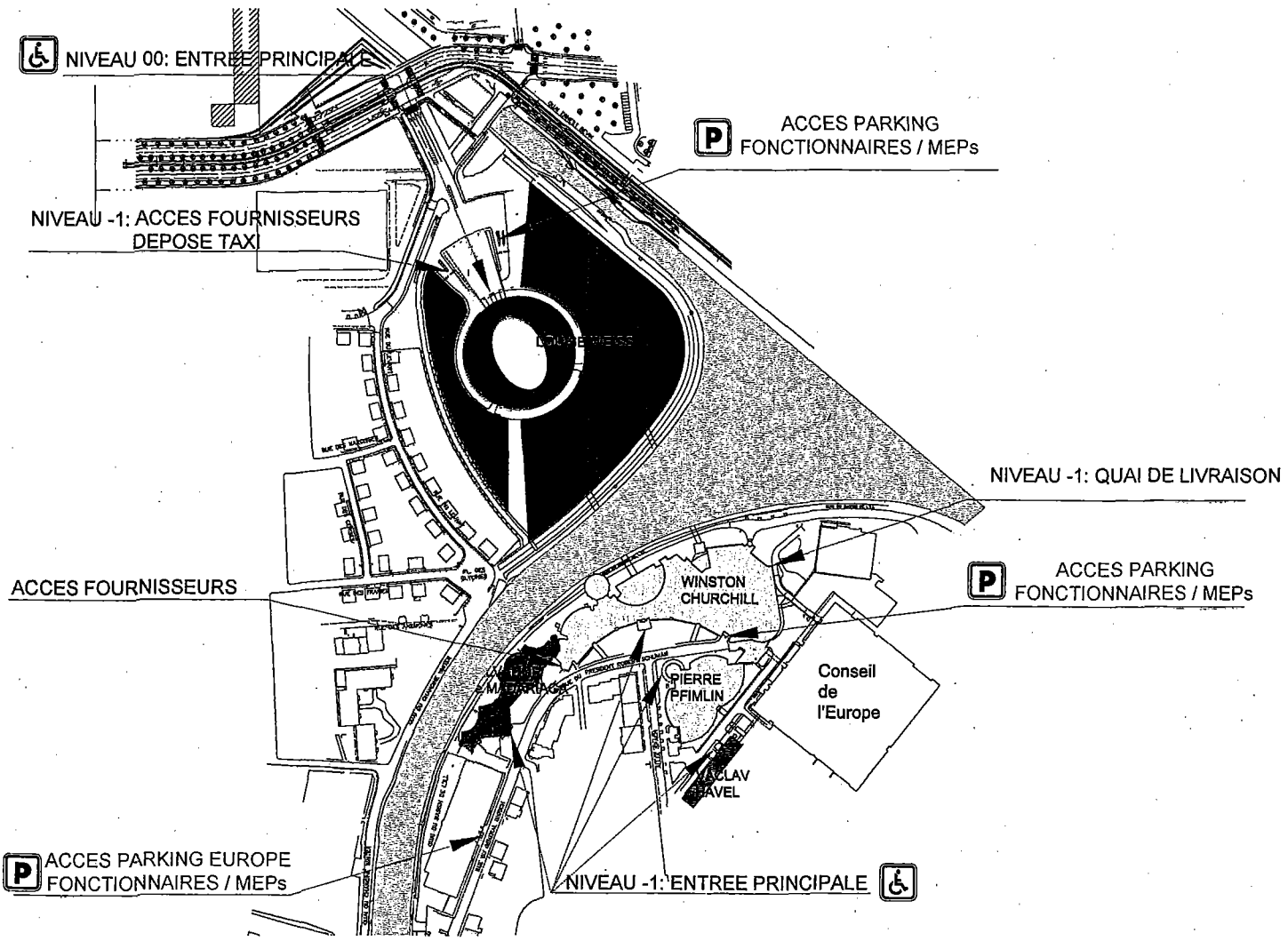
Un échange de lettres entre le Président du Parlement européen et le Préfet du Bas-Rhin confirmera le présent Arrangement administratif.

Le présent Arrangement remplace l'Arrangement administratif du 25 juin 1998 entre le Parlement européen et les autorités françaises relatif à la sécurité des immeubles du Parlement européen à Strasbourg.

Il s'applique à partir du 2 juillet 2019

Annexes : Plan du site - limite des propriétés visé à l'article 1er, point a
Dénomination des bâtiments et leurs implantations




NIVEAU 00: ENTREE PRINCIPALE
ACCES PARKING
FONCTIONNAIRES / MEPs
NIVEAU -1: ACCES FOURNISSEURS
DEPOSE TAXI
NIVEAU -1: QUAI DE LIVRAISON
ACCES FOURNISSEURS
ACCES PARKING
FONCTIONNAIRES / MEPs
WINSTON
CHURCHILL
PIERRE
PFIMLIN
Conseil
de
l'Europe
ACCES PARKING EUROPE
FONCTIONNAIRES / MEPs
NIVEAU -1: ENTREE PRINCIPALE

VERSION PROVISOIRE

PROTOCOLE D'ACCORD

Relatif au partenariat entre le Parlement Européen et la Ville de Strasbourg dans la célébration du

« EYE – European Youth Event / Rencontre des jeunes européens »

STRASBOURG, 8 et 9 octobre 2021

ENTRE

L'Union européenne, représentée par le Parlement européen,

dont le siège est sis 1, avenue du Président Robert Schuman à 67070 STRASBOURG Cedex

représenté par le Directeur-General de la DG COMM, M. Jaume DUCH-GUILLOT,

d'une part,

ET

La Ville de Strasbourg,

dont le siège est sis 1, parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG CEDEX,

représentée par sa Maire en exercice, Mme Jeanne BARSEGHIAN, en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020.

d'autre part,

Préambule

Les 8 et 9 octobre 2021, aura lieu la 4ème édition du « *European Youth Event (EYE)* », un rassemblement de 3 000 à 5 000 jeunes européens de 16 à 30 ans, organisé par le Parlement européen et dont la Ville de Strasbourg est partenaire. Le programme se scinde entre une partie organisée dans le Parlement européen, sous forme de table-rondes ou workshops, dont l'objectif est de formuler des préconisations sur l'Europe à l'attention des Eurodéputés et une autre plus festive, dans le cadre d'un village installé à l'île des sports. Pour la première fois, la programmation se déroulera sur place et en ligne et cette rencontre coïncidera avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe, offrant ainsi aux jeunes européens la possibilité de prendre part à un large processus de consultation citoyenne en Europe.

Par un échange de lettres entre la Maire de Strasbourg et le Président du Parlement européen, les deux parties se sont engagées à favoriser l'organisation d'EYE à Strasbourg.

À cette fin, le Parlement européen est responsable de l'organisation de l'événement en collaboration avec un prestataire en charge de la logistique interne et externe ainsi qu'avec

des organisations de jeunesse et des groupes de jeunes pour la mise en œuvre d'un programme riche et varié. Le Parlement européen favorise la venue à Strasbourg de jeunes en provenance de toute l'Union européenne en contribue financièrement aux frais de transport, d'hébergement et de subsistance des 3000 participants. Dans un souci de durabilité économique, sociale et environnementale, le Parlement européen veille à travailler autant que possible avec des prestataires locaux et à promouvoir par sa communication l'événement auprès de la population jeune locale. Le budget investi par le Parlement européen pour l'organisation de l'EYE à Strasbourg s'élève à plus de 2,5 millions d'euros.

La Ville de Strasbourg quant à elle est partenaire de EYE et mettra gracieusement à disposition des espaces et terrains sportifs, pour une valeur estimée à 16 000 €, sans compter la remise en état des équipements après EYE et les frais de dépose de barrières etc., une partie du matériel demandé par le Parlement européen (chaises, tables, garnitures, blocs béton, barrières) pour un montant de 15 500 € environ, et prendra à sa charge les frais de pré-signalisation estimés à environ 6 000 €, ce qui porte l'engagement gracieux de la Ville de Strasbourg à environ 37 500 €. Elle veille également à encourager les jeunes Strasbourgeois à participer à EYE. À cette fin, elle mettra en œuvre une stratégie de communication globale comprenant une campagne d'affichage sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, une campagne digitale partagée par le Lieu d'Europe et l'UNISTRA, un communiqué de presse ainsi qu'un article publié dans le Strasbourg Magazine d'octobre 2021, diffusé à 110 000 exemplaires. Parallèlement, la Ville de Strasbourg animera un stand dans le EYE Village.

Les deux parties reconnaissent le rôle actif de la société DDMC, prestataire du Parlement européen, (ci-après dénommé « prestataire ») dans la mise en œuvre et la coordination logistique du Village de l'EYE, notamment vis-à-vis des bénéficiaires d'une subvention européenne qui y organisent des activités (ci-après dénommés « bénéficiaires ») ainsi que d'entités économiques y intervenant. Le prestataire agira à tout moment sous le contrôle direct des services compétents du Parlement européen.

1. Objet

1.1. Le présent protocole vise à définir les conditions de la coopération entre les administrations de deux institutions publiques partenaires dans la célébration du « EYE – EUROPEAN YOUTH EVENT / RENCONTRE DES JEUNES EUROPEENS » à Strasbourg les 8 et 9 octobre 2021, (ci-après désigné « l'Évènement »).

1.2. Le présent protocole s'applique uniquement pour l'organisation de l'Évènement et ne peut en aucun cas créer un précédent entre la Ville de Strasbourg et le Parlement pour l'organisations d'événements futurs.

1.3. Le Parlement européen est l'organisateur exclusif de cet Évènement. À ce titre, il assume seul, vis-à-vis de la Ville de Strasbourg, la responsabilité, le financement et l'organisation de l'ensemble des activités organisées dans le cadre de l'Évènement.

1.4. Pour ce qui concerne spécifiquement les activités organisées dans le EYE Village, le Parlement européen recourra aux services de son prestataire, la société DDMC Event Design. Étant précisé que ceci ne fait nullement obstacle à ce que la responsabilité du Parlement européen puisse être pleinement engagée, y compris à raison de ces activités.

1.5. La Ville de Strasbourg apporte son soutien au Parlement européen selon les modalités détaillées dans ce protocole, après approbation du Conseil municipal et dans la limite des compétences qui lui sont dévolues.

2. Autorisation d'occupation précaire des dépendances du domaine public de la Ville de Strasbourg

2.1. La Ville de Strasbourg autorise le Parlement européen à occuper les dépendances de son domaine public listées ci-après (voir plan en annexe n°1). La présente autorisation est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions reprises dans ce Protocol.

- Les parkings du Tennis Club de Strasbourg ;
- Les espaces entourant le court central du tennis club de Strasbourg, à l'exclusion de ce-dernier (qui devra impérativement faire l'objet de mesures de protection afin d'éviter toute dégradation) / espaces « gradins », courts bétonnés ;
- Le parking situé à côté du gymnase Menora – dénommé « parking gymnase » sur les plans, ainsi que la partie herbeuse attenante ;
- Le parking situé à l'arrière du parking en silo de l'Ile des sports – dénommé « parking piscine » sur les plans ;
- Les terrains synthétiques du stade du Canal, et du stade de l'Ill (vestiaires associés), uniquement pour des activités sportives;
- Le terrain de base-ball, exclusivement pour une activité base-ball ou softball
- Le gymnase Menora utilisé pour le centre d'accréditation de l'Évènement ;
- Le gymnase AGR, uniquement pour des activités sportives;
- Les terrains de basket-ball attenants, exclusivement pour des activités sportives;
- Le boulevard Pflimlin pour le EYE village;
- L'espace devant le Parlement européen et le pont piéton du Wacken pour l'entrée du EYE village;

- La rue Lucien Febvre ainsi que la partie sud du pont Joseph Bech (du boulevard de Dresde vers le boulevard Pflimlin).

2.2. Durée de validité de l'autorisation d'occupation du domaine public

La présente autorisation est consentie du 1er octobre au 12 octobre 2021.

À l'expiration de l'autorisation d'occupation du domaine public selon le terme convenu ou à sa révocation ou renonciation, quelle qu'en soit la cause ou la partie initiatrice, le Parlement européen fera enlever à ses frais l'ensemble des équipements qui lui appartient et remettra les dépendances occupées dans leur état antérieur.

Sans préjudice du paragraphe précédent, les équipements sportifs devront être réutilisables dès le lundi 11 octobre 2021, là où des animations sportives sont prévues et dans le gymnase Menora. Au Tennis Club de Strasbourg, une réutilisation des sites sera à prévoir au plus tard le mercredi 13 octobre 2021.

Au-delà de ce délai, la Ville de Strasbourg fera procéder à la dépose d'office des équipements aux frais et risques du Parlement européen.

Si, à la demande du Parlement européen, la Ville de Strasbourg accepte que tout ou partie des équipements ne fasse pas l'objet d'une dépose, ceux-ci deviennent la pleine propriété de la Ville de Strasbourg, sans que cette dernière ne soit tenue au versement d'une quelconque indemnité à ce titre.

2.3. État des dépendances

Le Parlement européen déclare avoir pris connaissance des dépendances concernées. Un état des lieux et des biens sera dressé par écrit et contradictoirement par les deux parties, à la fois lors de la remise des biens en amont de l'Évènement et lors de leur restitution à la Ville de Strasbourg.

Les frais liés aux éventuelles réparations de ces biens donneront lieu à une prise en charge par les assurances souscrites à cet effet.

2.4. Installation d'équipements par le Parlement européen

Le Parlement européen est autorisé à implanter les équipements sur les dépendances telles qu'énumérées à l'article 2.1.

La Ville de Strasbourg autorise le Parlement européen à octroyer, par l'entremise de son prestataire, un titre de sous-occupation du parking du Tennis Club de Strasbourg et de la zone parking du gymnase Menora, en vue d'y déployer une activité de restauration rapide à emporter (foodtrucks), à l'exclusion de toute autre activité. Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, s'engage à transmettre la liste des foodtrucks sélectionnés à la Ville pour information.

3. Mise à disposition des biens mobiliers

3.1. La Ville de Strasbourg mettra à disposition gratuitement des biens mobiliers sur demande du Parlement européen, qui comprendront notamment:

- 400 chaises,
- 200 tables,
- 60 garnitures,
- 92 blocs béton,
- 195 barrières Heras pour 677m de long,
- 310 barrières Vauban,
- et les panneaux de pré-signalisation pour la déviation du Boulevard Pflimlin, d'une partie du pont Joseph Bech et de la rue Lucien Fèbvre.

Le Parlement européen prend les équipements dans l'état où ils se trouvent.

3.2. La Ville de Strasbourg se chargera gracieusement du transport et de l'installation des équipements mis à disposition. La Ville fera enlever aussi à ses frais l'ensemble des équipements qui lui appartient.

3.3. Le matériel et les prestations pour lesquels la Ville de Strasbourg fait appel à des marchés publics ne pourront être mis à disposition du Parlement européen.

4. Impact de la manifestation sur le plan de circulation du quartier Wacken.

Dans le cadre du EYE village, les conditions de circulation suivantes s'appliqueront:

- Le boulevard Pflimlin sera fermé à la circulation du jeudi 7 octobre (6h00) au dimanche 10 octobre (6h00). La rue devra rester accessible et praticable aux véhicules de secours sur toute sa longueur. Des installations non-amovibles ne pourront être installées qu'en-dehors des couloirs règlementaires prévus à cette fin.
- La rue Lucien Febvre sera fermée à la circulation du jeudi 7 octobre (6h00) au dimanche 10 octobre 2021 (6h00). L'interdiction de circulation ne concernera que les véhicules. La rue restera ouverte aux vélos et piétons. Les installations (tonnelles etc..) seront positionnées de part et d'autre de la rue, sur les surfaces herbeuses, sauf si l'emprise des travaux prévus à cette date dans la zone nous en empêche. La rue devra rester accessible et praticable aux véhicules de secours sur toute sa longueur. Des installations non-amovibles ne pourront être installées qu'en-dehors des couloirs règlementaires prévus à cette fin.

- la partie sud du pont Joseph Bech sera fermée à la circulation du jeudi 7 octobre (6h00) au dimanche 10 octobre 2021 (6h00). L'interdiction de circulation concernera tous les véhicules, les vélos et les piétons.

5. Réparations

En cas de réparations, travaux d'intérêt public ou autres réalisés par la Ville de Strasbourg, cette dernière s'engageant à les exécuter avec diligence et en concertation avec le Parlement européen, sauf en cas d'urgence.

6. Conditions financières

6.1. Gratuité

Pour ce qui concerne les biens occupés directement par le Parlement européen au titre de l'Événement, l'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit, conformément à la délibération du Conseil municipal du 20 septembre 2021.

6.2. Redevance

Pour ce qui concerne les dépendances occupées par le(s) sous-occupants en vue d'un service de restauration rapide à emporter (foodtrucks), l'occupation est autorisée par la Ville moyennant le paiement d'un montant de 7,60 €/ m2 par jour.

Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, s'engage à transmettre la liste des foodtrucks sélectionnés à la Ville pour information. Également, par l'entremise de son prestataire, le Parlement européen s'engage à transmettre à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires à la facturation de l'occupation du domaine public (le nombre de mètres carrés occupés par les foodtrucks), dans un délai de 48h après la tenue de l'évènement.

Le paiement sera effectué directement par les sous-occupants (foodtrucks) à la Ville de Strasbourg, une fois que les services du Parlement auront vérifié et approuvé les factures, par virement bancaire au compte suivant :

IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056

BIC : BDFEFRPPCCT

7. Obligations du Parlement européen en sa qualité d'organisateur de l'Événement

Le Parlement européen est l'organisateur exclusif de l'Évènement. À ce titre, il assume seul, vis-à-vis de la Ville de Strasbourg, la responsabilité, le financement et l'organisation de l'ensemble des activités organisées dans le cadre de l'Évènement. Le Parlement européen informe la Ville de Strasbourg que pour ce qui concerne spécifiquement les activités organisées dans le EYE village, l'organisation logistique de l'événement est assurée

exclusivement par le Parlement européen et son prestataire. Le Parlement européen est l'unique interlocuteur de la Ville de Strasbourg. Cette dernière n'a aucun lien juridique avec les prestataires et sous-traitants retenus le cas échéant par le Parlement européen au titre de l'Évènement.

Le Parlement européen s'engage à porter immédiatement à la connaissance de la Ville de Strasbourg tout fait quel qu'il soit susceptible de porter préjudice au domaine public ou aux droits de la Ville de Strasbourg.

7.1. Sécurité

Conformément à l'Arrangement administratif entre le Parlement européen et les Autorités françaises relatif à la sécurité des immeubles du Parlement européen à Strasbourg, en application depuis le 2 juillet 2019 (annexe 2), les dépendances du domaine public de la Ville de Strasbourg intègrent la zone d'inviolabilité pendant toute la durée de leur mise à disposition.

Le Parlement européen est responsable de la mise en œuvre des consignes sanitaires imposées par les autorités nationales et du suivi des prévisions et de la situation météorologique.

7.2. Surveillance

La Ville de Strasbourg, n'assumant en aucun cas la surveillance des biens immobiliers mis à la disposition du Parlement européen pendant la tenue de l'Événement, est dégagée de toute responsabilité dans tous les cas d'effraction, de déprédation, de vol ou pour toute autre cause, de perte ou dommage survenant aux personnes ou aux biens.

7.3. Communication

Le Parlement européen s'engage à promouvoir la contribution de la Ville à l'Événement auprès des participants en tant que partenaire et ville d'accueil de l'Évènement.

7.4. Assurances

Le Parlement européen fait son affaire de la conclusion d'une couverture assurantielle suffisante et adaptée à l'Évènement qu'il organise et à son ampleur, de sorte que la Ville de Strasbourg ne pourra être inquiétée à raison de la survenance d'un accident ou d'un sinistre à cette occasion. De la même manière, le Parlement européen garantit à la Ville de Strasbourg que son prestataire se dotera d'une couverture assurantielle répondant aux mêmes exigences pour les activités de l'Évènement qui le concernent.

7.5. Autres autorisations

Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, fera son affaire de l'obtention des autorisations relatives aux établissements recevant du public (ERP) ainsi que de déposer un dossier de sécurité en Préfecture, relatif à l'installation des équipements prévus sur le domaine public occupé, et de manière générale à la tenue des activités organisées dans le cadre de l'Événement.

Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, déposera auprès de la direction de la Réglementation urbaine de la Ville de Strasbourg, les demandes d'arrêtés et la Ville de Strasbourg assurera le positionnement, la pose et l'enlèvement des panneaux de signalisation sur les voies, ainsi que la pré-signalisation adéquate.

Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, sollicitera une dérogation auprès de la Ville de Strasbourg pour l'autorisation de sonorisation dans l'espace public.

Le Parlement européen, par l'entremise de son prestataire, fera les démarches nécessaires pour obtenir les autorisations formelles auprès de la Ville de Strasbourg concernant la vente d'alcool sur l'espace public, le cas échéant.

7.6. Entretien

Le Parlement européen veillera à ce que son prestataire n'entrave pas le bon fonctionnement du service de collecte des déchets de l'Eurométropole de Strasbourg. Le Parlement européen veillera à ce que son prestataire fasse procéder à l'enlèvement des déchets non ménagers.

7.7. Circulation piétonnière et communication riverains

Le Parlement européen veillera à ce que son prestataire mette en œuvre les éléments de sécurisation nécessaires au cheminement des piétons entre les sites et organise la communication auprès des riverains (rédaction du courrier d'information aux riverains et boîtage en amont de l'EYE).

8. Force majeure

On entend par « force majeure » toute situation ou tout événement exceptionnel qui est imprévisible, irrésistible, indépendant de la volonté des parties et non imputable à la faute ou à la négligence de l'une d'elles, et qui empêche l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant du présent Protocol.

Si l'une des parties est confrontée à un cas de force majeure, elle en avertit sans délai l'autre partie, en en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles. Aucune des parties ne sera tenue en défaut de ses obligations si elle a été empêchée d'exécuter ces obligations par un cas de force majeure.

Si, à la suite d'un cas de force majeure le Parlement européen serait contraint de retarder ou de modifier de manière substantielle l'Évènement, le présent Protocol serait soit annulé soit suspendu.

9. Révocation de l'autorisation d'occupation du domaine publique par la Ville de Strasbourg.

L'autorisation d'occupation du domaine public peut être révoquée par la Ville de Strasbourg sans que le Parlement européen puisse prétendre à une indemnisation à ce titre, après concertation avec le Parlement, dans les cas suivants :

a) Pour un motif d'intérêt général, notamment pour de raisons de sécurité ou de santé publique;

b) En cas d'inexécution par le Parlement européen des obligations contractuelles;

c) Au cas où le Parlement européen viendrait à annuler pour quelque motif que ce soit, l'Événement en présentiel.

La révocation de l'autorisation d'occupation du domaine public interviendra sous préavis de 3 jours à compter de sa notification par courriel avec demande de confirmation de réception.

En cas de révocation de l'autorisation d'occupation consentie au Parlement européen, toute éventuelle autorisation de sous-occupation domaniale sera automatiquement frappée de caducité.

10. Renonciation à l'autorisation d'occupation du domaine public par le Parlement européen.

Le Parlement européen pourra renoncer à la présente autorisation d'occupation du domaine public, après concertation avec la Ville de Strasbourg, dans les cas suivants :

a) Renonciation à la tenue de l'Événement en présentiel, sans que la Ville de Strasbourg puisse prétendre à une indemnisation à ce titre;

b) Inexécution persistante de ses obligations par la Ville de Strasbourg malgré l'écoulement d'un délai de 3 jours suivant notification d'une mise en demeure adressée par courriel avec demande de confirmation de réception.

La renonciation sera notifiée à la Ville de Strasbourg par courriel avec demande de confirmation de réception.

11. Règlement des litiges

Toute contestation qui pourrait s'élever entre la Ville de Strasbourg et le Parlement européen au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Protocole d'accord fera l'objet d'une tentative de résolution amiable.

Si aucun accord ne peut être trouvé dans les soixante jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiant la difficulté en cause, le litige est soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg,

Nombre de copies originales

Signatures

Liste des annexes :

1. **Annexe 1** : Plan global relatif au « European Youth Event (EYE) »
2. **Annexe 2 :** Arrangement administratif entre le Parlement européen et les autorités françaises relatif à la sécurité des immeubles du Parlement européen à Strasbourg.

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Délibération constitutive de l'Agora Strasbourg Capitale européenne en comité consultatif.

Numéro V-2021-1265

Mise en place par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en août 2020, l'Agora Strasbourg Capitale européenne fédère les acteurs.trices du territoire autour des enjeux du statut européen de Strasbourg.

Cet espace de dialogue, de coordination des actions menées en commun, de portage et de mise en œuvre d'initiatives pour la promotion de l'Europe à Strasbourg regroupe toutes les forces vives du territoire qui œuvrent pour la stratégie européenne de Strasbourg. Formée des anciennes instances Task Force « Strasbourg The Seat » et CŒURS (Comité pour l'Europe de et à Strasbourg), elle réunit les partenaires institutionnels, les acteurs.trices associatifs et transfrontaliers et a vocation à s'ouvrir de manière plus large aux acteurs.trices de l'Université, du monde économique, culturel et de la transition écologique, sociale et démocratique.

La mise en place de cette structure permet de porter collectivement et de manière transversale une stratégie européenne dont l'un des enjeux prioritaires est la promotion du siège du Parlement européen à Strasbourg et une nouvelle ambition démocratique et citoyenne européenne. Depuis un an, l'Agora Strasbourg Capitale européenne permet et facilite la rencontre d'une diversité d'acteurs.trices issus de parcours et de domaines différents permettant ainsi une coordination et l'organisation d'actions communes et partagées à destination des habitants.es de tout le territoire.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe et la présidence française du Conseil de l'Union européenne sont deux évènements majeurs à l'agenda européen et pour Strasbourg, pour lesquels la Ville prendra toute sa part et toute sa place dans le débat. Véritable outil de la mobilisation citoyenne, l'Agora Strasbourg Capitale européenne continuera et renforcera le travail entamé pour garantir une participation citoyenne dynamique et la plus large possible pour faire de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le lieu de l'expression citoyenne européenne.

Il est soumis au Conseil municipal une délibération constitutive de l'Agora Strasbourg Capitale européenne.

<u>Composition de l'Agora Strasbourg Capitale européenne</u>

Réunissant toutes les forces vives du territoire, l'Agora Strasbourg capitale européenne est composée de la manière suivante :

- La Maire de Strasbourg, qui préside l'Agora Strasbourg Capitale européenne
- La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
- La Préfète de Région et/ou son-sa/ses représentant.es
- Le Président du Conseil régional du Grand Est et/ou son-sa représentant.e
- Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace et/ou son-sa représentant.e
- Les députés.es des circonscriptions strasbourgeoises
- Les sénateurs.trices du Bas-Rhin
- Des députés.es européens.nes
- La Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe
- Les Adjoint.e.s à la Maire et Conseiller.ère.s municipaux délégué.e.s
- Les représentant.e.s des groupes politiques au Conseil municipal de Strasbourg
- Le Président et/ou son-sa/ses représentant.es de l'Université de Strasbourg
- Les associations, fondations et organismes du territoire à vocation européenne comme par exemple le Centre d'Information sur les Institutions européennes, Youth Express Network, l'Association parlementaire européenne, Sauvons l'Europe, l'ALDA, Les Jeunes Européens Strasbourg, la Maison Europe Strasbourg Alsace, le Mouvement européen Alsace, Union des fédéralistes Européens Alsace, Fondation pour Strasbourg, EUROPA, l'AEJE, Académie européenne du Grand Est, Stras'Impulsion, CERAG, Europe et Démocratie, Strasbourg pour l'Europe, ESN Strasbourg, ESN France, Collectif Strasbourg Europe, C l'Europe, Alliance française Strasbourg-Europe, Unir l'Europe, Regards d'enfants, Association européenne des Ecoles d'études politiques, Europe ensemble, Amicale du Conseil de l'Europe, Euradio Strasbourg, Cercle européen, Parcours le Monde Grand Est, PanEurope France…
- Les associations, fondations, structures et organismes du territoire œuvrant en faveur de la démocratie, de la citoyenneté, de l'éducation populaire, du sport, de la transition écologique et sociale, du monde économique et culturel comme par exemple le Chœur philharmonique de Strasbourg, No Limit Orchestra, Mémoire et Patrimoine, AMSED, Culture et Bilinguisme, Espace Européen Gutenberg, Unsri Gschicht, Maison des Potes Strasbourg, le Pôle européen d'administration publique…
- Les acteurs.trices transfrontaliers œuvrant à la promotion du statut européen de Strasbourg comme par exemple le Centre européen de la Consommation, Bürger Forum Citoyens Eurodistrikt, Eurodistrict Strasbourg – Ortenau, Euro Regio Club, Eurolatio…

Missions et objectifs de l'Agora Strasbourg Capitale européenne

L'Agora Strasbourg Capitale européenne s'inscrit dans l'ambition générale de la municipalité de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg de donner davantage de place à la démocratie locale et à l'élaboration d'une culture européenne commune par le renforcement des liens entre les Strasbourgeois.es et l'Europe en s'appuyant sur l'ensemble des institutions européennes présentes à Strasbourg.

S'inscrivant dans les 5 axes politiques de la stratégie internationale, européenne et transfrontalière de la ville de Strasbourg, les objectifs de l'Agora Strasbourg Capitale européenne sont de :

- Valoriser la démocratie et la culture européenne à Strasbourg ;
- Faire de Strasbourg une ville exemplaire en matière de transition écologique en Europe et à l'international ;
- Conforter Strasbourg, capitale des droits humains et ville hospitalière ;
- Concrétiser Strasbourg, laboratoire d'un espace européen « sans frontière » ;
- Promouvoir le statut européen de Strasbourg, capitale européenne et siège unique du Parlement européen ;
- Renforcer le rôle politique de Strasbourg à l'échelle européenne ;
- Accroître la présence institutionnelle européenne à Strasbourg ;
- Renforcer Strasbourg comme place centrale d'évènements, de sommets, lieu de rencontre et de décision ;
- Développer et valoriser les initiatives franco-allemandes en partenariat avec les acteurs.trices transfrontaliers ;
- Promouvoir le bilinguisme et le multilinguisme ;
- Garantir une présence et un ancrage de la stratégie européenne sur tout le territoire, dans tous les quartiers et communes de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Conforter Strasbourg comme capitale européenne de la citoyenneté et œuvrer en faveur d'une culture européenne partagée par toutes et tous.

<u>Modalités de fonctionnement de l'Agora Strasbourg Capitale européenne</u>

Ø Une participation citoyenne concertée

La stratégie de l'Agora Strasbourg Capitale européenne est axée en partie sur une démarche de mobilisation citoyenne qui doit venir en appui et renforcer l'action des acteurs institutionnels.

Pour appuyer cette stratégie, l'Agora Strasbourg Capitale européenne se positionne dans une démarche de participation citoyenne prenant la forme de la concertation. Véritable action collective pour échanger, proposer et débattre, les partenaires associatifs contribuent à la construction d'un projet permettant de mettre en valeur l'identité transfrontalière et européenne du territoire, tout en garantissant à la collectivité de détenir juridiquement l'arbitrage et la décision finale.

Pour garantir la transparence du processus, l'ensemble des décisions prises par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sera communiqué et expliqué aux participants.es.

Pour fonctionner, l'Agora Strasbourg Capitale européenne réunira les membres sous plusieurs formats :

- Réunions plénières qui réuniront l'ensemble des membres de l'Agora Strasbourg Capitale européenne ;

- Réunions axées sur la mobilisation citoyenne qui réuniront l'ensemble des acteurs.trices associatifs tout domaine confondu ;

- Groupes de travail de l'Agora Strasbourg Capitale européenne qui constituent les organes de production de propositions, recommandations et actions.

L'ensemble des points soumis en groupe de travail seront présentés en réunions plénières et discutés en présence de tous les membres.

L'Agora Strasbourg Capitale européenne, quel que soit le format de la réunion (groupe de travail, mobilisation, plénière), se réunira autant que de besoin selon l'actualité européenne et à minima la réunion plénière sera convoquée trimestriellement.

Pour répondre efficacement aux enjeux de mobilisation citoyenne et utiliser les outils adéquats, un accompagnement d'experts.es est envisagé pour les groupes de travail avec les partenaires associatifs. L'animation sera professionnalisée par le recours à un prestataire externe qui assistera les travaux de l'instance.

Ø *Constitution de l'Agora Strasbourg Capitale européenne sous forme de comité consultatif*

Il s'agit de contribuer, dans une approche partagée et dans l'esprit d'une collaboration accrue avec les acteurs.trices du territoire, au développement de Strasbourg Capitale européenne et de son agglomération en répondant aux besoins des habitant.e.s.

Pour répondre aux ambitions d'ouverture, faciliter la participation citoyenne et pour garantir aux partenaires d'être pleinement associés aux réflexions et travaux de l'Agora Strasbourg Capitale européenne, il est proposé de doter la structure d'un statut de comité consultatif, conformément aux dispositions prévues par l'article L2143-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Présidé par la Maire de Strasbourg, le comité consultatif est un organe de concertation qui regroupe des élu.e.s, membres ou non du Conseil municipal, et des représentant.e.s d'associations et de structures locales qui donnent leurs avis et transmettent des propositions à la collectivité. La composition est fixée par la Maire de Strasbourg et ne peut excéder la durée du mandat en cours.

Doter l'Agora du statut de comité consultatif garantit à la collectivité de tenir compte officiellement des propositions qu'elle formule et assure les membres et partenaires d'être associés aux réflexions et orientations de la stratégie européenne partagée collectivement.

Ø *Un sentiment d'appartenance renforcé*

Pour renforcer davantage le sentiment d'appartenance à l'Agora Strasbourg Capitale européenne, il est proposé de prémunir l'instance d'une Charte qui sera soumise à la signature de tous.tes ses membres. Celle-ci sera réalisée en concertation avec l'ensemble des membres de la structure et énoncera les principes et les valeurs fondamentales partagés collectivement en faveur de la démocratie et de la citoyenneté européenne.

Chaque nouveau membre sera invité à signer cette Charte qui entérinera son adhésion à l'Agora Strasbourg Capitale européenne.

Les moyens de l'Agora Strasbourg Capitale européenne

L'essentiel du financement des actions de l'Agora Strasbourg Capitale européenne proviendra d'une ligne de financement prévue dans le Contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne » 2021 - 2023, d'un montant total de 1,5M € alimentée à hauteur de 300 000 € par chaque partenaire (État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace, Ville de Strasbourg, Eurométropole de Strasbourg).

Pour des questions juridiques et administratives, les échanges autour de propositions d'évènements ou d'actions dans les groupes de travail ne pourront se substituer aux demandes officielles de financement de projet ni faire l'objet de validation ou d'accord de principe à l'oral.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

la composition, les modalités de fonctionnement, les missions et objectifs et les moyens de l'Agora Strasbourg Capitale européenne,

décide

de doter l'Agora Strasbourg Capitale européenne du statut de comité consultatif,

autorise

la Maire à prendre toutes dispositions relatives à la mise en œuvre de la stratégie de l'Agora Strasbourg Capitale européenne.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-139164-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 57 à l'ordre du jour :

Délibération constitutive de l'Agora Strasbourg Capitale européenne en comité consultatif.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 56 voix
+ 2 voix pour Messieurs Oehler et Koussa qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°57

Délibération constitutive de l'Agora Strasbourg Capitale européenne en comité consultatif.

Pour **56**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **0**	

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Poursuite des engagements de la Ville autour de la santé publique.

Numéro V-2021-1266

De par son histoire bismarkienne sur les questions de santé, la Ville de Strasbourg est engagée depuis de nombreuses années auprès des plus fragiles et en particulier des enfants et de leurs familles.

Dès 2012, avec la signature du premier Contrat local de santé (CLS), en copilotage avec l'Agence régionale de santé Grand Est, la Ville a su impulser une dynamique partenariale efficace en santé publique dont l'objectif principal est de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé.

Cette dynamique s'est poursuivie et élargie en 2015 avec la signature du CLS de deuxième génération, puis en 2019 avec la signature d'un avenant visant à renforcer la démarche et l'engagement. De nombreux projets innovants ont pu être accompagnés pour répondre aux besoins des populations d'un territoire de proximité.

Après une phase de bilan et d'évaluation partagée, un travail de renouvellement de la dynamique territoriale des CLS est actuellement en cours avec un lancement de la démarche en comité de pilotage du 17 juin dernier. Ce travail s'articulera autour de deux approches innovantes :

- thématique : santé environnementale, hygiène de vie active, réduction des risques et santé mentale ;
- populationnelle : santé des personnes âgées, santé des femmes, santé des enfants et adolescents, santé des populations vulnérables.

Les conclusions de ce travail seront présentées dans une prochaine délibération en vue d'une signature partenariale du nouveau cadre contractuel au début de l'année 2022.

Dans l'intervalle, la présente délibération propose au conseil municipal de poursuivre différentes dynamiques partenariales dans le prolongement des engagements historiques en santé scolaire et des axes prioritaires fixés dans le cadre du CLS de 2ème génération que sont la réduction des risques, le soutien des parcours des personnes les plus vulnérables et la prévention primaire en nutrition.

1. Signature de l'avenant à la convention de partenariat Ville – Académie de Strasbourg concernant la promotion de la santé en faveur des élèves

La Ville assure, pour le compte de l'Éducation nationale, les missions de santé scolaire dans les écoles primaires publiques de Strasbourg : elle y promeut la santé physique et psychologique des enfants, réalise les bilans de santé et les suivis, favorise l'accueil et l'intégration de tous les élèves, notamment des enfants porteurs de maladies chroniques, handicapés ou présentant des troubles spécifiques des apprentissages, traite les situations d'urgences et assure l'éducation à la santé et la prévention médicosociale sur des thématiques en cohérence avec les politiques publiques de santé.

Pour ce faire, une équipe de 6 médecins et 8 infirmières de santé scolaire assure le suivi de près de 25 000 élèves strasbourgeois. Ce portage des compétences de santé scolaire par le service Santé et autonomie de la ville de Strasbourg permet d'assurer une continuité et une cohérence des accompagnements proposés aux enfants de la naissance à leur sortie de l'école primaire, en lien direct avec les compétences de Protection maternelle et infantile déléguées à la Ville par la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) dans le cadre de la convention de délégation sociale.

En conformité avec l'article 3 de la convention de partenariat entre la Ville et l'Académie de Strasbourg pour la Promotion de la santé en faveur des élèves signée le 2 janvier 2015, l'avenant pour l'année 2021 prévoit une subvention de 136 500 €.
Un travail de négociation de cette subvention va s'engager avec les services de l'Éducation nationale afin de mieux calibrer l'enveloppe financière au regard des besoins des territoires. En effet, la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 a mis en lumière la nécessité de la présence des professionnel.le.s de santé scolaire pour accompagner les enfants les plus vulnérables.

2. Renouvellement de l'adhésion de la ville de Strasbourg à la Charte Villes actives du Programme national nutrition santé et signature de la convention Ville – Agence régionale de santé Grand Est concernant l'attribution d'une subvention relative aux projets nutrition 2021

Fort de son expertise sur les questions de nutrition à travers l'ensemble des projets portés sur le champ de la prévention primaire, la ville de Strasbourg adhère à la charte « Villes actives du Programme National Nutrition Santé » (PNNS) depuis 2020. Cette Charte engage la Ville à valoriser les actions sur le champ de la prévention primaire en nutrition qu'elle soutient ou pilote sur son territoire sur les volets équilibre alimentaire et lutte contre la sédentarité.
Cette charte s'inscrira dans le Contrat Local de Santé de 3ème génération en cours de renouvellement. Les éléments de bilan de cette charte seront annuellement communiqués en comité de pilotage aux partenaires signataires du CLS.
Il est proposé de renouveler l'adhésion à cette Charte « Villes actives du PNNS ».
Dans le cadre de cette adhésion, l'ARS Grand Est finance la Ville pour la réalisation d'actions sur le champ de la prévention primaire en nutrition à hauteur de 29 150 €.

3. Attribution de subventions au titre de la santé

Conformément aux engagements contractuels du CLS de deuxième génération (renouvelés en conseil municipal du 25 février 2019 par adoption d'un avenant), la Ville s'implique dans la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et soutient depuis plusieurs années les actions dans le champ de l'offre de soins de premier recours, de l'accès aux droits et aux soins des personnes les plus vulnérables.

Dans ce cadre, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 207 250 €.

Jeff	**7 500 €**

Fonctionnement général

L'association Jeff travaille à l'insertion de personnes rétablies de leur maladie psychique au moyen d'une entraide mutuelle : la pair-aidance. Il s'agit de partage d'expérience de la maladie avec des personnes malades, d'un accompagnement de personnes ayant la volonté de devenir autonomes dans la vie de tous les jours.
L'association est engagée dans le Conseil local de santé mentale (CLSM).

Sos hépatites Alsace	**10 000 €**

Fonctionnement général

L'association propose un accueil, une information et une orientation des personnes atteintes d'une hépatite virale, elle assure un soutien psychologique et une aide aux démarches. L'association fonctionne sur la base du bénévolat.
L'association s'est engagée dans une démarche partenariale pour l'action «Strasbourg-Ville zéro hépatite C » inscrite dans le Contrat local de santé Ville, axe III «prévenir et réduire les conduites à risques ». Il s'agit d'une action articulée autour des questions de prévention, de dépistage et du traitement auprès de la population, des plus vulnérables ainsi que des professionnels de santé.

Aides - territoire Alsace	**20 000 €**

Fonctionnement

L'association poursuit ses activités de prévention et de soutien en direction des personnes atteintes de pathologies graves comme le sida, les hépatites B et C :
- actions de soutien individuel (accueil physique ; action juridique),
- actions de soutien collectif (en direction des personnes d'origine étrangère),
- actions de prévention (actions spécifiques auprès des homosexuels ; information / prévention auprès du grand public).

Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	**12 000 €**

Fonctionnement du CSAPA

La participation de la collectivité est destinée au financement de la mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'Accueil et de Soins. Cette mission vise la prévention de la transmission des infections, de la mortalité par surdose par injection de drogue intraveineuse, des dommages sociaux et psychologiques liés aux addictions.

Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	**2 500 €**

Fonctionnement général

Association ressource en matière d'addictions, l'association propose, surtout pour les professionnels, information, documentation, conseil méthodologique et formation.

Ithaque	**120 000 €**
Fonctionnement général	*70 000 €*
Investissement - Projet hébergement ARGOS	*50 000 €*

Fonctionnement général

L'association qui résulte de la fusion des deux associations « Réseau des microstructures médicales » et « Espace indépendance» est engagée dans des projets majeurs pour le territoire en matière de réduction des risques, en collaboration étroite avec la collectivité. Elle a pour objet :

- l'accueil et les soins des personnes présentant des addictions et leur entourage, dans leurs dimensions médicale, sociale, psychologique et environnemental ;
- le développement d'actions de prévention et de réduction des risques dans le champ des addictions ;
- le développement d'un travail de réseau en médecine de ville, par la mise en œuvre de microstructures de soins de proximité ;
- de la mise en œuvre et de la publication de travaux de recherche et d'évaluation dans le domaine des addictions ;
- l'organisation d'actions de formation, d'information et de sensibilisation concernant les addictions.

Investissement - Projet hébergement ARGOS

Ce dispositif d'hébergement santé expérimental se situe aux étages de la salle de consommation à moindre risque (SCMR) Argos et comprend 20 places. Sa capacité d'accueil est de 100 à 150 personnes par an. La durée du séjour est de 2 mois.
Il s'adresse aux personnes usant de drogues en situation de grande précarité sociale et sanitaire, du département du Bas-Rhin et plus spécifiquement les usagers de la SCMR, actuellement exclus des dispositifs existants du fait de leur mode de vie.
Son caractère novateur tient d'une part en l'espace de consommation intégré au sein de la structure d'hébergement pour diminuer les risques d'overdoses et de malaises, et d'autre part en un travail conjoint avec les professionnels du logement autonome.

Les amis de la santé du Bas-Rhin	**750 €**

Fonctionnement général

L'association néphaliste (abstinence de tout alcool) intervient sur tout le territoire, en fonction des disponibilités des bénévoles. À Strasbourg, elle intervient sur le quartier de Cronenbourg, en proposant des réunions au CSC Victor Schoelcher qui met à disposition des locaux notamment pour les réunions de groupes. Elle intervient également en milieu hospitalier et centres de postcure.

Parole sans frontière	**13 000 €**

Accueil et suivi psychologique des patients victimes de la torture et de la violence politique et des primo-arrivants migrants en souffrance physique. *9 000 €*

Projet artistique à visée thérapeutique *4 000 €*

Accueil et suivi psychologique des patients victimes de la torture et de la violence politique et des primo-arrivants migrants en souffrance physique

L'association propose un espace de parole psychothérapique avec un interprète aux primo-arrivants victimes de la torture et de la violence politique, exilés en souffrance psychique, orientés par les professionnel.le.s les rencontrant dans l'accompagnement social, juridique et éducatif. Il s'agit de poursuivre l'engagement de la Ville pour accompagner l'association dans ses missions en lien avec le CLS de la ville de Strasbourg, Axe IV. « Améliorer l'offre de soins de premier recours, l'accès aux droits et aux soins des personnes les plus vulnérables ».

Projet artistique à visée thérapeutique

Il s'agit d'un projet artistique permettant, grâce à des ateliers hebdomadaires et différents temps dans l'année, l'accompagnement des populations migrantes par des ateliers artistiques à visée thérapeutique et psycho-corporel favorisant le lien social et la possibilité de faire part autrement de son passé. Suivi par deux psychologues, les participant.e.s bénéficient d'ateliers de création plastique, de sophrologie, de sorties culturelles…

Médecins du monde	**20 500 €**

Fonctionnement du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation & de la mission mobile de soins de proximité

Fonctionnement du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation

L'action s'adresse à des personnes sans abri, par un accueil inconditionnel via des permanences (avec ou sans rdv) plusieurs fois par semaine pour des consultations

médicales de la prévention et du dépistage. Le centre mène également un accompagnement vers une prise en charge par les dispositifs de droit commun.

Mission mobile de soins de proximité

Mise en place de maraudes, d'une clinique mobile et d'actions de médiation en santé à destination de personnes en situation de précarité et d'exclusion. Les équipes médicales de Médecins du monde vont à la rencontre des personnes sans-abri pour leur offrir une écoute, un soutien psychologique et une aide médico-sociale. La mission fonctionne sous forme de maraudes faites la nuit dans un véhicule ambulance mis à disposition gratuite par les Hôpitaux universitaires de Strasbourg.

Association Euro Cos humanisme et Santé, groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	**1 000 €**

L'association organise chaque année des rencontres pluridisciplinaires, pluri professionnelles et pluri générationnelles en santé. Cette année, les rencontres annuelles Georges Canguilhem auront lieu à l'Université sur le thème " Certitude et incertitude en santé, réapprendre le risque" les 8 et 9 octobre 2021. Elles accueilleront étudiant.e.s de toutes disciplines, professionnel.le.s et chercheur.se.s en santé autour de réflexions médicales, sociologiques, économiques, philosophiques et juridiques portant sur la société.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la charte « Villes actives du Programme national nutrition santé » et la convention de subvention y afférente,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer l'avenant 2021 à la convention de partenariat entre la Ville et l'Académie de Strasbourg pour la promotion de la santé en faveur des élèves,

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Jeff	*7 500,00 €*

2. SOS hépatites Alsace	*10 000,00 €*
3. Aides - territoire Alsace	*20 000,00 €*
4. Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	*12 000,00 €*
5. Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	*2 500,00 €*
6. Ithaque *Fonctionnement général*	*70 000,00 €*
7. Ithaque *Investissement - projet d'hébergement ARGOS*	*50 000,00 €*
8. Les amis de la santé du Bas-Rhin	*750,00 €*
9. Parole sans frontière	*13 000,00 €*
10. Médecins du monde	*20 500,00 €*
11. Association euro cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	*1 000,00 €*
TOTAL	*207 250,00 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 6 et 8 à 11 au compte AS05D –6574– 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 303 052 €*
- *d'imputer la subvention n°7 au compte AS05–20421– 510 – prog. 7053 dont le disponible avant le présent Conseil est de 100 000 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-132882-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

ACADÉMIE
DE STRASBOURG
Liberté
Égalité
Fraternité

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG

ET L'ACADEMIE DE STRASBOURG

POUR LA PROMOTION DE LA SANTE EN FAVEUR DES ELEVES

Cet avenant à la convention en date du 2 janvier 2015 ayant pour objet susvisé est passé entre :

L'Académie de Strasbourg représentée par Madame la Rectrice, Elisabeth LAPORTE

et

La Ville de Strasbourg représentée par Madame la Maire, Jeanne BARSEGHIAN

Il est modifié à l'article 3 de la convention les dispositions suivantes :

Au titre de l'année 2021, le montant de la subvention s'élève à 136 500 €.

Conformément à l'article 4 de la convention, ladite convention est renouvelée pour l'année 2021.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville

La Maire de Strasbourg

Pour l'Académie

La Rectrice de l'Académie de Strasbourg



PROGRAMME NATIONAL NUTRITION SANTÉ ET COMMUNES

VILLES ACTIVES

manger bouger

PROGRAMME NATIONAL NUTRITION SANTÉ

PRÉAMBULE

> Face à la persistance des inégalités sociales et territoriales de santé, il est apparu nécessaire de refonder en profondeur le système de santé en impulsant une stratégie nationale de santé, nouveau cadre de l'action publique. Celle-ci permet de développer la promotion et la prévention de la santé tout en adaptant l'offre de soins aux défis du 21e siècle.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics souhaitent renforcer la politique nutritionnelle menée au travers du Programme national nutrition santé (PNNS) et lutter efficacement contre les inégalités de santé.

> Le PNNS, coordonné par le ministère des Solidarités et de la Santé, a élaboré, en s'appuyant sur les bases scientifiques communément admises, des référentiels en nutrition qui servent au développement d'actions dans les divers lieux où vivent les individus. La réussite d'un tel programme s'inscrit dans le développement de la stratégie nationale de santé et repose sur la mobilisation des acteurs qui agissent pour la promotion de la santé.

> En agissant sur les deux versants de la nutrition, à savoir l'alimentation et l'activité physique, la promotion d'un bon état nutritionnel contribue à la réduction des facteurs de risque des maladies les plus fréquentes dont souffre la population : maladies cardio-vasculaires, nombreux cancers, obésité, diabète, etc. Pour être efficaces, les actions mises en œuvre pour améliorer l'état nutritionnel de la population, doivent aussi agir sur des valeurs positives comme la convivialité et le plaisir.

> Un bon état nutritionnel ne repose pas seulement sur la responsabilité individuelle de chacun. Il est important d'agir sur l'environnement des habitants en créant des milieux favorables au développement d'une alimentation saine et d'une activité physique régulière.

> À ce titre, les communes, de par leurs compétences et leurs liens de proximité avec les populations et les nombreux professionnels du monde libéral ou associatif sont des acteurs essentiels pour la mise en œuvre d'interventions de proximité, en adéquation avec les orientations du PNNS.
Leur mobilisation a été et demeure une condition indispensable des progrès réalisés et à venir.

CHARTE VILLES ACTIVES DU PNNS

LA COMMUNE SIGNATAIRE ADHÈRE À LA PRÉSENTE CHARTE ET S'ENGAGE À :

Article 1 > Devenir un acteur actif du PNNS en mettant en œuvre, promouvant et soutenant toute action qui contribue à l'atteinte des objectifs du PNNS et s'attache à lutter contre les inégalités de santé.

Article 2 > Nommer un référent « actions municipales du PNNS » qui aura la charge et la légitimité pour initier, suivre et coordonner les actions mises en œuvre dans le cadre de cette charte.

Article 3 > Mettre en œuvre, chaque année, pour faciliter les choix alimentaires et la pratique d'activité physique favorables pour la santé, une ou plusieurs actions conformes au PNNS dans un ou plusieurs des quatre domaines d'intervention suivants : information-communication, éducation pour la santé, formation, aménagement du territoire, selon le cahier des charges suivant :

Taille de la commune	Nombre d'actions	Nombre de domaines
Moins de 4 000 habitants	Au moins 1 action	Au moins 1 domaine
De 4 000 à 20 000 habitants	Au moins 2 actions	Au moins 2 domaines
De 20 000 à 75 000 habitants	Au moins 3 actions	Au moins 3 domaines
Plus de 75 000 habitants	Au moins 4 actions	Au moins 4 domaines

Article 4 > Veiller, pour garantir les messages et leur cohérence auprès des publics ciblés, à ce que soient utilisés exclusivement les repères nutritionnels et les recommandations issues des **référentiels du PNNS** dans la mise en œuvre des actions de promotion de la nutrition. Les affiches, supports écrits ou diffusés par voie informatique porteurs du logo du PNNS* en sont le garant.

Article 5 > Afficher le logo « Ville active du PNNS » de façon explicite sur les documents informant la population des actions menées.

Article 6 > Rendre compte, annuellement, à l'agence régionale de santé des actions mises en place durant l'année et prévoir avec l'ARS les modalités d'évaluation de ces actions**.

LE PNNS S'ENGAGE À :

fournir **le cadre, les outils et les conseils** utiles à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions et **à valoriser les actions développées** par les signataires en favorisant les échanges pour permettre le développement des actions les plus efficientes.

La charte est conclue pour **une durée de cinq ans** renouvelable.

Le ministre
des Solidarités
et de la Santé :
Olivier Véran

Le directeur général
de l'agence régionale
de santé :

Le maire de la
ville /président de
l'intercommunalité :

Le président de l'Association
des maires de France
et des présidents
d'intercommunalité :
François Baroin

Date de la signature :

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

* Ce sont les documents produits par le PNNS ou créés localement et validés dans le cadre de la procédure d'attribution du logo du PNNS. Voir www.mangerbouger.fr
** Une évaluation des résultats obtenus est attendue pour les actions menées dans les communes ou intercommunalités de plus de 20 000 habitants. Cette évaluation est fortement recommandée pour les actions menées par celles de moins de 20 000 habitants.

PROGRAMMATION BUDGETAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2021

LE FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR) AU SERVICE DE LA STRATEGIE REGIONALE DE SANTE POUR LE SOUTIEN DES ACTIONS CONTRIBUANT A LA TRANSFORMATION DU SYSTEME DE SANTE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
Liberté Égalité Fraternité

Convention

relative à la participation financière de l'agence régionale de santé Grand Est au financement des actions et des expérimentations de santé en faveur de la performance, la qualité, la coordination, la permanence, la prévention, la promotion ainsi que la sécurité sanitaire

Intitulé du projet	Enveloppe nutrition dans le cadre de l'appel à projet 2021 de la Ville de Strasbourg
Nom du bénéficiaire	**COMMUNE DE STRASBOURG**
N° Convention	**202104269**

Années et montants de la convention	**Année(s) couverte(s) par la subvention**	**Montant maximum de la subvention pour l'année concernée**
	2021	29 150 €

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-9, L. 1435-10 et R. 1435-25 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 174-1-2 ;

Vu la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 ;

Vu le décret n°2015-1879 du 30 décembre 2015 relatif à la conférence régionale de santé et de l'autonomie ;

Vu la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et notamment l'article 158 ;

Vu l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG/2018/2103 du 18 juin 2018 portant adoption du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

Vu le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

CAYRÉ, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté du 10 août 2021 fixant pour l'année 2021 le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional et le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du code de la sécurité sociale

IDENTIFICATION DES PARTIES

Entre :

D'une part, l'Agence régionale de santé Grand Est

Adresse	3, boulevard JOFFRE
Code postal - Commune	54000 - NANCY
Représentée par	Madame Virginie CAYRÉ, La Directrice Générale

Ci-après dénommée « **ARS Grand Est** »,

Et d'autre part :

Raison sociale	COMMUNE DE STRASBOURG
N° SIRET	216 704 825 00019
Code APE (Activité principale exercée)	8411Z - Administration publique générale
Statut juridique	7210 - Commune et commune nouvelle
Adresse	1 Parc de l'Etoile
Code postal - Commune	67100 - STRASBOURG
Représentée par (représentant légal et qualité du signataire)	Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg

Ci-après dénommée « **le bénéficiaire** »,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant, ci-après désigné « le projet »

Objectif général du projet :

Les objectifs s'inscrivent dans l'appel à projets commun du CLS et du Contrat de Ville, ainsi que dans le PRS, et en lien avec la stratégie nationale sport santé 2019 - 2024. Plus particulièrement :

- *renforcer les actions nutrition pour diminuer la prévalence du surpoids et de maladies chroniques*
- *structurer et innover en prévention primaire nutritionnelle (activité physique et alimentation)*

Les objectifs visent la lutte contre les inégalités sociales et l'acquisition de comportements favorables à la santé.

Contexte du projet :

Appel à projets 2021 de la Ville de Strasbourg – Programme 10 Volet Santé Atelier Santé Ville : Prévention et Promotion de la santé

Territoire(s) d'intervention :

Zone géographique ou territoire de réalisation du projet

Commune(s) : STRASBOURG

Action : Enveloppe nutrition dans le cadre de l'appel à projet 2021 de la Ville de Strasbourg

Montant 2021 : 29 150 €

Description détaillée de l'action :

Le Contrat Local de Santé de Strasbourg a marqué un tournant, s'illustrant par un partenariat de qualité permettant de structurer et mieux qualifier l'offre de prévention primaire par la nutrition et l'activité physique, et d'en avoir une meilleure lisibilité et visibilité sur le territoire, notamment par :

1- un plan de formation pour consolider les compétences des porteurs de projets (méthodologie de projet, posture et connaissance des publics, thématique nutritionnelle)

2 - l'instauration d'un réseau de partage d'expériences et d'évaluation entre porteurs de projets et structures accompagnantes (avec IREPS et CAAPS)

3 - un observatoire des actions financées sur le territoire (recensement cartographique)

4 - un appel à projets mutualisé CLS - Contrat de Ville pour cibler plus-avant les besoins en QPV sur les déterminants de santé suivants : d'une part les petits-déjeuners pédagogiques dans les écoles (en support de l'arrêt de la collation matinale promu par l'ARS et l'EN), et d'autre part l'apprentissage vélo par les enfants (volet innovant pour favoriser l'activité physique par la mobilité active).

Aujourd'hui, l'appel à projets est élargi aux aspects d'hygiène de vie, tels que l'utilisation des écrans, le rythme veille-sommeil, auprès des enfants, des familles, et des adultes.

La subvention demandée à l'ARS Grand Est vise à poursuivre le co-financement d'associations qui œuvrent au plus près des publics, sur divers ateliers (ateliers culinaires, petits-déjeuners pédagogiques, séances d'activité physique santé, sorties pour publics spécifiques, etc.). Ceux-ci s'inscriront à terme dans les missions de la Maison sport santé.

Le soutien financier portera sur une prise en charge des frais de personnel ou d'intervenant extérieur et sur l'achat du matériel nécessaire à l'organisation des différentes actions

Typologie(s) de l'action :

Education pour la santé
Communication, information, sensibilisation

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

Thématique(s) de l'action :

1 : Thématique principale concernée
2 à 4 : Thématiques secondaires concernées

Nutrition / Alimentation	1
Obésité / surpoids	2
Maladies cardiovasculaires	3

L'action relève-t-elle de la politique de la ville ? Oui

Population(s) de l'action :

Tout public	1

Mesures d'évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions :

Indicateurs de moyens (nombre de réunions, nombre de participants…)	**Outils d'évaluation** (fiches d'émargement, analyse des documents de communication, etc.)	**Personne en charge de l'évaluation**	**Date à laquelle sera effectuée l'évaluation**
Nombre de porteurs de projets s'inscrivant à une formation proposée par l'IREPS	Tableau de bord des opérateurs ayant répondu	Bénéficiaire	30/06/2022
Nombre de sollicitations de CAAPS par les porteurs de projets	Tableau de suivi	Bénéficiaire	30/06/2022

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général du projet :

Indicateurs de résultats (nb de personnes ayant acquis des connaissances, nb de personnes déclarant avoir changé leur comportement…)	**Outils d'évaluation** (questionnaire, focus groupe, etc.)	**Personne en charge de l'évaluation**	**Date à laquelle sera effectuée l'évaluation**
Nombre et évolution des projets de territoire (niveau de participation / satisfaction / atteinte des objectifs énoncés)	Tableau de bord	Chargé de projet Ville de Strasbourg	30/06/2022
Evolution du nombre de classes sans prise de collation matinale	Tableau de suivi	Chargé de projet Ville de Strasbourg	30/06/2022
Evolution du nombre d'enfants sachant pratiquer le vélo	Tableau de suivi	Chargé de projet Ville de Strasbourg	30/06/2022
Evolution des pratiques des adultes	Tableau de suivi	Chargé de projet Ville de Strasbourg	30/06/2022

Il bénéficie pour cela d'une subvention relevant du Fonds d'Intervention Régional (FIR) dans les conditions fixées par la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les recommandations de l'ARS Grand Est, qui, le cas échéant, lui ont été adressées.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ARTICLE 2 - PERIODE DE LA CONVENTION

2.1 Période de réalisation du projet

La période de réalisation du projet est comprise entre le 01/09/2021 et le 30/06/2022. Cette période correspond à la durée pendant laquelle le bénéficiaire est habilité à réaliser le projet dans les conditions fixées par la présente convention.

Toute prorogation devra faire l'objet d'un avenant au cours de la période de validité de la présente convention, dans les conditions définies à l'article 7.

2.2 Période d'acquittement des dépenses

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter l'ensemble des dépenses relatives au projet durant la période de réalisation.

2.3 Période de validité de la convention

La convention signée par les deux parties prend juridiquement effet à compter de sa notification au bénéficiaire et dans tous les cas prend fin au plus tard à la fin de la période de réalisation du projet.

ARTICLE 3 – SUBVENTION

3.1 Montant de la subvention

L'ARS Grand Est accorde au bénéficiaire, pour la mise en œuvre de son projet, une **subvention non pérenne d'un montant maximum de 29 150 €** conformément au budget prévisionnel présenté en annexe 3.

3.2 Coût éligible du projet

Afin de pouvoir être considérées comme des coûts éligibles du projet, les dépenses doivent répondre aux critères généraux suivants :

- Couvrir des actions réalisées pendant la période de réalisation du projet (article 2.1) et acquittées pendant la période d'acquittement des dépenses (article 2.2)
- Être liées et nécessaires à la réalisation du projet
- Ne pas être déclarées dans le cadre d'un autre projet bénéficiant d'un soutien financier de l'ARS Grand Est
- Être effectivement acquittées par le bénéficiaire

3.3 Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

L'ARS Grand Est pourra procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et/ou sur place et à une vérification de l'utilisation des financements attribués, tant en ce qui concerne la réalisation du projet que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités à l'ARS Grand Est pour la mise en œuvre de ces contrôles auxquels le bénéficiaire ne peut s'opposer.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT

4.1 Echéancier et imputation comptable

La **subvention non pérenne d'un montant maximum de 29 150 €** sera versée en une ou plusieurs modalités définies ci-après :

Imputation comptable	Montant	% du montant total maximum de la subvention	Date prévisionnelle de versement
MI1-2-14 : Promotion de la nutrition santé hors lutte contre l'obésité	29 150 €	100 %	A partir de la signature de la présente convention par les deux parties

4.2 Conditions de versement

La subvention sera créditée sur le compte du bénéficiaire dont les coordonnées bancaires sont jointes en annexe 2 selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est La Directrice Générale de l'ARS Grand Est.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'ARS Grand Est.

4.3 Modalités de reversement à un bénéficiaire ultime

Le bénéficiaire de la subvention est :

- ☐ Autorisé à reverser tout ou partie de la subvention versée pour l'objet financé ;
- ☐ N'est pas autorisé à reverser la subvention versée pour l'objet financé ;

Si aucune case n'est cochée, la subvention octroyée ne peut être reversée

Sous l'hypothèse d'une autorisation de reversement :

- ✓ Le bénéficiaire ultime est soumis aux mêmes dispositions que le bénéficiaire de la subvention en matière de justifications qualitatives et financières dans l'emploi de la subvention ;
- ✓ Le bénéficiaire de la subvention doit solliciter, préalablement à son action de reversement, l'ARS Grand Est pour en déterminer le montant.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

En contrepartie de la subvention accordée, le bénéficiaire s'engage :

5.1 Engagements administratifs

- A mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des actions citées à l'article 1 de la présente convention ;
- A informer l'ARS Grand Est, dès qu'il en a connaissance, de tout changement :
  - D'adresse ;
  - De coordonnées bancaires ;
  - De ses statuts ou de son règlement intérieur ;
  - De l'instance décisionnelle ;
- A soumettre à l'ARS Grand Est, dès qu'il en a connaissance, toute modification juridique ou administrative du projet ;

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

- A informer l'ARS Grand Est, en cas de retard dans le calendrier de mise en œuvre des travaux ;
- A se tenir à jour de ses cotisations sociales.

5.2 Engagements budgétaires

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions réglementaires ;
- A utiliser la subvention exclusivement pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1 et couvertes par la subvention de l'ARS ;
- A signaler à l'ARS Grand Est les autres soutiens financiers ;
- A fournir ses comptes annuels certifiés, le cas échéant, dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice ;
- A fournir toutes pièces justificatives nécessaires à l'ARS Grand Est ;
- A ne pas utiliser la dotation allouée pour toute autre action que celles mentionnées dans la présente convention;
- A reverser les sommes indûment versées ou indûment utilisées, telles que décrites à l'article 10 [Clauses de reversement].

5.3 Engagements en termes de communication externe

- Le bénéficiaire de la subvention s'engage à mentionner le soutien apporté par l'ARS Grand Est à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique organisée par ses soins au titre du projet financé.
- L'utilisation du logo de l'ARS sur les documents destinés au public impose une demande préalable auprès de l'ARS
- Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre de ses propres opérations, ne puisse en aucun cas porter atteinte à l'ARS Grand Est ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que l'ARS Grand Est apporte sa caution ou son soutien à ces partenaires.

ARTICLE 6 – PRODUCTION DES BILANS D'EXÉCUTION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'ARS Grand Est les pièces suivantes :

Un **bilan d'exécution final** (annexe 1 de la présente convention) comprenant le rapport d'activité, le rapport financier, le rapport d'évaluation ainsi que l'attestation complétés pour la période du 01/09/2021 au 30/06/2022.

Ce bilan d'exécution final devra être transmis à l'ARS Grand Est le 01/09/2021 au plus tard.

Ces documents devront être certifiés conformes cachetés et signés, par le représentant légal de la structure bénéficiaire, avant envoi à l'ARS Grand Est par voie électronique à l'adresse suivante : **ars-grandest-dt67-ppat@ars.sante.fr**

ARTICLE 7 – MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer l'ARS Grand Est de toute modification qui pourrait intervenir en cours d'exécution du projet, portant sur ses objectifs ou ses caractéristiques techniques et financières telles que définies dans la présente convention et ses annexes.
- Prévenir l'ARS de tout changement dans ses statuts ou son règlement intérieur, dans la composition de son conseil d'administration ou de son bureau ;
- Ne pas introduire des modifications à la convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet et la finalité de l'opération.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

Un avenant doit être établi à l'initiative de l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- Modifications du changement de dénomination du bénéficiaire
- Toute modification des articles 2 à 4

Cet avenant ne peut être valablement conclu que s'il prend la forme d'un accord écrit signé des deux parties avant la date fixée à l'article 2.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 –SUSPENSION DU PROJET LIÉE À UN CAS DE FORCE MAJEURE

L'une ou l'autre des parties peut être amenée à suspendre la mise en œuvre du projet si des circonstances exceptionnelles, notamment en cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre impossible ou excessivement difficile.

Il est entendu par force majeure tout événement irrésistible et imprévisible qui empêche l'une des parties de la convention d'exécuter tout ou partie de ses obligations conventionnelles.

La partie qui invoque le cas de force majeure doit, aussitôt après sa survenue, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce courrier doit être accompagné de toutes les informations circonstanciées utiles, et notamment préciser la nature, la durée probable, les effets prévisibles de cet événement et la date prévisionnelle de reprise.

Le bénéficiaire reprend la mise en œuvre du projet dès que les conditions sont réunies pour ce faire et en informe l'ARS Grand Est.

Néanmoins, toute modification de la fin des périodes définies dans l'article 2 devra faire l'objet d'une demande écrite par le bénéficiaire et nécessitera :

- Soit, si accord des deux parties, la mise en place d'un avenant à cette convention
- Soit la résiliation de la présente convention

ARTICLE 9 –RÉSILIATION DE LA CONVENTION

9.1 A l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ARS Grand Est au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes engagées par lui dans le cadre du projet.

Le bénéficiaire est tenu de reverser tout ou partie de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 *[Clauses de reversement de la subvention].*

9.2 A l'initiative de l'ARS Grand Est

L'ARS Grand Est peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et précisant les motifs de la suspension des financements, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsque le bénéficiaire n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services compétents ;

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception du courrier de l'ARS Grand Est pour apporter à cette dernière ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception et peut demander dans ce délai à être entendu par l'ARS Grand Est. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'ARS Grand Est notifiera au bénéficiaire le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

9.3 Effets de la résiliation

La date d'accusé de réception de la lettre recommandée de demande de résiliation du bénéficiaire ou de notification définitive de la résiliation par l'ARS Grand Est constitue la date effective pour la prise en compte du calcul du montant des sommes dues au bénéficiaire au titre de la présente convention.

Les sommes dues au bénéficiaire à cette date sont limitées aux dépenses éligibles acquittées par le bénéficiaire déclarées dans le cadre du bilan d'exécution accepté par l'ARS Grand Est, après contrôle du service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et l'ARS Grand Est procédera au recouvrement des sommes indûment versées.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'ARS Grand Est pourra récupérer tout ou partie des financements déjà versés au titre des engagements non mis en œuvre après analyse du bilan d'exécution.

L'ARS Grand Est procèdera à la récupération des sommes indûment perçues par l'émission d'un ordre de reversement ou d'un titre de recettes dont le bénéficiaire s'acquittera dans un délai de 30 jours calendaires.

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas de :

- Résiliation du projet dans les conditions fixées à l'article 9 ;
- De non-respect des dispositions prévues à l'article 5 et à l'article 6 ;
- De décisions prises suite à un contrôle ou à un audit mené par les services compétents conduisant à une remise en cause des montants retenus par l'ARS Grand Est après contrôle de service fait

ARTICLE 11 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève du tribunal administratif territorialement compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS FINALES

La Directrice Générale de l'ARS Grand Est et le bénéficiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

Fait à Strasbourg,le

La Maire de la Commune de Strasbourg,

La Déléguée Territoriale du Bas-Rhin,

Jeanne BARSEGHIAN

Adeline JENNER

Cachet de la structure

1268

Paraphe bénéficiaire :

DOCUMENT DE TRAVAIL

ANNEXE 1 A LA CONVENTION FIR

Notice

BILAN D'EXECUTION :

Identification de la convention

N° Convention 20XXXXXXX

Ce document est composé des onglets suivants à compléter :
> La Notice
expliquant la manière de compléter le présent document
> La Page de garde
regroupant les informations administratives du bénéficiaire
> Le Rapport d'activité
listant les actions mises en place par le bénéficiaire
S'il s'agit d'un bilan d'exécution intermédiaire, merci d'utiliser l'onglet "Rapport d'activité - interméd."
S'il s'agit d'un bilan d'exécution final, merci d'utiliser l'onglet "Rapport d'activité - final"
exemple de remplissage du Tableau des actions réalisées :
Typologie de l'action, Thématique de l'action et Population concernées : choix parmi les listes déroulantes / Dates de réalisation : le 12 et 13 avril 2017 / Lieux de réalisation : Lycée Fabert à Metz / Coûts associés : 200€TTC (factures associés à joindre : coût intervenant le cas échéant + coût plaquettes ou matériel pédagogique remis aux lycéens + coût préservatifs...) / Nombre de personnes bénéficiaires : 25 lycéens de 17 à 18 ans / Intitulé de l'action : Prévention MST chez les adolescents / Descriptif de l'action : Réunion d'information sur les risques et sur la prévention des MST menée par M.Dupont, animateur de prévention...

S'il s'agit d'un bilan d'exécution GEM, merci d'utiliser l'onglet "Rapport d'activité - GEM"

> Le Rapport financier
budget prévisionnel et bilan financier
> Le Rapport d'évaluation
listant les mesures d'impact des actions réalisées et prévisionnelles
exemple de remplissage du Tableau d'évaluation des actions réalisées :
N°action : 1 / Indicateurs de résultats attendus : reprendre l'indicateur de résultat attendu de l'action tel que défini dans la convention FIR / Résultats obtenus : Plus de 80% de bonnes réponses obtenues au quiz clôturant la réunion d'information / Outils d'évaluation : quiz (joint en annexe) composé de 15 questions et reprenant les points clés à retenir sur la prévention des IST / Pistes d'amélioration : les réponses au quiz ont montré une minimisation de la dangerosité des MST ("on n'en meurt pas"), il faudrait accentuer ce thème en se référant à des exemples concrets d'impacts sur la vie quotidienne et/ou en projetant des témoignages de patients)

> L'Attestation
certifiant exacts les éléments déclarés par le bénéficiaire

Tous les champs en vert doivent être renseignés
Le bilan d'exécution doit être complété par le bénéficiaire, imprimé, signé, cacheté et renvoyé à l'ARS avec les pièces justificatives nécessaires par voie postale et par voie électronique

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 1 A LA CONVENTION FIR

Page de garde

BILAN D'EXECUTION :	**0**

Identification de la convention

N° Convention	**20XXXXXXX**

Période totale de réalisation de la convention

Date de début	JJ/MM/AAAA
Date de fin	JJ/MM/AAAA

Période de réalisation prise en compte au titre du présent bilan d'exécution

Date de début	JJ/MM/AAAA
Date de fin	JJ/MM/AAAA

Identification du bénéficiaire

Raison sociale	r
N° SIRET	XXXXXXXXXXXXX
Adresse	
Responsable du projet	[Nom] [Prénom]
Téléphone	0XXXXXXXX
Mail	

cadre réservé à l'ARS

Date de réception du présent document : JJ/MM/AAAA

Déclaré recevable, après vérification de sa complétude, et enregistré le : JJ/MM/AAAA

Dossier archivé, après agrégation de l'ensemble des pièces justificatives, comptables et autres, demandées dans le cadre des opérations de contrôle de service fait le : JJ/MM/AAAA

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 1 A LA CONVENTION FIR

Rapport d'activité final

BILAN D'EXECUTION : **0**

Identification de la convention

N° Convention **20XXXXXXX**

Tableau des actions réalisées ou partiellement réalisées (si partiellement réalisée, expliquer pourquoi dans les Commentaires)

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation**	**Lieu(x) de réalisation**	**Coûts associés** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action 1							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)			**Commentaires**	

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation**	**Lieu(x) de réalisation**	**Coûts associés** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action 2							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)			**Commentaires**	

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation**	**Lieu(x) de réalisation**	**Coûts associés** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action 3							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)			**Commentaires**	

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation**	**Lieu(x) de réalisation**	**Coûts associés** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action 4							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)			**Commentaires**	

(1) Reprendre l'intitulé exact de l'action tel que défini dans la convention FIR
(2) Description précise de l'action réalisée pendant la période de réalisation prise en compte au titre du présent bilan d'exécution
(3) l'ARS peut demander tout ou partie des pièces justificatives afférentes au projet
Il est possible d'insérer des lignes supplémentaires dans le tableau si besoin

Paraphe bénéficiaire :

Tableau des actions non réalisées (actions inscrites dans la convention et non réalisées avant la fin de la période de réalisation du projet)

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation** prévisionnelles	**Lieu(x) de réalisation** prévisionnels	**Coûts associés prévisionnels** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action N							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)		**Pourquoi l'action n'a-t-elle pas été réalisée ?**		

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation** prévisionnelles	**Lieu(x) de réalisation** prévisionnels	**Coûts associés prévisionnels** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action N+1							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)		**Pourquoi l'action n'a-t-elle pas été réalisée ?**		

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation** prévisionnelles	**Lieu(x) de réalisation** prévisionnels	**Coûts associés prévisionnels** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action N+2							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)		**Pourquoi l'action n'a-t-elle pas été réalisée ?**		

	Typologie de l'action (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Thématique de l'action** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Population(s) concernée(s)** (3 choix maximum possibles + libellé libre)	**Date(s) de réalisation** prévisionnelles	**Lieu(x) de réalisation** prévisionnels	**Coûts associés prévisionnels** (3)	**Nombre de personnes bénéficiaires**
Action N+3							
	Si Autre :	Si Autre :	Si Autre :				
	Intitulé de l'action (1)		**Descriptif de l'action** (2)		**Pourquoi l'action n'a-t-elle pas été réalisée ?**		

(1) Reprendre l'intitulé exact de l'action tel que défini dans la convention FIR
(2) Description précise de l'action réalisée pendant la période de réalisation prise en compte au titre du présent bilan d'exécution
(3) l'ARS peut demander tout ou partie des pièces justificatives afférentes au projet
Il est possible d'insérer des lignes supplémentaires dans le tableau si besoin

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 1 A LA CONVENTION FIR

Rapport financier

BILAN D'EXECUTION **0**

Identification de la convention

N° Convention 20XXXXXXX

Budget prévisionnel et financier (1) **du projet uniquement** portant sur la période de réalisation prise en compte au titre du présent bilan d'exécution telle que précisée dans la Page de garde

CHARGES (3)	Montant prévu	Montant réel au JJ/MM/AA	PRODUITS (3)	Montant prévu	Montant réel au JJ/MM/AA
Charges directes affectées à l'action			**Ressources directes affectées à l'action**		
60- Achats	- €	- €	**70 – Vente de produits finis, prestations de service, marchandises**		
Prestations de services					
Achats matières et fournitures			**74 – Subventions d'exploitation** (2)	- €	- €
Autres fournitures			**ARS Grand Est**		
61 – Services extérieurs	- €	- €	**ETAT :** préciser le(s) ministère(s)	- €	- €
Locations			-		
Entretien et réparation			-		
Assurance			**REGION**(S) :	- €	- €
Documentation			-		
Divers			**DEPARTEMENT**(S) :	- €	- €
62 – Autres services extérieurs	- €	- €	-		
Rémunérations intermédiaires et honoraires			-		
Publicité, publication			**INTERCOMMUNALITE**(S) : **EPCI**	- €	- €
Déplacements, missions			-		
Services bancaires, autres			-		
63 – Impôts et taxes	- €	- €	**COMMUNES :**	- €	- €
Impôts et taxes sur rémunération			-		
Autres impôts et taxes			-		
64 – Charges de personnel	- €	- €	**ORGANISMES SOCIAUX :**	- €	- €
Total rémunération des personnels, dont :	- €	- €	-		
Secrétaire			-		
Coordinateur administratif			**FONDS EUROPEENS :**	- €	- €
Coordinateur médical			-		
Coordinateur paramédical			**AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT :**		
Médecin			**AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS**	- €	- €
IDE			-		
Masseur Kinésithérapeuthe			**AIDES PRIVEES :**	- €	- €
Diététicienne			-		
Chargé de projet			**AUTRES :**	- €	- €
Autres professionnels (à préciser)			-		
Charges sociales			**75- Autres produits de gestion courante**		
Autres charges de personnel			dont cotisations, dons manuels ou legs		
65- Autres charges de gestion courante			**76- Produits financiers**		
66- Charges financières			**77 - Produits exceptionnels**		
67 – Charges exceptionnelles			**78 – Report** des ressources non utilisées d'opérations antérieures		
68 – Dotation aux amortissements					
Charges indirectes affectées à l'action			**Ressources indirectes affectées à l'action**		
Charges fixes de fonctionnement			...		
Frais financiers			...		
Autres			...		
TOTAL DES CHARGES	- €	- €	**TOTAL DES PRODUITS**	- €	- €
Contributions volontaires en nature					
86 – Emploi des contributions volontaires en nature	- €	- €	**87 – Contributions volontaires en nature**	- €	- €
860 - Secours en nature			870 - Bénévolat		
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services			871 - Prestations en nature		
862 - Prestations					
864 - Personnel bénévole			875 - Dons en nature		
TOTAL	- €	- €	**TOTAL**	- €	- €

(1) cf. Arrêté du Premier ministre portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
(2) L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera susceptible d'être demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.
(3) Ne pas indiquer les centimes d'euros.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 1 A LA CONVENTION FIR

Rapport d'évaluation

BILAN D'EXECUTION :	**0**

Identification de la convention

N° Convention	20XXXXXXX

Tableau d'évaluation des moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions

N° action (1)	**Indicateurs de moyens attendus** (2)	**Résultats obtenus**	**Outils d'évaluation** (fiches d'émargement, analyse des documents de communication, etc.)	**Personne en charge de l'évaluation**	**Date(s) de l'évaluation**	**Pistes d'amélioration**

Tableau d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général du projet

N° action (1)	**Indicateurs de résultats attendus** (2)	**Résultats obtenus**	**Outils d'évaluation** (questionnaire, focus groupe, etc.)	**Personne en charge de l'évaluation**	**Date(s) de l'évaluation**	**Pistes d'amélioration**

(1) Faisant référence aux numéros d'actions indiquées dans le tableau des actions réalisées du Rapport d'activité du présent bilan d'exécution

(2) Reprendre l'indicateur de moyen ou de résultat attendu de l'action tel que défini dans la convention FIR

Il est possible d'insérer des lignes supplémentaires dans les tableaux si besoin

Paraphe bénéficiaire :

N° Convention 20XXXXXXX

Attestation au titre de l'exécution du projet

Je soussigné [Nom et Prénom du signataire]

Ayant capacité à engager juridiquement l'organisme ci-après

Raison sociale 0

Certifie exactes les données indiquées ci-après ainsi que dans la Notice, la Page de garde, le Rapport d'activité et le Rapport

Total des dépenses réalisées

Crédit ARS notifié	
Crédits consommés au cours de la période de réalisation prise en compte pour le présent bilan d'exécution	
Crédits consommés au cours des précédents bilans d'exécution, le cas échéant	
Total des crédits consommés à la date de réalisation prise en compte pour le présent bilan d'exécution	- €
Total des crédits ARS non consommés à la date de réalisation prise en compte pour le présent bilan d'exécution	- €

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la convention, je tiens à la disposition de l'ARS les pièces justificatives afférentes aux dépenses mentionnées dans le tableau ci-dessus. Ces pièces sont référencées dans le présent bilan d'exécution au titre des actions réalisées (rapport d'activité).

Je certifie avoir mentionné toute pièce justificative intéressant les conditions d'exécution du projet.

Fait à

Le

Signature du représentant légal et cachet de l'organisme bénéficiaire

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 2-

Extrait d'un relevé d'identité bancaire du bénéficiaire

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

BANQUE DE FRANCE RC PARIS B 572104891 Relevé d'identité bancaire			
TITULAIRE : **067058 RECETTE DES FINANCES STRASBOURG ET EUROMETROPOLE** DOMICILIATION : **BDF STRASBOURG**			
RIB automatisé			
CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
30001	**00806**	**C6720000000**	**56**
Identification internationale			
IBAN	***FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056***		
Identifiant Swift de la BDF (BIC)	**BDFEFRPPCCT**		

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

ANNEXE 3

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION

DOCUMENT DE TRAVAIL

Paraphe bénéficiaire :

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Programmation du Contrat de ville : quatrième étape de soutien aux projets pour l'année 2021.

Numéro V-2021-1267

Le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2022 porte un projet global d'équité territoriale et de cohésion sociale de la métropole, caractérisée par de très grandes inégalités socio-spatiales.

L'appel à projets annuel du Contrat de ville constitue l'un des leviers pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et l'ensemble de la métropole, et améliorer les conditions de vie de leurs habitant.es.

Grâce à la mobilisation des partenaires financiers du Contrat de ville et des acteurs de terrain, les projets soutenus permettent de renforcer l'action des politiques publiques dans les QPV et de répondre aux besoins et aux difficultés des habitant.es de ces territoires. À travers les projets qu'elles portent, les associations jouent un rôle primordial et constituent l'un des supports essentiels pour répondre aux orientations et aux priorités du Contrat de ville.

La présente délibération constitue la quatrième étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à l'appel à projets 2021 du Contrat de ville pour l'année civile 2021 et pour les projets se déroulant sur l'année scolaire 2021/2022. **Elle propose de soutenir 57 projets pour un montant global de 234 675 €.**
36 projets sont en reconduction et 21 projets sont de nouvelles demandes.

En cohérence avec la présentation des précédentes délibérations relatives au soutien aux projets pour l'année 2021, le détail de l'ensemble des projets, présentés par programme du Contrat de ville et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe jointe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la* ***Direction Urbanisme et Territoires – Direction de projet Politique de la ville****, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	**MONTANT**
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Toussaint 2021*	1 500 €
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Ville Vie Vacances Toussaint 2021*	1 000 €
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION *Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement*	1 500 €
ASSOCIATION LE MIGOU *Projet des minis cadets de la prévention*	1 000 €
ASSOCIATION NADI CHAABI *Création d'un jardin potager pédagogique dans la cité Katholischer Bahnhof*	2 500 €
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON *Projet "rando ados"*	4 000 €
ASSOCIATION TERRITORIALE GRAND EST DES CEMEA *Réseaux sociaux et vie de classe - collège Vauban (67000)*	1 500 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER *Accompagner les habitants dans la transition écologique*	2 000 €
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *"Aux plans d'eaux à vélo" Vers une mobilité douce et sécurisé pour un public de nouveaux arrivants*	2 000 €
HAUTEPIERRE BADMINTON CLUB *Manger Bouger Badminton*	575 €
LES ARPENTISTES *Arpenter le quartier laiterie, phase 2*	4 500 €
LES DEFRICHEURS *Micro-citoyen (Porte à porte)*	3 000 €
LIFETIME PROJECTS *Cité Spach, quartier international et solidaire*	4 000 €
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO *VVV Toussaint 2021*	3 000 €
STRASBOURG MEDITERRANEE *Festival Strasbourg-Méditerranée 12ème édition*	15 000 €
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS RHIN *Cours d'initiation à Gymnastique Ampère* *Boxe éducative à Ampère 2021/2020*	1 500 € *500 €* *1 000 €*

BENEFICIAIRES	MONTANT
UNIS VERS LE SPORT *Déjeuner Sport* *Programme Vivacité*	8 000 € *5 000 €* *3 000 €*
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST *Bien Etre et Forme*	2 000 €
ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE EN INTERVENTION SOCIALE *Séminaire trinational « "Les inégalités d'accès à la santé dans les quartiers populaires »'*	2 500 €

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **61 075 €** sur la ligne suivante : Fonction 020 - Nature 6574 - Activité DL04B – Programme 8012 – dont le solde avant Conseil est de 85 715 €.*

*- d'attribuer au titre de la **Direction de la Culture, Mission Développement des Publics**, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	MONTANT
COMPAGNIE LU ² *(interstices)*	5 000 €
NO LIMIT ORCHESTRA *« La trousse à pixels » - Ateliers de création de jeux vidéo à l'école*	2 000 €
AVLAB *Ateliers d'initiations DIY aux machines outils-numérique du Fablab des Ateliers Eclairés à la Coop.*	1 500 €
STIMULTANIA *Diffusion de l'Extension Images et Mots du travail* *Affaire de famille*	4 000 € *2 000 €* *2 000 €*
ARTENREEL *Qu'a dit la radio !?!*	4 000 €
LIFETIME PROJECTS *Le rendez-vous Cité Sp'Art du Monde, programmation culturelle mensuelle à destination des habitants du QPV Vauban Cité-Spach, centrée sur l'ouverture internationale.*	4 000 €
ASSOCIATION LATITUDE 48/44 *Grandir en musique autour d'un ciné/concert "La petite marchande d'allumettes" de Jean Renoir"*	1 500 €
RUE MEDITERRANEE *Chœur de la Méditerranée*	5 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *Actions culturelles au Port Du Rhin 2021-2022*	7 000 €
COMPAGNIE TOC-TOC *Ateliers d'improvisation pour femme en QPV* *Atelier de théâtre pour enfants en quartier prioritaire*	3 000 € *1 000 €* *2 000 €*

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **37 000 €** comme suit : sous la Fonction 33 – Nature 6574 – Activité CU01G – Programme 8087, dont le solde avant Conseil est de 261 050 €.*

*- d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Éducation, service périscolaire et éducatif**, la subvention suivante :*

BENEFICIAIRE	MONTANT
FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES – BAS RHIN *"Permis de construire", projet d'initiation à l'architecture dans les écoles*	6 000 €

D'imputer le montant ci-dessus comme suit : sous la fonction 255, nature 6574, activité DE02C, Programme 8028, dont le solde avant Conseil est de 281 400 €.

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités, Santé, Jeunesse, Service Santé Autonomie**, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	MONTANT
CSC HAUTEPIERRE *Apprentissage du vélo pour les enfants de Hautepierre*	4 000 €
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE *Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes*	16 200 €
CENTRE COMMUNAUTAIRE MARTIN BUCER *Atelier cuisine pour enfants*	2 000 €
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO *Action de prévention et promotion de la SANTE - Actions NUTRITION 2021/2022*	3 000 €
ASS DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU *Les petits déjeuners santé*	1 400 €
ASSOCIATION CITE SANTE NEUHOF *L'équilibre en pratique*	10 000 €
COLLEGE HANS ARP *Les atouts santé pour réussir*	1 500 €
MAISON DE SANTE HAUTEPIERRE *En équilibre*	5 000 €
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *Petits-déjeuners pédagogiques à l'Ecole des Romains 2021 2022*	1 000 €
ASSOCIATION LA ROUTE DE LA SANTÉ *Petits déjeuners pédagogiques dans les écoles publiques de Strasbourg*	11 000 €

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **55 100 €** comme suit : sous la Fonction 512 – Nature 6574 – Activité AS05D – Programme 8006 dont le solde avant Conseil est de 303 052 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités, Santé, Jeunesse, Service Jeunesse Education Populaire**, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	MONTANT
CENTRE SOCIO CULTURELLE DU FOSSE DES TREIZE *Penser vers une vie en vert*	5 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *Séjour estival*	5 000 €
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG) *Tournée un air d'été 2021!*	4 500 €

BENEFICIAIRES	MONTANT
LIFETIME PROJECTS *Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale dans les collèges : les jeunes engagés pour un meilleur vivre ensemble.*	6 000 €

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **20 500 €** comme suit : sous la Fonction 422 – Nature 6574 – Activité AS00B – Programme 8013 dont le solde avant Conseil est de 327 390 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités, Santé, Jeunesse, Département Développement des Politiques Sociales**, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	MONTANT
COLLÈGE JACQUES TWINGER *La Famille à l'école*	4 000 €
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Apprentissage de la Langue Française*	3 500 €
PLURIELLES *Etape Numérique pour les apprenants en français*	3 000 €
COORDINATION POUR PROMOUVOIR COMPÉTENCES ET VOLONTARIAT *Formation linguistique à destination à destination de parents d'enfants scolarisés dans les REP-Stockfeld Solignac*	9 500 €
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG) *Activités linguistiques ARES QPV Vauban septembre 2021-juin 2022*	1 000 €

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **21 000 €** comme suit : sous la Fonction 520 – Nature 6574 – Activité AS01B – Programme 8003 dont le solde avant Conseil est de 148 765 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Mission droits des femmes et égalité de genre**, les subventions suivantes :*

BENEFICIAIRES	MONTANT
ASSOCIATION PAR ENCHANTEMENT *Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen*	7 000 €
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST *Bien Etre et Forme*	3 000 €
ATELIER NA *Les Atelières : donner une place aux femmes dans l'espace public à l'Elsau*	5 000 €

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **15 000 €** comme suit : sous la Fonction 524 – Nature 6574 – Activité DF00B – Programme 65 dont le solde avant Conseil est de 185 000 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Mission Projet Digital**, la subvention suivante :*

BENEFICIAIRE	MONTANT
PLURIELLES *Etape Numérique pour les apprenants en français*	4 000 €

D'imputer le montant ci-dessus comme suit : sous la fonction 90, nature 6574, activité DU06A, programme 8099 dont le solde avant Conseil est de 90 000 €.

*- d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et Territoires, Mission Ville en transition-Parc naturel urbain**, la subvention suivante :*

BENEFICIAIRE	**MONTANT**
ECO QUARTIER STRASBOURG *Élèves et parents : des citoyens mobilisés dans la transformation de l'Elsau !*	6 000 €

D'imputer le montant ci-dessus comme suit : sous la Fonction 820 – Nature 6574 – Activité AD00A dont le solde avant Conseil est de 1 000 € sous réserve d'abondement au budget supplémentaire.

*- d'attribuer au titre du **Service Évènements**, la subvention suivante :*

BENEFICIAIRE	**MONTANT**
MISTRAL EST *Subvention de fonctionnement (dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs)*	9 000 €

D'imputer le montant ci-dessus comme suit : Fonction 33, Nature 6574 - Activité PC02B - Programme 8038 dont le solde avant Conseil est de 20 941 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133021-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 1 - JEUNESSE							
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L' ESCALE	Ville Vie Vacances Toussaint 2021	PREMIERE	Cité de l'Ill	2 000 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Séjour estival	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	5 000 €	projet annulé	5 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	Projet "rando ados"	RENOUVELLEMENT	Murhof	6 000 €	663 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	VVV Toussaint 2021	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	3 500 €	non déposé en 2020 du fait de la crise sanitaire	3 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
ASSOCIATION LE MIGOU	Projet des minis cadets de la prévention	PREMIERE	Neuhof - Meinau	3 000 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
ASSOCIATION TERRITORIALE GRAND EST DES CEMEA	Réseaux sociaux et vie de classe - collège Vauban (67000)	RENOUVELLEMENT	Spach	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la ville
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Toussaint 2021	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est Hohberg	2 500 €	2 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la ville
HAUTEPIERRE BADMINTON CLUB	Manger Bouger Badminton	PREMIERE	Hautepierre	575 €		575 €	Direction de Projet Politique de la ville
PROGRAMME 1 - JEUNESSE						**17 575 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 3 - EGALITE FEMME HOMME							
ASSOCIATION PAR ENCHANTEMENT	Les femmes se prennent en main à Koenigshoffen	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	20 000 €	8 000 €	7 000 €	Mission Droits des femmes et égalité de genre
COMITE REGIONAL SPORTS POUR TOUS GRAND EST	Bien Etre et Forme	RENOUVELLEMENT	Laiterie	5 000 €	non déposé en 2020	5 000 €	Mission Droits des femmes et égalité de genre (3 000 €) + Direction de Projet Politique de la Ville (2 000 €)
ATELIER NA	Les Atelières : donner une place aux femmes dans l'espace public à l'Elsau	PREMIERE	Elsau	15 000 €		5 000 €	Mission Droits des femmes et égalité de genre
PROGRAMME 3 - EGALITE FEMME HOMME						**17 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 4 - LANGUE FRANCAISE							
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L' ESCALE	Apprentissage de la Langue Française	RENOUVELLEMENT	Cité de l'Ill	3 500 €	3 500 €	3 500 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
COORDINATION POUR PROMOUVOIR COMPÉTENCES ET VOLONTARIAT	Formation linguistique à destination à destination de parents d'enfants scolarisés dans les REP-Stockfeld Solignac	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	11 000 €	9 500 €	9 500 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Actvités linguistiques ARES QPV Vauban septembre 2021-juin 2022	RENOUVELLEMENT	Spach	5 276 €	1 000 €	1 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
PROGRAMME 4 - LANGUE FRANCAISE						**14 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 7 - SOUTIEN PARENTALITE							

COLLÈGE JACQUES TWINGER	La Famille à l'école	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	4 104 €	4 000 €	4 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
PROGRAMME 7 - SOUTIEN PARENTALITE						**4 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 8 - CULTURE							
COMPAGNIE LU²	(interstices)	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	20 000 €	18000 € (crédits EMS)	5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
NO LIMIT ORCHESTRA	« La trousse à pixels » - Ateliers de création de jeux vidéo à l'école	PREMIERE	Cronenbourg	2 000 €		2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
STIMULTANIA	Diffusion de l'Extension Images et Mots du travail.	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est, Laiterie, Hautepierre, Neuhof - Meinau, Schiltigheim	4 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
STIMULTANIA	Affaire de famille	RENOUVELLEMENT	Laiterie, Koenigshoffen-Est, Neuhof - Meinau	2 500 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ARTENREEL	Qu'a dit la radio !?!	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
LIFETIME PROJECTS	Le rendez-vous Cité Sp'Art du Monde, programmation culturelle mensuelle à destination des habitants du QPV Vauban Cité-Spach, centrée sur l'ouverture internationale.	RENOUVELLEMENT	Spach	6 000 €	1 800 €	4 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ASSOCIATION LATITUDE 48/44	Grandir en musique autour d'un ciné/concert "La petite marchande d'allumettes" de Jean Renoir"	RENOUVELLEMENT	Ampère	5 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
STRASBOURG MEDITERRANEE	Festival Strasbourg-Méditerranée 12ème édition	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	135 000 €	20 000 €	15 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
RUE MEDITERRANEE	Chœur de la Méditerranée	PREMIERE	Hohberg Port Du Rhin Laiterie Guirbaden	5 000 €		5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Actions culturelles au Port Du Rhin 2021-2022	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	7 000 €	VALORISATION	7 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
COMPAGNIE TOC-TOC	Ateliers d'improvisation pour femme en QPV	PREMIERE	Hohberg Koenigshoffen-Est Laiterie	1 000 €		1 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
COMPAGNIE TOC-TOC	Atelier de théâtre pour enfants en quartier prioritaire	PREMIERE	Cronenbourg	2 000 €		2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
PROGRAMME 8 - CULTURE						**50 500 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 10 - SANTE							
CSC HAUTEPIERRE	Apprentissage du vélo pour les enfants de Hautepierre	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Cité De L'Ill, Neuhof - Meinau	17 480 €	16 200 €	16 200 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie

CENTRE COMMUNAUTAIRE MARTIN BUCER	Atelier cuisine pour enfants	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	1 350 €	non déposé en 2020	2 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	Action de prévention et promotion de la santé - Actions nutrition 2021/2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	1 250 €	3 000 €	3 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASS DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	Les petits déjeuners santé	RENOUVELLEMENT	Elsau	700 €	Ville de Strasbourg non sollicitée en 2020	1 400 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASSOCIATION CITE SANTE NEUHOF	L'équilibre en pratique	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	5 230 €	8 000 €	10 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
UNIS VERS LE SPORT	Déjeuner Sport	PREMIERE	Neuhof - Meinau, Port Du Rhin, Hautepierre, Koenigshoffen-Est	10 000 €		5 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
COLLEGE HANS ARP	Les atouts santé pour réussir	RENOUVELLEMENT	Elsau, Molkenbronn, Murhof	2 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
MAISON DE SANTE HAUTEPIERRE	En équilibre	PREMIERE	Hautepierre	2 700 €		5 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASS POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Petits-déjeuners pédagogiques à l'Ecole des Romains 2021 2022	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
ASSOCIATION LA ROUTE DE LA SANTÉ	Petits déjeuners pédagogiques dans les écoles publiques de Strasbourg	RENOUVELLEMENT	Hautepierre Neuhof - Meinau Cronenbourg	11 000 €	10 700 €	11 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Santé Autonomie
PROGRAMME 10 - SANTE						**60 100 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 12 - QUALIFICATIONS ET COMPETENCES							
AVLAB	Ateliers d'initiations DIY aux machines outils-numérique du Fablab des Ateliers Eclairés à la Coop.	PREMIERE	Port Du Rhin	5 000 €		1 500 €	Direction de la Culture - Mission développement des Publics
PROGRAMME 12 - QUALIFICATIONS ET COMPETENCES						**1 500 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant poposé	Financeur(s)
PROGRAMME 21 - SPORTS							
UNIS VERS LE SPORT	Programme Vivacité	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Port Du Rhin, Marais, Hautepierre	12 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS RHIN	Cours d'initiation à Gymnastique Ampère	PREMIERE	Ampère	500 €		500 €	Direction de Projet Politique de la ville
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONSOMMATION, DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE DU BAS RHIN	Boxe éducative à Ampère 2021/2020	RENOUVELLEMENT	Ampère	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
PROGRAMME 21 - SPORTS						**4 500 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 22 - LIEN SOCIAL / INTERCULTURALITE							

ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Tournée un air d'été 2021!	PREMIERE	Spach	4 500 €		4 500 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
LIFETIME PROJECTS	Cité Spach, quartier international et solidaire	PREMIERE	Spach	8 000 €		4 000 €	Direction de Projet Politique de la ville
LIFETIME PROJECTS	Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale dans les collèges : les jeunes engagés pour un meilleur vivre ensemble.	RENOUVELLEMENT	Koenigshoffen-Est, Spach, Hohberg	6 000 €	3 000 €	6 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
PROGRAMME 22 - LIEN SOCIAL / INTERCULTURALITE						**14 500 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 23 - PARTICIPATION DES HABITANTS / CITOYENNETE							
LES ARPENTISTES	Arpenter le quartier laiterie, phase 2	RENOUVELLEMENT	Laiterie	4 500 €	2 500 €	4 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ECO QUARTIER STRASBOURG	Élèves et parents : des citoyens mobilisés dans la transformation de l'Elsau !	RENOUVELLEMENT	Elsau	10 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction Urbanisme et Territoires - Mission Ville en transition-Parc naturel urbain
LES DEFRICHEURS	Micro-citoyen (Porte à porte)	PREMIERE	Neuhof - Meinau	3 200 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PROGRAMME 23 - PARTICIPATION DES HABITANTS / CITOYENNETE						**13 500 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 24 - INCLUSION NUMERIQUE - ACCES AUX DROITS							
PLURIELLES	Etape Numérique pour les apprenants en français	PREMIERE	Laiterie	7 000 €		7 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales (3 000 €) + Mission Projet Digital (4 000 €)
PROGRAMME 24 - INCLUSION NUMERIQUE - ACCES AUX DROITS						**7 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 26 - ENVIRONNEMENT							
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Accompagner les habitants dans la transition écologique	PREMIERE	Cronenbourg	6 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	Action de socialisation et d'éducation à la protection de l'environnement	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	1 500 €	Ville de Strasbourg non sollicitée en 2020	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Penser vers une vie en vert	PREMIERE	Laiterie	8 000 €		5 000 €	Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	"Aux plans d'eaux à vélo" Vers une mobilité douce et sécurisé pour un public de nouveaux arrivants	PREMIERE	Laiterie	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION NADI CHAABI	Création d'un jardin potager pédagogique dans la cité Katholischer Bahnhof	PREMIERE	Laiterie	2 500 €		2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PROGRAMME 26 - ENVIRONNEMENT						**13 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
PROGRAMME 27 - IMAGE DES QUARTIERS							

FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES - BAS-RHIN	"Permis de construire", projet d'initiation à l'architecture dans les écoles	RENOUVELLEMENT	SCHILTIGHEIM, Quartier Prioritaire De Lingolsheim, Hautepierre, Cronenbourg, Elsau, Neuhof - Meinau, BISCHHEIM, ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	6 000 €	5000 € (crédits EMS)	6 000 €	Direction de l'Enfance et de l'Education - Service Périscolaire et Educatif
PROGRAMME 27 - IMAGE DES QUARTIERS						**6 000 €**	

Libellé - Demandeur	Intitulé - Demande	Fréquence	Quartiers	Montant demandé	Montant attribué N-1	Montant proposé	Financeur(s)
HORS PROGRAMME							
MISTRAL EST	Subventionnement de fonctionnement	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	9 000 €	9 000 €	9 000 €	Service Evènements
ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE EN INTERVENTION SOCIALE	Séminaire trinational « ''Les inégalités d'accès à la santé dans les quartiers populaires »'	PREMIERE	Strasbourg	5 050 €		2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
HORS PROGRAMME						**11 500 €**	

234 675 €

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Renouvellement et signature du Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés avec l'Etat.

Numéro V-2021-1268

Validée lors du Comité Interministériel du 5 juin 2018, la Stratégie Nationale portée par la Délégation Interministérielle à l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) constitue le cadre de coordination des politiques d'accueil et d'intégration des réfugiés autour de 7 axes : renforcer le pilotage de la politique d'intégration ; améliorer les parcours d'intégration ; renforcer la maîtrise de la langue française et l'accès à la formation et à l'emploi ; favoriser l'accès au logement, l'accès aux soins, aux droits, et développer des liens entre les réfugiés-es et la France.

En 2019, par la signature d'un premier Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAIR), proposé et soutenu à hauteur de 300 000 € par la DIAIR, la ville de Strasbourg s'est engagée à se mobiliser en faveur des personnes ayant obtenu une protection internationale, en complémentarité des actions de l'Etat. Cet engagement a été reconduit dans un deuxième Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés en 2020 pour un montant similaire.

Ces deux premiers contrats ont permis d'impulser de nouveaux projets et d'appuyer le fonctionnement et l'animation du portail numérique « Bonjour Strasbourg », de soutenir la professionnalisation de près de 60 intervenants-es en Français langue étrangère, de valoriser les écrits de personnes réfugiées grâce à la publication d'un recueil de 150 textes, avec le concours du GIP-FCIP Alsace, ainsi que de favoriser la structuration d'un réseau d'initiatives citoyennes en direction des réfugiés-es, à travers le versement de subventions à 26 associations, via le CCAS.

Ces projets aujourd'hui initiés vont se poursuivre sous une forme similaire ou rénovée, dans un autre cadre de soutien plus global, élargi au bénéfice de l'ensemble des publics vulnérables.

Dans le cadre du troisième CTAIR, en 2021, la mise en place d'une démarche intégrée comme levier d'intégration sur le long terme pour un grand nombre de personnes accueillies, et le soutien au travail social d'accompagnement et de coordination ont été poursuivis.

Au regard des besoins du territoire, après concertation avec les parties prenantes, deux projets, sur les axes emploi, langue française et accès aux droits sont proposés par le Foyer Notre Dame, acteur reconnu depuis 1923, qui met en œuvre les politiques publiques

en faveur des jeunes adultes, des mineurs-es non accompagnés-es, des demandeurs-ses d'asile et des réfugiés-es, dans le département et la région.

Un premier projet propose un accompagnement intégré d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale sur l'axe « emploi, accès à la langue française ».

En complément d'un financement dédié par l'Etat permettant au Foyer Notre Dame d'accompagner des sorties vers le logement, les fonds du CTAIR permettront un soutien complémentaire pour l'accompagnement à la recherche d'un emploi, le renforcement en langue française à visée professionnelle en cohérence avec le projet de la personne, des ateliers d'intégration à la vie citoyenne et culturelle avec une inclusion globale des publics réfugiés nouvellement arrivés en besoin d'accompagnement.

Ce projet, porté par l'association, sera intégré à une mobilisation globale de territoire avec une recherche d'articulation avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et du service public (Pôle emploi, IAE, maisons de l'emploi, …), mais également les associations sociales et culturelles.

Un deuxième projet vise à soutenir l'ensemble des acteurs accompagnants (agents-es de la Ville et travailleurs-ses sociaux-ales des associations) sur « l'accès aux droits » des personnes réfugiées. Il s'agit de mieux appréhender les enjeux juridiques, législatifs, techniques et d'accompagnement des personnes, en bénéficiant du savoir-faire et de l'expertise de l'association Foyer Notre Dame. Ce centre de ressources expérimental de réponses aux interrogations à distance, croisé avec des moments de concertation avec les acteurs du territoire et de la Ville, permettra de soutenir le cadre d'intervention autour des enjeux d'accueil et de d'accompagnement des personnes, dans une meilleure dynamique de coopération et d'articulation.

Le pilotage global du contrat, en lien avec les services de l'Etat et l'association, est confiée à la Direction Solidarités Santé Jeunesse de la ville de Strasbourg, dans le cadre de la démarche « ville hospitalière » fortement portée par la Ville pour un accueil digne des personnes réfugiées sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé que les fonds d'un montant de 300 000 € soient versés directement de l'Etat à l'association Foyer Notre Dame.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature du Contrat Territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés pour un montant de 300 000 €*

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer le contrat afférent à cette adhésion.*

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133037-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés
Territoire de Strasbourg
2021/2022

Entre,

La Ville de Strasbourg,

La Préfecture du Bas-Rhin,

La Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés, ci-après nommée DIAIR,

Il est convenu ce qui suit :

VU la Stratégie Nationale pour les réfugiés, portée par le Ministre de l'Intérieur, présentée lors du Comité interministériel à l'intégration du 8 juin 2018 ;

Vu le premier acte d'engagement en mars 2019 entre la Délégation Interministérielle à l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés (DIAIR), et la Ville de Strasbourg ;

Vu la délibération au Conseil municipal de Strasbourg du lundi 24 juin 2019 portant sur le premier contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAIR) de la Ville de Strasbourg, pour l'année 2019-2020, suivi de la signature du contrat entre la Ville de Strasbourg, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés et la Préfecture du Bas-Rhin en juillet ;

Vu l'arrêté du Maire du 29 mai 2020, portant sur le deuxième contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés de la Ville de Strasbourg, suivi de la signature de celui-ci le 17 juillet 2020 pour la mise en œuvre d'actions sur 2020/2021.

Considérant

Que la Stratégie Nationale, et le Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration des réfugiés proposé par la DIAIR, concourent pleinement aux enjeux d'accueil et d'inclusion des personnes d'origine étrangère arrivant sur le territoire de Strasbourg ;

Que le présent contrat, d'un montant de 300 000€ permettant de poursuivre et d'amplifier les actions engagées sur les enjeux d'accueil et d'intégration des réfugiés, expose les axes principaux et modalités de délégation des crédits et conditions de mises en œuvre.

La Ville de Strasbourg,

S'engage à la réalisation du présent Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration des réfugiés pour l'année 2021/2022, pour un montant global de 300 000€.

1- Objet du contrat, axes et modalités d'organisation

L'Etat et la Ville de Strasbourg se sont engagés, par la signature du CTAIR, à se mobiliser et mobiliser leurs partenaires pour la définition et la mise en œuvre d'actions concrètes complémentaires en direction des personnes ayant obtenu une protection internationale.

Vu le bilan des actions du premier et deuxième contrat, la Ville de Strasbourg souhaite poursuivre et renforcer les actions engagées, avec un renouvellement des crédits d'un montant de 300 000€.

Eu égard aux besoins identifiés du territoire par les partenaires locaux, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) et la Ville de Strasbourg s'engagent sur deux axes prioritaires et actions décrits ci-dessous :

2- Projets et Actions au regard de la stratégie nationale

Projet 1 : Accompagnement intégré, d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale (BPI), vers le logement (financement DDETS), emploi, langue française, vie citoyenne (Financement DIAIR) en coordination avec les acteurs de l'emploi du territoire.

Ce projet cible la priorité transversale n°3 de la Stratégie Nationale - Améliorer la maîtrise de la langue française et la formation et l'emploi.

Il vise un accompagnement à l'insertion socio professionnelle et culturelle des BPI, adossé à un dispositif d'accès au logement. Celui-ci permettra la construction d'un projet professionnel pour valoriser les compétences des personnes accompagnées et faciliter les orientations vers un projet de formation et/ou d'emploi. En complément des cours prescrits par le Contrat d'Intégration Républicaine, des ateliers sociolinguistiques de français à visée professionnelle et l'animation d'ateliers de vie citoyenne et culturelle complèteront le dispositif.
Le projet fera l'objet, au démarrage et tout au long de sa mise en œuvre, de réunions de concertation des acteurs de l'emploi et notamment du service public de l'emploi, ainsi que des entreprises du territoire.

Des indicateurs de financement, modalités de mise en œuvre et de suivi sont étayés en annexe du présent contrat.

Projet 2 : Plateforme d'appui aux acteurs du territoire sur l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale.

Ce projet cible la priorité transversale n°6 de la Stratégie Nationale - Améliorer l'accès aux droits.

L'enjeu du projet repose sur un appui aux acteurs du territoire de Strasbourg (agents de la Ville et eurométropole et acteurs associatifs) sur les enjeux d'accueil et d'intégration des bénéficiaires d'une

protection internationale. À travers une plateforme en ligne de ressources ainsi que des moments dédiés pour les professionnels de terrain qui accueille et accompagne le public, le projet vise une meilleure appréhension et coordination des acteurs, dans les différents domaines législatifs, juridiques, techniques de l'accompagnement.
Le projet prévoit, dès le démarrage et tout au long, des réunions d'informations et relais auprès des partenaires du territoire.

Des indicateurs de financement, modalités de mise en œuvre et de suivi sont étayés en annexe du présent contrat.

3- Opérateur ciblé pour la mise en œuvre

L'Association Foyer Notre Dame (AFND) est basée à Strasbourg depuis 1923 et met en œuvre les politiques publiques en faveur des jeunes adultes, des Mineurs Non Accompagnés, des Demandeurs d'Asile et des Réfugiés, dans le département du Bas-Rhin et dans la région Grand-Est. 1 500 personnes sont ainsi hébergées et accompagnées quotidiennement par 180 salariés.

L'AFND se structure autour de deux grands champs d'activités : le Pôle Asile-Réfugiés et le Pôle Jeunesse, tous deux reconnus pour leur expertise.

L'Association est inscrite dans une dynamique visant une large ouverture sur son environnement, à travers le développement d'un réseau partenarial très diversifié et l'organisation de rencontres avec le grand public.

4- Délégation des crédits

Etant donné le cadre des actions posées, il est proposé que la somme de 300 000 € soit versée au Foyer Notre Dame pour la mise en œuvre effective des actions.

Une convention entre l'État, représenté par le Préfet du Bas-Rhin et l'association Foyer Notre Dame précisera les modalités de délégation des crédits pour la mise en œuvre des actions ciblées.

5- Pilotage du contrat

Le pilotage global du contrat est confié à la Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse (DSSJ) de la Ville de Strasbourg, dans le cadre de la démarche « ville hospitalière » pour un accueil digne des personnes réfugiées sur le territoire, sous la supervision de la Directrice de la DSSJ de la Ville de Strasbourg.

La coordination du contrat entre la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités et la DSSJ font l'objet de plusieurs concertations en amont et tout au long du contrat, sans pour autant créer d'instance de coordination spécifique.

Cette concertation se déroule en lien avec les porteurs de projets qui s'appuient sur leurs propres instances de pilotage et de décision par ailleurs.

6- Durée du contrat et dénonciation

Le présent contrat est établi sur des crédits 2021 pour une réalisation des actions sur les années 2021 et 2022.

Le retrait d'une des parties devra faire l'objet d'une information auprès des partenaires sans préjudice pour les actions déjà engagées.

Tout litige fera l'objet d'échange lors de l'instance spécifique de suivi du dispositif.

Pour la Délégation Interministérielle, Le Délégué,	Pour la Préfecture, La Préfète,	Pour la Ville de Strasbourg, La Maire,

Annexe 1 – Récapitulatif des projets, modalités de financement, et indicateurs de suivi

"Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés portés par la Ville de Strasbourg" financement DIAIR - Prévisions renouvellement 2021/2022									
N°	Projets 2020	Axes Stratégie Nationale	Description/objectif de l'action 2020	Temporalité de l'action	€ prévisionnels	Opérateur ciblé pour la mise en œuvre	Indicateurs de financement	Indicateurs de suivi	Pilotage et livrables
1	**Accompagnement intégré, d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale, vers le logement (financement DDETS), emploi, langue française, vie citoyenne (Financement DIAIR) en coordination avec les acteurs de l'emploi du territoire**	Priorité 3 : améliorer la maîtrise de la langue française et la formation et l'emploi	Accompagnement à l'insertion socio professionnelle et culturelle des BPI, adossé à un dispositif d'accès au logement, qui ciblera la construction d'un projet professionnel pour valoriser les compétences et faciliter les orientations vers un projet de formation et/ou d'emploi. En complément des cours prescrits par le contrat d'intégration républicaine, des ateliers socio-linguistiques de français à visée professionnelle et l'animation d'ateliers de vie citoyenne et culturelle.	nov-21	250 000,00 €	Association Foyer Notre Dame	3 ETP en CDD (conseiller insertion + animateur FLE + vie sociale et culturelle) / coordination chefs de services + frais annexes bureau	> nombre et caractéristiques des personnes accompagnées (H/F/jeunes de moins de 25 ans) ; > nombre et type de sorties vers l'emploi (CCD, CDI, … formation pré qualifiante/qualifiante/certifiante ou diplômante) > types de métiers visés (Motifs et natures de sorties à l'emploi) ; > nombre et type de partenaires emploi ; > nombre et type d'ateliers ; taux de présence ; durée moyenne du parcours vers l'emploi et langue française…	Comité de pilotage au démarrage et en fin d'actions ; Réunions d'information aux acteurs du territoire ; Bilan qualitatif et quantitatif
2	**Centre de ressources / formation pour les acteurs du territoire sur l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale**	Priorité 6 : Améliorer l'accès aux droits	Appui aux agents de la Ville et eurométropole et acteurs associatifs sur les enjeux d'accueil et d'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale (aspects législatifs, juridiques, techniques, accompagnement,…) comprenant des moments dédiés aux professionnels.		50 000,00 €		Recrutement en CDD d'un ETP / coordination chefs de services + frais annexes	> nombre de sollicitations des acteurs et listing des acteurs clés ; type de réponses et problématiques rencontrées ; nombre de sessions d'informations	
					Total Axe "Emploi/langue française"	**250 000,00 €**			
					Total Axe "Accès aux droits"	**50 000,00 €**			
					Total prévisionnel 2021/2022	**300 000,00 €**			

Annexe 2 : Synthèse des éléments qualitatifs des projets proposés

Un premier projet propose un accompagnement intégré, d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale sur l'axe « emploi, accès à la langue française » avec plusieurs volets. En complément d'un financement dédié par l'Etat permettant au Foyer Notre Dame d'accompagner des sorties vers le logement, les fonds du CTAIR concernerait un soutien complémentaire pour l'accompagnement à la recherche d'un emploi, le renforcement en langue française à visée professionnel en cohérence avec le projet de la personne, des ateliers d'intégration à la vie citoyenne et culturelle. L'enjeu ici est l'inclusion globale des publics réfugiés nouvellement arrivés en besoin d'accompagnement. Ce projet, porté par l'association, serait intégré à une mobilisation globale de territoire avec une recherche d'articulation avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et du service public (Pôle emploi, IAE, maisons de l'emploi, …), mais également les associations sociales et culturelles.

Pour la mise en œuvre, sont prévus, le recrutement en CDD :

- ✓ d'un professionnel diplômé Conseiller en Insertion Professionnelle pour l'accompagnement à la construction d'un projet professionnel (construire avec les personnes en fonction de leurs compétences initiales et leur capacité à en acquérir de nouvelles, animation d'ateliers individuels et collectifs à visée emploi ou formation) et le développement d'un réseau d'entreprises et la coordination des acteurs de l'emploi
- ✓ d'un intervenant pour l'enseignement du français technique à visée professionnelle (appréhension du monde du travail, lien avec le projet professionnel, développement des compétences linguistiques et communicatives),
- ✓ d'un animateur pour l'insertion socio culturelle et la réalisation d'actions collectives (Ateliers découvertes des institutions et administrations françaises, découverte de la culture française, sorties découverte de l'environnement, actions d'insertion socio culturelles et sportives, ateliers logement) et la coordination du réseau d'acteurs associatifs. Le soutien au fonctionnement sera complété par supervision de deux chefs de services. Des frais annexes du bureau sont également valorisés.

Un deuxième projet viendrait soutenir l'ensemble des agent-e-s. de la Ville et travailleurs sociaux des associations sur « l'accès aux droits » des personnes réfugiées. L'enjeu, ici, est de mieux appréhender les enjeux juridiques, législatifs, techniques et d'accompagnement des personnes en bénéficiant du savoir-faire et de l'expertise de l'association Foyer Notre Dame. Ce centre de ressources expérimental de réponses aux interrogations à distance (compréhension des changements de procédures juridiques et administratives, du système et parcours du droit des personnes, questions techniques de réunification familiale, …), croisé avec des moments de concertation avec les acteurs du territoire et de la Ville, permettrait de soutenir le cadre d'intervention autour des enjeux d'accueil et de d'accompagnement des personnes, dans une meilleure dynamique de coopération et d'articulation.

Un Comité de pilotage réunissant les signataires du Contrat serait mis en place dès le démarrage avec un suivi d'indicateurs de réussite et de réalisations prédéfinis.

Aussi, des réunions de lancement avec les acteurs du territoire (OFII, acteurs associatifs, travailleurs sociaux de la Ville et de la Communauté Européenne d'Alsace, …) permettront d'ajuster le déploiement des actions et de favoriser la coordination.

Le recrutement d'un ETP à temps plein sera nécessaire pour la mise en œuvre du projet, des actions collectives, et la coordination avec les acteurs du territoire.

d.i.air
Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN

Strasbourg.eu

Bilan des actions
Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés
Territoire de Strasbourg
2020/2021

Table des matières

1- Pilotage et mise en œuvre du contrat territorial sur Strasbourg 2

2- Bilan des réalisations et résultats 3

1- Axe « Améliorer l'accès à la formation, linguistique et professionnelle, et l'emploi des réfugiés » (Priorité n°3 de la stratégie nationale) 3

➢ Projet 1 : Appui au fonctionnement du portail interactif numérique « Bonjour Strasbourg » pour renforcer la coordination des cours de « FLE » 4

➢ Projets 2 : Valorisation des ateliers d'écriture « le plaisir d'écrire » 5

2- Axe « Changer le regard sur les réfugiés / Mobilisation citoyenne » (Priorité n°7 de la Stratégie Nationale) 6

➢ Projets 3 : Développer un réseau d'initiatives citoyennes et sensibiliser la population aux enjeux d'accueil 6

3- Perspectives dans le cadre d'un contrat 2021/2022 9

4- Annexes 11

1- Annexe 1 : Tableau des principales réalisations pour l'axe « mobilisation citoyenne » 11

2- Annexe 2 : Perspectives dans le cadre d'un contrat 2020/2021 12

Fait à Strasbourg, le 12 juillet 2020.

1- Pilotage et mise en œuvre du contrat territorial sur Strasbourg

L'État et la Ville de Strasbourg se sont engagés, par la signature du « Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés », à se mobiliser et mobiliser leurs partenaires pour la définition et la mise en œuvre d'actions concrètes complémentaires en direction des personnes ayant obtenu une protection internationale.

En mars 2019, un premier acte d'engagement tripartite entre la Délégation Interministérielle à l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés (DIAIR), la Préfecture du Bas-Rhin et la Ville de Strasbourg a été signé. Lui a précédé la signature en juin 2019 du Contrat Territorial tripartite, après une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg le 24 juin 2019 qui précisait le contenu, les porteurs de projets et processus d'engagement des crédits.

Renouvelés en 2020, le contrat a fait l'objet d'un arrêté du Maire le 29 mai 2020, suivi de la signature de celui-ci le 17 juillet 2020 pour la mise en œuvre d'actions sur 2020/2021.

Eu égard aux besoins identifiés par les partenaires locaux, l'État et la Ville de Strasbourg se sont engagés sur deux axes prioritaires :

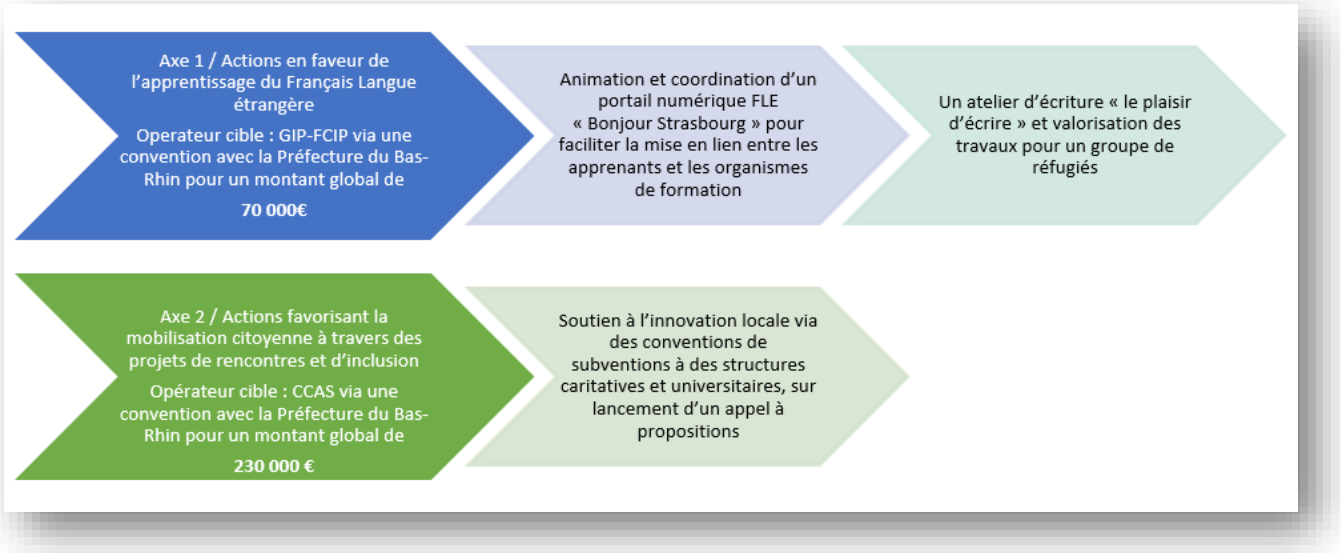
- ✓ **« Améliorer l'accès à la formation, linguistique et professionnelle, et l'emploi des réfugiés »** ***(axe prioritaire 3 de la Stratégie Nationale)***

Étant donné le cadre des actions posées, il a été proposé que la somme prévisionnelle de 70 000 € soit versée au Groupement d'Intérêt Public Formation Continue et Insertion professionnelle Alsace (GIP-FCIP) pour la mise en œuvre effective des actions. L'ingénierie des actions a été travaillée avec le GIP-FCIP, en lien avec la Plateforme Départementale de la Langue Française, et le Département Développement des Politiques Sociales (DDPS) de la Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse (DSSJ) de la Ville de Strasbourg.
Une convention entre l'État, représenté par le Préfet du Bas-Rhin et le GIP-FCIP a été signée en juillet 2020 pour la mise en œuvre des actions ciblées.

- ✓ **« Changer le regard sur les réfugiés »** ***(axe prioritaire 7 de la Stratégie Nationale)***

Au regard de l'engagement ancien du Centre Communale d'action Sociale de la Ville de Strasbourg (CCAS) et de ces liens avec les acteurs caritatifs autour de ces enjeux, il a semblé naturel que le CCAS soit étroitement mobilisé. Ainsi, les fonds d'un montant de 230 000€ pour les actions « changer le regard » ont été versés par la DIAIR via la Direction Départementale déléguée à la cohésion sociale du Bas-Rhin (DDDCS) sur le budget du CCAS, après signature d'une convention entre les parties en septembre 2020.
Pour la mise en œuvre, il a été proposé que les actions relatives à la mobilisation citoyenne en faveur des réfugiés soient sélectionnées permettant de valoriser l'innovation locale et l'engagement associatif et citoyen autour de ces enjeux. Un appel à projet a donc été lancé en juillet pour une réception des candidatures en septembre. Une délibération du CA du CCAS du 3 décembre 2020 a permis d'affecter les fonds reçus via des subventions versées aux structures locales sélectionnées après analyse des candidatures reçues, pour une réalisation des actions s'étalant de décembre 2020 à fin novembre 2021.

Le schéma ci-après retrace en synthèse les axes choisis, les porteurs principaux ainsi que les montants délégués.



Le pilotage global du contrat a été confié à la DSSJ de la Ville de Strasbourg. Une chargée de mission recrutée dans le cadre de la démarche « ville hospitalière » pour un accueil digne des personnes réfugiées sur le territoire, est mobilisée pour coordonner le présent contrat, sous la supervision de la Directrice de la DSSJ de la Ville de Strasbourg.

La coordination du contrat entre la Direction Départementale Déléguée et la DSSJ a fait l'objet de plusieurs concertations en amont et tout au long du contrat, sans pour autant créer d'instance de coordination spécifique. Cette concertation se déroule en lien avec les porteurs de projets qui s'appuient sur leurs propres instances de pilotage et de décision par ailleurs.

2- Bilan des réalisations et résultats

1- *Axe « Améliorer l'accès à la formation, linguistique et professionnelle, et l'emploi des réfugiés »* *(Priorité n°3 de la stratégie nationale)*

Au service des entreprises et des institutions locales ou nationales, le GIP FCIP Alsace accompagne, à travers ses interventions en matière d'ingénierie et de conseil en formation professionnelle, les mutations industrielles et sociales. Le groupement d'intérêt public a pour objet le développement d'une coopération concertée au niveau de l'académie dans les domaines de la formation continue des adultes et de l'insertion professionnelle

Le Pôle Appui aux Politiques Publiques du GIP FCIP Alsace coordonne, depuis début 2018, la Plateforme Départementale de maîtrise du français, créée à l'initiative de l'État, représenté par la DDDCS.

En 2020, la DIAIR vient renforcer financièrement l'instance présentée ci-dessus afin de rendre possible la réalisation de plusieurs actions supplémentaires. A la hauteur de 70 000€ la DIAIR a en effet soutenu les actions suivantes de la Plateforme départementale de maîtrise du français et du Portail Numériques de l'EMS.

1. Appui au fonctionnement du Portail numérique de l'EMS
2. Action de valorisation des ateliers d'écriture « le plaisir d'écrire »

➢ *Projet 1 : Appui au fonctionnement du portail interactif numérique « Bonjour Strasbourg » pour renforcer la coordination des cours de « FLE »*

« Bonjour Strasbourg » est un **portail numérique interactif en ligne permettant de renseigner l'offre et les demandes en ateliers sociolinguistiques en « Français Langue Étrangère »** pour des personnes d'origine étrangère, jeunes et adultes, avec un objectif d'insertion sociale et/ou professionnelle en France, sur le territoire de Strasbourg. Effectif depuis décembre 2019, il poursuit deux objectifs :

- offrir une porte d'entrée commune aux apprenants par le biais de tests de positionnement et d'orientation, et aux acteurs de la formation en FLE ;
- disposer par ce biais d'un outil de connaissance territorialisé de l'existant, pour accompagner le développement d'une offre de cours adaptée aux besoins du territoire.

Afin d'assurer l'animation technique et partenariale de la démarche, la Ville de Strasbourg a souhaité créer un poste de coordinateur/trice du Portail numérique FLE, et a pour cela, fait appel au GIP FCIP Alsace.
Grâce au financement de la DIAIR, une collaboratrice du GIP FCIP a été recrutée et mise à disposition de la Ville pour l'animation du portail, à la rentrée septembre 2019. Le travail de coordination autour du portail a permis de sensibiliser les structures de l'Eurométropole pour les intégrer à la démarche.

L'entrée des publics sur le portail est accompagnée, comme l'année précédente **par 10 structures** de différentes formes juridiques :

- les opérateurs pilotes : 5 structures : Ce sont les pôles de positionnement et d'orientation qui accueillent les publics, testent leurs compétences linguistiques, analysent leurs besoins et les orientent vers les dispositifs les plus adaptés. *Il s'agit de 4 Centres Sociaux Culturels (Cronenbourg, Koenigshoffen, Meinau, Fossé des 13) et l'association Plurielles (EVS)*
- les opérateurs gérant leurs inscriptions en ligne, sans faire de positionnement : *5 structures dont l'Association Jeep Meinau et les CSC de Lingolsheim, Robertsau, Montagne Verte, Elsau*

L'ensemble des formateurs des structures a été formé à l'utilisation du Portail : création de compte, saisie des cours, gestion des inscriptions en ligne… Ils ont également été formés à l'utilisation du test de positionnement unique et commun à tous.

Élargissement du réseau :
Pour la rentrée de 2021, 2 autres structures ont exprimé leur intérêt et vont potentiellement rejoindre la démarche si les cours de français reprennent normalement hors contexte COVID. Il s'agit du CSC Schiltigheim et de l'association AgirABCD sur Bischheim.
Dans un esprit de continuité, l'idée est de rallier au fil du temps l'ensemble des structures linguistiques de grande ampleur sur l'Eurométropole. Pour cela, une réflexion collaborative sur les outils et moyens à mettre en place doit être menée avec certaines d'entre elles. En parallèle, il faut réfléchir aux possibilités d'implication des associations de quartier portées exclusivement par des réseaux de bénévoles, ainsi que par les associations caritatives : 5 à 7 structures (Casas, Caritas, Foyer Notre Dame, Restos du cœur, St Vincent de Paul…). Leur intégration à la démarche risque d'être grandement dépendante de leur bon vouloir et des disponibilités éventuelles de leurs bénévoles, puisque ces structures fonctionnement indépendamment de tout financement institutionnel.

Afin de faciliter la mobilisation des usagers, les futurs apprenants qui le souhaitent sont accompagnés à l'utilisation du portail et l'intégration de leurs données en amont de leur entretien de positionnement. La recherche et le choix des cours se font quant à eux à la fin de l'heure de positionnement, au vu des résultats obtenus.
À ce jour, il y a **1081 comptes usagers créés**. Le nombre d'inscriptions a été régulièrement croissant :

- De décembre 2019 (mise en ligne) à juin 2020 (fin des cours) : 221 comptes créés
- De septembre 2020 à juin 2021 : 811 comptes créés

75 personnes ont été directement été accompagnées par la ville à la création de leur compte et plus de 925 personnes se sont enregistrées sur le Portail, en autonomie ou avec l'aide d'un proche ou d'un travailleur social.

La majeure partie du public inscrit dans les structures linguistiques de proximité est débutante en français **- 70 % des personnes ont un niveau débutant : du niveau alpha à A.1, contre 30 % qui ont un niveau intermédiaire entre A2 et B1.** Aux difficultés de communication en français s'ajoutent la plupart du temps des difficultés à être autonomes dans la vie en général et dans l'utilisation des nouvelles technologies en particulier.

Ainsi, au niveau du Portail Bonjour Strasbourg, nous avons pu constater les difficultés suivantes :

- *liées au numérique (personnes n'étant pas équipées informatiquement ou ne sachant pas utiliser les outils numériques)*
- *liées à l'usage du site (plusieurs comptes créés pour une même personne, erreur de positionnement sur des cours, …)*
- *liées aux personnes elle-même (oubli de la date du tests de positionnement ou du début du cours malgré le SMS et le mail de rappel, présentation à un autre cours que celui sur lequel elles ont été inscrite…)*

Pour éviter ce genre de déconvenues, des outils de communication sur la démarche ont été transmis aux différents acteurs (opérateurs du FLE, prescripteurs…). Il faut cependant être conscient que cela restera néanmoins des problématiques récurrentes dues aux flux constants de nouveaux arrivants chaque année

Des **rencontres régulières avec les opérateurs du FLE** sont organisées par la ville ont pu avoir lieu avec 4 réunion de coordination effectuées, ainsi qu'avec les associations locales d'inclusion numérique.
Aussi, afin de construire un véritable parcours d'apprentissage comme tremplin d'insertion vers l'emploi, des partenariats sont en cours d'élaboration :

- Avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) pour le lien entre les parcours CIR (Contrat d'Intégration Républicain) et les cours dispensés par les organismes partenaires du portail numérique dispensant des cours de droit commun ;
- Plusieurs réunions à distance ont pu être mises en place : avec le réseau des missions locales de Strasbourg, avec le CIDFF, le réseau des acteurs de la solidarité (caritatif)… Les agences Pôle Emploi avaient quant à elles été formées lors d'une réunion en février 2020 directement au sein de leur agence territoriale, en présence des conseillers référents FLE.
- De nombreux contacts individuels avec des référents insertion et des travailleurs sociaux ont également eu lieu.

➢ *Projets 2 : Valorisation des ateliers d'écriture « le plaisir d'écrire »*

Le projet visait la valorisation d'un concours d'écriture « le Plaisir d'écriture ». Cette action a été cofinancé par la Diair à hauteur de 5000€ pour un groupe de personnes réfugiées, la Ville et la Préfecture du Bas-Rhin pour d'autres publics, avec pour objectif l'appropriation de la langue française et la valorisation des écrits des personnes. Réalisé fin 2020, ce projet, eu égard des contraintes sanitaires n'a pu être valorisé comme il se devait sur scène. **En définitive, un recueil contenant 160 textes écrits par 250 bénéficiaires au cours de différents ateliers d'écriture animés par 21 structures, a vu le jour ainsi qu'un CD de 24 pistes audio, diffusé largement.**

Le concours d'écriture Plaisir d'Écrire est rythmé par plusieurs grandes étapes : la présentation du projet aux structures, l'inscription des structures au concours et l'appel à textes, les travaux d'écriture au sein des groupes, l'organisation du comité de lecture, la publication, les répétitions des lauréats et la cérémonie de clôture.
La thématique, *Vous avez dit femme ?* a été inspirée par le mouvement international contre les violences faites aux femmes. L'ambition de cette thématique était de convoquer la figure féminine dans toutes ses nuances, de *proposer à nos écrivants de la raconter, grâce à un large réseau :* CSC Fossé des 13, CSC Elsau, Adali habitat, Savoir Pour Réussir, Contact et Promotion, l'Etage, MJC Mackenheim, Casas, APP Haguenau, le service éducatif des Musées de Strasbourg, le Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg,

Stimultania, Pôle photographie Strasbourg, la Filature de Mulhouse, Koult'hourra, l'etre en lettres, l'association Chemins d'écritures, …

2- *Axe « Changer le regard sur les réfugiés / Mobilisation citoyenne » (Priorité n°7 de la Stratégie Nationale)*

➢ *Projets 3 : Développer un réseau d'initiatives citoyennes et sensibiliser la population aux enjeux d'accueil*

Le projet reposait sur le développement d'un cadre de rencontres et d'actions citoyennes permettant de favoriser le lien entre les habitants et les réfugiés et *in fine* de changer le regard sur les nouveaux habitants tout en favorisant leur intégration sociale, professionnelle et citoyenne.

Un appel à projets a été lancé à la mi-juillet 2020 pour une réponse fin septembre proposant plusieurs axes d'intervention possibles :

- Réalisation d'actions de rencontres collectives, et/ou individuelles via du parrainage/tutorat, permettant de valoriser l'engagement solidaire des participants réfugiés et habitants. Le cadre à créer ou à renforcer peut porter sur les différents enjeux de l'inclusion : formation/découverte professionnelle/appui à la recherche d'emploi, création de lien social à travers les arts et la culture, création d'ateliers favorisant l'apprentissage informel du français, la découverte ludique des trucs et astuces du territoire, la connaissance de la ville de Strasbourg, …
- Structuration d'un cadre d'actions de sensibilisation de la population pour changer le regard sur la migration forcée : création de micro-évènements pour sensibiliser la population aux enjeux d'accueil et d'inclusion des réfugiés (intervention/sensibilisation dans les écoles, dans les espaces publics, médiathèques, …)
- Réalisation et valorisation de portraits et/ou témoignages de personnes réfugiées sous différentes formes et formats : ateliers d'écriture débouchant sur des publications et lectures, ateliers de photographies ou artistiques avec expositions finales, portraits par le théâtre, vidéos, etc.).
- Mise en place de cadre d'actions permettant de favoriser l'engagement citoyen solidaire sur le territoire…

L'appel à projets a été diffusé par courrier électronique aux principaux partenaires associatifs et caritatifs du réseau « ville hospitalière » et par le biais du réseau du CCAS de la Ville. Aussi, chaque Direction potentiellement impliquée sur cet appel a été sollicitée et mise dans la boucle pour diffusion à leur propre réseau (Direction de la Culture, Des Sports, Relations Internationales…).

Au total, 19 projets ont été déposés fin septembre, pour un montant total des demandes s'élevant à 238 213,00 €, face à un budget de 230 000,00 €.

A réception des propositions, une analyse technique a été effectuée par une équipe dédiée spécifique avec la contribution de la Direction du CCAS et de la Direction de la DSSJ mais aussi de l'Etat, début octobre.

Au regard des différents critères de sélection posés, 16 projets ont été retenus, validés par le CA du CCAS le 3 décembre 2020.

Des conventions de subventions adaptées au cadre du présent contrat ont été signées entre chaque structure et le CCAS de la Ville en décembre 2020 pour un paiement immédiat des structures.

Des points en bilatéral ont été opérés entre la chargée de mission dédiée et les partenaires avant et tout au long du déploiement des projets pour vérifier les ajustements en fonction des fonds octroyés. Une première réunion de cadrage avait été effectuée en présence des partenaires en janvier 2021 pour acter du lancement des projets et en expliquer les modalités de fonctionnement.

Le tableau ci-après rend compte en synthèse des projets déposés. Un bilan en annexe permet d'identifier les réalisations chiffrées pour chaque projet sachant que la plupart des actions se poursuivent cet été et à la rentrée.

1	**Arc en Ciel Théâtre**: promotion arts du spectacle dans le domaine de la solidarité	Ateliers mensuels de 6 demies-journées/mois de théâtre forum d'échanges et d'expression (groupe de 12 pers. max) + 1 accueil journée libre/mois pour différents partenaires accueillant du public	36 000,00 €
2	**Amsed** : Association Migration Solidarité et Échanges pour le Développement	Projet global d'inclusion : Découverte de la ville en binômes ; tandems solidaires ; 20 parrains sur l'accueil, l'accès aux droits et l'emploi ; 5 café del mondo ; 30 ateliers éco-couture débouchant sur un défilé ; 5 ateliers citoyenneté/valeurs république ; réalisation d'un film documentaire et expo itinérante valorisant les personnes accueillies et concours photos ; ateliers FLE et informatiques.	30 400,00 €
3	**Parole sans frontières**: sensibilisation et actions dans le domaine de la psychologie interculturelle	Atelier d'approche psychocorporelle pour les publics accueillis : (2h/semaine jusqu'à 10 personnes par séance) / Étude sur la prise en charge des traumatismes psychiques liés à l'exil sur Strasbourg	28 000,00 €
4	**Bernanos** : foyers d'étudiants et jeunes réfugiés	Témoignages artistiques en s'appuyant en duo sur des jeunes locaux et 25 jeunes réfugiés hébergés	20 000,00 €
5	**AFEV** : Association nationale dans la promotion du mentorat étudiants	Mentorat pour 30 jeunes issus de familles réfugiées avec étudiants universitaires	18 000,00 €
6	**Stamtish** : évènements culinaires et inclusion de chefs réfugiés	12 ateliers "escape game culinaire" sur la thématique inclusion/migrations proposés pour des structures locales	17 500,00 €
7	**Migrations Santé Alsace** : accès et l'exercice du droit à la santé des populations migrantes	Réaliser, en lien avec 5 structures identifiées, 4 sessions de formation de deux jours (48h), à destination de groupes d'accueillants linguistiques bénévoles et de 4 ateliers d'échanges de pratiques	15 000,00 €
8	**Fédération de l'Entraide Protestante**	Mobiliser le réseau de bénévoles et de structures partenaires autour de la création et l'édition d'un livre de cuisine valorisant les cultures plurielles.	14 000,00 €
9	**Accès Nature** : initiation à l'environnement et action sociale	10 randonnées découvertes programmées pour des groupes mixtes de 12 participants proposés à des structures partenaires (FND, Bernanos, …)	9 500,00 €
10	**Zakoté** : spectacles musicaux avec des publics variés	Organisation de 3 week-ends d'ateliers de chant (30h/max 15 pers/2 intervenantes) offerts aux réfugiés et aux équipes des structures les accompagnants + concerts d'appel et de valorisation	8 000,00 €
11	**Tunaweza** : association d'inclusion des personnes issues de la migration	2 volets: un projet sur l'accompagnement collectif dans les démarches de recherches d'emploi/formation et un autre sur des rencontres randonnées (2-3 marches/mois avec en moy 12 participants ; 5 we montagne)	6 000,00 €
12	**Coude à Coude** : promotion d'échanges et interactions interculturels	Petites Réparations itinérantes de Vélos à Domicile par 10 Mécaniciens réfugiés. Encadrement par un mécanicien francophone.	6 000,00 €
13	**Ballade** : jeunesse et éducation populaire	Ateliers musicaux hebdomadaires et concerts où les personnes jouent des morceaux francophones et de différentes origines, épaulées par les musiciens intervenants de l'association	6 000,00 €
14	**Les défricheurs**: Association d'éducation à la citoyenneté	Réalisation d'une série de portraits de réfugiés sous la forme des podcasts radios en binôme : réflexions sur l'accueil et l'hospitalité	5 500,00 €
15	**AAHJ** : Accueil et hébergement jeunes et ménages en difficulté	8 ateliers d'apprentissage de la photo de 1h30 sont prévus pour 5 lycéens et 5 jeunes réfugiés, avec l'appui d'1 photographe professionnel	5 300,00 €
16	**Bretz'Selle** : promotion du vélo basée sur l'apprentissage de la mécanique	Cycles de vélonomie en groupes de 6/8 participants, sur 5 séances avec remise vélo. 3 cycles sont organisés, soit 20 à 30 réfugiés bénéficiaires.	4 800,00 €

Le graphique ci-après montre la typologie des actions soutenues avec :

- 29% d'actions sur des ateliers artistiques à travers la photographie, le chant, le théâtre, ou encore la musique ;
- 18% d'actions de sensibilisation grand public avec la réalisation de podcasts témoignages de personnes, des escapes game culinaires, la réalisation d'un livre de recettes interculturel ;
- 17% d'actions sur la santé avec des formations et ateliers en interprétariat professionnel, une étude sur la santé mentale ou un atelier de sophrologie pour des personnes souffrant de traumatismes
- 12% sur des ateliers nature à travers des randonnées interculturelles et générationnels créateurs de liens ou des voyages sonores en pleine nature,
- 12% d'actions de parrainage citoyen sur du mentorat étudiant pour des enfants de familles réfugiées, de l'accès aux droits, des ateliers de français, des rencontres au travers de sorties culturelles ou chez l'habitant…
- 12 sur des ateliers vélo pour favoriser l'autonomie sur la réparation ou être accompagnés par une personne réfugiée formé à la réparation.



En termes de réalisations, l'ensemble des 16 projets ont démarré non sans contrainte avec la crise sanitaire. La plupart des projets ont dû être ajustés, revu à la baisse ou reporté dans le cas des ateliers de chant notamment.

Au total, ce sont plus de **125 actions qui ont pu être conduites, pour plus de 1000 participants, 427 personnes bénéficiaires d'une protection internationale et 63 partenariats ficelés** (cf. annexe 1).

À noter que selon la convention signée avec le CCAS, les partenaires ont encore 5 mois pour réaliser les projets.

Une partie des réalisations ont pu être valorisées lors de la semaine des réfugiés. La semaine des réfugiés est une initiative strasbourgeoise programmée sur plusieurs jours depuis 2019 autour du 20 juin, date de la journée Mondiale des Réfugiés des Nations Unies. Sur Strasbourg et dans ce cadre, sous l'impulsion du Foyer Notre Dame, acteur majeur et reconnu de l'accueil, de l'accompagnement et de l'hébergement des personnes en demande d'asile, et en coportage avec la Ville de Strasbourg, la semaine des réfugiés, prend place, dans plusieurs endroits emblématiques de la ville pour mettre à l'honneur les valeurs d'accueil, de dignité, d'interculturalité, du vivre ensemble.

Parmi les animations proposées durant la semaine, plusieurs acteurs sont financés par la Ville ou dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration porté par la Ville grâce au financement de la Délégation interministérielle à l'accueil des réfugiés en 2019[1] et 2020.

Exemple d'actions :

- l'association AMSED : balades urbaines, forum emploi, film valorisant le parcours des personnes réfugiées sur Strasbourg, défilés de mode, concours photos…
- l'association les Racines au vent qui organisent des parcours de découverte nature thérapie, voyages sonores et parcours sensoriel
- le Stamtish : escape game culinaire avec découverte culinaire par des réfugiés aux petites cantines et pendant toute la durée du festival le Refugee Food dans des restaurateurs avec la mise à disposition de chefs
- l'Association Ballade avec Payros'N qui prévoit une animation musicale d'ici et d'ailleurs

L'intérêt du soutient que ce soit en 2019 ou 2020 plus particulièrement a permis de faire émerger des partenariats entre des acteurs accueillant du public réfugiés (Foyer Notre Dame, …), des acteurs de la culture (chant, randonnées, art thérapie, santé, …) et des acteurs du social.

En outre, les fonds ont permis de faire émerger une réelle dynamique de mobilisation des habitants (projet de mentorat étudiant avec l'AFEV ; parrainage citoyen avec l'AMSED…), qui prennent part aux actions en tant que bénévoles et/ou participants, voire s'engagent dans les actions. On peut voir également des personnes réfugiées qui à l'issue de leur participation, s'engagent eux-mêmes dans les structures associatives (Coude à Coude, Ballade, Tunaweza, …).

[1] En 2019, 16 autres actions de mobilisation citoyenne avaient été porté par le CTAIR et valorisées dans ce cadre

L'étude sur la santé mentale des personnes réfugiées, portée par Parole sans Frontière, a mis en lumière les volontés d'engagement citoyen auprès de 200 personnes à travers un sondage public (qui se poursuit). Cela permettra également de structurer la future dynamique sur ces enjeux de solidarité.

3- Perspectives dans le cadre d'un contrat 2021/2022

A la lumière du présent bilan, des remontées des opérateurs et partenaires, en fonction des crédits disponibles et accord des porteurs, la Ville souhaiterait poursuivre ce cadre partenarial en mobilisant une enveloppe budgétaire similaire.

Néanmoins, un certain nombre d'évolutions sont à considérer. En effet, l'enveloppe DIAIR venait impulser de nouveaux projets non pris en charge par ailleurs, dont les réflexions en termes de portage et de cadre de déploiement restaient à structurer.

L'enjeu, au niveau de l'axe « améliorer l'accès à la langue française » était de pouvoir lancer le portail numérique FLE avec un acteur reconnu sur ce champs d'actions, qui avait la maitrise et le savoir-faire nous permettant de monter progressivement en compétences autour d'une dynamique inter-acteurs à structurer. L'articulation avec le service « département des politiques sociales » de la Ville de Strasbourg, qui coordonne la démarche globalement et le soutien à l'animation du portail via les fonds DIAIR, nous a permis d'ancrer le projet sur le territoire. Aujourd'hui, le GIP-FCIP se réorganise et va se concentrer à la rentrée sur la coordination des actions de formation continue et l'apprentissage. Le projet va ainsi se poursuivre avec une animation au niveau de la Ville. Des réflexions tant sur la pérennisation de la démarche et de l'internalisation de celle-ci sont en cours.

L'enjeu au niveau de l'axe « mobilisation citoyenne » était de fédérer un réseau d'initiatives, d'impulser des coopérations inter-acteurs, de croiser des dynamiques entre des secteurs de la culture, du sport, de la santé et du social, autour des enjeux d'intégration des réfugiés.

Si la dynamique avec le soutien de 26 associations depuis 2019 a permis d'initier et d'expérimenter des projets porteurs de succès, cette réflexion sur la mobilisation des habitants, doit se poursuivre dans un cadre de soutien plus global élargi au bénéfice de l'ensemble des publics vulnérables. Dans ce cadre, un certain nombre de projets financés dans le cadre du CTAIR vont se poursuivre sur une forme similaire, ajustée ou innovée, et seront soutenus notamment par le CCAS de la Ville, ou via les subventions Ville par différentes directions en fonction des thématiques portée.

Aussi, dans le cadre du nouveau contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés, nous avons recherché la mise en place d'une démarche intégrée qui puissent être un véritable levier d'intégration sur le long terme pour un grand nombre de personnes accueillies sur Strasbourg, et de **renforcer l'appui au travail social d'accompagnement** (cf. annexe 2).

Au regard des besoins du territoire, deux projets ont retenu notre attention.

Un premier projet propose un accompagnement intégré, d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale sur l'axe « emploi, accès à la langue française » avec plusieurs volets. Le Foyer Notre Dame, acteur reconnu sur l'accueil et l'intégration va être soutenu à la rentrée pour accompagner des personnes réfugiées vers le logement (financement DDETS), pour celles et ceux les plus en difficultés, qui sont aujourd'hui hébergés dans des dispositifs asile ou dans des dispositifs hôteliers. Ainsi, le projet global serait de venir adosser à cet accompagnement, un volet supplémentaire consolidant l'intégration. Les fonds du CTAIR concernerait ainsi une démarche globale d'accompagnement sur la recherche d'un emploi ou de formation, le renforcement en langue française à visée professionnel en cohérence avec le projet de la personne, des ateliers d'intégration à la vie citoyenne et culturelle. L'enjeu ici est l'inclusion globale des publics réfugiés nouvellement arrivés en besoin d'accompagnement.

Ce projet, porté par l'association, serait intégré à une mobilisation globale de territoire avec une recherche d'articulation avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et du service public (Pôle emploi, IAE, maisons de l'emploi, …), mais également les associations sociales et culturelles.

Un deuxième projet viendrait soutenir l'ensemble des agent-e-s. de la Ville et travailleurs sociaux des associations sur « l'accès aux droits » des personnes réfugiées. L'enjeu, ici, est de mieux appréhender les enjeux juridiques, législatifs, techniques et d'accompagnement des personnes en bénéficiant du savoir-faire et de l'expertise de l'association Foyer Notre Dame. En effet, l'accueil des publics réfugiés au sein de l'administration et plus généralement au sein des associations se heurtent souvent à la méconnaissance des caractéristiques des publics, de leur contexte et situation parfois complexe (triple traumatisme de départ, de parcours, d'arrivée ; contexte de réunification familiale ; difficulté de compréhension administrative et sociale ; barrière de langue, …). L'accueil des personnes se déroule aujourd'hui dans un contexte de tension sociale du fait de la précarisation des publics plus globalement, mais aussi des changements législatifs et de dynamique d'arrivée croissante des personnes.

Aussi, ce centre de ressources expérimental de réponses aux interrogations à distance, croisé avec des moments de concertation avec les acteurs du territoire et de la Ville, permettrait de soutenir le cadre d'intervention autour des enjeux d'accueil et de d'accompagnement des personnes, dans une meilleure dynamique de coopération et d'articulation.

4- Annexes

1- Annexe 1 : Tableau des principales réalisations pour l'axe « mobilisation citoyenne »

	Acteurs	Objectifs	Financements	Réalisations	Nb actions réalisées	Nb de participants total	Nb de BPI accompagnés	Nb de partenariats avec acteurs du territoire
1	**AAHJ** : Accueil et hébergement jeunes et ménages en difficulté	8 ateliers d'apprentissage de la photo de 1h30 sont prévus pour 5 lycéens et 5 jeunes réfugiés, avec l'appui d'1 photographe professionnel	5 300,00 €	Mise en place de 4 ateliers avec reprise à la rentrée dont partenariat avec 1 photographe professsionnel	4	10	10	1
2	**Accès Nature :** initiation à l'environnement et action sociale	Programmation de 10 randonnées découvertes programmées pour des groupes mixtes de 12 participants proposés à des structures partenaires (FND, Bernanos, …)	9 500,00 €	Beaucoup de programmation revue à cause du contexte sanitaire et intemperis, reprogrammée pendant les congés et rentrée. 2 partenariats avec AFND et Bernanos.	2	11	6	2
3	**AFEV** : Association nationale dans la promotion du mentorat étudiants	Mentorat pour 30 jeunes issus de familles réfugiées avec étudiants universitaires pour le soutien scolaire, l'apprentissage du français et soutien aux parents	18 000,00 €	Accompagnement 2 heures par semaine d'un jeune par un étudiant bénévole à son domicile ou dans un lieu tiers. Apprentisage français, découverte environnement/ressources, organisation scolaire, confiance en soi, intégration sociale, aide aux devoirs, projet scolaire, orientation… Partenariat Crous, Unistra, Etage, FND, cimade, domie2. Profil publics : enfants en primaire, collège ; moyenne d'âge des mentors de 22 ans, formés et accompagnés sur le mentorat…	29	58	29	6
4	**Arc en Ciel Théâtre:** promotion arts du spectacle dans le domaine de la solidarité	Ateliers mensuels de 6 demies-journées/mois de théâtre forum d'échanges et d'expression (groupe de 12 pers. max) + 1 accueil journée libre/mois pour différents partenaires accueillant du public	36 000,00 €	Réalisation du "théâtre à la menthe" au travers de différentes sessions sur le thème du racisme en partenariat avec Horizome ; autres sessions reportées à la rentrée	14	120	67	1
5	**Amsed :** Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement	Projet global d'inclusion : Découverte de la ville en binômes ; tandems solidaires ; 20 parrains sur l'accueil, l'accès aux droits et l'emploi ; 5 café del mondo ; 30 ateliers éco-couture débouchant sur un défilé ; 5 ateliers citoyenneté/valeurs républque ; réalisation d'un film documentaire et expo intinérante valorsant les personnes accueillies et concours photos ; ateliers FLE et informatiques.	30 400,00 €	1 projection Film à l'université 50 personnes ; service accès aux droits 1/semaine 3 personnes (CAF, logement, rdv préfecture, MDPH…) - flux de 80 personnes ; emploi 60 personnes parrainés avec 20 personnes ; tandems solidaires 28 actions culturelles ; concours photos 15 personnes réfugiées et 15 locaux / photographe syrien et tchétchène ; 2 tournois de badminiton (partenariat avec fédération pour dons licence) ; café del mundo en ligne / chez les gens / avec France 3 au jardin de l'Amsed ; 15 participants aux ateliers citoyenneté ; cours de français en ligne 30 personnes réguliers ; éco couture 15 réfugiés le samedi matin ; forum emploi 14 réfugiés pendant la semaine des réfugiés	12	344	149	15
6	**Ballade :** jeunesse et éducation populaire	Ateliers musicaux hebdomadaires et concerts où les personnes jouent des morceaux francophones et de différentes origines, épaulées par les musiciens intervenants de l'association	6 000,00 €	interventions chanson française / cours de FLE : partenariats avec l'Etage, Coude à Coude, Tuneweza et le Château d'Angleterre. Mise en place d'interventions musicales, puis cours en distanciel et à partir de septembre 2021, ateliers de pratique collective au Conservatoire (2h/sem) et utilisation des instruments au siège de l'association (1h/sem/bénéficiaire). 9 personnes ayant progressé, 3 personnes aynt intégré le CA de l'association.	10	11	11	4
7	**Bernanos** : foyers d'étudiants et jeunes réfugiés	Témoignages artistiques en s'appuyant en duo sur des jeunes locaux et 25 jeunes réfugiés hébergés	20 000,00 €	Ateliers artistiques : création de Bandes Dessinées, masques, banderole, chorégraphies, jeux coopératifs… animés par des bénévoles. 1 cycle d'ateliers photo avec 1 photographe professionnel. En partenariat avec Maison des adolescents, la Cloche…	7	25	25	4
8	**Bretz'Selle :** promotion du vélo basée sur l'apprentissage de la mécanique	Cycles de vélonomie en groupes de 6/8 participants, sur 5 séances avec remise vélo. 3 cylces sont organisés, soit 20 à 30 réfugiés bénéficiaires.	4 800,00 €	2 cycles réalisés dont un programmé à la rentrée		20	20	
9	**Coude à Coude :** promotion d'échanges et interactions interculturels	Petites Réparations itinérantes de Vélos à Domicile par 10 Mécaniciens réfugiés. Encadrement par un mécanicien francophone.	6 000,00 €	Partage local emmaus, 1 séance formation matin et après midi (formateur rémunéré), 10 personnes (répartition à part égale), ateliers ponctuels (hotel grafalgar, roberstau, la grenze, cité u…), caisses de rechange, impressions visuels, stages dans des magzin vélo (cyclo, tête dans le guidon,), soudan, goergien, arménie, afganisthan…	9	10	10	5
10	**Fédération de l'Entraide Protestante**	Mobiliser le réseau de bénévoles et de structures partenaires autour de la création et l'édition d'un livre de cuisine valorisant les cultures plurielles.	14 000,00 €	Réalisation du livre à paraitre à la rentrée dans 13 lieux différents (13 ateliers photos/cuisine qui ont eu lieu). 34 cuisiniers (dont 20 personnes réfugiées, les autres étant des bénévoles de la société civile)	13	91	20	13
11	**Tunaweza** : association d'inclusion des personnes issues de la migration	2 volets: un projet sur l'accompagnement collectif dans les démarches de recherches d'emploi/formation et un autre sur des rencontres randonnées (2-3 marches/mois avec en moy 12 participants ; 5 we montagne)	6 000,00 €	accompagnement emploi : 3 personnes ont pu participer à 3 semaines de vendanges ; 1 entrée formation de mécanicien automobile à la rentrée prévue ; 1 sortie vers un emploi CDD ; 4 journées découverte AFPA avec 3 entrée en formation "préparation aux métiers du batiment" ; 1 entrée CAP électricien / rando : 4 Week ends avec une moyenne de 24 participants ; 19 randonnées à la journée avec entre 5 et 30 participants et 18 en moyenne ; un camp en montagne de 6 jours près du lac de Kruth pour 18 personnes=Plus de cent personnes réfugiées d'environ vingt nationalités différentes, âgés de 15 à 55 ans, et plus de 60 strasbourgeois ont participé à une ou plusieurs de ces randonnées	28	170	110	5
12	**Les défricheurs:** Association d'éducation à la citoyenneté	Réalisation d'une série de portraits de réfugiés sous la forme des podcasts radios en binôme : réflexions sur l'accueil et l'hospitalité	5 500,00 €	2 posdcats réalisés avec diffusion prévue dans les lycées à la rentrée. 1 troisième en cours de réalisation.	2		2	
13	**Migrations Santé Alsace :** accès et l'exercice du droit à la santé des populations migrantes	Réaliser, en lien avec 5 structures identifiées, 4 sessions de formation de deux jours (48h), à destination de groupes d'accueillants linguistiques bénévoles et de 4 ateliers d'échanges de pratiques	15 000,00 €	3 sessions de formation réalisés dont 1 quatrième prévue à la rentrée ainsi que les ateliers de retours d'expérience.	3	25	0	5
14	**Parole sans frontière** : sensibilisation et actions dans le domaine de la psychologie interculturelle	Atelier d'approche psycho-corporelle pour les publics acccueillis : (2h/semaine jusqu'à 10 personnes par séance)	5 000,00 €	Réalisation de l'atelier psycho-corporelle pour 10 personnes	1	10	10	
		Etude sur la prise en charge des traumatismes psychiques liés à l'exil sur Strasbourg	23 000,00 €	Réalisation de l'étude en cours avec projet de finalisation et présentation à la rentrée. 140 acteurs du territoire interrogés, un sondage public en ligne auprès de 200 participants actuellement (toujours en cours). 2 COPIL avec des partenaires institutionnels, 3 réunions techniques… nombreux partenariats dont comité de santé local…	2	140		
15	**Stamtish :** évènements culinaires et inclusion de chefs réfugiés	12 ateliers "escape game culinaire" sur la thématique inclusion/migrations proposés pour des structures locales	17 500,00 €	3 ateliers réalisés aux petites cantines, à l'association stamtish ; partenariat avec Yoofoodish pour la mise en place des escape game, réalisation de petit livret sur les idées reçues sur les migrations, partenariat avec FND sur la semaine des réfugiés ; 3 ateliers prévues en juillet à la Grenze et Tour du Schloessel. Partenariat avec le Pôle Jeunesse de l'AFND, Emmaüs Scherwiller, la FEP …	6	127	25	7
16	**Zakoté** : spectacles musicaux avec des publics variés	Organisation de 3 week-ends d'ateliers de chant (30h/max 15 pers/2 intervenantes) offerts aux réfugiés et aux équipes des structures les accompagnants + concerts d'appel et de valorisation	8 000,00 €	Projet reporté à la rentrée 2021				
			230 000,00 €	**- €**	**125**	**1052**	**427**	**63**

2- *Annexe 2 : Perspectives dans le cadre d'un contrat 2020/2021*

"Contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés portés par la Ville de Strasbourg" financement DIAIR - Prévisions renouvellement 2021/2022									
N°	Projets 2020	Axes Stratégie Nationale	Description/objectif de l'action 2020	Temporalité de l'action	€ prévisionnels	Opérateur ciblé pour la mise en œuvre	Indicateurs de financement	Indicateurs de suivi	Pilotage et livrables
1	**Accompagnement intégré, d'environ 260 bénéficiaires d'une protection internationale, vers le logement (financement DDETS), emploi, langue française, vie citoyenne (Financement DIAIR) en coordination avec les acteurs de l'emploi du territoire**	Priorité 3 : améliorer la maîtrise de la langue française et la formation et l'emploi	Accompagnement à l'insertion socio professionnelle et culturelle des BPI, adossé à un dispositif d'accès au logement, qui ciblera la construction d'un projet professionnel pour valoriser les compétences et faciliter les orientations vers un projet de formation et/ou d'emploi. En complément des cours prescrits par le contrat d'intégration républicaine, des ateliers socio-linguistiques de français à visée professionnelle et l'animation d'ateliers de vie citoyenne et culturelle.	nov-21	250 000,00 €	Association Foyer Notre Dame	3 ETP en CDD (conseiller insertion + animateur FLE + vie sociale et culturelle) / coordination chefs de services + frais annexes bureau	> nombre et caractéristiques des personnes accompagnées (H/F/jeunes de moins de 25 ans) ; > nombre et type de sorties vers l'emploi (CCD, CDI, … formation pré qualifiante/qualifiante/certifiante ou diplômante) > types de métiers visés (Motifs et natures de sorties à l'emploi) ; > nombre et type de partenaires emploi ; > nombre et type d'ateliers ; taux de présence ; durée moyenne du parcours vers l'emploi et langue française…	Comité de pilotage au démarrage et en fin d'actions ; Réunions d'information aux acteurs du territoire ; Bilan qualitatif et quantitatif
2	**Centre de ressources / formation pour les acteurs du territoire sur l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale**	Priorité 6 : Améliorer l'accès aux droits	Appui aux agents de la Ville et eurométropole et acteurs associatifs sur les enjeux d'accueil et d'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale (aspects législatifs, juridiques, techniques, accompagnement,…) comprenant des moments dédiés aux professionnels.		50 000,00 €		Recrutement en CDD d'un ETP / coordination chefs de services + frais annexes	> nombre de sollicitations des acteurs et listing des acteurs clés ; type de réponses et problématiques rencontrées ; nombre de sessions d'informations	
				Total Axe "Emploi/langue française"	250 000,00 €				
				Total Axe "Accès aux droits"	50 000,00 €				
				Total prévisionnel 2021/2022	**300 000,00 €**				

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Dispositif d'accueil de volontaires en service civique au sein de la ville de Strasbourg : renouvellement de la dynamique et de l'agrément.

Numéro V-2021-1269

Renouvellement de l'agrément permettant l'accueil de volontaires en service civique au sein des services de la ville de Strasbourg.

Créé par la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010, renforcée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, le service civique a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant aux jeunes l'opportunité de réaliser une mission de 6 à 12 mois au service de l'intérêt général. Les dispositionsde ce texte sont codifiées dans le code du service national.

Le service civique est ouvert aux jeunes de 16 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap) pour l'accomplissement d'une mission définie par le-la jeune représentant au moins 24 heureshebdomadaires.

Cette délibération sera suivie de la délibération eurométropolitaine présentée le 24 septembre 2021 renouvelant l'agrément sur les missions Ville comme Eurométropole et autorisant l'engagement des jeunes volontaires au sein de l'administration.

Les objectifs et enjeux de l'accueil de service civique

L'accueil de jeunes en service civique répond aux défis démocratiques et de solidarités que souhaitent relever la collectivité. L'objectif est de permettre à des jeunes de se mobiliser face aux enjeux sociétaux en leur proposant un cadre d'engagement qui leur permette de gagner en confiance et en compétence, de les responsabiliser et de leur donner la chance d'expérimenter dans leur parcours de développement, tant citoyen que professionnel.

Cet accueil est aussi l'opportunité pour les élu-es et les services d'entrer dans un dialogue au long cours avec des jeunes. Les missions proposées sont en effet autant d'expérimentations qui contribuent à apporter un regard nouveau sur nos missions et modes de faire pour questionner notre relation aux habitants-es et à la jeunesse en particulier.

Des missions pourront être proposées tant par les services que par les jeunes en lien avec les enjeux démocratiques, de solidarités et environnementaux.

Une dynamique renouvelée

La ville de Strasbourg s'inscrit dans une démarche d'accueil engagée dès 2011 pour accueillir des volontaires par le biais de l'agrément de l'Etat obtenu le 11 août 2011 et renouvelé, depuis, 3 fois. Cet agrément permet d'accueillir chaque année jusqu'à 100 jeunes (1 200 mois par an par le biais d'engagements de 6 à 12 mois maximum).
Depuis 2011, 270 jeunes ont ainsi bénéficié d'un accueil au sein des services de nos collectivités. Depuis janvier 2017, environ 60 jeunes sont accueilli-es chaque année dans les services.

La collectivité souhaite renouveler en 2021 l'agrément mais également renforcer son ambition en matière d'accueil tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif et de sens donné à la présence dans les services de ces jeunes engagé-es.
Une campagne de communication pourra être mise en place pour inviter les jeunes à s'inscrire dans les missions proposées et atteindre ainsi le nombre de 100 jeunes accueilli-es mais également pour les inviter à proposer des missions. Des ateliers pourront être proposés pour accompagner les jeunes dans la définition et clarification de ces missions au sein des services dans le respect du cadre réglementaire.

Modalités d'accueil dans les services de la Ville et de l'Eurométropole

Les volontaires perçoivent une indemnité mensuelle versée par l'agence du service civique (36,11 % de l'indice 244 de la fonction publique - 473,04 € net en 2018) complétée le cas échéant d'une majoration sur critères sociaux (8,22 % du même indice - 107,68 € net en 2018).

L'organisme d'accueil est chargé de verser une prestation relative à la subsistance, l'équipement, le transport et le logement des engagés (7,43 % du même indice - 107,58 € en 2018).

Par ailleurs, l'engagement de service civique ouvre droit à une protection sociale complète prise en charge par l'Etat.

Les missions confiées aux volontaires

Elles s'inscrivent sur l'ensemble des domaines d'intervention définis au niveau national en rapport avec les compétences de la ville de Strasbourg.

Elles proposent un complément à l'action des agents de la collectivité sans s'y substituer. Elles permettent d'expérimenter ou de développer de nouveaux projets au service de la population, de démultiplier l'effet d'actions existantes ou de renforcer la qualité d'un service public.

Un-e tuteur-rice est désigné-e afin de préparer les jeunes à leur mission, de les accompagner dans leur réalisation et dans leur réflexion sur leur projet d'avenir.

Le dispositif est conçu pour permettre l'accès au volontariat à tous les jeunes quels que soient leurs parcours personnels ou scolaires et en vue d'accompagner leurs projets d'avenir. Les missions élaborées avec les services d'accueil s'adressent, à chaque fois que cela est possible, à des binômes présentant des profils différents.

Par ailleurs, les jeunes ont la possibilité de construire leur propre mission dans la collectivité sur la base de leurs centres d'intérêts lorsqu'ils correspondent aux compétences de la Ville. Des ateliers seront proposés pour accompagner les jeunes dans la clarification de ces missions.

Accueil et sélection des candidats-es

Les candidats-es peuvent bénéficier d'une ½ journée de préparation aux entretiens de sélection sous forme d'ateliers permettant de faire émerger les compétences, les savoir-être qu'ils-elles n'identifient pas toujours naturellement et de mobiliser des arguments pour valoriser leurs parcours. Ces temps peuvent se tenir en présence des futurs-es tuteurs-rices afin d'identifier les potentiels de chaque candidat-e notamment en matière de travail d'équipe, d'ouverture d'esprit, de prise d'initiatives et de sens des relations humaines.

Accueil des volontaires

Une journée d'accueil est organisée afin de présenter les deux collectivités, leurs compétences et leurs modalités d'organisation.
Les volontaires sont ensuite accueilli-es dans les services par leurs tuteurs-rices. Ils-elles définissent ensemble leur mode d'organisation et le cadre de la mission.

Formations

Les volontaires bénéficient d'un parcours citoyen afin de leur permettre d'appréhender, et de questionner les politiques publiques portées par la Ville et l'Eurométropole. Il s'agit de l'organisation de rencontres sur les champs thématiques sur lesquels agissent les collectivités (sport, environnement, culture, solidarités, santé, lutte contre les discriminations, habitat, citoyenneté…) au cours desquelles les élu-es et les services présentent les orientations politiques et leurs modalités de mise en œuvre. Elles sont suivies d'un temps d'échange entre les volontaires et les élu-es.
Ces temps d'échanges sont ouverts aux volontaires accueillis-es dans les institutions ou associations qui interviennent sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise.

Par ailleurs, les volontaires ont accès :
- à une formation aux premiers secours, d'un coût de 60 € par personne pris en charge par l'Eurométropole, remboursé par l'Etat ;
- aux évènements thématiques développés par les collectivités (droit des femmes et égalité des genres, discrimination, handicap, laïcité…)

Accompagnement dans les projets d'engagement et/ou professionnel

La collectivité accompagne les jeunes engagés-es tout au long de leur contrat afin que ce temps investi vienne enrichir leurs projets de vie et projet professionnel :

- les tuteurs-rices bénéficient d'une formation au tutorat spécifique aux services civiques,
- trois temps collectifs animés par une association leurs sont proposés pour qu'ils-elles puissent tirer profit au mieux de cette expérience et la valoriser.

Il revient à l'Eurométropole de porter le renouvellement de l'agrément pour la collectivité ainsi que pour la Ville afin de permettre l'accueil de 100 jeunes chaque année, dans les services de l'administration. Pour autant, il appartient à la Ville de renouveler cette dynamique dans son champ d'intervention, conformément à ses ambitions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière après en avoir délibéré

renouvelle

son ambition en matière d'accueil tant du point de vue des effectifs visés que du sens donné à la présence dans les services de ces jeunes engagé-es,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à effectuer tout acte découlant de l'engagement des jeunes volontaires en Service Civique à la ville de Strasbourg.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140195-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions en faveur des droits des femmes et de l'égalité de genre.

Numéro V-2021-1270

En cohérence avec ses engagements, la Ville soutient les initiatives locales et les associations de proximité engagées pour les droits des femmes et l'égalité de genre.

Il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 116 000 €.

Mouvement Français du Planning familial	**40 000 €**

Le Planning Familial est une association féministe et d'éducation populaire, qui existe depuis plus de 60 ans. C'est un mouvement militant qui prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violences, de discrimination et les inégalités sociales, et contribue à la lutte contre le SIDA et les IST.

Fortement mobilisée aux côtés de la collectivité sur les questions de santé sexuelle et reproductive, l'association propose des actions majeures telles que la mise en place de groupes de paroles, au bénéfice des femmes victimes de violences sexuelles, viols et viols par inceste, la gestion d'une permanence téléphonique et la mise en place d'actions d'information et d'animation auprès de groupes constitués ou à constituer.

Afin de soutenir et de permettre le développement d'actions visant la défense des droits à la santé sexuelle et reproductive de toutes les femmes et à la prévention des violences sexuelles, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 40 000 €.

CIDFF **Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles**	**37 000 €**

L'association a pour mission de travailler sur les questions d'emploi, la parentalité, la formation, le droit et les solidarités afin de promouvoir les droits des femmes et l'égalité.

Elle constitue pour l'ensemble du réseau local un centre de ressources et continue à être mobilisée aux côtés de la collectivité sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le CIDFF participe au sein du secteur associatif à la politique globale en faveur du droit des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. En effet, l'association a pour objectif de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La poursuite de ces objectifs se fait en intégrant une approche genre dans l'ensemble des actions développées par l'association.

Afin de contribuer au renforcement des actions portées par le CIDFF au service des droits des femmes et de leur autonomie économique et financière et à son rayonnement sur le territoire strasbourgeois, il est proposé d'attribuer une subvention de 37 000 €.

Mouvement du Nid	**26 500 €**

L'association vise à l'abandon de la situation prostitutionnelle et propose son appui à toutes personnes, femmes ou hommes, concernées par cette situation. Ses actions sont multiformes et s'appuient sur l'accueil, l'écoute, l'orientation et l'accompagnement des personnes qui en font la demande ou qui sont rencontrées lors des permanences de rue.

Plus particulièrement, les activités visées sont la tenue de rencontres hebdomadaires sur les lieux de prostitution à Strasbourg (rencontres diurnes et nocturnes), le développement des rencontres sur Internet, le premier accueil, l'écoute et l'orientation pour trouver des alternatives au système prostitutionnel dans le cadre des permanences, l'accompagnement global des personnes en situation de prostitution (démarches juridiques, sociales, médicales, etc.) ou encore la sensibilisation et la prévention auprès des jeunes ainsi que la formation des professionnels-les.

En cohérence avec les engagements de la Ville pour les droits des femmes, il est proposé d'accorder une subvention de 26 500 €.

Plurielles	**9 000 €**

L'objectif de l'association Plurielles est de donner (ou redonner) confiance aux femmes du quartier Gare, leur fournir les outils appropriés en faveur de leur autonomie et leur participation dans la vie du quartier, et pour celles qui souhaitent entreprendre une démarche vers l'emploi, les aider à construire un projet professionnel.

L'association Plurielles participe au sein du secteur associatif et aux côtés de la collectivité et de la Mission Droits des femmes et égalité de genre à la politique globale en faveur du droit des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans le champ de l'insertion professionnelle des femmes, notamment des femmes migrantes dans une situation plus vulnérable. L'association est impliquée et très active au sein de la commission plénière de la Ville et de ses groupes de travail.

L'association Plurielles a maintenu ses activités en 2020, malgré la crise sanitaire et les poursuit en 2021. Elle contribue très largement à l'accueil et à l'accompagnement de femmes migrantes, sur le plan sanitaire, social, professionnel et culturel. Elle est un des vecteurs essentiels, à Strasbourg, de l'intégration sociale et citoyenne de ces femmes.

Il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 9 000 €.

Ru'elles	**2 500 €**

Créée à l'été 2020, Ru'elles est une association qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les espaces publics. Depuis sa création, elle a pu accompagner une vingtaine de victimes dans leurs démarches. Elle organise également des actions de sensibilisation à destination du grand public et plus particulièrement des jeunes dans le milieu scolaire afin de déconstruire les stéréotypes de genre.

Depuis sa création, la structure a initié de nombreux projets (campagne de sensibilisation à grande échelle, organisation de groupes de parole pour les femmes, événements de sensibilisation déployés dans le cadre de la journée du 8 mars, …) et confirme son dynamisme. Elle est par ailleurs très activement impliquée au sein de la commission plénière de la Ville et de ses différents groupes de travail.

Il est proposé d'apporter une aide financière à l'association afin de soutenir ses actions de sensibilisation et d'accompagnement visant la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans l'espace public à hauteur de 2 500 €.

Osez le féminisme ! 67	**1 000 €**

L'association est, depuis 2012, l'antenne départementale de l'association nationale Osez le féminisme, qui vise à transformer la société actuelle en une société de l'égalité femmes – hommes par l'organisation d'actions de formes multiples : organisation d'événements publics réguliers, mise en place d'une veille sur les discriminations de genre visibles notamment dans l'espace public (publicité, réseaux sociaux) et mise en place d'actions de mobilisation et de sensibilisation du public.

La mobilisation des membres de l'association est particulièrement importante et participe au dynamisme du réseau local des partenaires de la Ville sur les questions d'égalité et de droits des femmes.

Il est proposé d'apporter une aide financière à l'organisation d'actions de sensibilisation et de mobilisation autour des droits des femmes à hauteur de 1 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes :
- *40 000 € au Mouvement Français du Planning Familial,*
- *37 000 € au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF),*
- *26 500 € au Mouvement du Nid, délégation Bas-Rhin,*
- *9 000 € à Plurielles,*
- *2 500 € à Ru'elles,*
- *1 000 € à Osez le féminisme ! 67,*

décide

d'imputer ces subventions d'un montant de 116 000 € au compte DF00B – 6574 – 524, programme 8029 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 185 000 €

autorise

la Maire ou son-a représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133197-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Attribution de subventions en faveur des droits des femmes et de l'égalité de genre

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Mouvement Français du Planning Familial	Fonctionnement	89 000 €	**40 000 €**	15 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)	Fonctionnement	45 000 €	**37 000 €**	26 000 €
Mouvement du Nid	Fonctionnement	26 500 €	**26 500 €**	20 000 €
Plurielles	Fonctionnement	9 000 €	**9 000 €**	0 €
Ru'elles	Fonctionnement	5 000 €	**2 500 €**	0 €
Osez le féminisme ! 67	Fonctionnement	3 000 €	**1 000 €**	0 €

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Contribution de la Ville au Fonds de Solidarité Logement de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1271

Depuis le 1er janvier 2017 (loi Notre), l'Eurométropole de Strasbourg a la responsabilité sur son territoire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Outil financier du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), le FSL permet d'aider les personnes et les familles en difficulté à accéder à un logement, à s'y maintenir ou à s'acquitter de factures d'énergie, au travers d'aides financières immédiates ou différées (cautionnement) ou de mesures d'accompagnement dans le logement portées par des opérateurs spécialisés. Avec la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), responsable de ce Fonds sur le reste du territoire départemental, l'Eurométropole a confié par voie de marché la gestion de ce Fonds à la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin (CAF).

En 2020, le budget global du FSL s'élevait à 3 398 502 €, les recettes provenant de contributeurs obligatoires (fournisseurs d'énergie) et volontaires (bailleurs sociaux, CAF, associations…).

La présente délibération concerne le versement de la contribution de la ville de Strasbourg à hauteur de 50 000 € en 2021.

Le bilan 2020 du FSL en termes de dépenses confirme l'intérêt de cet outil au bénéfice des personnes et des familles concernées :
- 430 ménages bénéficient d'une aide à la gestion locative et 511 ménages d'un accompagnement social lié au logement qu'ils occupent (logement d'insertion, résidences sociales, maison relais)
- 4 520 aides individuelles accordées (accès, énergies, maintien)
- 229 841 € de garanties mises en jeu (soit 1,34% de mise en paiement sur le volume global des aides accordées au 31 décembre 2020).

A cet égard, l'année 2020 révèle un niveau de garanties mises en jeu inférieur aux années précédentes (2,62% en 2019). A ce stade, la crise sanitaire en 2020 ne s'est pas traduite

par une augmentation des demandes d'aides auprès du FSL. Les premiers éléments sur l'activité 2021 du FSL laissent penser que le niveau d'activité est comparable à 2019. Un suivi précis est assuré pour amener le moment venu toute évolution pertinente du FSL pour mieux répondre aux besoins repérés des personnes et des ménages concernés. Dans cette perspective, la contribution financière volontaire de la ville de Strasbourg demeure nécessaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *d'allouer à la Caisse d'allocations familiales, une contribution de 50 000 € destinée au Fonds de solidarité logement,*

- *d'imputer cette dépense sur le compte AS10B – 65738 – 510 – prog. 8002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 50 000 € ;*

autorise

la Maire ou son-a représentant-e à signer la convention y afférente.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133234-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions au titre des solidarités et de la ville inclusive.

Numéro V-2021-1272

La Ville soutient de nombreux partenaires associatifs dans les domaines des solidarités, et en faveur de la ville inclusive, de la lutte contre l'exclusion, contre les discriminations, l'intégration des personnes réfugié·e·s, l'accès au logement ainsi que l'autonomie. Ces interventions sont complémentaires des actions menées par les services municipaux et contribuent à la mise en œuvre des politiques publiques de la collectivité dans un objectif de lutte contre les inégalités sociales. Il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 347 346 €.

I. Développement des politiques sociales

L'ensemble des associations proposées ci-dessous concourent à l'accompagnement et l'insertion sociale et/ou professionnelle de publics en situation de précarité à travers le développement de chantiers jeunes ou encore le développement de divers ateliers et des propositions d'accompagnement qui participent de la levée des obstacles à l'insertion.

Chambre régionale du surendettement social – CRESUS	**30 000 €**

Accompagnement juridique et social des personnes en situation de surendettement

L'action de CRESUS se décompose en 4 points :
- prévention, accompagnement, traitement économique, juridique et social du surendettement des particuliers ;
- programme de prévention du surendettement ;
- actions de formation des équipes médico-sociales ;
- plateforme d'accompagnement de microcrédits sociaux pour les personnes en situation d'exclusion (projet de permanences de proximité sur le quartier de Hautepierre).

Union départementale des associations familiales - UDAF	**10 000 €**

« Pass contre le surendettement »

Des associations familiales (AGF, Familles rurales, CSF, l'AFL) ont mis en commun leurs compétences afin de proposer une réponse aux familles qui les sollicitent de plus en plus pour des questions de précarité financière. Cette action, portée par l'UDAF a deux objectifs :

- développer des actions visant à favoriser la prévention du surendettement
- offrir un service d'aide et d'accompagnement des familles ayant des difficultés dans la gestion de leur budget familial et /ou en situation de surendettement.

Ithaque	**7 000 €**

Dispositif TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée)

Le dispositif TAPAJ permet à des jeunes en difficultés et en addiction de participer à des activités professionnelles à leur rythme et de réintégrer les circuits de soins. Ce dispositif permet le paiement à la journée du nombre d'heures travaillées. Les travaux réalisés (remise en état des jardins publics...) sont valorisants pour les participant·e·s et permettent d'accompagner certain·e·s jeunes vers la recherche d'emploi.

Comité d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration – CASTRAMI	**4 000 €**

Fonctionnement

Le CASTRAMI a pour but de faciliter les relations entre les populations issues de l'immigration et les services publics afin de favoriser leur insertion sociale et professionnelle. L'association a un rôle d'accompagnateur, de conseiller et de médiateur. Elle accompagne environ 400 personnes par an.

Au coude à coude	**3 000 €**

Cours de français langue étrangère pour migrant·e·s isolé·e·s allophones

L'association, fondée en février 2018, assure des cours de français langue étrangère (FLE) pour des personnes issues de la migration forcée, notamment des mineur·e·s isolé·e·s allophones. Elle propose diverses actions (cours de FLE intensifs toute l'année, sorties culturelles et sportives, séances de conversation, ateliers d'autoréparation de vélos en partenariat avec Bretz'selles, activités au jardin potager partagé.).

II. Lutte contre les exclusions et contre les discriminations

Les associations présentées ci-dessous mènent des actions et proposent des aides multiformes afin de lutter contre les exclusions et les discriminations (maraude, actions culturelles, lieu d'accueil des publics défavorisés, aide alimentaire…).

Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	**85 342 €**

Fonctionnement général

L'association développe une mission de collecte et de redistribution de denrées alimentaires, s'inscrivant dans la lutte contre la faim et le gaspillage. Elle approvisionne son réseau d'adhérent·e·s, soit plus d'une centaine d'associations de distribution alimentaire sur le département et majoritairement sur l'agglomération. L'évolution du volume des denrées collectées conduit la Banque alimentaire à adapter constamment son fonctionnement, notamment au niveau logistique et capacité de livraisons.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	**32 000 €**

Insertion par le logement

ARSEA - GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de la Ville est destinée à financer l'accompagnement social des personnes et leur offre la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome.

Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin	**25 804 €**

Investissement – Restaurant la Fringale

L'association distribue des repas chauds et organise des après-midi récréatifs au restaurant la Fringale situé 1 rue du rempart à Strasbourg. Elle a obtenu des fonds pour effectuer des travaux de rénovation du restaurant dans le cadre du plan de relance de l'Etat. Il s'agit ici de les compléter afin que l'association puisse mettre en conformité ce local au regard de la réglementation relative aux conditions d'hygiène en cuisine, optimiser l'espace et augmenter les plages horaires d'ouverture.

Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**25 000 €**

Fonctionnement général

Le Secours Populaire est une association généraliste de la solidarité qui soutient les personnes en difficultés par des aides multiformes (accueil, écoute, orientation, aides alimentaires, vestimentaires, accès à la santé, logement, accès à la culture, aux vacances et aux loisirs). En 2019 l'association a ouvert ses nouveaux locaux (siège, vestiaire et libre-service alimentaire) au Neuhof et restructure l'antenne de la Meinau autour de l'accompagnement et du service aux personnes.

Centre social protestant	**13 000 €**

Espace d'écoute et de parole

Le Centre social protestant mène une action sociale d'importance reconnue auprès des personnes en situation de fragilité à Strasbourg. La subvention proposée est destinée au fonctionnement de l'Espace d'écoute et de parole. Cet espace propose un soutien psychologique, une écoute aux personnes qui fréquentent le Centre social protestant mais aussi d'autres lieux d'accueil, dans le cadre d'une mutualisation de services : PAS-SNCF, Entraide le relais, L'étage notamment.

Fondation Vincent de Paul – Escale Saint-Vincent	**12 300 €**

Fonctionnement de l'Escale St-Vincent

Ce lieu d'accueil et de soins des personnes défavorisées de Strasbourg constitue la seule structure adaptée pour les publics sans domicile entre l'hospitalisation et la rue. Il permet ainsi une prise en charge médicale et soignante de courte durée pour les personnes en difficulté médicale mais ne relevant pas d'une hospitalisation ou sortant d'hospitalisation. La Fondation Vincent de Paul, gestionnaire de l'Escale a obtenu un accord de l'État pour labelliser son dispositif en lits halte-santé.

Croix rouge française	**6 000 €**

Base logistique départementale

La Croix rouge dispose depuis 2002 d'une base logistique implantée à Mundolsheim. Ce local, d'une surface d'environ 500 m², est destiné au stockage de véhicules et matériaux, mais aussi de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre de l'hébergement d'urgence et en période hivernale. L'Eurométropole et la ville de Strasbourg cofinancent les frais de location de ce local.

Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf	**3 500 €**

Fonctionnement

La subvention est destinée aux frais de location et charges locatives du local loué par l'association pour y assurer l'aide logistique aux distributions alimentaires et vestimentaires aux plus démuni·e·s : stockage des vêtements, conservation de denrées alimentaires notamment.

Ordre de Malte France	**2 000 €**

Fonctionnement de l'association

La délégation bas-rhinoise de l'ordre de Malte France développe des activités de solidarités pour les plus démunis. Elle assure notamment :
- la distribution de repas pour les personnes en situation de précarité
- des maraudes véhiculées du Samu social à la rencontre des personnes sans abri
- le soutien aux personnes réfugiées et accompagnement des personnes fragilisées
- la collecte de lunettes, radiographies argentiques, denrées alimentaires

La nouvelle lune	**2 000 €**

4ème festival Femigouin'fest

L'association organise un festival de film en partenariat avec le Star de Strasbourg. Ce festival mêle œuvres grand public et œuvres plus pointues du matrimoine lesbien et féministe. Il réunit environ 400 participant·e·s. Annulé en 2020 du fait de la crise sanitaire il se déroulera du 26 au 28 novembre 2021.

III. Soutien à l'autonomie des personnes

Communauté clair de terre	**14 400 €**

Fonctionnement du Relais de culture et loisirs

L'association œuvre dans les domaines sportif, culturel, loisirs pour les personnes handicapées mentales. Elle leur permet de se réunir et de sortir de leur isolement.

Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE	**5 000 €**

Fonctionnement

AUBE est une association de personnes souffrant de troubles psychiques qui gère diverses activités sociales, culturelles et de loisirs. Constituée en un Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM), elle assure un lieu d'accueil, d'écoute et de rencontre en vue d'une entraide mutuelle. AUBE a également obtenu un agrément pour représenter les usager·ère.s auprès des instances hospitalières régionales. À ce titre l'association est porte-parole des patient·e·s en psychiatrie.

Vue (d')ensemble	**3 000 €**

La marche pour la vue

L'association organise une marche le 16 octobre 2021 pour militer contre les maladies de la vue afin de récolter des fonds à destination de la recherche médicale. Il s'agit d'un évènement national.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA	**2 000 €**

Projet Récup'art

Le Centre d'accueil pour adultes handicapés mentaux (CAAHM) développe divers projets artistiques autour de la récupération et de la chasse au « gaspi ». Ces projets ont pour objectif de sensibiliser les personnes accueillies à leur environnement et à son évolution.

Club des séniors de Koenigshoffen	**1 000 €**

Fonctionnement général

Le club des séniors de Koenigshoffen est présent dans le quartier et propose diverses activités tout au long de l'année à destination des personnes âgées.

IV. Soutien aux familles et aux jeunes

Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	**20 000 €**

Centre de consultation familiale

Il consiste à accompagner les familles en difficulté sur une problématique spécifique (parentalité, violence, événements traumatiques, dépendance…). L'approche du travail

est globale afin d'aider les familles à mieux comprendre leur fonctionnement et chercher à éviter la transmission de comportements négatifs d'une génération à une autre.

SOS Aide aux habitants	**10 000 €**

Dispositif d'accompagnement psychosocial et éducatif des familles monoparentales

L'action s'adresse à des jeunes de parent isolé présentant, en raison de leur parcours et de leur environnement, des comportements à risque et exposés à la délinquance. Elle a pour objectif, le renforcement de la responsabilité juridique de parents monoparentaux, l'accompagnement à la fonction éducative et parentale, le soutien des parents dans la compréhension du système scolaire.

Maison des adolescents	**30 000 €**

Soutien au projet Brik école

La Maison des Adolescents est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) intervenant sur le département qui a ouvert ses portes en 2011. Elle est un lieu d'écoute, de conseils et d'accompagnement pour les jeunes de 11 à 25 ans, ainsi que pour leurs familles et leurs proches.
Le projet Brik Ecole a pour objectif d'accompagner la rescolarisation des collégiens et lycéens en refus scolaire du fait d'une anxiété, d'une pathologie psychique. Il permettra de :

- renouer avec l'apprentissage au sein d'un petit collectif, en dehors de l'espace familial, dans un lieu ni médical ni strictement scolaire,
- redonner confiance, réduire le sentiment d'incapacité face aux apprentissages et rendre à nouveau tolérable le regard des autres, des pairs, des enseignants. L'approche pédagogique sera adaptée avec un soutien de chaque présence plutôt qu'une simple gestion des absences,
- associer aux temps scolaires et d'accompagnement, des temps d'échanges, d'expressions et de créations au sein d'ateliers à médiation culturelle.

Brik'école est une expérience pilote, qui a vocation à se pérenniser pour permettre une accessibilité au plus grand nombre de jeunes concernés par des problématiques de refus scolaire anxieux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'allouer les subventions suivantes :

1. Chambre régionale du surendettement social - CRESUS	*30 000,00 €*

2. Union départementale des associations familiales - UDAF	*10 000,00 €*
3. Ithaque	*7 000,00 €*
4. Comité d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration	*4 000,00 €*
5. Au coude à coude	*3 000,00 €*
6. La nouvelle lune	*2 000,00 €*
7. Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	*85 342,00 €*
8. Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - établissement Gala – ARSEA-GALA	*32 000,00 €*
9. Restaurants du coeur - Les relais du coeur du Bas-Rhin	*25 804,00 €*
10. Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	*25 000,00 €*
11. Centre social protestant	*13 000,00 €*
12. Fondation Vincent de Paul - Escale saint-Vincent	*12 300,00 €*
13. Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin	*6 000,00 €*
14. Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf	*3 500,00 €*
15. Ordre de Malte France	*2 000,00 €*
16. Communauté clair de terre	*14 400,00 €*
17. Aide et union aux blessés de l'existence - AUBE	*5 000,00 €*
18. Vue (d') ensemble	*3 000,00 €*
19. Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA	*2 000,00 €*
20. Club des séniors de Koenigshoffen	*1 000,00 €*
21. Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	*20 000,00 €*
22. SOS aide aux habitants	*10 000,00 €*
23. Maison des adolescents – Brik'Ecole	*30 000,00 €*

– *d'imputer les subventions 1 à 5 d'un montant total de 54 000 € au compte AS01B – 520 – prog. 8003 dont le disponible avant le présent conseil est de 148 565 €*

- *d'imputer la subvention 6 d'un montant total de 2 000 € au compte AS00B – 40 – prog. 8031 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 56 000 €*

- *d'imputer la subvention 8 d'un montant total de 32 000 € au compte AS00B – 520 – prog. 8078 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 58 189 € avant le présent conseil*
- *d'imputer la subvention 9 d'un montant total de 25 804 € au compte AS10 – 523 – prog. 7002 – 20421 dont le disponible avant le présent conseil est de 198 482 €*

- *d'imputer la subvention 7 puis 10 à 15 d'un montant total de 147 142 € au compte AS10A – 523 – prog. 8078 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 596 206 €*

- *d'imputer les subventions 16 à 20 d'un montant total de 25 400 € au compte AS05L – 61 – prog. 8010 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 73 690 €*

- *d'imputer les subventions 21 et 22 d'un montant total de 30 000 € au compte AS11B – 522 – prog. 8079 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 30 000 €,*

- *d'imputer la subvention 23 d'un montant de 30 000 € au compte AS00B-422-8013-6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 347 390 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions afférentes.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133372-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Organisme Nom	Montant Demandé	Montant alloué en 2020	Montant Proposé au CM du 20 septembre 2021
Chambre régionale du surendettement social	**30 000,00 €**	30 000,00 €	**30 000,00 €**
Union départementale des associations familiales	**10 500,00 €**	10 000,00 €	**10 000,00 €**
Ithaque	**8 500,00 €**	6 000,00 €	**7 000,00 €**
Comité d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration	**5 500,00 €**	4 000,00 €	**4 000,00 €**
Au coude à coude	**9 000,00 €**	3 000,00 €	**3 000,00 €**
La nouvelle lune	**2 000,00 €**	0,00 €	**2 000,00 €**
Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	**85 342,00 €**	94 521,00 €	**85 342,00 €**
Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - établissement Gala	**32 000,00 €**	32 000,00 €	**32 000,00 €**
Restaurants du coeur - Les relais du coeur du Bas-Rhin	**25 804,00 €**		**25 804,00 €**
Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**25 000,00 €**	25 000,00 €	**25 000,00 €**
Centre social protestant	**15 000,00 €**	13 000,00 €	**13 000,00 €**
Fondation Vincent de Paul - Escale saint-Vincent	**12 300,00 €**	12 300,00 €	**12 300,00 €**
Croix rouge française - Conseil départemental du Bas-Rhin	**6 000,00 €**	6 500,00 €	**6 000,00 €**
Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf	**4 000,00 €**	3 500,00 €	**3 500,00 €**
Ordre de Malte France	**3 000,00 €**	2 000,00 €	**2 000,00 €**
Communauté clair de terre	**18 000,00 €**	14 400,00 €	**14 400,00 €**
Aide et union aux blessés de l'existence	**5 000,00 €**	5 000,00 €	**5 000,00 €**
Vue (d') ensemble	**3 000,00 €**	0,00 €	**3 000,00 €**
Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation	**2 000,00 €**	2 000,00 €	**2 000,00 €**
Club des séniors de Koenigshoffen	**11 000,00 €**	8 690,00 €	**1 000,00 €**
Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales	**30 000,00 €**	20 000,00 €	**20 000,00 €**
SOS aide aux habitants	**10 000,00 €**	10 000,00 €	**10 000,00 €**
Maison des adolescents - Brik Ecole	**30 000,00 €**		**30 000,00 €**
Montant total de subventions proposées			***347 346,00 €***

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Attribution de subventions aux associations socioculturelles et de soutien à la jeunesse.

Numéro V-2021-1273

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 452 528 €.

1. Subventions aux associations proposant des formations BAFA/BAFD

La Ville soutient les strasbourgeois.es qui s'engagent dans une formation d'animateur. Les taux ont été revalorisés par délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012 et sont de 80 € pour le stage de formation générale au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) et le stage de formation générale au Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD).

Cette aide est toujours versée aux organismes de formation, sur la base des procès-verbaux de session, contresignés par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Bas-Rhin dont l'activité jeunesse, engagement et sport a été transférée depuis 2021 à la Direction académique 67. Elle est déduite des frais de stage du stagiaire au moment de l'inscription et est désormais communiquée directement par la Ville aux bénéficiaires par l'envoi systématique d'un courrier les informant de l'aide qui leur a été accordée.

Notre participation de 11 520 € permet d'aider 144 jeunes strasbourgeois.es qui ont préparé le BAFA et le BAFD.

Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (AROEVEN)	**7 440,00 €**
Comité régional Fédération Sportive et Culturelle de France du Grand Est (FSCF)	**400,00 €**
Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs (AFOCAL)	**2 160,00 €**

Association territoriale grand est des CEMEA (CEMEA)	**1 520,00 €**

2. Soutien au fonctionnement des Accueils de Loisirs Maternels

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	**96 700 €**

fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel des mercredis pour l'année 2020/2021

L'accueil de loisirs a une capacité de 80 enfants. Il fonctionne depuis juillet 2003, les mercredis et durant les vacances scolaires, en lien avec les services de la Ville.
Les enfants, âgés de 2 ans et demi à 6 ans, sont accueillis dans les locaux de l'école maternelle Langevin, proche et particulièrement adaptée à l'accueil des petits. Les repas sont pris au Centre social et culturel.

Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin - CDAFAL	**122 000 €**

fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel des mercredis « Les Toupidecs» pour l'année 2020/2021

114 enfants de 3 à 6 ans et 232 enfants de 6 à 11 ans fréquentent les accueils de loisirs les mercredis qui sont implantés dans les sites scolaires suivants : écoles Fernex, Schoepflin, Schuman, Ziegelau, Cahn et Schluthfeld.

Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	**56 958 €**

fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel pour l'année 2020/2021

Organisé par L'Escale, l'accueil de loisirs fonctionne, depuis 2007, les mercredis et durant les vacances scolaires pour des enfants âgés de 3 à 6 ans, à l'école maternelle de la Niederau, en lien avec les services de la Ville.
Il a une capacité de 40 enfants.

3. Soutien à l'investissement :

Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	**32 350 €**
Espace Sportif	*3 000 €*
Travaux sur les bâtiments du 78 Rue du Docteur François et du 40 Rue de la Doller	*29 350 €*

Ophea	**100 000 €**

Travaux en vue de la relocalisation de la clé des champs

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier prioritaire Neuhof-Meinau porté par l'Eurométropole (2019-2028) et de la convention signée avec l'ANRU, il est prévu la relocalisation de l'association La Clé des Champs .
La Clé des Champs est une structure associative qui bénéficie d'un agrément Espace de Vie Sociale pour 40 places délivré par la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin. Elle accueille des enfants scolarisés, entre 2 et 12 ans.

Elle évolue actuellement dans des locaux situés 8, rue des Thiviers et propriétés d'OPHEA (ex CUS HABITAT), qui ne sont pas entièrement adaptés à l'accueil de son public (pas de grande salle, limitation de la capacité d'accueil à 40 personnes) et qui ne sont pas conformes aux normes d'accessibilité. Elle occupe 220m² de locaux pour un loyer de 70,8€/m²/an (charges non comprises). Ces locaux ne répondent plus aujourd'hui aux besoins de l'association et aux normes d'accessibilité du public.

La relocalisation de cette association est prévue en rez-de-chaussée d'un immeuble neuf d'environ 25 logements qui sera construit par OPHEA Rue de Clairvivre dans le cadre du NPNRU. L'objectif est d'offrir à l'association et à son public un lieu plus adapté aux besoins actuels de la structure et à l'accueil de jeunes enfants : fonctionnalité, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, espaces extérieurs…
Après les premières études de faisabilité, le coût d'investissement global de l'opération est estimé à ce jour à environ 674 000 € HT. L'opération est amenée à bénéficier du concours de l'ANRU à hauteur de 109 000 €.

Pour atteindre un loyer d'équilibre de 8 € HT/m², l'opération nécessite un financement complémentaire de 300 000 €. C'est à ce titre que la Ville de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et la CAF sont sollicités. Toute partie supérieure à ces 300 000 € permettrait de réduire davantage le loyer qui sera demandé à l'association.

La CeA s'est engagée sur une participation de 129 300 €. 100 000 € sont escomptés de la CAF. Il est proposé une participation de la Ville de 150 000 €.

Le calendrier prévisionnel de ce projet est le suivant :
- 2020 à 2023 : relogements, démolitions et libération du terrain de construction ;
- 2023 : études de maîtrise d'œuvre et passation des marchés de travaux ;
- 2024 à 2025 : travaux et livraison de l'équipement.

Il vous est donc proposé de ratifier la convention quadripartite (OPHEA, association la Clé des champs, Ville, CeA) en annexe et d'attribuer une subvention à Ophea d'un montant de 100 000 € en 2021 et de 50 000 € en 2024, sous réserve du vote des crédits et de la réception des pièces justificatives attestant de la réalisation des travaux.

4. Soutien au fonctionnement et au développement de projets

Association de la jeunesse ouvrière chrétienne du Bas-Rhin	**2 000 €**

Fonctionnement général

L'association propose des accueils hebdomadaires le vendredi soir à de jeunes adultes de plus de 18 ans et le samedi après-midi à des adolescents de 14 à 19 ans, provenant principalement des quartiers de l'Elsau, Hautepierre et la Montagne Verte. Ces accueils ont vocation à permettre aux jeunes de se rencontrer, d'échanger, de débattre et de porter divers projets et actions définis collégialement au préalable.

Activ'Action	**9 000 €**

recrutement et accompagnement non-discriminant des volontaires en service civique de la Ville de Strasbourg

L'association mène un travail de fond dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour accompagner les jeunes, souvent en rupture avec le milieu scolaire, dans leur parcours de vie et notamment professionnel. L'association accompagne plus spécifiquement les jeunes engagé.e.s dans un service civique tant pour identifier les sujets ou les missions sur lesquels ils/elles pourraient se mobiliser que pendant le service civique lui-même pour qu'ils/elles apprennent de leurs expériences et s'inscrivent dans un projet professionnel ou une nouvelle dynamique.

Association migration solidarité et échanges pour le développement – AMSED	**10 000 €**

le fonctionnement général

L'AMSED est une ONG fondée en 1998 pour le dialogue interculturel et le développement local. L'association accompagne notamment un public jeune, au travers de chantiers internationaux, voyages solidaires, échanges euro-méditerranéens, animations de rue et parrainages pour l'emploi.
Les activités de l'association se déclinent sur 4 axes :

1. Promotion des voyages solidaires pour les jeunes
2. Promotion de la démocratie et de la citoyenneté
3. Soutien aux populations en difficulté
4. Soutien aux projets de co-développement en Europe et à l'international.

Elle développe notamment des actions socioéducatives sur le quartier de l'Esplanade visant l'accompagnement et l'inclusion des publics jeunes en difficulté.

Association populaire joie et santé Koenigshoffen	**12 000 €**

expérimentation d'un projet jeunesse sur le quartier des Poteries en lien avec l'association JEEP

L'association porte en lien avec la JEEP une expérimentation d'intervention conjointe d'un animateur socio-culturel et d'un éducateur spécialisé sur le territoire des Poteries. Soutenue par ailleurs par la CAF dans le cadre d'une prestation de service jeunesse, cette expérimentation a vocation à définir précisément les besoins en matière d'intervention socio-culturelle et de prévention spécialisée pour concevoir, rédiger et développer un projet jeunesse commun pour le quartier des Poteries.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1.	*Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (AROEVEN)*	*7 440 €*
2.	*Comité régional Fédération Sportive et Culturelle de France du Grand Est (FSCF)*	*400 €*
3.	*Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs (AFOCAL)*	*2 160 €*
4.	*Association territoriale grand est des CEMEA (CEMEA)*	*1 520 €*
5.	*Association du centre social et culturel Victor Schoelcher*	*96 700 €*
6.	*Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin - CDAFAL*	*122 000 €*
7.	*Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale*	*56 958 €*
8.	*Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale*	*32 350 €*
9.	*Ophea*	*100 000 €*
10.	*Association de la jeunesse ouvrière chrétienne du Bas-Rhin*	*2 000 €*
11.	*Activ'Action*	*9 000 €*
12.	*Association migration solidarité et échanges pour le développement*	*10 000 €*
13.	*Association populaire joie et santé Koenigshoffen*	*12 000 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 7 et 10 à 13 d'un montant de 320 178 € au compte AS00B – 6574 – 422 – prog. 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 429 844 €,*

- *d'imputer les subventions 8 à 9 d'un montant de 132 350 € au compte AS00 – 20421 – 520 – prog. 7017 dont le disponible avant le présent Conseil est de 231 372 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions y afférentes.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-133376-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

CONVENTION PARTENARIALE

Relocalisation de l'association la Clé des Champs par le bailleur Ophéa dans le cadre du NPNRU du quartier du Neuhof à Strasbourg

ENTRE
Le Département du Bas-Rhin, représenté par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 14 septembre 2020.
ci-après dénommé « le Département »

ET
Le bailleur Ophéa, représenté par son Directeur Général, Jean-Bernard DAMBIER.
ci-après dénommée « Le bailleur»

ET
La Ville de Strasbourg représentée par sa Maire Jeanne BARSEGHIAN, dûment habilitée par délibération au Conseil Municipal du 20 septembre 2021

ET
L'association la Clé des Champs, représentée par sa Présidente, Madame Catherine EGGEMANN.

ET EN PARTENARIAT AVEC :

- La Caisse d'Allocations Familiales ;
- L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1111-9, L.3211-1,

Vu la délibération n°CD/2016/157 du Conseil départemental du Bas-Rhin du 8 décembre 2016 relative aux orientations stratégiques de la politique publique départementale du développement et de l'animation territoriale

Vu la délibération n°CD/2017/004 du Conseil départemental du Bas-Rhin du 20 mars 2017 relative aux modalités de gestion du Fonds d'attractivité et de développement, du fonds d'innovation territoriale et du fonds de solidarité communale

Vu le contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole pour la période 2018 – 2021 et notamment ses enjeux « accompagner le maintien d'une offre de services de proximité » et « accompagner les projets urbains d'équipements adaptés aux populations » approuvés par le Conseil Départemental n°CD/2017/077 du 11 décembre 2019, et par la Ville de Strasbourg du 22 janvier 2018 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021 relative au projet de relocalisation de l'association la Clé des champs au Neuhof.

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 14 septembre 2020 approuvant la convention partenariale pour la relocalisation de l'association la Clé des champs au Neuhof.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 septembre 2021 approuvant la convention partenariale au projet de relocalisation de l'association la Clé des champs au Neuhof.

Il est préalablement exposé :

L'Alsace compte 31 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) sur les 1 294 existant au niveau national.

L'Eurométropole de Strasbourg en regroupe 18 quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (représentant environ 77 300 habitants en 2015, soit 16 % des habitants de l'Eurométropole), dont 13 à Strasbourg (22 % de sa population). Dans les 18 Quartiers de la politique de la Ville, les revenus médians sont inférieurs de plus de 50 % à ceux de l'Eurométropole (*cf. diagnostic social de la ville de Strasbourg – octobre 2017*).

La Ville de Strasbourg concentre plus de 50% des populations précaires, représentant un quart des habitants du Bas-Rhin.

Les enjeux de cadre de vie et de cohésion sociale pour les habitants des quartiers prioritaires supposent d'accompagner une dynamique résidentielle par des équipements et des services de proximité de qualité. L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg avec les bailleurs sociaux, sont engagés aux côtés de l'Etat dans la mise œuvre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) chiffré à 1,3 milliard d'euros concernant 7 Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).

Ces projets urbains et humains, réalisés avec la volonté partagée de co-construire et réussir ensemble, contribuent à renforcer l'attractivité de Strasbourg et par extension, du Département du Bas-Rhin.

Les projets de service de proximité en particulier dans le domaine éducatif et socio-culturel répondent aux enjeux identifiés dans le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAAPS) élaborés conjointement par l'Etat et le Département du Bas-Rhin.

La présente convention est conclue en application du contrat départemental de développement territorial et humain sur le Territoire d'Action de l'Eurométropole pour la période 2018-2021 et notamment ses enjeux « accompagner le maintien d'une offre de services de proximité » et « accompagner les projets urbains d'équipements adaptés aux populations ».

ARTICLE 1 : OBJET

L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg avec les bailleurs sociaux, sont engagés aux côtés de l'Etat dans la mise œuvre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) dans 7 Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).

Le quartier du Neuhof à Strasbourg va bénéficier d'une restructuration lourde avec la mise en place d'un programme ambitieux de démolitions et reconstructions, accompagné d'une reprise des espaces publics : 484 démolitions (6 opérations), 1295 requalifications/résidentialisations, 182.7M€ d'investissement hors opération de promotion immobilière privées.

Le bailleur Ophéa s'est engagé à intervenir activement sur son parc immobilier sur le quartier du Neuhof nord et sud : 294 démolitions de logements, 4 opérations de requalification/résidentialisation sur la période globale du NPNRU, soit 965 logements au total.

L'immeuble 8 rue Thiviers sur le secteur Hautefort-Saint-Exupéry, accueille actuellement les activités de périscolaire, portées par l'association la Clé des champs. Le bailleur prévoit de relocaliser l'activité du locataire dans une de ses constructions neuves. Ces nouveaux locaux modernes et fonctionnels lui permettront de d'améliorer son offre de service aux habitants.

L'aide du Département est sollicitée pour limiter la hausse de loyer du locataire, liée au passage de locaux anciens à des locaux neufs, répondant aux normes actuelles.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Construction d'un immeuble mixte rue Clairvivre

La configuration des locaux actuels 8 rue Thiviers ne répondent plus au besoin de l'association. L'hypothèse de travaux lourds d'adaptation et de mise aux normes a été écartée par le bailleur en lien avec la Ville de Strasbourg et l'association. Le scénario de relocalisation dans une construction neuve a été retenu.

Le bailleur, maître d'ouvrage, prévoit de reconstituer 25 logements neufs sur le terrain de démolition de la tour du 89 avenue du Neuhof (66 logement) et de l'immeuble 10-12 rue Clairvivre (16 logements). Il s'agit d'un projet mixte (habitat et activités) avec 25 logements dédiés en priorité au public sénior et 250m2 réservées à l'activité périscolaires en rez-de-chaussée avec une cour extérieure.

La nouvelle localisation permettra à l'association de bénéficier d'une situation plus lisible en entrée de quartier, à proximité immédiate des transports en commun (arrêts de tram et bus).

2.2 L'activité de périscolaire

L'association la Clé des champs est actuellement locataire du 8 rue Thiviers depuis 1998 et assure les activités de halte-garderie et périscolaire, avec restauration. Elle dispose d'un agrément EVS pour l'accueil de 40 enfants, prioritairement issus du secteur Hautefort.

Le projet social consiste à accueillir des enfants scolarisés de 2 à 12 ans (20 enfants de -6ans et 20 de 6 ans à 12 ans) en temps périscolaire de 6h30 à 19h les mercredis et pendant les vacances scolaires. L'association accueille principalement des enfants dont les parents

travaillent et prévoit des places d'accueil ponctuelles pour des parents qui seraient exceptionnellement indisponibles en raison de rendez-vous médicaux ou entretiens professionnels.

Son activité reconnue, complète l'offre de service dédié à l'enfance sur le quartier (Maison de l'enfance, centre socio-culturel du Neuhof).

L'association est signataire d'une convention avec la CAF pour la mise en place d'une prestation de service ordinaire dont les engagements consistent à favoriser la mixité sociale et l'accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarification modulées en fonction des ressources.

Les axes du projet éducatif de la Clé des champs :

- Le centre de loisirs
  - Favoriser l'accès aux loisirs ;
  - Ouverture sur l'extérieur ;
  - Développement des solidarités entre des enfants d'âge différents ;
  - L'apprentissage du vivre ensemble ;
  - L'estime de soi.
- Le soutien éducatif
  - Donner à l'enfant un encadrement éducatif ;
  - Accompagner les enfants, leurs ressources, leurs difficultés ;
  - Accueillir et développer une attention spécifique aux enfants en difficultés ;
  - Soutenir les enfants dans leur relation à l'école.
- L'accompagnement du rôle des parents dans leur rôle éducatif
  - Valoriser les parents dans leur rôle éducatif ;
  - Inciter les parents à avoir une place dans la structure ;
  - Accompagner les parents vers les institutions ;
  - Favoriser les rencontres et les échanges entre parents ;
  - Elaborer des réponses communes (parents-professionnels) dans une démarche de co-éducation.

La Clé des champs porte des actions parentalité (inscrites dans le REAAP) et des activités CLAS pour les élèves de primaires.

Par ailleurs, l'association accueille :

- 4 à 5 enfants, orientés par le Service Protection des Mineurs de la Ville de Strasbourg ;
- 1 enfant présentant des troubles autistiques. Les équipes sont plus largement sensibilisées à l'inclusion d'enfants en situation de handicap.

2.3 Conditions d'occupation des locaux

Un bail commercial d'une durée de 9 ans renouvelable tacitement sera formalisé avec le futur locataire.

Le loyer de la Clé des champs s'élevait dans les précédents locaux, à 4.35/m2/mois hors charges et TVA.

Le loyer prévisionnel pour l'occupation des locaux rue de Clairvivre, est estimé à ce jour par le bailleur à 8€/m² mensuel hors charges et TVA, sous réserve que le montant de la participation des co-financeurs soit au moins égale à 300 000€ et réparti entre l'ensemble des co-financeurs.

*8€/mois/m2 correspond au plafond maximal souhaité par la structure.

Une récupération de la TVA sur le loyer sera effectuée par le bailleur et se rajoutera au montant estimé, indiqué ci-dessus.

2.4 Calendrier

- 2020-2022 : Relogements ;
- 2021-2022 : Démolition 10-12 rue Clairvivre ;
- 2022-2023 : Démolition du 89 avenue du Neuhof ;
- 2022 : Etude pour la reconstitution des 25 logements et du local de la Clé des Champs ;
- 2024/2025 : Travaux de reconstitution des 25 logements et du local de la Clé des champs ;
- 2025 : Emménagement de l'association dans les nouveaux locaux.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTENAIRES POUR LA REALISATION DU PROJET

3.1 Les engagements du bailleur Ophéa

Le bailleur, dans le cadre de la co-construction du projet, s'engage à :

- Intégrer des clauses d'insertion dans les marchés publics ;
- Garantir la vocation sociale des locaux : réserver à une association ou société dont l'objet est social ou socioculturel dans le cas où l'association ou la société locataire venait à arrêter ses activités ;
- Répercuter l'intégralité de la subvention du Département sur le coût du loyer ;
- Respecter la non fongibilité des crédits : soumettre au Département la réorientation des crédits disponibles non consommés vers un autre projet du porteur ;
- Rechercher, en lien avec l'association preneuse et tous les partenaires financiers, un programme définitif et un équilibre d'opération optimisé permettant de proposer un loyer de sortie soutenable au locataire, tenant compte à la fois des contraintes financières des promoteurs des projets, mais aussi des équilibres économiques propres des locaux à élaborer. Dans le cadre de ce projet spécifique, proposer autant que faire se peut, un loyer de sortie qui ne dépasse pas 8€/mois/m2 hors charges et TVA sur la durée du bail commercial de 9 ans renouvelable tacitement ;
- Conclure entre OPHEA et le locataire un bail professionnel soumis aux dispositions de l'article 57 A de la Loi 86-1290 du 23 décembre 1986 ;
- Proposer des locaux adaptés à l'activité du locataire et à l'accueil du public.

3.2 Les engagements de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de la co-construction du projet, s'engage à :

- Animer le partenariat entre les acteurs du projet et favoriser sa mise en œuvre dans le cadre prévu : veiller au respect des engagements pris par les partenaires du projet, notamment le bailleur et le locataire ;
- Faciliter la mise en synergie du locataire avec les acteurs du quartier : centre socio-culturel, maison de l'enfance… ;
- Accompagner le locataire dans le développement d'une offre de service adaptée aux besoins des habitants du quartier ;
- Associer le Département du Bas-Rhin dans les comités techniques et comités de pilotage du projet.

3.3 Les engagements du locataire

Le locataire, actuellement la Clé des champs, dans le cadre de la co-construction du projet, s'engage à :

- Proposer des modalités d'accueil répondant aux besoins des familles du quartier, notamment par la proposition d'amplitude horaire favorisant l'insertion professionnelle et/ou sociale, dans le respect de l'équilibre économique de l'activité et de l'association ;
- Poursuivre et renforcer les actions dans le champ de la parentalité dans la continuité du partenariat existant (REAAP, CLAS…) ;
- Poursuivre et renforcer les actions en faveur de l'accueil d'enfants en situation de handicap, notamment autour de la formation des professionnels.

3.2 Les engagements du Département

Le projet répond aux enjeux du Territoire d'Action eurométropolitain « accompagner le maintien d'une offre de services de proximité » et « Accompagner les projets urbains d'équipements adaptés aux populations ».

Le Département du Bas-Rhin s'engage à accompagner le bailleur et l'Eurométropole dans la construction de ce projet et à mettre à disposition son ingénierie, en lien avec les compétences du Département, au titre :

- du développement de la vie associative : accompagnement individualisé d'associations rencontrant des difficultés financières conjoncturelles, développement de partenariat avec le Département, mise en réseau et orientation vers des acteurs du réseau de soutien local (fédérations, mouvements…) ;
- de l'action sociale de proximité, enfance-jeunesse-famille (développement d'action de sensibilisation et de prévention auprès des parents REAPP), protection maternelle infantile (action en faveur de la prévention des enfants de 0 à 6 ans ; accompagnement des assistantes maternelles, attractivité du métier), autonomie (coordination de la politique autonomie sur le territoire ; accessibilité au handicap), insertion (emploi de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Le Département s'engage par ailleurs à apporter une contribution financière au projet du bailleur d'un montant de **129 300€** pour la relocalisation des activités de périscolaire au quartier du Neuhof.

Le montant de cette contribution financière départementale n'est applicable que sous réserve du vote des crédits de paiement correspondant à son assemblée délibérante et de la signature de la convention financière mentionnée à l'article 5 ci-après par l'ensemble des parties.

ARTICLE 4 : COÛT DU PROJET ET PLAN DE FINANCEMENT

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Acquisition des terrains et immeubles	/	ANRU	109 000€
Travaux	590 000€	CAF	100 000€ *(montant escompté)*
Honoraires de maitrises d'œuvre	56 500€	Ville de Strasbourg	150 000€ *(montant escompté)*
Rémunération de la conduite d'opération	28 250€	Département	**129 300€**
		Bailleur	186 450€
TOTAL HT	**674 750€**	**TOTAL HT**	**674 750€**

Le montage financier a été réalisé sur la base d'une TVA à 20%.
**Le bailleur récupère la TVA auprès des services fiscaux.*

L'assiette éligible de la subvention départementale exclue les charges foncières et autres charges liées à l'acquisition de terrains et immeubles.
Le soutien du Département au titre du fond d'attractivité s'élève à **129 300€.**

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES ET DE MISE EN OEUVRE DES AUTRES CONTRIBUTIONS

Les modalités de paiement de chaque contribution financière de chacun des partenaires seront définies en tant que de besoin dans une convention financière individuelle à conclure avec le porteur du projet.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

6.1. La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.
Sous réserve de la clause prévue à l'article 6.2. et l'article 10 ci-après, elle prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties signataires.

6.2. Considérant le cadre spécifique des projets de l'ANRU, la réalisation du projet, objet de la présente convention, sera autorisée à débuter au plus tard le 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 : SUIVI – ÉVALUATION – BILAN

7.1 Un comité de pilotage et de suivi ad hoc aux instances existantes du NPNRU, composé des partenaires signataires de la présente convention se réunit autant que de besoin pour suivre la réalisation des projets. Ce comité peut être élargi à toute personne participant à la réalisation du projet.

7.2 Le bailleur, porteur de projet et maitre d'ouvrage de l'opération, assure l'évaluation et le bilan de la réalisation du projet, objet de la présente convention.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les modalités d'utilisation de chaque contribution financière sont détaillées dans les conventions financières citées à l'article 5 ci-avant.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention de partenariat devra faire l'objet d'un avenant signé entre tous les partenaires à la condition que cette modification n'en remette pas en cause les principes fondamentaux et qu'elle ne contrevienne pas aux dispositions du contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole susvisé. Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'un ou l'autre des partenaires à tout moment moyennant un préavis de six mois, par lettre recommandée adressée à tous les partenaires engagés dans le contrat départemental.

La résiliation de cette convention n'aura aucun effet sur les autres conventions relatives au contrat départemental, lesquelles continueront à engager les parties signataires et se poursuivront jusqu'à leurs termes respectifs.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les litiges susceptibles de naître entre les membres à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les membres du groupement sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le Tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L 213-1 à L.213-10 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 4 exemplaires originaux à Strasbourg, le

Pour le Département du Bas-Rhin, Le Président du Conseil Départemental, Frédéric BIERRY	Pour le bailleur Ophéa, Le Directeur Général, Jean-Bernard DAMBIER
Pour la Ville de Strasbourg La Maire, Jeanne BARSEGHIAN	Pour l'association la Clé des Champs Le Président, Catherine EGGEMANN

Organisme Nom	Sigle	Dispositif	Objet Demande	Montant Demandé	Montant alloué Année N-1	Montant Proposé
Association régionale des oeuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale	AROEVEN	BAFA / BAFD	la formation de 93 jeunes strasbourgeois au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et de Directeur (BAFD) sur la période février à août 2020	**7 440,00 €**		**7 440,00 €**
Comité régional Fédération Sportive et Culturelle de France du Grand Est	FSCF	BAFA / BAFD	la formation de 5 jeunes strasbourgeois.e.sau Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) ,à hauteur de 80 € par jeunes strasbourgeois.e.s	**400,00 €**		**400,00 €**
Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs	AFOCAL	BAFA / BAFD	la formation de 27 jeunes strasbourgeois.e.s au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) à hauteur de 80 € par jeunes strasbourgeois.e.s	**2 160,00 €**		**2 160,00 €**
Association territoriale grand est des CEMEA	CEMEA	BAFA / BAFD	la formation de 19 jeunes strasbourgeois.e.s au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)à hauteur de 80 € par jeunes strasbourgeois.e.s	**1 520,00 €**	5 600,00 €	**1 520,00 €**
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	CSC Victor Schoelcher	ALM	l'accueil de loisirs maternelle pour l'année 2020/2021	**96 700,00 €**	96 700,00 €	**96 700,00 €**
Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	CDAFAL	ALM	fonctionnement de l'accueils de loisirs maternelle des mercredis « Les Toupidecs» pour l'année 2020/2021	**122 000,00 €**	122 000,00 €	**122 000,00 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	CSC L'Escale	ALM	fonctionnement de l'accueil de loisirs maternelle pour l'année 2020/2021	**56 958,00 €**	56 958,00 €	**56 958,00 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	CSC L'Escale	Equipement	réalisation de divers travaux sur les bâtiments du 78 Rue du Docteur François et du 40 Rue de la Doller	**47 625,00 €**	0,00 €	**29 350,00 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	CSC L'Escale	Equipement	Espace Sportif	**3 000,00 €**		**3 000,00 €**

Ophea	/	Equipement	les travaux de relocalisation de l'association Garderie restaurant la clé des champs centre de loisirs et d'animation éducatifs	**150 000,00 €**	0,00 €	**100 000,00 €**
Association de la jeunesse ouvrière chrétienne du Bas-Rhin	JOC	Fonctionnement général	le fonctionnement général	**2 000,00 €**	2 000,00 €	**2 000,00 €**
Activ'Action	/		le recrutement et accompagnement non-discriminant des volontaires en service civique de la Ville de Strasbourg	**9 000,00 €**	9 000,00 €	**9 000,00 €**
Association migration solidarité et échanges pour le développement	AMSED	Fonctionnement général	la part complémentaire de subvention de fonctionnement général	**45 000,00 €**		**10 000,00 €**
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	JSK		l'expérimentation quartier Poteries en lien avec l'association JEEP d'un projet jeunesse	**12 000,00 €**		**12 000,00 €**

67

au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ et Rebecca BREITMAN : Hommage solennel et républicain à Samuel PATY et Sarah HALIMI.

Numéro V-2021-1275

La Commission de dénomination des rues a entériné cet été la nomination du parvis du Palais de Justice au nom de Gisèle Halimi. Cette dénomination, hautement symbolique pour une femme de droit, avocate, militante de la cause des femmes, a été votée ce 20 septembre par le Conseil municipal. C'est l'honneur d'une grande ville de rendre hommage aux femmes et aux hommes de la République.

« Parce qu'un homme sans mémoire est un homme sans vie, un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir », c'est pourquoi rendre hommage solennellement à Samuel PATY et Sarah HALIMI est primordial pour la ville de Strasbourg. Victimes de la même haine aveugle, la République leur doit une dette immense, ainsi qu'à leurs familles. En période de procès des attentats du 13 novembre, la mémoire doit être l'outil de la réconciliation, pour perpétuer le souvenir et rassembler autour des valeurs de la République.

Il y a presque un an, le 16 octobre 2020, le professeur d'Histoire-géographie Samuel PATY, un héros ordinaire de la République, a été assassiné pour avoir enseigné la liberté d'expression, victime du terrorisme islamiste. Pour rendre l'hommage républicain qu'il mérite, la ville de Strasbourg s'associera à l'hommage national rendu à Samuel PATY.

Il y a près de cinq ans, Sarah HALIMI, directrice de crèche retraitée, est assassinée parce que juive, victime d'un meurtre antisémite atroce.

Un professeur, une directrice de crèche. Deux destins français, qui ont consacré leur vie à l'éducation des jeunes de notre pays, à transmettre le savoir, les valeurs de notre République, la liberté et la fraternité, face à l'obscurantisme. La République leur doit tant. Leur rendre hommage n'est que justice.

En mémoire de Sarah HALIMI, victime de l'antisémitisme et de Samuel PATY, victime du terrorisme, le Conseil municipal souhaite leur rendre hommage en proposant à la commission de dénomination des rues et des écoles de nommer une rue Sarah HALIMI et une école Samuel PATY.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140883-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 67 à l'ordre du jour :

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ et Rebecca BREITMAN : Hommage solennel et républicain à Samuel PATY et Sarah HALIMI.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 45 voix
+ 6 voix pour Mesdames Brolly et Henry ainsi que Messieurs Maurer, Steffen, Polesi et Koussa qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 1 voix
NB: Monsieur Ozenne s'est trompé : il souhaitait voter POUR.

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°67

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ et Rebecca BREITMAN : Hommage solennel et républicain à Samuel PATY et Sarah HALIMI.

Pour	**45**	**ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUMAY Julia, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, PARISOT Sophie, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre	**1**	**OZENNE Pierre**
Abstention	**0**	

68

au Conseil Municipal du lundi 20 septembre 2021

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ : Raviver la flamme de la mémoire et de la citoyenneté à Strasbourg.

Numéro V-2021-1276

Au cours des dernières semaines nous avons vu se multiplier avec horreur les références indécentes à la Shoah et à la Seconde Guerre mondiale. Ce détournement, cette profanation de la mémoire, cette banalisation du mal absolu, montrent à quel point la transmission des leçons de l'Histoire et de la citoyenneté reste plus que jamais l'une de nos plus ardentes obligations. Dans le même temps les cérémonies réunissent de moins en moins de participants.

Les événements sont nombreux, le public rare et habitué. Nous devons toucher plus largement et aller à la rencontrer des publics éloignés de la mémoire et de la citoyenneté.

Nous ne pouvons seuls relever ces défis mais, élus de la République, nous devons prendre toute notre part à l'œuvre collective d'information, de sensibilisation et de transmission à travers des actions de proximité très concrètes. **La ville de Strasbourg adopte ainsi ce plan d'action en faveur de la Mémoire** :

- Communication, par la ville de Strasbourg, auprès des habitants, d'informations relatives aux cérémonies et événements mémoriels et citoyens, avant et après leur tenue ;

- Développement d'ateliers dédiés à la citoyenneté et de sensibilisation à la mémoire dans le cadre du temps périscolaire pour les classes de CM1 et CM2 ;

- Encourager la participation systématique de classes des Ecoles (CM1 et CM2), des Collèges et des Lycées de Strasbourg aux cérémonies ;

- Recrutement par la ville de Strasbourg de postes en Service Civique pour accompagner les enseignants dans la préparation de la participation aux cérémonies et pour favoriser et développer la participation de classes de collège et lycée de l'ensemble des quartiers de Strasbourg au Concours national de la résistance et de la déportation, en lien avec les autres collectivités territoriales ;

- Désignation, en lien avec les associations, les centre socio-culturels, les clubs sportifs, d'Ambassadeurs de la Citoyenneté pour des interventions en milieu scolaire sur les valeurs du vivre ensemble, de la République, de la tolérance ;

- En lien avec les associations et le Rectorat, travail sur la création d'un kit pédagogique et d'une plateforme en ligne regroupant en libre accès des contenus utiles au travail de mémoire et à la diffusion de la citoyenneté ;

- Développement de contenus adaptés aux jeunes publics et aux réseaux et vecteurs de communication qu'ils utilisent, en lien avec des artistes, associations et acteurs du numérique ;

- Travail avec la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI), le Conseil de l'Europe et les institutions européennes sur les enjeux de la mémoire et de la citoyenneté européennes partagées ;

- Organiser des ateliers de sensibilisation et de transmission aux parents.

Nous devons à ceux qui sont morts, à ceux qui ont survécu et portent les morsures de l'Histoire dans leur chair, à nos enfants et aux générations futures de ne jamais laisser le terrain libre à l'oubli et à l'amnésie. Strasbourg, Capitale européenne, par son Histoire et sa vocation, doit mener ce combat aux avant-postes !

Il est proposé de travailler, approfondir et adapter ces propositions avec les associations, acteurs académiques, interreligieux et partenaires institutionnels pour permettre leur mise en œuvre opérationnelle.

Adopté le 20 septembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 27 septembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20210920-140885-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 27/09/21

Conseil municipal du 20 septembre 2021

Point 68 à l'ordre du jour :

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ : Raviver la flamme de la mémoire et de la citoyenneté à Strasbourg.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 51 voix
+ 1 voix pour Monsieur Oehler qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2021 - Point n°68

Résolution municipale présentée par Pierre JAKUBOWICZ : Raviver la flamme de la mémoire et de la citoyenneté à Strasbourg.

Pour **51**	**ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUMAY Julia, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, REICHHART Ada, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	